

QUEEN MARY COLLEGE
(University of London)
LIBRARY


AUTHOR

GROSCLAUDE, P.

TITLE

Malesherbes.

CLASSIFICATION AND LOCATION

 DC 137.5.M3 Gro

STOCK No.

(68517)

WITHDRAWN
FROM STOCK
QMUL LIBRARY

OC 137.5.M3 GRO

QM Library




23 1258793 7

DATE DUE FOR RETURN

(Undergraduate Students only)

--	--	--

181 10



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

PIERRE GROSCLAUDE

MALESHERBES

Chrétien-Guillaume
LAMOIGNON DE MALESHERBES

1721 - 1794

PRINCIPAUX OUVRAGES DU MEME AUTEUR

VIENT DE PARAÎTRE :

Jean-Jacques Rousseau et Malesherbes. (Documents inédits.) Fischbacher-Paris. 1 vol. in-8° Raisin (illustré) : 12 NF (Franco : 13 NF).

La Vie intellectuelle à Lyon dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle (thèse de doctorat). A. Picard, 1934.

Jean-Jacques Rousseau à Lyon (thèse complémentaire). Alcan, 1934.

Le mouvement romantique à Lyon d'après la presse de la Restauration et de la Monarchie de Juillet. Deux études parues dans la *Revue d'Histoire littéraire de la France*, année 1935.

Sainte-Beuve et Marceline Desbordes-Valmore, histoire d'une amitié. Editions de la Revue Moderne, 1948.

J.-J. ROUSSEAU, *Confessions et Rêveries*, édition complète avec choix de variantes, introduction, notes bibliographie, index. Magnard, 1^{re} édition 1947, 2^e édition augmentée 1954.

Un audacieux message, « L'Encyclopédie ». Nouvelles Editions latines, 1951.

Malesherbes et « L'Encyclopédie », dans les *Annales de l'Université de Paris*, numéro spécial publié à l'occasion du bi-centenaire de l'*Encyclopédie*, octobre-novembre 1952.

Maximes et Anecdotes de CHAMFORT, édition complète avec variantes, introduction, notices, notes, lexique, deux index. *Collection nationale des Classiques français*, Imprimerie Nationale, 1954.

Le renoncement de Racine. Magnard, 1955.

Ce monde inhumain, essai. Nouvelles Editions latines, 1956.

Nombreuses éditions classiques (*Montaigne, Racine, J.-J. Rousseau, Victor Hugo*), parues chez Larousse et Hatier.

Etudes sur Malesherbes, parues dans la *Revue d'Histoire littéraire de la France* (1958 et 1959), la *Revue historique de droit français et étranger* (1958), la *Revue des Sciences humaines* (1958), le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* (1957, 1958, 1959, 1960), les *Nouvelles Littéraires, le Monde*, etc.

EN VENTE A LA MEME LIBRAIRIE

Pierre-Paul PLAN : *J.-J. Rousseau et Malesherbes.* Un dossier inédit de la Direction de la Librairie sous Louis XV (occasion 12 NF ; franco 13 NF).

Théophile DUFOUR et P.-P. PLAN : *Correspondance générale de J.-J. Rousseau* (20 volumes) (Franco : 135 NF).

PIERRE GROSCLAUDE

MALESHERBES

TÉMOIN ET INTERPRÈTE
DE SON TEMPS

SES RELATIONS avec : VOLTAIRE, ROUSSEAU, d'ALEMBERT, DIDEROT, les Philosophes, les Encyclopédistes, MORELLET, MARMONTEL, FRERON, PALISSOT, MAUPEOU, TURGOT, LA FAYETTE, WASHINGTON, JEFFERSON, FRANKLIN, les Frères LACRETELLE, CHATEAUBRIAND, Charles BONNET, DE SAUSSURE, BUFFON, JUSSIEU, CONDORCET, Duc de LA ROCHEFOUCAULD D'ENVILLE, BOISSY-D'ANGLAS, RABAUT-SAINT-ETIENNE, RULHIÈRE, l'Abbé GREGOIRE, LOUIS XV, LOUIS XVI, etc...

SES IDEES sur : La librairie - La censure - La liberté de la presse - La Magistrature - La législation criminelle - Les lettres de cachet - Les Etats Généraux - L'éducation - l'Université - L'Histoire Naturelle - La question juive - Les protestants - l'Edit de Tolérance - Les colonies.



LIBRAIRIE FISCHBACHER

33, RUE DE SEINE

PARIS

A Monsieur CHARLES BRAIBANT
Directeur Général Honoraire
des Archives de France

A Monsieur le Comte DE TOCQUEVILLE

Hommage respectueux et reconnaissant



PQ 273

1851

SOMMAIRE

Malesherbes cet inconnu. — Biographes et panégyristes : images différentes et jugements influencés par des partis-pris — Pourquoi Malesherbes est-il si mal connu ? — Un intellectuel, un spéculatif, un esprit curieux de toutes choses. — Malesherbes fut-il impropre à l'action ? — Eut-il des préjugés de classe et de caste ? Malesherbes et le peuple. — Modestie, absence d'ambition, goût de l'indépendance et des loisirs studieux. — Son attachement à la vérité et son horreur de la courtoisane. Sa prudence et son habileté politique. — Sociabilité de Malesherbes : amitiés et relations. — Malesherbes mêlé à toute la vie de son siècle.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les origines des Lamoignon. — Les grands ancêtres magistrats. — Le Chancelier, père de Malesherbes, diversement jugé. Sa piété, son attachement à la magistrature : un document qui le dépeint. — Malesherbes et sa famille : ses sœurs. — Les Grimod de la Reynière. Madame de Malesherbes et son mystère. — Les deux filles ; les gendres : Rosambo et Montboissier.

CHAPITRE II

Une enfance très mal connue : ce qu'en disent les biographes. — L'hôtel de Lamoignon. — Absence d'influence maternelle. Un père exigeant et vigilant. — Au collège Louis-le-Grand. — Portrait de Malesherbes à seize ans d'après la « lettre exhortatoire » du Chancelier de Lamoignon. — Les leçons de l'abbé Pucelle ; autres maîtres. — Les débuts de la carrière. Malesherbes et les gens de lettres.

CHAPITRE III

Les tâches difficiles qui attendent le nouveau directeur de la Librairie. — Malesherbes fonctionnaire zélé et circonspect. — Son attitude envers les censeurs. Autorité et souplesse. Surveillance et travail personnel. — Fermeté et obstination de Malesherbes : quelques exemples. La question des privilèges. Les gazettes étrangères. — Son attitude envers ceux qui veulent se soustraire aux règlements de la Librairie. Résistance de Malesherbes aux menaces. L'affaire Pompignan. — Le courage n'exclut pas la prudence. Quand Malesherbes évite de prendre des responsabilités. — Une attention continuelle à ne pas commettre d'erreurs, une vigilance sans défaut. — Des journées bien remplies.

CHAPITRE IV

Rôle et fonctions du Chancelier. Rapports de Malesherbes avec son père. — Divergences. Le Chancelier et les Jésuites. Les différents aspects d'une constante collaboration : Malesherbes se met à couvert derrière l'autorité de son père ; il lui dissimule son jeu personnel ; il résiste et lui tient tête. — Accord apparent, mais conflits fréquents. — Attachement respectueux du fils pour le père.

CHAPITRE V

Un problème complexe et délicat.

I. - Malesherbes favorise les débuts de l'Encyclopédie. — Après le premier volume, les mesures qu'il est contraint de prendre. Rôle de Boyer, évêque de Mirepoix. — Malesherbes sauve l'Encyclopédie en 1752.

II. - Les mystères de la censure. — Les supercenseurs théologiens ont-ils effectivement censuré tous les tomes successifs de l'ouvrage ? — Faut-il

admettre que les censeurs théologiens ont été complices ? Négligents ou dupes plutôt que complices ? — La gravité de la situation en 1758.

III. - L'article « Constitution Unigenitus ». — Hésitations de Malesherbes. — Pourquoi finalement l'article ne paraît pas. Le veto du Chancelier. Malesherbes solidaire de son père.

IV. - Relations de Malesherbes avec Helvétius. — Le censeur Tercier. — Malesherbes prévoit l'orage et s'efforce de le conjurer. — Comment il retrace l'affaire dans son Mémoire sur la liberté de la presse. — Ce que nous apprend la correspondance. Malesherbes et Tercier. Impuissance de Malesherbes à sauver Helvétius ; conseils et exhortations.

V. - Le Parlement condamne l'Encyclopédie. Panique chez les libraires. — Faut-il supprimer le privilège ? — Malesherbes prépare et rédige, en collaboration avec le Chancelier, le projet d'arrêt du Conseil. — Efforts qu'il déploie pour atténuer les conséquences de l'arrêt du 8 mars et de celui du 21 juillet et pour sauver l'entreprise de la ruine. — Tractations avec les libraires : la question des planches. Malesherbes à la recherche d'une solution équitable. — Pourquoi Malesherbes s'est-il décidé à supprimer le privilège : une habileté suprême ?...

CHAPITRE VI

Malesherbes fut-il, comme l'a soutenu Brunetière, systématiquement hostile à Fréron ? — Malgré les ennuis que lui cause sans cesse l'Année Littéraire, il s'efforce d'être impartial et équitable : quelques exemples. — Les censeurs de Fréron. L'Abbé Trublet. Malesherbes entre Fréron et d'Alembert. Il prêche la modération à d'Alembert. — Un texte capital : la lettre de Malesherbes à Morellet. — Les plaintes de Marmontel. Refus de Malesherbes à la politique d'arbitraire et au despotisme. — Les éternelles « tracasseries » de Fréron. — L'affaire de l'Ecoissaise de Voltaire. — Indépendance de Malesherbes. Il réproouve et condamne les polémiques. L'affaire Palissot et la « Vision » de Morellet. — Ce que Malesherbes reproche aux philosophes.

CHAPITRE VII

Les cinq mémoires sur la Librairie : contenu de ces mémoires ; les réformes proposées par Malesherbes ; la question des permissions tacites. — Malesherbes dénonce les abus et s'efforce d'y remédier. — Il condamne les libelles diffamatoires et les « personnalités ». — Sa critique d'une réglementation décousue qui favorise la fraude. — Le problème des inspecteurs de la Librairie. — Les villes d'entrée. — Les visites aux Chambres syndicales. — Le mémoire à M. de Saint-Priest, Intendant du Languedoc : mesures proposées ; livres étrangers, privilèges, contrefaçons. La tolérance réfléchie. — Malesherbes et le commerce du livre français à l'étranger. — Les gênes rigoureuses : avantages de la liberté. — Un parallèle entre la France et l'Angleterre. — Incohérence et inefficacité du système de la censure. — La pensée de Malesherbes s'oriente vers la notion d'une liberté presque totale.

CHAPITRE VIII

Début des relations de Malesherbes avec Voltaire. — Connaissance de la correspondance échangée entre eux. — Le Siècle de Louis XIV ; l'Abrégé de l'Histoire universelle ; les Annales de l'Empire ; l'Histoire de la guerre de 1741 ; la Pucelle ; l'Histoire de la Russie sous Pierre le Grand. Bonne foi ou duplicité de Voltaire dans ces affaires : doutes et soupçons de Malesherbes ; son comportement envers Voltaire. — Voltaire récrimine, mais reconnaît les mérites de Malesherbes. — Leurs relations après 1763. Comment Voltaire accueille l'entrée de Malesherbes au Ministère ; ses regrets à

son départ. — Comment Malesherbes juge Voltaire : une admiration fervente, mais des réserves sur l'homme.

CHAPITRE IX

1. — Malesherbes premier Président de la Cour des Aides. Rôle et fonctions de cette cour. — La lutte s'engage en 1756 : les Remontrances sur le vingtième. — Le Discours de Malesherbes devant le comte de Clermont ; les Remontrances de novembre 1759. — Nouveaux heurts : Malesherbes dénonce la montée du despotisme. — L'affaire Varenne (1762-63). — La levée de la taille, le don gratuit, le second vingtième. Le duc de Chartres devant la Cour : une solennelle protestation de Malesherbes (1769). — Les Remontrances de juillet 1768 sur l'augmentation de la taille. — Maupeou fils Chancelier. — L'affaire Monnerat. Lettre de Malesherbes au Chancelier. Audience royale dramatique. Les Remontrances du 14 août 1770 et celles du 17 août. Doctrine politique de Malesherbes formulée à l'occasion de l'affaire Monnerat.

2. — Les événements se précipitent. L'affaire du Parlement de Bretagne. — Lutte entre le Parlement de Paris et le pouvoir royal ; la suppression du Parlement. Les Remontrances du 18 février 1771 : l'appel aux Etats Généraux. — Les événements du mois de mars : l'arrêt de la Cour du 22 mars ; Malesherbes face à Maupeou : les audiences ministérielle et royale du 27 mars. — Inflexible résistance de la Cour. Malesherbes reçoit une lettre de cachet. La séance du 9 avril : le dernier jour de la Cour des Aides.

CHAPITRE X

Malesherbes exilé dans sa terre. Sa première protestation. — Une correspondance clandestine avec Bellanger et Dionis du Séjour. Attitude de Malesherbes en face des menaces de liquidation forcée. Sa résistance. — M. de Boynes : essai de négociation. — La solitude de Malesherbes ; visites et petits voyages. — La maladie et la mort de Louis XV : tout va changer. Préparatifs. — Malesherbes d'après cette correspondance.

CHAPITRE XI

Effort de conciliation entrepris dès 1771 ; le « plan d'accommodement ». — Les Eclaircissements sur les observations recueillies des conversations de M. le Chancelier de Lamoignon. Malesherbes réproche à la fois le despotisme royal et les abus de la magistrature ; les solutions qu'il préconise. — Défense de la vénalité des charges et de la justice payante. — Les procédures criminelles. — Les magistrats doivent-ils accepter la liquidation de leurs offices ? — Un mémoire sur la librairie ; les mesures d'assainissement proposées : liberté modérée, réglementation efficace et juste.

CHAPITRE XII

Efforts de Turgot pour que Malesherbes accepte la place de garde des Sceaux. Refus de Malesherbes : une correspondance secrète. — Projets pour le rétablissement de la magistrature. Quatre mémoires à Louis XVI : un plan détaillé. — Le mémoire sur les avocats ; le mémoire sur le projet de réunir le Grand Conseil à la Cour des Aides.

CHAPITRE XIII

Rétablissement du Parlement et de la Cour des Aides. Fin du régime Maupeou. — Malesherbes de nouveau premier président. Les Remontrances du 10 avril ; les grandes Remontrances du 6 mai 1775 : assurer une communication directe entre la nation et le Roi. — Efforts de Turgot, de Mau-

repas, de l'abbé de Véri pour que Malesherbes accepte le ministère de la Maison du Roi. — Une négociation difficile ; résistance obstinée de Malesherbes ; il finit par accepter, mais sous condition. — Malesherbes quitte la présidence de la Cour des Aides.

CHAPITRE XIV

L'entrée de Malesherbes au ministère et l'opinion publique. Enthousiasme et illusions. — Malesherbes et les prisons d'Etat ; vers la suppression des lettres de cachet ; instructions envoyées aux provinces. — Tentatives de réformation de la Maison du Roi ; mesures d'économie prises par Malesherbes ; le mémoire du 13 avril 1776 et la réforme qu'il préconise. Vanité des efforts entrepris. — Affaires diverses ; la Garde de Paris. — Le problème de l'indigence et de la mendicité ; le mémoire de Loménie de Brienne et les commentaires de Malesherbes. — Idées et travaux de Malesherbes sur la répression du vagabondage, sur la réforme des lois pénales et le régime des prisons ; faire travailler les prisonniers. But social et moral des lois répressives.

CHAPITRE XV

1. — Longue et attentive information de Malesherbes sur le problème des protestants. — Situation des protestants en France au XVIII^e siècle. Les événements de 1750 à 1775. Le mémoire de Joly de Fleury ; les conférences de 1752 en Languedoc ; le Mémoire théologique et politique. — Malesherbes aura tous ces documents entre les mains ; élaboration progressive de sa doctrine. Son opinion sur les desseins politiques des auteurs de la Déclaration de 1724 et sur le rôle de Joly de Fleury. — Documentation moins abondante sur les affaires protestantes pendant les vingt dernières années du règne de Louis XV. Le mémoire de Gilbert des Voisins. — Malesherbes s'est efforcé de démonter les mobiles secrets de la politique suivie à l'égard des protestants.

2. — Inquiétudes et espérances des protestants en 1775 ; Malesherbes ministre, espoir des persécutés. — Malesherbes oppose la force d'inertie aux plaintes du clergé. — Ses liaisons occultes avec Lecoing de Marcellac.^o — Louis Dutens : le personnage ; son entreprise en faveur des réformés ; ses rapports avec Malesherbes. — L'affaire de Mauzé ; énergiques instructions de Malesherbes sur les baptêmes. — L'entreprise de Dutens échoue : raisons de cet échec. — Malesherbes se retire sans avoir pu réaliser son dessein de donner un état-civil aux protestants.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les raisons profondes de la démission de Malesherbes ; son dégoût du pouvoir et des affaires ; comment il s'explique lui-même à ce sujet. — Le « Mémoire remis au Roi dans le temps de sa retraite ». Les quatre points essentiels de ce mémoire : réformation de la Maison du Roi, problème des Parlements, affaires de religion, lettres de cachet. — Le Mémoire sur les ordres du Roi, publié quatorze ans plus tard ; deux parties essentielles ; les ordres demandés par les familles, les ordres demandés par la police. Importance de ce mémoire : le principe d'une justice égale et identique pour tous.

CHAPITRE II

Malesherbes n'abandonne pas ses projets concernant les protestants. — Un mémoire confidentiel à Séguier, qui explique bien des choses. — Une lettre de Maurepas. — Le Mémoire sur les Affaires de religion (1776). — Mémoire sur le mariage des protestants, fait en 1779. — Bâville, grand-oncle

de Malesherbes, mérite-t-il sa réputation de persécuteur ? Malesherbes en conflit avec d'Alembert. Les deux lettres-mémoires sur Bâville. Travaux de Malesherbes sur la guerre des Camisards. Matériaux accumulés en vue d'une histoire des protestants français depuis l'Edit de Nantes.

CHAPITRE III

L'amitié de Malesherbes et de Turgot remonte fort loin. — Elle n'avait cessé de croître pendant et après l'exil. — A la mort de Turgot, Malesherbes est chargé de la révision des papiers de son ami. — Comment il s'acquitte de sa tâche ; ses scrupules. — Parallèle des tempéraments et des caractères.

CHAPITRE IV

Le président de Lamoignon consulte son cousin Malesherbes sur les problèmes d'éducation. Les deux lettres de 1780. Le mémoire de 1783. — Le Parlement de Paris et l'instruction publique. — Hostilité de Malesherbes à la conception de l'« éducation nationale » ; sa défiance à l'égard des « prétentions exorbitantes » de l'Université. — Analyse du mémoire de Malesherbes ; il est partisan d'une très grande liberté de l'enseignement ; ses idées sur l'éducation de la jeunesse dans les collèges. Souplesse et diversité. Place aux sciences et aux arts appliqués. Le choix des maîtres. Réquisitoire contre l'Université. — L'enseignement dans les provinces. Idées de Malesherbes sur l'éducation du peuple.

CHAPITRE V

Initié dès sa jeunesse à l'histoire naturelle, Malesherbes cultivait avec passion la botanique. Ses plantations ; ses rapports avec ses voisins Duhamel et Denainvillers. — Travaux d'arboriculture ; essais et expériences, échanges d'arbres et de graines. Une correspondance significative : lettres de La Bourdonnaye de Boishullin. — Malesherbes conseiller et fournisseur ; correspondance avec Mme de Sainte-Marie. — Intérêt particulier qu'il porte aux conifères et aux arbres et plantes d'Amérique ; études et mémoires variés. — Le Mémoire sur les effets de l'hiver 1788-89. — Varenne de Fenille, disciple et admirateur de Malesherbes. — Goût de Malesherbes pour la géologie, la minéralogie, et même pour la chimie : il collabore avec Macquer. — Un grand projet qui n'aboutit pas : une édition de Plin avec ses prolongements. — Malesherbes critique de Buffon : il démolit la Théorie de la terre.

Malesherbes et l'agriculture : il est soucieux avant tout de la mise en valeur des terres incultes. Les Idées d'un agriculteur patriote ; le Mémoire sur les moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale. Le rôle qu'il assigne à la Société d'Agriculture et à l'Académie des Sciences.

Malesherbes entretient des relations avec une multitude de savants. Son admiration pour Bernard de Jussieu, son premier maître.

Les « amateurs » et les « gens du métier ». Malesherbes se range parmi les amateurs ; mais n'est-il pas un peu plus ?

CHAPITRE VI

Pourquoi Malesherbes voyage-t-il ? Comment voyage-t-il ? Les anecdotes. — Ce que nous apprend sur les voyages de Malesherbes un de ses écrits d'histoire naturelle et d'agriculture : renseignements fragmentaires, allusions. — Les récits et journaux de voyage. — Le voyage en Auvergne de 1751. — Le grand voyage de 1767 dans les provinces méridionales, excursions en Espagne. — Les voyages de 1776 : voyage dans le Bordelais, voyage en Hollande et dans le nord de la France. La Hollande vue par Malesherbes. — Le voyage de 1778 en Suisse. — Ce que « voyager » apporte à Malesherbes.

CHAPITRE VII

Comment Malesherbes n'aurait-il pas aimé Genève ? La duchesse d'Enville. — Son amitié pour Charles Bonnet. Parallèle entre Duhamel et Bonnet. — Une lettre au libraire Cramer, à propos de Montesquieu. — Relations avec H.-B. de Saussure ; la question du pin de Genève. — Relations avec Moutou à propos de Rousseau et de l'édition de ses œuvres. — Autres relations ou amitiés genevoises.

CHAPITRE VIII

1. — Malesherbes revient en 1784 à ses projets en faveur des protestants. Début de ses relations avec Rulhière sous l'égide du Baron de Breteuil. Trois ans d'étroite collaboration avec Rulhière : une correspondance inédite. — Les deux mémoires s'achèvent : difficultés, retard dans leur publication. — Pierre-Louis Lacretelle et La Fayette. — Lettres de La Fayette à Malesherbes. Rabaut Saint-Etienne ami et auxiliaire de Malesherbes : une correspondance (1787-1788). — L'Edit de Tolérance : la victoire enfin remportée. Malesherbes et Paul Rabaut. — Réaction provoquée par l'Edit. — Malesherbes veut aller plus loin.

2. — Analyse des deux mémoires imprimés. Travaux préparatoires, partiels ou inachevés. — Le troisième chapitre du second mémoire, prélude aux mémoires inédits. — La loi sur l'état-civil n'était qu'une première étape : Malesherbes tient en réserve de nouvelles armes. — Les mémoires inédits de 1787 : Mémoire sur les exclusions. Mémoire sur les relaps et apostats. Mémoire sur les mariages mixtes. — La tactique de Malesherbes révélée par une « note secrète ». — Sympathies de Malesherbes pour le protestantisme. — Ebauche d'un « mémoire général ».

CHAPITRE IX

Sympathie de Malesherbes pour la cause américaine. — La mission de son neveu Anne César de la Luzerne. — Franklin à Paris : relations étroites avec Malesherbes ; ce que nous apprend la correspondance. — Un débat sur l'impôt direct. — John Adams. — Relations entre Jefferson et Malesherbes : arbres et plantations. — Jugements de Jefferson sur Malesherbes. — Barbé de Marbois intermédiaire entre Malesherbes et Washington.

CHAPITRE X

César Henri de la Luzerne nommé au gouvernement de Saint-Domingue. — Le maréchal de Castries. — La Luzerne avant son départ : il se prépare à sa mission. Travail de Malesherbes sur un projet de loi pour la colonie, sa lettre au maréchal de Castries. — Ses études sur la contrainte par corps et sur les lettres de surséance.

La Luzerne à Port-au-Prince. Barbé de Marbois. — Malesherbes conseille son neveu et s'intéresse activement aux affaires de la colonie. L'affaire du naturaliste ; la question de l'imprimerie à Saint-Domingue (Lacretelle et d'Hémyer) ; le mémoire sur la monnaie. — Départ de La Luzerne : son œuvre dans la colonie et l'esprit de son administration.

CHAPITRE XI

« Monsieur de Malesherbes, je vous fais juif ! » Le témoignage de Roederer et la commission désignée. — La question juive devant la Société royale des sciences et arts de Metz. — Mirabeau et le problème juif. — P.-L. Lacretelle, conseiller intime de Malesherbes pour les affaires juives. — Le travail de Malesherbes pendant l'année 1788 : il réunit une documentation considérable et se livre à une vaste enquête. — Cerf Beer et les Juifs d'Alsace et de Lorraine. — Mulinen, conseiller d'Etat de la république de Berne, informateur de Malesherbes. — Divers travaux de Malesherbes : il est préoccupé surtout

des mœurs et des institutions judaïques et souhaite que les Juifs soient employés à l'agriculture. — « Imperium in imperio ». — Deux lauréats de l'Académie de Metz : Zalkind d'Hourwitz et l'abbé Grégoire. Correspondance échangée entre Malesherbes et Grégoire. — Le problème juif ne sera réglé que par la Révolution.

CHAPITRE XII

Les troubles de l'année 1788. — La situation de Malesherbes au Conseil : son rôle de figurant, ses vains efforts pour obtenir une audience personnelle du Roi. — Le mémoire explicatif des motifs de sa retraite. — Les circonstances de son départ. — Le Mémoire sur la situation présente des affaires (juillet 1788). Analyse. Comment Malesherbes conçoit les Etats Généraux. L'évolution de sa pensée sur la question des pouvoirs intermédiaires.

CHAPITRE XIII

Comment nous est parvenu le Mémoire sur la liberté de la presse. — Les deux versions du chapitre VI. — Analyse du mémoire. Importance du chapitre V pour l'histoire littéraire. — La loi anglaise et la loi française. — Projet de Malesherbes sur la censure ; la censure réduite à une simple option de garantie ; les censeurs ne doivent dépendre que du roi. — Malesherbes justifie les écrits anonymes. — Evolution de sa pensée depuis les Mémoires sur la Librairie ; il n'apporte plus qu'un très petit nombre de restrictions à la liberté d'écrire.

CHAPITRE XIV

Les travaux préparés par Malesherbes pour l'Assemblée Nationale. — Inquiétudes et découragement de Malesherbes. — Sa lettre à Boissy-d'Anglas à propos du projet de décret de Beauharnais ; fidélité au principe monarchique ; le roi ne doit pas être un fantôme de roi.

Malesherbes et Condorcet : leurs relations antérieures, les causes de leur rupture. Louis Alexandre de La Rochefoucauld d'Enville. — Malesherbes se réfugie de plus en plus dans l'étude et la méditation. Les travaux de ses dernières années. Le mémoire sur les occupations de la noblesse ; le mémoire sur la réorganisation des Académies ; le mémoire sur les princes. Le jeune Chateaubriand et Malesherbes : la part de Malesherbes dans la préparation du voyage en Amérique ; mise au point du plan définitif. — Départ de Chateaubriand pour l'émigration. — Le dernier voyage de Malesherbes : Lausanne. La montée des périls : avant le 10 août.

CHAPITRE XV

Une prophétie : le destin de Charles I^{er}. — Louis XVI au Temple ; avons-nous des témoignages de Malesherbes ? La prétendue relation dont parle Delisle de Sales. Autres témoignages. La source essentielle : les confidences de Malesherbes recueillies par le baron Hue.

Malesherbes après le 10 août. Sa lettre au Président de la Convention. — Les trois défenseurs au Temple. — La journée du 26 décembre. — Après le jugement : les ultimes efforts. — Dernière entrevue du roi et de Malesherbes. — Les entretiens de Louis XVI avec Malesherbes : récits et anecdotes. — Après l'exécution : rencontre secrète avec Edgeworth-Firmont.

CHAPITRE XVI

1. — Après la journée du 21 janvier. Le château de Malesherbes lieu de pèlerinage pour les royalistes. — La vie familiale au château (la relation du comte de Tocqueville). — Malesherbes et le procès de la reine. — Au mois de décembre : Rosambo poursuivi pour la protestation des parlementaires. Perquisitions à Paris et à Malesherbes. Arrestation de Rosambo et des autres membres de la famille. — Une correspondance familiale compromettante est décou-

verte : les lettres de Mme de Montboissier et de son mari, émigrés. — Autres correspondances dangereuses. Une lettre de Malesherbes au président Rolland.

2. — La famille ramenée à Paris. Malesherbes à Port-Libre. Ses entretiens avec le baron Hue. — Rosambo soudainement menacé. La famille rassemblée tente un effort suprême. Lettre et mémoire de Malesherbes à Fouquier-Tinville. — La « justice » du Tribunal révolutionnaire. Les exécutions du 3 floréal. — Que sait-on des derniers moments de Malesherbes ? — Le sort des deux secrétaires, Baufre et Pierson, et du valet de chambre Jacquemin. — Une sixième victime : Mme de Sénozan. — Les deux enfants survivants. — Appendices.

NOTE SUR L'ORTHOGRAPHE DE MALESHERBES

Bien qu'elle ait légèrement évolué vers la simplification au cours des années, et surtout après 1775, l'orthographe de Malesherbes demeure, dans l'ensemble, assez archaïque. On ne saurait pourtant dire qu'elle soit uniforme.

L'y abonde sous sa plume : il écrit généralement *roy, moy, luy, j'ay, ny, icy, celui*, etc. Il s'accoutume difficilement à remplacer dans le corps des mots le *s* par l'accent circonflexe, pourtant adopté par l'Académie dès 1740 : il écrit plus souvent *teste* que *tête*, *prester* que *prêter*, *intérest* que *intérêt*, *arrest* que *arrêt*. Il hésite entre *estoit* et *étoit*. (Ne parlons pas des terminaisons verbales en *oit* dont Voltaire, hardiment réformateur, était presque le seul à préconiser l'abolition au profit de *ait*). On trouve indifféremment chez lui *autorité* et *autorité*, mais il écrit toujours *loix* et non *lois*, *tems* et non *temps* et supprime constamment le *t* au pluriel des mots terminés en *ant*, alors que son père, le chancelier de Lamoignon, écrit *protestants* et non *protestans*, *temps* et non *tems*. Il n'emploie jamais le *z* à la deuxième personne du pluriel (vous *voyés*, vous *connaissés*) ; il écrit *chés* et non *chez*. Jusqu'à ses dernières années, il écrira, je *scais*, vous *scavés*. Il escamote souvent les accents, bien qu'il mette fréquemment un accent grave aussi bien sur *a* (de *avoir*) que sur *à* préposition...

Nous avons conservé l'orthographe de Malesherbes chaque fois que nous avons reproduit un document original *autographe*, mais lorsque nous l'avons cité d'après une copie ou d'après l'imprimé, nous avons adopté la forme moderne : il nous a semblé en effet parfaitement inutile de respecter l'orthographe d'un secrétaire ou même celle d'un texte imprimé qui lui-même n'est pas toujours fidèle à l'orthographe de l'auteur. Nous avons suivi le même principe quand nous avons cité des textes d'autres personnages que Malesherbes, sauf toutefois lorsqu'il s'agissait de personnages secondaires.

AVIS AUX LECTEURS

Bien que nous ayons fréquemment mentionné dans ce livre les relations de Malesherbes avec J.-J. Rousseau, nous n'avons pas cru devoir écrire un chapitre consacré à l'amitié qui unit ces deux hommes, car dès le début de nos recherches, la question des rapports de Rousseau et de Malesherbes nous était apparue trop importante pour ne point mériter une étude à part. Nous invitons donc le lecteur à se reporter à notre ouvrage JEAN-JACQUES ROUSSEAU ET MALESHERBES (Documents inédits) (Editions Fischbacher, 1960). (Voir page IV.)

AVANT-PROPOS

Au seuil de cet ouvrage, fruit de plusieurs années de recherches, il nous est agréable d'exprimer notre reconnaissance particulière à Monsieur Charles Braibant, directeur général honoraire des Archives de France, qui a suivi nos travaux depuis leur début, nous a donné de précieux renseignements et grâce à qui nous avons pu bénéficier de la documentation contenue dans les fonds d'archives privées microfilmées par les soins du service qu'il a créé lui-même au cours de son administration. Notre gratitude va également à Monsieur le comte de Tocqueville, inspecteur général des Finances, arrière petit-neveu d'Alexis de Tocqueville et descendant direct du grand Malesherbes, qui a bien voulu ouvrir à nos recherches son chartrier, d'une richesse considérable, et nous manifester à plusieurs reprises sa sympathie active et son désir de nous voir aboutir.

Nous remercions aussi le comte Guy de Leusse, autre descendant de Malesherbes, d'avoir ouvert à notre intention les précieuses archives de sa famille, Madame la marquise de Chabrillan de nous avoir autorisé à faire des recherches parmi les documents que renferme le château de Saint-Vallier, Madame la comtesse de Naurois de nous avoir accueilli dans son château de Lantheuil qui conserve les papiers de Turgot et de nombreux témoignages de l'amitié qui unit ce grand ministre à Malesherbes, Monsieur Duhamel de Fougereux d'avoir mis sous nos yeux dans son château de Vrigny des pièces d'un réel intérêt ; enfin, comment pourrions-nous ne point savoir gré à Madame la marquise de Rosambo d'avoir secondé notre dessein en laissant classer et microfilmer tous les dossiers qui constituent dans son chartrier le fond Lamoignon de Malesherbes dont nous avons pu prendre connaissance grâce à la Direction des Archives Nationales ?

Nous ne saurions oublier tous ceux qui, par leur obligeance et leurs lumières ont facilité nos recherches : Monsieur le doyen Philippe de Félice, secrétaire général de la Société de l'Histoire du Protestantisme français ; M. Alain Dufour, conservateur de la Bibliothèque publique et universitaire de Genève ; M. E. Berthoud, directeur de la Bibliothèque publique de Neuchâtel ; M. Boyd C. Shafer, secrétaire exécutif de l'American Historical Association à Washington ; M. Nédélec, archiviste du département de la Manche ; M. l'abbé Courtial, l'aimable et érudit curé de Malesherbes ; M. R. Schiltz, proviseur du

lycée Louis-le-Grand ; mon collègue et ami René Rigodon, de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Clermont-Ferrand.

Nous n'oublions pas non plus que, si ce travail a pu être mené à son terme, il le doit dans une large mesure à Monsieur Jean Pommier, de l'Académie des Sciences morales, professeur au Collège de France, et à mon ami Jean Fabre, professeur à la Sorbonne, à qui rien de ce qui concerne le dix-huitième siècle n'est étranger : qu'ils reçoivent ici l'expression de notre gratitude pour les conseils, les encouragements, le soutien actif dont nous avons souvent bénéficié de leur part.

Certes, nous ne nous dissimulons pas les lacunes de cet ouvrage : quelle que soit l'abondance des documents que nous avons eus à notre disposition, nous sommes loin d'avoir pu tirer parti de tout ce qui peut contribuer à la connaissance de Malesherbes, notamment dans les archives privées : ainsi c'est avec un profond regret que nous avons dû clore nos recherches avant d'avoir obtenu de Mme la princesse de Robech — qui pourtant nous avait réservé à deux reprises le meilleur accueil — la possibilité d'explorer les archives du château de Malesherbes, dont seul le fichier de classement a été mis sous nos yeux.

Puisse néanmoins cet ouvrage, en dépit de lacunes comme celle-ci, dont nous ne portons pas la responsabilité, atteindre son but qui est de mettre en lumière l'attachante personnalité de Malesherbes, trop longtemps négligée et superficiellement connue, et faire mieux juger de la place que cet homme a occupée dans son siècle et du rôle qu'il y a joué par sa pensée comme par son action.

P. G.

On trouvera, à la fin de l'ouvrage, une BIBLIOGRAPHIE des sources manuscrites et imprimées que nous avons utilisées, une ICONOGRAPHIE sommaire et un INDEX NOMINUM.

Lat.



B

LA VOIGNON MALFIERRES.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
(Service photographique)



JOHN AMES

1728-1797

INTRODUCTION

LA LEGENDE ET L'HISTOIRE MALESHERBES TEL QU'IL FUT

« Le but est la vérité, et quand on la cherche de bonne foi, sans passion et sans préjugés, on y arrive quelque route qu'on prenne. »

(Lettre inédite, *Archives de Tocqueville*).

Malesherbes cet inconnu. — Biographes et panégyristes : images différentes et jugements influencés par des partis-pris. — Pourquoi Malesherbes est-il si mal connu ? — Un intellectuel, un spéculatif, un esprit curieux de toutes choses. — Malesherbes fut-il impropre à l'action ? — Eut-il des préjugés de classe et de caste ? Malesherbes et le peuple. — Modestie, absence d'ambition, goût de l'indépendance et des loisirs studieux. — Son attachement à la vérité et son horreur de la courtoisane. Sa prudence et son habileté politique. — Sociabilité de Malesherbes : amitiés et relations. — Malesherbes mêlé à toute la vie de son siècle.

Peu d'hommes sont aussi mal connus que Malesherbes : le grand public médiocrement cultivé a entendu dire qu'après avoir été l'ami et l'auxiliaire des philosophes, il défendit Louis XVI et périt à son tour sur l'échafaud révolutionnaire ; on ignore presque tout de sa pensée et de son action ; les esprits mieux informés savent qu'il dirigea la Librairie sous Louis XV, qu'il fut en relations avec J.-J. Rousseau dont il reçut quatre lettres qui comptent parmi les chefs-d'œuvre de la littérature universelle, qu'il lutta contre Maupeou pour la défense des droits du Parlement, qu'il devint plus tard ministre de Louis XVI, que les protestants lui doivent l'Edit de tolérance... On sait cela vaguement et l'on est assez excusable de n'en pas savoir davantage : après tout, nous n'avons sur ce grand homme aucune étude sérieuse dont l'auteur ait eu la curiosité et la patience de remonter aux sources.

Ce n'est pourtant pas que nous soyons démunis de biographies de Malesherbes ; il en existe un grand nombre d'inégale longueur, dont nous donnons par ailleurs la liste (sans garantir, au demeurant, que cette liste soit complète), mais le malheur est que ces biographies, dont la plupart datent de la première moitié du XIX^e siècle, dont les premières parurent sous l'Empire, dès le moment où commençait

à se créer une « *légende de Malesherbes* », ne sont guère que des éloges, avec tout ce que le genre de l'éloge, cher à cette époque, comporte de verbiage, de grandiloquence et d'inexactitude. Le panégyrique de Malesherbes était alors un sujet couramment proposé aux amateurs de lauriers académiques et les auteurs de ces dissertations s'attendrissaient — très légitimement d'ailleurs — sur le « *vertueux* » homme d'Etat, « *victime héroïque et sublime* » de sa fidélité au Roi. On vit même éclore des discours en vers.

Qu'on ne se hâte pas de conclure qu'il n'y ait rien à prendre dans ces biographies ou dans ces éloges. Ils ne se ressemblent d'ailleurs pas tous ; certains insistent sur tel aspect de la vie et de la carrière de Malesherbes ; d'autres donnent plus de place à certains faits négligés ailleurs ; la plupart sont très rapides et insuffisants sur la direction de la Librairie ; certains, tel l'ouvrage d'Eugène Vignaux — qui date de 1874 — mettent surtout en relief le rôle de Malesherbes à la Cour des Aides ; dans presque tous on peut faire une abondante moisson d'anecdotes se rapportant soit à la vie publique, soit à la vie privée de Malesherbes et nous pouvons dire que certaines de ces anecdotes se retrouvent chez tous ou presque tous les biographes. Malesherbes ouvrant les portes des prisons, dès le début de son premier ministère, Malesherbes voyageant incognito et se passionnant pour l'histoire naturelle, Malesherbes enfin défendant le roi devant la Convention et conversant avec le prisonnier du Temple, voilà les thèmes de prédilection de cette imagerie qui fournit généralement aux auteurs d'éloges quelques-uns de leurs développements les plus touchants, mais aussi les plus emphatiques. Mais cela dit, il arrive fréquemment que l'on trouve chez un ou deux d'entre eux une mention intéressante, l'indication d'un fait qui avait échappé à tous les autres, un renseignement utile venu d'une source que nous ignorons.

Quelques-uns parmi ces ouvrages méritent de la considération : ce sont ceux dont les auteurs ont eu connaissance de documents de première main ou bien ont approché Malesherbes lui-même. L'ouvrage de Martainville (1802) est bien informé sur certains points, mais très incomplet et insuffisant sur de nombreux autres. Delisle de Sales (membre de l'Académie des Inscriptions, qui fut lié avec les philosophes, mais dont le caractère étrange ne nous inspire qu'une confiance relative) se prévaut de « *trois manuscrits précieux* » concernant Malesherbes, mais dont il ne révèle pas les auteurs, et a eu connaissance de notes manuscrites du minéralogiste Sage qui contiennent des anecdotes sur les voyages de Malesherbes ; mais son ouvrage (1803) n'en demeure pas moins un assemblage diffus de faits souvent hasardés, où l'on peut relever de graves erreurs. Nous pouvons avoir plus de confiance en Gaillard, « *l'un des trois anciens de l'Académie Française* », qui dit avoir beaucoup connu Malesherbes et avoir écrit son « *éloge historique* » (1805) « d'après les mémoires de sa famille et sur ses propres connaissances ». J.-B. Dubois (préfet

du Gard) nous apporte un témoignage (1806) qui mérite également quelque créance, car il fut le précepteur du petit-fils de Malesherbes, Louis Le Peletier de Rosanbo, et il dit avoir lu de nombreux écrits de Malesherbes, notamment la majeure partie des notes qu'il avait rédigées sur ses voyages. ⁽¹⁾ Il y a aussi bien des choses à retenir de l'Eloge, très détaillé, de Dupin, qui fut prononcé le 4 novembre 1841 à l'Académie Française, mais on y relève un certain nombre d'inexactitudes. Chateaubriand projetait d'écrire une « *Vie de Malesherbes* », pour laquelle, nous dit-il, il rassemblait depuis longtemps des matériaux ; il ne l'a pas fait, et c'est regrettable, car il fut, lui, un témoin attentif et passionné des dernières années du grand-père de sa jeune belle-sœur ; du moins nous a-t-il laissé sur lui, dans l'*Essai sur les Révolutions*, et dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*, quelques pages précieuses. ⁽²⁾ Les frères Lacretelle, qui ont bien connu Malesherbes, n'ont pas écrit un récit de sa vie, mais ils ont parlé de lui et leur témoignage est du plus haut intérêt. Røederer aussi, dans ses articles du *Journal de Paris*, s'est plu à l'évoquer. Mais parmi les auteurs de biographies, aucun ne mérite plus d'attention que Boissy d'Anglas. Son *Essai sur la vie, les opinions et les écrits de Malesherbes* (1819-21), outre qu'il renferme des documents d'un haut prix sur la pensée politique de Malesherbes à l'époque révolutionnaire, est le témoignage d'un homme informé, admirateur passionné sans doute de celui dont il fait l'éloge et dont il a recueilli quelques confidences précieuses, mais dont la ferveur n'altère pas la lucidité, et qui a brossé de son personnage un portrait dont nos longues recherches ont confirmé la vérité.

Il est naturel, d'autre part, que les biographes de Malesherbes aient donné de celui dont ils écrivaient l'éloge des images assez différentes, l'interprétant trop souvent au gré de leurs opinions et de leurs sentiments personnels. Certains — particulièrement sous la Restauration, — le représentent avant tout comme un défenseur de la monarchie, attaché à faire prévaloir le principe d'autorité, ou comme un homme revenu dans ses dernières années de ses erreurs de l'âge mûr ⁽³⁾ ; d'autres, mieux inspirés, s'attachent à mettre en

(1) « Il se proposait, dit Dubois, de les mettre en ordre et de me les confier. » Il ajoute que ces notes sont perdues ; nous savons qu'il en subsiste au contraire un grand nombre. Boissy d'Anglas se référera souvent à Dubois : « l'un des hommes, dit-il, qui ont le mieux connu Malesherbes. »

(2) Il commet pourtant une erreur étonnante : il attribue à Malesherbes trois filles, faisant de Mme Le Peletier d'Aulnay (Guillemette de Rosanbo), la fille de Malesherbes, alors qu'elle est sa petite-fille.

(3) Signalons ici la protestation qu'éleva le petit-fils de Malesherbes, le marquis Louis de Rosanbo, pair de France, contre « ceux qui prétendaient que les idées politiques de son grand-père n'avaient éprouvé aucun changement des terribles effets de la Révolution. » Le 12 décembre 1818 il écrivait une lettre au journal *La Quotidienne* pour le remercier d'un article qu'il venait de publier sur Malesherbes, article qu'il jugeait excellent, et il s'élevait en même temps (visant Boissy d'Anglas sans le nommer) contre les « louanges perfides » dont son aïeul était l'objet. Le *Journal des Débats*, dans son numéro du 21 décembre, reproduisit cette lettre, s'associa à la protestation de Louis de Rosanbo, regrettant que le nom de Malesherbes « objet d'une pieuse vénération pour tous les amis de la monarchie » ait été « flétri par d'indignes éloges »...

Selon Rosanbo, Malesherbes se serait borné à « élever une voix courageuse contre quelques abus qui existaient », il « désirait quelques réformes, mais c'était à son maître, au

relief l'attraction qu'il a toujours eue pour la philosophie du siècle. (4) Il est d'ailleurs absurde d'opposer en Malesherbes l'ami des philosophes et le défenseur du Roi, celui qui fut pénétré de l'esprit du siècle et celui qui fut la victime d'une Révolution dont il avait préparé les voies : il faut nous garder de ces vues fragmentaires et partiales qui nous cachent l'unité profonde du personnage et l'admirable continuité de sa vie.

*
*
*

Ici, comme en bien d'autres circonstances, la légende a fait tort à l'histoire. Et nous devons ajouter que si Malesherbes est mal connu ou même méconnu, cela tient pour une large part à une raison essentielle : le peu d'ouvrages imprimés que nous avons de lui. Qu'a-t-il publié de son vivant, sinon deux ou trois discours, deux mémoires sur le mariage des protestants, une dissertation sur l'agriculture et quelques remontrances de la Cour des Aides qui ne portaient pas son nom et dont plusieurs furent imprimées clandestinement ? Et que publia-t-on de lui après sa mort ? Les *Mémoires sur la Librairie* et sur la *Liberté de la presse*, ses *Observations sur Buffon* et *Daubenton*, des pensées et maximes (5), quelques discours et les principales Remontrances ; ajoutons-y un petit nombre de

Roi qu'il les demandait, avec le respect d'un sujet fidèle » ; il n'aurait voulu « acheter aucune de ces réformes au prix d'un sacrifice forcé et d'une concession arrachée au trône ». Malesherbes aurait été « ennemi de la Révolution dès son principe » et, après le martyre du Roi, il aurait renié ses anciennes sympathies pour les philosophes et jeté l'anathème « contre les écrivains audacieux dont les ouvrages avaient provoqué et hâté tous ces maux ». Boissy d'Anglas qui avait d'avance, dans son livre, fait justice d'une pareille image de Malesherbes, se borna à répondre par une lettre très digne adressée « aux auteurs du *Journal des Débats* et où il dit notamment :

« Si M. le Marquis de Rosanbo s'était aperçu que la statue de son illustre aïeul ne serait l'ornement d'aucune de nos places, que son mausolée ne décorait aucun de nos temples, que l'Académie Française, en possession d'honorer la mémoire de nos grands hommes, n'avait encore demandé son éloge, ni à l'éloquence, ni à la poésie, si même il s'était plaint d'un pareil oubli, je l'aurais conçu ; mais qu'il blâme avec amertume les justes louanges dont M. de Malesherbes est le sujet, qu'il les désavoue au nom de sa famille et au sien comme des outrages, qu'il s'offense des expressions de vénération et de respect qu'en attendant la justice des siècles on veut déposer sur sa tombe encore ignorée, c'est ce qui étonnera, j'ose le croire, les admirateurs de la plus haute vertu que les temps modernes aient pu produire. A Dieu ne plaise que j'établisse la moindre discussion avec le petit-fils de M. de Malesherbes, avec le fils de sa fille immolée sur le même échafaud que lui... »

Mais je me dois à moi-même de déclarer que tout ce que j'ai dit dans l'*Essai* que je viens de publier, sur la vie, les écrits et les opinions de ce grand et immortel citoyen ne m'a été inspiré que par la plus haute vénération pour un si noble caractère. »

(4) Soulavie, dont il convient d'ailleurs de ne pas accepter sans réserve toutes les affirmations, a fortement insisté sur son incroyance et sur son attachement aux idées des philosophes.

(5) Ces pensées et maximes de Malesherbes (Paris, Capelle, An X, 1802) « recueillies par E. L. » sont suivies de *Réflexions sur les lettres de cachet* et précédées d'une introduction biographique assez médiocre. L'auteur reconnaît n'avoir pu travailler que sur un petit nombre d'ouvrages (imprimés) de Malesherbes : *Remontrances*, *Discours de réception à l'Académie Française*, *Mémoires sur le mariage des protestants*.

lettres éparses dans diverses études qui s'offrent seulement à la curiosité des historiens et des chercheurs.

Or, tout cela n'est rien en comparaison de la masse énorme d'ouvrages, de « mémoires » restés manuscrits, de lettres aussi qui dorment dans les archives publiques et surtout dans les archives privées. Malesherbes était aussi peu soucieux d'imprimer qu'il était possédé de la passion d'écrire. Homme de bibliothèque et de cabinet, il passait une grande partie de son temps à écrire ou à dicter à ses secrétaires ; il se levait la nuit, insoucieux du froid des hivers, pour jeter des idées sur le papier, si bien que sa fille, Mme de Rosanbo, qui veillait sur lui avec la plus tendre sollicitude, obtint de lui qu'il dormît tout habillé pour éviter les refroidissements. Difficilement satisfait de lui-même, trouvant toujours à ajouter ou à retrancher à ce qu'il avait dicté ou écrit de sa main ⁽⁶⁾, il corrigeait ses manuscrits, les surchargeait, les amendait, avant d'arriver à une rédaction définitive. Surtout, il répugnait à écrire avant de s'être documenté complètement à bonne source. Pourvu d'une bibliothèque considérable et qu'il accroissait sans cesse ⁽⁷⁾, il étayait ses opinions et ses jugements sur d'abondantes et continuelles lectures. La préparation de ses mémoires — ceux qui furent imprimés comme ceux qui sont restés manuscrits — sur les protestants, lui a coûté de longs mois, des années même de recherches minutieuses, et représente un labeur incroyable de documentation. Nous pouvons en dire de même de son travail sur les Juifs, de son mémoire sur les lettres de cachet.

Il ne se bornait pas à s'informer dans les livres, ou dans les travaux manuscrits qui lui étaient en grand nombre adressés et qu'il faisait parfois recopier par ses secrétaires lorsqu'ils lui paraissaient intéressants ; il s'informait aussi dans des conversations, faisant parler tous ceux qu'il savait avoir quelque compétence sur un sujet déterminé, sans tenir compte du rang social de son inter-

(6) Dans une lettre à Rulhière, après avoir signalé qu'il a introduit dans les copies de son mémoire plusieurs corrections de forme, il ajoute : « Vous savez que jamais une copie ne s'est faite sans trouver à retrancher, ajouter ou corriger. » Et un peu plus loin : « Je vous enverrai de Malesherbes où je vais demain une copie mise au net et meilleure que celle que vous avez, et je me garderai bien de la relire moi-même de peur d'y trouver encore quelque chose à ajouter. » (*Archives de Rosanbo*, carton 16, dossier 1).

(7) Le catalogue des livres de la bibliothèque de feu Chrétien Guillaume Lamoignon-Malesherbes (Paris, chez J.-L. Nyon l'ainé, libraire, rue du Jardinot, 1797, in 8°, non paginé) figure à la Bibliothèque Nationale sous la cote Q. 8128. Il a été établi en vue de la vente de cette bibliothèque qui commença le 18 mai (12 Floréal) 1797. Il comporte 7.413 numéros répartis sous les rubriques générales suivantes :

Théologie - Ecriture Sainte - Droit et jurisprudence - Sciences et Arts - Belles Lettres - Histoire et géographie.

Dans les « Sciences et Arts », l'histoire naturelle, y compris le traité d'agriculture, occupe les numéros 708 à 1.957, les arts et métiers les numéros 2.598 à 2.807.

Dans les « Belles-Lettres » les numéros 2.933 à 3.466 sont consacrés aux poètes, anciens et modernes, français et étrangers.

L'histoire et la géographie occupent presque la moitié du catalogue, du numéro 3.987 à 7.413. Sous cette vaste rubrique figurent les histoires de la plupart des pays d'Europe et même des autres parties du monde ; l'histoire de France est représentée par 2.171 titres ; les « voyages » par 962 titres. La « philosophie », rangée parmi les Sciences et Arts, comporte 346 ouvrages, mais confusément classés.

locuteur, modifiant, revisant ses propres conceptions après un entretien, se laissant peut-être un peu trop facilement ébranler par des idées ou des arguments qui lui étaient suggérés par d'autres, toujours avide de s'instruire et d'étendre ses connaissances. *« Je n'ai jamais rencontré personne, dans quelque classe du peuple que ce fût, avec qui je n'aie appris quelque chose que je ne savais pas ».*

Ce désir passionné de s'instruire, cette quête perpétuelle de l'exacte vérité, Malesherbes les exerçait dans des domaines très variés et très différents. Bien qu'il fût dépourvu d'orgueil et encore plus de vanité, il se sentait apte à toutes sortes d'études et de travaux. Sa culture juridique est étendue et son goût dominant le porte vers le droit et la jurisprudence ; il se meut avec aisance dans les arrêts des cours, dans les décisions de justice, dans la complexité du droit administratif et public. Mais dans le même temps qu'il préside la Cour des Aides, il dirige la Librairie, plus occupé, semble-t-il, par cette seconde fonction que par la première : ce double labeur ne l'effraye pas, tant est grande sa puissance de travail, soutenue, il est vrai, par une santé solide. Ces fonctions de directeur de la Librairie conviennent à son esprit juridique ; il doit connaître à fond les règlements s'il veut les modifier et les transformer et il établit des projets qui, sans perdre de vue les idées générales, tiennent compte des plus minces détails ; mais à côté de cette aride besogne administrative, il expérimente ce contact permanent avec les gens de lettres, dont il apprend à connaître les petites, les mesquineries, les rancœurs, mais dont il partage aussi les satisfactions et les espoirs et qu'il est heureux d'aider dans toute la mesure que lui permettent les devoirs de sa charge. Loin de s'en rapporter toujours aux censeurs pour juger un livre, il lit lui-même un grand nombre de manuscrits, correspond avec les auteurs pour leur indiquer les changements à faire, pour leur signaler des embûches, pour leur donner des conseils, et l'administrateur se double toujours, chez lui, de l'homme.

Avec le même entrain, avec le même intérêt, on le verra plus tard aborder les grands problèmes politiques du siècle, traiter la question des lettres de cachet et du régime pénitentiaire, de la refonte de la Maison du Roi, dresser pour Louis XVI un plan de réorganisation de l'Etat, s'occuper même des questions coloniales, consacrer de longs mémoires à la situation des protestants dans le royaume, entreprendre des études minutieuses sur les événements qui ont précédé et qui ont suivi la Révocation de l'Edit de Nantes et, avant d'écrire, s'adonner à des recherches historiques approfondies sur ce problème qui le passionnait entre tous. On est confondu quand on découvre le nombre de mémoires que Malesherbes a rédigés sur les thèmes les plus divers.

On pourrait croire qu'un esprit si curieux de toutes choses, qu'un homme possédé d'une telle frénésie intellectuelle, fut impropre à

l'action. (8) Une telle conclusion serait inexacte et injuste. (9) C'était agir que de mener, comme Président de la Cour des Aides, une lutte acharnée pour la défense de la magistrature contre le despotisme ministériel. Et pendant les dix mois qu'il fut secrétaire d'Etat, en 1775-76, est-ce sa faute si ses initiatives n'eurent pas sur bien des points le succès que sa ténacité poursuivait ? Quand il fut ministre une seconde fois, il souffrit d'être empêché d'agir comme il le souhaitait ; il en a fait la confidence à Boissy d'Anglas : « *Pendant ce second ministère, je n'avais aucune fonction active. Je n'avais que le droit de parler et ce que j'y ai dit n'a pas été publié.* » Mais « *ni les égards pour ceux qui étaient plus puissants que moi, ni l'amitié, ni les liens du sang* (10), *ni aucun autre motif ne m'ont empêché de m'opposer de toute ma force à des actes d'autorité qui ont indisposé la nation.* » Enfin, dira-t-on qu'il était impropre à l'action, l'homme qui se dépensa sans compter pour essayer d'arracher Louis XVI à l'échafaud ?

Disons seulement qu'il préférait la vie méditative et studieuse au tracàs des affaires. C'est malgré lui qu'il entra au Conseil du Roi ; c'est sans regret, sinon volontiers, qu'il s'en retira. Son exil, en 1771, l'éprouva peu. Dès que ses fonctions lui laissent une relative liberté, il quitte Paris pour la campagne ; il retrouve à Malesherbes ses plantes, ses pépinières, ses arbres exotiques, ses cerisiers de Sainte-Lucie, il s'intéresse à tous les travaux agricoles, il fait des expériences d'acclimatation, il correspond avec Duhamel, son voisin, et avec tous les naturalistes de France et d'Europe et il discute avec autant d'ardeur sur les qualités du pin de Genève et du pin de Riga pour la mâtùre des vaisseaux que sur les grands principes de gouvernement.

Et puis il voyage, il voyage seul, souvent incognito, pour s'instruire, pour enrichir aussi son expérience des hommes ; il voyage comme Montaigne, plus encore pour limer sa cervelle contre celle d'autrui que pour contempler des paysages nouveaux et des horizons inaccoutumés. « Si j'étais plus jeune, je partirais avec vous », disait-il à Chateaubriand sur le point de gagner l'Amérique, et il collaborait avec enthousiasme au plan de cette aventureuse expédition. (11)

(8) C'est le reproche que lui fait Condorcet qui écrit à Voltaire (12 juin 1776) : « Il trouve dans son esprit des raisons sans nombre pour défendre le pour et le contre, et n'en trouve jamais aucune pour se décider. » Si nous en croyons l'abbé de Véri, il aurait fait lui-même cet aveu : « J'ai trop envie, par nature, de trouver que quiconque entre dans mon cabinet, a raison. »

(9) « Malesherbes, dit de lui Abeille, regardait la vie active comme notre principale destination. Les productions de la vie spéculative ne lui paraissaient estimables qu'autant qu'elles pouvaient concourir à fortifier les moyens que nos besoins dans la vie active nous ont fait découvrir et employer. »

(10) Il songe à son cousin, le président de Lamoignon, garde des Sceaux dans ce ministère.

(11) « Les yeux du vertueux Malesherbes pétillaient lorsque je l'entretenais de mes voyages. On aurait dit qu'il allait lui-même s'exposer aux dangers dont je l'occupais. » (*Essai sur les Révolutions*, chap. XXIII. Note de l'exemplaire confidentiel.)



Généreux et bon ⁽¹²⁾, ayant « *un éloignement extrême pour tout ce qui pouvait mortifier les hommes les plus ordinaires* », faisant preuve sans cesse d'un « *esprit de concorde et de tolérance qui toujours tempérerait les premiers mouvements et modifiait les premiers conseils de son âme ardente et élevée* » ⁽¹³⁾, aimant le peuple sans affectation et ne se sentant pas dépaycé au milieu des humbles, Malesherbes était-il pourtant totalement dégagé des préjugés de la naissance du rang ? Chateaubriand nous dit que « *tout philosophe qu'il était* », il avait ces préjugés « *à un haut degré* ». Et certes, bien qu'il n'ait pas épargné ses critiques à la magistrature, on le sent fortement attaché à cette noblesse de robe où, depuis ses lointains ancêtres, la lignée des Lamoignon s'est illustrée. Nul n'a flétri avec plus de rigueur l'oisiveté et l'inutilité de tant de nobles, mais il n'en a pas moins dit : « *Je sais que les Français [...] malgré la philosophie du siècle, ont conservé un ancien attachement pour notre respectable et antique noblesse...* », et ceci encore : « *Le respect fondé sur le droit de la naissance a toujours été dans le cœur des Français.* » ⁽¹⁴⁾

Dans sa lettre testamentaire à Boissy d'Anglas, Malesherbes fait justement remarquer qu'étant né dans l'ordre de la noblesse auquel appartenait toute sa famille, il aurait pu « *avoir des préjugés de naissance et d'état* », mais qu'il n'a point hésité à dire son fait à l'aristocratie. « *Je suis le premier qui me sois élevé contre cette aristocratie dont le nom est devenu si odieux que la haine contre les aristocrates est devenue un prétexte dont on se sert pour commettre tous les crimes* [...] ».

« Dans le temps que j'avertissais qu'en réservant exclusivement aux Parlements, comme on l'a fait depuis près de deux siècles, la fonction de stipuler les droits du peuple, on avait établi une aristocratie parlementaire ⁽¹⁵⁾, je parlais contre les corps dans lesquels ma famille, celle de ma fille ⁽¹⁶⁾ et beaucoup de mes parents occupent depuis longtemps les premières places et où j'ai passé moi-même une partie de ma vie. »

(12) Cette bonté — indiscutable — ne l'empêchait pas de manifester dans certaines circonstances et à l'égard de certaines personnes, une rancune tenace : c'est ainsi qu'il ne pardonna pas à Condorcet (cf. chap. XIV, 2^e pl^e) ; c'est ainsi qu'en 1791 il écrivit à Beaumarchais une lettre très dure et presque flétrissante, montrant qu'après quinze ans écoulés il n'était pas revenu du jugement défavorable qu'il avait porté sur Beaumarchais, lorsque sa mission à Vienne l'avait rendu suspect, dans l'affaire des pamphlets contre la reine. Cette lettre a été citée par P. Hallays, et tout récemment reproduite et commentée par M. Pollitzer, *Beaumarchais*, p. 237.

(13) Ce jugement est d'Abeille, dans l'introduction qu'il a écrite aux *Observations de Lamoignon-Malesherbes sur l'histoire naturelle générale et particulière de Buffon et Daubenton*.

(14) Mémoire sur les personnes et les familles à qui on donne en France le nom de princes (*Archives de Tocqueville*).

(15) Il en a quelquefois très durement parlé : « Quant à nos magistrats du Parlement, presque tous ont un vice commun qui à mes yeux est le pire de tous, l'habitude indomptable de la finesse et de la fausseté, ce qui, joint à la facilité qu'ils ont de prendre le ton despotique, rend les affaires intraitables avec eux. » (*Archives de Rosambo*).

(16) Il veut dire celle de son gendre, les Le Peletier, grande famille de magistrats.

Il fait observer aussi que les Etats généraux, tels qu'ils étaient conçus jusqu'alors, risqueraient d'introduire une aristocratie plus dangereuse encore, celle de la noblesse et du clergé, « *qui est au fond la même chose, puisque le haut clergé est principalement composé de la haute noblesse* ».

Disons qu'il est possible — et d'ailleurs très légitime — que Malesherbes ait conçu quelque fierté d'appartenir à la fameuse lignée des Lamoignon, mais que cette fierté, qui lui venait sans doute plus de la valeur personnelle de ses ancêtres que de leur noblesse de naissance, n'avait rien de commun avec d'étroits préjugés de rang et de caste : ce ne sont point seulement ses propres déclarations qui nous en donnent la certitude, c'est toute sa conduite et toute son action qui en témoignent. (17)

Quoi qu'il en soit, c'est vers le peuple qu'il est tourné, et non pas vers une caste dont il sait bien que, malgré les services qu'elle a pu rendre, le rôle est bientôt révolu. Il est persuadé que c'est pour le bien du peuple que la magistrature s'oppose à l'arbitraire royal et qu'elle a pour mission de défendre les intérêts de ce peuple en l'absence d'une représentation directe.

Mais ce peuple, il ne le défie pas, il ne s'abuse pas sur son compte, il n'en fait pas, comme Rousseau, le parangon de toutes les vertus. Il sait que ce n'est pas une tâche facile de l'éclairer, d'extirper des préjugés fortement enracinés en lui. Dans la lettre qu'il écrit à d'Alembert comme préface à ses deux mémoires sur Bâville, il s'attache à montrer que « *l'intolérance et la persécution ont longtemps fait partie de la religion du peuple, en Angleterre comme en France et dans presque toute la chrétienté* », et il fait remarquer que le peuple français, dans sa très grande majorité, a applaudi à la Révocation de l'Édit de Nantes et ne changea que très lentement sa façon de penser. Il faut toujours être circonspect quand on veut faire pénétrer des idées neuves et c'est plutôt par l'action que par la parole ou l'écrit que l'on doit en démontrer le bien-fondé : « *Les idées nouvelles ne plaisent pas d'abord au peuple. Il est nuisible de les annoncer avant leur exécution. Elles inspirent la défiance qui rend leur succès plus difficile et, en attendant qu'elles soient exécutées, elles ne sont point utiles. C'est par des bienfaits qu'il faut successivement développer les idées justes. Il faut le plus souvent faire du bien aux hommes pour les éclairer sur le bien qu'on veut leur faire.* » (18)

*
**

Tous les biographes de Malesherbes ont parlé de sa modestie et

(17) En tout cas Boissy d'Anglas, d'un avis diamétralement opposé à celui de Chateaubriand, dit formellement : « Aucun homme au monde n'a été moins dominé que M. de Malesherbes par les préjugés de naissance et de rang ; ce qui lui paraissait juste et bon passait avant tout dans son esprit. »

(18) *Mémoire sur une nouvelle organisation des hôpitaux et œuvres de charité.* (Archives de Tocqueville).

la plupart lui ont fait un mérite de son peu d'ambition.⁽¹⁹⁾ Nous avons dit plus haut qu'il n'était jamais assez confiant dans ses propres lumières pour négliger les avis et même les conseils d'autrui ; nous pouvons rappeler que les charges ministérielles dont il fut nanti lui étaient plutôt un fardeau qu'un titre de gloire ; qu'il les quitta dès que cela lui fut possible ; que, dans ses voyages, il cherchait presque toujours à n'être pas reconnu... Evoquant son comportement après un second passage au Conseil et aux débuts de la Révolution, et opposant son attitude à celle de tant de nobles qui avaient embrassé ostensiblement la cause populaire, il écrit encore à Boissy d'Anglas : « *M'étant retiré du Conseil immédiatement après avoir donné cette déclaration de mes sentiments* ⁽²⁰⁾ *et n'ayant jamais songé à entrer dans aucune assemblée nationale, on ne peut pas dire de moi, comme on a dit de quelques autres, que j'aie abandonné les prétentions d'un ordre où je serais confondu dans la foule pour entrer dans une carrière où j'espérais jouer un rôle plus brillant.* » ⁽²¹⁾

On objectera peut-être qu'une telle attitude est l'expression, non pas d'une modestie véritable, mais d'un désir de tranquillité, d'un éloignement pour ces tracas inséparables de tout rôle politique important, de ce goût auquel les Athéniens donnaient le nom très significatif d'*apragmosunê*. Au demeurant si nous voulons savoir ce que Malesherbes entendait par modestie et comment il jugeait sa propre modestie, il est précieux de nous reporter à une lettre inédite qui figure dans sa correspondance avec le savant chimiste Macquer : celui-ci lui demandant la permission de le nommer dans un de ses ouvrages, Malesherbes lui fait la réponse suivante ⁽²²⁾ :

« Vous me proposés de me nommer dans une note. Non seulement je vous demande en grâce de n'en rien faire, mais je vous prie avec la plus grande et la plus sincère instance au changement que j'ay pris sur moy de faire à la page dans lequel (*sic*) je suis désigné. Je ne prétends pas me piquer d'une modestie déplacée et si j'avois réellement eu part à vos travaux, je m'en estimerois beaucoup d'avantage et je ne serois sûrement pas insensible à la gloire qui en résulteroit. Mais il est très vrai que j'ay esté le spectateur le plus oisif, et tellement oisif que je vais vous assurer à ma honte que ce n'est qu'à la lecture que je viens de faire de votre mémoire que j'ay bien compris ces opérations qui se sont faites sous mes yeux. Or, autant une gloire méritée est flatteuse, autant une gloire usurpée est humiliante. Je n'ay

(19) Bertrand de Molleville lui fait dire : « J'étais un fort mauvais ministre. Je n'ai jamais, je l'avoue, ambitionné le pouvoir ni le ministère. J'y fus appelé sans pouvoir dire ni pourquoi ni comment... »

(20) Il s'agit de cette opinion formelle qu'il convenait de convoquer les Etats généraux sur des bases nouvelles et non pas d'après le système utilisé sous l'ancienne monarchie.

(21) Il ne prend pas à son compte le grief qui est fait à bien des nobles d'avoir ainsi agi par pure ambition, puisqu'il ajoute : « C'est d'ailleurs très injustement qu'on ferait ce reproche à plusieurs membres de la haute noblesse. » Il témoigne, en effet, qu'il connaissait leur façon de penser « bien avant la convocation de l'Assemblée nationale. »

(22) B. N. Msscrits. Fonds Français, 12.306. Lettres de différentes époques (1770 à 1781) ainsi qu'en témoigne l'écriture, car la plupart ne sont pas datées. Celle que nous citons porte seulement « 29 septembre » : elle est entièrement autographe.

point d'autre modestie que celle-là. Mais j'ay celle-là si tant est que ce sentiment doive être appelé modestie. Enfin j'ay toute ma vie esté si vivement frappé du ridicule de mes confrères les amateurs quand ils veulent devenir auteurs eux-mêmes que je ne crains rien tant que de tomber dans le même écueil. C'est donc très réellement et du fond de mon cœur que je vous demande en grace de consentir à ce retranchement. J'aimerois même infiniment mieux que vous ne parlassiés point du tout du membre de l'Académie du laboratoire de qui vous vous estes servi et n'ay laissé subsister ce mot-là que parce qu'il auroit fallu faire un changement dans toute la suite de votre mémoire où vous dites *nous* et où il faudroit dire *je* si vous n'aviés pas parlé d'un prétendu coopérateur. Je n'ay pu prendre sur moy de faire ce changement à toutes vos phrases, mais vous me ferés le plus grand plaisir si vous voulés bien le suppléer et ne plus parler de moy ni directement ni indirectement. »

Nous avons cru devoir reproduire intégralement cette très belle page, parce qu'elle nous permet de juger mieux que des anecdotes où la vérité des faits est souvent altérée, la qualité de la modestie de Malesherbes, modestie réelle où n'entrait aucune affectation, qui était une forme de cette droiture foncière, de cet amour profond pour la vérité, de cette horreur du « *paraître* » qui était en lui. (23)

Il fallait qu'il se jugeât très digne d'un éloge pour accepter d'être loué ; encore ne supportait-il pas qu'on le fit sans modération. Et s'il était difficile pour lui-même, il l'était aussi pour les membres de sa famille, répudiant l'encens pour eux tout autant que pour lui. En veut-on un exemple ? En 1759, donc bien avant l'époque de la lettre précédemment citée, Marmontel lui écrit pour lui dire son intention de faire, dans le *Mercur*, un tableau de la vie du président de Lamoignon, son cousin, qui venait de mourir. (24) Malesherbes lui répond en ces termes (25) :

« Je suis sensible, Monsieur, à l'offre que vous voulez bien me faire de donner en public une espèce d'éloge d'un homme à qui je dois m'intéresser et comme mon ami et comme l'aîné de ma famille. Mais puisque vous me demandés ce que j'en pense, je ne crois pas que la vie de M. de Lamoignon ait produit des événemens assez brillans pour beaucoup intéresser le public. La mauvaise santé qu'il a toujours eue depuis son adolescence ne luy a jamais permis de se livrer qu'avec réserve aux fonctions de son état et le luy a fait quitter de bonne heure. Il a été reçu à l'Académie des Belles-Lettres où il n'a jamais joué que le rôle d'amateur et où même il n'a presque point assisté pour la raison de ses incommodités continuelles. Son éloge est dans mon cœur et dans celui de tous ses amis qui le regrettent infiniment, mais une vie retirée et des vertus obscures ne sont pas faites pour être célébrées avec éclat dans le *Mercur*. »

(23) Notons d'ailleurs que, dans la circonstance présente, Macquer ne déformait pas sensiblement la vérité : Malesherbes avait réellement été un auxiliaire précieux dans ses travaux.

(24) Chrétien-Guillaume de Lamoignon, cousin germain de Malesherbes, président à mortier, né en 1712, mort le 23 mai 1759.

(25) Lettre du 28 mai 1759 (B.N. Fonds Français, 22.191, fos 131-132). Elle est citée par Sainte-Beuve, *Lundis*, t. II.

Et après avoir mis Marmontel en garde contre ce penchant à distribuer l'éloge sans discernement, penchant qui peut le faire tomber « dans l'inconvénient d'être accusé d'une complaisance universelle et de n'être plus cru », Malesherbes compare avec clairvoyance le cas de son cousin et celui de son neveu de Sénozan, mort tout récemment lui aussi et dont le destin douloureux pouvait justifier un éloge public. (26) *« Je ne vous ay pas fait cette objection à l'occasion de mon neveu parce que le public a bien voulu partager notre douleur et d'ailleurs parce qu'un avocat général est un homme public, qu'il s'est exposé comme un auteur à la critique et que, par cette raison, il est susceptible d'éloges. Depuis, je vous avoueray que j'ay peut-être un peu plus considéré la situation affreuse de ses parents que votre ouvrage. Solatia luctus exigua, misero sed debita patri. Enfin, Monsieur, je croyois mon neveu digne des larmes du public et je ne crois mon cousin digne que des larmes de ses amis. Vous voyés combien je vous parle naturellement ».*

Nous le constatons encore par cet exemple : Malesherbes ne peut admettre de voir la vérité déformée, fût-ce sous l'effet d'une complaisance bien compréhensible, et c'est avant tout parce qu'elle fait bon marché de la vérité qu'il a toujours eu horreur de la flatterie : il faut rendre à chacun ce qui lui est dû, et pas davantage ; c'est un principe dont il ne s'est jamais écarté et contre lequel aucune considération de famille, aucune indulgence particulière ne pouvaient prévaloir.

Nous apporterons un troisième témoignage, totalement inédit, et qui peint peut-être plus fidèlement encore que les deux précédents, la nature profonde de Malesherbes, sa modestie qui n'est pas feinte, sa loyauté patriotique, son absence totale d'ambition, son mépris de toute courtoisane. C'est en 1777 : son ami, le comte de Sarsfield (27), l'exhorte vivement à voir l'empereur Joseph II, « despote éclairé » entre tous, qui voyage en France sous un nom d'emprunt et qui souhaiterait le connaître. Voici la réponse de Malesherbes (28) :

« Je ne vous dissimulerai pas que j'aurais été très aise de voir l'empereur, ne fut-ce que par la curiosité que j'en aurais comme tout le monde, et sûrement encore par des motifs plus particuliers. Mais je n'ai rien dû changer à ma marche pour ce désir : 1^o) parce que je n'ai pas pu deviner que l'empereur désirât de me voir et il aurait été d'une fatuité ridicule de ma part de le témoigner ; 2^o) parce qu'il faut suivre son caractère et qu'entre M. Turgot, que vous me citez, et moi, il y a une grande différence.

(26) Il s'agit de François de Sénozan, fils de la sœur de Malesherbes, Anne-Nicole de Lamoignon, qui avait épousé en 1735, Jean Olivier de Sénozan, président de la 4^e Chambre des Enquêtes ; puis Conseiller d'Etat. Le jeune Sénozan, né le 3 novembre 1736, mourut avocat général au Grand Conseil, le 25 mars 1759, à l'âge de 23 ans.

(27) Guy Claude comte de Sarsfield, lieutenant au régiment des gardes françaises, puis colonel du régiment de Provence et chevalier de St-Louis, fils du comte Jacques de Sarsfield, appartenait à une famille d'une noblesse très ancienne, d'origine irlandaise.

(28) *Archives de Rosambo*, carton 20, dossier 4 (« Copie par extrait de ma lettre à M. de Sarsfield »).

« M. Turgot s'est toujours destiné à suivre la grande carrière ; ce n'est point de son gré qu'il a été désappointé ; peut-être dans le fond de son âme, ne renonce-t-il pas à y entrer, et s'il ne va pas à la cour, c'est qu'il a lieu de croire que sa présence y serait désagréable. Dès lors, il est conséquent à lui-même quand il n'évite pas et qu'il recherche même les occasions de se montrer à un grand prince et dont le suffrage est pour lui d'un si grand poids.

« Mais moi je n'ai jamais été homme public que malgré moi. Pendant que je l'ai été, je ne me suis occupé que de petits objets parce que c'était ceux de mon département, parce que ce département ne me laissait pas le temps de penser à autre chose, parce que je n'ai jamais jugé le temps favorable à rien entreprendre dans le grand, parce que sur plusieurs grands objets je n'avais nulle connaissance préalable et que je ne me crois ni à personne la science infuse, enfin par mille autres raisons que je ne veux pas détailler ici. Mais quelles qu'elles soient, je ne me suis occupé de rien de grand et de digne de l'attention de l'Empereur pendant mon ministère, et auparavant, c'est dans le parti de l'opposition que j'ai paru, et traité des questions sur lesquelles un Français ne doit point s'expliquer avec un prince étranger.

« Que dirais-je donc à l'Empereur ? D'ailleurs, depuis ma retraite, dont les circonstances ne m'éloignent pas de la cour, je n'y ai pas été. Or, quand je ne fais pas ma cour au Roi mon maître, il me semble que je ne dois pas rechercher les occasions de la faire à l'Empereur. Ce ne pourrait être que l'effet ou d'une curiosité puérile de le voir et de l'entendre ou d'une présomption déplacée si je croyais gagner à être vu et entendu de lui. En conséquence, je suis venu à Malesherbes quand je devais y venir et je ne retournerai à Paris que quand je dois y retourner, ce qui sera vraisemblablement le temps de la couche de ma fille aînée. Trouvez-vous que j'aie tort ? »

*
**

Si tout ce que nous savons de Malesherbes nous le dépeint comme un homme d'une absolue droiture (29), ennemi déclaré du mensonge et de la forfanterie, il ne faudrait pas être tenté de voir en lui un caractère rigide, tout d'une pièce, incapable de se plier aux circonstances, de composer avec les événements ; aucune image ne serait plus fausse que celle-là. Cet homme qui savait lutter à visage découvert, qui fit preuve du plus grand courage devant les événements, et qui devait périr comme un stoïcien, avait aussi une finesse de diplomate, une habileté de vrai politique ; quand il voulait atteindre un but difficile, il n'hésitait pas à biaiser, même à ruser. A la direction de la Librairie, il mène, pas toujours, certes, mais en bien des circonstances, comme nous le verrons, un savant double jeu, qui est d'ailleurs parfaitement honorable, puisqu'il sert les idées qu'il

(29) Cf. J.-J. Rousseau (*Confessions*, livre X) : « J'ai toujours regardé M. de Malesherbes comme un homme d'une droiture à toute épreuve. » Citons encore cette parole extraite d'une lettre à Rulhière au sujet de son grand-oncle Lamoignon de Bâville : « Rien ne me fera entreprendre la défense d'une cause que je croirai mauvaise. »

croit être justes sans pour cela trahir les devoirs essentiels de sa charge. Il cache à son domicile les manuscrits de l'*Encyclopédie*, tout en donnant des ordres pour leur saisie. Il contribue à faire révoquer le privilège de cet ouvrage parce qu'il sait bien que cette révocation est le seul moyen qui puisse permettre aux auteurs de mener à bien leur tâche en toute liberté, sans avoir constamment à craindre le baillon de la censure. Il entretient avec J.-J. Rousseau des relations secrètes ; il est, sans en rien dire à son père le Chancelier, le principal artisan de la publication de l'*Emile*. Dans l'affaire de l'état-civil des protestants, il adopte la meilleure tactique, celle qui consiste à présenter les mesures de tolérance comme conformes à la véritable pensée de Louis XIV, le roi persécuteur, et il s'acharne à cette démonstration. Partisan, sans aucun doute, de la liberté de culte, et même de l'égalité des religions, il se garde bien de laisser entendre que, dans sa pensée, l'Edit de 1787 ne constitue qu'un premier pas ; il modère l'ardeur maladroite de certains protestants qui voudraient aller trop vite et il ne veut rien faire qui puisse compromettre le succès final.

Son goût pour les tactiques habiles s'associe à une prudence que parfois même nous sommes tentés de juger excessive. Quand il est exilé dans sa terre, après la dissolution de la Cour des Aides, il prend les précautions les plus minutieuses pour éviter que ses démarches ne soient éventées et sa correspondance interceptée. Plus tard, il usera d'intermédiaires, et avec quelle circonspection ! pour communiquer avec tel personnage compromettant. Il fera attendre douze ans sa réponse à Paul Rabaut, chef du protestantisme méridional, et pourtant il travaille dans l'ombre à la même cause que lui et il a déjà noué d'étroites relations avec son fils ! Quelle que soit la confiance que lui inspire Baufre, son principal secrétaire, il y a des lettres ou des parties de lettres qu'il tient à écrire de sa main (il le dit, par exemple, à Rulhière), parce qu'il ne veut les dicter à personne. Quand il rentre dans la vie privée, qu'il s'agisse de son premier ou de son second ministère, il est pendant quelque temps très circonspect : il tient à préciser (nous l'avons constaté à plusieurs reprises) qu'il parle en simple particulier et non plus en qualité de ministre ; il évite tout ce qui pourrait, croit-il, le compromettre : c'est ainsi qu'il refuse à l'abbé Grégoire l'autorisation que celui-ci lui demande de reproduire une lettre de lui en tête de son ouvrage, arguant du fait que, n'étant plus au Conseil, il ne doit pas formuler des principes qui risquent d'être en opposition avec ceux du ministère actuel. On trouverait bien vingt exemples de scrupules analogues.



Malesherbes avait un caractère éminemment sociable. Ceux qui l'ont connu s'accordent pour dire que sa « conversation était abondante, enjouée, familière », « *agréable et piquante* », « *remplie de faits intéressants et d'anecdotes curieuses* », qu'il avait un « *esprit aimable, lumineux et juste* », que dans la vie privée il était « *constamment bon, simple, pleine de modération et d'indulgence* », « *supérieur aux gens d'esprit même, par la pénétration, la sagacité, la vivacité, la chaleur et la gaieté du sien, aux savants par la multitude, l'étendue, la variété, la sûreté de ses connaissances* ». On le dépeint d'un « *tempérament robuste* » (30), d'une « *sérénité précieuse* », dégagé des préjugés comme des habitudes qui asservissent, « *indifférent au luxe et aux aises* », négligé dans sa mise (31), vêtu parfois si simplement qu'on le prenait pour un laboureur ou un ouvrier, totalement dépourvu d'affectation dans son élocution et dans ses manières, sympathique dès le premier abord par sa « *bonhomie* » et même par ses distractions fameuses. (32) « *On ne pouvait échapper, dit Boissy d'Anglas, à l'attrait qu'il faisait naître, ni lui refuser, dès le premier moment, la confiance la plus étendue* ».

Un si heureux naturel devait valoir à Malesherbes beaucoup d'amitiés. Lui-même s'attachait fortement à ceux qui lui paraissaient dignes de son estime et de sa confiance. Parmi ses collègues de la Cour des Aides qui comptèrent parmi ses amis intimes, citons au premier rang Bellanger, de Boisgibault, Dionis du Séjour. Il entretint avec d'Alembert les relations les plus étroites et l'abbé Morellet lui portait une admiration passionnée. Il vouait à J.-J. Rousseau une affection qui sut faire jaillir la source des confidences consolatrices : « *Il parlait de lui, nous dit Charles Lacretelle, avec une vraie tendresse de cœur et se plaignait de n'avoir pas eu, ou du moins de n'avoir pas conservé assez d'empire sur ce caractère ombrageux.* » Turgot, auquel le liait une ardente communauté de pensées et de sentiments, lui fut particulièrement cher. « *C'est en parlant de Turgot, nous dit encore Charles Lacretelle, qu'il s'abandonnait à son éloquence naturelle. Dans tout ce qu'ils avaient fait, conçu, médité ensemble, il s'oubliait lui-même pour grossir la part de son ami.* » (33)

(30) Doté, comme son père, d'un solide appétit et assez corpulent.

(31) Son jabot était souvent barbouillé de tabac, sa perruque ronde mal peignée et mise de travers.

(32) Nous nous fondons pour esquisser ce portrait rapide, sur les témoignages de Charles Lacretelle (dit « le jeune »), de Rœderer, d'Abeille, du baron de Besenval, du comte de Tocqueville, de Boissy d'Anglas, de Dubois, de Gaillard.

J.-L. Soulavie, dans ses *Mémoires*, parle de sa naïveté, qu'on raillait quelquefois à la Cour, de la spontanéité des mouvements de son âme ; il dit aussi « Je l'ai vu gai et parfois enfant et folâtre au château de Malesherbes. »

(33) Cet oubli de soi-même, ce désintéressement, ne se manifestait pas seulement par la parole. Malesherbes voulut un instant céder sa place à l'Académie des Belles-Lettres à M. de Beauvau et à l'Académie des Sciences au duc de La Rochefoucauld : il les jugeait plus dignes que lui de siéger dans ces compagnies.

Cette ombre chérie semblait toujours grandir à ses yeux ; il n'eût pas voulu avoir une pensée dont Turgot n'ait été le confident et l'approbateur. C'était un parfum d'antiquité que ma jeune âme respirait avec délices. Il me semblait lire quelques pages ajoutées au traité de l'Amitié de Cicéron. » (34)

Amis encore, quoique à un degré moindre, furent pour Malesherbes le naturaliste Duhamel du Monceau, son voisin de campagne ; la duchesse d'Enville et son fils le duc Louis-Alexandre de La Rochefoucauld ; Trudaine de Montigny, Dupont de Nemours, Boissy d'Anglas, et Condorcet pendant un temps. Mais dans la dernière décade de sa vie, Malesherbes devait se lier étroitement avec trois hommes de grande mérite : Rulhière, qu'il connut en 1784, sur la recommandation du baron de Breteuil et avec lequel il mit en commun, quatre années durant, ses recherches et ses travaux sur les protestants ; Rabaut-Saint-Etienne, qui participa lui aussi de très près à la préparation de l'Edit de tolérance et qui fut pour Malesherbes, dont il partageait la plupart des idées, un compagnon assidu et un confident intime ; enfin, l'avocat messin Pierre-Louis Lacretelle, frère de Charles, qui fut pendant plusieurs années son collaborateur, qu'il initiait à toutes ses entreprises, auquel il confiait les démarches les plus importantes et les négociations les plus délicates. C'est une admiration passionnée que Lacretelle vouait à Malesherbes ; nous n'en voulons pour preuve que les lignes suivantes extraites d'une lettre de 1788. Rien qui sente moins la flatterie, rien qui respire une sincérité plus ardente que ce saisissant témoignage, qui honore tout autant celui qui l'a rendu que celui qui en fut l'objet :

« Pour vous bien aimer et honorer, il faut aller au fond de votre âme comme vous m'avez permis d'y pénétrer ; alors on trouve un homme tel qu'on en a peu vu et tel qu'on en verra toujours moins. Ne soyés donc pas étonné, Monsieur, de ma profonde et tendre vénération. Je sais que vous n'aimés pas les éloges, mais je me flatte que les sentimens vrais d'une âme à qui vous avez daigné ouvrir la vôtre ne vous seront pas indifférents. Le souvenir de votre amitié aura part à tout ce que je pourrai jamais faire ou penser de bon et d'honnête ; c'est là le plus digne hommage que je puisse vous offrir... » (35)

■
* *

Hors du cercle restreint des amitiés rares et du cercle plus étendu des amitiés au sens large, Malesherbes cultivait des relations innombrables. Par la place que tenait sa famille dans la noblesse de robe, par ses hautes fonctions de Premier Président de la Cour des Aides, il était en rapports avec presque tous les grands magistrats de l'ancien régime. La place de directeur de la Librairie, qu'il occupa pendant treize ans, lui avait permis de se trouver en contact permanent avec

(34) *Testament philosophique et littéraire*, tome I, chap. XIV, p. 339 suiv.

(35) *Archives de Tocqueville*. Lettre inédite et autographe sans date.

le monde des écrivains et des gens de lettres. Membre de trois Académies, il connaissait de plus ou moins près tout ce qui, en France, portait un nom dans les lettres et dans les sciences. Ses recherches d'histoire naturelle l'amenaient à correspondre avec un grand nombre de savants, français et étrangers ; il entretenait des relations avec Jussieu, Daubenton, Thouin, Sage, Abeille, Macquer, Séguier, Charles Bonnet, et combien d'autres... Deux fois secrétaire d'Etat, il se lia avec de nombreux ministres, au premier rang desquels il faut citer le maréchal de Castries et le baron de Breteuil, et aucun des hommes en place, aucun des grands personnages de la Cour, aucun des prélats en renom ne lui était inconnu. Témoin lucide et perspicace de deux règnes, presque constamment acteur et jamais spectateur impassible, confident d'un roi dont le malheur des temps voulut qu'il connût les pensées intimes et qu'il partageât les angoisses suprêmes, il fut aussi le témoin de cette Révolution dont il avait prévu qu'elle emporterait le trône et qu'il s'était efforcé vainement de devancer... Etudier la vie et la pensée de Malesherbes, de cet homme qui fût mêlé à tout et qui voulut toucher à tout, à qui rien d'humain ne fut étranger ou indifférent, c'est voir bouillonner le courant tumultueux d'un demi-siècle, c'est partir de Montesquieu pour arriver à Robespierre, c'est suivre à la fois les drames politiques, le combat des idées, les transformations de l'opinion, c'est assister à la fin d'une ère, et c'est surtout faire connaissance avec un esprit supérieur, d'un rayonnement presque incomparable, avec une personnalité dont la richesse même est une invitation à la dépasser.

TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES

- I. — Les Lamoignon
- II. — Descendance de Malesherbes; Les Rosanbo
- III. — Descendance de Malesherbes; Les Montboissier
- IV. — Famille Grimod de la Reynière

ARMES DES LAMOIGNON :
Losangé d'argent et de sable
au franc quartier d'hermine

TABLEAU I
Les Lamoignon

Charles de LAMOIGNON (1514-1572)

Seigneur de Basville, avocat au Parlement



Chrétien de LAMOIGNON (1567-1636)

Seigneur de Basville, de Launay-Courson, Conseiller au Parlement en 1595 (élève de Cujas, protégé par Richelieu), Président aux Enquêtes, Président au Parlement en 1633.



Guillaume de LAMOIGNON (1617-1677)

Marquis de Basville, comte de Launay-Courson, premier Président au Parlement de Paris, grand juriste, homme d'Etat (présida le procès Fouquet), ami de Boileau auquel il donna l'idée d'écrire le *Lutrin*.
 Epouse Madeleine Pottier, 10 enfants, dont :



François-Chrétien de LAMOIGNON (1644-1709)

Marquis de Basville, seigneur de Blancmesnil, Président à mortier, membre puis Président de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (l'ami de Boileau : 6^e épître). Epouse Marie-Anne Voisin : 9 enfants, dont :



Nicolas de LAMOIGNON de BASVILLE (1648-1724)

Marquis de la Mothe, Conseiller au Parlement, Maître des requêtes, Intendant du Languedoc (poursuivit les protestants), développa le port de Cette. Auteur d'un mémoire administratif important.



Urbain de LAMOIGNON, dit Courson (1674-1742)

Intendant de Rouen et de Bordeaux, Marquis de la Mothe.



Guillaume de LAMOIGNON (né en 1697)

Seigneur de Montrevaux.



Chrétien de LAMOIGNON (1676-1729)

Marquis de Basville, Avocat au Parlement, Avocat du Roi au Châtelet, Président à mortier au Parlement, en survivance de son père, commandeur-greffier aux ordres de Sa Majesté.



Chrétien-Guillaume de LAMOIGNON (1712-1759)
Marquis de Basville, Commissaires aux requêtes et Président à mortier. Epouse une fille de Samuel Bernard, surintendant des finances de la Reine



Chrétien-François de LAMOIGNON (1735-1789)
Marquis de Basville, Conseiller au Parlement, Président à mortier en 1759, Garde des sceaux en remplacement de Miromesnil, auteur des fameux edits proposés à l'Assemblée des notables (1787). Epouse **Marie-Elisabeth Berryer** : 9 enfants dont :



Christian de LAMOIGNON (1770-1827)
Pair de France sous la Restauration (branche éteinte avec lui).

Guillaume de LAMOIGNON (1683-1772)

Saigneur de Blancmesnil, de Malesherbes, de Cerisay, premier Président de la Cour des Aides, Chancelier de France de 1750 à 1768. Epouse en premières noces (1711), **Marie-Louise d'Aligre** (+ 1714) (deux enfants dont un mort-né et l'autre mort en 1719, à sept ans) Epouse en deuxièmes noces (1715) : **Anne Elisabeth Roujault** (+ 1734) (sept enfants dont un mort-né) :

1° - **Marie-Elisabeth** (1716-1758), épouse en 1733, **César Antoine de la Luzerne**, comte de Beuzéville, d'où :



2° - **Barbe-Nicole** (1717-...)

3° - **Anne-Nicole** (1718-1794), épouse en 1735 **Jean Antoine Olivier**, comte de Sénozan, premier Président à la 4° Chambre des Enquêtes, puis conseiller d'Etat (+ 1778), d'où :

— **François de Sénozan**, Avocat général au Grand Conseil (1736-1759).

— **César Henri de la Luzerne** (1737-1799), Gouverneur des Îles Sous le Vent, Ministre de la Marine sous Necker.

— **César Guillaume** (1738-1821), Membre de l'Assemblée des Notables, évêque, puis cardinal.

— **Anne César** (1741-1791), Ambassadeur aux Etats-Unis, puis à Londres.

4° - **Marie-Louise** (1719-1759), épouse de **Guillaume Castanier d'Auriac**, Conseiller d'Etat, secrétaire des Commandements de la Reine (+ 1765).

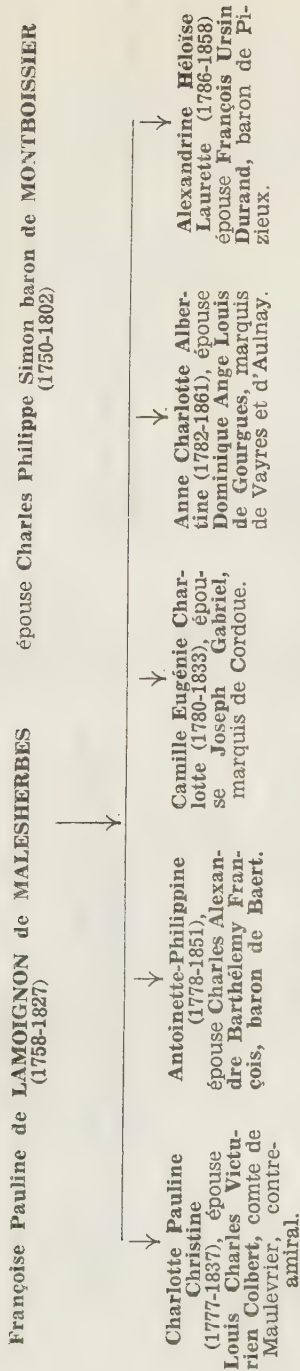
5° - **Chrétien-Guillaume LAMOIGNON de MALESHERBES** (1721-1794), épouse, le 4 février 1749, **Marie-Françoise Grimod de la Reynière**, d'où :

— **Marguerite**, née le 6 février 1756 (Mme de Rosambo).

— **Françoise-Pauline**, née le 15 juillet 1758 (Mme de Montboissier).

6° - **Agathe-Françoise** (1723-...), Religieuse à la Visitation, survécut à son frère).

TABLEAU III
Les Montboissier



FAMILLE

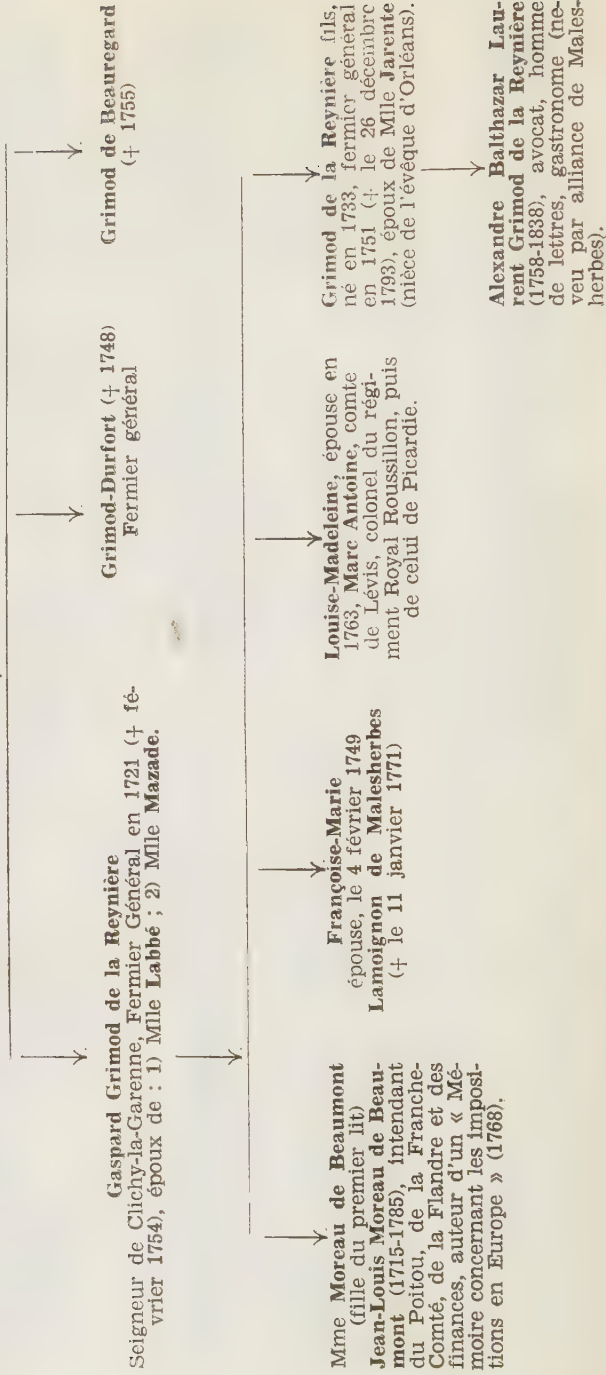
de Mme de Malesherbes

TABEAU IV

Famille Grimod de la Reynière

Antoine Grimod, époux de Marguerite Le Juge (née en 1663)

Avocat au Parlement, Directeur général des Fermes unies de France et de la Douane de Lyon (1689) († en 1731).



PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA FAMILLE

« Chaque instant de sa vie appartient
à la justice. »

*(Réflexions du Chancelier de Lamoignon
sur les devoirs du magistrat).*

Les origines des Lamoignon. — Les grands ancêtres magistrats. — Le Chancelier, père de Malesherbes, diversement jugé. Sa piété, son attachement à la magistrature : un document qui le dépeint. — Malesherbes et sa famille : ses sœurs. — Les Grimod de la Reynière. Madame de Malesherbes et son mystère. — Les deux filles ; les gendres : Rosambo et Montboissier.

La famille de Lamoignon tire son nom d'un fief situé dans un faubourg de la petite ville de Donzy, non loin de Cosne, dans la Nièvre, et dont elle fut en possession depuis le XIII^e siècle. La plus grande partie de la ville de Donzy et de son faubourg étaient mouvants de ce fief, nous dit Moréri, qui nous apprend en outre que le plus ancien Lamoignon cité fut Guillaume de Lamoignon, Chevalier, seigneur de Lamoignon, Mannai, Channai et Nannai, toutes seigneuries du Nivernais, qui vivait sous Saint-Louis, Philippe le Hardi et Philippe le Bel, et mourut en 1288. Le petit-fils de celui-ci, Charles de Lamoignon, mort en 1356, servit sous Philippe de Valois. La famille se divise ensuite en plusieurs branches dont les principales sont : la branche des seigneurs de Vieil-Mannai et de Grandpré, la branche des seigneurs de Basville et, plus tard, la branche des seigneurs de Blancmesnil et de Malesherbes et celle des seigneurs de Launay-Courson. (1)

De la branche de Basville (2) sortirent : Charles de Lamoignon (1514-1572), avocat célèbre au Parlement, conseiller en la juridiction

(1) Sur toute cette généalogie, Cf. Moréri (édition de 1759) tome VI, et La Chesnaie-Desbois, 3^e édition, tome XI, article Lamoignon. La Chesnaie-Desbois est de quelques années postérieur à Moréri dont les informations s'arrêtent à 1757 ou 1758 environ, tandis que La Chesnaie va jusqu'en 1775.

(2) La seigneurie de Basville (ou Bâville) est située dans le Hurepoix, en Seine-et-Oise. La terre de Bâville appartient aujourd'hui au comte Tony de Vibraye.

des eaux et forêts au siège de la table de marbre, le premier du nom qui embrassa la profession de la robe. (3) Le fils de celui-ci, Chrétien de Lamoignon (1567-1636), seigneur de Basville et de Launay-Courson, fut conseiller au Parlement en 1595, président aux Enquêtes en 1623, président au Parlement en 1633. Elève de Cujas, il bénéficia de la protection de Richelieu. Il avait épousé Marie de Landes, fille d'un conseiller au Parlement. Et il eut pour fils celui qui devait être le plus illustre de la lignée, Guillaume de Lamoignon (1617-1677), marquis de Basville, baron de Saint-Yon, comte de Launay-Courson (4), premier Président au Parlement de Paris en 1659. C'est lui qui présida le procès de Fouquet avant que Colbert — qui se méfiait de son impartialité, — le fit remplacer par le Chancelier Séguier. Il fit partie de la Commission de réforme législative ; il lutta contre les abus de la procédure criminelle ; il travailla longuement à la coordination et à l'unification des lois françaises et résuma ses travaux dans des *Arrêtés* restés célèbres. Il l'emporta sur Colbert en obtenant du Conseil, avant la guerre de Hollande, que le roi ferait un emprunt au lieu de lever de nouveaux impôts. Il défendit les prérogatives du Parlement ; il éleva la voix pour mettre en garde contre les empiètements redoutables du pouvoir royal. (5) Le Président de Lamoignon fut un esprit généreux et déjà libéral. Il aimait la société des gens de lettres et fut l'ami de Boileau, auquel il inspira le *Lutrin* où il est dépeint sous le nom d'Ariste. Boileau fera de lui, dans l'*Avis au lecteur* qui précède son poème, l'éloge le plus ardent et le plus ému, louant sa piété « *sincère et aussi fort gaie* », ce « *trésor surprenant de probité et de justice* » qu'on découvrirait pour peu qu'on le fréquentât, évoquant l'étroite et déferente amitié qui le liait à cet homme de bien. « *Je croirais me faire un trop grand tort si je laissais échapper cette occasion d'apprendre à ceux qui l'ignorent que ce grand personnage, durant sa vie, m'a honoré de son amitié. Je commençai à le connaître dans le temps que mes Satires faisaient le plus de bruit, et l'accès obligeant qu'il me donna dans son illustre maison fit avantageusement mon apologie contre ceux qui voulaient m'accuser alors de libertinage et de mauvaises mœurs. C'était un homme d'un savoir étonnant et passionné admirateur de tous les bons livres de l'antiquité...* » Si l'on s'attachait à mettre la vie du grand président de Lamoignon en regard de celle de son arrière-petit-fils Malesherbes, on trouverait d'étonnantes similitudes : le même amour de la justice, la même aversion pour le despotisme, la même sérénité dans le jugement, le même sens de l'humanité...

(3) L'opinion publique le désignait, dit-on, en 1568, pour la succession du Chancelier de l'Hospital.

(4) La terre de Basville et celle de Launay-Courson furent érigées respectivement en marquisat et en comté (Lettres patentes de décembre 1670).

(5) Les Remontrances que le Président de Lamoignon fit au Roi sur la taille en 1673 annoncent de façon saisissante celles que son arrière-petit-fils Malesherbes adressera à Louis XV, près d'un siècle plus tard, sur le même objet. (Cf. L. Vian, *les Lamoignon, une grande famille de robe*, p. 104).

Marié à Madeleine Pottier, le président de Lamoignon eut d'elle dix enfants, parmi lesquels François-Chrétien de Lamoignon (1644-1709) et Nicolas Lamoignon de Basville (1648-1724). Ce dernier fut conseiller au Parlement, maître des requêtes en 1673, puis intendant à Montauban, à Pau, à Poitiers et à Montpellier : c'est ce fameux Basville que l'intendance du Languedoc rendit célèbre, par son active administration et surtout par sa dureté à l'égard des protestants ; Malesherbes nous fournira l'occasion de reparler longuement de lui. Quant à l'ainé, François-Chrétien (1644-1709), le premier seigneur de Blancmesnil, il fut avocat, conseiller au Parlement, maître des requêtes, avocat général et, en 1690, président à mortier. Il accéda en 1704 à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comme son père, il cultiva la société des beaux esprits et fut l'ami de Bourdaloue, de Regnard, de Racine et de Boileau. Celui-ci reporta sur le fils, homme de sa génération, l'affection que lui avait inspirée le père ; il lui dédia sa sixième épître. (6)

Le troisième fils de François-Chrétien et de Marie-Anne Voisin devait être le Chancelier de France, père de Malesherbes.

Guillaume de Lamoignon, né le 6 mars 1683, fut successivement avocat au Parlement (19 juillet 1702), conseiller (4 juin 1704), avocat général (2 juin 1707), président à mortier (20 décembre 1723), premier président de la Cour des Aides (1746) ; enfin chancelier de France (9 décembre 1750). Il avait épousé en premières noces, le 14 septembre 1711, Marie-Louise d'Aligre, née le 23 juillet 1697, fille d'Etienne d'Aligre, seigneur de La Rivière, président à mortier au Parlement de Paris, et de Marie-Madeleine Le Peletier, elle-même fille de Claude (1630-1711), conseiller au Parlement, prévôt des marchands, puis conseiller d'Etat, contrôleur général des finances après Colbert, enfin surintendant des postes (7), et de Marie-Madeleine Fleurieu.

De Marie-Louise d'Aligre, morte en couches après moins de vingt-huit mois de mariage, le 8 janvier 1714, Guillaume de Lamoignon avait eu un enfant mort-né et un garçon, Charles-Etienne-François,

(6) François-Chrétien de Lamoignon refusa d'entrer à l'Académie Française. (Il devait occuper le fauteuil de Perrault ; mais on lui persuada qu'il serait indigne de lui de faire l'éloge du critique d'Homère et de Virgile). Nous avons, sur cette affaire, dans les archives de Rosanbo (carton 4, dossier 1) un certain nombre de pièces dont les principales sont cinq lettres originales de Basville à son frère (1702, 1703 et 1705). Malesherbes, qui s'intéressait beaucoup à la vie de son grand-père, a écrit de sa main sur ce dossier : « Lettres concernant le refus d'une place à l'Académie Française fait par M. de Lamoignon ». De l'écriture de Baufre, secrétaire de Malesherbes, on lit : « Il y a quelques pièces qui manquent et que je retrouverai ».

(7) Claude Le Peletier était l'arrière petit-fils du fameux juriconsulte et écrivain Pierre Pithou, né à Troyes, en 1539. Il y avait donc entre ce grand homme et Malesherbes un lien qui résultait du premier mariage du chancelier de Lamoignon. Mais Pierre Pithou était aussi l'ancêtre lointain du gendre de Malesherbes, le président Le Peletier de Rosanbo. De l'intérêt que celui-ci portait à Pithou, nous avons un témoignage dans une lettre de 1771, adressée à Malesherbes par Grosley, homme de lettres et académicien de Troyes. Il y est question de la remise en état de la chapelle où sont inhumés les restes de Pithou et de sa famille : Grosley dit qu'il a vu M. de Rosanbo, que celui-ci lui a paru prendre l'affaire à cœur et il prie Malesherbes de lui en rappeler l'urgence. (*Bibl. de Troyes*, Mss. 2770, correspondance de P.-J. Grosley avec M. de Malesherbes).

qui ne dépassa point l'âge de sept ans. Il se remaria le 4 mars 1715, avec Anne-Elisabeth Roujault, fille de Nicolas-Etienne Roujault, maître des requêtes, et successivement Intendant en Berry, Hainaut, Poitou et Normandie, — de Barbe-Madeleine Maynon, elle-même fille d'un ancien fermier général. De ce second mariage, qui ne dura que neuf ans, puisque Anne-Elisabeth Roujault devait mourir elle aussi en couches, le 2 novembre 1734, à l'âge de quarante-deux ans, naquirent sept enfants dont un mort-né. Les six qui vécurent furent : Marie-Elisabeth (née en 1716), qui épousa en 1733 César-Antoine de La Luzerne, comte de Beuzéville, maréchal des camps et armées du roi ; Barbe-Nicole (née en 1717) ⁽⁸⁾ ; Anne-Nicole (née en 1718), qui épousa Jean-Antoine Olivier, comte de Sénozan, premier président de la 4^e Chambre des Requêtes, puis conseiller d'Etat (il mourut en 1778) ; Marie-Louise (née en 1719), qui épousa Guillaume Castanier d'Auriac, président au Grand Conseil, conseiller d'Etat, secrétaire des commandements de la reine ; Agathe-Françoise (née en 1723), qui entra en religion. Le cinquième de ces enfants, né le 6 décembre 1721, un garçon, nommé Chrétien-Guillaume, fut Malesherbes

Seigneur de Blancmesnil, de Malesherbes ⁽⁹⁾, de Cerisay, Guillaume de Lamoignon devait accéder à des fonctions plus brillantes encore que ses ancêtres ; il ne valait pourtant ni son grand-père ni même son père. Nous trouvons dans le *Journal* du marquis d'Argenson et dans les *Mémoires* de Besenval deux courts portraits du Chancelier. « *Blancmesnil, dit le premier, est un bon magistrat, peu éclairé et de courtes lumières, gros ventre, grand appétit, très ami des Jésuites, Il ne s'est point attiré d'ennemis dans les places qu'il a remplies et s'est fait plusieurs amis tout rondement, comme il est rond lui-même* ».

Besenval le peint sans ironie et fait de lui un éloge non mitigé :

« Blancmesnil est d'une figure agréable, d'un maintien assuré, d'un abord ouvert et facile, d'une affabilité prévenante ; il parle avec aisance d'une manière claire et concise. Son caractère est ferme et sans dureté. Il a toujours mené la vie d'un magistrat se renfermant dans le sein de sa famille et dans les devoirs de son état, dont il connaît à fond l'esprit et le régime ».

Beaucoup moins favorable est l'avocat Barbier qui, dans son *Journal*, dépeint Lamoignon comme « *un homme de mérite, mais dur* » et insiste particulièrement sur son attachement aux Jésuites, dont nous donnerons des témoignages dans un des chapitres suivants. Barbier souligne aussi son népotisme : ainsi, en signalant qu'il vient de marier une de ses filles presque sans dot à M. Castanier d'Auriac, maître les requêtes et secrétaire des Commandements de

(8) Nous ne savons rien sur cette seconde fille dont Moreri et La Chesnaie-Desbois se bornent à indiquer la date de naissance.

(9) C'est en 1719, que la terre et le château de Malesherbes, ancienne demeure des seigneurs de Graille et des Balzac d'Entragues, furent acquis par Guillaume de Lamoignon.

la reine, il ajoute : « Il profite du crédit de sa place pour sa famille. » Et plus loin (août 1751) : « *On ne considère pas trop, à ce qu'il paraît, le Chancelier de Lamoignon.* »

On s'accorde pour lui reconnaître une piété fervente, un peu étroite. Ne fut-il pas congréganiste, puis père temporel des Cordeliers et des Récollets ? ⁽¹⁰⁾

Mais un document du plus grand intérêt nous permet d'avoir une connaissance directe du chancelier de Lamoignon : ce sont des « *réflexions morales* » dont le manuscrit autographe a été conservé dans les Archives de Rosambo ⁽¹¹⁾ ; grâce à ces pages intimes, nous pouvons nous faire une idée exacte de la ferme conscience de l'homme, nous sommes initiés à sa conception des devoirs sociaux, nous savons les reproches qu'il adresse à la magistrature de son temps, nous savons aussi les exigences morales qu'il apporte dans l'exercice de ses hautes fonctions.

Lamoignon commence ainsi :

« Ceux qui veulent mettre en usage les talents qu'ils ont reçus pour s'élever au-dessus des autres emploient souvent leurs jours dans des recherches vaines et infructueuses.

« L'esprit se laisse séduire par la curiosité et la curiosité le détourne souvent de ce qui devrait faire la matière de ses plus sérieuses méditations.

« De là vient qu'après avoir consommé plusieurs veilles et passé des années entières dans l'étude des sciences les plus abstraites pour découvrir les secrets de la nature les plus cachés et les plus impénétrables, on se trouve forcé d'avouer qu'on n'a acquis aucune connoissance utile pour le commerce de la vie, pour la profession à laquelle on est destiné, semblable à ces avarés dont parle le prophète, qui, s'étant livrés au sommeil, trouvent en se réveillant leurs mains vuides et privées des richesses qui faisoient l'objet de leurs desirs.

« La véritable et la seule connoissance utile à l'homme est celle de ses devoirs parce qu'il est né pour les remplir... »

Nous devons donc nous appliquer à connaître nos devoirs, qui sont de deux sortes : les uns sont communs à tous les hommes, les autres concernent chaque état en particulier. Mais les uns et les autres ne doivent pas se borner à de simples spéculations ou à des dissertations sans profit ; rien ne sert de faire l'éloge de la vertu si nous ne travaillons pas à l'acquérir. « Nous ne remplissons nos devoirs que par une exacte et continuelle attention à mettre en pratique ce que nous avons appris par la raison et par les exemples ».

Or, tous nos devoirs doivent s'accorder avec des règles primitives

(10) « Provisions de M. de Lamoignon, plus tard Chancelier, comme congréganiste, puis père temporel des Cordeliers et des Récollets, et pièces y relatives ». (9 pièces, 28 juin 1728). *Archives de Rosambo*, carton 4, dossier 1.

(11) Carton 4, dossier 2, 2 pièces. Nous ignorons la date de ces « Réflexions » ; mais le ton général de cet écrit et l'expérience dont il témoigne nous laissent supposer qu'il est postérieur à 1750.

établies pour éclairer toutes nos démarches et dont il ne nous est pas permis de nous écarter.

« La première de toutes ces règles, continue le Chancelier, est une soumission entière aux préceptes que la religion nous impose. L'ignorance de ses préceptes a été la source des erreurs dans lesquelles sont tombés les plus grands hommes de l'antiquité.

« On les a vû déshonorer les plus grandes vertus par les plus grands vices, séduits par le phantome et par l'apparence, ils ne parvinrent point à la connoissance de la morale dans toute sa pureté ».

Lamoignon brosse ici le tableau des actions condamnables auxquelles se sont portés les meilleurs d'entre les païens : ils ont dénaturé l'amour de la patrie, ils ont mal interprété les devoirs de l'amitié, ils se sont laissé entraîner à des extrémités et à des violences odieuses sous prétexte de courage et de grandeur d'âme, ils ont souvent abusé de leur autorité dans la famille et dans l'Etat...

« C'est la religion qui a détrompé les hommes des maximes pernicieuses auxquelles ils s'étoient livrés et qui leur ostioient la connoissance de la plupart de leurs devoirs ».

Suit une apologie de la religion qui a appris aux hommes « jusqu'où l'on doit porter l'amour de la patrie, les devoirs dans les familles et les loix de l'amitié », qui leur a inspiré les vrais sentiments de la grandeur d'âme, la conscience de la valeur du mérite personnel, qui leur a ordonné de mettre un frein à leurs passions et d'oublier les injures. La religion non seulement est le premier de nos devoirs, mais les renferme tous en elle. C'est par elle que nous parvenons à la connaissance de ceux que nous devons remplir dans la vie civile ; elle nous enseigne les engagements que nous contractons en entrant dans le ministère que nous exerçons.

Quels sont ces engagements ? C'est ici que se place un beau développement sur les devoirs du magistrat. *« Chaque instant de sa vie appartient à la justice, son repos même doit luy estre consacré ainsy que son travail, et quand il ne la sert pas par ses actions, il doit s'approcher d'elle continuellement par ses méditations et par ses pensées. La vie du magistrat ne luy appartient pas en propre, il n'en a que le simple usage [...] ; c'est la justice qui doit en estre regardée comme la véritable propriétaire ».*

Le magistrat doit se représenter souvent qu'il devra rendre compte à Dieu de son administration. Il doit être également attaché à la justice dans sa vie privée. Qu'il sache *« que ses actions et ses intérêts doivent être pesés dans la même balance que celle dont il use pour juger les autres ».*

Bien plus, il doit entretenir en lui *un feu sacré pour la justice. « Quel éclat non seulement dans nos jugements, mais encore dans toute notre conduite qu'on reconnoisse le magistrat dans le commerce de la vie tel que dans le tribunal et qu'il fasse respecter son estat*

en attirant la vénération du public sur sa personne ! » Et le Chancelier revient à son principe du début en affirmant que seule la religion peut inspirer un véritable esprit de droiture et de probité, et en déclarant pour conclure : *« La religion est [...] le fondement le plus solide de la vertu dans toutes les professions et surtout dans la nôtre. »*

Dans une seconde dissertation, le moraliste traite des devoirs nécessaires au maintien de la vie sociale, et du premier de tous, le devoir d'altruisme et de solidarité. *« Le principal devoir de la vie civile est de rapporter toutes ses vues et toutes ses actions au bien commun de tous les hommes ».*

Aucune société ne peut durer si ses membres n'ont pas conscience de la solidarité qui unit les divers âges, les divers états, les diverses professions. Aussi ne sommes-nous pas nés pour nous-mêmes, mais pour nous aider réciproquement. Toutes nos démarches doivent tendre à créer ou à entretenir l'union et la concorde entre tous les membres d'une nation. Et c'est une présomption funeste que de croire que nous pouvons nous suffire à nous-mêmes sans le secours des autres. Les Romains le savaient bien, eux qui faisaient preuve d'un si grand zèle pour le bien de la république ; mais tout fut perdu quand les intérêts particuliers vinrent à dominer l'intérêt général.

Appliquant maintenant à la magistrature ce grand principe général de solidarité et d'entr'aide, Lamoignon proclame que *« ce n'est que par un secours mutuel de lumières que les magistrats peuvent s'éclairer réciproquement »*

Cette union, cette concorde, nécessaires dans toutes les conditions et dans tous les états, le sont tout particulièrement entre magistrats, c'es-à-dire entre des hommes appelés à faire régner la justice. Malheureusement, loin d'être unie, la magistrature donne trop souvent le spectacle de fatales divisions. Quelles sont les sources de ces divisions ? C'est ce que l'écrivain va s'appliquer à nous faire connaître en quelques pages qui sont peut-être les plus intéressantes de cet opuscule.

D'abord le défaut d'étude et d'application qui constitue un sérieux obstacle à l'union des esprits (ici le Chancelier parle de la difficulté et de l'aridité des études juridiques que la carrière impose).

Ensuite le fait que l'on s'engage, dans la magistrature, par bien-séance plutôt que par goût : on admire les grands magistrats, mais on tire peu de profit de leurs exemples et l'on ne songe pas à l'immense labeur qu'ils ont fourni.

D'autre part, la présomption et la jalousie sévissent trop souvent dans la magistrature. Lamoignon dénonce ces funestes défauts, il flétrit ceux qui, par affectation et par envie, se font un devoir de s'élever en toutes occasions contre les sentiments d'un de leurs confrères, fût-il un esprit supérieur et plus compétent qu'eux.

Il est un autre défaut que Lamoignon signale et flétrit : c'est le

désir de dominer. Que le terme de l'ambition d'un magistrat soit d'avoir contribué à faire triompher la volonté et la justice, son zèle pour la justice doit être pur d'orgueil et d'amour-propre déplacé, il doit lui faire bannir les paroles aigres et insultantes, les propos humiliants...

Mais la source la plus importante des divisions qui affligent la magistrature est *l'intérêt*. Et ici Lamoignon distingue : *l'intérêt de fortune* qui fait que trop de magistrats, dans l'administration de la justice, n'ont en vue que leur avancement et leur profit personnel, et *l'intérêt d'amitié*, qui n'est autre qu'une prévention favorable et partant injuste, car elle fait passer les considérations d'amitié avant les considérations de justice.

« L'union que procure l'amitié doit estre une union sacrée qui ne se livre à rien d'injuste. Si les devoirs dont on est tenu réciproquement doivent avoir pour objet le bien de ceux qui se les rendent, ils ne doivent jamais se régler que par les loix de la bienséance et de l'équité. Toute société qui a d'autres fondements ne mérite pas le beau nom d'amitié »

C'est ainsi qu'ont pensé tous les grands magistrats : ils étaient persuadés que « rien n'est plus essentiel dans l'administration de la justice que l'union dans les cœurs, et que l'amour du bien public est le lien le plus indissoluble de cette union ». Et Lamoignon termine par cette exhortation à ses confrères : « *Vous qui estes établis pour maintenir la paix et la concorde entre les hommes, c'est sur vous-mêmes que vous devez commencer d'exercer vos jugements.* »

Sans être d'une puissante originalité, ces réflexions morales du chancelier de Lamoignon constituent un précieux témoignage : elles confirment ce que les contemporains disaient de sa piété ; elles nous le dépeignent comme un homme préoccupé de ses devoirs, mais avant tout comme un magistrat intègre qui se fait une haute idée de ses fonctions, qui exprime en termes élevés son culte de la justice et qui s'inquiète de sentir s'effriter les valeurs morales au sein du grand corps auquel il rapporte toutes ses pensées. Comme nous le discernons dans la suite de cette étude, Malesherbes était loin de lui ressembler en tout : il était plus ouvert, plus libéral, plus intelligent sans aucun doute, très éloigné aussi, dans son indifférence religieuse, de la piété fervente de son père ; mais il tenait de lui cette foncière droiture, ce sens profond de la justice et aussi cet attachement passionné à la magistrature qui, pour toute la lignée des Lamoignon, avait été la meilleure raison de vivre.

*
* *

Malesherbes ne connut pas son grand-père paternel, l'ami de Boileau. Il avait huit ans lorsque mourut son oncle Chrétien, l'aîné de la famille, tenant du titre de marquis de Basville⁽¹²⁾ ; par contre,

(12) Voir le tableau généalogique n° 1.

il fut très lié avec son cousin-germain, président à mortier lui aussi, magistrat assez terne et d'une santé fragile, qui mourut en 1759, et avec le fils de celui-ci, Chrétien-François, qui partagea l'exil du Parlement de Paris, qui fut, comme Malesherbes, l'adversaire et la victime de Maupeou, et qui devint garde des Sceaux en 1788 à l'époque de l'Assemblée des Notables, à laquelle il présenta des décrets restés fameux. Entre ses sœurs, la préférée, celle à qui l'unissait une totale communauté d'idées et de sentiments, était Anne-Nicole, Mme de Sénozan ; elle eut le malheur de perdre à la fleur de l'âge un fils admirablement doué, qui se serait sans doute fait une grande réputation dans la magistrature.⁽¹³⁾ Confidente de son frère et son auxiliaire en bien des occasions, Mme de Sénozan devait périr quelques jours après lui, sur l'échafaud, en même temps que Mme Elisabeth, sœur du Roi. Elle était veuve depuis 1778 et Malesherbes allait faire de fréquents séjours chez elle, dans sa propriété de Verneuil.⁽¹⁴⁾ Ajoutons que Malesherbes portait une très vive affection à son beau-frère, le président de Sénozan ; c'est à lui, comme nous le verrons plus loin, qu'il adressait la plupart de ses notes de voyages.

Si nous savons peu de choses des relations de Malesherbes avec sa sœur Marie-Louise et le mari de celle-ci, Guillaume Castanier d'Auriac (qui mourut d'ailleurs en 1765)⁽¹⁵⁾, en revanche nous n'ignorons rien des liens étroits qui l'unissaient aux trois fils de sa sœur aînée Marie-Elisabeth (morte prématurément en 1758, et déjà veuve), les trois frères La Luzerne, dont la carrière fut brillante dans l'administration, dans la diplomatie ou dans l'Eglise ; l'aîné, César-Henri de La Luzerne, de seize ans seulement plus jeune que son oncle, vouait à Malesherbes (comme nous le montrerons plus loin, au cours de cette étude) une affection et une admiration profondes.

Quant à sa plus jeune sœur, Agathe-Françoise, qui fut religieuse à la Visitation du Faubourg Saint-Jacques, plusieurs documents attestent l'intérêt que Malesherbes lui porta ; il s'était associé avec Mme de Sénozan pour lui faire une rente viagère de trois mille livres qui lui fut servie jusqu'à la date fatale de 1794.⁽¹⁶⁾

(13) François de Sénozan, déjà avocat général au Grand Conseil, il mourut en 1759. Cf. au chapitre précédent la lettre que Malesherbes écrit à Marmontel à propos de sa mort et de celle de son cousin survenues la même année.

(14) Dans l'Eure. Du vivant de son mari, Mme de Sénozan résidait au château de Rosny, près de Mantes. Après son veuvage, elle fut l'objet de la plus touchante sollicitude de la part de son frère ; plusieurs lettres en témoignent : ainsi une lettre du 14 janvier 1780 dans laquelle Malesherbes informe un correspondant qu'il ne peut absolument pas s'éloigner de Verneuil en plein hiver, étant auprès de sa sœur « âgée et infirme ». (*Archives du comte de Leusse*).

(15) Les Castanier d'Auriac eurent un fils, qui fut également avocat général au Grand Conseil et qui mourut en 1762, à 24 ans. (*Voir Almanach royal*).

(16) Archives Nationales, T. 1675. Note n° 919 du 24 pluviôse, an III. « La citoyenne Lamoignon, ex-religieuse, a besoin de se procurer en forme probante l'extrait ou copies des quittances de la rente viagère de 3000 livres que le citoyen Malesherbes et la citoyenne Sénozan, ses frère et sœur, lui faisaient. Ces quittances sont dans les papiers trouvés sous



En épousant la fille du président d'Aligre, le futur Chancelier de Lamoignon s'était allié à une grande famille de magistrats. Son second mariage fit de lui (nous l'avons dit plus haut) le gendre d'un autre magistrat, Nicolas-Etienne Roujault, marquis de Chef-Boutonne (17), baron de Chambon, seigneur de Clérembault, Bouillon, Moncharville.

Ce n'est pourtant pas la fille d'un magistrat que Guillaume de Lamoignon devait faire épouser à son fils. Le 4 février 1749, Malesherbes prenait pour femme Marie-Françoise Grimod de la Reynière, fille de Gaspard Grimod de la Reynière, seigneur de Clichy-la-Garenne, fermier général depuis 1721, et de Marie-Madeleine Mazade (18), elle-même fille d'un fermier général. Il devait entretenir de bonnes relations avec son beau-père (qui mourut en 1754 et que connaissait bien Voltaire), allant faire de fréquents séjours dans sa propriété de Clichy que Grimod avait ornée de magnifiques jardins et où il aimait à se reposer. Une amitié cordiale l'unissait à son beau-frère, Grimod de la Reynière fils, fermier général et administrateur des postes (deux fonctions qu'il cumula allègrement pendant un temps) qui avait fait, en épousant la belle et peu austère Mlle de Jarente, nièce de l'évêque d'Orléans, un mariage qui défraya la chronique mondaine. (19)

les scellés des citoyen et citoyenne Malesherbes et Sénozan, qui ont été levés par les commissaires de l'agence des Domaines nationaux ». Les Archives nationales possèdent en outre la copie de deux lettres adressées les 2 mars et 26 mai 1764 par le Ministre de la Maison du Roi à Malesherbes et relatives au transfert d'Agathe-Françoise dans un couvent de la Visitation à Nancy, transfert qui avait été demandé par Malesherbes pour des raisons que nous ignorons. La religieuse regagna d'ailleurs au bout de peu de temps son couvent parisien (O 1 406).

A l'occasion du mariage de la seconde fille de Malesherbes, on fit à la tante religieuse un don de 300 livres (Archives Nationales, T. 277).

(17) Malesherbes, petit-fils de Roujault, devait hériter par sa mère de cette terre de Chef-Boutonne dans le Poitou. Chef-Boutonne est un chef-lieu de canton des Deux-Sèvres, arrondissement de Melle. La baronnie et châtellenie de Chef-Boutonne relevait à hommageligne du château de Niort ; elle comprenait un assez grand nombre de paroisses. Erigée en marquisat en 1714, elle fut distraite de la mouvance de Niort et les appels furent attribués au siège de Poitiers. La juridiction du marquisat de Chef-Boutonne s'étendait sur onze paroisses. Chef-Boutonne faisait partie de la sénéchaussée de Poitiers et dépendait de l'élection de Niort dès 1555. Il devint chef-lieu d'une subdélégation de l'Intendance de Poitiers, qui comprenait 50 paroisses dont 31 dans le département actuel des Deux-Sèvres.

(18) Après son veuvage elle épousa le marquis de La Ferrière, lieutenant des gardes du corps, compagnie de Villeroy, puis lieutenant général. Elle demeura en bons rapports avec Malesherbes et sa famille.

(19) Dans les Mémoires de Mme de Genlis (tome I, p. 277-78) Mlle de Jarente (Mme de la Reynière) est dépeinte comme « très vaporeuse » mais « belle, obligeante et polie », se plaignant un peu trop de sa personne et « faisant les honneurs d'une grande maison avec beaucoup de noblesse et de grâce ». Il est dit que les dames de la Cour, jalouses de sa beauté, essayaient de lui trouver des ridicules. Quant à M. de la Reynière, beau-frère de Malesherbes, c'était « un excellent homme, qui aimait les talents et les arts, qui avait une très bonne maison et le premier souper de Paris ». — A propos de Mlle de Jarente, Chamfort, dans ses *Caractères et Anecdotes*, prête à Malesherbes une amusante saillie. « M. de la Reynière devait épouser Mlle de Jarente, jeune et aimable. Il revenait de la voir, enchanté du bonheur qui l'attendait, et disait à M. de Malesherbes, son beau-frère : Ne pensez-vous pas en effet que mon bonheur sera parfait ? — Cela dépend de quelques circonstances. — Comment ! que voulez-vous dire ? — Cela dépend du premier amant qu'elle aura. »

C'est de ce mariage que naquit en 1758 le fameux Alexandre-Balthazar-Laurent Grimod de La Reynière qui, avant de s'illustrer dans la gastronomie et la littérature, donna beaucoup de fil à retordre à sa famille. Si nous en croyons Desnoireterres⁽²⁰⁾, il semble que Malesherbes, qui éprouvait une indulgente sympathie pour ce neveu par alliance, tapageur et dissipé, ait été plus d'une fois « *le trait d'union officieux* » entre le jeune Grimod et ses parents. C'est d'ailleurs ce que nous pouvons conjecturer en lisant la lettre suivante qu'il lui écrivit pendant son premier ministère :

« A Versailles ce 26 mars 1776.

« Je vois avec plaisir, mon cher neveu, que votre santé est beaucoup meilleure et malgré le regret qu'il est tout naturel que vous ayez d'être éloigné de votre famille, je vois que le séjour de Lausanne vous est agréable. Je n'en peux juger que par la description que vous en faites vous-même.

« Je sais aussi par d'autres voyes que vous réussissez très bien dans la société de ce pays, que vous vous y instruisez, et croyez que toute votre vie vous vous trouverez bien d'avoir pris dans votre jeunesse cette espèce d'instruction qui consiste à voir d'autres hommes, d'autres pays, d'autres usages que ceux parmi lesquels on est né.⁽²¹⁾

« Vous me demandez quand vos parents vous rappelleront à Paris. Pouvez-vous douter qu'il ne leur en coûte beaucoup d'être éloignés de vous ? Je pense qu'il est utile que vous attendiez le premier effet que fera sur votre santé le commencement du printemps.

« Si vous voulez me mander sur cela vos vœux personnels, si vous voulez les faire passer par moi à vos parents, et que j'en sois le médiateur, c'est une fonction dont je me chargerai avec bien du plaisir... »

Les *Mémoires secrets* insinuent que Malesherbes aurait été à l'origine de la lettre de cachet qui fit enfermer Grimod dans un couvent de moines près de Nancy, en 1786, à la suite de l'affaire Duchosal, mais rien ne permet de l'affirmer.⁽²²⁾ Tout au contraire, une nouvelle preuve de l'affectueuse sollicitude⁽²³⁾ dont Malesherbes entourait son neveu malgré ses incartades, nous est donnée par une lettre qu'il lui écrivit de la prison de Port-Libre le 25 pluviôse an

(20) DESNOIRETERRES, *Grimod de la Reynière et son groupe Littéraire*

(21) Il était parti le 14 août 1775.

(22) sur l'affaire Duchosal — Fariau de Saint-Ange — Grimod de La Reynière, cf. DESNOIRETERRES, *op. cit.*, p. 117 suiv. et *Correspondance littéraire*, tome XIV, 1786, p. 353 à 356. Voici, en raccourci, ce dont il s'agissait : l'avocat Duchosal protestait contre l'attribution qui lui avait été faite d'une pièce de vers ridicule à la louange d'un poète et collaborateur du *Mercur*, Fariau de Saint-Ange. Grimod écrivit un mémoire pour Duchosal dans lequel il ridiculisait et couvrait d'opprobre Fariau de Saint-Ange, et, à l'abri de son titre d'avocat, il en profitait pour éclabousser d'autres personnages mis en cause, notamment le marquis de la Salle, auteur d'une comédie. L'ordre des avocats fut indigné de voir qu'un de ses membres, sous le titre de mémoire, avait osé publier un libelle d'une telle âpreté ; il se disposait à rayer Grimod du tableau et Fariau de Saint-Ange voulait lui intenter un procès criminel, lorsque la famille La Reynière fit enfermer son trop désinvolte rejeton.

(23) Nous n'exagérons pas. Les archives du comte de Leusse renferment une lettre, non datée, et adressée aux parents de Grimod, qui témoigne de l'inquiétude que cause à Malesherbes l'état physique et moral de son « malheureux neveu ».

II ; La Reynière était mort le 6 nivôse précédent (26 décembre 1793) : Malesherbes déplore que la captivité qu'il subit ne lui permette pas de s'occuper des affaires de famille ouvertes par la mort de son beau-frère et il exhorte son neveu d'avoir avec sa mère des procédés dignes d'un bon fils. ⁽²⁴⁾

Nous avons retrouvé deux lettres écrites par Grimod à son « *très honoré oncle* », à l'époque du procès de Louis XVI. Dans la première, datée de Béziers, 19 novembre 1792, Grimod annonce à Malesherbes l'envoi d'une brochure dont il est l'auteur, contenant « *quelques morceaux de poésie, de littérature et de morale* » ; il demande l'indulgence de son oncle pour cet écrit qui pourra peut-être, dit-il, le distraire un peu des affaires publiques. Malesherbes lui répond le 2 décembre. Il lui dit que la littérature a été de tous temps une ressource, mais qu'actuellement bien peu de gens y ont recours, car les pensées sont occupées ailleurs. Si Grimod était à Paris, il constaterait que tous les libraires qui n'impriment pas des ouvrages sur les affaires publiques « *sont ruinés parce qu'on ne leur achète rien* ». La seconde lettre de Grimod — toujours à Béziers — est du 8 janvier 1793 : il exprime à son oncle son admiration pour le courage qu'il a d'assumer la défense du Roi. En haut de la lettre, Malesherbes a griffonné : « *Répondre en lui marquant ma satisfaction des sentiments qu'il m'a fait paraître dans sa lettre. Point de minute gardée de cette réponse.* » ⁽²⁵⁾

*
**

De toute la famille de Malesherbes, la personne sur laquelle nous possédons le moins de renseignements est... sa femme. Barbier nous apprend ⁽²⁶⁾ qu'elle lui apporta « 500.000 livres argent comptant, 200.000 livres assurées et plusieurs années de nourriture et de logement ». Mais qu'était donc Marie-Françoise Grimod de la Reynière ? Nous n'avons trouvé dans toutes les lettres de son mari que quelques très rares allusions ⁽²⁷⁾ à cette épouse, qui semble n'avoir que peu participé à sa vie et n'y avoir laissé aucune trace. Quelques biographes de Malesherbes indiquent vaguement qu'elle se plaisait dans la solitude et qu'elle aimait les plaisirs de la chasse. ⁽²⁸⁾ Ce que nous savons le mieux, c'est qu'elle finit tragiquement : on la trouva un jour, dit-on, dans les bois de Malesherbes, tuée d'un coup de fusil,

(24) Cette lettre provenant, comme la précédente, du cabinet du capitaine d'Hervilly (Etienne Charavay, catalogue de lettres autographes) est donnée par Desnoiretterres comme inédite. — Sur les Grimod de la Reynière, voir le tableau généalogique n° 4.

(25) *Archives de Rosambo*, carton 19, dossier 1.

(26) *Journal*, janvier 1749.

(27) Nous savons, par exemple, qu'elle était malade de la petite vérole, en mai-juin 1760 (billet du chancelier à Malesherbes, en réponse à une lettre de celui-ci, 29 mai (B. N. Fonds français, 22132, f°⁸ 102-103).

(28) L'un d'eux l'appelle « la châtelaine chasserresse ». Les lettres que Malesherbes écrit à sa femme durant ses voyages semblent avoir été peu nombreuses ; du moins n'en n'avons nous trouvé que fort peu. Il est vrai que Mme de Malesherbes est morte en 1771 et que son mari fit ses plus longs voyages après cette date.

son arme attachée à un arbre, le canon dirigé contre sa poitrine et l'extrémité d'un ruban noué à la gachette, en sorte que son suicide n'est pas douteux. Rien de plus : sur les causes de ce suicide, sur le retentissement qu'il eut dans l'âme de Malesherbes, nous ignorons tout. Les rares biographes (Delisle de Sales notamment) qui se risquent à en parler, l'attribuent à la neurasthénie, et Malesherbes lui-même, dans une lettre à J.-J. Rousseau (en réponse à la lettre de sympathie de celui-ci, que nous citons ci-après), nous dit seulement : « *Il est vrai qu'une profonde mélancolie était le principal symptôme de la maladie qu'elle avait depuis six mois...* » ⁽²⁹⁾ C'est d'ailleurs — à notre connaissance — le seul texte où Malesherbes ait fait allusion à la cause de la fin tragique de sa femme.

D'autre part, nous avons vainement cherché dans les registres des archives paroissiales de la commune de Malesherbes une trace de ce déplorable événement et nous avons lieu de supposer que les funérailles de Mme de Malesherbes se déroulèrent dans une intimité stricte et dans une sorte de clandestinité.

Quant à la date de ce suicide, les biographes de Malesherbes qui font mention du fait s'abstiennent généralement de nous la donner. Mais nous trouvons dans la *Correspondance générale* de Rousseau (publiée par Dufour et Plan, tome XX, p. 323) une lettre de condoléances de Jean-Jacques datée du 17 janvier 1777, et dont voici le texte :

« J'ai appris, Monsieur, avec une véritable douleur, la perte que vous venez de faire. Aux sentiments qu'inspiroit Madame de Malesherbes à quiconque avait l'honneur de la connoître, je joignois une sensibilité particulière pour l'accueil obligeant que j'avois reçu d'elle. Mais ce qui rend sa mémoire encore plus estimable, est d'avoir vu qu'on pouvoit la tromper, sans doute avec beaucoup d'autres, mais que presque seule elle ne savoit feindre ni tromper. Comme c'est une douceur dans l'affliction d'y trouver les cœurs sensibles, j'ai cru, Monsieur, vous pouvoir offrir pour ma part cette espèce de consolation, la seule qui soit à ma portée ». ⁽³⁰⁾

Ainsi, Mme de Malesherbes serait morte en 1777, quelques jours avant le 17 janvier.

L'éditeur de la *Correspondance* commet une erreur : il a mal lu (sur la minute) le chiffre écrit par Jean-Jacques, à moins que ce ne soit Jean-Jacques lui-même qui, par étourderie, ait tracé un 7 au lieu d'un 1. Car Mme de Malesherbes est morte le 11 janvier 1771. Et là-dessus, aucun doute n'est permis. Nous avons retrouvé l'original

(29) Nous reproduisons in-extenso cette réponse (inédite) dans notre ouvrage *J.-J. Rousseau et Malesherbes, d'après des documents inédits*, chapitre III.

(30) Th. Dufour indique qu'il s'agit d'une minute autographe sans nom de destinataire, qui lui a été communiquée par Mme Vieusseux, à Genève. Il précise que cette lettre avait déjà été publiée par Streckeisen-Moultou (*Œuvres inédites* de J.-J. Rousseau, p. 476) qui avait ajouté de son chef le mot « Paris » à la date. Streckeisen-Moultou donnait aussi la date de 1777. Cette lettre est la dernière de Rousseau à Malesherbes qui figure dans la *Correspondance générale*.

de la lettre de Rousseau : elle porte bien le millésime 1771 et non 1777. (31) Mais il est encore d'autres preuves.

En effet, dans une épaisse liasse de pièces mises sous séquestre après l'exécution de Malesherbes et constituant le compte de tutelle de Françoise-Pauline, la fille cadette de Malesherbes, depuis 1771 jusqu'au 7 février 1775, date de son mariage avec le baron de Montboissier (32), figure un « mémoire » ainsi conçu :

« 7 mars 1773.

Mémoire

« Madame de Lamoignon de Malesherbes a légué au Sr. de St-Rémy (33) une somme de dix mille livres et elle est décédée le 11 janvier 1771. Ce qui fait pour Madame la marquise de Rosanbo, héritière pour moitié des biens de sa mère 5.000 livres
Et pour Mademoiselle de Lamoignon de Malesherbes, héritière pour l'autre moitié, pareille somme de 5.000 livres

« Le 24 février 1772, le Sr. de St-Rémy a reçu la portion de Madame la Marquise de Rosanbo, purement et simplement ; la portion de Mademoiselle de Malesherbes lui est due ; il n'a pas formé de demande et n'en formera pas, il demande s'il lui est dû des intérêts et de quels jours ils doivent courir ».

Au-dessous de ces lignes qui sont écrites par Saint-Rémy, Malesherbes a écrit de sa main :

« Ma décision est nette. Les intérêts vous sont dus du jour du décès. J'en compterai sur ce pied là avec ma fille lorsque je lui rendrai mon compte de tutelle. Cette dette portant intérêt vous me ferai plaisir de l'acquitter le plus tost qu'il sera possible. Mais surtout ayez l'attention de prévenir le créancier quelques tems d'avance de façon qu'il ait le tems de prendre ses arrangemens pour l'emploi ». (34)

Le même dossier contient en outre un certain nombre de quittances signées par diverses personnes, des domestiques pour la plupart, auxquelles « feu Madame de Malesherbes » avait légué une pension viagère, pension qui leur était versée par les soins de Saint-Rémy, en sa qualité de tuteur onéraire de Mlle de Malesherbes, cohéritière de sa mère.

Malesherbes avait donc perdu tragiquement sa femme dans les premiers jours de cette année 1771, qui allait lui apporter d'autres épreuves : la destruction de la Cour des Aides, la disgrâce et l'exil.

(31) Cf. notre ouvrage cité plus haut, chapitre III.

(32) Archives Nationales, T. 277, «Compte de tutelle de Mme la baronne de Montboissier rendu à M. le baron de Montboissier le 13 avril 1776 ». On trouve dans ce dossier de nombreux mémoires de fournisseurs qui nous donnent une idée des dépenses nécessitées par la toilette de Mlle de Malesherbes. On y trouve aussi plusieurs états concernant son trousseau et la liste des présents faits à l'occasion de son mariage.

(33) Leroux de Saint-Rémy, intendant de M. de Malesherbes, procureur au grenier à sel de Malesherbes, était tuteur onéraire de Françoise-Pauline, son père étant tuteur honoraire. Né en 1732, Saint-Rémy mourra le 30 mars 1780. L'acte de décès figure dans les archives communales de la ville de Malesherbes.

(34) Le « créancier » était Saint-Rémy lui-même qui avait à se payer de la somme de 5000 livres sur le compte de tutelle de Mlle de Malesherbes, qu'il gérât.

Les événements qui se précipitaient, comme nous le verrons plus loin, ne lui permirent pas de rester confiné dans sa douleur : moins d'un mois après, en effet, il devait se consacrer à la rédaction de ces fameuses Remontrances du 18 février qui protestaient solennellement contre la dissolution du Parlement et le coup de force de Maupeou. Et il faisait preuve dans cette lutte d'une indomptable énergie. (35) Aima-t-il profondément sa femme ? Ne l'avait-il pas négligée pour se livrer tout entier au travail et aux multiples occupations qui remplissaient sa vie ? N'eut-il pas quelque responsabilité dans ce suicide ? Fut-il déchiré par un si poignant accident ? Il est permis de se poser toutes ces questions, même si l'on est dans l'impossibilité d'y répondre, même si l'on ne peut faire autre chose que laisser tomber sur ce sombre événement le rideau du silence...



Si Madame de Malesherbes est passée telle une figure floue et presque mystérieuse dans la vie de son mari, si nous ignorons tout des sentiments qu'il lui portait, de ceux qu'elle lui portait aussi, par contre aucun secret ne voile le visage de leurs deux filles. Il sera question plus d'une fois au cours de cet ouvrage de l'une et de l'autre, de l'aînée surtout, dont les idées libérales furent à l'unisson de celle de son père et qui devait l'accompagner dans la mort. Antoinette-Thérèse-Marguerite naquit le 6 février 1756, sept ans après le mariage de ses parents ; Françoise-Pauline le 15 juillet 1758. On maria la première, qui n'avait pas quatorze ans, le 30 mai 1769 (36) à Louis le Peletier de Rosanbo, héritier d'une grande famille de parlementaires qui, né le 2 septembre 1747, était déjà président à mortier le 12 novembre 1765. (37) La seconde épousa, le 7 février 1775, Charles-Philippe-Simon, baron de Montboissier-Beaufort-Canillac, né le 30 octobre 1750, colonel au régiment d'Orléans, qui devint maréchal de camp en 1788. (38)

(35) Et au même moment il esquissait (comme nous le verrons au chapitre XII) un plan d'accommodement pour une solution du conflit entre le gouvernement et la magistrature.

(36) La date peut surprendre ; elle n'en est pas moins exacte. Au reste, les mariages précoces n'étaient pas chose rare dans les grandes familles.

(37) Il était le fils de Louis Le Peletier, seigneur de Rosanbo, baron de Poussey (1717-1760), conseiller au Parlement, président à mortier, époux de Marie-Claire Aimée de Mesgrigny, et le petit-fils de Louis Le Peletier, troisième du nom, seigneur de Villeneuve-le-Roi, d'Albon, de Rosanbo (1690-1770) qui fut successivement avocat du Roi au Châtelet, conseiller au Parlement, président à mortier et premier président en 1736. Il s'était démis en septembre 1743. D'Argenson, dans son *Journal*, parle de lui comme d'un Chancelier possible en novembre 1750 ; ce fut Lamoignon qui l'emporta.

(38) D'après BOUILLET, *Nobiliaire d'Auvergne*, tome IV, p. 223-225, et BOUILLET et DE REMACLE, *Dictionnaire des fiefs de la Basse-Auvergne*, tome II, ouvrages que nous suivons de préférence à La Chesnaye-Desbois, le gendre de Malesherbes était non pas le fils, comme prétendent des écrivains mal informés, mais le *neveu* de Philippe-Claude marquis de Montboissier-Beaufort-Canillac (1712-1797), lieutenant général des armées du roi, gouverneur de l'Auvergne en 1775, membre de l'Assemblée des notables, élu le 27 mars 1780 député de la noblesse aux Etats Généraux par la sénéchaussée de Clermont-Ferrand, qui émigra en 1791, rejoignit à Coblenz l'armée des princes et mourut à Londres. Le père du gendre de Malesherbes était le frère de celui-ci, Charles Henri Philippe de Montboissier-Beaufort-

Malesherbes devait se lier d'une étroite amitié avec son gendre Rosanbo, magistrat comme lui et dont les idées et les opinions correspondaient en tout aux siennes. Avec Montboissier, les liens furent moins étroits et, dès l'année 1790, des dissentiments commencèrent à les séparer, Montboissier se montrant vivement hostile à la Révolution et n'ayant pas longtemps attendu avant de prendre la décision d'émigrer. Si les Montboissier venaient fréquemment à Malesherbes, ils n'y furent jamais que de passage ; les Rosanbo, par contre, avaient leurs appartements dans le château, qui fut, pendant de longues années et jusqu'à la fin, le vivant foyer de la famille. (39)

Canillac, née en 1719, commandant du régiment d'Anjou, qui fit la campagne de Flandre en 1742, et celle de 1745, participa à plusieurs batailles et sièges (Raucoux, Berg-op-Zoom, Maestricht) et mourut prématurément le 24 février 1751. Il avait épousé Marie-Charlotte Boutin en 1748. Leur fils unique, Charles Philippe Simon, qui épousa Françoise Pauline de Lamoignon de Malesherbes et qui devait mourir en émigration comme son oncle, le 1^{er} octobre 1802, fit ériger dans l'Orléanais une terre en marquisat sous le nom de Montboissier (Eure-et-Loir, canton de Bonneval) ; fixé dans cette région il se fit élire député de la noblesse par le baillage de Chartres. Notons enfin que Montboissier était une ancienne baronnie d'Auvergne, diocèse et élection de Clermont (le château, dont il reste les vestiges, est situé dans la commune de Brousse, canton de Cunlhat).

(39) Pour la descendance des Rosanbo, voir le tableau généalogique n° 2. Quant aux Montboissier, ils eurent cinq filles. L'aînée, Charlotte Pauline Christine de Montboissier (1777-1837), épousa le 10 juin 1803, Charles Edouard Victurnien Colbert, comte de Maulevrier (né en 1758, mort contre-amiral en 1820), descendant du grand Colbert. C'est par cette petite-fille de Malesherbes que se rattache à celui-ci la famille de Leusse, qui a bien voulu nous laisser consulter ses archives.

CHAPITRE II

UN ENFANT IRRÉLIGIEUX, LEGER, NEGLIGENT, RETIF...

DU COLLEGE DES JESUITES AUX LEÇONS DE PUCELLE

Une enfance très mal connue : ce qu'en disent les biographes. — L'hôtel de Lamoignon. — Absence d'influence maternelle. Un père exigeant et vigilant. — Au collège Louis-le-Grand. — Portrait de Malesherbes à seize ans d'après la « lettre exhortatoire » du Chancelier de Lamoignon. — Les leçons de l'abbé Pucelle ; autres maîtres. — Les débuts de la carrière. Malesherbes et les gens de lettres.

Nous sommes très peu renseignés sur l'enfance et la jeunesse de Malesherbes. La plupart de ses biographes se bornent à consacrer quelques lignes, une page ou deux au maximum, aux vingt premières années de sa vie, jusqu'à l'époque où il entra dans la magistrature ; ils sont presque muets aussi sur les années qui suivirent : il semble que Malesherbes n'ait commencé à vivre qu'à partir de 1750, date à laquelle il est nommé en survivance de son père premier Président de la Cour des Aides, recevant en même temps des mains du nouveau chancelier la charge de la direction de la Librairie.

On se plaît à noter qu'il naquit le 6 décembre 1721, le jour même de l'exécution du fameux Cartouche⁽¹⁾ ; on nous dit qu'il fit de bonnes études chez les Jésuites au collège Louis-le-Grand, où il contracta le goût des belles-lettres, et qu'il y fut — comme l'avait été Voltaire — l'élève du P. Porée⁽²⁾ ; on nous dit aussi qu'il fut élevé en partie chez sa grand'mère maternelle, Mme Roujault, aimable et bonne, que c'est chez elle qu'il connut le célèbre abbé Pucelle

(1) D'après ses biographes les plus dignes de foi, Malesherbes évoquait souvent cette coïncidence curieuse. Il racontait aussi que, dans sa jeunesse, il avait rencontré le père de Cartouche à la campagne, remplissant sous un nom d'emprunt les fonctions de domestique. Cet homme gardait un silence obstiné et on le surprenait parfois pleurant. La curiosité du jeune Malesherbes vint à forcer son mutisme. Il lui dit un jour : « je suis le père du malheureux Cartouche », puis il se couvrit le visage de ses mains et se retira inondé de larmes. Malesherbes ne pouvait s'empêcher de pleurer lui-même en évoquant cette scène douloureuse.

(2) Dubois rapporte que Malesherbes lui disait souvent tout ce qu'il devait au Père Porée.

qui lui enseigna la jurisprudence, le droit public, la politique et exerça une grande influence non seulement sur son esprit, mais encore sur son caractère ; on signale également que, plus tard, alors qu'il était déjà conseiller au Parlement, il suivit les leçons de botanique de Jussieu. Quelques auteurs font état d'un séjour d'une année (certains disent même de deux) dans une université d'Allemagne (certains parlent des « plus fameuses universités allemandes ») où il aurait étudié le droit public. (3) Enfin, les anecdotes ne sont pas oubliées : c'est le célèbre maître de danse Marcel qui édifie M. de Lamoignon sur la gaucherie de son fils, augurant de son avenir d'après son incapacité à se mouvoir en cadence : « Celui-là, on n'en pourra jamais rien faire, je le devine en le voyant marcher. » C'est encore l'anecdote de la cérémonie des « Paranymphe » : Malesherbes, alors jeune magistrat, suivait comme un simple étudiant l'enseignement de Jussieu ; un jour, s'étant mêlé au bruyant cortège des licenciés de la médecine et des arts qui allaient, suivant l'antique usage, complimenter les membres du Parlement, il fut reconnu par le président des Enquêtes ; comme les autres étudiants, avertis, s'étaient mis à lui témoigner de la déférence, Malesherbes, « qui n'était à l'aise que dans la bonhomie et dans l'amitié », cessa de fréquenter les cours de botanique. (4)



Résignons-nous à ne rien savoir de précis sur les premières années de l'enfant qui naquit l'année même qui vit paraître les *Lettres persanes*, en cet hôtel de Lamoignon, construit au début du XVII^e siècle pour Diane de France, duchesse d'Angoulême, fille légitimée de Henri II, en plein quartier du Marais, presque à l'angle de la rue Pavée et de la rue des Francs-Bourgeois, noble construction un peu sévère, à la majestueuse façade, alors entourée de vastes jardins.

Nous portons toute notre vie le reflet de nos premières années. Si le jeune Chrétien-Guillaume de Lamoignon avait eu une enfance maussade, contrainte et sombre, on s'expliquerait mal ce caractère enjoué, porté à l'optimisme, aimant la vie, que les témoins de son existence s'accordent à lui reconnaître. Son père était d'humeur austère, mais point terrible ; il aimait sa famille, il mettait en son fils beaucoup d'espérances ; aussi surveilla-t-il de près son éducation. Malheureusement, Malesherbes eut l'infortune de perdre sa mère à treize ans. Nous ne savons quel retentissement eut sur l'âme de l'enfant cette mort prématurée ; nous ne savons s'il pleura beaucoup

(3) Le fait n'est nullement prouvé. C'est Delisle de Sales qui l'a accrédité. Dubois (p. 22 et 23 de sa biographie, note), dit que jamais, au cours des longues conversations qu'il eut avec lui, Malesherbes ne lui a parlé de ce séjour en Allemagne. Gaillard, très digne de foi lui aussi, n'en dit rien. Nous-même n'avons trouvé dans les écrits de Malesherbes aucune allusion à ce prétendu voyage de jeunesse.

(4) L'anecdote est racontée par Delisle de Sales, mais cette fois Dubois en confirme la véracité.

cette mère dont, d'ailleurs, nous ignorons tout. Une seule chose est certaine : Malesherbes fut sevré, très jeune, de l'influence maternelle, et cette perte est inestimable. En revanche, il avait des sœurs, presque toutes ses aînées, et dont l'une, en particulier, devint sa confidente et son amie, fut associée à ses idées et à son activité jusqu'au drame qui, à peu de jours de distance, les réunit dans la mort.

*
**

Bien des magistrats hésitaient à confier leurs enfants aux Jésuites ; le futur Chancelier de Lamoignon — dont nous connaissons déjà les sympathies — n'était pas de ce nombre. D'ailleurs leurs collèges, en particulier le collège Louis-le-Grand, ancien collège de Clermont, jouissaient d'une si honorable réputation ! Nous n'en voulons pour témoignage que ces lignes du *Journal* de Barbier (5), écrites précisément à l'époque où le jeune Malesherbes était sur le point d'y entrer :

« Malgré cette haine marquée (6), les Jésuites ont actuellement dans leur collège cinq cents écoliers de toutes sortes d'états, de qualité et bourgeois : il faut y retenir une chambre un an d'avance. Cela prouve qu'ils ont plus d'amis que d'ennemis dans un certain monde. Il y a à dire aussi que ceci est une querelle de religion dont la plupart des honnêtes gens de la cour et de la ville ne s'embarrassent guère, et qu'ils n'entendent guère. Il leur suffit de savoir que les Jésuites élèvent parfaitement bien la jeunesse en général... »

Il est incontestable qu'ils savaient tenir en main leurs élèves et les suivre individuellement avec une vigilance sans défaut. « *Aux Jésuites*, écrira plus tard Malesherbes dans son mémoire sur les collèges, le régent suivait ses écoliers depuis la sixième jusqu'à la seconde ».

Et en 1762, à l'heure de la suppression des Jésuites, l'archevêque de Paris pourra dire sans beaucoup d'exagération : « *Le collège des Jésuites à Paris est depuis longtemps une des pépinières de l'Etat la plus féconde en grands hommes. Tout ce qui porte un nom en France date sa première jeunesse de Louis-le-Grand.* » (7)

Les archives du collège, très pauvres pour la première partie du siècle (8), ne nous fournissent aucun document nous permettant de

(5) 10 août 1729.

(6) Celle des jansénistes et de leurs amis.

(7) Parmi les hommes illustres du XVIII^e siècle qui furent élèves du collège, on peut citer, outre Voltaire : le marquis et le comte d'Argenson, le duc de Choiseul, le président Hénault, le duc de Richelieu, Daniel Trudaine, le chancelier Maupeou, Turgot, Malesherbes, Etienne-François d'Aligre et Louis-François Lefèvre d'Ormesson, tous deux premiers présidents au Parlement de Paris.

(8) Il n'y a pratiquement plus rien au Lycée Louis-le-Grand. Elles se trouvent aux Archives Nationales, séries M et MM ; elles ont d'ailleurs été explorées à fond par G. DUPONT-FERRIER, pour son ouvrage *Du Collège de Clermont au Lycée Louis-le-Grand* (1563-1920) Paris 1921, 3 vol. in-8°.

dater avec précision l'entrée de Malesherbes à Louis-le-Grand. Mais il s'y trouvait certainement depuis plusieurs années, en 1734, car cette année-là, il est mentionné comme ayant participé, le 9 février, à deux heures et demie, au « *Carmen heroïcum* » des rhétoriciens récitée devant Stanislas, élu roi de Pologne. Ce poème en l'honneur de Stanislas était accompagné d'un drame comique du P. Porée : *Pater nimio erga filium amore excæcatus*. Parmi les six « selecti rhetores » appelés à réciter le *carmen heroïcum* figure, au troisième rang sur le programme, *Christianus Guillemus de Lamoignon de Malesherbes Parisinus* (9), qui n'était certainement pas encore élève de rhétorique, puisqu'il n'avait à cette date que douze ans et deux mois.

Si nous ne connaissons pas la date de son entrée à Louis-le-Grand, nous possédons du moins, grâce au document que l'on va bientôt lire, celle de sa sortie : il quitta le collège en 1737, à la fin de l'année scolaire. Il n'avait même pas seize ans. Il est probable qu'il ne fit pas sa philosophie à Louis-le-Grand, où le cycle des études s'achevait très souvent avec la classe de rhétorique. (10)

Si nous en croyons Gaillard, le jeune de Lamoignon de Malesherbes aurait eu pour préfet (11) l'abbé de Radonvilliers, celui-là même qui devait, en 1775, recevoir Malesherbes à l'Académie française, dont il était membre depuis 1763, ayant succédé à Marivaux. On a pu s'étonner que, le jour de cette réception, Radonvilliers n'ait pas fait la moindre allusion dans son discours aux relations qu'il avait eues autrefois avec le nouvel académicien. C'est oublier que les discours de réception à l'Académie ne faisaient pas au répondant, jadis comme aujourd'hui, une sorte de loi de scruter la vie passée et particulièrement la jeunesse du récipiendaire ; peut-être aussi, Radonvilliers répugnait-il à évoquer, en 1775, le temps lointain où il était un jeune préfet dans un collège de Jésuites.

Nous ne saurions, somme toute, pas grand chose des années que passa le jeune Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes au collège des Jésuites (12), s'il ne nous était parvenu un document d'un immense intérêt : une longue mercuriale que son père écrivit à son intention peu avant sa sortie de Louis-le-Grand. Nous reproduisons les passages les plus significatifs de ce texte : il complète

(9) Cf. Carlos SOMMERVOGEL, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, tome VI, Paris, n° 403, p. 259.

(10) Les recteurs du Collège au temps où Malesherbes y faisait ses études furent : le Père Jacques de Guénonville (1731-1733) et le Père Jean Lavaud, de Bordeaux (1734-1737).

(11) Les préfets — généralement de jeunes Jésuites étudiants en théologie — étaient chargés de surveiller les enfants, de se rendre compte de leur travail, de leur donner des répétitions.

(12) Nous avons pourtant trouvé, dans les travaux inédits de Malesherbes, quelques rares allusions à ses années de Louis-le-Grand : par exemple, dans le mémoire de 1783 sur l'éducation et la réforme des études (cf. 2^{me} partie, chapitre IV), il dira qu'il regrette de n'avoir reçu au collège qu'un enseignement abstrait, faisant trop de part aux disputes oiseuses, et aussi de n'avoir pas été initié aux expériences de Newton sur l'optique, depuis longtemps connues.

ce que nous savons déjà du chancelier de Lamoignon ; il jette une vive lumière sur les rapports du père et du fils et sur l'éducation telle que le père la concevait ; avant tout, il nous donne — tracé peut-être d'une main un peu sévère — un curieux portrait de Malesherbes adolescent.

Lettre exhortatoire de M. de Lamoignon à M. de Malesherbes son fils
16 avril 1737 (13)

« Je profite, mon cher fils, du temps de votre retraite pour vous donner des avertissements que je crois nécessaires pour votre conduite. (14)

« Vous estes à la veille de sortir du collège et d'entrer dans le monde, c'est un des moments les plus critiques de votre vie, la manière dont vous vous conduirez dans les premiers temps peut estre décisive pour votre bonheur dans cette vie et dans l'autre.

« Il y a près de dix ans (15) que vous habités (16) dans une maison ou on a travaillé sans cesse à vous inspirer des sentiments de religion et de vertu, vous y avés reçu l'éducation la plus convenable à un homme de votre estat, on n'a manqué ny de soins ny d'attention ny de dépense pour vous mettre en estat de soustenir dans le monde le nom que vous portés et pour cultiver vos talents naturels, en sorte que repassant dans votre esprit tout ce qu'on a fait pour vous vous pouvés dire avec autant de justice que le prophète : *Non fecit taliter omni nationi*, mais quel malheur si tout cela devient inutile, si on a semé dans une terre aride et ingratte et si au lieu de mettre à profit les grandes instructions que vous avez reçu, vous vous abandonnés à la paresse et au désordre.

« Cette crainte est d'autant mieux fondée que je connois la légèreté de votre caractère, il y a longtemps que je m'attache à découvrir les moyens de la corriger, je l'ay souvent tenté par mes exhortations, j'y ay employé celles des autres, mais j'ay toujours vu avec douleur que c'estoit en vain qu'on vous parloit, j'ay espéré que l'âge et l'envie naturelle qu'ont les hommes de réussir dans le monde auroient plus de force sur vous que mes exhortations, mais jusques icy je n'ay vu aucun changement dans votre conduite, et plus votre caractère m'est connu plus il me cause de frayeurs et d'allarmes. Il est de mon devoir de vous donner des avis sur vos défauts. J'espère qu'un écrit que vous pourrés mettre souvent sous vos yeux vous fera plus d'impression que des paroles qui volent et dont la mémoire s'efface aisément.

(13) Archives de Rosanbo, Carton 4, dossier 5. Original autographe de M. de Lamoignon.

(14) A la fin du cycle de leurs études et avant de sortir du collège, les élèves étaient astreints à une retraite.

(15) Si nous prenons cette indication à la lettre, Malesherbes serait entré au collège à l'automne de 1727, donc à l'âge de six ans.

(16) Ce mot semble indiquer qu'il y était interne.

« Vous devez asses me connoistre pour juger que ce que je vais vous dire n'est point dicté par l'humeur ny la passion, mais uniquement par le désir ardent que j'ay de vous voir réussir. J'ay été élevé par mon père dans l'amour de mon nom, ces sentiments estoient héréditaires dans la famille, et je les ay senti pour vous depuis que vous estes né, dans les malheurs qui me sont arrivés je n'ay dans le monde d'autre ressource que de vous voir soustenir ce nom, toutes les disgraces que Dieu m'a envoyé depuis quelque temps ne sont pas comparables à celle que j'essuiray si je vous vois écarter de la voye de l'honneur et de la religion.

« Recevés donc les conseils que je vous donne avec docilité, c'est la première chose qui doit attirer vostre attention, car l'indocilité a esté jusques icy un de vos plus grands défauts, les talents naturels que vous vous sentés et qu'on ne peut pas vous refuser vous persuadent que vous ne manques de rien, que l'expérience vous est inutile et qu'il vous sera toujours facile de réparer ce que le défaut de travail et d'attention vous aura fait commettre de fautes. »

Le Chancelier développe ensuite l'idée que, pour réussir dans le monde, les dispositions naturelles ne suffisent pas si elles ne sont pas cultivées par l'étude et par l'application. De même le secours de l'art est nécessaire pour qu'un arbre porte des fruits...

« L'expérience vous convaincra de la vérité de ce que je vous presche, mais pour revenir à l'indocilité que je voudrois bien déraciner en vous, vous devés scavoir que comme c'est vostre vice dominant, vous devés porter toute vostre application à le détruire, vous devés savoir qu'à vostre âge il ne faut négliger aucune instruction de quelque personne qu'elle vienne, les gens d'un rang supérieur au vostre doivent vous donner des advis, vous devez également écouter ceux qui vous sont égaux et mesme vos inférieurs.

« Vous aves en vous un esprit d'indépendance qui se porte quelquefois jusques à la férocité et qui vous fait mépriser les advis qu'on vous donne, vous les supportés avec impatience s'ils viennent de quelqu'un qui par son âge et son caractère doit vous imposer, vous cherchez à l'éviter, vous estes attentif à connoistre quels sont ceux qui ont droit de vous donner des advis, et quand ce sont des personnes à qui vous ne croyez pas devoir obéir, vous ne les écoutés pas, vous vous fâchés et ne leur repondes que par des traits d'injure et de colère ; j'ay esté tesmoin plusieurs fois de pareilles scenes. (17)

« Je n'exige pas de vous que vous soyes soumis à des domestiques et à des personnes d'un bas estage, mais ce que j'ay droit de vous demander est que vous repondies aux marques d'amitié et d'attachement qu'on a pour vous par un retour d'honnêteté de vostre part et par un sentiment de reconnoissance pour ceux qui vous parlent.

« Lorsqu'on vous fait des remontrances, pouvez vous vous persuader

(17) Il faut croire que Malesherbes se corrigea de ce défaut, car aucun témoin de sa vie n'a signalé qu'il eût un caractère porté à la violence.

que ce soit par envie de vous causer du chagrin ou de vous donner des marques d'amitié ? vous avez pu dans quelques moments, lorsque je vous en ay fait, découvrir en moy trop de vivacité, je n'en disconviendray pas avec vous, je sens quelquefois que j'ay peine a repousser les traits d'une vivacité qui m'est naturelle et que les evenemens qui me sont arrivés ont pu augmenter, c'est ce qui m'a engagé souvent a employer la voix d'autres personnes que je me suis flatté que je vous écouteriez avec plus de confiance. Vous devez me rendre la justice de convenir que tous ceux qui vous ont parlé vous ont tenu la mesme langage que moy ; mais rentres en vous mesme et convenes aussy de bonne foy que personne ne vous a persuadé, ou que si vous l'avez esté, ce n'a esté que pour quelques moments et que vous avez bientôt repris cet esprit d'indépendance qui vous est naturel et qui sera la source de vos malheurs [...]. Cet écrit pourra vous ennuyer et vous faire de la peine car j'entreprends d'entrer avec vous dans un détail que je crois nécessaire pour vous et pour moy.

« Je commence d'abord par la religion qui doit estre le premier et le principal objet de l'homme. Je n'entreprends pas de vous donner des instructions sur ce chapitre, j'en ay plus besoin qu'un autre et vous estes en un lieu ou on vous en donne de plus solides et de plus seures que celles que vous pourriez recevoir de moy, mais je ne puis m'empêcher de vous dire que j'ay une véritable douleur de vostre inattention dans les exercices de la religion.

« On voit bien des jeunes gens lorsqu'ils sont dans le monde et que le libertinage s'est emparé de leur cœur mépriser ces exercices, mais je puis dire avec vérité que je n'en ay presque jamais vû pendant qu'ils sont dans le collège avoir autant d'indevotion que vous en avez. (18) A vous voir dans une église on diroit que vous n'avez aucune connoissance des mystères de la religion. Vostre inattention est a un point qu'on ne peut exprimer ; si vous ouvres un livre, ce n'est que machinalement et par habitude. Vous assistes a la messe sans scavoir ou vous estes, a peine inclines vous vostre teste a l'elevation et souvent si on ne vous avertissoit pas que la messe finit vous resteriez immobile dans l'inaction.

« Sont-ce la les leçons que les Jésuites vous ont enseignées ? Si je pouvois le croire, j'aurois bien mauvaise opinion de l'éducation qu'ils donnent a la jeunesse. Je sçais que bien des personnes parmi eux vous font les mesmes reproches que moy, mais je sçais aussy que vous n'en avez point profité jusques icy. Dieu veuille changer vostre cœur, ce sera un grand effet de sa grace toute puissante et seconder mes vœux pour vous inspirer des sentiments de sensibilité pour son culte. On n'exige pas de vous des démonstrations extérieures dans les églises telles que les ont ceux qui sont avancés dans les routes de la perfection ; mais si vous estes convaincu intérieure-

(18) Est-il nécessaire de souligner l'intérêt de ce passage ? L'indifférence religieuse de Malesherbes se manifesta dès son enfance et les enseignements des philosophes ont germé plus tard sur un terrain bien préparé à les recevoir.

ment de la nécessité de vos devoirs, il convient du moins qu'à l'extérieur vous ne vous comporties pas d'une manière indécente et qui démente vos sentiments. »

M. de Lamoignon recommande ici à son fils d'éviter avec soin la compagnie des libertins et des jeunes gens dissipés et de ne jamais négliger la pratique de la religion et l'exercice des bonnes œuvres. Il poursuit :

« Je sçais bien et je vous l'ay dit plusieurs fois qu'il est nécessaire de vous contraindre et de vous gesner pour pratiquer ce que je vous exhorte de faire, vous avez eu jusques icy grande répugnance a forcer vostre inclination et vostre volonté ; je vous le répète encore, on ne parvient aux recompenses que par le travail et la peine, il n'y a que celuy qui aura combattu qui recevra la couronne et vous connoistrés par vous mesme qu'il n'y a rien à espérer mesme dans le monde qu'on ne l'ayt mérité par ses travaux et par ses sueurs, si ce que je vous en dis et que vous en ont dit bien d'autres ne suffit pas pour vous en convaincre, je vous demande de prendre sur vous pendant un moys de suite de vous contraindre, le terme n'est pas long et il faudrait avoir bien peu de courage si vous ne faisies pas cet essay. Après un moys de contrainte, tournez vos réflexions sur [et sur] vostre conduite et je suis persuadé que vous sentires en vous deux changements également satisfaisants : le premier viendra du témoignage de vostre conscience qui vous remettant devant les yeux vostre bonne conduite répandra dans vostre âme une tranquillité qui fait le souverain bien de l'homme, l'autre est que cet intervalle de temps produira en vous une douce habitude de faire le bien qui vous en rendra dans la suite la pratique plus facile, et plus vous avanceres plus vous gousteres le plaisir et la satisfaction intérieure d'avoir rempli vos devoirs avec exactitude de sorte que la peine et le travail se trouveront par un heureux changement transformés en une occupation d'autant plus agréable que vous en recueillerez les fruits continuellement. Mais c'est asses vous parler de religion, les instructions que vous recevres dans votre retraite suppléeront a tout ce que j'aurois à vous dire, je ne puis cependant m'empescher d'y adjouster les exemples de la famille dont je vous ay souvent parlé et que je ne manqueray pas de vous remettre devant les yeux toutes les fois que j'en trouveray l'occasion. Je viens a l'estude qui après la religion doit attirer votre attention principale.

« Vous alles entrer dans une carrière pénible, comme j'ay toujours fait profession de dire la vérité en tous lieux et en toutes occasions, que je feray tout le reste de mes jours profession d'y estre attaché quoy que je sois peuestre redevable de mes disgraces a la fermeté que j'ay eu de ne pas l'abandonner, je ne veux point aussy vous flatter par l'esperance de ne trouver dans le monde que des choses agréables et dignes d'attirer vostre goust et d'exciter vostre curiosité. »

Si la carrière de la magistrature est pénible, l'étude de la juris-

prudence est souvent rebutante, surtout dans ses débuts. Pour encourager son fils, Lamoignon lui propose son propre exemple.

« Je suis né le cadet de ma famille trouvant dans mon père et ma mère ⁽¹⁹⁾ de grands exemples de vertu à suivre, mais la médiocrité de leur fortune ne m'en faisoit envisager pour moy qu'une aussi médiocre, ils n'estoient pas en estat de faire pour mon éducation les dépenses qu'un homme de mon nom auroit dû attendre ; dans cette situation je compris que je devois estre l'artisan de ma fortune, j'estois asses docile aux instructions de mon père que je quittois le moins qu'il m'estoit possible, mais un grand nombre d'affaires dont il estoit chargé ne luy permettoit pas de suivre mes études exactement, il fallut donc travailler seul et comme je comprenois des lors que ma réputation ne dependroit que de mon travail, je crus devoir m'y livrer ; comme je manquois de guide pour me conduire dans mes études, il m'arriva de commencer par les matières les plus épineuses et les plus difficiles à entendre, je pris sur moy de m'appliquer quoyque dans le fond j'eus peustre un caractère de dissipation aussi fort que le vostre, j'avois souvent ouï dire à mon père qu'il ne falloit point s'épouvanter du travail et que l'on surmontoit aisement les obstacles qui s'y rencontrent lorsqu'on ne se laisse point aller à la frayeur que cause souvent la veüe de tout ce qui se présente aux yeux de celui qui fait une entreprise. Il m'a donné encore une autre instruction, c'est de ne point espargner mes peines pour écrire continuellement tout ce que j'apprendrois et faire des extraits de tout ce que je lirois.

« J'ay reconnu en mil occasions de ma vie l'utilité de ces deux préceptes, lorsqu'on se met au travail si la multitude ou la difficulté des choses qui se présentent cause d'abord quelque peine [...] ».

M. de Lamoignon montre ensuite à son fils qu'au prix d'une application persévérante et soutenue, on parvient toujours à surmonter le découragement et la lassitude et à trouver enfin sa récompense.

« Je me souviens toujours de la peine que je ressentais lorsqu'après avoir travaillé depuis la pointe du jour jusques au temps du dîner que je faisois quelquefois fort tard, je retournois dans mon cabinet ou je trouvois pour me delasser des fatigues de la matinée quinze ou vingt affaires à juger ou à examiner pour les reporter le lendemain au palais ; ce souvenir me rappelle celui du chagrin et de la mauvaise humeur dans laquelle cette veüe me jettoit [*un mot illisible*] ; on ne peut dans les premiers moments refuser quelque chose à la nature, cependant je prenois sur moy de me remettre au travail résolu à faire ce que je pourrois, mais comptant que ma teste échauffée du travail du matin ne pourroit pas suffire à tant d'affaires. J'avoue que dans ces estat la seule nécessité du travail m'empeschait de perdre courage mais ma surprise estoit grande le soir lorsque je

(19) Rappelons qu'il était le fils de François Chrétien, parlementaire et grand lettré, l'ami de Boileau, et de Marie-Anne Voisin, qui eurent neuf enfants.

trouvois sans y avoir fait attention que tout le travail estoit fini et qu'il me restoit souvent avant la nuit quelques heures pour me delasser, je me rappelois alors le précepte de mon père et j'en reconnoissois bien l'utilité ; je souhaite que vous en fassiez la mesme expérience.

« Mais comme ce présent écrit n'est pas seulement pour vous donner des préceptes, mais encore pour tascher de corriger en vous vos mauvaises habitudes, je crains fort qu'en vous apprenant que quelques heures d'application acquièrent souvent bien des connoissances vous ne cherchiez a vous entretenir dans un esprit de dissipation et de reverie qui vous est naturel comptant que lorsque vous voudrez vous mettre au travail vous reparerez en peu le temps que vous aves employé en choses inutiles.

« Cette idée vous a toujours séduit jusques icy et j'ay vu avec douleur que vous ne tiriés aucun fruit des instructions que vous receviés parce que des que vous esties abandonné a vous mesme vous vous abandonniez a la négligence et a l'oisiveté vous flattant de trouver asses de temps pour remplir vos devoirs.

« Si vous estes capable de faire quelque réflexion sur vos fautes passées, vous devez bien comprendre combien cette matière de penser est condamnable, plusieurs raisons doivent vous en convaincre. Je n'employerai pas celle qu'un père est en droit d'employer envers ses enfants, qui est celle de l'autorité paternelle et de la déférence que vous devez avoir pour mes avis : comme je ne cherche qu'à les soumettre à la raison, je souhaite que ce soit la raison qui vous persuade et non la prévention que je pourrois exiger de vous pour mes sentiments, mais l'expérience du passé n'a-t-elle pas dû vous faire connoistre que si vous n'aves pas toujours réussi dans vos classes vous n'estes redevable de vostre peu de succes qu'à vostre seule paresse. Vous esties me disoit-on le plus fort et le plus scavant de votre classe, je n'en doutois pas, vous esties plus instruit qu'un autre par toute la peine qu'on prenoit auprès de vous, cependant dans toutes les occasions les autres emportoient sur vous les récompenses par ce que vous ne faisiez aucun usage des instructions que vous avies reçu.

« Je ne vous avance rien qui ne soit vray, combien de fois vous en ay je fait des reproches, on me flattoit en me faisant entendre que c'estoit un défaut de l'aâge qui se corrigeroit dans la suite. Je le désirois plus que je ne l'esperois et l'envie que j'avois de vous voir réussir me portoit quelquefois à m'aveugler, mais a-t-on vû sur ce point quelque amendement en vostre personne, estes vous moins indolent lorsqu'il vous faut prendre le travail, pouvez vous donner une application suivie d'une demie-heure lorsqu'on vous laisse à vous mesme, les reproches que vous essayes tous les jours et de moy et de ceux qui veillent à vostre education vous touchent pendant un instant, mais l'impression qu'ils font sur vous est si légère qu'elle

s'efface au premier souffle comme ce qui est gravé sur le sable, cependant vous estes prest de finir les estudes du collège et d'entrer dans une carrière d'une estendue immense, tout ce que vous avez fait jusques icy n'est qu'un prélude pour vous apprendre à travailler et pour vous en donner le goust ; a mesure que l'aâge augmente l'esprit se développe, la seule curiosité doit vous porter a desirer d'apprendre, l'amour propre doit vous inspirer l'envie de briller, mais au lieu de chercher a réussir dans vos estudes vous ne vous occupez que de choses qui ne sont pas l'objet de vos estudes présentes, il suffit qu'on vous propose une matière pour que vous tournies vos reflexions sur une autre⁽²⁰⁾ et jusques icy on ne vous connoist de veritable goust que pour la lecture des tragédies quoy qu'on vous aye représenté combien ce penchant est dangereux en vous.

« Ce n'est pas que j'en condamne absolument la lecture, elle est utile pour delasser l'esprit, pour le former et mesme lui inspirer des sentiments de vertu et d'horreur du vice, mais comme le langage de la tragédie n'est pas le langage ordinaire des hommes, il faut bien se donner de garde d'adopter tout ce qu'elle présente et d'avoir perpétuellement dans la bouche des façons de parler qui ne [*un mot illisible*] qu'au théâtre ; la lecture des auteurs latins et grecs, celles des histoires vous sera bien plus utile que celle des tragédies, elles vous orneront bien plus l'esprit et vous y trouveres toujours une solidité qui n'est pas dans les autres ouvrages.

« Je desirerois fort que vous puissies prendre sur vous ce que j'ay vu pratiquer par deux magistrats avec lesquels j'ay longtems vescu, c'estoit M. Le Nain qui est mort doyen du Parlement. et M. son fils qui estoit avocat général ; ils avoient l'un et l'autre pour maxime de ne jamais perdre le temps a des choses inutiles ; s'ils estoient dans leur cabinet ils s'y occupoient continuellement de choses curieuses, une ou deux minutes y estoient employées utilement, s'ils en sortoient ce n'estoit jamais qu'avec la compagnie d'un livre soit de jurisprudence, soit d'histoire soit de belles lettres ; le fils avec lequel j'ay plus vescu qu'avec le père a cause de l'aâge et des fonctions communes que nous avions estoit [*un mot illisible*] recherché dans toutes les bonnes compagnies, il en faisoit l'ornement et l'agreement, mais il avoit toujours sur luy Horace ou quelque autre livre de littérature pour y jetter les yeux dans des instants qu'il n'avoit pas d'autre occupation ; souvent au lieu de lire ces livres auxquels il prenoit un plaisir singulier il avoit dans ses poches quelques papiers d'affaires dont il préféroit la lecture à toutes les autres. En un mot il ne passoit aucun moment de la journée qui ne fust rempli et l'on pouvoit dire de luy : *dies pleni inventi sunt in illo.* »

(20) Cette curiosité dispersée sur beaucoup d'objets différents sera effectivement un des traits du caractère de Malesherbes.

Ces grands exemples prouvent qu'il ne faut point s'effrayer du travail, mais au contraire l'embrasser courageusement : c'est cette résolution qui manque au jeune Malesherbes...

« L'autre instruction que j'ay reçu de mon père et que je dois vous transmettre est une suite de la première, c'est d'avoir toujours la plume a la main pour confier au papier tout ce que vous prendrez d'utile pour vostre instruction⁽²¹⁾, cette méthode vous servira et pour graver dans vostre esprit les choses que vous aures a apprendre, et pour en rappeler plus aisement la mémoire dans les occasions. Je ne vous propose en cela que ce que j'ay pratiqué moy mesme, vous avez vu une partie des choses que j'ay écrites que je compte de vous laisser pour vous ayder dans vos travaux, mais je ne puis m'empescher de vous dire que si vous ne profites pas de mes conseils et si vous continues dans le monde a vous laisser entraîner par vostre legereté naturelle, comme tous mes ouvrages vous seroient inutiles, mon intention est de les faire passer à un magistrat qui puisse par son application et son [amour]⁽²²⁾ pour le travail en faire bon usage. Au surplus nous traiterons dans la suite souvent et plus en detail la matière présente.

« Après vous avoir parlé de la religion et de l'estude il faut vous parler des devoirs de la vie [un mot illisible] vous devez toujours avoir devant les yeux cette maxime que pour réussir dans le monde il faut plaire a tout le monde ; ne croyez pas que les autres soyent nés pour vous, mais regardez vous comme né pour les autres de quelque estat et condition qu'ils soyent. Il faut plaire a vostre famille qui sera toujours [un mot illisible] d'amitié pour vous ; il faut plaire aux personnes en place pour vous attirer leurs bonnes graces, il faut plaire enfin a tous ceux avec lesquels vous avez a vivre grands et petits afin qu'ils soyent [un mot illisible] dans les occasions a rendre de vous des temoignages avantageux.

« Pour cela il faut dépouiller non seulement tout air de fierté et de vanité, mais encore de nonchalance et de reverie et prendre des manieres polies et complaisantes pour toutes sortes de personnes. user de prévenances envers vos amys et n'estre occupé que de ce qui peut contribuer au plaisir ou au bonheur des autres. C'est le plus grand bien de la vie que d'estre utile a ses concytoiens, l'ambition apres estre parvenu au rang le plus élevé n'a plus qu'a souhaitter de contribuer a la félicité des autres. Elle n'envisage plus d'autre bonheur, elle regarde celuy la seul comme le comble de l'honneur et de la gloire. Pourquoi dans tous les estats de la vie ne pas travailler de toutes ses forces a se le procurer ?

« L'envie de plaire loin d'estre incompatible avec les devoirs de la vie est au contraire le lien le plus desirable de la société, mais comme il est souvent difficile de plaire a tout le monde, il convient

(21) Malesherbes a par la suite bien suivi ce conseil.

(22) Mot douteux.

de faire un choix juste et raisonnable de ceux auxquels on a donné son amitié et sa confiance, pour cela vous devez vous en rapporter aux personnes a qui l'expérience a donné la connoissance des hommes pour scavoir qui sont ceux a qui vous devez vous attacher ; ce qui est certain est qu'un des plus grands dangers de la jeunesse est la fréquentation de gens dont la vie et les mœurs excitent la censure publique parce qu'on contracte aisement leurs mauvaises habitudes. La regle la plus certaine pour se bien conduire est de se proposer pour modèles ceux qui ont l'estime publique, tous les conseils qu'on pourra vous donner vous feront moins d'impression que les exemples que vous aures devant les yeux, il faut ecouter tout le monde, ne negliger aucun advis, profiter de tout ce qui se présente a vous pour faire un juste discernement de ce que vous devez éviter et de ce que vous devez suivre. [...]

« Si l'indocilité, la légereté et la paresse vous ont dominé jusques icy, il faut vous armer de courage pour vaincre ces malheureux penchans ; il ne suffit pas pour y réussir de quelques réflexions frivoles et passagères, chaque instant de votre vie exige une attention continuelle sur toutes vos démarches et je vous déclare qu'occupé comme je le suis de tout ce qui vous regarde, je ne me contenteray point de quelques paroles et des promesses que vous prodiguez aisement, c'est un changement de vie et de sentiments total qui pourra me satisfaire.

« Enfin vous ne devez jamais oublier les obligations que vous aves a ceux qui ont esté chargés de vostre education, vous ne pouvez oublier sans ingratitude les soins qu'ils ont pris auprès de vous, les chagrins que vous leur aves causé par vostre resistance continuelle a profiter de leurs conseils.

« Quelle impression ne doit pas faire sur vous le nom seul du P. de la Baume ⁽²³⁾ ; il a sacrifié pour vous ses travaux, ses veilles, sa santé, tout a esté employé a vostre education, comment y avez vous répondu jusques icy, comment y repondres vous dans la suite ? pour peu que vostre cœur soit sensible aux sentiments d'honneur, d'attachement et de reconnoissance, il doit sur ce chapitre vous parler plus efficacement que ne pourroient faire les langues les plus éloquentes [...].

« C'est avec grand regret que je me porte a vous faire des reproches, c'est contre mon inclination que j'en use de la sorte. Votre mère en son vivant partageoit avec moy le soin de vostre education, vous avez jusques icy peu suivi ses conseils, je doute mesme qu'il

²³⁾ Ce nom est peu lisible. Nous avons cru lire *de la Baume*, ou *de la Baune*. Mais nous n'avons pas trouvé dans la liste des professeurs du Collège à cette époque un P. de la Baume. Il y eut bien un P. *Jacques de la Baune*, qui enseigna sept ans la rhétorique ; mais il mourut en 1725. Peut-être faudrait-il lire le P. *de la Sante*. Gilbert Anne Xavier de la Sante (1684-1762) fut professeur de rhétorique de 1719-20 à 1742-43 ; son enseignement, très apprécié, était souvent associé avec celui du P. Porée.

vous arrive quelquefois de vous souvenir d'elle. ²⁴⁾ Maintenant le malheur que j'ay eu de la perdre me charge entièrement de vostre conduite, j'en suis responsable devant Dieu et devant les hommes, mais scachez que lorsque j'auray employé tout ce qui me sera possible d'exhortation pour vous conduire dans la voye de la vertu, si vous ne m'écoutes pas, si vous estes sourd a ma voix, je seray entièrement disculpé envers le ciel et la terre qui seront tesmoins des soins que je me seray donné et des chagrins que vous m'aures causé.

« Je ne puis m'empescher apres toutes ces representations de vous dire que comme c'est ma tendresse et mon amitié qui m'ont dicté cet écrit encor plus que mon devoir, je désire par dessus toutes choses de vous voir touché des mesmes sentiments et animé par des motifs d'honneur et de la véritable gloire qui ne sont jamais séparés de ceux de la religion.

« Ce n'est que par ce moyen que vous pouver esperer de reussir dans le monde, vous gouverner avec prudence dans la prosperité et dans l'adversité avec courage. Dieu veuille vous éclairer et vous conduire ! Je vous donne des préceptes que j'aurais dû suivre moy mesme, attachez vous a les suivre et ne regardes pas mes exemples. Destiné selon toutes les apparences a passer le reste de mes jours dans la solitude, ma principale occupation apres les devoirs que je dois rendre à Dieu doit estre de vous rendre les soins que ma situation me permettra de vous rendre, je vous le repete encor, la conduite que vous alles tenir sera pour moy le comble de la disgrace si elle n'est pas telle que je le désire ; si elle l'est, je la regarderay comme un adoucissement que la misericorde de Dieu voudra bien apporter aux maux que sa justice m'a envoyé depuis quelques années.

« A Paris le mardy de la semaine sainte, 16 avril 1737.

« De Lamoignon de Blancmenil ». (25)

(24) Réflexion douloureuse. Malesherbes avait pourtant plus de douze ans lorsqu'il perdit sa mère.

(25) L'examen des archives du comte Paul de Leusse nous a mis en présence d'un autre document fort curieux : une note de la main du Chancelier de Lamoignon, non datée, mais qui est évidemment de la même année 1737, et intitulée *Mémoire sur la conduite de mon fils en sortant du Collège*. Nous en extrayons le début. On appréciera la sollicitude du père et la stricte discipline qu'il impose au jeune Malesherbes :

« Il sera tous les jours levé au plus tard à 7 heures du matin et ne manquera jamais à faire ses prières matin et soir, c'est la première et la dernière action qui doit estre faite dans la journée.

« Toute la matinée sera occupée aux exercices et au travail que je lui auray prescrit sans s'en détourner que pour entendre la messe et le temps qu'il aura passé en distractions ou à faire autre chose que ce qui lui aura été prescrit sera repris sur le temps destiné à ses divertissements.

« Après le diner il y aura encor quelques heures pour le travail, le surplus de la journée pourra estre employé aux amusements mais ce sera aux conditions suivantes... »

Les conditions sont : que le Chancelier soit instruit de toutes les distractions de son fils, et que celui-ci lui rende un compte exact, le lendemain au plus tard, de tout ce qu'il aura fait.

Il dit encore que son intention est de lui donner un gouverneur et il insiste particulièrement sur l'obligation qu'il fait au jeune homme d'inscrire sur un carnet toutes ses dépenses.

Tel était Malesherbes à seize ans, vu par les yeux de son père. Le conflit entre les générations ne date pas d'aujourd'hui. Cette admirable lettre, amère et triste, où le père évoque sa propre jeunesse studieuse et concentrée, où la confiance adoucit et tempère la réprimande, où l'inquiétude et la désillusion ne bannissent point l'espoir, est écrite par un homme religieux, acharné au travail, d'humeur un peu sombre, mais sensible, meurtri par les épreuves, voué par son veuvage à la solitude (« destiné selon toutes les apparences, dit-il, à passer le reste de mes jours dans la solitude ») et d'autant plus fortement attaché à ce fils dans lequel il a mis toutes ses espérances et qu'il s'afflige de voir si lointain, si rebelle à son influence, si peu malléable ! Les années qui vont suivre apporteront, certes, aux craintes paternelles, sur bien des points, un heureux démenti : ce fils léger et indiscipliné deviendra aussi laborieux, aussi réfléchi que le père ; il le surpassera presque en toutes choses, mais il gardera ce goût de l'indépendance, cet amour de la liberté intellectuelle qui le feront si différent du Chancelier et qui le pousseront à marcher souvent très loin du sillage paternel. Dans les traits de l'écolier de seize ans, difficile à dompter, toute la personnalité future de Malesherbes se dessine déjà.

*
* *

C'est après les années de collège ⁽²⁶⁾ que Malesherbes va rencontrer celui de ses maîtres qui exercera sur son caractère la plus grande influence, le vertueux, le bouillant, l'intraitable abbé Pucelle.

René Pucelle, né à Paris en 1655, de Claude Pucelle et de Françoise de Catinat, sœur du maréchal de Catinat, après des études de philosophie et de théologie à l'Université, avait essayé la carrière des armes et fait plusieurs campagnes ; il avait visité l'Italie et l'Allemagne, puis il avait étudié le droit, et, après un séjour au séminaire, il était entré au Parlement en qualité de conseiller-clerc à la troisième Chambre des Enquêtes le 10 avril 1684. Dès lors, toute sa carrière est consacrée à la magistrature. Intègre et désintéressé, il n'accepta jamais d'autre bénéfice que celui de la médiocre abbaye Saint-Léonard de Corbigny, qui lui fut dévolu en 1694. En 1715, à la mort de Louis XIV, il participa à l'éphémère Conseil de Conscience.

C'est cet homme qui devait se révéler, à partir de 1713 et surtout pendant les années 1730 à 1739, un foudroyant adversaire de la Cons-

(26) Dans un écrit de 1790 consacré à la botanique et où il est souvent question de ses voyages, Malesherbes fait allusion à un séjour (ou à des séjours) qu'il fit en Normandie : « Dans ma jeunesse j'ai habité un canton de Normandie voisin du Perche où il y avait de très beaux [sapins blancs] ». Il s'agit sans doute d'un séjour chez ses grands-parents maternels (son grand-père Etienne Roujault fut intendant de Normandie). Mais faut-il situer ce séjour dans le temps qui suivit sa sortie de Louis-le-Grand ou bien s'agit-il de vacances scolaires qu'il passa chez ses grands-parents ? Il nous est impossible de préciser.

titution Unigenitus et un des plus ardents défenseurs des droits du Parlement.

Dès l'audience du 15 février 1713, il s'opposait à l'enregistrement par le Parlement de la Bulle Unigenitus ainsi que des lettres patentes qui la promulguaient pour lui donner force de loi, et tandis que son collègue et ami Menguy, redoutable comme lui par son éloquence, faiblissait, Pucelle résistait aux pressions du président Chauvelin et demeurait intraitable. Il finit pourtant par accepter de mauvais gré l'enregistrement. Mais dix-sept ans plus tard, lorsque fut portée devant le Parlement une déclaration du Roi sur l'exécution des lettres patentes de 1714 et de la déclaration du 4 août 1720 concernant la Bulle, alors, le 4 avril 1730, commença la fougueuse opposition de l'abbé Pucelle. Il prend à partie le Chancelier d'Aguesseau, il malmène le président Portail ⁽²⁷⁾ auquel il reproche d'avoir oublié son serment : *« Quand il y va de l'intérêt de l'Etat et du Roi, il faut montrer de la fermeté même contre le Roi. »*

Le Parlement est en pleine insurrection : il faut que le Conseil d'Etat casse l'arrêt par lequel Pucelle avait voulu protester contre le lit de justice et l'enregistrement forcé de la Bulle ; les hostilités, un instant calmées, reprennent en janvier 1731. Le premier président et deux autres présidents sont convoqués à Marly pour entendre, par la bouche du Chancelier, une sèche et sévère réponse du Roi aux remontrances du Parlement. En séance, Pucelle, toujours aussi ferme, propose de riposter par d'itératives remontrances. L'affaire du diacre Pâris et des convulsionnaires de Saint-Médard vient aggraver le conflit. ⁽²⁸⁾ Le Roi déclare tout net au Parlement qu'il ne tiendra nul compte de ses remontrances et Pucelle n'hésite pas à proclamer que le Roi, mal conseillé par le Cardinal de Fleury, abuse manifestement de son autorité. La guerre se poursuit durant tout l'été de 1731 entre le Parlement qui multiplie les remontrances et le souverain qui les refuse, pour atteindre son point culminant au printemps de 1732. Le 7 janvier précédent, le Roi avait très mal reçu, à Versailles, les délégués des magistrats ; accusant les parlementaires de désobéissance, il leur avait dit : *« Voilà ma volonté, ne me forcez pas à vous faire sentir que je suis votre maître. »* Le 12 mai, il interdit au Parlement de délibérer, lui enjoint de ne plus s'occuper des affaires de l'Eglise et de s'assembler seulement pour recevoir et exécuter les ordres royaux. C'est alors que Pucelle, dans un discours véhément, proteste contre la façon indigne dont est traité le Parlement, et lève l'étendard de la révolte contre le *« gouvernement des cardinaux »*.

Le Président Portail veut dissoudre l'Assemblée ; on l'injurie ; l'effervescence est telle qu'aucune décision n'est prise.

(27) Le *Journal* de Barbier où il est souvent fait mention de Pucelle pendant les années 1730 à 1732, note qu'il traite le premier président Portail « comme un galopin ».

(28) Pucelle se déclara en faveur des miracles attribués au diacre Pâris.

Le lendemain 13 mai, le Roi, irrité, convoque par lettre de cachet le Parlement en corps à Compiègne. A l'issue d'une séance préliminaire houleuse et au cours de laquelle Pucelle joue encore un rôle prépondérant, on décide que si le Roi ne permettait ni de parler ni de répliquer, le premier président, qui aurait son discours tout écrit, le déposerait sur le bureau pour notifier la démission de tous les magistrats.

Une députation d'une vingtaine de membres est envoyée à Compiègne. Le Roi leur fait une réception glaciale⁽²⁹⁾ ; le président Portail essaie de protester. « *Taisez-vous !* » dit Louis XV. Pucelle alors s'avance, dépose le discours écrit ; le Roi dit à Maurepas, qui est à ses côtés : « *Déchirez !* » Maurepas se borne à froisser le papier et à le mettre dans sa poche. Les Parlementaires se retirent en silence. Pucelle est arrêté le lendemain à Senlis et envoyé dans son abbaye de Corbigny. Le Conseiller Titon est arrêté également dans la nuit et enfermé à Vincennes. Au mois de septembre, après de nouveaux défis réciproques, les parlementaires rebelles sont exilés. (Les démissions avaient été données, puis retirées sur ordre du Roi, au mois de juin.)

Des deux côtés on était las de la lutte, et les exilés ne tardèrent pas à être rappelés. Quand Pucelle, ayant quitté son abbaye de Corbigny, sortit de la Sainte-Chapelle avec tous ses collègues pour se rendre chez le premier président, le 1^{er} décembre, le public, massé, lui fit une telle ovation que, par modestie, il se voila le visage avec un mouchoir. Mais ce n'était pas fini. Pucelle devait encore faire plusieurs véhéments discours, notamment pour dénoncer l'inutilité des arrêts royaux et la stérilité des remontrances trop modérées. Il exposait les dangers du schisme menaçant. Par son éloquence entraînant, il faisait adopter (par 90 voix contre 15) la résolution de rédiger d'itératives remontrances pour représenter au Roi « les conséquences extrêmes de son apparente protection envers les maximes contraires aux droits les plus inaliénables de la souveraineté ». Il contribua en outre à faire décider qu'on ne registrerait pas la réponse au Roi, ce qui ne s'était jamais encore produit.

En 1738 et 1739, Pucelle fit de nouvelles interventions dans la querelle qui s'était élevée entre le Gouvernement et le Parlement au sujet de la bulle de canonisation de saint-Vincent de Paul (bulle non revêtue de lettres patentes) et dans le débat sur les peines édictées par le Roi contre les auteurs du schisme.⁽³⁰⁾

Il n'était pas inutile, croyons-nous, de rappeler brièvement les épisodes principaux de cette lutte acharnée où l'indomptable abbé (il avait soixante dix-sept ans en 1732) galvanisa pendant des mois la résistance de la magistrature contre le pouvoir du Roi et des ministres. Quand nous envisagerons le rôle joué par Malesherbes à

(29) « Je vous ai fait connaître ma volonté ; je veux qu'elle soit pleinement exécutée. Je ne veux ni remontrances ni réplique. Vous n'avez que trop mérité mon indignation. Soyez plus soumis et retournez à vos fonctions ». Ainsi parla le Roi.

la tête de la Cour des Aides, nous serons frappés par la similitude que présente la conduite de ces deux hommes, du maître et du disciple. Pucelle défendant avec acharnement les droits de la magistrature, tenant tête au Roi et au Cardinal, payant d'un exil sa courageuse attitude, mais trouvant sa récompense dans une popularité de bon aloi ⁽³¹⁾, c'est la préfiguration exacte de Malesherbes incarnant l'opposition au pouvoir arbitraire et faisant entendre au Roi dans des remontrances accumulées les vérités les plus dures. Le détail même des événements nous permettrait d'établir des analogies saisissantes : quand Malesherbes, le 27 mars 1771, bravera le Chancelier Maupeou et affrontera la colère du Roi, il se souviendra peut-être de la fameuse journée de Compiègne du 13 mai 1732 où son maître Pucelle eut le courage de déposer de sa main devant Louis XV la solennelle protestation du Parlement. ⁽³²⁾

On lit dans l'éloge que firent de l'abbé Pucelle les Nouvelles Ecclésiastiques, le 23 janvier 1745 : « Ce n'était pas seulement dans les occasions brillantes qu'il manifestait ses sentiments. Il ne se contentait pas de les déposer solennellement et si souvent dans le sein de son auguste compagnie ; il le faisait en particulier comme en public et personne ne s'est entretenu avec lui sur les affaires présentes de l'Eglise qui n'en ait conçu l'idée d'un homme irréconciliable avec la Bulle, comme il l'était et parce qu'il l'était avec l'injustice, l'erreur et le mensonge. »

Même hommage rendu à sa droiture dans l'éloge que le Mercure lui consacrait en février 1745 (éloge repris en grande partie par Moreri) : « Uniquement occupé de ses devoirs, il était incapable de se laisser entraîner par des espérances de fortune qui n'ébranlent que les âmes vulgaires, et il n'était pas non plus accessible aux illusions de la gloire, au plaisir de jouer un rôle brillant. Un cœur droit, un esprit éclairé, une application infatigable le firent bientôt remarquer dans le Parlement [...]. Il joignait à cela une éloquence mâle, forte et solide, qui portait la conviction dans les esprits. »

Et voici, enfin, le vigoureux portrait qu'en trace le Président Hénault dans ses Mémoires :

(30) Dans une de ses dernières interventions, Pucelle s'exprimait ainsi : « Il n'y a pas que l'autorité du Roi. La Providence a imprimé une sorte d'autorité aux états les plus faibles et les plus impuissants (...) Nous avons une autorité qui ne prend rien sur celle du Roi et sur le respect et la soumission que nous lui devons. Nous avons l'autorité de notre amour et de notre zèle pour le service du Roi et de l'Etat ; nous avons l'autorité du sacrifice de notre fortune et de notre liberté. Nous avons l'autorité du Vrai, oui du Vrai, car il est vrai que la Constitution est le fléau de l'Eglise et du royaume ». (Cité par Adolphe WATTONNE, *Magistrats célèbres du XVIII^e siècle*).

(31) Il était, a-t-on dit, l'idole de Paris.

(32) Nous permettra-t-on encore un rapprochement bien curieux ? On lit dans une lettre de l'évêque de Montpellier à Pucelle après l'intervention que celui-ci fit au Parlement le 16 décembre 1730 : « Tous ceux qui aiment l'Eglise et l'Etat découvrent dans le fond de votre cœur ce que vous désireriez que le Roi y pût lire et ce qu'il y lirait si vos sentiments pouvaient parvenir jusqu'à lui... » Malesherbes qui devait connaître cette lettre ne s'est-il pas souvenu de cette phrase lorsqu'il écrivait à Bellanger le 11 avril 1771, aux premiers jours de son exil : « Je consens que mes ennemis lisent dans mon âme et tout ce que je désirerais c'est que le Roi y pût lire » ? (Cf. chapitre XI).

« M. l'abbé Pucelle était d'une taille médiocre, haut en couleur ; des cheveux blancs, qui le rendaient vénérable, quoiqu'il ne fût pas d'un âge avancé : en un mot, taillé en chef de parti. Son éloquence était ferme et véhémence. Il n'était pas, à beaucoup près, aussi instruit que l'abbé Menguy, mais d'une conception prompte. Tout le parti anticonstitutionnaire lui fournissait des mémoires, qu'il se rendait propres ; quand il opinait dans les assemblées de chambre (...) il avait l'air pénétré ; d'une main il frappait avec force sur son bureau et de l'autre il passait ses doigts dans ses cheveux, qui devenaient hérissés. C'était le Démosthène du Parlement ; sans affecter l'éloquence il n'en était que plus éloquent ; le désordre était son art : la Constitution était pour lui ce que Philippe était pour l'orateur athénien. Les tableaux les plus touchants, les images les plus fortes, les entrailles émues, les larmes qui lui échappaient, c'était bien plus qu'il n'en fallait pour émouvoir la plus grande partie du Parlement. D'ailleurs c'était un fort bon homme, aimant le plaisir, et d'un commerce fort agréable ; mais quel écueil n'était-ce pas que celui de jouer le premier rôle et de se voir environné de ceux qui le regardaient comme leur chef, ou de ceux qui auraient voulu le ramener à leur parti ?... »



Tel était l'homme qui fut, sans doute pendant plusieurs années, le maître du jeune Malesherbes, frais émoulu de Louis-le-Grand. Ainsi, au sortir de l'éducation des Jésuites, Malesherbes reçut les leçons sinon d'un Janséniste, du moins d'un farouche défenseur des Jansénistes. (33)

C'est chez sa grand-mère, Mme Roujault (née Barbe-Madeleine Maynon), que Malesherbes fit connaissance avec l'abbé Pucelle, et cela s'explique aisément : en effet, le frère de l'abbé, Pierre Pucelle, lui aussi conseiller au Parlement (2^e chambre des Enquêtes) et ensuite premier président du Parlement de Grenoble, mort jeune en 1694, avait eu pour femme Anne Roujault (34), qui était vraisemblablement la sœur de Nicolas-Etienne Roujault, grand-père maternel de Malesherbes. Est-ce, comme le prétendent quelques biographes, Mme Roujault elle-même qui confia son petit-fils à l'abbé Pucelle ? La chose est vraisemblable ; mais qu'en dit M. de Lamoignon, dont les sympathies allaient aux Jésuites et non pas aux Jansénistes ?

Quoi qu'il en soit, Malesherbes suivit les leçons de ce bouillant abbé parlementaire, qui fut son professeur de droit, sans doute pendant quelques années, puisque Pucelle mourut (âgé de près de quatre-

(33) Cf. *Journal* de Barbier, mars 1730 : « M. l'abbé Pucelle est à la tête du parti janséniste dans le Parlement ». Voltaire écrit : « Comme le janséniste était alors le prétexte de ses entreprises, les Parisiens le prirent pour un janséniste ; mais sa véritable religion était l'amour des lois et la haine de la tyrannie sacerdotale ».

(34) Ce détail est donné dans l'article du *Mercure de France*, de février 1745.

vingt-dix ans) en janvier 1745. Si nous en croyons Gaillard ⁽³⁵⁾, il aimait à évoquer le souvenir de son maître et il « *avait sur ce grand magistrat des anecdotes précieuses qu'il tenait de lui-même* ». On cite une parole de Pucelle à son élève, une parole qui aurait été l'un de ses derniers conseils : « *Mon ami, quand vous serez magistrat, défendez-vous de l'éloquence verbeuse des orateurs du barreau, de leur talent vénal et même de leur renommée. Car [...] les orateurs du barreau gagnent tant de mauvaises causes et en perdent tant de bonnes qu'ils finissent par les plaider toutes.* » On prête aussi à Malesherbes cette phrase qu'il aurait prononcée plus tard au seuil de sa disgrâce et de son exil : « *Tranquillisez-vous : je n'ai pas le génie de mon maître, mais j'aurai son courage.* » Si elle ne fut pas réellement prononcée, du moins elle aurait pu l'être : Pucelle fut certainement pour Malesherbes un modèle et un exemple.



Parmi les maîtres de Malesherbes, il ne faut pas oublier le grand procureur général Guillaume Joly de Fleury ⁽³⁶⁾, dont il écrira plus tard dans un de ses mémoires sur les protestants : « *Je remplis les intentions de ce magistrat, dont je révère la mémoire, sous les auspices de qui je suis entré dans la carrière et dont il n'y a personne qui ne se fasse gloire d'avoir été l'élève.* » Barbier, dans son *Journal*, qualifie Joly de Fleury d'« *homme non seulement très savant, mais supérieur à tous les gens en place, en esprit et en politique* ». Signalant sa mort, en mars 1756, il dit encore : « *Il a été un des hommes les plus profonds du royaume et il a joint à la science une grande supériorité d'esprit et de politique.* » D'Argenson le qualifie de « *vieux renard* ». On louait sa sobriété, sa simplicité et la puissance de travail qu'il conservait malgré son âge avancé. C'est une des chances de Malesherbes, jeune magistrat, de l'avoir connu et d'avoir été à son école.



Malesherbes entra dans la magistrature à vingt ans, en 1741, comme substitut du procureur général ; le 3 juillet 1744, il est pourvu d'une charge de conseiller au Parlement. A part ces deux dates, nous ne savons rien sur ses débuts dans la carrière. Une chose pourtant est sûre, c'est qu'il ne voulait pas se borner à être magistrat. Sa curiosité intellectuelle l'entraînait souvent bien loin des choses du droit et de la jurisprudence. A partir de 1746 (il nous

(35) *Vie ou Eloge historique de M. de Malesherbes* (1805).

(36) Nous en reparlerons plus loin, Chapitre XV, 1.

le dira formellement plus tard) (37), il suit les leçons de Jussieu et se passionne pour l'histoire naturelle, en particulier pour la botanique. Il assiste également aux cours de chimie de Rouelle. Dès cette époque, peut-être même plusieurs années auparavant, il se met à fréquenter les gens de lettres. Lorsque, en février 1758, il écrira à Morellet : « ...*Pendant des années, je me suis occupé uniquement de littérature et je n'ai vécu qu'avec des gens de lettres* », il fera évidemment allusion (et la suite de la lettre le prouve mieux encore) (38) à la période antérieure à sa nomination à la direction de la Librairie. Mais ses biographes les plus dignes de foi sont tous muets sur ces années de jeunesse et lui-même, du moins à notre connaissance, ne nous apporte aucun renseignement précis susceptible de satisfaire notre curiosité. Nous sommes certains, du moins, qu'en 1750, lorsque s'ouvra sa carrière d'administrateur, il est depuis longtemps familiarisé avec la littérature et avec la plupart des écrivains de son temps. (39)

2

(37) Cf. 2^{me} partie, chapitre V.

(38) Cf. chapitre VI.

(39) Il est possible qu'il ait connu Voltaire pendant les années où celui-ci fut en faveur à la cour, c'est-à-dire bien avant 1750, date probable du début de leur correspondance. — Cf. notre article dans la *Revue d'Histoire littéraire de la France*, avril-juin 1960, où nous avons reproduit et analysé une curieuse lettre de Voltaire ; il est vrai que nous ne pouvons affirmer que le destinataire de cette lettre soit réellement Malesherbes.

CHAPITRE III

MALESHERBES A LA LIBRAIRIE UN HAUT FONCTIONNAIRE VIGILANT

Les tâches difficiles qui attendent le nouveau directeur de la Librairie. — Malesherbes fonctionnaire zélé et circonspect. — Son attitude envers les censeurs. Autorité et souplesse. Surveillance et travail personnel. — Fermeté et obstination de Malesherbes : quelques exemples. La question des privilèges. Les gazettes étrangères. — Son attitude envers ceux qui veulent se soustraire aux règlements de la Librairie. Résistance de Malesherbes aux menaces. L'affaire Pompignan. — Le courage n'exclut pas la prudence. Quand Malesherbes évite de prendre des responsabilités. — Une attention continuelle à ne pas commettre d'erreurs, une vigilance sans défaut. — Des journées bien remplies.

En assumant, comme délégué de son père le Chancelier, la lourde charge de la direction de la Librairie, Malesherbes n'ignore pas qu'il va se trouver en présence d'un ensemble complexe de prescriptions et de règlements, qu'il devra résoudre des problèmes difficiles, qu'il aura à faire face à mille situations particulières qui rendront souvent malaisée l'application de la loi, que les auteurs, ces auteurs qu'il a l'intention d'aider et même de protéger, protesteront sans cesse contre les gênes qu'il sera contraint de leur imposer, qu'un conflit sera perpétuellement ouvert entre ses idées libérales et l'obligation où il se trouvera de remplir loyalement ses fonctions. Il sait aussi qu'il devra résister aux influences et aux pressions, que celles-ci soient exercées par de hauts personnages ou par ceux-là mêmes pour lesquels il ressent une sympathie que l'on devine. Il sait que, quoi qu'il fasse, il mécontentera nécessairement beaucoup de gens. Il faudra qu'il ait l'œil sur tout ; qu'il désigne en fait les censeurs⁽¹⁾ et qu'il veille à ce qu'ils accomplissent honnêtement

(1) C'est lui qui signe les billets par lesquels les censeurs étaient requis d'examiner un ouvrage. Voici, par exemple, comment ces billets étaient libellés :

N° 1730. Dictionnaire universel des Arts et des Sciences.

Monsieur l'abbé Lavocat prendra, s'il lui plaît, la peine d'examiner ce manuscrit avec le plus d'attention et de diligence qu'il lui sera possible, pour en donner incessamment son jugement à M. le Chancelier.

Ce 3 juillet 1755 de Lamoignon de Malesherbes.

(Les mots et les chiffres en italique sont imprimés, le reste est écrit à la main). B.N. Mss. Fonds français, 22.138, f° 31.

Le nombre des censeurs croissait rapidement : 82 en 1751, 121 en 1763.

leur tâche, — qu'il se tienne en rapports étroits avec les inspecteurs de la Librairie, ses subordonnés, et avec le lieutenant de police, — qu'il attribue à bon escient les diverses autorisations de paraître : privilèges, permissions scellées, permissions tacites, — qu'il surveille l'introduction des livres étrangers, — qu'il apprenne à connaître tous les imprimeurs et libraires, qu'il tranche les différends entre libraires de Paris et libraires de province, — qu'il soit constamment en garde contre les ruses et les stratagèmes, qu'il s'attache sans cesse à dépis-ter la fraude. Ce ne sera qu'après un long apprentissage, après une expérience de plusieurs années qu'il se formera des conceptions précises sur tous les problèmes qui touchent à l'organisation et à l'administration de la Librairie. L'abbé de Véri dira de lui beaucoup plus tard : « *La nature lui a refusé le talent des détails* », et il affirmera (d'ailleurs en se fondant sur un aveu de Malesherbes lui-même) que c'est cette horreur du détail qui lui a rendu insupportable sa tâche ministérielle. Nous avons peine à l'admettre, quand nous voyons avec quelle conscience, avec quel souci de l'examen attentif et minutieux, Malesherbes entrait, à l'époque de la direction de la Librairie, à propos de tant d'affaires, importantes ou misérables, dans tous les détails d'une administration compliquée, s'efforçant de tout voir, de tout connaître et de tout résoudre par lui-même.

*
* *

On commettrait une grave erreur si l'on se représentait Lamoignon de Malesherbes à la Librairie comme un homme qui permettait presque tout, qui ne se proposait guère d'autre but que d'autoriser la licence. Tout au contraire, en d'innombrables circonstances (et cela non seulement pendant les premières années où l'on peut admettre qu'il eut encore quelque timidité, mais pendant toute la durée de son administration), il nous apparaît comme un fonctionnaire zélé, appliqué à faire respecter les règlements.

Un chirurgien a fait imprimer un ouvrage dont on s'aperçoit qu'il diffère du manuscrit approuvé par le censeur royal. Malesherbes tance vertement l'imprimeur qui « n'a pu tomber dans cette faute sans contrevenir aux articles des règlements sur la Librairie par lesquels il est défendu d'imprimer sur un autre manuscrit que celui qui sera paraphé à toutes les pages par le censeur », et il rappelle que le Chancelier est « dans l'intention de faire exécuter les règlements à la rigueur » (1754).⁽²⁾ Il écrit impérativement à propos des *Petites Affiches de Flandre et d'Artois* qu'avait autorisées M. de Caumartin, intendant des Flandres : « Suivant les règlements, les intendants ne sont chargés dans aucun cas de donner des permissions d'imprimer. Les feuilles volantes et autres brochures de peu de consistance sont permises par les lieutenants de police de chaque

(2) B.N. Fonds français, 22.141, f° 33.

ville et les ouvrages plus considérables ne peuvent l'être que par un privilège ou avec une permission scellée, c'est-à-dire par M. le Chancelier. » (8 Sept. 1760). (3) Miromesnil demande instamment qu'on renouvelle le privilège du sieur Besongne, auteur de l'*Almanach de Rouen*. La réponse de Malesherbes est catégorique : on ne donne plus que des permissions. « Le Sieur Besongne sait très bien soit par lui-même, soit par ses correspondants, que ce sont là mes principes, et il aurait pu vous épargner la peine de me faire une demande à laquelle il savait bien la réponse que je vous ferais ». (5 Sept. 1759). (4)

Son mécontentement est grand lorsque, à propos d'un « *éloge ridicule de la nation anglaise* » paru dans le *Mercur* de décembre 1754, il apprend que ce périodique s'imprime sans être censuré et qu'on y met une fausse approbation. Il ne veut pas faire d'éclat, mais il prie le Chancelier d'« *obtenir des ordres exprès du Roi pour soumettre à la censure un ouvrage qui en est plus susceptible que tous les autres, tant par le grand débit qui s'en fait que par l'universalité des matières qui y sont traitées* ». Et par la même occasion, il demande au Chancelier de lui faire connaître les intentions du Roi au sujet d'un autre périodique, les *Petites Affiches*, dont l'auteur prétend effrontément « *n'être soumis ni aux censeurs royaux, ni à ceux de la police* ». (5)

Aux censeurs il donne les instructions les plus strictes : témoin la lettre suivante adressée à un censeur novice dans ses fonctions :

« Comme il n'y a pas fort longtems, Monsieur, que vous êtes censeur, il est bon de vous avertir de la forme dans laquelle se donnent les approbations, même pour permission tacite. Il ne suffit pas que vous ayés exigé verbalement les corrections de l'auteur, il faut qu'elles soyent faites, que vous les ayés vues et que vous ayés paraphé le manuscrit à chaque feuille après que ces changemens auront été faits. Alors je vous prierois de me mander le nom du libraire, ou l'auteur me le fera savoir, et la permission tacite s'expédiera ». (A M. Buret, 22 juin 1762.) (6)

Il est facile de trouver dans les dossiers de la Librairie des notes ou des instructions de Malesherbes conçues dans les termes de la plus inflexible sévérité. Il convient toutefois d'envisager de tels textes avec circonspection. Lorsque Malesherbes condamne des écrits diffamatoires, des ouvrages qui s'en prennent aux personnes, il est indiscutablement sincère, car, ainsi que nous le constaterons plus loin à la lumière de quelques exemples, il déteste ce genre d'ouvrages et ne peut souffrir les polémiques personnelles. (7) Passons

(3) *Ibid.*, 22.135

(4) 22.141.

(5) N. Acq. 3347, f° 248.

(6) 22.150, f° 136.

(7) « La règle dans ce pays-ci est de ne permettre aucune satire personnelle et de laisser la critique littéraire libre. C'est la loi prescrite à tous les censeurs et ceux qui s'en écarteraient seraient ~~seraient~~ répréhensibles » (29 juillet 1763).

sur les écrits licencieux, qu'il réproouve assurément. Mais il lui arrive de prononcer des condamnations énergiques contre des ouvrages d'inspiration irrégulière : en ce cas, ne nous hâtons pas de révoquer en doute sa sincérité : il est très naturel qu'il puisse éprouver de l'indignation contre un livre appelé à faire scandale. (8) Il peut arriver pourtant que la réprobation qu'il manifeste soit de pure façade et destinée à donner le change à celui auquel il écrit ; ainsi lorsque Calonne (le futur ministre des Finances, alors jeune procureur général au Parlement de Douai) se plaint de ce que les *Annonces des Flandres* ont fait l'éloge de l'*Emile* de Rousseau, Malesherbes répond qu'il fait avertir les censeurs de ce périodique et déclare sur le ton le plus sévère : « *L'annonce d'un ouvrage contraire à la religion, aux mœurs et aux principes de gouvernement, et surtout les éloges donnés à ces mêmes livres sont des délits très graves et qui peuvent mériter toute la sévérité de votre ministère.* » (9) Quand on sait que l'*Emile* n'a pu paraître que grâce à Malesherbes, on ne peut prendre au sérieux cette indignation vertueuse, qu'il se hâte il est vrai, de tempérer en ajoutant : « *Cependant, il vaut toujours mieux prévenir que punir, et d'ailleurs il y a dans ce genre bien des fautes qui ne seraient pas assez importantes pour l'être et qu'on peut cependant arrêter par la vigilance des censeurs...* »

A l'égard des censeurs, précisément, Malesherbes fait preuve à la fois d'autorité et de souplesse. Non seulement, comme nous venons de le voir, il leur donne des instructions précises, mais il n'hésite pas à les réprimander quand ils commettent une faute, à les rappeler à l'ordre lorsqu'ils sont trop lents, et même en certains cas, à substituer à un censeur négligent, un censeur plus actif. Quand l'un d'eux refuse l'autorisation à un livre, il est difficile à Malesherbes de contester sa décision. Ainsi le censeur chargé de l'examen de l'*Histoire ecclésiastique* de Formey justifie son refus dans les termes suivants : « *Je crois qu'il serait très dangereux de permettre le débit de cet ouvrage. L'auteur y établit partout les principes de la Réforme ; il y parle souvent le langage des calvinistes, il y répète quelquefois leurs blasphèmes. J'ai apostillé les endroits qui m'ont paru les plus mauvais...* » Et Malesherbes écrit de sa main : « *Permission refusée.* » (10)

Ajoutons qu'il lui arrive parfois de défendre un censeur contre un auteur mécontent. Ainsi fait-il en répondant à l'abbé de Brancas qui proteste parce que son censeur a sabré deux de ses mémoires dans le *Journal de piété*, mais il écrit au censeur pour le prier de faire connaître à l'abbé de Brancas les raisons de son refus : quant

(8) Un exemple seulement entre beaucoup : il écrit à de Sartine pour le prier de sévir énergiquement contre « une brochure très impie » appelée l'*Oracle des anciens fidèles*. « J'en ai encore fait avertir les inspecteurs, mais le scandale est assez grave pour que j'aie l'honneur de vous en informer vous-même. Je compte conférer avec vous des mesures à prendre à ce sujet... » (7 décembre 1760). *N. Acq.* 3348, f° 9.

(9) 22.135, pièces 98 et 101.

(10) 22.144, f° 49

à lui, il n'interviendra point pour juger de questions de théologie, qui lui sont étrangères...⁽¹¹⁾

Si Malesherbes laisse généralement les censeurs entièrement libres de leur décision, il lui arrive pourtant — rarement sans doute — d'intervenir quand il est convaincu qu'un censeur a mal jugé. Le censeur Baron a refusé à l'auteur du *Journal de médecine* d'approuver l'extrait d'un traité sur les humeurs et les ulcères, qu'il voulait insérer. Malesherbes lui écrit⁽¹²⁾ :

« Je me suis fait remettre cet article et, sans examiner si la chaleur de la dispute a donné à cet auteur trop de vivacité, je crois que vous ne devés pas en arrêter la publication. La question discutée dans ce traité est trop intéressante pour n'en pas laisser le public seul juge, et il ne le seroit pas si on gênoit les auteurs. Ainsi je pense que vous devés mettre votre approbation à cet extrait ; bien entendu que vous la donnerés pareillement aux écrits dans lesquels la proposition contraire sera soutenue ».

Plus fréquemment, il arrive que Malesherbes révise et approfondisse le travail fait par le censeur. En voici un exemple. L'abbé Foucher rend compte d'un livre intitulé : *Origine de l'univers expliqué par un principe de la matière*. Il résume ainsi l'ouvrage : « L'auteur prétend qu'au moyen de cette propriété de la matière, l'attraction, l'univers, qui d'abord n'était qu'un chaos de corpuscules infiniment petits et d'une nature homogène, s'est formé de la manière que nous le voyons, et se conserve par lui-même, sans qu'il soit besoin de recourir à aucune autre cause. » En somme, l'auteur construit l'univers en se passant de Dieu. Le censeur ne proscriit pas le livre en entier, mais, dans un rapport de sept pages, il relève et cite un grand nombre de passages contestables.⁽¹³⁾

Que fait Malesherbes ? Une longue note autographe⁽¹⁴⁾ prouve qu'il a lu non seulement le rapport, mais le livre. En effet, il propose un certain nombre de corrections : d'abord en ce qui concerne le titre, il écrit :

« *La cosmogonie*, au lieu de l'ancien titre qui pouvoit scandaliser ». Il continue, et voici quelques-unes de ses observations :

« Page 8, De la préface jusqu'à ces mots de la page 10 *en remontant comme on l'a vu*, il faut mettre un carton, et pour bien faire, il faudroit ajouter que l'Etre éternel a sans doute prévu que la loi d'attraction étoit la plus propre à produire le monde tel qu'il doit être et sans comparaison.

« Page 15, lignes 14 et 15. *On peut supposer qu'une intelligence...* Mettre : *Il est évident qu'une intelligence a présidé à sa formation.*

« Page 34. *Que ce phénomène jusqu'à ce que nous n'osons rechercher.* Changés et dites : *Il est certain que ce phénomène universel est*

(11) 22.134, pièce 224.

(12) 22.141, f^o 93.

(13) 22.137, pièces 89 et 90.

(14) *Ibid.*, 93.

inhérent aux parties insécables de la matière, mais il ne l'est pas moins qu'un agent distinct de la matière, que l'Etre suprême lui-même lui a appliqué cette force immatérielle [...] ».

Ailleurs (chap. IV, p. 28), il propose de libeller ainsi le premier alinéa : « *Il ne nous appartient pas de remonter au mystère de la création. Nous nous contentons de considérer en physicien une substance matérielle que nous supposons déjà existante dans l'espace.* »

Plus loin, l'auteur de l'ouvrage ayant fait allusion à Moïse, « *qui a si noblement parlé en expliquant mystérieusement la formation de l'univers* », Malesherbes retranche le mot *mystérieusement*. Ailleurs encore, il demande que l'on supprime autant que l'on pourra le terme de *nature* et qu'on lui en substitue un autre.

En somme, répondant aux observations du censeur, il propose des corrections aux passages que le censeur a relevés, afin de permettre à l'ouvrage de paraître sans encourir le reproche de matérialisme. (15)

*
*
*

Si Malesherbes sait composer quand il le faut, par contre, en de nombreuses circonstances, nous le voyons faire preuve de fermeté et même d'intransigeance. Il est particulièrement ferme lorsqu'il s'agit de refuser des privilèges (16) ou de s'opposer aux prétentions des journalistes.

Il refuse à l'abbé Barthélemy qui intervient en sa faveur, la permission demandée par le *Journal des Journaux*, de Mannheim, feuille étrangère qui n'aura guère d'autre but que de plagier les autres périodiques. (17)

La Condamine lui recommande la *Feuille d'Affiches du Roussillon*, dont l'auteur serait un certain Donat, avocat au Parlement de Paris ; il répond que la conduite de ce Donat est inconstante et extravagante et il refuse la permission demandée. (18) Généralement, il oppose une fin catégorique de non-recevoir à toute demande de publication de périodiques nouveaux qui mettrait en cause le privilège du *Journal des Savants* et celui de la *Gazette*. C'est ainsi qu'il refuse l'autorisation

(15) L'exemple que nous venons de citer se rapporte aux premiers temps de l'administration de Malesherbes : janvier 1751. Mais par la suite Malesherbes s'est plusieurs fois livré à un travail analogue, par exemple en 1761, pour l'*Histoire de Jean Sobieski*, de l'abbé Coyer (cf. plus loin, chapitre IV) ou pour les *Œuvres du Philosophe-sans-souci* (Frédéric II) ; il donna les plus grands soins à la publication de cet ouvrage, écrivant de sa main de nombreuses observations de détail, suggérant des corrections ou des suppressions avec une constante minutie (B.N. Fonds français 22.191).

(16) Malesherbes est très parcimonieux en ce qui concerne l'octroi des privilèges. Ainsi, malgré la sympathie qu'il éprouve pour l'Académie de Lyon, lorsque celle-ci lui demande par la voix de l'intendant de La Michodière, un « privilège général » qui s'appliquerait non seulement aux ouvrages émanés de l'Académie en corps, mais à ceux des académiciens pris individuellement et des concurrents aux prix qu'elle institue, il ne consent à accorder qu'un privilège restreint aux seuls ouvrages que l'Académie ferait imprimer en son nom (1762).

(17) 22.135, pièce 8.

(18) *Ibid.*, pièce 32.

à la *Feuille Universelle de Rouen*.⁽¹⁹⁾ Même refus motivé dans les termes suivants, aux *Annales de l'esprit humain par une société de gens de lettres* : « Le projet de faire un nouveau journal littéraire est directement contraire aux privilèges du *Journal des Savants* et du *Journal étranger*. Celui de ressusciter des ouvrages oubliés et qui ne méritent pas de l'être, soit par des extraits, soit par de simples avis, soit même par de nouvelles éditions de pièces assez courtes pour être insérées dans un recueil est un projet qu'il est libre à tout le monde de remplir, mais ce serait induire le public en erreur que de lui donner une pareille collection pour un journal... »⁽²⁰⁾ On lui soumet un projet de périodique intitulé *Recherches sur l'histoire de la médecine* : refus semblable : que l'auteur fasse un livre et non un journal car il y a déjà un *Journal de Médecine* et un *Journal de Chirurgie* !

Mais voici qui est plus sérieux : M. Rémond de Sainte-Albine a formé le projet de transformer la *Gazette* en y faisant insérer « l'annonce des ouvrages d'une certaine importance qui s'imprimeront à Paris » avec des commentaires sur ces ouvrages. Choiseul appuie ce projet qui sera, dit-il, « un moyen de faire connaître de plus en plus la littérature française dans toute l'Europe ». Malesherbes l'envisage au contraire avec défaveur. Il répond à Choiseul (20 novembre 1761)⁽²¹⁾ :

« Je ne doute pas, Monsieur, que le projet de donner au public des nouvelles littéraires par la voie de la *Gazette* ne puisse être utile aux gens de lettres et aux amateurs tant que cet ouvrage sera exécuté sous vos ordres et par M. Rémond de Ste Albine. Mais permettez-moi de vous observer que le privilège exclusif du *Journal des Scavans* y est contraire et que cette difficulté est d'autant plus grande qu'il a été pris en dernier lieu des arrangemens très précis à cet égard avec ceux qui ont entrepris le *Journal des Scavans*. J'ajouterai que ces arrangemens étoient devenus nécessaires surtout par les entreprises continuelles de tous les genres que faisoient alors ceux qui étoient chargés de la *Gazette* et des *Petites Affiches*... »⁽²²⁾

Sous aucun prétexte il ne faut toucher au privilège du *Journal des Savants*. Malesherbes, sur ce point, est intraitable. Nous verrons, au chapitre suivant, la lutte acharnée qu'il soutint contre le Dauphin et contre son père le Chancelier pour défendre le *Journal des Savants* contre les entreprises de l'abbé Arnould. Dans l'affaire du *Conciliateur*, que nous évoquerons également, c'est encore la même cause qu'il plaide, avec une obstination farouche. Il écrit dans un mémoire rédigé à cette occasion⁽²³⁾ : « Le *Journal des Savants* ayant le privilège exclusif de donner périodiquement des extraits de livres, ce

(19) *Ibid.*, 60.

(20) *Ibid.*, 72.

(21) *Ibid.*, 126.

(22) Les *Petites Affiches* étoient devenues une « dépendance de la *Gazette* ». Malesherbes dit dans une autre lettre qu'il s'agit d'une affaire d'argent, qu'on a voulu « dépouiller les libraires et les gens de lettres pour enrichir des financiers ».

(23) 22.135, pièce 136.

n'est que par concession que je communique cette permission à d'autres auteurs [...]. Le Journal des Savants peut céder le droit d'écrire périodiquement sur les livres, mais il peut pas permettre à un auteur de prendre pour lui ce qui est le fruit du génie et du travail d'un autre... » Et finalement, après avoir fait traîner l'affaire en longueur, malgré la colère du duc de Bourbon, c'est lui-même qui rédige un traité entre le *Journal des Savants* et les auteurs du *Conciliateur*, traité qui impose à ces derniers de se servir d'un imprimeur désigné par lui Malesherbes⁽²⁴⁾ et de payer au *Journal des Savants* une redevance de 3 livres par 500 feuilles d'impression.

C'était bien peu de chose que ce *Courrier de la Nouveauté*, « feuille périodique à l'usage des dames », en somme journal de modes, que voulait lancer M. de Saint-Aubin, et auquel s'intéressait très fort la duchesse de Bourbon. Mais la duchesse avait la candeur de demander pour ce journal un privilège ! Et elle écrivait en ces termes à Malesherbes⁽²⁵⁾ :

« A Paris, le 17 octobre 1757.

« On m'a donné un mémoire, Monsieur, pour vous le recommander, je m'intéresse fort à la personne qui demande un privilège et je serois affligée de ne pas l'obtenir. On m'a assuré et je croy que senest pas une chause difficile a accorder insi je me flate que vous ne me refuseray pas, je vous envoie le mémoire Monsieur et le pisset qui étoit pour M. le Chanselier. Comme s'est vous que cette affaire regarde jespere que vous voudres bien lafere en ma faveur et ne pas douter Monsieur de la reconoissance que je vous en conserveray.

« L. D. de Bourbon. »

Admirons maintenant la supérieure habileté de la réponse de Malesherbes :

« Madame,

« La protection que votre Altesse Sérénissime veut bien accorder au Sr de Saint-Aubin est faite pour lever tous les obstacles qu'il pourroit rencontrer.

« Il ne me reste plus qu'à me concerter avec les autres personnes que cela peut regarder et à convenir avec l'auteur de la forme de permission qu'il demande.

« Un privilège scellé ne s'accorde guère pour des feuilles d'une petite étendue telles que sera sa feuille hebdomadaire. Il faudra peut-être aussi prendre des mesures pour que cette feuille ne fasse point de tort au corps des marchands et artisans dont il veut parler.

« Tout cela, Madame, entraîne bien des détails et Votre Altesse Sérénissime comprendra aisément que pour les terminer il est nécessaire que j'aie une conversation avec le Sr de St-Aubin.

« Je suis actuellement presque toujours à Versailles, ainsi il seroit difficile

(24) Cet imprimeur ne sera autre que Michel Lambert, l'imprimeur même du *Journal des Savants* et le propriétaire du privilège.

(25) 22.134, pièce 143. Nous respectons l'orthographe pittoresque de la duchesse de Bourbon.

qu'il me trouvât à Paris, mais s'il veut me mander sa demeure, je lui écriray pour prendre avec lui un rendés-vous.

« Je suis avec un très profond respect, Madame, de votre Altesse Sérénissime, etc... » (26)

La Duchesse, qui ne voit aucune malice dans cette lettre, remercie Malesherbes ; elle lui envoie l'associé de Saint-Aubin, un certain Mercier de Méniville, pour « lever les difficultés qui pourraient se trouver et pour terminer promptement l'affaire » ; elle ajoute qu'elle demande pour le périodique un privilège de... 29 ans !

Comme de juste, Malesherbes fait traîner l'affaire en longueur ; il a reçu une fois Mercier de Méniville, puis il a oublié son adresse, ou plutôt il prétend que celui-ci a changé de domicile et qu'on ne peut plus le joindre ; il s'arrange pour n'être pas chez lui quand l'envoyé de la duchesse cherche à le voir. Finalement, le 18 janvier 1758, l'affaire non seulement n'est pas terminée, mais n'a pas fait un pas en avant et la duchesse, qui perd patience, écrit à Malesherbes une lettre très sèche. Alors, Malesherbes se décide à accorder, non un privilège, mais une permission du sceau, après entrevue entre l'auteur du *Courrier de la Nouveauté* et le Sr de Courmont, propriétaire du privilège des *Petites Affiches*, car c'est ce privilège qu'il s'agit de préserver. Tout est-il terminé ? Même pas, car bien que l'auteur du *Courrier de la Nouveauté* se soit soumis aux conditions imposées par Malesherbes, le Sr de Courmont s'oppose à l'enregistrement de la permission ; il en a le droit. Peut-être Malesherbes lui a-t-il soufflé cette attitude. Quoi qu'il en soit, la pauvre duchesse de Bourbon est bien dupée : elle peut attendre encore longtemps son journal de modes ! (27)

*
**

Si l'on veut se faire une idée du peu de ménagements dont usait parfois Malesherbes à l'égard des gens dont il jugeait les revendications non fondées, il n'y a qu'à examiner son comportement à l'égard de Pierre Rousseau, directeur du *Journal Encyclopédique*, publié à Liège d'abord, puis à Bouillon. (28)

En janvier 1759, l'administration de la Librairie fait saisir un ballot contenant toute la livraison du 1^{er} janvier du *Journal Encyclopédique*. Elle était fondée à prendre cette mesure car, comme le note expressément Malesherbes, la règle est qu'on ne permet en France aucun journal imprimé en pays étranger, et cela pour deux raisons : d'abord le privilège de ceux qui impriment en France ; ensuite parce qu'on ne doit introduire dans le royaume que des

(26) *Ibid.*, 144. Minute autographe.

(27) *Ibid.*, 147 à 153.

(28) Banni de Liège à la fin de cette année 1759, le *Journal Encyclopédique* sera imprimé à Bouillon, où Pierre Rousseau s'installera en 1760, sous la protection de Charles Godefroid de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon. (Cf. G. Charlier et R. Mortier. *Le Journal Encyclopédique, notes, documents et extraits réunis*, Paris 1952).

ouvrages connus et examinés en connaissance de cause, ce qui ne peut jamais avoir lieu pour des ouvrages périodiques.

Néanmoins, Rousseau, qui n'en est pas à sa première réclamation, rédige un mémoire de protestation où il réfute les arguments de ceux qui s'opposent à l'introduction en France de son journal.

Malesherbes lui répond le 16 avril 1759 par une lettre d'une extrême violence de ton, dans laquelle il lui dit notamment (29) :

« Vous estes étonné de ce que le propriétaire du privilège vous ait proposé des conditions pour permettre le débit de votre journal en France. Vous pourriés vous plaindre avec à peu près autant de justice de ce que le propriétaire d'une terre qui vous en vend les productions vous demande de l'argent. D'ailleurs il y a contre vous une loi générale supérieure à toutes les autres, c'est que les livres imprimés en pays étranger ne doivent jamais être admis en concurrence avec ceux qui sont imprimés en France. Ainsi dans le cas où on croiroit devoir donner cours à votre journal, on le feroit réimprimer en France plutôt que de laisser débiter l'édition de Liège. Vous avés cru devoir abandonner votre patrie pour vous faire citoyen de Liège, vous soumettés apparemment vos ouvrages aux réglemens du pays dans lequel vous vivés. Vendés votre livre à Liège et dans les Pays-Bas, mais n'espérés pas qu'on le tolère en France ; ne croyés même pas qu'on laisse subsister plus longtemps l'abonnement que vous avez fait avec les fermiers des postes ».

Pour finir, Malesherbes rappelle vertement qu'il « *est absurde qu'un homme qui s'est éloigné pour se soustraire aux lois de France osât implorer la protection du gouvernement de France* ». Il a fait indiquer à Pierre Rousseau, par le libraire Lambert, les moyens qu'il avait de se mettre en règle ; malgré cela, « *vous persistez dans des plaintes dont je vous avouerai que l'injustice me lasse. J'ai voulu encore une fois vous exposer très nettement les principes de ma conduite ; mais en voilà assez et ne soyez point étonné de ne plus recevoir de réponse de moi* ».

Certes, Malesherbes en voulait à Pierre Rousseau d'avoir renoncé à sa qualité de Français, et l'on comprend aussi qu'il ait conçu quelque exaspération de ses plaintes réitérées. Mais une lettre aussi brutale se justifie avant tout par la volonté bien arrêtée de ne pas laisser porter atteinte au fameux privilège du *Journal des Savants* et aussi de protéger l'imprimerie et la librairie françaises contre les empiètements de l'étranger. Et pourtant le *Journal Encyclopédique* était du camp des philosophes ; il travaillait pour eux, contre Fréron et ses alliés ; constatons dès maintenant qu'il y avait chez Malesherbes des principes bien arrêtés, plus forts que ses sympathies, et qu'il savait ne pas céder sur ces principes.

*
**

Pierre Rousseau avait, par ses maladresses, excité la mauvaise humeur de Malesherbes. Mais le directeur de la Librairie était, en règle générale, fort mal disposé pour les gazettes étrangères, surtout pour celles qui venaient de Hollande. Il recevait des plaintes à leur sujet ; lui-même trouvait qu'elles se mêlaient abusivement des affaires intérieures du royaume. « *Les Gazettes d'Amsterdam et d'Utrecht, écrit-il, se répandent partout, allument le feu dans le royaume et donnent continuellement à l'étranger une idée de nos troubles qui ne peut être que très désavantageuse à l'Etat ; on peut ajouter que c'est la voie dont se servent très souvent les fauteurs de désordre pour mettre en avant et accréditer dans le public des opinions qu'ils n'oseraient hasarder eux-mêmes* ». Pour remédier à ces abus, il propose deux moyens : ou bien d'interdire l'entrée du royaume aux gazettes étrangères, mais de les y réimprimer dès qu'elles paraissent en en retranchant seulement les articles sur nos affaires intérieures (on rendrait ainsi la lecture des véritables gazettes de Hollande moins aisée et plus rare et l'on diminuerait la fermentation que ces écrits causent en France) ; ou bien de supprimer seulement le privilège exclusif dont bénéficient jusqu'à présent ces gazettes pour leur débit (privilège qui appartient aux fermiers généraux des postes) : on ferait réimprimer ces gazettes avec les retranchements indiqués plus haut et l'on vendrait très bon marché à Paris et dans les provinces cette réimpression française, tandis qu'on vendrait très cher la véritable édition étrangère. Nul doute que les gazetiers, menacés de grosses pertes d'argent, n'accepteraient les conditions qu'on pourrait leur dicter, consentant à supprimer de leurs journaux les informations tendancieuses ou fausses qui concernent les affaires françaises... Le long mémoire que Malesherbes rédige sur ce problème (30) nous prouve combien il savait être vigilant lorsqu'il s'agissait de défendre contre des entreprises étrangères ce que nous appellerions aujourd'hui « *le moral* » de la nation.

*
**

C'est lorsqu'il se trouve en face d'un auteur qui prétend échapper à son contrôle, se soustraire aux règlements de la librairie, en alléguant, par exemple, qu'il a obtenu, pour publier son livre, l'autorisation directe du Roi, que Malesherbes fait figure de fonctionnaire intraitable, plus encore qu'en d'autres circonstances.

Il se montre tel envers l'abbé de Burle qui, en 1760, fait imprimer sans autorisation deux tomes de l'ouvrage de M. de Réal, son oncle défunt, *Lettres sur la science du gouvernement*. Malesherbes rappelle que le censeur à qui l'abbé de Burle avait présenté cet ouvrage quelques années auparavant avait refusé de le parapher. Maintenant il

(30) 22.134, f^o 354 suiv. (Mémoire au Chancelier à propos de la vente et de la réimpression qui se fait à La Rochelle de la *Gazette de Hollande*. - Autographe très raturé).

assure aux libraires que son ouvrage « *lui a été permis immédiatement par le Roi et qu'il en a l'assurance par une lettre du duc de Choiseul* ». Et Malesherbes proteste contre « *l'abus de ces permissions indirectes qui le plus souvent sont faussement alléguées* ». Il fait demander au Roi si réellement il a permis le livre de M. de Réal. Or « *le Roi a dit* (au Chancelier) *que ce livre lui avait été donné mais qu'il ne l'avait point permis* ». En conséquence, le directeur de la Librairie fait nommer à l'abbé de Burle un censeur et défend la publication de l'ouvrage jusqu'après examen. (31)

La loi est la loi et elle doit s'imposer à tous. C'est ce que semble avoir oublié, entre beaucoup d'autres, Lefranc de Pompignan qui prétend faire imprimer (en 1760) son *Mémoire* anti-voltairien (32) en se dispensant des formalités réglementaires, sous prétexte que le Roi lui-même a approuvé son ouvrage, et — qui mieux est — veut le faire accompagner d'une apostille par laquelle il se targue de cette approbation. (33) Malesherbes n'en adresse pas moins le manuscrit à un censeur et, comme Pompignan proteste, il lui écrit, le 20 mai (34), pour justifier sa conduite :

« Vous me mandés que votre ouvrage a été lu, examiné et approuvé par le Roy lui-même, et que j'ay pu voir ses intentions dans la lettre du Ministre [Saint-Florentin] que vous m'avés communiquée.

« Permettés-moi de vous observer à ce sujet que j'ay bien vu dans cette lettre que le roy vous permet de faire imprimer votre mémoire, c'est-à-dire qu'il ne vous le défend pas, mais je n'ay point vu que Sa Majesté convenoit qu'on mit en tête que ce mémoire a été honoré de son approbation. J'ay même d'autant plus lieu de douter que ce soit l'intention du roi, que le ministre qui vous a écrit cette lettre et de qui dépend l'imprimerie royale n'a pas voulu que le mémoire y fut imprimé, ce qui cependant étoit une marque d'approbation bien moins éclatante et bien moins singulière que ce que vous voulés mettre dans le titre de votre ouvrage... »

Exaspéré de cette résistance que lui opposait Malesherbes et qui se prolongeait, Pompignan menaça de faire scandale ; il alla même à Saint-Hubert se plaindre au Dauphin de l'attitude du directeur de la Librairie. Nous n'entrerons pas dans tous les détails de cette affaire qui est bien connue (35) ; nous nous bornerons à rappeler que Malesherbes se crut un moment sérieusement menacé, ainsi qu'il l'indique clairement dans un des mémoires qu'il juge utile d'écrire pour sa justification :

(31) 22.151, pièces 38 et suiv.

(32) Le titre en était : « *Mémoire présenté au Roi* ». Cet opuscule de Pompignan n'était pas à proprement parler, comme le dira Malesherbes, un « *mémoire contre Voltaire* ». Il répondait aux *Quand* (qui sont de Voltaire), aux *Si* et aux *Pourquoi* qui sont de Morellet. Il exprimait surtout les plaintes de Pompignan à propos des attaques que lui avait values sa traduction en vers de la *Prière universelle* de Pope (il avait été suspendu pendant six mois de sa charge de président de la Cour des Aides de Montauban).

(33) Voici le texte de cette apostille, cause de tout le drame : « *Le manuscrit de ce mémoire a été présenté au Roi qui a bien voulu le lire lui-même, et qui a trouvé bon que l'auteur le fit imprimer* ».

(34) 22.191, f^{os} 198 à 200.

(35) Elle a été évoquée par Sainte-Beuve (*Causeries du Lundi*, t. II).

« M. de Pompignan ose m'accuser en présence du Roi de désobéissance formelle aux ordres de Sa Majesté ; il trouve accès à St-Hubert, il remplit la Cour de déclamations aussi violentes que mal fondées et déplacées, il me réduit à la nécessité, toujours humiliante, de me justifier, et enfin il m'a porté le coup le plus cruel, donnant à ses imputations un tel air d'assertion qu'elles ont trouvé créance pendant plusieurs jours et que pendant ce temps-là, ma soumission aux ordres du Roi a été suspecte ».

Malesherbes était allé très loin : il s'était rendu chez l'imprimeur, lui avait enjoint de rompre la planche où se trouvait l'apostille ! « *Je n'ai fait autre chose que demander un ordre, et dès que M. de Pompignan en aura un, il aura fait tout ce que je désire...* » Se sentant réellement en danger, mais refusant de capituler, il écrivit au duc de la Vauguyon (gouverneur du duc de Bourgogne, fils du Dauphin), il se plaignit au Chevalier de La Ferrière, son parent, auquel il écrivit : « *Il y a à cela une fatalité d'autant plus inconcevable que vous savez que je ne suis pas fort difficile et que je suis plutôt accusé de trop accorder que de trop refuser [...]. Je refuse très peu de choses, mais je tâche de refuser les mêmes choses à tout le monde et de ne point m'écarter des principes que je me suis faits, et par là je me suis mis dans le cas de n'avoir aucune grâce à accorder* ». (36)

L'orage finit par se calmer. Le Dauphin ne reçut aucune plainte formelle contre Malesherbes, ou, s'il en reçut, il n'en tint pas compte. Saint-Florentin certifia qu'il était bien exact que le Roi avait permis l'impression du *Mémoire* de Pompignan. Le *Mémoire* parut donc, mais l'apostille n'y figurait pas.

Quinze ans plus tard, en 1774, Malesherbes eut l'occasion de revenir sur cette histoire. Le texte inédit que nous donnons ci-après est extrait d'une longue lettre qu'il adresse à son ami Turgot, alors contrôleur général des finances. (37) Il s'agissait d'un certain Richard des Glanières, auteur d'un ouvrage intitulé *Plan d'imposition économique et d'administration des finances* et qui prétendait insérer en tête de son livre une lettre d'approbation de Turgot (cette lettre n'était qu'un simple encouragement à imprimer l'ouvrage, mais des Glanières, en la reproduisant, espérait conférer à son livre un caractère quasi-officiel). Consulté par la duchesse d'Enville de la part de Turgot, Malesherbes montre « *l'abus qu'on peut faire d'une approbation spéciale présumée* » et il rapproche du cas de Richard des Glanières deux affaires retentissantes du temps où il était directeur de la Librairie, l'affaire de la *Théorie de l'impôt* du marquis de Mirabeau (38) et celle de Lefranc de Pompignan. Voici donc comment, à près de quinze ans de distance, il raconte cette dernière affaire :

(36) 22.191, f° 231.

(37) B.N. Nouv. Acq. 13.094. Elle figure après l'ensemble de lettres écrites à Bellanger et à Dionis du Séjour entre 1771 et 1774 et dont nous parlons au chapitre X. Minute autographe, non datée, mais certainement des derniers mois de 1774, le privilège ayant été accordé au livre de Richard des Glanières le 12 octobre 1774.

(38) Nous relatons cette affaire au chapitre suivant.

« L'autre anecdote concerne un ouvrage d'un genre bien différent. C'est celle du fameux Mémoire de M. de Pompignan contre M. de Voltaire. Vous vous souvenés peut-être que j'eus querelle à cette occasion avec M. de Pompignan, mais vous ne vous en rappelés pas les circonstances : les voici et vous allés voir que M. de Pompignan voulut faire précisément la même manœuvre que M. Richard des Glanieres. Il lui étoit très permis de faire imprimer un mémoire contre M. de Voltaire, très permis aussi de le présenter au Roy à qui on présente bien d'autres sottises, bien entendu qu'il n'est pas obligé de les lire. Or, il voulut profiter de toutes ces circonstances pour faire croire au public que le Roy luy-même avoit cru devoir prendre connoissance de l'insulte faite à un homme de sa considération et avoit pris parti pour luy contre M. de Voltaire. De quoy il n'y avoit pas un mot de vrai, et pour cela il vouloit faire imprimer que c'étoit par permission expresse du roy que paroissoit sa brochure, ce fut à quoy je m'opposai à moins que le roy ne me fit dire qu'il avoit donné cette permission ou cet ordre, ce que le roy ne voulut pas me faire dire, en sorte que le mémoire parut uniquement comme l'ouvrage de M. de Pompignan, sans autre garantie. Vous voyés que cela ressemble assés à l'affaire actuelle ».

Nous voyons donc, par cet exemple caractéristique, la vigueur, l'entêtement même avec lesquels Malesherbes savait tenir bon et résister aux pressions, voire aux menaces, même quand il courait des risques évidents.

*
**

Il est très vrai que, comme il le faisait remarquer, Malesherbes était en général plus porté à accorder qu'à refuser. Pourtant on ne saurait trop insister sur la circonspection dont il fait preuve dans la plupart des cas. De cette prudence, nous donnerons plus d'un exemple au cours des chapitres suivants. En voici dès maintenant un, qui n'est nullement relatif à la lutte philosophique. Il s'agit d'autoriser en France la *Relation de la sortie du roi de Pologne de Dantzic*, ouvrage qui relate un des épisodes les plus importants de la carrière de Stanislas Leczynski, composé sous l'inspiration du roi mais que celui-ci ne voulait pas avouer publiquement. Malesherbes écrit :

« La lettre du roy de Pologne a été imprimée à Nancy par les soins d'une personne attachée particulièrement au service de Sa Majesté polonaise. Le titre porte qu'elle a été imprimée à La Haye ; ainsi ce n'est que par permission tacite que l'édition a été faite à Nancy, c'est-à-dire que le roy de Pologne a bien voulu que la lettre fût imprimée, mais qu'il n'a pas voulu y consentir publiquement.

« C'est ainsi que les faits m'ont été présentés et j'aurois cru manquer de respect si j'avois voulu m'assurer d'un consentement plus exprès que celui que le roi de Pologne vouloit bien donner. J'ay dit à ceux qui m'en ont parlé que je me contenterois d'une lettre par laquelle je visse que quelqu'un de ceux que le roy honore de ses bontés et de sa confiance s'avoue l'auteur de cette édition. Cela a été exécuté et on m'a remis une lettre de

M. de Solignac d'après laquelle j'ay consenti qu'on laissât entrer l'édition à Paris... » (39)

Certes, il se garde de commettre « *l'indiscrétion de demander lui-même les ordres de la Reine* », fille de Stanislas, mais il fait défense de débiter l'édition jusqu'à ce que M. Hutin, fonctionnaire de la Cour de Lunéville, chargé de prendre ces ordres, les lui ait communiqués ! Il est d'ailleurs certain que la Reine ne s'opposera pas à la diffusion d'un ouvrage écrit avec le total assentiment de son père ; mais enfin, Malesherbes tient à s'entourer de toutes les garanties !

C'est la même circonspection qui, lorsqu'il a affaire à un ouvrage touchant à des questions de politique étrangère ou d'ordre militaire, l'incite à ne pas se contenter de l'avis du censeur désigné, mais à demander celui du ministre compétent, et même à lui soumettre le manuscrit. Ainsi, pour un ouvrage intitulé *Stratagèmes de guerre*, il écrit à d'Argenson, ministre de la Guerre : « *Avant de l'envoyer à la censure, permettez-moi de vous demander vos intentions.* » Le *Plan de la journée de Crefeld* a été arrêté à la Chambre syndicale ; il écrit aussitôt au Maréchal de Belle-Isle : « *Permettez-moi de vous demander si vous croyez qu'il doive être permis.* » Le sieur Dumoulin, capitaine réformé, veut imprimer un *Plan de différentes campagnes*. Cette affaire suscite une longue correspondance. (40) Bien que l'auteur affirme que son ouvrage a été agréé par l'ambassadeur de France et par le ministre de la Guerre, Malesherbes en réfère à M. de Crémille (41), auquel il dit notamment : « *Je diffère la décision jusqu'à l'examen qui sera fait du manuscrit, et cet examen ne sera fait que conformément à vos vues.* » L'affaire se complique d'ailleurs quand Crémille apprend que Dumoulin a dérobé des pièces dans le dépôt de la guerre et qu'il a demandé la permission d'imprimer comme une absolution de son vol.

Un auteur soumet le manuscrit d'un ouvrage intitulé *Moyen d'avoir des troupes bien disciplinées et qui ne coûteront rien à l'Etat ni au Roi*. C'est bien anodin ; néanmoins, Malesherbes ne prend aucun parti avant que le Maréchal de Belle-Isle ait fait examiner l'ouvrage...

Il soumet au Contrôleur général plusieurs brochures « *qui concernent la finance* » et il le prie de lui faire savoir ses intentions. (42)

Un libraire de Hollande lui envoie deux brochures anglaises « *sur les affaires de la guerre présente et de la paix future* » (fin 1759), qu'il a l'intention de faire traduire et imprimer. Or, ces brochures sont « *remplies d'injures contre la nation française et contre la*

(39) 22.150, f° 128, décembre 1757. L'auteur de l'ouvrage (appelé ici « lettre du roi de Pologne ») était précisément M. de Solignac.

(40) 22.148, f° 65 et suivants.

(41) Louis Hyacinthe Boyer de Crémille, chargé du département de la guerre sous le maréchal de Belle-Isle. Voltaire le demanda et l'obtint comme examinateur de son *Histoire de la Guerre de 1741*. Le Maréchal de Belle-Isle avait été appelé au ministère de la guerre en 1758.

(42) 22.150, f° 172.

personne du roi, puisque la guerre de 1741 et les prétendues infractions au traité d'Utrecht y sont caractérisées avec les épithètes les plus odieuses ». (43) Malesherbes est résolu à ne faire aucune réponse à ce libraire, mais il demande l'avis de Choiseul et il met sous les yeux du ministre les deux opuscules en question. Un dernier fait : en 1763, paraissent le second et le troisième tomes de l'*Histoire d'Irlande* par l'abbé Geoghegan. Le censeur a des scrupules : il craint que certains passages qui auraient passé sans difficulté pendant la guerre ne donnent lieu à des plaintes. Malesherbes rédige à ce sujet un bref mémoire où il écrit qu'il ne pourra donner d'instructions au censeur que lorsque le duc de Praslin (cousin de Choiseul et ministre des Affaires étrangères depuis 1761) lui aura fait connaître ses intentions. (44) Nous pourrions multiplier les exemples.

Il est vrai qu'il convenait de ne pas donner à la légère des permissions aux auteurs d'ouvrages traitant de politique étrangère ou de questions techniques. Ainsi à propos d'un livre intitulé *Essai sur les intérêts du commerce maritime*, et qui contenait des erreurs flagrantes, Rouillé, ministre de la Marine, donnait à Malesherbes, le 5 avril 1754, l'avertissement suivant : « *Je ne puis, Monsieur, me dispenser de vous observer à cette occasion qu'il me paraîtrait très important de ne permettre en aucune façon l'impression et la distribution d'ouvrages concernant notre commerce maritime et surtout nos colonies, qu'après qu'ils aient été examinés avec soin par des gens instruits sur ces matières qui, comme vous le savez, ne sont pas bien exactement connues.* » (45)

* *

Une très grande prudence, une attention de tous les instants à ne point commettre d'erreurs et à n'en pas laisser commettre, ce sont là des traits essentiels de la conduite de Malesherbes à la tête de la Librairie. Il devait d'ailleurs se montrer très strict quand il le fallait, s'il voulait que ses intentions libérales ne fussent pas vouées à l'échec. Si l'on se donne la peine de parcourir les volumineux dossiers de la Librairie sous son administration, on se fait une idée de la besogne considérable qu'il fournit quotidiennement ; on constate qu'il étudie tous les dossiers, qu'il jette un regard sur les affaires les plus insignifiantes, qu'il prend à cœur de réfléchir longuement sur les plus importantes et de ne décider que lorsqu'il s'est fait, avec tous les éléments en mains, une opinion personnelle. qu'il exige d'être renseigné sur tout. De ce souci d'information scrupuleuse, du zèle qu'il apporte à suivre sans relâche les affaires urgentes, le document ci-après nous fournit la preuve. C'est le 12 août 1760 : il vient d'adresser aux inspecteurs de la Librairie l'ordre suivant (46) :

(43) 22.142, f^o 148.

(44) 22.144, f^o 142. Il soumet au Duc de Praslin tous les passages contestés.

(45) N. Acq. 3345, f^o 291. L'auteur du livre se nommait d'Héguerty.

(46) 22.094, f^o 18.

« L'intention de M. le Chancelier est que les inspecteurs de la Librairie fassent les perquisitions les plus promptes et les plus efficaces pour découvrir s'il est vrai qu'on imprime à Paris les lettres de M. le Maréchal de Broglie et de M. le Comte de Saint-Germain ».

Mais il ne lui suffit pas d'expédier cet ordre ; il veut que, toutes affaires cessantes, on le tienne au courant de la suite qu'il pourra comporter : aussi envoie-t-il à d'Hémery, celui des inspecteurs qui collabore le plus étroitement avec lui, le billet que voici (47) :

« Si vous faites quelques découvertes au sujet de l'ordre ci-joint,
mandés le moy sur le champ
demain vous me trouverez
chez moy avant neuf heures
depuis neuf heures jusqu'à onze heures au palais
depuis onze heures jusqu'à une heure à l'archevêché où vous pourrés
m'envoyer un billet
A deux heures jusqu'à trois je serai chez M. de Sarcheville
rue de l'Université près de la rue du Bacq.
Depuis trois heures et demie jusqu'à cinq et demie au Louvre à l'Académie des sciences
Depuis cinq heures et demie jusqu'à sept heures et demie chez moy et à sept heures et demie j'irai à la campagne (48) d'où je reviendrai le soir.
Ainsi vous voyés que vous pourrés me faire tenir une lettre à quelque heure que ce soit ».

Voilà, certes, une journée bien remplie, un emploi du temps organisé avec une précision rigoureuse ! Voilà surtout un haut fonctionnaire qui fait bon marché de sa tranquillité lorsque les devoirs de sa charge exigent de sa part une constante vigilance. Ce simple billet éclaire d'un jour très vif la conscience professionnelle de Malesherbes.

(47) *Ibid.*, f° 20 (autographe). Nous reproduisons ce billet en respectant la disposition des lignes.

(48) Pas à Malesherbes assurément ! probablement à Clichy-la-Garenne, dans la propriété des Grimod de la Reynière.

CHAPITRE IV

LE CHANCELIER DE LAMOIGNON ET SON FILS

Rôle et fonctions du Chancelier. Rapports de Malesherbes avec son père. — Divergences. Le Chancelier et les Jésuites. Les différents aspects d'une constante collaboration : Malesherbes se met à couvert derrière l'autorité de son père ; il lui dissimule son jeu personnel ; il résiste et lui tient tête. — Accord apparent, mais conflits fréquents. — Attachement respectueux du fils pour le père.

Dans une lettre très importante, adressée à Voltaire en mars 1754 (1), Malesherbes définissait les fonctions qui lui étaient dévolues depuis 1750, et contre l'opinion de ceux qui voyaient en lui un ministre tout puissant dans le domaine de la librairie, s'attachait à démontrer qu'il n'était presque qu'un modeste exécutant des décisions du Chancelier son père ; il écrivait :

« Vous scavés mieux que moy, Monsieur, qu'il n'y a point en France de ministère de la Littérature. M. le Chancelier est chargé de la librairie, c'est-à-dire que c'est sur son attache que se donnent les privilèges ou permissions d'imprimer. Il m'a confié ce détail, non pour y décider arbitrairement, mais pour luy rendre compte de tous les ordres que je donnerois. Ce n'est ny une charge ny même une commission, c'est une pure marque de confiance dont il n'existe ny provisions ny brevet, et que je tiens uniquement de sa volonté. Ainsi, vous voyés combien on vous a mal informé en vous mandant que ce n'étoit point M. le Chancelier, mais moy seul qui avois le ministère de la Littérature. C'est aussi M. le Chancelier qui est chargé de tout ce qui concerne les Universités ; c'est luy qui nomme aux places d'imprimeur dans tout le royaume, et ce sont différens maîtres des requêtes qui sont chargés de luy rendre compte des affaires qui concernent ces deux objets. Vous scavés aussi que les Académies, la Bibliothèque du Roy sont dans le département de M. d'Argenson, les Académies de province dans celui des autres secrétaires d'Etat. Je vous rappelle des choses que vous ne pouvés pas ignorer, mais qui doivent cependant vous faire connaître que mon prétendu ministère de la Littérature est borné. Ajoutés à celà que par mon état je ne suis point à portée d'approcher la personne du Roy assez fréquem-

(1) B.N. Mss. N. Acq. 3344, f^{os} 371-373, et Fonds Français N. Acq. 11.776, f^o 183 (copie). Elle ne figure pas dans l'édition Moland mais répond à une lettre de Voltaire du 28 février 1754, qui, elle, y figure. Brunetière en fait état dans son étude de la *Revue des Deux Mondes* (1882). Elle est reproduite dans l'article de Ira Wade, *Voltaire and Malesherbes* (*The French Review*, avril et mai 1935).

ment, ny assez librement pour lui parler de mon propre mouvement d'une affaire dont il ne m'a point ordonné de luy rendre compte. Par la même raison de mon état, je ne vois que rarement Mme de Pompadour... »

Sans doute, Malesherbes se plait-il à rabaisser son influence pour laisser moins de prise aux tyranniques exigences de Voltaire ; mais il n'en dit pas moins l'exacte vérité sur les fonctions qui lui étaient imparties. La librairie dépendait du Chancelier, c'était lui qui accordait les privilèges et les permissions, qui nommait les imprimeurs et désignait les censeurs ; qui donnait des instructions aux inspecteurs de la Librairie ; toutes les affaires devaient, en principe du moins, lui être soumises. Malesherbes n'était que son délégué ; tout le pouvoir dont il disposait, il le tenait du Chancelier. Mais le Chancelier était son père, et il est certain que le père se reposait sur son fils — dont il connaissait le mérite — dans la plupart des cas. A parcourir la masse des documents qui constituent les dossiers de la Librairie de 1750 à 1763, il nous est apparu que Malesherbes prenait en général ses décisions personnellement, mais qu'il consultait souvent son père dans les affaires délicates, dans les circonstances difficiles ; il nous est apparu aussi qu'il ne lui disait pas tout et qu'il n'hésitait point à lui résister parfois. Inversement, le Chancelier consulte souvent son fils et lui demande son avis lorsqu'il a à décider sur une question importante.

C'est un fait indiscutable que le Chancelier de Lamoignon voyait souvent son fils, en certaines périodes journallement, que celui-ci le tenait au courant (soit à Paris, soit au château de Malesherbes, où le Chancelier aimait à faire des séjours) de très nombreuses affaires et notamment de celles sur lesquelles il hésitait à engager sa responsabilité. Nous avons très peu de lettres du Chancelier à son fils (ce sont plutôt des notes de service) ; nous en avons, par contre, un assez grand nombre de Malesherbes à son père ; elles **témoignent** — est-il besoin de le dire ? — d'un grand respect, mais jamais, même dans les premières années, d'une obéissance timide. Tantôt Malesherbes soumet à son père une solution qu'il envisage, tantôt il l'informe d'une décision prise. « *J'ai envoyé la copie de ce mémoire à mon père* », écrit-il en exergue, sur une pièce importante. Ailleurs, il lui expose longuement une question, par exemple lorsqu'il s'agit de démontrer au Chancelier qu'il est parfaitement inutile de créer un poste d'inspecteur de la Librairie dans une petite ville de province (2) ; il fait valoir des arguments, il discute souvent, il n'abdique point sa personnalité. Nous le constatons par plus d'un exemple.

En réalité, le père et le fils étaient très dissemblables. Dans le *Mémoire sur la liberté de la presse*, Malesherbes dira de son père

(2) Fonds Français, 22.680, pièce 134. Dans la même lettre, il envisage les sanctions qui peuvent être prises contre un imprimeur de Pamiers, s'il se confirme qu'il a imprimé clandestinement le *Contrat social* (26 décembre 1762).

qu'il était un « magistrat aussi religieux qu'aucun évêque du royaume ». Si nous en croyons l'avocat Barbier, qui — nous l'avons dit plus haut — parle assez fréquemment du Chancelier dans son *Journal*, M. de Blancmesnil (on l'appelle souvent ainsi) était « très dévot et entièrement livré aux Jésuites ». A propos de la suppression de l'*Encyclopédie* en 1759, nous lisons encore dans le *Journal* de Barbier : « Il y a toute apparence que cet arrêt, sollicité par le Dauphin, sous prétexte de la religion, est l'ouvrage du Chancelier de Lamoignon, soit par rapport aux Jésuites qu'il a toujours protégés [...] soit par rapport à l'entreprise du Parlement qui a nommé des examinateurs pour ces volumes. »

De la sympathie agissante du Chancelier pour les Jésuites nous avons des témoignages incontestables. Il fit les plus grands efforts pour contrecarrer l'action du Parlement contre la Société et il encourageait le Roi dans son désir de la sauver. C'est lui qui rédigea, en 1761, le projet d'édit qui maintenait la Société en limitant l'autorité du général étranger et en réglementant l'éducation donnée par les Jésuites dans les collèges. C'est à lui que s'adressaient les provinciaux jésuites inquiets de voir que le Parlement tardait à enregistrer l'édit.

Mais ce qui est plus significatif encore, c'est un mémoire autographe où Lamoignon s'efforce de défendre les Jésuites contre la haine du Parlement. (3) « *La postérité, écrit-il, aura peine à comprendre les motifs qui engagent les Parlements de poursuivre les Jésuites depuis un an comme ils le font* ». Long plaidoyer où le Chancelier s'évertue à disculper la Société des accusations qui sont portées contre elle. On condamne périodiquement des ouvrages de théologie faits par des Jésuites. « *Cependant, cette Société a produit les plus grands hommes pour la théologie, pour la chaire, pour la littérature* ». On leur reproche leur attachement aux maximes ultramontaines. Mais enseignent-ils ces maximes dans leurs collèges ? Leur institut, dit-on, est intolérable ; « *cependant il a été toléré depuis 1603 jusqu'à présent, et quel inconvénient en est-il arrivé dans la religion et dans l'Etat ? Ont-ils corrompu le cœur de ceux qu'ils ont élevés, leur ont-ils inspiré ces maximes contre lesquelles nos pères et nous nous sommes élevés si justement dans tous les temps ?* » On les accuse « *d'enseigner une doctrine dont la seule énonciation fait horreur aux bons sujet du roi, mais quelle preuve en apporte-t-on ? Il n'est personne de ceux qui ont été élèves dans leurs collèges qui ne leur rende ce témoignage que jamais il n'en a entendu parler* ».

Et après avoir protesté contre la partialité et la mauvaise foi des adversaires des Jésuites, le Chancelier de Lamoignon déclare que « ce n'est pas le bien de la religion qui donne lieu aux poursuites qui sont faites contre eux » et qui « ne peuvent avoir que des suites

(3) *Archives de Rosanbo*, Carton 1, dossier 6 (12 mai 1762).

fâcheuses », et il conclut : « *Il faut retrancher de leur institut tout ce qui s'oppose aux lois du royaume, mais il faut conserver cet ordre qui rend depuis son institution de si grands services à la religion et à l'Etat.* »

Enfin, ce qui achève de nous édifier, c'est une correspondance secrète échangée entre le Dauphin et le Chancelier de 1761 à 1763. (4) Le Dauphin, dont on connaît les sentiments, demande à Lamoignon de le renseigner exactement sur ce qui se passe au Parlement dans l'affaire des Jésuites. Et Lamoignon le tient régulièrement au courant. On jugera du ton de cette correspondance par ce billet du Dauphin, écrit le 7 août 1761, au moment du premier arrêt du Parlement :

« Comme le Roy, Monsieur, vous a envoyé tout de suite ce matin l'arrêt du Parlement et que je n'ay pas eu le temps de le lire, je vous prie de vouloir bien m'en envoyer par l'expres que je vous adresse une copie ou un exemplaire s'il est imprimé, parce que je serois bien aise de l'avoir ce soir afin d'avoir le temps de le lire avec réflexion avant le Conseil pour lequel vous devez être averti pour demain matin icy. Les personnes qui viennent de Paris m'en ont dit des dispositions si monstrueuses que je ne scaurois les croire, c'est sans difficulté une des plus grandes affaires qu'il puisse y avoir. On ne peut rien ajouter, Monsieur, à tous les sentimens que vous me connoissez pour vous.

« LOUIS ».

Le Chancelier tient le Dauphin informé des démarches qu'il fait, des visites importantes qu'il reçoit, et le Dauphin, de son côté, lui fait part de ses déplacements, afin que Lamoignon puisse le joindre plus facilement ; il lui arrive de le convoquer à des heures matinales pour l'entretenir de questions importantes. Bref, c'est une entente étroite qui règne entre l'héritier royal et le Chancelier, d'accord pour déplorer la malheureuse situation des Jésuites. (5)

..

Les sentiments du Chancelier étant tels, une harmonie parfaite ne pouvait toujours régner entre Malesherbes et son père. Il y eut sans doute des périodes de tension entre les deux hommes : le *Journal* de d'Argenson nous en signale une, à l'époque de l'affaire du refus des sacrements, de la lutte du Parlement contre le clergé et de l'exil de la Grand'Chambre à Pontoise :

« 22 Mai 1753.

« M. de Malesherbes, fils du Chancelier de Lamoignon, premier président »

(4) *Ibidem*. 64 pièces autographes.

(5) La dernière partie de cette correspondance est consacrée aux affaires du Parlement de Toulouse et du Parlement de Provence. Le dernier billet de Lamoignon au Dauphin est du 16 février 1763.

de la Cour des Aides, est brouillé avec son père, au point que celui-ci lui refuse sa porte : leur brouillerie est venue de tout ce que le fils a dit au père sur la disgrâce du Parlement ; par là le fils a toute la confiance de la compagnie et l'estime du public ».

Nous en saurions évidemment beaucoup plus sur les rapports du père avec le fils si certaines lettres confidentielles que Malesherbes écrivit à Rousseau et dans lesquelles il dévoilait sans doute des secrets de famille nous étaient parvenues.⁽⁶⁾ Bornons-nous donc à demander aux dossiers de l'administration de la Librairie quelques renseignements sur la collaboration qui exista nécessairement entre ces deux hommes.

*
**

L'affaire que voici n'a, pour le fond, que peu d'importance, mais elle a fait scandale. Un libelle très violent a été lancé dans Paris contre un certain marquis de Bacqueville, extravagant personnage, qui vient de mourir.⁽⁷⁾ La famille proteste avec énergie. Malesherbes alerte son père :

« Mon père,

« Je dois vous instruire qu'il se distribue à Paris un libelle contre la mémoire de feu M. de Bacqueville, où l'on rapporte toutes les folies qu'il a faites ou qu'on lui a prêtées. Il y est désigné par les lettres initiales de son nom. D'ailleurs, plusieurs traits de sa vie qui sont très connus et entre autres les circonstances de sa mort ne permettent pas de douter qu'il ne soit le héros de cette brochure. Je vous l'envoie et vous pourrés en juger... »

Après l'exposé des faits, Malesherbes prend soin d'informer son père des mesures (tardives) qu'il a prises et il lui demande de décider sur la sanction à infliger au censeur coupable d'avoir donné son approbation :

« Dès que j'ay eu avis de ce que contenoit l'ouvrage, j'ay donné des ordres pour en arrêter le débit, mais il étoit trop tard car presque toute l'édition estoit vendue. Il est bon cependant que cette défense subsiste pour qu'il ne soit pas dit qu'un pareil libelle soit toléré. Reste à savoir quel parti vous jugerés à propos de prendre sur le censeur ; comme celà mérite quelques réflexions, je vous demanderay sur cela vos ordres la première fois que vous viendrés à Paris, mais j'ay cru nécessaire de vous en informer dès à présent parce que vous pourrés en entendre parler. Je suis avec un profond respect, mon père... »

(6) A défaut de ces confidences, quelques indications éparses nous permettent de conjecturer que de sérieuses divergences de pensées existaient entre Malesherbes et son entourage familial. Ainsi cette recommandation d'Helvétius qui supplie Malesherbes de garder le plus grand secret sur la censure du livre de *L'Esprit* : « Surtout ne lisez rien de mon ouvrage dans votre famille, car je ne sais trop comme elle pense et sûrement ce secret se divulguerait ». (B.N. Fonds Français, 22.191, f^o 31).

(7) B.N. N. Acq. 3531, f^o 139. Nous évoquons cette affaire à propos de Fréron.

Retenons les mots : « ...*parce que vous pourriez en entendre parler.* »

Malesherbes prévient et renseigne aussitôt son père quand il craint qu'une affaire ne fasse trop de bruit et que des propos désagréables ne parviennent aux oreilles du Chancelier. C'est exactement ce qu'il redoute dans une autre circonstance, beaucoup plus importante, le scandale causé par l'ouvrage du marquis de Mirabeau, *La Théorie de l'impôt*. Il écrit au Chancelier (8) :

« Mon père,

« Voicy la lettre de M. l'Archevêque de Lion. Oserois-je vous prier de me la renvoyer quand vous l'aurez lue ? Dès qu'il y en aura des exemplaires à Paris, je vous en enverray un, mais je n'ay encore que celui-là et je n'ay pas le temps de le lire, et s'il y a des plaintes il est bon que je sois au fait pour pouvoir y répondre.

« Voicy également une feuille de privilèges que je vous prie de bien vouloir remplir.

« Permettés-moy de vous prévenir que vous pourrés recevoir des plaintes d'un ouvrage intitulé *la Théorie de l'impôt*, que l'auteur qui est le marquis de Mirabeau a présenté à plusieurs personnes à Versailles.

« Si on vous en parle, je vous supplie de répondre que vous scavés que cet ouvrage n'est ny approuvé ny permis, et que le débit en est arrêté en sorte qu'il n'y a eu de répandu dans le public que les exemplaires dont l'auteur a fait présent.

« J'auray l'honneur de vous instruire plus à fond de cette affaire si elle fait du bruit, mais comme il peut y avoir de la cabale de cour pour ou contre le livre et l'auteur, je crois qu'il vaut mieux n'en pas parler jusqu'à ce qu'on s'en plaigne.

« Je suis avec un profond respect... »

Malesherbes est visiblement inquiet. Que s'est-il donc passé ? *La Théorie de l'impôt* aurait été imprimée et débitée dans le public sans être revêtue d'aucune permission publique ni tacite ; tel devait être, du moins, le motif officiel des poursuites qui furent engagées contre l'auteur et contre les libraires. Mais en réalité, Malesherbes était parfaitement au courant de l'impression de l'ouvrage pour lequel on ne lui avait demandé aucune autorisation ; seulement, quand il eut le livre entre les mains, il s'aperçut que l'avertissement contenait une critique de Louis XIV qu'il était très imprudent de laisser paraître. Il essaya en vain d'arrêter le débit de l'ouvrage. C'est ce qui ressort d'un projet de lettre à Mirabeau qui nous a été conservé dans le dossier de l'affaire et que voici :

« J'ay reçu avec bien de la reconnoissance, Monsieur, l'ouvrage que vous m'avés envoyé. J'ay déjà commencé à le lire avec l'empressement que j'ay pour tout ce qui sort de votre plume. J'ay lu entre autres l'avertissement qui m'a fait le plus grand plaisir du monde et vous allés m'accuser de vouloir jouir seul de ce plaisir et de l'envier au public, car je ne peux m'empêcher

(8) N Acq. 3346, f° 249.

de vous proposer de le retrancher. Voicy mes motifs que je me flatte que vous ne désapprouverés pas.

« Cet avertissement contient une censure la plus décente, la plus respectueuse, mais la plus forte du gouvernement de Louis XIV. Or, j'ai eu l'occasion de scavoir depuis peu que le roy personnellement est d'une sensibilité extrême pour ce qui intéresse la gloire de son bisayeul, et c'est un article sur lequel M. le Chancelier vient de me recommander de porter l'exactitude jusqu'au scrupule.

« Voilà, Monsieur, un fait que vous pouviés ignorer, et je n'aurois pas manqué de vous en instruire avant l'impression si j'avois prévu que vous dussiez parler dans votre ouvrage du feu roy. J'aurois bien voulu pouvoir m'expliquer avec vous de vive voix mais je vais demain à Versailles et vos libraires comptent commencer leur débit mardy.

« Je ne leur donnerai cependant aucun ordre et je ne veux pas qu'ils en reçoivent d'autres que ceux qui leur viendront de vous, mais je vous demande en grâce de leur ordonner de suspendre la vente jusqu'à ce que j'aie l'honneur de vous voir. Je tâcherai de vous joindre ou dès demain si je reviens assés tôt de Versailles où dans la journée de mardy.

« J'ay l'honneur d'être avec un attachement inviolable, Monsieur... » (9)

Cette lettre ne fut pas envoyée à son destinataire (en haut, Malesherbes a écrit de sa main : « *Lettre projetée dans le premier moment et non écrite* »). Peu importe, d'ailleurs. L'essentiel est qu'elle ne laisse aucun doute sur les relations que Malesherbes entretenait avec le marquis de Mirabeau et sur les bonnes dispositions où il était à l'égard du livre. S'il autorise les poursuites contre l'imprimeur Hérisant (qui fut sévèrement puni ainsi que ses deux employés) ⁽¹⁰⁾, s'il rédigea de sa main un projet de lettre que le Chancelier devait adresser au lieutenant de police ⁽¹¹⁾, s'il envoya sans délai (21 décembre 1760) au Chancelier le projet d'arrêt du Conseil qui lui était demandé ⁽¹²⁾, projet d'arrêt dont le texte est écrit de sa main ⁽¹³⁾, et qui supprimait la *Théorie de l'impôt*, ce fut, à n'en pas douter, par crainte de son père. Quand on parcourt le volumineux dossier auquel donna lieu cette affaire, on s'aperçoit très nettement du double jeu mené par Malesherbes ; il feint de n'avoir rien su de l'impression du livre, il propose une « *punition éclatante* » contre l'imprimeur (aucune sanction, bien entendu, contre l'auteur), mais dans un mémoire ⁽¹⁴⁾ il s'attache à faire valoir en faveur de ce même libraire des circonstances atténuantes et cherche à lui épargner la privation à perpétuité de sa charge, ce que certains proposaient ; il affirme qu'il n'a péché que par imprudence. L'affaire était, à vrai dire, assez confuse ; comme l'indiquera Malesherbes lui-même dans

(9) N. Acq. 3348, f° 219.

(10) Le 2 février 1761, de Sartine, lieutenant de police, soumet à Malesherbes un projet d'arrêt et l'informe qu'il va faire arrêter deux employés de Hérisant et les envoyer l'un à Bicêtre, l'autre à For-l'Evêque.

(11) N. Acq. 3348, f° 228.

(12) *Ibid.*, f° 231.

(13) *Ibid.*, f° 237-238.

(14) Nous en avons une minute autographe et deux copies.

une lettre écrite à Turgot quinze ans plus tard (en 1775) ⁽¹⁵⁾, Mirabeau jouissait de « *la protection particulière de Mme de Pompadour, alors toute puissante* » ; cependant, cette haute protection ne l'empêchait point d'être la victime des fermiers généraux, qui demandèrent une lettre de cachet contre lui et l'obtinrent. L'auteur de la *Théorie de l'impôt* et ses amis s'étaient, nous dira encore Malesherbes, trop vantés de la protection de la favorite, et Mirabeau dut subir un emprisonnement de huit jours à Vincennes.

En somme, les choses ont dû se passer de la manière suivante : Mirabeau, fort de la bienveillance de Mme de Pompadour ⁽¹⁶⁾ — et peut-être aussi de celle du Roi — fait imprimer son livre sans le soumettre à la censure et sans demander la permission légale. Malesherbes, qui n'ignore rien de tout cela (qui en est peut-être averti par Mme de Pompadour elle-même), ferme les yeux. Mais au moment où paraissent les premiers exemplaires, il s'aperçoit que l'avertissement contient un passage inquiétant qui risque fort de déplaire au Chancelier, et peut-être au Roi ; de plus, il est averti de l'opposition des fermiers généraux et de tous ceux qui soutiennent leur cause ; alors il prend les devants, signale l'ouvrage à son père et met la machine administrative en marche ; il propose des sanctions et le voilà ainsi à couvert. En même temps, il agit sans bruit pour atténuer les conséquences de l'affaire.

..

Moins compliquée, mais délicate encore fut l'affaire de l'*Histoire de Jean Sobieski*, ouvrage de l'abbé Coyer (1761) ; il ne s'agissait pas, cette fois, d'un ouvrage qui avait passé par-dessus la censure et les autorisations légales. Le censeur avait exigé de sérieux retranchements, moyennant quoi la permission tacite avait été accordée. Mais huit à dix jours après sa sortie des presses, Malesherbes s'aperçoit que l'ouvrage est encore très répréhensible, il en avertit le lieutenant de police et l'ordre est donné au libraire de suspendre la vente.

Toutefois il convient de remarquer que c'est le Chancelier qui semble être à l'origine de cet ordre. Dans le dossier de l'affaire, nous trouvons trois billets du Chancelier à Malesherbes. Le 27 février, il attire son attention sur cet ouvrage et lui prescrit d'en arrêter la vente. Le lendemain 28 il écrit : « *Le Roy vient de me parler de la vie de Sobieski. On luy a dit que vous avés donné permission tacite de l'imprimer. J'ay répondu que vous n'aviés point donné de permission, mais que vous aviés arrêté le débit du livre. Mandés moy*

(15) B.N. Nouv. Acq. françaises 13.094 (lettres inédites et autographes de Malesherbes).

(16) Il n'est peut-être pas sans intérêt de préciser que Mme de Pompadour n'avait aucune sympathie pour le Chancelier de Lamoignon. D'après Gaillard (*Vie ou Eloge historique de M. de Malesherbes*, 1805), la favorite empêcha le Roi de faire le Chancelier commandeur des ordres et le dissuada à trois reprises de réunir en sa personne les Sceaux à la Chancellerie, comme il avait voulu le faire à la disgrâce de Machault en 1757, à la mort de Berryer en 1762 et en une autre occasion encore.

dès que vous aurés reçu la présente quel est le censeur qui l'a approuvé et l'imprimeur qui l'a imprimé afin que je puisse en rendre compte à S. M. lundy. Je compte d'estre mardy matin à Paris. »

Dès le lendemain 1^{er} mars, Malesherbes expose les faits à son père et lui donne les renseignements qu'il demande. La suspension de la vente est, selon lui, une mesure toute provisoire : il faut entendre le censeur et l'auteur qui, afin de se justifier, ont demandé communication des passages incriminés : demande parfaitement fondée, dit Malesherbes, « *parce qu'il importe de vérifier si les passages qu'on objecte ne sont pas ceux qu'il (le censeur) a retranchés, auquel cas ce seroit le libraire qui seroit en faute et non pas lui* ».

Et Malesherbes, qui ne veut pas prendre dans cette affaire la responsabilité d'une décision définitive, termine ainsi sa lettre :

« C'est pour cela, mon père, que j'ay cru devoir attendre votre retour à Paris pour vous mettre en état de juger en connoissance de cause et j'ay eu l'honneur de vous en prévenir. Au fond, dès que l'édition est suspendue, et qu'il n'est plus question que de scavoir si on prononcera ou non pour un arrêt du Conseil et quelle qualification on donnera au livre, et si on infligera une peine qui peut aussi bien se prononcer huit jours plus tard ou huit jours plus tôt, il n'y a rien qui périlite et il est toujours juste de ne point condamner les gens sans les entendre ». (17)

Le Chancelier, qui attache à cette affaire (n'est-elle pas venue aux oreilles du Roi ?) une grande importance, répond le lendemain 2 mars à son fils ; il l'approuve, mais insiste : il faut éclaircir les faits et savoir si le censeur a fait les corrections nécessaires et si l'imprimeur a suivi exactement les corrections du censeur. Il recommande à Malesherbes d'être prêt à lui donner ces renseignements dès le lendemain, jour de son retour de Versailles.

L'*Histoire de Jean Sobieski* n'échappa point à la condamnation ; dans l'arrêt du Conseil, dont le brouillon est de la main de Malesherbes, il est dit que c'est « un ouvrage dans lequel, sous prétexte de publier la vie d'un roi dont le nom est cher à toute la chrétienté, on a joint au récit des actions mémorables de ce prince un grand nombre de maximes et de réflexions aussi répréhensives que déplacées et étrangères au sujet ». (18)

*
**

(17) N. Acq. 3346, f^o 112.

(18) On reprochait à l'ouvrage des plaisanteries sur la religion, l'enthousiasme avec lequel l'auteur parlait du gouvernement républicain, de l'irrespect envers les rois et notamment envers la Maison d'Autriche, enfin des allusions contemporaines.

Ici, comme en bien d'autres circonstances, Malesherbes accomplit lui-même la besogne la plus minutieuse. Nous avons de sa main (3346, du f^o 125 au f^o 151) un dépouillement complet — avec essai de classification — de toutes les allusions déplacées que renferme l'*Histoire de Jean Sobieski*.

Finalement, l'abbé Coyer dut s'éloigner et le censeur fut mis à la Bastille. Cf. dans la *Correspondance littéraire* de Grimm, un très long commentaire sur cet ouvrage (t. IV, p. 369, suiv., 15 avril 1761).

En étudiant, par ailleurs, l'affaire de l'article *Constitution Unigenitus*, dans l'*Encyclopédie*, nous constaterons que c'était sur la recommandation formelle de son père que Malesherbes avait fait supprimer l'article (qu'il s'était proposé d'abord seulement d'abrégé). « *La première instruction que mon père m'a donnée en me chargeant de la Librairie est qu'il ne voulait pas accorder de permission à aucun ouvrage de quelque espèce qu'il fût, sur les affaires présentes* », écrit-il à cette époque.

Quand le Chancelier exprime une volonté aussi formelle, Malesherbes s'incline, quitte à se retrancher derrière l'autorité de son père quand on s'étonne de la décision prise.

Nous ne reviendrons pas non plus sur la collaboration étroite qui s'établissait entre le père et le fils à l'occasion de certaines affaires graves, comme lors de la suppression du privilège de l'*Encyclopédie*, circonstance dans laquelle nous sommes persuadé que Malesherbes n'a point subi le diktat de son père, mais partageait sa façon de voir.

Il pouvait arriver, inversement, que Malesherbes se heurtât aux désirs du Chancelier et résolut de lui tenir tête, ou du moins de le contraindre à accepter ses propres solutions. Nous citerons un exemple de cette résistance : l'affaire du *Journal étranger*, de l'abbé Arnauld, en 1760.

L'abbé François Arnauld, né en 1721, à Aubignan, dans le Comtat-Venaissin, était un personnage très intrigant et très remuant⁽¹⁹⁾ qui, fort de ses hautes protections et notamment de celle du Dauphin, demandait un privilège pour le *Journal Etranger*. Ou plutôt, c'est le Dauphin lui-même qui le demandait en sa faveur au Chancelier, et « *avec la dernière instance* », écrit le Chancelier à Malesherbes dont il sollicite l'avis.⁽²⁰⁾

Malesherbes répond aussitôt à son père⁽²¹⁾ :

« Mon père,

« J'ay l'honneur de répondre à la lettre par laquelle vous me mandés que Mgr le Dauphin demande pour l'abbé Arnaud le privilège du *Journal étranger*. Après avoir lu ma réponse ci-jointe, vous verrés s'il est convenable de la faire passer sous les yeux de M. le Dauphin.

« J'y joins aussi un mémoire dans lequel la question est discutée plus au long. Il est certainement trop étendu pour que M. le Dauphin se donne la peine de le lire ; mais s'il s'intéresse beaucoup à l'affaire, peut-être s'en fera-t-il rendre compte.

« Au reste, mon père, j'ai l'honneur de vous prévenir que, dans ce mémoire, je m'explique d'une manière peu obligeante pour l'abbé Arnaud.

(19) Il deviendra membre de l'Académie des Inscriptions et de l'Académie Française. Après sa tentative de prendre en mains le *Journal étranger*, Choiseul le désigna pour diriger la *Gazette littéraire de l'Europe* qui se publiait sous les auspices du ministère des Affaires Etrangères ; l'entreprise fut éphémère. A titre de compensation, on le plaça avec son ami Suard à la tête de la *Gazette de France*.

(20) B.N. Fonds Français, 22.133 (Journaux et périodiques), pièce 123.

(21) *Ibid.*, 124 (21 janvier 1760).

Peut-être par cette raison, ne jugerés-vous pas à propos de remettre ce mémoire à M. le Dauphin qui paraît fort prévenu en faveur de cet abbé. Ainsi je vous prie de vouloir bien le lire auparavant et voir l'usage que vous croirés convenable d'en faire.

« Je suis avec un profond respect, mon Père... »

Dans la longue lettre jointe à celle-ci ⁽²²⁾, Malesherbes expose à son père les raisons pour lesquelles on ne doit pas accorder à l'abbé Arnauld le privilège qu'il demande. Il le fait avec la plus grande fermeté.

« Vous avés pris des engagements avec le *Journal des Scavans* pour ne plus donner de privilèges de journaux et nommément pour y réunir celui du *Journal étranger* quand il serait révoqué. Cet arrangement n'a été fait pour obliger personne en particulier, mais pour le seul bien de la chose. C'est une justice que vous pouvés vous rendre et me rendre aussi [...].

« Après la suppression du *Journal étranger*, différentes personnes se sont présentées pour le composer aux nouvelles conditions que vous y avés mises, c'est-à-dire comme une dépendance du *Journal des Scavans*. De ce nombre était M. l'abbé Arnaud, qui ne paraissait pas être encore protégé par Mgr le Dauphin, mais qui l'était vivement par Mme la Duchesse de Brancas... »

Malesherbes se plaint ensuite vivement de ce que l'abbé Arnauld, après avoir été préféré entre ses concurrents, après s'être soumis aux conditions imposées, après avoir obtenu toutes les facilités qu'il était possible de lui accorder, fait intervenir le Dauphin pour appuyer une demande contraire à l'arrangement général qui a été conclu. Le *Journal des Savants* jouissait naguère d'un monopole qui excluait tous les autres journaux littéraires ; on a décidé d'assouplir cet état de choses et de tolérer toutes les autres feuilles à condition qu'elles payent au *Journal des Savants* une redevance fixe. Si l'on accorde à Arnauld le privilège qu'il réclame, il faudra renoncer au traité fait pour le *Journal des Savants* avec le libraire, il faudra même que tous les auteurs du *Journal des Savants* perdent la moitié des honoraires de leur travail. « L'abbé Arnauld, après avoir obtenu de moi tout ce qu'il sembloit désirer et en paroissant content, se donne du mouvement à mon insu pour obtenir par l'autorité de Mgr le Dauphin une grâce qu'il scait contraire à mes principes et destructrice de tous mes arrangemens. Si par ce procédé il vient à bout de me forcer la main, il ne peut plus me rester aucune autorité dans la Librairie, soit vis-à-vis des auteurs, soit vis-à-vis des libraires ».

Et Malesherbes conclut en rappelant énergiquement son père au respect des conventions :

« Permettés-moi, mon père, de vous rappeler encore une fois que les partis que vous avés pris sur les journaux ne sont point des grâces que je vous aie proposé d'accorder à des gens à qui je voulusse du bien. Je me

(22) *Ibid.*, 125.

croirois coupable si je pouvois mettre en balance aucun motif personnel avec la protection dont M. l'abbé Arnaud est honoré ; mais la grâce qu'il demande change l'état de six hommes de mérite. Si la même grâce est en contradiction avec une loi générale que vous vous êtes imposée, il faut ou détruire la loi et changer tous vos principes d'administration, ou ne pas admettre d'exception... »

Dans le mémoire plus complet dont il accompagne cette lettre, Malesherbes fait l'éloge du *Journal des Savants*, démontre que son privilège n'est pas un privilège tyrannique, comme celui de la *Gazette* ; il loue ses collaborateurs, tous hommes de mérite, dont les honoraires, en vertu de la convention conclue, sont de 200 louis par an. Il montre enfin le danger qu'il y aurait à accorder à un particulier un privilège de journal. (23)

L'affaire est loin d'être close, car l'abbé Arnaud fait agir ses puissants protecteurs. La duchesse de Brancas, intervenant en son nom et au nom du Dauphin, essaye de forcer la main de Malesherbes en lui assurant que le Chancelier a accordé le privilège. Nouvelle lettre de Malesherbes à son père ; il lui dicte presque la conduite qu'il a à tenir en présence de la duchesse et il ajoute :

« Si M. le Dauphin insiste, je vous supplie de lui dire que j'ai fait de fortes représentations par écrit, et de lui remettre alors la première lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire et le mémoire qui y étoit joint. Si après cela, M. le Dauphin persiste encore à demander ce qui paroît injuste, vous ordonnerés ce qu'il vous plaira, mais je n'aurai plus de reproches à me faire ». (24)

Le Dauphin, en effet, ne se tient pas pour battu, mais il fait remettre au Chancelier un mémoire en faveur de l'abbé Arnaud. A quoi Malesherbes répond par un second mémoire (21 février 1760). Et nous ne parlons pas d'autres interventions, notamment celle du duc de Choiseul.

On conçoit la gêne du Chancelier qui voudrait donner satisfaction au Dauphin et aux autres puissants protecteurs d'Arnaud, mais qui en est empêché par les sévères admonestations de son fils. Et finalement ce n'est pas le privilège exclusif qu'il demande mais une simple permission du sceau qu'obtiendra l'intrigant et ambitieux abbé.

..

Ce n'est pas la seule fois que Malesherbes met son père dans une situation difficile par la résistance farouche qu'il oppose aux interventions des puissants. Au début de cette même année 1760, il oppose un refus décidé aux pressions du comte de la Marche et surtout du duc de Bourbon, qui réclament un privilège exclusif de six ans au bénéfice des auteurs du *Conciliateur*, alors que, pour des raisons analogues à celles qu'il a fait valoir dans la précédente

(23) *Ibid.*, 128, f^{os} 232 à 240.

(24) *Ibid.*, 133.

affaire, il ne consent à leur accorder qu'une permission du sceau, limitée ; le débat se prolonge pendant plusieurs mois et Malesherbes ne se laisse pas ébranler par les lettres impatientées et très dures que lui adresse le duc de Bourbon.⁽²⁵⁾ En mai de la même année, il résiste avec la même âpreté aux interventions du Dauphin et de M. de La Vauguyon en opposant un refus aux prétentions de Lefranc de Pompignan qui veut faire précéder son *Mémoire présenté au Roi* d'une apostille contestable.⁽²⁶⁾

En cette dernière circonstance, Malesherbes s'exposa dangereusement. Il courut de plus graves périls encore dans l'affaire de l'*Emile*, en 1762. Nous rappelons plus longuement ailleurs les étroites relations qui l'unissaient à Jean-Jacques Rousseau et tout ce qu'il fit, dans les derniers mois de 1761 et les premiers mois de 1762, pour diriger l'impression d'un livre qui ne pouvait pas être autorisé en France. Non seulement Malesherbes a négocié et presque rédigé lui-même le contrat entre Rousseau et Duchesne pour la vente du manuscrit de l'*Emile*, non seulement il joue le rôle d'intermédiaire entre Rousseau et le libraire Guérin, ami de Duchesne, mais il reconforte sans cesse Rousseau qui veut rompre son contrat, car il croit ses éditeurs coupables des pires trahisons, il s'évertue à lui démontrer que le retard apporté à la publication est dû à l'abus des corrections dont il charge ses épreuves, il unit ses efforts à ceux de la maréchale de Luxembourg pour dissiper les fantômes qui le hantent, il prend la peine de se rendre à Montmorency pour le tranquilliser... « *M. de Malesherbes, écrira plus tard Rousseau dans ses Confessions, témoin et confident de mes agitations, se donna, pour les calmer, des soins qui prouvent son inépuisable bonté de cœur* ».

Or, toutes ces démarches, toute cette activité, le Chancelier de Lamoignon les ignorait ; en tout cas, son fils ne lui en avait certainement pas parlé. Lorsque l'orage éclata sur l'*Emile*, lorsque le livre fut condamné par le Parlement (9 juin, lorsque Rousseau, décrété de prise de corps et prévenu dans la nuit du 9 au 10 juin par la maréchale de Luxembourg, dut s'enfuir (quelques heures après) de Montmorency, Malesherbes, en présence de ce scandale, dont il n'avait peut-être pas prévu l'ampleur, et malgré le secret dont il avait enveloppé ses démarches, eut lieu d'être inquiet pour lui-même. Il avait déjà, quelques jours avant la publication du livre, bien pris la précaution de faire redemander à Rousseau, par le maréchal de Luxembourg, toutes les lettres qu'il lui avait écrites se rapportant à cet ouvrage⁽²⁷⁾, car il savait qu'en cas de perquisition, il serait inévita-

(25) Fonds Français, 22135, pièces 136 à 154. Tout ce dossier est d'un extrême intérêt. Malesherbes faisait visiblement traîner la chose en longueur et semble n'avoir expédié la permission scellée que de très mauvais gré.

« Cette affaire me devient personnelle avec vous, lui écrit le duc de Bourbon exaspéré. Ne soyez pas surpris, Monsieur, que je m'en plaigne amèrement et que je vous demande très vivement de remplir vos engagements avec moi ».

(26) Cf. plus haut, chapitre III.

(27) Cf. *Confessions*, livre XI. « L'*Emile* parut enfin [...]. Avant sa publication, M. le maréchal de Luxembourg me redemanda toutes les lettres de M. de Malesherbes se rapportant à cet ouvrage... Je rendis les lettres, hors une ou deux qui par mégarde avaient resté dans des livres ».

blement compromis ; mais après l'arrêt du Parlement, il écrit aussitôt à son père ; il prend les devants, comme dans l'affaire de la *Théorie de l'impôt* ; il cherche à mettre le Chancelier en garde contre les accusations dont il se sait menacé. La lettre est datée du jour même où Rousseau doit être arrêté. (28)

10 Juin 1762.

« Mon père,

« Le Conseil provincial d'Artois a rendu un arrêt contraire à celui du Parlement de Paris. Il est arrivé de la Chambre syndicale une balle de cet arrêt et les syndic et adjoints, voyant de quoy il est question, n'en ont pas voulu faire la remise sans me demander des ordres. J'imite leur méfiance et ne veux rien prendre sur moi dans une pareille affaire sans avoir demandé vos intentions. J'ay l'honneur de vous prévenir que les députés des Etats d'Artois m'ont écrit et vous écriront aussi selon les apparences pour revendiquer cette balle.

« Permettés moi aussi de vous dire un mot de ce *Traité de l'Education*, dont je vous ay parlé à Malesherbes, que je vous ay dit qui seroit dénoncé au Parlement et sur lequel vous estiés d'avis de rendre un arrêt du Conseil, que vous me chargeâtes même de concerter avec M. le Lieutenant de Police.

« J'ay appris à mon arrivée que la dénonciation étoit faite et j'ay pensé ainsi que M. de Sartines qu'il falloit laisser finir la procédure qui se fait au Parlement avant de rien statuer, parce que sans cela on croiroit que l'arrêt du Conseil ne seroit rendu que pour prévenir l'effet des arrêts du Parlement.

« Je dois, mon Père, prendre une précaution très importante pour moy, c'est de vous prévenir qu'on dit dans le monde, qu'il y a une permission tacite pour cet ouvrage. Je n'ignore pas même que Mrs de Fleury (29) l'ont dit tout haut dans le Parquet, et *je soupçonne ce qui les a induits en erreur ; je pourrois me plaindre de la légèreté de ce propos, mais je...* (Les mots en italique ont été biffés).

« Il n'est pas douteux que vous en entendiés parler et je vous atteste et vous prie d'attester ceux qui vous en parleront que tout cela est faux et j'ajoute qu'on se trompe quand on croit qu'une permission tacite est un mot qu'on dit à l'oreille dont il ne reste point de vestige et qu'on peut toujours désavouer. Les permissions tacites s'accordent sur le rapport d'un censeur par qui le manuscrit est paraphé, comme les permissions publiques, et il y en a des registres : ainsi ce que j'avance ne peut estre un fait douteux ».

Certes, Malesherbes n'avait pas accordé pour l'*Emile* une « *permission tacite* » au sens administratif du terme ; il n'en avait pas moins fait bénéficier l'ouvrage de la bienveillance du pouvoir ; loin même de se borner à fermer les yeux sur sa publication, il avait secondé celle-ci de toutes ses forces. Tout cela, son père l'ignorait, et il est particulièrement piquant d'apprendre que le Chancelier (à la suite d'une conversation qu'ils avaient eue ensemble à la cam-

(28) Fonds Français, 22.145, f^{os} 2 et 3.

(29) Il s'agit d'Omer Joly de Fleury, avocat général au Parlement de Paris, qui avait en 1759, dressé un violent réquisitoire contre l'*Encyclopédie*, et de son frère Jean-François, avocat au Parlement.

pagne) avait chargé Malesherbes de préparer, de concert avec le Lieutenant de police, un arrêt du Conseil du Roi contre l'*Emile*, alors que la publication de l'*Emile* était, pour une large part, l'œuvre de Malesherbes lui-même ! C'est le même double jeu qu'il avait joué dix ans plus tôt lorsqu'il avait caché à son domicile les manuscrits de l'*Encyclopédie* dont il venait d'ordonner la saisie ! Là encore, le Chancelier ne s'était douté de rien.

*
**

Ainsi, l'attitude de Malesherbes envers son père n'est pas uniforme : elle va de la collaboration la plus étroite à la dissimulation complète. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il n'y eut jamais entre eux désaccord officiel, c'est que jamais, du moins à notre connaissance, le Chancelier de Lamoignon ne désavoua son fils.

Jamais Malesherbes, de son côté, ne chercha à donner l'impression qu'il agissait indépendamment et à l'insu du Chancelier ; au contraire, dans sa correspondance, il se réfère souvent à lui ; il laisse très souvent entendre qu'il agit conformément à ses ordres ; il lui arrive même de répondre à sa place et sur des questions très personnelles, comme lorsqu'il adresse un refus poli à un auteur (Duvi-gier de Rapières) qui désirait dédier ses ouvrages historiques au Chancelier : « *Mon père s'est fait un principe de n'accepter aucune épître dédicatoire, et quand les circonstances l'y ont forcé, ce qui a été rare, il ne s'y est prêté qu'à regret.* » (30)

On sait qu'en octobre 1763, lorsqu'il connut la disgrâce et fut forcé de renoncer à sa charge, le Chancelier de Lamoignon se refusa énergiquement à démissionner, résistant aux offres réitérées qui lui étaient faites et aux menaces dont elles s'accompagnaient. Dans cette circonstance toute sa famille, groupée autour de lui, lui manifesta son affection et sa solidarité. Il conserva donc son titre de Chancelier et les honneurs qui s'y attachaient. Maupeou (père) fut nommé garde des Sceaux et seulement Vice-Chancelier. Un très intéressant document nous montre avec quelle piété filiale Malesherbes, un certain nombre d'années plus tard, s'attachait à mettre en valeur la courageuse résistance de son père. (31) C'est une lettre, écrite de l'exil, entre juillet 1772 (date de la mort du Chancelier) et mai 1774 (date de la mort de Louis XV qui amènera la chute du régime Maupeou) : Malesherbes relève, dans un ouvrage manuscrit qui lui est soumis et qui est consacré en grande partie aux événements de 1771, des erreurs graves qui peuvent être préjudiciables à la mémoire de son père :

(30) Fonds Français, 22.147, f° 89.

(31) B.N. Nouv. Acq. Françaises, 13.094. Ce document, non daté, mais qu'il est aisé de situer, figure, sous le titre *Observation*, à la suite d'une série de lettres autographes, adressées durant son exil par Malesherbes à deux de ses collègues de la Cour des Aides, (lettres dont il sera question au chapitre XI). Il est entièrement autographe.

« L'autre fait m'est en quelque façon personnel puisqu'il regarde mon père qu'on dit s'estre démis en *faveur de Maupeou*.

« On dit aussi que M. de Maupeou luy payoit une pension sur sa place, fait qui n'est pas vrai. Le roy luy fit un sort, comme à tous ceux qui quittent une grande place. Mais il ne conserva de la place de Chancelier que l'habitation dans la maison pendant sa vie comme son prédécesseur M. d'Aguesseau qui avoit eu et son habitation conservée et un sort pécuniaire.

« Quant au fait le plus important, de *s'estre démis en faveur de M. de Maupeou* (32), bien loin qu'on ait de reproche à luy faire, il auroit plutôt à se reprocher de n'avoir jamais voulu se démettre pour personne, car il y eu des tems où il auroit peut-être esté à portée de se procurer des succès bien plus selon son cœur et bien plus agréables au public. Mais son principe estoit qu'il ne devoit se démettre d'une place si importante que quand ses forces corporelles ne luy permettroient plus de l'exercer, sans quoy sa conscience répondoit des tracas de son successeur quel qu'il fût.

« En conséquence, il se refusa à l'invitation faite par le Roy lui-même de se démettre en faveur de M. de Maupeou père, et il souffrit l'exil ; depuis, dans le tems où les actions des Maupeou ont baissé, on fit des tentatives pour l'engager à se démettre pour des personnes qui luy seroient plus agréables, et s'y est toujours refusé, parce qu'il a toujours constamment obéi à ses principes.

« Ce qui s'est passé depuis n'a que trop prouvé qu'il seroit à désirer qu'il eut cédé pour lors aux instances qui luy furent faites.

« Enfin, frappé d'une maladie qui ne luy laissa plus ni les forces d'esprit, ni les forces du corps nécessaires pour exercer sa place, il remit l'office au roy sans informer du choix du successeur dont sa conscience n'étoit plus chargée et ceux qui l'ont connu attesteront tous que ce ne seroit pas M. de Maupeou qu'il auroit choisi. (33)

« Si jamais nous retournons à Paris, je démontrerai aisément cette conséquence de ces principes à sa conduite par la représentation des lettres écrites au roy et de celles que le roy lui écrivit ».

Malesherbes eut d'autres occasions de parler de son père, de rendre hommage à la droiture et à la générosité de son caractère. C'est ainsi qu'en 1788, répondant à un correspondant au sujet de la situation des Juifs, il signale un acte de clémence et de justice accompli par le Chancelier. Voici en quels termes il donne ce beau témoignage :

« Croiriez-vous, Monsieur, que ce même Conseil de Colmar à qui vous reprochez de la partialité pour les Juifs en condamna il y a environ trente ans cinq à la roue sans la moindre preuve, et ce fait là, je vous le certifie, car cette tragique aventure a passé par mes mains.

« Mon père étoit alors Chancelier. Un officier employé en Alsace eut par hasard connaissance de l'affaire ; il me connaissait un peu et point du tout mon père. Il vint m'en parler avec chaleur. Je vous avoue que malgré cette chaleur mon premier sentiment ainsi que celui de mon père fut que ces

(32) Souligné par Malesherbes.

(33) C'est en 1768 que le Chancelier de Lamoignon donna sa démission ; il fut remplacé par René-Charles de Maupeou, qui, vingt-quatre heures après, céda sa charge à son fils, René Nicolas Charles Augustin de Maupeou.

117
 gens qui ne s'en font que moquer. C'est à qui s'en passera le mieux.
 Les gens de bien en ont beaucoup d'avis.

Je citerais par exemple l'usurpation de la naissance de m. de ^{la Rochelle} Courmoulin par son fils
d'un autre avec lequel le comte avait, comme on le voit, une amitié
aussi en fin de chapitre il arrive à prouver que son fils savait en fait
un peu de tout.

Au même titre que les autres, je ne pourrais pas vous en parler.
 Il y a une demi-journée de ça.

me souviens que m. de Maignan lui payait une pension sur la place forte
qui n'est pas ornée. Les deux prirent leur commune d'habitation qui perdirent une
grande place, mais il ne convint de la place de Chauder qui était dans
dans la maison pendant sa vie comme avec les autres pour m.

l'agriculture qui agit en même temps et la fabrication des produits de la pèche.

quant au fait plus important de l'absence de l'avis de la commission

[illegible]

hommes étaient coupables puisqu'ils avaient été condamnés et que l'officier qui s'intéressait à eux était un homme à qui quelques Juifs avaient prêté de l'argent.

« Mais malgré cette prévention, mon père, homme très religieux, n'hésita pas à ordonner un sursis à l'exécution : il avait pour principe qu'on ne pouvait jamais le refuser dès qu'il s'élève une seule voix en faveur d'un homme condamné à mort.

« Le sursis arriva trop tard pour deux qui étaient déjà exécutés ; le procès fut vu au Conseil, l'innocence reconnue, trois furent sauvés et la mémoire des deux autres réhabilitée ». (34)



Le Chancelier de Lamoignon était mort le 12 juillet 1772, non pas dans sa terre de Malesherbes qu'il aimait et où il goûtait souvent la douceur des loisirs, mais à Paris, ainsi que l'indique la mention qui figure sur le registre d'état-civil de la paroisse de Malesherbes :

« Mort de M. le Chancelier. Messire Guillaume de Lamoignon, Chancelier de France, seigneur de cette paroisse, est mort à l'Hôtel du Chancelier de France, à Paris, le 12 juillet 1772, âgé de 89 ans et 4 mois, et est enterré à Paris dans la paroisse de Saint-Leu et Saint-Gilles ».

On ne retrouve plus sa sépulture dans l'église de Saint-Leu-Saint-Gilles bouleversée par la Révolution ; du moins possédons-nous le texte de l'épithaphe qui y avait été gravée et qui est l'œuvre de Malesherbes lui-même. (35) Nous avons, de la main de Malesherbes, deux brouillons de cette épithaphe, un en latin, un en français, et un texte non raturé, en français, que voici :

ICI REPOSE

GUILLAUME DE LAMOIGNON, CHANCELIER DE FRANCE,

Il atteignit la quatre-vingt dixième année de son âge et toute sa vie fut employée à l'étude de la religion et des lois

homme juste connu pour la sévérité de ses mœurs aussi inflexible que la loi elle-même

plus fameux par sa fermeté que les vicissitudes de la vie humaine n'ont ni corrompue ni ébranlée

tant qu'il exerça la magistrature au milieu des citoyens

défenseur zélé des droits du roy

dans le conseil du roy

défenseur courageux des droits des citoyens

il mourut le 12^e jour de juillet, année 1772.

Ce texte est suivi des observations suivantes, toujours de la main de Malesherbes :

(34) Archives de Tocqueville. L. 135. (Dossiers « Juifs ») non autographe.

(35) B.N. Nouv. Acq., 20.507, f^{os} 522, 523, 524 et 525.

« à la cinquième ligne j'aurais mieux aimé mettre plus simplement : *Connu pour la sévérité inflexible de ses mœurs.*

J'ay cédé à l'avis des autres par complaisance ; au reste, cette fin de phrase, *aussi inflexible que la loi elle-même*, n'est ny si longue, ny si traînante en latin qu'en françois, et elle ne peut pas être regardée dans cette langue comme recherchée ni précieuse parce que c'est un trait de Cicéron très connu des amateurs de la latinité et en quelque sorte une citation ».

On aimera maintenant à lire le latin très ciceronien de Malesherbes :

Hic requiescit
Guillelmus de Lamoignon Franciæ Cancellarius
annum ætatis attigit nonagesimum
et totum ævum religionis ac legum studio impendit
vir justus
morum rigiditate legis instar flecti nescia spectatus
constantia insignior
quam humanæ conditionis vices corrumpere nec frangere valuerunt
jurium regalium
quamdiu magistratum in civitate exercuit vindex acerrimus,
idem jurium civicorum
in sanctoribus consiliis assertor impavidus
obiit die XII julii, an. 1772.

Juste éloge d'un père dont on ne pouvait contester la foncière droiture et que le fils avait toujours sincèrement respecté malgré les divergences de pensée et les désaccords inévitables.

CHAPITRE V

MALESHERBES ET L'ENCYCLOPEDIE

Un problème complexe et délicat.

I. - Malesherbes favorise les débuts de l'Encyclopédie. — Après le premier volume, les mesures qu'il est contraint de prendre. Rôle de Boyer, évêque de Mirepoix. — Malesherbes sauve l'Encyclopédie en 1752.

II. - Les mystères de la censure. — Les supercenseurs théologiens ont-ils effectivement censuré tous les tomes successifs de l'ouvrage ? — Faut-il admettre que les censeurs théologiens ont été complices ? Négligents ou dupes plutôt que complices. — La gravité de la situation en 1758.

III. - L'article « Constitution Unigenitus ». — Hésitations de Malesherbes. — Pourquoi finalement l'article ne paraît pas. Le veto du Chancelier. Malesherbes solidaire de son père.

IV. - Relations de Malesherbes avec Helvétius. — Le censeur Tercier. — Malesherbes prévoit l'orage et s'efforce de le conjurer. — Comment il retrace l'affaire dans son Mémoire sur la liberté de la presse. — Ce que nous apprend la correspondance. Malesherbes et Tercier. Impuissance de Malesherbes à sauver Helvétius ; conseils et exhortations.

V. - Le Parlement condamne l'Encyclopédie. Panique chez les libraires. — Faut-il supprimer le privilège ? — Malesherbes prépare et rédige, en collaboration avec le Chancelier, le projet d'arrêt du Conseil. — Efforts qu'il déploie pour atténuer les conséquences de l'arrêt du 8 mars et de celui du 21 juillet et pour sauver l'entreprise de la ruine. — Tractations avec les libraires : la question des planches. Malesherbes à la recherche d'une solution équitable. — Pourquoi Malesherbes s'est-il décidé à supprimer le privilège : une habileté suprême ?...

Le rôle de Malesherbes dans l'histoire de la publication de l'*Encyclopédie* a été plus d'une fois retracé dans ses grandes lignes et l'opinion est depuis longtemps admise que le directeur de la Librairie fut le protecteur officiel et avoué non seulement des philosophes, mais de l'entreprise même où la philosophie du siècle s'est manifestement et tapageusement affirmée. Certains l'ont représenté jouant perfidement le double jeu, celui du haut fonctionnaire tenu à remplir scrupuleusement, tout au moins en apparence, les devoirs de sa charge, celui de la pensée libérale et démolisseuse qu'il avait précisément pour mission d'endiguer. La question est trop complexe et trop grave pour que l'on puisse être autorisé à porter un jugement d'après un nombre restreint et un choix souvent arbitraire de textes et de documents. Dans une telle affaire on ne saurait se former une opinion juste que si l'on consent à regarder travailler Malesherbes, à le suivre dans l'étude attentive qu'il s'impose, des problèmes qu'il doit résoudre, dans ses décisions longuement mûries, dans ses hésitations et ses tergiversations aussi. Nous avons repris l'examen des

documents avec le seul souci de nous dégager de toute idée préconçue et de nous former un jugement personnel. Les pages qui suivent nous permettront d'examiner notamment la conduite de Malesherbes en face d'une question capitale, celle de la censure de l'*Encyclopédie*, et dans une circonstance décisive, la suppression de l'ouvrage après sa condamnation, en 1759.

Nous avons également étudié, sans prétendre apporter sur ce point beaucoup de lumières nouvelles, la question de l'attitude de Malesherbes dans l'affaire Helvétius qui se rattache de très près à la suppression de l'*Encyclopédie*. Nous avons cru devoir consacrer quelques pages à un épisode curieux et peu connu, celui de l'interdiction de l'article *Constitution Unigenitus*, parce qu'il nous apporte des aperçus utiles sur la conduite de Malesherbes dans une affaire où il fait indiscutablement acte d'autorité. Enfin, nous avons essayé d'indiquer quelle fut son attitude, après 1759, à l'égard de l'*Encyclopédie*, devenue clandestine.

Le chapitre que nous consacrons plus loin au comportement de Malesherbes envers les adversaires des philosophes, et en particulier envers Fréron, le plus redoutable d'entre eux, touche encore aux affaires de l'*Encyclopédie*, bien qu'il les déborde, puisque, dans la guerre implacable que Fréron et ses émules menaient contre la philosophie du siècle, les attaques livrées contre les auteurs de l'*Encyclopédie* furent peut-être les plus âpres et les plus acharnées.

Il est très facile, trop facile même, de représenter Malesherbes comme l'auxiliaire ou le complice des philosophes. S'en tenir à cette affirmation, c'est simplifier abusivement un problème complexe et infiniment délicat. Les documents que nous utilisons — qu'ils soient déjà connus ou qu'ils aient été laissés dans l'ombre — nous permettront de nous faire une idée plus nuancée, et par là-même plus exacte, des difficultés que le directeur de la Librairie avait sans cesse à surmonter, et de déterminer, en particulier, dans quelle mesure et par quels moyens il aida les Encyclopédistes.

Au demeurant, ce n'est que par un examen attentif des nombreux dossiers qui nous ont été conservés, que l'on peut se rendre compte de la difficile position de Malesherbes, pris journellement entre son devoir de haut fonctionnaire et ses indéniables sympathies, et obligé parfois d'être rigoureux, souvent de biaiser et de composer, dans l'intérêt même de ceux dont il souhaitait ardemment qu'ils pussent mener à bien leur tâche.

I

LES DEBUTS

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1751 que Malesherbes commence à jouer un rôle important dans l'histoire de la publication de l'*Encyclopédie*. Chargé depuis un an (décembre 1750) par son père le Chan-

celier de Lamoignon, de la direction de la Librairie, ce jeune magistrat de trente ans, déjà ouvert aux idées nouvelles, voyait avec bienveillance, et probablement sans trop d'inquiétude, la réalisation de cette vaste entreprise dont les auteurs se proposaient de dresser le bilan des connaissances humaines, de répandre dans un large public le goût des sciences et en particulier de revendiquer pour les arts mécaniques la place que leur méritaient leur utilité sociale et leur dignité réelle.

Au surplus, le plan de l'*Encyclopédie* avait été, nous dira-t-il, dans le *Mémoire sur la liberté de la presse* ⁽¹⁾, « concerté avec le plus vertueux et le plus éclairé des magistrats », le Chancelier d'Aguesseau dont Diderot avait su faire la conquête. ⁽²⁾ Diderot avait bien à son actif quelques incartades et trois mois d'emprisonnement à Vincennes, mais il avait promis d'être sage et d'Alembert, savant déjà en place, offrait une garantie sérieuse : Malesherbes l'estimait et le pouvoir le protégeait. Tout fut donc mis en œuvre pour aider les auteurs et les quatre libraires associés. Mais, peu après la publication du premier volume (juillet 1751) il s'éleva un « cri universel » et cela, « malgré les précautions que d'Aguesseau avait prises pour la censure ».

On connaît cette première phase d'une longue bataille qui devait durer neuf ans. L'offensive fut menée par les Jésuites du *Journal de Trévoux* et par le P. Berthier en tête. Attaques de presse, pamphlets, chansons, plusieurs articles passés au crible d'une critique acerbe ou véhémence tels les articles *Ame*, *Ame des bêtes*, *Art*, *Autorité politique*, d'autres raillés et tournés en dérision. Avant même la publication du deuxième volume, l'orage se déchaîna dans toute sa violence. Nous sommes à la fin de 1751 : ce second tome est sur le point de sortir des presses quand éclate l'affaire de l'abbé de Prades.

Rappelons très succinctement les faits. Ce jeune prêtre de Montauban, « garçon de beaucoup d'esprit et d'érudition », nous dit le *Journal* de Barbier, auteur de l'équivoque article *Certitude*, qui doit paraître dans le second volume, soutient, le 18 novembre 1751, sa thèse en Sorbonne pour la licence en théologie. La thèse a reçu l'approbation du syndic et de plusieurs docteurs ; la soutenance est brillante et vivement applaudie. Il est admis avec éloges. Or, quelques semaines plus tard, cette thèse est tenue pour suspecte et attaquée avec véhémence. On y relève dix propositions hérétiques. Le 27 janvier, elle est censurée par la Faculté de théologie, à la majorité de 82 voix contre 54. Le 29 janvier, elle est condamnée par l'archevêque de Paris ; puis c'est le Parlement qui la condamne

(1) Ecrit en 1788.

(2) Si nous en croyons le témoignage de Roederer (*Journal de Paris*, 23 frimaire an VII), Malesherbes aurait grandement contribué à procurer à l'*Encyclopédie* naissante la faveur de d'Aguesseau : « Peu de gens savent aujourd'hui, mais beaucoup ont rendu autrefois ce témoignage à Malesherbes, que ce fut par sa protection que cette entreprise se forma, fut autorisée par le gouvernement et eut même, en commençant, l'appui du Chancelier d'Aguesseau, à qui Malesherbes persuada finement que l'*Encyclopédie* aiderait les Jésuites à écraser les Jansénistes que le Chancelier n'aimait pas. » Malesherbes aurait donc aidé l'*Encyclopédie* avant de devenir directeur de la Librairie.

au feu et deux mandements sont lancés contre l'abbé, l'un par l'évêque d'Auxerre, Mgr Caylus, l'autre, par l'évêque de Montauban. L'opinion se passionne pour cette affaire. On voit jaillir une floraison de pamphlets et d'épigrammes. Jésuites et Jansénistes sont d'accord (une fois n'est pas coutume !) pour englober dans la même réprobation l'abbé de Prades (déchu de ses grades, rayé de la Faculté, décrété de prise de corps et obligé de s'enfuir) et les Encyclopédistes accusés de l'avoir inspiré. Peut-être l'affaire, comme on le chuchote un peu partout, a-t-elle été soulevée à dessein, pour perdre ceux-ci ; quoi qu'il en soit, c'est l'*Encyclopédie* qui va payer cher les propositions hérétiques de l'abbé. Le 7 février, un arrêt du Conseil d'Etat du Roi interdit les deux premiers volumes parus, avec des attendus très sévères. Il y est dit : « *Sa Majesté a reconnu que dans ces deux volumes on a affecté d'insérer plusieurs maximes tendant à détruire l'autorité royale, à établir l'esprit d'indépendance et de révolte et, sous des termes obscurs et équivoques, à élever les fondements de l'erreur, de la corruption des mœurs, de la religion et de l'incrédulité.* » L'arrêt défendait d'imprimer, de vendre, de débiter ou de distribuer des exemplaires sous peine d'une amende de mille livres. La grande entreprise paraissait arrêtée deux ans à peine après ses débuts.

Malesherbes avait prévu l'orage ; les vives réactions suscitées par le premier volume lui avaient montré qu'il était proche. L'*Encyclopédie* comptait parmi ses plus actifs adversaires Jean-François Boyer, évêque de Mirepoix, ancien précepteur du Dauphin, premier aumônier de la Dauphine et, par surcroît, détenteur de la feuille des bénéfices. Ce fut Boyer qui avertit Louis XV des tendances suspectes de l'ouvrage. Il porta ses plaintes au Roi lui-même « avec des larmes dans les yeux », nous dit Malesherbes dans le *Mémoire sur la liberté de la presse*. Voici d'ailleurs comment Malesherbes conte l'histoire :

« Le Chancelier, successeur de M. d'Aguesseau, qui était un magistrat aussi religieux qu'aucun évêque du royaume et que l'évêque de Mirepoix lui-même, jugea cependant qu'il ne fallait pas ruiner quatre familles de libraires, manquer aux engagements pris avec les souscripteurs pour des sommes considérables et priver le public de l'ouvrage que M. d'Aguesseau avait regardé comme le plus utile qui pût paraître, parce qu'il y avait quelques propositions condamnables dans le premier volume ; il pensa qu'il suffisait de prendre des mesures pour qu'il ne s'en trouvât plus dans les tomes suivants.

« On m'ordonna d'en conférer avec M. l'évêque de Mirepoix. Il me dit qu'on avait trompé les censeurs nommés par M. d'Aguesseau en insérant dans les articles de médecine, de physique et d'autres sciences profanes, des erreurs qui ne pouvaient être aperçues par un théologien. Je lui offris de faire censurer tous les articles sans exception par des théologiens qu'il choisirait lui-même. Il accepta ma proposition avec joie et me nomma les abbés Jamponnet, Millet et Cotterel, qui étaient ceux en qui il avait la plus grande confiance... »

Cette décision fut prise peu avant la sortie du second tome ; à

quelle date exacte, nous l'ignorons. Toujours est-il que, revu ou non par ces trois nouveaux censeurs, ce second tome apparut bien vite fourmillant d'articles et de propositions jugés dangereux, à tel point que Malesherbes jugea bon de suspendre la vente et de faire mettre des cartons, c'est-à-dire de remplacer les articles suspects par d'autres. Mais l'affaire de l'abbé de Prades, aggravant le scandale, imposait des décisions sévères et l'arrêt du 7 février intervint bientôt, compromettant toute l'entreprise.

Nous avons quelques raisons de croire que l'arrêt du Conseil aurait très probablement révoqué le privilège de l'ouvrage si Malesherbes n'avait usé de son influence sur son père pour en faire atténuer les termes et peut-être même n'avait réussi à faire agréer sa propre rédaction. Ce qui est le plus certain, c'est que Malesherbes épargna à Diderot et à ses collaborateurs un coup qui aurait été presque une catastrophe : la saisie de tous les manuscrits afférents aux prochains volumes. On connaît le récit de Mme de Vandeul dans ses *Mémoires* :

« M. de Malesherbes prévint mon père qu'il donnerait le lendemain ordre d'enlever ses papiers et ses cartons. — Ce que vous m'annoncez là me chagrine terriblement ; jamais je n'aurai le temps de déménager tous mes manuscrits et, d'ailleurs, il n'est pas facile de trouver en vingt-quatre heures des gens qui veuillent bien s'en charger et chez qui ils soient en sûreté. — Envoyez-les tous chez moi, répondit M. de Malesherbes, on ne viendra pas les y chercher ! En effet, mon père envoya la moitié de son cabinet chez celui qui en ordonnait la visite. »

Nous n'avons aucune raison de douter de la véracité de ce récit qui, au demeurant, est confirmé par d'autres témoignages. Nous savons que le 21 février, exécutant les instructions reçues, Malesherbes, porteur d'une lettre de cachet, fit une visite solennelle chez Le Breton pour saisir tous les manuscrits originaux de l'*Encyclopédie* ; naturellement, il n'y trouva rien, puisque tout était chez lui.

C'est l'avocat Barbier qui relate le fait et il ajoute : « *Le Breton n'avait pas ces manuscrits, même pour le troisième tome. Mais M. Diderot, le principal éditeur, et un des libraires, ont porté et remis tous les manuscrits à M. de Lamoignon de Malesherbes.* » (3)

L'avenir de l'*Encyclopédie* était préservé ; le privilège subsistait, les manuscrits étaient sauvés. Le crédit de d'Alembert, la sympathie de Mme de Pompadour avaient sans doute contribué à empêcher le naufrage, mais c'est avant tout grâce à la vigilance bienveillante de Malesherbes qu'on avait pu éviter le pire. Dès lors, toute la politique du directeur de la Librairie va consister à empêcher les auteurs du Dictionnaire de commettre des imprudences graves qui compromettraient, irrémédiablement cette fois, le destin de l'ouvrage, à faire en sorte que le scandale de 1751-52 ne se renouvelle

(3) *Journal* de Barbier (février 1752), tome III, p. 355.

plus ; tâche extrêmement difficile qui nécessitera des précautions multiples et une surveillance constante. Et, naturellement, Malesherbes sent bien que le problème le plus important et le plus épineux est celui de la censure.

II

LA CENSURE ET SON MYSTERE

Pour le premier et même pour le second tome, les censeurs avaient été manifestement bernés. C'est pourquoi Malesherbes avait décidé, en accord avec son père le Chancelier et l'Evêque de Mirepoix, que tous les articles seraient soumis, à l'avenir, à l'examen de trois censeurs théologiens. Le furent-ils réellement ? Dans son *Mémoire sur la liberté de la presse*, donc bien plus tard, Malesherbes est formel : « Les tomes 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'*Encyclopédie* ont été censurés en entier par ces trois docteurs. Il n'y a pas un seul article dont le manuscrit n'ait été paraphé par un des trois. » Pourtant, dans une lettre adressée à l'un de ces censeurs, il incrimine la désobéissance des imprimeurs : « *Ils se sont contentés de vous envoyer les articles qu'ils ont jugé être de votre ressort. Ils sont d'autant plus répréhensibles que lors de la suppression des deux premiers volumes il leur a été spécialement ordonné de ne rien imprimer, de quelque nature que ce soit, qu'avec le paraphe des censeurs théologiens. C'est pour cette raison qu'au lieu d'un censeur pour cette partie, on en a nommés trois.* » (4) Et plus loin, il ajoute : « *J'ai appris qu'ils se sont soumis à cette règle pour le troisième volume seulement.* » Même affirmation dans une note manuscrite qui est vraisemblablement de 1758 ; en parlant de la règle selon laquelle tous les articles devaient être soumis aux censeurs théologiens, Malesherbes précise (5) : « *Cette convention a été observée pour le troisième tome et tout au plus pour le quatrième. Depuis ce tems-là, les éditeurs et les libraires ont repris l'usage de renvoyer arbitrairement chaque article au censeur à qui ils ont cru qu'il appartenait d'en connoître, et c'est ce qui a donné lieu aux plaintes occasionnées par le septième tome... Ce qui scandalisoit le plus les gens de bien se trouvoit sous des articles dont l'énoncé ne promettoit rien de théologique et, en conséquence, ces articles avoient été renvoyés à des juriconsultes, des médecins, etc.* »

Entre ces déclarations contradictoires de Malesherbes, nous pencherions plutôt pour celles qui sont contemporaines de l'affaire elle-

(4) B.N. Mss. Fonds Français, 22.191, f^o 20.

(5) *Ibid.*, f^o 22.

même, que pour celles qui figurent dans un ouvrage imprimé rédigé de longues années après les événements. Il est infiniment probable qu'en dépit des ordres donnés, les libraires, sans doute à l'instigation de Diderot, ont volontairement négligé de soumettre aux censeurs théologiens tous les articles de l'ouvrage. Et pourtant, Malesherbes avait pris les mesures qu'il croyait les plus efficaces, mais ces mesures n'étaient pas appliquées et il n'en fit la découverte qu'après le scandale causé par le septième tome. C'est ce qui ressort d'une lettre qu'il adresse au comte de Bernis en 1758 à un moment où il sentait l'*Encyclopédie* plus menacée que jamais. (6)

« J'ay beaucoup réfléchi, Monsieur, sur la conversation que j'ay eue dernièrement avec vous au sujet de l'*Encyclopédie* et des auteurs qui y travaillent. Vous sentés mieux que personne qu'il y auroit un grand inconvénient à détruire un ouvrage qui, parmi plusieurs mauvaises choses, en contient d'excellentes, qui en tout fait honneur à la littérature françoise et qui est devenu un objet de commerce assez considérable par le nombre des souscripteurs. Mais en même tems, vous convenés qu'il est nécessaire de le faire examiner avec soin, de contenir les auteurs si cela se peut et de faire en sorte qu'il n'y ait rien dans les derniers volumes de capable de scandaliser le public comme ont fait les premiers. J'ai pris sur cela les mesures que j'ay cru les plus efficaces ; on a même redoublé de précautions à chaque volume et jusqu'à présent elles ont été inutiles. »

Malesherbes indique ensuite qu'il vient de nommer trois censeurs, « *théologiens estimés dans leur faculté* », qui reverront tous les articles, « *même ceux qui paroissent avoir le moins de rapport avec la théologie ; l'un d'eux est chargé de vérifier sur un exemplaire de chaque volume si toutes les pages ont été vues ou paraphées par lui ou par un de ses confrères* ». (Cette dernière précaution paraît nouvelle ; mais quand Malesherbes annonce à Bernis qu'il vient de nommer trois censeurs théologiens, avec mission de revoir tous les articles, nous éprouvons quelque surprise, car nous supposons cette mesure arrêtée en 1752, et en vigueur depuis lors... (7)

Quelque vigilants qu'ils soient, les censeurs ne sont pas infailibles. « *Je puis vous assurer*, ajoute Malesherbes, *qu'il n'y a aucun censeur, quelque éclairé et quelque attentif qu'il soit, qui puisse répondre de n'être pas trompé dans l'examen d'un ouvrage de longue haleine lorsqu'un auteur adroit aura le projet de l'induire en erreur, surtout dans les matières délicates comme la métaphysique, la morale et l'histoire de la philosophie...* » Il n'y a, tout compte fait, qu'un seul

(6) *Ibid.*, f^o 6 et suiv. Protégé de Mme de Pompadour, Bernis était conseiller d'Etat depuis 1755 ; il venait de conduire de délicates négociations avec l'Autriche (premier et deuxième traité de Versailles) ; il était alors au comble de la faveur.

(7) Dans la lettre à un censeur, citée plus haut, et sans doute adressée à Millet, Malesherbes fait allusion au troisième censeur remplaçant M. de la Haye, « qui n'a plus le temps de vaquer à ces travaux ». Il s'agit probablement de Cotterel puisqu'il ne peut être question de Tamponnet, expressément cité à la ligne précédente. Mais alors, il faudrait supposer que de la Haye, sur lequel nous n'avons pas de renseignements, a exercé pendant quelque temps les fonctions de censeur théologien. C'est encore un point obscur.

moyen de couper court aux abus dont on se plaint, c'est de déclarer aux auteurs qu'à l'avenir on les rendra personnellement responsables de leurs fautes. Et Malesherbes fait part à Bernis, sur le ton de la confiance, et de ses scrupules et de la douleur qu'il éprouve d'être contraint de prendre contre les écrivains qu'il aime des mesures qui lui répugnent : *« Cecy posé, Monsieur, voyez quelle est ma situation : je peux imposer des gênes aux gens de lettres, contraindre leur génie, me plaindre des fautes qu'ils commettent et je n'ay aucune grâce à leur procurer, je peux leur nuire et je ne peux jamais leur être utile. »* (8)

A cette époque (mais il est un peu tard), Malesherbes se décide à resserrer une surveillance dont il s'aperçoit, sans doute, qu'elle a été très relâchée pendant les années précédentes. (9) Nous apprenons qu'il a chargé le censeur Millet de faire part de son mécontentement à Le Breton. Malesherbes avait donné au libraire rendez-vous chez lui à neuf heures du matin le 24 décembre 1757 ; or, Le Breton n'est pas venu au rendez-vous. *« Il peut s'estimer bienheureux, écrit Malesherbes, qu'on ne fasse pas saisir leur édition et qu'on ne leur défende pas de la continuer ! J'ai pris avec M. Millet des mesures pour empêcher qu'on ne retombe dans la même faute. M. Le Breton en sera instruit par M. Millet et, à cet effet, il faut qu'il aille le trouver de ma part. »* (10)

Malesherbes avait effectivement convoqué Le Breton pour vérifier si les épreuves du septième volume (qui venait de paraître) avaient bien été paraphées. C'est ce que nous apprend la lettre d'excuses écrite le jour même par le libraire, venu au rendez-vous, mais un peu tard, après le départ de Malesherbes. Il s'était muni du septième volume et des dernières épreuves paraphées. Il affirme que dans les cinq derniers tomes, il n'y a aucune feuille qui n'ait été paraphée d'un des censeurs que Malesherbes a désignés. *« Si vous trouvez, Monsieur, une seule feuille sans être paraphée, alors, Monsieur, j'aurai mérité votre animadversion, et comme ayant manqué à vos ordres et comme vous ayant voulu imposer. On a eu tort de vous*

(8) La suite de cette lettre, si intéressante, est consacrée à des jugements sur d'Alembert et Diderot. Malesherbes fait un éloge sans réserve du premier, qui, dit-il, n'a jamais eu d'aventures fâcheuses. Il a été très honoré et « la reconnaissance autant que le devoir l'obligent à ne rien faire paraître qui déplaît au Gouvernement. »

Sur Diderot, Malesherbes s'exprime avec sympathie et indulgence : « Pour M. Diderot, il a fait des fautes et il en a été sévèrement puni : mais ces fautes sont-elles irréparables ? Les disgrâces qu'il a déjà éprouvées et celles qu'il éprouve encore, puisque l'entrée des Académies lui est interdite, pour le moment présent, ne sont-elles pas suffisantes ? » Bernis répondra à Malesherbes par un billet approbateur, dans lequel nous lisons notamment : « Il est sûr que les grâces bien distribuées sont un puissant moyen d'encouragement, comme les punitions sont un frein dont il faut savoir user. »

(9) En ce qui concerne la politique, Malesherbes préconise des mesures plus rigoureuses encore que pour les articles de théologie : les trois censeurs seront responsables de tout ce qui concerne l'autorité du roi, « matière trop importante pour que chaque censeur ne soit pas tenu de dénoncer les propositions répréhensibles à cet égard qui lui seraient présentées. »

(10) 22.191, f° 24.

donner le moindre soupçon sur ma conduite, intacte en tout, j'ose le dire... » (11)

Que penser de tout cela ? Si réellement toutes les pages de tous les volumes, à partir du troisième, ont été paraphées par les trois censeurs théologiens, ces censeurs ont été ou stupides, ou négligents ou complices. Stupides, car on ne comprendrait pas qu'ils aient pu sans aveuglement laisser passer tant d'articles où l'esprit irréligieux ou l'incrédulité se dissimulent à peine, où le principe d'autorité est raillé, où l'esprit critique se donne libre carrière. Mais les avaient-ils lus ? N'avaient-ils point péché plutôt par négligence, une négligence bien compréhensible quand on a devant soi une multitude d'articles dont les plus dangereux étaient précisément très souvent ceux dont le titre n'annonçait rien qui touchât à des questions délicates et controversées. (12) Mais peut-être, malgré les serments de Le Breton, malgré la version donnée plus tard par Malesherbes dans son *Mémoire*, les censeurs n'eurent-ils pas sous les yeux tous les articles, ou ne les virent-ils pas tous dans leur état définitif ? Car enfin, leur soumettait-on les manuscrits ou les épreuves imprimées ? Ce point demeure obscur. Or, il est évident que si on leur donnait à censurer les textes sur les feuillets manuscrits et non sur les épreuves, il était extrêmement facile de soustraire des articles à leur examen, ou de modifier a posteriori le contenu de certains autres ; pour qu'ils fussent sûrs de n'être pas trompés, il fallait même qu'ils eussent sous les yeux les dernières épreuves de l'ouvrage excluant toute possibilité de remaniement.

Nous inclinons donc à penser que les censeurs (nous entendons les super-censeurs) ont été parfois négligents et victimes d'une lecture rapide ou incomplète, mais que la plupart du temps ils furent dupés par les libraires et les auteurs. Car la dernière hypothèse que nous avons hasardée, celle de leur complicité, ne résiste pas à l'examen.

Nommés par le Chancelier, les censeurs étaient responsables de leur conduite devant lui, et devant lui seulement, comme Malesherbes le précise avec force dans son second *Mémoire sur la Librairie*. (13) Dans le cas qui nous occupe, les censeurs théologiens savaient que la mission dont ils étaient chargés était assez grave pour n'admettre aucune négligence volontaire, aucune duplicité. De fait, les rapports

(11) *Ibid.*, f° 25.

(12) C'est précisément cette négligence que leur reproche l'Archevêque de Paris dans une lettre à Malesherbes du 2 mars 1756, où il se plaint qu'à l'article *Encyclopédie* on ait parlé « d'une manière très indécente de la Sorbonne, en assurant qu'elle ne pouvait fournir à l'*Encyclopédie* que de la théologie, de l'histoire sacrée et des superstitions ». L'Archevêque ajoute : « C'est attaquer la religion même que de regarder la science de la religion comme une source de superstitions. Il est bien fâcheux que les censeurs n'aient pas aperçu une pareille faute et j'espère que vous voudrez bien donner les ordres nécessaires pour qu'elle soit corrigée ou du moins réparée. » (B.N. Nouv. Acq. 3345, f° 175).

(13) Les censeurs « ne doivent être responsables de leur conduite qu'à M. le Chancelier, de qui ils doivent leur mission. Cela est conforme au droit commun. Dans tout gouvernement dont l'autorité est respectée, ceux qui ont été dépositaires de la confiance d'un ministre ne doivent rendre compte qu'à lui de l'usage qu'ils en ont fait... » Malesherbes estime qu'il serait dangereux de rendre les censeurs responsables devant le Parlement. Ces *Mémoires sur la librairie* ont été écrits en 1758 et 1759 (cf. plus loin, chapitre VII).

qui ont été conservés (et relatifs à d'autres ouvrages que l'*Encyclopédie*) ne les font pas apparaître comme des personnages suspects de tendances libérales.

Cotterel, curé de Saint-Laurent, conclut, par exemple en 1752, contre l'impression en France d'un mandement de l'archevêque de Vienne (Autriche) qui dénonce les formes superstitieuses de la piété. Il s'exprime en ces termes :

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous envoyer le mandement de M. l'archevêque de Vienne en Autriche que vous m'avez adressé pour vous en faire mon rapport. Je ne crois pas que l'impression en puisse être utile. Cette pièce pourrait avoir son utilité dans un pays où les maux dont l'auteur se plaint seraient portés à son comble, où le culte des images, la prédication, la confiance aux indulgences, la dévotion à des pratiques de religion, louables et utiles, seraient portés au-delà de leurs justes bornes et jusqu'à la superstition et l'extravagance. Si l'on pêche à Vienne par ces excès, on pêche ici par un excès tout opposé. C'est, Monsieur, ce qui me fait croire que ce mandement, qui peut avoir procuré un bon effet en Autriche, ne peut qu'en procurer un mauvais ici » (20 juillet 1752). (15)

Le même abbé Cotterel, chargé d'examiner un *Traité sur l'état des morts et des ressuscitants*, conclut, à la date du 14 août 1755 (15) :

« Cet ouvrage n'est pas susceptible de correction, il faudrait le refaire entièrement : 1° Toute la préface est calviniste ; 2° On y parle contre les peines de l'enfer. On y traite de novateurs ceux qui prétendent que l'âme verra Dieu immédiatement après cette vie. On y parle du purgatoire comme d'une chimère ; on établit deux systèmes qui y dominent et qui sont également hérétiques, celui des millénaires et celui d'Origène par rapport à l'éternité des peines de l'enfer ; 3° On y enseigne que le corps de Jésus-Christ dans le ciel n'est pas un composé d'os et de chair et que nous ne ressusciterons pas dans le même corps... »

C'est encore au refus d'imprimer que concluait le même Cotterel le 6 avril 1753, après un rapport sévère sur un ouvrage intitulé *La Doctrine de l'Écriture Sainte et des Pères de l'Eglise sur les guérisons miraculeuses contre les hérétiques*. Le censeur accusait l'auteur d'être hérétique lui-même en se proposant de prouver que toutes les guérisons opérées par la parole ou l'imposition des mains ou obtenues par la prière viennent de Dieu ; il lui reprochait de « n'employer pour combattre soi-disant les calvinistes et les déistes d'autres armes que des principes qui sont contestés par les catholiques. » (16)

Si Cotterel ne peut être suspect de duplicité, rien ne nous autorise non plus à jeter la suspicion sur Tamponnet, dont subsistent de nombreux rapports, à vrai dire très brefs et rarement motivés, sur les livres de religion et de théologie qu'il était chargé d'examiner. On sait qu'il a joué un rôle important dans l'affaire de l'abbé de

(14) B.N. Fonds Français, 22.137, pièce 55.

(15) *Ibid.*, 58.

(16) N. Acq., 3345, f° 31.

Prades, et que c'est sous son nom que Voltaire a publié les *Questions de Zapata* et les *Lettres d'Amabed*. A deux reprises, dans une note de l'épître CIX (*Au Roi de Danemark sur la liberté de la presse accordée dans tous ses Etats*), et dans le *Dictionnaire philosophique* (article *Livre*, section II) Voltaire le tourne en ridicule en rappelant que ce théologien-inquisiteur « *se faisait fort de trouver une foule d'hérésies dans le Pater Noster* ». Non ! quand Boyer et Malesherbes avaient désigné Tamponnet, ce n'est pas à un complice éventuel des Encyclopédistes qu'ils avaient fait appel ! (17)

Reste Millet. Voltaire, qui ne l'épargne pas plus que Tamponnet, stigmatise, dans le *Tombeau de la Sorbonne*, son rôle à propos de l'affaire de l'abbé de Prades : « *Il [l'évêque de Mirepoix] est continuellement entouré de délateurs. Un prêtre de cette espèce nommé Millet, connu pour tel dans Paris, homme qui réunit la duplicité et l'infamie de l'espionnage sous les apparences de la douceur et de la dévotion, fut l'organe dont on se servit pour persuader à l'ancien évêque de Mirepoix que l'Encyclopédie était un livre contre la religion chrétienne...* » Et plus loin, parlant des manœuvres imaginées pour faire condamner la thèse de Prades, Voltaire écrit :

« Le Docteur Tamponnet fit la préface de la censure et, comme elle était en latin, il y fit quelques solécismes ; il eut d'ailleurs la prudence d'appeler ouvrage de ténèbres la thèse qui avait été soutenue en pleine Sorbonne en présence de près de mille personnes. Une chose embarrassa Tamponnet et ses confrères : ce fut de se disculper d'avoir approuvé auparavant, avec unanimité, une thèse qu'il fallait condamner. Pour cet effet, Millet imagina de dire que la thèse avait été imprimée en trop petits caractères et que les docteurs n'avaient pu la lire. Cette belle évasion fut applaudie... »

Cet abbé Millet avait été le condisciple de Voltaire au Collège Louis-le-Grand. Désigné un jour pour examiner un ouvrage dirigé contre le poème de Voltaire sur la religion naturelle, il se sent très gêné, car il redoute de s'attirer les foudres de son ancien camarade. Il écrit à Malesherbes, le 15 juillet 1756 : « *Monsieur, j'ai lu le manuscrit intitulé Réflexions littéraires et philosophiques sur le Poème de la Religion Naturelle ; cet ouvrage m'a paru bien fait, relevant avec modération les défauts du poème dans ce qui concerne la poésie et vengeant en même temps la religion révélée des coups que l'auteur lui porte. C'est ce qui me fait croire qu'une permission tacite d'imprimer convient à ce manuscrit...* » (18)

Visiblement, Millet ne tient pas à se compromettre ; c'est ce qui ressort plus clairement encore de la lettre suivante, écrite le lendemain 16 juillet, et par laquelle le censeur cherche à empêcher que le Chancelier n'accorde au libelle anti-voltairien un privilège :

(17) Dans une lettre à Malesherbes, du 28 juin 1756, à propos d'un ouvrage de théologie approuvé par Tamponnet, l'abbé Trublet parle de celui-ci avec respect : « ...un docteur de Sorbonne, tel que M. Tamponnet, et aussi considéré dans son corps » (N. Acq. 3531. fo 63).

(18) Fonds Français, 22.138, pièce 143.

« J'espérais que vous n'accorderiez qu'une permission tacite pour les réflexions sur le *Poème de la Religion Naturelle* ; je ne crois cet ouvrage susceptible que de cette grâce, et l'auteur n'en demande pas davantage.

« Avec un privilège, il faut, Monsieur, que mon approbation paraisse : *camarade d'école de M. de Voltaire*, si souvent nommé et critiqué dans ce petit ouvrage, je n'y mettrais mon nom qu'avec toute la répugnance possible et je ne manquerais pas d'être en but (*sic*) à tous ses partisans et à lui-même si mon approbation paraît. Ces raisons me font espérer que vous voudrez bien qu'il n'y ait qu'une permission tacite. Si vous vouliez que j'eusse l'honneur d'aller vous parler à ce sujet, je serai à vos ordres au moment que vous m'indiquerez. Je suis avec un profond respect, Monsieur... » (19)

On devine par une telle lettre l'affolement du pauvre Millet, qui tremble de devenir une cible aux flèches empoisonnées de Voltaire.

A la lumière de ceux de ses rapports qui nous sont parvenus, Millet nous apparaît comme un homme désireux de ne pas trop s'exposer et enclin à ménager les deux partis.⁽²⁰⁾ Ainsi, dans une lettre du 6 septembre 1758, il se déclarera favorable à un ouvrage intitulé *Lettres sur le déisme*, écrit par un professeur de Lausanne, livre certes hostile au déisme, mais renfermant « quelques traits contre les dogmes catholiques ». Un autre ouvrage dont Malesherbes lui a confié l'examen est un manuscrit intitulé : *Le Déisme comparé avec le Christianisme*. Millet juge qu'il est bon de se montrer prudent ; en effet, dit-il, « *ce sont des lettres en vers adressées à M. de Voltaire, à qui l'auteur donne des louanges auxquelles mon état et mon caractère ne me permettent pas de souscrire* ». Alors, refusera-t-il l'autorisation d'imprimer ? Non point, car il s'exposerait encore aux foudres de son redoutable ancien condisciple. Il s'esquive et prie Malesherbes de désigner pour cet ouvrage « un censeur des belles-lettres. » (21)

Des trois censeurs théologiens, Millet apparaît comme le seul qui puisse être suspecté, non point de trahison, mais de faiblesse. Et tout bien pesé, nous ne croyons pas qu'ils aient été de mauvaise foi lorsque, en présence des reproches qui leur étaient faits de toutes parts, ils s'avouaient confus et se déclaraient incapables de répondre. « *Ils finissent par avouer, écrit Malesherbes, qu'ils ne comprenaient pas eux-mêmes comment ils avaient pu approuver les articles qu'on leur citait et qu'ils en avaient jugé autrement sur les manuscrits que sur l'imprimé. Pour l'évêque de Mirepoix, il ne dit plus rien quand il vit que ses bons amis étaient compromis, et lorsque je lui en parlai, il me dit avec douleur que c'étaient de vertueux ecclésiastiques qui n'avaient sûrement pas eu de mauvaises intentions.* » (22)

(19) *Ibid.*, 144.

(20) Notons cependant qu'il avait la confiance de l'archevêque de Paris auquel il rendait compte des manuscrits touchant la religion, qu'il était chargé d'examiner (Cf. lettre de l'archevêque de Paris à Malesherbes, 2 mars 1756, N. Acq. 3345, f° 175).

(21) *Ibid.*, 141.

(22) *Mémoire sur la liberté de la presse.*

Quant à Malesherbes, il est certain qu'à la fin de 1757, après le scandale du septième tome, il regretta de n'avoir pas exercé sur les libraires et même sur les censeurs une surveillance plus stricte. Il prit alors des mesures sévères, mais trop tardives. Toujours est-il qu'à cette époque, les auteurs de l'*Encyclopédie* ne se font plus d'illusions, car ils savent que Malesherbes est soumis à de fortes pressions et hors d'état d'y résister. D'Alembert, qui incline depuis quelques mois au découragement, s'en plaint à Voltaire dans une lettre du 28 juin 1758 : « *Nous n'avons plus de censeurs raisonnables à espérer, tels que nous en avons jusqu'à présent, M. de Malesherbes a reçu là-dessus les ordres les plus précis et en a donné de pareils aux censeurs qu'il a nommés.* » Et il formule sur le directeur de la Librairie ce jugement que les circonstances expliquent sans doute, mais qui n'est pas entièrement équitable : « *Si vous connaissiez d'ailleurs M. de Malesherbes, si vous saviez combien il a peu de nerf et de consistance, vous seriez convaincu que nous ne pouvons compter sur rien avec lui, même après les promesses les plus positives.* » (23)

Dans la tourmente qui allait s'abattre sur l'*Encyclopédie*, c'est pourtant encore vers lui que les philosophes et les libraires se tourneront.

III

L'ARTICLE « CONSTITUTION UNIGENITUS » ET LE VETO DE MALESHERBES

C'est un épisode bien curieux que celui de la suppression de l'article *Constitution Unigenitus* : il nous montre Malesherbes faisant acte d'autorité contre l'avis des censeurs et imposant, sur une question très délicate, une décision susceptible d'éviter aux auteurs de l'*Encyclopédie* de sérieux ennuis, mais qui pourrait s'expliquer aussi par des raisons plus secrètes.

Cet article, rédigé par l'abbé Mallet, devait paraître dans le quatrième tome. Malesherbes, mis au courant par un des censeurs théologiens, écrit aussitôt à Diderot, le 11 juillet 1754 (24) :

(23) La correspondance de d'Alembert, à cette époque, trahit à l'égard de Malesherbes un profond désenchantement. « Les brochures, les libelles, tout cela n'est rien ; mais croiriez-vous que tel de ces libelles a été imprimé par des ordres supérieurs dont M. de Malesherbes n'a pu empêcher l'exécution ? » (28 janvier 1758). « Il est très certain que l'on a forcé M. de Malesherbes à laisser imprimer les *Cacouacs*. » (8 février). — Et Voltaire répond en s'indignant que tous ceux qui ont part à l'*Encyclopédie* et qui sont attaqués « ne mettent pas la main à l'épée pour la défendre, ne composent pas un bataillon carré. » (Lausanne, 13 février). — Il s'étonne du peu de combativité de Malesherbes : « M. de Malesherbes n'a-t-il pas été attaqué comme vous et vos confrères, dans ce discours de harengère, appelé sermon, prononcé par Garasse Chapelain, qui prêche comme Chapelain faisait des vers ? »

(24) Nouv. Acq. 3345, f^o 150 (minute autographe).

« Je viens d'être averti, Monsieur, par un des censeurs qui revoit l'*Encyclopédie*, qu'on a inséré dans le quatrième volume une dissertation très longue sur la *Constitution Unigenitus* [...]. Puisque cet article a été soumis à l'examen d'un des théologiens nommés par M. le Chancelier, je suis persuadé qu'il ne contient rien de contraire aux loix de l'Eglise et de l'Etat. Cependant, il seroit imprudent et peu convenable de placer dans l'*Encyclopédie* un traité complet sur un matière si importante et si délicate. D'ailleurs, il est expressément défendu dans le royaume de rien écrire, imprimer et faire imprimer sur ce sujet, et l'intention de M. le Chancelier est de tenir la main à l'exécution de ce règlement.

« Aussi, je vous prie de retrancher entièrement de votre quatrième volume l'article *Constitution Unigenitus*, et comme vous pourriés me représenter qu'il est impossible de passer sous silence ce fameux débat dans un Dictionnaire universel, je préviendrai votre objection en vous permettant de dire en deux mots que la *Constitution Unigenitus* est une bulle qui condamne 101 propositions du livre du P. Quesnel, et de parler aussi succinctement et en très peu de lignes de trois ou quatre faits principaux comme l'acceptation des évêques, de l'enregistrement du Parlement, et surtout d'en écarter toutes les réflexions, et quand l'article sera ainsi rédigé, vous voudrés bien me le communiquer avant de l'envoyer à l'impression ».

Cet article succinct, dépourvu de tout commentaire tendancieux, et qui devait se réduire à un sec résumé des faits, d'une vingtaine ou d'une trentaine de lignes au maximum, nous ne le possédons pas et nous ignorons s'il a été effectivement rédigé, conformément aux ordres de Malesherbes ; mais nous avons, par contre, le texte de l'article complet, tel qu'il devait figurer dans le quatrième volume ; il occupe neuf folios manuscrits⁽²⁵⁾ et c'est un document précieux, car Malesherbes en a, de sa main, biffé un certain nombre de passages et corrigé — en surcharge ou en marge — certains autres. Nous nous bornons à donner ci-après quelques exemples des suppressions ou corrections faites par Malesherbes :

F° 165 (recto) Malesherbes biffe le paragraphe suivant : « Comme il y avait longtemps déjà que ce livre [celui du P. Quesnel] était entre les mains de tout le monde, et que, d'ailleurs, il était muni d'approbations respectables, telles que celles de M. le Cardinal de Noailles, de M. l'évêque de Châlons, son frère, et d'un grand nombre d'autres docteurs de Sorbonne, il avait beaucoup de partisans. »

Ibidem (au bas de la page). Texte de l'article : « Louis XIV, après avoir demandé au Pape un jugement sur ce livre, ne voulut pas laisser son ouvrage imparfait ; en conséquence, il convoqua au mois d'octobre 1713 une assemblée extraordinaire du clergé pour accepter cette bulle et, afin que cette affaire fut terminée promptement, il se contenta d'assembler les prélats qui étaient alors à la suite de la Cour, pour veiller aux affaires particulières de leurs diocèses. » — Texte substitué par Malesherbes : « Louis XIV avait reçu la bulle des mains du cardinal Bentivoglio, archevêque de Carthage, et alors

(25) Ibid, f° 165 à 174 (copie manuscrite).

nonce du Pape en France, et, afin qu'elle fût acceptée plus promptement, il convoqua, au mois d'octobre 1713, une assemblée extraordinaire composée de cardinaux, archevêques, évêques, que la nécessité de veiller aux affaires particulières de leurs diocèses avait attirés à la suite de la Cour. »

F° 165 verso. Texte de l'article : *« Quelques jours après les évêques de Senez et de Saint-Malo se joignirent... »*

Texte de Malesherbes : *« Quelques jours après deux autres évêques... »*

F° 166 recto. Au sujet de la présentation de la Bulle à la Faculté de théologie, Malesherbes supprime cinq lignes et demie de développement et autorise seulement la mention de l'enregistrement de la Bulle par ordre du Roi.

F° 166 verso. Malesherbes supprime le second paragraphe et la plus grande partie du troisième contenant des détails sur les tracassations des années 1714 et 1715.

F° 167 verso. Malesherbes biffe un paragraphe sur la plainte des curés de Paris, le 11 décembre 1717, et sur la lettre circulaire du Cardinal de Bissy aux évêques.

F° 168 verso. A propos de la conférence d'évêques réunie par le Régent au Palais-Royal, Malesherbes supprime tout le détail de la conférence et il le remplace par ces mots : *« Et le résultat de ces conférences fut de donner des explications... »* (le texte reprend avec ce dernier mot).

F° 169 verso et 170 recto. Malesherbes supprime la valeur d'une page entière concernant le contenu des 4^e et 5^e articles de la déclaration royale du 4 août 1720. Il remplace ce développement par un bref résumé : *« Les 4^e et 5^e articles concernent la juridiction ecclésiastique et la signature du formulaire. On renouvelle aussi dans le 5^e article les défenses déjà portées de se provoquer par aucun nom de parti. »*

F° 171 recto. Texte de l'article : *« Pendant le cours des années 1721, 22, 23 et 24, on vit paraître, comme à l'ordinaire, une infinité d'écrits de part et d'autre ; le 29 mai 1724, le pape Benoît XIII fut élu. Mgr le Cardinal de Noailles, qui avait toujours été en liaison avec lui et qui n'avait jamais perdu de vue le dessein de faire un accommodement avec la Cour de Rome, envoya au Pape douze articles dont il demandait la confirmation à Sa Sainteté, moyennant quoi il promettait de se soumettre et d'accepter la Constitution dans la forme qu'on exigeait de lui. Cette négociation, qui commença presque aussitôt après l'exaltation de Benoît XIII, dura jusqu'à la fin de l'année 1726 qu'elle échoua. »*

Texte substitué par Malesherbes : *« Pendant le cours des années suivantes, on vit paraître, comme à l'ordinaire, une infinité d'écrits de part et d'autre ; il y eut aussi beaucoup de négociations, surtout*

après l'exaltation de Benoît XIII, avec qui M. le Cardinal de Noailles avait toujours été en liaison. Il proposa au Saint Père douze articles d'explication dont il demandait la confirmation à Sa Sainteté. Cette négociation n'eut pas de succès. »

F° 171 verso et 172 recto. A propos de la déclaration du Roi du 24 mars 1730 (déclaration par laquelle le Roi explique à nouveau ses intentions sur l'exécution de la Bulle *Unigenitus*), Malesherbes biffe tout ce qui a trait aux deux premiers articles, soit près d'une page et demie, et la résume en quatre lignes.

F° 172 verso et 173 recto. Malesherbes biffe tout ce qui a trait au 5° et au 6° article de la déclaration royale, soit deux pages, et y substitue en marge douze à treize lignes.

F° 173 verso. Malesherbes supprime encore sept lignes exposant les raisons pour lesquelles l'auteur de l'article s'est si longuement étendu sur la déclaration de 1730 et, naturellement, il biffe les trois lignes finales de l'article, d'un caractère jugé tendancieux : « *Affaire qui, malheureusement, n'est point encore terminée et dont les bons catholiques et les bons Français attendent la fin avec une extrême impatience.* »

On voit, par ces corrections et ces suppressions, l'importance que Malesherbes attachait à la rédaction de l'article, puisqu'il s'est donné la peine d'en faire une révision scrupuleuse qui avait pour but de transformer la longue dissertation de l'abbé Mallet en un exposé succinct des principaux faits dans leur sécheresse historique. Malesherbes, dont le premier mouvement avait été (nous l'avons vu par sa lettre à Diderot du 11 juillet) de ne tolérer qu'un article de quelques lignes, consentit sans doute à voir insérer un article plus long, encore que beaucoup moins étendu que celui qu'on avait préparé, et il est probable qu'il envisagea ce compromis à la suite d'une entrevue qu'il dût avoir avec l'auteur de l'article ou même avec Diderot, dans les jours qui suivirent immédiatement le 11 juillet.

Or, l'article ne parut pas, car Malesherbes avait changé d'avis le 20 juillet, ainsi qu'en témoigne une lettre que lui adresse, à cette date, son cousin Chrétien-Guillaume de Lamoignon, marquis de Basville, président à mortier.⁽²⁶⁾ Dans cette lettre, le président de Lamoignon déclarait à Malesherbes que l'évêque de Mirepoix lui avait montré l'article rédigé par l'abbé Mallet, que cet article lui paraissait bon, conforme à la pensée du gouvernement et orthodoxe, mais qu'il avait appris que Malesherbes voulait le supprimer et qu'il tenait à l'avertir que cette suppression pourrait l'exposer à « *un grand nombre de reproches* ». Il ajoutait : « *On dira qu'on a tout permis de dire dans l'Encyclopédie, excepté ce qui peut être conforme aux véritables principes sur la religion et sur l'Eglise.* »

(26) Nous supposons du moins qu'il s'agit de lui, car la lettre n'est pas signée, mais elle est adressée à « mon cher cousin ». Malesherbes lui répond également : « Mon cher cousin ». Ce Lamoignon, née en 1712, devait mourir en 1759 ; c'était un magistrat assez effacé et de santé fragile.

Le surlendemain, 22 juillet, Malesherbes répond à son cousin. Lettre de trois grandes pages d'un intérêt considérable⁽²⁷⁾, dans laquelle le directeur de la Librairie prend note des observations de son cousin sur l'effet que peut produire dans le public la suppression de l'article *Constitution Unigenitus* et explique ensuite les raisons de la décision qu'il vient de prendre : cette suppression était nécessaire en raison de « la chaleur actuelle des esprits » et l'article aurait pu « donner lieu à quelque condamnation qui ne devrait jamais tomber sur un livre revêtu du privilège ». Et voici la suite :

« Vous me dites qu'on a permis de très mauvaises choses dans l'*Encyclopédie* pendant qu'on défend les bonnes. Je vous répondrai que les mauvaises choses qui ont passé par la faute des censeurs dans le premier volume et dans le second ont été si peu permises qu'elles ont donné lieu à la suppression de cet ouvrage et on n'a permis de la continuer qu'en faisant revoir la totalité par des censeurs théologiens ; on est bien sûr qu'avec eux il ne passera rien de contraire à la foi ni aux bonnes mœurs⁽²⁸⁾ : mais je ne peux pas être content de leur conduite dans cette occasion où ils auraient bien dû me consulter sur un article aussi délicat que la *Constitution Unigenitus*. » Malesherbes note ici que s'il avait été averti à temps, on aurait pu supprimer l'article en manuscrit au lieu de le supprimer une fois imprimé, car « la suppression de l'article imprimé fera une histoire dans Paris » ; puis, il s'empporte contre les censeurs qui vont prendre les ordres de l'évêque de Mirepoix et non les siens : « Ils ont été consulter M. l'évêque de Mirepoix, de qui ils n'ont point d'ordre à prendre dans cette matière. Je ne leur ferai cependant point de reproches à cet égard parce que vous savez que je n'aime pas le bruit ; mais, de vous à moi, je ne trouve pas moins ridicule que mes six ou sept censeurs aillent journellement rendre compte de leur conduite et de l'exécution des ordres que je leur donne de la part de M. le Chancelier. »

Écoutons maintenant la fin de la lettre.

« Pour en revenir à l'affaire présente, d'après mes principes que je viens de vous exposer, j'ai fait retrancher l'article *Constitution Unigenitus* dès que j'ai su qu'il existait⁽²⁹⁾, et cela avant de lire cet article, uniquement parce que je n'ai pas cru convenable que la matière fût agitée dans l'*Encyclopédie*. J'écrivis alors à mon père, dont la réponse fut conforme à ma façon de penser. Je lui en ai parlé hier et il m'a dit nettement qu'il ne voulait absolument pas que le mot de *Constitution Unigenitus* se trouvât dans l'*Encyclopédie*. Ainsi, si je voulais me tirer d'affaire, ce serait bien aisé, mais je ne rougirai jamais de ma façon de penser et, sans compromettre mon père, je conviens que j'ai fait supprimer l'article et je soutiens que je n'ai pas pu m'en dispenser ».

(27) Nouv. Acq. 3-345, f° 154. Cette lettre, non autographe, est datée de Clichy ; Malesherbes l'a écrite dans la propriété de son beau-père Grimod de la Reynière, où il séjournait parfois.

(28) Malesherbes est-il sincère quand il écrit ces mots ? c'est fort probable, car à cette date, avant la publication du 4^e volume, il pouvait encore avoir confiance en l'efficacité de la surveillance exercée par les trois censeurs théologiens qu'il avait mis en place en 1752.

(29) Cela n'est pas tout à fait exact, puisque dans sa lettre du 11 juillet à Diderot, Malesherbes consentait à autoriser un article très court, qui fût un sec résumé et demandait qu'on lui en soumit le texte avant de le donner à l'impression.

A l'aide des textes ci-dessus, nous pouvons essayer de reconstituer les faits tels qu'il est vraisemblable qu'ils se soient passés :

Apprenant qu'un article sur la *Constitution Unigenitus* est sur le point de paraître, approuvé par les censeurs et sans doute avec l'accord officieux de l'évêque de Mirepoix (dont les censeurs vont sans cesse prendre les instructions), Malesherbes écrit à Diderot, donne l'ordre de présenter la question en quelques lignes, puis, après réflexion, se fait communiquer l'article, le fait copier et se décide à effectuer le travail lui-même, estimant que l'affaire est trop complexe pour pouvoir être résumée aussi succinctement, comme il l'avait d'abord pensé ; il opère lui-même les suppressions et les modifications sur le texte de l'article qui lui est soumis. Puis, pris de scrupules, il va consulter son père et, comme le Chancelier Lamoignon opine fermement pour la suppression totale de l'article, Malesherbes, désireux de se mettre à couvert, prie son père de lui écrire une lettre qu'il montrera aux intéressés, ainsi qu'en témoigne cette mention écrite de sa main en haut de la copie qu'il avait fait faire de l'article révisé par lui : « *Parler aux auteurs de l'Encyclopédie de la lettre de mon père.* » (30)

Cette lettre n'a pas été conservée dans le dossier de l'affaire ; peut-être, après tout, n'a-t-elle pas été provoquée par Malesherbes, ce qui importe assez peu au demeurant ; mais une chose est certaine : Malesherbes, quoi qu'il dise à son cousin, avait bien lu l'article, s'était donné la peine de le corriger avec la pensée qu'il pouvait, ainsi refondu, être inséré ; il avait fait transcrire cette version corrigée, et c'est évidemment sur l'avis formellement exprimé du Chancelier qu'il prit la résolution de supprimer l'article. Ce refus du Chancelier devait d'ailleurs correspondre dans l'esprit de celui-ci à un principe bien arrêté : nous lisons, en effet, dans la réponse de Malesherbes à son cousin, cette phrase bien significative : « *La première instruction que mon père m'a donnée en me chargeant de la librairie est qu'il ne voulait pas accorder de permission à aucun ouvrage de quelque espèce qu'il fût, sur les matières présentes.* » Et ce n'est point la seule fois dans le cours de son administration que Malesherbes modifie sa conduite sur l'avis de son père avec lequel il se tient — on ne l'a pas assez fait remarquer — en contact presque quotidien (ce qui ne signifie évidemment pas qu'il soit toujours d'accord avec lui). (31)

Resterait à savoir la raison véritable de ce refus de Malesherbes et de son père d'autoriser la publication de l'article. La raison alléguée : « la chaleur actuelle des esprits », était-elle la vraie ? Il convient certes de ne pas perdre de vue qu'en 1754, précisément, les affaires jansénistes connaissaient, avec l'épineuse question du refus des sacrements, un regain d'actualité et que le conflit du Parlement et du clergé atteignait son point culminant. Il n'était pas sans quelque

(30) *Ibid.*, f° 156.

(31) Cf. plus haut, chapitre IV. « Le Chancelier de Lamoignon et son fils ».

danger de rouvrir le grand débat, même à l'occasion d'un article rédigé, apparemment tout au moins, avec impartialité et sur le ton d'un exposé historique objectif. Ce motif suffirait, il nous semble, à justifier le veto ; mais il serait permis d'alléguer aussi l'hostilité secrète du Chancelier à la cause janséniste⁽³²⁾ et le déplaisir qu'il éprouvait à voir évoquer l'affaire, même avec objectivité et dans un esprit conformiste ?⁽³³⁾

L'article *Constitution Unigenitus*, ainsi banni du tome IV, devait figurer dans le tome XVII, à la lettre U. V. Il est signé de Jaucourt et ne ressemble aucunement à celui qui devait paraître en 1754 et que Malesherbes avait corrigé. Son auteur avait alors les coudées franches, puisqu'il n'avait rien à craindre de la censure, l'*Encyclopédie* étant, après 1759, imprimée clandestinement. L'article de Jaucourt est également piquant pour les Jansénistes et pour les Jésuites qui venaient d'être supprimés : il n'a plus rien de la dissertation historique d'apparence impartiale rédigée par l'abbé Mallet. Rien ne le démontre mieux que le paragraphe final qui, d'ailleurs, n'est que la reproduction, mot pour mot, et sans guillemets (mais alors le plagiat était à la mode !), de la fin du chapitre consacré au Jansénisme dans le *Siècle de Louis XIV* de Voltaire :

« Il serait utile à tous ceux qui sont entêtés de toutes des disputes de jeter les yeux sur l'histoire générale du monde, car en observant tant de nations, tant de mœurs, tant de religions différentes, on voit le peu de figure que font sur la terre un moliniste et un janséniste. On rougit alors de sa frénésie pour un parti qui se perd dans la foule et dans l'immensité des choses ».

(32) Six ans plus tard, en juin 1760, le chancelier s'opposera à la publication dans la nouvelle édition du Dictionnaire de Moreri, d'un article — d'ailleurs rédigé sur un ton favorable — consacré au diacre Paris. Il prendra l'affaire très au sérieux, exigeant que l'on mette des cartons, incriminant, pour sa négligence, le censeur, l'abbé Sallier. En cette circonstance, Malesherbes semble avoir exécuté très mollement les ordres de son père, ou tardé à les exécuter : en effet, l'article parut d'abord tel qu'il était et les libraires soutinrent qu'ils n'avaient reçu aucun ordre ni direct ni indirect. Ce n'est qu'un peu plus tard et sur l'intervention de l'archevêque d'Albi qu'ils mirent les cartons. Et dans une lettre à son père, Malesherbes s'efforça de les excuser. (Fonds Français, 22.132, f^{os} 102 à 121).

(33) En effet, dans la lettre à Diderot, que nous avons citée plus haut, après le passage initial « Je viens d'être averti, Monsieur, qu'on a inséré dans le 4^e volume, une dissertation très longue... » Malesherbes avait primitivement écrit ces lignes qu'il a biffées : « ...^o dans laquelle l'auteur soutient la *Constitution Unigenitus* contre ses adversaires.

Je ne puis pas le blâmer de son zèle pour un décret émané de l'autorité ecclésiastique et revêtu de celle du roi, mais comme le roi a défendu... »

— Malesherbes, lui, devait avoir plutôt des sympathies jansénistes. N'avait-il pas été dans sa jeunesse l'élève de l'abbé Pucelle qui fut un opposant farouche à la Bulle et qui se distingua dans la rébellion du Parlement contre l'autorité royale, vers 1730 ? Nous avons évoqué ce personnage au chapitre II.

IV

MALESHERBES ET HELVETIUS
L'AFFAIRE DE L'ESPRIT

L'affaire du livre de *l'Esprit* fut pour *l'Encyclopédie* la goutte qui fit déborder le vase. Rappelons brièvement des faits qui sont bien connus. Helvétius était fermier général, maître d'hôtel ordinaire de la Reine. Dès sa jeunesse, il avait été nourri de la philosophie de Locke et il était devenu un des plus irréligieux parmi les encyclopédistes. Il avait voulu montrer dans son livre « que l'on devait traiter la morale comme toutes les autres sciences et en faire une sorte de physique expérimentale ». Il donnait toutes sortes d'exemples (empruntés à de nombreux ouvrages) pour montrer la variété des morales et la relativité de la notion de vertu ; il réduisait à une différence de conformation anatomique la distance qui sépare l'homme de l'animal ; il voyait dans les sens l'origine de toutes nos idées ; il considérait la liberté comme une sorte d'illusion ; il s'efforçait de prouver que le principe de nos actions résidait uniquement dans l'intérêt ; il refusait d'envisager la morale indépendamment de la politique et professait des vues très hardies en matière de gouvernement. Sans doute, il prenait des précautions et disait, notamment, dans sa préface, que « toute morale dont les principes sont utiles au public est nécessairement conforme à la morale de la Religion qui n'est que la perfection de la morale humaine. Il déclarait d'avance désavouer ses erreurs si l'on en trouvait dans son livre. Cet ouvrage ne renfermait peut-être pas de flagrantes propositions anti-religieuses, mais il était tout entier imprégné d'un esprit irréligieux.

L'Esprit avait reçu, le 27 mars 1758, l'approbation du censeur Tercier ; le 19 mai suivant, il obtenait le privilège royal qui figurait, comme de juste, à la fin du livre. (34) Et c'est le 16 juillet qu'il parut. Le scandale fut immédiat. Malesherbes écrira plus tard : « *Le cri fut général.* » On incriminait à la fois l'auteur et le censeur, coupables l'un avoir écrit, l'autre laissé passer un tel livre. Le 10 août, un arrêt du Conseil révoquait le privilège et supprimait l'ouvrage ; Helvétius dut se rétracter publiquement et par écrit. Quant à Tercier, il fut rayé de la liste des censeurs et perdit sa place au ministère des Affaires étrangères. (35) Le 23 janvier 1759, *l'Esprit* était condamné par le Parlement toutes chambres assemblées, qui condamnait en même temps *l'Encyclopédie*.

Tels sont les faits dans leur brutale succession. Cette affaire de

(34) En réalité, le privilège fut donné le 12 mai, mais son inscription sur le registre de la Chambre royale des libraires et imprimeurs de Paris, date du 19.

(35) Sur la carrière de Tercier aux Affaires étrangères, sur les missions secrètes qui lui avaient été confiées, et les éminents services qu'il avait rendus, sur les circonstances de sa disgrâce, cf. l'étude très documentée de M. Didier Ozanam, *La disgrâce d'un premier commis, Tercier et l'affaire de l'Esprit*, 1956.

l'Esprit, Malesherbes l'évoquera plus tard dans son *Mémoire sur la liberté de la presse*, en insistant sur ce qu'on pourrait appeler le mystère Tercier, et sans dissimuler l'amitié qui l'unissait à Helvétius.

« Je connaissais, nous dit-il, personnellement l'auteur et je l'aimais tendrement. Il avait autant de droit à l'estime des honnêtes gens par ses vertus morales qu'aux applaudissements du public pour ses talents ».

Quant au censeur, Malesherbes affirme que, contrairement à ce qu'on a prétendu, il n'était pas un ami de l'auteur ; il ne l'avait connu qu'à l'occasion de son ouvrage. (36)

« M. Tercier était homme de lettres. On ne peut pas lui refuser cette qualité puisqu'il était membre de l'Académie des Belles-Lettres. Il était donc assez instruit pour découvrir le danger d'un livre où tout le monde disait que les propositions dangereuses n'étaient pas même déguisées.

« Il était premier commis des Affaires étrangères et il avait passé toute sa vie dans la politique ; ainsi il devait avoir la prudence nécessaire pour prévoir l'effet que ferait un pareil livre.

« S'il n'en avait pas été le censeur, je suis persuadé qu'il aurait dit comme tout le public : comment est-il possible qu'un censeur ait approuvé un pareil ouvrage ?

« J'ajoute un fait dont je suis très certain ; c'est qu'il fut averti plusieurs fois, et même de la part des amis de l'auteur, de se tenir en garde, parce que la complaisance qu'il pourrait avoir leur serait funeste à tous les deux.

« Ce censeur était protégé par la feue Reine, car il avait donné au roi de Pologne, dans des circonstances très dangereuses, des preuves d'attachement que la Reine n'oubliait pas.

« Or, tout le monde connaissait la piété de la Reine et savait qu'elle gémissait sur les mauvais livres dont le public était inondé. Tercier était, de plus, attaché à la personne du Dauphin.

« Il avait tout à espérer de si grandes protections et tout à craindre en rendant sa doctrine suspecte à ses vertueux protecteurs.

« Il courait le risque évident de perdre son état, ce qui lui est réellement arrivé. Cependant, il a donné son approbation ».

Et Malesherbes, songeant aux mésaventures des censeurs de l'*Encyclopédie*, tire la leçon d'un pareil paradoxe :

« Après de tels exemples, n'est-il pas évident qu'il n'y a point de censeurs qui ne puissent se tromper dans leurs jugements ? » (37)

(36) C'est exact : Tercier avait été mis en relations avec Helvétius par son parent et ami Georges Leroy, collaborateur de l'*Encyclopédie*. Cf. dans Ozanam, *op. cit.*, la lettre justificative de Tercier, destinée au Roi et conservée dans les Archives du ministère des Affaires étrangères.

(37) *Mémoire sur la liberté de la presse*, p. 351 suiv.



Reportons-nous maintenant au dossier de l'affaire et examinons le rôle joué par Malesherbes en cette circonstance.

Dans les derniers jours de juin et les tout premiers jours de juillet, donc peu avant la publication de l'ouvrage il se tient en contact étroit avec Helvétius et, redoutant à juste titre l'indulgence excessive de Tercier, qu'il a pris soin de mettre en garde⁽³⁸⁾, alerté d'ailleurs par l'inspecteur de la Librairie Salley qui lui a signalé la « *singularité* » de l'ouvrage, il soumet l'auteur à une seconde censure ; il va jusqu'à faire un examen personnel du livre : c'est ce que prouvent plusieurs lettres très inquiètes d'Helvétius dont deux, non datées, sont probablement de la fin juin, et trois autres des 1^{er} et 4 juillet.⁽³⁹⁾ En voici quelques extraits :

« Monsieur, je suis pénétré de vos bontés ; je compte toujours sur votre amitié. J'espère que vous ne m'avez pas mis entre les mains d'un théologien ridicule [...]. Je voudrais bien que celui que vous avez chargé de cet examen eût déjà fait quelques remarques. Si vous vouliez même m'aboucher avec luy, je luy montrerois moi-même tout ce qu'il peut y avoir de critiquable, quoique dans le fond je ne sache rien qui ne doive passer et que le premier examinateur ne le pense ainsi... »

— « Je vous écris pour vous demander toujours le plus grand secret, pour qu'il n'y ait que vous qui examine mon ouvrage, ou du moins quelqu'un d'aussi secret que vous-même. Vous pouvez faire tous les retranchements qui vous jugerez à propos de faire, puisque vous me permettez de prendre un ami pour juge [...]. Si vous vouliez me donner une heure de tems, je vous montrerois les endroits qui pourroient blesser les hommes scrupuleux et peu éclairés et vous pensez bien que je ne vous tromperois pas. Surtout ne lisez rien de mon ouvrage dans votre famille... »

— « Ozerois-je vous prier, jusqu'à ce que j'aye avec vous une conversation, de ne parler à qui que ce soit de ce que vous m'avez écrit ? Vous me feriez tort et j'espère, lorsque je vous verray, pouvoir dissiper toutes vos craintes. » (Juillet.)⁽⁴⁰⁾

Dans la lettre du 4 juillet, Helvétius se plaint amèrement et manifeste une inquiétude croissante :

« Je n'ay été animé, en composant mon livre, que du désir d'être utile à l'humanité autant qu'un écrivain peut l'être. Je me suis défié non de mes intentions, mais de mes lumières. Je me suis en conséquence soumis à la censure et ce n'est qu'après avoir été sûr de l'approbation et même du privilège que j'ay fait imprimer mon livre [...]. J'ay donc rempli les formalités auxquelles sont assujettis tous les citoyens ; vous croyez devoir

(38) Il écrit à Joly de Fleury, en parlant de Tercier : « Je l'avais averti de prendre garde à l'ouvrage » (B.N. Fonds Joly de Fleury, 572, f^o 341).

(39) Fonds Français, 22.191, f^os 29 à 36.

(40) Notons une seconde lettre du même jour, samedi 1^{er} juillet. Helvétius est anxieux car il n'a pu rencontrer Malesherbes qui ne se trouve pas à Paris. Il lui écrit : « Mandez moi si je pourray voir celui à qui vous avez renvoyé mon ouvrage et savoir où il en est. »

me priver de ces mêmes droits de citoyen en me faisant subir une seconde censure. Je ne m'en plains point et je m'y soumettrai avec la même docilité que je me suis soumis à celle de M. Tercier ; il peut vous assurer, mon manuscrit en fait foi, que j'ay rayé ou changé exactement tout ce qu'il m'a conseillé de changer ou de supprimer. Je n'ay établi dans mon ouvrage que des principes que j'ay cru conformes à l'intérêt public. Je respecte trop la religion et la vertu pour avoir eu l'intention de rien dire qui blessât l'une ou l'autre. Qui que ce soit que vous chargiez d'un second examen peut sur cet article me juger à la rigueur ; je lui abandonne entièrement mon ouvrage... »

Helvétius ajoute qu'il ne veut plus mettre la main à son livre, car il craint que les corrections qu'il pourrait y apporter ne soient répréhensibles. Il fait l'éloge de Tercier et se défend d'avoir mendié son approbation.

Dans une note non datée, mais sans doute également du début de juillet, Malesherbes, qui procède lui-même à une lecture de l'ouvrage, signale, à la page 142, quatre lignes tendancieuses sur le célibat des prêtres et des religieuses, et ajoute qu'il « *ne conçoit pas le censeur* ». (41)

Cette seconde censure est sans doute loin d'avoir retranché tout ce que le livre contient de répréhensible. Quoiqu'il en soit, *l'Esprit* paraît et, quelques jours après, c'est une levée de boucliers. Dès les premiers jours d'août, Malesherbes convoque Tercier, « *étant donné le bruit que fait cet ouvrage et le succès qu'il a quant au style* », et Tercier, qui accepte le rendez-vous, reconnaît qu'il « *peut se faire que les plaintes que ce livre suscite soient fondées à quelques égards* » et accepte un nouvel examen. (42) Mais les événements se précipitent : l'avocat général Joly de Fleury demande à Malesherbes la suspension de l'ouvrage et son examen par « un théologien éclairé ». (43) Il ne l'a pas lu, n'en parle que d'après le jugement du public et rapporte que ce livre « *attaque ouvertement la religion et la morale* » (6 août). De son côté, le libraire Durand informe Malesherbes qu'il a arrêté la vente du livre. Pressé par Joly de Fleury, Malesherbes accepte de faire paraître au plus tôt l'arrêt du Conseil qui révoquera le privilège, mais il se prononce contre l'examen de l'ouvrage par un théologien. Il défend Tercier, homme de bien, éclairé, point léger, et « *ce qu'il y a de plus singulier* », sans liaison personnelle avec l'auteur (8 août). (44) Ce même jour, Malesherbes apporte à son père le Chancelier le projet d'arrêt qui sera publié le 11 août. Il n'y a pas de temps à perdre ; une note de la main du Chancelier indique que « *l'ouvrage de l'Esprit fait grand bruit à Versailles* ». (45)

(41) Ce passage a été supprimé.

(42) *Ibid.*, f° 39 à 41.

(43) *Ibid.*, f° 43.

(44) *Ibid.*, f° 48.

(45) *Ibid.*, f° 51. Cet arrêt du Conseil, qui révoquait le privilège de *l'Esprit*, n'indiquait ni le nom de l'auteur ni celui du censeur.

Va-t-on poursuivre le censeur, ce censeur qui est un haut fonctionnaire, protégé de la Reine, et qui s'est acquis jadis, à Dantzig, des titres inoubliables à la reconnaissance du roi Stanislas ? L'abbé de Bernis, ministre des Affaires étrangères, qui le connaît, l'estime et cherche à le sauver, suggère de présenter une requête au Parlement. Mais Malesherbes, d'accord avec son père, s'y refuse ; les censeurs, dit-il, relèvent directement du Chancelier. « *L'usage n'est point que le Parlement fasse rendre compte aux censeurs royaux de l'exécution des ordres que leur donne M. le Chancelier* » et il serait très dangereux de conférer au Parlement un pareil droit. (46) Finalement Tercier, qui perd déjà sa place aux Affaires étrangères, se verra radié de la liste des censeurs. Sa démission, qu'il donne le 26 janvier 1759, n'est pas acceptée par Malesherbes ; celui-ci lui répond qu'elle est parfaitement inutile, car sa radiation est chose faite. (47)

Quant à Helvétius, il n'évita les poursuites qu'au prix d'une rétractation écrite. La première rétractation qu'il rédigea (adressée au Révérend Père ***, jésuite (48), ayant été jugée insuffisante par Joly de Fleury (49), on lui en imposa une seconde, plus explicite et sans nom de destinataire. (50) Tout fut fait avec la plus grande rapidité, dans la deuxième quinzaine d'août (51), et cette seconde rétractation est mise aussitôt en vente chez tous les libraires, cependant que Malesherbes informe, au nom du Chancelier, les syndic et adjoints de la librairie de l'interdiction de faire aucune édition du livre de *l'Esprit*. « *On a avis, leur dit-il, que quelques libraires de Paris se disposent à en donner une in-12. Je vous charge de faire des visites dans les imprimeries pour vous en assurer, et dans le cas où vous soupçonneriez quelqu'un de vos confrères d'en faire faire dans les provinces ou dans les imprimeries clandestines, avertissez-les qu'ils seront punis avec la plus grande rigueur* ». (52) Il correspond, d'autre part, avec Durand, qui a édité le livre, sur les façons de faire diffuser la rétractation ; cette diffusion doit être très large et très publique ; on va jusqu'à en confier de nombreux exemplaires à des colporteurs qui les vendent vers l'heure de midi au Palais-Royal et aux Tuileries !

(46) *Ibid.*, f° 55. (Lettre du 9 août, de Malesherbes à Bernis, reproduite intégralement par Ozanam, *op. cit.*).

(47) *Ibid.*, f° 97. Tercier devait obtenir du Roi des compensations.

(48) Il s'agit du P. Plesse.

(49) Insuffisante non par la longueur (car elle a sept pages tandis que la seconde n'en a qu'une et demie) mais par le contenu et le bon ton employé par Helvétius qui se justifiait plutôt qu'il ne s'accusait. *Ibid.*, f° 70. Joly de Fleury voulait même empêcher le *Journal de Trévoux* de parler du livre (même pour le flétrir) tant il le trouvait scandaleux.

(50) Le ton de cette seconde rétraction était lamentable. On y lisait notamment : « Je souhaite très vivement et très sincèrement que ceux qui auront le malheur de lire cet ouvrage me fassent la grâce de ne point me juger d'après la fatale impression qui leur reste. Je souhaite qu'ils sachent que dès qu'on m'en a fait apercevoir la licence et le danger, je l'ai aussitôt désavoué, pros crit, condamné et ai été le premier à en désirer la suppression. »

(51) La deuxième rétractation fut approuvée par le censeur Salmon le 20 août (*Ibid.*, f° 66).

(52) *Ibid.*, f° 80.

Et le cardinal de Saulx-Tavanes demande à Malesherbes de faire rééditer cette rétractation !

Le malheureux Helvétius, humilié, désespéré, écrit le 6 septembre à Malesherbes : « *Cette rétractation m'a été arrachée par les larmes et la désolation de ma mère, puisque j'y conviens des torts que je n'ay pas ou du moins que je ne crois pas avoir. Vous ne pouvez pas vous opposer aux ordres de la Reine, mais cette persécution me paraît bien forte et il faudra que tôt ou tard je prenne mon parti...* » (53)

*
**

Il est certain que Malesherbes ne pouvait s'opposer aux ordres de la Reine et aller à l'encontre des volontés du Conseil. Du moins, après avoir donné des ordres rigoureux, s'efforçait-il de reconforter son ami Helvétius et le tenait-il secrètement au courant de la marche des événements. Comme Helvétius le supplie, le 28 novembre, de trouver un prétexte afin que la Sorbonne abandonne le projet de censurer son livre, Malesherbes lui répond, le 3 décembre, par une lettre qui dit assez son regret d'avoir été impuissant à détourner l'orage et son désir de voir épargner au philosophe de nouvelles blessures. (54)

« J'ai reçu votre lettre, Monsieur, et malgré tout le désir que j'ai de vous obliger et de diminuer vos chagrins, je vous avouerai que je n'aurais jamais pu faire dire à la Sorbonne de la part du gouvernement, c'est-à-dire de la part du Roi, ce que le Roi ne m'a naturellement pas chargé de lui faire dire.

« C'est ce que je comptais vous mander aujourd'hui, mais j'ai été fort étonné de recevoir ce matin un mandement de M. l'Archevêque de Paris et que je ne savais pas qu'il se disposât à donner.

« Je ne sais pas encore quel effet il aura fait dans le public ; mais je serais porté à croire que ceci changera totalement la face de votre affaire et qu'après la censure de l'archevêque, la Sorbonne n'aura plus rien à dire. Si j'en apprendrais quelque chose de plus, et qu'il soit utile de vous en informer, je vous promets de vous en donner avis ; *dispensez-moi de signer.*

« J'imagine que vos amis vous auront déjà envoyé le mandement ; cependant à telle fin que de raison, je vous en envoie un exemplaire.

« Vous n'y trouverez pas les termes ni les anathèmes épargnés. Quel parti prendre ? Si en qualité de votre ancien ami, vous me demandez conseil, ce sera : 1°) soumission à une autorité à laquelle vous ne pouvez pas résister parce qu'aucun particulier ne peut ni ne doit lutter contre l'autorité publi-

(53) *Ibid.*, f° 82. On avait fait pression sur la mère d'Helvétius pour amener son fils à signer ces rétractations.

(54) Lettre écrite par un secrétaire. Mais Malesherbes a mis en haut, de sa main, cette apostille : « Lettre écrite à M. Helvétius le 3 décembre 1759. » (*Ibid.*, f° 93).

En même temps que la Sorbonne entreprenait l'examen de l'ouvrage, que l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, lançait un mandement contre *l'Esprit* (22 novembre), le Parlement s'apprêtait à faire le procès du livre et certains souhaitaient que la condamnation englobât l'auteur et le censeur, projet qui fut finalement écarté (*L'Esprit* fut condamné le 6 février 1759 avec sept autres ouvrages parmi lesquels *l'Encyclopédie*). Malesherbes et le Chancelier furent tenus complètement à l'écart de l'action du Parlement. M. Ozanam (*op. cit.*) souligne que Malesherbes en conçut un vif et durable ressentiment.

que, soit ecclésiastique, soit civile ; 2°) fermeté contre les événements : je vous conseillerai toujours de les considérer comme terribles quand vous serez à temps de les réparer ; mais quand il n'est plus temps, il ne faut y voir que ce qui y est réellement, et employer votre philosophie à examiner s'il y a des malheurs réels qui résultent contre vous de cet éclat.

« Du courage et de la sagesse, c'est à quoi je vous exhorte ».

Ainsi Malesherbes, en termes très élevés d'ailleurs, conseille à Helvétius d'accepter stoïquement l'épreuve. Il ne pouvait guère faire plus et c'est ce qu'il explique, dans une très belle lettre encore, à Mme Helvétius, qui lui adressait ses plaintes pour un des nombreux articles qui maltraitaient alors son mari. (55)

« J'ay reçu, Madame, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire à Orléans où je suis depuis quelques jours. Je n'ay point les yeux sur les feuilles du *Journal Chrétien* dont vous vous plaignés. Ainsi je ne peux vous faire aucune réponse positive ; dès que je seray à Paris, je l'examineray et si le journaliste a été au delà de la critique du livre, s'il a attaqué personnellement l'auteur, je feray au censeur la réprimande sévère qu'il mérite. (56)

« Vous me rendés justice, Madame, en croyant que je m'intéresse sincèrement à M. Helvétius. Je suis son ami depuis bien des années, je connois les qualités de son cœur ; j'aurais bien voulu prévenir tous les malheurs que la publication de son livre a entraînés, et le seul moyen de les prévenir auroit été que le livre ne parut pas. Mais vous estes trop juste, Madame, pour ne pas convenir que *mes sentiments personnels ne doivent point influencer sur mon administration et que je ne peux pas fermer la bouche à des auteurs qui croient avoir la religion et les mœurs à venger.* (57)

« D'ailleurs, je crois pouvoir vous assurer qu'après les éclats qui ont été faits, ce ne sont plus les cris du *Journal Chrétien* ny ceux d'Abraham Chaumeix qui augmentent l'opinion avantageuse ou désavantageuse qu'on aura du livre de *l'Esprit*... »

La fin de la lettre est consacrée à disculper l'abbé Trublet, que Mme Helvétius accusait, à tort selon Malesherbes, d'avoir part à la critique du *Journal Chrétien*.

Ainsi, Malesherbes a accompli correctement et même scrupuleusement, dans cette grave affaire, son devoir de magistrat. On ne peut pas dire, ici, qu'il ait joué le double jeu, car la situation était trop tendue et le pouvoir était trop dans l'obligation de se prononcer sans ambages, pour qu'il lui fût possible d'essayer de saper lui-même les décisions qu'il était chargé d'exécuter. Du moins agissait-il contre son gré et contre ses sentiments profonds ; la lettre précédente ne laisse aucun doute sur ce point ; et c'est bien à contre-cœur qu'il prêtait les armes de l'autorité aux fanatiques qui croyaient avoir « *la religion et les mœurs à venger* ». Du moins encore son amitié vigilante n'abandonnait-elle pas Helvétius dans l'épreuve.

(55) *Ibid.*, f° 68 (minute autographe, sans date).

(56) C'est une idée fondamentale de Malesherbes que nous verrons formulée à plusieurs reprises, notamment à propos des plaintes portées contre Fréron : il faut distinguer nettement la critique littéraire (qui est permise) et les attaques personnelles, les « personnalités » comme on disait alors, que généralement l'on ne doit pas autoriser.

(57) Souligné par Malesherbes.

« *Dispensez-moi de signer* », lui disait-il en lui faisant parvenir secrètement des informations : comment mieux prouver que par ces simples mots, qu'il était loin de se solidariser avec les persécuteurs ? D'ailleurs, ne s'était-il pas employé, avant la publication du livre, à mettre en garde son auteur et à éviter l'éclat qu'il prévoyait ?

Quelques semaines à peine devaient s'écouler, et Malesherbes allait se trouver dans une situation tout aussi difficile, en face d'un orage plus redoutable encore et qu'il avait également depuis longtemps prévu.

V

LE ROLE JOUE PAR MALESHERBES DANS LA SUPPRESSION DE L'ENCYCLOPÉDIE

C'est le 23 janvier 1759, qu'à la suite du scandale de l'ouvrage d'Helvétius, le Parlement de Paris, toutes chambres réunies, citait à sa barre l'*Encyclopédie* et sept autres ouvrages subversifs, l'*Esprit*, le *Pyrrhonisme du Sage*, la *Philosophie du bon sens*, *Etrennes des esprits forts* et *Lettres au P. Berthier sur le matérialisme*. Statuant sur les conclusions du procureur général Omer Joly de Fleury, dont le réquisitoire demeure un mémorable document de la lutte anti-philosophique, la Cour rendait son arrêt le 6 février. L'*Esprit* et les six autres ouvrages incriminés étaient condamnés à être lacérés et brûlés de la main du bourreau (jugement qui fut exécuté le 10 au pied de l'escalier du Palais de Justice). L'*Encyclopédie*, bien que très malmenée par Omer Joly de Fleury, bénéficiait d'une certaine indulgence, en raison de son indiscutable utilité et des sommes importantes engagées dans l'entreprise : on se bornait à confier les sept volumes parus aux mains d'un certain nombre de censeurs : trois théologiens, trois avocats, deux professeurs de philosophie, un membre de l'Académie des Inscriptions. (58)

Cet arrêt fut considéré par une partie de l'opinion comme beaucoup trop bienveillant et la meute des ennemis de l'*Encyclopédie* redoubla d'efforts ; le parti dévot s'agitait, encouragé par la Reine et le Dauphin : il s'agissait de provoquer un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui révoquerait le privilège et arrêterait la vente et la diffusion des volumes parus. De fortes pressions vont s'exercer dans les jours qui suivent sur le Chancelier et sur Malesherbes : Diderot et ses amis ne l'ignorent pas ; les libraires, se sentant menacés de ruine, essayent de prendre les devants ; aussi adressent-ils à Malesherbes, dès le

(58) Les trois théologiens étaient : Guéret, frère du curé de Saint-Paul, Tandean, archidiacre, Bruté, curé de Saint-Benoît, tous trois docteurs ; les avocats à la Cour Lherminier, Doutremont et Le Paige ; les professeurs étaient Tringry, du collège du Plessis et Voland, du collège de Beauvais ; le membre de l'Académie des inscriptions était Bonamy.

18 février, donc neuf jours à peine après l'arrêt du Parlement, l'ardente supplique que voici (59) :

Monsieur,

Sur la fâcheuse nouvelle que M. Le Breton vient de nous annoncer, nous prenons la liberté de vous supplier de ne pas nous sacrifier aux impressions défavorables qu'a fait naître contre l'*Encyclopédie* un écrivain qui a passé les bornes de la critique judicieuse, en altérant les passages qu'il cite, ou en les présentant sous un faux jour. (60) Nous serions incessamment en état de vous démontrer cette vérité et de désabuser le public, si vous nous le permettiez, et nous vous supplions de nous en accorder le temps.

Il paraît que l'on juge bien plus favorablement de cet ouvrage chez l'étranger, puisqu'on l'imprime en français et sans changement à Lucques et à Venise sous les yeux de l'Inquisition. (61)

Vous connaissez, Monsieur, la nature et l'étendue de nos engagements, vous savez sur la foi de quelle autorité ils ont été contractés. (62) Pour quel livre peut-on espérer que le public veuille souscrire par la suite si celui-ci reçoit un pareil échec ? Ce serait anéantir pour toujours la recherche des souscriptions en France et par conséquent la publication des ouvrages utiles et dispendieux.

Nous permettez-vous, Monsieur, de vous observer que la suppression du privilège de l'*Encyclopédie* peut mettre les auteurs, les censeurs et les libraires dans le cas d'être inquiétés et recherchés personnellement. Cet acte de rigueur de la part du Conseil semblerait annoncer qu'il reconnaît pour vrais et fondés tous les reproches faits à cet ouvrage et conséquemment autoriser les poursuites judiciaires qu'il essuie.

Nous avons l'honneur, Monsieur, d'être sous votre protection et sous celle de Mgr le Chancelier. Permettez-vous, Monsieur, qu'après quinze ans d'un travail pénible assidu et si souvent troublé, nous soyons livrés aux reproches et à la poursuite des souscripteurs qui se croiraient autorisés à demander la restitution des paiements qu'ils ont faits, restitution à laquelle nos fortunes, telles qu'on puisse les supposer, ne pourraient pas suffire.

Nous avons l'honneur d'être avec le plus profond respect, Monsieur, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

LE BRETON, BRIASSON, DURAND, DAVID.

Parallèlement à cette supplique, les quatre libraires font tenir au Chancelier un mémoire dans lequel ils demandent l'autorisation de continuer l'*Encyclopédie* sous l'autorité du privilège ; ils font valoir l'intérêt du commerce français (ce sont des étrangers qui poursuivraient l'œuvre), l'intérêt de la librairie française (si le privilège était supprimé aucun ouvrage ne pourrait plus être mis en vente par souscription), l'intérêt du public et des gens de lettres, et de la littérature elle-même, dont le progrès serait ralenti par la privation de grands ouvrages, l'intérêt particulier des libraires qui

(59) B.N. N. Acq., 3348, fo 170.

(60) Il s'agit du réquisitoire de Joly de Fleury.

(61) A partir de 1770 devaient paraître en Suisse, en Italie, en Angleterre de nombreuses éditions étrangères de l'*Encyclopédie*.

(62) Le Chancelier d'Aguesseau.

ont effectué pendant quinze années un pénible travail. Ils font suivre ce mémoire de « *réflexions* » fort suggestives. (63)

Dans le ministère, disent les libraires associés, tout le monde n'est pas persuadé de la solidité des reproches qui sont faits à l'*Encyclopédie*, mais on est fatigué des clameurs qu'elle excite et que ces reproches soulèvent à chaque volume. Aussi « *quelques personnes bien intentionnées* », voulant concilier l'intérêt public et celui des libraires avec la cessation des plaintes, verraient avec faveur que l'ouvrage s'achevât à l'étranger et que les volumes suivants soient livrés en France tout à la fois.

Les libraires combattent cette suggestion. Ils protestent d'autre part contre l'accusation qui leur est adressée d'avoir réalisé d'abondants profits ; en réalité, ils ont engagé des dépenses considérables ; ainsi, pour obtenir dans un état convenable les mille planches prévues, ils ont dû en payer plus de deux mille : ils ont rémunéré les auteurs, et cela même pour les volumes non encore parus ; ils ont dû faire recomposer plusieurs parties de l'ouvrage, etc... « *Ils offrent de prouver que, malgré les sommes qu'ils ont reçues, ce qui peut leur rester tant en fonds réels qu'en créances à recouvrer, joint à ce qu'ils ont à recevoir du public pour les planches, suffirait tout au plus pour payer la gravure, l'impression et le papier de ces mêmes planches* ».

Si, d'autre part, on décide de poursuivre l'impression de l'ouvrage à l'étranger, celui-ci fourmillera de fautes, car il sera imprimé par des ouvriers qui devront sans cesse faire demander aux auteurs des éclaircissements sur leurs manuscrits, qui seront tous de différentes écritures. Les éditeurs, ne pouvant se transplanter à demeure à l'étranger et devant même rester à Paris, « *seul endroit où ils puissent trouver les secours et les lumières nécessaires* », seraient dans l'impossibilité de veiller à l'impression de l'ouvrage. La dépense entière des volumes restants étant de 300.000 livres, les libraires ne peuvent risquer sans garantie une pareille somme.

Ils proposent donc de continuer avec le maintien du privilège l'impression à Paris, mais à la condition de ne donner au public que le tout à la fois, « *ce qui évitera les clameurs poussées à chaque volume et ce qui permettra de mieux garantir l'ouvrage contre les fautes et de le soumettre à une censure plus vigilante* ».

Telles sont les propositions des libraires une dizaine de jours à peine après la condamnation de l'*Encyclopédie* par le Parlement. Il est certain que, pour qu'ils aient pu soumettre au Chancelier et à Malesherbes un plan aussi désinvolte, qui, s'il avait été retenu, aurait à peu près rendu nul et non avenu l'arrêt de la Cour, il fallait que les avis fussent, en haut lieu, assez partagés, et que la suppression

(63) N. Acq. 3348, f^{os} 171 à 173. Cf. aussi f^o 169, la demande d'audience des quatre libraires pour présenter à Malesherbes copie du mémoire qu'ils ont adressé au Chancelier. En haut, Malesherbes a écrit de sa main : « Rendez-vous au lundi gras, midi et demie ».

du privilège fût une mesure très discutée. Quant au projet de faire achever l'*Encyclopédie* à l'étranger, il a sans doute été envisagé, bien que Malesherbes s'attache à le démentir dans une note autographe qui figure en marge de ce mémoire des libraires, et que voici (64) :

« Il n'est point vrai qu'on soit disposé à tolérer l'édition faite en pays étranger de la suite de l'*Encyclopédie* ; on a dit aux libraires que si les étrangers donnoient cette suite, on y statueroit comme sur les autres livres imprimés en pays étranger, c'est-à-dire qu'on la feroit examiner et qu'on n'en pourroit permettre l'entrée s'il n'y avoit rien de répréhensible, mais on ne leur a point promis une tolérance contraire aux réglemens qui défendent aux sujets du roi de faire imprimer en pays étrangers ».



Pendant que les libraires se démènent et que les auteurs (Diderot tout le premier) se terrent, Malesherbes prépare le projet d'arrêt qui sera soumis au Conseil d'Etat du Roi, car c'est lui qui en a été chargé par son père le Chancelier. Le protecteur de l'*Encyclopédie* se voit confier la tâche de l'exécuter ! Ce rôle était dans ses fonctions ; il est probable qu'il ne l'a pas rempli de gaieté de cœur, mais enfin il l'a rempli et il ne semble point qu'il ait hésité sur la mesure rigoureuse qu'on devait le pressentir de prendre : la suppression du privilège.

Il tâtonne sur la rédaction, s'y reprend à plusieurs fois, et soumet enfin à son père le texte suivant (65) :

« Le Roi étant instruit que les lettres de privilège accordées le... (66) pour un ouvrage non encore composé et qui devoit être intitulé l'*Encyclopédie* ou Dictionnaire des Arts et Métiers par une société de gens de lettres auroient donné lieu à l'impression des deux premiers volumes dont la suppression avoit été ordonnée par arrêt du 7 février 1752, que lors de cette suppression S. M. considérant l'utilité dont cet ouvrage pouvoit être à quelques égards, n'auroit pas jugé à propos de révoquer les dites lettres de privilège et se seroit contentée de donner des ordres plus sévères pour l'examen des volumes suivans et d'ordonner qu'il seroit fait des changemens aux premiers, que malgré ces précautions les auteurs et les libraires, abusant de l'indulgence dont on avoit usé à leur égard, auroient donné cinq autres volumes qui n'auroient pas causé moins de scandale que les premiers et auroient même déjà excité le zèle du ministère public du Parlement de Paris, S. M. a reconnu qu'après des abus tellement multipliés il n'estoit pas possible de laisser subsister ledit privilège, que l'avantage qu'on peut retirer d'un ouvrage pour le progrès des Arts et des Sciences ne peut jamais compenser le tort qu'il peut faire aux mœurs et à la religion et que les mesures memes qu'on pourroit prendre pour garantir les derniers volumes de ce qui a été trouvé répréhensible dans les premiers auroient toujours cet inconvénient qu'en achevant l'ouvrage et en faisant un dictionnaire

(64) *Ibid.*, f° 171 verso ; cette réfutation figure au bas de la page, dans la marge.

(65) *Ibid.*, f° 152 et 153 (autographe avec quelques ratures et surcharges).

(66) Une note d'un secrétaire (f° 154) indique que le privilège avait été accordé le 21 janvier 1746.

complet on le feroit lire davantage et que par là on accrédi-teroit et on répandroit encore plus les maximes dangereuses des sept premiers tomes qui sont aujourd'hui distribués dans le public et qu'on ne peut plus en retirer. Cette observation importante ayant fait disparaître toute autre considération, le Roi étant en son Conseil, de l'avis de M. le Chancelier, a révoqué et révoque les lettres de privilège obtenues au grand sceau le... pour le livre intitulé... ; fait défense aux libraires et autres de vendre, débiter ou autrement distribuer les volumes qui ont déjà paru et d'en imprimer de nouveau à peine de punition exemplaire, permettant seulement aux quatre libraires qui ont obtenu les dites lettres de privilège de remplir l'engagement qu'ils ont pris de donner dix volumes au public, en fournissant aux souscripteurs trois volumes de planches relatives aux articles de géométrie, de géographie et d'histoire naturelle ou à ceux des arts mécaniques et libéraux. Enjoint S.M. au Sieur Bertin, lieutenant général de police, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera imprimé, publié et affiché partout où il appartiendra. » (67)

Cette rédaction est soumise au Chancelier de Lamoignon, qui l'approuve dans son ensemble, mais suggère certaines retouches. Il adresse à Malesherbes la très intéressante note que voici (68) :

« Je trouve d'abord que l'arrêt de révocation du privilège est indispensable. La tournure en général m'en paroît bien, la suppression des deux premiers volumes en 1752 rappelée dans l'arrêt me paroît adroite et ce qu'on fait aujourd'hui peut être regardé comme une suite de l'attention qu'on a eue sur cet ouvrage pour lequel on a usé d'indulgence quand l'abus n'a pas été trop fort, et cela pour la vue de l'avantage qui en pouvoit résulter.

J'en viens à quelques réflexions qui me sont venues en lisant le projet d'arrêt et je vous les soumets comme de raison.

1° *S.M. a reconnu*. Le mot de reconnu, après avoir fait mention du zèle du ministère public du Parlement de Paris, semble indiquer que c'est ce zèle qui a ouvert les yeux. J'aimerois mieux : *S.M. a jugé*.

2° *Pour garantir les derniers volumes de ce qui a été trouvé répréhensible dans les premiers*. La phrase n'est pas exacte, il auroit fallu dire *d'erreurs ou de maximes pareilles à celles qui ont été trouvées répréhensibles*.

On pourroit dire simplement : « Pour garantir les derniers volumes de ce qui pourroit s'y trouver de répréhensible comme dans les premiers ».

3° *Qu'en achevant l'ouvrage et en faisant un dictionnaire complet on le ferait lire davantage, etc...* Il me paroît que cela pourroit être plus fortement rendu, plus clairement et de façon à déterminer plus visiblement au parti que l'on prend. Voici ce que je propose :

« ...Qu'en achevant le dictionnaire en vertu du privilège accordé on accrédi-teroit en quelque sorte les maximes dangereuses contenues dans les sept

(67) Malesherbes a fait faire une copie exacte de ce projet écrit de sa main. Cette copie figure aux folios 165 et 166. C'est elle qui a dû être mise sous les yeux du Chancelier. Elle comporte trois légers coups de crayon soulignant les passages mêmes sur lesquels le Chancelier suggère dans sa note des modifications.

(68) *Ibid.*, f° 156. Ce document ne comporte ni titre ni signature ; mais il est évident qu'il émane du Chancelier et qu'il est écrit de sa main. La première phrase montre bien que ce n'est pas le Chancelier qui impose à Malesherbes la révocation du privilège, mais qu'il se borne à approuver une décision déjà prise par son fils.

premiers volumes qui ont été distribués dans le public et qu'en permettant la vente de l'ouvrage entier, on donneroit lieu à ce qu'elles fussent encore plus généralement répandues. Cette observation importante, etc... »

4° Ils n'ont promis que deux volumes de planches et vous leur permettes d'en donner trois. (69) C'est une permission dont ils n'abuseront sûrement pas. Mais qu'importe !

Je joins ici une lettre que j'ai reçue aujourd'hui de Boudet de Madrid. Il demande mon intercession pour imprimer l'arrêt de Portugal. Il n'y a pas, je crois, grand inconvénient puisqu'il est déjà imprimé. Vous en déciderez et me manderés votre décision. Probablement ceci sera traduit plus fidèlement.

J'espérois vous voir un moment cette après-midi. C'est ce qui a fait que j'envoie tard chez vous ».

Intéressante parce qu'elle révèle une étroite collaboration entre le père et le fils, cette longue note du Chancelier ne fait apparaître que des modifications de forme et le souci de motiver avec beaucoup de précision les décisions qui ont été prises. Sur le fond, c'est-à-dire sur le retrait du privilège, comme sur les attendus, Malesherbes et son père sont parfaitement d'accord. (70)

Les papiers de Malesherbes nous livrent plusieurs ébauches de ce projet d'arrêt qui a visiblement coûté de la peine au directeur de la Librairie. Ce sont généralement des copies, faites de la main d'un secrétaire et dont il n'est pas toujours facile de déterminer si elles sont antérieures ou postérieures aux observations du Chancelier (71) ; quelques-unes comportent des retouches de la main de Malesherbes.

Voici maintenant, après tous ces tâtonnements, le texte définitif

(69) Le *prospectus* de l'*Encyclopédie* paru en 1750 annonçait en effet dix volumes dont deux de planches en taille douce.

(70) Nous en sommes persuadé, malgré l'avocat Barbier qui écrit dans son *Journal* (mars 1759) : « Il y a toute apparence que cet arrêt, sollicité par le Dauphin sous prétexte de la religion, est l'ouvrage de M. le Chancelier de Lamoignon. »

(71) *Ibid.*, f^{os} 158-159, brouillon autographe incomplet, très raturé, en partie biffé, qui semble être la première ébauche ; f^{os} 160-161, rédaction probablement antérieure aux observations du Chancelier et retouchée de la main de Malesherbes ; f^{os} 163-164, copie comportant elle aussi des corrections et des surcharges autographes ; Malesherbes a notamment remplacé : « le Roi étant instruit » par le « Roi étant informé » ; il a laissé : « S.M. a reconnu » (notons que le terme *reconnu* se trouvait employé dans l'arrêt du Conseil du 7 février 1752). Il a raturé et surchargé toute la phrase : « en achevant l'ouvrage et en faisant un dictionnaire complet, etc... » ; f^{os} 167-168, copie dans laquelle Malesherbes, tenant compte des remarques de son père, a changé : « S.M. a reconnu » en « S.M. a jugé » ; de plus, tout le passage central, à partir de « ... que d'ailleurs les mesures qu'on pourrait prendre pour garantir les derniers volumes » passage critiqué par le Chancelier, a été biffé et refait en marge, de la main d'un copiste, à peu près selon la rédaction proposée par le Chancelier.

Notons que toutes ces copies comportent la clause des dix volumes à fournir (dont trois de planches) pour permettre aux libraires de satisfaire aux engagements qu'ils avaient pris, clause à laquelle Malesherbes paraît tenir beaucoup ; seulement tantôt il est simplement indiqué : « ... des volumes de planches relatives aux différents articles déjà imprimés », tantôt il est précisé : « trois volumes de planches relatives aux articles de géométrie, de géographie, d'histoire naturelle ou à ceux des arts mécaniques et libéraux », ce qui d'ailleurs est la leçon exacte du projet manuscrit autographe que nous avons reproduit plus haut. Notons enfin, qu'au même dossier, f^o 162, on trouve une note de la main de Malesherbes et destinée à Le Breton : « Il est ordonné au Sr Le Breton de remettre entre mes mains conformément à l'article 5 de l'arrêt du 10 juillet 1745, les feuilles manuscrites ou imprimées paraphées par le censeur sur lesquelles ont été imprimés les sept premiers volumes de l'*Encyclopédie*. »

de l'arrêt du Conseil du 8 mars, tel qu'il fut imprimé. On remarquera qu'il témoigne de nouveaux remaniements dûs peut-être au seul Malesherbes, peut-être à la collaboration du Chancelier avec son fils. (72)

« Le Roi ayant accordé le 21 Janvier 1746 des lettres de privilège pour un ouvrage qui devoit être imprimé sous le titre d'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des Sciences, Arts et Métiers, par une société de gens de lettres, les auteurs dudit Dictionnaire en auroient fait paroître les deux premiers volumes, dont Sa Majesté auroit ordonné la suppression par un arrêt du 7 Février 1752 pour les causes contenues audit arrêt, mais en considération de l'utilité dont l'ouvrage pouvoit être à quelques égards, S. M. n'auroit pas jugé à propos de révoquer pour lors le privilège et se seroit contentée de donner des ordres plus sévères pour l'examen des volumes suivans. Nonobstant ces précautions, S. M. auroit été informée que les auteurs dudit ouvrage, abusant de l'indulgence qu'on avoit eue pour eux, ont donné cinq autres volumes qui n'ont pas moins causé de scandale que les premiers et qui ont même excité le zèle du ministère public de son Parlement.

S. M. auroit jugé (73) qu'après ces abus réitérés, il n'étoit pas possible de laisser subsister ledit privilège ; que l'avantage qu'on peut retirer d'un ouvrage de ce genre pour le progrès des Sciences et des Arts ne peut jamais compenser le tort irréparable (74) qui en résulte pour les mœurs et la Religion ; que d'ailleurs quelques nouvelles mesures qu'on prit pour empêcher qu'il ne se glissât dans les derniers volumes des traits aussi répréhensibles que dans les premiers, il y auroit toujours un inconvénient inévitable à permettre de continuer l'ouvrage, puisque ce seroit assurer le débit non seulement des nouveaux volumes, mais aussi de ceux qui ont déjà paru ; que ladite Encyclopédie étant redevenue un dictionnaire complet et un traité général de toutes les sciences, seroit bien plus recherchée du public et bien plus souvent consultée, et que par là on répandroit encore davantage et on accrédiroît en quelque sorte les pernicieuses maximes dont les volumes déjà distribués sont remplis. (75) A quoi voulant pourvoir, le Roi étant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Chancelier, a révoqué et révoque les Lettres de privilège obtenues le 21 Janvier 1746, etc... » (76)

*
**

L'arrêt du Conseil est rendu le 8 mars. Il est aussitôt donné à l'impression et le 12 mars Anisson-Duperron, directeur de l'Imprimerie royale, en adresse l'épreuve à Malesherbes ; il lui annonce l'envoi de vingt-quatre exemplaires pour « *le faire seulement distribuer sans le faire crier* », selon les ordres qu'il a reçus du Chancelier.

(72) *Ibid.*, f° 148 : texte imprimé de l'arrêt.

(73) Rédaction proposée par le Chancelier.

(74) Cette épithète, destinée à donner plus de poids à l'argument, ne figurait pas dans le texte soumis par Malesherbes au Chancelier.

(75) On notera que Malesherbes s'est attaché, suivant le vœu du Chancelier, à présenter ce dernier argument sous une forme très claire en lui donnant tout le développement nécessaire.

(76) La fin de l'arrêt est muette sur les trois volumes de planches que Malesherbes prétendait demander aux libraires de fournir pour atteindre le chiffre de dix volumes primitivement promis aux souscripteurs.

L'acte de rigueur étant accompli, Malesherbes cherchait à en amortir la publicité. (77)

Restait à fixer le sort des souscripteurs et à établir comment les libraires seraient quittes de leurs engagements envers eux. Cependant la guerre de plume continuait : de nouveaux pamphlets surgissaient ; Diderot entreprenait des démarches (78) d'accord avec les libraires, pour essayer de faire comprendre au Gouvernement la maladresse qu'il avait commise en supprimant l'ouvrage ; il protestait contre les calomnies qui couraient, contre l'attribution qu'on lui faisait d'une brochure satirique très violente visant Abraham Chaumeix, un des plus zélés pourfendeurs de l'*Encyclopédie*, et contre le réquisitoire d'Omer Joly de Fleury, œuvre de partialité et de mauvaise foi... Dans tout ce tapage, Malesherbes prépare un nouvel arrêt du Conseil. Cet arrêt, rendu le 21 juillet, ordonne aux libraires de rendre aux souscripteurs, non pas la totalité des sommes que ceux-ci avaient payées, mais soixante-douze livres, « *au moyen duquel paiement ils seraient dégagés de leurs engagements envers les souscripteurs.* » (79)

L'arrêt du 21 juillet épouvanta les libraires : si tous les souscripteurs (et ils étaient plus de quatre mille !) demandaient, comme on pouvait s'y attendre, le remboursement de soixante-douze livres, c'était pour eux la famine certaine ! Ils adressèrent aussitôt une requête au Chancelier (80) faisant état des sommes considérables qu'ils avaient engagées dans l'ouvrage ; ils le priaient de donner une interprétation humaine de ce funeste arrêt qui, s'il était exécuté, entraînerait la catastrophe. Ils proposaient (puisque le seul texte des articles de l'*Encyclopédie* avait été condamné et que les volumes de planches demeuraient autorisés), d'indemniser les souscripteurs en défalquant les soixante-douze livres du prix des volumes de planches qui leur seraient livrés à raison d'un par an, et ils établirent aussitôt un prospectus de souscription pour ces recueils de planches (mille planches à répartir entre quatre volumes de 250 chacun). (81) Cela se passait dans les derniers jours de juillet. Le 29 juillet, les trois libraires, Le Breton, Briasson et Durand (82), adressaient à Malesherbes une requête instante pour lui exposer qu'ils seraient ruinés s'ils avaient à rendre aux souscripteurs les soixante-douze livres et lui demander de « *faire interpréter l'arrêt du 21 juillet et ordonner que les libraires livreront aux souscripteurs des planches pour les dé-*

(77) N. Acq. 3348, f° 147.

(78) Diderot disparut pendant quelque temps, mais au cours de l'été. On le crut en fuite. Son père était mort le 7 juin ; il n'avait pas osé partir à cette date et ne se rendit à Langres que fin juillet ; il y arriva le 27 juillet (cf. sa lettre à Sophie Volland datée de ce jour) et en repartit le 16 août.

(79) Fonds Français 22.177, f° 155. On voit un brouillon autographe de cet arrêt avec des ratures et surcharges, N. Acq. 3348, f° 146.

(80) 3348, f° 125.

(81) La publication des volumes de planches devait commencer vers 1760.

(82) David n'était pas du nombre des signataires, car il se trouvait en ce moment en Hollande, à Amsterdam, occupé à des négociations délicates : peut-être songeait-il à faire continuer l'*Encyclopédie* par des confrères hollandais ; les raisons de son voyage demeurent obscures.

dommager de toutes leurs avances et jusqu'à concurrence de soixante-douze livres ». (83)

Dans le même moment, et afin d'éviter que l'arrêt soit rendu public, avant que cette question des planches soit réglée, ils adressaient à Malesherbes (29 juillet) une autre requête pressante, lui demandant d'en différer l'insertion « *dans la Gazette, les écrits publics et les envois de province* ». (84)

Malesherbes se laissa fléchir, du moins à cette seconde supplique. Le lendemain, 30 juillet, il écrivit au directeur de la *Gazette* (85) :

« Vous savez, Monsieur, qu'il a été rendu un arrêt du Conseil par lequel les libraires associés pour l'*Encyclopédie* sont condamnés à payer aux souscripteurs la somme de 72 livres. Ces libraires ne peuvent pas nier que la liquidation ne soit juste, mais ils comptent demander un délai à M. le Lieutenant de police qui est juge des demandes qu'on formera contre eux à ce sujet. Pour cette raison, ils demandent qu'il ne soit point fait mention de l'arrêt dans la *Gazette* d'ici à quelque tems. Il me paroît raisonnable d'avoir pour eux cette indulgence et je vous prie de vouloir bien différer d'en instruire le public jusqu'à ce que j'aye l'honneur de vous écrire ».

De ce côté-ci, les libraires avaient donc satisfaction ; on sait que pas un souscripteur ne demanda le remboursement des soixante-douze livres ; cette non-publicité de l'arrêt contribua largement, sans doute, à un tel résultat.

Restait à obtenir l'adhésion de Malesherbes au projet concernant la publication des volumes de planches. Les libraires ne perdent pas un jour. Le 1^{er} août, Le Breton, qui a déjà eu une entrevue avec le directeur de la Librairie, lui écrit la lettre suivante (86) :

Monsieur,

« J'étais venu dans l'intention de vous présenter le projet que nous nous proposons de donner pour les planches, sur le plan que vous avez eu la bonté de nous tracer dimanche dernier, mais avant de vous le présenter demain au bureau avec mes confrères associés, j'ai cru qu'il ne vous déplairait pas, Monsieur, que je prisse la liberté de vous le montrer en particulier pour le soumettre entièrement à vos ordres.

« Je suis avec un profond respect, Monsieur...

« LE BRETON ».

En quoi consistait exactement ce projet ? (87)

Pour ce recueil, prévu, de mille planches réparties en quatre volumes de 250 planches chacun, on ouvrirait une nouvelle souscription ; on demanderait aux nouveaux souscripteurs un versement de soixante-douze livres au départ et quatre autres versements successifs de soixante-douze livres, à la réception de chaque volume, cela jusqu'au

(83) 3348, f^o 137.

(84) *Ibid.*, f^o 136.

(85) *Ibid.*, f^o 134.

(86) *Ibid.*, f^o 127.

(87) *Ibid.*, f^{os} 128-129.

mois de décembre 1763 ; soit un versement total de trois cent soixante livres.

Quant aux personnes qui avaient déjà souscrit à l'*Encyclopédie* en 1751 et qui devaient recevoir huit volumes de texte et deux volumes de planches (600 planches en tout), elles devaient payer à la réception du huitième volume de texte et des tomes 9 et 10 (planches) la somme de quarante livres. Les libraires, se trouvant dans l'impossibilité de leur fournir le huitième volume de texte, leur consentirent une diminution de dix-huit livres. Ces anciens souscripteurs n'auront plus à payer pour 600 planches que la somme de vingt-deux livres, qui, jointe à celle de quatre-vingt dix livres à laquelle ont été fixées pour eux les 400 planches supplémentaires suivant l'avis publié le 10 octobre 1757⁽⁸⁸⁾, donne un total de cent douze livres payables en quatre versements annuels de vingt-huit livres, jusqu'à décembre 1763, au fur et à mesure du retrait des quatre volumes de planches.

Les libraires proposaient enfin l'insertion dans le nouveau contrat de la clause suivante : « *MM. les souscripteurs de l'Encyclopédie sont priés en venant retirer le premier volume de cette collection, de remettre la souscription de l'Encyclopédie que l'on échangeera contre une nouvelle pour cette collection.* »

Tel était le projet établi par Le Breton, mais — ne l'oublions pas — à la suite d'une entrevue avec Malesherbes et dont celui-ci avait déjà, comme le soulignait le libraire, « tracé le plan ». Il devait être, dans ses grandes lignes, définitivement adopté, et cet accord, dû à la bonne volonté de Malesherbes, allait permettre à la grande entreprise d'échapper à la ruine et aux libraires de reprendre leurs espoirs. Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue l'attention scrupuleuse avec laquelle Malesherbes, durant toute cette période difficile, étudie les propositions des libraires, discute pied à pied leurs prétentions, tout en comprenant la situation tragique dans laquelle les deux arrêts du 9 mars et du 21 juillet risquent de les placer ; tout en s'efforçant de les aider, il se refuse à être dupe de certaines plaintes exagérées et réfute plus d'une de leurs affirmations. C'est bien l'impression qui résulte d'un mémoire écrit avant l'arrêt du 21 juillet, sans doute au début de ce mois, et dans lequel Malesherbes entreprend de répondre à certains arguments des libraires.⁽⁸⁹⁾

« Les libraires de l'*Encyclopédie* ont annoncé par leur souscription que le prix total de l'ouvrage seroit de 280 livres.

« Voyez le tableau des différens payemens qui devoient leur être faits...

« Je sais que depuis la souscription, l'ouvrage s'est étendu et que, si on l'avoit achevé il auroit eu bien plus de huit volumes, mais pour rendre justice aux libraires et aux souscripteurs, il n'est point question de ce qu'ils auroient pu faire, mais seulement à quoy ils se sont engagés.

(88) Lorsque parut le 7^e volume, les libraires publièrent un Avis aux souscripteurs, prévenant ceux-ci d'une augmentation de l'ouvrage, volumes de texte et de planches. En effet, on avait prévu initialement dix volumes ; or, le tome VII s'arrêtait à la lettre G. Il fallait évidemment plus de trois volumes pour mener à bien l'ouvrage.

(89) 3348, f^o 143-144. Brouillon d'un mémoire autographe.

« Les libraires disent encore qu'ils sont bien à plaindre et qu'ils ont fait de grands frais qu'ils ne pouvaient retrouver que par la vente totale de l'ouvrage ; mais c'est une fausseté. Ils se trouvent par l'arrangement proposé avoir un louis pour chaque volume in folio sans figures ; il s'en faut beaucoup que de pareils volumes ne se vendent ordinairement le même prix. Ils ont, disent-ils, payé leurs auteurs fort cher, mais jamais le prix donné aux auteurs n'approche de celui des frais d'impression. D'ailleurs la multiplicité des exemplaires vendus les a dédommagés, et bien au-delà, c'est ce qu'attestent tous ceux qui ont quelque connaissance du commerce de la librairie. Enfin, ils allèguent la dépense de leurs planches. Mais quand l'ouvrage a été supprimé, il n'y en avait pas une seule de gravée. D'ailleurs, il y a quatre mois de cette suppression, on leur a insinué pour lors qu'ils pouvoient demander à donner seulement des volumes de planches, on le leur a même dit expressément, et ils n'en ont rien voulu faire par le désir qu'ils ont eu de tirer un gain excessif de la suppression de leur dictionnaire. Voilà ce qui ne saurait être souffert et ce à quoi il est juste et nécessaire de remédier.

« Les souscripteurs ont bien plus raison de se plaindre de ce qu'on ne leur donne qu'un ouvrage incomplet, ce qui est contraire aux engagements pris avec eux par les libraires. Mais cette raison de justice particulière doit céder aux raisons qui ont fait révoquer le privilège de l'*Encyclopédie*. La rigueur de la loi auroit peut-être mené à condamner les libraires à rendre la totalité du prix de la souscription en leur rendant par les souscripteurs ce qui leur a été fourni. Mais comme il est défendu aux libraires de vendre l'ouvrage, et que l'on doit supposer que cette défense sera exécutée ce seroit ordonner leur ruine que d'ordonner une pareille restitution ».

On voit, par ce texte, avec quel soin Malesherbes, toujours scrupuleux dans l'examen des affaires, s'efforce de trouver une solution équitable tout en soumettant les allégations et les doléances des libraires à une rigoureuse critique.

Que conclure de tout cet ensemble de documents ? La révocation du privilège n'a évidemment pas été imposée à Malesherbes. D'accord avec son père, il s'est arrêté à cette mesure sévère parce qu'il la jugeait motivée par les scandales des volumes successifs, par l'impuissance de la censure, par l'état d'une partie de l'opinion. Il a senti qu'après la condamnation prononcée par le Parlement, il ne pouvait prendre la responsabilité de laisser continuer l'ouvrage ; sa complaisance l'aurait d'ailleurs placé lui-même dans une situation très périlleuse. L'arrêt du Conseil qu'il a rédigé lui-même après quelques tâtonnements, il a voulu le motiver fortement et sans équivoque. Du moins, une fois cet arrêt rendu, s'est-il employé à atténuer ses conséquences ; il en a empêché la diffusion, il a conclu avec les libraires un arrangement qui devait les sauver de la ruine, il a su habilement ménager l'avenir... Prévoyait-il que l'*Encyclopédie*, pros-crite à Paris, condamnée à Rome par le pape Clément VIII (90), allait être reprise et imprimée clandestinement peut-être ?... Dans le *Mé-moire sur la liberté de la presse*, après avoir qualifié d'absurde la

(90) La condamnation fut prononcée le 3 septembre 1759 et publiée peu après dans toutes les églises

décision du Parlement de supprimer les sept volumes parus, alors que ces « volumes étaient déjà chez les souscripteurs », il évite de parler de la suppression du privilège et se borne à indiquer combien il était puéril de désigner des censeurs (qu'ils fussent molinistes ou jansénistes !) pour examiner les sept volumes parus et ceux qui restaient à paraître.

« Ces censeurs n'eurent plus rien à censurer. Les libraires prirent un parti qu'ils auraient dû prendre plus tôt. (91) Ils firent imprimer sans censure, ou en pays étrangers, ou secrètement dans le royaume (je n'ai jamais cherché à pénétrer ce mystère), et ils firent imprimer tout l'ouvrage à la fois pour n'avoir plus de querelle à essuyer à chaque tome ».

On pourrait se demander si la suppression du privilège n'est point apparue à Malesherbes comme le meilleur moyen — le moyen radical — de laisser aux auteurs de l'*Encyclopédie* libre carrière, en soustrayant définitivement l'ouvrage à une censure malfaisante, en tout cas inefficace, et si sa sévérité n'était point une habileté suprême. La suite des événements peut autoriser cette hypothèse. Nous ne chercherons pas, nous non plus, à pénétrer ce mystère...

(91) C'est nous qui soulignons.

CHAPITRE VI

MALESHERBES ET LES ADVERSAIRES DES PHILOSOPHES LE CAS DE FRÉRON

Malesherbes fut-il, comme l'a soutenu Brunetière, systématiquement hostile à Fréron ? — Malgré les ennuis que lui cause sans cesse l'Année Littéraire, il s'efforce d'être impartial et équitable : quelques exemples. — Les censeurs de Fréron. L'abbé Trublet. Malesherbes entre Fréron et l'Alembert. Il prêche la modération à d'Alembert. — Un texte capital : la lettre de Malesherbes à Morellet. — Les plaintes de Marmontel. Refus de Malesherbes à la politique d'arbitraire et au despotisme. — Les éternelles « tracasseries » de Fréron. — L'affaire de l'Écossaise de Voltaire. — Indépendance de Malesherbes. Il réprovoe et condamne les polémiques. L'affaire Palissot et la « Vision » de Morellet. — Ce que Malesherbes reproche aux philosophes.

On sait avec quelle insistance Brunetière, dans une longue étude (1), s'est efforcé de démontrer la partialité constante de Malesherbes en faveur des philosophes et l'hostilité systématique dont il aurait accablé leurs adversaires. En particulier, le critique s'attache à présenter Fréron, l'un des plus farouches ennemis des Encyclopédistes, comme une pitoyable victime, victime des censeurs acharnés à sabrer ses articles, victime des vanités d'une foule d'auteurs déchainés contre lui, victime de Malesherbes qui cède trop souvent à ces vanités. « *Tout est permis contre Fréron, rien n'est permis à Fréron* ». Brunetière appuie sa thèse sur un certain nombre de faits et de textes ; mais il en néglige bien d'autres qui peuvent nous donner une vision sensiblement différente du problème. Sans doute a-t-il raison de rappeler qu'un des premiers actes de Malesherbes fut, en 1752, de supprimer la feuille de Fréron qui s'appelait alors *Lettres sur quelques écrits de ce temps* (L'Année littéraire est née seulement fin février 1754) ; sans doute, dans les années qui suivirent, le directeur de la Librairie infligea-t-il à Fréron plus d'une sanction sévère ; mais la question n'en est pas moins à reprendre dans son ensemble et peut-être, à la lumière des documents connus.

(1) *La Direction de la Librairie sous Malesherbes, Revue des Deux Mondes*, 1^{er} février 1882, p. 567 à 612.

même de ceux que Brunetière a utilisés, arriverons-nous à des conclusions différentes.

Quand on envisage l'attitude de Malesherbes à l'égard de Fréron, on ne doit pas oublier que l'auteur de l'*Année littéraire*, qui ne ménageait personne, s'attirait une foule d'ennemis et s'exposait sans cesse et comme à plaisir aux sanctions. La direction de la Librairie était assaillie de plaintes contre lui. Lui-même ripostait et se plaignait à son tour, ou bien se justifiait, suppliait, demandait grâce. Malesherbes fut, à juste titre, excédé de tout ce tintamarre. Et les censeurs de Fréron, Morand, Trublet (2), Coqueley de Chaussepierre, n'avaient pas la besogne facile. L'un d'eux, Coqueley de Chaussepierre, écrit, le 26 juin 1758 (à propos de l'*Épître à M. l'Evêque d'Orléans*, qui lui a paru innocente et dont il n'a pas entendu dire que le prélat pût en être choqué) : « *Il y a tant de querelles à faire à Fréron à chaque minute que celle-là ne m'est pas venue à l'esprit.* » Trublet, fatigué par toutes les difficultés que lui cause Fréron à propos de ses incessants démêlés avec les Encyclopédistes, demande à Malesherbes la grâce de le relever de ses fonctions. « *Vous savez, Monsieur, mon extrême répugnance à me charger de la censure de l'Année littéraire, et la prière que je vous ai faite plus d'une fois de vouloir bien m'en décharger. Je vous la fais encore. Je suis très flatté des marques de votre confiance, je serai plus encore touché des marques de votre bonté...* » (3)

Malesherbes, que l'on a dépeint comme systématiquement hostile à Fréron, s'efforce au contraire d'être impartial et équitable. En septembre 1756, une lettre de l'abbé Chevet, maître des comptes, sur les cardinaux et insérée dans la feuille 22 de l'*Année littéraire*, fait scandale. Le duc de Luynes proteste. Il est question de suspendre l'*Année littéraire*. Fréron reproche à l'abbé Chevet de lui avoir donné l'assurance que sa « *lettre* » ne déplairait point aux Eminences intéressées et en particulier que « *tout ce qu'il avait mis sur la généalogie de la maison de Luynes était mot pour mot dans Moreri* ». Or, ajoute-t-il, « *on m'a dit que la maison de Luynes avait porté des plaintes très amères contre moi et M. de Malesherbes* ». Il somme

(2) C'est le 16 janvier 1755 que Malesherbes avait proposé cette charge à l'abbé Trublet.

(3) B.N. Nouv. Acq. 3531, f° 64 (28 juin 1756).

Il serait inexact de prétendre que ces censeurs fussent systématiquement hostiles à Fréron.

Morand, chirurgien-major de l'Hôtel des Invalides, un des membres fondateurs de l'Académie de chirurgie, fut même accusé par Voltaire (lettre à M. Bagieu, 13 août 1760) d'avoir beaucoup d'amitié pour « son grand persécuteur, Fréron ». Et Voltaire revient à la charge le 11 janvier 1761 (lettre au même) : « Si M. Morand veut aimer les gens de lettres, il ne faut pas qu'il choisisse les pirates des lettres. »

Quant à Coqueley de Chaussepierre, avocat, Voltaire (lettre du 20 mars 1767 à Elie de Beaumont), l'accuse vertement d'avoir approuvé les « infamies de Fréron » sur les Calas. Il est vrai qu'un peu plus tard, dans une lettre adressée à Coqueley lui-même (24 avril 1767), il le félicite d'avoir séparé sa cause de celle de Fréron. Ce qui prouve (du moins selon Voltaire) qu'il lui avait d'abord et assez longtemps été favorable. « Fréron avait trompé apparemment votre sagesse et votre vigilance lorsqu'une de ses feuilles lui valut le For-l'Evêque et lui attira même l'*Écossaise* qui le fit punir sur tous les théâtres de l'Europe. »

donc poliment l'abbé Chevet de prendre la responsabilité publique de l'article. Malesherbes s'efforce d'arranger l'affaire, il va s'entretenir avec M. et Mme de Luynes qui, du reste, ne demanderont pas mieux que de voir adopter à l'égard de Fréron une attitude indulgente. (4) Au même moment, le roi Stanislas intervient en faveur de Fréron, par le truchement de son ministre Hutin, qui écrit à Malesherbes : « *Sa Majesté a toujours pour lui des bontés particulières. (5) Elle lit exactement ses feuilles, c'est un de ses délassements. Elle sera bien aise d'apprendre qu'aimant les lettres comme vous faites, vous preniez sous votre protection quelqu'un qui a besoin en différentes occasions d'être soutenu dans la carrière pénible et nécessaire qu'il court et que tout le monde lui voit courir avec plaisir.* »

Et Malesherbes répond à Hutin (6) : « *Vous savez, Monsieur, que c'est sur la recommandation du roi de Pologne qu'on a rendu au sieur Fréron la permission d'imprimer ses feuilles périodiques. Les nouvelles marques de bonté que Sa Majesté veut bien lui donner seront certainement pour M. le Chancelier un motif bien puissant de protéger cet auteur. Si cependant, il arrivait par la suite que le sieur Fréron abusât de la tolérance qui lui est accordée au point de se rendre indigne de la protection dont il est honoré, j'espère que le roi de Pologne voudra bien la lui retirer.* »

Certes, on peut faire remarquer que dans cette affaire, Malesherbes a cédé malgré lui à de puissantes interventions ; mais dans d'autres circonstances, il ne se gêne pas pour débouter de leurs prétentions les victimes de Fréron. Ainsi fit-il à l'égard de Crevier, auteur d'une *Histoire romaine* (il se piquait d'être un émule de Rollin) et d'une *Histoire de l'Université de Paris* (7), qui se plaignait d'être en butte aux attaques personnelles de Fréron et priait Malesherbes de se faire communiquer les feuilles incriminées (1757). Le directeur de la Librairie lui répond en ces termes, visiblement imprégnés d'ironie :

« Je n'ai pas le tems de lire les feuilles périodiques [...]. Si l'auteur a perdu de vue l'ouvrage pour se répandre en invectives personnelles contre l'auteur, il mérite une punition sévère, mais s'il avoit pris ce parti, il seroit vengé par l'indignation publique à laquelle un journaliste craint toujours de s'exposer ; aussi, je suis persuadé qu'il se sera renfermé dans des critiques purement littéraires.

« Si ces critiques tombent sur des choses importantes, vous devés à la vérité dont vous estes le défenseur et vous devés à vous-même d'y répondre et je ne doute pas que vous triomphiés aisément d'un adversaire qui vous attaque sur un terrain que vous connaissés mieux que luy.

(4) N. Acq. 3531, f^os 78 et 81.

(5) *Ibid.*, f^o 80. Le roi Stanislas était le parrain d'un des enfants de Fréron.

(6) *Ibid.*, f^o 82. Minute avec des corrections autographes.

(7) Ce Crevier fut, il est vrai, très malmené par Voltaire, qui le dépeint ainsi :

Le lourd Crevier, pédant crasseux et vain,
Prend hardiment la place de Rollin.

Il devait aussi être éteint dans la *Correspondance littéraire* de Grimm (1^{er} juin 1761). On lui doit, outre ses ouvrages historiques, un libelle contre Montesquieu, dans lequel il s'efforce de prouver que l'auteur de *l'Esprit des Loix* n'était pas chrétien.

« Si, au contraire, il ne vous reproche que de légères inadvertances ou des négligences de style, votre réputation est à l'abri de pareilles atteintes. Il est rare qu'on ne trouve pas beaucoup de fautes de ce genre dans les livres d'une grande étendue. Mais des ouvrages dictés par l'amour du bien public, des ouvrages remplis d'érudition et d'une critique judicieuse, des ouvrages en un mot tels que ceux de M. Rollin et les vôtres ne perdent rien de leur prix pour de pareilles imperfections [...]. Enfin, Monsieur, je pense et vous penserez comme moi, que le public est seul juge compétent de ces sortes de contestations. » (8)

Sans ménager sa peine et avec la même paternelle fermeté, Malesherbes s'attache à convaincre et à décourager une plaignante, Mme Retau-Dufresne, veuve d'un des principaux officiers de la ville de Nantes, qui, dans deux lettres exaltées, en avril 1760, lui demande justice contre Fréron, coupable d'avoir gravement attaqué sa réputation dans sa dernière feuille périodique. (9) Le directeur de la Librairie lui explique dans sa réponse qu'il ne peut supposer que Fréron ait eu une intention aussi punissable que celle d'attaquer son honneur ; il s'est servi d'une expression très singulière et très déplacée, mais « *l'allusion serait si indécente et de si mauvais goût qu'il vaut mieux croire qu'il n'y en a aucune* ». Malesherbes donne à l'offensée le conseil de ne pas demander réparation, ce qui serait maladroit ; il se refuse à punir Fréron. « *Ce n'est point de moi que cela dépend, je n'ai d'autre fonction que celle de permettre ou de défendre les livres [...]. S'il faut sévir contre l'auteur, vous n'avez que deux routes à suivre, l'une est celle de la justice réglée en rendant plainte contre l'auteur de l'Année littéraire de calomnie et de diffamation. L'autre est de vous adresser au ministre qui a le département de Paris pour lui demander les ordres du Roi contre le Sr Fréron [...]. Peut-être les gens sensés vous conseilleront-ils de ne pas faire retentir les tribunaux d'une pareille contestation. Le second moyen est celui qui a déjà été employé plus d'une fois contre le Sr Fréron même ; mais ce n'est point par moi que ces ordres ont passé, on s'est plaint au Ministre d'une diffamation imprimée comme on se serait plaint de celle qui serait contenue dans une chanson ou dans une épigramme manuscrite.* » (10)

Mme Retau-Dufresne se rangera à l'avis de Malesherbes ; elle ne demandera pas à Fréron une rectification qui ne ferait que souligner l'injure, elle ne fera pas retentir les tribunaux, elle utilisera la voie plus simple que lui indique Malesherbes, bien résolu à ne pas intervenir dans cette affaire. (11)

(8) N. Acq. 3531, f° 88 (minute autographe très raturée).

(9) *Ibid.*, f°s 155 et 157. La seconde lettre est très violente ; elle stigmatise la plume de Fréron, « trempée dans le fiel, capable d'altérer la tranquillité publique ». (Cette affaire est mentionnée par Brunetière.) Mme Retau-Dufresne venait de publier une *Histoire de la ville de Cherbourg et de ses antiquités* (180 pages).

(10) *Ibid.*, f° 159, signature autographe.

(11) Les plaintes formulées contre Fréron atteignent parfois un haut degré de violence. Telle est celle du chevalier de La Morlière, qui se plaint d'avoir été déchiré par

Il est des cas où Malesherbes juge bon de se retrancher prudemment derrière l'avis des censeurs. Ainsi, lorsque La Condamine lui demande de laisser passer, malgré le censeur qui l'a rejeté, un badinage (dialogue entre trois buveurs, le Suisse, le Provençal et lui-même, M. de L. C.) qu'il a donné à l'*Année littéraire* (12 décembre 1760), Lambert, imprimeur de Fréron, entreprend lui aussi une démarche auprès de Malesherbes et le prie de lui faire savoir, à lui ou au censeur, si l'article peut passer. Dans une apostille de sa main, qui figure au haut de la lettre de Lambert, Malesherbes donne sèchement sa sentence : « *Du 15 décembre. Répondre que je n'ai rien permis et ne permettrai rien de ce que le censeur aura rayé.* » (12)

Pourtant, il apparaît probable que Malesherbes intervint à plusieurs reprises pour protéger Fréron contre la sévérité des censeurs. Dans une lettre où il demande qu'on laisse passer le *Code de la police* malgré l'avis défavorable du censeur, Fréron écrit en effet : « *Je vous prie de le lire, Monsieur, et de voir vous-même s'il n'y a rien qui puisse autoriser sa suppression. Ce retranchement me fait beaucoup de peine parce que mon ordinaire ne pourrait pas paraître, et plus encore, parce que j'y dis un mot obligeant de M. Berryer qui m'a toujours honoré de ses bontés. Si vous voyez aujourd'hui M. de Malesherbes, je vous serais bien obligé de lui parler de cet article et de lui dire que vous n'y trouvez rien à reprendre. M. de Malesherbes a souvent eu la bonté de passer ce que le censeur ne voulait pas prendre sur lui. Je ne connais point mon censeur, mais je crains que Lambert, depuis notre scission, ne l'ait prévenu contre moi, car [...] il n'y a point de feuille où il ne me barre des articles entiers, et des articles, je puis l'assurer, très innocents.* » (13)

Il était toutefois des incartades de Fréron que Malesherbes ne pouvait laisser passer : c'est ce qui arriva à l'occasion de l'affaire Bacqueville. Personnage original, bizarre, un peu fou, M. de Bacqueville venait de mourir. (14) Peu après, paraissait un libelle assez méchant où l'auteur (l'abbé Charbonnet, sous-maître au Collège des Quatre Nations) rapportait toutes les extravagances du bonhomme (lequel était désigné clairement par ses initiales), en mettant dans

Fréron de la façon la plus indigne et qui prétend se faire le porte-parole de « mille honnêtes gens révoltés contre une pareille licence ». « Il n'est pas possible, dit l'offense, qu'une pareille peste ne soit pas enfin retranchée de la société et qu'on souffre plus longtemps un vil insecte s'arroger avec autant d'impunité que d'insolence le droit de discuter des affaires sur lesquelles les tribunaux les plus respectables ne prononcent qu'avec la plus grand circonspection ». - N. Acq. 3531, f° 124.

Le chevalier de La Morlière était l'auteur de plusieurs mauvaises pièces (*Le Gouverneur, La Créole*, 1754), d'un roman intitulé *Angola*. Il est éreinté dans la *Correspondance littéraire* (à la date du 19 août 1754), qui signale qu'« il ne cesse de clabauder contre les ouvrages et de déchirer les auteurs » et qu'« il n'épargne guère que M. de Voltaire, qu'il exalte sans réserve et sans fin ». On cite deux épigrammes très acérées faites contre lui.

(12) N. Acq. 3531, f° 174.

(13) *Ibid.*, f° 179. Lettre non datée ; destinataire non indiqué.

(14) Le *Journal de Barbier* (octobre 1760) relate l'événement en ces termes : « Le 31 de ce mois, M. le marquis de Bacqueville, qui était un fou décidé par plusieurs

la bouche de la Folie un éloge burlesque du défunt. L'affaire cause un tel scandale que Malesherbes (qui donne aussitôt des ordres pour arrêter le débit du libelle) juge bon d'écrire à son père, le Chancelier, pour lui demander conseil sur les sanctions à prendre contre le censeur qui a donné malencontreusement son approbation.⁽¹⁵⁾ Or, Fréron est également compromis, car il a inséré dans l'*Année littéraire* un article jugé insultant pour la mémoire de M. de Bacqueville. Menacé de la Bastille, il va demander la protection de Malesherbes, qu'il trouve sans doute fort mal disposé à son égard, si nous en jugeons d'après les deux lettres consécutives qu'il lui adresse le 8 décembre 1760 (lendemain de sa visite) et 9 décembre.⁽¹⁶⁾ « *En qualité d'homme de lettres, lui dit-il, je crois mériter, Monsieur, que vous me protégiez autant que qu'il que ce soit de mes confrères. Je trouverais injuste qu'on punit quelqu'un pour une misère telle que celle dont il s'agit. Deux jours de Bastille seulement me feraient une peine affreuse...* » Et dans une lettre suivante, il plaide pour son censeur. « *Je ne suis point dans le cas de M. Helvétius et l'on ne peut me soupçonner d'avoir surpris une approbation à un censeur que je ne connais pas* ». Il ne comprend d'ailleurs point comment son article ait pu « *soulever la famille* » de M. de Bacqueville. Il ne s'est servi que du mot de « *singularités* » pour parler des folies de celui-ci. « *Je n'ai point vu le danger de mon extrait, et comme mon censeur lui-même n'en a rien vu, je serais fâché que pour une faute très légère il arrivât malheur à mon censeur, quoique je ne le connaisse pas ; il a fait ce que tous les censeurs auraient fait* ».

Nous connaissons la pensée de Malesherbes par une note autographe et très raturée⁽¹⁷⁾ où celui-ci dément un propos de Fréron qui s'est plaint d'être puni pour les fautes des autres. Si Fréron est puni, ce sera pour sa feuille : « *Il sait qu'on l'a averti plusieurs fois que, quand il tomberoit dans des fautes graves, il n'en seroit pas justifié pour avoir surpris une approbation de son censeur, et ce parti a été pris parce qu'il lui étoit déjà arrivé plusieurs fois d'abuser de leur faiblesse et de leur distraction, enfin parce qu'il n'y a aucun censeur qui, dans l'examen pénible de ses feuilles, puisse répondre se garantir des pièges qu'on lui tendra [...]. Ce n'est point à M. Fréron à m'interroger sur ce qui regarde les autres et il trouvera bon que je ne lui fasse sur cela aucune réponse.* »

Finalement, Fréron est envoyé à For-l'Evêque. C'est d'Hémery, inspecteur de la Librairie, qui l'y conduit et qui en informe Malesherbes par un billet daté du 13 décembre au soir ; il ajoute : « *Le*

traits, a mis lui-même le feu par imprudence à sa maison, quai des Théatins, au coin de la rue des Saints-Pères. Il n'a pas voulu sortir de sa chambre, où il avait de l'argent apparemment, et il avait en main des pistolets pour empêcher d'y entrer, au moyen de quoi le feu a fait des progrès. La maison a été consumée et M. le marquis a été brûlé lui-même.

(15) *Ibid.*, f° 139 (2 décembre 1760).

(16) *Ibid.*, f° 147 et 148.

(17) *Ibid.*, f° 145.

pauvre diable m'a fait pitié et je ne puis m'empêcher d'implorer votre protection en sa faveur. » Mais il ne restera que neuf jours en prison ; le 22 décembre, de Sartine rend compte à Malesherbes de son élargissement. ⁽¹⁸⁾

*
*
*

Ce n'était là que de menus incidents. Mais la guerre perpétuelle que Fréron menait contre les Encyclopédistes (lesquels, on le sait, ne le ménageaient point) mettait le directeur de la Librairie dans des situations autrement difficiles. On en jugera par quelques épisodes caractéristiques.

Au début de 1755, l'*Examen du Discours académique* de d'Alembert, fait par Fréron dans l'*Année littéraire* ⁽¹⁹⁾, a fort embarrassé Malesherbes qui en a arrêté la suite. Il est assailli de lettres de recommandation en faveur de Fréron. A la comtesse de Lamarck, dont l'intervention est des plus chaleureuses, Malesherbes répond non sans quelque ironie ⁽²⁰⁾ :

« Fréron est bien heureux, Madame, d'avoir une protection aussi puissante que la vôtre, et s'il la doit à ses feuilles, il doit se trouver bien dédommagé des nombreux ennemis que les mêmes feuilles lui ont suscitées. Vous conviendrez cependant qu'il a souvent besoin de correction et qu'il n'en craindrait aucune si, quand il a fait des fautes, vous lui permettiez de recourir à vos bontés. Je crois que dans cette occasion-cy, pour son propre intérêt et pour l'empêcher de se mettre dans le cas d'une suppression totale, il est bon qu'il justifie pendant quelque temps la médiocre punition qui lui est infligée, et qu'il en doive la fin aux mesures qu'il proposera lui-même de prendre pour le contenir par la suite.

« J'aurai l'honneur de me présenter chez vous pour vous exposer avec plus de détails les motifs de ma conduite si vous croyez qu'ils valent la peine de vous être expliqués. Je crois cependant que vous les avez devinés aisément, que vous ne les désapprouvés pas... »

Fréron, de son côté, se défend comme un beau diable ; il écrit à Malesherbes une longue lettre qui contient des arguments assez justes et dont voici les passages les plus importants destinés à mettre le directeur de la Librairie en contradiction avec ses propres principes ⁽²¹⁾ :

« J'ose réclamer votre équité, Monsieur, par rapport à l'article même

(18) *Ibid.*, f^os 151 et 152.

(19) D'Alembert, qui succédait à Surian, évêque de Vence, fut reçu le 19 décembre 1754. La *Correspondance littéraire* de Grimm est assez sévère pour ce discours (« mal écrit et mal fait »). La critique de Fréron figure au tome VII, p. 349 suiv. de l'*Année littéraire* en 1754 (lettre datée du 28 décembre).

(20) N. Acq. 3531, f^o 53 (minute autographe).

(21) *Ibid.*, f^os 58, suiv. - Au début de sa lettre, Fréron se plaignait de la partialité de son censeur Morand.

qui regarde l'Académie. Vous m'avez permis les critiques littéraires. Y en a-t-il une seule dans cette feuille qui ne le soit pas ? (22) Y a-t-il quelques personnalités (23) contre l'Académie en corps ou contre quelques-uns de ses membres en particulier ? Je n'ai rien dit que de juste, que de sensé, que de mûrement réfléchi et je le dirais encore demain si vous me rendiez la liberté de ma plume. Soyez persuadé, Monsieur, que le long usage du métier que je fais, l'âge de maturité où je suis parvenu, les suppressions et suspensions que j'ai éprouvées avec justice, m'ont parfaitement et pour toujours éclairé sur ce que je puis me permettre, sur ce que je dois dire ou faire dans mes écrits.

« Je n'ai point cherché à rendre l'Académie ni aucun académicien méprisable, pas même M. d'Alembert, ce qui m'eût été facile par rapport à ce dernier si l'idée m'en était venue, et je vous assure, Monsieur, que je l'aurais fait si j'avais pu prévoir qu'on me fit un crime de ma modération. J'aurais du moins voulu mériter comme il faut la suppression de mon ouvrage. J'avais de quoi couvrir M. d'Alembert d'un ridicule complet. Je l'ai ménagé, non à cause de lui, Monsieur, que j'estime fort peu, mais à cause de vous, mais à cause de l'Académie qui l'a adopté, mais à cause de la prévention du public qui dans six mois rendra justice à la médiocrité de ses talents et de ses connaissances comme homme de lettres, mais à cause de moi-même... »

Et voici, après cette diatribe contre d'Alembert (qui ne doit pas être du goût de Malesherbes), un appel assez pathétique à la justice, tout au moins à l'impartialité :

« Je suis perdu sans ressources, Monsieur, si vous écoutez la passion des encyclopédistes et de quelques académiciens, des Duclos, des Moncrif, des Diderot et des d'Alembert. Ils ne se cachent pas des mauvais desseins qu'ils ont contre moi. Mais daignez, Monsieur, consulter vos propres lumières et vos bontés pour moi. Daignez vous en rapporter à des gens sans partialité et j'ose me flatter que vous ne me trouverez coupable en aucune façon. Je vous citerai M. l'abbé d'Olivet et M. Caperonnier qui ont lu cette malheureuse feuille 35 très attentivement et qui n'y ont rien trouvé de répréhensible, qui disent même tout haut ce que j'ai écrit sans fiel, sans humeur, que je n'ai dit que ce qui était vrai... »

Fréron ajoute en terminant que sa suspension révoltera contre d'Alembert tout le public qui est attaché à son journal « *parce qu'on y trouve ce ton de vérité sans aigreur que les autres journaux ont eu tort d'abandonner...* »

L'année suivante, 1756, nouvel incident. L'abbé Trublet, un des censeurs de l'*Année littéraire* (nous l'avons dit plus haut), écrit à Malesherbes dont il connaît les sympathies, pour se justifier de

(22) C'est parfaitement exact. Fréron admet que d'Alembert a des titres littéraires. Il discute ses idées sur l'éloquence, telles qu'elles se trouvent exprimées dans le *Discours*. Il trouve certains passages entortillés et obscurs. Il critique la façon dont d'Alembert a parlé de Richelieu et de Corneille, lequel « arrachait les applaudissements » donnés à sa personne, tandis que la multitude, en applaudissant Richelieu, ne rendait hommage qu'à la place qu'il occupait... Il termine ainsi : « Presque tout le discours du récipiendaire est écrit dans ce style contraint, embarrassé ; il n'en est pas moins un très grand grand géomètre et un homme de beaucoup d'esprit. »

(23) Ce mot a toujours, à l'époque, le sens d'attaques personnelles.

n'avoir pas censuré un texte où Fréron, transcrivant un passage du *Dictionnaire de la Bible*, reproduisait une phrase de l'arrêt de 1752, condamnant l'*Encyclopédie*.⁽²⁴⁾ Fréron a protesté de sa bonne foi : il n'a fait que copier un livre de théologie et de religion, au surplus imprimé avec privilège et approuvé par Tamponnet, docteur en Sorbonne (et, ce que Fréron se gardait de souligner, précisément un des censeurs théologiens de l'*Encyclopédie*). Mais écoutons Trublet :

« Il est vrai que Fréron a souvent voulu attaquer dans ses feuilles l'*Encyclopédie* et ses éditeurs parce que, dit-il, ils l'ont souvent attaqué dans leur ouvrage ; je n'ai jamais voulu passer ces attaques. J'en ai un jour donné la preuve à M. d'Alembert en lui faisant lire dans quelques épreuves des feuilles ce que j'en avais rayé. Il me parut sensible à cette attention. Depuis, Fréron est revenu souvent à la charge et moi aux ratures. Jamais je n'ai voulu permettre aucun extrait d'aucun ouvrage fait expressément contre l'*Encyclopédie* ». (25)

A cette lettre justificative de Trublet, Malesherbes répond aussitôt (29 juin), et longuement. Il n'est pas de l'avis du censeur. Fréron, selon lui, méritait d'être censuré car « *il est sorti entièrement de la carrière qu'il lui est libre de parcourir* ». En effet, « *on lui a abandonné les défauts des auteurs, mais on lui a recommandé de ne pas toucher à leurs personnes, et il qualifie ceux-ci d'auteurs coupables d'un livre scandaleux !* » Malesherbes ajoute : « *C'est une subtilité que de s'autoriser du livre dont le passage est rapporté [...]. L'arrêt du Conseil contre l'Encyclopédie ne me paraît point propre ici à justifier Fréron...* » (26)

Certes, des textes comme ceux-là seraient de nature à étayer la thèse de la partialité de Malesherbes en faveur des Encyclopédistes. On verra pourtant que sa sympathie pour d'Alembert ne l'aveuglait pas au point de donner toujours tort à Fréron et de ne pas faire entendre à l'ombrageux auteur du *Discours préliminaire* quelques vérités justifiées. Au moment où les pamphlets des *Cacouacs* provoquèrent la tempête que l'on sait, d'Alembert protesta vivement auprès de Malesherbes contre les attaques personnelles de Fréron.

Il lui écrivit deux lettres, le 25 juin 1757 et le 23 janvier 1758.⁽²⁷⁾ Dans la première, il se plaignait de ce que Fréron avait traité l'*Ency-*

(24) Cet ouvrage ne nommait pas, à vrai dire, l'*Encyclopédie*, mais la désignait clairement. Malesherbes, en signalant à Trublet les protestations des auteurs de l'*Encyclopédie*, lui avait dit qu'il supposait que le passage incriminé (*Année littéraire*, feuille 13, p. 193) n'avait pas été mis sous ses yeux. Or, Trublet l'avait bel et bien vu : il ne le dissimule nullement à Malesherbes dans sa réponse.

(25) N. Acq. 3531, f° 63 (28 juin 1756). Ce texte a été utilisé par Brunetière.

(26) *Ibid.*, f° 65. La fin de cette lettre est relative à l'extrait que Fréron doit faire des *Mémoires de Madame de Maintenon* par La Beaumelle. Malesherbes, fidèle à son principe, déclare que Fréron devra éviter toutes allusions au fond même du livre, c'est-à-dire « le personnel (entendez la personne) de Mme de Maintenon et des autres maîtresses de Louis XIV ; il devra se limiter strictement à la critique littéraire de l'ouvrage. — Dans sa réponse (30 juin) Trublet dit qu'il suivra les règles données par Malesherbes, mais il ne cache pas sa répugnance à continuer sa besogne de censeur.

Ces cinq lettres échangées entre Malesherbes et Trublet ont été publiées par J. Jacquart, *La Correspondance de l'abbé Trublet. Documents inédits* (Paris, 1926).

(27) B. N. Mss. fonds français 22191, f°^s 134 et 140.

clopédie d'ouvrage scandaleux ; dans la seconde de ce que Fréron ayant rapporté un passage des *Cacouacs*, sur la géométrie, avait ajouté une note dans laquelle il citait un des ouvrages de d'Alembert « pour faire connaître que l'auteur avait voulu le désigner en cet endroit ». Fréron, de son côté, écrit à Malesherbes le 27 janvier ⁽²⁸⁾ pour se plaindre d'avoir été attaqué dans plusieurs articles de l'*Encyclopédie*, notamment à l'article *Cependant* (où « il y avait deux traits, l'un contre Dieu, l'autre contre moi »), et à l'article *Critique*. ⁽²⁹⁾ Fréron reprochait encore, en termes très amers, aux *Encyclopédistes*, de lui avoir ôté l'amitié du roi de Pologne et de l'avoir fait chasser de l'Académie de Nancy en écrivant mille horreurs contre lui et en engageant M. de Tressan ⁽³⁰⁾ qui était son ami, « à écrire une lettre infâme que d'Alembert avait fait imprimer » (M. de Tressan lui en avait demandé pardon, au mois de septembre précédent, à Versailles, devant le roi Stanislas et M. de la Galaisière, en avouant qu'il avait été « indignement trompé par ces Messieurs »).

Obligé par ses fonctions de recevoir les plaintes des deux adversaires qui se livrent une guerre sans merci, Malesherbes se trouve dans une position difficile. Loin de prendre systématiquement parti pour d'Alembert contre Fréron, il s'efforce dans sa réponse ⁽³¹⁾ de faire comprendre au directeur de l'*Encyclopédie* qu'il est abusif de voir dans toute critique une attaque personnelle. Certes, il lui prodigue d'abord des paroles de sympathie, mais c'est pour l'amener ensuite à une vision plus objective des choses : « Je suis très affligé des chagrins que vous causent les critiques tant de Fréron que des autres. Je voudrais que rien ne troublât la satisfaction que vous causent vos succès et que vous puissiez jouir en paix de votre réputation, la seule récompense digne de vos talents. Je vois encore avec plus de regrets que des traits semés avec imprudence dans l'ouvrage dont vous avés été un des éditeurs donnent lieu à des accusations

(28) *Ibid.*, f° 141.

(29) L'article *Critique* était dû à Marmontel. Voici le passage où Fréron se sent visé : après avoir parlé des critiques supérieurs, l'auteur parlait des critiques subalternes, puis du critique ignorant :

« C'est un nain contrefait qui juge d'après ses proportions une statue d'Antinoüs ou d'Hercule. Les derniers de cette classe sont ceux qui attaquent tous les jours ce que nous avons de meilleur, qui louent ce que nous avons de plus mauvais et qui font de la noble profession des lettres, un métier aussi lâche et aussi méprisable qu'eux-mêmes. (M. de Voltaire dans les *Mensonges imprimés*.) »

A l'article *Cependant*, sous couleur de donner des exemples de la différence de sens entre *cependant*, *pourtant*, *néanmoins*, *toutefois*, on écrivait : « Que tous les critiques s'élèvent contre un ouvrage, qu'ils le poursuivent avec toute l'injustice et la mauvaise volonté possible, ils n'empêcheront pourtant pas le public d'être équitable et de l'acheter s'il est bon. »

Cette lettre de Fréron du 27 janvier sur les articles *Cependant* et *Critique*, est reproduite par Sainte-Beuve, *Lundis*, t. II, p. 531.

(30) Louis-Elisabeth de La Vergne, comte de Tressan (1705-1785), traducteur de l'Arioste, auteur d'un traité sur l'électricité, membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie Française où il succéda à Condillac, gouverneur de la Lorraine et Grand Maréchal de la Cour de Stanislas.

(31) Mss., Fonds Français, 22.191, f°s 143 à 146 (brouillon autographe). Nous avons cité une partie de cette importante lettre, dont Malesherbes a visiblement beaucoup travaillé la rédaction, dans notre ouvrage *Un audacieux message, l'Encyclopédie*, p. 74-75.

dont les suites sont toujours fâcheuses. Mais je mets une grande différence en qui me déplaît et même ce que je désapprouve comme particulier et ce que je dois empêcher comme homme public. Mes principes sont qu'en général la critique littéraire est permise et que toute critique qui n'a pour objet que le livre critiqué et dans laquelle l'auteur n'est jugé que d'après cet ouvrage, est critique littéraire. »

Oui, mais objecte d'Alembert, on nous lance l'accusation d'irréligion ! Or, cela sort des bornes de la critique littéraire. A quoi Malesherbes réplique avec douceur : on vous répondra qu'il est impossible de défendre la cause de la religion sans démasquer ceux qui l'attaquent et que cette accusation ne peut jamais être réputée personnelle quand ce n'est ni sur les discours, ni sur les actions de l'auteur qu'on le taxe d'irréligion, mais seulement sur les ouvrages qu'il a donnés volontairement au public. Et Malesherbes termine sa lettre en priant d'Alembert de lui communiquer ses objections au principe ci-dessus énoncé : il les recevra avec reconnaissance. ⁽³²⁾ On ne saurait être ni plus aimable, ni plus ferme...

Mais c'est surtout dans une longue lettre à Morellet, de février 1758 (lettre dont nous avons à la fois le brouillon autographe et la copie), que Malesherbes nous livre le fond de sa pensée. ⁽³³⁾ Evoquant d'abord les susceptibilités excessives de d'Alembert à l'égard de Fréron, il dit : *« J'ay été encore plus fâché de voir que le chagrin que lui causent les brochures l'ait aveuglé au point de ne pas sentir combien il est indiscret, et j'ose le dire, déraisonnable de demander froidement justice à Fréron dans le moment où le septième tome de l'Encyclopédie, et surtout l'article de Genève, ont excité les cris les plus puissans et où on ne peut plus soutenir l'ouvrage et prendre le parti des auteurs qu'en s'exposant personnellement à des reproches très graves... »*

Et voici maintenant une profession de foi de la plus haute importance qui va nous renseigner sur les principes de Malesherbes quant au problème capital de la liberté d'écrire et sur les circonstances dans lesquelles il a entrepris de rédiger ces *Mémoires sur la Librairie* qui verront le jour beaucoup plus tard, mais qu'il se propose de communiquer, dès leur rédaction achevée, à d'Alembert, lui donnant ainsi une preuve d'estime d'autant plus grande qu'il se refuse à déférer à ses plaintes.

« Pour ce qui me regarde, vous savés que pendant bien des années, je me suis occupé uniquement de littérature et je n'ay vécu qu'avec des gens de lettres. Quand je me suis trouvé entraîné par des circonstances imprévues et peut-être contre mon gré, dans une sphère différente, je n'ay rien tant désiré que de pouvoir rendre quelques services à ceux avec qui j'avois passé ma vie. J'ay cru en trouver l'occasion lorsque j'ay été chargé de la Librairie, puisque je me trouvois à portée de leur procurer la liberté d'écrire après laquelle je les avois toujours vus soupirer et de les affranchir de

⁽³²⁾ C'est ici que se trouve cette parole admirable dans sa simplicité : *Je cherche la vérité de très bonne foi.*

⁽³³⁾ *Ibid.*, f^o 148 suiv. (brouillon autographe) et 138 suiv. (copie).

beaucoup de gênes sous lesquelles ils paroissent gémir et dont ils se plaignoient continuellement. Je croyois aussi rendre un service à l'Etat parce que cette liberté m'a toujours paru avoir plus d'avantages que d'inconvénients. Mes principes sont toujours les mêmes quant au bien de l'Etat. Pour les gens de lettres, l'expérience m'a appris que quiconque a à statuer sur les intérêts de leur amour-propre doit renoncer à leur amitié, s'il ne veut affecter une partialité qui le rende indigne de leur estime.

« Dans ce moment-cy, ne pouvant pas avec justice déférer aux plaintes de M. d'Alembert, j'ay cru ne pouvoir lui donner de plus grandes marques d'estime et de considération que de lui exposer mes principes d'administration. Quand j'ay reçu sa lettre, je travaillois à un Mémoire que je dois donner à M. le Chancelier sur les livres qui doivent être permis ou défendus. Mon premier mouvement a été de communiquer ce mémoire à M. d'Alembert pour toute réponse.

Il est presque achevé, mais je m'aperçois qu'en le conservant tel qu'il est pour le fond des choses, il faudra le refondre entièrement pour l'ordre. Cela demandera encore quelque tems et je n'ay pas voulu faire attendre ma réponse jusque là. Ainsi, j'ay pris le parti d'en faire une que je vous envoie et que je vous prie de remettre vous-même à M. d'Alembert.

« Quand le mémoire sera fini, je le ferai passer sous vos yeux et vous me ferés plaisir de le communiquer encore à M. d'Alembert s'il vous paroît qu'il se veuille donner la peine de le lire.

« Enfin Monsieur, je vais finir par une proposition qui vous paroîtra peut-être singulière et que je consens que vous fassiez à M. d'Alembert si vous le jugés à propos. Vous avez vu dans les fragmens de mon mémoire que nous avons lu ensemble, que mon principe de liberté n'est pas restreint à la littérature et que j'incline beaucoup à l'étendre jusqu'à la science du gouvernement, sans même en excepter la critique des opérations du ministère. Je ne suis pas le maître de donner cette liberté aussi entière que je le désirerois sur les autres administrations. Mais pour la mienne personne ne peut s'en plaindre, et je l'abandonne ainsi si M. d'Alembert ou un autre peut prouver qu'il est contre le bon ordre de laisser subsister des critiques dans lesquelles l'*Encyclopédie* est aussi maltraitée que dans les dernières brochures. Si quelque autre auteur trouve qu'il est injuste de tolérer des feuilles périodiques et s'il prétend que le magistrat doit juger lui-même de la justice des critiques littéraires avant de les permettre ; en un mot, s'il y a quelque autre partie de mon administration qu'on trouve répréhensible, ceux qui s'en plaignent n'ont qu'à dire leurs raisons en public ; je les prie de ne me pas nommer, parce que ce n'est pas d'usage en France, mais ils peuvent me désigner aussi clairement qu'ils le voudront, et je leur promets toute permission.

« J'espère au moins qu'après m'être exposé à leurs déclamations ayant la force en main de les en empêcher, je n'entendray plus parler de plaintes particulières dont je vous avouerois que je suis excédé ».



Dans ce texte essentiel et d'une admirable hauteur de langage. Malesherbes dépasse de beaucoup la question particulière du conflit entre les Encyclopédistes et Fréron. Nous y revenons avec une lettre de Marmontel (23 mai 1759) qui traduit le ressentiment très net de

l'équipe des encyclopédistes contre le directeur de la Librairie, considéré comme coupable de libéralisme et accusé d'une excessive tolérance à l'égard des ennemis des philosophes. (34)

Marmontel se plaint à Malesherbes d'avoir été attaqué par Fréron dans la douzième feuille de l'*Année littéraire*. (35) Il poursuit :

« Si je lui réponds dans le *Mercure* (36), ce sera sans le nommer et avec le mépris qui lui est dû. Mais ce qui m'afflige sensiblement, Monsieur, et ce qui afflige les gens de lettres, c'est de voir que cet ouvrage périodique où ils sont tour à tour personnellement outragés s'imprime et se publie à l'ombre de votre autorité. Si la saine partie de la littérature avait à nommer un magistrat pour présider à la librairie, elle ne choisirait que vous. Vos principes, vos sentiments, votre goût et vos lumières ne vous laissent rien à désirer. Mais, Monsieur, par quelle fatalité faut-il que la tolérance d'un libelle périodique méprisable à tous égards empoisonne dans nos âmes la douce satisfaction de vous avoir pour protecteur ? Vous voyez combien on abuse de la liberté légitime que vous laissez à l'imprimerie, et à quel point l'impunité enhardit l'insolence d'un homme perdu qui ne demande pas mieux que d'engager dans une querelle littéraire quelques-uns des auteurs estimables qu'il ne cesse d'insulter. Il entend ses intérêts et fait son métier de pirate. Mais ce brigandage ne peut être souffert sous un magistrat tel que vous. L'audace de cet insensé ne connaît aucun frein.

« Qu'il attaque l'exécution de l'essai qui m'a été ordonné, mais qu'il respecte au moins la personne qui m'en a chargé et celles qui l'ont fait mettre au théâtre. Il serait indigne de moi de me servir de ces moyens pour réprimer son insolence et c'est à vous seul, Monsieur, que je demande justice [...]. Vous êtes juste, vous aimez les talents, vous avez du plaisir à en être chéri autant que respecté ; il n'est pas possible que sous le nom de liberté vous autorisiez la licence... »

On voit la pression qui est faite sur Malesherbes pour l'amener à prendre à l'égard de l'ennemi numéro un des philosophes, les mesures les plus rigoureuses. Mais Malesherbes, bien résolu à ne pas céder à cette pression, refuse de répondre à Marmontel et c'est dans une lettre à Turgot (37) qu'il affirme, en un vigoureux langage, son opposition à une politique d'arbitraire :

*
**

(34) N. Acq. 3531, f^o 131 et suiv. (autographe et signée).

(35) Fréron n'avait pas attaqué la vie privée de Marmontel, mais il avait seulement critiqué avec vigueur les corrections et modifications d'un goût contestable que Marmontel avait apportées au *Venceslas* de Rotrou. Ce *Venceslas* de Marmontel fut joué en avril 1759 et il est également critiqué par Grimm (*Corresp. littéraire*, 30 avril 1759). Fréron avait été, paraît-il, pleinement approuvé par le duc d'Aumont, à qui il avait lu son article. Le duc d'Aumont aurait même dit qu'« on ne pouvait trop humilier la morgue et l'impudence de M. Marmontel. »

(36) Marmontel avait obtenu le privilège du *Mercure* en 1758.

(37) N. Acq. 3531, f^o 129 (copie sans ratures). De sa main Malesherbes a écrit en haut : « lettre à M. Turgot ».

Il est intéressant de noter que dès cette époque Malesherbes était en relations avec Turgot. Cette lettre est citée par Brunetière jusqu'aux mots : « lieutenant de police responsable » inclus.

Brunetière approuve ici Malesherbes d'avoir su parfois « rappeler les gens de lettres au respect de la liberté d'autrui. » Mais il regrette qu'il ne l'ait pas fait plus souvent.

« Je vous envoie, Monsieur, une lettre de M. Marmontel avec la feuille de Fréron qui y a donné lieu. Je conviens que la critique est amère et peut-être injuste. Mais comment un homme qui a de l'esprit et des lumières et qui depuis bien des années ne cesse de parler avec le public des principes de gouvernement et de législation, veut-il que je me charge de réformer cette injustice ? Ne voit-il pas à quel *despotisme* (puisque c'est le mot à la mode) une pareille administration donnerait lieu ? Comment ne sent-il pas d'ailleurs tout le ridicule qu'il partagerait avec moi s'il venait à transpirer qu'il a invoqué l'autorité au sujet d'un libelle qu'il affecte de mépriser, et que j'eusse la complaisance ou la faiblesse de me mêler de cette affaire ? Comment peut-il dire que cette brochure périodique paraît sous ma protection parce que je ne l'empêche pas ? Ne voit-il pas que c'est la même chose que si on rendait le lieutenant de police responsable de toutes les vérolas qui se distribuent dans un b... parce qu'il les tolère et qu'il réserve la rigueur de la police pour empêcher autant qu'il peut qu'il n'y ait des coupe-jarrets ? »

« Je dirais tout cela à M. de Marmontel lui-même s'il était possible de faire entendre raison à un auteur sur les intérêts de son amour-propre. Mais il y a longtemps que j'y ai renoncé. La véhémence même qu'on voit dans sa lettre et le profond chagrin qui y domine me font connaître qu'il n'est pas en situation d'entendre raison en cette matière. Et, en vérité, sans prendre parti dans la querelle littéraire, je crois pouvoir vous dire qu'il fait trop d'honneur à Fréron et qu'il apprêterait à ce dernier un triomphe bien flatteur s'il savait combien les traits qu'il a lancés ont fait d'effet. » (38)

Ce n'est pas une sinécure que d'être, en ces années troublées, directeur de la Librairie. Il fallait toute la patience, toute la longanimité, toute l'inépuisable bienveillance d'un Malesherbes et aussi toute sa puissance de travail, pour supporter cette humeur bataillieuse des gens de lettres, pour garder une âme égale en présence de ces perpétuelles récriminations, de ces exigences sans cesse renouvelées. Tout le monde a recours à lui, le presse, le sollicite, les philosophes dont il est l'ami mais qui voudraient l'entraîner à des compromissions redoutables, et leurs adversaires, qui n'ont pas toujours tort et envers lesquels il s'efforce d'être équitable. Fréron ne lui écrit pas seulement pour se plaindre des Encyclopédistes, mais aussi pour lui confier toutes ses difficultés matérielles, tous ses embarras professionnels (et Dieu sait s'il en a !). Quand il est en désaccord avec son collaborateur, l'abbé de la Porte, qui fait alliance contre lui avec le libraire Lambert, c'est à Malesherbes qu'il s'adresse, et avec quelle suppliante insistance !

« Je crains, lui écrit-il le 10 juin 1758 (39), que mes tracasseries éternelles avec mes libraires ne vous éloignent de moi et n'affaiblissent votre bienveillance dont j'ai ressenti tant d'heureux effets et dont j'ai encore tant

(38) Cette affaire a donné lieu à plusieurs autres lettres, notamment entre Malesherbes et le censeur Coqueley de Chaussepierre. Relevons encore un billet adressé à Turgot, peu après la lettre ci-dessus. Malesherbes dit qu'il a écrit à d'Alembert une lettre raisonnée et que celui-ci a paru se rendre à ses arguments. Il fait dire à Marmontel de ne plus raconter partout qu'il lui a porté ses plaintes, car « elles le couvriraient d'un plus grand ridicule que la feuille de Fréron et dix autres ne pourraient faire. »

(39) N. Acq. 3531, f° 120.

besoin. Mais j'espère, Monsieur, que vous voudrez bien me la conserver, si vous daignez considérer que je ne suis point l'auteur de toutes ces alterations et qu'elles me sont suscitées par des gens qui cherchent évidemment à me nuire. La reconnaissance que je vous dois, Monsieur, la confiance que j'ai toujours en vos bontés et le devoir que je me suis imposé de ne rien faire que par vos ordres, ne me permettent pas de vous laisser ignorer un nouveau trait qui m'a étrangement surpris et peut-être vous étonnera vous même... »

Lambert et l'abbé de la Porte se sont entendus pour lui voler l'*Année littéraire*, dont ils ont l'audace de lui contester la propriété. Et pourtant lorsque, en 1754, Fréron a conclu un traité avec Lambert, il ne faisait pas mention de l'abbé de la Porte, il agissait en son seul nom. Or voici que, maintenant, de la Porte traite avec le libraire sans prévenir Fréron. « *Lambert, de son côté, dispose de mes feuilles comme d'un patrimoine, il y fait travailler le premier qui lui plaît ; il s'associe malgré moi à des gens dont je ne veux point. Je ne crois pas, Monsieur, que votre intention ait jamais été que je fusse l'esclave et la victime de deux méchants, de deux chenilles qui dévorent mes feuilles* ». Et sur le ton de la plus parfaite humilité, Fréron assure Malesherbes qu'il s'en rapporte entièrement à lui : « *Au reste, Monsieur, je ne ferai rien que de votre aveu ; je me sou mets non seulement à vos ordres, mais à vos désirs.* »

Quelques mois après (1^{er} décembre 1758), Fréron est décidé à rompre avec Lambert. Et comme Malesherbes lui a fait remarquer que le grand obstacle à cette rupture est la dette considérable qu'il a contractée envers le libraire, Fréron promet de rembourser Lambert au plus tôt. « *Lambert a maintenant les feuilles de l'abbé de la Porte qui le dédommageront des miennes ; il n'y aura plus d'émulation entre M. de la Porte et moi lorsque nous n'aurons plus le même libraire, et le public y gagnera* ». (40)

*
**

La suppression du privilège de l'*Encyclopédie* ne mit point un terme aux batailles menées par Fréron contre les philosophes ni aux soucis que le journaliste de l'*Année littéraire* ne cessait de causer à Malesherbes. Une nouvelle bagarre devait se produire en juillet 1760 à propos de l'*Ecossaise* de Voltaire. L'affaire est bien connue. Rappelons que la pièce, dont Voltaire disait à d'Argental qu'elle avait « *été faite bonnement et avec simplicité uniquement pour faire donner Fréron au diable* », mettait en scène le directeur de l'*Année littéraire* sous le nom transparent de Frélon. Imprimée à la fin de mai 1760, elle fut jouée au Théâtre français le 26 juillet et eut seize

(40) *Ibid.*, fo 127. C'est en octobre 1758 que l'abbé de la Porte commença la publication de l'*Observateur littéraire* ; ce périodique, qui fut annoncé par Grimm en termes peu chaleureux, dura jusqu'en 1761.

représentations. ⁽⁴¹⁾ A la scène, on substitua le nom de Wasp (*guêpe*, en anglais) à celui de Fréron, mais cela ne trompa personne.

Rien n'était plus naturel qu'une riposte de Fréron ; elle se produisit sous la forme d'un compte rendu satirique et burlesque de la représentation (*Année littéraire*, 1760, t. V, p. 209 suiv.), dont le titre était *La relation d'une grande bataille*. ⁽⁴²⁾ Cet article, daté du 27 juillet, lendemain de la représentation, s'efforçait de ridiculiser les philosophes et particulièrement l'équipe des encyclopédistes : « ...Ce centre renfermait l'élite des troupes, c'est-à-dire tous ceux qui travaillaient à ce grand dictionnaire dont la suppression fait gémir l'Europe, les typographes qui l'ont imprimé, les libraires qui le vendent et leurs garçons de boutique... » ⁽⁴³⁾

Fréron eut toutes les peines du monde à faire imprimer sa *Relation*. Il écrivit à Malesherbes plusieurs lettres indignées. On jugera de sa légitime fureur par la première, du 31 juillet :

« Monsieur,

« Si je disais dans mes feuilles que Voltaire et les Encyclopédistes sont des coquins, des faquins, et des scélérats (ce qu'il me serait très aisé de prouver), mon censeur ⁽⁴⁴⁾, malgré les preuves, aurait raison de ne pas me permettre ces vérités. Mais au torrent d'injures et d'atrocités dont on m'accable, je n'oppose qu'une pure plaisanterie, qu'une gaieté très innocente, et le censeur que vous m'avez donné ne veut pas la passer ! Dans quel siècle sommes-nous donc, Monsieur ? Quoi, il sera permis à cet infâme abbé de la Porte de me déchirer dans ses feuilles, il sera permis à ce tartuffe de Diderot, à ce bas flatteur de Grimm, d'aller au parterre de la Comédie le jour de la première représentation de l'*Ecossaise*, exciter leur cabale et lui donner le signal de l'applaudissement ! Et je ne pourrai jeter sur mes vils ennemis un ridicule léger !

« Si je remuais le cloaque de leurs mœurs, mon censeur, encore une fois, pourrait m'arrêter, mais je ne veux que rire de toutes ces abominations et faire rire le public, si je le puis, et mon censeur m'en empêchera !

« J'ai recours à votre équité, Monsieur ! On imprime à Paris tous les jours, cent horreurs ; je me flatte que vous voudrez bien me permettre un badinage ! [...]. Le d'Alembert est plus coquin que les autres parce qu'il est le plus adroit. Tout ce que j'ai mis dans ma feuille est exactement vrai ; il attendait aux Tuileries avec impatience des nouvelles de l'*Ecossaise* ; tout Paris, en quelque sorte, a vu ce manège. Enfin, Monsieur, je trouverais extraordinaire qu'on ne me permette pas ma *Relation* et je croirais qu'il y a un parti-pris de me laisser couvrir d'opprobre et de m'empêcher de

⁽⁴¹⁾ Voltaire a prétendu (mais il ne faut pas le croire sur parole !) qu'il ne souhaitait pas voir l'*Ecossaise* portée à la scène. Il écrivait, le 30 juin, à Mme d'Épinay : « On veut faire jouer l'*Ecossaise* à Paris, et ce n'est pas mon avis. Le public s'intéresse à l'humiliation des philosophes qu'il respecte malgré lui ; mais il ne prendra aucun plaisir à voir un fripon qu'il méprise. »

⁽⁴²⁾ On en trouve le texte dans l'édition Moland des *Œuvres de Voltaire*, t. XI, p. 479 suiv.

⁽⁴³⁾ Plus loin, il s'en prend à Grimm : « L'aile droite était commandée par un prophète de Boehmischbroda, le Calchas de l'armée, qui avait prédit le succès du combat... » Tout finit vers les six heures du soir aux Tuileries, par un *Te Voltarium*. Dans l'ensemble ce morceau est une plaisanterie assez lourde.

⁽⁴⁴⁾ Ce censeur était Marin.

jeter à la face de mes vils ennemis la boue dont ils veulent me couvrir... » (45)

Nouvelle lettre de Fréron, le 1^{er} août. Malesherbes avait exigé qu'il supprimât les noms propres. Il s'est soumis, mais en regimbant :

« Ce sont ces noms propres qui font la moitié des noires plaisanteries de Voltaire. Si l'on avait ôté les noms propres des satires de Boileau, elles auraient perdu la moitié de leur sel. Voltaire le sait bien et moi aussi. Mais vous ne voyez pas à propos de me le permettre, j'obéis. J'ai mis Hautesse au lieu de Majesté, Empereur à la place de Roi... »

Il n'a conservé intact que le *Te Voltarium* final et supplie Malesherbes de n'y pas toucher :

« Vous craignez, m'a dit M. Marin, que les prêtres ne se formalisent et ne pensent qu'on a voulu tourner en dérision le *Te Deum*, je vous assure, Monsieur, que cette idée est bien loin de moi... » (46)

Il faut bien avouer qu'il était absurde de prêter à Fréron, écrivain anti-philosophique, une pareille arrière-pensée libertine ! Enfin, Fréron est autorisé à publier son morceau satirique. Brunetière, qui s'étonne que Sainte-Beuve ait loué Malesherbes en la circonstance, n'a pas tout à fait tort de s'indigner de toutes ces tracasseries :

« Quoi donc ! s'il était vrai que Fréron eût parlé de Voltaire seulement comme Voltaire avait parlé de Fréron, n'était-il pas assez monstrueux qu'il eût fallu tant de négociations pour que cet homme eût le droit de rendre la pareille ? »

Disons pourtant que Malesherbes sut, cette fois encore, faire preuve d'indépendance et de caractère en résistant aux pressions qui s'exerçaient sur lui pour l'amener à interdire la riposte de Fréron. Une lettre du 10 août (écrite d'ailleurs après la publication de la *Relation*, mais en pleine bagarre encore, car les représentations de l'*Ecossaise* se poursuivant, Fréron s'arrogeait le droit d'insérer dans sa feuille de nouvelles attaques contre Voltaire et les Encyclopédistes), nous renseigne assez bien sur la façon dont Malesherbes voyait l'affaire et concevait les droits de Fréron. (47)

« Je crois, Monsieur, que Fréron se fera plus de tort qu'à personne en parlant de l'*Ecossaise*, d'autant plus que ce qu'il en dit n'est pas trop bon. Cependant, il n'est pas juste de lui interdire sur cela la critique littéraire.

« Ce qu'il dit à la fin de M. de Voltaire et de M. d'Alembert, n'est plus

(45) Mss., Fonds Français 22.191, f^o 272-273.

(46) *Ibid.*, f^os 274, 275.

(47) *Ibid.*, f^o 276. Au tome V de l'*Année littéraire*, pour 1760, on trouve une nouvelle « lettre sur l'*Ecossaise* » (p. 278-288, datée du 4 août 1760). Ce texte comporte des jugements sur les acteurs, un éreintement de la pièce et se termine par une rectification touchant le chevalier de la Morlière qui n'assistait pas à la première représentation).

Dans les semaines qui suivirent, Fréron poursuit ses attaques contre les philosophes, dans un compte-rendu d'un *Discours sur Epictète, dédié à quelques philosophes de ce temps* (*Année littéraire*, tome VI, lettre V, et en particulier contre d'Alembert : Fréron se déchaîne à deux reprises contre un discours sur la poésie, prononcé par d'Alembert dans la séance du 25 août de l'Académie Française (*ibid.*, tome VI, lettre VII du 10 septembre et lettre XII).

littéraire ; mais quant à M. de Voltaire, ce serait trop blesser la loi du talion que de ne pas permettre à M. Wasp de lui rétorquer quelques personnalités. Pour M. d'Alembert, je ne connois point d'ouvrage dans lequel il ait attaqué personnellement Fréron ; aussi j'ai rayé l'article qui le regarde ; ce n'est pas que cet article fasse grand mal ; mais il faut suivre une règle, quoique nous en soyons un peu écartés dans la feuille de la bataille, parce que, dans ce moment, le pauvre Fréron était dans une crise qui exigeait quelque indulgence.

« Au reste sur cette matière plus que sur toutes autres, quot capita tot censuræ. Je vous ai dit mon avis sur cette affaire parce que vous le désirez pour votre décharge. J'y suis d'ailleurs très faiblement attaché. » (48)

On voit que Malesherbes s'efforçait d'être impartial et équitable en reconnaissant à Fréron le droit de riposter exactement et strictement dans la mesure où il avait été attaqué. La polémique se prolongeant, Malesherbes finit par en être excédé. Il écrit encore le 20 août à Fréron, mais sa légitime impatience ne l'empêche pas de se montrer encore très scrupuleux :

« ...Il y a un censeur nommé ; il faut bien en passer par où il veut. Ce censeur a, dit-on, des fantaisies ; cela peut être, la matière en est très susceptible. Si j'étais à sa place, je n'aurais peut-être pas les mêmes fantaisies que lui, et j'en aurais peut-être d'autres. Au fond, cependant, ce censeur n'a pas tort de s'opposer aux personnalités.

« Il y en a, dites-vous, dans l'*Ecossaise*, mais il n'y a dans l'*Ecossaise* ni noms ni faits allégués et on peut dire que vous étiez libre de ne pas prendre pour vous les injures qui y sont dites. Enfin, tout ce que l'on peut vous permettre en considération de ces injures et par respect pour la loi du talion, c'est de donner votre article dans une brochure séparée qui pourra être de même format que vos feuilles. Mais pour vos feuilles même, comme elles sont expressément permises, elles ne doivent point contenir de traits qui en eux-mêmes sont répréhensibles et ne sont tolérables qu'à cause des circonstances. Au fond, il faudra incessamment que tout cela finisse... » (49)

Versons encore au dossier la réponse de Fréron qui est du lendemain 21 août (50) :

« Monsieur, les articles précédents sur Voltaire, que vous avez eu la bonté de me passer, étaient plus forts que celui pour lequel je vous demande la même grâce. Je sais bien, Monsieur, que j'étais libre de ne point prendre pour moi les injures qui sont dans l'*Ecossaise* parce qu'il n'y a ni noms propres, ni faits allégués. Cette idée m'était venue ; mais comme Voltaire et les philosophes, et leurs croupiers, et les petits auteurs que j'ai critiqués avaient eu soin de me répondre que c'était moi qu'on avait en vue, mon silence à cet égard aurait passé pour dissimulation, pour fausseté, pour crainte ; vous avez été témoin vous-même, Monsieur, des applaudissements effrénés qu'on donna à ce rôle de Wasp le jour de la première représentation (51). applaudissements qui n'auraient pas eu lieu si je n'avais pas

(48) Nous ignorons le destinataire de cette lettre (minute non autographe, mais signée).

(49) *Ibid.*, 281. Minute avec additions autographes (à partir des mots « de traits », l'écriture est celle de Malesherbes).

(50) *Ibid.*, f° 279.

(51) Malesherbes y assistait donc.

été l'objet de l'application. D'ailleurs, Monsieur, dans la pièce imprimée, mon nom se trouve à une lettre près. Aussi, j'ai cru que j'aurais mauvaise grâce à dissimuler ces injures atroces et j'ai mieux aimé m'abandonner à ma franchise [...]

« Daignez considérer, Monsieur, qu'on joue toujours l'*Ecossaise*, et qu'il peut m'être permis, tant qu'on la jouera, de jouer à mon tour Voltaire dans mes feuilles... »



Tout bien considéré, et à la lumière des textes qui précèdent, il nous apparaît difficile de souscrire à cette conclusion de Brunetière : « *Il est permis de regretter que Malesherbes n'ait pas mieux compris ce qu'il y avait en Fréron d'audace et de générosité même, et, qu'au contraire, comme on l'a vu, ce soit toujours ou presque toujours contre Fréron et du parti de la philosophie qu'il ait cru devoir se ranger.* »

Nous avons pu constater au contraire le souci d'impartialité et de justice qui l'anime au cours des continuels démêlés qui opposent l'auteur de l'*Année littéraire* et les philosophes. Certes, dans les premiers temps, Malesherbes dût être « *prévenu* » contre Fréron ; nul doute également qu'il n'ait été souvent excédé par toutes les affaires auxquelles donnait lieu le caractère batailleur du journaliste ; du moins si ses tendances profondes le poussaient du côté des philosophes et des encyclopédistes, s'est-il parfaitement rendu compte de ce qu'il y avait d'inacceptable dans certaines de leurs exigences et n'a-t-il pas hésité à leur résister et à leur dire avec bonté, mais avec fermeté aussi, quelques vérités nécessaires. Dans ces perpétuelles polémiques où l'on confondait l'offense personnelle et la critique littéraire (et où, de nos jours, on verrait très rarement matière à des procès en diffamation), Malesherbes, avec son esprit de juriste accoutumé à délimiter des notions précises, s'efforçait de tracer une ligne nette de démarcation entre ce qu'on devait permettre et ce qu'il fallait interdire, et se refusait avec raison à faire intervenir l'autorité dont il disposait pour trancher tous les débats entre les gens de lettres ⁽⁵²⁾ ; avec une conscience de tous les instants, il s'attachait à distinguer (et à faire distinguer) ce qui était du ressort de la critique intellectuelle et ce qui constituait une attaque contre les personnes ; à plus forte raison n'aurait-il pas accepté de se faire

(52) En veut-on une nouvelle preuve ? On la trouvera dans ce passage d'une lettre — très dure — qu'il écrit le 16 avril 1759 à Pierre Rousseau, directeur du *Journal Encyclopédique*, imprimé à l'étranger, et qui le harcèle de ses réclamations : « Quant aux plaintes que vous faites contre le Sr Fréron, il est bon que vous sachiez, Monsieur, et je voudrais que tous les gens de lettres sussent pareillement, que je ne suis aucunement fait pour me mêler de ces tracasseries particulières. Je ne lis ni ne veux lire ces feuilles. S'il y avait des traits qui intéressassent le gouvernement ou l'ordre public, il y a des gens chargés de m'en avertir. Mais pour les querelles personnelles des auteurs, elles ne me regardent point. Il y a des juges à Paris qui reçoivent les plaintes de toutes espèces de délits. La diffamation en est certainement un. Si celle dont les auteurs se plaignent de la part du Sr Fréron est réelle, ils n'ont qu'à se pourvoir en justice réglée... » (Mss, Fonds Français, 22.133, pièce 25).

le docile instrument d'un parti dont, quelles que fussent ses sympathies et ses amitiés, il n'approuvait pas toujours la désinvolture et l'audace !

Ce que Malesherbes ne pouvait souffrir, c'était la polémique venimeuse et de caractère diffamatoire. Nous en avons encore une preuve dans son attitude à l'égard de Palissot et dans l'affaire bien connue de la *Vision* de Morellet.

Palissot ayant sollicité l'approbation royale pour la préface qu'il voulait mettre à sa *Comédie des Philosophes*, Malesherbes s'y refusa et il s'en expliqua dans un mémoire destiné au duc de La Vauguyon pour être mis sous les yeux du Dauphin. Il fait valoir que Palissot, « *n'ayant jamais passé pour ce qu'on appelle un homme de bien* » ; et paraissant, au contraire, « *un assez mauvais sujet* », il lui appartient moins qu'à personne de se faire le vengeur de la religion outragée ; que, d'autre part, un simple particulier n'a pas à se substituer au ministère public pour accuser des citoyens ; enfin et surtout, que cette préface est un libelle et que, si l'on a refusé l'approbation aux *Quand*, aux *Si* et aux *Pourquoi* dirigés contre Pompignan, il n'y a pas lieu de l'accorder à un écrit dont le caractère polémique est tout aussi manifeste. (53)

Et lorsque parut la *Vision* de Palissot, fausse préface à la *Comédie des Philosophes* (54), le premier mouvement de Malesherbes fut de demander à de Sartine une sanction impitoyable, même Bicêtre, contre l'auteur d'une « *brochure sanglante* » qui s'attaquait non seulement à Palissot, mais à « *des personnes respectables et qui, par leur état, devaient être à l'abri de pareilles insultes* » (29 mai 1760). (55) Ce n'était certes pas pour défendre Palissot (pour lequel il éprouvait fort peu de sympathie) que Malesherbes intervenait avec une telle vigueur, mais il avait été sincèrement outré par les « *traits personnels, insolents pour les personnes à qui ils s'adressent et odieux par les circonstances* ». (56)

On sait la suite : l'arrestation des libraires Robin et Desauges, l'incarcération de Morellet à la Bastille (11 juin). Or, Malesherbes savait que Morellet était l'auteur de la *Vision*, parce que celui-ci était venu se confesser à lui ; il n'en avait rien dit, il n'avait pas averti de Sartine, il avait laissé l'enquête se faire et aboutir. Averti de l'incarcération de l'abbé philosophe, il écrit aussitôt au lieutenant

(53) Fonds Français 22.191, f^os 224 à 230. Il s'agit d'une minute autographe, très raturée, consacrée à la fois à l'affaire du *Mémoire* de Pompignan et à celle de Palissot. Les pages concernant Palissot (annoncées d'ailleurs dans une lettre au chevalier La Ferrière, *ibid.*, f^o 231) ont dû constituer un mémoire à part, dont nous n'avons pas la copie, tandis que nous avons trois copies au net du mémoire sur Pompignan, datées du 30 mai. La *Préface* de Palissot ne fut tolérée qu'après la publication de la *Vision* de Palissot par Morellet.

(54) Conjointement avec un autre libelle dont Morellet était également l'auteur, la *Prière universelle*, traduite de Pope.

(55) N. Acq. 3348, f^o 70.

(56) En particulier ceux qui visaient, avec une inexcusable brutalité, la princesse de Robeck, alors mourante.

de police une longue lettre qui est d'un bout à l'autre un plaidoyer. (57) Il explique d'abord pourquoi il a cru devoir garder le secret :

« Il y a mille choses qui se disent plus aisément qu'elles ne s'écrivent, et celle-là étoit du nombre [...]. La confiance que je vous aurois fait sur cela n'auroit fait que vous gêner dans vos recherches et j'aime mieux à présent ne vous avoir rien dit parce que je suis par là pleinement sûr de n'avoir pas abusé directement ni indirectement de l'aveu qui m'avoit été fait ».

Sans doute ! mais si les inspecteurs Salley et d'Hémery, si de Sartine n'avaient pas découvert le coupable (un certain abbé Morlet ou Morley !), celui-ci aurait bénéficié jusqu'à l'impunité de la protection de Malesherbes. (58)

Quoi qu'il en soit, Morellet est à la Bastille et Malesherbes appelle sur lui l'indulgence : il le connaît depuis longtemps ; c'est « *un homme d'état honnête* », au surplus un prêtre, « *attaché à des gens considérables dans le clergé dont il attendait beaucoup* » ; c'est « *un homme de mérite* » qui a composé un ouvrage sur les toiles peintes qui lui a valu la protection de M. Trudaine ; il a été chargé de travailler sur d'autres matières, concernant le commerce. De plus, il n'a pas été mêlé à l'affaire des préfaces contre Mme de Lamarck et de Robeck qui fit beaucoup de bruit il y a un an ou deux et qui est demeurée impunie...

A ces considérations personnelles s'ajoute un argument d'Etat :

« Enfin, dit Malesherbes, le principal soin du gouvernement dans ces matières est de punir le délit où il se trouve sans protéger un parti de gens de lettres plutôt que l'autre. Il serait misérable que les dépositaires de l'autorité parussent entrer dans de pareilles tracasseries. C'est dans cet esprit qu'on a fermé les yeux sur les brochures dans lesquelles les auteurs se sont accablés d'injures réciproques, mais qu'on a sévi du moment qu'ils y ont mêlé des personnes auxquelles ils devaient porter respect ».

Et Malesherbes conclut que si Morellet doit être puni en raison des traits diffamatoires dont il s'est rendu coupable à l'égard de personnes respectables, il mérite pourtant d'être traité avec indulgence. On sait d'ailleurs que sa punition sera de brève durée. (59)

Ainsi, la position officielle de Malesherbes est la suivante : le gouvernement doit être impartial, tenir l'équilibre entre les philosophes et leurs adversaires. En fait, qu'il s'emploie habilement à protéger les philosophes et leurs amis, c'est ce qui est incontestable. Sincèrement hostile à toutes les polémiques personnelles et diffama-

(57) 22.191, f^os 169-172 (minute autographe).

(58) Toute cette histoire est exposée avec clarté et précision dans l'ouvrage de Daniel Delafarge, *L'Affaire de l'Abbé Morellet en 1760* (Paris 1912). On consultera également l'ouvrage du même auteur, *La Vie et l'œuvre de Palissot* (Paris 1912) p. 245 suiv.

(59) Il sera libéré le 27 juillet. Malesherbes fut un de ceux qui contribuèrent à son élargissement. Pendant sa détention il s'était fait communiquer un des manuscrits saisis chez Morellet au cours de la perquisition : c'était un ouvrage qui se proposait d'expliquer et de défendre les passages qu'on avait jugés trop forts dans l'*Encyclopédie*.

toires, il les réprouve chez tous ceux qui en font usage, mais il est bien aise de s'armer de ce principe pour imposer silence aux auteurs de libelles anti-encyclopédistes, et c'est ce qui ressort nettement d'un passage du mémoire que nous avons cité plus haut, à propos de Palissot :

« Les auteurs de ces brochures, dit-il, veulent aujourd'hui aller trop loin. Ils abandonnent le ridicule qui était dans leurs mains une arme victorieuse et ils veulent satisfaire leur haine par des déclarations violentes.

« On ne doit pas le leur permettre, parce que si de pareils libelles étaient permis aujourd'hui contre les Encyclopédistes, ils le seraient par la suite contre d'autres et que la permission publique scellée du sceau du roi ne doit point être mise à des ouvrages de ce genre. Mais quand ces brochures amères se répandront malgré les défenses, on ne les recherchera pas avec beaucoup de sévérité, et qu'est-ce qui en arrivera ? C'est que ces auteurs abuseront de la satire comme leurs adversaires ont abusé de la philosophie, qu'alors le public se retournera contre eux avec indignation, que ceux d'entre eux qui se seront couverts du voile respectable de la religion pour frapper leurs ennemis avec impunité seront démasqués à leur tour, après avoir démasqué les autres, et que le public, qui à la longue est presque toujours équitable, finira par rendre une justice égale aux deux partis ».

..

En dépit de ses sympathies intellectuelles et personnelles qui se trahissent en tant de circonstances, Malesherbes était demeuré assez indépendant pour dire, quand il le fallait, leurs vérités aux deux partis. Son équité foncière, son aversion pour la mordante et injuste guerre de plume apparaissent singulièrement confirmées par un document inédit, très postérieur aux affaires de l'*Encyclopédie* et de Fréron, et qui est même susceptible de jeter une vive lumière sur les sentiments profonds à l'égard des philosophes. (60)

En 1779, d'Alembert ayant, dans ses *Eloges* des Académiciens, tracé le portrait de Fléchier (qui avait été évêque de Nîmes), avait jugé bon de mettre ce prélat — dont il louait le caractère — en opposition avec le célèbre Lamoignon de Basville, intendant du Languedoc, connu pour sa rigueur envers les protestants. Malesherbes, défenseur et ami des protestants, auxquels il s'efforce depuis plusieurs années de restituer l'état-civil, entreprend, tout au long de deux mémoires, de démontrer à d'Alembert qu'il a parlé avec légèreté et injustice de son grand-oncle et que Basville n'était pas, comme on l'a présenté, un homme d'un caractère dur et inexorable. Mais ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas le plaidoyer que Malesherbes fait pour son ancêtre (nous en reparlerons plus loin dans cet ouvrage) (61), c'est le passage final de la longue lettre que l'ancien directeur de la Librairie adresse à l'ancien chef de l'*Encyclopédie*, en lui envoyant ces deux mémoires.

(60) *Archives de Tocqueville*. L. 119. Dossiers « Protestants ».

(61) Cf. 2^{me} partie, chapitre II.

Après avoir sévèrement reproché à d'Alembert sa documentation insuffisante, son obstination à se maintenir dans des opinions erronées et surtout le malin plaisir qu'il semblait avoir pris à flatter le goût du public par un « *parallèle odieux* » (62), Malesherbes, élevant le débat, blâme ce penchant regrettable, chez trop d'écrivains, à « *amuser le public par des personnalités et des plaisanteries* », et il poursuit en ces termes :

« Depuis trois ans, j'ai été chés les étrangers ; j'y ai trouvé des admirateurs passionnés de vos ouvrages, de ceux de M. de Voltaire, de M. de Montesquieu, de M. Rousseau, de M. de Buffon (63), et je ne vous dissimulerai pas que plusieurs m'ont parlé avec une douleur amère de cette âcreté de nos disputes littéraires qui dégrade dans toute l'Europe le caractère d'homme de lettres.

« Je crois que c'est à vous d'y mettre un terme et que ce moment est arrivé.

« Nous venons de perdre M. de Voltaire ; vous êtes par votre place à la tête du premier corps littéraire de l'Europe. (64) Vous tenés aussi le premier rang dans la littérature par vos talens ; c'est à vous à apprendre à ceux qui entreront dans la carrière que les gens de lettres et les philosophes sont faits pour dire aux hommes de grandes vérités, mais qu'ils se dégradent par des personnalités et qu'ils s'avalissent quand ils emploient leurs talens à satisfaire leurs passions.

« Permettés-moi de vous citer M. de Montesquieu qui me paroît sur cela le plus parfait des modèles.

« Personne n'a renversé plus d'autels que lui, mais il n'a jamais attaqué les personnes, et quand il se crut obligé de répondre à quelques critiques, ce fut avec une modération qui démontroit tellement sa supériorité qu'il les réduisit au silence.

« Aussi n'a-t-il point été chef de parti et je ne doute point qu'il n'eut cru ce rôle au-dessous de lui comme il est au-dessous de vous.

« Un chef de parti perd l'indépendance philosophique parce qu'il est souvent obligé de sacrifier son propre sentiment aux intérêts de son parti et d'épouser les querelles de ceux qu'il blâme et même qu'il méprise intérieurement.

« Le parti de M. de Montesquieu est aujourd'hui toute l'Europe pensante et il a joui toute sa vie de la plus parfaite tranquillité. Si M. de Voltaire s'étoit conduit de même, il ne seroit pas moins grand et il auroit été plus heureux. (65)

« J'ai l'honneur d'être avec un sincère attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur ».

Ainsi, vingt ans après les batailles de l'*Encyclopédie*. Malesherbes

(62) Il s'agit du parallèle entre Fléchier et Fénelon d'une part, Bâville de l'autre.

(63) Remarquons que Malesherbes omet de citer Diderot.

(64) D'Alembert était alors secrétaire perpétuel de l'Académie Française : l'Eloge de Fléchier fut prononcé à la séance publique de l'Académie, le 19 janvier 1778.

(65) Dans le chapitre que nous consacrerons aux relations de Malesherbes avec Voltaire, nous verrons qu'en plusieurs occasions, notamment à propos de l'édition de l'*Histoire de la guerre de 1741*, Malesherbes avait eu la hardiesse de reprocher à Voltaire la mesquinerie de certains de ses procédés.

donnait à d'Alembert une grave et haute leçon. Et nous sentons dans cette page, non point tant d'écho des entretiens qu'il avait eus au cours de ses voyages à l'étranger, que le souvenir assez amer qu'il avait conservé de ces âpres disputes dont, pendant les années où il dirigeait la Librairie, il avait été le témoin et souvent l'arbitre. Homme de réflexion, de pondération et de gravité, Malesherbes réprouvait les attitudes agressives qui dépassent le cadre de la critique intellectuelle et qui visent non seulement à meurtrir, mais à humilier l'adversaire. Il aimait les philosophes, mais déplorait chez eux cet esprit de parti néfaste à la sérénité du jugement. Il admirait Voltaire mais lui préférait Montesquieu, le calme et grave penseur de La Brède, gentilhomme campagnard comme M. de Malesherbes lui-même. Il aimait trop l'indépendance, il était trop attaché à la loyauté pour n'être point choqué par l'emploi de certains procédés que justifiait sans doute l'acharnement de la lutte philosophique. Peut-être ne se rendait-il pas assez compte des nécessités de la guerre et du rôle souvent décisif que joue la passion dans toute bataille des idées ; il est beau de dire aux hommes de grandes vérités, mais ce sont les chefs de partis qui remportent les victoires.

CHAPITRE VII

IDÉES ET DOCTRINES DE MALESHERBES SUR LA LIBRAIRIE PENDANT SON ADMINISTRATION

Les Cinq mémoires sur la Librairie : contenu de ces mémoires ; les réformes proposées par Malesherbes ; la question des permissions tacites. — Malesherbes dénonce les abus et s'efforce d'y remédier. — Il condamne les libelles diffamatoires et les « personnalités ». — Sa critique d'une réglementation décousue qui favorise la fraude. — Le problème des inspecteurs de la Librairie. — Les villes d'entrée. — Les visites aux Chambres syndicales. — Le mémoire à M. de Saint-Priest, Intendant du Languedoc : mesures proposées ; livres étrangers, privilèges, contrefaçons. La tolérance réfléchie. — Malesherbes et le commerce du livre français à l'étranger. — Les gênes rigoureuses : avantages de la liberté. — Un parallèle entre la France et l'Angleterre. — Incohérence et inefficacité du système de la censure. — La pensée de Malesherbes s'oriente vers la notion d'une liberté presque totale.

C'est au début de 1758, après plus de sept années d'administration traversées par des difficultés de toutes sortes et à l'heure même où la bataille contre l'*Encyclopédie* atteignait son paroxysme, que Malesherbes fut conduit à dégager les leçons de son expérience et à consigner par écrit ses idées sur la Librairie, dans cinq mémoires qui auraient été composés à la demande du Dauphin. Publiés bien plus tard et bien après la mort de leur auteur ⁽¹⁾, ils sont précédés

(1) Ces cinq mémoires ainsi que le *Mémoire sur la liberté de la presse* ont été publiés en 1809, chez H. Agasse, 6, rue des Poitevins. La Réserve de la Bibliothèque Nationale renferme un exemplaire de cet ouvrage dans lequel a été inséré le fac-similé d'une lettre du baron Louis à Antoine Alexandre Barbier, bibliothécaire de l'Empereur (rue du Bac, N° 32) ; par cette lettre le baron Louis transmet à Barbier, en vue de sa publication, le manuscrit de Malesherbes qu'il tenait de la main de l'auteur. « Voilà le mémoire. C'est bien sûrement tout ce que l'auteur m'a remis... »

Le futur ministre des Finances de la Restauration, née en 1755, était abbé avant la Révolution ; il était entré en 1780 comme conseiller-clerc à la 3^e Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris. Il fit partie de l'Assemblée provinciale d'Orléans et contribua à la rédaction des Cahiers, en 1788 ; il était d'opinion très libérales. C'est à ce moment là qu'il dut connaître Malesherbes. On le retrouve le 14 juillet 1790 à la Fête de la Fédération, officiant sur le Champ de Mars aux côtés de Talleyrand, évêque d'Autun, son protecteur. Dans la lettre du baron Louis à Barbier, il est question non pas des mémoires mais du mémoire de Malesherbes ; or, dans le fac-similé du contrat qui est inséré à la fin du volume (contrat entre Barbier et l'imprimeur Agasse), il n'est parlé que du *Mémoire sur la liberté de la presse* ; il est donc permis de se demander si les cinq *Mémoires sur la librairie* étaient compris dans le manuscrit remis par Malesherbes à Louis ou si celui-ci n'avait en sa possession que le *Mémoire sur la liberté de la presse* composé en 1788.

de trois lettres qui, si nous en croyons l'avertissement de l'auteur, sont adressées à « *un intermédiaire inconnu* », et qui était « *sinon un ministre entièrement dévoué au Dauphin, du moins un personnage considérable* ». (2) Ces trois lettres sont respectivement datées des 11 février, 3 mars et 28 mai 1759, mais en réalité, il y avait environ un an que Malesherbes avait entrepris ce travail, ainsi qu'en témoigne la lettre à Morellet dont nous avons fait état dans un chapitre précédent et qui se situe en février 1758 ; il y dit — rappelons-le — qu'il travaille à un mémoire qu'il doit remettre au Chancelier, sur les livres qui doivent être permis ou défendus, que ce mémoire est presque achevé, mais qu'une refonte s'en impose « *pour l'ordre* », et que, dès qu'il l'aura terminé, il le mettra sous les yeux de Morellet et de d'Alembert.

L'année suivante, 1759, il ne s'agit plus d'un seul mémoire, mais de cinq mémoires, que Malesherbes adresse à son correspondant en lui disant : « *Mon premier objet a été de vous marquer mon empressement à me rendre à vos désirs, que j'ai regardés comme des ordres supérieurs.* »

Dans la première de ces trois lettres, Malesherbes indique qu'il envoie trois mémoires, qu'il va mettre la dernière main à un quatrième, tout aussi long et important, et qu'il y en aura encore un cinquième contenant des éclaircissements. Il ajoute que, pendant qu'il travaillait à ces trois premiers mémoires, il est survenu des événements qui ont provoqué des corrections et des augmentations.

La seconde lettre annonce l'envoi des quatrième et cinquième mémoires. Malesherbes ajoute qu'il en envisage encore un sixième, concernant l'art de la typographie et l'accroissement du commerce de librairie, question d'ailleurs secondaire. En ce moment, il a peu de temps libre, car il travaille à des mémoires de jurisprudence et de finance pour la Cour des Aides. Evoquant le contenu du quatrième mémoire, Malesherbes signale qu'un exempt de police confidant de Berryer lui a récemment appris l'existence d'un projet de répression des imprimeries clandestines, projet qui correspond point par point au règlement que lui-même a proposé dans ce mémoire. Quant au cinquième mémoire, concernant les permissions tacites, « *il n'est fait que pour détruire la mauvaise impression qu'on a de ces permissions et pour en faire connaître la nécessité* ».

Enfin, dans sa troisième lettre (28 mai), Malesherbes dit qu'il ne s'attendait pas à ce que ces mémoires fussent mis sous les yeux du Dauphin. Il remercie son correspondant des observations qu'il lui a communiquées et annonce de prochaines réponses à ces observations. Il se propose de faire, comme il lui a été suggéré, un extrait de ces mémoires. Le passage final de cette troisième lettre est fort curieux, car il nous révèle une espèce de complicité, une sorte d'accord

(2) On peut se demander si ce haut personnage anonyme n'était pas tout bonnement le Chancelier de Lamoignon, ami intime du Dauphin comme nous l'avons constaté chap. IV.

clandestin entre Malesherbes et ce haut personnage qui ne veut pas que son nom soit ébruité et qui, sans doute, avait entrepris de faire passer sous les yeux du dévot Dauphin quelques idées libérales : « *Je sens parfaitement, écrit Malesherbes, qu'il y aurait de l'inconvénient à laisser transpirer la correspondance qui est entre vous et moi à ce sujet et je sais que nous vivons dans un siècle et dans un pays où on fait un crime de s'instruire et de s'intéresser au bien public à tous autres que ceux qui ont un brevet pour cela. C'est ce qui fait que ceux qui arrivent dans les grandes places ne savent communément rien et n'ont plus le temps de rien apprendre.* »

*
**

La licence des livres est à son comble, proclame Malesherbes au début de son *premier mémoire*, où il affirme la nécessité de faire de nouveaux règlements ou de réformer les anciens. « *Les condamnations faites par le Parlement de livres anonymes et défendus, tels que la plupart de ceux contre lesquels il a sévi, sont absolument inutiles si on n'emploie pas de meilleurs moyens pour découvrir les auteurs et les imprimeurs, et pour faire exécuter les défenses. Le Parlement peut punir l'auteur de l'Esprit parce qu'il s'est fait connaître ; il peut arrêter le débit de l'Encyclopédie parce que l'ouvrage est revêtu du privilège royal et que le nom des libraires s'y trouve. Mais tout l'effet de cet arrêt pour l'avenir sera que les auteurs de pareils ouvrages se cacheront comme ceux de presque tous les autres, et les livres ne paraîtront pas moins* ». Inefficacité des sanctions, nécessité de se limiter à un petit nombre de règlements, mais que l'on sera résolu à faire appliquer, voilà ce qu'affirme Malesherbes dans ce mémoire introductif. (3)

Quels sont les principes fondamentaux qui devront inspirer les règlements futurs ? C'est la question que pose Malesherbes et qu'il s'efforce de résoudre dans le second mémoire. Il propose : 1°) de rendre les auteurs responsables de leurs ouvrages malgré la censure : en effet, le censeur peut être surpris, l'exemple de Tercier et des censeurs de l'*Encyclopédie* le prouve surabondamment, — l'auteur, lui, sait ce qu'il écrit ; 2°) de ne rendre les censeurs responsables qu'envers celui dont ils tiennent leur mission, le Chancelier ; 3°) de borner à *très peu d'objets* le moyen qu'on a d'empêcher les mauvais livres en refusant la permission ; 4°) d'user de rigueur envers les auteurs et imprimeurs qui auront publié sans permission ; 5°) de ne prescrire aux censeurs que des règles fixes et certaines. « Ce n'est point dans la rigueur qu'il faut chercher un remède, c'est dans la tolérance. Le commerce des livres est aujourd'hui trop étendu et le public en est trop avide pour qu'on puisse le contraindre à un

(3) Dans un additif, Malesherbes reproche au Parlement d'avoir condamné l'*Encyclopédie* sans avertir auparavant le Chancelier et malgré l'existence du privilège.

certain point sur un goût qui est devenu dominant. *Je ne connais donc qu'un moyen pour faire exécuter les défenses, c'est d'en faire fort peu. Elles ne seront respectées que quand elles seront rares* ».

Mais quels sont les livres que l'on doit permettre ou, ce qui revient au même, tolérer ? Malesherbes expose longuement ses idées sur cette question essentielle, dans le *troisième mémoire* : il fait preuve d'un courageux libéralisme : *« Ce qui importe au public, c'est que le vrai soit connu ; il le sera toujours quand on permettra d'écrire, et il ne le sera jamais sans cela. Si l'on défend de publier des erreurs, on arrêtera le progrès de la vérité, parce que les vérités nouvelles passeront toujours pendant quelque temps pour des erreurs et qu'elle seront rejetées comme telles par les magistrats. »* (4)

A part un petit nombre de sciences démontrées où l'on peut savoir avec exactitude où gît l'erreur (mais alors il n'y a aucun danger à laisser publier de faux principes parce qu'on est sûr qu'ils seront aussitôt réfutés), dans toutes les autres sciences on n'est jamais sûr de ne pas se tromper.

« Et quel sera le censeur assez téméraire qui osera dire : je suis assez certain de telle vérité pour empêcher qu'on ne soutienne, en présence du public, le sentiment contraire ? Quel est celui qui marquera le terme des connaissances humaines au point où il croit être arrivé, et qui défendra d'aller au-delà de peur de tomber dans l'erreur ? Que deviendra la république des lettres si on la soumet à ces dictateurs impérieux dont l'ignorance, l'orgueil, les passions personnelles, l'attachement outré à un sentiment étoufferont le germe des plus précieuses vérités ? » Après cette véhémence déclaration, profondément imprégnée de cartésianisme et d'esprit moderne, Malesherbes envisage quatre aspects différents sous lesquels les livres peuvent être répréhensibles : ils peuvent *contenir des satires contre les particuliers*, ils peuvent être *dangerieux pour le gouvernement, contraires aux bonnes mœurs, contraires, enfin, à la religion*.

Le premier aspect n'appelle pas de discussion ; les ouvrages diffamatoires doivent être proscrits. Sur le second point, le libéralisme n'offre que des avantages : en effet, la loi d'obéissance étant bien établie, y a-t-il un danger bien réel à laisser écrire sur toutes les autres lois et sur toutes les parties de l'administration publique ? Ne se formerait-il pas plus d'esprits versés dans les différentes parties de la science du gouvernement ? Malesherbes estime qu'il ne faut pas laisser le public dans l'ignorance de ces problèmes.

En ce qui concerne les mœurs, la discrimination serait plus difficile à faire, et Malesherbes indique combien il est malaisé de réprimer les livres licencieux et obscènes qui abondent à son époque. Quant à la religion, il admet que les ouvrages expressément contraires à

(4) Rapprocher ces lignes, dans une lettre inédite (d'ailleurs postérieure) *« Les partisans des anciennes opinions que vous combattés vous trouveront peut-être hérétique. C'est le sort de tous ceux qui établissent des opinions nouvelles. Mais sans ces hérésies les sciences seroient restées dans l'état où elles étoient il y a trois cents ans »*. 25 décembre 1786 (A Rabaut Saint Etienne ?) *Bibl. de Besançon, Mss.* 1442.

la religion et naturellement ceux qui attaquent en même temps la morale ne doivent pas être tolérés. Mais quelle attitude prendre envers ceux qui n'attaquent pas de front, mais de biais, qui usent de l'ironie, qui ont recours aux allusions perfides ? Malesherbes donne aux censeurs théologiens des conseils de modération.⁽⁵⁾ Il conseille une relative tolérance à l'égard des livres protestants, jansénistes, molinistes. Il sait, du reste, combien il est difficile de dépister les imprimeries clandestines (les jansénistes ont leurs imprimeries à eux). D'ailleurs, d'une façon générale, il ne faut pas exagérer les méfaits que l'on impute aux livres : *« On se plaint de la police qui laisse paraître toutes sortes de livres, et on ne songe pas que, dans tous les temps, le même abus a régné ; que ce sont les troubles qui ont amené la licence des écrits et non les écrits qui ont causé les troubles, puisque avant l'art de l'imprimerie et dans le temps que personne ne savait lire en France, il y avait au moins autant de troubles, de mécontentements et plus de révoltes et de guerres civiles. Dès qu'il y a eu quelque fermentation dans les esprits, on a écrit contre le gouvernement et souvent on a débité des satires sanglantes. »*

Dans le quatrième mémoire, de beaucoup le plus long de tous, Malesherbes entre dans le détail des règlements à faire pour empêcher l'impression, le commerce et l'introduction des livres défendus.⁽⁶⁾

Il critique d'abord la réglementation de 1728, qui assujettissait les imprimeurs à trop de formalités, — et surtout la Déclaration du 16 avril 1757, beaucoup trop sévère en ses trois premiers articles, puisqu'elle prévoit la peine de mort *« pour des délits aussi vaguement exprimés que celui d'avoir composé des ouvrages tendant à émouvoir les esprits »*. Il est d'ailleurs absurde de faire des lois trop rigoureuses, car on recule devant leur application.

Faisant ressortir les erreurs de la Déclaration de 1757, Malesherbes montre que des distinctions importantes ont échappé à ses auteurs ; ils n'ont pas vu la différence à faire entre celui qui tient une imprimerie frauduleuse et celui qui imprime en fraude dans une imprimerie ordinaire ; il n'y a pas non plus d'assimilation possible entre celui qui imprime ou fait imprimer un livre et le libraire qui se

(5) Il convient de souligner la façon dont Malesherbes s'exprime au sujet des théologiens et de la théologie ; il est difficile de ne pas voir dans un pareil langage une ironie mordante dissimulée sous une apparence d'irréprochable respect. C'est tout à fait le procédé des Encyclopédistes. « Pour les censeurs théologiens, écrit Malesherbes rien ne doit les arrêter, parce qu'ils sont assez heureux pour professer une science dans laquelle rien n'est douteux ». Et un peu plus loin ; en théologie, « l'erreur est un crime ». D'ailleurs la théologie « n'est point une science susceptible de progrès. L'unité, la simplicité, la constance sont ses principaux attributs. Toute opinion nouvelle est au moins dangereuse et toujours inutile. Qu'on ne craigne donc point que la rigueur des censeurs empêche les études des théologiens de se perfectionner. La science de la Religion a acquis toute sa perfection du moment qu'elle nous a été donnée, et le goût des découvertes ne lui a jamais été préjudiciable ».

(6) Sur toutes ces questions et sur l'état de choses existant alors, on se reportera à l'excellent ouvrage de J.-P. Belin, *Le Commerce des livres prohibés*, notamment aux chapitres II (*L'impression à l'étranger et en province*) et III (*Paris, l'entrée des livres, les imprimeries clandestines*).

borne à le faire vendre, — entre un maître imprimeur et ses employés, entre les libraires et les colporteurs.

Malesherbes avait préparé, en 1758, un autre projet de Déclaration touchant la librairie, et il l'avait concerté avec les principaux chefs du Parlement, qui y apportèrent seulement quelques retouches. Ce projet, qu'il insère ici dans son mémoire, tendait à prévenir les abus : ses dispositions essentielles consistaient à ne donner l'autorisation d'imprimer qu'à des imprimeurs et libraires officiellement reçus et qui auraient fourni la preuve de leurs bonnes mœurs et de leur capacité, et d'autre part, à soumettre ces imprimeurs à des visites régulières et à des formalités propres à empêcher la fraude. Il prévoyait des peines sévères contre ceux qui auraient tenu des imprimeries clandestines ou qui y auraient travaillé ainsi que contre ceux qui auraient fait le commerce des livres sans autorisation régulière. *« En tout cas de fraude, toutes personnes qui y auront pris part seront punies selon les circonstances, la nature des imprimés et la qualité desdites personnes ».*

Mais ce ne sont là que les grandes lignes d'une réforme nécessaire. Malesherbes va maintenant entrer dans les détails, en ce qui concerne les imprimeries d'abord, les libraires ensuite, l'introduction et la circulation des livres enfin.

a) *Imprimeries*. Malesherbes admet que l'on puisse supprimer des places d'imprimeurs dans les très petites villes où les abus sont difficiles à éviter, mais il n'est pas d'avis de restreindre dans l'ensemble le nombre des imprimeurs. (7) L'essentiel est qu'une surveillance soit exercée : or, cette surveillance ne saurait être bien assurée que par des inspecteurs. Paris mis à part, il n'y a plus d'inspecteurs de la librairie qu'à Rouen. (8) Malesherbes propose de les rétablir dans toutes les grandes villes qui seront dépourvues d'Intendant.

D'autre part, il importe de tenir la main à la police de la librairie. Il faut obliger les imprimeurs des petites villes à ouvrir un registre de leur commerce où ils indiqueront le nombre et le nom de leurs ouvriers, ainsi que le nombre de leurs presses ; ce registre sera paraphé et envoyé chaque année à l'Intendant de la province ; à Paris même, il importe que des contrôles efficaces soient effectués par les officiers de la Chambre syndicale ou par ceux de la police, et ces contrôles porteront avant tout sur les employés et ouvriers ; ils s'attacheront à dépister les manquants, ce qui sera un excellent moyen pour découvrir les imprimeries clandestines. Les garçons imprimeurs seront tenus de se présenter une fois par an à un bureau désigné à cet effet ; ainsi, l'autorité pourra exercer sur eux une surveillance régulière.

Malesherbes recommande plusieurs autres mesures : interdire l'emploi de rouleaux au lieu de presses, car les rouleaux (silencieux) se prêtent trop bien au travail clandestin ; ne faire remplir les places

(7) Sur la communauté des imprimeurs-libraires, cf. J.-P. Belin, *op. cit.*, chapitre II.

(8) Il n'y en a pas encore à Lyon à l'époque où Malesherbes écrit son mémoire.

d'imprimeurs que par ceux qui sont nommés par arrêt du Conseil (privilège des veuves mis à part) ; choisir pour les places d'imprimeurs des gens assez aisés pour qu'ils craignent de s'exposer à la peine de la contravention, exiger un nombre minimum de presses dans chaque imprimerie, etc...

b) *Débit des livres*. Malesherbes rappelle tous les règlements antérieurs, notamment celui de 1723, qui est appelé « Code de la Librairie ». Mais ces règlements, qui régissent le débit des livres, ne sont pas exécutés, surtout en province.

Malesherbes préconise avant tout d'interdire le commerce des livres aux personnes non qualifiées et de réglementer strictement le métier de libraire. Mais il y a les marchands ambulants, ceux qu'on appelle des colporteurs ; il ne saurait être question de les supprimer, car ils sont nécessaires, à Paris d'abord, puisque les libraires parisiens sont concentrés en un seul quartier ; en province, car ils vont dans les petites villes et les villages dépourvus de librairie ; ils rendent même des services plus importants encore : ne sont-ce pas les colporteurs dauphinois, ceux qu'on appelle des Bizoards, qui transportent des livres français jusqu'au fin fond de l'Espagne ou de l'Italie ? Il faudrait donc réglementer officiellement ce métier de colporteur, c'est-à-dire : 1°) établir et autoriser légalement les colporteurs ou marchands forains pour les villes où n'existent pas de libraires ; 2°) ne permettre ce commerce qu'à ceux qui y sont expressément autorisés.

En ce qui concerne maintenant les libraires, il convient, pense Malesherbes, d'édicter que dans les villes où il n'y a pas de Chambre syndicale (et il n'y en a que dans cinq ou six grandes villes), on ne sera reçu libraire que par ordre du lieutenant de police et avec approbation de l'intendant. On instituera un examen qui portera sur la conduite et sur les capacités du candidat ; bien entendu, on fera litière de cet ancien règlement — d'ailleurs inappliqué — qui impose aux libraires d'« être congrus en langue latine et de savoir lire le grec » ! (de savants qu'ils étaient jadis, les libraires sont devenus de purs marchands), mais on exigera d'eux au moins la connaissance du français.

Pour les libraires de Paris, l'apprentissage sera maintenu ; pour ceux de province on n'admettra à l'exercice de cette profession que des gens qui auront subi un examen et sur qui des informations sérieuses auront été prises par l'intendant et le lieutenant de police.

En quelques pages très vigoureuses, Malesherbes dénonce ici l'avidité des libraires de Paris (9) : ceux-ci ont mis toutes sortes de diffi-

(9) Notons ici que Malesherbes est généralement porté à défendre les libraires de province contre ceux de Paris. En diverses circonstances, il manifeste visiblement sa bienveillance aux premiers. Ainsi, dans l'affaire de la traduction de l'*Histoire de Sir Charles Grandison*, par l'abbé Prévost : s'il demande à J.-M. Bruyset (libraire de Lyon avec lequel il entretient les relations les plus amicales) de renoncer à l'édition qu'il projetait, il le fait dans le propre intérêt de celui-ci, et il l'autorise, en compensation, à publier les œuvres de Pope. Il approuve Bruyset qui lui a fait remarquer que « le com-

cultés possibles pour empêcher d'accéder à la maîtrise ; ils ont créé une sorte de monopole familial, après avoir obtenu, en 1730, un arrêt du Conseil qui favorise étrangement le népotisme. « *Les fils de libraires, sûrs de leur fortune par ce monopole odieux, propriétaires d'ailleurs du privilège exclusif de la plupart des livres qui s'impriment, jouissent de leur maîtrise sans soin et sans travail, comme on jouit d'une terre qui rapporte un gros revenu, et il n'y a plus de ces sujets actifs et intelligents qui, ayant à travailler pour fonder leur fortune, cherchent tous les moyens de se rendre utiles au public* ». Malesherbes s'élève avec force contre « *ce privilège des fils de maîtres, qui y parviennent sans aucun talent et sans aucun travail* », alors que la route est barrée à « *des gens qui ont travaillé sept ans en qualité d'apprentis et de compagnons* ». « *Si l'on pouvait parvenir à la maîtrise par l'apprentissage, les fils de libraires qui n'ont point de goût ou de talent pour cette profession, craindraient la concurrence et choisiraient un autre métier* ».

Malesherbes revendique ensuite pour les auteurs le droit de vendre eux-mêmes leurs livres qui sont le fruit de leur travail, droit dont les prive un arrêt du Conseil de 1708 qui fait jurisprudence. Il serait d'ailleurs facile de prendre des mesures pour empêcher qu'un auteur ne vende d'autres ouvrages que les siens et ne se livre à un commerce frauduleux.

Restent à examiner les formalités diverses auxquelles on a assujéti les libraires pour prévenir la fraude. Malesherbes les approuve, sauf deux : l'interdiction d'étaler, sur les quais et ailleurs (cet étalage est encore plus public que la vente dans une boutique ; alors, pourquoi le proscrire ?), et la nécessité pour les libraires d'habiter dans le quartier de l'Université ; cette règle est absurde, car elle a donné naissance à tous ces marchands de livres ambulants dont les lieux privilégiés, comme le Louvre, les Tuileries, le Palais-Royal, sont remplis⁽¹⁰⁾ ; toutefois, il ne serait peut-être pas opportun de l'abroger dès maintenant.

c) *Introduction des livres étrangers en France.*⁽¹¹⁾ Malesherbes rappelle brièvement ce qu'est l'organisation existante : il y a en

merce de la librairie ne peut presque se soutenir que par celui de l'étranger » et que, si on laisse aux libraires provinciaux le champ libre pour veiller à ce qui s'imprime et à ce qu'on tire de l'étranger, ils ne s'amuseront plus à contrefaire les livres du privilège. (Cf. B. N. Fonds français, 22144, f^o 261 à 265, et l'article de Edward P. Shaw, *Malesherbes, the abbé Prevost and the first translation of Sir Charles Grandison*, in *Modern Language Notes*, vol. 69, février 1954).

(10) On appelait *lieux privilégiés* certaines maisons de Paris appartenant au Roi, à Monsieur, au duc d'Orléans, à l'Ordre de Malte ou aux Templiers, enfin des collèges ou maisons religieuses. Les perquisitions y étaient interdites et la police y pénétrait difficilement. Des marchands de livres prirent l'habitude de s'y établir et l'on y vendait une foule d'ouvrages publiés sans permission. Ces lieux étaient pratiquement soustraits à la surveillance de la Chambre syndicale. Malesherbes se plaignit plus d'une fois au Chancelier de cet état de choses ; il y eut des conférences, mais sans résultat. Les jardins des Tuileries et le Palais-Royal faisaient partie de ces « *lieux privilégiés* ».

(11) Malesherbes formule ailleurs un principe général : « Il n'est point défendu d'introduire en France les éditions étrangères, à moins que les livres soient répréhensibles en eux-mêmes ou qu'ils ne soient donnés en privilège à des Français. »

France un certain nombre de villes d'entrée ; la visite des livres doit y être faite selon certaines formalités. Les ballots y sont acheminés depuis les bureaux de douanes frontières où ils sont ouverts, puis plombés et munis d'acquits à caution. Les villes appelées « villes d'entrée » sont : Paris, Rouen, Nantes, Bordeaux, Marseille, Lyon, Strasbourg, Metz, Amiens et Lille ; remarquons qu'elles ne sont pas toutes situées en bordure du royaume ; il est absurde, fait observer Malesherbes, que Paris soit « ville d'entrée ». ⁽¹²⁾

Malesherbes analyse les arrêts successifs (1710, 1717, 1721, 1723) qui règlent l'entrée des livres ; il en fait voir les faiblesses et les contradictions. Que penser, également, de cet arrêt de 1735 qui permet l'introduction par Calais des livres destinés à Paris seulement ? Arrêt foncièrement injuste, car il favorise exclusivement les libraires parisiens, en interdisant aux villes de Flandres, de Picardie ou d'autres provinces, un commerce direct avec l'Angleterre. Que penser aussi de cet arrêt de 1746 rendu pour la ville de Lyon ? Il porte que les livres qui viendront de Genève à Lyon ne passeront que par le bureau de Seissel, et ceux qui viennent d'Avignon, par le bureau de Villeneuve ; formalité qui gêne le commerce sans être d'aucune utilité à la police. Dans ce même arrêt, on prescrit l'examen de tous les ballots de livres qui passent par Lyon, sauf de ceux qui sont destinés à Paris, en sorte que si un libraire de Rouen veut faire venir des livres de Genève ou d'Avignon et qu'on les fasse passer par Lyon, ces livres subiront deux visites, aux Chambres syndicales respectives de Lyon et de Rouen. « *On assujettit à des visites les livres qui passent par Lyon, fussent-ils destinés pour une autre grande ville d'entrée. Il s'ensuit une grande incommodité pour les libraires des villes auxquelles on arrive par Lyon, parce qu'ils n'ont que l'alternative de faire venir leurs livres par une route indirecte, ce qui augmente les frais et leur donne de l'embaras, ou de consentir à ce que leurs ballots soient ouverts en leur absence par des libraires de Lyon, c'est-à-dire à des rivaux à qui il est fâcheux de faire connaître son commerce* ». Par là, les libraires lyonnais ont un véritable monopole dans le commerce de Genève et d'Avignon. Quant aux fraudeurs, ils ont un trop grand intérêt d'éviter la visite pour passer à Lyon : ils font venir leurs livres par une autre route et le bénéfice de cette contrebande est assez grand pour qu'ils puissent supporter cette augmentation de frais.

Sur ce problème complexe de l'introduction et de la circulation des livres, Malesherbes s'inspire de trois préoccupations essentielles : supprimer les différences de législation de province à province et rendre autant que possible les lois uniformes, prévenir la fraude, ne pas nuire au commerce : « *Je pense, écrit-il, qu'en même temps qu'il faut prendre tous les moyens possibles pour prévenir la fraude, il ne faut aussi rien négliger de ce qui peut favoriser le commerce.*

(12) Malesherbes note quelque part : « Il paraît que Reims en était autrefois. On prétend que Besançon en est, mais aucun arrêt ne le prouve. »

Or, il n'y a rien de plus destructif de tout commerce que d'assujettir les marchands à ne recevoir leurs ballots qu'après qu'ils ont été ouverts dans une autre ville et soumis à l'examen d'autres marchands, leurs rivaux. »

Après avoir envisagé la question des acquits à caution⁽¹³⁾, après avoir préconisé l'établissement dans les bureaux-frontières d'hommes sûrs et présentant toutes garanties nécessaires afin de dépister la fraude sous toutes ses formes, Malesherbes en vient à l'examen qui doit se faire dans les villes d'entrée et dont les modalités sont indiquées dans plusieurs articles du règlement de 1723 ; il préconise diverses mesures propres à donner à cette visite toutes les garanties possibles dans les villes où il n'existe pas de Chambres syndicales ; c'est l'Intendant (où, à défaut, l'inspecteur de la Librairie) qui chargera un officier de procéder en son nom à cette visite ; il est préférable que le lieutenant de police, les maires et les échevins ne s'en mêlent pas ; l'Intendant seul, qui est en contact direct avec le Chancelier, doit en assumer la responsabilité.⁽¹⁴⁾

Les réformes proposées par Malesherbes se ramèneront, sur l'ensemble de ces questions, aux mesures suivantes :

1°) Ordonner que, conformément aux anciens règlements, les livres n'entreront dans le royaume que par certaines villes ; enjoindre aux fermiers généraux de faire plomber tous les ballots de librairie qu'on voudra introduire dans le royaume et exiger qu'on prenne des acquits à caution pour quelqu'une de ces villes d'entrée.

2°) Fixer la somme pour laquelle il faudra donner caution.

3°) Ordonner que, dans les quatre lieues de la frontière du royaume, on arrêtera tous les ballots de livres non plombés et non munis d'acquits à caution. Sur cela, il faudra se concerter avec les fermiers généraux et savoir à quelle distance ils arrêteront les autres marchandises prohibées ou celles qui leur doivent des droits (Malesherbes croit que cette distance est d'environ quatre lieues pour les provinces qu'on appelle « *pays de la ferme* », et un peu différente pour celles qui sont dites « *provinces étrangères* »).

4°) Déterminer les villes d'entrée et en augmenter le nombre ; y comprendre toutes les villes qui sont la résidence d'un intendant, et établir des inspecteurs de la librairie dans les villes d'entrée où il n'y a point d'intendant.

5°) Conserver l'usage et la forme de la visite qui se fait à Paris et de celle qui se fait à Lyon, mais en exempter tous les ballots qui

(13) On appelait acquit à caution une autorisation délivrée sur papier timbré pour qu'une marchandise qui n'avait pas encore payé de droits pût circuler librement d'un entrepôt à un autre, sous la garantie qu'elle parviendrait à destination.

(14) Mais, précise Malesherbes dans une correspondance avec M. de Caumartin, Intendant des Flandres, les intendants ne sont chargés en aucun cas de donner des permissions d'imprimer. « Les feuilles volantes et autres brochures de peu de consistance sont permises par les lieutenants de police de chaque ville et les ouvrages plus considérables ne peuvent l'être que par un privilège ou une permission scellée, c'est-à-dire par M. le Chancelier. » (8 septembre 1760.)

passent debout par ces deux villes ⁽¹⁵⁾ et qui sont destinées à d'autres villes d'entrée, en exigeant seulement que la destination en soit assurée par l'apposition des plombs et par l'acquit à caution.

6°) Enfin, révoquer ou tout au moins laisser tomber en désuétude tous les règlements particuliers.

Un additif à ce mémoire est consacré aux moyens de mettre un terme à la contrebande d'Avignon. Malesherbes s'est abondamment renseigné sur ce problème difficile à résoudre, puisque le Comtat-Venaissin est un état indépendant enveloppé par plusieurs provinces du royaume. « *Il faut, dit-il, établir pour Avignon la police générale qui doit l'être pour toutes les autres frontières, c'est-à-dire défendre de laisser entrer dans le royaume les livres qu'avec un acquit à caution pour une ville d'entrée* ». ⁽¹⁶⁾

Nous nous sommes attardé sur ce quatrième mémoire (et encore avons-nous négligé plusieurs questions secondaires), parce qu'il était bon de constater avec quel souci d'information exacte, avec quel soin du détail et quelle conscience scrupuleuse aussi, Malesherbes a étudié et critiqué cette organisation compliquée de la librairie à son époque. Loin de « survoler » les problèmes, il en analyse minutieusement les aspects. Quant au *cinquième mémoire*, il est très court, mais il examine une question délicate, sur laquelle il était bon de dissiper toute équivoque, celle des « permissions tacites ».

Les permissions tacites ne sont pas, comme on pourrait le croire, de simples actes de tolérance dont il ne subsiste aucun vestige. « *Les premières permissions tacites qui ont été données ont sans doute été de ce genre ; il arrive encore quelquefois qu'on en donne de pareilles à cause du défaut de principes fixes en vertu desquels le censeur puisse se réputer à l'abri de tout reproche. Mais les véritables permissions tacites sont bien différentes de ces actes de tolérance ou peut-être de connivence* ».

Ces permissions sont consignées sur un registre dont l'original demeure chez le Chancelier, et dont il y a deux copies, l'une entre les mains des syndic et adjoints de la Librairie, l'autre qui est remise au lieutenant de police de Paris. Mais cette réglementation est exclusivement réservée à la capitale : il n'existe aucune forme pour les permissions tacites qu'on accorde dans les provinces. ⁽¹⁷⁾

(15) *Passer debout*, dans le langage de la douane, se dit des marchandises qui, ayant leur destination déclarée au-delà d'une ville, la traversent sans pouvoir y être déchargées.

(16) C'est surtout M. de Saint-Priest, Intendant du Languedoc, qui avait renseigné Malesherbes sur la concurrence d'Avignon. Cf. Madeleine Ventre : *L'imprimerie et la librairie en Languedoc au dernier siècle de l'ancien régime*, p. 101 et suiv. L'auteur a utilisé des lettres échangées entre Malesherbes et l'Intendant en 1758 et 1761 et conservées aux Archives départementales de l'Hérault (C. 2803). La librairie d'Avignon était redoutable parce que l'imprimerie y était à meilleur marché que partout ailleurs. Et ce bon marché tenait à plusieurs causes : 1°) la ville d'Avignon était exempte de toutes charges ; 2°) les imprimeurs, très nombreux, s'y faisaient une grande concurrence ; 3°) le nombre de leurs apprentis et ouvriers était illimité ; 4°) ils pouvaient imprimer sans permission tout ce qu'on leur demandait.

(17) Au-dessous de la permission tacite régulière (si l'on peut dire), il y avait des permissions simplement *verbales* et même d'*indirectes* qui consistaient à laisser entendre au

Malesherbes, qui constate que ces permissions sont devenues très communes à son époque et qui en admet la nécessité, fait toutefois remarquer le danger que courrait la Librairie si, à propos d'un livre incriminé, les juges ne tenaient pas compte de la permission tacite accordée ; or, ils seraient parfaitement fondés à n'en point tenir compte : en effet, les permissions tacites sont, en quelque sorte, secrètes ; le registre envoyé à la Chambre syndicale « n'est signé de personne ayant caractère et est retiré à la volonté de M. le Chancelier ou de celui qui est par lui proposé à cet effet » ; de plus, cette liste de permissions tacites qui est déposée à la Chambre syndicale, est intitulée : « *Liste des ouvrages imprimés en pays étrangers, dont le débit est permis en France* » ; or, cette formule, d'ailleurs inexacte, « *n'est pas suffisante pour garantir l'imprimeur dans le cas où l'on prouverait que c'est lui qui a imprimé l'ouvrage* ».

Pour parer à ces inconvénients et à ces injustices, Malesherbes propose d'établir les permissions tacites par une déclaration enregistrée. Le Parlement, d'ailleurs, dit-il, a senti la nécessité des permissions tacites, et c'est pour les autoriser indirectement que, dans la Déclaration dont Malesherbes a parlé au début du quatrième Mémoire, à l'article 2, où il est fait défense d'imprimer sans permission, on avait ajouté ces termes : « *conformément aux règlements et usages de la Librairie.* » Ce mot d'usage a paru renfermer l'usage des permissions tacites. « *Il ne reste donc plus que de rendre cet usage assez constant pour que le libraire qui a obtenu une pareille permission puisse la produire pour sa décharge et que celui qui n'en a pas obtenu ne puisse pas alléguer qu'il en a une* ».

Il n'en reste pas moins qu'à l'époque où Malesherbes rédige ces mémoires, les permissions tacites, bien que très répandues, n'offrent pas à l'imprimeur et au libraire toutes garanties et peuvent être considérées en quelque sorte comme des permissions honteuses.

*
**

Toutes les idées que Malesherbes a rassemblées dans ces cinq mémoires, et qui s'inspirent à la fois d'un désir de simplification, du souci de faire respecter les lois et les règlements et d'un indéniab le libéralisme, nous les trouvons mises en œuvre ou exprimées sous des formes diverses dans ces dossiers de la Librairie où, à l'occasion d'un grand nombre d'affaires, il a consigné ses opinions dans de brèves notes comme dans de longs mémoires.

Les abus, il ne cesse de les dénoncer. C'est ainsi que dans le mémoire qu'il écrit à propos de la *Théorie de l'impôt* du marquis de Mirabeau, il explique comment, sous le chancelier d'Aguesseau,

libraire qu'on ne le poursuivrait pas pour tel livre. Malesherbes les justifie par une lettre à La Michodière, intendant de Lyon : « Le parti que nous prenons ordinairement est de permettre des ouvrages tacitement ou plutôt de les tolérer, parce qu'on ferait entrer l'édition étrangère et qu'il vaut encore mieux que ce soit des libraires et des ouvriers français qui fassent ce profit. »

que son extrême piété rendit trop sévère, s'est introduit l'usage de ces permissions indirectes ou simples tolérances qui mettaient la police dans un grand embarras. Il y a, précise Malesherbes, deux sortes de permissions données au nom du Chancelier : les unes publiques et scellées, les autres tacites, dont le lieutenant de police possède la liste. Il conviendrait donc de sévir contre tout ce qui est publié sans figurer sur cette liste. Or, on n'a pas sévi contre l'*Ami des Hommes* de Mirabeau, publié sans permission d'aucune sorte. Y a-t-il eu pour ce livre un ordre secret donné au lieutenant de police ? La chose est possible ; en tout cas, l'ouvrage n'a pas été poursuivi. D'où Malesherbes conclut que le libraire qui a imprimé la *Théorie de l'impôt*, également sans permission, est fort excusable, car il pouvait se prévaloir du précédent de l'*Ami des Hommes*.⁽¹⁸⁾

A l'égard des libelles diffamatoires et, en général, à l'égard de tous les écrits s'attaquant aux personnes, la sévérité de Malesherbes s'affirme en maintes circonstances. Il réclame des sanctions rigoureuses contre « *tout homme qui, sous prétexte de disserter et sur les ouvrages nouveaux, insulte la personne des citoyens et attaque leur honneur [...], qui, par la voie la plus publique qu'il soit possible d'imaginer, a cherché à rendre un citoyen la fable et l'objet des railleries du public* ». (19) En termes indignés, il appelle la sévérité du lieutenant de police de Sartine contre deux libelles, dont l'un intitulé *Préface à la Comédie des Philosophes* (20), « *est une brochure sanglante non seulement contre Palissot, mais contre des personnes respectables et qui, par leur état, devraient être à l'abri de pareilles insultes. Ces deux brochures ne sont sûrement revêtues d'aucune permission, et cependant elles sont vendues ce matin chez les marchands établis au Palais-Royal et ailleurs, avec la même publicité qu'un ouvrage revêtu de privilège. Je vous supplie, Monsieur, de faire cesser ce scandale [...]. Je crois qu'il est de l'ordre public que la punition soit très sévère et que cette punition ne se termine pas à la Bastille ou au For l'Evêque, parce qu'il faut mettre une très grande différence entre le délit des gens de lettres qui se déchirent entre eux, et l'insolence de ceux qui s'attaquent aux personnes les plus considérables de l'Etat, et je ne crois pas que Bicêtre soit trop fort pour ces derniers* ». (21)

En ce qui concerne les visites des ballots de livres, il souligne dans une note que les inspecteurs de la Librairie doivent être présents à l'ouverture de toutes les balles, ballots, caisses et paquets d'ouvrages imprimés qui sont apportés de la douane à la Chambre syndicale et à la visite qu'en font les syndic et adjoints.

Dans une longue lettre à Berryer (22), il interprète le règlement de 1723, dont un article défend aux employés des fermes d'ouvrir ni

(18) N. Acq. 3348, f° 239 suiv.

(19) Fonds français, 22133, pièce 44.

(20) C'est la *Vision de Palissot*, de Morellet. Cf. chapitre VI.

(21) N. Acq. 3348, f° 70 suiv. (29 mai 1760).

(22) Lieutenant de police de 1747 à 1752, tout à la dévotion de Mme de Pompadour. Il eut pour successeurs Bertin, puis de Sartine.

de visiter les ballots de livres destinés à Paris. Soit ! dit Malesherbes, mais cet article ne paraît pas regarder la douane de Paris, mais seulement les bureaux de la route par laquelle les livres passent ; *« si on l'appliquait à la douane de Paris, il s'ensuivrait qu'on ne doit point y faire de première visite et non pas qu'entre la première et la seconde il doit être apposé de nouveaux plombs »*. L'analyse des articles montre bien que l'esprit de la loi n'était pas de prescrire la formalité d'un nouveau ficelage et d'un nouveau plomb. D'ailleurs, sur cette visite de la douane, comme sur bien d'autres questions, Malesherbes s'est documenté à bonne source : *« Les plus anciens libraires que j'ai consultés à ce sujet m'ont assuré que la visite de la douane n'était introduite que depuis peu et qu'anciennement les ballots étaient transportés à la Chambre syndicale pour être ouverts [...] Si les officiers de la Chambre syndicale se sont prêtés par négligence ou par collusion à laisser frauder le droit du Roi en glissant d'autres marchandises dans les ballots de livres, c'est cet abus qu'on a voulu prévenir depuis, mais il n'avait pas été prévu par les règlements... »* (23)

Quant à la question des inspecteurs de la Librairie, elle est souvent agitée dans la correspondance de Malesherbes. A Miromesnil, premier Président du Parlement de Rouen, qui voudrait officialiser les fonctions d'inspecteur à Dieppe (fonctions que son prédécesseur avait confiées au lieutenant criminel), il fait observer d'abord que Dieppe n'est pas une *« ville d'entrée »*, que la règle est donc que les commis des fermes arrêtent toutes les balles de livres arrivées à Dieppe, à moins qu'elles ne soient destinées à Paris, à Rouen ou à quelque autre ville d'entrée... Toutefois, Malesherbes reconnaît que, pour empêcher les abus, la meilleure solution était de faire de Dieppe une *« ville d'entrée »*, d'y établir une visite et de préposer un officier pour y présider ; aussi, sous réserve d'un arrêt du Conseil et de l'approbation du Chancelier, Malesherbes approuve-t-il Miromesnil d'avoir donné à l'inspecteur désigné la fonction d'examiner les ballots de librairie destinés à Dieppe et aux environs. *« Vous ne l'autorisez pas à saisir, mais seulement à vous donner ce qui vous paraîtra suspect »*. Excellente précaution ! *« En établissant à Dieppe une visite dépendante de votre administration, il n'y a point, selon moi, d'inconvénient que l'inspecteur de cette ville s'adresse à vous, sauf à vous à prendre les ordres de M. le Chancelier quand vous le jugerez nécessaire »*. La suite de cette lettre aborde d'autres problèmes administratifs, en apparence secondaires, en fait importants, puisqu'il s'agit des meilleurs moyens d'empêcher la fraude : quelles précautions sont à envisager pour les livres destinés à Rouen et ceux qui sont destinés à Paris ? Que vaut le projet de Miromesnil de prendre pour Le Havre et Honfleur les mêmes précautions que pour Dieppe ? Avant de prendre une pareille décision, dit Malesherbes, il faut au préalable se renseigner sur ce qui se passe au sujet

des livres qui arrivent dans les différents ports de Normandie. « *Si les règlements y sont exécutés et qu'on n'y laisse arriver que les livres destinés à Rouen ou à d'autres villes d'entrée en s'assurant par l'acquit à caution qu'ils y seront examinés, il me semble qu'il n'y a rien à changer* ». Sinon, que l'on remette en vigueur le règlement ! Mais il paraît nécessaire de savoir s'il n'existe pas une ville assez considérable pour qu'on y ordonne une visite et qu'on y commette un inspecteur. Malesherbes croit que ce pourrait être Caen, mais cette ville est-elle dans l'administration de Miromesnil ? Malesherbes ignore lui-même si cette administration s'étend dans tout le ressort du Parlement de Normandie ou si elle est restreinte à la seule généralité de Rouen. Et il termine en faisant remarquer à Miromesnil « *combien il y a peu de règle et peu de suite dans ce qui a été fait jusqu'à présent en matière de librairie* ». (24)

Des inspecteurs de la Librairie ? La fraude est trop étendue et les abus trop criants pour qu'on puisse contester leur utilité. (25) Malesherbes ne cesse de le répéter. On a créé un inspecteur à Lyon (et c'est l'excellent Bourgelat, directeur de l'Ecole vétérinaire, collaborateur de l'*Encyclopédie*, qui a toute la confiance de Malesherbes) (26) ; or, la création de cet inspecteur a permis de découvrir que plus des trois quarts de la librairie lyonnaise consistait dans des contrefaçons et autres éditions faites furtivement à Avignon ; et ce sont précisément les livres d'Avignon que l'on a présentés à l'inspecteur lors de ses premières visites. D'où Malesherbes conclut que l'on ne doit pas faire confiance aux libraires pour les visites de livres ; ils ne peuvent que favoriser la fraude !

Telle est bien l'idée maîtresse du long mémoire écrit par Malesherbes en 1760 pour l'établissement d'un inspecteur de la Librairie à Montpellier. Il y démontre qu'il est naïf de prétendre confier aux syndic et adjoints, donc aux marchands eux-mêmes, la dénonciation des abus. Certes, la règle veut que la visite soit effectuée par les syndic et adjoints, mais il n'y a pas de garantie véritable sans la présence d'un inspecteur, lequel reçoit des ordres du Chancelier, soit directement, soit par le canal de l'intendant. (27)

Par un arrêt du 22 avril 1760, les inspecteurs de la Librairie à Paris, d'Hémery et Salley, étaient confirmés dans leurs fonctions ; on les autorisait à constater les contraventions et à « *faire arbitraire-*

(24) 22080, pièce 93, f^{os} 174 à 179 (14 novembre 1759).

(25) Toutefois Malesherbes n'en préconise pas la création dans les petites villes. Ainsi dans une lettre à son père (26 décembre 1762), il se prononce contre la création d'un poste d'inspecteur à Pamiers, sollicité par M. Rigal, conseiller au Présidial (22080, f^o 134).

(26) Bourgelat avait été nommé par un arrêt du Conseil le 20 janvier 1760.

(27) 22080, pièce 122 (f^{os} 240 à 253). Ce mémoire, entièrement autographe, contient une assez longue discussion sur le rôle des inspecteurs, sur les fonctions qu'il convient de leur attribuer, sur leurs rapports hiérarchiques avec le Chancelier, les intendants et, pour Paris, avec le lieutenant de police. Malesherbes avoue n'être pas entièrement éclairé sur ce qui se passait avant lui. Les anciens inspecteurs procédaient-ils à la visite des livres où se bornaient-ils à surveiller l'activité des imprimeurs ? « Je ne sais pas ». — Notons que ce n'est qu'en février 1768, sous l'administration de Sartine, qui succéda en fait à Malesherbes (tout en demeurant lieutenant de police), que trois inspecteurs de la Librairie furent nommés, par arrêt du Conseil, pour le Languedoc.

ment des visites, ensemble ou séparément, dans toutes les dépendances de la librairie et de l'imprimerie ». Cet arrêt provoqua de longues et vives représentations de la Communauté des libraires et imprimeurs de Paris à Malesherbes. (28) Celui-ci consigna en marge du document les éléments de sa réponse, et nous y lisons notamment : « *La multiplicité des abus est trop connue pour qu'on puisse douter de la nécessité d'apporter un nouveau remède [...]. Il est impossible que des marchands occupés à leur commerce veillent à empêcher la fraude de la librairie [...]. Il y a toujours eu des visites faites par des officiers de police. On veut aujourd'hui les rendre plus régulières et plus efficaces, et c'est à cela que les libraires veulent s'opposer.* » Plus loin : « *On sait que les visites faites par les syndic et adjoints sont toujours infructueuses, excepté quand il est question de l'infraction faite à un privilège ou quand ils reçoivent des ordres du lieutenant de police de se transporter sur le champ dans un lieu qui leur est indiqué en sorte qu'ils n'aient pas le temps de prévenir le délinquant...* » Les libraires s'élèvent contre les perquisitions à domicile et font valoir que la maison de chaque particulier est un asile inviolable. A quoi Malesherbes réplique : « *L'application de ce grand principe est absurde ; on n'empêche point que tous les marchands dont la marchandise est capable de fraude ne soient sujets aux visites. Les seuls libraires en ont été exceptés jusqu'à présent, et cela était abusif.* » (29)

Sur le même ton, il fait justice d'autres arguments spécieux invoqués par les libraires.

Faut-il créer de nouvelles villes d'entrée ? Nous avons vu, par le quatrième mémoire, l'importance que Malesherbes attache à la question. Il l'agite encore avec force détails dans le mémoire qui concerne l'établissement d'un inspecteur à Montpellier (30) ; il déplore qu'il n'y ait aucune ville d'entrée dans le Languedoc ; la conséquence en est que les livres des pays étrangers peuvent arriver par Agde ou par Cette et, surtout, que les livres d'Avignon ne peuvent pénétrer en Languedoc qu'après avoir été visités à Lyon et à Marseille. Quelle complication ! Et quels risques ! « *Marseille est une ville d'entrée ; ainsi, les livres qui arrivent d'Avignon ou d'autres pays étrangers peuvent être visités à Marseille et, de là, pénétrer librement à l'in-*

(28) 22080, pièce 112 (f^{os} 214 à 222).

(29) Relevons encore cette annotation marginale : « Les inspecteurs font des visites et il faut que les syndic et adjoints en fassent aussi, parce qu'il y a deux sortes de cas : les uns qui intéressent la communauté des libraires ou les particuliers, les autres qui intéressent l'ordre public. Les syndic et adjoints veilleront toujours efficacement au premier et il ne faut pas leur en enlever la faculté. Mais on a besoin de l'activité d'un inspecteur qui ne soit pas distrait par le soin de tenir une boutique pour veiller au second. »

(30) « Il semble que le principe en général est de ne faire villes d'entrée que celles dans lesquelles l'examen se peut faire commodément et en même temps d'augmenter le nombre de ces villes dans le cas où la commodité du commerce le requiert ».

Le projet de faire de Montpellier une ville d'entrée a fait l'objet, en 1761, d'un long échange de vues entre Malesherbes et Saint-Priest, intendant du Languedoc. Cf. Madeleine Ventre, *L'imprimerie et la librairie en Languedoc*, p. 159-163. Montpellier ne devint pourtant pas ville d'entrée.

térieur du royaume. Mais si ces livres sont destinés pour le Languedoc et qu'on les envoie ensuite par mer de Marseille à Agde ou à Cette, doivent-ils être arrêtés à ces deux ports ? Ou appose-t-on à Marseille un plomb pour constater que la balle qui arrivera à Cette est la même qui a été visitée à Marseille ? Il serait bon de savoir sur cela ce qui se passe journellement et prendre garde que les libraires fraudeurs d'Avignon n'éluent la visite de Lyon et celle de Montpellier en faisant examiner leurs livres à Marseille, où la visite, selon les apparences, n'est faite que par les syndic et adjoints de la librairie de cette ville, ce qui doit laisser beaucoup de facilité à la fraude ». Toujours la même défiance à l'égard des libraires, trop enclins à la complaisance envers leurs confrères pour qu'on puisse leur confier la responsabilité d'inspections sérieuses...

Tous ces textes (et nous pourrions en citer bien d'autres), où nous retrouvons les questions débattues dans le quatrième mémoire, nous dépeignent en Malesherbes un haut fonctionnaire attentif et minutieux, d'une vigilance constante, souffrant d'une réglementation confuse, cherchant à y remédier, cherchant surtout à prendre les mesures nécessaires pour dépister la fraude, ou du moins pour la rendre un peu moins facile, sans illusions d'ailleurs sur l'étendue et la gravité du mal.



Malesherbes ne cessa, jusqu'à son départ de la Librairie, de réfléchir à ces épineux problèmes d'organisation et de contrôle, comme aux moyens les plus propres à développer le commerce des livres français. Un important mémoire qu'il adressa le 2 novembre 1761 à M. de Saint-Priest, intendant du Languedoc (qui lui avait soumis ses vues personnelles en la matière), nous permet d'apporter des précisions à quelques-unes de ses idées et de connaître sa pensée sur des questions insuffisamment examinées dans le mémoire de 1758-59. (31)

Approuvant un arrêt qu'avait pris M. de Saint-Priest le 3 mars 1745 (et qu'il ignorait totalement, nous dit-il) (32), il considère comme excellent de soumettre à une visite *« tous les livres qui entrent dans une grande ville comme Toulouse ou Montpellier, parce que les plus grandes villes sont certainement les lieux où il se fait le plus grand commerce et où il est le plus nécessaire d'empêcher la contagion de se glisser »*. Cette disposition ne figure sans doute pas expressément dans le règlement de 1723, *« et je crois me souvenir, ajoute-t-il, que quand je l'examinai sur cette question, je le trouvai un peu confus et même contradictoire »*, mais la mesure est formellement édictée pour Paris et pour Lyon.

(31) Fonds français 21.832, f^os 193 suiv. (copie).

(32) « Je vous remercie de me l'avoir communiqué. Je ne crois pas qu'il en soit fait mention dans les recueils de règlements de librairie que nous avons [...]. Je ne peux cependant vous rien assurer sur cela, parce que je suis à la campagne où je n'ai pas mes recueils sous la main ».

Toutefois, ne conviendrait-il pas d'exempter de la visite les livres qui passent par ces villes pour aller plus loin ? Sur ce point, Malesherbes hésite et finit par conclure affirmativement : « *La visite, dans ce cas, est inutile, parce que, si ce sont des livres qui ne puissent pas souffrir l'examen, on peut croire que les fraudeurs auront attention de les faire passer par une voie détournée et d'éviter le lieu de la visite. D'ailleurs, cette même visite est très incommode pour le commerce tant par l'embarras de l'emballage et du déballage que parce que les libraires de Toulouse et de Montpellier s'instruisent par cette visite du commerce des autres libraires du royaume, ce qui est injuste.* » Et Malesherbes de rappeler à ce propos le privilège des libraires de Lyon qu'il a dénoncé dans son quatrième mémoire, ce privilège qui, en les autorisant à faire visiter tous les livres venant de Genève et d'Avignon et passant seulement par Lyon, leur donne un droit de regard sur les affaires de leurs confrères parisiens ou d'autres villes. Tout bien réfléchi, la visite des livres à Toulouse et à Montpellier est une mesure excellente, mais à condition qu'on la restreigne à ceux qui ne vont pas au-delà, et en tout cas qu'on en exempte les livres munis d'acquit à caution pour une autre ville où il y a visite.

Ce mémoire adressé à Saint-Priest nous livre aussi la pensée de Malesherbes sur l'introduction des livres étrangers (33), sur les privilèges et sur les contrefaçons.

1°) *Livres étrangers.* Il serait, certes, très utile pour le commerce de la librairie d'empêcher l'introduction des livres étrangers, mais pour d'autres raisons ce barrage ne serait pas souhaitable. « *Il n'en est pas de la librairie comme de tous les autres objets de commerce, et l'intérêt du commerce exige qu'en France on se serve du drap de France plutôt que du drap d'Angleterre ; on doit défendre l'entrée de ce dernier parce qu'après tout, on est suffisamment vêtu avec du drap de France quoique l'autre soit un peu plus beau, mais en matière de librairie, un livre ne tient pas lieu d'un autre et on ne peut pas priver les Français des connaissances qu'ils peuvent acquérir dans les livres allemands, italiens, anglais ou autres.* » Il est vrai, toutefois, précise Malesherbes, que cette permission donnée aux éditions étrangères devrait se restreindre aux livres qui ne sont ni ne doivent être imprimés en France.

2°) *Privilèges.* (34) Malesherbes leur est franchement hostile ; il les considère comme la ruine du commerce de la librairie. Voici comment il développe sa pensée et expose l'état de la question :

(33) Entendons ici non pas les livres français imprimés à l'étranger, mais les ouvrages d'auteurs étrangers.

(34) Le privilège, grâce spéciale accordée par l'autorité royale, était une autorisation accordée exclusivement à un libraire pour la publication d'un ouvrage particulier et pour une durée qui variait entre deux et dix ans. Il y avait aussi des privilèges généraux qui étaient octroyés à un libraire pour tous les ouvrages qu'il pourrait éventuellement publier pendant sa vie ou durant une période fixée ; mais ce genre de privilège ne fut pratiquement plus accordé après le xvii^e siècle.

« La nécessité de favoriser de belles éditions n'a sûrement lieu que dans peu de cas et peut-être jamais.

« Celle de fournir aux auteurs le prix de leur travail mériterait d'être discutée, et peut-être pourrait-on trouver dans un autre système d'administration des dédommagements pour les auteurs. Mais sans entrer dans cette discussion, il est au moins certain que cette considération ne milite pas pour les ouvrages dont les auteurs sont morts depuis longtemps et n'en ont souvent rien retiré dans l'origine.

« Mais aujourd'hui, les libraires de Paris veulent établir que, quand ils sont aux droits d'un auteur, fût-il mort depuis cent ans, ils sont propriétaires de l'ouvrage et que le gouvernement ne peut pas sans injustice permettre à un autre le même ouvrage ; ils vont plus loin et de ce qu'ils ont une fois obtenu un privilège, ils concluent que l'auteur est présumé leur avoir transporté tous ses prétendus droits et que, dès lors, ils en doivent jouir.

« Tout absurde que me paraît ce système, il a été pendant un temps tellement appuyé que je n'ai pas cru devoir l'attaquer.

« Je crois que les choses ne sont plus les mêmes ; en conséquence, j'ai fait donner non un privilège, mais une permission simple pour les Fables de La Fontaine (35) aux petites-filles de La Fontaine, qui meurent de faim ; les libraires, ci-devant propriétaires d'un privilège expiré et n'alléguant aucune cession de l'auteur, y ont formé opposition, et un premier arrêt ayant proscrit leur forme d'opposition, qui était ridicule, la Communauté en corps est intervenue pour ces cas particuliers ; la question est pendante au Conseil ; il faut en attendre la décision pour prendre un parti sur le privilège ». (36)

3°) *Contrefaçons.* La question des contrefaçons est étroitement liée à celle des privilèges, car *c'est le monopole des propriétaires de privilèges qui rend la contrefaçon inévitable.* « Si on réformait la loi en remontant à son principe, c'est-à-dire si on n'accordait de privilèges exclusifs que contre les contrefaçons étrangères, que les privilèges actuels n'eussent lieu que dans la primeur des ouvrages pour l'utilité de l'auteur seul, en sorte que cet auteur même n'eût de droit à son livre que pendant le nombre d'années limité par le privilège, comme les auteurs de pièces de théâtre n'ont droit à leurs ouvrages que pendant un certain nombre de représentations, dans ce cas, dis-je, il n'y aurait plus de difficultés que sur les contre-

(35) Il s'agit de la magnifique édition par de Montenaunt, avec dédicace au Roi, en quatre volumes in-folio, sur grand papier, ornée de fleurons, culs de lampe, accompagnée de 276 planches faites d'après les dessins de Oudry, professeur à l'Académie royale de peinture (1755-1756). Elle fut proposée par souscription. — Nous avons la minute autographe d'une délicate lettre adressée par Malesherbes à l'une des petites-filles de La Fontaine. (N. Acq. 3345, f° 399.)

(36) Malesherbes est toujours très réticent quand il s'agit de renouveler ou d'octroyer un privilège. Il écrit le 14 février 1760 à propos d'une demande de renouvellement de privilège pour les œuvres de Nivelles de La Chaussée : « Ma règle est de ne point renouveler les privilèges exclusifs en faveur des libraires et d'y substituer de simples permissions d'imprimer. » Quand on lui demande un privilège pour un journal périodique, il propose invariablement une permission scellée de durée très limitée ; nous l'avons vu plus haut, au chapitre III.

façons, on devrait les empêcher rigoureusement lorsqu'il y a privilège et il resterait de l'occupation aux libraires de province ».

Dans l'état actuel des choses, convient-il de sévir contre les livres contrefaits ? M. de Saint-Priest lui ayant demandé son avis (37), Malesherbes lui répond dans la dernière partie de son mémoire :

« Je ne puis vous dire autre chose sinon qu'en général toute contrefaçon est défendue par les lois et autant celles qui se font dans le royaume que celles qui se font hors du royaume.

« Fait-on bien de les défendre absolument, c'est-à-dire de donner comme on fait pour tous les ouvrages des privilèges exclusifs, et ne devrait-on pas permettre aux libraires de province la concurrence avec ceux de Paris ? Vous voyez par ce que je vous ai mandé qu'avant d'examiner cette question il faut attendre le jugement du procès pendant au Conseil ; mais quoique les contrefaçons soient défendues, s'il est impossible de les empêcher, ne vaut-il pas mieux que l'intendant soit instruit de celles qui se font, en tolère quelques-unes et par là se mette à portée de défendre efficacement les autres ?

« A cet égard, je pense très fort qu'une tolérance donnée en connaissance de cause sur quelques objets vaut mieux qu'une tolérance indéfinie sur tout. Mais l'application de ce principe tient à une administration sur laquelle il n'est pas possible de donner des règles fixes ».



Quand Malesherbes préconise une tolérance réfléchie, quand il condamne les monopoles paralysants, quand il se prononce en faveur d'une liberté raisonnable, il sait qu'une telle politique ne peut que favoriser le développement et l'essor de la librairie française. Ce développement, cet essor, il ne pense pas qu'ils doivent se limiter aux frontières du royaume ; dès les premières années de son administration, il favorise l'exportation du livre français ; qu'on en juge par son attitude dans l'affaire que voici.

La librairie espagnole avait été sévèrement atteinte par une ordonnance royale du 17 juillet 1754, qui faisait revivre des règlements draconiens des règnes de Charles V et de Philippe II et qui, par la menace de peines exorbitantes, atteignait non seulement les ouvrages d'auteurs espagnols publiés hors du royaume, mais encore les livres étrangers vendus et distribués en Espagne. Il s'ensuivit de vives protestations des libraires espagnols et des libraires français en relations avec l'Espagne. Malesherbes, ému par cette situation, persuadé que ce nouveau règlement était « très défavorable au commerce de la librairie de France avec l'Espagne, commerce qui est fort considérable par la ville de Lyon, celle de Toulouse et quelques autres », informé, au surplus, que les libraires de Madrid demandaient à leurs correspondants français de provoquer une interven-

(37) Saint-Priest s'était plaint amèrement à Malesherbes des contrefaçons auxquelles se livraient les libraires d'Avignon.

tion de l'ambassadeur de France auprès du gouvernement espagnol, écrivit aussitôt au duc de Duras, notre ambassadeur à Madrid, une lettre pressante (38) :

« Monsieur,

« Je me souviens de vous avoir vu vous intéresser aux progrès de la librairie française. La beauté dont cet art est susceptible et le rapport qu'il a avec la littérature étaient sans doute les principaux motifs de votre goût ; mais vous savez que la librairie est de plus un objet de commerce ; celui que nous faisons avec l'Espagne est plus avantageux pour la France que celui qui se fait dans le reste de l'Europe ; les retours s'en font en argent ou en denrées nécessaires ; d'ailleurs nous fournissons aux Espagnols des livres écrits dans leur langue même et ils n'ont pas chez eux assez d'imprimeries pour s'en passer ; au lieu que les Allemands, les Suisses, les Hollandais, etc., impriment à moins de frais que nous et nous revendent souvent à la faveur du bon marché les mêmes ouvrages qui ont été composés ou imprimés pour la première fois en France. *Ajoutez à cela la liberté de la presse qui est très favorable au commerce et qui est bien plus grande en Hollande, en Suisse et chez les protestants d'Allemagne que chez nous, et au contraire les gênes imposées en Espagne avec bien plus de rigueur qu'en France.* (39) Cependant cette branche du commerce vient de recevoir un échec par des décrets rendus depuis peu en Espagne sur le fait de la librairie, ceux des libraires qui sont en correspondance avec les nôtres implorant le secours du ministère de France. M. le Chancelier qui a reçu leurs plaintes, me charge d'en parler à M. Rouillé (40), qui m'a paru fort disposé et m'a demandé des mémoires sur cette affaire.

« Mais avant de faire aucune démarche, je crois devoir m'adresser directement à vous, et même, si vous le permettez, vous demander un conseil. Votre zèle pour le bien public, votre amour pour la littérature, votre goût pour la librairie, en particulier sur ces différents objets, m'autorisent. J'espère que vous voudrez bien protéger comme homme d'Etat ce que vous avez cru digne de vous assurer comme homme de lettres... »

(38) Fonds français 22.130, f° 40 (copie de la minute) ; 30 janvier 1755.

L'état de la librairie en Espagne au XVIII^e siècle a fait l'objet d'une étude de M. Paul J. Guinard, *Le livre dans la péninsule ibérique au XVIII^e siècle*, parue dans le *Bulletin hispanique (Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux)*, avril-juin 1957, p. 176-198).

M. Guinard se fonde principalement sur le témoignage d'un libraire parisien, Antoine Boudet, en relations avec l'Espagne et le Portugal (lettre adressée de Cadix par Boudet à M. de Bombarde). Boudet avait fait une édition espagnole du *Dictionnaire historique* de Moreri et la fermeture du marché espagnol lui portait un très gros préjudice. Le libraire français faisait ressortir la misère de la librairie en Espagne et en Portugal et en discernait les causes dans le manque de liberté, la crainte de l'Inquisition, les garanties notoirement insuffisantes que fournissait aux auteurs la licence accordée par le Conseil de Castille. A ces causes d'ordre politique et religieux, il faut ajouter la cherté de l'impression. François Grasset (ou Gresset), libraire à Genève, écrivait en 1753 à Malesherbes :

« Il s'imprime très peu en Espagne, et le peu qu'on y imprime est si mal et si cher, que les livres qui se font chez eux haussent toujours du double de ceux qu'ils tirent chez l'étranger. » (22.130, f° 37, lettre citée par M. Guinard, *op. cit.*).

Pour les livres, comme pour beaucoup d'autres productions, l'Espagne était tributaire de l'étranger.

(39) C'est nous qui soulignons.

(40) Antoine-Louis Rouillé, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de 1754 à 1757.

Et Malesherbes annonce l'envoi d'un court mémoire sur les « principes généraux du commerce ». (41)

* *

On vient de voir avec quelle sympathie non dissimulée Malesherbes parle de la liberté de la presse et comme il oppose les pays de liberté aux pays où la librairie subit des gênes rigoureuses, tels que la France et surtout l'Espagne. *Car c'est là avant tout la grande affaire.* Certes, nous l'avons vu attentif à déceler les lacunes et les faiblesses d'une réglementation sans unité, compliquée et maladroite ; nous l'avons vu cherchant les meilleurs moyens d'empêcher la fraude, car à ses yeux, prévenir vaut mieux que punir ; nous l'avons vu penché sur les détails fastidieux de l'administration. Et sans doute avait-il conscience d'accomplir son devoir de haut fonctionnaire responsable, obligé d'accepter les conséquences d'un régime de contrainte qu'au fond de lui-même il désapprouvait et qu'il savait inefficace. Rappelons-nous les confidences qu'il faisait à Morellet en 1758 : « *Vous savez que pendant bien des années je me suis occupé uniquement de littérature et je n'ai vécu qu'avec des gens de lettres. Quand je me suis trouvé entraîné par des circonstances imprévues, et peut-être contre mon gré, dans une sphère différente, je n'ai rien tant désiré que de pouvoir rendre service à ceux avec qui j'avais passé ma vie. J'ai cru en trouver l'occasion lorsque j'ai été chargé de la Librairie, puisque je me trouvais à portée de leur procurer la liberté d'écrire après laquelle je les avais toujours vu soupirer et de les affranchir de beaucoup de gênes sous lesquelles ils paraissaient gémir et dont ils se plaignaient continuellement.* Je croyais aussi rendre un service à l'Etat, parce que cette liberté m'a toujours paru avoir plus d'avantages que d'inconvénients... » (42)

Est-ce à dire qu'à cette époque Malesherbes soit partisan de la totale liberté d'écrire ? (43) Il l'admet pour une république ou une monarchie constitutionnelle et parlementaire comme l'Angleterre ; il la juge incompatible avec une monarchie presque absolue comme la France. Ecoutons ce parallèle qu'il institue entre les deux pays, dans une note très importante, — rédigée sans doute pour lui-même — à l'occasion de l'introduction en France d'une publication imprimée en Angleterre (44) :

« Je conviens de la différence essentielle qui se trouve entre le gouvernement de France et celui d'Angleterre quant à la puissance qui gouverne, et aux raisons qu'il peut y avoir de permettre ou de défendre aux particuliers

(41) La démarche de Malesherbes n'eut pas de résultat. Le duc de Duras lui répondit : « ...La dispute a fait trop de bruit tant à la Cour qu'au Conseil de Castille et est encore trop récente pour qu'on puisse entamer l'affaire présentement avec apparence de succès. » (22.130, f^o 42).

(42) C'est nous qui soulignons.

(43) A l'exclusion, bien entendu, des libelles diffamatoires et des attaques contre les personnes, qu'il a toujours proscrits, nous le savons, avec la dernière rigueur.

(44) Fonds français, 22.133 (journaux et périodiques), 42.

des satires ou même des critiques des opérations de ministère ou des gens en place.

« La nation anglaise ayant une grande part au Gouvernement, elle doit être instruite et ne peut l'être que par la voie de l'impression. La liberté de la presse sur les affaires d'Etat est un des plus puissants soutiens de la liberté d'une république, puisque c'est ce qui donne à chaque citoyen le moyen d'avertir la nation de l'abus que les princes, ministres, magistrats, ou même les députés de la nation, comme sont les membres du Parlement d'Angleterre, pourraient faire de l'autorité qui leur est confiée.

« Par là, tout homme qui sait écrire (ou tout homme qui sait penser et sait suffisamment écrire sur les matières qu'il entend bien), par là, dis-je, l'homme qui sait écrire a en Angleterre une voix plus forte même que celle des orateurs des deux Chambres, puisqu'il parle au peuple entier, au lieu que les orateurs ne parlent qu'aux députés ».

Il n'est pas possible de s'exprimer avec plus de conviction et de vigueur sur l'utilité et la puissance d'une presse libre ! Et voici maintenant le deuxième volet du tableau, le pays de la monarchie autoritaire.

« En France, au contraire, où l'autorité supérieure réside dans le monarque, il serait dangereux de laisser paraître des ouvrages où son autorité serait discutée et où certaines opérations seraient décriées, dans le cas où le décri de ces opérations pourrait en empêcher l'effet. Peut-être serait-il avantageux au roi lui-même que, toute injure à part, il fût plus permis qu'il ne l'est d'examiner d'autres opérations dont la critique n'entraîne point les mêmes inconvénients. Les ministres actuels prendraient plus garde à leurs démarches, et les ministres futurs recevraient des instructions dont ils auraient besoin un jour. Ce serait l'objet d'une discussion fort délicate que de vouloir fixer les bornes de la tolérance qui doit être admise ou restreinte sur cette matière. Mais nous n'avons pas à y entrer. N'examinons pas ce qui devrait être ; tenons-nous à ce qui est.

« Le roi est le maître ; ses ministres sont puissants. L'intention du roi est que leur conduite ne soit point discutée à charge et à décharge vis-à-vis du public. Telle est la loi en France à laquelle doivent se soumettre ceux qui sont chargés en second de faire exécuter les volontés du roi sur le fait de la Librairie ».

Ainsi Malesherbes pense que, même dans une monarchie quasi-absolue, une certaine tolérance, dans le domaine de la critique politique tout au moins, serait possible et souhaitable. Mais il s'incline devant le fait, et devant le fait seulement. La dernière phrase citée dépeint l'attitude du haut fonctionnaire loyal, mais cette attitude ne reflète en rien la pensée personnelle de l'homme.

Dans la suite de ce texte, il dégage les deux articles essentiels de cette « loi de France » touchant l'imprimerie et la librairie : on ne peut rien imprimer qu'avec une permission expresse et même publique ; l'approbation préalable d'un homme de lettres, d'un censeur, est nécessaire. « Tout cela a pour objet d'empêcher les libelles con-

traïres à la religion, à l'Etat, aux mœurs, ou les satires personnelles et libelles diffamatoires ».

Telle est la loi, certes ! Mais Malesherbes sait mieux que personne qu'il y a loin de son énoncé à son application rigoureuse, de la doctrine à la pratique... (45) La doctrine même est flottante et ne permet guère d'aller au-delà du principe posé ; les fonctions des censeurs sont mal définies : se bornent-ils à examiner ce qui touche à l'ordre public ou doivent-ils porter leur attention sur ce qui concerne les particuliers ? L'approbation du censeur n'entraîne-t-elle que la décharge du libraire ou bien met-elle l'auteur à l'abri d'éventuelles poursuites ? « *Voilà sur quoi ni les lois ni l'usage ne sont constants* ». Et puis les jugements des censeurs sont d'une part très personnels, très subjectifs, de l'autre appelés à varier selon la politique du moment : « *Le ministère change et les principes changent en même temps. Ce ministère ne résidant pas dans une seule personne, on a vu des exemples d'une telle variation que les auteurs, les censeurs, les libraires ne savent pas le plus souvent ce qu'ils ont à faire ; enfin le public, qui est plus à considérer que les censeurs, les libraires ni les auteurs même, le public, dis-je, voit une partie de ses plaisirs et de son instruction dépendre de la fantaisie d'un homme... Par exemple on a vu un temps où il n'était point permis d'imprimer un roman, dans un autre on défendait d'écrire même spéculativement sur aucune matière de gouvernement ou de politique.* »

Cette page hautement significative fut écrite en 1756. On voit, d'après ce qu'elle dit et d'après ce qu'elle laisse entendre, combien la pensée de Malesherbes allait loin dès cette époque. Elle ne cessera de se développer et de se préciser au cours des années qui suivront son départ de la Librairie, pour s'épanouir avec le *Mémoire sur la liberté de la presse*, écrit à la fin de 1788. Alors cette censure vexatoire, instable et variable, il en dénoncera la totale inefficacité ; tous ces règlements, tous ces barrages, il en montrera non seulement la radicale impuissance, mais aussi le caractère néfaste. Sans se déclarer le partisan *absolu* de la liberté de la presse, il osera affirmer que « *la liberté de discussion est le moyen le plus sûr de faire connaître à la nation la vérité* » ; il se qualifiera sans orgueil d'« *un des plus anciens défenseurs de la liberté d'écrire* ». Il est vrai que nous serons alors à la veille de la convocation des Etats Généraux, au seuil de ce grand changement qu'il avait senti venir et, depuis de longues années, appelé de ses vœux.

(45) Très loin en effet, et même en ce qui concerne la soumission à la loi de la censure obligatoire ! Ainsi, en 1754, Malesherbes a appris avec étonnement que le *Mercur* s'imprimait sans être censuré et qu'on y mettait une fausse approbation. « L'auteur et le censeur sont également dans leur tort, le premier de se prester à une pareille contravention, et le second de ne m'en avoir pas averti. Toute l'excuse du censeur a été que l'abus étoit anciennement établi et que la protection particulière accordée aux auteurs du *Mercur* et le brevet du Roy qu'ils ont obtenu leur donnoit lieu de dire qu'ils n'étoient assujettis à la censure que pour la forme ». (N. Acq. 3347, f° 248, mémoire autographe.)

CHAPITRE VIII

MALESHERBES ET VOLTAIRE

Début des relations de Malesherbes avec Voltaire. — Connaissance de la correspondance échangée entre eux. — Le Siècle de Louis XIV ; l'Abrégé de l'Histoire universelle ; les Annales de l'Empire ; l'Histoire de la guerre de 1741 ; la Pucelle ; l'Histoire de la Russie sous Pierre le Grand. **Bonne foi ou duplicité de Voltaire dans ces affaires : doutes et soupçons de Malesherbes ; son comportement envers Voltaire. —** Voltaire récrimine, mais reconnaît les mérites de Malesherbes. — **Leurs relations après 1763. Comment Voltaire accueille l'entrée de Malesherbes au Ministère, ses regrets à son départ. — Comment Malesherbes juge Voltaire : une admiration fervente, mais des réserves sur l'homme.**

Le plus ancien témoignage que nous possédons des relations de Malesherbes avec Voltaire date du mois d'août 1751 ; sept mois à peine s'étaient écoulés depuis que Malesherbes avait été chargé de l'administration de la Librairie. La première lettre que nous connaissons, adressée par Malesherbes à Voltaire (et qui répond à une lettre de Voltaire que nous ne possédons malheureusement pas) est, en effet, datée du 7 août 1751. Elle ne figure pas dans l'édition Moland, où la correspondance entre les deux hommes s'ouvre par une lettre de Voltaire écrite de Colmar le 25 décembre 1753 : « *Parmi les barbouilleurs de papier...* »

Elle ne compte pas non plus parmi les quatre lettres antérieures qui ont été publiées depuis, toutes de Voltaire à Malesherbes et datées de Berlin ou de Postdam. (1) M. Théodore Besterman, dans sa grande édition de la *Correspondance de Voltaire* (en cours de publication à Genève), donne cette lettre du 7 août, dont nous parlons, mais il la donne tronquée, car il n'en connaissait point l'original, se bornant à reproduire l'extrait et le résumé qu'il en a trouvé dans le recueil des *Lettres autographes composant la collection* de M. Alfred Bovet

(1) La première en date de ces lettres est celle du 21 décembre 1751 où Voltaire s'informe de la santé de Grimod de la Reynière, beau-père de Malesherbes. Ces lettres figurent pour la première fois dans *Modern Language Notes*, 1932, et elles sont signalées par André Delattre dans son *Répertoire des lettres imprimées de Voltaire*. Ira Wade, dans une étude parue dans *French Review* (avril et mai 1935) sous le titre *Voltaire and Malesherbes*, tout en reconnaissant que le début des relations entre les deux hommes est difficile à déterminer avec exactitude, considère que leur correspondance s'ouvre avec la lettre de Voltaire du 21 décembre 1751. Il ignore celle du 7 août.

et décrites par Etienne Charavay.⁽²⁾ Or, nous avons eu la bonne fortune d'en découvrir l'original dans le fonds Lacroix de la Bibliothèque de l'Arsenal, sous le numéro 406⁽³⁾ ; c'est ce texte original que nous reproduisons ci-après.

« J'aurais cru, Monsieur, rendre un bien mauvais service à ma nation, si je ne m'estois pas presté à laisser paroître les ouvrages d'un homme qui luy fait tant honneur. (4) Mde Denis vous a mandé sans doute une petite difficulté que j'ay faite sur un passage qui pouvoit déplaire à un homme plus que nonagénaire. Je m'estois bien douté que vous n'insisteriez pas et je ne crois pas que vous me désapprouviés. Je dois dire à l'honneur de M. de Fontenelle que malgré la foiblesse de l'age, il n'y à pas paru plus sensible qu'on ne doit l'estre à une simple plaisanterie. Ce sont ses amis qui s'en sont scandalisés pour luy.

« Quant au projet que vous me faites l'honneur de me proposer, les libraires l'ont déjà rempli en partie ; ils ont imprimé Racine, Boileau et, dans la même forme, le Corneille manque encore, mais ils vont le donner incessamment. Je ne scais pas même s'ils ne veulent pas étendre leur liste plus loin que les auteurs à qui on peut donner le nom honorable d'auteurs classiques.

« Pour les remarques sur la langue et le goût, elles seroient selon les apparences fort recherchées dans les pays étrangers, mais nos libraires françois n'ont pas les vûes si longues. A Paris je doute que ces remarques eussent un grand débit, à moins qu'elles ne fussent ornées d'un nom qui les rendit aussi précieuses que le texte, c'est à dire à moins qu'elles ne parussent au moins dirigées et retouchées par M. de Voltaire. J'en ay parlé à Mercier et à quelques uns de ceux qui ont pris part aux privilèges de Corneille, Molière, etc... J'ay dit à Mercier d'aller trouver Mde Denis et je ne doute pas que votre zèle pour le bien public ne soit parfaitement secondé par celuy des libraires pour leur interest.

« J'ay l'honneur d'estre, Monsieur, avec tout le respect qui est du aux grands hommes,

« Votre très humble et très obéissant serviteur

« Lamoignon de Malesherbes. »

A Paris, ce 7 août 1751.

Bien que cette lettre indique clairement que Malesherbes a vu Mme Denis, qu'il a reçu sa visite, il est probable (non pas certain, toutefois) qu'elle est la première que le nouveau directeur de la Librairie ait adressée à Voltaire. Elle nous révèle l'empressement (un empressement sans servilité) avec lequel Malesherbes se plaît à seconder les désirs de Voltaire. Il n'a que trente ans ; il est visible

(2) Ouvrage imprimé sous la direction de Fernand Calmette, Paris 1887, tome I, p. 68.

(3) La lettre est accompagnée d'un portrait gravé de J. Bonneville. Lettre et portrait avaient fait partie de la vente Alfred Bovet, le 18 février 1887. Cf. notre article « Une lettre retrouvée de Malesherbes à Voltaire » dans la *Revue d'Histoire littéraire de la France*, janvier-mars 1958, p. 47 suiv.

(4) Il s'agit sans doute de l'édition qui fut faite à Paris, par Lambert, en 1751 : *Œuvres de M. de Voltaire. Nouvelle Edition, considérablement augmentée, enrichie de figures en en taille douce* (II vol. pet. in 8°). Le *Mercur*e annonçait cette édition en mai 1751 et dès le 20 mars, Voltaire écrivait de Prusse à Mme Denis pour lui en demander l'envoi. (Cf. Bengesco, *Bibliographie des Œuvres de Voltaire*, t. IV, p. 42-46).

qu'il admire le grand écrivain dont il a lu les ouvrages ; il lui écrit avec déférence. D'autre part, l'intérêt que revêt à ses yeux la réimpression des classiques du xvii^e siècle et l'activité qu'il déploie auprès des libraires en stimulant leur zèle, témoignent du large esprit qui l'anime et de la conception éclairée qu'il se fait de son rôle et de ses fonctions. Les relations du jeune fonctionnaire lettré et du « *grand homme* » semblent s'ouvrir sous les plus heureux auspices.

*
* *

Les relations que Voltaire entretenait avec le fermier général Grimod de la Reynière, beau-père de Malesherbes, contribuèrent sans aucun doute à rapprocher les deux hommes. (5) Quoi qu'il en soit, Voltaire, qui connaît l'esprit libéral du directeur de la Librairie, qui connaît aussi sa vaste érudition et son goût pour la littérature, a vu immédiatement le parti qu'il peut tirer de lui, les services qu'il peut lui rendre ; il va l'assiéger sans cesse de demandes, le harceler pendant plusieurs années de ses exigences continuelles, le fatiguer de ses plaintes, toutes choses que Malesherbes endurera patiemment, non sans être parfois visiblement excédé. Après tout, les petitesesses du grand homme, ses criailleries mesquines, ses ruses, les procédés déloyaux qu'il se plaît à utiliser parfois, tout cela est racheté par tant de grâce aimable, de fine coquetterie, d'irrésistible gentillesse ! Et puis, dans ce siècle où l'esprit humain reçoit grâce à lui les plus vives secousses, dans ce siècle qu'il domine déjà, que ne pardonnerait-on pas à Monsieur de Voltaire ?...

La correspondance de Malesherbes avec Voltaire, pendant les années où Malesherbes dirigea la Librairie, était loin de figurer tout entière dans l'édition Moland des œuvres de Voltaire. Les manuscrits originaux (y compris les lettres écrites par des tiers ou à des tiers et s'y rapportant) se trouvent, pour la plupart, dans trois volumes de la Bibliothèque Nationale, dont deux (*Nouvelles Acquisitions*, 3344 et 3346) font partie des dossiers de la Librairie et l'autre (*N. Acq.* 11.776) est constitué par des matériaux réunis par Beuchot pour une nouvelle édition de Voltaire. (6) Brunetière avait puisé à ces sources pour son étude parue en 1882 dans la *Revue des Deux Mondes* sur *La Librairie au temps de Malesherbes*. (7) Plus tard, J.-P. Belin a utilisé ces fonds pour son ouvrage sur le *Mouvement philosophique*

(5) Dans plusieurs lettres (notamment Berlin 21 décembre 1751, Berlin 18 janvier 1752, Colmar 30 décembre 1753) Voltaire fait allusion à La Reynière et demanda des nouvelles de sa santé. Le beau-père de Malesherbes mourra le 9 février 1754.

(6) Ce dossier contient avec de nombreux originaux, beaucoup de copies, faites sans doute par Beuchot et dont les originaux figurent aux volumes 3344 et 3346.

(7) Brunetière a notamment mis au jour la très intéressante lettre de mars 1754 : « Vous savez mieux que moi, Monsieur qu'il n'y a pas en France de ministère de la littérature... » (*N. Acq.* 3344).

Nous en avons reproduit le début au chap. IV « Le Chancelier de Lamoignon et son fils ».

Il donne également deux lettres de Malesherbes à Mme Denis à propos de *l'Histoire de la guerre de 1741*, dont les originaux figurent dans *N. Acq.* 3346.

en France, paru en 1913. Un certain nombre de lettres demeuraient inédites ou fragmentairement publiées. Ira Wade en a publié quatre en 1932 dans *Modern Language Notes* (8) et en a donné beaucoup d'autres encore dans son étude parue dans *The French Review* (avril et mai 1935) et intitulée *Voltaire and Malesherbes*.

Tout ce que nous pouvons connaître aujourd'hui de cette correspondance de Malesherbes avec Voltaire figure dans la très complète édition de la *Correspondance de Voltaire*, que publie à Genève M. Th. Besterman.

Il va sans dire que lorsqu'on étudie les relations de Voltaire avec Malesherbes, il convient de se reporter non seulement aux lettres échangées entre ces deux hommes, mais à celles qui furent échangées entre Malesherbes et Mme Denis, Malesherbes et d'Argental, d'Argenson, le professeur Schœpflin, divers libraires ou d'autres personnes qui furent mêlées aux affaires de Voltaire, sans parler des lettres de Voltaire à divers correspondants, qu'il s'agisse de d'Alembert, de d'Argental ou de plusieurs autres qu'il entretient incidemment de ses relations parfois troublées avec le directeur de la Librairie. Tout cela constitue un dossier considérable que nous ne nous proposons certes pas d'analyser par le menu ; au surplus, la question a déjà été étudiée avec assez de précision pour que nous nous bornions ici à distinguer les principales phases des rapports de Malesherbes avec Voltaire, à mettre en lumière les réactions provoquées chez Malesherbes par les perpétuelles requêtes de Voltaire et à nous faire une idée aussi exacte que possible des sentiments assez mêlés qu'éprouve le directeur de la Librairie à l'égard d'un homme dont il révere le génie tout en connaissant bien ses faiblesses.



Le *Siècle de Louis XIV* avait été publié en décembre 1751 à Berlin par Henning, et Voltaire avait fait solliciter Malesherbes par sa nièce Mme Denis, pour que le livre fût introduit en France ; il avait envoyé à Paris deux exemplaires, dont l'un avait été enlevé à la douane. Le public était avide de connaître cet ouvrage, que plusieurs libraires demandaient l'autorisation d'imprimer. Mais Malesherbes empêche toute réimpression du livre, car il veut voir l'effet qu'il produit sur l'opinion ; or il se répand clandestinement avec rapidité. Entre temps, d'autres éditions se préparent à l'étranger, notamment à La Haye et à Leipzig. Voltaire a fait parvenir à Malesherbes un exemplaire de son ouvrage, pour qu'il soit remis à Mme Denis, mais en priant Malesherbes de l'examiner d'abord ; il a « mis quelques cartons » ; ces changements, dit-il, sont « tous dictés par l'amour

(8) *Some forgotten letters of Voltaire*. Il s'agit des lettres suivantes toutes de Voltaire à Malesherbes :

Berlin 21 décembre 1751 ; Berlin 18 janvier 1752 ; Potsdam 10 avril 1752 (pour empêcher l'entrée de l'édition du *Siècle de Louis XIV*) ; Potsdam 13 juin 1752 (sur Fréron).

de la vérité et de la patrie » (18 janvier 1752).⁽⁹⁾ Quelques semaines plus tard, il juge habile d'écrire à Malesherbes une lettre encore plus flatteuse, en le suppliant de ne pas laisser paraître son livre en France. « *Le Siècle de Louis XIV n'est encore digne ni de ce monarque, ni de la nation, ni de vos bontés* ». C'est un ouvrage encore informe qui « *ne peut se perfectionner qu'avec le temps et des secours* » (10 avril).⁽¹⁰⁾ Quel détachement ! Mais à l'heure où Voltaire écrit cette lettre, tous les gens cultivés ont pu lire *Le Siècle de Louis XIV*, et Malesherbes n'a rien d'autre à faire qu'à permettre à Mme Denis (août 1752) de faire exécuter par Lambert une autre édition de l'ouvrage, que Desaint et Saillant se préparent, eux aussi, à imprimer.

Voltaire a manœuvré très habilement. Il ne lui reste plus qu'à publier, en 1753, le *Supplément au Siècle de Louis XIV*, qui est, comme on sait, une riposte à la contrefaçon et aux notes critiques de La Beaumelle.

Mais c'est avec l'*Abrégé de l'Histoire Universelle* (première mouture de l'*Essai sur les mœurs*), que les difficultés commencent pour Malesherbes. Les deux premiers volumes en sont publiés en Hollande par Jean Néaulme. Voltaire désavoue cette édition, qu'il prétend être le résultat d'un vol et qu'il accuse de déformer son ouvrage. Il cherche à obtenir de Malesherbes que celui-ci la condamne et déclare publiquement que Voltaire n'y est pour rien. Mais Malesherbes, qui ne veut pas s'engager imprudemment, lui répond qu'il est prêt à déclarer : 1°) qu'il n'a aucune connaissance que Voltaire ait part à cette édition hollandaise ; 2°) qu'il a lieu de croire que Néaulme a reçu le manuscrit d'une main étrangère à Voltaire. Il se refuse à aller plus loin.⁽¹¹⁾ Comme Mme Denis s'évertue à faire des démarches pour obtenir la suppression de cette édition fautive, Malesherbes fait observer qu'« *il est toujours très difficile et même impossible d'arrêter le débit d'un ouvrage déjà connu et répandu* ». ⁽¹²⁾

Voltaire n'est pas satisfait ; il s'adresse, par-dessus la tête de Malesherbes, au Chancelier et au Roi : il voudrait que le Roi se fit rendre compte par le Chancelier de la différence qui existe entre son véritable manuscrit et le texte de l'édition Néaulme. En même temps, il fait dresser à Colmar (où il réside à cette date) un procès-verbal de neuf pages où se trouvent relevées toutes les différences entre les deux textes (22 février 1754), et qu'il envoie à Malesherbes.⁽¹³⁾ Mais il craint d'avoir froissé le directeur de la Librairie en s'adressant directement au Chancelier, et il tente de se justifier par une lettre très flatteuse : il était persuadé qu'il existait un « *ministère de la Littérature...* ». Malesherbes lui répond alors par une longue lettre pleine de renseignements précis touchant l'administration de

(9) B.N. Nouv. Acq. 11.776, f° 151.

(10) *Ibidem*, f° 158.

(11) 13 janvier 1754, N. Acq. 3344, f° 375.

(12) 21 février 1754, *Ibid.*, f° 382.

(13) *Ibid.*, f° 366 suiv.

la Librairie et destinée à remettre les choses au point... et Voltaire à sa place. ⁽¹⁴⁾ Il est prêt, dit-il, à certifier « à quiconque voudra le savoir, que Voltaire n'a demandé pour son *Histoire Universelle* aucune permission ni publique, ni tacite, ni directe, ni indirecte » : qu'il a même fait, avec Mme Denis, des démarches auprès de lui, Malesherbes, pour arrêter le débit du livre, « démarches très inutiles à la vérité parce que cela ne me regarde point, et que quand je n'ai point permis un livre, je ne me mêle pas du débit illicite qui s'en peut faire ; c'est l'affaire de la police ». Il peut dire, de plus, qu'il a lieu de croire que Néaulme ne tient pas le manuscrit de Voltaire directement. Mais c'est tout, et Voltaire n'en sera guère plus avancé. Écoutons maintenant la leçon qu'il lui donne et dans les termes les plus cinglants :

« Vous parlez des impressions fâcheuses qu'on a données au Roi sur vous à l'occasion de cette édition ; je ne sais si le Roi s'en occupe autant que vous le croyez... Vous pouvez avoir de meilleurs conseils que les miens, par des gens mieux informés que je ne le suis ; pour moi, je ne puis vous en donner qu'un seul : c'est de vous tenir tranquille et de prendre garde surtout qu'à l'occasion de vos justifications sur l'*Histoire Universelle*, on n'aille vous attaquer sur les *Annales de l'Empire*, que vous ne pouvez pas désavouer. Lorsque ces deux livres auront fait tout leur effet dans le public, les amis puissants que vous avez à la Cour trouveront peut-être un moment favorable pour parler de vous ; mais jusque-là, ne vous suscitez pas de nouvelles affaires en attirant sur vous, par vos plaintes continuelles, les yeux du Roi et du ministère. »

Excellente leçon, doublée d'une volée de bois vert ! Au fond, Malesherbes n'est pas absolument convaincu que Néaulme ne tienne pas son manuscrit de Voltaire lui-même. Et il doit être assez sceptique sur l'extravagante explication alléguée par Néaulme : le libraire hollandais aurait acheté 50 louis d'or, à un domestique du prince Charles de Lorraine, un manuscrit imparfait que Voltaire aurait donné en 1739 à Frédéric, alors prince royal de Prusse ?

Quoi qu'il en soit, Voltaire a réussi à attirer sur son ouvrage les yeux du public, de la cour et sans doute même du roi. Faisant désormais silence sur l'édition de Néaulme, il va publier un troisième volume de cet *Abrégé de l'Histoire Universelle*, un volume qui sera beaucoup plus prudent et dont il confie l'impression à Schœpflin, libraire à Colmar. Or, ce pauvre Schœpflin, le 20 juin 1754, écrit à Malesherbes pour le mettre au courant de sa mésaventure et réclamer sa protection. ⁽¹⁵⁾ Il a, dit-il, imprimé les *Annales de l'Empire* ; or, la multiplicité des éditions de cet ouvrage, qui parurent au moment où il commençait à publier la sienne, lui causa beaucoup de tort. Et voici qu'alors qu'il se croyait propriétaire du troisième tome de l'*Histoire Universelle*, dont Voltaire lui avait fait don, il apprend que Lambert, à Paris, imprime cet ouvrage ! Schœpflin n'aura même

(14) *Ibid.*, f^o 371-73.

(15) *Ibid.*, f^o 392.

pas la ressource de débiter son édition en Allemagne, car Voltaire a fait présent de l'ouvrage à un libraire de Dresde, Walther.

Que va faire Malesherbes ? Il répond le 27 juin 1754, non pas à Schœpflin libraire, mais au frère de celui-ci, au professeur Schœpflin de Strasbourg, qu'il connaît bien.⁽¹⁶⁾ Il est assez embarrassé, car il ne peut se mêler d'un livre imprimé à Colmar sans aucune permission directe ou indirecte.

« L'édition faite à Colmar ne donne ni à M. de Voltaire, ni à M. Schœpflin, aucun titre pour empêcher que le même ouvrage ne s'imprime ailleurs, puisqu'ils n'ont obtenu ni privilège, ni permission. Au fond, l'ouvrage n'est pas de nature à pouvoir jamais être autorisé en France ; il serait à désirer qu'il n'y parût jamais ; mais comme il est impossible qu'un ouvrage de M. de Voltaire ne perce pas dans le public, il est au moins convenable qu'il n'y paraisse que clandestinement et sans aucune marque de permission. Ainsi, ce n'est point l'édition prétendue qui se fait à Paris et qui n'est pas plus permise que celle de Colmar, qui fera tort à votre frère. Si ce livre, après avoir paru, indispose le public à un certain point, on en défendra toutes les éditions quelque part où elles aient été faites. Cela ne servira pas à grand'chose puisque, comme je vous l'ai dit plus haut, il est impossible qu'un ouvrage de M. de Voltaire, une fois imprimé, ne se répande pas par toute la France ; mais ce sera une satisfaction pour ceux qui sont scandalisés des maximes qui y sont répandues et des faits qui y sont légèrement avancés. Si le troisième tome ne fait pas plus de sensation que les deux premiers, on fermera les yeux sur l'édition de Colmar comme sur celle de Paris ; ainsi, quelque chose qui arrive, vous pouvez rassurer verbalement M. votre frère sur ce qu'il craint cette édition de Paris. Il aura toujours l'antériorité de la date et, par conséquent, s'il se presse, il aura le temps de débiter son édition en France ».

Schœpflin est apaisé. Malesherbes écrit ensuite à Voltaire pour l'assurer de sa neutralité : il ne peut absolument pas se mêler de faire débiter une édition avant les autres, toutes ayant été faites sans permission ni examen.⁽¹⁷⁾

Ce troisième tome de l'*Histoire Universelle* pourra donc paraître en toute quiétude. Dans ces conditions, il était absurde de maintenir les rigueurs dont les deux premiers volumes avaient été l'objet. Le 21 décembre 1753, le lieutenant de police Berryer avait fait faire par d'Hémery une perquisition chez les libraires Desaint, Saillant, Lambert, David et Le Prieur : on les avait convaincus d'avoir fait imprimer les deux premiers volumes ; on avait saisi chez eux trois cents exemplaires pour les déposer à la Bastille ; ces exemplaires saisis leur sont maintenant rendus.

Ajoutons que Malesherbes a informé Voltaire (13 janvier 1754) qu'il a rendu visite à l'archevêque de Paris pour le sonder sur ses dispositions envers l'ouvrage. Il en a retiré l'impression que l'autorité ecclésiastique ne songeait pas à le condamner.

(16) *Ibid.*, f° 396. Jean-Daniel Schœpflin (1694-1771), professeur d'histoire et d'éloquence à Strasbourg, depuis 1720.

(17) 11 juillet 1764. N. Acq. 3344, f° 395.

En somme Malesherbes, dans toute cette affaire, s'est comporté comme un fonctionnaire circonspect qui ne veut pas se compromettre par des déclarations imprudentes. Il se méfie de Voltaire, dont il flaire les machinations ; il le ménage tout en sachant lui dire quelques vérités. Au demeurant, il ne se fait aucune illusion sur l'efficacité des barrages que l'on pourrait opposer à l'introduction et à la diffusion en France des ouvrages de Voltaire ; il sait dès à présent qu'il est parfaitement vain d'essayer de résister à l'invasion des idées voltairiennes ; au fond de lui-même, peut-être s'en réjouit-il...

*
**

Quant aux *Annales de l'Empire* ⁽¹⁸⁾, que Malesherbes appelle aussi *Histoire d'Allemagne*, et que Voltaire avait composées en 1753, à la requête de la duchesse de Saxe-Gotha, elles ne causèrent pas de remous. Le 6 janvier 1754, donc avant sa plainte au sujet de l'*Histoire Universelle*, Schœpflin avait sollicité la protection de Malesherbes. ⁽¹⁹⁾ Sans lui octroyer le privilège qu'il ambitionnait, celui-ci lui permit d'envoyer une partie de son édition à Paris ; il autorisa Lambert à vendre les trois cents exemplaires qu'il avait reçus et même à en faire une autre si la première ne soulevait aucune protestation. A vrai dire, cet ouvrage n'était pas susceptible de passionner le public français et Voltaire pouvait l'avouer en toute quiétude, Malesherbes lui en fit compliment en des termes aimables dans une lettre du 22 avril 1754 ⁽²⁰⁾ :

« Il n'est jamais indifférent, Monsieur, qu'un homme de génie s'exerce dans les différents genres de littérature ; celui des *Annales* est certainement l'un des plus ingrats, mais il est instructif et il le serait sans doute davantage si ceux qui le cultivent avaient l'art de le rendre un peu moins sec ; ce serait proprement un nouveau genre dont le Président Hénault nous a donné la première idée, et qui dans vos mains doit acquérir toute la perfection. »

*
**

Par contre, la publication de l'*Histoire de la guerre de 1741* n'alla pas sans orages. C'était un fragment de l'ouvrage qui paraîtra en 1768 sous le titre de *Précis du siècle de Louis XV* et que Voltaire avait composé avant son départ pour Berlin, alors qu'il était histo-

(18) Cet ouvrage fut écrit après le départ précipité de Berlin, à Gotha, où Voltaire séjourna un mois, pendant sa détention à Francfort et les brefs séjours qu'il fit à Mayence, à Schwetzingen et à l'île Jard près de Strasbourg. Il fut admis seulement en 1772 dans l'édition Cramer. C'est une chronologie assez sèche de l'histoire d'Allemagne.

(19) N. Acq. 3344, f^o 377.

(20) *Ibid.*, f^o 389.

riographe du Roi⁽²¹⁾ Nous ne relaterons pas ici tous les épisodes de cette affaire, nous bornant à en indiquer l'essentiel

Elle débute par une lettre (les Délices, 25 août 1755) de Mme Denis, qui raconte à Malesherbes une extravagante aventure : un fripon, M. de Chymène (lisez le marquis de Ximénès), aurait volé un manuscrit informe de Voltaire, *les Campagnes du roi*, brouillon que son auteur destinait au feu avant de partir pour la Russie. Mme Denis s'accuse de négligence car, au lieu de détruire ces feuillets, elle voulait s'en servir comme de papier d'emballage ! Elle n'ose encore révéler sa faute à son oncle, qui croit qu'on a dérobé le vrai texte de l'ouvrage, dont il avait envoyé une copie à Mme de Pompadour et une autre au comte d'Argenson. Bref, ce manuscrit volé s'imprime actuellement chez le libraire Le Prieur auquel il a été vendu avec la complicité du chevalier de la Morlière. Mme Denis supplie Malesherbes de faire arrêter l'édition.⁽²²⁾ Elle écrit à Collini, secrétaire de Voltaire, qui est en ce moment à Paris, lettre sur lettre pour le conjurer d'aller voir Malesherbes sur le champ.⁽²³⁾ En même temps, Voltaire informe le duc de Richelieu (dont cet écrit vantait la gloire militaire) de cette impression frauduleuse, déplorant que Malesherbes ait eu « *la faiblesse de la permettre* ».

Malesherbes, fort surpris, répond à Mme Denis qu'il n'a aucune connaissance que Le Prieur imprime le manuscrit en question. Il refuse de s'occuper de l'affaire ; au reste, Ximénès l'a assuré de sa parfaite innocence.⁽²⁴⁾ Mais la nièce revient à la charge ; dans une nouvelle lettre pressante⁽²⁵⁾, elle maintient ses accusations ; et elle envoie à Malesherbes copie d'une supplique qu'elle adresse à Mme de Pompadour, la conjurant de faire justice de cette édition fautive issue d'un vol. « *M. Malesherbes*, dit-elle, *en a des preuves* ».

Or, Malesherbes n'a aucune preuve et il n'admet pas d'être ainsi mêlé à cette affaire par la désinvolture de Mme Denis, évidemment inspirée par Voltaire. Il a prescrit à Berryer de faire des recherches sur cette édition ; il a reçu de Le Prieur la promesse qu'aucun volume ne sortira de ses magasins ; il a donc fait tout ce qui était en son pouvoir. Malgré l'intervention de d'Argental qui, évoquant aussi l'affaire de *la Pucelle*, représente Voltaire comme un malheureux persécuté⁽²⁶⁾, Malesherbes, justement irrité, se plaint, dans une con-

(21) Dans une lettre du 5 février 1747, à Frédéric de Prusse, Voltaire écrivait : « Dieu me préserve, Sire, de faire imprimer l'*Histoire de la guerre de 1741* ! Ce sont des fruits que le temps seul peut mûrir ; je n'ai fait assurément ni un panégyrique, ni une satire ; mais, plus j'aime la vérité, moins je dois la prodiguer. J'ai travaillé sur les mémoires et sur les lettres des généraux et des ministres. » L'*Histoire de la guerre de 1741* fut intérgée, sauf le chapitre d'introduction, dans le *Précis du Siècle de Louis XV* ; elle en constituera même un des morceaux principaux. On trouvera la table de concordance dans l'édition Moland, tome XV, p. 148.

(22) B.N. N. Acq. 3346, f°s 66-68.

(23) C. Collini, *Mon séjour auprès de Voltaire et lettres inédites*. Collini nous dit qu'effectivement il alla voir le président Henault et Malesherbes. Les lettres que Mme Denis lui adresse à ce sujet sont des 13 et 15 août 1755.

(24) 3346, f° 69.

(25) *Ibid.*, f° 70. La lettre à Mme de Pompadour (« Madame, je me jette à vos pieds pour implorer vos bontés et votre justice... ») figure au f° 72.

(26) *Ibid.*, f° 79.

versation, à l'abbé Mignot, frère de Mme Denis, et l'abbé fait part de ces plaintes à sa sœur, laquelle écrit le 8 septembre à Malesherbes une lettre de regrets et de justification : elle avait appris que Malesherbes avait des preuves certaines et personne ne lui avait dit qu'il exigeait le secret, etc. (27)

Quant à Voltaire, en même temps qu'il plaide la cause de sa nièce, il a l'habileté d'envoyer à Malesherbes le premier exemplaire de son *Orphelin de la Chine*. (28)

Les nuages vont être dissipés par une double réponse aimable du directeur de la Librairie (21 septembre). (29) A Mme Denis, il affirme qu'il n'a aucune preuve que Ximénès ait volé ou non. Quant au secret, il n'y en a pas ! Il se plaint seulement d'avoir été cité sans fondement. Il assure Mme Denis de son impartialité bienveillante à l'égard de Voltaire : il n'adoptera pas légèrement « les bruits désastreux » qu'on colporte contre lui. A Voltaire, après l'avoir félicité pour l'*Orphelin*, Malesherbes ne cache pas sa conversation avec l'abbé Mignot et il le prie de se reporter à sa lettre à Mme Denis. Mais il ajoute ces lignes amères qui dissimulent mal la réprobation que lui inspirent les procédés de Voltaire :

« Je vois avec la plus grande peine que la fonction dont je suis chargé, qui devrait n'avoir pour objet que de procurer quelques facilités aux gens de lettres, ne me présente le plus souvent qu'un tissu de tracasseries, affligeant pour quiconque s'intéresse à l'honneur de la littérature. (30)

« C'est surtout avec regret que je suis obligé de traiter de pareilles misères vis à vis d'un homme qui honore mon siècle et ma patrie et que je voudrais n'entretenir jamais de l'admiration qu'il me cause ».

Mme Denis revient à la charge, s'excuse encore, supplie Malesherbes de n'avoir aucun soupçon sur son oncle : « *On vous persuade qu'il vend ses manuscrits en cachette, qu'il veut tirer la quintessence de ses ouvrages, enfin qu'il veut toujours finasser et tromper. C'est vous qu'on trompe cruellement, Monsieur, c'est le rebours de sa conduite et de sa façon de penser.* » Elle ne ménage pas les flatteries : « *Je ne vous vois pas dans ce moment-ci comme un ministre, mais comme un philosophe qui a l'âme assez noble pour revenir de ses préjugés quand on lui montre la vérité.* » (31) Malesherbes, lassé, clot cette discussion ; il dit n'avoir pas soupçonné Voltaire de duplicité ; il épilogue sur la calomnie dont les grands talents et les grands

(27) *Ibid.*, f° 83.

(28) *Ibid.*, f° 85 (Aux Délices, 12 septembre 1755). Cette lettre figure dans l'édition Moland. Le 10 septembre, Voltaire écrit à d'Argental :

« Je vous conjure de faire entendre raison à M. de Malesherbes ; il n'a ni bien agi, ni bien parlé. Il a bien des torts, mais il est digne qu'on lui dise ses torts ; c'est le plus grand éloge que je puisse faire de lui. »

Et le surlendemain, 12 septembre, il prie encore d'Argental de « faire sentir ses torts » à Malesherbes. (Les deux lettres figurent dans Moland). A cette époque, les lettres de Voltaire à d'Argental abondent en récriminations contre Malesherbes.

(29) 3346, f° 89 et 90.

(30) Il avait d'abord écrit : « qui déshonorerait la profession la plus vile. »

(31) 3346, f° 91 (30 septembre).

succès sont victimes ; il ajoute qu'il désire « *estimer la personne de ceux dont il estime les ouvrages* ». (32)

Voltaire obtient ce qu'il voulait : à deux reprises, le 17 novembre, une visite policière a lieu chez le libraire Le Prieur, qui proteste avec véhémence auprès de Malesherbes. (33) D'Argenson fait saisir les seize cents exemplaires de son édition. Et entre temps l'ouvrage s'imprime à Londres, à Amsterdam, à Genève. En envoyant à Malesherbes un exemplaire d'une édition contrefaite qui circule à Paris, le libraire Saillant signale cette éclosion d'éditions étrangères, « *auxquelles, dit-il, il est bien difficile de croire que M. de Voltaire n'ait point de part* ». Le 1^{er} décembre, d'Argental adresse encore à Malesherbes un plaidoyer en faveur de Mme Denis et de Voltaire. Il le supplie de « *donner des ordres pour arrêter des éditions fautives qui ne peuvent qu'augmenter la mauvaise volonté contre M. de Voltaire et ruiner sa gloire en offrant au public des ouvrages imparfaits de tous points* ». Tout ce qu'on pourrait faire par commisération pour Le Prieur, suggère le « *cher ange* », ce serait de lui donner la préférence si Voltaire lui envoyait son manuscrit corrigé et que Malesherbes l'eût examiné ! (34)

L'épilogue de cette affaire est une lettre de Malesherbes à d'Argenson (16 janvier 1756). (35) Les libraires ont remis leur édition au lieutenant de police, comme il leur avait été ordonné : ils ont fait preuve d'obéissance et de bonne foi. Or, d'autres éditions, exactement conformes à celle qui a été saisie, paraissent maintenant dans le public ; dans ces conditions, il n'est pas juste de priver Le Prieur et ses associés de leur profit. Malesherbes propose qu'on leur restitue l'édition saisie ; d'Argenson accepte (14 janvier) ; on ajoute même une permission tacite ! La comédie est jouée.



Dans le même temps, Voltaire faisait encore agir Mme Denis pour prier Malesherbes d'interdire les éditions furtives de sa *Pucelle*, qui se répandaient partout. Il ne désavouait pas cet ouvrage, mais il faisait dire par sa nièce que c'était un péché de jeunesse et qu'il « *serait au désespoir qu'à son âge on pût lui imputer tant de folies et peut-être beaucoup de choses que la malice peut y ajouter et qu'il n'aurait pas faites* ». Que le directeur de la Librairie donne des ordres et, pour empêcher l'entrée des éditions faites à l'étranger, qu'il use de l'intimidation ! (36)

Ici, Malesherbes ne se laisse pas forcer la main. Il est très fâcheux. répond-il, qu'un tel ouvrage paraisse. En ce qui le concerne, il ne donnera aucune permission, directe ni indirecte, mais qu'on ne compte

(32) *Ibid.*, f^o 93-94.

(33) *Ibid.*, f^o 100-101.

(34) *Ibid.*, f^o 76-77.

(35) *Ibid.*, f^o 106.

(36) N. Acq. 11.776, f^o 150 (les *Délices*, 23 mai).

pas sur lui pour empêcher les « *petits auteurs affamés* » et les libraires et colporteurs d'imprimer et de vendre des éditions de *la Pucelle* (des ordres particuliers ne feraient qu'attirer l'attention du public). Seul, le ministre de la police, d'Argenson, a qualité pour cela : que Voltaire s'adresse à lui, s'il le désire ! Et dans cette réponse à Mme Denis, Malesherbes ajoute un post-scriptum poli et froid :

« Oserais-je vous prier, Madame, de bien vouloir assurer M. de Voltaire que de tous ses admirateurs il n'y en a point qui prenne plus de part que moi, aux événements dont sa vie est traversée. Mais je suis persuadé qu'il conviendra que le parti que je prends est beaucoup meilleur que des défenses qu'on ferait publier dans la librairie... » (37)

*

Un dernier épisode : *l'Histoire de la Russie sous Pierre le Grand*. L'ouvrage, dont les frères Cramer sont les éditeurs, se débite largement en France, bien qu'il n'y soit pas autorisé (1760). Voltaire en adresse trois balles à Paris, aux libraires Desaint et Saillant : ceux-ci devront les remettre à Robin, marchand de brochures au Palais-Royal et correspondant de Cramer ; Robin est chargé de distribuer l'ouvrage aux amis de Voltaire et même à la Cour. Mais quand l'édition arrive à Paris, elle est arrêtée à la Chambre syndicale ; Robin fait des démarches pour qu'on la lui remette ; peine perdue : Malesherbes confie l'examen du livre au censeur Moncrif et les ballots demeurent consignés. La mission confiée à Moncrif doit rester secrète. (38)

Cependant, une édition contrefaite se fait à Lyon ; Malesherbes ne l'interdit pas, disant qu'il serait absurde de défendre à des libraires français de contrefaire les Genevois. Et il ne consentira à permettre l'entrée de l'édition de Genève qu'après l'examen fait par le censeur.

Moncrif, absent de Paris, ne se hâte pas. D'Argental (encore lui !) proteste avec véhémence contre ces lenteurs (39), il demande (il exige presque) qu'on délivre les exemplaires retenus. Malesherbes informe alors Moncrif qu'il lui substitue un autre censeur. Mais au moment où il va procéder à ce changement, Moncrif donne son avis (40) : l'ouvrage attaque la religion en divers endroits et il vient d'être justement condamné par « *les personnes au jugement desquelles on doit la plus respectueuse soumission* ». De plus, il renferme quelques mots offensants pour la mémoire du feu roi de Pologne, Auguste II, électeur de Saxe.

Malesherbes, de son côté, a fait examiner l'ouvrage par le Chancelier, qui en a fait « un examen personnel ». Il l'a soumis aussi au

(37) *Ibid.*, f°s 156-157. Pourtant, Collé (*Journal*, t. II, p. 34) parlant des copies manuscrites de *la Pucelle* qui circulaient en grande quantité, dit que Malesherbes « a fait des défenses rigoureuses pour prévenir l'impression d'une de ces copies ».

(38) N. Acq. 3346, f° 161. « Je compte, Monsieur, que vous recevrez d'ici à quelques jours un exemplaire de *l'Histoire du Czar*... »

(39) D'Argental à d'Hémery, 14 octobre 1760, *Ibid.*, f° 163.

(40) *Ibid.*, f° 179, 18 octobre.

Dauphin, lequel a estimé qu'il ne devait pas être permis. « *Je me suis conformé, écrit-il, aux ordres de Mgr le Dauphin, en refusant de donner aucune permission expresse et en recommandant qu'on empêchât autant qu'on pût la publicité du délit, de façon qu'on sache que l'ouvrage n'a pas l'attache du gouvernement de France* ». D'ailleurs, même s'il n'avait pas été obligé de tenir compte des ordres princiers, il aurait, dit-il, refusé la permission, « *à cause de la liberté avec laquelle l'auteur parle de la religion en général sous prétexte de parler des schismatiques de Russie* ». (41)

C'est tout ce que Malesherbes peut faire, car — il le constate une fois de plus — il est impossible de faire barrage à un livre de Voltaire : l'*Histoire de Russie* est entre les mains de tout le monde ! Il propose donc d'autoriser un certain nombre d'exemplaires de l'édition de Genève dont il n'est pas juste que les gens de lettres soient privés, car elle comporte une carte de Russie qui manque à la contrefaçon lyonnaise. Et il souscrit à la requête de d'Argental qui, d'accord avec d'Hémery, demande que les ballots soient retirés de la douane et soient remis à Desaint et Saillant pour être renvoyés à l'étranger : il suffit qu'un ordre soit donné !

Et c'est ici que l'on saisit mieux qu'en bien d'autres circonstances le double jeu de Malesherbes. Le 21 octobre (1760), il envoie à d'Hémery l'ordre qu'on lui demande (42) ; il regrette d'y être conduit : « *J'aurais désiré que les exemplaires non seulement ne fussent pas saisis, mais parvinssent à leur destination en s'assurant seulement qu'il n'y aura pas de débit public* ». »

L'ordre spécifie que les ballots sont retirés de la Chambre syndicale, mais pour être réexpédiés « *dans le pays étranger* ». En réalité, ils seront remis par Desaint à Robin le plus discrètement possible. Tout se passera bien, écrit d'Hémery à Malesherbes, « *pourvu que Desaint veuille bien se prêter à les rendre à Robin et que celui-ci ait assez de prudence pour n'en pas rendre le débit trop public* ». (43)

Une lettre du 2 novembre nous apprend qu'en effet tout s'est bien passé et que les libraires ont fait tous deux preuve de la plus grande prudence. (44)

Ainsi, l'*Histoire de Russie* pouvait se répandre (et même en deux éditions) grâce à la complicité des pouvoirs publics et sous leur discrète protection...



Il est impossible d'envisager les affaires que nous venons de relater

(41) *Ibid.*, f° 176 (minute très raturée). Nous ne savons à qui cette lettre est adressée. Plusieurs autres lettres figurent encore au dossier, dont quelques unes sont des minutes autographes très raturées.

(42) *Ibid.*, f° 180.

(43) *Ibid.*, f° 183.

(44) *Ibid.*, f° 187.

succinctement⁽⁴⁵⁾ sans poser le problème de la bonne foi ou de la duplicité de Voltaire. On sait comment Brunetière l'a résolu : il parle de « *stratégie des plus curieuses, de calcul savamment, spirituellement combiné* » ; il montre comment Voltaire a l'art de forcer la main à Malesherbes ; il définit ainsi sa méthode : « *Le chef-d'œuvre de la diplomatie de Voltaire était qu'il demandait qu'on arrêtât le débit de son livre, justement pour que l'autorité se trouvât dans la nécessité de le favoriser.* » Belin abonde dans ce sens, bien qu'avec moins d'âpreté ; il ne fait guère de doute pour lui, comme pour Brunetière, que c'est de Voltaire lui-même que Néaulme avait reçu le manuscrit de l'*Abrégé de l'Histoire Universelle*, et quant à l'*Histoire de la guerre de 1741*, la duplicité de Voltaire lui paraît plus évidente encore ; il existe en effet un document accablant : une lettre de d'Hémery à Berryer, du 30 août 1755⁽⁴⁶⁾, qui prouve que le manuscrit cédé à Le Prieur venait du chevalier de La Morlière, dissimulé sous le nom de M. de Vénozan, officier au régiment de Picardie ; c'est ce que d'Hémery déduisait d'un examen comparé d'écritures ; d'où l'inspecteur de la Librairie concluait qu'il n'y avait pas eu vol, mais supercherie conduite par Voltaire, La Morlière étant, affirme d'Hémery, « *une de ses âmes damnées qu'il emploie à ces sortes de manœuvres* ».

Si nous avons, à notre tour, à formuler notre opinion sur ce délicat problème, nous dirions que nous n'attribuons pas à ce dernier document une valeur décisive et que nous ne pensons pas que la duplicité de Voltaire puisse être rigoureusement prouvée. Nous la croyons toutefois probable ; ces histoires rocamboliques de vol, ces éditions simultanées venues de l'étranger ou contrefaites en province, qui se répandent juste à point pour rendre inopérantes et vaines les mesures que Voltaire s'évertue à demander contre une édition prétendue fautive, ces efforts déployés pour attirer l'attention du public sur un ouvrage que l'on se donne l'air de désavouer hautement, tout cela suffit amplement pour jeter la suspicion sur la sincérité de Voltaire en de telles circonstances... Si bien qu'il nous est difficile de nous rallier à l'opinion d'Ira Wade qui, contrairement à Brunetière et à Belin, cherche à nous convaincre de cette sincérité : selon lui, Voltaire n'aurait nullement essayé de tromper Malesherbes, sauf toutefois dans l'affaire de *La Pucelle*⁽⁴⁷⁾, mais s'il l'a fait pour cet

(45) Du moins trois sur cinq, car aucune question de ce genre ne se pose à propos de l'*Histoire de Russie* et des *Annales de l'Empire*.

(46) Publiée par Ravaillon dans les *Archives de la Bastille*, XII, p. 428, elle a été reproduite par Desnoireterres dans *Voltaire aux Délices*, et elle figure dans l'édition Moland, t. XV, p. 151. C'est sous le numéro 1214 (B.N. Mss. Nouv. Acq.), volume comprenant le relevé manuscrit de lettres adressées jour par jour par d'Hémery (Affaires de la Librairie, police, 1750-1770) que se trouve, à la page 153, la copie de cette lettre à Berryer.

(47) Pour prouver l'innocence de Voltaire dans l'affaire de l'*Histoire universelle*, Ira Wade nous renvoie à la lettre du 24 octobre 1755, adressée à M. Gamond, le fils, premier valet de chambre de Mgr le duc de Lorraine, à Bruxelles (N° 3042 dans l'édition Moland) :

« J'ai toujours ignoré, Monsieur, dit Voltaire, de qui Jean Néaulme avait acheté les fragments informés d'une prétendue *Histoire universelle* qu'il a imprimée sous mon nom [...] Il m'écrivit pour se disculper qu'il avait acheté le manuscrit à Bruxelles d'une personne qui appartient à la maison où vous êtes [...]. L'injustice de ceux qui m'ont accusé

ouvrage, pourquoi ne l'aurait-il pas fait pour l'*Histoire Universelle* et pour l'*Histoire de la Guerre de 1741* ? Non, vraiment, ce serait mal connaître Voltaire que de croire en sa candeur...

Au demeurant, la question qui nous occupe ici n'est pas de savoir si Voltaire s'est rendu ou non coupable d'artifices, mais si Malesherbes l'en croyait coupable. Or, le moins qu'on puisse dire, c'est que Malesherbes avait des doutes et des soupçons. Dans l'affaire de l'*Histoire Universelle*, tout ce qu'il consent à dire, c'est qu'il a *lieu de croire* que Néaulme ne tient pas le manuscrit de la main de Voltaire. Même attitude prudente dans l'affaire du prétendu vol de Ximénès. Il écrit à Mme Denis : « *C'est une intrigue ténébreuse que je n'ai point pénétrée.* » Certes, il ajoute : « *Je n'ai sur cela aucun soupçon capable d'altérer l'opinion qu'on peut avoir d'un si grand homme* » ; mais n'était-il pas forcé de parler ainsi et pouvait-il déclarer ouvertement ses soupçons sans se brouiller avec Voltaire, ce qu'il ne voulait pas ? (48) Par ailleurs, plusieurs de ses lettres nous laissent apercevoir des réticences et nous donnent à penser que si Malesherbes admirait en Voltaire l'écrivain et le philosophe, le comportement de l'homme lui inspirait de sérieuses réserves. Ne dit-il pas à Mme Denis qu'il souhaite « *estimer les personnes dont il estime les ouvrages* » ? Ne fait-il pas allusion à des « *bruits désastreux* » ? Ne va-t-il pas presque jusqu'à faire honte au grand homme des mesquineries, des « *misères* » auxquelles il s'attache ? Sur les artifices de Voltaire, on peut croire que Malesherbes en savait plus long qu'il ne le dit.

Mais tout renseigné qu'il était sans doute, il ne pouvait que le ménager et même favoriser ses entreprises. Brunetière croyait constater que, de 1754 à 1760, le ton des lettres de Malesherbes à Voltaire se modifiait et, qu'en 1760, il parlait de lui avec « *le respect involontaire que les grandes réputations imposent* » ; nous n'avons pas été frappé, quant à nous, par le changement que signale le critique : l'admiration que Malesherbes porte au génie de Voltaire nous semble constante depuis la première lettre qu'il lui écrit, en 1751. Qu'il s'adresse à lui ou qu'il parle de lui, il n'épargne jamais les marques de la considération et du respect qu'il estime lui devoir en raison de ses talents, de sa notoriété grandissante et aussi de la différence d'âge qui les sépare. Il est vrai qu'il n'a jamais été dupe des flatteries

moi-même en France d'avoir favorisé la publication de cet ouvrage a été pour moi un nouveau sujet de chagrin... »

Quant à l'*Histoire de la Guerre de 1741*, Ira Wade se fonde, pour disculper Voltaire, sur une lettre que celui-ci écrivit au libraire Lambert, le 20 septembre 1755 (*Revue d'Histoire littéraire de la France*, 1909, tome XVI, p. 816). Voltaire proteste contre cet « ouvrage imprimé sans sa participation » et dit à Lambert :

« Vous devriez bien dire au sieur Prieur que je suis très fâché de la disgrâce qui lui est arrivée, il se l'est attirée par sa faute ; il savait depuis plus de deux mois que l'*Histoire de la Guerre de 1741* était de moi et qu'elle avait été volée [...]. J'ai été forcé d'en demander la suppression. »

Nous ne croyons pas qu'il faille accorder la valeur de preuves à ces deux documents qui ne contiennent que des affirmations de Voltaire lui-même.

(48) D'Argental lui écrit : « Je ne peux pas m'empêcher d'être douloureusement surpris de ce que vous pensez sur les procédés de M. de Voltaire. »

intéressées dont il était l'objet de la part de l'oncle et de la nièce. Il est certain qu'il laisse apercevoir plus d'une fois son impatience en présence des procédés de Voltaire : il est vrai qu'il lui arrive de s'enhardir jusqu'à lui dire poliment son fait ; c'est qu'il ressent vivement le contraste entre la grandeur de l'écrivain et certains enfantillages, certaines mesquineries de sa nature ; c'est qu'il regrette de ne pouvoir l'admirer pleinement...

Ajoutons que certaines attitudes de Voltaire, sa conduite désinvolte en diverses circonstances, semblent l'emplir de stupéfaction. C'est ainsi qu'il est confondu en voyant imprimée, dans le premier volume de *l'Histoire de la Russie sous Pierre le Grand*, l'« approbation magnifique » que Stanislas Leczinski, roi de Pologne et duc de Lorraine, a donnée à *l'Histoire de Charles XII*. Il s'agit, en effet, d'un certificat plus qu'élogieux pour Voltaire qui lui a été délivré au nom de Stanislas par le comte de Tressan, grand maréchal des logis de Sa Majesté polonaise, à Commercy, le 11 juillet 1759. Le roi de Pologne y atteste « l'exacte vérité des faits contenus dans cette histoire et décerne à l'historien de pompeuses louanges ! Après ce coup de maître, comment la cour de France ne serait-elle pas désarmée contre ce diable d'homme ! Comment la reine, fille de Stanislas, pourrait-elle désavouer son père ! Et Malesherbes écrit : « *Je vous avouerai que rien au monde ne m'a plus étonné et que je ne conçois pas la familiarité avec laquelle nos beaux esprits traitent à présent les têtes couronnées, les mettent en jeu et les font intervenir dans leurs querelles.* » (49) Décidément, Voltaire est très fort, il vaut mieux composer avec lui que le combattre !...



Les sentiments de Malesherbes à l'égard de Voltaire sont donc assez mêlés : admiration pour l'écrivain, sympathie pour ses idées et pour son esprit, méfiance soupçonneuse envers l'homme, respect involontaire pour cette puissance qu'il sent croître et contre laquelle il serait vain de lutter. Le meilleur parti est donc de seconder ses desseins, en observant toutefois toutes les précautions nécessaires.

Quant à Voltaire, il sentait bien que Malesherbes était pour lui un allié, circonspect et parfois hésitant, mais un allié quand même, et les frères Cramer ne s'y trompaient pas, lorsque, le 8 mars 1756, ils s'adressaient à lui pour appeler sa bienveillance sur l'édition des œuvres de Voltaire qu'ils avaient entreprise et dont ils s'apprétaient à publier, revus et corrigés cette fois par l'auteur lui-même, les seize premiers volumes. Ils lui disaient (50) :

« Pouvons-nous nous flatter, Monsieur, que vous voudrez bien agréer que nous ayons l'honneur de vous présenter le premier exemplaire de toutes ces œuvres et que vous voudrez bien nous permettre d'introduire cette

(49) 3346, f^o 176 (c'est la lettre où il dit qu'il se conforme aux ordres du Dauphin).

(50) Nouv. Acq. 11.776, f^o 154-155.

édition dans le royaume et surtout dans Paris, pour satisfaire à l'empressement de tant de personnes qui attendent ces ouvrages avec la plus vive impatience ? »

Lorsque Malesherbes quitta la Librairie, en 1763, Voltaire ne pouvait que déplorer son départ. Il écrivait à d'Argental ⁽⁵¹⁾ :

« Mais qui donc sera honoré du ministère de la typographie ? M. de Malesherbes n'avait pas laissé de rendre service à l'esprit humain en donnant à la presse plus de liberté qu'elle n'en a jamais eu. Nous étions déjà presque à moitié chemin des Anglais... »

Ce n'est pas que Voltaire n'ait eu de nouvelles occasions de se plaindre de Malesherbes ; il ne le trouvait pas assez souple, assez dévoué aux ordres des philosophes, assez prompt à souscrire à toutes leurs fantaisies, à toutes leurs exigences ! ⁽⁵²⁾ En 1761, à propos d'un libelle diffamatoire de Fréron sur Mlle Corneille, la protégée de Voltaire, celui-ci tempête et s'indigne :

« Encore une fois je ne peux m'imaginer que M. de Malesherbes refuse ce qu'on lui demande. Il ne s'agit que d'un désaveu nécessaire ; ce désaveu a la vérité discréditera les feuilles de Fréron, mais M. de Malesherbes partagerait lui-même l'infamie de Fréron s'il hésitait à rendre cette légère justice... » ⁽⁵³⁾

Il avait accusé précédemment le directeur de la Librairie de « soutenir indignement » les feuilles de Fréron ; il avait écrit à d'Alembert :

« M. de Malesherbes avilit la littérature, j'en conviens ; il est philosophe et il fait tort à la philosophie, d'accord ; il aime le chamaillis ; il fait payer le *Journal des Savants*, qui ne se vend point, avec le produit des infamies de Fréron, qui se vendent : c'est le dernier degré de l'opprobre... » ⁽⁵⁴⁾ Bouffées de colère vite apaisées, caprice d'enfant gâté qui trépigne quand on lui résiste ; tout cela n'empêcha point Voltaire de rendre justice aux mérites de Malesherbes, de lui garder au fond de lui-même de la reconnaissance et, en 1763, de considérer son départ comme une perte pour la liberté de l'esprit humain.

* *

Au cours des années qui suivirent, la correspondance entre ces deux hommes s'espace. Malesherbes ne s'occupe plus de la Librairie ; il n'est plus que le premier président de la Cour des Aides ; il emploie ses loisirs à l'histoire naturelle et aux voyages ; Voltaire n'a plus besoin de lui...

⁽⁵¹⁾ 14 octobre 1763.

⁽⁵²⁾ Ce sont les mêmes griefs que lui faisait d'Alembert, lui reprochant — fort injustement d'ailleurs — sa mansuétude à l'égard de Fréron et des ennemis de l'*Encyclopédie*. Nous avons vu qu'il s'en plaignait à Voltaire.

⁽⁵³⁾ Ferney, 6 avril 1761 (A. M. Le Brun).

⁽⁵⁴⁾ 19 et 27 février 1761 (lettres au même).

Mais le patriarche de Ferney, qui suit avec l'attention que l'on sait le conflit de plus en plus aigu entre les Parlements et l'autorité royale et la lutte acharnée que mène Malesherbes pour sauvegarder les droits des cours souveraines, va se ranger du parti opposé à la magistrature et apporter à Maupeou son appui. En 1771, en réponse aux fameuses remontrances de la Cour des Aides, arrêtées le 18 février et dont Malesherbes est l'auteur, il écrit et publie (sans la signer, bien entendu) une *Réponse aux Remontrances de la Cour des Aides par un membre des nouveaux Conseils souverains*. (55) Il assure, dans cet écrit, qu'il respecte l'infortune des parlementaires exilés, dont il souhaite le rappel. Mais il loue le Roi, qui « *a fait à la nation le plus grand bien qu'aucun monarque lui ait jamais fait* », il approuve la réforme de la justice, se réjouit qu'elle soit devenue accessible à tous dans les provinces et gratuite et, raillant un peu l'origine et les prétentions du Parlement de Paris, il proclame que les nouveaux magistrats, contrairement à ce qu'affirmaient avec force les remontrances de la Cour des Aides, sont parfaitement habilités à siéger. Il terminait ainsi : « *Nous nous joignons à la Cour des Aides, à tous les corps du royaume, pour demander le retour des exilés ; mais nous nous joignons à six provinces entières pour rendre au Roi les actions de grâce les plus méritées.* »

Voltaire était sincère, n'en doutons pas : c'était toutefois agir avec peu de délicatesse que de lancer ce factum au moment même où l'homme dont il connaissait la haute conscience soutenait une lutte courageuse dont il allait être la plus prochaine victime — et surtout de le présenter comme une « réponse » aux remontrances dont cet homme était l'auteur... Nous ne connaissons pas la réaction de Malesherbes ; nous savons seulement que moins de quatre ans plus tard, à la fin de 1774, il avait largement pardonné, puisqu'il adressait à Voltaire un billet pour lui faire part de son élection à l'Académie Française. Et Voltaire lui répondait en ces termes, le 1^{er} janvier 1775 :

« Monsieur, je vous remercie du fond du cœur, non seulement de me faire l'honneur d'être un de mes collègues, mais d'avoir la bonté de m'en donner part. Je ne suis que *vox clamantis*, ou plutôt *vox expirantis in deserto* ; je ne pouvais finir plus heureusement que par la consolation que je reçois... »

Que Voltaire ait éprouvé quelque regret de son attitude de 1771, c'est bien ce qui ressort de la lettre qu'il écrivit à Malesherbes le 26 février suivant, après avoir reçu un exemplaire de son discours de réception à l'Académie. Admiron la grâce avec laquelle il évoque le différend de naguère et fait amende honorable :

(55) Ce texte fut d'abord imprimé sous les yeux de l'auteur ; le Chancelier Maupeou le fit réimprimer et y apporta quelques modifications. Le 11 mars, Voltaire avait prié le duc de Richelieu de lui envoyer les remontrances du 18 février : « Si vous pouviez me gratifier des Remontrances de la Cour des Aides, je vous serais infiniment obligé ; mais de quoi s'avise la Cour des Aides ? Et que fera la Cour des Monnaies ? »

« Monsieur, un vieillard qui n'en peut plus a repris un peu de vie en recevant votre excellent discours. J'admire la générosité de votre cœur, autant que votre éloquence : car je suppose que c'est de vos bontés que je tiens ce chef-d'œuvre. Je vois que vous m'avez pardonné d'avoir été d'une opinion qui n'était pas la vôtre ; vous avez senti combien je devais être affligé autrefois et combien même je le suis encore (et je le serai jusqu'au dernier moment de ma vie), d'une cruauté inutile dont on ne peut se souvenir qu'avec horreur (56), vous avez été plus sage que moi, vous avez séparé cette barbarie des services rendus par ceux qui l'ont commise, et moi j'ai tout confondu. Voilà comme les passions sont faites. Mes plus grandes passions aujourd'hui sont la reconnaissance que je vous dois, et le regret de n'avoir pu vous entendre... »

Cette fois, Voltaire n'avait pas à se plaindre de Malesherbes : le nouvel académicien venait de lui rendre, dans son discours, un magnifique hommage : il avait dit, devant un public enthousiaste :

« Songeons enfin que le plus beau génie de notre siècle aurait cru sa gloire imparfaite s'il n'eût employé à secourir les malheureux l'ascendant qu'il a pris sur le public. Je sais que ce n'est pas à moi à louer les talents de cet homme universel, en présence du public accoutumé à lui prodiguer des acclamations, et devant vous, Messieurs, à qui seuls il appartient de décerner les palmes du génie, mais il m'est permis de remercier, au nom de l'Humanité, le généreux défenseur de plusieurs familles infortunées ; celui qui, au fond de sa retraite, sait mettre les innocents sous la protection de la nation entière ; et je dois observer, à l'honneur de mon siècle, que les poètes immortels qui ont illustré la cour d'Auguste et celle de Louis XIV n'ont pas eu cette gloire de joindre aux titres littéraires le titre sacré de protecteur des opprimés ».



Plusieurs mois se passent ; l'étoile de Malesherbes monte ; sa popularité grandit. Il est fortement question qu'il entre au Conseil. Voltaire, qui a déjà eu la joie d'y voir entrer Turgot, écrit à d'Argental, le 14 juillet : « *La France est-elle assez heureuse pour que M. de Malesherbes soit dans le ministère ? Voilà donc de tous côtés le règne de la raison et de la vertu. Je vois qu'il faut songer à vivre.* »

Et le 18 juillet — saisissant d'ailleurs cette occasion pour lui recommander son ami Crassy — il le félicite de sa nomination comme ministre de la Maison du Roi, qui est maintenant acquise : « Monseigneur, je me joins à la France ; elle se réjouit que votre philosophie vous ait enfin permis d'accepter une place où vous ferez du bien... »

En novembre, la fille de Malesherbes, Mme de Rosanbo, qui se rend en Suisse avec son mari, fait halte à Ferney, malgré un temps épouvantable. (57) Le vieux malade l'accueille avec joie, d'autant plus qu'elle lui apporte une lettre de son père. Voici sa réponse :

(56) Il fait sans doute allusion à la disgrâce et à l'exil de Malesherbes en 1771.

(57) « Nous avons eu un déluge qui a failli noyer la fille de M. de Malesherbes allant en Suisse par Ferney. Cet orage a jeté bas une de nos maisons du grenier à la cave et en a fort endommagé une autre... » (14 novembre 1775, à Mme de Saint-Julien).

« Vous ne vous contentez pas, Monseigneur, des bénédictions de la France, vous étendez vos bontés jusqu'aux frontières de la Suisse. J'étais dans un état assez douloureux, après un de ces petits avertissements que la nature donne souvent aux gens de mon âge, lorsque Madame de Rosambo a daigné faire une apparition dans ma retraite avec Monsieur votre gendre et les cousins issus de germain de Télémaque. J'ai vu chez moi deux familles de grands hommes, et quoique mon état ne m'ait pas permis de jouir de cet honneur autant que je l'aurais voulu, je me suis senti comblé autant qu'honoré. Vous avez joint à cet avantage, que je vous dois, une lettre charmante dont vous me permettrez de vous faire les plus sincères et les plus tendres remerciements. Mme de Rosambo est comme vous, Monseigneur, elle porte la consolation partout où elle paraît ; elle tient de vous le don d'attirer tous les cœurs autour d'elle.

« Je crains d'abuser des moments que vous donnez au bien public, en vous parlant des obligations que je vous ai et de la bonté généreuse avec laquelle vous en avez daigné user avec moi ; mais ces bontés ne sortiront jamais de ma mémoire ».

Voltaire, en cette fin d'année 1775, est rempli d'optimisme. Des temps nouveaux semblent s'ouvrir pour la France : il attend de grandes choses de deux philosophes qui sont maintenant aux affaires ; il attend d'eux, en particulier, la réalisation d'une réforme qui lui tient à cœur : la suppression de la main-morte, la libération du pays de Gex. Il écrit à Christin, avocat à Besançon, qui défend les intérêts des « serfs du Mont-Jura » contre les chanoines de Saint-Claude :

« Je suis persuadé qu'il n'y a pas que M. de Malesherbes et M. Turgot capables de seconder vos vues généreuses. Ils ont des amis dignes d'eux qui leur représenteront l'horreur de la servitude où l'on gémit encore dans un pays qu'on nomme libre. M. de Malesherbes sera animé par l'exemple de son grand-oncle le Président de Lamoignon ; M. Turgot le secondera avec toute la noblesse et la fermeté de son âme ; Louis XVI se fera un devoir d'imiter Saint-Louis... »

Et plus loin :

« Tout nous assure du succès, avec des ministres tels que MM. Turgot et Malesherbes, et avec un roi équitable tel que nous avons le bonheur de l'avoir... »

Le 29 décembre, il fait part de son optimisme à Morellet :

« Nous avons un projet d'édit sous Louis XIV, minuté par le bisaïeul de M. de Malesherbes, pour détruire la main-morte en indemnisant les seigneurs féodaux. Qui pourra s'opposer à cette entreprise si M. de Malesherbes et M. Turgot veulent la faire réussir ? » (58)

Hélas ! les grands espoirs d'une ère de bonheur devaient s'évanouir

(58) Voltaire obtint satisfaction : les paysans du pays de Gex furent libérés, contre un versement annuel de 30.000 francs aux fermiers généraux. Mais il se démena pour obtenir l'abolition de la main-morte dans les provinces où elle existait encore : la Franche-Comté, le duché de Bourgogne, la Champagne, l'Auvergne et la Marche. Il adressa plus d'un mémoire à Turgot sur cette question.

quelques mois plus tard. Nul ne fut plus affligé que Voltaire par la démission presque simultanée de Malesherbes et de Turgot. Il écrit, le 18 mai 1776, à Frédéric, landgrave de Hesse-Cassel :

« Votre Altesse sérénissime sait peut-être déjà que la France vient de perdre les secours de deux ministres philosophes [...]. L'un est M. Turgot qui, en moins de deux ans, avait gagné les suffrages de toute l'Europe ; l'autre est M. de Lamoignon, digne héritier d'un nom cher à la France. Ils se sont démis du ministère le même jour et on pleure leur retraite ».

Et le 21 mai, à Frédéric de Prusse :

« Nous avons grand besoin que Votre Majesté philosophique règne longtemps ; nous avons chez les Welches deux ministres philosophes ; les voilà tous deux à la fois exclus du ministère ».

Le 29 mai encore, il déplore l'événement dans une lettre à Mme de Saint-Julien :

« Le désastre qui nous est arrivé, en nous ôtant les deux appuis sur lesquels nous reposions, nous a frappés au milieu des plaisirs comme un coup de tonnerre dans les beaux jours ». (59)

A Condorcet, qui qualifie cet événement de fatal et qui lui écrit : « *Nous avons fait un beau rêve, mais il a été trop court* », il demande de lui narrer les circonstances du double départ de Turgot et de Malesherbes, et Condorcet évoque les intrigues de cour et lui fait part des dégoûts qu'en a éprouvés Malesherbes, qu'il accuse d'ailleurs, non sans injustice, de manquer de caractère et de volonté... (60)

*
* *

Ces deux hommes, très différents par le tempérament et le caractère, ne s'étaient pas toujours compris ; des malentendus, des suspensions réciproques les avaient parfois séparés ; mais à cette époque, en ces années qui sont les dernières de la vie de Voltaire, ils se rendent compte l'un et l'autre qu'ils ont livré le même combat, lutté contre les mêmes ennemis, affirmé le même idéal. Pour Malesherbes, Voltaire est incontestablement un grand homme ; il le respecte, malgré des faiblesses qu'il connaît bien. Il sait son rayonnement, il l'a vu croître, il y a même contribué au temps de la direction de la Librairie. En 1786, dans une longue note attachée à la septième observation qui suit le second mémoire sur le mariage des protestants, avant de discuter certaine affirmation de Voltaire sur les condamnations barbares dont plusieurs pasteurs protestants avaient été frappés, il nous dit : « *C'est toujours à M. de Voltaire qu'il faut répondre, parce que c'est celui que tout le monde lit et d'après lequel tout le monde parle...* » De quelque côté qu'on se tourne, en cette fin

(59) Le baron de Breteuil, dans une lettre de Vienne (3 juillet 1776) exprime des regrets aussi amers que ceux de Voltaire (*Archives du Comte de Leusse*, autographe).

(60) Lettre du 12 juin 1776.

de siècle, on trouve toujours Voltaire. Cela, Malesherbes le sait bien, et au fond, il s'en réjouit. Mais son admiration pour le grand défenseur de l'humanité ne l'empêche pas de regretter certains procédés de polémique, cet esprit peut-être trop systématiquement caustique, cette partialité dans les jugements, cette philosophie mordante qui tourne souvent le dos à la sérénité. ⁽⁶¹⁾ Nous avons vu, à la fin d'un chapitre antérieur, le parallèle qu'il instituait dans une lettre à d'Alembert entre la gravité d'un Montesquieu et l'esprit de parti dont l'œuvre et l'action de Voltaire portent la marque ; il faisait des réserves sur l'homme et sur ses méthodes ; il n'en jugeait pas moins son action utile et son œuvre bienfaisante.

(61) « Je vous avouerai, écrit Malesherbes à de Seynas, lieutenant de police à Lyon, que je voudrais pour l'honneur d'un si grand homme, qu'il fût plus modéré dans ce qu'il écrit contre ses ennemis ou moins ardent dans la poursuite de ceux qui écrivent contre lui. » (1760, à propos de la publication des *Dialogues Chrétiens* par Rigollet).

CHAPITRE IX

LE PREMIER PRÉSIDENT DE LA COUR DES AIDES

I

LA RESISTANCE A L'ARBITRAIRE ROYAL LES GRANDES REMONTRANCES

Malesherbes premier Président de la Cour des Aides. Rôle et fonctions de cette cour. — La lutte s'engage en 1756 : les Remontrances sur le vingtième. — Le Discours de Malesherbes devant le comte de Clermont ; les Remontrances de novembre 1759. — Nouveaux heurts : Malesherbes dénonce la montée du despotisme. — L'affaire Varenne (1762-63). — La levée de la taille, le don gratuit, le second vingtième. Le duc de Chartres devant la Cour : une solennelle protestation de Malesherbes (1769). — Les Remontrances de juillet 1768 sur l'augmentation de la taille. — Maupeou fils Chancelier. — L'affaire Monnerat. Lettre de Malesherbes au Chancelier. Audience royale dramatique. Les Remontrances du 14 août 1770 et celles du 17 août. Doctrine politique de Malesherbes formulée à l'occasion de l'affaire Monnerat.

Le 9 décembre 1750, M. de Lamoignon, premier Président de la Cour des Aides, était nommé Chancelier de France, en remplacement de d'Aguesseau, démissionnaire. Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes, son fils, qui avait été reçu premier Président en survivance le 26 février 1749 et le même jour Conseiller d'honneur, commença à faire fonctions de premier Président le 14 décembre 1750. Dans les procès-verbaux de la Cour, c'est à partir de la séance du mardi 9 janvier 1751 qu'il figure comme premier Président.

Le 28 avril suivant, une députation de la Cour des Aides est reçue par le nouveau Chancelier. ⁽¹⁾ Le président Béchet, qui prend la parole pour le compliment d'usage, s'exprime en ces termes :

« Vous nous laissez pour successeur un autre vous-même, digne émule de vos vertus et de vos éminentes qualités ; nous ne pouvons douter qu'il suive les routes que vous lui avez tracées [...]. Nous vous prions, Monsieur,

(1) *Archives Nationales*, Z¹ A 184.

de ne point oublier que vous avez été le chef de notre compagnie et que vous y avez été témoin de notre zèle et de notre exactitude dans l'administration de la justice ».

A quoi le Chancelier répondit :

« ...Vous m'avez donné trop de preuves de vos sentiments dans les derniers temps, vous m'en donnez trop tous les jours en la personne de mon successeur pour qu'il me soit permis d'en douter. Recevez donc les assurances de ma sensibilité et soyez persuadés que, me regardant toujours comme le chef immédiat de la Cour des Aides, j'aurai une grande attention pour la conservation de ses droits et de ses privilèges et pour faire valoir au Roi ses services ».

On sait que la Cour des Aides, créée lors des Etats Généraux réunis sous Jean le Bon en 1355, organisée sur des bases définitives en 1411, était, comme la Chambre des Comptes, une Cour souveraine.⁽²⁾ Elle connaissait de toutes les causes concernant non seulement les aides proprement dites, mais les gabelles, les tailles, les droits d'octroi. Elle statuait sur les exemptions et privilèges dont la noblesse et le clergé devaient jouir en matière d'impôts. Elle connaissait, en première instance et en dernier ressort, de tous les contrats et actes passés avec les fermiers, traitants et munitionnaires. Elle recevait les appels de sentences des élections, greniers à sel, maîtres de ports et bureaux des traites. En somme, elle était chargée de régler la perception des subsides nécessaires aux charges de l'Etat et d'opposer la force de la justice à ceux qui oseraient abuser du nom ou de l'autorité du souverain ; on la regardait comme une des plus fortes barrières qu'on pût dresser contre la cupidité des traitants⁽³⁾, comme le rempart du peuple contre l'oppression.⁽⁴⁾ N'oublions pas non plus qu'elle était chargée d'enregistrer tous les édits ou lettres patentes relatifs à la création d'impôts nouveaux ou à la prorogation des impôts existants, qu'elle avait, tout comme les Parlements, le droit de remontrances⁽⁵⁾, qu'elle pouvait entraver, ou tout au moins censurer une politique fiscale onéreuse et accablante pour la nation.

(2) Cf. *Mémoire pour servir à l'histoire de la Cour des Aides, depuis son origine en 1355 sous le roi Jean, jusqu'à sa suppression le 23 janvier 1791 sous le règne de Louis XVI*, par Dionis du Séjour. (A Paris, chez Krapen, imprimeur, au bas du Pont St-Michel, 1792). En fait la date traditionnelle de 1355 apparaît aujourd'hui discutable. Selon Dupont-Ferrier (*Les origines et le premier siècle de la Chambre ou Cour des Aides de Paris*), « la Chambre ou Cours des Aides a été formée peu à peu, à travers bien des tâtonnements de 1370 environ à 1390 ». A la différence du Parlement, la Cour des Aides avait des origines modestes et son existence avait été longtemps précaire.

(3) L'expression est de Malesherbes lui-même.

(4) Nous lisons dans une délibération de l'année 1768 les lignes suivantes qui définissent exactement les fonctions de la Cour des Aides, du moins telles que ses membres les concevaient alors : « La Cour, instituée dès l'origine des impôts pour connaître essentiellement de leur établissement, leur répartition, levée et recouvrement, a toujours regardé comme un de ses devoirs le plus indispensable de veiller à ce qu'il ne se glissât aucun abus et surcharge dans le recouvrement des impôts légitimes établis... »

(5) Par la Déclaration du 15 septembre 1715 avait été rendu à la Cour des Aides le droit de faire des remontrances avant de procéder à l'enregistrement : en effet, une Déclaration du 24 février 1673 n'avait autorisé l'usage des remontrances qu'une fois l'enregistrement

Or, la présidence de Malesherbes va précisément coïncider avec des mesures de fiscalité oppressive et c'est à lui qu'il appartiendra de maintenir les droits d'une cour souveraine en face de l'arbitraire royal et gouvernemental ; contre cet arbitraire il va, pendant près de vingt ans, personnifier la résistance obstinée et sans cesse renouvelée de la Cour des Aides.



A vrai dire, ce n'est qu'en 1756 que la lutte s'engage. C'est le début de la guerre de sept ans. Pour y faire face il faut des impôts exceptionnels. Le 4 septembre de cette année, la Cour des Aides reconnaît la nécessité de pourvoir aux besoins de l'Etat et admet que *« les circonstances de la guerre présente ne permettent plus ni retardement ni délai »*, mais *« le Roi sera très humblement supplié de vouloir bien abréger la durée de l'impôt si la situation de ses affaires lui permet de le faire cesser avant le terme prescrit »*. La Cour enregistre les trois Déclarations royales du 7 juillet, dont la première proroge pendant dix ans le premier vingtième et ordonne la levée d'un second vingtième qui doit finir trois mois après la publication de la paix, dont la seconde proroge pendant dix ans la levée de deux sols par livre en sus du vingtième, et dont la troisième proroge jusqu'à décembre 1770 la perception des droits rétablis sur les marchandises et denrées entrant dans Paris et de quatre sols par livre en sus desdits droits. Mais si elle a accepté d'enregistrer, elle formule, le 14 septembre, de sévères remontrances où elle dénonce la multiplicité des impositions et la forme irrégulière dans laquelle, trop souvent, la levée en est faite. (6)

« Le paiement des subsides qu'occasionne la guerre la plus juste et la plus indispensable serait un fardeau accablant pour le peuple qui les fournit s'il n'en regardait la fin comme un des premiers avantages que doit lui procurer le retour à la paix. Mais, Sire, comment vos sujets pourraient-ils être soutenus par cette espérance puisqu'on leur impose de nouvelles charges tandis qu'ils supportent encore une partie des impôts établis pendant la dernière guerre sans pouvoir envisager une époque fixe et certaine à laquelle ils puissent s'en promettre la suppression ? [...] Voilà, Sire, ce qui cause les plus vives alarmes de vos peuples : l'idée de la perpétuité de l'impôt les effraye, et il est bien difficile de calmer leurs inquiétudes quand, d'une part, ils considèrent les assurances que votre Majesté leur a données et vient encore de leur renouveler, que le produit entier de l'ancien vingtième sera employé à l'amortissement des dettes de l'Etat, et que d'autre

effectué. Quant à l'usage d'envoyer des princes pour forcer la Cour à enregistrer les édits, il avait cessé de 1673 à 1715 et ce n'est qu'en 1759 qu'il recommença effectivement. Ajoutons qu'à l'origine il n'y avait qu'une seule Cour des Aides, celle de Paris, dont le ressort s'étendait à tout le royaume. Par la suite, plusieurs autres Cours avaient été créées en provinces ; elles s'éteignirent pour la plupart ; seules subsistaient encore à la fin de l'ancien régime celles de Bordeaux, Clermont et Montauban.

(6) *Archives Nationales*, Z 1 A 185.

part ils voient qu'au lieu du terme fixe qu'on pouvait assigner à cette imposition, on annonce une durée de dix années qui ne commenceront à courir que du terme incertain de la publication de la paix, en sorte que l'on fait dépendre la cessation de l'impôt d'une époque qui lui est entièrement étrangère ».

Après avoir rappelé ce qu'était le premier vingtième : un moyen de parvenir à la libération des dettes de l'Etat ainsi qu'une opération économique qui devait fournir à l'Etat des ressources dans les temps de nécessité, sans qu'on soit forcé de recourir à des moyens extraordinaires, les Remontrances critiquent la répartition de la taxe : « *Quelle justice peut-on attendre, quand le travail du laboureur, l'industrie du fabricant, le crédit du négociant sont devenus des objets d'imposition ?* » Elles plaident en faveur des commerçants et des artisans, catégories précieuses de citoyens auxquels l'Etat doit sa prospérité, et qu'il est injuste d'accabler de charges alors que d'autres, qui se sont fait exempter, « *ont augmenté leurs fortunes et accumulé même des trésors considérables par les gains qu'ils ont faits dans le recouvrement des deniers royaux et dans la perception des droits établis au profit de Votre Majesté* ».

Il faut craindre que le découragement et le dégoût n'envahissent le commerce et les arts. « *Bientôt, tout établissement considérable sera ruineux pour ceux qui oseront le hasarder, s'ils n'ont eu l'art de se mettre sous la protection des arbitres de l'imposition en leur persuadant l'utilité de l'entreprise* ».

Sans doute, le Roi ne peut descendre dans tous les détails et apercevoir de lui-même tous les abus, mais « *c'est pour s'en instruire et pour y mettre ordre qu'il nous a constitués non seulement les juges de ses peuples, mais aussi leurs patrons et leurs défenseurs et qu'il nous a chargés de faire parvenir jusqu'à sa personne sacrée les justes plaintes des malheureux* ».

Ici, le débat s'élargit et l'accent devient solennel. Nous vous faisons connaître, proclament les Remontrances, « *l'oppression sous laquelle votre peuple gémit depuis longtemps* ». La Cour dénonce « *les taxes irrégulières et injustes qui se perçoivent depuis soixante années* » sans que les sujets du Roi aient « *des formes judiciaires pour se pourvoir et des tribunaux auxquels ils puissent s'adresser* ».

Suivent un rappel des origines de la Cour des Aides et une définition de son rôle. Elle a fini par prendre une forme semblable à celle des autres Cours, mais « *sans perdre le droit dans lequel elle a toujours été conservée d'apposer par son enregistrement le dernier sceau de l'autorité royale aux édits portant établissement des impositions et de connaître seule des contestations qui en sont relatives, droits dont elle ne pourra jamais se départir puisqu'ils sont inhérents à sa constitution et à son essence* ».

Les Remontrances dénoncent ensuite l'arbitraire et l'injustice de certaines institutions judiciaires : on a dépouillé des tribunaux pour

leur substituer un magistrat unique, et ce sont des commissaires qui jugent des abus introduits dans la perception du vingtième, de la capitation et autres impôts ; on a établi sur les frontières des tribunaux irréguliers pour y juger souverainement des délits qui concernent les droits des fermes, et cela sous prétexte de réprimer la contrebande : et ces tribunaux font régner une véritable terreur dans les régions où ils opèrent.

« Quel désordre dans l'administration de la justice ! Quelle consternation dans les Compagnies ! Une de vos Cours s'est vu enlever presque l'universalité de ses fonctions sur la simple demande du fermier des droits de Votre Majesté ; aucune protestation, aucune plainte n'a été écoutée [...]. Une autre Compagnie, digne autrefois des bontés de Votre Majesté, se trouve aujourd'hui accablée du poids de la disgrâce, après avoir été privée de ses fonctions les plus importantes ; ses chefs sont dispersés, la Compagnie elle-même est flétrie par les condamnations les plus humiliantes, coups également funestes à la magistrature et aux peuples qui lui sont subordonnés... »

Et la conclusion est d'une amère vigueur :

« Les circonstances qui obligent Votre Majesté à établir des impôts onéreux à son peuple suspendent depuis longtemps la voix de vos Cours et ne leur permettent pas de vous représenter la misère où ce peuple est réduit avec toute l'énergie qu'exigerait un pareil sujet. »

C'est le 18 septembre que Malesherbes, entouré de deux présidents, remet au Roi ces remontrances.

Le 7 septembre 1758, la Cour des Aides fait des représentations à propos des édits du mois précédent qui majorent le prix des tabacs et portent augmentation de gages sur différents offices. Elle proteste contre le fait qu'on lui donne à enregistrer des édits et déclarations de finances aux dernières limites et quand les besoins de l'Etat ne permettent aucun délai. Pour la question des tabacs, les remontrances de la Cour étaient « *d'autant plus nécessaires que les lois sévères et contraires au droit commun prononcées contre les contrebandiers, ainsi que les tribunaux exceptionnels créés pour juger ces délits, ne doivent leur naissance qu'aux prix excessifs auxquels le tabac et le sel sont déjà portés dans le royaume* ». La Cour devait « *détourner Sa Majesté d'une augmentation de prix qui doit encore multiplier la dépense, la peine des hommes et les vexations qui sont une suite nécessaire des lois trop dures* ». Elle demande qu'on lui rende, à elle et aux juridictions qui ressortissent à elle, leur autorité et leur activité par la suppression des évocations (7) et des commissions extraordinaires, et qu'à l'avenir « *les édits et déclarations dont les enregistrements réclameront célérité, soient envoyés à la Cour d'assez bonne heure, pour qu'elle ne soit pas obligée d'en hâter l'examen au préjudice du Seigneur Roi* ».

(7) Il s'agit de ce qu'on appelait *évocations de grâce*, privilège qui consistait à enlever aux juges naturels la connaissance d'un procès pour l'attribuer à d'autres juges ; tantôt ce privilège s'appliquait à toutes les affaires d'une personne ou d'une corporation, tantôt il était spécial à un procès déterminé. Ces évocations donnaient lieu à quantité d'abus : nous en aurons plus loin un exemple dans l'affaire Monnerat.

Le 19 janvier 1759, Malesherbes dénonce la levée de droits nouveaux qu'on dit se faire à Paris sans enregistrement de la Cour : on convoque aussitôt les gens du Roi. Ceux-ci sont introduits et l'avocat général Antoine-Louis Bellanger reconnaît les faits. Un débat s'ensuit, dont voici la conclusion :

« La Cour valide, pour cette fois seulement, et sans tirer à conséquence, la perception faite desdits droits au profit de la Ville de Paris depuis le 1^{er} janvier de la présente année jusqu'à ce jour, et néanmoins fait défense aux officiers de ladite ville de Paris et à tous receveurs et autres préposés d'en percevoir aucun à l'avenir, si ce n'est en vertu des édits, déclarations et lettres patentes dûment enregistrés par ladite Cour ; ordonne que le présent arrêt sera signifié à la requête du Procureur général du Roi aux officiers de la Ville de Paris et à tous autres qu'il appartiendra et que copies collationnées d'iceluy seront envoyées aux juridictions ressortissantes en ladite Cour, etc... »

La fin de l'année 1759 devait être très orageuse. Le 22 septembre, le comte de Clermont (8), accompagné du maréchal de Bercheny, de MM. de Bernage et Poullétier, conseillers d'Etat, se présente à la Cour pour faire enregistrer en grand cérémonial trois édits tout récents : l'un portant création de receveurs des rentes sur la ville, l'autre portant suppression des offices sur les ports, le troisième portant établissement d'une subvention générale dans le royaume, trois mesures destinées à procurer à l'Etat de nouvelles ressources nécessaires pour soutenir les dépenses de la guerre.

A cette occasion, Malesherbes prononce un discours amer (9) : la présence d'un prince du sang, qui devrait être une joie, offre une signification douloureuse, car elle annonce une interversion de l'ordre judiciaire, une privation du droit de délibérer :

« Telle est, Messieurs, la situation où se trouve la Cour des Aides, sans savoir à qui elle doit l'imputer, sans avoir eu connaissance de ces édits dont le Roi ordonne l'enregistrement, et sans qu'on puisse lui reprocher d'avoir apporté aucun obstacle, aucun retardement à ces autres lois déjà si dures et rigoureuses que la nécessité du temps et les besoins de la guerre ont exigées depuis quelques années.

« Cette Compagnie, instituée pour veiller à la perception des droits du Roi, pouvait sans doute mieux que toute autre, examiner les moyens proposés pour fournir à l'Etat les secours nécessaires et en peser les inconvénients. Cependant, elle a appris par la voix publique que les lois rendues à ce sujet ont été présentées à d'autres tribunaux, qu'elles y ont été discutées et que, sur les débats qui s'y sont élevés, l'autorité souveraine s'est irrévocablement expliquée. Ainsi des ordres dont l'exécution nous sera confiée vont être déposés dans nos registres et revêtus du dernier sceau de l'autorité royale avant que nous ayons pu les connaître ni en prévoir les abus. Serait-il possible, Messieurs, que le plus juste de tous les rois ait douté de l'obéis-

(8) Louis de Bourbon-Condé, comte de Clermont, prince du sang (1709-1771), d'abord entré dans les ordres, sollicita du Pape Clément XII l'autorisation de porter les armes et fit les campagnes d'Allemagne et des Pays-Bas. Il se rendit ridicule en sollicitant d'entrer à l'Académie Française.

(9) *Archives Nationales*, Z 1 A 185.

sance de ses plus fidèles sujets, ou plutôt ne pouvons-nous pas trouver les motifs de cet acte d'autorité dans la nature même des édits que vous venez de nous annoncer ? [...] Le Roi n'a sans doute voulu prévenir nos justes représentations que parce que les motifs lui en étaient connus et assez présents... » (10)

Des plaintes analogues constituent également le fond du discours de l'avocat général Bellanger. Puis la Cour s'occupe de la rédaction de ses remontrances. Dès le 22 septembre, aussitôt après l'enregistrement forcé, elle établit « l'objet des Remontrances », vive diatribe contre certains articles des édits, contre la forme de la levée des impôts, contre l'irrégularité du remboursement forcé des charges sur les ports, quais et halles de la Ville de Paris et les abus que peut occasionner « la création de cent officiers auxquels on oblige le public de confier ses intérêts », contre l'aggravation du vingtième, mesure qui pèsera lourdement sur les propriétaires de terres et sur l'industrie, contre la subvention générale, trop rigoureuse, contre la perspective d'une prolongation indéfinie d'impositions arbitraires.

Quant aux Remontrances proprement dites et qui furent lues à la séance du 13 novembre, leur texte n'est autre que la substance du texte précédent avec quelques développements : il contient, au long de treize pages, une vive critique des édits ; il commence par une protestation véhémement contre la violence qui est faite à la Cour :

« Par quelle fatalité, Sire, a-t-on pu engager Votre Majesté à renoncer à l'avantage précieux d'être obéi sans contrainte ?

« Votre Cour des Aides cherche dans sa conduite passée ce qui a pu lui mériter un traitement si rigoureux (11), et elle ose vous montrer sa surprise de ce qu'on n'a pas craint de donner à la France et à l'Europe entière l'idée d'une résistance qui n'existait point encore (12) et de ce qu'on a employé cet appareil d'autorité qui, toujours effrayant pour les peuples, augmente à nos yeux la rigueur des impôts et diminue nécessairement le crédit de l'Etat dans le temps où il serait nécessaire d'obtenir la confiance ».

Les Remontrances sont remises au Roi le 21 novembre (13) ; la délégation est composée, selon l'usage, du Premier Président et de deux présidents ; elle est reçue en présence du Secrétaire d'Etat Saint-Florentin, duc de la Vrillière, et Malesherbes prononce une brève allocution ; il évoque « les malheurs que deux guerres dispendieuses ont causées au royaume » ; il prononce quelques phrases sévères :

« Le peuple n'a jamais senti si vivement le poids de sa misère... »

« La défense de délibérer est le coup le plus accablant pour la magistrature... »

(10) Le discours de Malesherbes s'achevait ainsi : « Nous allons les entendre, ces lois si redoutables ; puissent-elles démentir l'opinion funeste que nous en a fait concevoir la forme dans laquelle elles sont envoyées ! Puissions-nous, après en avoir entendu la publication, n'être pas réduits à rendre grâce à la bonté royale de ce qu'elle nous a dispensés d'y concourir par un enregistrement libre et volontaire ! »

(11) Nous avons dit plus haut que l'usage d'envoyer des princes de sang pour contraindre la Cour à enregistrer des édits avait été interrompu pendant de longues années.

(12) Nous soulignons ce « encore » qui est très significatif.

(13) C'est la date qui figure sur les procès-verbaux.

La réponse de Louis XV est sèche et coupante : « *Je ferai examiner vos Remontrances et je vous ferai savoir mes intentions.* » Pourtant, quelques semaines plus tard, le 16 février 1760, Malesherbes est appelé à Versailles pour recevoir la réponse définitive du Roi, et celle-ci paraît encourageante :

« ...Je vais pourvoir aux inconvénients qui peuvent se rencontrer dans l'exécution de mes derniers édits et j'attends toujours de votre Compagnie des marques de son empressement à seconder mes vues ».

De fait, on annoncera le 12 mars la suppression de la subvention générale établie par l'édit de septembre et son remplacement par un nouveau vingtième et une augmentation de la capitation.

*
**

Passons sur les Remontrances du 3 septembre 1760 contre l'ordonnance royale concernant les armoiries (ordonnance qui fut d'ailleurs vite révoquée).⁽¹⁴⁾ Mais la suspension du paiement des rentes de l'Hôtel de Ville, « *sous prétexte de retenir le doublement de la capitation* », va soulever, le 16 mars 1761, de nouvelles protestations de la Cour des Aides. C'est Malesherbes qui croit devoir informer la Compagnie de cette mesure et des représentations sont faites le 29 mars, demandant au Roi de renoncer à cette « nouvelle forme de contrainte qu'on voudrait introduire dans la perception de ce doublement ». Et le 23 juin suivant, ce sont, non plus des représentations, mais de nouvelles remontrances, visant la Déclaration royale du 20 avril 1761 sur l'imposition et la levée de la taille (Déclaration qui avait été enregistrée en mai).

Ces remontrances⁽¹⁵⁾ sont un virulent réquisitoire contre les abus et les vexations qui se commettent dans la perception des impositions : « *C'est avec la plus grande douleur que nous sommes portés à l'enregistrement des autres dispositions du même règlement qui, en prescrivant dans le plus grand détail les poursuites auxquelles les receveurs sont autorisés, font connaître la misère d'un peuple qu'on ne peut contraindre au paiement des contributions que par des moyens si violents.* » Rigueur inouïe qui s'ajoute à la rigueur déjà excessive des impositions ! « *Que de malheureux à qui on a arraché le nécessaire et pour ainsi dire leur subsistance, recourent à tous les subterfuges imaginables et s'exposent à tout pour éviter les paiements qu'on exige !* » Et ce ne sont pas les juridictions régulières qui sont chargées d'exercer les poursuites : « *Comment est-il*

(14) Il s'agissait de confier à un tribunal composé de maréchaux et de quelques magistrats le soin de dresser un état de toute la noblesse française et de poursuivre ceux qui en usurperaient le nom et les prérogatives. En réalité on voulait imposer une taxe sur les nobles, mais comme on prévoyait qu'il serait impossible de prononcer contre ceux qui n'y satisferaient pas la déchéance de la noblesse et des privilèges qui y étaient attachés, on résolut de substituer à la taxe un droit pour le règlement des armoiries. En cette circonstance la Cour entreprit de défendre l'ancienne noblesse, protestant que « pour lui faire éprouver un traitement si rigoureux, on choisit le moment où elle consacre sa vie et sa fortune à la défense de l'Etat ».

(15) Archives Nationales, Z 1 A 186.

possible, Sire, qu'on nous ordonne expressément d'avertir Votre Majesté des abus, et qu'on nous enlève par là-même les moyens de les connaître ? »

Et la Cour s'en prend avec violence aux juridictions illégales chargées du recouvrement des impôts : *« C'est dans leur principe qu'il faut attaquer les abus ; c'est l'autorité arbitraire donnée aux commissaires et aux subalternes qui reçoivent leurs ordres ; c'est cet ordre de juridiction établi nouvellement dans le royaume et inconnu dans les siècles passés que nous dénonçons à Votre Majesté comme la source intarissable de toute espèce d'injustices et de vexations. »* Certes, la Cour des Aides n'a aucun grief particulier contre ces commissaires, qui sont choisis d'ailleurs dans la magistrature, mais *« vos sujets ne peuvent pas voir sans effroi leur sort entre les mains d'un seul homme dont la conduite n'est éclairée ni réformée par personne »*.

C'est en somme la montée du despotisme que dénonce la Cour. Le ton s'élève et l'accent devient pathétique :

« Le despotisme, cette forme de gouvernement effrayante pour les peuples et contraire aux droits de l'humanité, entraîne avec elle l'idée de l'injustice [...]. Nous prévoyons encore que les partisans de ce despotisme dont nous nous plaignons ne manqueront pas de se récrier sur ce qu'on a la hardiesse de qualifier de despotisme un pouvoir exercé en vertu de vos ordres, et qu'ils emploieront leurs artifices ordinaires pour faire regarder comme un attentat à l'autorité de Votre Majesté la dénonciation que nous lui faisons des abus de cette autorité [...]. »

« Il y a des peuples assez malheureux pour qu'il n'y ait aucune communication régulière établie entre le souverain et ses sujets. »

« Le despotisme sous lequel vos sujets gémissent et qui est l'objet de nos très humbles et très respectueuses remontrances, n'est point une autorité que Votre Majesté exerce ni par elle-même ni par ceux qu'elle a choisis elle-même et qu'elle honore de sa confiance intime. C'est un pouvoir donné non seulement aux commissaires départis, mais à une multitude d'hommes sans noms et sans titres, sans commissions émanées de Votre Majesté, sans pouvoir suffisant pour rendre des jugements réguliers, sans que ceux-mêmes qui les ont choisis puissent souvent dire que c'est par la connaissance de leurs qualités personnelles qu'ils se sont déterminés à ce choix. C'est dans de telles mains qu'est remis un glaive plus redoutable que celui de la justice, c'est de leur faveur arbitraire que dépend le sort du cultivateur laborieux, de l'industriel artisan et souvent du noble indigent qui, par cela même qu'il a plus de besoin, est moins à portée de réclamer contre la vexation. Cette autorité, Sire, a tous les caractères du despotisme ».

L'année 1762 est relativement tranquille ; mais la tension va recommencer en 1763 : le 6 juin, le prince de Condé, accompagné du maréchal de Clermont-Tonnerre, de MM. de Bernage et Trudaine, conseillers d'Etat, est envoyé devant la Cour pour faire enregistrer de force un édit du mois d'avril précédent (16), qui ordonne le dénom-

(16) C'était la troisième fois et non la seconde, depuis 1759, que le Roi envoyait des princes à la Cour des Aides ; en effet, le 31 juillet 1761, le Comte de la Marche (Louis

brement des biens-fonds du royaume et la prorogation du doublement de la capitation, ainsi qu'une déclaration du 24 avril qui rétablit le centième denier sur les immeubles fictifs : ce à quoi la Cour riposte par des remontrances, le 9 août suivant.

A la fin du mois précédent, le 23 juillet 1763, la Cour avait formulé d'autres remontrances, beaucoup plus importantes, à propos de la grave affaire de Varenne.

*
* *

Elle avait éclaté le 5 mai 1762. Jacques Varenne, avocat au Parlement de Dijon⁽¹⁷⁾, entreprit de lutter contre cette Cour. Les « élus » de Bourgogne, dont les attributions, détruites ou affaiblies par le temps, consistaient à asseoir les impôts votés par les Etats, étaient venus, sous l'influence de Varenne, à prendre leur rôle au sérieux et ils avaient dirigé leurs efforts contre les pouvoirs du Parlement de Dijon. Varenne se fit leur interprète en publiant un *Mémoire pour les élus généraux des Etats de Bourgogne*.⁽¹⁸⁾ Le 5 mai, la Cour des Aides de Paris, sur réquisitoire de l'avocat général Bellanger⁽¹⁹⁾, condamnait cet écrit anonyme, mais dont on n'ignorait pas l'auteur, à être brûlé de la main du bourreau, et le 7 juin suivant, le Parlement de Dijon rendait un arrêt analogue et faisait publier en même temps la défense, tout à fait inique, « *d'entretenir, sous les peines les plus sévères, toute liaison avec aucun de ceux qui portaient son nom* ». Varenne avait été convoqué à Versailles le 25 mai ; il sut se concilier la faveur du Ministère.⁽²⁰⁾ L'affaire traîna plusieurs mois ; finalement, le 5 avril de l'année suivante, paraissaient des lettres patentes par lesquelles le Roi mettait fin à la procédure de la Cour des Aides et du Parlement de Dijon. En juin 1763, le Procureur général de la Cour des Aides reçut de nouvelles lettres patentes, datées du 28 mai précédent, contenant jussion

François Joseph de Bourbon, prince de Conti en 1776) était venu accompagné du Maréchal de Lautrec et de deux conseillers d'Etat pour l'enregistrement d'un édit de ce même mois portant établissement de rentes sur les cuirs et d'une déclaration du 16 juin prorogeant pour deux ans le troisième vingtième et le doublement de la capitation.

(17) Né à Dijon en 1710, mort à Paris en 1780.

(18) Paris 1762, in 8°, sans nom d'auteur.

(19) Bellanger disait notamment : « On pousse l'égarement jusqu'à reprocher à toutes les Cours des Aides et à la Cour en particulier, de sacrifier l'intérêt public à la puérile ambition d'avoir des procès solennellement et complètement instruits et des audiences célèbres où toutes les formalités de l'ordre judiciaire soient observées par le ministère des procureurs, dont l'intérêt personnel, ajoute-t-on, secondera toujours puissamment des vues si contraires à l'intérêt public... » Il relevait dans le livre de Varenne « des déclamations indécentes, des critiques téméraires, des expressions injurieuses ». Il déplorait que cet ouvrage eût été imprimé, car il étale ainsi aux yeux du public « la division entre deux corps d'une même province dont l'un exerce la justice souveraine au nom du Roi et l'autre représente l'universalité des habitants [...], malheur affligeant dont tout bon citoyen doit gémir dans le secret ».

(20) Et celle du Roi. Voici un billet significatif de Louis XV au Chancelier Lamoignon, à la date du 29 juin 1762 : « J'ai réfléchi sur tout ce qui a été dit dans le dernier Conseil par rapport à l'affaire de la Cour des Aides. J'exige que dans la conciliation proposée on arrange les choses de façon que les accusés ne subissent point d'interrogatoires à la Cour des Aides. J'ai des raisons pour cela qui me tiennent à cœur ». Quelles étaient ces raisons personnelles ? (*Archives de Rosambo*, papiers du Chancelier de Lamoignon).

d'enregistrer celles du 5 avril pour l'extinction de la procédure ; une lettre de cachet datée du 3 juin était jointe, enjoignant au rapporteur de requérir l'enregistrement desdites lettres.

La Cour s'assembla, fit une démarche auprès du Chancelier de Lamoignon, qui nia toute participation à l'envoi de ces lettres patentes. On sollicita alors, par l'entremise de Saint-Florentin, une audience royale, et la Cour déclara que les lettres ne seraient présentées que sur un ordre personnel du Roi ; le 23 juillet, elle publiait des remontrances dont voici les passages essentiels :

« Votre Cour des Aides se flatte que Votre Majesté daignera considérer combien il est affligeant pour des magistrats qui mettent leur gloire à faire éclater leur attachement pour le service de Votre Majesté, d'apprendre que leur zèle, leur soumission, leur exactitude vous ont été un instant suspects et combien il est peu convenable pour l'ordre public qu'une Cour supérieure ait à se disculper d'accusations aussi légèrement intentées et qui vraisemblablement ont été dictées par les accusés eux-mêmes [...].

« Votre Cour des Aides ne peut s'empêcher de se plaindre de ce que trop souvent l'effet de ses arrêts est détruit par des actes d'autorité qui paraissent dictés par le même esprit que les Lettres patentes du 5 avril 1763. La forme de ces actes d'autorité n'est point reconnue par les Cours ; ainsi elles ne peuvent pas réclamer, mais les parties intéressées ne sont pas moins forcées de s'y soumettre ».

La Cour se plaint ensuite que « l'un des accusés, nommé Varenne », se soit dispensé de répondre aux décrets, en alléguant un ordre de demeurer à Versailles alors qu'en fait il en était absent, et que son complice, nommé Desventes, assigné d'abord comme témoin, et ayant promis de comparaître une heure après, ait disparu dans l'intervalle, et, quoique décrété de prise de corps, se soit montré librement à Versailles et à Paris. Elle dénonce « *la singularité de la protection accordée aux coupables* ».

Dans la suite, les Remontrances dénoncent « les artifices qu'on emploie en beaucoup de provinces pour semer la mésintelligence entre les Cours et les Etats ». Ce qui se passe en Bourgogne est significatif à cet égard : les Etats de Bourgogne ne se réunissent plus que tous les trois ans et pendant un mois ; dans l'intervalle, toute l'autorité réside dans la Chambre des élus. Or, ces élus n'ont que des attributions très limitées, de simples fonctions d'exécution ; il arrive souvent qu'ils s'arrogent un pouvoir qui ne leur appartient pas et que, d'autre part, des subalternes s'arrogent un pouvoir sur les élus : c'est ce qu'a fait Varenne en qualité de secrétaire de la Chambre des élus.

« Votre Cour des Aides ne répétera point ce qui a été déjà dit sur les moyens de tout genre qui ont été prodigués pour faire taire les lois, mais elle demande à Votre Majesté par quelle voie des particuliers aussi obscurs et dont l'affaire était défavorable par le titre de l'accusation, ont pu remuer des ressorts aussi puissants, comment ils ont pu inspirer à leurs coaccusés la hardiesse de se prévaloir de protections respectables, de les promettre à

ceux qu'ils voulaient séduire, de les assurer d'une indemnité pour les condamnations pécuniaires qu'ils pourraient subir, sur quels fonds enfin ces indemnités auraient-elles pu être prises ? .. »

Les Remontrances se terminent par un développement sur la façon dont les impôts sont répartis dans les provinces ; elles signalent des disparités notables, par exemple entre la Bourgogne, la Bretagne et le Languedoc ; elles réclament le retour à la forme ancienne, municipale, de répartition, car elle est plus satisfaisante pour le peuple, plus libérale, plus raisonnable.

Dans cette épreuve de force entre la Cour des Aides et le Conseil du Roi, c'est ce dernier qui l'emporta. Les Remontrances furent présentées au Roi le 9 août, mais le 25 août des lettres d'abolition furent données en faveur de Jacques Varenne, secrétaire en chef des Etats de Bourgogne, Antoine Varenne son fils, et François Desventes, libraire à Dijon, qui avait imprimé le mémoire incriminé. Toutefois, la Cour des Aides ne voulut pas s'avouer totalement vaincue : elle fut obligée d'entériner les lettres le 29 août, mais Malesherbes, s'adressant aux impétrants qui étaient venus comparaître et qu'il voyait à ses pieds, leur dit cette dure parole : « *Le Roi vous accorde des lettres de grâce ; la Cour les entérine ; retirez-vous : la peine vous est remise, mais le crime vous reste.* » ⁽²¹⁾ Il avait ainsi le dernier mot.

En somme, le crime de Varenne consistait à avoir soutenu les droits du pouvoir administratif contre les prétentions de la magistrature. Malesherbes, fidèle à ses conceptions, se fit en cette circonstance le défenseur intransigeant du corps auquel il appartenait. La place de Varenne fut supprimée, mais grâce à la protection du prince de Condé, l'adversaire du Parlement de Dijon obtint, en 1766, la charge de receveur général des finances des Etats de Bretagne.



Avant d'arriver à l'affrontement dramatique des années 1770 et 1771, il est nécessaire de noter les principaux épisodes de la lutte sourde qui se poursuit.

En 1764, Malesherbes est convoqué à deux reprises chez le Roi, le 2 septembre et le 28 octobre, la Cour se refusant à enregistrer des lettres patentes du 4 août et des lettres de jussion consécutives qui ordonnaient de transférer au greffe du Parlement « *les titres*

(21) C'est du moins ce que rapportent plus tard les *Etrennes intéressantes des quatre parties du monde, pour l'année 1778* (p. 147). Cette anecdote est reprise dans un recueil que nous avons largement utilisé, intitulé : « *Mémoires pour servir à l'histoire du droit public de la France en matière d'impôts, ou Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides, depuis 1756 jusqu'au mois de juin 1775* » (A Bruxelles, MDCCLXXIX). B.N. Inventaire, F. 20.561. Le procès-verbal de la séance du 29 août (*P.V. de la Cour des Aides*, Z¹ A 186) ne mentionne pas cette parole de Malesherbes. Il dit seulement, en relatant la comparution de Varenne, de son fils et de Desventes : « M. le premier Président les a fait mettre à genoux et tête nue pour entendre lecture des lettres d'abolition. »

actes et pièces concernant la discussion des biens du sieur Masson de Maisonrouge ». Le Roi se fâche : « Je suis le maître, pour le bien de la justice, de renvoyer la connaissance d'une affaire dans le tribunal que je juge à propos [...]. Je vous charge de dire à ma Cour des Aides que je ne peux que désapprouver une résistance qui dure depuis trop longtemps... » La Cour s'obstine, prend un arrêt, rédige un mémoire, et finalement l'emporte : le 16 décembre, le Roi convoque Malesherbes et deux conseillers et leur annonce qu'il retire ses lettres patentes. (22)

Les arrêts de la Cour seront exécutés.

Le 9 février 1766, la Cour fait des remontrances sur les lettres patentes en forme de Déclaration, du 27 juillet 1765, qui ordonnaient la continuation de la levée des octrois municipaux.

Le 1^{er} juin 1768, elle rédige des représentations concernant les abus dans la perception des impôts, en l'élection de Mantes. (Elle avait antérieurement décidé d'ouvrir une information.) (23)

Le 9 juillet suivant, ce sont des remontrances contre l'édit de juillet 1766 révoquant le privilège de l'exemption de la taille d'exploitation. (24) L'affaire est assez compliquée : en effet, la Cour avait enregistré cet édit le 14 août 1767, mais en y apportant plusieurs modifications ; des lettres de jussion avaient, trois jours plus tard, le 17 août, cassé l'enregistrement ; finalement, l'année suivante, le 1^{er} septembre 1768, la Cour dut se résigner à enregistrer l'édit de juillet 1766 « du très exprès commandement du Roi ». Le Parlement, moins indocile, l'avait enregistré le 19 mai 1767.

Entre temps, le Roi avait donné, le 7 février 1768, une Déclaration concernant la perception de la taille. La Cour hésitant à l'enregistrer, de nouvelles lettres de jussion intervinrent le 13 août, ordonnant de procéder à l'enregistrement de cette déclaration. Là-dessus, le 2 septembre, les magistrats ripostent par d'itératives remontrances.

D'autre part, le 1^{er} juin 1768, la Cour est obligée d'enregistrer « du très exprès commandement du Roi », un édit d'avril précédent qui ordonnait la continuation du paiement du don gratuit jusqu'au 31 décembre 1774. Le 24 août 1769, le Roi donnera des lettres paten-

(22) *Archives Nationales*, Z 1 A 187, procès-verbaux des séances du 5 septembre, du 12 novembre et du 17 décembre. Et lettres de cachet relatives à cette affaire.

(23) Voir *Archives Nationales*, Z 1 A 188, dans les procès-verbaux, le compte-rendu de la délibération du 3 février 1768 : un conseiller dénonce des faits scandaleux qui se sont produits dans l'élection de Mantes et de Meulan : établissement de garnisons militaires, impôts levés sous la contrainte des huissiers ou des soldats, et à la requête de collecteurs, saisies-exécutions effectuées avec la dernière brutalité, et parfois même chez des contribuables qui avaient satisfait à leurs contributions, domiciles violés, mobiliers pillés, etc... Ces plaintes sont certainement arrivées aux oreilles des officiers de cette élection ; s'ils ne les ont pas vérifiées, ils sont gravement coupables de négligence.

(24) La taille d'exploitation était celle qui était perçue sur les propriétés foncières ; elle était fixée d'après la classe des terres et le taux du revenu. L'édit de juillet 1766, en rétablissant les privilèges d'exemption de taille suspendus pendant la guerre, limitait ces exemptions en matière de taille d'exploitation et en refusait la jouissance à ceux des privilégiés qui n'appartenaient ni à la noblesse ni au clergé (officiers de judicature et de finance, officiers commensaux, bourgeois des villes franches).

tes⁽²⁵⁾ en interprétation de l'article 4 de cet édit, mais la Cour ripostera une première fois le 9 février, une seconde fois le 18 août 1770, par remontrances et itératives remontrances. Le Roi répliqua le 19 août par des lettres de jussion ; finalement, l'enregistrement des lettres patentes du 24 août 1769 est fait le 7 septembre 1770 en présence du duc d'Orléans, accompagné du Maréchal de Brissac et de MM. d'Ormesson et Moreau de Beaumont, conseillers d'Etat.

Ce n'est pas tout : le 16 janvier 1769, le duc de Chartres⁽²⁶⁾, accompagné de MM. de Pontcarré et Bertin, conseillers d'Etat, était venu faire enregistrer de force l'édit de décembre 1768 qui prorogeait le second vingtième jusqu'au 1^{er} juillet 1772. En cette circonstance, Malesherbes avait prononcé le discours suivant, une des plus énergiques et des plus solennelles protestations qu'il ait fait entendre au cours de ce long conflit⁽²⁷⁾ :

« Monsieur,

« Le Roi a annoncé lui-même sa volonté souveraine. La plus auguste et la plus redoutable cérémonie nous a déjà fait connaître les ordres que vous venez exécuter.

« Le peuple gémit sous le poids redoutable des impôts et quand il les voit renouveler après plusieurs années de paix ; quand il y voit joindre des emprunts onéreux présentés comme une ressource nécessaire, il y perd jusqu'à l'espérance de voir jamais la fin de ses malheurs.

« Si notre douleur pouvait être adoucie, ce serait sans doute par la présence d'un Prince, l'amour et l'espoir de la nation. Qu'il nous serait doux de pouvoir nous livrer sans réserve aux sentiments qu'elle nous inspire, et de n'avoir qu'à nous féliciter d'un événement qui va faire notre bonheur et assurer à la France des héritiers de ce sang qui nous est si cher.

« Mais dans ce jour, Monsieur, la joie est trop étrangère à nos cœurs et vous ne trouverez parmi nous que du respect et de la consternation.

« Pourquoi faut-il que vos premiers regards soient frappés d'un spectacle aussi triste ; pourquoi faut-il que l'arrivée d'un Prince de votre rang auguste entraîne toujours la suspension des lois et réduise la justice à l'inaction ?

(25) Le don gratuit des villes avait été institué en 1758. « Les lettres patentes du 24 août 1769 aggravaient la charge de l'imposition en en changeant la nature. Ces lettres transformaient une taxe annuelle déterminée en une perception des droits d'octroi dont le montant, naturellement variable, serait probablement supérieur au don gratuit initial. » (J. Egret, *Malesherbes, premier président de la Cour des Aides*). M. Egret fait remarquer que la Cour, relativement discrète dans la querelle des vingtièmes, fut beaucoup plus tenace sur la question du don gratuit et dans sa lutte contre l'édit de juillet 1766 limitant les exemptions en matière de taille d'exploitation.

(26) Les ducs d'Orléans portaient le titre de duc de Chartres jusqu'à la mort de leur père. Celui dont il s'agit ici n'est autre que le futur et fameux Philippe-Egalité, né en 1747, qui porta le titre de duc de Chartres depuis la mort de son grand-père, le duc Louis, en 1752, jusqu'à celle de son père, le duc Louis-Philippe, en 1785. Rappelons que ce dernier, né en 1725, mort en 1785, fut un brillant officier (il avait participé aux batailles de Fontenoy, Raucoux, Lawfeld et Hastenbeck) et en même temps un esprit fort distingué : dans sa résidence de Bagnolet il s'adonnait au théâtre et à la littérature ; protecteur des gens de lettres et des artistes, il se rendit populaire par sa générosité et sa charité.

(27) On en trouvera une copie à la Bibliothèque du Palais-Bourbon (Z 492, pièce 19, f^{os} 29 et 30). Titre : « Discours de M. de Malzherbes (sic) premier président de la Cour des Aides, à M. le Duc de Chartres, lorsque le Prince y fit faire enregistrer les Edits du lit de justice, le ... janvier 1769. » Une autre copie de ce discours figure à la Bibliothèque Nationale, Nouv. Acq. 22.257, f^{os} 70 et 71.

« Vous allez exercer au nom du Roi, Monsieur, l'acte le plus important de son autorité absolue ; il est nécessaire que vous sachiez que ces magistrats qu'on réduit au silence ne voulaient élever la voix que pour faire parvenir au Roi les plaintes du peuple.

« Que ne pouvons-nous espérer que vous vous chargerez de remplir vous-même ce devoir dont il ne nous a pas été permis de nous acquitter, et qui le pourrait mieux que vous, Monsieur, à qui la gloire du Roi et les intérêts de la nation doivent être plus chers qu'à ceux qui approchent le plus près de la couronne.

« Henry le Grand, de qui vous tenez la naissance, a laissé dans les registres de cette Compagnie des monuments bien précieux qui constatent l'éloignement qu'il a toujours eu pour de tels actes d'autorité qu'on emploie aujourd'hui.

« Il doit nous être permis de vous rapporter les propres termes de ce grand monarque ; ce sont, a-t-il dit, des voies irrégulières qui ne ressentent que la force et la violence.

« Les sentiments de Henry vous ont été transmis avec le sang que vous avez reçu ; ils ont été cultivés dès vos premières années par les soins les plus heureux ; faites-les éclater, Monsieur, parlez au Roi lui-même et faites-lui connaître enfin la vraie situation de ce peuple désolé.

« Vos efforts seront guidés et secondés par ceux du grand Prince qui vous a donné le jour ; il a été chargé comme vous de faire enregistrer les mêmes lois en présence d'une des premières Compagnies du royaume, et on a cru lire dans ses regards, comme nous osons lire dans les vôtres, que la rigueur dont il était obligé d'user coûtait à son âme bienfaisante.

« Nous ne craignons pas de vous assurer, Monsieur, que l'espérance renaîtra dans le cœur des Français quand ils verront les Princes du sang royal prendre le noble emploi d'être les intercesseurs de la nation auprès de son souverain ».

On le voit : c'est une lutte acharnée que se livrent le pouvoir royal et la Cour souveraine que Malesherbes préside, une lutte aux épisodes multiples, souvent enchevêtrés et de plus en plus rapprochés, comme nous allons le constater bientôt, une lutte dans laquelle le pouvoir royal a, comme il est naturel, toujours le dessus, gagnant toujours la dernière manche, mais où la magistrature s'attache à le harceler, à l'exaspérer⁽²⁸⁾, comme si elle ne se souciait point des inévitables conséquences qui vont en résulter pour elle.



Mais avant d'aborder les événements déterminants qui vont suivre, il n'est pas sans intérêt de donner quelques extraits des deux ou

(28) Le mécontentement personnel de Louis XV est visible en certaines circonstances exceptionnelles. Ainsi la Cour qui avait envoyé une délégation à la Reine pendant sa maladie — délégation qui avait été très aimablement reçue — décide, à la mort de celle-ci, d'envoyer une députation au Roi. Celui-ci fait répondre, de Marly, par Saint-Florentin (le 27 juin 1768) que « dans l'extrême affliction qu'il ressent, il dispense cette compagnie de venir le complimenter » et qu'il « désire qu'il en soit fait mention au procès-verbal ». Quelle sécheresse dans cette réponse !

trois remontrances les plus importantes parmi celles que nous venons d'énumérer.

D'abord celles du 9 juillet 1768 concernant l'augmentation de la taille (29) :

« Dans cette année, Sire, dans un temps de paix où il n'est pas possible de prétexter des besoins extraordinaires, dans une année où la misère des peuples est plus grande que jamais par le peu d'abondance des grains et par la privation totale de plusieurs autres denrées, dans cette année où le peuple n'avait d'autres ressources que la diminution d'impositions que Votre Majesté a toujours accordée dans les temps de calamité, on a eu la douleur de voir une augmentation excessive sur l'imposition de la taille ou ce qu'on nomme impositions accessoires, et les provinces mêmes qui ont été ruinées par la disette totale des productions qui leur sont propres, ont eu part à cette funeste augmentation... »

Suit une critique de la taille, « regardée comme le plus dur de tous les impôts ». Comment le Roi a-t-il été conduit à prendre une mesure si rigoureuse ?

« C'est dans la nuit du silence qu'une si grande opération a été préparée, c'est par des mains invisibles que le tableau de la situation des peuples vous a été tracé. Personne n'a entendu parler dans les provinces des recherches qu'il aurait fallu faire pour mettre Votre Majesté en état de statuer sur de si grands intérêts, et ces recherches ne peuvent se faire sans publicité ».

La Cour des Aides ne saurait admettre qu'on ait procédé sans son accord à la levée de cette imposition supplémentaire :

« De toutes les lois qui constituent le droit public du royaume, aucune n'est plus constante ni plus précieuse à la nation que celle qui défend de lever des impositions sans enregistrement [...]. C'est l'excès de l'abus qui nous rappelle à notre devoir et votre Cour des Aides supplie Votre Majesté d'agréer l'engagement qu'elle contracte en sa personne d'employer à l'avenir tout son zèle, tous ses soins, tout le pouvoir qu'elle tient de V. M. pour connaître exactement chaque année tout ce qui se lèvera sur vos peuples sous quelque dénomination que ce soit ».

Le texte aborde maintenant avec courage le point essentiel du débat : que veut-on, sinon discréditer aux yeux du Roi la Cour des Aides, interprète authentique de la nation, et chercher à porter atteinte au droit de remontrance, à se passer même de l'enregistrement ? (30)

(29) *Archives Nationales*, Z 1 A 188. Il s'agissait de la « taille d'industrie » due par tous les roturiers, sur leurs bénéfices commerciaux, leurs rentes ou leurs salaires.

(30) A propos de cette résistance farouche de la Cour des Aides à cette réforme de la taille, Marcel Marion, dans un ouvrage qui fait autorité, mais qui n'est pas toujours équitable pour la magistrature, formule le sévère jugement que voici : « En réalité, les remontrances de la Cour des Aides étaient inspirées par la répugnance à des innovations où elle discernait une menace pour ses privilèges pécuniaires et une perte d'influence pour elle et pour sa clientèle, car ce qu'on se proposait, c'était d'ôter au peuple ses juges pour y substituer des administrateurs... » (*Histoire financière de la France depuis 1715*, tome I, chap. VIII, p. 242).

« Sire, ce sont les remontrances de vos Cours qu'on a cherché à éviter ; cette réclamation, cet unique reste de la liberté qu'avait autrefois la nation de se faire entendre de son Roi, quand il était question de l'établissement de nouvelles impositions, n'est regardé aujourd'hui que comme une gêne dont on veut s'affranchir [...] ».

« Quel système, Sire, et quelle idée a-t-on pu donner à Votre Majesté de ce qu'on veut appeler la résistance de ses Cours ? Croirait-on qu'elles méconnaissent le devoir sacré qui oblige les sujets à porter le tribut au Souverain ? »

« Vos Cours, cet ancien Conseil des Rois, *cet unique interprète des sentiments de la Nation*, pourraient-elles être regardées comme une puissance dont on dût craindre l'opposition ? »

« Qu'il nous soit permis, Sire, de nous former une idée plus noble et plus vraie tant de l'autorité suprême de Votre Majesté que des fonctions qu'elle a bien voulu nous confier. »

« La loi de l'enregistrement et le droit de remontrances qui est inséparable peuvent être redoutables sans doute pour ceux qui craindraient que la vérité ne parvînt aux oreilles du Prince, mais Votre Majesté n'oubliera jamais que c'est le seul préservatif qui lui reste contre les séductions qui se renouvellent sans cesse dans l'administration d'un grand royaume, et si cette loi si chère à la France n'existait pas, il aurait été nécessaire de l'établir le jour qu'on a proposé à Votre Majesté d'augmenter les impositions en temps de paix dans une année d'épuisement et de souffrances ».

Passant ensuite aux questions secondaires, les Remontrances protestent contre l'intention que l'on prête au Roi de détruire indirectement les privilèges, « *ou plutôt le droit inhérent à la noblesse* ». Car « *ce qu'on fera payer à ces privilégiés ne tournera point à la décharge du peuple* ».

On insiste ensuite sur le cas des habitants des villes franches : « Il n'y en a presque point dont les privilèges ne soient compensés par des droits qu'on paye aux entrées de ces villes ; il n'est pas juste que ces droits continuent d'être payés quand les privilèges seront supprimés. »

Enfin, la Cour plaide avec insistance la cause des officiers des élections qui sont de son ressort ; ce sont eux les juges (compétents et intègres) des impositions : or, on cherche à les avilir ; il faut leur rendre la considération et l'autorité qui leur sont dues. Qu'a-t-on fait, au contraire ? On a confié le soin d'une nouvelle répartition de la taille et de l'établissement des rôles à des commissaires dotés de pouvoirs exorbitants et qui, d'ailleurs, se déchargent de leurs fonctions sur une multitude de subalternes. (31)

Les Remontrances itératives du 2 septembre 1768 reprennent la

(31) Normalement, la perception de la taille s'effectuait à peu près ainsi : au centre de chaque généralité était installé un bureau des finances, dirigé par les superintendants ou généraux des finances ; au-dessous d'eux et sous leur contrôle se trouvaient les « élus », c'est-à-dire une trentaine de juges et d'administrateurs par élection ; tous ces officiers concouraient à la répartition et à la perception de l'impôt. C'est le Conseil du Roi qui faisait la répartition entre généralités : aux étages inférieurs cette répartition était faite entre les élections, et à l'intérieur des élections, entre les paroisses.

question en mettant davantage en lumière certains aspects du mal. Leur but est de montrer l'injustice de l'augmentation de la taille et des accessoires dans la présente année, de dénoncer l'irrégularité tant des augmentations que des nouvelles impositions levées tous les ans sous le nom d'accessoires de la taille, et enfin de démasquer le projet de faire répartir ces impositions par « *des gens sans état dont chacun sera envoyé dans un certain nombre de paroisses où il aura une autorité sans bornes* ». (32)

Quant aux Remontrances du 9 février 1770, sur la perception du don gratuit, elles débutent par un appel pathétique :

« Ah ! Sire, n'était-ce pas assez que, contre votre parole royale, l'impôt du don gratuit eût été renouvelé à l'expiration du terme fixé par l'édit de son établissement ! Votre peuple, ce peuple qui, dans tous les temps, vous a donné des preuves si touchantes de ses sentiments les plus généreux, devait-il s'attendre encore qu'on voudrait convertir en impôt une taxe qu'il avait eu le courage d'établir sur lui-même, pour pouvoir vous faire parvenir plus promptement les sommes que des besoins pressants vous avaient forcé de leur demander ? »

Ce qui est intolérable, c'est non seulement la prorogation indéfinie de cette imposition, mais encore le fait que ce recouvrement continue alors que les taxes d'octroi établies pour y pourvoir dépassent largement le montant du don gratuit !

« Que malgré l'engagement si solennel contracté par Votre Majesté, l'impôt de ce don gratuit ait été prorogé plusieurs fois, c'est sur quoi vos Cours ainsi que vos peuples sont aujourd'hui réduits à gémir ; mais au moins, Sire, vos Cours sont-elles en état de protester que jamais elles n'ont envisagé ces prorogations que comme de pures continuations de la levée des droits que les villes étaient en usage de percevoir (33), et seulement jusqu'à concurrence des sommes imposées par le don gratuit.

« Ah ! comment, Sire, auraient-elles pu se permettre de penser que Votre Majesté eût eu l'intention d'établir de nouveaux droits, des droits qui n'avaient pas encore été perçus lorsqu'elle-même paraissait pénétrée de la nécessité de soulager ses peuples d'une partie de l'imposition du don gratuit ?

« Tout, jusqu'aux lettres patentes de 1769, se réunit donc, Sire, pour convaincre Votre Majesté que jamais elle n'a eu, ni pu avoir l'intention d'autoriser d'autre perception que celle des droits qui avaient été réellement perçus ».

La fin des Remontrances est une sévère mise en garde contre « ces hommes avides auxquels les peuples sont livrés » et qui n'hésiteront pas à pressurer les habitants des bourgs et des villages sans aucun respect pour les exemptions accordées : « *N'est-il pas à craindre qu'ils ne fassent bientôt disparaître les motifs sur lesquels*

(32) Les commissaires aux rôles, nommés par les intendants.

(33) L'expérience, constate la Cour, a prouvé que ces droits, même perçus sur quelques-uns des objets de consommation indiqués, suffiraient pour permettre aux villes de s'acquitter du don gratuit en l'espace de deux ou trois ans.

l'exemption a été accordée, et qu'à force de vexations, ils ne viennent enfin à bout de faire payer des droits qui, jusqu'à présent, n'avaient point été perçus ? »



La Cour des Aides — tout comme le Parlement de Paris, — avait désormais un adversaire redoutable en la personne du nouveau Chancelier Charles-Augustin de Maupeou, qui avait, en décembre 1768, remplacé le père de Malesherbes, Lamoignon. En fait, le Chancelier Lamoignon était écarté des affaires depuis 1763, bien qu'il eût refusé de donner sa démission au profit de René-Charles de Maupeou (le père), qui avait été nommé garde des Sceaux et vice-chancelier. (34) Ce n'est qu'en décembre 1768 qu'il renonça officiellement à sa charge : on nomma Maupeou Chancelier, et vingt-quatre heures après, celui-ci se démit en faveur de son fils, Charles-Augustin.

Le 16 décembre, la Cour des Aides procéda à l'enregistrement des provisions de la charge de Chancelier garde des Sceaux en faveur de M. de Maupeou. Mais la veille, elle avait envoyé deux députés chez Lamoignon pour lui communiquer ces lettres de provision « par l'attention qu'elle avait toujours eue pour sa personne et sa dignité » et même pour lui demander son assentiment. Elle tenait à donner ainsi une marque d'attachement au père de son chef actuel, à celui qui avait été lui-même son Premier Président et qui personnifiait en quelque sorte la résistance à la fortune des Maupeou. Et Lamoignon, en remerciant la Cour, avait dit notamment :

« Après avoir passé plus de soixante-quatre ans dans les fonctions de la magistrature, mon âge et ma santé m'ont engagé de remettre l'important office dont le Roi m'avait pourvu il y a quelques années. La démission que j'en ai faite entre les mains de Sa Majesté a été entièrement volontaire. La Cour des Aides en doit être bien persuadée... » (35)

Et ce n'est que lorsque la Cour eut entendu le récit de cette entrevue qu'elle se décida à procéder à l'enregistrement. (36)



Le conflit permanent qui oppose la Cour des Aides au pouvoir royal va prendre une tournure dramatique avec l'affaire Monnerat.

(34) Cette nomination de Maupeou au poste inaccoutumé de Vice-Chancelier ne fut pas enregistrée par le Parlement de Paris.

(35) C'est bien ce que dit Malesherbes dans un document inédit que nous avons reproduit au chapitre IV ; il y affirme avec force que son père n'a jamais voulu céder aux instances qui lui furent faites de se démettre en faveur de Maupeou père et qu'il donna sa démission en toute indépendance.

(36) De 1763 à 1768, le Chancelier Lamoignon avait été pratiquement exilé dans sa terre de Malesherbes. Lorsqu'il revint, la Cour envoya une députation pour lui faire compliment sur son retour. Malesherbes faisait partie de cette députation, mais il ne voulut pas conduire la Compagnie, laissant cet honneur au Président Choart. (Cf. *Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides, depuis 1756 jusqu'au mois de juin 1775*, ouvrage déjà cité).

Affaire très simple : un certain Monnerat, emprisonné sur un simple soupçon de contrebande à la requête des employés des fermes, avait été détenu vingt mois durant dans les affreux cachots souterrains de Bicêtre. (37) Libéré, il adresse à la Cour des Aides une plainte contre les fermiers généraux. Mais la juridiction de la Cour est entravée par un arrêt d'évocation, le 25 juin 1770, confirmé le 15 juillet. Alors, le 14 août, la Cour arrête des remontrances où elle dénonce l'abus qui est fait des lettres de cachet, où ensuite elle fait un émouvant récit des souffrances du prisonnier et dépeint les cachots de Bicêtre. Monnerat s'était pourvu en dommages-intérêts contre les fermiers généraux, mais l'arrêt d'évocation enleva cette cause à la connaissance de la Cour des Aides. Tels sont les faits, brièvement résumés, mais l'affaire fut fertile en épisodes et dépasse de beaucoup la triste mésaventure de l'infortuné Monnerat.

Le 28 juillet 1770, Malesherbes écrivit au Chancelier Maupeou une courageuse lettre dont nous extrayons les principaux passages (38) :

« Monseigneur,

« Je sais combien il est dangereux pour un premier Président de s'expliquer en son nom sur les affaires qui intéressent l'autorité du Roi ; mais dans l'état où sont les choses, ce danger n'est plus une considération qui doive m'arrêter. Il ne m'est plus possible de garder le silence sur l'affaire de la Cour des Aides. Il ne m'est plus possible non plus de ne pas commencer par vous attester que cette affaire n'existe que parce que le Conseil l'a voulu. Le seul reproche qu'on puisse faire à la Cour des Aides est d'avoir méconnu les arrêts du Conseil qui lui ont été signifiés... »

Après cet exorde, d'une admirable fierté de langage, Malesherbes dit qu'il n'a jamais été prévenu ni par le Chancelier, ni par le Contrôleur général, ni par personne, du parti pris dans le Conseil d'arrêter les procédures de la Cour des Aides. Il n'a donc pu avertir Maupeou de l'effet que devaient produire sur la Cour des Aides les deux significations des arrêts du Conseil. Le jour de la signification du second arrêt, Malesherbes a essayé de voir Maupeou : il alla frapper à sa porte dès le matin. « *J'insistai pour vous voir ; je vous en fis demander la permission à vous-même, et vous me la refusâtes* ». (39) Il voulait, à ce moment, engager la Cour des Aides à une démarche convenable qui pût tout arranger ; mais il ne le pouvait qu'en se concertant avec Maupeou : or, la signification faite ce jour rendit cet arrangement impossible.

(37) Les individus accusés du crime de contrebande étaient traduits devant des tribunaux d'exception, chambres de justice présidées par un commissaire du Conseil qui choisissait lui-même ses assesseurs ; la procédure était expéditive et le jugement sans appel. Ces tribunaux étaient les serviteurs dociles des fermiers généraux.

(38) Cette lettre est reproduite intégralement dans le *Recueil de ce qui s'est passé...*, chap. XXIV, p. 499 et suiv. Martainville, dans sa *Vie de Malesherbes*, publiée en 1802, en cite quelques passages.

(39) Nous lisons en note dans le *Recueil de ce qui s'est passé...*, chap. XXIV, p. 499 : « Dans le même temps que M. de Malesherbes attendait à la porte du Chancelier sa réponse, le sieur Mazières, fermier général, se présenta, entra, et parla à M. le Chancelier. »

« Il est aisé, Monseigneur, poursuit Malesherbes, de concevoir que vous voulez obliger la Cour à reconnaître les arrêts du Conseil sur la simple signification, et qu'on a choisi la Cour des Aides pour faire un exemple dans cette voie d'autorité. Vous ne recevrez, Monseigneur, aucune représentation de ma part sur les moyens légitimes que le Roi prendra pour faire connaître son autorité. Ma façon de penser a toujours été la même et elle est invariable. Je pense que les formes que le Roi établira sont toutes bonnes, pourvu qu'elles soient certaines et reconnues.

« Quand il sera décidé que le Parlement, la Chambre des Comptes et la Cour des Aides reconnaîtront les arrêts du Conseil d'après la simple signification, les Cours pourront faire des remontrances sur les significations comme elles en font à présent sur la présentation des lettres patentes. Mais tant que les significations ne seront point regardées comme légales, les Cours ne pourront point réclamer, et si on les oblige à s'y soumettre, c'est réellement les obliger à obtempérer sans remontrances préalables ; c'est établir l'autorité arbitraire ».

Malesherbes complète cette argumentation juridique par trois observations :

1°) Il est injuste de savoir mauvais gré à la Cour des Aides d'avoir méconnu des arrêts du Conseil signifiés, puisqu'elle n'a fait que se conformer à un principe reçu par les trois Cours souveraines de Paris ;

2°) La prétendue désobéissance de la Cour est un acte qui a été provoqué par le Conseil lui-même : en effet la signification n'a jamais été employée que lorsqu'il y avait eu déjà volonté du Roi annoncée dans d'autres formes et résistance de la part des Cours. Or dans le cas présent, le premier acte de la volonté royale a été précisément un arrêt du Conseil

3°) « Si le gouvernement a voulu saisir une occasion de faire un acte d'autorité, cette occasion est très mal choisie, et parce que la Cour des Aides est peut-être moins faite qu'une autre Compagnie pour mériter cet affront, et parce que le fond de l'affaire est une vexation criante et odieuse à laquelle la Cour des Aides a voulu s'opposer... »

Et voici la conclusion :

« Je ne me dissimule pas, Monseigneur, que tout ce que je vous mande est peut-être inutile, car vous savez aussi bien que moi l'état de l'affaire et mieux que moi les principes. Mais dans le moment où ma Compagnie est menacée d'anéantissement, j'aurais trop de reproches à me faire si je ne vous avais pas dit ce que je pense avec la liberté et la vérité à laquelle je me crois autorisé par la pureté de ma conduite et de mes sentiments [...].

« Vous ne devez pas trouver mauvais, Monseigneur, que je regarde cette lettre comme ce qui dans tous les temps fera ma justification aux yeux du Roi, aux yeux de la Cour des Aides, aux yeux de tous les honnêtes gens qui sont attachés à l'autorité du Roi et aux principes ».

Deux jours après l'envoi de cette lettre, à la séance du lundi 30 juillet, Malesherbes donne lecture à la Cour d'une lettre du Chancelier, d'une autre de La Vrillière enjoignant à tous les présidents et à vingt des plus anciens conseillers, de se rendre à Compiègne le

lendemain mardi 31, pour y recevoir les ordres du Roi. On délibère, on choisit les vingt conseillers.

Que va-t-il se passer au jour fixé pour ce voyage et cette audience ? (40)

« Ce jour était celui où le Roi Louis XVI. pour lors Dauphin, et Madame la Dauphine, ainsi que tous les enfants de France, devaient se rendre à Versailles avec toute leur maison. Il était impossible d'avoir sur cette route des chevaux de poste et très difficile de trouver les chevaux de remise à Paris, qui tous étaient retenus pour le voyage des princes et princesses et de leur maison. La lettre de M. le Chancelier ne parvint à M. de Malesherbes que le dimanche. Il envoya sur le champ retenir sept voitures à quatre chevaux ; il fit partir un valet de chambre pour retenir à Senlis des logements pour tous Messieurs, et leur fit préparer un grand souper pour le lundi au soir, un autre à Compiègne pour le mardi matin et pour le mardi au soir à Senlis. Il avait en outre fait servir Messieurs chez lui le lundi avant de partir. En annonçant à la Compagnie le lundi matin les lettres de M. le Chancelier et de M. le duc de La Vrillière, il leur fit en même temps part des dispositions qu'il avait faites et il voulut, malgré la Compagnie, faire seul tous les frais de cette course. M. le Chancelier espérait sans doute que la Cour ne pourrait se rendre aux ordres du Roi par la difficulté de trouver des chevaux et par là trouver un prétexte spécieux de parvenir à la suppression de la Cour des Aides qu'il projetait déjà, et par là se venger de la belle lettre du 28 juillet... »

Malesherbes a donc déjoué les calculs machiavéliques de Maupeou : les magistrats sont reçus le 31 juillet par le Roi (41), pour s'entendre dire les sèches et dures paroles que voici :

« Les défenses portées par les arrêts de mon Conseil, les 25 juin et 15 juillet derniers ne vous ont point empêchés de donner une suite à vos arrêts que j'ai cassés. Je vous défends d'aller en avant sur cette affaire ; si vous avez des représentations à me faire, je les écouterai après que vous m'aurez obéi. Le premier Président et deux présidents viendront vendredi 3 août à midi, me rendre compte de la délibération que vous aurez prise à ce sujet ».

Exécutant l'ordre royal, Malesherbes, accompagné de MM. de Boisgibault et Sallier, retournent le 3 août à Compiègne. Le Roi se borne à leur dire :

« J'entends que cette affaire est terminée et que vous ne donnerez aucune suite ».

Mais la Cour a déjà décidé, dans sa séance du 1^{er} août, de faire au Roi de nouvelles remontrances (42), et ce seront celles du 14 août, intitulées : *Remontrances au sujet des vexations injustes exercées*

(40) Nous reproduisons ici textuellement une longue note qui figure dans le *Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides*, chap. XXIV.

(41) Étaient présents, outre Malesherbes, avec vingt conseillers, les présidents de Montreuil, de Boisgibault, Sallier, Choart, Bernard et Hocquart. Le Roi avait auprès de lui : le Chancelier, le Duc de Villeroy, capitaine des gardes, le Duc d'Aumont et le Duc de Villequier, premiers gentilshommes de la Chambre, le Duc de la Vrillière, ministre de la Maison du Roi, d'Aguesseau, conseiller d'Etat et au Conseil des dépêches, ainsi que le contrôleur général des Finances. (Cf. le procès-verbal de la séance du 1^{er} août, qui rend compte de cette audience).

(42) Notons aussi qu'elle avait entamé une procédure contre Mazières, fermier général et Delaroche, Directeur du tabac.

contre le sieur Guillaume Monnerat ; elles seront présentées le 19 août.

Ces remontrances commencent ainsi :

« Les droits de la magistrature nous sont chers, mais ceux de l'humanité nous le sont infiniment davantage, et ce qui nous amène, Sire, aux pieds de votre trône, c'est le désir de vous faire connaître à quel point l'humanité et la justice ont été violées sous le vain prétexte qu'une rigueur excessive est nécessaire pour le recouvrement de vos droits [...].

« Votre Majesté nous a annoncé qu'elle voulait anéantir une instruction criminelle commencée en sa Cour des Aides. Mais elle ignore que cette instruction a déjà mis en évidence un système réfléchi de despotisme et d'indépendance des lois, un projet nouvellement formé par quelques financiers, avoué par eux, et déjà mis à exécution, qui tend à substituer des actes d'autorité arbitraire aux procédures prescrites par les ordonnances pour la poursuite de la fraude, et cela, Sire, non seulement dans quelques cas extraordinaires, mais toutes les fois qu'on trouvera embarrassant de s'astreindre aux formalités de l'ordre judiciaire ».

Après avoir rappelé le traitement infligé à Monnerat, *« un malheureux soupçonné de contrebande »*, enfermé *« dans des cachots destinés à des scélérats convaincus des crimes les plus atroces »*, les remontrances constatent avec une ironie amère que l'intérêt des finances royales *« est une considération si puissante qu'on y sacrifie sans remords l'ordre de la justice et la liberté des hommes »*, mais cet intérêt cède lui-même à la faveur dont bénéficient les personnes considérables et même leurs domestiques, *« car tel est l'esprit de l'administration qu'on n'ose exercer des droits légitimes contre les puissants pendant qu'on use d'un pouvoir illégitime contre les faibles »*.

Les remontrances s'attaquent alors aux fermiers généraux (43), dont elles dévoilent la politique ; elles flétrissent l'usage des lettres de cachet :

« Lorsque les fermiers auront obtenu ces ordres illégaux, l'usage qu'ils en feront sera de traduire ceux qu'ils soupçonnent de fraude dans la plus horrible des prisons et même de les faire précipiter dans ces cachots réservés aux criminels qui ont mérité la mort.

« Voilà ce qui résulte du traitement fait à Monnerat.

« Enfin, quand un de ces malheureux se plaindra des vexations, soit qu'il nie avoir été fraudeur, soit qu'il prétende avoir éprouvé des cruautés qu'il n'est pas permis de faire éprouver à un fraudeur, il n'aura plus la liberté de se pourvoir.

« Voilà ce qui résulte de l'arrêt d'évocation.

« Tel est le plan qu'on se propose de suivre aujourd'hui dans la régie de vos fermes, sous votre règne, Sire, dans votre capitale, sous les yeux de votre Cour des Aides devant qui on l'avoue, sous ceux de votre Conseil où ce projet a trouvé des protecteurs ».

(43) On n'a pas oublié que Malesherbes était le gendre d'un fermier général.

Que le Roi se renseigne sur les prisons de son royaume, où tant de malheureux gémissent !

« Bien loin que Votre Majesté permette qu'on oppose des obstacles au cours de la justice, elle se fera instruire de ce qui se passe non seulement dans les souterrains de Bicêtre, mais dans l'intérieur de ces autres prisons où l'œil de la justice n'a jamais pénétré. Il s'y trouvera peut-être d'autres malheureux que ces contrebandiers, car ces fermiers généraux à qui on accorde si libéralement les ordres les plus rigoureux, ne sont pas les seuls particuliers puissants de votre royaume ».

Le traitement qu'on a fait subir à Monnerat est une vexation odieuse qui ne doit pas rester impunie.

Mais la question dépasse infiniment le cas de cette obscure victime.

« Il est question de savoir si, quand un malheureux est détenu en vertu d'un ordre de Votre Majesté, il peut exister une puissance qui lui fasse éprouver dans la prison un sort si cruel que la perte de sa liberté soit le moindre de ses malheurs. *Voilà, Sire, ce qui va être éclairci par la procédure commencée et aucune considération ne doit empêcher de la suivre* ». Et l'auteur des Remontrances proclame en terminant : « L'humanité est la première de toutes les lois ! » (44)

Ainsi, par cette menace de continuer la procédure malgré l'arrêt d'évocation, la Cour des Aides, après tant de protestations véhémentes, jetait un défi au pouvoir royal, elle se déclarait ouvertement en état de guerre.

Le sort qui allait lui être réservé, la vengeance qui allait s'abattre sur elle, comment aurait-elle pu en douter ? Aussi bien, dans de nouvelles remontrances, établies trois jours plus tard, le 17 août (45), elle montrait qu'elle n'avait plus aucune illusion : en admettant même qu'on ne la supprimât point, la cassation de ses arrêts et ces évocations ne consacraient-elles point son anéantissement ? Quel pouvait être, désormais, son rôle, alors que tous ses actes étaient frappés de nullité ?

« Oui, Sire, en vain votre Cour des Aides, aussi ancienne dans la monarchie que les impôts, tient un rang distingué entre les Cours souveraines de votre royaume ; en vain la nation la regarde comme une de ses plus fortes barrières contre la cupidité des traitants, comme l'asile le plus sûr contre l'oppression ; c'en est fait, Sire, de cette Cour : elle est anéantie si Votre Majesté ne fait pas cesser l'abus des cassations de ses arrêts et de ses évocations ; il est, Sire, porté à un excès tel que notre existence devient pour vos sujets une occasion de vexations et pour la justice un scandale. Vos peuples se demandent si votre Cour des Aides n'est donc plus une Cour souveraine et si elle relève désormais du Ministère de vos finances ».

(44) M. J. Egret (*op. cit.*) qualifie de « tribunitienne » l'éloquence de Malesherbes dans ces remontrances.

(45) Elles furent présentées le 19, en même temps que les précédentes.

Certes, des cassations peuvent intervenir, mais uniquement pour des vices de forme ; de plus, le Conseil du Roi ne doit pas retenir le fond pour le juger ; il doit le renvoyer à une autre Cour. Quant aux évocations, elles sont une voie judiciaire qui ne peut avoir lieu que dans les seuls cas prévus par l'ordonnance royale ; toutes les fois qu'on évoque on doit renvoyer à un tribunal où les parties puissent se pourvoir ; autrement, l'évocation est un déni de justice.

Or, que se passe-t-il dans la pratique ? Comment ont lieu les cassations ? Comment sont rendus les arrêts d'évocation ? « C'est au tribunal du ministre de vos finances seul, que nos arrêts sont cassés et c'est par lui seul que les évocations sont faites et jugées ». Ces arrêts d'évocation et de cassation partent donc d'un seul homme qui n'est pas le souverain !

Dans la suite, les Remontrances du 17 août prévoient que l'on proposera bientôt au Roi la suppression de la Cour des Aides et des juridictions qui ressortissent à elle. Enfin, sans plus s'attacher à éloigner le destin qui l'attend et dont elle a pleine conscience, la Cour s'élève aux plus hautes considérations politiques et rappelle Louis XV au respect des lois fondamentales du royaume et des droits imprescriptibles de la nation.

« Ces attentats répétés et qui annoncent un système pris et réfléchi, nous mettent dans la nécessité de rappeler à Votre Majesté les lois fondamentales de toute monarchie et les véritables principes du gouvernement français.

« La propriété, Sire, est le droit essentiel de tout peuple qui n'est pas esclave. L'impôt souvent nécessaire est une dérogation à ce droit, mais dans l'origine les impôts n'étaient établis que du consentement des peuples donné dans les assemblées des Etats. Que ces assemblées ayant cessé d'avoir lieu, la condition des peuples n'a pas dû changer pour cela ; leurs droits sont aussi imprescriptibles que ceux du souverain. Ses domaines peuvent s'accroître, les bornes de son empire peuvent s'étendre, mais il ne croira jamais pouvoir mettre les possessions de ses sujets au nombre de ses conquêtes, et, depuis que les peuples ne peuvent plus se faire entendre par leurs représentants, c'est à vos Cours, Sire, à accomplir cette importante fonction.

« Créées pour vous acquitter envers eux de la justice que vous leur devez, elles le sont aussi pour vous avertir de ce qui blesse leurs droits ou les lois de votre couronne, et comme les intérêts bien entendus du souverain et de la nation sont les mêmes, elles doivent dans tous les cas s'élever contre ceux qui abusent de votre autorité.

« Votre Cour des Aides, Sire, tient de plus près que toutes les autres aux assemblées représentatives de la nation. Notre existence est le gage de la parole donnée par les rois, que les lois enregistrées seraient toujours la mesure du fardeau des peuples... »

Est-il besoin de souligner la hauteur exceptionnelle de ce langage ? Dans cette vigoureuse page est formulée, vingt ans avant les Etats Généraux, toute une doctrine politique : Malesherbes y affirme l'existence d'un droit naturel du peuple, droit antérieur à l'autorité du monarque et limitatif de celle-ci ; il pose le principe de la nécessaire

représentation des citoyens, dont le libre consentement est indispensable à l'établissement de l'impôt ; il assigne aux Cours souveraines et notamment à la Cour des Aides, le rôle de pouvoirs intermédiaires et d'assemblées chargées d'exprimer les vœux de la nation et de défendre ses intérêts, à défaut d'une représentation directe. Cette doctrine, que Malesherbes s'attachera d'ailleurs à reprendre et à préciser plus tard, était déjà implicitement contenue dans toute la série des remontrances antérieures où les magistrats de la Cour des Aides n'hésitaient pas à se présenter en dépositaires de la volonté nationale, en interprètes et défenseurs du peuple opprimé. (46) Conception discutable, mais qui n'en témoignait pas moins d'une conscience supérieure de leur mission. (47) Ainsi l'affaire Monnerat, assez mince en elle-même, avait fourni à Malesherbes l'occasion de s'élever sans efforts aux sommets de la pensée juridique et politique. Elle lui avait permis aussi d'affirmer les droits de l'humanité contre lesquels aucune considération d'intérêt d'Etat ne saurait prévaloir : l'homme qui formule ces nobles remontrances annonce déjà, à cinq ans de distance, le ministre résolu à supprimer les lettres de cachet et empressé de faire ouvrir les portes des prisons...

L'affaire Monnerat, à laquelle d'ailleurs les circonstances empêchèrent qu'une conclusion fut donnée, marquait le début de la crise aiguë qui, au bout de quelques mois, aboutit à l'anéantissement de la Cour des Aides. Malesherbes n'ignorait pas à quel destin il exposait sa Compagnie par sa politique d'implacable opposition : du moins sut-il assumer toutes les responsabilités et courir lui-même au devant des périls.

(46) Nous avons lu, dans les Remontrances du 9 juillet 1768 (cf. plus haut, p. 222) : « Vos Cours, cet unique interprète des sentiments de la nation ». Et dans celles du 2 septembre de la même année : « Nous sommes en ce moment, Sire, les défenseurs du peuple... »

(47) Sur le rôle assigné aux Parlements et aux Cours, conçus comme des *pouvoirs intermédiaires* entre le souverain et le peuple, Malesherbes réfléchira longuement et sa pensée subira, aux dernières années de l'ancien régime, une évolution certaine. Son ami Rabaut-Saint-Etienne en discutera avec lui. C'est même à l'instigation de Mme de Rosambo, fille de Malesherbes, que Rabaut-Saint-Etienne, comme il l'indique dans une lettre à Malesherbes, le 8 décembre 1788 (*Archives de la Société de l'Histoire du protestantisme*, Mscrit 1219, lettres autographes inédites de Rabaut-Saint-Etienne), introduira dans son opuscule : *Considérations sur les intérêts du Tiers-Etat adressées au peuple des provinces* (1788), un chapitre (ch. XI) sur les pouvoirs intermédiaires.

Après avoir défini pouvoir intermédiaire « une autorité élevée entre le peuple et le souverain », il démontre que ces pouvoirs intermédiaires sont incapables d'arrêter le despotisme, et ne font que le surexciter.

Dans la lettre à Malesherbes ci-dessus mentionnée, Rabaut-Saint-Etienne, après avoir dit qu'« il y a des principes très faux et très dangereux aujourd'hui chez le grand Montequieu », prend avec force le contrepied des partisans des pouvoirs intermédiaires ; il écrit :

« Il ne faut pas inviter ces pouvoirs à s'opposer au despotisme, il faut les sapper eux-mêmes. Quand il n'y aura qu'un despote, les peuples seront mieux en état de se faire faire droit. Les janissaires et les spahis sont aussi un pouvoir intermédiaire. »

LE PREMIER PRESIDENT DE LA COUR DES AIDES

II

DE LA RESISTANCE A LA REBELLION COMMENT MEURT LA COUR DES AIDES

« L'abus d'autorité est le plus grand des délits, puisqu'il intéresse tout un peuple. »

Les événements se précipitent. L'affaire du Parlement de Bretagne. — Lutte entre le Parlement de Paris et le pouvoir royal ; la suppression du Parlement. Les Remontrances du 18 février 1771 : l'appel aux Etats Généraux. — Les événements du mois de mars : l'arrêt de la Cour du 22 mars ; Malesherbes face à Maupeou : les audiences ministérielle et royale du 27 mars. — Inflexible résistance de la Cour. Malesherbes reçoit une lettre de cachet. La séance du 9 avril : le dernier jour de la Cour des Aides.

A partir de l'été 1770, les événements vont se précipiter. Deux magistrats du Parlement de Bretagne⁽¹⁾, MM. de La Nôue et de Goyon de Lohelac, ayant été arrêtés dans la cour même du château de Versailles, au sortir de l'audience que le Roi venait de leur donner, la Cour des Aides proteste le 31 août, soit moins de quinze jours après les remontrances sur l'affaire Monnerat, par de nouvelles et très dures remontrances.

Elle reproche au Roi de s'être laissé persuader qu'il fallait « régner par la terreur sur les ministres de la justice », d'avoir fait fi de l'inviolabilité des juges.

« Quelle serait la sûreté des citoyens si les magistrats de qui dépendent leur fortune, leur honneur et leur vie, avaient à craindre sans cesse le ressentiment des dépositaires de l'autorité arbitraire ? Quelle serait la redoutable puissance de celui à qui Votre Majesté confierait la dispensation de ces proscriptions, et en quel état votre royaume serait-il réduit si quelque jour un pareil pouvoir était remis en des mains suspectes ? »

C'est ensuite une défense et une justification du Parlement de Bretagne, qui n'a commis d'autre crime de de « ne rien négliger

(1) Le Parlement de Bretagne faisait aussi l'office de Cour des Aides.

pour donner aux lois leur exécution et aux accusés qui réclamaient leur tribunal naturel le jugement qu'ils avaient droit d'en attendre ».

Ce Parlement « devait-il s'exposer au reproche de n'avoir pas employé tous les moyens légaux pour découvrir des complots qui subsistent encore, dont la province entière est victime, et dont les auteurs sont sans doute armés d'une puissance bien dangereuse, puisqu'on fait tant d'efforts pour leur procurer l'impunité ? » (2)

Et pourtant, on a choisi cette circonstance *« pour faire tomber sur des ministres de la justice ce coup d'autorité que les fauteurs de l'injustice regardaient comme nécessaire ; et on n'a pas craint de prendre pour exemples deux magistrats d'une naissance illustre, et qui, suivant le témoignage universel de leur province, sont encore plus recommandables par leurs qualités personnelles »*.

La fin est une cinglante leçon donnée à Louis XV.

« Quand on ne veut que maintenir l'autorité absolue, on commence par ne laisser aucun prétexte à la désobéissance, et alors, Sire, un souverain ne trouve jamais de résistance à punir.

« Mais quand on veut faire servir la puissance souveraine à satisfaire des passions particulières, on menace de l'autorité ceux qui gémissent déjà sous l'injustice et on les réduit à l'alternative de faire des actes qui puissent être imputés à désobéissance, ou de souffrir à la fois l'outrage et l'oppression.

« Suivez les mouvements de votre cœur, Sire, vous règnerez par la justice et vos peuples tomberont à genoux ; vous connaîtrez alors qu'il est inutile de régner par la terreur ».



Détournons un instant nos regards de ce qui se passe à la Cour des Aides pour rappeler dans leur sèche succession chronologique les rapides étapes de la lutte implacable qui se livre entre le pouvoir royal et le Parlement de Paris.

3 septembre 1770. - Lit de justice. Maupeou fait défense au Parlement de Paris de s'occuper à nouveau de l'affaire de Bretagne.

3 décembre. - Edit de Maupeou interdisant aux Parlements d'user des termes d'unité, d'indivisibilité ou de classes de la magistrature, termes par lesquels les magistrats prétendaient être un seul et même corps, de correspondre entre eux et de cesser leurs fonctions sous peine de forfaiture et de confiscation d'offices. L'enregistrement est

(2) Il est question dans ces remontrances des « malheurs de la province de Bretagne connus de toute l'Europe » et notamment de la création de tribunaux irréguliers, de la détention de magistrats qui y ont été traduits et qui, avant d'être jugés, avaient été réputés coupables, de l'intimidation de la province par la présence d'ennemis déclarés de ces magistrats... Tous abus que le Parlement de Bretagne avait dénoncés.

refusé ; il est acquis au prix d'un lit de justice, le 7 décembre. Le Parlement de Paris arrête des remontrances et suspend ses fonctions.

24 décembre (3). - Choiseul est disgracié.

15 janvier 1771. - Refus formel d'obéissance des magistrats

Nuit du 19 au 20 janvier. - Une lettre de cachet est remise par des mousquetaires à chacun des membres du Parlement, qui sont sommés de reprendre leur service.

21 janvier. - Cent trente parlementaires sont exilés. Un arrêt du Conseil décide la confiscation de leurs charges.

24 janvier. - Le Conseil d'Etat est installé comme Parlement intérimaire. A la fin de ce mois, le duc d'Orléans et le prince de Condé protestent contre ce coup de force par un mémoire non publié. Les Parlements de province commencent à faire entendre, les uns après les autres, des protestations véhémentes.

Janvier. - Le pouvoir passe aux mains du triumvirat Maupeou, abbé Terray, duc d'Aiguillon.

18 février. - Remontrances fameuses de la Cour des Aides, rédigées par Malesherbes et diffusées clandestinement.

Il faut lire intégralement ce texte magnifique où Malesherbes, par la force de son indignation, par la lucide conscience qu'il a de défendre des valeurs suprêmes, atteint les plus hauts sommets de l'éloquence, reprenant, ramassant en des pages définitives la plupart des idées qu'il avait développées dans les remontrances précédentes et, sans ménagements désormais, flétrit l'arbitraire royal, rappelle le monarque à son devoir et au respect de ces lois universelles et de ces droits inviolables qu'il a l'audace de transgresser.

« Sire, la terreur qu'on veut inspirer à tous les ordres de l'Etat n'a point ébranlé votre Cour des Aides ; mais son respect pour Votre Majesté lui aurait fait désirer de n'avoir jamais à discuter ces premiers principes qui sont le fondement de l'autorité des souverains et de l'obéissance des peuples.

« Une loi destructive de toutes les lois a été présentée à votre Parlement.

« Tant que cette Cour a pu se faire entendre, toute autre réclamation aurait été superflue et déplacée [...].

« Dans d'autres temps, Sire, nous vous ferions connaître que les droits de la magistrature ont été violés avec inhumanité ; que les magistrats du Parlement sont dispersés dans le royaume par vos ordres et que, par un nouveau genre de rigueur que Votre Majesté n'a point ordonné et n'approuvera jamais, on s'est étudié à chercher des lieux inconnus où toutes les commodités et même les nécessités de la vie doivent leur manquer, pour aggraver leur disgrâce.

« Mais aujourd'hui, Sire, nous devons vous exposer le malheur de l'Etat avant les malheurs particuliers [...] le système destructeur qui menace la nation entière.

(3) Aucune séance de la Cour des Aides n'est mentionnée sur les registres des procès-verbaux, entre le 20 décembre 1770 et le 23 janvier 1771.

« Il est temps, Sire, de dévoiler ce système funeste [...].

« On veut enlever à la nation les droits les plus essentiels d'un peuple libre [...].

« Les Cours sont aujourd'hui les seuls protecteurs des faibles et des malheureux ; il n'existe plus depuis longtemps d'États généraux, et dans la plus grande partie du royaume point d'États provinciaux ; tous les corps, excepté les Cours, sont réduits à une obéissance muette et passive. Aucun particulier dans les provinces n'oserait s'exposer à la vengeance d'un commandant, d'un commissaire du Conseil, et encore moins à celle d'un ministre de Votre Majesté.

« Les Cours sont donc les seules à qui il soit encore permis d'élever la voix en faveur du peuple et Votre Majesté ne veut pas enlever cette dernière ressource aux provinces éloignées.

« Or c'est à leur rendre cette ressource illusoire que tend l'article premier de l'Edit ».

Malesherbes analyse alors successivement les deux premiers articles. Et de cette analyse, il dégage la conclusion suivante :

« Les souverains peuvent avoir plus ou moins de puissance, mais ils ont partout les mêmes devoirs. S'il en est d'assez malheureux pour commander à des peuples qui n'aient point de lois, ils sont obligés d'y suppléer autant qu'ils le peuvent par leur justice personnelle et par le choix des dépositaires de leur autorité.

« Mais s'il existe dans un pays des lois anciennes et respectées, si le peuple les regarde comme le rempart de ses droits et de sa liberté, si elles sont réellement un frein utile contre les abus de l'autorité, dispensez nous, Sire, d'examiner si dans aucun Etat un roi peut abroger de pareilles lois ; il nous suffit de dire à un Prince ami de la justice qu'il ne le doit pas [...] ».

Et, analysant l'article 3, Malesherbes montre que l'on vient de fouler aux pieds une loi sacrée, celle des *enregistrements libres*, de qui dépendent les autres.

Roi de droit divin, vous l'êtes sans doute, dit-il à Louis XV, mais « vous êtes aussi redevable de votre pouvoir à la soumission volontaire de vos sujets et à cet attachement à votre sang auguste [...]. Daignez considérer que la puissance divine est à l'origine de toutes les puissances légitimes, mais que le plus grand bonheur des peuples en est toujours l'objet et la fin, et que Dieu ne place la couronne sur la tête des rois que pour procurer aux sujets la sûreté de leur vie, la liberté de leur personne et la tranquille propriété de leurs biens [...] ».

« Il existe en France, comme dans toutes les monarchies, quelques droits inviolables qui appartiennent à la Nation ; nous n'aurons point la témérité de discuter jusqu'où ils s'étendent, mais en un mot, il en existe [...]. Or ces droits nationaux quels qu'ils soient, ne sont assurés que par des lois ».

Parmi ces lois fondamentales qu'il est interdit à un roi de détruire, Malesherbes cite les lois qui règlent la succession à la couronne, le

droit de propriété, l'inaliénabilité des offices publics. Il flétrit les illégalités monstrueuses qui viennent d'être commises, telles que la confiscation des biens et celle des offices, prononcée sur une simple allégation et par un arrêt du Conseil et même un arrêt qui n'a jamais été délibéré : ainsi l'acte qui dépouille 172 magistrats de leur état est en réalité l'ouvrage d'un seul homme ! On peut substituer aux Cours des tribunaux serviles, on étouffe la voix de la noblesse, on cache au peuple la vérité...

Et les Remontrances s'achèvent par cette apostrophe qui est un appel aux Etats-Généraux :

« Interrogez donc, Sire, la nation elle-même, puisqu'il n'y a plus qu'elle qui puisse être écoutée de Votre Majesté ! »

Apostrophe qui est suivie de cette phrase terrible où Malesherbes va jusqu'à nier implicitement le droit divin du monarque :

« Le témoignage incorruptible de ses représentants vous fera connaître au moins s'il est vrai, comme vos ministres ne cessent de le publier, que la magistrature seule prend intérêt à la violation des lois, ou si la cause que nous défendons aujourd'hui est celle de tout le peuple *par qui vous réglez et pour qui vous réglez !* »

Ce n'était pas tout que d'arrêter des remontrances ; il fallait encore les présenter au Roi ; or, dans les circonstances présentes, ce n'était point chose facile... La Cour va faire de vains efforts pour obtenir une audience royale. Elle tient séance les 19, 20 et 22 février. Le 22, toutes chambres réunies, Antoine-Louis Bellanger, premier avocat général, annonce qu'en exécution de l'arrêt de la Cour du 20 février, une députation s'est présentée à Versailles, mais qu'elle n'a pas été introduite auprès du Roi ; celui-ci a fait dire aux députés qu'il les recevrait le dimanche 24. Ce jour-là, nouvelle remise : Sa Majesté renvoie l'audience à huitaine.

Enfin, les magistrats sont reçus dans le cabinet du Roi, mais c'est pour s'entendre dire : *« Je ne recevrai point les remontrances de la Cour des Aides quand elles concerneront des affaires qui ne lui sont pas propres. Et moins encore quand, avant de me les présenter, elle leur aura laissé acquérir une publicité qu'elles ne doivent jamais avoir. »* (4)

(4) A plusieurs reprises les Remontrances de la Cour avaient été divulguées et avaient circulé dans le public avant d'être présentées au Roi. La *Correspondance littéraire* de Grimm, en publiant, en février 1769, le discours de Malesherbes au duc de Chartres (tome VIII, p. 264-66) rappelait qu'on avait publié « l'année dernière » les remontrances de la Cour des Aides sur les tailles, dont elle précisait que Malesherbes était l'auteur.

Depuis plusieurs années déjà, le Roi manifestait son mécontentement de la publicité dont les remontrances des Cours étaient l'objet. Le 7 septembre 1763, le Chancelier écrivait au lieutenant de police de Sartine : « S.M. le Roi étant très mécontent de la licence avec laquelle on affecte de répandre dans le public les remontrances de ses Parlements et des autres Cours qui sont présentées à Sa Majesté, son intention est que vous fassiez faire d'exactes perquisitions chez les imprimeurs de Paris et que vous fassiez arrêter en vertu des ordres que je joins ici, tous ceux qui pourraient se trouver en contravention... » (*Archives Nationales*, O 1 405).

Entre temps, l'édit du 23 février a transformé l'administration de la justice ; il a divisé le ressort du Parlement de Paris et créé à la place cinq Conseils supérieurs, à Blois, Châlons, Clermont-Ferrand, Lyon et Poitiers. De plus, il a proclamé l'abolition de la vénalité des offices et de la justice. La Cour des Aides siège presque sans désenparer : elle délibère sur l'édit ; elle confie à des commissaires le soin d'étudier les suites que doit comporter la fin de non-recevoir du Roi ; le 9 mars, les commissaires rendent compte de leur travail et la Cour, après délibération, décide d'avoir recours à tous les moyens pour faire connaître au Roi la vérité et pour lui représenter (5) :

« 1°) que le reproche de fermer aux Cours l'accès du trône sous de vains prétextes annonce celui de renverser impunément la constitution du royaume sans avoir à craindre aucune réclamation ;

« 2°) que le reproche fait à la Cour d'avoir laissé acquérir trop de publicité à ses remontrances prouve l'intérêt que ceux qui entourent le Seigneur-Roi ont à étouffer la voix publique et à empêcher que leur conduite ne soit éclairée !

« 3°) qu'on en impose au dit Seigneur-Roi quand on veut lui persuader qu'on reconnaîtra dans son royaume l'enregistrement d'une création de nouveaux tribunaux, fait par les membres de son Conseil ; que ces magistrats n'ont aucune qualité pour remplir cette fonction, pas même le titre illusoire de leur établissement au lieu du Parlement puisque cet acte ne leur donnerait qu'une autorité provisoire semblable à celle des chambres des vacations des Cours qui ne peuvent procéder à aucun enregistrement définitif ;

« 4°) que l'enregistrement est une fonction éminente dont les Cours doivent compte au Roi et à la nation et que la nation ne peut jamais accorder une confiance suffisante à des magistrats dont l'état, ou au moins la fortune, sont précaires, dont les travaux sont récompensés par des grâces amovibles et qui, pour conserver celles dont ils jouissent ou pour en obtenir de nouvelles, sont sous la dépendance continuelle des dispensateurs de ces grâces ;

« 5°) que la surprise la plus manifeste à la religion du Roi se trouve dans le préambule de l'acte par lequel on veut établir les nouveaux tribunaux, qu'on a persuadé au dit Seigneur-Roi qu'après toutes les infractions au droit naturel et aux lois fondamentales qu'on s'est permises, il suffirait pour calmer les alarmes de la nation de reconnaître dans ce préambule que le Roi ne peut changer les institutions qui assurent à l'Etat l'honneur, les propriétés à ses sujets, et les lois de la succession à la couronne, mais que cette déclaration qui vient d'être faite pour la première fois démontre le projet qu'on avait depuis longtemps d'engager les magistrats du Parlement dans des démarches dont on peut leur faire un crime et qu'en effet, si cet aveu avait été prononcé dans l'édit de 1770, il aurait réellement évité les principales alarmes, mais qu'on s'est toujours refusé aux vives instances des magistrats qui ne demandaient qu'à être entendus du Roi pour obtenir de lui une pareille explication ; que ceux qui ont pu concevoir un pareil projet ont donc à se reprocher tous les maux qui vont tomber sur le royaume et qu'il ne leur est plus permis de les imputer à la prétendue désobéissance du Parlement, puisqu'il était en leur pouvoir de les prévenir ; mais qu'au

(5) Nous reproduisons textuellement ces représentations d'après le procès-verbal de la séance.

fond cet aveu fait aujourd'hui par le Roi n'étant qu'énoncé vaguement dans un préambule n'est pas suffisant pour détruire les dispositions expresses de l'article 3 de l'édit de décembre 1770, que cet aveu ne prouve pas les sentiments personnels dont le Roi est affecté et ne prévient pas l'abus qui pourrait être fait par ses successeurs du pouvoir indéfini de détruire et d'altérer les lois, qu'ainsi la révocation de l'article trois est toujours nécessaire.

« Que la liaison inséparable de l'intérêt du Roi avec celui du peuple n'est pas suffisante non plus pour garantir la stabilité des lois, qu'il en résulte seulement que les droits des citoyens ne seront point enfreints sous une bonne administration, mais que le peuple n'est point garanti de tout ce qui pourrait être fait à son préjudice et contre les vrais intérêts du Roi par des ministres ou des favoris qui abuseront de la confiance et de la bonté de leur souverain, qu'en effet, sans chercher à prévoir ce qui se passera dans l'avenir, aujourd'hui même sous les yeux du Roi dans le moment même qu'il cherche à rassurer ses peuples, les droits les plus sacrés et les plus essentiels à une nation libre sont violés par les confiscations illégales, par un ordre inouï qui force les ministres de la justice à sacrifier leurs intérêts les plus légitimes et à abandonner au hasard les titres de toutes les familles qui leur sont confiées au mépris de la loi sacrée du dépôt, enfin par une foule d'autres actes particuliers du despotisme que le Roi ignore sans doute, quoiqu'ils se commettent sous son nom, et que, pendant que ledit Seigneur-Roi reconnaît publiquement qu'il est dans l'heureuse impuissance de changer les constitutions qui concernent l'Etat, l'honneur et les propriétés de ses sujets, les ministres se réservent le funeste pouvoir d'enlever à leur gré l'état et les propriétés des citoyens et que l'honneur seul est à l'abri de leurs entreprises, parce que l'honneur ne peut jamais être flétri par les violences du pouvoir arbitraire, et néanmoins la Cour a dès à présent protesté et proteste contre tous les enregistrements faits et à faire au lieu des séances du Parlement de Paris, sans les membres nécessaires dudit Parlement, et pendant l'absence forcée du plus grand nombre et notamment contre les prétendues distractions du ressort et création de nouveaux tribunaux, déclare qu'elle ne reconnaît point les prétendus officiers desdits tribunaux comme officiers de justice ni leurs actes qui en émaneront comme jugements jusqu'à l'enregistrement légitime en Parlement et par de véritables officiers.

« Signé : de Lamoignon (6)
« Barentin, Nègre-Desrivières ».

*
**

Désormais, les événements se précipitent. Le 20 mars, M. Lallemand de Nantouillet, maître des cérémonies, vient lire une lettre de cachet de la part du Roi, interdisant à la Cour d'assister à la procession générale en l'honneur de l'anniversaire de la soumission de la ville de Paris à Henri IV, procession à laquelle le Prévôt des marchands

(6) Malesherbes signe toujours les procès-verbaux de la Cour des Aides du seul nom de Lamoignon.

et les échevins de Paris l'avaient invitée à participer et qui est fixée au vendredi 22 ; la Cour est seulement invitée à entendre la messe en l'église du grand couvent des Augustins, « *en corps de cour et en l'ordre accoutumé* ».

Que fait-elle donc ce 22 mars ? Elle a été introduite dans la nef de l'église et conduite au chœur par M. Lallemand de Nantouillet ; mais « *ayant vu les stalles et places destinées au Parlement occupées par d'autres personnes que celles qui constituent ledit Parlement, la Cour, conformément à son arrêté du matin de ce jour, est revenue sur ses pas et s'est retirée par la même porte par laquelle elle était entrée, sans prendre séance et sans assister à la cérémonie* ». (7) Le scandale est public !

Le matin de ce jour, en effet, la Cour avait pris, toutes Chambres assemblées et sous la présidence de Malesherbes, la délibération suivante (8) :

« ...La Cour étant avertie qu'il est à craindre qu'en l'absence du Parlement les stalles occupées ordinairement par les officiers de ladite Cour dans l'Eglise des Augustins à la messe célébrée en mémoire de la réduction de Paris, ne le soient aujourd'hui par des personnes étrangères audit Parlement, a arrêté que ceux de Messieurs qui assisteront à ladite messe feront toutes les démarches convenables suivant les circonstances, soit en se retirant soit en faisant notifier leurs protestations aux dites personnes, ou autrement pour constater authentiquement que la Cour ne peut reconnaître lesdites personnes comme représentant ladite Cour de Parlement et proteste non seulement contre la préséance par eux prétendue, mais aussi contre le droit d'assistance à ladite cérémonie en qualité de Cour souveraine qu'ils voudraient s'attribuer.

« Signé : de Lamoignon ». (9)

Cette délibération est complétée par le post-scriptum suivant :

« Au cas que la Cour eût été forcée par les ordres du Roi à rester aux Augustins, le premier huissier était chargé par un arrêté verbal de la Cour de dire à voix haute et distincte au Président du Conseil (10) la protestation suivante :

« Monsieur, la Cour des Aides me charge de vous déclarer qu'elle ne peut reconnaître ni vous ni les autres personnes qui vous accompagnent soit du Conseil ou autres, comme habiles à remplir aucunes fonctions du Parlement, et qu'elle proteste, non seulement contre la préséance que vous prétendez aujourd'hui, mais aussi contre vos droits d'assistance à la présente cérémonie, en qualité de Cour supérieure, et qu'elle ne reste à la présente cérémonie que parce qu'elle est contrainte par des ordres exprès ».

(7) Procès-verbal de la séance du 22 mars 1771 (*Archives Nationales*, Z 1 à 188).

(8) *Ibidem*.

(9) Autographe, comme à la fin de tous les procès-verbaux.

(10) Entendez du Conseil Supérieur constitué par Maupeou.

Scandale public, disions-nous, scandale prémédité aussi, et jusque dans les détails !

Et en cette même journée du 22 mars, après son retour de la cérémonie à laquelle elle a refusé d'assister, la Cour, toujours sous la présidence de Malesherbes, rend un arrêt capital qui va mettre le comble à la colère du Roi et de Maupeou. Le voici, intégralement reproduit :

« La Cour, considérant qu'il ne lui est plus possible de paraître ignorer que des personnes sans qualité s'arrogent indûment le titre de Cour de Parlement, que le Roi n'a jamais voulu obliger la Cour à les reconnaître en ladite qualité puisqu'il ne lui a jamais fait connaître ses intentions à ce sujet et qu'il a été impossible à la Cour d'approcher de la personne dudit Seigneur Roi ;

« Considérant en outre que la Cour ne peut plus espérer de faire parvenir audit Seigneur Roi ses très humbles et très respectueuses remontrances, et néanmoins qu'il est nécessaire de constater promptement et authentiquement l'attachement de la Cour aux lois du royaume ;

« A arrêté, en renouvelant les protestations par elle faites en son arrêté du 9 du présent mois et déposé dans ses registres, qu'elle proteste contre la prétendue érection d'un nouveau tribunal au lieu du Parlement de Paris, et contre l'introduction de toutes personnes étrangères audit Parlement dans l'exercice des charges dont les vrais officiers de ladite Cour sont pourvus et n'ont jamais été dépouillés ;

« Arrête qu'elle ne reconnaîtra point comme arrêt du Parlement aucun des actes émanés desdites personnes remplissant les fonctions de ladite Cour ;

« Proteste notamment contre tous les enregistrements faits ou à faire dans le lieu des séances du Parlement de Paris sans les membres nécessaires du Parlement et pendant l'absence forcée du plus grand nombre, et spécialement contre les prétendues distractions de ressorts et érections de nouveaux tribunaux ;

« Déclare qu'elle ne reconnaîtra point les prétendus officiers desdits tribunaux comme officiers de justice ni les actes qui en émaneront comme jugements, jusqu'à ce que lesdites distractions de ressorts et érections de tribunaux aient été légitimement enregistrées au Parlement et par les vrais officiers de ladite Cour ;

« Ordonne que la présente protestation sera signifiée dans le jour au greffe toujours subsistant du Parlement de Paris et qu'il en sera envoyé des copies collationnées aux Princes de sang royal et aux Pairs de France membres essentiels de la dite Cour ».

Par cet arrêt ⁽¹¹⁾, véritable déclaration de guerre, la Cour des Aides

(11) Les registres de la Cour des Aides comportent de cet arrêt un original signé de Malesherbes, une copie et un extrait sur parchemin signés d'Outrequin, greffier de la Cour. L'original a été biffé d'une grande croix à l'encre et on lit en marge cette note :

« Le présent arrêt a été rayé et biffé en conséquence de l'arrêt du Conseil ci-après transcrit par ordre et en présence de Sa Majesté. Fait au Château de Versailles le vingt sept mars 1771 (Signé) Phélippeaux. »

L'arrêt du Conseil suit immédiatement, daté du 24 mars et signé Phélippeaux.

s'affirmait en état de rébellion ouverte contre l'autorité royale. Or, celle-ci réagit sans perdre une heure. Un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 24 mars, le casse et il casse également un arrêté du même jour, 22 mars, par lequel la Cour faisait défense à tous les officiers de son ressort de reconnaître les actes émanant des « *prétendus Conseils supérieurs* », ainsi que les personnes qui composent ces Conseils et « *qu'on voudrait substituer aux membres du Parlement non légitimement dépouillés de leurs offices* ». Le Conseil d'Etat du Roi qualifie l'arrêt et l'arrêté de la Cour des Aides d'attentatoires à l'autorité royale et contraires au respect qui est dû au souverain ; il fait défense à la Cour des Aides de prendre de tels arrêts et de former de tels arrêtés à l'avenir ; il interdit de ses fonctions l'huissier qui a signifié l'arrêt au greffe du Parlement⁽¹²⁾ ; il ordonne que l'arrêt incriminé soit rayé des registres du greffe des élections, greniers à sel et autres sièges du ressort de la Cour des Aides et prend des mesures pour assurer la publicité de cette cassation et de cette suppression.

Le lundi 25 mars, la Cour se réunit à nouveau, toutes chambres assemblées. Les « *gens du Roi* » sont introduits et l'avocat général Bellanger remet une lettre de cachet donnée à Versailles la veille, par laquelle le Roi ordonne que les registres contenant l'arrêt et l'arrêté de la Cour des Aides lui soient apportés le 27, à onze heures du matin, par le greffier de la Cour ; une députation composée du premier Président et de deux présidents de la Cour devra accompagner ces pièces et se présenter au Roi ; la Cour des Aides prend acte de la lettre de cachet et désigne les membres de la délégation, tout en protestant d'avance contre toutes altérations et soustractions qui pourraient être faites, contre toutes inscriptions irrégulières qui pourraient être ajoutées sur les pièces, « *en général contre tout ce qui pourrait être fait contre la sûreté du greffe et contre les lois du royaume* ». (13)

Le mercredi 27 mars, donc, Malesherbes se rend, sur ordre du Roi, à Versailles, pour y apporter les minutes de l'arrêt et de l'arrêté de la Cour en date du 22 mars. Il est accompagné des présidents de Boisgibault et de Montreuil et du greffier Dutrequin. Ce que fut cette audience, nous le savons par le récit qu'en fit plus tard M. de Boisgibault⁽¹⁴⁾ : le pittoresque et le dramatique s'y côtoient de curieuse manière.

(12) La signification eut lieu le 22 mars, à deux heures et demie. Nous en avons le texte dans le registre des procès-verbaux. Elle fut faite par Philippe Etienne Hérault, huissier ordinaire en la Cour des Aides, à la requête du procureur général de la Cour.

(13) Le procès-verbal de la délibération est signé *Lamoignon*.

(14) Ce récit devait être fait aux Chambres assemblées à la séance du 9 avril ; il ne put l'être en raison des violences faites ce jour-là à la Cour qui dut se séparer sans avoir délibéré. Boisgibault le présenta quatre ans plus tard, le 21 novembre 1774, après le rétablissement de la Cour des Aides. Il figure dans l'ouvrage *Mémoires pour servir à l'histoire du droit public de la France en matière d'impôts* ou *Récit de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides de 1756 à 1775*, pages 569 et suiv.

Les trois présidents se rendent d'abord chez le Chancelier Maupeou, à qui ils trouvent l'air embarrassé, « *ne sachant pas par où débiter avec nous* ». Maupeou égrène quelques banalités ; Malesherbes, lui, va droit au fait.

Le Chancelier insiste pour que les membres de la Cour, au lieu de se réunir le soir à sept heures chez Malesherbes, soient convoqués le soir même au château de Versailles. Malesherbes allègue une impossibilité matérielle.

Nouvelle insistance de Maupeou, au moment où Malesherbes et ses compagnons sont rassemblés dans l'appartement du premier valet de chambre, en attendant que les Roi les fasse appeler (à onze heures, théoriquement). Le Chancelier propose que la Cour tienne le soir même une séance aux flambeaux ; Malesherbes s'y refuse. Maupeou suggère que la séance ait lieu le lendemain ; Malesherbes lui répond que c'est le jeudi saint et allègue les obligations religieuses de plusieurs conseillers. Maupeou lui dit alors : « *Vous ne voulez donc pas, Monsieur, assembler les chambres ce soir ? Je crois que vous avez tort.* » Malesherbes réplique : « *Non, Monsieur, la Cour des Aides ne donnera pas la scène scandaleuse pour le public et irrespectueuse pour le Roi, de tenir aux flambeaux une assemblée nocturne capable de faire une très mauvaise sensation dans Paris pour un objet qui n'est nullement pressé, sur lequel la Cour des Aides ne sera que trop tôt dans le cas de délibérer, et si nous avons envie de nous assembler ce soir, vous devriez plutôt nous en détourner que de nous y engager comme vous faites.* »

Aussitôt après cette passe d'armes, on vient chercher les magistrats. Ils traversent l'œil-de-bœuf et la pièce qui précède le cabinet du Roi ; ils y trouvent « *quantités de seigneurs, de militaires et de courtisans de tout état* » ; tout le monde fit la haie et « *salua ces Messieurs avec un air de respect, de considération et de consternation qui frappa d'autant plus que les gens de robe sont ordinairement regardés d'un tout autre œil à la Cour* ».

Ils entrent enfin dans le cabinet du Roi où se tiennent, autour de Louis XV, le Chancelier, l'abbé Terray, le duc de la Vrillière et quelques seigneurs. Laissons ici parler M. de Boisgibault :

« M. le premier Président dit au Roi que nous étions venus en exécution de ses ordres ; et sur le champ le Roi nous dit (en coupant la parole à M. le premier Président) qu'il avait cassé notre arrêt et notre arrêté du 22 de ce mois par un arrêt de son Conseil qui allait être inscrit en marge de nos minutes, et nos arrêt et arrêté biffés en sa présence. M. le duc de La Vrillière fut au bureau pour faire la radiation, remit le tout à M^e Outrequin.

« M. le premier Président dit au Roi : « Sire, nous rendrons compte à votre Cour des Aides... » Le Roi reprit sur le champ la parole et dit : « Retirez-vous. » Nous nous retirâmes en effet dans la chambre du premier valet de chambre ».

Telle fut cette brève audience à la suite de laquelle les membres de la Cour des Aides ne pouvaient plus se faire aucune illusion sur le sort très proche qui les attendait...

Si l'on pouvait douter de la part déterminante qu'a prise Malesherbes à cette bataille acharnée, le document suivant suffirait à nous prouver que cette résistance inflexible de la Cour des Aides au pouvoir royal fut son œuvre personnelle ; nous y verrons aussi le témoignage de son absolu désintéressement. Il s'agit d'une lettre adressée, en pleine tempête, le 24 mars, au duc de La Vrillière, secrétaire d'Etat de la Maison du Roi (15) :

« J'ai l'honneur de vous envoyer, Monsieur le Duc, la lettre que je vous ai annoncée hier (16) et que vous m'avez promis de vouloir bien mettre sous les yeux du Roi dans le cas où on proposerait des partis violents contre la Cour des Aides, comme celui d'interdire ou de casser cette Compagnie, et de donner ses fonctions aux nouveaux Parlements et aux Conseils supérieurs, ainsi que vous me l'avez fait entrevoir. Mais je vous prie de n'en faire usage que dans ce seul cas, parce que ma lettre contenant une accusation personnelle, je ne dois la faire parvenir au Roi que dans le cas de nécessité.

« Voici à présent ce que j'ai à y ajouter et ce que je consens que vous disiez au Roi, si vous le croyez nécessaire. C'est qu'il n'y a personne dans le royaume à qui il soit plus aisé de faire sentir la disgrâce du Roi qu'à moi.

« Ma liberté m'est aussi chère qu'à personne. D'ailleurs la plus grande partie de ma fortune consiste dans les bienfaits du Roi dont il n'est pas juste que je jouisse si je tombe dans la disgrâce.

« Quant à la charge inamovible dont je suis revêtu, dès que les bienfaits du Roi me seront retirés, je ne pourrai plus la garder ayant à rendre à mes enfants tous les biens de leur mère et la démission à laquelle je serai forcé mettra même la Cour des Aides hors de portée de faire des démarches pour moi.

« J'entre dans ces détails, Monsieur, de peur que vous ne pensiez que la résignation avec laquelle je me dévoue à la disgrâce ne soit que la jactance d'un homme qui croit n'avoir rien à craindre.

« Je vous prie de ne pas croire non plus que ce soit une résolution inspirée par la faveur momentanée du public. Ce serait un motif ridicule dont je rougirais.

« Je vous proteste, Monsieur, et en cas de besoin, je proteste au Roi que toutes les fois que j'ai écrit au nom de la Cour des Aides des remontran-

(15) *Archives Nationales*, O 1 595, n° 20. La lettre ne mentionne pas le nom du destinataire, mais nous le connaissons par la copie qui figure aux *Archives de Rosambo*, carton 8, dossier 3. Ce carton contient, avec les discours prononcés chaque année par Malesherbes à la rentrée de la Cour des Aides (discours d'apparat, développant des thèmes généraux et se répétant à quelques années d'intervalle), des extraits des principales remontrances, quelques procès-verbaux de séances et des pièces diverses, notamment des lettres et un journal (allant jusqu'au 9 juin 1771) du greffier Outrequin, tout dévoué à Malesherbes, qui avait été chargé de la garde provisoire des minutes de la Cour.

(16) Nous n'avons pas trouvé trace de cette première lettre.

ces⁽¹⁷⁾ qui devaient d'autant plus offenser les ministres qu'elles seraient plus raisonnables et plus à l'abri de toute réponse, j'ai prévu quels ennemis j'allais attirer à ma Compagnie et j'ai toujours été déterminé à prendre le parti que je prends aujourd'hui, si les choses étaient portées à la dernière extrémité.

« Je l'ai dû parce que je sais à quel point la destruction de la Cour des Aides serait funeste au royaume, et que je sais aussi que plusieurs personnes parmi les financiers, les intendants de finances et les intendants de province désirent ardemment cette destruction et saisissent toutes les occasions pour en suggérer le projet aux ministres. Je dis quelques personnes seulement, car je connais dans ces trois corps des citoyens bien vertueux et des magistrats bien respectables qui ne méritent pas qu'on leur attribue de pareils sentiments.

« J'ai l'honneur d'être, avec un attachement inviolable, Monsieur le Duc, votre très humble et très obéissant serviteur,

« de Lamoignon de Malesherbes ». (18)

Paris, le 24 mars 1771.

La beauté morale de cette lettre, sa noblesse, la gravité simple et nue de son accent sont l'expression achevée du grand caractère et du tranquille courage de l'homme qui l'écrivit.

*
* *

Le dernier acte allait se jouer le mardi 9 avril : Malesherbes n'y sera pas présent, du moins par sa personne physique, mais son exemple ne cessera de galvaniser ses collègues et d'animer jusqu'à la dernière minute la résistance de la Cour.

En effet, il avait été, comme de juste, frappé le premier : le samedi 6 avril, alors qu'il se trouvait en son château de Malesherbes, il avait reçu une lettre de cachet datée du surlendemain 8 avril, ainsi libellée :

« Monsieur de Lamoignon de Malesherbes, je vous fais cette lettre pour vous ordonner de rester à Malesherbes jusqu'à nouvel ordre de ma part. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur de Malesherbes, en sa sainte garde ».

Signé : Louis - Contresigné : Phélippeaux. (19)

(17) Quelques rares remontrances ne sont pas signées de Malesherbes, par exemple celle du 2 septembre 1768 (itératives remontrances sur la taille) ; il était en voyage à ce moment-là et jusqu'en novembre. S'il n'est pas le rédacteur unique de toutes celles qui sont signées de lui, il en est du moins le rédacteur principal : on le reconnaît d'ailleurs par le style.

(18) Signature autographe.

(19) A la lettre du duc de La Vrillière (Phélippeaux) lui envoyant la lettre de cachet du Roi, Malesherbes répondit très dignement, le surlendemain 8 avril, dans les termes que voici : « Je reçois, Monsieur, avec tout le respect et toute la soumission que je dois, les

Ce n'était pas tout à fait encore un arrêt d'exil. On voulait avant tout éviter que le premier Président, dont on connaissait la résolution et la combativité, n'assistât, à la tête de la Cour, à la séance fatidique qui allait se dérouler. Au reste, tout était prévu jusque dans les moindres détails, par le gouvernement : c'est ce que nous révèle un « *plan de conduite pour la suppression de la Cour des Aides* », plan secret, dont voici les dispositions essentielles ⁽²⁰⁾ :

1°) Envoyer à M. le premier Président un ordre du Roi pour rester à Malesherbes. Il serait nécessaire qu'il reçut cet ordre le samedi 6 avril, parce qu'on suppose qu'il en partira le lundi pour arriver le même jour à Paris.

2°) La nuit du 8 au 9 envoyer à chacun des membres de la Cour des Aides un ordre du Roi de se rendre à leur Chambre le lendemain à 9 h. du matin pour y attendre les ordres qui leur seront portés de la part du Roi, avec défense, sous peine de désobéissance, de prendre aucune délibération ni de former aucun arrêté avant l'arrivée du porteur des ordres de Sa Majesté.

3°) Le mardi 9, à 9 h. du matin, un maréchal de France et deux conseillers d'Etat se rendront à la Cour des Aides ; ils manderont en arrivant les gens du Roi et leur remettront l'édit avec un ordre du Roi pour conclure à l'enregistrement pur et simple ; ils feront assembler les Chambres, feront enregistrer l'édit en la manière ordinaire et termineront la séance pour ordonner de la part du Roi aux membres de la Cour de se retirer ; ils seront porteur d'un ordre exprès de S. M. à cet effet, qu'ils ne présenteront que dans le cas où MM. de la Cour des Aides, nonobstant l'enregistrement de l'édit de suppression, voudraient rester en séance [...].

4°) Il sera envoyé à la sortie de la séance des ordres du Roi à chacun des membres de ladite Cour des Aides ci-après nommés, de sortir dans le jour de Paris et de s'en tenir éloignés à la distance que l'on jugera convenable, qui doit être d'au moins dix lieues, avec défense d'avoir aucune communication avec d'anciens membres de ladite Cour des Aides ».

(Suivent les noms de ceux qui seront exilés : les présidents de Boisgibault, Hocquart, Choart, Bernard et de Fautras, les conseillers Defays, Allières et Brion.)

Ce plan d'ensemble était accompagné d'une instruction du Roi au Maréchal de Richelieu, pair de France, gouverneur général et commandant en la province de Guyenne, qui était choisi pour aller porter les ordres du Roi à la Cour des Aides assisté de MM. de Chaumont de la Galaizière et d'Ormesson.



ordres du roy que vous m'avés envoyés. Je devois rendre compte mardy à la Cour des Aides des autres ordres que nous avons reçus de la personne même du roy mercredy dernier. Cela me met dans la nécessité d'écrire à l'ancien président de la Compagnie pour luy faire part des raisons de mon absence et je remets cette lettre à votre courrier en le priant de la luy faire tenir. Je suis très sensible, Monsieur, à l'intérêt que vous voulés bien me marquer et je vous prie d'être persuadé du sincère attachement, etc. » (*Archives du Comte de Leusse*, minute autographe).

(20) Ce plan figure aux *Archives Nationales*, O 1 353, pièce 50.

Ce second document ⁽²¹⁾ prévoit certains incidents qui pourraient se produire au cours de la séance et la manière d'y parer, notamment le cas où les membres de la Cour voudraient se retirer chez l'un d'eux ou s'assembler dans une autre chambre pour y délibérer. Une instruction est également adressée à M. Le Laboureur, commandant de la Garde de Paris ⁽²²⁾ : celui-ci devra notamment envoyer, dès six heures du matin, un détachement de la Garde qui s'emparera de la première porte de la Cour des Aides, en haut de l'escalier, et faire disposer des sentinelles aux portes des trois chambres. Suivent des instructions et des ordres divers, entre autres l'ordre préparé pour soixante membres de la Cour et ainsi conçu ⁽²³⁾ :

« Monsieur, je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est qu'aussitôt que mon édit aura été lu et publié, vous ayez à sortir du Palais et vous retirer chez vous, vous défendant de faire à l'avenir aucune fonction de l'office dont vous êtes revêtu, et ce sous peine de désobéissance ».

Quant aux ordres d'exil qui seront adressés après la séance aux huit magistrats frappés, une note de Maupeou ⁽²⁴⁾ précise :

« La suppression une fois publiée, les officiers supprimés ne sont plus que de simples particuliers ; ainsi les lettres de cachet ne doivent point être portées par des mousquetaires et dans l'adresse des lettres on ne doit point y employer la qualité de président ou conseiller ».

Ce plan minutieusement établi devait être exécuté à la lettre ; il ne le fut pas sans difficultés, comme nous l'apprend le long procès-verbal qui relate, dans les registres de la Cour des Aides, la séance du 9 avril.

Le Maréchal de Richelieu, qui était arrivé dès huit heures, accompagné de Chaumont de la Galaizière et de Lefèvre d'Ormesson, s'étant installé tout d'abord à la place que devait occuper le premier Président, Boisgibault, qui devait présider en l'absence de Malesherbes et de Cordier de Montreuil (celui-ci absent de Paris), fit remarquer au Maréchal qu'il eût à déloger, sur quoi Richelieu s'installa « en la seconde place sur le même banc, qui est celle qu'occupent les Princes du sang en semblables cérémonies ». Mais Boisgibault, après avoir donné ordre à l'huissier de faire entrer les conseillers de la 2^e et de la 3^e chambres, fit encore observer à Richelieu qu'il occupait indûment la place réservée aux princes du sang, « et que la Cour des Aides ne consentirait pas qu'on donnât atteinte à leur droit en leur présence ». Sur ce, le président Sallier, 3^e président de la 1^{re} chambre, et les présidents des autres chambres, qui étaient arrivés, menacèrent de se retirer si M. le Maréchal persistait à vouloir rester à cette place. Richelieu cherche vainement dans les ordres dont il

⁽²¹⁾ *Ibid.*, pièce 52.

⁽²²⁾ *Ibid.*, pièce 53.

⁽²³⁾ *Ibid.*, pièce 58.

⁽²⁴⁾ *Ibid.*, pièce 66.

était porteur quelque chose qui eût trait à cette question « *de rang et de séance* », et ne trouvant rien il se résigne à s'asseoir, de mauvais gré, « *sur le banc à droite de MM. les Présidents, en disant que, heureusement, la présente séance ne tirait plus à conséquence* ».

Après cet intermède comique, tout le monde prend place, y compris les avocats généraux, les greffiers, les commis, et la séance commence. Richelieu remet à M. de Boisgibault une lettre de cachet du Roi, adressée à M. Cordier de Montreuil, ou à son remplaçant, par laquelle Louis XV demande au président de faire tout ce qui dépendra de lui pour que sa volonté soit ponctuellement exécutée. Puis le Maréchal, « *ayant ôté et remis son chapeau* », annonce qu'il apporte les ordres royaux, que M. de la Galaizière va « *expliquer dans le plus grand détail* » ; il remet le pli contenant ces ordres aux mains de M. de Boisgibault, qui en fait donner lecture. Il est dit dans cette seconde lettre de cachet :

« La situation actuelle de nos finances ne nous permettant pas de diminuer encore la masse des impositions, nous nous occupons de donner à une partie de nos sujets des ressources plus promptes et moins dispendieuses contre les abus qui peuvent se commettre dans la perception de nos droits. C'est dans cette vue que nous avons rendu un Edit en désirant que son contenu soit ponctuellement exécuté... »

La lettre de cachet est pour le maréchal de Richelieu, à qui le Roi donne commission pour faire lire et enregistrer l'édit en son nom.

Après lecture, La Galaizière explique les intentions du Roi ; il dit notamment : « *Le Roi, touché de la situation d'une partie de ses sujets, a reconnu la nécessité de venir à leur secours, en procurant à ceux qui sont dans votre ressort, des juges et des défenseurs dans le sein même de leurs provinces. Votre ministère devient dont inutile.*

« *Sa Majesté est persuadée que vous ferez sans peine le sacrifice de vos intérêts personnels au bien des peuples, et elle sera sans doute très disposée à vous dédommager, en vous procurant d'autres moyens de continuer à être utiles à son service.* »

Mais la Cour des Aides ne se laisse pas piper à ces excuses colorées, à ces faux motifs invoqués pour couvrir une iniquité flagrante, et le Président de Boisgibault, s'adressant au Maréchal, déclare :

« Monsieur, n'ayant été prévenus de l'acte illégal dont nous sommes témoins involontaires, que par les ordres précis qui ont été notifiés à chacun de nous, la fâcheuse circonstance où nous nous trouvons n'a pas pu permettre à la Compagnie de former un arrêté de protestation qu'elle est en droit de former en pareil cas. Mais la Loi proteste d'elle-même contre une pareille violence et sa voix doit être plus efficace que des protestations que la Cour aurait certainement formées si elle avait eu la liberté de délibérer. »

Digne langage, certes, mais on peut imaginer la hauteur des paroles que Malesherbes aurait prononcées s'il avait pu présider la séance...

Et c'est alors la remise du texte de l'édit, qui est lu par un des greffiers en chef. Après les attendus où l'on prétend que les Conseils supérieurs formés en vertu de l'édit de février donneront aux sujets du Roi « *une justice gratuite, des défenseurs connus et des juges qui, placés plus près d'eux, sentiront mieux leurs maux et se hâteront de les réparer* » et leur épargneront aussi « *ces conflits de juridiction qui les fatiguaient par des longueurs et les épuisent en procédures inutiles* », viennent les huit articles qui constituent l'acte de décès de la Cour :

« Nous avons éteint et supprimé, éteignons et supprimons notre Cour des Aides de Paris... »

« Voulons que toutes les matières dont la connaissance lui a été attribuée par nous et par les rois nos prédécesseurs, soient portés à l'avenir en notre Cour du Parlement de Paris ou en ceux de nos Conseils supérieurs établis par notre édit du mois de février dernier, dans l'arrondissement desquels les causes, instances et procès aurons pris naissance... »

L'article 6 annonce la prompte liquidation de tous les offices des magistrats :

« ...Les propriétaires de la finance des dits offices seront tenus de remettre leurs titres de propriété entre les mains du Contrôleur général de nos finances, pour être pourvu au remboursement du prix des offices ; voulons qu'en attendant que le remboursement soit effectué, les propriétaires des dites finances soient payés de l'intérêt à raison de 5 pour cent de la somme principale à laquelle lesdites finances auront été liquidées... »

Tout est accompli, mais il reste encore à entendre la véhémence protestation de l'avocat général Antoine-Louis Bellanger. Il proclame .

« Tout ce qui se passe en ce moment est illégal et contraire aux lois. Le Roi se prive lui même et prive son Etat d'une Cour dont la fidélité a été reconnue et qui a rendu dans tous les temps les services les plus essentiels à la nation.

« De plus, l'édit dont vous venez d'entendre la lecture annonce comme subsistants des tribunaux qui ne sont pas légitimement établis, puisque leur érection a été enregistrée illégalement et par des gens notoirement incompetents pour procéder à aucun enregistrement.

« Si notre ministère jouissait aujourd'hui de la liberté, nous ne serions pas embarrassés pour montrer par les lois les plus positives l'illégalité de tout ce qu'on veut faire ; mais puisque la volonté du souverain nous force de requérir un prétendu enregistrement qui va être inscrit sur nos registres, sans aucun consentement de notre part, nous déclarons que c'est de l'ordre absolu du Roi, contre notre sentiment, contre notre volonté et nous osons le dire, contre le bien de l'Etat, que nous requérons l'enregistrement pur et simple de l'édit ».

Après ce courageux réquisitoire, il ne reste qu'à se soumettre. La Galaizière fait remarquer que le Roi ordonne l'enregistrement séance tenante. On lui fait observer qu'on a omis d'ouvrir régulièrement

la séance ! Enfin, l'édit est enregistré « *du très exprès commandement du Roi porté par le sieur Maréchal duc de Richelieu* ».

Mais les magistrats demeurant à leur place, Richelieu fait remarquer que les ordres du Roi lui enjoignent de rester le dernier ; il menace d'user de violence... Enfin, « *après plusieurs discours de part et d'autre et M. le Maréchal s'étant mis en mesure d'exécuter lesdits ordres, Messieurs se sont retirés en corps de Cour, ayant à leur tête les huissiers qui les ont reconduits jusqu'au bas de l'escalier de la Sainte-Chapelle* ».

Et au sortir de la séance, M. de Boisgibault reçoit une lettre de cachet qui l'exile à sa terre, dans l'Orléanais ; les sept autres magistrats frappés en reçoivent chacun une analogue qui les exile à dix lieues de Paris. (25)

*
*
*

Tel fut le dernier jour de la Cour des Aides. Désormais, le Chancelier Maupeou avait le champ libre pour achever son œuvre, pour substituer le Grand Conseil au Parlement de Paris, pour y faire enregistrer — par un lit de justice tenu le 13 avril — l'édit qui supprimait la Cour des Aides et un autre édit qui établissait les officiers du Grand Conseil « *conseillers au Parlement de Paris* » ; il avait les mains libres aussi pour mater les Parlements de province, besogne dans laquelle, d'ailleurs, il ne réussit que partiellement. On peut penser avec Voltaire qu'il avait raison, et approuver une réforme de la magistrature qui comportait l'abolition non seulement de la vénalité, mais encore de l'hérédité des offices parlementaires. On peut blâmer l'esprit conservateur du Parlement de Paris et de la Cour des Aides, leur attachement farouche aux formes juridiques traditionnelles, et juger excessive leur prétention hautement affirmée d'exprimer la voix de la nation, de se considérer comme les défenseurs-nés des droits et des intérêts du peuple. On peut penser, au contraire, avec Malesherbes, que ces cours souveraines représentaient, incarnaient, alors, tout ce qui restait à la nation de liberté et qu'elles constituaient le seul rempart contre l'arbitraire des mi-

(25) Le registre de la Cour des Aides contient (outre le parchemin original, signé Louis et Phélippeaux, de la commission donnée au Maréchal de Richelieu) un second procès-verbal de la séance. Ce second procès-verbal a été rédigé et signé par Chaumont de la Galaizière. Il présente à peu près le même texte que le procès-verbal de la Cour ; quelques différences toutefois sont à noter :

Ainsi il ne relate pas tous les incidents de séance, notamment la passe d'armes entre la Cour et le Maréchal de Richelieu au sujet des préséances ; de plus, l'édit est daté non du 9, mais du 13 avril, après l'état des juridictions nouvelles qui suit les articles, etc...

Signalons encore qu'un compte rendu de cette séance historique figure dans l'ouvrage *Mémoire pour servir à l'histoire du droit public en matière d'impôts ou Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides...* et que les prétentions du duc de Richelieu d'occuper la place des princes de sang y sont qualifiées (p. 568) de « plus que ridicules ».

nistres et le pouvoir absolu du Roi. La lutte farouche entreprise par la Cour des Aides contre l'autorité royale ébranlait la monarchie et présageait 1789. Pourtant, les magistrats révoltés contre l'arbitraire étaient loin de souhaiter la destruction de la royauté ; la plupart, même, n'auraient pas admis son affaiblissement ; mais ils pensaient que son sort était étroitement lié au fonctionnement régulier des institutions judiciaires ; c'est précisément ce que disait Miromesnil dans une lettre qu'il écrivait à Bertin, le 12 février 1771, au moment le plus dramatique de la crise ⁽²⁶⁾ :

« Le peuple est toujours la malheureuse victime de ces grands débats. Il mérite cependant la plus grande attention puisqu'il est le plus nombreux et qu'il forme par conséquent la principale portion de l'humanité. Or, il est certain qu'il n'a été heureux et tranquille que lorsque la puissance royale a été établie assez solidement pour avoir seule toute l'autorité et pour contenir ceux qui le tyrannisaient, et il n'est pas moins certain que cette tranquillité dont le peuple jouit sous la protection du monarque, cette autorité immuable attachée au pouvoir souverain n'ont été parfaites en France que par le sage établissement de l'ordre judiciaire ».

Et, après avoir démontré que, d'une part, l'autorité royale n'avait rien à craindre des Parlements, et que, d'autre part, les Cours souveraines étaient utiles à l'autorité royale, Miromesnil concluait :

« Je ne puis me refuser de vous observer qu'il est très intéressant que l'ordre judiciaire en France soit conservé tel qu'il est, que les Parlements conservent leur forme, les honneurs et distinctions que nos rois leur ont accordés ».

Hélas ! en cette année 1771, leur destruction, déplorée et jugée sévèrement par la majeure partie de l'opinion, jetait sur la puissance royale un incalculable discrédit...

(26) Correspondance de Miromesnil, tome V p. 283.

CHAPITRE X

L'EXILÉ (1771-1774)

UNE CORRESPONDANCE CLANDESTINE

« Je consens que mes ennemis même lisent dans mon âme et tout ce que je désirerais, c'est que le Roi y pût lire. »

Malesherbes exilé dans sa terre. Sa première protestation. — Une correspondance clandestine avec Bellanger et Dionis du Séjour. Attitude de Malesherbes en face des menaces de liquidation forcée. Sa résistance. M. de Boynes : essai de négociation. — La solitude de Malesherbes ; visites et petits voyages. — La maladie et la mort de Louis XV : tout va changer. Préparatifs. — Malesherbes d'après cette correspondance.

Exilé dans ses terres par la lettre de cachet du 8 avril 1771, Malesherbes va vivre trois années de solitude et de silence, années de méditation et d'études, années de labeur incessant.⁽¹⁾ Nous dirons plus loin tous les travaux qu'il entreprit dans sa retraite, tous les mémoires qu'il composa, de quelle studieuse manière il sut mettre à profit un exil dont il souffrit relativement peu, tant il trouvait de ressources en lui-même, tant il se plaisait parmi ses livres, dans son domaine qui lui était cher, au milieu de ses arbres et de ses plantations. Mais sa retraite forcée ne sera pas une égoïste solitude : frappé ainsi que ses collègues par l'illégalité et l'injustice, il ne se résignera pas au sort qui atteint la magistrature : pendant ces trois années il ne cessera de lutter dans l'ombre, dans une semi-clandestinité, pour défendre les intérêts de ceux dont il se considère comme ayant encore la charge, pour préserver l'avenir, pour essayer d'em-

(1) Signalons ici une information assez étrange et qui nous paraît sujette à caution : bien qu'exilé, Malesherbes aurait assisté en mai 1771 « dans la foule des auditeurs » à une séance publique de l'Académie Française où Duclos, secrétaire perpétuel, donnait lecture d'une partie de son *Histoire de l'Académie*. Au cours de cette lecture le nom de Lamoignon aurait été acclamé « pendant dix minutes » et Malesherbes, reconnu par les assistants, aurait pris une large part de ces applaudissements. C'est la *Correspondance littéraire* de Grimm qui relate ce fait, précisant que Malesherbes est le premier Président de la Cour des Aides, « qui vient d'être supprimée ». Il est assez peu vraisemblable qu'un mois à peine après sa disgrâce et l'ordre qu'il avait reçu de demeurer dans sa terre, Malesherbes soit venu à Paris pour assister à une manifestation publique où sa présence pouvait être considérée comme une sorte de défi au Roi et au gouvernement.

pêcher que la suppression de la Cour ne devienne une destruction définitive ; il demeurera toujours, dans son bannissement, le Premier Président de la Cour des Aides.

Son premier acte d'exilé est une protestation en même temps qu'une justification : c'est une lettre datée du 11 avril, deux jours seulement après le coup de force : elle ne porte pas de nom de destinataire, et semble avoir été une lettre fictive, un document destiné à être aussitôt divulgué, à circuler sous le manteau, comme avaient circulé certaines remontrances imprimées en secret aussitôt après leur publication.⁽²⁾ Quoi qu'il en soit, en voici la substance et les principaux passages :

« Il est vrai Monsieur, que le coup qu'on vient de porter à la Cour des Aides est le plus grand malheur que je puisse éprouver.

« J'étais préparé dès l'année dernière à tout ce qui me serait personnel ; vous vous souvenez de cet arrêt du Conseil à peine d'interdiction qui nous fut signifié ; il était évident qu'on nous cherchait cette querelle et qu'on nous faisait cette insulte pour nous porter à quelque démarche qui servît de prétexte à interdiction ou à cassation.

« M. le Chancelier et M. l'abbé Terrai marchaient alors de concert [...]. Il était visible que M. le Chancelier voulait intimider par un exemple le Parlement avec qui il commençait alors à se brouiller, ou qu'il voulait faire l'essai de ses forces sur une compagnie moins puissante ; sans doute aussi quelques intendants de finances ou quelques financiers voulaient saisir cette occasion de perdre une compagnie qui a toujours été pour eux un surveillant redoutable ».

Malesherbes retrace ensuite sa propre conduite : il dit « qu'il s'est dévoué à la haine du Chancelier » ; il rappelle la lettre qu'il lui a écrite en annonçant qu'il la rendrait un jour publique. « *Quand j'ai vu l'acharnement avec lequel on empêchait le Roi de nous entendre, je n'ai pas douté que le jour des vengeance ne fût arrivé [...]. J'ai écrit une lettre que l'on m'a promis de montrer au Roi, s'il était question de prendre un parti violent contre la Cour des Aides* ». (3)

Malesherbes ajoute qu'il entend dire que quelques-uns de ses confrères, forcés par des nécessités de fortune, accepteront une place dans le nouveau Parlement : il dément ce bruit ; aucun membre de la Cour des Aides n'acceptera un pareil marché. « *Je vois donc avec douleur qu'il ne restera à nos confrères aucune ressource, et qu'ils se trouveront privés de leur état et d'une partie de leur fortune, qui pour plusieurs est le nécessaire. Car vous pensez bien que des charges liquidées suivant la fantaisie d'un contrôleur général, et*

(2) Elle a été imprimée en 1779 dans le *Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides depuis 1756 jusqu'au mois de juin 1775*, ouvrage que nous avons souvent cité plus haut, et on la trouve aussi sous le titre de « Lettre à un ami » dans les *Œuvres inédites* de Malesherbes (1808, 2^e édition 1823).

(3) Le *Recueil de ce qui s'est passé* mentionne en note : « On n'a pas pu se procurer cette lettre. »

dont le remboursement ne sera pas plus assuré que celui des effets royaux, perdront au moins les trois quarts de leur valeur. Voilà à quoi on vient de déterminer le Roi sans que les parties intéressées en aient été prévenues, sans qu'un seul mot de réclamation leur ait été permis ».

Il termine en passant en revue les démarches qui ont pu irriter le gouvernement contre lui. Ce sont : sa lettre de l'an passé à Maupeou, les remontrances sur l'affaire Monnerat, sur les affaires de Bretagne, et les plus récentes sur le coup de force contre le Parlement. « Or, fait-il observer, *ma lettre au Chancelier était nécessaire pour empêcher qu'on exécutât contre la compagnie en 1770, ce qui vient d'être exécuté en 1771. Et quant à nos différentes remontrances, il semble que le public, de qui elles sont connues, a jugé qu'elles ont paru dans des circonstances où les corps ainsi que les particuliers doivent se sacrifier pour le bien de l'Etat... »*

Lettre réelle ou lettre fictive, ce texte témoigne du premier regard que Malesherbes, une fois le coup reçu, porte sur les événements qui viennent de se produire. Mais il nous touche moins que la lettre — certainement réelle celle-là, — que ce même jour, 11 avril, l'exilé adresse à l'un de ses confrères, lettre qui est la première d'une longue correspondance inédite, semi-clandestine, dont les originaux sont à notre disposition et qui va nous montrer que, durant ces trois années de retraite imposée, le sort de la Cour des Aides, celui de ses confrères, va demeurer une des continuelles préoccupations de Malesherbes.

Il s'agit de plus de cinquante lettres ou billets autographes, souvent malaisément déchiffrables, formant une liasse dont Harold et Frida Laski ont fait don à la Bibliothèque Nationale, par l'entremise de Léon Blum, en janvier 1947. (4) Ces lettres sont adressées par Malesherbes à deux correspondants principaux : Antoine-Louis Bellanger, avocat général à la Cour des Aides, rue Saint-André-des-Arts à Paris (5), et Louis-Achille Dionis du Séjour, conseiller à la Cour des Aides. (6) Quelques-unes ne portent pas d'adresse et il nous est difficile d'identifier leur destinataire. Elles sont toutes écrites de Malesherbes, puisque l'illustre exilé est « retiré dans sa terre » et n'a pas permission d'en sortir. Il y mène une vie solitaire et studieuse, sans se plaindre du sort qui lui est fait ; il est sans cesse préoccupé des conséquences du coup de force qui a frappé la magistrature et se concerte avec ses intimes, avec ceux de ses collègues qui ont toute sa confiance, sur la conduite à tenir dans les circonstances critiques où ils se trouvent et aussi sur les perspectives de rétablissement des cours souveraines. Cette correspondance met en lumière toute une activité clandestine de Malesherbes qui se sait,

(4) B.N. Fonds Français. Nouv. Acq. 13.094.

(5) Nous avons plus d'une fois rencontré son nom au cours des précédents chapitres. Bellanger était un de ceux qui avaient secondé le plus efficacement l'action de Malesherbes.

(6) Dionis du Séjour — nous l'avons déjà signalé — écrira plus tard un *Mémoire pour servir à l'histoire de la Cour des Aides, depuis son origine en 1355 jusqu'à sa suppression en 1791*.

ou se croit, l'objet d'une surveillance rigoureuse et qui s'efforce par mille subterfuges de déjouer les indiscretions policières.

Elle est émouvante aussi bien par la dignité qui ne cesse d'y régner que par la sensibilité aiguë qu'elle révèle et par le ton de confiance avec lequel Malesherbes aborde les sujets les plus délicats. Quelque opinion que l'on professe sur la fameuse « *réforme de Maupeou* » et le conflit qui opposa, à la fin du règne de Louis XV, la magistrature au pouvoir monarchique, ces lettres sont un nouveau et brûlant témoignage de la volonté de résistance d'un homme droit, convaincu de la justesse de sa cause, à l'arbitraire dont les plus grands corps de l'Etat venaient d'être victimes. (7)

Voici la première en date et l'une des plus belles (8) ; elle est adressée à Bellanger ; c'est celle à laquelle nous faisons allusion plus haut.

A Malesherbes, le 11 avril 1771.

« Je vous prie d'estre bien persuadé, Monsieur, que pour estre certain de vos sentimens, je n'avois pas besoin des assurances que vous m'en donnés. Je ne vous dissimule pas que les nouvelles qui me sont arrivées depuis mon exil sont le coup le plus terrible qu'on put me porter, et si ce projet ne cache point quelque grand mystère et qu'on n'ait voulu que me rendre ma disgrâce très amère, la haine de mes ennemis a été fort ingénieuse. Je pense bien que le coup porté à la Compagnie même est trop violent pour être durable et que le roy qui jusqu'à présent n'a entendu personne en faveur de la Cour des Aides ouvrira enfin les yeux. Mais l'exil de plusieurs de nos confrères est un malheur très réel et si des démarches auxquelles j'ay eu part en ont été l'occasion, on a pu aisément prévoir que rien ne seroit plus douloureux pour un honneste homme.

« Je vous avouerois que je l'avois prévu et que j'ay fait des démarches qu'il seroit trop long et superflu de vous rapporter pour le prévenir. Heureusement je crois n'avoir aucun reproche à me faire.

« J'ay voulu ensuite m'exposer moy-même quand j'ay cru que cela pourroit être utile pour la Compagnie, mais je me suis trompé et on n'a pas voulu de ce dernier sacrifice.

« Votre estime, Monsieur, et celle de toute la Compagnie est a présent toute la consolation que je désire. Mais croiriez-vous que j'ignore encore à présent le nom de ceux qui ont eu des lettres de cachet et le lieu de leur exil ? On m'a mandé seulement que M. de Boisgibault estoit à sa terre et qu'il y en avoit sept autres et, soit qu'on ait arrêté une partie de mes lettres à la poste, soit que chacun ait compté que j'en serois instruit par d'autres, je n'ay point cette liste et vous sentez l'impatience que j'ay de l'avoir. Je vous demande en grâce de me l'envoyer le plus promptement que vous pourrés.

« Je suis bien touché de l'offre que vous me faites de venir me voir et

(7) L'essentiel de ce chapitre a paru dans la *Revue historique de droit français et étranger*, avril-juin 1958.

(8) Elle ne comportent pas toute l'indication de l'année ; sur plusieurs le millésime a été ajouté au crayon par une main étrangère ; nous nous sommes efforcé de fixer avec précision la date de la plupart d'entre elles : mais nous ne nous flattons pas d'avoir toujours réussi.

vous pouvés estre persuadé du plaisir bien sensible que vous me ferés. Vous connoissés, Monsieur, mon sincère et inviolable attachement.

« P.-S. - J'ai appris par nos collègues que M. de Fays et M. Brion sont du nombre des exilés. Je ne sçais pas les autres et aujourd'huy on a retenu toutes mes lettres à la poste.

« Cela ne m'empêche pas de vous écrire aussi librement que je parle, que je pense. Je consens que mes ennemis même lisent dans mon âme et tout ce que je désirerois, c'est qu le Roy y put lire ».

A partir de 1772, une grave menace pèse sur les anciens parlementaires et membres de la Cour des Aides : à défaut d'une démission qu'on ne peut les forcer à donner, on veut les contraindre à « *se faire liquider* », et l'on multiplie les pressions pour qu'ils se soumettent à cette mesure. On fait même courir le bruit que la plupart d'entre eux ont accepté la liquidation de leurs offices. La lettre suivante (probablement à Dionis du Séjour) fait allusion à ce projet de liquidation et à diverses affaires familiales.

Ce mardi au soir 7 janvier 1772.

« Depuis la dernière lettre que je vous ay écrite, Monsieur, on m'a mandé qu'on auroit quelque chose d'intéressant à me dire sur un propos tenu au Roy au sujet des liquidations de la Cour des Aides. En me donnant cet avis on m'a annoncé que quelqu'un qui doit venir icy aujourd'huy m'en dira plus de détails ou m'apportera sur cela des lettres intéressantes. Or il est tard et ce quelqu'un n'arrive pas et je suis pressé de clore cette lettre pour vous la faire tenir par une occasion sûre. Ainsi je n'ay, quant à présent, rien de particulier à vous dire sinon que je souhaite que, si cet avis a quelque fondement, il nous facilite une sortie digne et honneste.

« Si ce quelqu'un arrive avant le départ de celui qui doit emporter mon paquet, je vous écriray une seconde lettre qui arrivera en même tems que celle-cy, sinon j'attendray une nouvelle occasion et je prévois que j'en auray une dimanche prochain. Mais j'ay toujours esté bien aise de vous prévenir d'avance qu'il est possible qu'il y ait quelque chose en l'air.

« Je ne partirai pas pour le Poitou (9) avant d'avoir avis de la couche de ma fille (10) qui n'attend que le moment, et de la sçavoir aussi quitte de sa fièvre de lait. D'ailleurs, d'après ce que je vous ay mandé du voyage que je seray peut être obligé de faire à Paris pour ma garde-noble (11), j'ay cette raison de plus pour ne pas partir quant à présent. Si j'obtiens la permission d'aller à Paris, pour ce jour-là seulement, ou pour peu de jours, ce sera de Paris que je partiray pour le Poitou. Mais je vous prie de ne point encore parler de cet incident de garde-noble pour les raisons que je

(9) On sait que Malesherbes avait une propriété et des terres dans le Poitou, à Chef-Boutonne (actuellement dans les Deux-Sèvres).

(10) Antoinette-Thérèse, née en 1756, épouse de M. Le Peletier de Rosambo, président au Parlement.

(11) Il s'agit du droit qu'avait l'époux noble survivant de jouir des biens de ses enfants mineurs jusqu'à ce qu'ils eussent atteint un certain âge. Malesherbes avait perdu sa femme le 11 janvier de l'année précédente et sa seconde fille, Françoise-Pauline, n'avait que quatorze ans. D'après plusieurs lettres nous voyons que le gouvernement, qui savait que Malesherbes avait besoin d'aller à Paris pour régler cette affaire de tutelle, essayait de monnayer l'autorisation qui lui était nécessaire contre un consentement à la liquidation de son office.

vous ay dites et de dire simplement que c'est l'attente de la couche de ma fille qui m'a fait différer mon voyage de quelques jours ».

On a répandu également le bruit que les fermiers généraux travaillaient au rétablissement de la Cour des Aides. Nous voyons dans la lettre qui suit le cas que fait Malesherbes de ces rumeurs et le peu d'illusions qu'il a sur l'appui que les financiers pourraient apporter à la cause de la magistrature. On notera aussi le mépris avec lequel il parle de l'abbé Terray.

Ce jeudy au soir 6 février 1772.

« J'ay reçu, Monsieur, vos deux lettres à la fois comme vous l'aviés prévu. Je ne suis pas surpris que la vue que je vous avais donnée sur la Chambre des Comptes vous ait paru mériter grande réflexion. Je ne me la suis permise que par le désir extrême de procurer une sortie et un état honneste à ceux de nos confrères pour qui il est très facheux de se trouver sans état. ⁽¹²⁾ Mais je crois très inutile de peser cette idée car je crois être très sûr à présent qu'elle ne pourra pas avoir lieu. Tout le monde me mandoit, comme tout le monde vous a dit, que les fermiers généraux redemandoient la Cour des Aides, mais je crois que personne de ceux qui gouvernent ni de ceux qui manient les deniers du Roi n'a l'âme assez honneste pour vouloir sérieusement le rétablissement d'une Cour faite pour dévoiler les concussion.

« Les fermiers généraux font des démarches, il est vrai, mais ils ne les font que dans l'espérance qu'au lieu de la Cour des Aides on leur donnera pour juges des commissaires à leur dévotion. Ils sont d'ailleurs un peu excités par l'abbé Terrai, qui, par là, veut jeter un chat aux jambes du Chancelier. Mais ce ne sera pas d'un homme aussi corrompu que l'abbé Terrai qu'on peut attendre un changement en mieux, et si quelqu'un pouvoit éteindre jusqu'au nom de Cour et de Justice, croyés que ce seroit luy.

« Je soupçonnois tout cela ; cependant ne voulant me refuser à aucune idée dont nos confrères pussent tirer partie, j'ai écouté ce qu'on me disoit, j'ai bâti sur ce fondement mes châteaux en Espagne, et je vous les ay communiqués, mais je me suis informé en même tems de la valeur que ces bruits pouvoient avoir et ce que je soupçonnois de la mauvaise foy de toutes ces démarches est devenu à présent pour moi une certitude ou à peu de chose près. Ainsi nous n'avons qu'à rester comme nous sommes.

« Il faut cependant toujours entendre ce que M. de Boines ⁽¹³⁾ a à vous

(12) Certains membres de la Cour des Aides dont la situation de fortune était très compromise souhaitaient trouver une place à la Chambre des Comptes. Malesherbes craignit un instant que l'on ne réunisse la Cour des Aides à la Chambre des Comptes. Dans la lettre précédente (2 février) il écrit : « Voilà sur cela l'idée qui m'a passé par la tête, c'est qu'on ne réunisse la Cour des Aides à la Chambre des Comptes puisque cette Chambre a eu la complaisance de reconnoître le Parlement ; par ce moyen la Chambre des Comptes deviendra Cour et à tous égards une Compagnie et de plus grande importance et de plus grande dignité qu'elle ne l'a jamais été et elle prendra un esprit conforme à ses fonctions nouvelles. Par ce moyen aussi les fermiers généraux auront ce qu'ils désirent, c'est à dire une cour dévouée à leurs affaires ou qui en soit instruite en faisant son occupation principale. Il n'est plus question que de donner à ce corps, dès à présent, et les connoissances nécessaires et le véritable esprit qui doit l'animer. Or je n'y vois qu'un moyen, c'est de créer le nombre nécessaire de présidents et de maîtres de comptes pour y faire entrer tous nos présidents et nos conseillers... »

(13) Pierre-Etienne-François Bourgeois de Boynes, ancien premier président au Parlement de Besançon, avait été nommé ministre de la Marine en 1771. Voltaire écrit de lui

dire et ne rien dire à personne des idées que nous nous sommes communiquées ».

Les menaces de liquidation forcée se précisent et inquiètent vivement Malesherbes. D'autant plus que l'on répand habilement la fausse nouvelle qu'il accepte une liquidation, et cela pour faire fléchir la volonté de ses collègues et les amener tous à composer. Dans plusieurs longues lettres — que nous ne reproduirons pas — on voit Malesherbes balancer sur la conduite à tenir et solliciter l'avis de ses amis ; devront-ils se soumettre en protestant publiquement par une lettre collective au Roi et déclarer qu'ils n'acceptent de se faire liquider que par stricte obéissance ⁽¹⁴⁾ (mais quelle sera alors la réaction de l'opinion, qui prendrait très mal, dit Malesherbes, une attitude de soumission ?), ou bien au contraire résister et désobéir franchement au cas où ils recevraient un ordre ? Des diverses lettres qui agitent la question en termes graves et pèsent avec soin le pour et le contre, nous extrayons celle-ci (adressée à Bellanger), qui manifeste une ferme volonté de résistance au milieu des dangers qui rôdent :

Ce 3 janvier [1773].

« Très affirmativement. Monsieur, il ne faut publier ni ma lettre envoyée à Orléans ⁽¹⁵⁾, ni aucun autre manifeste quelconque. Tout est dangereux dans ce moment-cy et l'aveu même de la première trace de cette lettre le seroit. Jugez-en par ce qui vint de m'arriver.

« Un de nos confrères qui ne veut pas que je vous le cite m'a mandé qu'on dit publiquement que je vais me faire liquider, que je l'ay promis par une lettre qu'on a et que c'est de M. l'abbé Terrai qu'on prétend la tenir.

« Et ce bruit là est répandu quand ? Les derniers jours de décembre, tems par conséquent ou une telle nouvelle vraie ou fausse étoit assés propre à déterminer les gens vacillans qui auroient eu confiance en moy à suivre mon exemple et à le suivre sans vérifier le fait parce que le tems étoit critique et le délai fatal...

« Je ne sçais de quelle lettre on a voulu parler, mais je suis certain qu'il n'y en a aucune où j'aye mandé autre chose sinon que j'obéirois s'il me venoit un ordre et dans le propos rendu on ne faisoit pas mention de l'ordre ; par cette petite abstraction on annonçoit une liquidation pure et simple.

« Cet avis m'a fait trembler d'autant plus que je n'ay pas douté qu'on ne m'envoyast l'ordre et ce n'eut pas été un ordre général à toute la magistrature, mais un ordre à moy et à quelques autres, ordre par conséquent qui eut annoncé qu'on avoit plus compté sur ma complaisance que sur celle des autres, ordre que j'aurois eu l'air d'avoir mendié, ordre enfin qui me déshonoroit.

ironiquement : « Il me semble que M. de Boynes avait bien peu de rapport avec la marine ; mais il y a des génies qui sont propres à tout ! ». De Boynes avait une propriété peu éloignée de Malesherbes.

⁽¹⁴⁾ Malesherbes écrit un jour dans cette même correspondance : « Vous savez que mon principe a toujours été que les magistrats devraient dire la vérité sans aucun ménagement mais ensuite se soumettre à l'autorité. »

⁽¹⁵⁾ Au Président de Boisgibault, que Malesherbes nomme par prudence dans une autre lettre : l'« ami d'Orléans ».

« Mon parti était pris en conséquence, très ferme, très décidé à désobéir net si l'ordre m'arrivait. Cécyl est comme vous voyés une rude extrémité, mais il n'y a point d'extrémité où il ne faille se porter quand on est dans le cas du déshonneur.

« Voilà, Monsieur, ce qui [un mot illisible] dans ce moment-cy de parler et d'écrire. Par conséquent, le meilleur sera toujours de garder le silence. Je vous demande le plus profond secret pour ce que je viens de vous mander : j'en ay les plus fortes raisons ».

Une très longue lettre — la plus longue du recueil (datée du 26 janvier, sans doute 1773) — qui ne porte pas le nom du destinataire, mais qui est écrite à un ami très sûr, puisque Malesherbes a écrit en tête la mention *pour vous seul*⁽¹⁶⁾, nous renseigne abondamment sur les négociations délicates auxquelles a donné lieu cette affaire des « liquidations » ; Malesherbes, qui flaire le piège, envisage avec beaucoup de circonspection les différents partis qui s'offrent à lui et à ses collègues et s'interroge sur le rôle assez trouble d'intermédiaire que prétend jouer M. de Boynes dans ces négociations. Nous reproduisons ici quelques fragments caractéristiques de cette lettre secrète (Malesherbes a commencé par démontrer que cette opération de liquidation telle qu'on voudrait l'imposer aux magistrats ne serait profitable ni moralement, ni matériellement) :

« ...Si malheureusement vous parveniez à vous accorder et que vous fissiez agréer ce plan à la plupart de nos confrères, nous y perdriions tout et nous n'y gagnerions rien [...].

« Nous n'y gagnerions rien car on ne nous offre ny notre rétablissement, et il seroit même impossible de nous l'offrir dans les circonstances présentes, ny le remboursement de nos charges, car il n'y a pas d'argent.

« Vous ne doutés pas, à ce que je pense, que le payement des intérêts qu'on promet ne soit illusoire. On a au moins à offrir à Mrs du Parlement de revenir de leur exil, et malgré cela le plus grand nombre s'y refuse. Pour nous, à qui on n'a point de pareille offre à faire⁽¹⁷⁾, il n'y a réellement aucun avantage pour nous à nous faire liquider.

« Je soutiens, en second lieu, que nous perdriions tout, c'est à dire tout ce qui nous reste de l'estime publique.

« Il n'est pas douteux que le public a prononcé sur ceux du Parlement qui ont consenti à la liquidation et ceux qui s'y sont refusés.

« De plus, parmi ceux mêmes qui se sont présentés à la liquidation, il y en a quelques uns comme M. de Saint-Fargeau et d'autres qui n'ont pas encore consommé cette opération parce qu'ils refusent la remise de leurs provisions qu'on exige⁽¹⁸⁾ et ils disent, non sans quelque fondement, que cette remise de provisions est la seule chose qu'on puisse regarder comme démission et qui les dépossède.

(16) Très certainement encore Bellanger, puisque Malesherbes écrit vers la fin, à propos de l'idée d'adresser une lettre collective au Roi : « Il ne faut pas qu'on puisse dire que vous-même, ancien avocat général, très considéré dans la Compagnie, avez fait des propositions qu'on a refusées. »

(17) Seuls, en effet, un petit nombre de membres de la Cour des Aides avaient été exilés.

(18) Les provisions étaient les lettres par lesquelles un bénéfice ou un office était conféré à quelqu'un.

« Si M. de Boines négocioit nos liquidations avec vous, ce seroit en y faisant mettre la forme que M. le Chancelier exige aujourd'hui qui est cette remise de provisions, sans quoy M. le Chancelier diroit que M. de Boines travestit son opération.

« Il se trouve donc qu'on nous feroit faire sans nécessité une démarche encore plus favorable aux vues du gouvernement que celles des membres du Parlement que le public accuse aujourd'hui de lâcheté, ou dont la lâcheté peut être excusée par l'ennuy de l'exil, au lieu que la nôtre n'auroit pas même cette excuse.

« Il me paroît donc évident que nous perdriens tout dans l'opinion publique et que ma première idée, que j'abdique aujourd'hui entièrement, nos protestations, notre lettre au roy..., etc., ne seroient que des paroles (19), pendant que notre liquidation et la remise de nos provisions seroient des actes avec lesquels on se moqueroit encore de nous et de la mauvaise volonté que nous voudrions marquer par une démarche impuissante... »

Malesherbes essaie ensuite de percer à jour les raisons qui ont poussé M. de Boynes à proposer ses bons offices dans une telle négociation.

« Il vous dira que c'est son ancienne amitié pour moi. Mais cette amitié estoit la même il y a trois mois. Elle l'estoit pendant le voyage Fontainebleau et les deux voyages à Paris d'où il luy étoit aisé de me faire passer des propositions. Le jour même qu'il est venu dîner ici, il m'a parlé de différentes choses et à peine m'a-t-il prononcé le mot de liquidation. Plusieurs des gens de ses amis et des miens m'ont parlé de sa part et d'après de longues conversations qu'ils avoient eues avec luy sur mon compte, et tous m'ont dit qu'il ne parloit qu'avec une sorte de mépris des liquidations de la Cour des Aides et qu'il ne feroit aucune instance pour m'y engager. D'ailleurs comment seroit-ce par amitié pour moy qu'il me feroit aujourd'hui une proposition ? Me propose-t-il de me faire rembourser ma charge ? Ignore-t-il que je ne désire aucunement d'être rappelé de mon exil ? [...]

« Vous trouverez peut être des gens qui prêteront un autre motif à M. de Boines. Ils vous diront qu'il n'est pas bien avec le Chancelier et que son but seroit de lui nuire et de détruire sa besogne.

« Mais en même tems que je crois bien qu'il désire perdre le Chancelier, je suis également persuadé que ce ne sera point en desservant sa besogne qu'il l'attaquera :

1°) parce que cette besogne est aussi la sienne à luy M. de Boines pour les trois quarts et que c'est à cela seul qu'il doit son élévation et de cela seul qu'il peut attendre sa conservation ;

2°) parce que dans le fait je vois que depuis qu'on dit qu'il est mal avec le Chancelier, il a fait tout ce qu'il a pu et a employé des soins souvent efficaces pour cimenter ses opérations, et je scais aussi que M. d'Aiguillon qu'on dit estre uni avec luy dans cette haine contre le Chancelier fait à présent des manœuvres sourdes qui ne tendent qu'au même but, c'est à dire consolider l'opération de notre ennemi ».

Relevons encore de pénétrantes considérations sur l'attitude du

(19) Mot barré : chiffons.

Roi et sur la tactique relativement modérée que le pouvoir croit plus habile d'adopter :

« Ces liquidations que je croyois très indifférentes dans l'origine, estoient peut être dès lors plus importantes que je ne le pensois par l'opinion que le roy y attachoit et au moins elles le sont devenues aujourd'huy par l'opinion de tous les partis et de tout le public.

« Ma théorie estoit que le roy doit régner par les loix mais qu'il peut régner quand il le voudra par la force puisqu'il l'a en main.

« Il me paroissoit évident qu'il avoit pris ce dernier parti et dès lors il n'avoit plus besoin que les opérations du Chancelier fussent fortifiées par aucun acquiescement légal. Je croyois de plus que des liquidations comme on les demandoit alors sans remise de provisions ne contenoient aucun acquiescement, et que même avec la remise des provisions, ce seroit des actes illégaux comme étant faits dans l'exil et extorqués par une violence notoire.

« L'affaire a été vue différemment par ceux de Mrs du Parlement qui ont refusé de se faire liquider et il me paroît que ce sont eux qui ont bien vu et moi qui voyois mal, puisque M. le Chancelier est encore aujourd'huy embarrassé de leur refus.

« Il s'ensuit que le Roy n'est pas encore déterminé à user sans aucun ménagement du glaive des despotes, mais qu'on lui a fait accroire qu'avec ces liquidations extorquées, les opérations seroient légitimes [...].

« Dès qu'on a eu ce beau projet ⁽²⁰⁾, on en a fait part au roy et on luy en a promis le succès parce qu'on ne cesse de luy dire tout ce qui peut luy persuader que tout s'arrange et que tout le monde va se soumettre. Le Roi a eu l'indiscrétion de répéter tout haut ce qu'on luy avoit dit tout bas... »

Et Malesherbes de conclure avec fermeté :

« Tout cela posé, est-ce un parti honneste et décent à prendre de notre part que de nous prêter à une démarche à laquelle on ne veut nous amener que pour y entraîner par notre exemple le reste de la magistrature et achever par là de cimenter la destruction de notre corps et de nos loix et l'asservissement de la nation ? » (21)

**

Ce n'est pas par présomption et par défi que Malesherbes affirme et répète qu'il ne tient pas à voir finir son exil. Il se plaît dans sa retraite studieuse, au milieu de ses livres, de ses bois et de ses plantes ; il se livre à son occupation favorite, l'histoire naturelle ; jamais la solitude ne lui pèse, il vit l'existence d'un sage ; nous en avons encore un témoignage dans la lettre suivante :

(20) Obtenir l'acquiescement des anciens membres de la Cour des Aides et notamment de Malesherbes à l'opération de liquidation.

(21) Un peu plus tard, dans une lettre du début de 1774, Malesherbes envisagera plus favorablement les liquidations. Il écrira : « Ma façon de penser a toujours esté et est encore que je devois faire sur les liquidations ce que feront mes confrères. Je crois que c'est le seul parti qu'un chef doit prendre [...]. Si je consentois à me faire liquider moi seul, on n'y gagneroit pas plus qu'on a fait à la liquidation de M. d'Aligre, au lieu que cette même démarche faite par tout le corps à la fois peut estre de quelque poids. »

Ce 18 juillet [1773].

« Votre lettre m'a été remise fidèlement, Monsieur, et m'a fait très grand plaisir. Votre conversation avec M. de Boines a pris précisément la tournure que je désirois et on nous laissera en repos, c'est tout ce qu'il y a à désirer dans les circonstances actuelles où il n'y a rien d'utile ny d'honnête à faire.

« Vous avez la bonté de me demander comment je me trouve dans ma solitude. Je vous assure que jusqu'à présent je n'ay pas encore eu un moment d'ennuy et que j'ay trouvé les journées trop courtes.

« Il est vrai que j'avois, depuis lontems, amassé et remis au tems de cette solitude beaucoup d'occupations, et quand elles seront finies, il faudra savoir comment je m'en trouveray et on ne doit jamais répondre de soi dans un état qu'on n'a pas encore éprouvé. Cependant, je me trouve dans une situation où j'ay presque toujours désiré de vivre depuis que je me connois et à laquelle par conséquent j'ay souvent réfléchi. Je m'y trouve n'y ayant pas à beaucoup près les ressources et les commodités que je me procurerois dans un lieu où je me croirois à demeure. Je n'y ay pas pour cette raison la facilité de me livrer à la plupart des occupations qui me plaisoient le plus. Malgré cela je ne m'y déplaïs pas et il me semble que c'est un bon augure pour l'avenir. Pourvu que je ne perde ni votre estime, ni votre amitié et que j'aye quelquefois de vos nouvelles, je ne trouveray jamais à me plaindre ».

La solitude de Malesherbes est, il est vrai, interrompue par de fréquentes visites. Or, à part quelques intimes⁽²²⁾, il lui déplait de recevoir. D'ailleurs sa situation de fortune, très diminuée, ne lui permet plus de mener, dans son vaste château, le train de vie d'autrefois. Il décide donc, sans regret, de se confiner dans une petite maison qu'il possède dans le village, et où il pourra vivre, à l'abri des importuns, la vie simple et retirée qui lui procure les plus pures satisfactions.⁽²³⁾

A Malesherbes, ce samedi 3 (ou 9 avril)⁽²⁴⁾

« Voicy, Monsieur, ma position. Je me suis retiré dans ma petite maison du village que vous connaissés, parce que je n'avois que ce moyen d'éviter de tenir ce qu'on appelle une maison, ce que ma fortune ne me permet pas, et encore moins aujourd'huy que la confiscation de nos charges est annoncée pour le 1^{er} janvier.

« J'ai aussi renvoyé tous mes gens excepté deux et un chartier et c'est une femme du village qui me fait la cuisine.⁽²⁵⁾

(22) Une lettre de Condorcet à Turgot, du 24 décembre 1771, nous apprend que Turgot séjournait à Malesherbes en ces dernières semaines de l'année 1771.

(23) Cette petite maison qui a été transformée, mais dont l'essentiel subsiste encore, se trouve dans la rue principale de Malesherbes, face à la place de la mairie. Elle est occupée par un atelier de photographie. Elle est distante d'environ 300 mètres de l'entrée actuelle du parc du château.

(24) La date est peu distincte et nous ne savons pas s'il faut lire 3 ou 9 avril. Si c'est le samedi 3 avril, la lettre est de 1773, s'il s'agit du samedi 9, elle est de 1774.

(25) Nous lisons dans une autre lettre (à Bellanger) : « Enfin mon projet de retraite est affermi. Ce sera après-demain que je me retrouveray dans ma petite maison, seul et sans aucun domestique. Je vous prie de le dire assés pour que ceux de vos confrères et autres qui pourroient être tentés de venir me voir en soient avertis, car je n'ay pas même un marmiton. »

« Il falloit en venir à ce parti extrême parce que sans cela il auroit fallu continuer de vivre comme je faisois, et qu'habitant à Malesherbes il n'y avoit par de parti mitoyen.

« Voicy cependant ce qui m'est arrivé : M. le duc d'Ayen est venu pendant le carnaval, me disant que si je ne pouvois pas le loger, il coucheroit à l'auberge. Il y avoit réellement impossibilité physique à le loger dans ma petite maison, parce qu'il n'y a point de chambre, mais je l'ay prié de préférer le château à l'auberge. Il y a couché et venoit après dîner avec moy tous les jours de la façon de ma paysanne que j'ay constituée cuisinière ; il n'est pas délicat, ainsi il n'y a pas grand mal.

« M. Gaillard ⁽²⁶⁾ est venu aussi et a mené la même vie et aujourd'hui je vais vous confier que M. de Sarcheville ⁽²⁷⁾ et M. Brost y sont aux mêmes conditions. Mais tant M. Gaillard que M. de Sarcheville et M. Brost n'ont point dit à Paris où ils estoient de peur qu'on ne scût que je reçois du monde et qu'il m'arrivât des visites. Naturellement vous concevés qu'il est impraticable de recevoir, pour mener un pareil genre de vie, d'autres que des amis intimes, et même entre des amis il faut que ce soit des gens accoutumés à mener une vie assés dure et assés pénible.

« J'oubliois de vous dire que M. d'Illemy est venu passer un jour en revenant d'une terre éloignée et, quoyque je l'aime de tout mon cœur, je vous avoue j'en ay esté assés embarrassé parce que j'ay bien vu que cette façon de vivre lui sembloit très étrange. Effectivement, je sens bien qu'elle l'est, mais c'est la mienne et je n'ay pas l'absurdité de proposer à personne de venir la partager. En un mot, je ne peux mener le genre de vie auquel je suis forcé et qui d'ailleurs ne me déplaît pas qu'en y estant absolument seul... ⁽²⁸⁾

« A présent, pour ce qui vous regarde personnellement, vous devinés aisément que ce préambule n'est que pour vous prévenir de la mauvaise et ridicule réception que je vous feray si vous persistés dans le projet de venir, et en même tems pour vous demander avec insistance de prendre quelque prétexte et de supposer quelque autre voyage de peur que d'autres, sachant que vous êtes venu, ne veuillent en faire autant, ce qui, vous le sentés bien, seroit impossible... »

Voici maintenant une lettre qui nous donne la mesure des multiples précautions que Malesherbes se croyait obligé de prendre pour assurer le secret de sa correspondance ou pour dissimuler des papiers compromettants. Il avoue à son correspondant qu'il se permet, comme d'autres exilés, de faire quelques petits voyages clandestins dans la région avoisinante.

A Malesherbes, ce 14 décembre 1773.

« Voici, Monsieur, sur quoy je n'ay pas pu m'expliquer dans la lettre que je vous ay écrite par la poste.

« Je vois que la plupart des exilés se donnent la liberté de faire quelques

⁽²⁶⁾ Gaillard de Charentonneau, conseiller à la première chambre de la Cour des Aides.

⁽²⁷⁾ Président honoraire au Parlement de Paris.

⁽²⁸⁾ Dans une autre lettre (12 décembre) Malesherbes écrit : « Il est vrai que ma solitude est entière... Je ne vous dissimuleray pas que j'ay eu bien de la peine à obtenir cette retraite et à persuader ma famille que je voulois être seul jusqu'au mois de may. »

voyages, et comme cecy devient bien long,, je trouve que ce seroit une duperie de ne pas suivre cet exemple. En conséquence, j'ay déjà couché plusieurs fois à Basville et M. de Lamoignon (29) à Malesherbes. J'ai fait plus, je me suis licencié jusqu'à aller passer un jour à Boisgibault. Enfin, je compte aller à Choisy (30) et je ne sçais pas encore si ce sera dans les derniers jours de ce mois ou les premiers du mois et de l'année prochaine. C'est là ce que je ne pouvois pas vous mander par la poste et faute de m'expliquer avec vous sur cet article je ne pouvois rien répondre que de vague à la proposition que vous me faites de venir me voir.

« J'ai dans ce moment cy une occasion sûre pour vous faire tenir cette lettre, mais je ne suis pas encore sûr du jour où je feray mon petit voyage ; ainsi je profiteray de cette occasion pour convenir avec vous que, dès que ce voyage sera arrêté, ce qui sera dans trois ou quatre jours d'icy, je vous manderay par la poste que *depuis tel jour, vous ne trouverez pas compagnie icy qui vous convient*, ce qui sera vous dire que, *depuis tel jour jusqu'à tel jour*, vous ne me trouverez pas ici. Et excepté ce tems d'absence, vous pouvez être bien sûr du grand plaisir que vous me ferés toujours.

« Je vous prévien, Monsieur, par cette même occasion, qu'on doit m'envoyer de Paris, par la voie la plus sûre, un paquet important mais qui n'est nullement pressé, et j'ay mandé qu'on vous l'envoyât chez vous, sous double enveloppe. La première enveloppe à vous, et la seconde *pour remettre à M. de Malesherbes, par une occasion sûre.*

« Je vous prieray de m'apporter ce paquet quand vous viendrés icy et si, contre mon espérance vous ne pouviés pas venir me voir cet hiver, je vous priois de le garder. Ce paquet ne peut estre nulle part mieux que chez vous ; pour vous en convaincre, je vais vous dire ce que c'est.

« C'est l'original des protestations de la Compagnie, arrêtées le jour de la destruction chez M. de Boisgibault. Il fut convenu que cet acte me serois remis et comme dans le premier mouvement de la violence, je n'aurois pas répondu qu'on ne vînt faire la visite de mes papiers pour y prendre soit cet acte, soit mes provisions, soit des lettres que je pouvois avoir remis, je crus plus prudent de mettre à couvert les pièces comme celles-cy. Et cet original de la protestation fut depuis deux ans dans un lieu très sûr et où, en même tems, il estoit impossible qu'on devinât qu'il estoit.

« Aujourd'huy il n'y a plus à craindre qu'on vienne user de pareille violence après trois ans et celui qui avoit le dépôt m'a mandé que je luy fasse plaisir de l'en décharger. Voilà pourquoi je luy ay mandé de l'envoyer chez vous avec cette double enveloppe en recommandant bien que le paquet ne soit pas laissé à votre poste et vous soit remis en mains propres. Vous connaisés, Monsieur, tout mon attachement ».

La lettre suivante, où Malesherbes fait confidence à Bellanger de ses scrupules et de son « inquiétude de solitaire », n'est pas non plus dépourvue d'intérêt :

(29) Son cousin, président à mortier au Parlement, qui sera plus tard Garde des Sceaux et célèbre par ses fameux édits présentés à l'Assemblée des notables ; il était exilé comme la plupart des parlementaires. C'est dans sa terre de Basville que le président de Lamoignon avait reçu l'ordre de séjourner, après un bref exil à Thizy (Rhône).

(30) Mot douteux.

Ce mardi matin, 19 janvier [1773].

« Je n'ay certainement, Monsieur, aucun motif pour vous détourner d'aller à la campagne, et comme je n'ay pas dans ce moment cy d'occasion particulière pour vous écrire, je peux bien vous mander cela par la poste et je ne veux pas vous laisser attendre plus longtems ma réponse, puisque c'est là ce qui vous retient.

« Quant aux papiers de moi que vous avés, vous pouvés à votre choix ou les emporter ou les garder ou les jeter au feu. Ils ne peuvent estre bons à rien dans aucune circonstance. D'ailleurs, j'en auray les doubles.

« Mais l'importance que je vous ay paru y mettre n'est venue que d'une inquiétude de solitaire, car la solitude donne quelquefois de ces inquiétudes là. J'ai donc craint dans quelques conversations que j'ay pu avoir et qu'on a pu rendre, de m'estre expliqué dans des termes qui ne fussent pas conformes à ma façon de penser ou à celle de tous nos confrères. Dès que vous m'assurés que je n'ay point sur cela d'inquiétude à avoir, il n'y a plus qu'à tout brûler et ne plus parler ni écrire, car nous sommes dans des tems où il n'y a que le silence de prudent. Cependant quand cette lettre cy seroit interceptée, je verrois peu d'inconvénient. Tout ce qu'on y verroit, c'est que ma façon de penser est la même que la vôtre et est subordonnée à celle de tous nos confrères et c'est de quoy je fais gloire ».



La maladie brutale et la mort de Louis XV (10 mai 1774) vont arranger bien des choses. Tenu au courant, jour par jour, des événements de Versailles, Malesherbes ne manifeste aucune joie déplacée ; les lettres qui datent de ces jours décisifs conservent un ton digne, grave et réservé. Il sait que la magistrature et les libertés publiques ont tout à attendre d'un changement de règne, mais il conseille la prudence, car il n'ignore pas que des démarches précipitées et intempestives pourraient compromettre toutes les chances qui vont s'offrir. Nous donnons ci-dessous deux de ces lettres ; l'une est écrite quelques jours avant la mort du Roi, la seconde un mois après.

Ce vendredy (probablement 6 mai 1774).

« Je crois, Monsieur, qu'hier M. de Lamoignon a vu M. d'Ormesson (31) et je ne doute pas que ces Messieurs voisins de Paris ne confèrent et entre eux et avec les princes (32) sur les démarches qu'ils peuvent avoir à faire.

« Peut-estre est-il très dangereux d'en faire et seroit-ce commettre la même faute que M. de Chauvelin quand il fit remettre imprudemment au roy un mémoire le lendemain de la mort du Cardinal. (33)

« Mais peut-être aussi cette démarche est-elle importante et sera-t-elle salutaire ?

(31) Le marquis d'Ormesson (1718-1789), président à mortier, parlementaire éclairé et intègre.

(32) On sait que les princes du sang avaient protesté solennellement contre l'édit de décembre 1770, les lettres patentes du 23 janvier et l'édit de février 1771.

(33) Chauvelin avait été exilé à Bourges, en 1737, par le Cardinal de Fleury.

« Il ne peut y avoir, selon moi, de conjectures plausibles que de la part de ceux qui connoissent le terrain, c'est à dire et le caractère et la façon de penser actuelle de M. le Dauphin et ceux qui auront du crédit auprès de lui.

« Quant à moy, je ne connois rien de tout cela et ne conjecture pas plus sur la circonstance présente que sur la pluie que nous aurons ou n'aurons pas le mois prochain dans le tems de la récolte des foins.

« Quant à nous (nous Cour des Aides), il me paroît évident que nous n'avons autre chose à faire que d'attendre, spectateurs immobiles.

« Je ne vous diray pas que ce soit là le résultat de nos dernières conférences, puisque pendant notre séjour icy, nous étions bien éloigné de prévoir la maladie du roy. Mais nous avons agité bien d'autres choses et il me semble que ce que je pense sur le moment-cy est conforme aux principes de conduite sur lesquels nous avons toujours été d'accord vous, M. de Boisgibault, M. Dionis et moi.

« Quant à M. de Barville (34), il m'a fait croire que les jansénistes sont inspirés, car pendant les deux jours qu'il a passés icy, il ne m'a parlé que du parti à prendre dans le cas de la mort du roy, quoique nous n'ayons eu la nouvelle de sa maladie que la veille de son départ à neuf heures du soir.

« Je vous parle d'après les nouvelles du roy que j'ai reçues ce matin et qui sont très mauvaises. Vous en saurés bien davantage quand vous recevrés ma lettre. J'ai reçu la vôtre par Saint-Remi. (35)

« Vous pensés bien que mon voyage de Poitou est différé et si vous et quelqu'un des vôtres vouloit m'entretenir, il me trouveroit ici ».

Le roi est mort et l'on sait que le jeune Louis XVI est favorable au rétablissement de l'ancienne magistrature. Mais rien n'est encore décidé et les bruits les plus divers circulent. Bien que son exil soit pratiquement terminé, Malesherbes n'a pas encore quitté la campagne. La lettre suivante (à Dionis du Séjour) n'est pas datée, mais elle est évidemment de la dernière semaine de juin.

« Quand nous nous vîmes dernièrement, Monsieur, nous étions bien éloignés de prévoir la mort prochaine du roy. Cependant nous imaginions la possibilité de quelque accommodement pour les affaires publiques qui pourroit être proposé pendant un voyage que j'allois faire en Poitou. Je voyois alors que les gens qui seroient consultés par le Gouvernement insisteroient fortement pour demander la réunion du Grand Conseil et de la Cour des Aides comme une condition sine qua non du rétablissement de la magistrature et j'avois des raisons pour le croire. Nous agitâmes beaucoup ce qu'il y avoit à répondre à une telle proposition et il me semble que nous convînmes que nous y avions la plus grande répugnance ; cependant qu'il ne falloit pas faire manquer l'arrangement général s'il ne dépendoit que de nous de le faire réussir et que c'estoit le cas de se sacrifier pour la chose publique.

« Aujourd'huy, les choses sont bien différentes ; je ne sais rien particulièrement de ce qui se passe, c'est à dire que je ne suis dans aucune confiance, mais d'après tout ce que dit le public, on ne peut douter qu'il y ait

(34) Clément de Barville, avocat général à la Cour des Aides.

(35) Le Roux de Saint-Remy, procureur au grenier à sel de Malesherbes et intendant de M. de Malesherbes.

des gens puissans, bien intentionnés, pour le retour de l'ancienne magistrature, sauf les conditions peut-être fâcheuses qu'on voudra lui imposer.

« Je ne sais quelles sont ces conditions, et je crains beaucoup qu'on ne finisse par nous proposer encore cette malheureuse réunion. Cependant, comme les gens dont je scavais que c'étoit le système favori, ne me paraissent pas avoir aujourd'hui une grande influence, j'espère que le gouvernement n'y insistera pas comme il l'auroit fait il y a trois mois.

« Dans cette position, Monsieur, je prépare un mémoire ⁽³⁶⁾ que je serois d'avis de faire passer d'avance à des gens que je crois qui ont une part aux affaires pour m'opposer à cette réunion et en démontrer les inconvéniens et même l'inutilité pour le roy.

« Vous pensés bien, Monsieur, que je ne me propose de faire cette démarche que parce que je la crois conforme au vœu de la pluralité de la compagnie ; mais avant de la faire, je prends la liberté de vous demander si vous l'approuvés et de vous prier d'en conférer aussi avec M. de Barville et avec M. de Mareuil ⁽³⁷⁾ et M. Le Moine ⁽³⁸⁾, si par hasard ils sont à Paris. Je suis sûr que M. Bellanger n'y est pas et j'en suis bien fâché. Ce n'est cependant pas la peine de l'y faire venir car je n'ay aucune mission, aucune connoissance que rien se traite ; ce n'est que d'après les bruits publics que je voudrois faire une démarche qui me semble ne pouvoir nuire dans aucun cas.

« Je vous prie de n'en dire mot qu'à ceux dont je vous ay parlé et même s'ils sont à la campagne, de ne pas leur écrire, parce que cela feroit croire précisément qu'il se traite quelque chose et que je suis dans le secret, ce qu'il ne faut pas laisser croire puisque cela n'est pas.

« Quant à M. de Barville, je ne doute pas qu'il ne soit à Paris, ayant reçu depuis peu une lettre de lui. C'est pourquoy je lui mande par cette même occasion d'aller vous chercher pour conférer avec vous de ce que je prends la liberté de vous demander.

« Voici la voye pour me faire tenir votre réponse à l'un et à l'autre. M. de Saint-Remi qui prend la qualité de mon intendant et qui demeure à Paris, rue Saint-Médéric, chez M. Harisson, est aujourd'hui à Malesherbes ; mais il sera de retour à Paris vendredy prochain 1^{er} juillet ; si vous voulés bien lui faire tenir vos réponses, il me les fera parvenir surement ».

Une lettre du 30 juin annonce que le mémoire est rédigé, mais Malesherbes ne le fera remettre que si ses collègues l'approuvent. Aussi leur en adresse-t-il la minute (bien qu'elle soit, dit-il, peu aisée à déchiffrer) par l'intermédiaire de son intendant.

* *

D'un ton calme et mesuré d'un bout à l'autre, dépourvue de plaintes et de propos violents, mais non d'amertume et de sévérité, cette correspondance nous livre un Malesherbes qui accepte d'une âme égale sa disgrâce et son exil. Dans la solitude qu'il aime, car il trouve assez de ressources en soi pour ne jamais connaître l'ennui,

(36) Il en sera question plus loin, chapitre XII.

(37) Boula de Mareuil, avocat général.

(38) Conseiller à la seconde chambre.

l'ancien premier président de la Cour des Aides garde un contact étroit avec ceux de ses collègues qu'il juge dignes de sa confiance. Il veut demeurer le chef et l'âme de cette grande compagnie persécutée et dissoute pour avoir dit au Roi trop souvent la vérité. Mais il ne cherche pas à imposer ses points de vue ; ce qu'il souhaite avant tout, c'est l'accord de ses collègues, c'est l'unité morale de la magistrature victime d'un coup de force ; aussi n'est-il point gêné de faire part à ses amis de ses hésitations et de ses scrupules ; Malesherbes est, ne l'oublions pas, un homme pondéré, réfléchi, toujours porté à réviser ses jugements, tout disposé à prendre les avis d'autrui, à en tenir compte et à reconnaître avec modestie qu'il s'est trompé lorsqu'il en a la preuve. Il revient souvent sur ce qu'il a écrit et pensé, il modifie, il corrige. Le soir du 5 janvier 1772, après avoir rédigé une lettre de six pages, il reprend la plume pour ajouter quelques réflexions et commence ainsi :

« J'ay réfléchi, Monsieur, tout en soupant, sur la longue lettre que je vous ay écrite, il y a deux heures. Et elle seroit susceptible de grands changemens si j'avois le tems de la récrire... »

Hésitant parfois, certes, mais jamais passif, ni découragé, il garde une confiance inébranlable dans un juste retour des choses et dans le triomphe final du droit. Souvent méfiant parce qu'il se sent entouré de mille embûches (*« pour que cecy ne soit pas éventé, il faut ne le dire à personne, car les plus honnestes gens du monde sont sujets à des indiscretions... Il faut que vous ne fassiez confidence à personne, pas même à vos meilleurs amis »*), il préconise une tactique prudente et sage et discerne les dangers que comporterait un coup d'éclat ; il sait ruser avec le pouvoir sans pourtant jamais adopter une conduite que sa conscience réprouverait, et quand la fin des temps difficiles arrive, il est prêt — mûri par l'épreuve — à défendre dans les fonctions qui lui seront rendues, et avec l'espoir que sa voix sera mieux écoutée, les intérêts du peuple et les droits de la nation.

CHAPITRE XI

LES TRAVAUX DE L'EXIL

PARLEMENTS ET AUTORITE ROYALE REORGANISATION DE LA JUSTICE ENCORE LA LIBRAIRIE

« Il ne faut pas croire que l'ordre de la magistrature, tout respecté qu'il était, tout cher qu'il était à la nation, surtout par la crainte du despotisme des administrations, n'eût pas besoin aussi de quelques réformes, et je crois nécessaire de les faire dans un moment comme celui-ci. »

Effort de conciliation entrepris dès 1771 ; le « plan d'accommodement ». — Les « Eclaircissements sur les observations recueillies des conversations de M. le Chancelier de Lamoignon. Malesherbes réproche à la fois le despotisme royal et les abus de la magistrature ; les solutions qu'il préconise. — Défense de la vénalité des charges et de la justice payante. — Les procédures criminelles. — Les magistrats doivent-ils accepter la liquidation de leurs offices ? — Un mémoire sur la librairie ; les mesures d'assainissement proposées : liberté modérée, réglementation efficace et juste.

Malesherbes ne se borna point, durant son exil, à entretenir des rapports étroits avec ses collègues de la Cour des Aides et même avec certains membres du Parlement ; il ne cessa de réfléchir aux moyens d'apaiser le conflit entre le pouvoir royal et la magistrature et de rétablir celle-ci tout en ménageant l'autorité despotique de celui-là. Nous verrons avec quelle constance il s'y employa et quelles idées il s'efforça de mettre en œuvre dans une foule d'écrits qui ne furent jamais publiés. Mais ce qui peut nous surprendre, c'est que, dès février 1771, c'est-à-dire peu après le coup d'Etat de Maupeou et la suppression du Parlement, à l'heure même où la Cour des Aides livrait à son tour contre le pouvoir royal un combat acharné qui allait aboutir moins de deux mois plus tard à son anéantissement, il travaillait dans le secret à un projet d'accommodement, espérant sans doute qu'un accord pourrait intervenir entre la magistrature

et le gouvernement, si des concessions étaient faites des deux côtés. Nous avons le mémoire qu'il écrivit en ce mois de février et la lettre (non signée) du personnage⁽¹⁾ qui le lui avait demandé et qui nous apprend que Malesherbes lui en remit le texte un samedi soir au Luxembourg pour qu'il fût déposé à Versailles le dimanche matin. Et sur la copie de ce mémoire nous lisons cette apostille, de la main de Malesherbes lui-même : « *J'ai donné ce mémoire à quelqu'un qui de celui-ci en a fait un autre et m'a demandé depuis un plan détaillé d'accommodement.* » Et nous possédons aussi ce plan, qui fut remis à l'intermédiaire en question « le 16 ou 17 février 1771 » ; c'est encore Malesherbes lui-même qui mentionne cette précision en tête de la copie qu'il en conservera.⁽²⁾

Quelles sont les idées développées dans le mémoire et en quoi consiste ce projet d'accommodement ?

Malesherbes analyse l'édit de décembre 1770, dont l'article le plus important est, à ses yeux, le troisième, par lequel le roi défend expressément tous arrêts et arrêtés qui ont pour but d'empêcher ou de retarder l'exécution des édits enregistrés en sa présence. Certes, le roi ne peut approuver ces arrêts ; mais, d'autre part, s'il est établi qu'en aucun cas les cours ne pourront en rendre, il n'y aura plus aucun frein à l'arbitraire gouvernemental et les enregistrements forcés iront se multipliant. « *S'ensuit-il que je conseille au roi de révoquer l'article 3 en termes exprès et de déclarer que les cours peuvent donner des arrêts de défense contre les enregistrements forcés ?* » Non sans doute, car ce serait donner aux cours une puissance énorme qu'elles n'ont jamais eue et dont elles abuseraient bientôt autant que les ministres.

Le mieux sera donc de passer sous silence les dispositions de l'article 3 et de ne pas soulever la délicate question de l'illégitimité des arrêts de défense.

Quant à l'article premier de l'édit (qui interdit toutes relations entre les différentes cours), Malesherbes pense qu'on pourrait utiliser les dispositions qu'il contient pour prévenir la formation d'une ligue, à condition toutefois d'autoriser quelques dérogations. « Il me paraît nécessaire d'expliquer l'article premier, d'insister pour défendre que les cours ne rendent des arrêts dans les matières qui ne sont pas de leur ressort, mais de leur permettre de faire toujours des remontrances, c'est-à-dire d'interposer leurs offices en faveur de leurs confrères des provinces, et pour cela il faut révoquer la défense de se communiquer mutuellement les titres, mémoires, remontrances, arrêts, qui sont nécessaires pour s'instruire de l'état d'une affaire ».

Que faire maintenant de l'article 2, par lequel le roi prend de

(1) Nous n'avons pas pu l'identifier.

(2) Archives de Rosambo, carton 9, dossier 2. « Mémoire fait en février 1771 ».

sages mesures pour empêcher à l'avenir les démissions collectives et l'interruption de l'exercice de la justice ? Certes, le Parlement eut tort d'agir comme il l'a fait ; il a pourtant une excuse : il voyait le royaume menacé d'un renversement total des lois. Il faudra donc, si l'on suspend l'exécution de l'édit, introduire dans une nouvelle loi les dispositions de l'article 2. De plus, il conviendra d'y ajouter une disposition qui ne manquera pas de susciter les réclamations du Parlement, mais que Malesherbes juge nécessaire : rendre solides et exécutoires les arrêts (en petit nombre d'ailleurs) qui ont été rendus par le Conseil pendant la carence du Parlement. *« Il faut avouer que le Parlement, comme tous les corps, est disposé à abuser de son pouvoir et s'il est décidé que le gouvernement ne peut pas absolument se passer de lui et est indispensablement obligé de céder quand il cesse le service, il le cessera encore malgré toutes les défenses qui en seront faites. Il ne faut pas non plus que le gouvernement croie qu'il est aisé de se passer du Parlement, et rien au monde ne serait plus dangereux ».*

En somme, il faut montrer que l'opération de suppléer le Parlement n'est pas impossible, mais qu'elle est très difficile.

Ceci posé, si l'on veut arriver à une conciliation, les opérations devront se dérouler de la manière suivante.

« Il sera fait au Roi des remontrances par qui on voudra (Chambre des Comptes, Cour des Aides ou Grand Conseil), remontrances qui porteront sur l'article 1^{er} de l'édit, ne diront pas grand chose de l'article 2 sur lequel les Cours n'ont pas de trop bonnes objections à faire, et envelopperont dans un silence respectueux et dans des expressions vagues de mouleur ce qu'il y a à dire sur l'article 3 ».

Le Roi répondra avec bonté, voudra bien surseoir à l'application de l'édit, sauf en ce qui concerne l'exécution de l'article 2. Il fera rendre un arrêt du Conseil portant révocation de l'arrêt de confiscation (notoirement injuste et illégitime), puis il tiendra un lit de justice dans lequel il annoncera qu'il veut bien surseoir à son édit et qu'il recevra des mémoires à ce sujet. Enfin, il fera enregistrer une loi nouvelle qui contiendra : a) les dispositions de l'article 2 de l'édit ; b) la défense faite au Parlement d'apporter aucun trouble à l'exécution des arrêts rendus en son absence. Dernière opération : le roi tiendra un autre lit de justice pour faire enregistrer des édits ou déclarations jugés nécessaires sur l'augmentation du nombre des cas où les présidiaux jugent en dernier ressort, ainsi que sur les autres parties de l'administration de la justice qu'il y aurait à réformer.

Malesherbes est persuadé que l'ensemble de ces mesures ne provoquera qu'une faible réaction des parlementaires, déjà las de leur exil, aspirant à la paix et peu disposés à se porter une nouvelle fois à des partis extrêmes. Toutefois, il sera nécessaire de s'assurer aupa-

ravant de l'état d'esprit des parlementaires, notamment de ceux qui sont exilés près de Paris.

Le « plan détaillé d'accommodement » remis le 16 ou le 17 février 1771 (3) contient les mêmes idées que le mémoire et présente les opérations à accomplir à peu près dans le même ordre ; il préconise toutefois deux démarches introductives : 1) on formera des oppositions à l'arrêt du Conseil portant confiscation des charges ; 2) les princes du sang (qui sont déjà intervenus dans l'affaire) présenteront un nouveau mémoire au roi demandant la révocation de l'édit ; ils parleront non seulement comme membres du Parlement, mais comme princes appelés à la couronne. Et la suite de l'affaire se déroulera comme il a été dit plus haut.

*
* *

Tel est le projet de conciliation qui fut élaboré par Malesherbes en février 1771. Il est curieux de constater qu'au moment même où il s'efforçait, dans l'ombre, de ramener la paix entre le Parlement et le Gouvernement, la Cour des Aides (qu'il présidait) lançait ses sévères remontrances du 18 février et se rangeait aux côtés du Parlement dans un combat qui devait entraîner sa propre disparition... Toujours est-il que, dans les mois et les années qui suivirent, Malesherbes ne cessa point d'employer le meilleur de ses loisirs forcés à réfléchir aux moyens d'arriver à une entente, à un accommodement entre le pouvoir royal qui avait brisé la magistrature, et cette magistrature gonflée de rancœurs et aspirant à prendre un jour une éclatante revanche. Préoccupation majeure, qui inspira plus d'une étude, plus d'un mémoire, dans lesquels on trouve énoncées et développées les idées maîtresses suivantes :

Les magistrats seront rétablis et jouiront de toute la considération et de toute la liberté nécessaires. La mesure de confiscation des charges, qui a été prise contre eux, au mépris de la loi et de l'équité, sera rapportée. L'inamovibilité des offices sera rétablie.

En revanche, il faut admettre que le Roi est dans son droit lorsqu'il veut sauvegarder son autorité. En conséquence :

- 1°) le rétablissement de la magistrature doit s'effectuer de telle façon que le Roi ne donne pas au public l'impression qu'il se repent et s'humilie ;
- 2°) tous les actes accomplis par le nouveau Parlement, depuis l'exil de l'ancien, seront définitivement acquis ;

(3) *Ibidem.*

3°) il sera bien entendu que la cessation de service est un délit et que, si elle se produisait encore à l'avenir, un tribunal honnête et estimé pourrait suppléer le Parlement délinquant ;

4°) des arrangements analogues seront faits pour les provinces. (4)

Cet accommodement ne devra pas être le résultat d'une négociation, car la négociation laisse trop de place à l'intrigue. Malesherbes préconise un lit de justice, acte d'autorité, acte despotique même (5), mais qui, en l'occurrence, sera précédé d'une discussion destinée à mettre en lumière des arguments raisonnables et justes.

Remarquons bien l'insistance avec laquelle Malesherbes préconise la création d'un organe destiné à parer aux abus toujours à craindre du Parlement : le Grand Conseil sera rétabli avec la mission spéciale de remplacer les Cours défailtantes ; il constituera ainsi une menace salutaire bien propre à maintenir les parlementaires dans la sagesse. (6)

**

Un des plus précieux écrits de Malesherbes pendant le temps de son exil nous a été conservé sous le titre de *Eclaircissements sur les observations recueillies des conversations de M. le Chancelier de Lamoignon*.

(4) Pour Paris c'est le Grand Conseil qui remplacera les Cours défailtantes ; mais comme ce serait porter préjudice à des plaideurs éloignés que de les obliger à venir à Paris, Malesherbes propose d'établir des Grands Conseils provinciaux à côté des Parlements de province.

(5) Voici d'ailleurs, ce que Malesherbes pense du lit de justice : « On le regarde ordinairement comme l'acte le plus éclatant du despotisme et ce serait un paradoxe insoutenable de prétendre le contraire. Le lit de justice est contraire à la liberté, et parce que la volonté du roi y prévaut sur la pluralité des suffrages, et parce que les avis n'y sont pas dits ou le sont à voix basse, et ne sont rendus au roi que par le ministère souvent infidèle du Chancelier. »

(6) Rappelons que le Grand Conseil, qui était sous François I^{er}, à la fois tribunal administratif, tribunal d'appel, chambre de cassation, avait vu sa compétence sans cesse étendue. Le roi, par des édits ou ordonnances de 1527, 1531, 1533, lui avait attribué la connaissance exclusive des matières bénéficiales et le jugement de tous les procès relatifs aux archevêchés, évêchés, etc... sans que le Parlement pût élever aucune contestation à cet égard.

Le Grand Conseil était le plus souvent saisi des affaires par le système des « évocations royales » qui les enlevaient aux juges réguliers. Son rôle était en somme de favoriser la politique religieuse des rois, et en bien des cas de plier la justice aux fantaisies du gouvernement qui évoquait devant lui toutes les affaires qu'il avait intérêt à ne pas laisser juger par les juges ordinaires.

En 1755, une âpre querelle s'éleva entre le Parlement et le Grand Conseil, à propos de l'appel d'une sentence du Châtelet ; les deux adversaires se battirent pendant des mois à coups d'arrêts. « Commission administrative instituée pour exécuter les volontés du roi plutôt que pour maintenir la stricte exécution des lois, prononçant sur les arrêts contradictoires rendus par les Parlements, le Grand Conseil, dont les arrêts étaient exécutoires dans toute la France, était jaloux et haï des Parlements ». (Lavis, *Histoire de France*).

En avril 1771, le Grand Conseil accepta de remplacer le Parlement. Réuni à Versailles le 13 avril, c'est par lui que le Chancelier Maupeou fit enregistrer l'Edit de suppression de la Cour des Aides ; un autre édit, donné le même jour, établissait les officiers du Grand Conseil « conseillers au Parlement de Paris ». Le Grand Conseil devenant Parlement conserva une partie de ses attributions antérieures.

On sait que le rôle de la magistrature, la place qu'elle occupait dans le royaume, sa mission, son destin, tout ce qui concernait un corps auquel il était passionnément attaché, ne cessait de hanter la pensée du vieux Chancelier. Sa disgrâce — bien qu'il la supportât très dignement — l'avait profondément affecté. Les événements de 1770-71, auxquels son fils venait d'être mêlé de si près, lui inspirèrent bien des réflexions et des méditations amères (7). Malesherbes recueillit, au fil des entretiens, l'essentiel des idées de son père ; il y ajouta des réflexions et des commentaires personnels. Mais laissons-le parler :

« M. le Chancelier de Lamoignon, sans cesse occupé des malheurs de l'Etat, ne cessait, dans ses derniers temps, de parler de la situation actuelle des affaires. Il en parlait à ses amis, à sa famille, même à tous ceux qui venaient le voir comme il en aurait parlé au Roi lui-même. Il raisonnait d'après l'état présent du royaume, d'après ce qu'il avait vu sous le règne du roi et sous celui de Louis XIV dont les principes et l'administration lui étaient toujours présents ; mais il n'était pas dans son caractère de se livrer à des dissertations qui lui ont toujours paru plus curieuses qu'utiles, sur le droit primitif du royaume et sur notre ancienne constitution à laquelle il croyait chimérique de vouloir nous rappeler ».

Nous n'avons pu découvrir ces « observations » du Chancelier de Lamoignon, que Malesherbes nous dit avoir rédigées « pour sa satisfaction personnelle » ; nous possédons seulement les « éclaircissements de Malesherbes, qui en sont, nous assure-t-il, le fidèle commentaire et l'explication ». (8)

Deux thèmes essentiels y sont mis en lumière et développés :

1°) le despotisme royal, qui se manifeste avant tout par l'usage

(7) Il mourut (nous l'avons dit précédemment) en juillet 1772. Comme il passait la plus grande partie de son temps au château, Malesherbes (retiré à la campagne dès avril 1771) vécut avec lui, dans une grande intimité, pendant plus d'une année. C'est à Paris que s'éteignit l'ancien Chancelier. Le 25 juin 1772, Malesherbes adressa à Maupeou une supplique pour qu'il lui soit permis de se rendre au chevet de son père mourant (*Archives du Comte de Leusse*) ; il n'obtint qu'une autorisation de séjour de 48 heures.

(8) *Archives de Rosambo*, carton 9, dossier 4. Titre général : *Mémoires rédigés en exipar Malesherbes d'après ses conversations avec le Chancelier de Lamoignon* (copies, avec de rares corrections autographes). Les « Eclaircissements » sont précédés d'un long préambule intitulé : « Application qu'on pourrait faire au moment présent des principes établis dans les Observations ». En marge une note d'un grand intérêt qui indique la date à laquelle cet écrit a été composé : « Quoique ces mémoires soient faits pour être toujours ignorés, et que j'aye pris toutes les mesures possibles pour qu'ils soient supprimés après moi, il y a toujours mille accidents possibles qui contre mon intention pourroient les faire tomber en d'autres mains. C'est pourquoi je me crois obligé de protester au commencement que j'en reconnois tout le danger et que je croirois faire une très mauvaise action si j'allois sans nécessité absolue proposer de tels moyens aux dépositaires du pouvoir arbitraire. Mais comme ce que je propose vaut encore mieux que ce qui existe aujourd'hui en janvier 1774, j'ai voulu tenir les matériaux tout préparés pour en faire usage s'il arrivoit des circonstances où l'on pût espérer quelque chose du gouvernement et où on ne pût en attendre rien de mieux. Pour cette raison j'y ay employé sans exception tout ce que je crois qu'un adversaire des parlemens pourroit désirer. Bien entendu si jamais j'étois consulté j'en retrancherois tout ce qui seroit possible suivant les circonstances et suivant la disposition des gens avec qui j'aurois à traiter ».

Malesherbes se place dans l'hypothèse suivante : le Roi, indigné de la mauvaise justice rendue à ses sujets, veut rétablir le Parlement, mais en même temps il ne veut rien perdre de son autorité, disons même de son despotisme ; que doit-il donc faire ?

où sont les souverains de casser les arrêts des cours et de faire procéder à des enregistrements forcés ;

2°) l'abus fréquent que le Parlement a fait de son autorité.

En ce qui concerne le premier point, le Chancelier de Lamoignon soutenait que le roi de France est un souverain à qui, de son aveu, *tout n'est pas permis*, mais à qui *tout est possible*. Il a pour lui la force réelle, le pouvoir physique nécessaire pour faire exécuter ses arrêts de cassation et d'évocation qui, eux-mêmes, sont arbitraires. Quant aux enregistrements forcés, nul ne contestera qu'ils ne soient un acte de despotisme en ce qu'ils réduisent à néant le droit de remontrances. Car enfin ce droit de remontrances se ramène en définitive au droit de parler... puis d'obéir ; d'autre part, une loi qui n'est pas enregistrée librement ne peut être considérée comme une loi du royaume : si le Parlement ne peut faire une loi sans le roi, inversement le roi ne peut faire enregistrer ni abroger une loi sans le consentement de ses Cours. « *Faire enregistrer une loi par force et la faire exécuter à l'aide de la puissance militaire, ce n'est que commettre un acte de violence auquel les représentants actuels de la nation ne peuvent s'opposer parce qu'ils sont trop faibles ; mais établir en loi et pour ainsi dire en dogme qu'un enregistrement forcé a la même force qu'un enregistrement libre, ou — ce qui est absolument la même chose, — que les Cours ne doivent dans aucun cas rendre des arrêts de défense, c'est véritablement anéantir toutes les lois, c'est tout soumettre au pouvoir arbitraire* ».

Ainsi, le roi dispose des moyens nécessaires pour briser la résistance des Cours, et il en use ; mais ce faisant, il accomplit incontestablement des actes d'arbitraire et de despotisme : si l'on établissait que les enregistrements forcés sont l'exercice d'un pouvoir légitime, on érigerait par là même la tyrannie en principe.

Tel était le point de vue du Chancelier de Lamoignon ; tel est également celui de Malesherbes.

Il est vrai, d'autre part, que les Parlements ont souvent abusé de leur pouvoir, et sur ce second point la pensée de Malesherbes coïncide encore avec celle de son père. Le Chancelier de Lamoignon, explique-t-il, n'approuvait pas les Parlements de se mêler des affaires de religion. « *Sur le dogme, il était entièrement soumis aux décisions de la Cour de Rome ; il aimait d'inclination et les évêques et les Jésuites* » ; il n'en était pas moins le défenseur de nos lois et de nos libertés. Or, il pensait que les cessations de service étaient une démarche illicite. Un autre abus de pouvoir des Parlements, à ses yeux, avait été dans les décrets rendus par les Parlements de Toulouse et de Grenoble en 1763 contre les commandants de la province, exemple qui fut suivi dans les affaires de Bretagne (La Chalotais contre le duc d'Aiguillon). Le Chancelier — qui venait de quitter

sa charge — avait été très affecté de cette démarche, qu'il regardait comme un affront fait au gouvernement.

Il blâmait aussi l'attitude du Parlement de Paris dans l'affaire des Jésuites — et cela non point en tant que théologien, mais comme magistrat. Et sur ce point, Malesherbes (qui pourtant déclare avoir approuvé la suppression des Jésuites, « *empire étranger au milieu du royaume de France* »), reconnaît aussi qu'on a procédé contre eux inhumainement et dans des formes illégales.

La conclusion du Chancelier de Lamoignon est équilibrée et recueille l'approbation de Malesherbes. Le roi et le gouvernement auraient pu trouver des moyens moins odieux pour réduire le Parlement rebelle à la soumission, sans l'écraser. Quant aux fautes et aux imprudences que celui-ci a commises, elles viennent de ce qu'il n'a pas eu conscience de sa faiblesse. Le Parlement a trois fonctions essentielles : juger les procès, mettre le dernier sceau aux lois par l'enregistrement volontaire, représenter au roi les abus commis ou par lui-même ou par les dépositaires de son pouvoir. Il joue donc un rôle éminent et indispensable dans la nation, mais tous les esprits réfléchis n'en reconnaissent pas moins que la puissance parlementaire est peu redoutable. Il est aisé au roi de la réduire. Le roi veut le despotisme, soit ! Mais il aurait pu affermir ce despotisme sans pour cela anéantir les lois salutaires du royaume, sans détruire ou corrompre les tribunaux nécessaires ; c'est dans cet esprit qu'ont été rédigées les observations du Chancelier de Lamoignon. Et Malesherbes de conclure avec une amertume un peu résignée : il est maladroit d'entreprendre de résister au pouvoir souverain, car il n'est point de roi qui n'affectionne le despotisme ; il faut se contenter de demander pour tous les citoyens la liberté d'éclairer le roi.

*
**

En présentant et en expliquant la pensée de son père sur le conflit du pouvoir royal et de la magistrature, Malesherbes ne sort guère du domaine des grands principes et des idées générales. Mais avec le constant souci du détail qui le caractérise, il s'est attaché à réfléchir et à apporter des solutions personnelles sur un grand nombre de questions précises touchant à l'organisation de la magistrature et à la réforme de la justice. Dans une longue étude divisée en neuf chapitres (9), et qui fut probablement rédigée en 1773 ou au début de 1774, il envisage successivement : les Conseils supérieurs créés par Maupeou et ce qu'il faudrait y substituer ; l'abréviation des pro-

(9) Titre : « Second mémoire ». Carton 9, dossier 4. (Copie avec quelques corrections et retouches autographes.)

cédures et la diminution des frais de justice ; les « *committimus* » ⁽¹⁰⁾ ; l'exécution des jugements irréparables et la diffamation résultant des arrêts des Cours ; les difficultés qu'on rencontre à obtenir justice des officiers du Parlement dans quelques provinces ; la liberté des avocats et des mémoires imprimés ; la vénalité des charges et la gratuité de la justice ; les privilèges en matière criminelle, etc... Sans vouloir entrer dans le détail des solutions qu'il préconise ou qu'il suggère, nous ne pouvons passer sous silence quelques-unes de ses idées sur ces problèmes dont il prévoyait qu'on aurait un jour à les résoudre.

Il est, on s'en doute, partisan de la suppression des Conseils supérieurs, et propose de les remplacer par des présidiaux à compétence élargie et dont l'autorité sera accrue, ou par de nouveaux Parlements dans les provinces si le bien de celles-ci l'exige. Il reconnaît que la justice est lente et souvent difficile à obtenir — qu'il s'agisse de l'ancien Parlement comme du nouveau ; aussi suggère-t-il l'élaboration d'un règlement pour abrégé et simplifier la procédure, la suppression d'un certain nombre de formalités, le recours à des jugements d'arbitres avec l'assentiment des parties, etc. N'ignorant pas que dans plusieurs affaires les Parlements ont rendu des sentences contestables, ou trop sévères, ou même injustes, il propose des mesures destinées à surseoir à l'exécution de jugements « *irréparables* » ; il souhaite que l'autorité royale puisse dans certains cas laver certaines victimes des Parlements de la « note d'infamie » qui leur aura été infligée... Il dénonce comme un abus criant la partialité des juges quand les intérêts de l'un d'entre eux sont en cause et suggère que le roi puisse charger expressément le commandant de la province (ou l'officier commandant les troupes dans les villes de résidence de cour souveraine), de commettre des procureurs, huissiers ou autres, pour prêter leur ministère à des particuliers à qui les officiers ordinaires de la juridiction l'auront refusé. Il réclame plus de liberté pour les avocats : que ceux-ci aient la faculté de parler librement des arrêts des cours souveraines ; qu'ils puissent faire paraître des mémoires imprimés sans redouter sans cesse les foudres de la magistrature ou du gouvernement ; que des garanties leur soient données contre des accusations injustes ou dérisoires et qu'ils ne soient plus exposés à être rayés de l'ordre pour des motifs futiles. ⁽¹¹⁾

Ne nous attardons pas à la critique virulente que Malesherbes fait de certains projets tyranniques de Maupeou touchant les délibéra-

(10) On appelait « *committimus* » un privilège accordé par le roi à certains officiers royaux ainsi qu'à des dignitaires, des prélats et des communautés religieuses, leur conférant le droit de porter leurs procès devant des juges spéciaux, maîtres des requêtes, Grand Conseil...

(11) Tout ce chapitre sur les avocats sera refondu dans un mémoire fait postérieurement (Malesherbes l'indique en marge) et dont nous parlerons au chapitre suivant. Notons la vigueur avec laquelle il formule en terminant les deux propositions que voici : « Dans un siècle où on écrit, où on lit, où on a un corps de lois positives, tout tribunal à la longue deviendra équitable et éclairé quand les avocats jouiront d'une liberté pleine et entière. Dans un pays où il y a des particuliers aussi puissants qu'en France, tout tribunal deviendra à la longue lâche, vénal et corrompu quand la liberté des avocats sera détruite ».

tions des Cours et leur fonctionnement intérieur, et arrêtons-nous, en revanche, à l'important chapitre qu'il consacre à l'abolition de la *vénalité des charges* et à la *justice gratuite*, double réforme qui avait valu au Chancelier l'approbation des esprits avancés et les applaudissements de Voltaire.

Malesherbes défend ici une cause difficile ; il s'en acquitte avec courage et avec une conviction qui paraît sincère.

Il commence par ironiser sur cette réforme « *annoncée avec emphase* » et à propos de laquelle on a insidieusement associé le mot de vénalité à celui de justice (comme si l'on voulait faire croire que la justice même était vénale !). Il reconnaît que la nation était dans son ensemble favorable à la suppression de la vénalité.

Mais cette réforme fameuse n'est, selon lui, qu'un leurre. « Malgré tous ces avantages et l'éloquence des sophistes, *malgré celle de M. de Voltaire qui a un si grand ascendant sur tous les hommes de son siècle* ⁽¹²⁾, personne n'a été ébloui de cette partie du système de M. le Chancelier ».

Et Malesherbes entreprend de démontrer, contre Voltaire, qu'il faut rétablir la vénalité des charges et renoncer à la prétendue justice gratuite, quitte à corriger « *cette avidité qu'on reproche à certains tribunaux* ».

« Ces juges, pourvus d'une charge achetée, valaient infiniment mieux que ceux qui, sous le nom du roi, étaient nommés par la faveur et dont la complaisance pour leurs protecteurs était le prix de leur nomination.

« A en croire et M. de Voltaire et les écrivains de M. le Chancelier, on croirait que par la vénalité des charges on met à l'enchère une province à régir, et que l'adjudicataire doit se rédimier du prix que cet office lui a coûté ; on croirait que nos magistrats ont l'autorité des proconsuls romains ou des bachas de l'empire turc, et il semble aussi qu'après la vénalité détruite, ce sera le peuple qui nommera ses magistrats comme au Champ de Mars ! »

Les places d'administrateurs, comme celles d'intendant, ne se vendent pas, elles se donnent par commissions. Or, que l'on interroge le public : en qui a-t-il le plus de confiance, dans les magistrats qui ont acheté leur charge ou dans les intendants choisis et nommés par le Roi ? La réponse n'est pas douteuse. Et dans les pays où les magistrats sont nommés par le peuple, les concussions ne sont-elles pas célèbres ? Qu'on songe aux mœurs de l'ancienne Rome... ⁽¹³⁾

(12) C'est nous qui soulignons. Un peu plus loin, Malesherbes dit que l'opinion de Voltaire ne peut pas être rejetée avec mépris. « C'est lui rendre une sorte d'hommage que la combattre sérieusement. »

(13) Comme Malesherbes, Sénac de Meilhan, intendant de Provence puis de Hainaut, dans son livre *Du gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution*, défendra la vénalité des charges : « Il paraîtra sans doute étrange qu'en achetant une charge avec l'agrément du Roi, on devint le représentant de la Nation, le dispensateur de la justice et le défenseur des peuples. Mais en examinant attentivement les principes et les effets de la vénalité, on verra qu'elle n'était qu'un gage de l'éducation et d'une fortune qui préservait de la dépendance des grands et des appâts de la corruption ».

Le vrai moyen d'avoir des juges incorruptibles c'est de leur donner très peu de puissance, une puissance où ils soient bridés par la loi, une puissance qui ne soit exercée qu'en commun par un nombre considérable de juges à la fois et dans des actions publiques où la plaidoirie et l'impression des mémoires éclaire à la fois les juges et le public.

Quant à la justice gratuite, c'est, selon Malesherbes, une pure illusion. La nation en supportera la charge sous forme d'impôts. Mieux valaient encore les épices — qui étaient une rétribution proportionnée au travail — que le système des gages fixes. Pour empêcher toutefois les abus auxquels elles ont donné lieu, Malesherbes suggère que les épices soient non plus individuelles, mais communes, pour être réparties ensuite entre les juges.

*
**

Nous avouons qu'on aura quelque peine à suivre Malesherbes quand il s'efforce de nous démontrer le caractère bienfaisant de la vénalité des charges et l'inutilité de la justice gratuite. Au fond de lui-même, en est-il bien convaincu ? Nous voulons le croire... En revanche, nous le suivons plus volontiers lorsqu'il demande que l'on n'exécute pas à la légère des jugements redoutables portant condamnation à des peines corporelles ou condamnation à mort. (14)

Aucun jugement portant peine corporelle, déclare-t-il, ne devra être exécuté qu'après le temps nécessaire pour que le roi en ait été instruit. Pour les condamnations à mort prononcées dans les provinces, il faut qu'il soit sursis à l'exécution jusqu'à ce que l'affaire ait été portée au Conseil.

Il a dit plus haut — et il le répète ici — que l'infamie imprimée par certains jugements des Cours devrait pouvoir être lavée par l'autorité du roi. D'autre part, les procédures qui ont donné lieu à des condamnations infamantes ne devraient point rester secrètes ; il faudrait en assurer la publicité et laisser aux condamnés la possibilité d'en appeler au public, « *le plus incorruptible de tous les juges* ».

Sur une question aussi grave, il formule la ferme proposition que voici : « *Tout homme qui aura subi un jugement criminel qui intéresse son honneur, ou si le condamné n'existe plus, ses enfants ou ayants cause, ou quiconque voudra prendre en main la défense de sa mémoire, sera autorisé à se faire donner au greffe une copie*

(14) *Mémoire sur l'exécution des jugements portant condamnation corporelle*. Autographe (*Ibidem*. Carton 9, dossier 4). Signalons ici qu'en 1766, c'est à l'instigation de Malesherbes que Morellet avait traduit l'ouvrage de Beccaria *Des délits et des peines* (cf. l'anecdote contée par Morellet dans ses *Mémoires*, t. I, chap. VIII, p. 157).

collationnée des procédures et pourra leur donner telle publicité qu'il voudra, même les faire imprimer ». Cette mesure, ajoute Malesherbes, est conforme au droit naturel, et de plus elle pourra prévenir bien des jugements légers ou iniques, comme celui que, sans preuves suffisantes, ont prononcé les juges de Calas.

Grâce à la publication des procédures criminelles après les procès, on évitera que des hommes qui ont été victimes des Parlements se voient flétris sans avoir en mains les pièces nécessaires à la démonstration de leur innocence.

*
**

Nous avons vu, au cours du chapitre précédent, que Malesherbes avait été longtemps préoccupé par la question des liquidations arbitraires dont ses collègues de la Cour des Aides et lui-même, ainsi que les membres du Parlement, étaient menacés, et l'attitude qu'il avait adoptée quand des pressions s'étaient exercées sur lui. ⁽¹⁵⁾ Ce problème des liquidations, que le gouvernement n'osait pas résoudre avec brutalité, Malesherbes considère qu'il met en jeu non seulement l'intérêt, mais l'honneur des magistrats. Il ne se borne pas à l'envisager sous toutes ses faces dans des lettres clandestines, il lui consacre un mémoire ⁽¹⁶⁾ où il s'efforce d'expliquer sa conduite, de préciser sa pensée, en répondant à la double question : *Est-il honnête de se faire liquider ? Est-il utile de se faire liquider ?*

Est-il honnête ?... Sur ce premier point, il reconnaît que sa pensée a évolué. Au début de son exil, il inclinait à croire que tout le monde devait accepter la liquidation, et cela pour deux raisons : d'abord on ne pouvait opposer la force à la force ; ensuite, il voyait un grand nombre de magistrats incapables de résister, par crainte de perdre les intérêts du prix de leurs offices, par lassitude, par faiblesse de caractère. Plusieurs même avaient accepté, ce qui rendait inutile la résistance des autres. Il aurait fallu que tous eussent une conduite uniforme.

Mais les circonstances ont changé, et si certains ont failli... qu'on aurait crus plus fermes, Malesherbes, lui, est devenu au contraire plus rebelle à ce qu'on exigeait de lui et de ses collègues. En effet, l'opinion publique a manifesté, sinon son mépris, du moins sa désapprobation à l'égard des magistrats qui avaient accepté la liquidation et qui, par là-même, avaient dérogé à leurs principes. D'autre part, les liquidations que l'on fait aujourd'hui ⁽¹⁷⁾ diffèrent de celles dont il était question précédemment, parce qu'on demande aujourd'hui

⁽¹⁵⁾ Cf. ce qu'il dit du rôle que joua M. de Boynes dans cette négociation.

⁽¹⁶⁾ *Archives de Rosambo*, carton 9, dossier 3 (Autographe).

⁽¹⁷⁾ Fin 1772 ou début 1773.

d'hui la remise des provisions qu'on ne réclamait pas quand les présidents Salley et Hocquart avaient été liquidés (18) ; la remise des provisions serait une capitulation inacceptable.

Est-il utile de se faire liquider ? Le seul motif que l'on pourrait alléguer est que les magistrats pourraient ainsi toucher les intérêts dont ils ont déjà perdu un quartier ; mais ce motif n'est valable que pour ceux dont la fortune est trop médiocre pour pouvoir subir une diminution.

Par contre, il y a des raisons importantes qui engagent à refuser une liquidation. D'abord le gouvernement sentira peut-être un jour la nécessité d'avoir une Cour des Aides distincte du Parlement, et alors ne recourra-t-il pas à ceux qui ont encore un titre plutôt qu'à ceux qui s'en seront laissé dépouiller ? On peut n'être pas touché par ce motif ; mais il en est un autre plus valable : attendons, dit Malesherbes, des temps plus heureux où nous pourrons discuter de nos droits avec un ministère raisonnable et qui ne foulera pas aux pieds toute justice pour satisfaire ses animosités. Malheureusement, ce moment paraît encore éloigné.

Après avoir pesé le pour et le contre de ces deux questions, Malesherbes, qui répugne à s'engager sur ce point, conclut timidement : *« Je me déciderai pour l'avis adopté par le plus grand nombre. »* (19)

*
**

Si, au cours de ses trois années de retraite forcée, Malesherbes consacra la plus grande partie de ses loisirs studieux aux problèmes du rétablissement et de la réformation de la magistrature, d'autres questions hantaient aussi son esprit. Il n'oubliait pas cette librairie, qui avait été son principal souci pendant treize années ; à la lumière des récents événements, il se prenait à souhaiter plus vivement encore qu'en 1759, la liberté d'écrire. Il se persuadait que cette revendication faisait essentiellement partie de la lutte qu'il avait menée

(18) Tout ceci confirme exactement la lettre secrète adressée le 26 janvier (1773) à l'avocat général Bellanger, que nous avons reproduite en grande partie au chapitre précédent : Malesherbes y reconnaît qu'il se trompait quand il regardait à l'origine les liquidations comme une opération sans importance.

(19) Plus ferme est la lettre que Malesherbes adresse au duc d'Aiguillon et dont les Archives de Rosambo (carton 9, dossier 3) renferment la minute non datée. Il y refuse catégoriquement la remise des provisions, « sacrifice de notre façon de penser que le Roi n'a jamais exigé de nous », où l'on pourrait voir une démission volontaire et un acquiescement à une opération qu'on désapprouve. Il énonce en ces termes sa règle de conduite : « Je dois obéissance au Roi, mais pour être dans le cas d'obéissance, il faut un ordre. Je dois en même temps à mon corps, à l'Etat et au Roi lui-même de protester dans tous les temps contre ce que je regarde comme une infraction des lois et de recourir un jour à la justice du Roi. C'est à quoi je paraîtrai renoncer par ma liquidation et la remise de mes provisions, à moins que cette démarche ne soit justifiée par un ordre auquel je dois me soumettre comme celui qui me retient en exil ». Il ajoute qu'il manquerait à ses confrères, avec lesquels il a conservé, malgré l'exil, les relations les plus intimes, s'il prenait une décision concernant le corps tout entier sans leur demander leur consentement.

contre l'arbitraire et le despotisme. Aussi composa-t-il (dans les derniers temps de son exil) un « mémoire sur la librairie » que nous pouvons considérer comme le trait d'union entre les cinq mémoires qu'il avait composés en 1759 (et que nous avons analysés plus haut) et le *Mémoire sur la liberté de la presse* qu'il rédigea en 1789. Il prolonge ceux-là, il annonce déjà celui-ci. Malesherbes a d'ailleurs noté expressément, sur la copie qui nous a été conservée de ce travail : « *Ce mémoire sur la librairie fait du temps de l'exil, est différent de celui que j'ai fait pendant l'année des Etats Généraux.* » (20)

Avant d'analyser cette étude dans ses grandes lignes, nous en reproduirons le début, qui est d'un incontestable intérêt, car l'auteur nous fait voir l'étroite parenté de ses préoccupations à l'époque de son exil et l'unité profonde de ses travaux : les problèmes qu'il envisage sont multiples et différents, mais tout se ramène, à ses yeux, à la liberté d'écrire et d'imprimer.

« Le résultat de toutes mes réflexions sur l'état actuel du royaume est que la liberté de parler, d'écrire, d'imprimer, est la seule digue qu'il soit possible d'opposer en France contre le despotisme, et c'est en général la meilleure qu'on puisse opposer aux abus de quelque pouvoir que ce soit dans un siècle éclairé.

« Je m'en suis expliqué dans un long mémoire sur les avocats. Dans ce mémoire, qui avait pour objet d'obvier aux cessations de service de cet ordre qui ont souvent embarrassé le gouvernement, j'ai tâché de prouver que la liberté entière serait le remède à l'abus, en même temps que cette liberté indéfinie de parler et d'écrire devait être donnée tant aux avocats du Conseil qu'à ceux du Parlement et tant contre l'administration que contre la justice contentieuse [...].

« Dans tous les autres mémoires que j'ai pu faire, dans toutes les conversations que j'ai eues sur le rétablissement de la magistrature, j'ai toujours insisté pour que, dans les conditions qu'on y mettrait, on eût la plus grande attention à ne rien insérer qui gênât le droit de remontrance des Cours [...] et si jamais je me trouve encore admis à parler au Roi au nom d'une compagnie, mon projet est d'engager cette compagnie à revendiquer ce droit de se plaindre des abus de l'administration, non plus pour la magistrature seule, mais pour tous les ordres des citoyens, démarche à laquelle je ne désespère pas de porter la Cour des Aides si jamais elle est rétablie... (21)

« C'est dans le même esprit qu'est fait un autre mémoire où j'ai proposé de rendre les procédures criminelles publiques, même d'en permettre l'impression, et pour faire sentir la nécessité de cette publicité, j'ai toujours employé l'exemple de la justice civile qui se rend dans les tribunaux réglés et du grand avantage qu'on y retire de la liberté de la plaidoirie et surtout des mémoires imprimés... »

Malesherbes aborde maintenant la question de la liberté de la

(20) *Archives de Rosanbo*, carton 7, dossier 1. La copie — au net — de la main de Baufre, secrétaire de Malesherbes, est suivie du brouillon autographe. Le dossier 2, qui suit, est constitué par une copie du *Mémoire sur la liberté de la presse*, de 1789.

(21) C'est précisément le thème qui sera traité dans les Remontrances du 10 avril 1775, consécutives au rétablissement de la Cour (Cf. plus loin, chap. XIII).

presse, question qui, dit-il, dépasse de beaucoup le problème de la liberté des avocats et le cas des affaires particulières sur lesquelles on a recours à la justice et au roi.

Il énonce sa certitude :

« Je pense que cette liberté sera établie tôt ou tard et en France et dans tous les pays où il y aura des lumières et de la littérature ».

Il proclame la vanité des barrages, qui n'ont jamais pu empêcher définitivement la pensée de s'exprimer :

« J'ai vu paraître *l'Encyclopédie*, *l'Esprit* et *l'Emile* dans un temps où on accusait les administrateurs de connivence avec les auteurs ; mais auparavant on avait également vu paraître les *Pensées philosophiques* ⁽²²⁾, les *Mœurs* ⁽²³⁾, les ouvrages métaphysiques de La Mettrie et de tant d'autres, et depuis, sous le gouvernement le plus rigoureux, a-t-on empêché de paraître le *Système de la nature* et le *Système social* ⁽²⁴⁾ et mille autres, notamment toutes les brochures de M. de Voltaire ?

« Les prohibitions furent toujours inutiles dans un pays où une marchandise aussi aisée à cacher qu'un livre sera désirée ardemment par les lecteurs ».

Toutefois, il serait prématuré d'instituer dès maintenant une totale liberté de la presse : il faut préalablement que s'accomplisse un double changement : dans les mœurs et dans les lois.

Dans les mœurs : en effet, si l'on instituait la liberté de la presse, on verrait naître une multitude d'écrits diffamatoires dont les auteurs s'arrangeraient pour échapper aux poursuites. Et les victimes de ces écrits crieraient si fort et feraient tant et si bien que cette liberté serait bientôt révoquée.

En Angleterre, on est accoutumé aux libelles : ceux qui en sont l'objet ne s'en offusquent guère ; ils savent que tout le monde y est exposé et ils se justifient en réfutant l'écrit qui les diffame.

Or, poursuit Malesherbes, « je prédis que d'ici quelques années, la licence des livres qui augmente sans cesse, quelque chose qu'on fasse, et qui force toutes les prohibitions, viendra à tel point que les gens de tout état y seront accoutumés en France comme on l'est en Angleterre, et alors il sera possible d'établir en France la liberté de la presse ; mais il faut que cette habitude soit, en quelque façon, contractée par la nation, et c'est ce changement préalable dans nos mœurs que j'ai annoncé comme nécessaire ».

Quant au changement dans les lois, il consiste dans des précisions à apporter à nos lois criminelles : « Il faut déterminer jusqu'où doit s'étendre le sens de ces épithètes terribles : *blasphématoire*, *impie*, *scandaleux*, *calomnieux*, *attentatoire aux lois fondamentales*, ou au respect dû à la magistrature, tendant à émouvoir les esprits »,

(22) De Diderot (1746).

(23) De Toussaint (1748).

(24) Du baron d'Holbach (1770 et 1773) *Le Système Social* avait pour second titre : *Principes naturels de la morale et de la politique*.

car « *c'est d'après ces qualifications vagues et l'application qu'on en fait, qu'on prononce ou une condamnation légère ou la mort* ». Dans la latitude où nous sommes et qui justifie tous les arbitraires, la censure est pour les auteurs une sauvegarde : sans elle, personne ne serait assez hardi pour imprimer...

La librairie est en proie à l'incertitude, au flottement, au désordre. Sait-on dans quels cas les affaires de librairie relèvent de l'autorité du Conseil ou de la justice ordinaire ? Dans l'affaire de *l'Esprit*, le gouvernement n'a pas osé revendiquer contre le Parlement le censeur Tercier, qu'il avait pourtant nommé. La pratique des permissions tacites (qui, d'ailleurs, malgré leur nom, ne sont pas uniquement verbales) ne se justifie guère en logique et en droit, et pourtant elle est nécessaire dans l'état actuel des choses, car si l'administration avouait publiquement toutes les permissions qu'elle donne, elle se chargerait de toutes sortes de haines qu'un livre est susceptible de soulever.

« C'est un crime grave aux yeux d'un général d'armée d'établir des principes différents des siens sur la tactique, aux yeux d'un fermier général ou d'un banquier de la cour de proposer des systèmes de finances plus simples, aux yeux de beaucoup de seigneurs élevés dans les vieux principes d'écrire sur l'égalité des conditions, ce qui serait, suivant eux, le renversement des mœurs, aux yeux de la Faculté de Médecine d'écrire pour l'antimoine, pour le pain mollet, pour l'inoculation, aux yeux de la Faculté de théologie et de celle des arts d'enseigner dans un temps le système de Copernic, dans un autre le cartésianisme, dans un autre de nier les idées innées, aux yeux des directeurs de l'Opéra-Comique d'écrire pour la musique italienne contre la musique nationale, aux yeux de M. de Voltaire et des auteurs de *l'Encyclopédie* de laisser paraître les ouvrages de Fréron, de Clément, de Palissot, de Sabatier, etc... »

Pour en revenir à la répression des délits de librairie, Malesherbes pense qu'on ne saurait être trop circonspect. La loi ne peut pas définir chacun des crimes prévus et lui appliquer d'avance une peine proportionnée. Par exemple, il y a des degrés et des différences dans les calomnies : une calomnie particulièrement perfide et savante mérite une peine corporelle ; mais on ne peut infliger des peines corporelles à tous les calomniateurs, selon ce qu'il plairait aux juges de regarder comme calomnies. Aussi, faut-il bien se garder d'énoncer une peine nominativement, et surtout la peine de mort, comme on l'a fait dans l'odieuse Déclaration de 1757. (25)

D'autre part, quand il y a eu permission, la connaissance du délit ne peut appartenir qu'au Conseil du roi. « La justice l'exige, car l'auteur qui a subi la censure est fondé à invoquer son censeur comme son garant, et le censeur ne peut pas, sans la plus grande injustice, être traduit ailleurs qu'au Conseil, puisque c'est l'admi-

(25) Consécutive à l'attentat de Damiens.

nistration qui lui a donné sa mission et de qui il a nécessairement reçu ses instructions ; car on a beau dire, la censure est à presque tous les égards une fonction arbitraire sur laquelle on ne trouvera jamais deux personnes qui aient tout à fait les mêmes principes ». Quel triste sort serait celui des censeurs s'ils pouvaient être traduits devant le Parlement pour une fonction dans laquelle ils ont reçu l'ordre du ministère ? Qu'il y ait donc, pour juger ces délits, un tribunal émané du Conseil.

Malesherbes examine ensuite, comme il l'avait fait dans les *Mémoires sur la librairie*, le problème des « villes d'entrée ». Il propose d'en réviser la liste. Il signale que ce terme de « ville d'entrée » est vicieux, qu'il faudrait dire villes d'entrée et d'examen, car il existe des villes d'entrée réelle comme Calais (par où arrivent les livres en provenance d'Angleterre), où les ballots ne sont pas examinés. Il conviendrait aussi de ne pas inquiéter les voyageurs qui, à leur entrée dans le royaume, portent quelques livres dans leurs bagages.

Enfin, Malesherbes envisage la question des privilèges. En principe, il ne leur est pas favorable, car « l'intérêt du commerce demanderait la liberté entière et la destruction de tout privilège exclusif » ; mais il ne serait pas juste de priver les auteurs du fruit de leur travail. « *Le patrimoine des gens de lettres ne consiste que dans le produit de leurs ouvrages ou dans les bienfaits des puissances. Or, aucun état n'est plus fâcheux, peut-être même plus humiliant, que celui où on a besoin des grands et où on dépend de leurs caprices* ». Le malheur est que les privilèges profitent surtout aux libraires qui exploitent les auteurs : Malesherbes préconise donc dans ce domaine une surveillance étroite et se déclare hostile au renouvellement des privilèges exclusifs.

Le mémoire s'achève par un énoncé en huit articles des mesures nécessaires à l'assainissement de la librairie ; les voici brièvement indiquées :

- 1°) les imprimeries clandestines devront être sévèrement interdites, sous des peines graves, même corporelles (peine de mort exclue), portées contre les imprimeurs et leurs complices ;
- 2°) il sera défendu aux maîtres imprimeurs d'imprimer sans permission ;
- 3°) on fixera une échelle des peines prévues aux articles précédents ;
- 4°) les privilèges exclusifs continueront de figurer à la suite des livres, mais les simples permissions n'y figureront plus et resteront chez l'imprimeur, comme sa justification ;
- 5°) en aucun cas, les approbations des censeurs ne seront imprimées à la suite des livres, car les censeurs n'ont pas de comptes

à rendre au public, ni à s'exposer à des reproches ou à des rancœurs (26) ;

- 6°) on confirmera les anciens règlements en ce qu'ils défendent de s'immiscer dans le commerce des livres sans être libraire, mais on autorisera les auteurs à vendre chez eux leurs ouvrages, à condition toutefois qu'ils inscrivent leur nom en tête des livres ou qu'ils en revendiquent la paternité ;
- 7°) on défendra aux libraires le commerce de tous livres prohibés, sous peine de confiscation, d'amende ou de déchéance de maîtrise, et le commerce de tous livres contrefaits au préjudice des privilèges exclusifs ;
- 8°) le Roi évoquera à lui et à son Conseil la connaissance de toutes les contraventions et délits concernant les livres pour lesquels il aura accordé la permission.

Telles sont les principales idées de Malesherbes sur la librairie, au début de 1774. Elles vont dans le sens d'une liberté modérée et d'une réglementation efficace et juste. Plusieurs se trouvaient déjà dans les *Mémoires* de 1759, d'ailleurs beaucoup plus détaillées. Certaines autres (27) seront reprises et développées, comme nous le verrons dans le grand mémoire de 1789, qui posera la question de la liberté de la presse dans toute son ampleur et à la lumière des transformations inéluctables.

(26) Malesherbes fait observer que la publicité de leur approbation incline souvent les censeurs à tyranniser les auteurs pour des choses indifférentes ou de peu d'importance.

(27) Ainsi l'idée que les censeurs doivent rendre des comptes exclusivement au Roi et à son Conseil.

CHAPITRE XII

PREMIERS MOIS DU NOUVEAU REGNE

MALESHERBES PREPARE LE RETABLISSEMENT DE LA MAGISTRATURE

« Le roi d'aujourd'hui veut le bien. Il travaillera dans cette occasion-ci pour son autorité ; cela est justice puisqu'il est vrai que le Parlement y a porté quelques atteintes. Mais qu'il ne soit pas dit qu'il n'ait travaillé que pour sa seule autorité. »

(*Lettre à Turgot*).

Efforts de Turgot pour que Malesherbes accepte la place de garde des Sceaux. Refus de Malesherbes : une correspondance secrète. — Projets pour le rétablissement de la magistrature. Quatre mémoires à Louis XIV : un plan détaillé. — Le mémoire sur les avocats ; le mémoire sur le projet de réunir le Grand Conseil à la Cour des Aides.

Nous avons vu, au chapitre précédent, que Malesherbes avait, au cours de son exil, écrit de nombreux mémoires en vue d'un rétablissement éventuel de la magistrature. Il précise, dans une note autographe, qu'il y eut deux époques où il se livra à ces travaux. « *L'une fut après une visite que j'avois reçue de M. de Boynes, ministre allant de Fontainebleau à Malesherbes. Il m'avoit dit qu'il convenoit que la justice étoit bien mal administrée par les opérations de M. de Maupeou, mais que je devois convenir que tout seroit perdu dans le royaume si le Parlement revenoit triomphant. Il m'avoit exhorté à employer mon loisir à travailler sur les moyens de rétablir un ordre de justice et d'administration qui ne tombât ni dans les inconvéniens du despotisme ni dans celui d'avilir l'autorité royale et d'en donner une excessive aux Cours de justice* ».

Mais ces mémoires demeurèrent inachevés. Malesherbes nous apprend qu'il se remit au travail aussitôt après l'accession de Turgot au ministère. « *Il [Turgot] me demanda plus sincèrement que M. de Boynes de travailler au rétablissement de la magistrature dans*

des principes tendans à la justice et au bonheur des peuples sans détruire l'autorité du roy ». C'est donc à l'instigation de Turgot que Malesherbes (qui, ne l'oublions pas, était encore exilé) se remit à ses travaux sur ce problème qui lui tenait tant à cœur et qui était plus brûlant que jamais, puisque, très peu de temps après la mort de Louis XV, il fut question de rétablir les Parlements et les Cours souveraines. En cette fin de printemps et en ce début d'été 1774, des changements importants se sont déjà produits et d'autres sont imminents. Dès l'avènement de Louis XVI, Maurepas a été rappelé et pourvu du titre de ministre d'Etat sans attribution de portefeuille : il est investi, en réalité, des fonctions de premier ministre. Le 20 juillet, Turgot est secrétaire d'Etat à la Marine ; il sera contrôleur général le 24 août, à la chute (attendue) de Terray. Quant à Maupeou, il quittera la Chancellerie ce 24 août et les Sceaux seront donnés à Miromesnil. Dès la fin juillet, alors que la disgrâce de Maupeou et de Terray n'est plus — on s'en doute — qu'une question de semaines et même de jours, Turgot demande à Malesherbes de lui communiquer ses travaux sur le rétablissement des Parlements. Et Malesherbes lui répond, le 3 août (1), par une lettre dont nous extrayons quelques passages :

« [...] La totalité de mes mémoires que j'ay faits et refaits dix fois et toujours changés suivant les circonstances et qui sont raturés de ma main avec des renvois dont personne n'a la clef et dans un griffonnage que personne ne peut lire, tout cela, dis-je, ne peut être employé que par moy seul. Mon secrétaire même qui a l'habitude de me copier ne scauroit s'y reconnoître.

« Il faudroit donc absolument que je scusse quelque chose de la façon de penser de M. de Maurepas, de celle du roy, de celle des différens personnages du Conseil pour voir quels sont ceux de ces matériaux qui valent la peine d'être rédigés. C'est pourquoy une conversation préalable avec vous m'eût été bien utile [...]. Je pense absolument comme vous que je serois très coupable de vous dissimuler aucune de mes idées et que puisque nous avons le bonheur jusqu'à présent inespéré qu'un honnête homme puisse influencer sur nos affaires, il faut luy faire voir tous les matériaux bons ou mauvais entre lesquels ce sera à luy de choisir... »

Le surlendemain 5 août, nouvelle lettre, très importante, dans laquelle Malesherbes, qui a été pressenti pour occuper la place de garde des Sceaux, expose à Turgot les raisons qu'il a de ne point accepter cette charge, car il sent la nécessité de mettre un frein à la puissance de la magistrature, et ce n'est pas à lui, qui a lutté pendant des années contre l'arbitraire gouvernemental, pour affirmer les droits de la magistrature, à se faire l'instrument de cette politique.

« Ce 5 aoust.

« Je vous ay envoyé, Monsieur, mes premières idées ébauchées à la hâte sur les principaux objets de la grande affaire de la magistrature.

(1) Cette lettre et les suivantes figurent aux *Archives de Rosanbo*, carton 10, dossier 2 (minutes autographes).

« Vous les avés griffonnées de ma main et très vite, ce qui me fait craindre que vous n'ayés bien de la peine à me lire. De plus vous n'y trouverez sur les articles les plus difficiles que des doutes qu'il m'est impossible de lever seul et sans être éclairé de beaucoup de conseils, de beaucoup de consultations, du concours de beaucoup de personnes que je ne peux réunir qu'à Paris.

« Je vous ay promis de plus quelques autres mémoires un peu plus digérés et non sur l'objet principal mais sur d'autres que je crois devoir entrer dans l'arrangement général. Les matériaux en sont épars dans mes fatras. Je travaille à les en tirer et les rédiger, ce qui ne sera pas long. Mais j'interromps ce travail pour vous communiquer d'importantes réflexions sur l'article préalable sur lequel j'ay profondément médité depuis quelques jours, qui est le choix d'un garde des sceaux.

« Ma première proposition qui à mes yeux est de toute évidence est qu'il ne faut mettre à cette place dans ce moment-cy aucun de ceux qui ont joué un rôle pour la cause des Parlemens, et en voicy mes raisons.

« Il n'est pas douteux qu'il n'y ait des mesures à prendre contre l'abus du pouvoir parlementaire. Je le pense moy personnellement parce que je crois que les parlemens ont quelquefois usé de ce pouvoir contre le bien public et trop rarement pour le bien public et qu'après un retour sans conditions et sans précautions les abus seroient encore plus communs et plus considérables. (2)

« D'ailleurs quand on ne penseroit pas comme moy sur cela, il suffit que cette façon de penser soit celle du Roy, que ce soit celle de M. de Maurepas qu'il est nécessaire de regarder comme son premier ministre, pour que celui à qui on offrira la place doive ou la refuser ou la prendre à condition de faire la réformation désirée.

« Or comment voulés-vous que cette reformation soit faite, qu'elle soit seulement proposée par ceux qui ont souffert persécution pour la cause parlementaire et qu'ils en tirent toute leur considération, toute leur existence ?

« Je vais vous peindre sur cela non ma façon de penser, mais mon sentiment. Ce ne sont pas toutes les raisons de ma répugnance personnelle à avoir une place que je vais vous dire. J'en ay d'assés fortes pour ne pouvoir jamais m'y porter, qu'il est inutile de vous exposer. Je ne vais vous faire connoître que ce qui dérive de ma qualité d'ancien magistrat de cours souveraines, d'auteur de remontrances, d'exilé, qualités qui me sont communes avec bien d'autres. C'est sur cela que je vous ouvre mon cœur.

« Je conçois qu'on consente à passer pour despote, même pour tyran, quand on a l'intime conviction qu'on fait le bien, quand on suit les principes qu'on passe pour avoir toujours professés. M. de Sully, M. Colbert ont été en horreur à la nation. Aujourd'huy M. d'Aiguillon est regardé par les trois quarts de la France comme un tyran ; si j'avois été son ami je ne rougirois pas de luy. On peut soutenir que sa conduite a été noble et toujours la même.

(2) Malesherbes ne se gêne pas pour formuler parfois des jugemens très durs sur les parlementaires. Ainsi nous lisons dans une autre lettre à Turgot : « Quant à nos magistrats du Parlement, presque tous ont un vice commun qui à mes yeux est le pire de tous, c'est l'habitude indomptable de la finesse et de la fausseté, ce qui, joint à la facilité qu'ils ont de prendre le ton despotique, rend les affaires intraitables avec eux ».

« Mais le reproche d'avoir trahi sa conscience et abandonné par ambition ses principes et ses confrères est un reproche que je ne conçois pas qu'on puisse soutenir. C'est jouer cet affreux rôle que M. de Maupeou [*un mot illisible*] avec impudence après avoir été vingt cinq ans un chef de séditieux.

« Vous me dirés qu'on n'est pas obligé d'être homme de parti et qu'on peut avoir une façon de penser mitoyenne, que moy même suis connu de bien des gens pour n'estre pas parlementaire, pour avoir défendu la cause [*un mot illisible*] quand j'ay cru que la cause des parlemens étoit celle de la nation, mais avoir toujours avoué les abus et la nécessité de les réformer.

« Tout cela est vrai aux yeux de quelques personnes, mais dans Paris en général, dans le reste de la France, même un peu dans les pays étrangers ou nos affaires ont transpiré, on ne voit que deux partis dans ce royaume, le despotisme et les Parlemens, et toutes les fois qu'un de ceux qui ont combattu dans l'armée des Parlemens, parvenu à une grande place, en entreprendra la réforme, il sera regardé comme un traître à son parti. Ce n'est là, me dites-vous, rien encore, qu'une délicatesse personnelle qu'il faut sacrifier au bien général, mais voicy du réel. C'est que tout ce qui sera possible et même facile à un homme qui a toujours été du parti de la cour ou à un homme jusqu'à présent neutre dans l'affaire, tout ce qui de cette part paroitra des partis mitoyens et raisonnables, tout cela de ma part ou de celle de quelqu'un de mon parti, éprouvera des difficultés insurmontables ; tous ces partis mitoyens me rendront odieux aux uns et ne seront pas cru sincères par les autres qui croiront toujours que je leur aurai secrètement obligation de les traverser.

« Depuis la première lettre que je vous ay écrite, malgré le peu d'apparence qu'on songe à moy et malgré ma résolution inébranlable de ne rien accepter, je n'ay cessé de me représenter toutes les positions possibles ou je me trouverois si j'acceptois un pareil fardeau et je ne vois de tous les côtés qu'embarras, obstacles, roles fâcheux à jouer... qui ne seroient rien pour vous et sont tout pour moy dans ma position.

« Vous pensés donc que c'est le cas de sacrifier mon honneur au bien de l'Etat, mais je ne sçais trop ou sont les gens qui ont fait un tel sacrifice sans une petite consolation cachée d'ambition. D'ailleurs prouvés moy que le bien public s'y trouve, c'est ce que je suis très éloigné de croire. Enfin s'il estoit utile que je montasse en chaire ou que j'imprimasse en mon nom pour établir la concordance de mes principes, de ceux que j'ay professés pour les parlemens, avec ceux que j'aurois à établir pour leur réformation, je m'y résoudrois sans répugnance pourvu que vous me donnassiez un moyen de bien prouver que ce n'est point un interest personnel qui m'a fait changer de sentiment, mais c'est ce qu'on ne persuadera à personne en prenant une place que le public croit toujours qu'on a désirée [...] ».

Où donc M. de Maurepas doit-il choisir un garde des Sceaux ? continue Malesherbes. Pas plus chez ceux qui sont profondément acquis à la cause de la magistrature et qui rappelleront l'ancien Parlement sans précautions efficaces, que chez les hommes dénués de scrupules qui changeraient de principes en changeant d'intérêt. Il convient de le choisir parmi ceux qui n'ont joué aucun rôle pendant les derniers troubles ou dans le Conseil lui-même.

Ici, Malesherbes envisage successivement trois candidats possi-

bles : Molé (3), d'Aguesseau et le conseiller d'Etat Joly de Fleury. Tous trois, pour des raisons différentes, sont à éliminer. Puis il formule, en termes énergiques, sa conclusion : « *C'est [...] M. de Maurepas et luy seul qui doit estre mis à la teste de la magistrature, soit comme Chancelier, si cela est possible, et ce qui est certainement le plus désirable de tout, soit au moins comme garde des Sceaux, si on ne peut pas mieux faire.* »

Cette proposition est justifiée par un chaleureux éloge de Maurepas : outre ses grandes qualités personnelles, il a la réputation, l'âge, l'expérience. Il ne donne de la jalousie à personne ; il jouit d'un grand crédit auprès du roi. « *Je ne connois point M. de Maurepas*, ajoute Malesherbes ; *ainsi, je ne peux juger des différentes raisons de répugnance qu'il peut avoir pour cette place* ».

Au cas où il refuserait, on pourrait envisager de confier le poste à un homme de robe qui soit de ses amis. Et Malesherbes de citer : Amelot (mais il est trop jeune et de caractère faible), le président Portail, Miromesnil, et enfin... Turgot. « *Vous êtes le meilleur des quatre* », lui dit Malesherbes. Mais « *il faut que vous ayez l'appui de M. de Maurepas, sinon vous éprouveriez des difficultés infinies de la part de tous les magistrats de robe longue qui regarderoient votre promotion comme une injustice qui leur est faite* ».

Cette lettre, faite pour être montrée à Maurepas, et sans doute au Roi, est accompagnée d'une autre lettre, confidentielle, dont nous avons également le brouillon très raturé et la minute autographe mise au net, et dans laquelle Malesherbes entre dans des considérations personnelles pour exposer à Turgot les difficultés insurmontables auxquelles il se heurterait s'il avait l'imprudence d'accepter la charge de garde des Sceaux. Elle est précédée des mots : « *Cette lettre cy est pour vous seul.* » Elle est encore plus longue que la précédente ; aussi nous bornerons-nous à en extraire quelques passages essentiels :

« [...] Si le roy renvoyoit M. de Maupeou et me faisoit garde des sceaux, cela prouveroit qu'il auroit l'intention de rétablir l'ancienne magistrature, mais ce seroit vraisemblablement à des conditions qui empêchassent les parlemens de se prévaloir de la nécessité ou on auroit été de recourir à eux ; et puisqu'on auroit jetté les yeux sur moy on m'auroit apparemment cru propre à prendre sur cela des arrangemens convenables et à les faire passer. Or sans examiner si j'ay les talens nécessaires pour examiner et proposer de bons moyens, il me paroît démontré que ny moy ny aucun de ceux qui ont joué le meme role que moy ne sommes des gens propres à les exécuter. Je crois qu'en cela vous estes dans l'erreur sur ce qui me regarde et il faut nous expliquer.

« Dès qu'on scauroit que le roy a pris pour chef de la justice un de ceux qui ont combattu et souffert persécution pour la cause de la magistrature, vous ne doutés pas que le nouveau parlement et les autres tribunaux de

(3) Mathieu François Molé (1705-1793), premier président du Parlement de Paris, charge dont il s'était démis en 1763 ; il avait épousé une fille du financier Samuel Bernard.

la même création ne cessassent toutes fonctions soit par mutinerie soit par l'impossibilité réelle de les remplir et par la crainte d'être hués par le peuple, et après cette défection vous sentés bien qu'on seroit dans la nécessité de rappeler l'ancien parlement aux seules conditions qu'ils voudront bien accepter. Ce n'est pas à moy à vous dire que ce fût un mal, mais c'en seroit certainement un dans la façon de penser du roy et dans celle de M de Maurepas ».

Et Malesherbes expose ensuite à Turgot combien sa situation seroit délicate. Après le rôle qu'il a joué, il ne pourrait jamais user du *sceptre de fer* envers les magistrats ; il ne pourrait agir que par la seule persuasion. Il devrait établir ses plans d'avance et négocier avec les magistrats. Et *« croyés vous qu'il me soit possible de leur persuader d'enregistrer volontairement rien de ce qui limitera leur pouvoir, même en ce qu'il a d'abusif, quand ils verront clairement par le choix qui aura été fait de moy qu'ils n'ont plus rien à craindre, qu'ils n'ont qu'à tenir ferme sur la négative et qu'il faudra bien que je les fasse rétablir » ?*

Malesherbes saura-t-il, du moins, se concilier l'amitié de ses confrères, des *« gros bonnets du Parlement »* ? Non pas, car gens-là seront *« choqués au dernier point de voir élever sur le pinacle pour quelques frases de remontrances un homme qu'ils ont toujours regardé comme un homme très frivole et uniquement occupé de fadaises de littérature »*. (4)

Dans le Conseil, il aura pour ennemis tous ceux qui, pendant les troubles, se sont distingués dans le parti antiparlementaire, et pour ennemis implacables tous ceux qui auront voulu sa place et qui ne songeront qu'à le *« débarquer »*.

On l'attaquerait sur son ignorance en jurisprudence, *« ce qui assés aisé, car je vous avoue que c'est mon côté faible »* ; au Parlement, ce serait sur la probité et l'honnêteté qu'on l'attaquerait. Il a souvent parlé à ses confrères de la nécessité de prendre des précautions contre l'excès de la puissance parlementaire, mais quand on les met au pied du mur, ils se révoltent.

« Dans cette disposition des esprits, croyés-vous, Monsieur, que je trouve de la facilité à faire adopter mes vues dans les négociations préalables et doutés vous que quand ensuite les affaires seront publiquement discutées, on ne persuade au public que de tous les arrangemens possibles, ceux que j'aurois choisis seroient les plus contraires au bien de l'Etat et à la constitution du royaume ?

« Alors viendroient les grandes exclamations contre ce magistrat corrompu qui seroit devenu le destructeur des loix après en avoir été le défenseur. Enfin ils en viendroient peut-être jusqu'à redemander au roy l'exil et les fers plutost que d'acquiescer au renversement de tous les principes [...].

(4) C'est nous qui soulignons. Cette confidence, très curieuse, ne doit pas nous étonner. Malesherbes n'avait jamais fait mystère de son penchant pour la littérature et de sa sympathie pour les gens de lettres ; on l'avait bien vu pendant qu'il était à la tête de la Librairie.

« Voilà comment on perd en un instant tout ce qu'on a acquis de réputation pendant sa vie pour avoir pris un rôle que par les circonstances on ne peut pas jouer ».

Un tableau si sombre n'est-il pas le fait d'un amour-propre trop chatouilleux ? pensera Turgot. Non ! réplique Malesherbes : *« Il est rare qu'on ait sacrifié au public son honneur quand on n'est pas consolé par un grain d'ambition. Je conçois que pour faire le bien on s'expose à passer pour un homme dur, mais jamais pour un traître. »*

Certes, un Fleury, un d'Ormesson n'auraient pas les mêmes scrupules... *« D'ailleurs, poursuit Malesherbes, je ne suis point dans le cas d'avoir à opter entre le bien public et l'honneur, car le rôle affreux que je jouerois dans l'hypothèse que je vous ay faite, bien loin d'estre utile à l'Etat, lui seroit très préjudiciable : une pareille bagarre forceroit le roy à rappeler le gouvernement tyrannique de M. Maupeou, on donneroit au Parlement une victoire égale pour le moins à celles qu'il a remportées en 1732, 1734, 1754, 1757, et de laquelle il ne profiteroit pas plus pour le bien du peuple que dans les occasions que je viens de vous citer et dont il tireroit seulement pour le corps même de grands avantages ».*

Comme il l'a fait dans sa lettre non confidentielle, il brosse ensuite un fervent éloge de Maurepas, seul désigné pour être garde des Sceaux. *« Nous le respectons tous comme un ministre puissant pendant que nous n'étions que des enfans ».* Dès qu'on saura qu'il accède à ce poste, les choses s'arrangeront très facilement. A défaut de Maurepas, il cite encore Joly de Fleury et Miromesnil.

La fin de la lettre est consacrée à la question du rappel des exilés de la Cour des Aides. *« Je ne peux, dit-il, ny ne dois personnellement demander mon rappel, mais il me semble que je peux demander et obtenir celui de tous Mrs de la Cour des Aydes qui sont encore exilés ».* Quant à lui, il propose de n'aller à Paris que huit jours seulement *« pour mettre en ordre mes papiers qui, à la mort de mon père, ont été mis en pile par la petite infamie que me fit alors le Chancelier de ne pas me laisser le tems absolument nécessaire pour mettre ordre à mes affaires ».* *« Pendant ces huit jours je me tiendray exactement clos et fermé ; je ne verray personne, ne me montreray nulle part ; je vous demanderay seulement un rendez-vous à vous et à M. de Maurepas que j'auray à remercier de la permission que vous m'aurez fait accorder. M. de Maurepas et tous les autres ministres ont vu M. d'Ormesson et M. le P. de Fleuri : ils peuvent aussi bien me voir... »*

Il termine en examinant le cas de chacun de ces exilés et démontre combien fut injuste la sanction qui les frappa. Seuls, d'ailleurs, Boisgibault et lui-même furent assignés à résidence ; les autres ont bénéficié du plus doux des exils. D'autres enfin, *« les plus vifs de*

la Compagnie », n'ont pas été frappés parce qu'ils jouissaient de hautes protections.

*
**

Lorsque Turgot pressait Malesherbes d'accepter le poste de garde des Sceaux, il exprimait évidemment le désir de Maurepas ; aussi, est-ce une lettre de caractère presque officiel que Malesherbes lui adresse le 11 août pour décliner définitivement l'offre qui lui est faite. (5) Il écrit notamment :

« J'ay vu longtems de près un Chancelier et je sçais ce que doit être ce magistrat ou le Garde des Sceaux qui en remplit les fonctions, et dans son cabinet où il expédie un courant immense d'affaires contentieuses, et au conseil des parties dont il doit être l'âme et où il ne lui suffit pas de recueillir les voix comme premier président d'une cour, et dans les conseils que tient le roy ou il est l'homme chargé de veiller sans cesse à la manutention des loix du royaume. Je sçais aussi que n'ayant pas fait dans ma jeunesse une étude profonde de la jurisprudence et ayant depuis passé vingt cinq ans à la Cour des Aydes ou on ne voit que des affaires d'un seul genre et de celles sur lesquelles le Chancelier et Garde des Sceaux à le plus rarement à statuer, je remplirois mal l'attente de ceux qui m'auroient proposé au roy pour une charge aussi importante ».

Et il termine par ces mots :

« Vous connoissez, Monsieur, mon attachement, et j'éprouve dans ce moment cy combien il est sincère par le regret que j'ay de ne pouvoir déférer à vos désirs et à vos conseils et coopérer avec vous aux grands services que vous allés rendre au roy et à l'Etat ».

Soit ! Malesherbes ne sera pas garde des Sceaux ! Mais son rôle n'est pas terminé pour autant. On a besoin de ses idées et de ses conseils pour la grande affaire du rétablissement de la magistrature. Il a déjà communiqué à Turgot plusieurs de ses réflexions sur les affaires présentes ; il en a d'autres ; mais, dit-il, « *ce sont des idées enfantées dans la solitude* » ; pour voir si elles sont applicables, il faudrait les faire examiner, discuter, corriger et réformer d'après les avis de personnes autorisées ; il est prêt, néanmoins, si Maurepas le désire, à en faire part.

La correspondance se poursuit. Le 14 août, lettre pressante : Malesherbes veut absolument voir Turgot, car il a beaucoup de choses à lui dire. Il lui relate succinctement la conversation qu'il vient d'avoir avec un des principaux membres du Parlement avec lequel il a « *les plus intimes liaisons* ». Il prie notamment Turgot de lui procurer au plus tôt le rendez-vous envisagé avec Maurepas ou quelqu'un qui ait mission de Maurepas (il cite le duc de Nivernois, l'abbé de Véri,

(5) Minute autographe sans ratures.

Miromesnil), « *si vous croyez que je puisse être employé utilement à l'arrangement* ».

Le 20 août (il n'est plus à Malesherbes, mais chez Trudaine, à Montigny) (6), il envoie à Turgot son mémoire sur la question du Grand Conseil. Il ajoute : « *Le mémoire sur les avocats que vous me demandés n'est pas encore achevé.* » Il parle du renvoi du Chancelier et du rétablissement des Cours comme prochains. « *M. Trudaine m'a encore dit que M. de Maurepas ne veut pas négocier avec Mrs du Parlement et je ne scaurois l'en désapprouver. Cela n'est ny décent ny utile* ». Cependant, sans négocier, il faut bien se concerter sur cette affaire si importante, et il est nécessaire, pour conclure ces arrangements, « *d'entendre Mrs. du Parlement que cela intéresse* ».

Le lendemain 21 août, nouvelle lettre (il est toujours chez Trudaine) : il présente quelques observations sur « *la grande opération de celui qui sera chargé de la place de garde des Sceaux* » ; il envisage quelques questions délicates : la prestation de serment que certains voudraient exiger des parlementaires et qu'il sera malaisé de leur faire accepter ; le sort qu'il conviendra de faire aux gens du Parlement Maupeou ; le recrutement du nouveau Grand Conseil...

Le plus propre à cet arrangement lui paraît être, tout compte fait, Miromesnil. Et, pour finir, cette amicale mise en garde à Turgot :

« Je suis trop votre ami pour ne vous pas conseiller de ne jamais paroître en personne dans toutes nos affaires ; vous ne le devés ny comme ministre de la Marine à qui tout cela est étranger, ny avec votre réputation de philosophe qui, à quelques égards, nuirait à la négociation ».

Ne négligeons pas une importante lettre écrite en septembre, « de Rosny, route de Normandie ». (7). Turgot est maintenant contrôleur général, Miromesnil (comme Malesherbes le souhaitait) garde des Sceaux. Malesherbes vient de passer quatre jours chez son cousin le président de Lamoignon, à Bâville. Il attend la visite de l'avocat Target, avec lequel il a, dit-il, depuis trois ans, de grandes relations et qui se trouve en Normandie. Il remercie Turgot d'avoir lu avec attention les mémoires qu'il lui a communiqués et, en deux pages, il résume ses idées sur le processus de rétablissement de l'ancienne magistrature :

(6) Jean-Claude-Philibert Trudaine, dit Trudaine de Montigny (1733-1777), avait succédé à son père Daniel Trudaine, en 1767, à la tête de l'administration des Ponts et Chaussées. Il avait épousé la fille de Michel Bouvart de Fourqueux, intendant des Finances. Il recevait dans sa splendide résidence de Montigny-Lencoup, près de Provins (Seine-et-Marne). Leur hôtel parisien était situé rue des Vieilles-Haudriettes.

(7) Il s'agit de Rosny-sur-Seine, près de Mantes. Malesherbes est chez sa sœur, Mme de Sénozan. Le château de Rosny, dont la construction, commencée en 1595, est due à Sully (qui y fit aménager par Olivier de Serres, un parc splendide) et où Henri IV séjourna, avait été acheté en 1729 par François Olivier comte de Sénozan. Malesherbes y fit de fréquents séjours et y planta un cèdre magnifique. Le château fut au début du XIX^e siècle la propriété de la duchesse de Berry.

« Voicy à peu près le résultat ou le système général des idées que je vous ay communiquées ou vous communiqueray.

« Le roy rétablira l'ancienne magistrature par esprit de justice, parce que les charges sont inamovibles et n'ont pu estre confisquées sans procès fait juridiquement ; mais la nomination d'un autre parlement par provision, ou parce qu'on auroit du faire le procès de l'ancien, et parce que l'ancien avait laissé ses fonctions vacantes, étoit légitime, donc tout ce qui a été fait par le parlement intermédiaire est bon et solide.

« Le roy établit ou rétablit un Grand Conseil ou autre tribunal d'attribution, tribunal émanant du Conseil, et il luy donne une telle autorité que le parlement ne puisse jamais luy porter les mêmes atteintes qu'il a portées au Grand Conseil depuis 1755. Il faut que les arrests de ce tribunal soient respectés comme ils l'estoient autrefois, comme ils l'estoient du tems de l'ancien ministère de M. de Maurepas.

« Cet article est fondamental, il est nécessaire pour l'autorité du roy [...]. Quand ce tribunal sera rétabli, on pourra défendre efficacement au Parlement rétabli de cesser le service, on aura un corps pour le remplacer et on y obligera ce corps en le créant ou rétablissant ».

Il faudra ensuite remédier à quelques abus dans l'exercice de la justice :

« S'il y a quelques abus des cours contre la puissance souveraine, ne leur en a-t-on pas reproché aussi quelques uns contre la justice due aux citoyens ? Faites en sorte que ce jeune roy qui paroît désirer avec passion d'estre aimé de son peuple, en meme tems qu'il apportera des remèdes à ce qui blesse sa puissance, prenne aussi en considération les interests de ce peuple qu'il doit protéger.

« Vous verrés d'ailleurs et avés déjà vu par ces mémoires que les réglemens favorables au peuple que je propose se trouvent aussi favorables à l'autorité ».

*
*
*

Les mémoires dont il est ici question sont adressés à Louis XVI et sont au nombre de quatre. (8) Ils débutent ainsi :

« Sire, si la Révolution faite dans les tribunaux avait pour objet votre autorité et son accroissement pour effet, je me bornerais à supplier Votre Majesté d'agréer quelques observations sur les moyens qu'on a employés pour y parvenir.

« Mais si vos peuples, et cette autorité même, sous le spécieux prétexte de l'augmenter, ont été sacrifiés à la vengeance et au désir de se rendre nécessaire par le bouleversement universel ; si la ruine des lois, de la magistrature, de la confiance publique, les exils, les emprisonnements, ont été préjudiciables à votre autorité même, vous concevez, Sire, que la chose doit être envisagée sous une face bien différente et qu'il est bien important de s'éclairer ».

(8) *Archives de Rosambo*, carton 10, dossier 4 (copies).

Le premier mémoire tend à démontrer l'arbitraire avec lequel on a procédé envers les Parlements et la Cour des Aides. Il contient aussi une vive critique des magistrats qu'on a imposés à la place des magistrats authentiques et du dommage qui en est résulté pour la nation. On a affaibli l'amour que le peuple portait au Roi. Malesherbes reconnaît d'ailleurs (comme il l'a souvent dit dans ses écrits antérieurs) que le Parlement eut des torts, dont le principal fut de cesser l'administration de la justice.

Le second mémoire roule sur l'autorité royale. Elle doit être « unique, absolue, entière, indépendante ». Ce qui proscriit, évidemment, les actes de rébellion, comme les arrêts de défense qui suspendent l'obéissance, et les cessations de service qui laissent la nation dans le désordre et l'anarchie.

Mais l'autorité monarchique, pour être absolue et indépendante, n'est ni arbitraire ni despotique. (9)

Ici, Malesherbes caractérise le despotisme. « *Le despotisme ne connaît pas les formes qui règlent la marche d'un gouvernement paternel et le préservent des écueils d'une subite révolution ; il connaît encore moins les lois générales qui mettent en sûreté la succession au trône, l'honneur, la vie, la liberté et la fortune des sujets ; il n'écoute pas les remontrances* ».

L'intérêt du prince coïncide avec celui des peuples. Le prince doit se défier des mauvais conseillers qui cherchent à abuser de son autorité ; il doit s'efforcer de connaître la vérité, la justice et le bien public.

Dans le troisième mémoire, Malesherbes, après avoir exposé ce qu'exige le maintien de l'autorité royale, envisage ce qu'exige le maintien des lois.

Il faut rétablir les lois qu'on a violées sans motif comme sans intérêt. « *La propriété, la vie et l'honneur des sujets sont exposés à de grands dangers quand les lois sont variables, les jugements arbitraires et les juges incertains* ». D'où la nécessité de faire un code de lois.

Quant à la conservation des lois, elle doit être assurée par un

(9) Dans un très intéressant mémoire, non daté mais visiblement écrit pendant son exil et avant la mort de Louis XV, Malesherbes cherchait à tracer les limites de l'obéissance due au roi. Comme l'obéissance du fils à son père doit s'arrêter dès l'instant que l'autorité du père devient de la tyrannie, de même l'obéissance au roi a des bornes. « Les magistrats assurent toujours le roi de leur soumission, d'autant plus réelle qu'ils n'ont aucune force pour résister, et cependant ils déclarent qu'ils ne peuvent ni ne doivent enregistrer ce qui est contraire à leurs principes et à leur conscience. » Après avoir affirmé que l'on ne peut se laisser dépouiller de son office hors les cas prévus par les anciennes lois, Malesherbes cite en exemple la résistance de son père le Chancelier de Lamoignon, « le partisan le plus résolu de l'autorité royale », qui pourtant refusa de se démettre de sa charge malgré les exhortations du roi et malgré l'exil et ne se démit que lorsque sa santé le plaça dans l'impossibilité physique de remplir ses fonctions au cas où le roi eût jugé à propos de la rappeler. Il ajoute : « N'est-ce pas un roi assez puissant que celui qui peut m'ordonner tout excepté de mauvaises actions et la perte de ma liberté ? »

corps *immuable* destiné à garantir leur inviolabilité. Ce corps, c'est la magistrature. Le plus grand mal a donc été la destruction de l'*inamovibilité des offices*. C'est contre cette révolution qu'ont protesté les princes du sang. Les nouveaux magistrats créés n'ont aucun droit à l'*inamovibilité*. Sans doute, il s'était glissé dans le Parlement des abus fâcheux, comme l'habitude de suspendre le cours de la justice, mais « *les anciennes familles de magistrats étaient précieuses à l'Etat* » et « *on peut dire que de tous les corps, la magistrature était celui où les principes de l'honnêteté et des mœurs antiques s'étaient le mieux conservés* ».

Le quatrième mémoire est consacré aux problèmes de l'administration gratuite de la justice, de la suppression de la vénalité des charges et de l'hérédité des offices.

La justice gratuite est un bien, accorde Malesherbes, qui reconnaît qu'il existait des abus considérables, et pas seulement dans la grand'chambre du Parlement de Paris. Mais dans l'état actuel des finances, c'est une opération dangereuse susceptible d'entraîner vingt-quatre millions de charges nouvelles qui pèseront sur les peuples sous forme d'impôts. « *Cette prétendue justice gratuite n'a été annoncée que pour éblouir le feu roi et se jouer de ses sujets* ».

Quant à la vénalité des offices, on peut penser avec raison que le droit de juger ne doit point s'acheter. Mais dans la situation actuelle de nos mœurs, elle est avantageuse. Elle empêche que « *le sanctuaire de la justice ne s'ouvre à tous les hommes qui voudront s'y introduire par l'intrigue, par de basses protections et par une vénalité secrète et clandestine* ». De plus, la vénalité éloignait des tribunaux ceux qui ne jouissaient pas d'une fortune assez considérable pour mettre leur intégrité à l'abri des tentations de l'indigence.

Certes, la vénalité ne garantit pas que les charges seront toujours placées entre les mains les plus dignes, mais on peut la corriger par un certain nombre de mesures telles que l'agrément des compagnies, l'examen sur la législation, l'enquête sur la vie et les mœurs... Enfin, Malesherbes invoque en faveur de la vénalité le double témoignage du cardinal de Richelieu et de Montesquieu. Reste la suppression de l'hérédité des offices. Malesherbes montre les inconvénients qui peuvent en résulter. Cette suppression serait une cause de diminution de revenus pour l'Etat, parce qu'elle entraînerait la suppression du droit de survivance qui se paye aux revenus casuels à la mort ou à la démission de chaque officier de cour supérieure. Malesherbes fait enfin état d'un argument d'ordre familial et moral : chaque père regarde sa charge comme le patrimoine de son fils, le destine à la remplir, lui enseigne les principes et les devoirs de son état, lui donne une éducation convenable, lui transmet les maximes et l'esprit de la magistrature, le forme au bien public...

En conclusion, l'auteur dégage et formule six principes :

- 1°) le bonheur des peuples est le but de l'autorité monarchique ;
- 2°) le bonheur, l'amour et la confiance des peuples supposent l'assurance constante de la stabilité des lois essentielles qui protègent leur vie, leur honneur, leur liberté et leur propriété ;
- 3°) pour défendre les lois, il faut qu'il y ait un corps chargé de ce dépôt et garantissant leur stabilité ;
- 4°) ce corps, dépositaire des lois essentielles, ne peut être détruit par la volonté du monarque et remplacé sur le champ par un autre ;
- 5°) d'où il suit que l'inamovibilité des offices est une loi capitale et inviolable, étant bien entendu qu'il est toujours possible de destituer les magistrats indignes ;
- 6°) dans la situation actuelle, la vénalité et l'hérédité sont plus avantageuses que nuisibles.

Telles sont les idées, tel est le plan que Malesherbes soumet au Roi à la fin de l'été ou au début de l'automne 1774, par l'intermédiaire de Turgot et peut-être aussi de Maurepas. Suivent les détails de l'exécution du plan : il indique comment doit être, selon lui, rédigé l'édit, ce qu'il doit contenir, les réactions qu'il provoquera, ce qu'il convient de faire dans les huit jours qui s'écouleront entre le rappel et l'arrivée des anciens parlementaires, comment on procédera pour rétablir le Grand Conseil et la Cour des Aides ; il suggère des dispositions touchant les ressorts des Parlements de province. Bref, il veut ne rien laisser dans l'ombre...

* *

Parmi les autres travaux remis à cette époque entre les mains de Turgot, il convient d'en signaler deux, dont il est plus d'une fois question dans la correspondance : le mémoire sur les avocats, que Malesherbes rédigea pendant un séjour à Bâville en avril 1774 et qu'il remania dans les mois qui suivirent, et le mémoire sur le projet de réunir le Grand Conseil à la Cour des Aides.⁽¹⁰⁾

Le mémoire sur les avocats, qui comporte quatre chapitres, est surtout employé à « *faire connaître au gouvernement combien il serait avantageux d'établir une liberté pleine et entière en faveur de chaque individu de l'ordre des avocats, liberté qui les mette à l'abri de la répréhension même de leur corps, et cela pour prévenir ces espèces d'ameutements, de résolutions tumultueuses dont l'effet est de faire cesser l'exercice de la justice ou dans le Parlement même ou dans d'autres compagnies à l'instigation du Parlement* ».

(10) *Archives de Rosambo*, carton 10, dossiers 1 et 2 (minutes autographes et copies au net).

Voici d'ailleurs quelles sont les propositions avancées par Malesherbes :

1°) le ministère des avocats dans les affaires particulières doit être libre ;

2°) la liberté de défense des particuliers n'est pas entière et ne peut pas l'être tant que subsiste la faculté de rayer du tableau des avocats ceux dont la conduite aurait blessé la délicatesse du corps ;

3°) les recours des avocats contre la justice des cours souveraines et contre les arrêts du Conseil doivent être libres (ce qui ne veut pas dire que les avocats auraient la faculté d'insulter impunément le Parlement).

Ces principes posés, Malesherbes examine les moyens d'assurer la liberté des avocats au Conseil et de ceux de tous les tribunaux : il souhaite avant tout qu'on affranchisse les avocats du règlement draconien de 1738.

Il ne s'agit pas d'un problème secondaire, mais d'une question qui touche à la justice et aux libertés publiques :

« Changer la constitution des avocats en soumettant ce corps à une discipline, en diminuant leur liberté et leur donnant des surveillants, est le plus funeste pour le peuple de tous les projets qu'on pourrait proposer.

« L'indépendance de l'ordre des avocats et la liberté de la plaidoirie et des mémoires imprimés ⁽¹¹⁾ est actuellement l'unique salut des citoyens, l'unique rempart à l'abri duquel nous conservons nos propriétés ».

On ne saurait concevoir un plus vigoureux langage.

Quant au projet de réunion du Grand Conseil à la Cour des Aides, nous avons vu, au cours des chapitres précédents, que Malesherbes n'avait pas attendu le nouveau règne pour s'en préoccuper. ⁽¹²⁾ Dans le mémoire qu'il adresse à Turgot sur cette question ⁽¹³⁾, il rappelle que cette réforme avait été envisagée dès 1767. « *On crut que la Cour des Aides de Paris, étant présidée par des conseillers d'Etat et maîtres des requêtes, prendrait des principes moins éloignés de ceux de l'administration et réciproquement que les intendants et ceux des finances obtiendraient moins facilement la cassation des arrêts d'une cour qui aurait pour défenseurs au Conseil des membres du Conseil même* ». On faisait d'autre part entrevoir à la Cour des Aides un changement dans la juridiction arbitraire des intendants.

Pour le Grand Conseil, il n'était pas douteux qu'il n'acceptât avec joie tout ce qui pouvait le tirer de l'état d'anéantissement où il se

(11) Voici, — à titre d'exemple — une des mesures que Malesherbes propose pour garantir la liberté des mémoires d'avocats : « Dans le cas où une chambre d'une Cour croira que la suppression d'un mémoire ou l'injonction n'est pas suffisante, et qu'il faut procéder par voie criminelle, l'instruction ne pourra être faite que par la compagnie entière, les chambres assemblées, comme celle qui se fait contre un officier de la compagnie ».

(12) Cf. au chapitre X, p. 269, la lettre de juin 1774, à Dionis de Séjour.

(13) Sur le Grand Conseil et ses fonctions assez confuses, cf. chapitre précédent, p. 272.

trouvait réduit. Mais le Parlement était hostile. Le projet fut enterré. Il fut repris pendant l'exil du Parlement. Alors les vues de la Cour des Aides ne pouvaient plus être les mêmes. *« Tout ce dont on avait flatté cette compagnie pour la diminution de l'autorité arbitraire ne pouvait pas seulement être proposé sous l'administration violente et illégale de l'abbé Terray. La réunion de la Cour des Aides et du Grand Conseil ne pouvait alors avoir d'autre objet que d'élever et de fortifier une puissance rivale et ennemie du Parlement au cas où on serait forcé de le rétablir »*. De leur côté, les membres de la Cour des Aides n'avaient que de la répugnance *« à l'idée de siéger à côté de gens qui, depuis l'année 1771, étaient devenus l'objet du mépris général »*. L'unique motif qu'on pût leur proposer était de faciliter les arrangements qui ramèneraient l'ancienne magistrature...

Aujourd'hui, tout est changé, grâce à *« un jeune roi qui porte les espérances de la nation »*, grâce au retour d'un ministre (Maurepas) attendu depuis vingt-cinq ans. Le moment est venu d'*« éteindre ces malheureuses dissensions sous lesquelles la France gémit depuis 1753 et de maintenir et faire respecter l'autorité souveraine sans la rendre odieuse au peuple »*.

Malesherbes présente ici quelques observations sur les avantages et les inconvénients qui pourraient résulter de cette réunion des deux cours. Il dit notamment : *« Une partie des revenus du roi consiste dans le produit des fermes, et ces droits affermés ne produisent ce que le roi en retire qu'à la faveur d'un code entier de lois barbares et contraires à toutes les autres lois tant naturelles que civiles »*. Il faut donc changer cette affreuse jurisprudence et chercher à procurer au roi d'autres revenus par d'autres moyens. Mais ce changement sera long et difficile. Il est donc nécessaire, de laisser l'exécution de ces lois rigoureuses à la Cour des Aides qui les adoucit autant qu'elle peut, et cela contre le vœu des fermiers généraux. C'est encore à la Cour des Aides que l'on trouve la justice la plus favorable.

Tout bien considéré, pense Malesherbes, la réunion des deux Cours est inutile et serait même nuisible à l'autorité royale, du moins pour l'heure présente. Certes, Malesherbes ne repousse point l'idée d'un changement dans la constitution de la Cour des Aides ; mais il estime que ce changement ne doit être effectué que progressivement et après le rétablissement des compagnies. Il faut préalablement rétablir la Cour des Aides telle qu'elle existait en 1770 : *« On travaillera alors à ces changements utiles s'il se trouve un ministère qui le veuille de bonne foi, et alors je suis garant que la Cour des Aides ne fera aucune objection à ce qui lui sera proposé, mais que ses remontrances auront pour objet unique le bien public et non l'intérêt du corps ni celui de ses membres »*.



Nous voyons, par tout ce qui précède, que Malesherbes, tout en refusant d'assumer les responsabilités et les risques de la charge de garde des Sceaux qu'on lui proposait, prit une part considérable au rétablissement de l'ancienne magistrature. Nous voyons aussi dans quel esprit il envisageait ce rétablissement : il ne voulait pas qu'il apparût comme un acte de vengeance, ni même comme une revanche ostensible. Conscient des défauts de la magistrature et des torts du Parlement, persuadé qu'il convenait de ménager l'autorité royale, de ne rien faire qui pût la diminuer, détestant l'arbitraire gouvernemental, mais redoutant aussi les abus d'un corps jaloux de ses prérogatives et qui avait surestimé sa puissance, il souhaitait voir s'établir un juste équilibre entre ces deux forces antagonistes. Cette conception modérée, qui répondait aux vues de Maurepas et à peu près à celles de Turgot (encore que celui-ci ne fût pas, dans les débuts, partisan du rétablissement des Parlements), inspire les nombreux écrits, dont plusieurs sont à peine ébauchés, que Malesherbes rédigea pendant cette période, comme on la trouvait déjà dans les travaux auxquels il s'était livré dès 1771.

Le but essentiel qu'il poursuit est la pacification des esprits, l'apaisement des rancœurs. Il s'ingénie à chercher de quelle façon il conviendra de procéder pour que l'opération se fasse sans douleur et dans le meilleur climat possible. « *La première démarche, dit-il, n'est pas ce qu'il y a de moins difficile dans l'affaire, parce que, d'une part, il faut absolument que le roy revienne contre ce qui a été fait d'injuste par le feu roy et donne sur cela satisfaction, non pas au Parlement, mais à la nation, et que, d'autre part, tous les ministres craignent et vraisemblablement M. de Maurepas craindra comme les autres que le roy, en reculant, en démontant ce qui a été fait, ne paraisse abandonner quelque portion de son autorité souveraine. Et quoique cette crainte ne soit pas aussi forte à mes yeux que celle de la plupart des ministres, il faut avoir grande attention à ne pas blesser sur cela leur délicatesse...* » (14)

Certes, la condamnation qui a frappé les magistrats fut arbitraire et on ne devra point le dissimuler. « *Nous avons été condamnés sans avoir été entendus, et suivant les loix du royaume et notamment l'ordonnance de 1467, un officier ne peut être dépouillé que par mort, démission volontaire ou forfaiture légalement jugée* ». Mais après avoir affirmé cela, il faudra se garder d'entrer dans d'autres détails, éviter de faire la critique de l'édit de décembre 1770. Il ne faudra pas non plus essayer de justifier la conduite du Parlement :

(14) *Premières réflexions sur la première démarche, sur la façon d'entamer l'affaire* (autographe). Ces « premières réflexions » sont suivies de plusieurs autres, relatives au rétablissement et à la composition du Grand Conseil.

c'est lui-même qui devra le faire une fois qu'il sera rétabli et réuni.

En rétablissant la magistrature authentique, le Roi aura donc accompli un acte de réparation et de justice, mais il aura pris en même temps les précautions nécessaires contre les abus toujours possibles du Parlement, abus dont les deux principaux sont les cessations de service et les démissions collectives. Malesherbes tient essentiellement à ce que ces précautions figurent dans l'édit. C'est également pour parer à ces dangers qu'il porte un intérêt tout particulier au rôle du Grand Conseil. Cette cour doit être, selon lui, un organisme modérateur destiné précisément à empêcher le Parlement de se porter à quelque excès. Le Grand Conseil ne sera pas employé à enregistrer ce que le Parlement aura refusé d'enregistrer, mais il pourra devenir le juge des affaires cassées ou évoquées des Parlements. En outre, le Parlement de Paris saura que le Grand Conseil est toujours prêt à le remplacer en cas de cessation de service et sa seule existence sera pour les parlementaires une invitation à la sagesse. (15)

(15) Cf. plus haut, p. 294, la lettre à Turgot écrite de Rosny en septembre. En parlant de ce plan de Malesherbes, qu'il connaissait bien, l'abbé de Véri (auquel nous nous référons plus loin) écrit dans son *Journal*, à la date d'août 1774 : « Les idées de M. de Malesherbes vont jusqu'à établir une voie légale de rendre la justice si jamais le Parlement en venait à cette extrémité [de cesser ses fonctions]. » Et après avoir précisé combien Malesherbes estimait nécessaire que les fonctions de suppléance du Grand Conseil soient formellement prévues par la loi de création, Véri conclut : « M. de Malesherbes propose un moyen doux et volontaire qui amènerait peut-être de soi-même la réforme désirable. »

CHAPITRE XIII

DE LA COUR DES AIDES RETABLIE AU MINISTÈRE DE LA MAISON DU ROI

« Il ne doit pas être question de mon désir ou de ma répugnance personnelle, mais du bien de l'Etat. »

Rétablissement du Parlement et de la Cour des Aides. Fin du régime Maupeou. — Malesherbes de nouveau premier président. Les Remontrances du 10 avril ; les grandes Remontrances du 6 mai 1775 : assurer une communication directe entre la nation et le Roi. — Efforts de Turgot, de Maurepas, de l'abbé de Véri pour que Malesherbes accepte le ministère de la Maison du Roi. — Une négociation difficile ; résistance obstinée de Malesherbes ; il finit par accepter, mais sous condition. — Malesherbes quitte la présidence de la Cour des Aides.

La disgrâce de Maupeou sonnait la fin du régime auquel était attaché son nom. A l'exception du comte du Muy, secrétaire d'Etat à la Guerre, le ministère était unanime sur la question du rappel des Parlements. On se complaisait dans l'illusion d'une réconciliation générale. (1) Ce rappel fut décidé le 27 octobre. La Cour des Aides était rétablie elle aussi, comme de juste. Le 10 novembre, Malesherbes (qui est à la campagne) reçoit un ordre lui enjoignant de se rendre le surlendemain 12 « *au lieu où la ci-devant Cour tenait ses séances* ». Ce jour-là, pendant que le Roi tient un lit de justice pour rétablir solennellement le Parlement (2), le comte d'Artois, accompagné de plusieurs princes et maréchaux, apporte à la Cour des Aides l'édit royal rétablissant cette compagnie. Malesherbes, qui

(1) La Reine, elle aussi, était contente du retour des Parlements. Notons que le ministère espérait bien tenir la magistrature sous sa coupe et duper l'opinion ; on cite cette parole de Maurepas : « Il faut que personne ne se doute que le pouvoir du roi est au dessus de la loi. Il faut qu'il soit maître du Parlement et que personne ne le croie ».

(2) Ce n'est pas notre propos d'évoquer ici l'atmosphère dans laquelle fut tenu ce lit de justice. Disons seulement que le Roi ne parla guère que de soumission. Des cinq édits qui furent apportés, le premier rétablissait le Parlement en supprimant toutefois les chambres des requêtes considérées comme des foyers d'agitation ; un autre rétablissait la Cour des Aides ; le cinquième édit rétablissait le Grand Conseil et en attribuait les charges aux juges du Parlement Maupeou. Et le Grand Conseil était habilité pour se substituer au Parlement si celui-ci venait à interrompre le cours de la justice. (Notons que cette mesure encore reflétait la pensée de Malesherbes, comme il ressort des mémoires que nous avons analysés

a repris sa place de premier Président, après avoir écouté la lecture de la lettre de cachet du Roi, s'incline devant le comte d'Artois et lui adresse une allocution. « *Nous ignorons encore* (3), dit-il, *ce que contiennent ces lois qui vont être publiées ; nous les attendons avec soumission et confiance...* » Il rappelle « *avec quelle tendresse, quelle franchise, quelle effusion de cœur la nation tout entière s'est jetée entre les bras du jeune souverain* » ; toutefois, loin de céder à un optimisme exagéré, il tient à dénoncer quelques « *maximes funestes* », des maximes qui ne doivent plus avoir cours sous le nouveau règne :

- 1°) que la puissance n'est jamais assez respectée quand la terreur ne marche pas avec elle ;
- 2°) que l'administration doit être un mystère caché aux yeux du peuple et que toutes les représentations du peuple sont des actes de révolte ;
- 3°) que l'autorité est intéressée à soutenir tous ceux qui ont eu le pouvoir en main, même lorsqu'ils en ont abusé ;
- 4°) que les plus fidèles sujets du roi sont ceux qui se dévouent à la haine du peuple.

Ces précautions prises (4), Malesherbes pourra, dans le discours qu'il prononcera à la séance de rentrée de la Cour des Aides, le 21 novembre, exprimer avec effusion les espoirs qu'il place dans le jeune souverain, mais il n'oubliera pas, en cette circonstance solennelle, de rappeler le rôle qui est dévolu à la magistrature, interprète des vœux et des sentiments de la nation.

« Le respect nous impose silence sur les malheurs que nous avons éprouvés. Nous ne devons plus y considérer que la main juste et bienfaisante qui nous rend à nos fonctions, et, on peut le dire sans témérité d'après le Roi lui-même, aux vœux de la nation ».

Après une exhortation à la vertu la plus essentielle pour des magistrats, l'amour du bien public, il poursuit :

« Ne perdons point un moment précieux qui doit devenir l'époque la plus heureuse de cette monarchie. Un roi jeune est monté sur le trône avec un amour ardent pour la vérité et le courage nécessaire pour l'entendre : ayons celui de la lui faire parvenir [...]. La Justice est dans le cœur du Roi ; la Nation a tout à espérer ».

Et plus loin :

« N'oublions jamais que c'est à la Nation tout entière que nous devons tous nos soins [...].

aux chapitres précédents). Aussi le mécontentement des magistrats se manifesta-t-il aussitôt, par la bouche même de l'avocat général Antoine Séguier, et l'enregistrement des édits dut être fait « du très exprès commandement du Roi ».

(3) Clause de style : il ne l'ignorait nullement.

(4) Il fut question d'imposer aux magistrats un serment. Malesherbes écrit que, si le comte d'Artois venait à l'exiger, il refuserait de prêter ce serment, au cas où celui-ci contiendrait « des clauses inconciliables avec les lois du royaume et les droits de la nation. »

« Le tableau des lois les plus rigoureuses sera mis sous les yeux d'un roi qui veut le bonheur de ses sujets ; et si la nécessité qui les a fait introduire n'en permet pas l'abolition, comptez au moins, comptez avec assurance sur tous les soulagements qu'on doit attendre d'une humanité éclairée. La réformation générale des abus exige sans doute et du temps et de grands travaux ; attendons-la sans murmure : le cœur du Roi nous est garant ».

Malesherbes consacre la fin de son discours à l'éloge des magistrats décédés pendant les années de suspension. Après lui, son ami fidèle, l'avocat général Antoine-Louis Bellanger, prend la parole ; son discours est dans la même note que celui de Malesherbes ; il fait en passant une allusion flatteuse à Turgot, « *le ministre-citoyen auquel le Roi vient de confier l'important département des finances* ».

Six jours après, le 27 novembre, une députation est envoyée auprès de Louis XVI pour le remercier du rétablissement de la Cour. Malesherbes la préside ; il adresse le compliment d'usage au Roi, un autre compliment à la Reine. A Louis XVI, il dit notamment : « *Votre règne, Sire, sera celui de la justice [...]. La justice est la vraie bien-faisance des rois [...]. C'était un législateur que nous demandions, Sire, et les premiers actes de votre administration nous ont fait reconnaître en Votre Majesté celui que la Providence nous a destiné* ».

*
**

Cette euphorie ne devait pas durer très longtemps. De même que le Parlement rétabli, mais mécontent des restrictions qui étaient apportées à l'exercice de ses fonctions, ne tarda point à exhaler sa mauvaise humeur, encouragé, au surplus, par l'opinion publique, de même la Cour des Aides n'hésita pas à manifester ses inquiétudes ; elle estimait que les articles 23 et 24 de l'ordonnance qui lui avait été envoyée lors de son rétablissement, ainsi que les articles 27 et 28 de celle qui avait été portée au Parlement⁽⁵⁾ étaient trop conformes au fameux article 3 de l'édit de décembre 1770 (que Malesherbes avait si fortement critiqué durant son exil), qui avait annoncé qu'à l'avenir « *les lois les plus immuables pourraient être détruites par le seul acte d'une volonté momentanée manifestée en présence du Roi ou des personnes chargées de ses ordres* ». Des remontrances sont produites le 10 avril 1775.

Malesherbes, qui paraît être rentré désormais dans son rôle de premier Président d'une cour souveraine, y fait remarquer avec

(5) Il s'agit des ordonnances de discipline qui accompagnèrent l'édit de rétablissement au lit de justice du 12 novembre : elles défendaient, notamment, aux magistrats, sous peine de forfaiture, les démissions concertées et l'interruption de la justice. C'était d'ailleurs, notons-le, exactement ce que Malesherbes avait souhaité et préconisé dans les travaux faits pendant son exil. Une Cour plénière composée des princes de sang, des pairs, du Chancelier et garde des Sceaux et des membres du Grand Conseil, était prévue pour juger les magistrats démissionnaires ou rebelles.

gravité que « *les lois primordiales du royaume* » ne peuvent pas être changées. Il met en garde le Roi contre la tentation d'utiliser le pouvoir despotique. La Cour des Aides, fait-il observer, risque d'être à la merci du Conseil où siègent des hommes qui étaient naguère des gens de finances et qui ont intérêt à se venger d'elle. De plus, les arrêts de la Cour risquent d'être cassés non pas par le Conseil tout entier, mais par un Conseil restreint composé seulement du Contrôleur général et d'un rapporteur qui est lui-même intendant des finances. (6) Quel arbitraire et quel danger !

La conclusion est nette : il importe de conserver aux cours, et surtout à la Cour des Aides « *leur précieuse liberté* ».



Les Remontrances du 10 avril n'étaient qu'un hors d'œuvre. Tout ce que la Cour des Aides n'avait pu faire entendre, ou du moins faire accepter sous le précédent règne, elle va maintenant le redire avec l'espérance d'être écoutée ; dans un long réquisitoire, elle exhalera, par la voix de son premier Président, toutes ses vieilles rancœurs accumulées contre l'administration et même contre la puissance ministérielle ; faisant appel au Roi, elle le conjurera de se mettre avec elle du parti de la nation. Et ce seront les Remontrances du 6 mai 1775.

Ces remontrances sont les plus longues que la Cour des Aides ait produites. Malesherbes y dénonce avec véhémence « *l'avidité des financiers et le despotisme des administrateurs* ». Il commence par présenter au roi le tableau des excès auxquels se livrent les commis de l'administration des Fermes. « *Il est notoire que le métier de commis, et peut-être même le métier de fraudeur, malgré ses risques, valent mieux que le métier de soldat, et que les places des finances procurent à ceux qui les obtiennent des avantages plus certains et plus considérables que l'agriculture, le commerce et les manufactures* ». Il dénonce la rigueur excessive des lois pénales chargées de réprimer la contrebande, le triste sort des citoyens industriels, obligés de « *souffrir journellement les caprices, les hauteurs, les insultes même des suppôts de la Ferme* », les vexations continuelles qui accablent « *ceux qui ne paraissent protégés par personne* » et qui, par cela même, « *ont plus de droits à la protection immédiate de Votre Majesté* ».

Le code de la Ferme est immense et n'a jamais été rédigé : « *c'est une science occulte que personne, excepté les financiers, n'a jamais étudiée ni pu étudier ; en sorte que le particulier, à qui on fait un procès, ne peut ni connaître la loi à laquelle il est assujetti, ni consulter qui que ce soit ; il faut qu'il s'en rapporte à ce commis même, son adversaire et son persécuteur* ».

(6) Ce grief sera repris et développé dans les grandes remontrances du mois de mai.

Il faut donc en finir avec cette justice arbitraire qui livre un simple citoyen au tribunal d'un seul homme, à Paris l'intendant des finances, qui statue irrévocablement, souvent en collaboration avec le fermier général, dans les affaires qui lui sont soumises ; en province, l'intendant, généralement en accord avec le directeur des Fermes.

On casse les arrêts de la Cour des Aides et les requêtes en cassation sont portées non devant le vrai Conseil du roi, mais devant le Conseil des finances, c'est-à-dire devant un tribunal composé du Contrôleur général et du seul intendant des finances ! Et les affaires où un fermier général est en cause, sont évoquées avec la nette intention de ne donner d'autres juges au fermier que le ministre ou les administrateurs des finances, comme si l'on avait voulu que le fermier fût son juge à lui-même !

N'entrons pas dans le détail du long réquisitoire dressé contre les abus des fermiers généraux et leurs subordonnés : Malesherbes y dénonce avec indignation l'inquisition fiscale : visites domiciliaires, espionnage, délations encouragées (*« la fraude est réputée prouvée contre un citoyen par la seule affirmation de deux hommes qui, non seulement sont aux gages du fermier général son adversaire, mais attendent un salaire proportionné à la somme à laquelle ce citoyen sera condamné »*), etc...

Il est donc absolument nécessaire de *« venir au secours d'un peuple opprimé par cette monstrueuse régie »*. Sans aller jusqu'à proposer une réformation générale des droits des fermes, la Cour des Aides suggère une mesure essentielle : la simplification des droits qui existent et des lois qui en assurent la perception. On réduira ainsi cette *« armée innombrable de commis »* qui désole la nation, on remédiera à cette intolérable inquisition fiscale. Qu'en attendant cette réforme, le Roi ordonne aux fermiers généraux de faire publier *« des tarifs exacts et circonstanciés des droits qu'ils ont à percevoir, et une collection courte, claire et méthodique des règlements qu'il faut observer et qu'il importe au public de connaître »*. Certes, il ne faut pas se bercer d'illusions et croire que les fermiers généraux acceptent sans résistance cette publication : *« On ne veut pas que le peuple lui-même connaisse ses droits, on veut le tenir dans une soumission aveugle pour la ferme générale, on craint qu'il ne se forme dans les provinces des praticiens qui, après avoir étudié les lois financières, pourront guider les particuliers dans leurs contestations contre le fermier »* ; mais il est du devoir du roi d'user de son autorité pour réduire tous ces tyranneaux.

En dénonçant l'arbitraire de la justice fiscale, Malesherbes se trouve amené à attirer l'attention du souverain sur le scandale des lettres de cachet. Il pose le principe que *« des ordres attentatoires à la liberté des citoyens ne devraient jamais être accordés à des particuliers, ni pour leurs intérêts personnels ni pour venger leurs in-*

juries, parce que, dans les pays où il y a des lois, les particuliers n'ont pas besoin d'ordres extrajudiciaires et que d'ailleurs de tels ordres sont donnés aux puissants contre les faibles, sans réciprocité, ce qui est la plus criante de toutes les injustices ». Il préconise une visite de toutes les prisons royales, une revue exacte de toutes les lettres de cachet (7), des précautions contre les internements arbitraires.

Revenant, après cette digression, à la question des impôts, Malesherbes dénonce en des pages vigoureuses le *despotisme* des administrateurs (8), despotisme qui s'exerce clandestinement et qui s'efforce de dérober aux yeux du roi les opérations de l'administration, et de dissimuler aux yeux du public — pour rendre illusoire ses réclamations — la personne des responsables. Il explique longuement ce système, montrant dans quelles conditions sont réparties et sont levées les trois impositions directes qui pèsent si lourdement sur le peuple : la taille et ses accessoires, la capitation, le vingtième. « *Nous supplions Votre Majesté d'ordonner que toutes ces impositions soient annoncées publiquement, que les répartitions soient faites, que les rôles en soient publiés dans un temps qui permette à ceux qui se croient lésés de recourir à votre justice* ».

Mais pour faire disparaître tous ces abus, il importe de prendre une mesure salutaire : la restitution aux Assemblées provinciales du rôle qu'elles n'auraient jamais dû cesser de jouer. « *Sire, il nous semble qu'il est temps de rendre à vos peuples le droit qu'ils avaient anciennement de nommer des représentants [les Elus] pour assister à cette assemblée où il est statué sur le sort de la province* » (9) C'est là le moyen le plus efficace de renseigner le roi et de mettre un frein à l'arbitraire des administrateurs, en particulier des intendants. « *Quand il y aura dans le ressort de chaque élection des citoyens qui auront assisté avec mission dans un département où la répartition de tout ce qui se lève sur la province aura été faite en leur présence, ils seront en état de donner des mémoires instructifs, et nous ne doutons pas que Votre Majesté ne leur permette et ne leur ordonne même de faire passer de tels mémoires aux ministres de la finance et à tous ceux qui composent le Conseil, et alors les intendants auront des contradicteurs et le peuple des défenseurs* ».

A la capitation et au vingtième (10), comme à la taille, les remontrances consacrent d'abondants développements, faisant l'historique de ces impositions, montrant qu'elles sont levées et réparties dans le mystère, sans aucune uniformité, sans aucune règle, livrées aux

(7) C'est précisément ce qu'il fera quelques mois plus tard, dès son entrée au ministère.

(8) « L'administration de votre royaume se fait, Sire, auprès de la personne de Votre Majesté, par les ministres aidés de leurs commis, et dans certaines parties par les intendants des Finances aidés pareillement de leurs commis ; dans les provinces elle se fait par les intendants et leurs subdélégués. »

(9) « On a étouffé en France tout esprit municipal [...], on a, pour ainsi dire, interdit la nation entière et on lui a donné des tuteurs. »

(10) Pour cette imposition, Malesherbes dénonce longuement le rôle des « préposés au vingtième », et il préconise l'exécution d'un cadastre dont seront chargées les communautés elles-mêmes. Le vingtième, dit-il, est, comme la taille, une source interminable de procès.

caprices de l'administration et notamment des fonctionnaires subalternes. D'autres impositions sont également dénoncées, telles que la taxe qui se lève à Paris sous le nom de logement des gens de guerre et qui, répartie par l'autorité militaire, est *« un véritable impôt réel établi sans aucune loi et sans qu'on connaisse les règles d'après lesquelles s'en fait l'assiette »*.

S'élevant enfin aux grandes idées générales, l'auteur des remontrances affirme sa confiance en la justice du Roi, atteste que la Cour des Aides n'est guidée dans son intervention que par le souci du bien public et s'efforce de faire comprendre au Roi qu'il ne doit pas toujours se reposer sur ses ministres, car l'intérêt des ministres n'est pas toujours conforme à celui du souverain ; il lui est même parfois opposé ; par contre, l'intérêt du roi coïncide avec celui du peuple : or, les ministres sont généralement soutenus par les Grands de l'Etat, et *« il n'est que trop vrai que l'intérêt des ministres réuni à celui de tous les gens puissants, l'emporte presque toujours sur celui du roi réuni à celui du peuple »*. L'arbitraire avec lequel sont réparties et levées les impositions directes, l'excès des dépenses, l'abus des lettres de cachet, voilà qui témoigne d'éclatante manière du despotisme ministériel si favorable aux intérêts particuliers des puissants, voilà qui montre sans contestation possible qu' *« il existe nécessairement deux partis dans le royaume : d'un côté tous ceux qui approchent du souverain, de l'autre tout le reste de la nation »*.

Le vrai problème est donc d'établir *une communication directe entre la nation et le roi*, par dessus les barrières que dressent tous ceux qui ont intérêt à cacher la vérité au souverain. Or, *« la clandestinité de l'administration s'oppose sans cesse à ce désir mutuel que le roi et la nation auraient à s'entendre, et rend inutile ce premier sentiment d'un jeune roi, si précieux pour le peuple qu'il doit gouverner »*.

Que les requêtes de ses sujets parviennent donc au roi ! Et que ces requêtes soient examinées par lui au lieu d'être envoyées aux ministres, qui ont précisément pour intérêt de les étouffer ! Qu'en attendant les Etats-Généraux nécessaires, ces requêtes de la nation soient présentées par les Etats provinciaux : *« Il faudrait que les représentants de chaque province fussent spécialement autorisés à se constituer les défenseurs des pauvres, des faibles, des opprimés, surtout des captifs, comme en justice réglée les procureurs et avocats généraux sont les défenseurs-nés des absents, des interdits, des mineurs, de tous ceux, en un mot, qui ne peuvent pas se défendre eux-mêmes »*.

Mais pour que les lumières de toute la nation puissent être communiquées au roi, ne faut-il pas que, de même que dans la justice réglée, on autorise la publication des mémoires où certains arrêts de cours sont critiqués⁽¹¹⁾, de même soient autorisées l'impression

(11) « L'ordre de la justice en France est qu'elle soit rendue publiquement. C'est à

et la diffusion des mémoires qui dénoncent les abus de l'administration ? « *Pourquoi ne pourrait-on pas se pourvoir avec la même publicité contre d'autres actes d'autorité qui sont aussi faits en votre nom, mais qui ne sont que l'ouvrage d'un seul homme, qui ont été enfantés dans le secret et sans aucune discussion préalable ?* » (12) Si le roi accorde à ses sujets cette précieuse liberté (qui d'ailleurs ne portera nulle atteinte au respect qui lui est dû, bien au contraire), alors on pourra dire qu'il a été conclu un traité entre le roi et la nation, « *contre les ministres, s'il en est d'assez pervers pour vouloir vous cacher la vérité, contre les magistrats, s'il en est jamais d'assez ambitieux pour prétendre avoir le privilège exclusif de vous la dire* ».

Les Remontrances du 6 mai ne furent point accueillies avec mauvaise humeur : le Roi promit de les faire étudier dans le détail. Mais quelques semaines plus tard, le 31 mai, Monsieur, frère de Louis XVI, apportait à la Cour une Déclaration royale qui était de nature à indisposer fortement les magistrats : elle spécifiait que, dans le cas où des membres de la Cour des Aides suspendraient l'administration de la justice ou donneraient leur démission par une délibération combinée, leur « *forfaiture* » serait jugée par la Cour elle-même, à laquelle seraient adjoints les princes du sang, le Chancelier et garde des Sceaux, les pairs de France et divers autres personnages. Certes, d'Aguesseau, le plus ancien des conseillers d'Etat, avait bien cherché à atténuer l'effet de cette menace en faisant remarquer qu'elle serait superflue, « *si, comme aujourd'hui, la Compagnie était toujours présidée par ce chef respectable dont la candeur et la noblesse des sentiments égale les talents et la sagesse* » ; la Cour des Aides n'en protesta pas moins contre cette Déclaration, dont l'enregistrement fut fait « *sans délibération libre* », et Malesherbes laissa percer son amertume dans la réponse qu'il fit au prince : « *Pourquoi faut-il, Monseigneur, que vous ne soyez jamais témoin des délibérations libres de notre Compagnie ? [...]* Les magistrats sont remplis de zèle, mais la connaissance de presque toutes les opérations de l'administration leur a été enlevée [...]. Les peuples sentent leur malheur, mais il leur manque un organe pour se faire entendre ». Qu'au moins les princes du sang, dont « *aucun n'avait prêté son ministère à l'acte de destruction* » des Parlements et de la Cour des Aides en 1771, assument « *la noble fonction d'être auprès du Roi les intercesseurs du peuple* ».

*
**

En cette fin de printemps 1775, Malesherbes est tout à ses fonctions

l'audience publique que se portent naturellement toutes les causes, et quand on prend le public à témoin par des mémoires imprimés, ce n'est qu'augmenter la publicité de l'audience. »

(12) Ici se place un éloge de l'art de l'imprimerie, qui a inauguré un nouvel âge et « multiplié les avantages que l'écriture avait procurés aux hommes ».

de premier Président de la Cour des Aides.⁽¹³⁾ Mais Turgot et Maurepas n'ont pas renoncé à le faire entrer au Conseil. Turgot, d'ailleurs, a besoin de lui pour appuyer sa politique libérale, qui rencontre déjà des résistances. On songe à lui confier le ministère de la Maison du Roi. L'abbé de Véri, qui était depuis longtemps l'ami et le conseiller intime de Maurepas et qui jouait dans la coulisse un rôle important, note dans son *Journal*⁽¹⁴⁾, à la date du 7 juin : « *M. de Malesherbes est dans la pensée de M. de Maurepas pour remplacer M. de la Vrillière. Mais il est capable de fuir s'il s'en doute.* »

Le fait est que Malesherbes répugnait à la pensée de devenir ministre. Nous l'avons bien vu quand, au cours de l'été 1774, on lui avait presque offert la place de garde des Sceaux. Certes, les raisons qu'il avait alors opposées étaient parfaitement valables et tout à son honneur ; mais son refus était également motivé par son caractère, qu'il jugeait peu fait pour les responsabilités du pouvoir. Trop spéculatif, trop enclin à peser le pour et le contre, lent à surmonter ses hésitations, il se considérait — et sans doute exagérait-il — comme dépourvu de cet esprit de décision nécessaire aux hommes de gouvernement. C'est un curieux dialogue que celui qui aurait eu lieu un jour, à cette époque, entre Malesherbes et Boisgelin, archevêque d'Aix, et que nous rapporte l'abbé de Véri :

« Je vois de plus en plus, dit l'archevêque, que ce n'est ni par l'esprit ni par les vertus, ni par les idées supérieures qu'on pouverne bien, mais par le caractère. — Vous avez bien raison, dit vivement M. de Malesherbes. C'est ce qui fait que je ne serai pas bon ministre. Je n'ai pas de caractère. — Que dites-vous là, vous n'avez pas de caractère ? — Non, en vérité, je n'en ai point. — Je vous vois pourtant tenir ferme dans vos idées quand elles sont fixées. — Mais il n'est pas sûr que j'en aie de fixées sur les trois quarts des choses ».

Vers le milieu de juin, le siège de Malesherbes est entrepris. Maurepas, Véri, Turgot vont s'efforcer de lui arracher son consentement. Ils tâchent de le persuader que l'intérêt de la France lui commande d'accepter de sacrifier son repos à son devoir. Mais il ne cède pas : un pénible débat de conscience se livre en lui. Il consigne ses réflexions dans plusieurs pages d'un immense intérêt. Il y dit notamment⁽¹⁵⁾ :

« Nous sommes dans le moment critique et décisif pour le règne entier du roy.

« J'ay vu la France périr sous Louis XV par beaucoup de causes, mais il y en avoit une première, dont dérhoient toutes les autres.

« C'est que les questions de chaque ministre étoient traversées ou par les autres ministres ou par des personnes plus puissantes que les ministres, et c'est ce qui arrivera tout à l'heure infailliblement.

(13) Le 16 février il a été reçu à l'Académie Française.

(14) *Journal de l'abbé de Véri*, tome I.

(15) *Archives de Rosambo*, carton 11, dossier 1 (Documents concernant la nomination de M. de Malesherbes comme secrétaire d'Etat à la Maison du Roi. Autographes).

« La reine a voulu nommé M. de Sartine au ministère de M. de la Vrillière (16) et M. d'Ennery à celui de la marine. (17)

« Elle l'a voulu, déjà vingt ou trente personnes le savent et dans huit jours tout le monde sans exception le saura.

« Dans cette position on me demande si j'accepterai le département de M. de la Vrillière.

« Je réponds qu'il ne doit pas être question de mon désir ou de ma répugnance personnelle, mais du bien de l'Etat, et je dis que si je prends ce ministère désiré par M. de Sartine qui est encore un ministre puissant dans le Conseil (18) et qui, de plus, a sur la police de Paris une influence infinie et, ce qui est le plus dangereux, une influence invisible, si je prends, dis-je, ce ministère que M. de Sartine désire, et qu'on sache que c'est contre le gré de la reine, il n'y a personne dans le département qui m'obéisse franchement ny qui me seconde, que dans peu de mois je serai renvoyé et que dans moins de tems encore j'aurai mérité de l'estre par les fautes que j'aurai faites, fautes que me feront faire tous les subalternes. (19)

« Je sortirai du ministère et j'en sortirai déshonoré. Voilà ce qui me regarde, mais ce qui regarde l'Etat est bien plus important, et tout aura esté bouleversé pendant que j'aurai eu ce ministère, comme tout l'a esté pendant les guerres intestines entre Mrs d'Argenson et de Machault.

« La reine veut avoir du crédit. Ce n'est point à moy à discuter si le roy doit luy donner du crédit et meme de l'influence sur le gouvernement et sur le choix des ministres.

« Le fait est qu'elle veut en avoir et qu'elle en aura. Dès lors il est destructif du bien public et du bon ordre d'appeler au ministère quelqu'un qui ne luy plait pas. Pour que j'acceptasse il faudroit que ce fust elle qui l'eust en quelque façon exigé de moy [...] ».

Dans la suite, Malesherbes dit que, sans être un ennemi de Sartine, il a en lui un rival. « *Il faut nécessairement que M. de Sartine cesse d'être secrétaire d'Etat si on veut que je sois dans ce département. Il est impossible que je fasse bien le département de M. de la Vrillière, ayant ce rival dans le Conseil revêtu d'une autre place de secrétaire d'Etat et prest à me remplacer* ».

Mais ce n'est pas tout : si Sartine obtient le département de Paris et de la Maison du Roi (20), Turgot ne peut plus rester contrôleur

(16) Cette préférence de Marie-Antoinette pour Sartine et son hostilité à la nomination de Malesherbes est confirmée par Mercy-Argenteau, ambassadeur d'Autriche : « La reine souhaitait que le ministère de la Maison du Roi fût donné à M. de Sartine. Elle fut contrariée de la nomination de M. de Malesherbes et le reçut froidement à son arrivée. » (*Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et le comte de Mercy-Argenteau*, tome II, p. 354, 17 juillet 1775).

(17) Le comte d'Ennery, maréchal de camp en 1762, lieutenant général en 1763, envoyé aux Antilles comme gouverneur où il fit preuve de grandes qualités d'administrateur ; il mourut l'année suivante, en 1776.

(18) Sartine avait remplacé Turgot au ministère de la Marine en août 1774. Il avait été lieutenant général de police de 1759 à 1774.

(19) Malesherbes témoigne ici de beaucoup de clairvoyance : c'est en effet ce qui lui arrivera après moins de dix mois de ministère. Il ne sera pas à proprement parler renvoyé, mais les intrigues et l'opposition le forceront à démissionner.

(20) Le secrétaire d'Etat à la Maison du Roi avait en outre dans ses attributions l'administration de la Ville de Paris.

général ; en effet, il s'est attiré l'inimitié de Sartine en renvoyant l'intime ami de celui-ci, le lieutenant de police Le Noir. On ne peut envisager que ces deux places soient occupées par des hommes si opposés.

Et Malesherbes de conclure :

« Par conséquent la reine ayant déclaré qu'elle vouloit que M. de Sartine eust le département de Paris, il s'ensuit :

« 1°) que ce département ne doit être donné ny à moy ny à aucun autre tant que M. de Sartine restera secrétaire d'Etat ;

« 2°) que si on donne ce département à M. de Sartine, il faut absolument que M. Turgot quitte le contrôle général.

« Je ne crois pas du tout que le roy ny la reine veuillent pour M. de Sartine perdre un ministre aussi important et aussi difficile à remplacer que M. Turgot.

« On en conclura ce qu'on voudra [...] ».

Les tergiversations de Malesherbes peuvent se prolonger longtemps encore. Il faut pourtant qu'il se décide et il faut que sa réponse soit positive : c'est à quoi ses amis, en plein accord avec le Roi, s'emploient activement. Le *Journal* de l'abbé de Véri nous permet de suivre leurs efforts, jour après jour et presque heure par heure.

A la date du 27 juin, Véri nous dit que devant la répugnance toujours aussi grande de Malesherbes à accepter d'être ministre, ses amis — ils sont quatre : Maurepas, Turgot, Véri lui-même, auxquels se joint Francès, ci-devant ministre du roi à Londres — s'efforcent de lui arracher une décision favorable. On agite devant lui l'épouvantail du retour de Choiseul aux affaires, ce qui, disent-ils, entraînerait la guerre avec l'Angleterre. Malgré trois heures d'entretien, Malesherbes s'obstine toujours.

Le 30 juin, Véri écrit ⁽²¹⁾ : « *La résistance de M. de Malesherbes a persévéré jusqu'à ce jour, malgré toutes les instances de ses amis. Il a eu des moments de variation parce qu'on lui avait aplani plusieurs difficultés qu'il élevait pour assurer sa négative.* »

Mais il faut en finir. La veille, 29, à neuf heures du soir, Maurepas a réuni dans son cabinet Turgot et Véri. On décide d'envoyer sur le champ, en pleine nuit, un courrier à Malesherbes (qui est, ne l'oublions pas, à la campagne). Le lendemain matin 30, à huit heures, la réponse de Malesherbes arrive à Versailles : elle est, sinon absolument négative, du moins dilatoire ⁽²²⁾ : on en fait part à Maurepas.

Ce vendredi 30 juin sera la journée décisive. A dix heures trente du matin, Maurepas dit à Turgot qu'il faut aller voir le Roi, car seul un ordre formel — ou une prière instante — de Louis XVI, pourra

(21) *Journal de l'abbé de Véri*, tome I, p. 314 suiv.

(22) C'est la lettre que Malesherbes, réveillé par le courrier, écrit pendant la nuit : on la lira plus loin.

faire fléchir Malesherbes. Une demi-heure après, Turgot revient avec la lettre du Roi. (23) C'est l'abbé de Véri qui est chargé de la remettre. Mais même alors les répugnances de Malesherbes sont encore vives : il redoute le pouvoir de la Reine sur l'esprit du Roi. Véri l'apaise en lui rapportant la ferme réponse que Louis XVI a faite à Marie-Antoinette, qui persistait à vouloir le poste pour Sartine ou d'Ennery : « *Ce sont là vos désirs, Madame ; je les connais, cela suffit ; c'est à moi à faire la décision.* »

Malesherbes est en proie à une « *agitation violente* » ; enfin, il cède. « *On ne peut résister à un désir plus puissant qu'un ordre* ». Mais il n'accepte que pour une période limitée. Il dit à Véri que s'il a des aptitudes pour la partie législative, il est impropre aux détails de l'administration. Le lendemain 1^{er} juillet, Véri apporte au Roi sa réponse. Malesherbes sera ministre, mais bien malgré lui !

* *

Tout ce que relate l'abbé de Véri est confirmé par la correspondance de Malesherbes. Les minutes ont été conservées de plusieurs billets ou lettres qu'il écrivit à Turgot en ces jours où l'on s'efforçait de lui arracher sa décision. Voici la plus importante de ces lettres, celle qui fut écrite dans la nuit du 29 au 30 juin : elle témoigne d'un pénible désarroi, elle montre jusqu'où vont les hésitations et les scrupules de Malesherbes et combien est grande sa crainte de déplaire à la Reine (24) :

« On me réveille, Monsieur, et on me dit que vous exigés une réponse prompte. On veut que je réponde seul, sans un instant pour réfléchir, sans un ami à consulter, et que je me détermine contre le sentiment de toute ma vie, sentiment que tout ce que vous me mandés rend plus fort que jamais.

« En effet, d'après ce que vous me mandés il me paroît évident que ce que vous craignés est arrivé depuis longtems et est sans remède.

« La reine a obtenu du roy ce qu'elle veut et je crois que c'est avant que vous ne l'ayez scu. Vous voulés m'opposer aux volontés de la reine, me faire entrer contre le gré, contre le choix d'une reine toute puissante. Cela a-t-il la moindre vraisemblance ?

« Vous me faites entrer aujourd'huy pour être chassé demain, non pas glorieusement comme vous dites, mais avec humiliation. Car ce sera pour avoir fait dans ces huit jours dix sottises que je feray nécessairement parce qu'on en fera faire à chaque pas à un homme qu'on scait déplaire à la reine quand personne ne doute de la puissance irrésistible de la reine.

« M. de Maurepas avec tout son esprit, toute son expérience, toute la connaissance qu'il a de l'humanité peut-il douter de ce que je vous mande, peut-il hésiter un moment à se retirer luy et vous si la reine lutte directement et ouvertement contre vous et contre luy ?

« Vous me parlés du bonheur de vingt millions d'hommes.

(23) On la lira également plus loin, ainsi que la réponse de Malesherbes.

(24) Minute autographe.

« Je dois y sacrifier non pas seulement mes répugnances, non pas seulement mon bonheur de quelques mois, mais l'attente de toute ma vie, si j'y peux quelque chose, mais je ne dois pas sacrifier et mon honneur et mon bonheur quand je [*un mot illisible*] évidemment que je ne peux rien.

« Et vous voulés que je vous fasse réponse tout à l'heure, au milieu de la nuit ! Voicy donc celle que je peux vous faire.

« Je me dois comme tout le monde au bien de l'Etat et ce bien dépend de la volonté faible et vacillante d'un très jeune roy, et cette volonté dépend elle-même de la volonté enfantine, mais très absolue et très tenace de la reine.

« Il seroit important d'amener et le roy et la reine aux choses que vous voulés, vous ministre qui désirés le bien du royaume.

« Si on ne peut pas y amener le roy et la reine ensemble, vous croyés qu'il faut y amener le roy contre le gré de la reine.

« Vous le croyés possible, moy je ne le crois pas.

« Mais ce qu'il y a de très certain, c'est que je ne peux agir sur cela qu'avec les seuls moyens que j'aye et par mon caractère. Et ces moyens ne peuvent être que d'avoir une conversation avec le roy *et une avec la reine.* (24)

« De dire à la reine que je ne suis pas assés fol pour disputer contre elle le cœur du roy, ainsi que s'il luy reste le plus petit désir que ce soit M. de Sartine qui remplace M. de la Vrillière, je dois céder mais en même tems luy faire sentir que c'est vous perdre que de nommer M. de Sartine et que vous perdre dans ce moment cy c'est perdre l'Etat.

« Je sens que si après cette conversation tenue avec une franchise extreme, la reine persiste pour M. de Sartine, vous estes perdu vous et M. de Maurepas.

« Je ne vous dissimule pas non plus que je diray tout dans cette conversation. Je diray à la reine comme je le pense qu'il peut y avoir d'autres gens plus propres à remplir la place que M. de Sartine ny que moy ; en un mot je lui diray tout comme je parlerois à quelqu'un qui auroit quarante ans et la teste la mieux faite.

« Je scais que c'est tout risquer que d'avoir cette conversation, c'est jouer à quitte ou double, ou même c'est jouer à un jeu encore plus désavantageux ; il y a [*un mot illisible*] à parier que cette conversation vous perd tous.

« Notés aussi que ce n'est pas une conversation avec le roy en présence de la reine que je demande, et encore moins une conversation avec la reine en présence de M. de Maurepas.

« Voilà ma réponse [*un mot illisible*] puisque vous la voulés.

« Mais ne la prenés pas encore pour décisive parce qu'il est fol de se décider sur cela dans le moment.

« Je vais rever, prendre l'air, et vraisemblablement j'arriveray ce matin chés vous à Versailles vous faire part du produit de mes réflexions ».

Cette lettre, griffonnée au milieu de la nuit et si révélatrice du caractère indécis de Malesherbes, fut donc remise à Turgot le lendemain 30, au début de la matinée, comme nous en informe l'abbé de Véri dans son *Journal*. Mais contrairement à son intention pre-

(25) Souligné par Malesherbes.

mière, Malesherbes n'alla point à Versailles dans la matinée qui suivit sa nuit d'insomnie. Il resta chez lui à la campagne et, ce vendredi, il vit arriver, sans doute aux premières heures de l'après-midi, l'abbé de Véri porteur de la lettre de Louis XVI et d'une lettre de Turgot. Voici d'abord celle de Turgot (26) :

A Versailles vendredi matin 30 juin.

« M. l'abbé de Véri vous porte, Monsieur, une lettre du Roy que j'ai renoncé à regret à porter moi-même dans la crainte que mon voyage chez vous ne fasse du bruit. Je vous attendois ce matin. L'abbé de Véri vous instruira de la situation des choses qui n'est point telle que vous l'imaginés. La Reine n'a parlé à M. de Maurepas comme elle l'a fait que par l'impulsion du moment soufflée dans l'intervalle du matin au soir. On luy avoit persuadé qu'elle en imposeroit à M. de Maurepas. Lorsque je vous ai écrit hier au soir l'abbé de Vermond étoit chez moi et je suis assuré par luy que la Reine n'a aucune opposition personnelle pour vous et que le souffle qui la pousse aujourd'hui ne la soutiendra pas longtems contre l'opinion publique, contre la décision du Roi et l'union du ministère. Vous vous estes tout a fait trompé sur cette position et meme sur le danger de laisser M. de Sartine dans le Conseil, danger réel mais beaucoup moins pressant que vous ne le croyés et pour lequel nous avons du tems.

« Je suis fâché de vous avoir pris au milieu de la nuit. Vous me connoissés assés pour croire que je n'ai voulu ny vous surprendre ny abuser de votre honnêteté pour vous violenter. Mais la circonstance m'a paru trop pressante pour différer.

« J'ay rendu compte à M. de Maurepas de vos deux lettres. Nous avons rendu compte au Roy de vos répugnances, de votre position, de la conversation de la Reine avec M. de Maurepas dont le Roy étoit instruit. Le Roy sent sa position et la nécessité d'établir que la nomination des ministres doit être absolument éloignée de la Reine, et l'importance d'arrêter les progrès de la cabale.

« Le résultat de cette discussion a été de faire une tentative encore auprès de vous pour vous engager a accepter du moins pour quelque tems. Bien entendu que cette clause pour quelque tems ne sera connue que de vous, de nous et du Roy. Vous trouverez la lettre du Roy très honnête et vous pouvés etre sur que ny M. de Maurepas ny moi n'y avons influé.

« Votre idée de la conversation auroit été assés bonne si la position avoit été telle que vous l'avés cru. Mais dans la position réelle elle eut été plus nuisible qu'utile.

« Soyés sur qu'on prendra tous les arrangemens possibles pour vous décharger de l'importunité des détails et de l'embarras des réformes de la Maison du Roi.

« Adieu, pardonnés moi mes vexations, ne me regardés pas comme votre ennemi ; mais calculés la position du Roy, celle de la nation, et comparés-la au motif de vos répugnances. Conservés moi votre amitié malgré le mal que je vous fais ».

(26) Autographe, non signée. Véri n'y fait pas allusion dans son *Journal*.

(27) Collection de M. Villenave (entièrement autographe). Le fac-similé de cette lettre figure dans *Isographie des hommes célèbres*, ou *Collection de fac-similé de lettres autographes*, tome II (Paris, Alexandre Mesnier, 1828-1830).

La lettre du Roi était ainsi conçue (27) :

« Versailles le 30 juin 1775.

« M. Turgot, Monsieur, m'a rendu compte de votre répugnance à prendre la place que je vous ai offert, mais je pense toujours que votre amour pour le bien public doit la vaincre, et vous ne sauriez croire le plaisir que vous me feriez d'accepter du moins pour quelque tems si vous ne voulez pas vous y déterminer tout à fait. Je crois que cela est absolument nécessaire pour le bien de l'Etat.

« LOUIS ».

A M. de Malesherbes.

Et voici enfin la réponse de Malesherbes :

« Sire,

« Votre Majesté veut bien ne pas se servir du terme d'ordre, mais il ne m'est pas possible de m'y méprendre et un désir de Votre Majesté est une loi à laquelle je dois me soumettre comme à l'ordre le plus absolu.

« Je supplie Votre Majesté de ne pas oublier qu'elle a bien voulu me marquer que mes services ne lui seroient nécessaires que pour quelque tems. Je crois effectivement que s'ils peuvent être utiles ce ne peut être que pour un tems très court.

« Peut-être, ayant passé ma vie dans les compagnies ou se rend la justice réglée, pourrois-je contribuer à rétablir la règle dans quelques parties de l'administration, s'il en est où on s'en soit écarté.

« Mais je ne suis aucunement propre aux détails et à la suite de l'administration. Ce ne fut jamais mon état et je m'en reconnois tout à fait incapable.

« J'accepte donc avec soumission, Sire, la place qui m'est confiée mais comme un deposit qui doit bientôt passer en d'autres mains et j'ose prévenir Votre Majesté que je ne perdray aucune occasion de la supplier de s'occuper du choix de mon successeur.

« Je suis avec le plus profond respect et la plus parfaite soumission, Sire... » (28)



A son corps défendant, Malesherbes devenait donc secrétaire d'Etat à la Maison du Roi. Il remplaçait un homme jugé indéracinable, Phéliepeaux, duc de La Vrillière, comte de Saint-Florentin, qui occupait cette place depuis bien des années.

Il entrera en fonctions le 21 juillet, les lettres de provision pour sa charge étant datées du 20 juillet ; mais auparavant, il lui faudra prendre congé de la Cour des Aides et cet adieu n'alla point, on s'en doute, sans déchirement.

Si sa carrière de magistrat était terminée, du moins devait-il avoir la satisfaction, quelques années plus tard, de voir reprendre et mettre en application quelques-unes des idées pour lesquelles il avait combattu, notamment dans ses ultimes remontrances ; plusieurs des

(28) Minute autographe.

mesures prises par Necker s'inspireront de la pensée de Malesherbes : déclaration du 13 février 1780, qui interdit toute augmentation du deuxième brevet de la taille sans une loi enregistrée ; abolition du vingtième d'industrie dans les bourgs et dans les villages (contribution qui donnait lieu à des recherches inquisitoriales et à des décisions arbitraires) ; suppression des intendants des finances, dont Malesherbes avait vivement dénoncé la tyrannie occulte ; arrêt du Conseil du 12 juillet 1778 qui créait, à titre d'essai, une administration provinciale en Berry, cela afin de donner aux intendants des interlocuteurs et même des contradicteurs. (29) Ces réformes de Necker, bien qu'encore timides, étaient conformes à l'esprit de Malesherbes.

*
**

Le 14 juillet, sa démission donnée (30), il recevait de ses collègues un émouvant hommage. « *Le Roi vous appelle auprès de sa personne ; vous lui avez fait entendre la voix de la vérité, et c'est cette voix qui a décidé de son choix. Nous sommes assurés que l'air contagieux que vous allez respirer ne fera aucune impression sur une âme telle que la vôtre, et la Nation entière, pleine de confiance dans un magistrat qui a défendu ses droits avec tant de magnanimité et de désintéressement, est persuadée que la vérité sera toujours la même dans votre bouche...* »

C'était un hommage, certes, auquel il était vrai que s'associait la nation (31), mais c'était aussi une mise en garde contre les séductions du pouvoir.

Avec quelque amertume, peut-être même avec une secrète inquiétude, les membres de la Cour des Aides — et les parlementaires aussi — voyaient celui qui avait été durant tant d'années le porte-parole de l'opposition, passer de l'autre côté de la barrière, car cette barrière subsistait toujours, quelles que fussent les bonnes dispositions du roi et de ses ministres. Quant à Malesherbes, nul n'était plus conscient que lui-même des obstacles qui s'opposeraient à ses efforts, et qui rendraient son action difficile et peut-être vaine. La défiance que lui inspirait son propre caractère risquait d'aggraver son impuissance. « *Personne, disait l'abbé de Véri, n'est plus éloquent ni plus ingénu sur ses propres défauts* », et c'était là, sans doute, la première de ses faiblesses.

(29) Cf. Jean Egret, *Malesherbes premier président de la Cour des Aides*. L'auteur de cette étude, déjà citée, fait encore remarquer que dans le mémoire présenté au Roi par Necker, en 1778, sur l'établissement des administrations de provinces, « on retrouve l'accent même des réquisitions de Malesherbes contre les agents du fisc. »

(30) Son successeur, désigné le 19 juillet, fut Charles Louis François de Paule Barentin.

(31) Nous verrons au chapitre XIV que la nomination de Malesherbes provoqua une véritable explosion de joie populaire.

CHAPITRE XIV

LE MINISTÈRE DE DIX MOIS

(20 juillet 1775-12 mai 1776)

« Voilà donc... le règne de la raison et de la vertu.
Je vois qu'il faut songer à vivre. »

VOLTAIRE.

L'entrée de Malesherbes au ministère et l'opinion publique. Enthousiasme et illusions. — Malesherbes et les prisons d'Etat ; vers la suppression des lettres de cachet ; instructions envoyées aux provinces. — Tentatives de réformation de la Maison du Roi ; mesures d'économie prises par Malesherbes ; le mémoire du 13 avril 1776 et la réforme qu'il préconise. Vanité des efforts entrepris. — Affaires diverses ; la Garde de Paris. — Le problème de l'indigence et de la mendicité ; le mémoire de Loménie de Brienne et les commentaires de Malesherbes. — Idées et travaux de Malesherbes sur la répression du vagabondage, sur la réforme des lois pénales et le régime des prisons ; faire travailler les prisonniers. But social et moral des lois répressives.

L'entrée de Malesherbes au ministère, en juillet 1775, provoqua l'enthousiasme dans l'opinion libérale et même dans les couches populaires. L'événement était prévu et annoncé depuis quelques semaines. Le 6 juillet, Mlle de Lespinasse écrivait à Guibert : *« Oh ! pour le coup, soyez assuré que le bien se fera et qu'il se fera bien, parce que ce seront les lumières qui dirigeront la vertu et l'amour du bien public. Jamais, non jamais, deux hommes plus vertueux, plus désintéressés, plus actifs, n'ont été réunis et animés plus fortement d'un intérêt plus grand et plus élevé. Vous verrez, leur ministère laissera une profonde trace dans l'esprit des hommes... Oh ! le mauvais temps pour les fripons et les courtisans ! »* (1)

Dans l'expression des sentiments dont tant de cœurs étaient emplis, le nom de Malesherbes se trouvait presque toujours étroitement associé à celui de Turgot. On savait l'amitié qui unissait les deux hommes (2) ; on savait qu'ils professaient des idées presque sembla-

(1) Les *Mémoires de Bachaumont* (tome VIII, p. 131) et la *Correspondance de Métra* (t. II, pages 62, 106, 144) renchérissent encore sur ces louanges.

(2) Sur cette amitié dans le temps de l'exil de Malesherbes, cf. 2^e partie, chap. III.

bles ; que le jeune roi, sur lequel on fondait de si grandes espérances, les eût choisis tous deux, ce choix paraissait inaugurer une ère de bonheur, un nouvel âge d'or pour la monarchie française.

Et ce ne fut point un feu de paille : plusieurs semaines et plusieurs mois après l'accession de Malesherbes au Conseil, l'enthousiasme échauffait encore les esprits.

Quoi de plus significatif que ces lettres de Voltaire écrites au cours de l'été et de l'automne 1775, dont nous avons donné quelques extraits dans un chapitre précédent et qui saluent l'arrivée aux affaires de Turgot et de Malesherbes avec un optimisme presque délirant ? (3)

On lit dans la *Correspondance* de Métra, à la date du 9 septembre : « *Jamais homme d'Etat ne s'est montré sous des traits plus chers que ceux sous lesquels nous voyons M. de Malesherbes. Puisse une base si nécessaire à notre bonheur n'être point renversée !* »

On vit éclore des poèmes, des épîtres en vers. (4) En voici une qui fut lue à l'Académie d'Angers par un certain Félix Nogaret, des Académies d'Angers et de Marseille : elle date sans doute de l'automne de 1775, puisqu'elle fait allusion aux premiers actes de Malesherbes : visite des prisons, libération des prisonniers d'Etat ; l'auteur exalte la bonté d'un nouveau ministre, son amour du peuple, son désintéressement, sa justice ; il fait allusion aux années d'exil courageusement supportées, à son penchant pour la solitude, à son goût pour l'histoire naturelle : c'est l'œuvre d'un admirateur fanatique et ce culte touchant nous fait excuser la platitude des vers. (5) Qu'on en juge par les extraits suivants :

EPITRE A MONSEIGNEUR LAMOIGNON DE MALESHERBES

MINISTRE ET SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Enfants du dieu de l'harmonie,
 Préparez de brillants concerts :
 Voici le règne du génie.
 Comblé des faveurs d'Uranie,
 Lamoignon, des talents divers
 Connaît la ressource infinie.
 Il la saisit dans les revers,
 Il en conserve la mémoire
 Il goûte au faite de la gloire
 Le haut savoir et les bons vers...

(3) Cf. chapitre VIII (et particulièrement la lettre à M. Christin, du 1^{er} octobre).

(4) Nous en trouvons plusieurs dans les *Archives de Rosambo*, carton 21, dossier 3 (Pièces de vers ou couplets adressés au Chancelier de Lamoignon ou à M. de Malesherbes).

(5) Bibl. d'Angers, mss. 552 (Pièces de vers envoyées à l'Académie d'Angers par plusieurs de ses correspondants. En tête une épigraphe de Lucain).

L'amour du peuple le devance ;
Il est son guide et son licteur...
Allez, attestez sa clémence,
Vous qui, depuis longtemps proscrits
Passiez vos jours loin de vos fils
Dans l'amertume et la souffrance ;
Dans vos tendres embrassements
Que votre voix reconnaissante
Dise : « Il met fin à nos tourments,
Sa justice compatissante
Fait grâce à nos égarements »...

Lamoignon sut, loin des grandeurs,
Mériter par ses mœurs antiques
Et ses vertus patriotiques
Les hommages de tous les cœurs...
Nature, il connaît tes mystères,
Tu lui permis de les percer ;
C'est toi qui sus le délasser
Du poids importun des affaires.
De cet œil à qui rien n'échappe
Cherchant partout les végétaux,
Il allait, nouvel Esculape,
Saisir ces vainqueurs de nos maux.

Vous dont les passions légères
En font des herbiers, des tableaux,
Pensez-vous que sous des cristaux
Il mit ces plantes salutaires ?
Leurs sucres et non leurs caractères
Étaient l'objet de ses travaux.
Sectateur du Dieu d'Épidaure,
Utile ami du genre humain,
On l'a vu le servir encore
Et des dons mêlés de Flore
Montrer le baume et le venin...

Ses goûts et sa philosophie
Suffisaient pour le rendre heureux.
S'il eût été moins vertueux,
S'il eût moins aimé sa patrie,
Sa disgrâce eût comblé ses vœux...
Mais une carrière nouvelle
Va bientôt s'ouvrir à ses yeux :
Il aura, ce sujet fidèle,
Les postes les plus glorieux.

Tout change... La grandeur suprême

Et la pourpre et le diadème
 Parent un jeune Salomon. (6)
 Il lui faut un ministre juste,
 Sage, éclairé, sensible et bon :
 Qui croyez-vous que prenne Auguste ?
 Peuples heureux, c'est Lamoignon... \

En vain Plutus est à sa porte ;
 En vain sa brillante cohorte
 Se montre en hâte sur ses pas.
 Indigents, c'est vers vous qu'il vole ;
 Le peuple seul est son idole
 Et c'est à lui qu'il tend les bras !
 ...Le ciel le rend à nos prières
 Cet homme intègre et bienfaisant !...

Des lois soutien incorruptible,
 Esprit fécond, âme sensible,
 Digne appui de l'humanité,
 Qu'à jamais sur ton front paisible
 Règne la douce aménité !

En haut lieu, toutefois, les sentiments sont mêlés ! On rend hommage à la vertu de Malesherbes, mais certains le considèrent comme un idéaliste peu fait pour la politique, et doutent qu'il réussisse. Mme de Maurepas écrit à la duchesse d'Aiguillon, née Plelo, sa nièce :

« Mon frère [Phéliepeaux duc de la Vrillière] est retiré ; il paroît content ; il est revenu hier faire sa cour, il a été assez bien reçu surtout de la reine. Il n'y a rien de nouveau ici : M. de Malherbe (sic) n'est point encore établi ; il me paroît bon homme et très sensible, ce qui me fait craindre qu'il ne réussisse pas dans ce pays ». (7)

Soutenu par le Roi, porté par l'opinion, Malesherbes se heurtait à la sourde opposition de la Reine et de son clan. La correspondance de Mercy-Argenteau, ambassadeur d'Autriche, avec Marie-Thérèse, nous apporte sur ce point de précieux renseignements. Nous avons vu, au chapitre précédent, que Mercy-Argenteau notait, à la date du 17 juillet, la répugnance de la Reine à la nomination de Malesherbes et sa préférence pour de Sartine. Nous savons combien Malesherbes était tourmenté à la pensée que son accession au ministère pouvait déplaire à la Reine. Aussi ne négligea-t-il rien, au début, pour obtenir ses bonnes grâces. L'ambassadeur note encore : « *Malgré ce qui s'est passé, le comte de Maurepas, le sieur de Malesherbes qui, par ses qualités et son caractère, jouera un rôle intéressant dans le ministère, ainsi que le Contrôleur général, sont tous trois bien déci-*

(6) Le jeune Louis XVI.

(7) Archives de Chabrillan, château de Saint-Vallier, n° 137 (Versailles, 24 juillet 1775).

dés à n'omettre aucun moyen propre à se concilier l'appui et les bontés de la Reine. Ils se sont expliqués vis-à-vis de moi à cet égard de la façon la plus franche et la plus claire... » Le 16 août, moins d'un mois après l'entrée de Malesherbes au ministère, Mercy-Argenteau, conquis et presque enthousiaste, tout en réservant l'avenir, s'exprime en ces termes : « *Le nouveau ministre de la Maison du Roi et de Paris, M. de Malesherbes, réussit bien dans sa place ; il la remplit avec une simplicité à laquelle on n'est guère accoutumé ici. Il annonce une justice qui déconcerte les gens de la Cour, et une humanité qui enchante les gens du commun. L'unité de ses vues avec celles de M. Turgot va produire une grande réforme dans les abus, si tant est que l'on laisse faire à ces deux ministres, ce qui est bien douteux. Je prévois qu'il ne sera pas facile de retenir longtemps M. de Malesherbes dans sa place. M. Turgot tiendra plus longtemps dans la sienne si la cherté du blé diminue et si on ne croise point ses opérations. Ces deux hommes sont réellement des personnages rares par leur désintéressement...* » (8) Et Mercy annonce à Marie-Thérèse que la Reine, revenue de ses préventions, a fait un gracieux accueil au nouveau Ministre.

*
* *

C'est donc le 20 juillet que Malesherbes fut nommé (9) ; il prêta serment le 21.

D'après l'*Almanach royal* (10), Malesherbes joignait à la charge de ministre de la Maison du Roi les attributions suivantes : les affaires générales de la R.P.R., l'expédition de la Feuille des bénéfiques, les Economats, les Dons et Brevets autres que des officiers de guerre ou étrangers, pour les provinces de son département, la Ville et la Généralité de Paris, le Languedoc et la Généralité de Montauban, la Provence, la Bourgogne, la Bresse, le Bugey, la Bretagne, le comté de Foix, la Navarre, le Béarn, la Bigorre, la Picardie, le Bourbonnais, la Généralité de Tours, l'Auvergne, le Nivernais, la Marche, Limoges, l'Angoumois, l'Aunis, la Saintonge, La Rochelle, Soissons, Orléans et le Perche, le Poitou. (11) Attributions considérables et prodigieuse-

(8) Lettre au baron de Neny (*Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et le comte de Mercy-Argenteau*, tome I, p. 358).

(9) Le texte des « provisions » figure aux *Archives Nationales*, P. 2510, f^{os} 108, 109 et 110.

(10) Année 1776 « Département de M. Lamoignon de Malesherbes au Louvre ». Dans l'*Almanach* de 1776, le Conseil d'Etat du Roi est ainsi composé : maréchal prince de Soubise, Maurepas, Bertin, de Sartine, Vergennes, Turgot, Lamoignon de Malesherbes. Le Conseil des Dépêches est composé des mêmes, auxquels s'ajoutent d'Aguesseau, Bertier de Sauvigny, Joly de Fleury, le comte de Saint-Germain.

(11) Pour l'administration de la plupart des provinces ressortissant à son ministère, et même de quelques autres, Malesherbes, dès son entrée au Conseil, s'est entouré d'une abondante documentation. Nous avons trouvé dans ses papiers une série de mémoires qui lui ont été adressés, sans doute par des intendants ou de hauts fonctionnaires provinciaux : des mémoires sur les pays d'Etats (Artois, Bourgogne, Bretagne, Cambrésis, Flandre wallonne, Languedoc, Provence), plusieurs études très techniques sur la Bretagne et les Etats de Bretagne, un mémoire sur la Dombes, un autre sur le Dauphiné et ses Etats provinciaux, et trois mémoires particulièrement intéressants sur

ment dispersées ! Mais les charges essentielles étaient : la Maison du Roi, le ministère de Paris, les affaires du protestantisme.

*
**

LES PRISONS ET LES LETTRES DE CACHET

Tous les éloges de Malesherbes écrits au dix-neuvième siècle mettent au premier plan, parmi les réalisations de son ministère, les bienfaisantes initiatives qu'il prit dès les premiers jours en faveur des prisonniers d'Etat. Toute la France en fut avertie et l'opinion publique salua ces mesures avec un enthousiasme délirant. Résolu à se faire sans délai une opinion personnelle, il visita les prisons, et notamment la Bastille, Vincennes, les cachots de Bicêtre. Au donjon de Vincennes, où il se rendit le 27 août, il trouva des prisonniers devenus déments par leur longue détention. Antérieurement, il avait fait libérer sept prisonniers de la Bastille.⁽¹²⁾ Il entreprit d'élargir la plupart de ceux qui n'étaient pas passés devant les tribunaux et qui étaient victimes de ces lettres de cachet dont son prédécesseur La Vrillière avait fait — nul ne l'ignorait — une effrayante consommation. On trouve dans les archives de la Bastille quelques pièces (notamment un dossier concernant le sieur de Langourla, détenu depuis 1762 à Vincennes) qui témoignent des interventions personnelles de Malesherbes pour faire mettre en liberté des prisonniers arbitrairement détenus.⁽¹³⁾ Plusieurs, hélas ! n'étaient plus en état d'être élargis. « *J'ai trouvé à la Bastille et à Vincennes, dit Malesherbes dans le mémoire qu'il remettra au Roi lors de sa retraite du ministère, plus de la moitié de ceux qui y étaient enfermés depuis plus de quinze ans tombés en démence ou dans un tel degré de frénésie qu'il n'a plus été possible de leur rendre leur liberté* ».

Il ne s'agissait pas seulement des victimes de l'arbitraire qui languissaient dans les cachots des prisons parisiennes, mais de tous les prisonniers détenus dans les provinces, et dont beaucoup avaient été incarcérés à la demande de leurs familles pour des motifs divers,

la Corse, sa géographie, ses ressources, ses besoins, son économie, ses légitimes doléances. Malesherbes avait demandé à être renseigné avec précision sur cette nouvelle province, française depuis sept ans seulement.

(12) L'opinion publique exagéra d'ailleurs sensiblement le nombre des libérations dues à Malesherbes.

(13) Cf. notamment Bibl. de l'Arsenal. (*Archives de la Bastille*, dossier 12.159) : lettres de Malesherbes — dont une entièrement écrite de sa main — à M. de Rougement, lieutenant du Roi au château de Vincennes, lui demandant de laisser visiter le sieur Langourla par le Comte de la Bourdonnaye, procureur syndic des Etats de Bretagne, son « parent et compatriote » et ordre de libérer immédiatement le prisonnier (4 octobre 1775). Dans les *Archives de Tocqueville* (Dossiers Prisons, Mendicité, L. 107) nous avons lu une émouvante lettre de remerciements et de reconnaissance d'un nommé Benaven qui, à la date du 12 août, remercie Malesherbes d'avoir fait révoquer un ordre du Roi qui l'avait privé de sa liberté, au For l'Evêque, pendant un an et dix jours. Le signataire de la lettre transmet à Malesherbes une requête au Roi des prisonniers pour dettes enfermés au For l'Evêque : cette supplique fait allusion à une enquête effectuée à la prison le lundi 24 juillet, donc trois jours seulement après l'entrée de Malesherbes au ministère, enquête au cours de laquelle le cas de chaque détenu avait été examiné.

la folie étant le motif — ou le prétexte — le plus répandu. Malesherbes fut très vite assailli de lettres ou de placets. Les actes et papiers du ministre de la Maison du Roi conservent les traces de l'activité qu'il déploya pour mettre fin, autant qu'il était possible, à ces situations cruelles et presque toujours injustes. Pourtant, il ne se décidait pas à la légère : on le voit s'informer sur chaque cas, prescrire des vérifications : nous n'en voulons pour témoignage que cette lettre qu'il adresse le 29 juillet à Sénac de Meilhan, qui est sur le point de quitter l'Intendance de Provence ⁽¹⁴⁾ :

« La femme du Sr Giraud, Monsieur, m'a adressé le placet ci-joint pour demander la liberté de son mari renfermé à la grosse tour de Toulon. Je vous prie de faire vérifier et de me marquer si la conduite qu'il a tenue depuis sa détention peut faire présumer avantageusement de celle qu'il tiendra à l'avenir et si vous pensez qu'il n'y a pas d'inconvénient à le rendre à la liberté ». ⁽¹⁵⁾

Généralement, quand la mise en liberté du prisonnier est demandée par la famille elle-même qui avait sollicité sa détention, Malesherbes fait expédier l'ordre du Roi élargissant le prisonnier. Mais il demande qu'on vérifie l'authenticité du placet.

Devant le concert de plaintes et la multitude des requêtes qui s'élèvent de tous les points du royaume en faveur des prisonniers détenus sans jugement ⁽¹⁶⁾, Malesherbes estime qu'il doit adopter une règle de conduite. Il expose ses principes et les solutions qu'il envisage dans une importante lettre du 7 octobre à l'intendant du Languedoc, Saint-Priest. ⁽¹⁷⁾

« J'ai cru et je crois encore, Monsieur, qu'il est nécessaire de s'informer de temps en temps du sort des prisonniers et de leur permettre dans tous les temps de faire parvenir leurs plaintes au Roi. Il serait même d'une injustice souveraine de leur refuser cette permission.

« Je vois cependant par votre lettre qu'elle a produit deux mauvais effets : l'un de donner aux prisonniers une espérance de prochaine déli-

⁽¹⁴⁾ Sénac de Meilhan, qui avait été intendant d'Aunis de 1766 à 1773, demeura deux ans en Provence, de 1773 jusqu'à l'été 1775. A cette date il fut nommé intendant du Hainaut. Mais peu de temps après, il fut appelé aux côtés du comte de Saint-Germain (nommé secrétaire d'Etat à la guerre le 27 octobre 1775) pour diriger la partie contentieuse (marchés de fournitures) du département de la guerre, avec le titre d'intendant à la Guerre. Il n'abandonnait point pour cela ses fonctions dans le Hainaut. D'ailleurs il ne collabora pas longtemps avec le comte de Saint-Germain dont il brosse un portrait très défavorable dans son livre *Du gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution* (Hambourg, 1795).

⁽¹⁵⁾ *Archives Nationales*, O 471.

⁽¹⁶⁾ Il en venait même de l'étranger. Ainsi l'ambassadeur d'Angleterre, vicomte de Stormont, se plaint (janvier 1776) de ce que lord Massarcène, prisonnier pour dettes depuis six ans, non seulement est toujours détenu, mais encore vient d'être transféré de la Conciergerie dans la prison, jugée insalubre, de For l'Evêque. En mars, nouvelle protestation véhémement de l'ambassadeur qui s'indigne, dans une lettre à Vergennes, du traitement odieux et inhumain que l'on inflige à lord Massarcène. Vergennes soumet l'affaire à Malesherbes, mais celui-ci lui répond que, lord Massarcène étant poursuivi au Parlement par ses créanciers, c'est au Garde des Sceaux qu'il appartient de prendre une décision. (*Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance politique*, n^{os} 514 et 515).

⁽¹⁷⁾ *Archives Nationales*, O 1 471, f^{os} 293 suiv.

vance qui nuit à la subordination, l'autre de faire arriver dans vos bureaux une quantité innombrable de requêtes dont vous êtes surchargé.

« Ce second inconvénient, bien qu'il soit réel, n'est cependant pas une raison suffisante pour refuser d'entendre des malheureux. D'ailleurs vous avez un moyen de vous débarrasser d'une partie de ces demandes. Il y a des prisonniers dans les forts et notamment dans celui de Brescou (18), qui ne sont point de la province : aussi les charges sur lesquelles ils ont été arrêtés ne sont point dans vos bureaux et vous pouvez me renvoyer le placet sans examen. Quant à ceux du Languedoc qui ont été arrêtés sur l'avis de M. votre père ou le vôtre (19), quelque peine que cela vous donne, il ne me paraît pas possible que vous cessiez de prendre leur affaire en considération. Cependant j'aurai encore un moyen de vous soulager d'une grande partie de ce poids. J'ai pris un parti pour toutes les prisons plus voisines de Paris : c'est de distribuer les requêtes des prisonniers entre quatre personnes en qui j'ai la plus grande confiance, qui s'assemblent pour les examiner et ce sera sur leur rapport par écrit que j'en rendrai compte au Roi.

« Ce serait multiplier excessivement l'ouvrage de ces espèces de commissaires, qui en ont déjà beaucoup, de soumettre ainsi à leur examen les requêtes des prisonniers des châteaux des provinces méridionales ; d'ailleurs cet examen fait à Paris ne vous débarrasserait de rien parce qu'il faudrait toujours recourir à vous pour vérifier les faits et acquérir des éclaircissements.

« Mais je suis convenu avec M. le comte de Périgord (20) que je vous proposerai de choisir à Montpellier le même nombre de personnes dignes de votre confiance à l'un et à l'autre pour rapporter et discuter ces affaires dans l'assemblée à laquelle présideront le commandant et les deux intendants de la province. Je vous conseille donc de réunir dès à présent toutes les requêtes et de les faire seulement ranger dans vos bureaux, pour les distribuer aux commissaires quand ils seront nommés.

« Il nous reste à parler de la sensation que produit l'espérance de la liberté dans les prisons et de l'impossibilité de vous éclaircir vous-même de ce qui s'y passe, puisque vos subdélégués n'ont pas la permission d'entrer dans les châteaux. Vous proposez pour remède à ce mal, qui est très réel, d'envoyer un commissaire des guerres dans chaque prison, pour y recevoir les plaintes et la déposition des prisonniers, et en dresser procès-verbal, ainsi que de l'état de la prison. Je crois que ce parti sera le meilleur à prendre parce qu'il remplit deux objets à la fois, celui de calmer l'effervescence des prisonniers par la présence de ce commissaire de guerre qui leur fera connaître que la liberté de présenter leurs griefs n'annonce point la liberté de ceux qui ne l'ont point méritée, et l'objet de préparer par le procès-verbal de ce commissaire le travail que vous aurez à faire à Montpellier sur les requêtes. Mais vous me permettrez d'observer que ce serait une dépense inutile de faire voyager ce commissaire dans tout le Languedoc, et M. de Périgord à qui j'en ai parlé m'a dit que vous en avez à portée de tous les châteaux et qui sont très dignes de sa confiance et de la vôtre et

(18) Situé sur la côte Méditerranéenne, près d'Agde et de Béziers, le fort de Brescou avait été construit en 1589 et ses cachots enfermaient des prisonniers d'Etat.

(19) Jean Emmanuel Guignard de Saint-Priest fut intendant à Montpellier, de 1751 à 1785. Son fils Marie Joseph Emmanuel lui fut adjoint en 1764, puis lui succéda.

(20) Gabriel Marie de Talleyrand, comte de Périgord (1726-1795), oncle du fameux ministre. Colonel, puis brigadier de cavalerie, il avait pris part à plusieurs campagnes. Gouverneur du Berry en 1752, il reçut en 1770 le Gouvernement de Picardie, puis le commandement général du Languedoc.

très capables de cette commission. Vous avez à Montpellier M. de Causans le fils qui peut se transporter à Bressou. Il y en a un à Castres qui peut aller à Ferrières et un à Toulouse qui peut aller à Beauregard. Je crois qu'il ne trouvera plus qu'un seul prisonnier.

« Quant à Alais où je crois aussi qu'il n'y en a qu'un, cet homme seul ne peut pas causer de grands désordres. D'ailleurs vous avez aussi un commissaire des guerres sur les lieux, et si vous n'y avez pas assez de confiance, l'éloignement n'est pas assez grand pour que M. de Causans ne puisse pas y aller de Montpellier ».

On voit, par ce document que nous avons tenu à reproduire intégralement, les minutieuses dispositions qu'envisage Malesherbes pour régler humainement et avec justice le sort des prisonniers d'Etat, après un examen attentif des cas particuliers ; on voit aussi qu'il est admirablement averti des choses du Languedoc comme s'il avait résidé lui-même dans cette province. ⁽²¹⁾

Il ne suffit pas de libérer un grand nombre de prisonniers d'Etat : il faut supprimer l'usage odieux des lettres de cachet qui autorise toutes ces détentions arbitraires. Malesherbes va s'attacher à cette grande réforme. Il y songeait depuis longtemps. Dans les remontrances du 14 août 1770, établies à propos de l'affaire Monnerat, il avait, parlant comme premier Président de la Cour des Aides, dénoncé les abus du système et le système lui-même. Il avait dit :

« L'usage des lettres de cachet est aujourd'hui si généralement établi que tout homme qui jouit de quelque considération croirait au-dessous de lui de demander raison d'une injure à la justice ordinaire. Ces ordres signés de Votre Majesté sont souvent remplis de noms obscurs que V. M. n'a jamais pu connaître. ⁽²²⁾ Ces ordres sont à la disposition de vos ministres et nécessairement de leurs commis, vu la grande quantité qui s'en expédie. On les confie aux administrateurs de la capitale et des provinces qui ne peuvent les distribuer que sur le rapport de leurs subdélégués ou autres subalternes. On les remet sans doute en bien d'autres mains [...]. On les croit nécessaires toutes les fois qu'un homme du peuple a manqué à un homme en place. Ils sont enfin tellement multipliés qu'aucun citoyen n'est assuré de ne pas voir sa liberté sacrifiée à des vengeances personnelles ; car personne n'est assez grand pour être à l'abri de la haine d'un ministre ni assez petit pour n'être pas digne de celle d'un commis de ferme... »

Et, s'élevant aux plus hautes pensées, il s'écriait :

« Dieu ne place la couronne sur la tête des rois que pour procurer aux hommes la sûreté de leur vie, la liberté de leurs personnes et la tranquille propriété de leurs biens ».

Ce sont tous ces abus criants que l'ancien premier Président de la Cour des Aides va s'efforcer de faire disparaître, maintenant qu'il est en place. On sait qu'il y est disposé. On connaît ses sentiments.

⁽²¹⁾ Signalons encore une intervention de Malesherbes en faveur des prisonniers détenus au château de Carcassonne.

⁽²²⁾ Plus tard, dans le *Mémoire sur les ordres du Roi*, Malesherbes affirmera que la signature du roi est toujours écrite de la main d'un secrétaire.

Le 6 août, Sénac de Meilhan lui écrit, de Versailles : « *Votre nomination au ministère m'a inspiré l'idée de proposer des remèdes aux abus de l'autorité arbitraire et j'ay en conséquence rédigé le mémoire ci-joint, qui ne comprend pas tous les cas, mais qui indique les principes. C'est avec empressement que je vous le sou mets, puisqu'il n'a été fait que d'après la confiance que m'ont inspiré votre humanité, votre éloignement de toute oppression, les principes de justice que vous avez puisés encor plus dans votre cœur que dans votre état. Je serois bien flatté si mes idées pouvoient avoir votre approbation...* ». Et il lui envoie, en lui demandant de le faire parvenir au Roi ou de lui en faire la lecture, un mémoire de plus de vingt-trois pages qui, après avoir distingué sept cas où l'on a recours à l'autorité du prince pour obtenir des lettres de cachet, envisage chacun des cas, dénonce pour six d'entre eux l'arbitraire possible et préconise des mesures rigoureuses afin d'obtenir des garanties de justice. (23)

Loin de perdre de vue la question, Malesherbes adresse (au mois de décembre) à divers gouverneurs et intendants qui ressortissent à son département, la circulaire suivante :

« Permettez-moi de vous faire part d'un projet que j'espère que vous ne désapprouverez pas. Dans le moment que le Roi m'a appelé au Ministère, je me suis occupé d'un abus dont j'étais frappé depuis longtemps. C'est celui des lettres de cachet qui ne sont sûrement données par le Roi qu'avec justice, mais qui ne l'ont pas toujours été après un examen capable de satisfaire le public.

« Tant que le Roi se croira obligé de venir au secours des familles malheureuses par un sujet capable de les déshonorer, et que le ministre s'en réservera l'examen à lui seul, la source de cet abus sera intarissable. (24)

« Cette réflexion que j'ai cru devoir proposer à Sa Majesté l'a déterminée à me permettre de ne plus lui rendre compte d'affaires de ce genre qu'après avoir fait examiner ces affaires par plusieurs magistrats dont je lui porte le vœu. (25)

« Mais il ne suffit pas de prendre ces mesures pour l'avenir. S. M. m'a ordonné de plus de lui rendre compte des lettres de cachet données dans mon département et dont l'effet est encore subsistant [...] ».

Dans la suite, Malesherbes propose, étant donné l'ampleur du travail, que l'on commette dans les provinces les commandants et les intendants et qu'on leur associe quelques personnes pour faire cet examen. En somme, il s'agit de créer des commissions extraordinaires chargées non seulement d'étudier les affaires à venir, mais de revoir tout ce qui a été fait jusqu'à présent dans ce domaine. C'est à peu près ce qu'il avait déjà proposé en octobre à Saint-Priest.

(23) *Archives de Tocqueville*, L 107 (lettre autographe).

(24) On voit que Malesherbes se préoccupe surtout, ici, des lettres de cachet données à la requête des familles (Cf. 2^{me} partie, chap. premier).

(25) Le *Mémoire sur les ordres du Roi* (cf. 2^{me} partie, chap. premier), donnera le détail de la réforme que propose Malesherbes, pour Paris et pour les provinces, d'après l'expérience qu'il a tentée pendant son ministère.

Cette lettre circulaire est adressée pour le Languedoc au comte de Périgord et à M. de Saint-Priest, pour la Provence au marquis de Rochechouart et à M. de La Tour.⁽²⁶⁾ En ce qui concerne la Provence, Malesherbes propose d'adjoindre au commandant et à l'intendant le marquis de Vauvenargues, le président de Saint-Vincent et M. Le Blanc de Castillon, et il écrira à ces trois derniers à la date du 31 décembre. Pour le Languedoc, il fait savoir au comte de Périgord et à M. de Saint-Priest qu'il est à leur disposition pour écrire directement, s'ils le jugent utile, aux associés qu'ils auront choisis.⁽²⁷⁾

La question des lettres de cachet sera loin d'être close avec ces instructions ministérielles. Malesherbes, soucieux d'aller au fond de tous les problèmes, surtout de ceux où les droits de l'homme se trouvaient en jeu, ne cessera d'y penser ; il rassemblera tous les éléments susceptibles de le guider vers une solution. Sentant d'ailleurs l'importance grandissante qu'y attachait l'opinion et le discrédit que cette justice arbitraire jetait sur la monarchie, il composera, bien après sa retraite du ministère, ce mémoire dont l'intérêt n'a point échappé aux contemporains et dont nous parlerons dans un des chapitres suivants.

LA MAISON DU ROI

Dès son accession au pouvoir, le nouveau ministre de la Maison du Roi fut effrayé par les dépenses inconsidérées qui sévissaient dans son département ; fermement résolu à lutter contre le gaspillage, à mettre fin à des privilèges ruineux pour le Trésor public, il essaya de pratiquer, en dépit de pressions de toutes sortes, une politique d'économie et de sagesse.

Si nous feuilletons la liste des pensions et gratifications entre juillet 1775 et mai 1776, nous constatons qu'à beaucoup de demandes qui paraissent abusives, est opposée une fin de non recevoir : on lit souvent un *sec cela ne se peut pas*.⁽²⁸⁾

(26) Des Gallois de La Tour de Gléné, successeur de Sénac de Meilhan comme intendant de Provence, en 1775.

(27) Signalons ici que Malesherbes eut à s'occuper, durant son ministère, du cas du jeune comte de Mirabeau qui venait de s'évader du château de Joux. Malesherbes correspond à son sujet avec le chevalier de Montherot, prévôt de Bourgogne ; il convient, dit-il, d'éloigner Mirabeau de la région de Pontarlier ; on pourrait l'envoyer au château de Dijon ou à celui de Chalon, mais n'est-ce pas encore trop près ? Quant au fond de l'affaire, Malesherbes va se concerter avec le père, le marquis de Mirabeau, et il entendra également la mère qui réclame la liberté de son fils. « Le Roi a les plus grands égards aux plaintes d'une famille et surtout d'un père qui allègue des faits aussi graves et une inconduite aussi soutenue que celle qui est imputée à M. le comte de Mirabeau. Mais il ne refuse d'entendre aucune justification. » Dans son tout récent ouvrage, *Mirabeau* (Arthème Fayard, 1961), le duc de Castries note que Malesherbes, « assiégé de toutes parts », par le marquis de Mirabeau, par la famille de Ruffey (parents de la jeune Sophie dont Mirabeau était l'amant), finit par ordonner le transfert du fils incorrigible à Pierre-Encize, près de Lyon ; cette résidence étant jugée encore trop proche du Jura, Malesherbes signa, bien à contre cœur, la lettre de cachet transférant Mirabeau à la citadelle de Doullens.

(28) *Archives Nationales*, O 1 199. Ailleurs, répondant à la supplique d'une veuve qui demandait qu'une pension de 1.047 livres accordée par Louis XV à son mari soit désormais versée à son enfant, Malesherbes assure sa correspondante (qu'il connaît) de sa sympathie et

Le prince de Lambesc demande que la place de chirurgien des haras, dont le titulaire est un nommé Delage, soit érigée en charge. Malesherbes lui répond (29 septembre 1775) par un refus poli :

« Monseigneur,

« Quelque désir que j'aie de pouvoir contribuer à tout ce qui peut vous être agréable, il ne m'est cependant pas possible de proposer au Roi d'ériger en charge la place de chirurgien des haras dont est pourvu le Sr Delage ; elle est d'ailleurs peu susceptible, la résidence de cet officier devant être à la suite des haras et non dans la capitale. Vous savez, Monseigneur, qu'on est actuellement occupé des moyens de diminuer le nombre des privilégiés ; or ce n'est assurément pas le moment qu'il faut choisir pour de nouvelles créations, surtout lorsqu'elles n'ont pas un motif d'utilité indispensable. J'ai l'honneur d'être... » (29)

Une autre fin de non-recevoir est opposée le 19 octobre (30) à une nouvelle sollicitation du prince de Lambesc en faveur de ce même Delage, qui demande à être admis « *gratuitement par la voie de simple aggrégation* », au Collège de chirurgie. « *Cette prétention, répond Malesherbes, ne peut être écoutée : elle est contraire à un règlement précis ; je dis que cette grâce serait d'un dangereux exemple : en effet, si le sieur Delage, chirurgien des haras du roi, où il n'est point établi, obtenait un titre que n'ont jamais pu se procurer ses prédécesseurs, bientôt les chirurgiens du chenil et une foule d'autres prétendraient à la même faveur et vous sentez quel abus il en résulterait pour le collège de chirurgie...* »

On comprend qu'en se montrant si peu accessible à la faveur, le secrétaire d'Etat à la Maison du Roi se fit rapidement de redoutables inimitiés !

Nous avons eu sous les yeux une longue note autographe intitulée *Observations sur le montant des brevets d'assurance de la Maison du Roy*. (31) Malesherbes s'y livre à une critique minutieuse des charges de la Maison du Roi, dont le relevé, qui y est joint, s'élève à la somme totale de 61.249.000 francs. Il signale de graves omissions : « *Par exemple, je ne vois rien sur les charges de vèneries et capitaineries... ; on a omis aussi les brevets d'assurance* (32), *ensuite les communes charges qui s'éteignent par mort...* » Il observe encore qu'il faudrait que cet état fût fait sur trois colonnes : dans l'une figureraient les charges héréditaires, dans l'autre les charges qui s'éteignent par mort, dans la troisième les brevets de retenue. (32)

de son désir de lui être utile, mais il ne lui laisse que peu d'espoir, car, dit-il, « l'intention du roi est de ne pas renouveler les pensions sans nécessité ». (*Ibid.*, O 1 595, pièce 23).

(29) *Archives Nationales*, O 1 861, pièce 198 (sign. autographe).

(30) *Ibid.*, pièce 200.

(31) *Archives Nationales*, O 1 595, pièce 24. (Bien que la date de 1785, d'ailleurs d'une encre différente et d'une autre main, ait été inscrite sur ce document, il est sans aucun doute de l'année 1775).

(32) On appelait brevet d'assurance ou *de retenue*, un brevet en vertu duquel le roi permettait à la personne qu'il investissait d'une charge ou à ses héritiers de réclamer de celui qui, après sa démission ou sa mort serait appelé à exercer la même charge, une somme déterminée par le brevet. Souvent, du vivant du titulaire, le roi accordait à celui qu'il

Il souligne qu'il y a une infinité de charges de la Maison du Roi qui n'ont point de brevets de retenue et dont la finance est considérable, telles que les maîtres de la Chambre aux deniers, le trésorier de la Maison du Roi, les contrôleurs, le receveur de la capitation de la Cour, les intendants, contrôleurs et trésoriers généraux des menus, le trésorier de la vénerie et ses contrôleurs, le trésorier de la prévôté de l'hôtel et son contrôleur, le trésorier de l'écurie et ses contrôleurs, toutes charges qui sont héréditaires.

Il réclame aussi le montant des brevets d'assurance et du prix des charges de la Maison de la Reine, de celle de Monsieur et de celle de Monsieur le Comte d'Artois. Il voudrait que l'article des grands et premiers officiers, ainsi que l'article intitulé « *différentes charges* », fussent détaillés : car « *il est nécessaire de savoir à quoi monteroient les remboursemens pour chaque service, et c'est ce qu'on ne peut pas voir sans ce détail* ». Il déplore également l'omission de l'état des retraites accordées « *et qui se payent sur les dépenses de la Maison du roy* ». Bref, un tel document témoigne de l'effort d'assainissement financier que Malesherbes souhaitait pouvoir entreprendre, effort qui échoua finalement devant les résistances obstinées de ceux qui ne voulaient pas voir toucher aux innombrables prébendes et au coûteux train de vie royal qui pesait sur la nation.

Il n'est d'ailleurs pas douteux que Malesherbes se découragea vite. L'abbé de Véri, qui insiste tant sur la répugnance avec laquelle Malesherbes se laissa engager dans l'aventure ministérielle, lui prête ces paroles, au cours d'une conversation sur la réforme nécessaire de la Maison civile du Roi : « *J'en pourrai réparer les matériaux, mais on se trompe fort si l'on attend que je la ferai. J'en suis incapable par caractère [...]. D'ailleurs, c'est un travail qui n'a nulle analogie avec ce que j'ai fait jusqu'à ce jour. Il m'excède au point que moi, qui approchais toujours avec joie de mon bureau, j'ai maintenant besoin d'effort pour m'y rendre et même pour sortir de mon lit...* » (33) A quelques semaines de sa retraite il essaya pourtant, selon son habitude, de mettre par écrit ses idées sur cette réforme dont il voyait avec lucidité qu'elle était indispensable, mais bien difficile à réaliser, car il fallait pour cela renverser trop d'obstacles, et il présenta au Roi, le 13 avril 1776, un important mémoire dont nous dégagerons brièvement les points essentiels. (34)

« *Le Roi, dit Malesherbes en débutant, est parvenu au trône dans un moment où l'économie était demandée par le vœu général de son royaume épuisé par les dissipations des derniers règnes* ». Après

désignait pour remplir la charge après décès, un brevet de survivance. (*Grande Encyclopédie*).

(33) *Journal* de l'abbé de Véri, octobre-décembre 1775 (Tome I, p. 373).

(34) *Archives de Rosambo*, carton 11, dossier 5 (34 pages, copie). Nous avons de ce mémoire une seconde copie de 32 pages, avec quelques modifications et surcharges autographes, portant en tête, cette mention de la main de Malesherbes : « *Mémoire sur la réformation de la Maison du Roi, donné à Sa Majesté le 13 avril 1776.* » Le même dossier contient le brouillon autographe de ce document (22 pages, avec de nombreuses ratures et des passages biffés), et enfin 11 pages et demie autographes constituant une première rédaction partielle.

avoir rendu hommage à Louis XVI, prince ennemi du faste, peu porté aux plaisirs et aux dissipations, il fait observer que les réclamations dont le Roi a été l'objet sont dues en grande partie à l'opinion qu'on a de lui, mais que le peuple demande avant tout qu'il soit mis fin à l'excès des dépenses, qu'il rend responsable de l'excès des impôts.

Or, de toutes les dépenses, celle sur laquelle on demande le plus d'économie et de réformation est celle de la Maison du Roi.

Ce n'est point par le faste et la magnificence qu'un roi de France est respecté. *« J'ose assurer qu'à l'exception des seules personnes qui composent la Cour, personne ne lui sait gré de ce pompeux appareil qui l'environne et que l'extérieur le plus simple, le retranchement de tout faste et de toute superfluité, ne fera qu'augmenter la vénération qu'il inspirera à ses sujets et aux étrangers ».*

Cette réforme si désirée ne peut être l'œuvre d'un seul ministre. *« Il faut que le Roi même consente en connaissance de cause à chacun des sacrifices qu'il faudra faire ».* Il doit donc donner l'exemple.

D'autre part, le ministre de la Maison du Roi ne peut, à lui seul, dresser le plan d'économies qui s'impose, surtout quand il est, comme Malesherbes lui-même, inapte aux détails de l'administration. Ce plan ne peut se faire que par la collaboration des ordonnateurs de dépenses. Or, qui sont ces ordonnateurs ? Des grands de l'Etat, gens supérieurs au ministre, qui reçoivent directement les ordres du Roi, qui, de plus, sont rarement propres à la fonction dont ils sont chargés (*« il faut avouer que la plupart des gens de haute naissance, des gens de guerre, des gens de la cour, ne sont pas propres ni exercés aux détails économiques »*) ; de plus, quand ils sont revêtus d'une des charges qui les constituent ordonnateurs de dépenses, on voit qu'ils s'en remettent entièrement à quelque subalterne ; et ce subalterne est couvert par un nom respectable qui le met à l'abri de toute inspection.

Enfin, ces grands personnages, qui sont ordonnateurs de dépenses, ont naturellement avec leur maître d'autres rapports que ceux qui résultent de leurs fonctions. Ces grands officiers de la couronne servent le Roi non seulement à la cour, mais à l'armée, dans la diplomatie, dans les provinces ; ils peuvent rendre dans ces domaines les plus grands services à l'Etat, et cependant administrer fort mal la partie des dépenses dont ils sont chargés. Le Roi doit les ménager, et *« le ministre de la Maison du Roi ne peut pas parler à l'ami de son maître du ton ferme dont l'intendant d'une maison particulière doit parler à un maître d'hôtel qui ne fait pas son devoir ».*

Malesherbes propose-t-il donc au Roi d'ôter les grandes charges à ceux qui sont faits pour les posséder ? Non, certes. *« Je sais qu'il est de sa dignité d'être servi par les grands seigneurs du royaume [...] ; mais rien n'exige que ce soit eux qui fassent des achats de meubles, de chevaux et de voitures, qui dirigent des troupes de comédiens et*

de musiciens, qui arrêtent les dépenses de table, d'écurie et autres semblables... » Et d'ailleurs, ils sentent bien qu'ils ne sont pas faits pour cela, puisqu'ils s'en remettent presque tous à des subalternes.

Le ministre de la Maison du Roi est donc désarmé devant ces grands personnages, qui sont portés à prendre de l'ombrage de toutes ses initiatives. C'est ainsi que certains ordonnateurs se sont plaints de ce qu'un des commis de Malesherbes *« faisait des recherches sur leur administration et y employait jusqu'à l'espionnage »* : or, ce commis s'était borné à demander combien il y avait de chevaux dans la grande et la petite écurie, ce qui est un fait public ; mais la lettre du fonctionnaire a été connue et a aussitôt excité la rumeur...

D'ailleurs, même si les commis du ministre faisaient des recherches, ils n'accompliraient que leur devoir. *« Il est inouï, affirme Malesherbes, que des ordonnateurs de dépenses croient leur honneur intéressé à s'opposer à des recherches, qu'ils trouvent qu'on leur manque quand on jette un regard trop curieux sur leur régie, et qu'ils veulent qu'on s'en rapporte aveuglément aux états qu'ils fournissent »*. S'il est vrai qu'un grand officier de la couronne doit être cru sans examen, un ordonnateur de dépenses ne doit jamais l'être ; la conclusion qui s'impose donc est *qu'un grand officier de la couronne ne doit en aucun cas être ordonnateur de dépenses* ; il ne faut plus laisser ordonner aucune dépense que par des personnes d'un état moins élevé, des commis, des gens d'affaires, des comptables.

Ce principe apparaît comme la condition absolue d'une réforme de la Maison du Roi. Or, cette réforme est nécessaire, le cri public la réclame. Du fait des réformes accomplies dans l'armée par M. de Saint-Germain (35), bien des militaires qui avaient pourtant *« servi l'Etat de leur sang »*, se sont trouvés sacrifiés. *« On est indigné de voir les gens de guerre perdre leur état pendant qu'on ne touche pas à celui de tous les inutiles de la Maison »*. Aussi Malesherbes, malgré la résistance qu'il pressent, a-t-il préparé un projet de réformes. En vérité, il ne l'a pas, dit-il, rédigé lui-même : il en a chargé ceux de ses commis qui connaissent le mieux les détails. Ce projet, qu'il annonce dans le présent mémoire, aboutit à la suppression de plus de mille officiers et à une économie de plusieurs millions.

Il reste maintenant à Malesherbes à présenter au Roi *« quelques réflexions générales dictées par les seules lumières de la raison et qui seront applicables au plan qu'on adoptera, quel qu'il soit »* ; les voici :

1°) le moment présent est le plus avantageux pour faire la réfor-

(35) Le comte de Saint-Germain, dont les *Mémoires sur la réorganisation de l'armée* avaient retenu l'attention de Turgot, fut appelé en 1775 au ministère de la Guerre. Il poursuivit la négligence dans le service, s'attaqua résolument aux privilèges et aux abus, et voulut notamment faire disparaître les compagnies privilégiées des mousquetaires et des grenadiers à cheval ; mais il compromit la popularité que lui avaient valu ses réformes en introduisant dans l'armée les châtimens corporels. Il dut se retirer en 1777.

mation de la Maison du Roi, parce que le public la demande avec empressement et que le Roi s'y attend ;

2°) il ne faut entreprendre l'opération que quand le Roi sera entièrement déterminé à la faire exécuter dans toutes ses parties, sans admettre une seule exception ; car si l'on admet des dérogations, tout le monde en obtiendra, et l'opération sera manquée ;

3°) la constitution actuelle de la Maison du Roi est la source de tous les abus, présents, passés et à venir : « Il n'y a, pour s'en rendre compte, qu'à comparer l'économie de la Maison du Roi à celle de la maison d'un particulier : celle-ci est administrée par un intendant, qui est un subordonné et qui a des employés sous ses ordres. Le maître peut réprimander et renvoyer son intendant. » La démonstration qui a été faite plus haut prouve que, dans la Maison du Roi, les administrateurs sont, au contraire, invulnérables, que le Roi doit les ménager et que le ministre ne peut rien contre eux.

Malesherbes présente son plan, mais il ne se fait aucune illusion : ce plan est voué à l'échec tant que n'aura pas été accomplie la réforme préalable dont il a démontré la nécessité.

*
**

Nous n'entrerons pas dans le détail du plan de réformation que Malesherbes a fait exécuter par ses commis, et qui constitue un long mémoire en trois parties où sont exposées toutes les économies à réaliser dans chacun des services de la Maison du Roi. Notons seulement que dans le préambule est affirmé le principe que « le Roi doit établir les grands officiers sur un pied simplement honorifique et uniquement pour commander le service ». (36) A l'appui de ce mémoire, figurent divers « états » : un « *état général par aperçu de la dépense de la Maison du Roi suivant le projet de réforme* », divisé en plusieurs chapitres ; un état pour le « *service de la bouche* », lequel est suivi d'observations montrant quelles sont les mesures à prendre, les arrangements à trouver pour diminuer sensiblement et abaisser bien en-dessous de 350.000 livres la dépense de la bouche du Roi et de la Reine ; un autre état, de la main même de Malesherbes, comportant, depuis le grand Chambellan jusqu'aux valets de pied, la liste des officiers et des domestiques strictement nécessaires au service du Roi ; un état de l'écurie, un mémoire sur l'habillement du Roi, etc. (37) Toutes pièces qui prouvent que Malesherbes avait donné des instructions très fermes pour que le projet de réformation fût établi avec la plus grande précision, et que lui-

(36) *Ibid.*, dossier 5, copie, 15 et 44 pages.

(37) Notons encore un curieux mémoire qui, pour évaluer ce qui est nécessaire aux besoins de la Maison du Roi, prend pour point de départ la manière de vivre actuelle du Roi pour ses repas ; ainsi que des « observations » qui tendent à montrer qu'il y a des circonstances particulières (déplacements, séjours dans des demeures de plaisance, etc...) où le service du Roi et de sa Maison doit être plus nombreux qu'en temps normal.

même, malgré son aversion pour les détails, n'avait pas répugné à entrer, quand il le fallait, dans le vif d'un sujet ingrat.

Il savait à quelle hostilité, à quelles représailles il s'exposait infailliblement : aussi employait-il tous ses efforts pour avoir le soutien du Roi dans une entreprise si hasardeuse ; il ne cesse de redire qu'on l'a mis à ce poste bien malgré lui et qu'il est impropre à ce travail. En soumettant à Louis XVI le mémoire général et introductif que nous avons analysé plus haut, il lui adresse une longue lettre⁽³⁸⁾, où il s'évertue à montrer combien il est mal taillé pour la besogne qu'on attend de lui : « *Un grand homme de guerre comme M. de Saint-Germain est fait pour mettre la réforme dans l'état militaire de votre royaume, mais un ancien premier Président de la Cour des Aides n'a rien fait ny rien vu qui luy donne des lumières sur les moyens de porter de l'économie dans les écuries, la bouche, les menus plaisirs, la garde-robe, le garde-meuble de Votre Majesté et de la famille royale, sans nuire à la décence de votre service et à la magnificence qui convient à Votre Majesté* ». Après avoir rappelé qu'il n'a accepté les fonctions ministérielles que pour un temps très limité et à titre presque provisoire, il fait observer qu'il n'a pourtant pas cru devoir se retirer et laisser à un successeur cette besogne ingrate de porter la hache dans les dépenses de la Maison du Roi. Il n'ignore pas que les « *principes généraux* » sur lesquels se fonde son projet et qui sont « *à la base de toute opération raisonnable* », attaquent tous les grands de la Cour, « *tous ces gens dont l'inimitié est à craindre, tous ceux qui sont peut-être les plus chers à Votre Majesté, puisque ce sont eux qui sont admis dans sa société la plus intime* ». Ne voulant pas commettre une lâcheté, il a donc accepté d'encourir des dangers, car sa seule ambition est de dire au Roi les vérités nécessaires...

On sent déjà dans ces paroles sans illusion combien il est sûr d'avance que Louis XVI n'aura pas l'énergie nécessaire pour le soutenir jusqu'au bout.

*
**

AFFAIRES DIVERSES - PARIS

Ce souci primordial n'empêchait point Malesherbes de s'occuper personnellement d'un nombre considérable d'affaires de toutes sortes et, en particulier, d'être très attentif à ce qui se passait dans les provinces. Dès le 21 juillet, il avait envoyé des lettres circulaires aux intendants, aux gouverneurs et commandants en chef, aux évêques et archevêques, pour les informer qu'ils eussent désormais à s'adresser à lui. Il avait fait de même pour les premiers présidents et procureurs généraux des Parlements. Il voulait établir entre lui

(38) *Ibid.*, dossier 5, minute autographe.

et les hauts fonctionnaires des provinces des relations confiantes et amicales. Ainsi écrivait-il le 26 juillet à l'un d'eux qui l'avait félicité avec une particulière chaleur (39) :

« Je pense comme vous qu'il n'est pas impossible d'empêcher l'esprit de dissension d'éclater et d'agiter la société malgré les troubles de ces derniers temps ; je pense encore que c'est là l'objet qui doit nécessairement nous occuper, et que le concours du ministère et de la magistrature est nécessaire pour procurer cet avantage au public ; c'est pour parvenir à ce but heureux que je vous demande avec instance, indépendamment de la relation ministérielle, de me parler naturellement et avec confiance sur ce qui est du bien de votre province et sur tout ce qui peut y établir la tranquillité. De mon côté, je vous écrirai avec la même confiance ; j'aurai recours à vos lumières et, s'il m'arrivait de me tromper, je me ferais gloire de me réformer d'après vos observations... »

Si nous négligeons les innombrables questions administratives et les affaires d'importance minime qui se posaient sans cesse à l'attention de Malesherbes, nous retiendrons parmi ses interventions les plus importantes :

— celle qu'il fit pour mettre un terme aux abus qui s'étaient introduits dans l'administration municipale de Toulouse (il écrit le 12 novembre à Saint-Priest : *« J'ai été frappé dès les premiers moments de mon avènement au ministère des abus qui se sont glissés dans l'administration municipale de la ville de Toulouse, et il y a déjà quelque temps que je songe aux moyens par lesquels il serait possible d'y remédier. Il m'est venu quelques idées que j'ai mises sur le papier et que je crois devoir communiquer [...]. Ce n'est qu'un aperçu général et mon principal objet en vous les envoyant est de vous engager à me faire part des vôtres, tant sur le capitoulat en particulier que sur tous les autres objets tendant à la réformation de l'administration de la ville de Toulouse... »* ; (40)

— une intervention analogue pour réprimer les abus de l'administration municipale de la ville de Rennes (il écrit à ce sujet à La Chalotais, procureur général) ;

— une importante correspondance à propos d'une affaire contentieuse concernant les Carmes déchaussés d'Aix et de Marseille ;

— une instruction détaillée du 1^{er} novembre 1775 en vue de lutter contre une épizootie qui ravage le Languedoc ;

— une intervention auprès du procureur général Joly de Fleury en faveur du renouvellement du privilège de garde gardienne demandé par l'Hôtel-Dieu de la ville d'Angers ; (41)

(39) *Archives Nationales*, O 1 471, f^o 226.

(40) Dans une lettre du 9 mars suivant, il presse Saint-Priest, qui vient d'être malade, d'achever avant de partir en congé son travail sur la question du capitoulat de Toulouse, afin qu'il puisse mettre au point le nouveau règlement et le proposer au Roi. (Cf. 2^{me} partie, chap. premier).

(41) B.N. *Fonds Joly de Fleury*, n^o 468. La garde gardienne était un privilège accordé à des abbayes, chapitres, prieurés, ainsi qu'à des universités, collèges et communautés, par

— le projet d'un établissement à Marseille d'un hôpital pour les malades vénériens (correspondance avec M. de La Tour, intendant, mars-avril 1776) ;

— une démarche pressante en faveur de l'Académie de Montpellier : Malesherbes sollicite un crédit de 30.000 livres pour l'achat d'un local destiné à cette Académie, sur la demande de l'archevêque de Narbonne. Dans une lettre au Contrôleur général (1^{er} mars 1776), il distingue entre les sociétés qui cultivent les belles lettres et où brillent les beaux esprits, et les sociétés scientifiques, qui sont utiles au premier chef. Les premières ne doivent pas être multipliées dans les provinces ; les secondes, au contraire, doivent être favorisées. Malesherbes termine par un éloge de l'Académie de Montpellier, « *une des plus anciennes du royaume* », et « *qui a toujours été distinguée par le nombre des gens de mérite dont elle a été composée* » ; il demande que, comme le propose l'archevêque, les 30.000 livres soient prélevées sur le fonds des indemnités. (42)

*
**

Le secrétaire d'Etat à la Maison du Roi avait dans ses attributions — car il n'y avait pas, à cette époque, de ministère de l'Intérieur — le « *ministère de Paris* ». Depuis 1757, en effet, jusqu'à la fin de l'ancien régime, la ville de Paris, qui n'était plus séparée de la généralité, demeura rattachée à la Maison du Roi. Ce département, dont Malesherbes disait à Augeard (secrétaire des Commandements de Marie-Antoinette) qu'il était « *le plus ennuyeux et le plus plat, et d'ailleurs sujet à toutes sortes de querelles avec les femmelettes de la Cour* », comprenait les attributions les plus variées. (43) C'est en qualité de ministre de Paris que Malesherbes avait à s'occuper, par exemple, de la loterie de la Ville, qu'il intervint pour obtenir la liberté de la vente de la viande pendant le carême (44), qu'il s'efforça de remédier aux abus qui s'étaient manifestés dans l'administration de l'Opéra : il écrit, le 14 février, aux intendants des Menus, administrateurs provisoires de l'Opéra, pour leur donner des instructions rigoureuses ; il prépare une ordonnance royale et un arrêt du Conseil portant un nouveau règlement pour l'Académie royale de musique (29 et 30 mars 1776) ; il rabroue vertement Francœur, chef d'orchestre, dont l'attitude est jugée désinvolte et les prétentions inacceptables (6 mai 1776)... (45)

des lettres patentes en lesquelles le Roi déclarait les prendre en sa garde spéciale ; à cet effet, il leur assignait des juges particuliers par devant lesquels toutes leurs causes étaient commises. Sur de nombreuses affaires, Malesherbes correspond avec Joly de Fleury et le consulte : cf. par exemple la requête des sœurs de charité du faubourg Saint-Denis, qui demandent confirmation de lettres patentes obtenues dans les derniers mois du règne de Louis XV (*ibidem*, n° 460).

(42) *Archives Nationales*, O 1 472.

(43) Cf. *Etat de Paris en 1789*, (*Etudes et documents sur l'ancien régime*), par H. MONIN, 1889.

(44) *Archives Nationales*, O 1 360, 38-40.

(45) *Ibid.*, O 1 613, 31-34 et O 1 622, 416 (Toutes les pièces relatives à cette affaire portent la marque du travail personnel de Malesherbes).

Les archives de Tocqueville renferment un épais dossier sur la garde de Paris et sur les mesures militaires à prendre pour la défense de la capitale en cas de troubles et d'émeutes. (46) Nous y trouvons, notamment, une note de plusieurs pages sur le régiment des gardes, son rôle dans le passé et pour l'avenir ; il y est question du commandement du maréchal de Biron, qui avait été appelé à réprimer les récentes émeutes sur les marchés, commandement qui arrive à expiration : qu'arrivera-t-il si de nouveaux désordres se produisent ? Les troupes auront-elles le droit d'intervenir, car « *tout le monde sait qu'en cas de sédition, le guet est insuffisant* », et d'ailleurs les patrouilles du guet ne circulent pas en plein jour. Cette note est peut-être de Malesherbes ; nous ne pouvons l'affirmer ; quoi qu'il en soit, elle respire une assez grande inquiétude.

Le dossier nous livre encore : un projet de lettre du Roi au maréchal de Biron, projet évidemment établi par Malesherbes (le Roi remercie Biron de ses services récents et lui demande de continuer à lui rendre comme colonel des Gardes les mêmes services qu'il lui a rendus en qualité de Maréchal de France commandant les troupes de Paris et des environs ; il lui enverra des ordres en cas d'émeute, mais si ces ordres arrivaient trop tard, que Biron fasse marcher ses troupes partout où il sera nécessaire et repousse la force par la force !) (47) ; un « *projet d'arrangement pour la garde de Paris* » dû à Malesherbes (48), qui contient tout un historique de la Garde et une critique des arrangements conclus par Louis XV, notamment en faveur de la famille de Roquemont ; Malesherbes propose au Roi un plan de réorganisation et oppose au fils de Roquemont (qui n'a pas les qualités requises et, au surplus, n'a pas encore atteint sa majorité) un candidat qui fera, selon lui, un excellent commandant de la Garde de Paris ; actuellement, le commandement de la Garde est assuré par un arrangement tout provisoire, il s'agit d'établir un statut définitif : pour y arriver, Malesherbes met sous les yeux du Roi le double tableau du revenu de la place et des charges qu'elle impose et qu'il importe de réduire.

(46) Ce dossier renferme un assez grand nombre de rapports et de mémoires sur le guet et sur la garde de Paris, dont plusieurs sont annotés par Malesherbes. Citons aussi une instruction du Roi au comte d'Affray, lieutenant général dans Paris et les environs et colonel des gardes suisses, recopiée en trois exemplaires par un secrétaire de Malesherbes. On trouve encore un « état des effectifs de la compagnie du Guet et des compagnies d'ordonnance à cheval et à pied de la Garde de Paris, ports et rempart ; cet état, qui fut présenté à Malesherbes le 24 juillet, comporte, en haut de la première page, l'annotation suivante de la main de Malesherbes : « C'est cet état qui doit être remis les premiers jours de mon ministère ». (*Archives de Tocqueville*, L 109 à 114.)

(47) Les *Archives du Ministère des Affaires étrangères (Mémoires et documents*, n° 1620, f° 172 et 173) contiennent une lettre de Malesherbes au maréchal de Biron au sujet d'un arrêt du Conseil qui porte qu'à l'avenir toutes les contestations sur le logement des gardes françaises à Paris, seront déferées en première instance devant le Prévôt des marchands et, en appel, devant le Conseil. Il reviendra sur cette affaire dans son testament ministériel, comme nous le verrons, 2^{me} partie, chap. premier.

(48) Nous en avons deux exemplaires dont l'un est un minute très corrigée et surchargée de la main de Malesherbes contenant même deux pages intercalaires autographes. Le second est une copie qui tient compte exactement de toutes les corrections et additions portées sur la minute.

Rien ne prouve mieux que ce dossier, entièrement consacré à un problème militaire, le soin que prenait Malesherbes à étudier personnellement toutes les questions, même celles qui se situaient très loin de sa compétence et de ses préoccupations essentielles. (49)



INDIGENCE ET MENDICITÉ

A plus forte raison, lorsqu'il s'agit de problèmes qui, comme celui des lettres de cachet et des emprisonnements arbitraires, émeuvent sa sensibilité et son esprit de justice — problèmes de portée sociale et humaine — ne nous étonnerons-nous point de le voir employer les plus grands efforts pour les résoudre : tel est le cas de la question si grave de la mendicité et des mesures à prendre en faveur de l'indigence ; tel est le cas aussi du problème juridique et moral de la répression. (50)

Les papiers de Malesherbes renferment, en quatre exemplaires, un mémoire manuscrit de 112 pages sur la mendicité ; ce mémoire est de Loménie de Brienne, alors archevêque de Toulouse, ainsi que l'atteste une mention autographe de Malesherbes sur le premier de ces exemplaires. (51)

L'auteur fait une distinction entre ce qui appartient à la loi et ce qui est du ressort de l'administration. Quel est l'objet et quel doit être le caractère d'une loi sur la mendicité ? Quelles peines la loi peut-elle infliger, selon qu'il s'agit de réprimer telle ou telle catégorie de mendiants ? Quels seront les juges chargés de l'exécution de la loi ? Voilà les trois questions posées relativement à la législation. Pour ce qui est du ressort de l'administration, l'archevêque étudie successivement les moyens pour prévenir la pauvreté et les moyens de charité pour la soulager. Il envisage le cas des enfants trouvés orphelins et mendiants, il examine le rôle que doivent jouer les hôpitaux, il montre, avec un grand souci du détail, comment il conçoit l'organisation et les fonctions de « bureaux des pauvres », il indique quels sont, selon lui, les moyens pratiques d'augmenter et de rendre suffisants les fonds venant de la charité publique.

Or, Malesherbes a étudié de très près le mémoire de l'archevêque

(49) Parmi toutes les pièces intéressantes — mémoires manuscrits, brochures — qui figurent dans ce dossier et que Malesherbes avait utilisées pour se documenter, se trouve un long travail fait par un certain Bart, lieutenant de la Garde, qui traite des moyens d'assurer la sûreté et la tranquillité de la capitale. Très curieux par la description qu'il donne du Paris de l'époque, ce mémoire envisage les troupes qui seraient nécessaires pour rétablir l'ordre dans Paris en cas d'émeute ; il étudie ensuite les diverses façons dont les désordres peuvent éclater, qu'ils soient dûs à des « mouvements intérieurs » ou à des « mouvements extérieurs » et les dispositions à prendre pour prévenir ces troubles ou pour s'en rendre maître. (*Archives de Tocqueville*, L. 109).

(50) Plus tard, dans le *Mémoire sur les ordres du Roi*, Malesherbes reviendra sur ces questions, et en particulier sur le problème de la mendicité et du vagabondage. Signalons que Turgot, quand il était intendant du Limousin, s'était beaucoup soucié des remèdes à apporter à l'indigence et à la mendicité.

(51) *Archives de Tocqueville*, L 107.

de Toulouse, et ce mémoire lui a inspiré de nombreuses observations personnelles qu'il a soigneusement consignées. (52) L'intérêt de ces observations est considérable : on en jugera par les larges extraits que voici :

Pages 14 et 15. (53) - Longue note de trois pages où Malesherbes s'efforce de trouver un critère pour distinguer les vagabonds véritables des ouvriers agricoles nomades comme les moissonneurs qui, l'été, vont d'une province à une autre, les bûcherons qui cherchent de l'ouvrage en troupe, les gens de tout métier qui « *font ce qu'on appelle leur tour de France* », qui « *roulent* », comme les chaudronniers auvergnats. On ne peut pas, sans injustice, proscrire ces gens-là. « *Si on cherche dans la campagne un compagnon charpentier, serrurier, menuisier, tonnelier, qui soit intelligent et adroit, on trouvera toujours que c'est un homme qui a roulé quelques années* ». Ces hommes ne sont pas des mendiants. « *Il me paroit impossible d'exiger de l'homme errant un certificat qui contienne sa destination* ».

Malesherbes propose donc la mesure suivante :

« Je crois qu'il suffiroit pour n'être pas réputé *vagabond* d'avoir un certificat de son domicile, soit du lieu où l'on est né et établi, soit de celui où on a travaillé quelque tems de suite, ce qui pour les gens de cet état est en quelque sorte une acquisition de domicile. Il faudra peut-être ordonner que ce certificat ne vaudroit que pour un an, mais pour la destination je crois que c'est impossible ».

Page 17 :

« On croit que la police peut suivre un mendiant. Sait-on que la police ne peut pas les suivre dans Paris et qu'il y a environ 91.000 personnes (54) qui y sont sans asile certain, qui se retirent le soir dans des espèces de maisons ou galetas qui y sont destinées et se lèvent sans savoir quelle sera leur ressource dans la journée.

« Jusqu'à présent la police de Paris n'a pas pu aller plus loin avec toutes ses dépenses et toute son activité pour veiller sur ces hommes rassemblés dans le même lieu. Les intendants ou les maréchaussées, en les supposant mieux constituées qu'elles ne le sont jusqu'à présent, pourront-ils plus aisément suivre deux cent mille vagabonds épars dans tout le royaume ? »

Pages 30-31 :

« Personne n'exerce la police dans les villages et ce n'est point dans les villages mêmes que les mendiants se retirent. L'été ils couchent quelquefois à l'air. Dans la mauvaise saison ils vont chez les fermiers qui les mettent dans des granges et n'oseroient leur refuser de peur d'incendie.

(52) Ces observations figurent : a) en notes autographes sur papier bleuté de petit format ; b) recopiées par Baufre, secrétaire de Malesherbes ; sur cette copie Malesherbes a parfois ajouté quelques lignes de sa main.

(53) Ces chiffres renvoient aux pages du mémoire.

(54) Malesherbes avait d'abord écrit 80.000 ; de sa main il a corrigé en 91.000. De plus, il a ajouté en marge : « A Paris, 91.000 personnes couchent nuit commune dans des auberges et plustot dans des réduits infects, ce qu'on appelle coucher chez les logeurs ou logeuses. »

« Il n'est pas vrai que la police de Paris soit ni puisse être instruite de tous ceux qui y arrivent. Elle l'est de tous les gens qui peuvent habiter dans les auberges ; mais les mendiants, et même les journaliers manœuvres ou autres misérables qui y arrivent tous les jours couchent tous les jours dans des espèces de galetas destinés pour eux et où il seroit impossible d'en tenir aucun registre ».

Page 50 (sur le chapitre des enfants abandonnés) :

« J'applaudis à tous les principes qui sont lumineux. Il est question de trouver les fonds et il faudra peut être qu'ils soient considérables, car plus on sçaura que les enfans sont bien traités, plus on en exposera. Cela sera rare dans les campagnes où tout le monde est connu et par conséquent les accouchemens secrets rares, mais très communs dans les villes où les filles grosses des campagnes ou même les femmes mariées grosses mais trop pauvres pour élever leurs enfans commodément, iront accoucher dans les villes et les exposer, ce qui arrive déjà souvent ».

(Dans une addition, Malesherbes propose de reprendre les essais qui avaient été faits pour l'alimentation des enfans avec le lait de vache ou de chèvre.)

Page 84 (L'archevêque avait préconisé la création d'un bureau général pour les institutions charitables dans chaque ville épiscopale ; Malesherbes objecte) :

« Je représente que si partout le bureau général est dans la ville épiscopale, il sera bientôt reçu que l'évêque est le maître absolu de l'administration, et que tous les évêques ne sont pas M. l'archevêque de Toulouse ou d'Aix. (55)

« Un évêque proposera que l'arrondissement soit celui de son diocèse. Un intendant proposera que ce fût celui des généralités et des élections, ce qui auroit le même inconvénient.

« Pourquoi ne pas faire des arrondissemens exprès pour cet établissement nouveau ? C'est alors qu'ils ne se croiront pas dans la dépendance absolue ni de l'évêque ni de l'intendant ».

Envisageant le cas des oppositions qui pourraient être envoyées au bureau (opposition portant sur l'admission d'une personne au nombre des indigents), Malesherbes justifie — sauf dans certains cas odieux — les lettres anonymes. « *Les délations anonymes sont le plus souvent la seule réponse du faible contre le puissant, du public contre l'intrigue* ». Ce qui fait considérer avec horreur les délations anonymes, est qu'elles portent souvent l'empreinte de la trahison et de la lâcheté ; mais « *la lettre anonyme ne doit jamais être réputée une infamie quand elle n'a d'autre effet que de soumettre celui qui est accusé à une justice légale et à une discussion publique* ». (56)

(55) L'archevêque d'Aix avait lui aussi rédigé des « Observations » sur le mémoire de l'archevêque de Toulouse. Ces Observations figurent dans les papiers de Malesherbes. Elles s'attachent à mettre en relief l'injustice des lois pénales contre la mendicité.

(56) La même justification des écrits anonymes se retrouvera, comme nous le verrons, dans le *Mémoire sur la liberté de la presse* (6^e partie) où elle sera, d'ailleurs, beaucoup mieux à sa place. Dans la note que nous citons ici, relevons encore les lignes sui-

Page 93. (L'archevêque avait préconisé, pour soulager l'indigence, une imposition générale. Malesherbes soulève des objections) :

« Je vois malheureusement une objection beaucoup trop forte à faire à l'imposition, c'est que si une fois elle est employée il n'y aura plus de charité. Celui qui fait la charité soit par religion soit par sensibilité y est porté par le désir de secourir le malheureux ; mais quand on saura que le public, que l'Etat fournit le supplément nécessaire par la voye de l'imposition, celui qui à présent vient au secours du pauvre ne croira plus venir au secours que du fisc, de l'Etat, si l'on veut de la province, et ce motif n'est pas suffisant pour exercer la charité.

« De plus par la voye de l'imposition on percevra souvent plus qu'il n'est nécessaire, on imposera pour des bâtimens en alléguant une nécessité imaginaire, ou pour d'autres fantaisies du Bureau ».

Page 94 :

« Je crois que la faute de l'Angleterre est de nourrir le mendiant valide sans travail, de faire que l'état de l'homme assisté soit meilleur ou même aussi bon que celui de l'homme qui vit de son travail. (57) Cette faute est fondamentale ; tant qu'elle subsistera tout ce qu'on voudra faire ne vaudra rien.

« C'est là l'excès dans lequel il est à craindre de tomber dans toutes les administrations dirigées par la charité ».

En somme, Malesherbes, pour parler notre langage moderne, est hostile à l'assurance-chômage, comme il se méfie de la doctrine de l'Etat-providence et de tout ce qui pourrait tarir ou décourager les initiatives individuelles, sans rejeter toutefois, bien entendu, les mesures sociales indispensables à la lutte contre le paupérisme.



Le problème particulier de la répression du vagabondage, et notamment du vagabondage à Paris, a longuement retenu l'attention de Malesherbes, auquel, dès les débuts de son ministère, le lieutenant général de police Albert transmettait un mémoire qui venait de lui être remis (le 5 août) par les officiers de la Sûreté.

Malesherbes rédigea des « observations » sur ce mémoire. (58) Il demandait qu'on définît le terme employé de « *gens suspects* » ; il protestait contre les internements massifs à Bicêtre (« *on ne me persuadera pas qu'il soit nécessaire pour la sûreté de Paris d'en-*

vantes, où s'exprime une idée qui sera reprise plus tard dans le *Mémoire* : « Ce révolte le plus ce sont les lettres anonymes aux maris sur leurs femmes. Pourquoi ? parce que la puissance maritale est une puissance injuste. On doit dire de la puissance du mari sur la femme ce que nous avons dit de la puissance du roi sur ses sujets et même de celle qu'exercent les ministres sous le nom même du roi. »

(57) A l'hôpital de Gand, que Malesherbes visitera au cours de son voyage aux Pays-Bas, on nourrit les mendiants, mais on les fait travailler.

(58) Nous avons la copie, de la main de Baufre, son secrétaire (*Archives de Tocqueville*, L. 107).

fermer à Bicêtre ou à la Salpêtrière ceux qui ont des liaisons, mot très vague, avec des hommes dangereux, autre mot très vague ») ; il préconisait l'organisation d'une maison de travail pour prisonniers libérés : le séjour à Bicêtre ne peut, dit-il, produire aucun amendement, au contraire ; quant à la déportation dans les colonies, elle est peut-être bonne pour Paris, mais pernicieuse pour les colonies. (59) Il protestait enfin contre les internements à Bicêtre de vagabonds arrêtés au début de l'hiver à cause des nuits longues et favorables aux crimes, et relâchés au printemps ; cette mesure peut, certes, « garantir ces malheureux de la rigueur et des misères de l'hiver, mais il faudrait, pour remplir tout cet objet, que Bicêtre pût contenir la moitié des sujets du Roi ».

Ces idées, sommairement exposées ici, Malesherbes les reprend et les développe dans un écrit qu'il intitule *Réflexions ultérieures sur la sûreté de Paris et sur les moyens de séquestrer les mauvais sujets de la société*. (60) Il y préconise la création d'asiles de nuit et l'institution de travaux organisés destinés à rééduquer les vagabonds. Voici d'ailleurs les passages les plus significatifs de ce projet :

« Il me semble qu'on pourrait ne point mettre à Bicêtre, mais seulement chasser de Paris, les gens qui n'ont ni domicile, ni gens domiciliés qui répondent d'eux, ni quelqu'une de ces professions dont on ne peut vivre que dans les villes.

« Ces trois faits peuvent être très bien constatés [...]. Quand un homme n'est aucun de ces trois cas, il n'est pas fort injuste de l'exiler de Paris.

« Il y rentrera, dit-on, malgré l'exil, alors il sera enfermé, on le mettra à Bicêtre pour cette faute commise et non plus arbitrairement.

« Je n'ai que des idées très légères sur ces maisons où on retire la nuit ceux qui ne peuvent pas se retirer ailleurs. Je ne sais si ces maisons sont toutes bien connues des officiers de la sûreté. Elles devraient l'être, et les gardiens de ces maisons devraient être sans exception des gens affidés à la police.

« Je croirais même très important qu'il y en eût dans chaque quartier, où on reçût gratuitement, si cette dépense n'était pas trop forte.

« Cela est nécessaire, puisqu'on arrête des malheureux pour le seul fait de les avoir trouvés la nuit couchés dans la rue ou sous des échoppes, et qu'on les conduit pour cela à Bicêtre, comme je vois dans mes feuilles. Cela est une souveraine injustice s'il n'y a pas pour la nuit des asiles gratuits [...].

« Mais le plus important de tout, est d'avoir une île ou autre terrain où on puisse faire travailler des gens en les veillant et le plus souvent c'est volontairement qu'on les y conduira. Voici sur cela ce que j'entends :

« Dans le cas où le roi aura donné un ordre de détention à long terme, qui ne sera plus fait qu'après un examen et un avis écrit, raisonné et signé,

(59) Le rapport des officiers de police avait dit que, dans le cas où il y avait du danger à rendre certains condamnés à la liberté, une fois leur peine purgée, ceux-ci restaient à Bicêtre toute leur vie à moins qu'on ne puisse les exiler ou les envoyer aux colonies.

(60) Copie faite par Baufre.

ces particuliers demanderont eux-mêmes l'exportation dans le pays du travail plutôt que la détention rigoureuse dans une prison.

« Il en sera de même pour les femmes qu'on renferme dans l'hôpital pour des crimes pour lesquels les hommes sont condamnés aux galères. De même aussi pour ceux qui reviendront à Paris, après en avoir été chassés ; de même encore pour ceux dont la justice demande la séquestration, après un jugement de plus amplement informé ; et enfin il en sera de même encore pour les mendiants, les vagabonds, quand on aura pris un parti sur cette partie importante de la police générale du royaume.

« Enfin, si ces travaux publics sont jamais établis, je ne doute pas qu'on n'en fasse, un jour, une peine légale qui remplacera :

- 1°) la peine du bannissement que tout le monde convient être absurde ;
- 2°) celle de mort contre les déserteurs que tout le monde convient être trop dure ;
- 3°) celle des galères contre les contrebandiers qui répugne à l'humanité.

[...] Mais en attendant que ces grandes réformes de législation soient faites, Bicêtre et la Salpêtrière seraient débarrassés de beaucoup de sujets dont à présent ces maisons sont surchargées. Ces malheureux ne seraient plus dans une maison d'oisiveté, école de crimes, et, au lieu d'employer leur loisir à se préparer à de nouveaux désordres, quand ils auront recouvré la liberté, ils prendraient nécessairement l'habitude du travail. Ils seraient donc moins malheureux pendant leur détention et moins scélérats quand elle serait finie [...].

« M. Albert me parle de l'opération de la grande détention à l'entrée de l'hiver, que ses inspecteurs de la sûreté jugent nécessaire. S'il faut s'y déterminer, il me semble qu'il faudrait, en même temps, avoir cet asile prêt pour l'offrir à ceux qui le préféreront à Bicêtre ».

*
**

LES LOIS PÉNALES ET LA RÉPRESSION

La pensée de Malesherbes ne se limite point à l'examen des mesures propres à soulager l'indigence ou à réprimer le vagabondage ; elle embrasse un champ beaucoup plus vaste : le ministre de Louis XVI est conduit à étudier le grand problème de la refonte des lois pénales. L'occasion lui en est fournie par un projet de réforme des hôpitaux (61) de Provence. Le 26 décembre 1775, il écrit à l'archevêque d'Aix : *« Le gouvernement s'occupe, Monsieur, des moyens de procurer des secours aux pauvres dans les différentes provinces, et pour cela il est nécessaire de connaître l'état des hôpitaux et autres maisons destinées à cet usage. On m'a représenté à cette occasion des lettres patentes enregistrées au Parlement d'Aix le 12 novembre 1761, qui*

(61) On sait que par le mot *hôpitaux* on désignait sous l'ancien régime des établissements destinés non seulement à soigner les malades pauvres, mais à recevoir des mendiants qui étaient souvent internés de force.

contiennent les dispositions les plus sages... » (62) Et c'est précisément sur ces lettres patentes demeurées sans exécution après quatorze ans, que Malesherbes se fonde pour formuler ses idées dans un mémoire très précis sur la *Réforme des hôpitaux et œuvres charitables de Provence*. Il faut, dit-il, « veiller à la dispensation des aumônes pour empêcher qu'elles ne soient données au hasard et souvent mal appliquées » ; il faut grouper et organiser toutes les initiatives particulières et faire, comme le voulait M. de Montclar, président du Parlement d'Aix, une besogne d'unification.

Mais il ne s'agit là que de vues particulières sur un problème d'administration. D'une portée beaucoup plus générale est un autre « projet », dont nous allons indiquer les idées essentielles et reproduire les passages les plus caractéristiques. (63)

« Il existe dans les prisons et hôpitaux du royaume un très grand nombre de mauvais sujets reconnus pour tels, qu'on ne veut mettre en liberté par la crainte du trouble qu'ils apporteroient à la société et qu'on ne veut pas cependant faire punir par la justice réglée par différentes considérations : une de ces considérations et la plus fréquente est qu'on n'a pas la preuve juridique et complète de leurs délits, quoy qu'il soit évident qu'ils en soient coupables, ce qui vient peut-être d'un vice de notre législation, puisque tous les jours les juges eux-mêmes demandent au roy des ordres pour faire enfermer pendant toute la vie un scélérat que la loi ne leur a pas permis de condamner. L'autre considération est celle de l'honneur des familles qu'on veut ménager, considération qui dans la justice exacte ne devrait pas être admise, mais qu'il est impossible qui ne le soit pas dans notre système de gouvernement et dans nos mœurs, considération cependant qui est de la plus grande justice quand c'est la famille elle-même qui a produit au gouvernement les preuves qui ont donné lieu à la détention... » Certes, une telle procédure donne lieu à bien des abus qu'il faudrait réformer, mais enfin elle existe et « si on la réformoit, ce seroit toujours en donnant d'autres moyens plus réguliers pour séquestrer les mauvais sujets de la Société ». (64)

Elargissant son propos, Malesherbes déclare que si l'on veut réformer les lois pénales, ce sera en rendant plus commune la peine de la *séparation de la société* : la peine de mort est trop dure dans bien des cas et tellement disproportionnée à la nature du crime

(62) *Archives de Tocqueville (ibidem, minute autographe)*. On trouve dans ce même dossier le texte de ces lettres patentes de 1761 « portant établissement d'une commission pour procéder à la vérification des biens et charges, dettes actives et passives des hôpitaux et œuvres de charité du pays de Provence, ainsi qu'à leur administration ». Commentant ces lettres patentes, Malesherbes mettait en lumière le fait qu'elles tendaient à « une réformation générale » ; mais elles étaient demeurées sans suite : les travaux de la commission qui, sur l'initiative du Président de Montclar, était exclusivement composée de membres du Parlement, avaient traîné en longueur et n'avaient pas abouti. Malesherbes pense qu'il faut affranchir l'administration des hôpitaux des entraves du Parlement.

(63) Ce texte qui, dans le dossier, voisine avec la lettre du 26 décembre à l'archevêque, comporte 15 pages entièrement de la main de Malesherbes, petit format, sur papier bleuté. Il n'est pas daté, mais est, selon toute vraisemblance, de la fin de l'année 1775 ou du début de 1776.

(64) Il reviendra sur toutes ces questions, avec de plus amples développements, dans le *Mémoire sur les ordres du Roi*. Cf. 2^{me} partie, chapitre premier.

qu'elle révolte l'humanité ; quant à la peine du bannissement, *« elle est absurde parce que privant celui qui la subit de toute ressource, elle le force à vivre du métier de scélérat »*.

Alors ? Reste l'emprisonnement. Mais ce genre de peine présente trois inconvénients : 1°) *« elle est cruelle et souvent plus cruelle que la mort lorsque la détention est très longue, surtout quand les prisonniers sont tenus dans la solitude comme à la Bastille, dans les cabanons de Bicêtre, etc. »* ; 2°) *« elle coûte plus cher à l'Etat qu'elle ne devrait parce qu'au moins on devrait tirer parti du travail de ces gens qu'on nourrit, ce qu'on ne fait ny dans les prisons ny dans les hôpitaux »* ; 3°) toute habitation commune est malsaine ; *« la prison est une école de crime, dans laquelle le mauvais sujet ou le sujet suspect se forme par les leçons, les exemples de ceux avec qui il communique, et de plus les scélérats ou les demi-scélérats, ceux qui ne sont venus à la prison que [un mot illisible] et qui en sortent tout préparés au crime, tous ces gens-là, dis-je, ont contracté ensemble les liaisons les plus funestes, c'est là que se forment nécessairement les bandes qui vont ensuite piller la capitale et les provinces [...]. Le soin du gouvernement devrait être d'écarter l'un de l'autre tous les sujets suspects. Au lieu de cela, on les prend, on les assemble, on leur fait passer plusieurs mois, quelquefois plusieurs années dans la même chambre [...], ils ne peuvent vivre que du crime parce qu'ils ont perdu l'habitude de tout autre métier, et ils sont associés, enrégimentés, disciplinés pour le commettre avec audace et impunité »*.

Le remède le plus efficace serait de tenir le prisonnier isolé de toute société que celle des honnêtes gens, mais cela est irréalisable.

Le seul remède praticable est donc de faire travailler les détenus. Ils coûteraient moins cher à l'Etat qui retirerait le prix de leur travail. Ils seraient *« infiniment moins malheureux par le travail le plus forcé que par l'oisiveté désespérante des prisons »*. Et il serait bon que ce travail s'effectuât autant que possible en plein air, car *« la vie active en plein air est beaucoup plus salubre que l'habitation commune dans un lieu renfermé »*.

Enfin, *« ceux qui doivent un jour être rendus à la société auront toujours le malheur d'avoir vécu quelque tems en mauvaise compagnie, mais au moins ce ne sera pas dans [deux mots illisibles] ny en passant tous les instans du jour à méditer sur des projets de crime qu'ils exécuteront après leur élargissement et, ce qui est bien plus important, ils auront pris l'habitude du travail, qui est le vrai moyen de détourner du genre de vie qui aura donné lieu à leur prison »*. (65)

(65) Malesherbes a certainement tiré profit de plusieurs mémoires où la même idée est mise en lumière, qui lui ont été adressés dès le début de son ministère et que nous avons retrouvés dans ses papiers. Signalons un mémoire sur les maisons de force, qui prône la nécessité de faire travailler les prisonniers et qui s'appuie sur l'exemple de la Suisse et de

La difficulté sera d'employer ces hommes...

Ici, Malesherbes se souvient qu'il est agriculteur : il pense que le meilleur moyen serait d'employer les prisonniers à défricher des terres, *« parce qu'il est bien plus aisé et moins dispendieux de garder un grand nombre d'hommes à la fois dans un même pays que de les disperser en petits pelotons, et de les mettre dans un lieu où le travail doit les occuper pendant plusieurs années et où, par conséquent, la dépense de leurs baraques ou casernes ne sera pas multiple, que de les transporter chaque année »*.

Quant aux terres qu'il conviendrait de faire défricher aux prisonniers, Malesherbes fait observer d'abord : *« On dit qu'il y a dans le royaume des provinces qui sont de vastes déserts très propres à occuper un grand nombre d'hommes pendant des années. »* Il propose ensuite de faire des essais dans des îles où la surveillance (confiée à des compagnies de la maréchaussée auxquelles on attribuerait juridiction prévôtale sur tous les condamnés) serait bien plus aisée qu'ailleurs. *« Quand le premier ouvrage aura été accompli aux frais et pour le compte du roy, on pourra trouver des propriétaires de terres avec qui on feroit marché pour payer les frais du défrichement qui se feroit pour leur compte »*.

Quelles îles choisir pour commencer ? Malesherbes propose l'île Sainte-Marguerite, la plus grande des deux îles de Lérins⁽⁶⁶⁾, qui est *« toute en friche et aussi propre à être cultivée que Saint-Honorat, sa voisine »*, et Porquerolles, la plus proche du continent des trois îles d'Hyères : *« Il y a 4.000 arpents de terre qui produisent de fortes bruyères, par conséquent terres très fertiles quand elles seront défrichées. »* Sainte-Marguerite appartient au Roi, qui en abandonne la jouissance au lieutenant du fort. Quant à Porquerolles, elle appartient à une famille ruinée et est à vendre : *« Le revenu annuel ne monte pas à 7.000 livres de rente. J'en ay remis les états à M. l'archevêque d'Aix. Je voudrois que la terre fût acquise par un homme riche qui, outre le prix de l'acquisition, eût d'autres fonds à mettre au défrichement. »*

On voit l'importance que le penseur, devenu homme d'Etat, attachait à la réforme des lois pénales, la hardiesse de ses vues et l'esprit pratique qui les caractérise. Dans ce domaine, il va nettement plus loin que les Encyclopédistes. Ceux-ci avaient effleuré seulement l'idée que les lois dites répressives doivent être établies moins pour

la Hollande (Malesherbes a écrit de sa main sur la première page : « Mémoire qui m'a été donné par M. de Montigny, de l'Académie des Sciences »). Signalons aussi une étude d'un nommé Daure (avec une lettre d'envoi à Malesherbes du 30 août 1776), intitulée : « Réflexions sur l'idée que Monsieur de Malesherbes a eu la bonté de me communiquer et sur laquelle il a bien voulu m'accorder la permission de faire mes observations ; Tirer toute l'utilité possible des hommes et des femmes enfermés dans des lieux de force, voilà l'objet. Employer pour y parvenir d'abord une méthode qui n'alarme pas le peuple, ensuite de l'humanité et beaucoup d'économie, voilà le but qu'on se propose. »

(66) Il avait visité ces îles, ainsi que Porquerolles, au cours de son voyage dans le midi de la France en 1767. Les propositions qu'il fait ici concordent avec ses impressions de voyage. Cf. 2^{me} partie, chapitre VI.

punir que pour prévenir et surtout pour corriger, amender et éduquer. Ils avaient énoncé, mais assez timidement, l'idée que le bien public est le plus grand but des peines. Jaucourt, le plus hardi d'entre eux, avait écrit nettement à l'article *Crime* : « *Le but des peines est la tranquillité et la sûreté publique.* »

Le juriste qu'est Malesherbes va plus loin qu'eux, notamment dans son réquisitoire contre le régime des prisons et la notion même d'incarcération. Cette vigueur dans la pensée, le soin qu'il apporte à trouver des solutions pratiques et efficaces à des problèmes de cet ordre, à faire coïncider l'intérêt national et social avec l'humanité, voilà qui contribue grandement à donner à ce trop bref ministère de dix mois un visage inoubliable. (67)

Mais tout n'est pas dit ; la généreuse activité de Malesherbes ne s'est pas bornée à embrasser tout ce que nous avons mentionné dans ce chapitre : pendant ces dix mois, il s'est penché avec une attention passionnée sur un autre problème, un des plus importants à ses yeux et auquel il va consacrer treize ans durant les plus patients efforts : l'accession des protestants à l'état-civil et la condition générale des chrétiens réformés de France.

(67) Le public était assez bien informé de ses préoccupations et de ses recherches dans ce domaine : nous n'en voulons pour témoignage que le nombre des lettres et des mémoires qui lui étaient spontanément adressés. Ainsi un certain de la Toise-Prioul, en lui envoyant une étude sur les moyens de faire cesser toute mendicité, lui écrit une lettre qui commence ainsi : « *Monseigneur, toutes les opérations de votre ministère portent si notoirement le caractère de l'amour du bien public que toute production de l'esprit et du cœur qui en a l'empreinte semble être sûre de trouver auprès de vous indulgence et protection...* »

CHAPITRE XV

LES AFFAIRES DES PROTESTANTS

I

LE PROBLEME DU PROTESTANTISME EN FRANCE SOUS LE REGNE DE LOUIS XV MALESHERBES ANALYSE ET JUGE UNE POLITIQUE

Longue et attentive information de Malesherbes sur le problème des protestants. — Situation des protestants en France au XVIII^e siècle. Les événements de 1750 à 1775. Le mémoire de Joly de Fleury ; les conférences de 1752 en Languedoc ; le Mémoire théologique et politique. — Malesherbes aura tous ces documents entre les mains ; élaboration progressive de sa doctrine. Son opinion sur les desseins politiques des auteurs de la Déclaration de 1724 et sur le rôle de Joly de Fleury. — Documentation moins abondante sur les affaires protestantes pendant les vingt dernières années du règne de Louis XV. Le mémoire de Gilbert des Voisins. — Malesherbes s'est efforcé de démontrer les mobiles secrets de la politique suivie à l'égard des protestants.

Lorsque Malesherbes entra au ministère, il s'intéressait depuis longtemps à la condition et au sort des protestants français. Les efforts qu'il déploiera en leur faveur pendant de longues années, les mémoires qu'il écrira sur cette question, et dont deux seulement, ceux de 1785 et 1786, seront imprimés, tout cela sera le résultat d'une longue et attentive information. Ministre chargé des affaires de la « religion prétendue réformée » en 1775, il avait à se pencher sur un problème complexe et grave dont il connaissait déjà, en partie du moins, les données essentielles : il avait eu sous les yeux de nombreux mémoires composés sur ce sujet ; il avait réfléchi en particulier sur le rôle joué par le clergé dans les affaires des protestants ; il avait été témoin du conflit qui s'était élevé vers le milieu du siècle entre le clergé et la magistrature ; il s'était déjà efforcé, patiemment, de démêler la politique confuse et parfois contradictoire dont on usait à l'égard des protestants ; il avait commencé à

accumuler des documents et à méditer, à la lumière de ceux-ci, sur l'indispensable réforme qu'il allait proposer. (1)

La situation tragique des protestants, que la Révocation de l'Edit de Nantes, aggravée par la Déclaration de mai 1724 (2), et d'autres arrêts draconiens, aboutissait à priver d'état-civil et à isoler du reste de la nation, inquiétait depuis longtemps non seulement le gouvernement, mais un nombre de plus en plus grand d'esprits ouverts à la réalité. Elle n'avait cessé de susciter toute une floraison de mémoires dont certains émanaient de personnages considérables, tel le mémoire écrit en 1752 par le procureur général Guillaume-François Joly de Fleury. (3) Ce texte, auquel Malesherbes attachait, à juste titre, une grande importance, était parvenu entre les mains de son père, le chancelier de Lamoignon, et c'est ainsi que Malesherbes en eut connaissance, comme il l'expliquera à son ami Rulhière. (4) Nous ignorons à quelle époque précise Malesherbes put lire ce mémoire, mais nous savons toutefois qu'il le trouva dans les papiers du Chancelier après la mort de celui-ci, donc après 1772. (5) Et ce qui est hors de doute, c'est que ce mémoire contribua fortement,

(1) Les pages qui suivent reproduisent en partie une étude que nous avons publiée dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, juillet-septembre 1957, sous le titre : *Comment Malesherbes élabore sa doctrine sur le problème des protestants*.

(2) Par la Déclaration de 1724, Louis XV défendait toute assemblée pour l'exercice d'aucune religion que la catholique ; la peine de mort était prononcée contre les prédicants et leurs auxiliaires ; était exclu de toutes fonctions publiques celui qui ne présentait pas une attestation de catholicité ; on renouvelait, avec quelques modifications, les dispositions prises contre les relaps (le refus des sacrements suffisait pour établir le crime de relaps) ; l'ordre était donné aux curés d'exhorter les malades à recevoir les sacrements ; l'éducation des enfants était sévèrement réglée et il était interdit aux familles de faire élever leurs enfants hors du royaume ; on renouvelait l'injonction pour le baptême des enfants dans les églises paroissiales ; quant aux mariages, ceux des protestants (appelés « sujets nouvellement réunis à la foi catholique ») devaient s'effectuer exactement comme ceux des catholiques.

(3) Bibl. Nat. Mss. Fonds Français 7046, f^o 212 à 243 (imprimé dans sa plus grande partie à la suite du premier mémoire édité par Malesherbes). Guillaume-François Joly de Fleury (1675-1756), avocat général, puis procureur général (en 1717) au Parlement de Paris, fonctions qu'il exerça jusqu'à 1746, fut un magistrat remarquable par sa compétence, son labeur et sa conscience. Après sa retraite, on fit encore appel à lui ; c'est ainsi qu'en 1752, l'année même où il écrivit le mémoire dont il est question, on eut recours à ses lumières à l'occasion des troubles provoqués par le refus des sacrements (il fut l'un des commissaires nommés par le Roi en conséquence de l'arrêt du Conseil du 29 avril 1752 pour essayer de résoudre cette difficile affaire). Il ne faut pas le confondre avec son fils Omer Joly de Fleury, qui fut aussi avocat général au Parlement de Paris et se signala par des réquisitoires haineux contre les philosophes et l'*Encyclopédie*. (Joly de Fleury eut trois fils : Guillaume François Louis, né en 1710, qui lui succéda en 1746 dans la charge de procureur général ; Omer, l'avocat général, né en 1715 mort en 1810 ; Jean François, conseiller au Parlement, maître des requêtes, intendant, qui devint ministre des finances en 1781 à la place de Necker, 1718-1802).

(4) Dans une curieuse dissertation (dont nous parlerons plus loin) écrite à l'intention de Rulhière et intitulée « *Développement du Système politique de l'auteur de la Déclaration de 1742* » (*Ibid.*, 7047, f^o 647 à 653 ; le manuscrit original figure dans les *Archives de Rosanbo*, carton 16, dossier 1, pièce 39), Malesherbes explique que ce mémoire n'était sans doute pas destiné au Roi « à qui M. Joly de Fleury était suspect en ce qui concernait le clergé », mais qu'un ministre (peut-être Rouillé) aurait sans aucune intention perfide remis au Roi l'original du mémoire. Et le Roi, pour faire pièce à Joly de Fleury, aurait, après une lecture superficielle (parce que la question l'ennuyait), remis à son tour le document au Chancelier de Lamoignon « qui pensait comme lui sur le clergé ». « Voilà sûrement, conclut Malesherbes, comment le mémoire est venu jusqu'à moi ».

(5) Malesherbes le dit dans une lettre à Rulhière (*Archives de Rosanbo*, carton 16, dossier 1, pièce 78).

non pas à orienter Malesherbes vers la tolérance (il l'était depuis longtemps déjà), mais à l'inviter à fonder son action en faveur des protestants sur une étude historique du problème et à s'appuyer sur d'éminentes autorités dans la lutte où il allait s'engager.

En quel état se trouvaient les affaires des religionnaires à cette date, si importante, de 1752 ? Les rapports étaient alors très tendus entre le gouvernement et les évêques ; ceux-ci, dans leur intransigeance, persistaient à vouloir imposer aux protestants qui contractaient mariage, des épreuves auxquelles certains se soumettaient sans aucune sincérité, mais cédant à la contrainte, et que la plupart refusaient ; les premiers acceptaient de se confesser, de communier, de signer une déclaration de catholicité et de fréquenter l'église durant le temps strictement nécessaire, puis, une fois mariés, revenaient à la religion réformée, risquant ainsi d'être, un jour, arrêtés et condamnés pour crime de relaps ; les autres allaient se marier « au désert » clandestinement, devant un ministre, et n'avaient donc aucun acte d'état-civil prouvant leur union ; s'ils présentaient leurs enfants au baptême, devant un prêtre, celui-ci les inscrivait très souvent avec l'épithète infamante d'enfant « *illégitime* » ou « *natu-rel* ».

La situation était particulièrement inquiétante en Languedoc, où la population protestante se maintenait très nombreuse, où les assemblées groupaient des centaines et même des milliers de personnes et se déroulaient presque ouvertement, où les ministres huguenots trouvaient partout aide et complicité. Rien ne démontrait mieux que la situation dans ces provinces méridionales, la faillite de cette thèse officielle que l'on avait voulu faire admettre à Louis XIV, vers la fin de son règne : il est désormais inutile de songer à donner un statut aux protestants, car il n'y a plus de protestants en France (6) ; il n'y a plus que des « *nouveaux convertis* » ! Lefranc de Pompignan, l'ennemi juré des philosophes, écrira lui-même dans un mémoire (adressé au baron de Breteuil) d'où les préjugés ne sont point absents, mais inspiré pourtant par la tolérance (7) : « *J'ai vu commettre bien des injustices, exercer bien des violences, faire bien des fautes en ce qui concerne les protestants* », et, évoquant ses souvenirs des neuf années pendant lesquelles il avait présidé la Cour des Aides de Montauban, il témoignait que non seulement les protestants n'avaient pas disparu de la région, mais qu'ils étaient de plus en plus nombreux et audacieux, malgré la persécution : « *Leurs assemblées devenaient formidables par le nombre de ceux qui les composaient, on s'y rendait de toutes parts à des jours marqués... J'ai été le témoin*

(6) La Déclaration de 1724, reprenant, en ce qui concernait les mariages, les termes de la Déclaration de 1698, disait en son article 15 : « ...Voulons que les ordonnances, édits et déclarations des rois nos prédécesseurs, sur le fait des mariages, soient exécutés selon leur forme et teneur, par nos sujets nouvellement réunis à la foi catholique, comme par tous nos autres sujets ». Par cette dernière disposition, on feignait de croire que tous les religionnaires s'étaient ralliés, qu'il n'y avait plus de protestants restés protestants !

(7) B.N. Fonds Français 7047, f^o 579 à 605. Ce mémoire, intelligent et humain, nous fait voir un Pompignan très différent du personnage prétentieux qu'a ridiculisé Voltaire.

oculaire de l'audace et de la publicité avec laquelle les protestants revenaient du désert en bon ordre, précédés des filles et des garçons que le ministre avait mariés et suivis des brigades de la maréchaussée qui leur servaient apparemment d'escorte, mais qui se tenaient fort loin du gros de la troupe... »

Devant l'impuissance des lois coercitives et la faillite visible de la politique de rigueur et de cruauté, le gouvernement s'efforçait d'obtenir des autorités ecclésiastiques moins d'intransigeance. Certes, il ne pouvait encore être question, vers 1750, d'envisager pour les protestants un mariage devant le juge civil (8) ; il était encore moins question de légitimer les unions scellées devant un ministre, puisque les ministres étaient proscrits ; il ne s'agissait que d'amener les curés, c'est-à-dire en fin de compte les évêques, à ne plus exiger des religionnaires des conditions inacceptables ou qui, si l'on s'y soumettait, entraînaient la plupart du temps une profanation du sacrement, puisque celui-ci était administré à des gens qui n'y croyaient pas et le tournaient en dérision aussitôt après l'avoir reçu. Aussi, ceux qui souhaitaient une politique plus clémente s'efforçaient-ils de démontrer que le mariage n'était pas un sacrement comme les autres, puisqu'il impliquait un contrat entre deux personnes et qu'il intéressait au moins autant la société civile que la religion. Joly de Fleury, dans son grand mémoire, que Malesherbes qualifie de « plan d'attaque contre le clergé », développe longuement cette thèse : *« Il n'en est point du mariage comme des autres sacrements qui ne doivent toute leur existence qu'à la loi de l'Evangile. Il a existé dès le commencement du monde comme contrat civil et quand l'Ecriture lui a donné le caractère d'un des sacrements de l'Eglise en ne prescrivant aucune forme, aucune bénédiction, aucune parole, comme elle l'avait fait pour les autres sacrements, c'est l'engagement seul des deux contractants, tel qu'il était alors, qui devint sacrement par la loi de Jésus-Christ. »* Il ajoute encore que l'Ecriture n'impose même pas la présence d'un prêtre.

Il est évident qu'il était difficile de convaincre les évêques. On les rendait responsables de l'aggravation de la situation, mais eux, de leur côté, voyaient avec beaucoup de mauvaise humeur, et même parfois d'indignation (9), les pressions que l'on exerçait sur eux pour les amener à céder sur une question qui mettait en jeu leurs préro-

(8) C'est pourtant la thèse hardie qui est soutenue en 1754 dans une brochure intitulée *« Le Conciliateur, ou Lettres d'un ecclésiastique à un magistrat sur les affaires présentes »* brochure qui fut répandue à un très petit nombre d'exemplaires et qui a été attribuée par Dupont de Nemours à Turgot (elle figure d'ailleurs au tome I des Œuvres de Turgot), par Morellet à Loménie de Brienne, alors grand-vicaire à Rouen. L'auteur prône la « tolérance civile » et se prononce nettement en faveur de la séparation à peu près complète de l'Eglise et de l'Etat. Sans aller jusqu'à ces conséquences extrêmes, l'auteur du *Mémoire théologique et politique* (1755) dont nous parlons plus loin, proposera également l'institution d'un mariage civil pour les protestants.

(9) Il faut avouer qu'en bonne logique, ils n'avaient pas tort lorsqu'ils se refusaient à administrer le sacrement du mariage au rabais et lorsqu'ils s'indignaient du rôle qu'on prétendait leur faire jouer. Mais nul d'entre eux ne concevait qu'on pût séparer dans le mariage le contrat civil de la cérémonie religieuse.

gatives essentielles. En 1752, l'année même où Joly de Fleury rédige son mémoire, le maréchal de Richelieu est envoyé à Montpellier avec mission, de la part du Roi, d'assembler tous les évêques de la province pour les inviter d'abord à uniformiser dans tous leurs diocèses les formalités des mariages et des baptêmes des « *nouveaux convertis* », et ensuite à adoucir les épreuves qu'ils doivent exiger d'eux avant d'administrer le sacrement du mariage. Richelieu, dans une longue lettre du 13 novembre 1752, rend compte au Chancelier de Lamoignon de la mission qui lui a été confiée et dans laquelle il était assisté de M. de Saint-Priest, intendant du Languedoc.⁽¹⁰⁾ Il l'informe de l'échec presque total de cette conférence. Les évêques se sont montrés vivement offensés par la lettre que leur avait adressée le Chancelier⁽¹¹⁾ ; ils se sont élevés fermement contre toute politique de facilité, allant jusqu'à dire que « *plus le mal était grand, plus il fallait être rigoureux et accroître les épreuves* », que « *l'objet des propositions qui leur étaient faites paraissait être de chercher les moyens de favoriser les nouveaux convertis dans le temps qu'il ne faudrait songer qu'à les détruire et à leur faire éprouver les châtiements les plus rigoureux* » ; bref, le maréchal de Richelieu et M. de Saint-Priest ont été très affectés de l'intransigeance des prélats qui, d'ailleurs, ont menacé d'adresser au Roi leurs plaintes ; ils ont dû se résigner à « *terminer le plus tôt possible une conférence dans laquelle l'humeur et l'aigreur paraissaient surpasser de beaucoup la raison* ».

Les évêques du Languedoc ne tardèrent pas, effectivement, à adresser le mémoire qu'ils avaient annoncé au cours de la conférence⁽¹²⁾ ; ils y justifiaient avec véhémence leur attitude, traçaient un tableau très noir de la situation due à l'audace croissante des religionnaires et réclamaient énergiquement l'application des édits et règlements touchant les nouveaux convertis, en particulier l'application de la Déclaration de 1724, faute de quoi l'on perdrait tout espoir de ramener les hérétiques dans le giron de l'Eglise catholique.

Il est fort suggestif de lire les « *observations* » par lesquelles M. de Saint-Priest, très irrité contre les évêques, jugea bon de répondre

(10) B.N. Fonds Français, 7046, f^o 320 suiv.

(11) Le Chancelier de Lamoignon était relativement tolérant, ou du moins modérément intolérant. Il nous a laissé (*Archives de Tocqueville*, L. 122) un « projet sur les nouveaux convertis » datant de 1752 qui n'est pas draconien. Il demande qu'on empêche les assemblées des religionnaires, qu'on se saisisse des gens riches qui les fréquentent et qu'on leur inflige de grosses amendes qu'on fera payer exactement, que l'on envoie les enfants des pasteurs à Lausanne, ville protestante, pour y être élevés, ce qui incitera leurs pères à sortir du royaume ; pour les baptêmes il déclare qu'ils doivent être faits par les soins des curés, mais que ceux-ci doivent éviter de préciser si ces enfants sont légitimes ou non ; il pense que les apostats doivent être sévèrement punis, mais qu'il est très difficile de déterminer exactement l'apostasie. Ne pas assister aux offices de l'Eglise n'est pas une preuve de relaps ou d'apostasie... Quant aux mariages, il se borne à dire qu'« il y a deux écueils à éviter : l'un est la prophanation du sacrement, l'autre l'inconvénient de peupler le royaume de citoyens qui ne soient pas légitimes ».

(12) *Mémoire des évêques du Languedoc sur les religionnaires en 1752*, annoté par M. de Saint-Priest, *Ibid.*, 7047, f^o 326 à 352. Le même mémoire, moins les observations de Saint-Priest, se retrouve aux f^o 353 à 371.

à leur intransigeance : « On n'a jamais demandé aux évêques, dit-il, de manquer à leurs devoirs ; on leur a seulement dit qu'ils ne blesseraient pas leur conscience quand ils donneraient la bénédiction nuptiale à des nouveaux convertis qui auraient fréquenté l'église pendant un certain temps, qui se seraient confessés, et qui déclareraient à leur curé qu'ils veulent vivre et mourir catholiques. Il y a là plus qu'il n'en faut pour lever tous les scrupules... De quel droit les ministres du Seigneur veulent-ils prétendre pouvoir obliger les sujets du Roi de souscrire à des actes par lesquels ils abjureraient une religion qu'ils ne seraient pas convaincus d'avoir professée, ou les contraindre à communier tandis que ce préalable n'est pas une nécessité et est sujet pour la religion même à de grands inconvénients ? » Mais surtout, l'intendant faisait ressortir les dangers terribles qui résulteraient de la poursuite d'une politique de rigueur et d'intolérance. (13)

« Les nouveaux convertis forment dans l'Etat, et surtout en Languedoc, un corps considérable ; les enfants qui naissent des conjonctions illicites qu'ils font bénir dans leurs assemblées, sont une pépinière de bâtards auxquels les lois civiles refusent tout ; il est à craindre que, devenant plus nombreux, ils ne cherchent à secouer le joug et à faire des tentatives contraires à la sécurité publique et au bon ordre ; la religion n'est pas moins intéressée que l'Etat à prévenir de pareils malheurs, et dès lors, si l'un met en usage l'autorité pour rétablir la règle, l'autre doit en rendre l'exécution facile en n'exigeant absolument pour les mariages des nouveaux convertis que ce qu'il n'est pas possible de se dispenser de demander sans blesser la religion et la conscience des ministres. Qu'a-t-on demandé à ces derniers ? La suppression de l'épreuve d'abjuration par écrit et de la communion. La conscience y est-elle intéressée, y aura-t-il péché si les évêques consentent à cette suppression ? Non, sans doute, puisque d'un côté l'écriture est indifférente pour la certitude en pareille matière et que, d'autre part, le concile de Trente ne parle de la communion que comme d'un conseil et non comme d'un précepte ».

Et la conclusion était que si l'on voulait ramener les brebis égarées, il convenait de les traiter avec douceur et même avec une certaine faiblesse. (14)

Fallait-il, dans l'intérêt de la paix civile et pour empêcher les protestants de constituer de plus en plus « une nation dans la nation », user à l'égard des évêques et des curés intransigeants de

(13) Ces conséquences, Malesherbes les indiquera plus tard avec force dans un mémoire inédit auquel nous nous référons plus loin : il démontre qu'en rendant nuls le mariage des protestants et le baptême de leurs enfants, « on les force à former une nation étrangère au milieu de la France, une nation qui se régit suivant ses lois et sous l'impulsion de ses magistrats, ce qui est précisément l'inconvénient auquel on avait voulu obvier en leur ôtant ces villes dont ils avaient fait depuis l'Edit de Nantes de petites républiques et ensuite des tribunaux mi-partis ».

(14) Saint-Priest avait soutenu, en 1751, une longue controverse avec l'évêque d'Alais. Cf. B.N. Fonds Français, 7046, f^{os} 268 à 309 : *Mémoire de M. l'évêque d'Alais pour servir de réponse à la lettre de M. de Saint-Priest sur les affaires des religionnaires*. En marge de chaque page figurent les objections et répliques de Saint-Priest.

Ce mémoire est daté du 28 juillet 1751 ; il répondait à une lettre de Saint-Priest du 30 avril précédent. L'intendant voulut avoir le dernier mot : cf. encore *ibid.*, f^{os} 266-268, la réplique faite le 6 octobre 1751 par M. de Saint-Priest à la réponse de M. l'évêque d'Alais. Nous verrons plus loin ce que dit Malesherbes de cette dispute.

moyens coercitifs ? On ne manqua point d'envisager des solutions de ce genre, et Joly de Fleury déclare nettement dans son mémoire : « Le souverain et les magistrats sont en droit de réprimer les privations injustes que les ministres de l'Eglise voudraient procurer aux sujets du Roi des biens communs que l'Eglise accorde à tous les fidèles. » Aussi, les contractants ont-ils le droit, si le prêtre refuse de les unir, de lui faire des sommations. Et, s'étant référé à un plaidoyer de M. de Lamoignon, avocat général, père du Chancelier, le haut magistrat ajoute : « *Les parties devraient, sur le refus du curé, se pourvoir devant l'Official et, en cas d'abus, par appel au Parlement... Si la saisie du temporel ne suffisait point, le Parlement pourrait ordonner la célébration du mariage par un autre prêtre dans la même église paroissiale.* »

Trois ans après le mémoire de Joly de Fleury, en 1755, avait été imprimé, sans nom d'auteur, un *Mémoire théologique et politique* (15) que certains considérèrent comme l'avant-coureur d'une nouvelle déclaration du Roi sur le mariage des protestants, où la cause des réformés était plaidée avec beaucoup d'éloquence (16), et qui proposait d'instituer pour eux un mariage civil, ce qui ne serait, en somme, affirmait l'auteur, qu'un retour à l'arrêt du Conseil du 15 septembre 1685, aux termes duquel les protestants pourraient se marier devant le principal officier de justice de la résidence de leurs ministres, arrêt dont l'Edit de Révocation, survenu un mois après, avait empêché l'application. Ce mémoire démontrait fermement que le Roi était fondé, en droit et en fait, à substituer les magistrats civils aux curés de paroisses. (17)

(15) Le *Mémoire théologique et politique* passait pour être l'œuvre d'un grand magistrat, Rippert de Montclar, procureur général au Parlement de Provence (1711-1773), celui-là même qui, en 1768, prit au nom du Roi possession du Comtat-Venaissin, — et de l'abbé Quesnel. Mais Rulhière, dans une lettre à Malesherbes, du 24 juillet 1784, déclare que cet ouvrage avait pour auteur M. Baes, ministre luthérien de la chapelle suédoise à Paris (qui en aurait écrit toute la partie politique et historique), et un Nimois nommé Perrier, auteur de la partie théologique et doctrinale. Ce mémoire aurait été examiné et corrigé par une société qui se réunissait chaque dimanche autour de Baes et qui se garda bien de protester quand l'opinion l'attribua à M. de Montclar, paternité fictive qui ne pouvait qu'être favorable à la cause protestante. (*Archives de Rosanbo*, carton 16, dossier 1, pièce 8). Malesherbes fut très déçu quand il apprit par Rulhière que cet ouvrage n'était pas l'œuvre d'un catholique.

(16) Qu'on en juge par ce passage qui répond à l'objection :

« Les protestants sont des errants ».

— « Ce sont des errants, mais ce sont aussi de bons citoyens, et c'est pour cela seul que l'Etat doit les estimer et les retenir. Ce sont des errants, mais ils le sont peut-être de bonne foi et on doit d'autant plus volontiers le présumer que toute la rigueur des lois pénales n'a pu depuis 70 ans, les détacher de leur religion. Ce sont des errants, mais leurs erreurs ne sont que dans l'esprit, nullement dans le cœur, et ne portent nulle atteinte ni aux droits des souverains ni aux devoirs de la Société [...] Dieu a sur eux de secrets desseins bien différents des nôtres ».

(17) Le *Mémoire théologique*, qui eut, comme l'atteste Paul Rabaut dans sa correspondance, un retentissement considérable, souleva la fureur des intolérants. Dès l'année suivante (1756) on vit surgir plusieurs réfutations : un *Mémoire politico-critique* où l'on examine s'il est de l'intérêt de l'Eglise et de l'Etat d'établir pour les calvinistes du royaume une nouvelle forme de se marier (dont l'auteur était l'abbé de Caveyrac) ; un violent pamphlet de 230 pages intitulé *La voix du vrai patriote catholique opposée à celle des faux*



Ces mémoires, et bien d'autres pièces encore, Malesherbes les connaissait : il avait trouvé cet ample dossier dans les papiers de son père, le Chancelier de Lamoignon, qui avait été témoin de ce conflit entre le clergé et le pouvoir civil, conflit qui avait atteint, entre 1750 et 1755, une extrême acuité. (18) Dans le premier mémoire imprimé sur le mariage des protestants, écrit en 1785, analysant le mémoire de Joly de Fleury et relatant les événements de cette époque de crise, il dira : « *Dans la dispute de 1752 qui est celle dont j'ai les pièces...* »

Ce premier des deux mémoires imprimés de Malesherbes sera d'ailleurs une longue dissertation historique et critique où sont expliquées à l'aide des textes originaux, les phases successives de la politique suivie à l'égard des protestants et où la relation des incidents de 1751 et 1752 occupe une large place. On y sent que Malesherbes, pièces en main, a longuement réfléchi à ces problèmes. Nous y lisons, notamment, une méticuleuse analyse des pourparlers qui eurent lieu en 1751 entre l'intendant du Languedoc et M. de Monclus, évêque d'Alais : « *Ils avaient entamé un traité comme entre deux puissances temporelles...* » Malesherbes fait remarquer que l'évêque d'Alais voulait bien acquiescer à l'amnistie que le Roi était disposé à accorder à ceux qui s'étaient mariés au désert, mais exigeait que l'on renouvelât la Déclaration de 1697 pour condamner à la bâtardise les enfants de ceux qui n'auraient pas fait « *réhabiliter* » leurs mariages et qu'il insistait pour qu'on remît en vigueur les lois abrogées par la Déclaration de 1698, « *en sorte que ceux qui auraient été mariés à l'église, fussent toute leur vie obligés d'assister*

patriotes tolérants ; un factum intitulé *Sentiments des catholiques de France sur le mémoire au sujet des mariages clandestins des protestants*, où les protestants sont accusés d'être antimonarchistes et où l'auteur du *Mémoire théologique* est violemment pris à partie. Par contre celui-ci trouva des voix qui lui firent écho : ainsi la *Réponse d'un bon chrétien aux prétendus sentiments des catholiques de France* (riposte très vive aux factums ci-dessus mentionnés) et surtout la *Lettre d'un patriote sur la tolérance civile des protestants de France et sur les avantages qui en résulteraient pour le royaume* (1756), ouvrage très complet qui réfute toutes les objections qu'on peut faire à des mesures favorables aux protestants.

(18) Rappelons qu'à cette même époque, Machault d'Arnouville, contrôleur général des Finances, auteur de l'édit limitant l'accroissement des biens de main-morte et de l'édit encore plus fameux instaurant l'impôt du vingtième sur tous les revenus sans exception, s'attirait la haine violente du clergé auquel il demandait de fournir un état général des revenus ecclésiastiques. Machault bénéficiait du soutien du Parlement de Paris et Malesherbes suggéra plus tard que le mémoire de Joly de Fleury fut « peut-être écrit pour M. de Machault qui était alors brouillé avec le clergé pour l'affaire des immunités de l'Eglise, querelle dans laquelle la plume de M. Joly de Fleury fut employée, car personne ne doute qu'un grand ouvrage qui parut dans le même temps contre le clergé, ne soit de lui ».

Malesherbes note aussi d'autres complicités : celles du maréchal de Noailles et de M. Rouillé, « tous deux jansénistes et amis de M. Joly de Fleury », celle même de Saint-Florentin « qui était alors du parti de M. de Machault » et il ajoute : « Il faut bien que M. de Saint-Florentin ait été dans le secret, pour lui communiquer toutes les pièces de la dispute de Languedoc qui étaient dans son bureau car c'était avec lui que M. de Saint-Priest correspondait sur cette affaire. » (Dans *Développement du Système politique de l'auteur de la Déclaration de 1724*, mémoire inédit de Malesherbes destiné à Rulhière, auquel nous avons déjà fait allusion.)

aux messes paroissiales, aux offices divins et autres instructions, et de remplir les autres devoirs de la religion catholique, à peine d'être jugés comme relaps, c'est-à-dire bannis, flétris, et de voir leurs biens confisqués ». Il s'indigne de ce que l'évêque d'Alais ose prétendre que les protestants qui persistent dans leurs erreurs en 1752 contreviennent à l'Edit de 1685 ; cet évêque n'a-t-il donc pas lu le texte de l'Edit de Révocation, qui assure que ceux de la R.P.R. pourront rester dans le royaume sans y être troublés, ni empêchés, à condition de ne pas faire d'exercice et de ne point s'assembler sous prétexte de prière ou de culte ? Commentant encore la conférence qui mit en présence du duc de Richelieu et de Saint-Priest, chez le commandant de la province, tous les évêques du Languedoc, Malesherbes juge en ces termes l'attitude des prélats : « *Les évêques rendent impossible le mariage illégal (celui qui est béni par les prédicants), mais ils ne rendent possible aucun mariage légal ; leur système ne tend donc qu'à réduire les protestants à l'alternative du concubinage qui laissera leurs enfants bâtards, ou d'assurer l'état de ces enfants par une hypocrisie qui les conduira à profaner le sacrement du mariage.* » Et certes, dit-il ailleurs, la profanation des sacrements était un scandale qu'il fallait faire cesser, et l'on ne saurait blâmer les évêques d'avoir eu ce souci, mais « *il fallait en même temps pourvoir au sort des citoyens à qui il ne restait plus de moyen d'assurer leur état-civil et celui de leurs enfants* ». Or, « *ce n'est point au clergé à statuer sur le sort des citoyens : il a fait son devoir en empêchant la profanation ; c'est au législateur à faire le sien* ». (19) Qu'est-ce à dire, sinon qu'il faut distinguer dans le mariage (mariage des protestants et même de n'importe quels citoyens) l'acte d'état-civil et le sacrement religieux ?

Malesherbes attendra 1785 pour formuler cette doctrine : on la trouve déjà, tout aussi ferme, dans un mémoire antérieur, demeuré manuscrit et datant de 1776, époque de son premier ministère. (20) « *Les protestants, dit-il, ne demandent rien aux évêques. Il n'y a pas lieu de les faire intervenir dans l'affaire... C'est une illusion de croire qu'on pourrait obtenir du clergé en corps une délibération favorable aux protestants* ». Et, plus loin, formulant des observations finales sur les différents conseils que le Roi pourra prendre dans cette affaire de l'état-civil des réformés, il récusera encore plus formellement les évêques : « *Il n'est aucun corps qui consente à être inutile dans une grande affaire et presque aucun particulier qui ne prenne plus ou moins l'esprit de son corps.* » Admirable et profonde maxime dont Malesherbes tire la conséquence : ce qui rendra l'opération facile, ce sera « *d'en écarter absolument le clergé* ». Il serait dangereux de « *prendre les avis de quelque évêque que ce soit* ».

(19) Premier mémoire imprimé, page 18.

(20) *Mémoire sur les affaires de religion*, écrit par Malesherbes quelques semaines après sa retraite du ministère, vers l'automne de 1776 (*Archives nationales*, H 1639). Nous donnerons dans la 2^{me} partie, chapitre II, une analyse détaillée de cet important travail.



Il est curieux de constater l'impression considérable qu'a faite sur Malesherbes le mémoire de Joly de Fleury, sur lequel il revient sans cesse. Nous sommes contraints, ici, d'anticiper encore ; dans le second des deux mémoires imprimés, celui où il motive et expose son projet d'édit, il parle avec un respect et une admiration presque religieux de ce grand magistrat. Écoutons cette confidence : *« Depuis que je travaille sur cette matière, j'ai craint plus d'une fois qu'il n'y eût de la témérité de ma part à combattre les principes d'un magistrat d'aussi grande réputation que M. Joly de Fleury. »* Et encore : *« Je remplis les intentions de ce magistrat dont je révère la mémoire, sous les auspices de qui je suis entré dans la carrière et dont il n'y a personne qui ne se fasse gloire d'avoir été l'élève. »* Et il ne craint pas d'affirmer que les principes qu'il va proposer sont conformes aux vues de Joly de Fleury. Une telle affirmation nous surprend un peu. Comment ! Malesherbes déclare à plusieurs reprises qu'il est persuadé que Joly de Fleury a été l'auteur, ou tout au moins le sincère partisan de la Déclaration de 1724, ce monument de rigueur et d'intolérance, et il se réclame de lui ! Serait-ce donc que Joly de Fleury, entre 1724 et 1752 (sa carrière fut longue), aurait évolué, serait passé de l'intolérance à un relatif libéralisme ? Point du tout : en effet, Malesherbes affirme que le mémoire de Joly de Fleury écrit en 1752, *« fait voir un plan combiné, toujours suivi par lui depuis 1724, et toujours conséquent à la Déclaration de cette année »*. Et il arrive à cette conclusion en apparence paradoxale : *« Je soutiens qu'en détruisant la Déclaration de 1724, dont je crois que Joly de Fleury a été l'auteur... je remplis les intentions de ce magistrat »* !

La justification de ce paradoxe, Malesherbes nous la donne en une page d'une importance essentielle. (21)

« Sous Louis XIV le clergé admettait les protestants au mariage dans l'Eglise catholique et même les y invitait parce qu'il regardait ces mariages comme autant d'abjurations et qu'on était alors dans le système d'obtenir des abjurations simulées. (22)

« Au contraire, le clergé les a refusées sous Louis XV dans le principe que ce serait se rendre coupable de la profanation du sacrement.

« Ce nouveau principe du clergé commençait à s'établir en 1724... »

Il était donc nécessaire de faire une loi pour donner un état-civil aux sujets du Roi. Deux partis étaient alors possibles : ou bien donner aux protestants un mariage légitime sans le concours du

(21) Second mémoire imprimé, p. 62.

(22) Ailleurs, il note qu'en 1685, le clergé approuvait le système des conversions forcées et n'était pas choqué de ce qu'un faux converti commit un sacrilège en recevant indignement les sacrements.

clergé catholique, ou bien obliger le clergé à leur administrer le sacrement du mariage.

Il aurait mieux valu, continue Malesherbes, prendre le premier parti, et c'était certainement la pensée et le désir de Joly de Fleury. Mais il n'était pas aisé de faire accepter par le Conseil un plan qui paraissait ruiner le système des lois de Louis XIV pour lequel on avait une déférence aveugle, et Joly de Fleury ne jugea sans doute pas les circonstances favorables pour présenter ce plan qui, pourtant, avait été celui de Louis XIV lui-même, avant que le clergé se fût prêté à administrer le mariage aux hérétiques. Depuis que le clergé s'en faisait un scrupule, c'était rentrer dans les vues de Louis XIV que de faire assurer le mariage des protestants sans son concours.

Telle est la conviction de Malesherbes, tel est le point de vue qu'il s'attachera à développer dans ses deux mémoires imprimés et parus en 1787.

Sans doute, jugera-t-il nécessaire, pour faciliter le vote de l'édit au Conseil du Roi, d'insister fortement sur cette argumentation historique et juridique à la fois : il cherchera à vaincre les scrupules de Louis XVI, en démontrant que si l'on accorde, sans le concours du clergé, un état-civil aux protestants, on ne renie pas la politique du Grand Roi, mais au contraire, on est fidèle à sa pensée profonde⁽²³⁾, pensée qui n'avait pu se traduire dans la réalité parce qu'on lui avait menti en lui assurant qu'il n'y avait plus de protestants en France (« *présomption de droit* »).

Malesherbes s'efforce aussi d'innocenter le cardinal de Fleury, dont le projet n'était pas, dit-il, de « *réduire à la bâtardise des races de protestants* », et qui aurait fort goûté un projet de double mariage (l'un, sacramentel, pour les catholiques ; l'autre, simple engagement contractuel avec bénédiction, pour les religionnaires) qu'un ecclésiastique du Languedoc lui aurait présenté, et auquel il renonça devant l'opposition du cardinal de Bissi. Il s'appuie également sur l'autorité de d'Aguesseau : ne vient-on pas de retrouver (dans le bureau de M. de Breteuil) une lettre de lui, blâmant le système de la présomption de droit et écrite pendant le règne de Louis XIV, quand d'Aguesseau n'était encore que procureur général ?

Doit-on croire que ce soit uniquement pour des raisons politiques que Malesherbes développera si abondamment dans ses deux mémoires imprimés, cette habile argumentation ? Est-il admissible qu'il

(23) Cf. Premier mémoire imprimé, p. 22 : « La loi qui est à faire se trouve tout entière dans plusieurs arrêts du Conseil rendus dans le temps de la Révocation de l'Edit de Nantes... On verra que c'est alors que Louis XIV fixa la forme dans laquelle ceux de ses sujets à qui il permettait de rester protestants pourraient se marier sans donner aux ministres de leur religion le caractère d'officiers publics qu'ils avaient eu par l'Edit de Nantes et qu'on voulait abolir. »

fût sincèrement convaincu du bien-fondé de celle-ci ? Nous nous réservons de répondre plus loin à cette délicate question. ⁽²⁴⁾

D'ores et déjà, si nous voulons connaître sa pensée avec toutes ses nuances, il faut nous reporter à la dissertation manuscrite (à laquelle nous avons fait allusion plus haut), qui est à peu près contemporaine des deux mémoires imprimés et qui s'intitule *Développement du système politique de l'auteur de la Déclaration de 1724*. Selon Rulhière, Malesherbes composa cette dissertation à la suite d'une discussion qu'il eut avec lui sur la Déclaration de 1724 ⁽²⁵⁾ ; elle est précédée d'une lettre autographe dont nous parlerons plus loin.

Malesherbes veut démontrer dans ce mémoire qu'« *il y a beaucoup d'astuce dans la Déclaration de 1724* », et que son auteur « *se souciait fort peu de convertir les protestants* », mais « *voulait mettre le clergé sous la main des Parlements pour l'administration des sacrements* ». Cet auteur, en effet, « *qui était jurisconsulte* », savait fort bien que tout serment extorqué par la violence est nul et que les protestants ne feraient aucune difficulté de prêter serment, pourvu qu'on ne les chicanât point ni avant pour s'assurer de leur sincérité, ni après en les obligeant d'aller à l'église. « *Il devait savoir qu'il n'opérerait aucune conversion réelle et que, contrairement à ce que croyait Mme de Maintenon, il en résulterait non pas catholicité, mais indifférence pour la religion et mépris scandaleux du serment et des sacrements* ». Donc, l'auteur de cette fameuse Déclaration « *n'était pas animé d'un vrai zèle religieux, mais bien plutôt de vues politiques* ».

Ceci est confirmé, continue Malesherbes, par ce que nous savons de l'état d'esprit notoirement irrégulier de cette époque. « *Le Duc de Bourbon n'était rien moins que dévot et on prévoyait le règne d'un jeune roi qui, vraisemblablement, ainsi que les autres, serait pendant longtemps plus conduit par des maîtresses que par des confesseurs* ».

La Déclaration de 1724 étant telle et les protestants acceptant dans l'ensemble de se marier à l'Eglise pourvu qu'on ne les tourmentât point, il était évident qu'il ne pouvait y avoir bâtardeise « *que parce qu'il y aurait quelques évêques qui les tourmenteraient par le refus définitif de marier ceux qui seraient notamment reconnus pour protestants ou par la tyrannie des longues épreuves* ».

En somme, la Déclaration de 1724 était un piège tendu au clergé ; on savait que certains évêques voulaient « *fonder leur despotisme sur le refus du mariage, et dès lors se disposaient à se rendre les maîtres d'accorder ou de refuser cette faveur* » : ainsi, l'on se pré-

(24) Cf. 2^{me} partie, chap. VIII.

(25) Rulhière préparait alors son ouvrage « *Eclaircissements historiques sur les causes de la Révocation de l'Edit de Nantes et sur l'état des protestants en France* », qui parut en janvier 1788 ; il s'efforce, lui aussi, de montrer que Louis XIV a été trompé et que la cruelle persécution qui a suivi la Révocation a trahi ses intentions véritables.

paraît à prouver que les évêques étaient l'unique cause des troubles et qu'ils se montraient réfractaires au Roi et au Parlement, qui avait enregistré cette Déclaration. L'auteur de la Déclaration de 1724, c'est-à-dire très probablement Joly de Fleury⁽²⁶⁾, pensait pouvoir en tirer aussitôt les conséquences. « *Malheureusement, il n'avait pas prévu que deux ans après, il y aurait un premier ministre cardinal pendant seize ou dix-sept ans qui ne consentirait jamais que la justice temporelle fît la loi au clergé sur l'administration des sacrements et que, depuis ce premier ministre, le Roi serait toujours fidèle à ses promesses sur cet objet, excepté dans le cas où ses maîtresses et ses ministres se réuniraient au Parlement pour lui forcer la main, comme il est arrivé dans l'affaire des Jésuites...* »

Et voilà comment, conclut Malesherbes, le ministère du cardinal de Fleury démontait tout le système politique de l'auteur de la Déclaration. Celui-ci, qui avait, dès 1724, fourbi ses armes et préparé son artillerie pour foudroyer le clergé, dut se contenter de louvoyer et attendre des circonstances favorables qui ne se présentèrent qu'en 1751 et 1752 !

La lettre de Malesherbes à Rulhière, qui sert d'envoi au mémoire, le complète sur certains points, et nous livre aussi, sur l'aversion que lui inspirait l'arbitraire de certains magistrats, des confidences d'un grand prix. Nous en reproduisons, ci-après, la plus grande partie⁽²⁷⁾.

Ce 12 décembre [sans doute 1786].

« Je suis parfaitement de votre avis, Monsieur, sur ce que la persécution proprement dite, c'est-à-dire les procédures criminelles, n'étoient pas du goût du Cardinal de Fleuri.⁽²⁸⁾ Mais votre observation que je trouve très juste me prouve encore plus que la Déclaration de 1724 n'a pas été rendue dans l'intention de rendre ces procédures communes. Le Cardinal de Fleuri étoit au Conseil en 1724. M. le Duc ne travailloit avec le Roi qu'en sa présence. Nous l'avons vu dans les Mémoires de Villars.

« Avec sa modestie politique, il évitoit de paraître influencer sur les grandes affaires d'Etat. Mais sur celles de la religion auxquelles il croyoit devoir être attaché en sa qualité d'évêque, on se concertoit sûrement avec lui.

« Je crois qu'à présent que vous avez vu le mémoire de M. Joly de Fleuri, vous ne doutez pas que ce soit fort de son gré que cette déclaration fut rendue. Les dispositions menaçantes de la déclaration furent regardées

(26) « La Déclaration de 1724, à laquelle je crois que M. Joly de Fleury eut plus de part que personne », écrit Malesherbes dans une lettre à Rulhière.

(27) Elle est entièrement autographe et certains passages, notamment vers la fin, sont difficilement déchiffrables (B.N. Fonds Français, 7047, f^{os} 645 suiv.).

(28) Malesherbes et Rulhière avaient discuté sur ce point. Voici l'opinion de Rulhière telle qu'elle se trouve exprimée dans ses *Eclaircissements historiques* : « La sanglante persécution qu'elle [la loi de 1724] devait susciter ne s'éleva pas encore pendant la douce et tranquille administration du Cardinal de Fleury. » Il loue « la prudence de ce sage modérateur et la grande étendue de son autorité ». Rulhière, d'ailleurs, condamne sévèrement la Déclaration de 1724 par laquelle « l'existence des protestants est tout à la fois avouée et méconnue » et qui fut rédigée « avec une telle légèreté que, deux mois après sa promulgation, il fallut en excepter toute une province, l'Alsace », les privilèges des Luthériens étant protégés par des conventions diplomatiques.

comme ce que nous nommons lois comminatoires. (29) M. de Fleuri et en général tous les procureurs généraux et tous les magistrats intrigants sont grands partisans des lois comminatoires. Il n'y a que celles-là qui leur donnent la puissance parce qu'ils sont les maîtres de les faire exécuter ou non. Il n'y a aucun plaisir pour eux à être juges quand ils sont obligés de suivre une loi stricte, au lieu qu'il y (en) a à négocier tous les jours avec... [un mot illisible] pour l'exécution d'une loi comminatoire. C'est ce qui fait d'un procureur général du Parlement de Paris une puissance aussi redoutable que celle d'un ministre. Il y a longtemps que je le sçais et j'ai eu sur les lois comminatoires plus d'une dispute surtout avec M. Pasquier qui, de tous les magistrats despotes, étoit celui qui se déboutonnoit le plus. (30)

« Je voudrois que tous les ministres qui ont à se mêler de la législation fussent bien pénétrés de cette vérité qui doit les mettre en garde contre toute la classe des magistrats qui conspirent [mot douteux] avec le gouvernement. M. Joli de Fleuri remplit ou crut remplir plusieurs vues à la fois par la Déclaration de 1724 : 1° celle de tenir tous les protestants du ressort du Parlement de Paris sous la main du procureur général par la crainte des dispositions comminatoires qu'on feroit seulement exécuter (comme on l'a fait) une inspection tous les dix ans pour qu'on les craignit toujours (31) ; 2° son système qui étoit celui de tous les dévots ou de ceux qui se donnoient pour tels depuis 1685, qui étoit de laisser oublier le nom de protestans en ne laissant aucune différence entre eux et les catholiques dans les actes extérieurs ; 3° espérance secrète que si quelque un des évêques qui commençoient à adopter le nouveau système imaginoit de refuser le sacrement de mariage, ce seroit une heureuse occasion de les y contraindre par la puissance séculière.

« Je crois qu'il ne fit pas confidence de cette troisième vue au Cardinal de Fleuri, le champion du clergé ; mais vous la voyés clairement dans le mémoire de 1752 et vous voyés toutes ses recherches faites d'avance, car il n'eut pas sûrement le temps de les faire quand on lui demanda son mémoire. Vous y voyés que, comme le roi de Prusse et l'Empereur, il tenoit ses forces sur pied pour les faire marcher dans le moment de la guerre et, en effet, cette artillerie, qui ne servit pas en 1752 dans l'affaire des protestans, est celle qu'on employa deux ans après dans l'affaire des jansénistes... »

(29) Une loi comminatoire est une loi qui contient une menace ou qui consiste en une menace et qui, généralement, est surtout destinée à intimider. Malesherbes écrira dans son premier mémoire imprimé (p. 129) : « Quand les lois sont d'une sévérité déraisonnable et révoltante, on prend le parti de les appeler comminatoires et alors l'exécution d'une loi pénale et la vie même des hommes dépend de la façon de penser personnelle et quelquefois du caprice d'un magistrat ».

(30) Pasquier étoit le conseiller au Parlement qui avait provoqué la condamnation des jeunes gens d'Abbeville, le chevalier de La Barre et d'Etallondes, cf. *Lettre de Voltaire à Morellet* (7 juillet 1766) : « Vous savez que le conseiller Pasquier a dit en plein Parlement que les jeunes gens d'Abbeville avaient puisé leur impiété dans l'école et dans les ouvrages des philosophes modernes. Ils ont été nommés par leur nom : c'est une dénonciation dans toutes les formes. » Plus tard, le 16 avril 1775, dans une lettre à d'Argental, Voltaire révélera que c'est Malesherbes qui lui a ouvert les yeux sur la funeste responsabilité de Pasquier : « Je ne puis, mon cher ange, finir ma lettre sur l'homme dont j'avais pris le parti (M. Pasquier) et dont vous me parlez. M. de Malesherbes, qui est une belle âme, m'a mandé que c'étoit ce même homme qui avait déterminé l'arrêt funeste dont l'Europe a eu tant d'horreur, que sans lui les voix auraient été partagées. Je me tais et je me tairai sur cet homme mais cette nouvelle a achevé de m'accabler. Je me jette entre vos bras. »

(31) Le texte ici n'est pas sûr, la fin de cette phrase étant, sur le manuscrit, presque illisible.

La fin de la lettre distingue « *la grande persécution* », celle qui n'est pas favorable à la puissance de la magistrature, car elle engendre la révolte, et la « *petite persécution* » (celle par exemple, qui conduit à menacer la famille d'un protestant décédé de confisquer ses biens, pour se laisser ensuite fléchir aux prières, ou encore à forcer ceux qui ont fait un mariage caché à venir le réhabiliter dans l'église, quand on est sûr que l'église les recevra), persécution qui n'attise pas tout à fait la révolte et plaît au magistrat parce qu'elle donne le champ libre à son caprice.

**

Si Malesherbes disposait pour traiter le problème des protestants, de nombreux documents de première main se rapportant aux affaires de 1750 à 1752 et à la période antérieure, il était beaucoup moins riche pour les années qui suivirent.

« Je n'ai pas de mémoires, nous dit-il, sur ce qui s'est passé dans la suite du règne, ceux que j'ai ne vont que jusqu'aux trois ou quatre années qui suivirent la paix d'Aix-la-Chapelle. (32)

« Depuis 1752, jusqu'à la fin du règne de Louis XV, il a été tenu d'autres conférences sur le sort des protestants. On consulta M. Gilbert, conseiller d'Etat, qui donna un mémoire. (33) Je n'ai pu avoir ni ce mémoire ni aucun autre qui m'apprenne ce qui se passa dans ces conférences ». (34)

(32) Second mémoire imprimé, p. 37 (Le traité d'Aix-la-Chapelle est d'octobre 1748).

(33) Pierre Gilbert des Voisins (1684-1769), avocat du roi au Châtelet, puis conseiller d'Etat et premier président au Grand Conseil, fut un magistrat éminent. Nommé par le Roi en 1757 au Conseil des Dépêches, il jouit d'un grand crédit et fut souvent consulté. Son mémoire ne parut que bien après sa mort, sous le titre « *Mémoire sur les moyens de donner aux protestants un état civil en France, composé sur l'ordre du roi Louis XV* ». Il avait été, nous dit l'auteur lui-même, lu dans un comité du Conseil où il n'avait pas été désapprouvé, ensuite communiqué à « un des prélats les plus sages et éclairés de la province du Languedoc », ainsi qu'au prince de Beauvau. En réalité, il y a deux mémoires de Gilbert des Voisins. Dans le second, qui se termine par un projet de Déclaration, il a précisé les idées un peu vagues du premier. Gilbert préconise des mesures de tolérance limitées (p. ex. laisser les protestants prier et célébrer leur culte en famille ou avec des voisins) ; le but essentiel demeure pour lui la conversion des protestants. Pourtant il propose un enregistrement du mariage devant un officier civil, lorsque le curé aura échoué dans ses efforts de persuasion ; il demande aussi que les curés ne s'arrogent plus le droit, dans les baptêmes, de donner la qualité d'illégitimes aux enfants et celle de non-mariés aux père et mère. « Ils doivent, autant qu'il se peut, s'en tenir aux déclarations qui leur sont faites par ceux qui présentent leurs enfants au baptême ».

(34) En effet, Malesherbes fut longtemps à la recherche du mémoire de Gilbert. Sa correspondance le prouve. Il ne lui fut communiqué qu'en 1787, après la composition et l'impression de ses deux mémoires. Dans une lettre du 18 décembre 1787, il écrit : « Dans ce temps-là (c'est-à-dire quand je composai mes mémoires) j'avais entre les mains un mémoire de M. Joly de Fleury, qui est non seulement cité, mais reporté en entier, et je n'avais pas le mémoire de M. Gilbert. Je l'ai eu depuis... » Il l'a eu d'abord en manuscrit, puis on lui a communiqué un exemplaire imprimé. « J'ignorais qu'il eût été imprimé. » (*Archives de Rosanbo*, carton 16, dossier 1, pièce 63 ter). On trouve à la Bibliothèque Nationale deux copies manuscrites des mémoires de Gilbert : l'une dans le volume 7047 (papiers Rulhière), f^{os} 386 à 437, de l'écriture de Baufre, le secrétaire de Malesherbes (aux f^{os} 386 et 415, c'est-à-dire en tête de chaque mémoire, Rulhière a écrit : « Ce mémoire m'a été donné par M. de Malesherbes ») ; l'autre copie, d'une autre écriture, figure sous le n^o 16.621 du Fonds français ; 79 folios ; c'est la copie que le garde des Sceaux avait prêtée à Malesherbes, ainsi qu'en témoigne la mention suivante de Baufre : « M. de Malesherbes renvoie à M. le Garde des Sceaux le mémoire de M. Gilbert, auquel il a fait ajouter son nom, par ce que peut-être dans dix mois d'ici on cherchera dans les bureaux le mémoire de M. Gilbert sans savoir lequel c'est. »

Il ajoute : « Pendant ces vingt-deux années, tout alla au hasard dans les provinces. Il existait des lois terribles et contradictoires. Quelquefois elles étaient exécutées, quelquefois elles ne l'étaient pas. Il semble que le sort de ces malheureux citoyens dépendit de la fantaisie momentanée de chaque administrateur [...]. Je crois qu'on envoya des ordres de la Cour pour modérer ce zèle persécuteur [...]. J'ai cependant entre les mains un arrêt rendu le 18 février 1762 dans un Parlement de province, qui condamne à mort un ministre de la religion protestante pour avoir résidé en France... prêché, baptisé, fait des mariages dans des assemblées désignées sous le nom du Désert » (35). Dans l'ensemble la persécution s'affaiblit, les violences contre les protestants deviennent moins nombreuses (36) ; mais la question de leur état-civil n'est pas près de recevoir une solution ; le conflit qui avait mis aux prises les parlements et le clergé s'est apaisé peu à peu et on laisse les évêques, dont l'intransigeance est toujours la même, libres d'adopter, chacun dans son diocèse, la règle de conduite qu'ils voudront. Et les religieux s'en vont, de plus en plus nombreux, faire bénir leurs mariages et baptiser leurs enfants par les ministres et les prédicants clandestins. Tout au plus, hasarde-t-on de timides démarches auprès des curés. Malesherbes y fait allusion dans son second mémoire imprimé (p. 17) : « J'ai trouvé dans les papiers de mon père, des minutes de lettres écrites par ordre du Roi, après délibération prise au Conseil, qui enjoignaient aux curés de s'en tenir à leurs fonctions de témoins. » Mais on se garde bien de préciser en termes clairs, qu'il s'agit d'empêcher les curés de donner le nom d'enfants naturels à ceux qui leur sont présentés par des parents protestants ; paraître s'intéresser au sort des protestants, c'est reconnaître qu'il y en avait encore, et il fallait en dépit des faits, malgré l'évidence, essayer de sauvegarder la vieille et tenace fiction.



Dans les pages qui précèdent, nous avons été conduit à anticiper, à tirer parti des deux mémoires imprimés écrits en 1785-86, comme de certains documents manuscrits se rapportant à la période terminale pendant laquelle Malesherbes, aidé de Rulhière, réunit, sur le problème des protestants, une documentation considérable et fourbit les arguments qu'il jugera décisifs.

Quand nous retracerons les événements de cette période, nous verrons alors, grâce à sa correspondance avec Rulhière, ce que fut la

(35) Second mémoire imprimé, p. 37.

(36) « La grande persécution sous Louis XV commença en 1744, à l'époque de la déclaration de guerre contre les Anglais et de la guerre sans déclaration contre les Hollandais. Elle se renouvela avec violence pendant la guerre de 1756 et la tolérance qui subsiste aujourd'hui n'a commencé qu'en 1762. » (Lettre de Rulhière à Malesherbes, 7 juin 1785).

difficile élaboration de ces deux mémoires, ce que fut ce travail minutieux d'information historique auquel Malesherbes se livra. D'ores et déjà nous devons dégager un fait essentiel : c'est l'attention toute particulière qu'il porte à la politique suivie à l'égard des protestants pendant tout le règne de Louis XV, politique dont il s'efforce de démonter les secrets mobiles. Il sera tout aussi attentif à celle qui fut suivie sous le règne de Louis XIV, avant même la Révocation et jusqu'à 1715. Certes, comme nous le verrons, ce sera surtout après 1780 qu'il se livrera à ces minutieuses recherches historiques, mais il est certain qu'il n'a pas attendu cette époque pour réfléchir à tout cela, qu'entre 1772 (date de la mort du Chancelier) et 1775 (date de son entrée au Ministère), il a exploré « *les papiers de son père* » ; c'est alors qu'il a pris connaissance du mémoire de Joly de Fleury et de la plupart des documents se rapportant à la crise de 1752-1755. Quand il entre au Conseil, fort de la faveur du jeune Roi, il est déjà résolu à faire tout ce qu'il pourra pour améliorer la condition des protestants et il caresse même l'espoir de les réintégrer, du moins par l'octroi d'un état-civil, dans la communauté nationale. Qu'entreprendra-t-il donc dans ce domaine, quels seront ses actes pendant les dix mois de son ministère ? C'est ce que nous allons maintenant examiner.

II

L'ACTION DE MALESHERBES EN FAVEUR DES PROTESTANTS PENDANT SON MINISTERE

Inquiétudes et espérances des protestants en 1775 ; Malesherbes ministre, espoir des persécutés. — Malesherbes oppose la force d'inertie aux plaintes du clergé. — Ses liaisons occultes avec Lecointe de Marillac. — Louis Dutens : le personnage ; son entreprise en faveur des réformés ; ses rapports avec Malesherbes. — L'affaire de Mauzé ; énergiques instructions de Malesherbes sur les baptêmes. — L'entreprise de Dutens échoue : raison de cet échec. — Malesherbes se retire sans avoir pu réaliser son dessein de donner un état-civil aux protestants.

Cette année 1775 est pour les protestants de France mêlée d'inquiétudes et d'espoirs. Certes, la persécution n'a point dit son dernier mot : on parle encore, un peu partout, de conversions forcées, de perquisitions, d'arrestations de pasteurs ; des bruits sinistres avaient couru dans la Saintonge et dans l'Angoumois où le synode de Guyenne venait de tenir ses assises ; on est incertain sur l'orientation du nouveau règne... Pourtant, des indices favorables viennent peu à peu rassurer les populations protestantes : on parle de la bonté du jeune roi, de son caractère débonnaire, on fait remarquer qu'il a pris des ministres sages et le choix de Turgot justifie les optimismes ; le bruit se répand que l'on songe sérieusement à établir la légitimité des mariages des protestants et qu'une grande réforme se prépare ; aussi les pasteurs recommandent-ils la prudence : il ne faut effrayer personne par des manifestations inconsidérées, il ne faut pas donner prise à des reproches, ce qui pourrait tout compromettre (1).

Et voici qu'en juillet de cette année d'attente, Malesherbes entre à son tour dans le ministère, Malesherbes dont les idées libérales sont bien connues, et dont on sait qu'il se penche depuis plusieurs années

(1) Sur l'état d'esprit qui régnait alors chez les protestants de France, nous avons de nombreux témoignages dans des lettres de pasteurs (Henri Cavalier, dit Chalon, pasteur à Alais, puis à Bordeaux, Etienne Chiron, de Genève, Abraham Chiron, pasteur à Annonay, etc...). Cf. le début de notre étude *Une négociation prématurée : Louis Dutens et les protestants français*, dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, avril-juin 1958. Nous avons d'autre part publié dans la *Revue d'Histoire littéraire de la France* (janvier-mars 1958, p. 49), une lettre inédite et confidentielle de Voltaire, peut-être adressée au pasteur Chalon, du 11 avril 1775, où il est question d'une décision ministérielle jugée imminente concernant la légitimation des mariages protestants.

sur le problème des protestants, accumulant déjà sur cette grave question à la fois juridique et humaine, une documentation abondante. Certains n'ignorent pas qu'il a des relations dans les milieux protestants. Paul Rabaut, l'apôtre du Désert, dans une lettre au pasteur Olivier, du 24 juillet, se félicite de la nomination de Malesherbes, que Court de Gébelin⁽²⁾ lui a dépeint comme « *un très bon citoyen duquel nous avons à espérer* ». Dès les premiers jours de son ministère, le nouveau secrétaire d'Etat, sur lequel on fonde tant d'espoirs, voit affluer à lui les placets et les requêtes : requêtes de protestants auxquels on a enlevé leurs enfants, ou dont on exige une forte pension pour le prix de l'éducation catholique de ceux-ci, plaintes de ménages que l'on s'efforce de désunir, ou de parents inquiétés et décrétés pour avoir refusé de faire baptiser leurs enfants par le prêtre ; bref, c'est à Malesherbes que les persécutés s'adressent, certes parce qu'il est ministre chargé des affaires de la R.P.R., mais avant tout parce que les réformés pressentent en lui un ami et un défenseur⁽³⁾.

Ils ne se trompent pas : Malesherbes va s'employer activement en faveur de cette minorité persécutée, mais il va le faire, comme nous le constaterons, avec prudence et habileté : il sait que le fruit n'est pas encore tout à fait mûr et qu'il ne doit pas se compromettre s'il veut conserver ses chances et aboutir à des résultats.



Lorsqu'il reçoit, soit directement, soit par le canal du procureur général, des plaintes du clergé contre les protestants — ce qui se produit assez fréquemment, — Malesherbes fait des réponses dilatoires et s'arrange généralement pour que la plainte n'ait pas de suite. On jugera de son attitude par quelques exemples.

Bouvier, curé prier de Monchamps dans le Bas-Poitou, « *province où il y a quantité de protestants, plus de 1.200 dans une seule paroisse* », se plaint de ce que les familles protestantes « *soustrayent leurs enfants à l'authenticité des registres de l'Eglise en les faisant baptiser à leurs prêches qui se tiennent régulièrement dans les champs tous les dimanches* » ; il proteste contre « *cette infraction manifeste aux lois du royaume* ». La plainte du curé reste sans réponse ; aucune suite, du moins, n'y est donnée, ainsi que le prouve une nouvelle

(2) Court de Gébelin (1725-1784), fils du célèbre pasteur du Désert Antoine Court, érudit et littérateur ; fixé à Paris depuis 1763, il rendit à ses coréligionnaires de grands services par son activité et ses relations avec des personnages influents ; il était considéré comme le représentant officieux des protestants auprès du pouvoir.

(3) Un certain nombre de ces requêtes figurent à la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, *Papiers Court de Gébelin*, n° 364. Il s'agit surtout de filles enlevées et enfermées dans des couvents. (Voir entres autres suppliques celle de Paul Bariol, du village de Saint-Front, diocèse du Puy-en-Velay, celles de Catherine Olphan, veuve Fraine, Pierre Marchoi et Mathieu Veyrin, tous d'Annonay, dont les filles se sont rendues au couvent après avoir pillé sur ordre la maison paternelle).

plainte beaucoup plus circonstanciée faite par le même curé deux ans plus tard.

Le nommé Baroux, desservant de la paroisse de Naurois près de Noyon, dénonce l'attitude de 23 familles protestantes qui « *vivent dans une indépendance absolue* » et « *s'enterrent de leur propre autorité en terre profane* ». Il se plaint de manifestations violentes auxquelles se sont livrés les protestants, devant le presbytère, à la suite d'une abjuration. Il ajoute : « *Ils sèment dans la paroisse et m'ont dit à moi-même que leur religion s'établirait dans le royaume, que M. le comte de Saint-Germain et M. le Contrôleur général étaient de la même religion qu'eux* » ; propos qui ont une influence néfaste sur les catholiques de la paroisse et de la région.

Sur l'ordre de Malesherbes, le procureur général ne donne aucune suite à cette plainte ; le dossier porte en apostille : « *attendre* ».

Plusieurs plaintes venues de la région de Saint-Quentin n'ont pas plus de succès. Mais voici une affaire analogue où la conduite de Malesherbes est encore plus significative.

A la date du 4 avril 1776, le procureur général adresse au ministre la plainte du vicaire de la paroisse de Foussay, ressort de la sénéchaussée de Fontenay-le-Comte, contre les frères Gibaud qui, en deux circonstances, ont refusé de s'agenouiller devant le Saint-Sacrement que le curé et le vicaire apportaient à des malades. Les frères Gibaud, qu'on dit protestants, manifestent une hostilité ouverte à l'Eglise catholique. Au reste, la paroisse est remplie de calvinistes, « *gens aussi insolents qu'ils sont fermes dans leur religion* », qui refusent de faire baptiser leurs enfants et qui vont jusqu'à troubler les prêtres dans leurs fonctions. Ces faits sont graves, dit le procureur général, et méritent la plus grande attention (4). Malesherbes répond par la lettre suivante (5) :

« A Versailles, le 8 Avril 1776.

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre par laquelle vous m'informez de celle que vous a écrite le vicaire de la paroisse de Foussay contre les frères Gibaut ; je ne doute pas qu'avant d'entamer une procédure sur cette allégation d'un vicaire seul, sans que le curé se soit plaint de ces faits arrivés il y a plus de trois mois, et sans qu'il vous soit venu aucune autre plainte à ce sujet, vous ne fassiez informer par votre substitut ou par d'autres personnes de confiance de la vérité, de la gravité des faits allégués et du degré de scandale qui en est résulté dans le pays ; et puisque vous avez bien voulu me faire part de la première délation, si vous jugez à propos de m'instruire des avis ultérieurs qui vous seront donnés, nous nous concerterons sur le parti à prendre, soit pour poursuivre juridiquement, ce qui quelquefois ne fait qu'augmenter le scandale, soit pour demander au Roi de punir par son autorité, ce qui quelquefois est le meilleur parti, soit enfin pour oublier la délation si elle ne mérite pas d'être suivie.

« J'ai l'honneur d'être très parfaitement, Monsieur...

« Malesherbes ».

(4) B.N. Fonds Joly de Fleury, 1675, f^o 22.

(5) *Ibidem*, f^o 23 (signature autographe).

On admirera l'art avec lequel Malesherbes sait enterrer une affaire ! De fait, à la suite de sa lettre, une enquête est effectuée par le substitut de Fontenay-le-Comte ; celui-ci en donne le résultat le 30 avril : il a fait vérifier les faits incriminés par le procureur fiscal ; il ajoute en transmettant la lettre de ce magistrat : « *Mais je dois ajouter que M. le curé de Foussay est un peu inquiet et qu'il y a un peu d'animosité de sa part contre ces particuliers* ». Et naturellement, la plainte contre les frères Gibaud est classée !

Veut-on un autre exemple de la force d'inertie qu'oppose sagement Malesherbes aux plaintes du clergé ? Les évêques écrivent au Roi pour protester contre la licence des livres et contre l'audace croissante des religionnaires. Malesherbes leur répond en ces termes (6) :

« Le roy me charge de vous mander qu'il a lu les mémoires que le clergé lui a présentés avec l'attention que mérite l'importance des objets qu'ils renferment, qu'il n'obmettra rien de ce qui est en son pouvoir pour arrêter les progrès de la licence et de l'impiété, qu'il y a déjà un grand nombre de loix sur la librairie et que le meilleur moyen d'en assurer l'exécution n'est pas de les multiplier (7), cependant S. M. va faire examiner s'il est possible d'en ajouter de nouvelles qui soient plus efficaces.

« Quant aux affaires des protestans, le roy veut se faire instruire en détail des faits dont l'ensemble excite les plaintes du clergé, et S. M. a déjà donné dans une occasion récente des ordres pour repousser quelques entreprises des religionnaires. Au reste S. M. pense que plus ces entreprises sont multipliées, plus elles exigent de sa part de profondes considérations.

« Le roy me charge, Messieurs, de vous assurer qu'à l'exemple des rois ses prédécesseurs, il regarde cet objet comme le plus important pour la paix et la tranquillité de son royaume et que le clergé peut s'en rapporter à sa sagesse et au zèle qu'il aura toujours pour maintenir sans atteintes la foy catholique et pour conserver ses ministres dans l'entier et paisible exercice de leurs fonctions ».

On ne saurait être plus habilement prodigue de bonnes paroles et plus expert dans l'art d'endormir les plaignants !

Nous pouvons ajouter que pendant le ministère de Malesherbes furent rendus divers arrêts d'un encourageant libéralisme, tel l'arrêt du Parlement de Toulouse qui, le 2 avril 1776, donnait les effets civils au mariage d'un protestant fait au désert, arrêt qui fut cassé le 25 octobre, quelques mois après la retraite de Malesherbes, par le Conseil d'Etat du Roi (8), avec des attendus qui témoignaient de l'intolérance la plus bornée.

*
**

Il ne suffisait pas à Malesherbes de protéger les protestants contre

(6) *Archives de Tocqueville* L 123 (minute autographe).

(7) C'est précisément ce qu'il avait dit dans les *Mémoires sur la librairie*.

(8) B.N. *Fonds Joly de Fleury*, 476, pièce 5870.

les brimades et les persécutions dont ils souffraient encore, il tenait à s'informer exactement de leur situation et à connaître aussi exactement que possible leurs revendications : à cet égard la correspondance qu'il entretenait dès son entrée au ministère avec Lecointe de Marcillac, ancien capitaine au régiment de cavalerie de Conti, habitant Nîmes, nous apporte les indications les plus précieuses (9).

La première lettre que ce personnage écrivit à Malesherbes est datée du 21 août 1775. Nous la reproduisons ci-après presque intégralement :

« Monseigneur,

« Ayant été autorisé à travailler aux affaires des protestans de France, je l'ay fait pendant vingt années, d'abord avec le Prince de Conty, puis avec M. Gilbert des Voisins, et ensuite avec M. le Duc de Choiseul ; s'il n'est rien résulté de nos travaux, d'ailleurs tous utiles, Monseigneur, c'est à cause des agitations de toute espèce qui avoient fasciné tous les esprits à la fin du règne précédent.

« Les circonstances sont changées, Monseigneur, mais les affaires des protestans sont toujours les mêmes, c'est-à-dire d'une nature à ne pouvoir rester dans l'espèce de désordre où elles se trouvent relativement à leurs baptêmes et à leurs mariages ; aussi suis-je instamment prié aujourd'hui, Monseigneur, par tout ce qu'il y a de plus notable entre les protestans, de vous offrir tous les mémoires que vous désirerez pour compléter cet arrangement à la satisfaction des protestans, de la cour et même du clergé. Quoique les différens intérêts paroissent tous opposés, Monseigneur, j'ose penser que les moyens que deux de nos plus grands hommes d'Etat avoient goûtés, le seroient aussi de votre Grandeur [...].

« Comme j'ignore, Monseigneur, si vous désirerez de garder par devers vous seul la conduite de cette grande affaire, si susceptible de prudence, ou si vous jugerez à propos de la laisser passer par les mains de vos secrétaires, je prends le parti d'adresser celle-cy à Madame de St Roman Augeard, ma parente (10) qui voudra bien avoir la bonté de vous la remettre elle-même. Si votre intention étoit d'ailleurs, Monseigneur, que je me servis (*sic*) tout simplement de la voye de la poste et de votre adresse ordinaire, daignés me le faire savoir.

« Monseigneur ! ayant acquis depuis longtems l'estime de l'Europe par votre génie et par vos vertus, ayant mérité sa vénération et son attachement

(9) *Archives de Tocqueville* L 123. Nous avons huit lettres de Lecointe de Marcillac, datées des 21 août, 30 octobre, 10 novembre, 11 décembre, 28 décembre 1775, 21 janvier, 24 avril, 30 mai 1776.

Il est souvent question de Lecointe de Marcillac dans la correspondance de Paul Rabaut. Il était depuis environ 1754, l'agent secret et officieux des Eglises et dans l'été de 1755, il avait ménagé une entrevue entre Paul Rabaut et le prince de Conti. Entre 1765 et 1770, Lecointe fut appelé à faire de fréquents voyages à Versailles, à Fontainebleau, Compiègne, à la suite de la cour.

(10) Il s'agit très probablement de la femme de J.-M. Augeard, futur secrétaire des commandemens de Marie-Antoinette, protégé de Maurepas (1731-1805), auquel nous avons fait allusion plus haut. Dans ses *Mémoires secrets* (publiés en 1866), Augeard, qui était très lié avec le président de Lamoignon, cousin de Malesherbes, raconte qu'il avait aussi depuis longtems des relations suivies avec Malesherbes. « Je voyais M. de Malesherbes, ou chez lui ou chez moi, au moins trois fois par semaine ». (Il s'agit de la période immédiatement antérieure au coup d'Etat de Maupeou contre les Parlements et la Cour des Aides).

par votre disgrâce, fixant aujourd'hui tous les yeux, daignés être persuadé que l'affaire dont j'ai l'honneur de vous parler vous couvrirait d'une gloire immortelle... »

Nous ne possédons pas les lettres de Malesherbes à Lecointe de Marcillac ⁽¹¹⁾, mais nous savons qu'il a répondu à cette première lettre, ainsi que l'atteste celle de Lecointe du 30 octobre, *et nous savons qu'il a choisi la voie clandestine*, puisque cette réponse a été remise à Lecointe par l'intermédiaire de Mme Augeard. Alors le Nimois adresse à Malesherbes des « *Réflexions sur les lois décernées contre les protestants de France* » (ces lois désignent l'Edit de Révocation, la Déclaration du 24 mai 1686, la Déclaration du 13 décembre 1698, la Déclaration de 1724, etc...) ; il le met en garde contre « *le zèle amer du clergé* », il lui signale les projets que l'on prête à l'Assemblée du clergé.

Et la correspondance secrète continue, toujours par le canal de Mme Augeard, l'adresse inscrite au dos de la lettre portant plusieurs fois les mots : « *Mgr de Malesherbes, ministre d'Etat, seul* ».

Dans sa lettre du 10 novembre, Lecointe suggère de conseiller aux protestants de réformer dans la publicité de leur culte ce qu'il pourrait y avoir de répréhensible et de ne se permettre ce culte que tel que le gouvernement aurait d'avance jugé nécessaire de le leur accorder.

Le 11 décembre, il se propose pour être choisi comme « *député* » de tous les protestants ⁽¹²⁾. Il dit qu'il a eu en 1770 plusieurs conférences avec M. de Sartine. Il renseigne Malesherbes sur ce qu'il croit être l'attitude du clergé : un prélat en particulier est « *très tolérant* », mais « *assemblés en corps ils sont d'une intolérance extrême* ». Il lui fait passer une « *requête très importante* », qu'il a signée, dit-il, au nom de tous les protestants de France, et qu'il se fait fort de faire signer par un tel nombre de protestants notables de toutes les provinces qu'il plaira à Malesherbes de lui fixer.

Le 26 décembre, Lecointe adresse à Malesherbes ses vœux pour l'année nouvelle et lui fait passer, toujours par Mme Augeard, un paquet contenant un mémoire pour le Roi. Il insiste pour que l'on donne satisfaction aux protestants et affirme que la réforme ne constituera pas une charge financière, bien au contraire.

Malesherbes a écrit de sa main en haut de cette lettre : « *J'ai fait réponse seulement au compliment de bonne année.* » Et en effet, nous possédons la minute (autographe) de cette réponse, minute sur

(11) Il dira un peu plus tard à Séguier, qu'il n'a pu lui faire que des réponses assez vagues. (Cf. 2^{me} partie, chap. II.)

(12) Il voulait supplanter Court de Gébelin comme représentant des Eglises réformées auprès du pouvoir. Lecointe gagnera, d'ailleurs, à sa cause quelques églises du royaume, notamment celle de Bordeaux. Par un acte du 7 septembre 1778, le Consistoire de Bordeaux lui demandera formellement de continuer à s'occuper des affaires de la religion auprès du gouvernement ; il l'accréditera en quelque sorte. Mais les églises du Bas-Languedoc, tout en le remerciant pour ses bons offices, ne consentiront pas à le désigner comme leur agent officiel, non point par défiance, mais parce qu'elles jugeaient qu'une telle initiative serait très imprudente : c'est la raison que fait valoir Rabaut Saint-Etienne dans une lettre à Chiron, du 21 septembre 1778.

laquelle ont été *biffées* les lignes suivantes : « *Je crois que vous ne serez pas étonné que je n'entre pas en explication sur les autres objets de votre lettre, quelque intéressans qu'ils soient ny de celle qui m'avoit été remise auparavant par des personnes de vos amis.* »

Ainsi, Malesherbes jugeait imprudente même cette simple allusion aux questions brûlantes évoquées par Marcillac. Il est vrai qu'il avait peut-être confié exceptionnellement cette lettre à la poste ; quoi qu'il en soit, toutes ces précautions prouvent qu'il ne se souciait pas de voir découvertes ses secrètes tractations sur l'affaire des protestants !

Le 21 janvier, Lecointe s'excuse de fatiguer encore Malesherbes et de le fatiguer si souvent ; il le prie d'attribuer l'ardeur de son zèle à l'assurance que lui avait donnée le comte de Maurepas que la Cour était dans l'intention de s'occuper d'un arrangement en faveur des protestants. Dans cette longue lettre de trois pages et demie d'un grand format, il répond à des objections qu'un « *citoyen lui a suggérées touchant les difficultés que rencontrerait la réforme* ».

Une lettre d'avril présente un intérêt moindre ; mais le 30 mai, Lecointe adresse à Malesherbes des félicitations mêlées d'amertume sur sa retraite. « *M. de Séguier, secrétaire de notre Académie, qui se fait une gloire de votre estime et de son dévouement à votre personne, est bien charmé aussi de vous voir redevenu assez libre pour cultiver les sciences et pour les enrichir* ». ⁽¹³⁾ Mais quelle cruelle déception pour ceux qui attendaient tout de Malesherbes ! Qu'au moins le ministre qui s'en va éclaire son successeur sur les sentiments des protestants et qu'il se fasse leur avocat ! Et Lecointe termine ainsi :

« Le bruit se répand que vous allés voyager en Italie et que vous devés passer par nos provinces méridionales ; quelque incognito que vous désiriez de garder, Monseigneur, me permettrés-vous, à titre de parent de Madame Augeard, de vous demander comme une grâce très spéciale celle d'avoir le bonheur d'aller vous saluer avec M. de Séguier » ?



Si Malesherbes ne paraissait point attacher une importance considérable aux bons offices de Lecointe de Marcillac, s'il ne désirait point s'engager trop avant dans les relations épistolaires qu'il entretenait avec lui, — en revanche il eut des rapports bien plus suivis avec un curieux personnage qui joua plusieurs mois durant un rôle important dans ces négociations officieuses, dont les gens bien renseignés parlaient à mi-voix, et qui devait jeter le trouble dans les églises protestantes du Désert : ce personnage se nommait Louis Dutens.

(13) Sur les relations de Malesherbes avec Séguier, avocat au Parlement de Nîmes et savant éminent, cf. 2^{me} partie, chap. V et VI.

Né à Tours en 1730, de parents protestants, ce Louis Dutens, après s'être essayé dans le théâtre et la poésie. s'était expatrié à la suite d'un douloureux événement familial : il avait vu l'une de ses sœurs enlevée à l'âge de douze ans et mise dans un couvent par ordre de l'évêque du diocèse ; il s'était rendu à Londres muni de la recommandation de Betty Pitt, la sœur de lord Chatam. Il s'y était vite fait d'utiles relations et avait exercé des fonctions de précepteur. Ensuite, avec l'appui de Upton (plus tard lord Templeton), il s'était fait envoyer à Turin en qualité de chapelain et secrétaire du ministre d'Angleterre dans cette capitale, Stuart de Mackensie. De retour à Londres en mai 1762, il s'attache à lord Mackensie et à son frère lord Bute, qui lui fait accorder une pension de 2.000 écus. Il repart ensuite pour Turin en qualité de chargé d'affaires et, comme il est habile à mener de front les études philosophiques et la diplomatie, il entreprend une édition complète des œuvres de Leibniz et son ouvrage essentiel intitulé *Recherches sur l'origine des découvertes attribuées aux modernes, où l'on démontre que nos plus célèbres philosophes ont puisé la plupart de leurs connaissances dans les ouvrages anciens* (l'ouvrage, imprimé à Paris, chez Duchesne, paraît en 1766). Ayant de nouveau regagné l'Angleterre, il entre en relations, en 1767, par l'intermédiaire de Davenport, avec J.-J. Rousseau, alors réfugié à Wootton ; il lui achète même sa bibliothèque pour un peu plus de 62 livres sterling. (14) Dutens s'attache peu après au duc de Northumberland et voyage en compagnie du fils de celui-ci, lord Algermon. Il parcourt la France, l'Italie, l'Allemagne, la Prusse, la Hollande. Il se trouve à Paris en 1774 et il est nommé, en 1775, académicien libre de l'Académie des inscriptions. (15)

Sur ce séjour de Louis Dutens à Paris, il convient d'abord d'interroger Dutens lui-même. Il nous en a donné une relation très précise au tome II de ses *Mémoires d'un voyageur qui se repose*, qui parurent de son vivant, en 1806. (16) Il nous signale l'éclat des réceptions auxquelles il assista chez M. Trudaine et chez M. de la Reynière ; il nous dit avoir été invité une fois chez Mme la maréchale de Luxembourg, à Montmorency, où il trouva la plus brillante assistance ; il nous parle longuement du prince de Conti ; il nous conte de nombreuses anecdotes sur les femmes de la haute société et surtout sur Louis XV et Mme du Barry. Mais c'est au chapitre VI (« *Particularités du commencement du règne de Louis XVI* ») que Dutens

(14) Dans la *Correspondance générale* de Rousseau, par Dufour et Plan, au tome XVI, figurent huit lettres de Dutens à Rousseau et de Rousseau à Dutens, aux dates suivantes : 12 janvier 1767 ; 5, 12, 16 et 26 février ; 2, 5 et 19 mars. L'adresse de Dutens était : chez M. Stuart de Mackensie, Hill street, Berkeley Square, London.

(15) Dutens devait revenir à Paris en juin 1783. Il fut une troisième fois chargé d'affaires d'Angleterre à Turin. Il vécut jusqu'en 1812 ; membre de la Société royale de Londres, il avait le titre d'historiographe de la Grande-Bretagne. Nous ne citerons pas ici tous ses ouvrages qui sont nombreux. Mentionnons seulement qu'il est question de lui à trois reprises dans la *Correspondance littéraire* de Grimm.

(16) *Mémoires d'un voyageur qui se repose, contenant des anecdotes historiques, politiques et littéraires, relatives à plusieurs des principaux personnages de ce siècle.* (Paris, chez Bossange, Masson et Besson, 3 vol., 1806).

nous parle de Malesherbes, de son entrée dans le ministère, de l'œuvre qu'il y accomplit, de ses désillusions et des circonstances de sa démission.

« M. de Malesherbes n'avait pas été longtemps sans s'apercevoir qu'il ne pouvait pas faire, dans sa place, tout le bien que lui dictaient ses lumières et ses vertus. Ayant le département des affaires internes et de la maison du Roi, il aurait voulu y faire une réforme qui devenait odieuse à la noblesse. Le cri général qui s'éleva contre ses idées lui devint à charge ; il demanda sa démission, mais on différait de la lui accorder, parce que l'on n'était pas d'accord sur celui qu'on devait mettre à sa place... »

C'est après avoir conté la disgrâce de Malesherbes, suivie aussitôt de celle de Turgot, que Dutens aborde le récit de la négociation qui nous intéresse ici. Laissons-lui donc la parole :

« Je regrettai la sortie de M. de Malesherbes du ministère ; j'avais entrepris une affaire importante que je négociais avec lui. Etant allé voir une sœur que j'avais à La Rochelle, les principaux protestants de cette ville, sachant que j'étais connu de ce ministre, me proposèrent de me charger de solliciter pour eux auprès de lui. J'acquiesçai à leurs demandes, mais j'exigeai que ce fût au nom de tout le parti en France. Ils écrivirent en Guyenne, en Languedoc, pour réunir tous les suffrages et je fus chargé d'agir au nom de tous les protestants de France, pour demander que l'on fixât leur état, que l'on ne les inquiétât point sur la validité de leurs mariages, la légitimité de leurs enfants, et sur plusieurs autres privilèges, non seulement compatibles, mais même devenus nécessaires au bien de l'Etat en général.

« Je revins donc à Paris, muni des pouvoirs convenables, et j'eus quelques conférences avec M. de Malesherbes, à qui je présentai quelques mémoires à ce sujet. (17) Il m'écouta avec plaisir, me dit : qu'il était bien aise que je fusse chargé de cette affaire, qu'elle entraînât dans ses vues et qu'il se réjouissait d'avoir à la traiter avec moi. Il en parla même au Roi en son Conseil, qu'il trouva dans des dispositions les plus favorables. Il commença par écrire une lettre-circulaire à quelques intendants et évêques de France, dont il me communiqua la copie que voici... :

(Dutens reproduit ici la lettre que Malesherbes adressa le 11 mai 1776 à l'intendant et à l'évêque de La Rochelle, blâmant avec sévérité le zèle imprudent de certains curés qui, sur leurs registres, qualifient d'enfants

(17) En fait, nous avons connaissance d'un mémoire, très court d'ailleurs, qui a été présenté par Dutens à Malesherbes le 28 novembre 1775 ; il en était question dans une lettre de la chevalière (alias chevalier) d'Eon, datée de Londres le 10 janvier 1787 et adressée au baron de Breteuil, lettre qui explique quand, comment et pour qui a été fait ce mémoire et qui donne des éclaircissements sur la personnalité de Dutens. Une note conjointe de Mlle d'Eon, explique que les Eglises autorisèrent Dutens à présenter le vœu, mais non pas à parler en leur nom. (Cf. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, tome IX, année 1860, p. 252 suiv.). Or, nous avons eu la bonne fortune de retrouver ce mémoire : il figure dans les *Archives de Tocqueville*, joint à une lettre de Dutens à Malesherbes, du 29 novembre, lettre dans laquelle Dutens remercie avec chaleur Malesherbes de l'accueil qu'il lui a fait. Aucun doute n'est possible, car Malesherbes a écrit de sa main en haut du texte : « *Mémoire de M. Dutens* ». Ce mémoire propose la solution suivante : permettre aux protestants de se marier devant un notaire après avoir fait publier leurs bans à l'audience d'un tribunal de justice par l'huissier audiencier ; quant à la naissance des enfants de protestants, elle sera constatée par un acte passé devant un notaire et enregistré au greffe de la justice du lieu.

naturels les enfants de protestants, et précisant que le rôle d'un curé n'est en telle affaire que celui d'un témoin.) (18)

« Le lendemain de la date de cette lettre, M. de Malesherbes donna sa démission, et comme je ne prévoyais pas trouver les mêmes facilités chez M. Amelot (19), que je ne connaissais pas, j'abandonnai cette affaire qui fut reprise ensuite par d'autres sur le même principe ».

Tel est le récit de Dutens qui, dans la suite, nous entretient de ses relations avec Voltaire et les philosophes. Il est certain que cet homme, qui fut un remarquable esprit, apporta dans la conduite de l'entreprise dont il fut un instant chargé, un zèle très noble et une conviction d'autant plus forte qu'il n'avait pas oublié les raisons pour lesquelles il avait jadis changé de patrie. Il s'en explique d'ailleurs avec la plus grande franchise au tome III de ses *Mémoires* (intitulé *Dutensiana*), et il ne nous paraît pas inutile de citer le beau passage où la conviction d'avoir bien agi, et d'être en règle avec sa conscience, n'exclut pas chez lui l'amertume de la patrie perdue :

« On me dit souvent que je suis Français parce que je suis né en France, mais je soutiens toujours qu'étant né de parents protestants, qui m'ont élevé dans leur religion, je n'ai pu regarder la France comme ma patrie, puisque le gouvernement même de ce royaume avait pour maxime que l'on ne connaissait point de protestants en France, et c'est ce qu'un ministre des affaires internes me dit une fois à moi-même. En effet, quand je pris mon parti, on excluait alors les protestants de tous les autres avantages dont jouissent les sujets d'un État. Un protestant ne pouvait pas contracter de mariage valide ; ses enfants étaient réputés illégitimes et il ne pouvait exercer aucun emploi ni dans l'épée, ni dans la robe, ni dans l'Eglise. Il faut cependant que chaque homme ait une patrie, et, s'il ne la trouve pas où il est né, il a le droit d'en chercher une ailleurs. C'est la résolution que je formai dès l'âge de quinze ans et que j'exécutai quelques années après en passant par l'Angleterre. Deux grands hommes de ce siècle, le feu roi de Prusse et le feu prince de Conti (j'écris ceci en 1794), ont senti la force de ce raisonnement dans des conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec eux à ce sujet et sont convenus que j'avais raison. J'ai prêté serment au roi d'Angleterre, j'ai été plusieurs fois chargé des affaires de Sa Majesté dans une cour étrangère ! j'ai une pension de l'Etat, un bénéfice dans l'Eglise ; je continue à dire que je suis plus Anglais que la plupart de ceux qui ne le sont que par le hasard de leur naissance ».

*
**

Les documents que nous avons pu retrouver (20) confirment et

(18) Nous reparlerons plus loin de cet acte important de l'administration de Malesherbes.

(19) Successeur de Malesherbes en mai 1776, esprit peu ouvert, créature de Maurepas.

(20) Dans les Archives de Tocqueville.

précisent le récit de Dutens dans ses *Mémoires*. C'est sans doute au mois de novembre que Dutens a entretenu Malesherbes de son projet : celui-ci lui conseilla de consulter son ami Dionis du Séjour⁽²¹⁾ et de venir le revoir, lorsque le projet serait mis au point (lettre de Dutens à Malesherbes du 29 novembre). Dutens accepte et, sans attendre, remet au ministre un bref mémoire.⁽²²⁾ Nous ne savons rien sur les conférences qui eurent lieu vraisemblablement entre eux (où peut-être assistèrent d'autres personnages) durant l'hiver 1775-76. Mais nous avons un billet du 16 avril, où Dutens remercie Malesherbes de lui avoir accordé une audience et annonce sa visite pour le lendemain à 6 h. 30. Mais il change aussitôt d'avis : cette fois, il n'ira pas voir Malesherbes, il lui écrira pour lui rappeler solennellement les engagements pris. Et voici cette lettre :

« Monsieur,

« Je suis bien éloigné de vouloir pénétrer tous les mystères de l'administration, mais le bruit que vous avez dessein de vous retirer des affaires acquérant chaque jour plus de crédit, j'ai pensé que vous ne me sauriez pas mauvais gré de prendre la liberté de vous écrire, au lieu d'aller vous importuner.

« Permettez-moi, Monsieur, de vous rappeler que la première et la seconde fois que j'eus l'honneur de vous voir au sujet de l'affaire importante que j'avois entrepris de vous présenter, vous eutes la bonté de me dire que vous ne sortiriez point du ministère que vous n'en eussiez parlé au Roi et à son Conseil. Oserai-je vous prier, Monsieur, en conséquence de cette parole que vous avez daigné me donner, de vouloir bien poser la première pierre à un si bel ouvrage. Et si ce n'étoit point abuser de votre indulgence, je vous supplerois encore, Monsieur, de me faire l'honneur de me procurer les moyens de me présenter à ce sujet à Monsieur de Maurepas, ou à M. le Garde des Sceaux, avec l'espérance d'obtenir d'eux par votre entremise la même confiance dont vous m'avez honoré.

« Je n'oublierai de ma vie, Monsieur, l'accueil infiniment gracieux que vous avez eu la bonté de me faire et encor moins les sentimens de la haute estime et du profond respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc...

« Louis Dutens ».

« Cour du Temple

« 16^e avril 1776 ».

Nous ignorons ce que Malesherbes répondit à cette lettre pressante et s'il donna à Dutens le moyen d'être reçu par Maurepas. Toujours est-il qu'à cette date du 16 avril, il n'avait vraisemblablement pas encore soulevé devant le Conseil la question de l'état-civil des protestants. Il le fit seulement le 10 mai, in extremis.⁽²³⁾ Son départ était tout proche et il avait perdu l'espoir de faire aboutir un projet

(21) Nous savons les liens étroits qui existaient entre Malesherbes et Dionis du Séjour, conseiller à la Cour des Aides, son ami intime et son confident des années d'exil.

(22) Cf. plus haut, note 17.

(23) A l'occasion, précisément, de l'affaire dont nous allons parler (Cf. page suivante, note 24.)

qui se heurtait à une vive résistance. Mais il ne voulait pas quitter le ministère sans avoir donné aux protestants une marque effective de sa bienveillance. L'occasion lui en fut fournie par une plainte de l'évêque de La Rochelle contre un protestant du bourg de Mauzé, nommé Michelin : celui-ci s'était attiré la haine du curé pour avoir refusé de lui laisser baptiser un de ses enfants ; les esprits étaient en vive effervescence dans le village et aux alentours ; on accusait les protestants de Mauzé de s'assembler au son de la cloche dans un temple récemment bâti par eux. Malesherbes, saisi de ces faits, écrivit à l'intendant de La Rochelle, Meulan d'Ablois. Il convient, dit-il d'abord, de détromper les protestants de la fausse espérance qu'on va leur permettre l'exercice public de leur religion ; quant à Michelin, il est à réprimander pour sa conduite ; d'autre part Malesherbes prescrit une enquête afin que l'on sache s'il existe réellement un temple à Mauzé (et il souhaite qu'on n'en trouve pas !). (24)

Mais tout ceci n'est qu'un moyen d'introduire l'objet essentiel de la lettre :

« Quant au baptême des protestants, la disposition de l'article 3^e de la Déclaration du Roi du 14 mai 1724 est formelle : c'est aux juges ordinaires d'y tenir la main.

« Mais je ne dois pas vous dissimuler qu'à cette occasion il a été rapporté au Roi que l'inexécution de cette déclaration est souvent occasionnée par le zèle imprudent de quelques curés qui ne veulent donner sur leurs registres aux enfants des protestants que la qualité d'enfants naturels ; cet usage a été désapprouvé par tout le Conseil et par le Roi lui-même. Un curé n'est à cet égard qu'un témoin ; ce n'est point à lui à discuter la légitimité des enfants qu'on présente au baptême : il ne fait que constater la qualité sous laquelle ils lui sont présentés... »

A l'évêque de La Rochelle, qui a saisi Malesherbes des plaintes du curé de Mauzé et qui a demandé, d'ailleurs en termes très modérés, des sanctions, Malesherbes adresse le même jour une lettre à

(24) « Ce sont de ces fautes que le Roi punira toujours sévèrement quand elles seront commises, mais qu'il aimerait bien mieux n'avoir pas à punir. » Tout le dossier de cette affaire figure aux *Archives de Tocqueville*, L. 123 : deux lettres du curé à l'évêque, deux lettres de l'évêque à Malesherbes, et, la pièce la plus intéressante, le rapport fait par Malesherbes au Conseil, le 10 mai, veille de sa retraite (minute autographe et copie). Dans ce rapport, Malesherbes cherche visiblement à excuser le délinquant Michelin (son attitude vient de ce que les protestants sont trompés par le faux bruit que le Roi va leur donner la liberté de culte ; s'il a refusé de laisser baptiser son enfant, c'est que trop de curés baptisent les enfants des protestants en inscrivant sur leur registre : « enfant naturel ») ; il s'attache aussi à jeter le doute sur les faits qui ont été rapportés ; son but est de noyer l'affaire en prescrivant une enquête. Il blâme aussi le fait qu'on a tenté d'employer la maréchaussée pour contraindre Michelin à présenter son enfant : c'est aux juges ordinaires qu'il convenait de s'adresser... Malesherbes lut donc son rapport au Conseil et fit accepter ses propositions. Mais il voulut profiter de l'occasion pour poser dans sa généralité le problème de l'état-civil des protestants et une seconde partie du rapport (qui figure dans la minute, mais qui est absente de la copie), est consacrée à la discussion du fond. Seulement (il nous le dit dans une note marginale) le Roi refusa de le suivre ; il n'obtint pas l'autorisation de lire cette seconde partie et dut se borner à en résumer verbalement le contenu, devant ses collègues qui gardaient le silence.

peu près semblable. Nous en reproduisons néanmoins la dernière partie, qui présente quelques variantes et dont le ton nous paraît plus ferme encore :

« Quant au baptême des enfants protestants, le Roi n'a pas pensé qu'il fût nécessaire de donner des ordres particuliers, mais Sa Majesté m'a chargé de vous observer que plusieurs curés veulent introduire l'usage de qualifier par leurs registres d'*enfants naturels* ceux dont les pères sont réputés de la religion protestante et ne justifient pas de la validité de leurs mariages.

« Le Roi désapprouve cette conduite et m'a chargé de vous mander que la fonction civile d'un curé dans cette occasion n'est que d'un témoin. Ce n'est point à lui à discuter la légitimité de l'enfant et la validité du mariage du père et de la mère, etc... »

De pareilles instructions furent envoyées à plusieurs évêques du royaume. (25)

Ce fut le dernier acte officiel de Malesherbes : il date du 11 mai, le jour même de sa démission.



L'affaire de Mauzé et les interventions de Malesherbes auprès de l'évêque et de l'intendant de La Rochelle ne furent pas ignorées de Dutens qui, le 18 mai, s'excusant auprès de Malesherbes de l'importuner jusque dans sa retraite, lui demandait communication de sa lettre à l'évêque (« *dont vous m'avez fait l'honneur de me parler* ») ; il lui promettait de n'en faire d'autre usage que celui que « *la prudence* » de Malesherbes pourrait lui prescrire.

Nouvelle et dernière lettre de Dutens, le 30 mai : il envoie à l'ancien ministre le compte-rendu des faits que celui-ci l'a « *chargé d'éclaircir à La Rochelle* ». Il plaide en faveur de Michelin et transmet à Malesherbes, en le priant de la faire tenir à son successeur Amelot, une lettre du pasteur Bétrine, de La Rochelle, qui met tous les incidents de Mauzé à la charge du curé, intolérant et vindicatif, de cette paroisse. (26) Dutens annonce en même temps à Malesherbes que son départ pour l'Angleterre aura lieu dans trois semaines et qu'il doit renoncer au dessein de suivre davantage la grande affaire à laquelle il s'était consacré. (27)

(25) Nous avons plusieurs copies des deux textes précédents, notamment dans les Archives de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, *Papiers Court de Gébelin*, Mss. 362. Une lettre de Paul Rabaut, du 30 mai 1778, nous apprend aussi que Malesherbes écrit durant son ministère à l'évêque de Nîmes, pour lui notifier que les enfants ne pourraient être admis à changer de religion qu'à l'âge de quinze ou seize ans, ceci afin de mettre un terme au scandale des enlèvements et des conversions forcées et prématurées.

(26) Malesherbes écrit de sa main, en haut de la lettre de Dutens, qu'il a envoyé à Amelot seulement une copie de la lettre de Bétrine.

(27) *Archives de Tocqueville*, L. 123.



Ce que Louis Dutens ne dit pas dans ses *Mémoires*, ce qu'il ne dit pas non plus dans ses lettres à Malesherbes, c'est que la retraite de celui-ci, quelque déterminante qu'elle ait été, ne fut pas la seule cause de l'échec de son projet. Mandaté par ses coreligionnaires de La Rochelle, il n'avait, nous dit-il, accepté cette mission qu'à la condition de parler, non seulement au nom de tous les Rochelois, mais au nom de tout le parti, c'est-à-dire de toutes les communautés protestantes de France. Or, c'est précisément cet accord général qui devait lui faire défaut : de nombreux documents nous en fournissent la preuve.

C'est le 4 septembre 1775 que le pasteur Bétrine et le Consistoire de l'Eglise réformée de La Rochelle avaient saisi leurs coreligionnaires du Vivarais par une longue lettre dans laquelle ils présentaient Dutens en des termes très élogieux, faisaient état des relations qu'il avait avec de hauts personnages et notamment des « grandes liaisons » qu'il entretenait « *depuis longtemps* » avec Malesherbes. Dutens leur apparaissait comme l'homme le plus capable de traiter les affaires des protestants français au mieux de leurs intérêts ; ils exposaient en détail son plan d'action, indiquaient à quelques conditions Dutens accepterait de se charger de cette mission de confiance, et conjuraient leurs coreligionnaires de ne pas laisser échapper une aussi belle occasion, la conjoncture actuelle étant éminemment favorable. (28)

Les Rochelois ne se bornèrent pas à soumettre leurs propositions à leurs coreligionnaires du Vivarais, puis du Dauphiné ; les pasteurs et les consistoires des autres régions furent également alertés. Malheureusement, l'accord ne se fit point entre les diverses communautés protestantes ; les églises de Bordeaux et de Nîmes, notamment, soulevèrent de nombreuses objections : elles ne contestaient pas la bonne volonté et les excellentes intentions de Dutens, mais elles ne voulaient pas d'un négociateur qui fût anglais et au service d'une cour étrangère ; d'autre part, elles trouvaient les objectifs de Dutens trop limités : un homme qui, comme le souhaitaient Dutens et Malesherbes, eût été mandaté quasi officiellement pour parler au nom des protestants en corps, pouvait-il se borner à demander seulement l'état-civil, en passant sous silence les autres légitimes revendications, telles que la liberté de culte ? En agissant ainsi et en laissant croire que les protestants se contenteraient d'un plan de tolérance

(28) Cette lettre avait été publiée dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme*, par Eugène Arnaud, tome XXXII, année 1883, p. 311 suiv. Nous l'avons reproduite intégralement au cours de notre étude consacrée à Louis Dutens, dans la même publication, avril-juin 1958.

limité, ne fermait-on point la porte, et pour de longues années, à « *de nouvelles grâces* », qui n'étaient d'ailleurs que justice ? ⁽²⁹⁾

A ces raisons s'ajoutait le préjugé favorable dont jouissait Court de Gébelin, dont beaucoup de protestants notoires n'auraient pas admis qu'il fût supplanté par un nouveau venu. Bref, Dutens n'était guère soutenu que par les Rochelois, et certains pasteurs, dans les premiers mois de 1776, se réjouissaient que son projet fût abandonné. Il ne l'était point malgré tout, et Dutens, comme nous l'avons vu par ses lettres, poursuivait ses pourparlers et ses efforts, mais la retraite de Malesherbes acheva de le décourager et de le persuader que la situation n'était pas encore assez mûre pour qu'on pût réaliser même ce « *plan de tolérance limité* » que d'aucuns trouvaient trop timide... Nous verrons, dans la deuxième partie de cet ouvrage, qu'onze ans de patience et de difficiles travaux d'approche seront encore nécessaires pour arracher au Roi et au gouvernement cette élémentaire réforme que l'on avait, en 1775, l'illusion de croire imminente !

(29) Sur toute cette affaire, et en particulier sur l'attitude soupçonneuse de certaines églises à l'égard de Dutens, nous renvoyons encore à notre étude : *Une négociation prématurée, Louis Dulens et protestants français*, dans *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, avril-juin 1958, p. 81-93.



Ci-dessus : LE CHATEAU DE
MALESHERBES DANS SON ÉTAT
ACTUEL. LA FAÇADE.



Ci-contre : UNE AILE DU
CHATEAU, DANS LA COUR
INTÉRIEURE.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

LA RETRAITE DE MALESHERBES

SON TESTAMENT MINISTERIEL LE MÉMOIRE SUR LES LETTRES DE CACHET

« C'est une autorité bien redoutable et bien abusive que celle par laquelle un ministre peut statuer seul dans son cabinet sur la liberté des hommes.

« Ils ont oublié que le pouvoir ne leur est donné que pour le maintien de l'ordre public et qu'ils ne doivent l'employer pour les particuliers que dans les cas où la justice réglée ne peut pas faire ce qu'exige la justice naturelle ».

Les raisons profondes de la démission de Malesherbes ; son dégoût du pouvoir et des affaires ; comment il s'explique lui-même à ce sujet. — Le « Mémoire remis au Roi dans le temps de ma retraite » ; les quatre points essentiels de ce mémoire ; réformation de la Maison du Roi, problème des Parlements, affaires de religion, lettres de cachet. — Le Mémoire sur les ordres du Roi, publié quatorze ans plus tard ; deux parties essentielles ; les ordres demandés par les familles, les ordres demandés par la police. Importance de ce mémoire : le principe d'une justice égale et identique pour tous.

L'homme sur qui l'on fondait tant d'espairs, et qui avait commencé à les justifier, abandonna donc ses fonctions le 11 mai 1776, après dix mois seulement de charge, laissant à l'état d'ébauche les grandes réalisations qu'il méditait. On prévoyait cette retraite : le bruit en courait depuis plusieurs semaines, puisque Dutens écrivait dans sa lettre du 16 avril que nous avons mentionnée plus haut : « *Je suis bien éloigné de vouloir pénétrer tous les mystères de l'administration, mais le bruit que vous avez dessein de vous retirer des affaires acquérant chaque jour plus de crédit, j'ai pensé, etc...* » Un personnage bien informé écrit le 28 du même mois : « *On dit que M. de Malesherbes s'en va définitivement. Les uns nomment pour successeur M. de Trudaine, d'autres M. de Sartine ou M. Bertin...* » (1)

(1) Archives de Chabrillan.

Que Malesherbes, homme de l'étude silencieuse et des studieux loisirs, n'ait pu supporter d'être plus longtemps accablé du poids des affaires de toute sorte qu'il avait à connaître, à débrouiller, à régler, c'est ce qui ne saurait nous surprendre. Mais à l'épuisant tourbillon des besognes ministérielles s'ajoutaient bien des motifs de lassitude et de dégoût. Ami de Turgot, solidaire de sa politique (2), il voyait s'élever la résistance acharnée du Parlement et de la Cour des Aides contre ces fameux édits de février qui furent enregistrés malgré les protestations amères du premier Président au cours du lit de justice du 12 mars 1776, lit de justice auquel il assistait en personne ! Et quand, huit jours après, le 19 mars, le comte d'Artois, frère du Roi, vint lui-même devant la Cour des Aides pour contraindre cette compagnie à l'enregistrement des mêmes édits, déclarations et lettres patentes (3), c'est lui, Malesherbes, qui en sa qualité de Secrétaire d'Etat à la Maison du Roi, avait contresigné les ordres royaux qui provoquaient les protestations de l'avocat général Boula de Mareuil, son ancien collègue ! Et la Cour protestait particulièrement contre la contrainte dont on usait envers elle et contre « *l'appareil imposant* » qui était employé à cette occasion. Elle défendait ses droits exactement comme Malesherbes, aujourd'hui de l'autre côté de la barrière, les avait tant de fois défendus contre l'arbitraire et la violence. Elle disait :

« Les lois, dont les fondements ne peuvent être ébranlés, prescrivent la nécessité de l'enregistrement ; elles accordent aux Cours la faculté de représenter au Souverain les inconvénients des lois nouvelles. L'âme vivement saisie des avantages que semblent lui offrir les changements qu'il se propose, il peut n'avoir point été frappé d'abord des dangers qui paraissent en résulter.

« Mais comment nous serait-il possible de remplir en ce moment cette portion si importante de notre ministère ! Comment discuter des lois qui ne nous ont point été adressées, et dont on nous a mis dès lors dans l'impuissance d'approfondir l'esprit et les effets !

« Verrions-nous en silence cette subversion entière de tous nos principes, et ce qui va se passer dans une séance où l'autorité absolue interrompt les rapports d'une confiance intime et nécessaire... »

(2) Il n'approuvait pourtant pas la rapidité avec laquelle Turgot voulait faire adopter ses réformes. On lui prête ces mots, prononcés plus tard : « Vous auriez pu, disait-il à son ami, différer tel objet. Vous auriez amené tel autre par degrés insensibles, dans l'espace de trois ou quatre ans, par telle tournure qui n'aurait amené aucune réclamation. » Mais Turgot, hanté par la pensée de la mort et soucieux d'agir vite, lui répondait : « Est-ce qu'avec le mal de famille qui me circule dans le sang, je puis espérer d'en avoir le temps ? » (Cité par Ph. SAGNAC : *La fin de l'ancien régime*, p. 318.)

(3) Rappelons qu'il s'agissait de quatre édits : édit portant suppression de la Caisse de Poissy, conversion et modération des droits, édit sur la suppression et le remplacement des corvées, édit sur la suppression des jurandes et communautés de commerce, arts et métiers, édit portant suppression des offices sur les ports, les quais, etc... A ces édits s'ajoutaient : la Déclaration du 5 février supprimant tous les droits établis par la Ville de Paris sur les blés, méteils, et modérant les droits subsistant sur les autres grains ; les Lettres patentes du même jour portant conversion et modération des droits sur les suifs.

Malesherbes retrouvait dans ces fières paroles le langage qu'il avait si souvent tenu sous l'autre règne. Sans doute, il pouvait penser que le Parlement et la Cour des Aides avaient tort de se raidir dans une opposition conservatrice à des réformes nécessaires et justes ; il n'empêchait que la violence dont ils étaient l'objet était la même et que les droits de la magistrature étaient foulés aux pieds tout comme autrefois. Il le sentait, il en souffrait certainement.

Plus d'un parlementaire jugeait sévèrement alors l'ancien premier Président de la Cour des Aides. L'un d'eux écrit à la date du 20 mars (à l'heure où les commissaires du Parlement étaient occupés à la rédaction des itératives remontrances) : « *L'orgueilleux entêtement du Contrôleur ne laisse apercevoir aucune ressource de son côté. M. de Malesherbes a tant varié dans ses systèmes et dans sa conduite qu'il a perdu toute confiance.* »

Et dans une autre lettre-réquisitoire contre les édits de Turgot, jugés néfastes :

« Il y a assez à en dire, lorsqu'on peut établir qu'il n'y a aucun avantage réel ni pour le peuple, ni pour le Roi. M. le premier Président a eu une espèce de scène avec M. de Malesherbes, qui donnera éternellement prise sur lui en mettant en avant des idées systématiques et exagérées. Pour bien administrer, il faut avoir la tête bien organisée et connaître les hommes. Je ne vois pas que ces deux qualités, toutes nécessaires qu'elles sont, soient à la mode dans le ministère... » (4)

Il est hors de doute que ce conflit d'un gouvernement dont il faisait partie avec la magistrature dont il avait tant de fois défendu les droits, dut contribuer à faire éprouver à Malesherbes un profond dégoût du pouvoir. Mais il y avait aussi, et plus encore, les secrètes intrigues de la Cour où des factions rivales se déchiraient à propos de l'affaire du comte de Guines, où Marie-Antoinette, malgré les conseils de l'Impératrice, sa mère, se mêlait de prendre parti pour certains ministres contre d'autres, irritant le Roi contre Turgot et Vergennes qu'elle détestait. Turgot était d'ailleurs averti de ce qui se tramait contre lui et s'appêtait à donner sa démission. Mercy-Argenteau nous renseigne abondamment sur toutes ces intrigues (5). Que Malesherbes, qui considérait son sort lié à celui de Turgot, ait été résolu à le suivre — ou même à le devancer —, rien de plus naturel. La Reine qui, quelques mois auparavant, était « *fort contente* » de lui (car il avait fini par se prêter aux « arrangements » qu'elle demandait en faveur de sa surintendante, la princesse de Lamballe (6)), lui était devenue hostile, ainsi qu'en témoigne cette

(4) *Archives de Chabریان* (Dossier Parlements). Ces lettres sont probablement adressées à la Duchesse d'Aiguillon ; leur auteur paraît être un magistrat important.

(5) *Correspondance secrète*, tome II, p. 442, suiv.

(6) Celle-ci avait de grosses exigences : elle demandait un traitement de 50.000 écus, le même que Mlle de Bourbon qui avait eu la charge avant elle. Mercy-Argenteau ajoute : « Ces prétentions ne sont pas faciles à satisfaire dans un moment où le gouvernement s'occupe de retranchements et d'économies. »

réflexion cueillie dans sa lettre du 15 mai à Marie-Thérèse : « *J'avoue à ma chère maman que je ne suis pas fâchée de ces départs [ceux de Malesherbes et de Turgot], mais je ne m'en suis pas mêlée.* »

Tout se réunissait donc pour inspirer à l'honnête ministre le dégoût de ses fonctions, et il ne pouvait même plus espérer pouvoir faire aboutir au Conseil son projet en faveur des protestants, car — ainsi que nous le verrons bientôt par son mémoire confidentiel à Séguier —, il sentait s'élever contre lui, malgré l'extrême prudence de ses démarches, une sourde suspicion. Augeard, à qui Malesherbes avait à plusieurs reprises avoué sa lassitude (7), nous rapporte de lui un propos amer sur ce département de la Maison du Roi agité par toutes les intrigues des « femmelettes de la Cour » ; il nous conte aussi les plaisantes manœuvres du Président de Lamoignon qui ambitionnait de succéder à son cousin et demandait à Augeard de se prêter à la petite comédie qu'il jouait et qui n'échappait point à l'œil vigilant de Malesherbes. Apprenant les prétentions de Lamoignon, Malesherbes disait à Augeard : « *Mon cousin, avec tout son esprit, n'est qu'une bête. Il m'a fait perdre le moment ; je ne suis pas actuellement assez bien assis pour être le maître de mon successeur. La place n'est plus tenable ; dans huit jours, je me rendrai à mes livres et à mes amis.* »

Malesherbes jugeait bien la situation quand il disait n'être plus « assez bien assis » pour choisir son successeur. D'accord avec Turgot, il proposait l'abbé de Véri (8). Mais Maurepas n'en voulait point ; il en tenait pour Amelot et la Reine adopta le parti de Maurepas. Mercy mit la souveraine en garde et lui représenta la responsabilité qu'elle prenait en se mêlant d'un tel choix (9). Amelot n'en fut pas moins désigné : c'était un homme insignifiant, sans caractère et d'intelligence très moyenne, dont Maurepas disait : « *On ne dira pas que j'ai pris celui-là pour son esprit !* » (10) ; l'œuvre entreprise par Malesherbes ne serait pas poursuivie.

*
**

Sur les motifs de sa démission, Malesherbes s'est expliqué lui-même à plusieurs reprises. Il l'a fait, en particulier, dans une lettre qu'il écrivit le 20 juin, un peu plus d'un mois après sa retraite, à

(7) *Mémoires secrets*, p. 87. « On ne vit dans l'année 1775 que révoltes, commotions dans les provinces, réclamations de toutes les cours de justice, ce qui dégoûta M. de Malesherbes, qui avait alors le département de Paris ».

(8) Turgot recommandait formellement l'abbé de Véri dans sa lettre au Roi du 30 avril 1776.

(9) Mercy note à la date du 16 mai : « Nous sommes en butte aux efforts et à l'odiosité de tout ce qui environne et cherche à séduire la reine ; nous n'avons de moyens que ceux de la persuasion et du résultat des mauvais effets que nous sommes dans le cas de prédire. »

(10) Augeard prétend avoir dit à Maurepas au sujet de la succession de Malesherbes : « Il faut mettre là (à ce département) un homme absolument à vos ordres, qui soit votre premier commis. Je sais que M. Amelot n'est pas bien fort, mais vous le guiderez, et ce département-là n'est pas la mer à boire... »

une amie intime, Madame Douet⁽¹¹⁾ : il se trouve, à cette date, à Rochefort, sur le point d'entreprendre le voyage qu'il médite depuis longtemps, dans le nord de la France et dans les Pays-Bas⁽¹²⁾.

Il lui explique le dégoût que lui inspiraient ses fonctions :

« Je trouvois que je ne faisais aucun progrès et que je ne faisais même que déchoir dans la confiance du roy. M. Turgot, au contraire, avoit et a eu jusqu'au dernier moment la plus ferme confiance dans son crédit. Il n'a jamais douté qu'il n'eût fait passer tous ses sentimens dans l'âme de ce jeune prince... »

Or les événements ont, tout au contraire, montré que « *c'estoit de l'aversion qu'il [Turgot] avoit inspiré au roy* ». L'abbé de Véri lui-même a abandonné Turgot « *dans le moment précisément où luy seul pouvoit le tirer d'affaire* ». Malesherbes avait pourtant employé tout son zèle à empêcher Turgot de commettre des maladresses :

« M. Turgot s'est cassé le col précisément par les démarches dont je n'ay cessé de le dissuader pendant six semaines et qui estoient réellement de sa part une espèce de démente, car c'en est une de vouloir forcer la main à son maître par des importunités [...] et c'en est une de s'exposer au reproche d'ingratitude envers un protecteur tout puissant... »⁽¹³⁾

Quant à lui, Malesherbes, s'il a perdu la confiance du Roi, c'est parce que celui-ci « *le regardoit comme le défenseur continuel de l'homme qui faisoit journellement tout ce qu'il falloit pour luy déplaire* » ; or, pour regagner cette confiance, il aurait dû abandonner Turgot⁽¹⁴⁾.

Telles sont les confidences que Malesherbes fait à une amie, et il ajoute — ce qui n'est pas fait pour nous surprendre, car c'est son leit-motiv bien connu — qu'on lui avait fait violence pour le porter à une place qui lui répugnait par-dessus tout et à laquelle il se savait parfaitement inapte...



En quittant le Conseil, Malesherbes a demandé à Louis XVI la permission de lui remettre par écrit, sous forme de mémoires, ses

(11) Boissy d'Anglas (*op. cit.*, tome I, p. 8 et 9) cite Madame Douet parmi les amies intimes de Malesherbes. C'est chez elle qu'il le rencontra. Il trace d'elle un portrait très élogieux, louant également son caractère, son esprit, sa vertu, sa bonté. Mme Douet était la femme d'un fermier général, ami de Dietrich maire de Strasbourg. Elle périt sur l'échafaud révolutionnaire. Malesherbes était très lié aussi avec sa sœur, Mme Blondel, esprit supérieur, dit Boissy d'Anglas, et « l'une des plus anciennes et des plus constantes amies de Turgot ».

(12) Nous en parlons plus loin.

(13) Maurepas. — Malesherbes fait d'ailleurs remarquer que Maurepas a perdu de son crédit.

(14) Nous reviendrons plus loin, à propos de la révision faite par Malesherbes des papiers de Turgot, sur le comportement dissemblable de ces deux hommes et sur la différence de leurs caractères.

idées sur les affaires qu'il n'avait pas eu le temps de mener à bien ⁽¹⁵⁾. Ce testament ministériel qu'il rédigea sans tarder comporte avant tout un mémoire général dans lequel il passe en revue les principales affaires qu'il avait à cœur et qu'il laissait en suspens. Ce mémoire général qu'il remit au Roi peu de jours après sa retraite (et auquel Maurepas fera allusion dans sa lettre du 11 juin que nous reproduirons au chapitre suivant), en annonce d'autres, portant sur des objets particuliers, qui devaient être adressés au Roi ultérieurement.

Analysons donc ce mémoire général, ce testament ministériel, auquel Malesherbes donne pour titre : *Mémoire remis au roi dans le temps de ma retraite sur quelques affaires du département que Sa Majesté m'avait confié*. ⁽¹⁶⁾

Il s'agit de huit questions, d'inégale importance, auxquelles il souhaite qu'une suite soit donnée.

1°) Il rappelle au Roi qu'il lui a remis un mémoire sur l'ordre de Saint-Antoine.

2°) Il attire son attention sur la copie du rapport qu'il a fait au Conseil au sujet de l'affaire du logement des gardes françaises, — affaire qui est, dit-il, la plus importante de celles qu'il a rapportées. et qui n'est pas terminée ⁽¹⁷⁾.

3°) Il aborde la grave question des lettres de cachet, « la partie de mon administration dont je me suis, dit-il, le plus occupé ».

Le long développement qu'il lui consacre ici a d'abord pour but de mettre une fois de plus sous les yeux du roi les abus scandaleux de l'usage des lettres de cachet. « *Cet usage est devenu si général qu'à beaucoup d'égards il tient lieu de tout autre recours à la justice et à l'autorité [...]. C'est une autorité bien redoutable et bien abusive que celle par laquelle un ministre peut statuer seul dans son cabinet sur la liberté des hommes et c'est le reproche que toute l'Europe fait à la France* ». ⁽¹⁸⁾

Malesherbes va donc rappeler ce qu'il a fait durant les dix mois de son ministère pour remédier à de si graves abus ⁽¹⁹⁾. Il n'a fait aucune proposition au Roi sur les ordres émanés de sa propre volonté, et qui ont été, heureusement, très rares. Il n'a pas touché non plus aux usages établis pour la police de Paris, parce qu'on lui a assuré que c'est de la fréquence et de la promptitude de certaines

⁽¹⁵⁾ Il le dit formellement dans le mémoire confidentiel adressé à Séguier (cf. le début du chapitre suivant).

⁽¹⁶⁾ *Archives de Rosambo*, carton 13, dossier 3 (60 pages, copie). Ce dossier comporte aussi un brouillon autographe incomplet du mémoire, et une autre minute, incomplète elle aussi ; copie avec de nombreuses corrections de la main de Malesherbes.

⁽¹⁷⁾ Cf. plus haut 1^{re} partie, chap. XIV.

⁽¹⁸⁾ Malesherbes ajoute ici une confidence personnelle : « J'avoue que j'ai frémé lorsque, à mon avènement au ministère, je me suis trouvé assis à mon bureau vis-à-vis d'un seul commis et maître absolu de prononcer arbitrairement ces terribles condamnations. »

⁽¹⁹⁾ Cf. 1^{re} partie, chap. XIV.

arrestations que dépend la sûreté de la capitale⁽²⁰⁾. Ce sont surtout les lettres de cachet demandées par les familles qui donnent lieu à de criantes injustices. Qu'a-t-il donc fait pour y mettre fin ? Son principe a été de ne pas statuer seul, mais d'après les avis d'une commission (sorte de tribunal de consultation), qu'il a constituée et qui, présidée par lui-même assisté du lieutenant de police, se compose de cinq conseillers de la Cour des Aides, l'un des cinq agissant en qualité de procureur du roi. Cette commission a accompli une besogne considérable à cause de « *la grande quantité d'ordres antérieurs à son ministère dont on a demandé la révocation* ». Pour les provinces relevant de son département, Malesherbes a pris des mesures analogues : il a demandé aux commandants et aux intendants de s'associer plusieurs notables de leur province afin d'examiner les ordres anciens dont on demandait la révocation : ceci a été fait en Languedoc, en Provence et en Bretagne. Il ne conçoit d'ailleurs ces trois commissions que comme provisoires. Quant à la commission de Paris, « *je l'ai regardée, dit-il, comme devant durer autant que mon administration, car cette fonction de commissaire n'étant que l'effet de ma confiance personnelle, elle ne pouvait pas durer plus que moi* ».

Cela établi, il a décidé de ne signer d'ordres contre la liberté des individus que de trois manières : 1° s'il recevait un ordre exprès et personnel du Roi (ce qui n'est arrivé qu'une fois, quand une famille exigeait « *le plus grand secret* ») ; 2° en rapportant l'affaire au Conseil (ce qui est également arrivé une seule fois) ; 3° en appuyant son suffrage de celui de la commission qu'il a choisie.

A son successeur de juger s'il entend conserver cette commission. Mais Malesherbes fait encore remarquer au Roi combien il est cruel de condamner un homme à la prison perpétuelle. Quand, au début de son ministère, il a visité la Bastille, il y a trouvé des déments et des frénétiques tels qu'il eût été imprudent de leur rendre la liberté. Le projet qu'il a commencé à mettre en œuvre, il n'en revendique pas la gloire : il la laisse au Roi. Quant aux principes à suivre en pareille matière, ils feront l'objet d'un travail qu'il rédigera un jour prochain et pour lequel il a pris l'avis des commissaires de Paris et de province. Ce travail sera le fruit de ses réflexions et de celles des personnes qu'il s'était associées. « *Ces réflexions étaient fondées sur le droit et la justice* ». Il s'agit du *Mémoire sur les lettres de cachet* dont nous parlerons à la fin de ce chapitre.

4° La quatrième affaire que Malesherbes recommande au Roi est un projet concernant la ville de Toulouse. Il s'agit de mettre un terme aux anoblissements ruineux comme cela se pratique à Toulouse, où chaque année on crée huit nouvelles familles nobles en créant huit capitouls. Il en résulte un rapide appauvrissement de la ville. Le projet de Malesherbes, qui a obtenu l'accord du maréchal

(20) Il y a cependant dans ce domaine, dit-il, quelques abus à éviter.

de Biron et celui de l'archevêque de Toulouse ⁽²¹⁾, consiste à maintenir les capitouls quatre ans en place, à ne nommer chaque année que deux capitouls nouveaux dont un qui soit déjà noble et à « créer un chef de ce tribunal choisi parmi ceux qui ont été déjà capitouls ».

5° Malesherbes rappelle ensuite à Louis XVI qu'il lui a remis un mémoire sur la réformation économique de sa Maison, accompagné de « *grands mémoires de détail qui ne sont pas de son ouvrage* ». Il en met en lumière le thème essentiel : les grands de l'Etat ne doivent plus être les ordonnateurs des dépenses ⁽²²⁾. Il ajoute que cette tentative de réformation a fortement agité les esprits et il conseille au Roi de laisser s'apaiser tous ces remous avant d'entreprendre la réforme. Il prévoit que son successeur — qui trouvera dans ses bureaux une copie de son mémoire — ne manquera pas d'en rejeter l'odieux sur lui. Enfin, il suggère une idée nouvelle : si le Roi veut mettre de l'ordre dans l'économie de sa maison, il doit en charger non un ministre, mais un intendant des finances ; il n'aurait pu hasarder cette suggestion tant que son ami Turgot était au Conseil ; mais maintenant qu'il en est sorti, Malesherbes n'est plus retenu par les mêmes scrupules.

6° Il est bon de passer du sévère au plaisant : Malesherbes demande au Roi de songer à l'urgence d'un règlement sur la destruction des lapins ! La multiplication excessive de ces animaux est loin d'être aussi nécessaire à la chasse qu'elle est nuisible aux cultivateurs. « *J'avais, quand j'étais ministre, avoue Malesherbes, la réputation d'être ennemi de la chasse et partisan de l'agriculture* ».

7° Nous revenons aux choses graves. Le septième chapitre concerne le rôle dévolu aux Parlements (qui sont jusqu'à présent les représentants du peuple en l'absence d'une représentation réelle, mais qui sont souvent tentés d'abuser de leur puissance) et la grande question — qui est déjà dans l'air — des Etats généraux. Il faut « *que tous les sujets du roi puissent être initiés dans leurs propres affaires* » et qu'ils puissent faire parvenir au souverain leurs doléances et leurs vœux. Pour cela, il faut que les Etats généraux soient convoqués, mais selon des principes nouveaux et non pas selon l'ancien usage. Ainsi Malesherbes n'a pas attendu 1788 pour formuler la doctrine qu'il développera à la veille de la Révolution dans son « *Mémoire sur la situation présente des affaires* ». Dès 1776, il demande une *vraie représentation nationale* et s'écrit : « *Il faut que le Roi ouvre la voie à la nation entière pour lui faire connaître ses véritables sentiments.* »

S'agit-il, comme on le lui objectera peut-être, de diminuer l'autorité du Roi ? En aucune façon : il s'agit au contraire de la protéger contre « *les ambitions des ministres, les séductions de la cour* » et de tout ce qui l'environne.

(21) Loménie de Brienne, dont Malesherbes fait l'éloge : « Ce prélat dont j'ai reconnu les grands talents pour l'administration et que je ne connaissais pas avant d'être ministre. »

(22) Nous avons longuement analysé ce mémoire au chapitre XIV de la 1^{re} partie.

Comme préalable à la constitution des Etats généraux, il faut créer des Etats provinciaux, mais en prenant garde que les grands propriétaires fonciers n'y exercent une trop grande influence (23).

8° Malesherbes a gardé pour la fin la question qui, avec celle des lettres de cachet, lui tient le plus à cœur, *les affaires de religion*. Il rappelle respectueusement au Roi qu'il lui en a souvent parlé, mais son témoignage est apparu suspect. Il annonce un grand mémoire sur ce sujet. Maintenant que Turgot et lui se sont retirés, le moment est favorable pour que Louis XVI prenne des mesures de justice et de tolérance. Le passage le plus intéressant de ce chapitre est celui dans lequel Malesherbes s'efforce de dissiper les préventions du Roi à l'égard de sa prétendue indifférence religieuse :

« J'ose assurer le Roi que les principes d'indulgence et de tolérance auxquels je voulais l'exhorter ne sont point en moi le résultat d'une philosophie indifférente et qu'ils sont les plus conformes de tous au véritable esprit de christianisme quand il ne sert point de prétexte à l'ambition et qu'il n'est point corrompu et altéré par l'esprit de parti. Je l'atteste avec confiance, parce que c'est après de longues réflexions faites longtemps avant mon entrée du Ministère ; et enfin, s'il m'est permis de me louer moi-même, parce que, si j'ai un mérite, c'est celui de l'impartialité, et que mon amitié pour la plupart de ceux qu'on appelle aujourd'hui philosophes, et mon goût pour la lecture de leurs ouvrages ne m'ont jamais aveuglé sur les excès auxquels ils se porteraient si on les laissait les maîtres, et que personne n'a jamais plus respecté que moi la véritable piété. »

Et il termine en critiquant les démarches de la récente assemblée du clergé et en flétrissant « *les ministres fanatiques et persécuteurs qui font servir la religion de prétexte à leur haine et à leur ambition* ».

La déclaration que nous venons de reproduire, empreinte de solennité — comme tout ce dernier chapitre d'ailleurs — n'exprime qu'en partie la véritable pensée de Malesherbes. Les réserves qu'il fait à l'égard de ses amis les philosophes sont sincères : il les avait déjà faites au temps de l'administration de la Librairie : nous les retrouvons formulées dans une lettre qu'il adressera à d'Alembert en 1779. Mais quand il se défend de professer une philosophie « *indifférente* » en matière de religion, nous savons que ce sont là des précautions — bien légitimes sans doute — qu'il juge utile de prendre pour dissiper les préventions d'un monarque pieux et défiant ; toutes ses démarches postérieures en cette matière s'inspirent d'une diplomatie analogue...

(23) Dans ce chapitre Malesherbes s'efforce de définir — comme il l'a fait dans plusieurs écrits antérieurs — sa pensée, à lui magistrat, à l'égard de la magistrature. Il n'a jamais été, dit-il, « ce qu'on appelle parlementaire » ; il a toujours reconnu les faiblesses des Parlements et les préjugés de caste de leurs membres. De plus, « les magistrats connaissent les lois, mais non l'administration ».



Tel est donc le testament de Malesherbes à sa sortie du Ministère. Il concerne quatre questions importantes : *la réformation de la Maison du Roi, les lettres de cachet, le problème des Parlements et de la représentation réelle de la nation, les affaires de religion*. Les trois dernières surtout sont essentielles à ses yeux. Pour la réformation de la Maison du Roi, il a déjà remis à Louis XVI, peu de temps avant son départ, le mémoire qui développe ses idées. Il ne s'y intéressera plus. Sur la question des Parlements et des Etats Généraux, c'est plus tard, en 1788, qu'il exposera toute sa pensée. Sur les affaires religieuses et la tolérance, le mémoire qu'il annonce sera rédigé dans un délai très court et remis au Roi au mois de juin (24) ; il ne cessera d'ailleurs d'écrire sur ce sujet et il entassera mémoire sur mémoire pour mettre fin à l'injustice dont les protestants sont victimes.

Reste la question des lettres de cachet. Le travail qu'il annonce ici a été exécuté et peut-être remis au Roi. Mais ce fut de longues années après.

Nous n'avons pas entre les mains l'original de ce fameux mémoire dont Funck-Brentano (nous supposons qu'il fait allusion à l'original autographe quand il parle du « *mémoire manuscrit et inédit de Malesherbes* ») nous dit qu'il se trouvait au début du siècle dans la collection de M. Alfred Bégis (25). D'ailleurs, dans son ouvrage *Les lettres de cachet à Paris* (Imprimerie Nationale, 1903), Funck-Brentano en donne de longs extraits.

Or, deux copies de ce mémoire figurent dans les Archives de Rosambo (26). Mais il porte comme titre *Mémoire sur les ordres du Roi* et constitue le plus important des travaux entrepris par Malesherbes à l'intention de l'Assemblée Nationale. Il est d'ailleurs facile à dater,

(24) C'est le *Mémoire sur les affaires de religion*.

(25) La bibliothèque, extrêmement riche en ouvrages divers et en curiosités, de M. Alfred Bégis, secrétaire de la Société des Amis des livres, a fait l'objet de plusieurs ventes successives, du 8 au 13 mars 1909, du 19 au 21 mai 1910 et le 27 mai 1910. Nous avons consulté, à la Bibliothèque Nationale, le catalogue qui avait été dressé pour la première de ces ventes, celle de 1909 (*Catalogue de la Bibliothèque de feu M. Alfred Bégis*, 1^{re} partie, Emile Paul et Guillemin 1909), mais nous n'avons pas trouvé mention du mémoire de Malesherbes. Quant aux deux ventes de mai 1910, nos recherches à la Bibliothèque Nationale pour en trouver le catalogue ont été vaines. Antérieurement, et du vivant de M. Bégis, plusieurs autres ventes d'ouvrages de sa bibliothèque avaient été effectuées (avril et novembre 1897, janvier 1899) ; nous en avons consulté les catalogues, par simple acquit de conscience, puisque, selon Funck-Brentano, le fameux mémoire était en possession de M. Bégis quand il en a pris connaissance. Qu'est donc devenu, après la mort de M. Alfred Bégis, le mémoire original de Malesherbes ? La question pour nous demeure entière. Ajoutons que sur notre demande, en février 1958, les Archives Nationales ont bien voulu faire des recherches dont le résultat a été négatif.

(26) Carton 12, dossiers 1 et 2. La copie qui constitue le dossier 1 est sensiblement plus nette, elle ne comporte que très peu de passages biffés. Elle compte 447 pages, plus la table. Les extraits du mémoire donnés par Funck-Brentano s'y retrouvent à peu près exactement.

puisque, outre plusieurs allusions à celle-ci, nous y lisons la phrase suivante : « *J'ai été obligé de réfléchir sur ces principes lorsque j'étais Secrétaire d'Etat, et j'ai eu, depuis quatorze ans, assez de loisir pour faire de nouvelles réflexions sur ce que j'avais vu.* »

Ainsi le mémoire sur les lettres de cachet, mûri par Malesherbes durant de longues années, a été rédigé seulement en 1789, longtemps après la publication des ouvrages de Mirabeau et de Linguet (27), dont il dit lui-même qu'ils « *ont enflammé le public* » et cinq ans après la fameuse circulaire envoyée par le baron de Breteuil (28), alors ministre de la Maison du Roi, aux intendants du royaume et au lieutenant de police de Paris, circulaire qui mettait pratiquement fin au régime des lettres de cachet.

Bien qu'il soit arrivé tardivement, le mémoire de Malesherbes n'en présente pas moins un immense intérêt, d'abord parce qu'on y trouve un exposé complet du système des lettres de cachet sous l'ancien régime, ensuite parce qu'il propose des solutions personnelles pour remplacer cette institution arbitraire et périmée.

Après avoir tenté de définir les lettres de cachet dont il fait remarquer qu'elles émanent nominalement du souverain, mais en fait, la plupart du temps, du ministre ou de fonctionnaires agissant sous le couvert du Roi (29), Malesherbes pose le problème dans sa généralité : « *La question à examiner est celle du remède à employer contre les abus du pouvoir d'exiler et d'emprisonner arbitrairement les citoyens.* »

(27) L'ouvrage de Mirabeau, *Des lettres de cachet et des prisons d'Etat*, composé en 1778, fut publié seulement en 1782 (à Hambourg, c'est-à-dire Neuchâtel) ; *La Correspondance littéraire* de Grimm le mentionne en avril 1783. L'ouvrage de l'avocat Linguet, *Mémoires sur la Bastille et sur la détention de M. Linguet, écrits par lui-même*, fut publié à Londres en 1783.

(28) Elle est de mars 1784. Dans son mémoire Malesherbes rend hommage au baron de Breteuil qui, dit-il, sans s'être concerté avec lui, fit supprimer l'affreuse prison de Vincennes. On trouvera cette circulaire reproduite par Funck-Brentano, *op. cit.*, Introduction, p. XIII à XLV. Non seulement Breteuil édictait des règles précises quant à la durée — variable selon les fautes, — de la détention, mais il envoyait aux intendants un état des personnes de leur département détenues en vertu des ordres royaux et il leur enjoignait d'effectuer des vérifications immédiates pour faire cesser le plus tôt possible l'emprisonnement d'un grand nombre d'entre elles.

(29) « Les lettres par lesquelles le Roi fait connaître sa volonté sont de deux espèces. Les unes sont faites pour devenir des lois du royaume et elles en acquièrent le caractère par l'enregistrement ; il faut que tout le monde les connaisse puisque tout le monde doit y obéir : c'est ce qu'on appelle *lettres patentes*. Mais les lettres par lesquelles le Roi notifie ses volontés à des particuliers et même à des corps, celles qui ne contiennent d'ordres que pour ceux à qui elles sont adressées et qui ne sont pas faites pour devenir des lois, sont fermées et cachetées et on les appelle *lettres closes* et plus communément lettres de cachet. Elles ne diffèrent des lettres missives par lesquelles chaque particulier donne des ordres à ceux qui lui sont subordonnés, qu'en ce que la signature du Roi n'est pas réellement de sa main ; elle est présumée être conforme à sa volonté et cela est certifié par la signature du Secrétaire d'Etat [...]. La journée entière ne pourrait suffire au Roi à signer toutes les lettres données en son nom. Pour les convocations circulaires on expédie quelquefois deux cents lettres du même genre. Chacun sait qu'une lettre de cachet est le certificat donné par le Secrétaire d'Etat de ce que le Roi a ordonné. L'usage de contrefaire l'écriture du Roi remonte sans doute à Charles IX qui était paresseux et avait un secrétaire d'Etat, M. de Villeroy, qui contrefaisait son écriture... » Malesherbes rappelle aussi que le secrétaire intime de Louis XIV, Toussaint Rose, était très habile à imiter l'écriture du souverain.

Il rappelle que dans les Remontrances de la Cour des Aides, en 1775, il avait protesté contre tous ces excès, mais il tient à préciser sa pensée : « *Ces ordres arbitraires dont on a fait si grand abus sont aussi l'unique moyen employé depuis longtemps pour maintenir l'ordre public.* » Dans tous les pays il a été nécessaire de garantir la sécurité des citoyens, trop souvent menacée, dans les grandes villes surtout, au cours des siècles antérieurs : or en France c'est par des actes de l'autorité du souverain que l'administration s'est établie et maintenue. Toutefois, ce n'est pas une raison pour laisser subsister les abus de cette autorité : on peut remédier aux désordres sans conserver le despotisme. L'exemple des autres nations civilisées peut d'ailleurs nous suggérer quelques-unes des réformes à accomplir.

Cela dit, Malesherbes distingue trois catégories d'ordres du Roi :

1°) ceux que demandent les magistrats parce qu'ils les croient nécessaires pour l'exercice de la justice criminelle ;

2°) ceux qui sont demandés par un père, un mari ou une famille entière ;

3°) ceux qui sont donnés pour la police.

Cette division en trois objets constitue le plan même du mémoire.

1° *Des ordres demandés pour l'exercice de la justice criminelle.*

La justice peut avoir besoin des ordres du Roi dans trois cas :

a) pour lui prêter main forte (ce qui est extrêmement rare) ;

b) pour s'assurer plus promptement de la personne des accusés (cas très fréquent et particulièrement dans une grande ville comme Paris où se cachent d'innombrables malfaiteurs venus de partout) ;

c) pour garantir la société d'un sujet dangereux.

Il s'agit dans ces deux derniers cas de concilier la nécessité d'une répression rapide avec celle de préserver la liberté individuelle des citoyens.

Malesherbes fait ici (en se référant notamment à l'ouvrage — récemment traduit — de l'Anglais Blackstone) une longue comparaison avec l'Angleterre ; chez nous les pouvoirs publics n'attendent pas la réquisition d'un juge pour s'assurer de la personne d'un criminel présumé ; en Angleterre, par contre, la lenteur et le formalisme de la procédure criminelle ont trop souvent pour résultat d'assurer l'impunité du coupable. « *C'est l'humanité pour les honnêtes citoyens qu'il faut opposer à l'humanité pour les scélérats* ».

2° *Des ordres demandés par les familles.*

C'est l'article, dit Malesherbes, où il a le plus d'éclaircissements à donner parce qu'il a été chargé du département où il se donne le plus d'ordres de cette nature.

Quand une famille demande une lettre de cachet contre un de ses membres, ce n'est pas une grâce qu'elle sollicite, mais un acte

de justice. Reste à savoir, dit Malesherbes, si ce secours donné aux familles est conforme à la justice naturelle, — s'il est possible de le leur accorder sans tomber dans tous les inconvénients du pouvoir arbitraire.

Dans un préambule historique, il montre que depuis les rigueurs du droit romain, des bornes ont été mises au pouvoir paternel et au pouvoir marital qui étaient jadis presque sans limites. En France, *« sans donner aux pères, aux maris et aux assemblées de famille plus de pouvoir que celui que la loi leur donne, on les a autorisés à recourir au pouvoir suprême du Roi dont l'intention est d'avoir égard au vœu des familles mais de n'y déférer que quand le vœu est juste et raisonnable »*.

Ce principe établi, Malesherbes, dans une première partie, fort longue, va exposer la situation qu'il a trouvée lorsqu'il est entré au Ministère et les réformes qu'il s'est efforcé d'introduire.

Il nous fait part de l'effroi qu'il a ressenti en présence de l'abus incroyable d'une *« autorité exercée par un seul homme »*. L'idée, louable en soi, de préserver l'honneur des familles, avait conduit si loin qu'à la plupart de ceux qui réclamaient leur liberté, on ne pouvait plus dire de quoi ils avaient été accusés ! Surmontant bien des difficultés, Malesherbes, après avoir constitué une commission⁽³⁰⁾ composée de sept personnes : lui-même, comme président, cinq magistrats de la Cour des Aides réputés pour leur vertu, et le lieutenant de police, — fit admettre quatre principes :

a) il faudra l'unanimité et non la pluralité des voix pour demander au Roi des ordres contre la liberté des citoyens ;

b) une fois prise la décision d'enfermer quelqu'un, toutes les pièces relatives à ce procès demeuré secret seront placées dans un paquet clos et cacheté du ministre, du principal membre de la famille et du prisonnier lui-même s'il y consent. (Lorsqu'il s'agira d'un emprisonnement à terme, le paquet sera brûlé le jour de la libération ; pour un emprisonnement à vie le paquet restera dans les bureaux du ministre, *« pouvant être ouvert toutes les fois qu'on croira devoir entendre une nouvelle réclamation »*) ;

c) il y aura une instruction régulière : dépositions écrites et signées, les plus larges moyens de défense laissés à l'accusé, à cela près qu'il se défendra lui-même, sans avocat : ainsi ce genre de procès sera conduit selon une justice équitable et donnant toutes garanties, mais débarrassée des subtilités et des chicaneries de la procédure criminelle ;

d) enfin, il n'y aura pas d'appel. (Ici, Malesherbes se lance dans une longue digression juridique sur l'appel et le droit de grâce ; il précise : *« Dans notre commission le tribunal jugeait sans appel,*

(30) Nous en avons déjà parlé en étudiant les actes de son ministère. Malesherbes répète ici avec plus de développements ce qu'il a déjà dit dans le mémoire testamentaire.

mais il ne statuait pas : c'était par l'ordre signé du Roi sur l'avis des commissaires qu'il était statué » ; ainsi la sanction royale tenait en quelque sorte lieu d'appel.)

Outre ces quatre principes, Malesherbes fait décider qu'une visite des prisonniers aura lieu annuellement : les commissaires s'informeront, recevront des requêtes, écouteront les prisonniers, sans toutefois les interroger ⁽³¹⁾.

C'est à cet endroit de son mémoire que Malesherbes raconte, mieux et plus longuement qu'il ne l'avait fait dans le mémoire testamentaire de 1776 que nous avons analysé plus haut, ses visites dans les prisons d'Etat, c'est-à-dire à la Bastille, à Bicêtre et à ce terrible Vincennes, « *le gouffre de l'oubli* ». Evocation pathétique, dramatiquement illustrée par plusieurs anecdotes saisissantes ⁽³²⁾ et au cours de laquelle, malgré quatorze ans écoulés, la voix de Malesherbes tremble d'une émotion que le temps n'a point émoussée :

« Il se passa sous mes yeux dans une seule journée bien des scènes de genres différents : elles firent une trop profonde impression sur mon cœur pour être sorties de ma mémoire. Mais depuis quinze ans je puis me tromper sur quelques circonstances. Je n'en pris aucune note ; je ne le devais pas puisque l'histoire de plusieurs était le secret de leurs familles... »

La commission que Malesherbes avait constituée pendant son ministère n'avait qu'un caractère provisoire. Ce qu'il préconise, c'est l'établissement d'un « *tribunal de famille* » d'où le ministre serait exclu, où le lieutenant de police serait remplacé par le lieutenant civil (plus en contact avec les familles et mieux placé pour connaître leurs secrets), et qui serait composé, non exclusivement de magistrats, mais de personnes d'états différents et qui jouissent de la confiance du public ; il va jusqu'à proposer que les membres de ce tribunal soient choisis par une élection nationale.

Un second développement, tout aussi long, est consacré à l'analyse des diverses catégories d'ordres demandées par les familles.

a) Ordres demandés par une famille pour séquestrer de la société un sujet qui la déshonore par des actions qui mériteraient l'animadversion de la justice réglée si elles y étaient déferées. Il s'agit dans ce cas de soustraire quelqu'un à une condamnation infamante qui déshonorerait la famille. Cette justice secrète demeurera forcément arbitraire si elle s'exerce par lettre de cachet. Par contre, le « *tribunal de famille* » n'écouterait plus les parents « *qui trouveront leur honneur intéressé à ce qui n'intéresse que leur vanité* » ; il examinerait impartialement le bien fondé de la requête.

(31) Il ajoute que des visites régulières seraient utiles même pour « les prisons de la justice réglée ».

(32) Il raconte trois épisodes douloureux dont tous les détails sont demeurés gravés dans sa mémoire : trois malheureux prisonniers, parmi tous ceux qu'il visita, lui demandèrent de ne pas leur rendre la liberté : de ces trois, deux étaient fous, l'autre parfaitement sain d'esprit, mais malade et sentant la mort prochaine.

b) Ordres demandés par un père ou par celui qui exerce la puissance paternelle, pour la correction des jeunes gens.

Après avoir montré les dangers que peut présenter la puissance paternelle et la nécessité de la faire contrôler dans certains cas par le magistrat, Malesherbes expose en détails la procédure qu'il préconise, procédure délicate puisque les juges peuvent être conduits à débouter un père irrité et injuste et qu'en tous cas ils doivent entendre le fils et lui donner les moyens de se défendre contre les plaintes dont il est l'objet.

c) Ordres demandés par les maris contre leurs femmes (33).

Après un rapide historique du pouvoir despotiques des maris « dans les temps barbares », Malesherbes se félicite de « l'heureuse révolution des mœurs qui a tiré les femmes de l'esclavage où elles étaient autrefois » et il fait le point de ce qui subsiste à la fin du dix-huitième siècle de la puissance maritale. Quand la femme rend, par sa conduite, la vie conjugale impossible, le mari peut choisir entre trois solutions : la séparation volontaire, la séparation de biens (recours également donné à une femme contre un époux dissipateur), la séparation de corps et de biens (qui fait cesser le pouvoir marital, sans toutefois dissoudre le lien du mariage, ce qui est le propre du divorce).

Sans oser se prononcer sur le divorce (qu'au fond de lui-même il souhaite certainement voir introduire dans la législation), Malesherbes envisage les cas où la séparation judiciaire est indispensable, notamment lorsque la femme risque de faire entrer dans la famille des enfants adultérins. L'adage célèbre « *Is pater est quem justæ nuptiæ demonstrant* » devrait subir des dérogations : il faut une loi qui porte que l'effet de ce principe de droit sera suspendu pendant tout le temps que durera la séparation des époux. « C'est le mariage, acte légal et public, qui fait présumer enfants d'un père ceux qui sont nés de la mère. Ce sera la séparation prononcée en justice, acte également légal et public, qui fera cesser cette présomption ». Quand cette loi sera faite, le mari demandera la séparation qui n'est à présent sollicitée que par la femme. On pourra d'ailleurs la demander pour d'autres motifs. Alors il n'y aura plus de prétexte pour demander qu'une femme soit privée de sa liberté. L'emprisonnement pour une femme est une peine qui la marque d'infamie sa vie durant : qu'un jeune homme soit interné pour des fredaines, on l'oublie une fois qu'il est rendu à la liberté ! Il en va tout autrement pour une femme que son mari a fait enfermer, quelle que soit la durée de l'internement...

Malesherbes achève ce développement par un bref exposé de ce qui se fait dans cet ordre de choses en Angleterre, où existe le « *divortium* »

(33) Ici Malesherbes fait remarquer dans une note que les plaintes des femmes contre leurs maris sont encore plus nombreuses. « Il n'y a point de lettres de cachet plus abusives que celles-là, précisément parce qu'il n'y en a point qui soient sollicitées avec le plus d'ardeur ».

a mensa et thoro », qui n'est rien autre que la séparation de corps et de biens — et à Berne, où une législation analogue est en vigueur (34).

Résumant tout ce long chapitre consacré aux lettres de cachet demandées par les familles, Malesherbes déclare que si, à l'origine, ces lettres ont été établies par souci d'humanité et ont pu être utiles à l'ordre public, « il n'y a aucune raison pour les laisser subsister, parce que ce n'est point par les ordres du Roi ni par le jugement d'un ministre qu'on doit remplir les différentes vues dans lesquelles cette justice s'exerce ». (35)

3° Des ordres demandés pour la police.

Bien que la troisième partie du mémoire soit très étendue et bourrée de faits, nous nous bornerons à l'analyser succinctement, car elle déborde par certains de ses aspects la question des lettres de cachet proprement dites.

Après avoir cherché vainement dans « le grand Montesquieu » et dans d'autres auteurs une définition satisfaisante de la police, Malesherbes se résout à proposer celle-ci : « *Une administration distincte de la justice civile et criminelle qui a pour objet principal la sécurité des citoyens et la tranquillité publique.* »

Suit un abrégé de l'histoire de la police en France et notamment à Paris : deux dates essentielles sont à relever : 1667, création de la charge de lieutenant de police à Paris ; 1669, création de charges analogues dans les villes à juridiction royale. Malesherbes énumère les multiples fonctions du lieutenant de police à Paris.

Il envisage ensuite les deux domaines où s'exerce l'activité de la police : la justice préventive (36), qui a pour but de « préserver la société d'un sujet turbulent ou criminel » et de « l'empêcher de commettre les actions qui causeraient sa perte ; et la justice correctionnelle, dont le but est de sanctionner des fautes qui ne sont pas des crimes et qui n'entraînent pas le déshonneur. Cette justice correctionnelle doit être appliquée particulièrement aux « *gens du dernier état* », c'est-à-dire aux vagabonds, à ceux qui vivent des tripots ou des maisons de débauche, et, à l'opposé, aux « *gens de l'état le plus distingué* » auxquels il convient d'éviter les condamnations infamantes ou réputées telles, qui sont prononcées en grand appareil par la

(34) A Berne, Malesherbes a conféré sur cette question « avec plusieurs personnes d'un grand mérite et dont le suffrage est d'un grand poids ».

(35) Il jette ici un coup d'œil sur d'autres pays européens : le système des lettres de cachet n'est point particulier à la France ; il se pratique dans presque toutes les monarchies d'Europe, y compris les royaumes du Nord (Danemark, Suède). Une seule exception : l'Angleterre, pays où « nul ne peut être privé de sa liberté sans être mis sur le champ entre les mains de la justice ». Malesherbes fait une digression sur l'*habeas corpus* : il le justifie historiquement ; il le critique un peu ; il constate que dans aucun pays les enfants ne jouissent d'une aussi grande indépendance à l'égard de leurs parents...

(36) Il emprunte ce mot, dit-il, au *Traité des Loix* de Blackstone, et le mot de « justice correctionnelle » à *L'Esprit des Loix* de Montesquieu.

justice réglée et criminelle (37) : c'est ainsi que les jeunes gens frondeurs et turbulents qui se font une gloire de « mener tapage » en causant des désordres dans les grandes villes seront justiciables de cette justice correctionnelle.

Au reste ces deux justices, préventive et correctionnelle, auront des caractères communs : elles ne seront pas flétrissantes, même si elles condamnent à l'exil ou à la prison ; elles seront expéditives ; elles seront sans appel (ce qui ne signifie pas qu'elles seront arbitraires : « *C'est quand elle est sans appel que la justice a le plus besoin d'être délibérée* »).

Elles seront, ces deux justices, nécessaires avant tout dans les grandes villes où la population est trop nombreuse, trop dense et trop mêlée pour que la police puisse connaître tout le monde, et où la nécessité de maintenir l'ordre est plus impérieuse que dans les petites villes et dans les campagnes. Des capitales comme Paris, Londres, Amsterdam, exigent une police active et pourvue de toute l'autorité nécessaire : il faut seulement veiller à ce que cette autorité ne dégénère pas en abus.

Mais pourquoi et dans quel temps l'usage s'est-il établi de « ne faire la police à Paris que par les ordres du Roi » ?

Pour répondre à cette question, Malesherbes rappelle les grands et continuels désordres qui avaient lieu dans Paris sous Louis XIII et dans les débuts du règne de Louis XIV. « *Le Roi prit le parti de se charger personnellement des punitions. Le lieutenant de police rendait compte au ministre qui prenait les ordres du Roi* ». L'usage des lettres de cachet est devenu en quelque sorte une justice ordinaire depuis qu'on a établi à Paris une police régulière. On aurait dû supprimer les lettres de cachet pour la police dès l'époque où l'ordre fut rétabli dans Paris : on ne l'a pas fait parce que c'était un moyen commode de répression.

Cette justice préventive et correctionnelle à laquelle il propose de donner une forme légale, Malesherbes indique comment elle a été rendue pendant les quarante dernières années du règne de Louis XIV et pendant la plus grande partie du règne de Louis XV :

a) en vertu de l'édit de 1667, le lieutenant de police a jugé seul les vagabonds et les gens sans aveu ; b) lorsqu'un gentilhomme est impliqué dans une affaire, le magistrat fait un rapport au ministre pour que celui-ci prenne les ordres du Roi ; c) pour la classe intermédiaire des bourgeois domiciliés et exerçant une profession, l'usage s'est établi, en cas de délit de leur part, de les faire mettre en prison sur l'ordre du magistrat ou de leur ordonner de sortir de Paris.

Ainsi, quel arbitraire ! Non seulement cette justice sommaire est

(37) Malesherbes se défend ici de céder à des préjugés de classe ; en réalité il ne leur fait qu'une légère concession ; il dira plus loin qu'il serait injuste de faire un sort privilégié aux gentilshommes.

rendue par un seul homme, mais encore « *c'est au magistrat de la police à juger si une famille mérite l'honneur de faire intervenir le nom du Roi dans une affaire qui la concerne* » ; Ainsi l'on a regardé comme humiliant d'être justiciable de la police, « *comme si personne devait être exempt de la justice établie pour la sûreté des citoyens et la tranquillité de la société* » !

Et comme les violences étaient presque toujours le fait de gens des classes élevées, ce sont précisément ceux contre qui les efforts de la police devaient être dirigés qui prétendaient ne pas s'y soumettre ! Il fallait à leur vanité des lettres de cachet, des ordres spéciaux du Roi...

Malesherbes ajoute qu'on a persisté à employer les ordres du Roi pour éviter de heurter les susceptibilités du Parlement, très jaloux de l'influence de la police. Craignant des conflits avec le Parlement, le magistrat du Châtelet a renoncé à donner des ordres de police et, excepté le cas des vagabonds et gens sans aveu, sa justice, tant préventive que correctionnelle, ne s'est plus exercée et ne s'exerce plus que par le moyen des ordres royaux. Tout cet aperçu historique démontre combien il est nécessaire aujourd'hui de renoncer aux lettres de cachet et d'instituer un tribunal de police qui juge sommairement et sans appel. Il importe seulement de fixer avec soin les limites qui séparent la justice correctionnelle de la justice criminelle.

Avant d'examiner comment la police pourra remplir son rôle après la suppression des lettres de cachet, Malesherbes demande des enseignements à la Hollande, qu'il a visitée, et à l'Angleterre qu'il connaît par ouï dire, et par la lecture de quelques ouvrages, notamment par ceux de Hume et de Blackstone.

En Hollande fonctionne un système de justice préventive ou correctionnelle analogue à celui qu'il préconise pour la France. Une seule chose est blâmable : la déportation à Batavia (« *Batavia d'où l'on ne revient jamais* ») et dans d'autres colonies d'un grand nombre de jeunes gens dissipés que la Compagnie des Indes embarque annuellement par ruse et par violence. Au demeurant la police d'Amsterdam est la meilleure du monde et, ce qui facilite sa tâche, c'est qu'elle dispose de l'appui et de la collaboration des habitants.

En Angleterre aussi la population prête main forte à la police, mais celle-ci est beaucoup moins bien faite, ce qui tient sans doute à la loi d'habeas corpus de 1679 à laquelle Malesherbes consacre un abondant développement historique, montrant qu'après des siècles de pouvoir arbitraire elle a réalisé le vœu profond du peuple anglais de voir protégée la liberté de l'individu.

Il existe d'ailleurs en Angleterre une justice préventive et une justice correctionnelle ; elles sont exercées par des juges de paix (« *conservateurs de la paix* ») très nombreux dans les comtés et qui ont le droit de faire incarcérer sur de simples soupçons tout individu qui

ne leur fournit pas une caution. Malesherbes expose longuement, d'après Blackstone, le fonctionnement de cette « *justice pécuniaire* » et n'a pas de peine à dénoncer tout l'arbitraire qu'elle recèle, bien que, dans la pratique, ces juges de paix abusent rarement de leur pouvoir.

A Londres, la police est très faible, et s'il ne se produit pas dans cette grande capitale de graves désordres, il faut en chercher la cause, dit-il, dans l'esprit national et civique des Anglais. La responsabilité de la police incombe pour une large part aux citoyens. En Angleterre, un simple particulier qui est témoin d'un crime est tenu d'arrêter le coupable ou tout au moins d'essayer de l'arrêter. Voit-on le peuple de Paris se faire l'auxiliaire de la police ? Bien au contraire, il est toujours porté à soutenir ceux que la police poursuit et traque. *Nous n'avons pas encore, nous Français, d'esprit public !*

D'ailleurs à Londres, toute la sollicitude de la police s'exerce en faveur du peuple (en est-il de même chez nous ?) et les Anglais ont le sentiment que tous les citoyens sont égaux aux yeux de la loi. Or, « *partout où il y a un gouvernement populaire, le peuple se croit obligé d'aller au secours de la justice, tandis que dans d'autres pays le peuple s'intéresse toujours à ceux qui sont poursuivis par la justice* ». On ne saurait donc songer à introduire en France le système de « *police populaire* » qui a cours de l'autre côté de la Manche, n'en déplaise aux anglomanes obstinés (38) : les deux nations sont trop différentes par leur caractère comme par leur passé historique.

Pour la police de Paris, désormais privée des lettres de cachet, le problème consistera à « *lui converser toute sa force et toute la célérité de ses opérations* », sans qu'elle verse dans le despotisme.

Pour atteindre ce résultat, Malesherbes propose de ressusciter dans les grandes villes et notamment à Paris la vie communale, c'est-à-dire de leur donner des municipalités élues régulièrement par tous les citoyens (39). Quand Paris aura des représentants authentiques qui seront consultés sur le choix des assesseurs de la police, le lieutenant de police aura des adjoints compétents et le tribunal qui relèvera de son autorité rendra une justice équitable, à l'abri des pressions et des influences.

Malesherbes n'ignore pas que la police n'a pas pour seules fonctions

(38) Ce n'est pas la seule fois que Malesherbes signale l'engouement de nombre de ses contemporains pour les institutions et les mœurs anglaises. Ainsi dans une lettre à Barbé de Marbois, intendant de Saint-Domingue, il écrit le 18 juin 1786 : « ...L'anglomanie, qui est à présent fort à la mode, échauffe toutes les têtes à Paris, pendant que j'entends dire qu'à Londres bien des gens sensés demandent la réformation de cette procédure criminelle qui a tant d'admirateurs en France. » (B.N. Fonds français, 12768.)

(39) Ici se place une critique très vive de la façon scandaleuse dont sont élus les magistrats municipaux de Paris. La municipalité que possède la ville de Paris est « une dérision » : le Prévôt des marchands n'est pas un bourgeois parisien, mais un intendant ; les échevins sont totalement inconnus, le secrétaire général et le greffier ont acheté leur charge, etc... Il faut, dit Malesherbes, changer tout cela et surtout n'écarter aucune classe de citoyens des charges municipales.

d'assurer la justice préventive et la justice correctionnelle ; d'autres tâches lui incombent, notamment celle de faire des règlements pour l'ordre public (règlements auxquels est attachée une sanction, amende ou prison) ; sur ce point il ne propose aucun changement ; il suffira, dit-il, de veiller à ce que la police ne fasse pas des règlements vexatoires ; mais c'est là une question qui touche au droit public (40).

Reste la province... c'est-à-dire toute la France sauf Paris. Il faut une police locale dans la plupart des villes du royaume, mais il faut aussi que ces villes aient une administration municipale élue.

Toutefois, à part quelques très grandes villes (Malesherbes cite Lyon et Bordeaux), la police ne sera pas appelée à rendre cette justice sommaire, préventive ou correctionnelle, qui est une nécessité pour Paris. Dans la plus grande partie du royaume, ce sera la justice criminelle qui, avec toutes les formes en usage, pourvoira à l'ordre et à la tranquillité publique. Tous les règlements de police qui seront faits devront être concertés avec le Procureur général au Parlement. Malesherbes ici s'attache à faire ressortir l'importance du rôle dévolu aux procureurs généraux : c'est uniquement de leur vigilance que dépend la sûreté et la tranquillité des provinces ; entre les procureurs généraux et les magistrats de police dans chaque ville doit s'établir une perpétuelle et fructueuse collaboration. (41)

Le *Mémoire sur les ordres du Roi* s'achève par un développement sur l'origine des lettres de cachet. Curieuse dissertation historique où Malesherbes se réfère à un certain nombre d'auteurs (Montesquieu, l'abbé Velly (42), Mezeray, le comte de Boulainvilliers (43), l'abbé de Mably, Villani (44)), qui tous ont montré par des faits que les rois de France ont souvent exercé personnellement la justice. « *Il me paraît évident, conclut-il, que la voie des exils et des emprisonnements par la seule volonté du Roi est un reste de ces temps où les rois comme les seigneurs rendaient eux-mêmes la justice criminelle [...]. Autrefois, le roi irrité ordonnait la mort de son sujet, aujourd'hui il ne fait*

(40) Malesherbes examine encore un certain nombre de questions de détail : l'action civile d'un particulier peut-elle être du ressort de la police ? Peut-il y avoir constitution de partie civile dans les affaires relevant de la police ? Peut-on donner à la police le droit de demander des cautions, comme cela se fait — il nous l'a dit plus haut — en Angleterre ? Un jeune magistrat qui aurait une conduite désordonnée devrait-il comparaître devant la justice correctionnelle ? Doit-on envisager la création d'un tribunal spécial pour juger de jeunes gentilshommes qui auraient commis des excès ? A propos de ces deux dernières questions, il formule un principe catégorique : *aucune classe de citoyens ne doit être exemptée de la loi commune* ; et il démontre que si un sort privilégié devait être réservé aux nobles coupables d'infractions, la police serait paralysée.

(41) Ici se place une apologie de la fonction du « ministère public » et une énumération des qualités éminentes qu'on doit exiger des procureurs, qualités très différentes de celles qui sont demandées aux juges.

(42) Auteur d'une *Histoire de France* dont les premiers volumes parurent en 1755. Malesherbes avait une prédilection pour cet historien (Cf. plus bas, chap. XIV.).

(43) Auteur d'une *Histoire de l'ancien gouvernement de la France, avec quatorze lettres historiques sur les Parlements et les Etats généraux* (1727).

(44) Historien italien (1276-1348) auteur d'une *Histoire de Florence*, qui fut continuée par son frère et son neveu.

plus que l'envoyer à la Bastille » et les lettres de cachet sont devenues *« une seconde justice criminelle »*.

Il ne faut pas oublier que ce long et capital *Mémoire sur les ordres du Roi* a été rédigé au début de la Révolution, au seuil de cette Assemblée Nationale à laquelle Malesherbes fait de fréquentes allusions et qui était sa grande espérance ; s'il l'avait écrit aussitôt après sa retraite du Ministère, en 1776, il n'y eût sans doute pas mis des vues aussi hardies, aussi démocratiques que celles que nous y trouvons ; il aurait peut-être été plus timide sur certains points ; peut-être n'aurait-il pas formulé aussi nettement, aussi catégoriquement le principe d'une justice égale et identique pour tous. Quoi qu'il en soit, nous avons cru qu'il était préférable d'en parler dès maintenant, sans attendre que la chronologie nous y invitât, d'abord parce qu'il l'annonce dans son testament ministériel de 1776, ensuite et surtout parce que ce long travail se rattache étroitement à l'une des plus importantes activités de ce premier ministère.

Mais ces temps barbares sont révolus et il ne reste plus qu'à en effacer tous vestiges :

« On voit que cette discussion historique ne conduit point à autoriser l'usage des ordres arbitraires ; il en résulte au contraire que le Roi mettra la dernière main à l'heureux changement introduit par les mœurs dans notre administration en renonçant aux exils et aux emprisonnements illégaux, comme ses prédécesseurs ont renoncé depuis longtemps à rendre eux-mêmes la justice criminelle ».

CHAPITRE II

MALESHERBES APRES SA RETRAITE DU MINISTERE

LE MEMOIRE SUR LES AFFAIRES DE RELIGION

LA DEFENSE DE BAVILLE : CONTROVERSE AVEC D'ALEMBERT

Malesherbes n'abandonne pas ses projets concernant les protestants. — Un mémoire confidentiel à Séguier, qui explique bien des choses. — Une lettre de Maurepas. — Le Mémoire sur les Affaires de religion (1776). — Le Mémoire sur le mariage des protestants fait en 1779. — Bâville, grand-oncle de Malesherbes, mérite-t-il sa réputation de bourreau des protestants ? — Malesherbes en conflit avec d'Alembert. Les deux lettres-mémoires sur Bâville. Travaux de Malesherbes sur la guerre des Camisards. Matériaux accumulés en vue d'une histoire des protestants français depuis l'Edit de Nantes.

Malesherbes avait dû quitter le Ministère sans avoir pu mener à bien les deux entreprises qu'il avait à cœur : la suppression des lettres de cachet, l'octroi d'un état-civil aux protestants. L'échec de la seconde, surtout, lui était douloureuse. Il sentait que, malgré la prudence qu'il s'était imposée (notamment à l'égard de Lecoigneux de Marcillac et de Paul Rabaut) et qu'il s'imposait encore ⁽¹⁾, la réputation qu'on lui avait faite depuis longtemps d'être dévoué à la cause des protestants était une des principales raisons de son échec. A tort ou à raison il avait été suspecté d'un trop grand zèle libéral dans

(1) En voici la preuve. Bétrine, pasteur de La Rochelle que Malesherbes avait vu à son passage dans cette ville au mois de juin (aussitôt après son départ du Ministère il s'était mis à voyager), lui écrit le 1^{er} juillet pour lui rappeler la conversation qu'ils ont eue. A cette lettre Malesherbes répond le 23 juillet : « Je crois voir, Monsieur, par la lettre que je viens de recevoir de vous que vous vous adressés à moy comme si je pouvois avoir quelque influence sur les partis que prendra le gouvernement. Il faut que vous m'ayés bien mal entendu ou que je me sois bien mal expliqué dans toute la conversation que nous avons eue et il est nécessaire de vous détromper dans les termes les plus formels. Je vous assure donc que je suis le particulier du royaume le plus inutile. Ce n'est qu'en cette qualité que j'ay pu vous laisser voir quelque chose de ma façon de penser personnelle sur votre situation, et ce serait vous rendre un très mauvais service que de vous laisser croire que mes paroles eussent plus d'importance qu'elles n'en ont réellement. » Cette lettre qui rétracte en quelque sorte une conversation jugée imprudente, Malesherbes ne l'envoie même pas directement : il la fait passer par le marquis de Latouche, commandant de la marine à Rochefort ; c'est ce que nous apprend un billet adressé à ce Latouche, lequel avait déjà servi d'intermédiaire pour faire passer la lettre de Bétrine. — A son passage à Rochefort, en juin, Malesherbes devait voir un autre protestant, nommé Dangirard, qui lui était recommandé par un ami de Chef-Boutonne ; mais il ne put le rencontrer.

cette affaire comme dans plusieurs autres. Et finalement il avait été peut-être plus nuisible qu'utile à ceux qu'il entendait servir. C'est ce qui résulte d'un mémoire assez amer qu'il adressa à son ami Séguier, de l'Académie de Nîmes, le 10 juin 1776, véritable confidence d'un caractère singulièrement émouvant et qui nous donne l'explication de sa retraite prématurée.

Dans une lettre d'envoi dont l'intérêt n'est pas négligeable, Malesherbes expliquait à Séguier les raisons pour lesquelles il lui adressait ce document. Il avait avoir été contraint, durant son ministère, de se tenir sur une prudente réserve à l'égard de Lecointe de Marcillac, auquel il n'avait pu faire que « *des réponses assez vagues* » et surtout de Paul Rabaut, parce que celui-ci était « *regardé comme le chef des protestants en Languedoc* ». Et pourtant ces deux hommes lui « *inspiraient une grande confiance* ». Il priait donc Séguier de donner lecture à l'un et à l'autre du mémoire joint à sa lettre mémoire qu'il avait « *fait copier par quelqu'un de très sûr* » et il lui recommandait de ne pas leur en laisser prendre copie. C'est la minute autographe de ce mémoire que nous avons trouvée dans les papiers de Malesherbes (2) et que nous reproduisons ci-après (3) :

« Je crois que les protestans sont dans l'erreur à plusieurs égards sur l'état actuel de leurs affaires et qu'il est nécessaire de les détromper.

« Ils sont persuadés dans plusieurs provinces qu'on va incessamment changer leur état. Ce bruit s'est répandu dès l'avènement du Roy ; je sais qu'il fut encore renouvelé quand j'ay succédé à M. de La Vrillière. J'ay été singulièrement flatté de leur avoir inspiré cette bonne opinion de moy, mais en même tems j'en ay gémi parceque je crois fâcheux et même dangereux que de pareils bruits s'accréditent quand ils ne sont pas fondés.

« Parmi un grand nombre d'hommes il y a toujours des imprudens. L'espérance d'un prochain changement les porte à des démarches inconsidérées dont les zélés intolérans profitent pour rendre suspects tous ceux de la même religion et mettre un obstacle de plus aux bonnes dispositions de ceux qui voudroient les servir. Je leur ay fait donner cet avis indirectement pendant que j'estois en place, je le donne aujourd'hui plus ouvertement parceque ma façon de penser n'étant plus que celle d'un particulier je n'ay aucun motif pour la dissimuler.

« Voicy donc quelle est leur position. Le roy aime la justice et suivant moy c'est d'une justice évidente de donner un état certain dans le royaume à des sujets du roy à qui on défend de s'expatrier, quelque religion qu'ils professent. Voilà ce qui doit leur donner de l'espérance sur l'objet le plus intéressant qui est celuy de la légitimité de leurs mariages, car je ne parle icy ni du culte public ni des temples.

« Mais en même tems le roy et son conseil actuel pensent que cette affaire

(2) Archives de Tocqueville, L. 123.

(3) Séguier répondra le 17 juillet : il n'a communiqué le mémoire qu'à « son ami » Marcillac, l'autre personne (Paul Rabaut) « ne lui a pas paru assez circonspecte pour lui confier ce qu'il voulait lui dire ». Il remercie Malesherbes de sa confiance. Malesherbes répond en quelques lignes le 27 juillet : il s'en rapporte à Séguier.

est très difficile, qu'elle pourroit avoir des suites facheuses qu'il faut prévoir et prévenir, en un mot qu'avant de se déterminer il faut faire bien des réflexions et prendre bien des conseils. C'est au moins la réponse qui m'a toujours été faite et je vous avoue que j'ay cru m'apercevoir que ces instances réitérées n'ont fait que diminuer la confiance qu'on auroit pu avoir en moy sur cet objet. Il est vraisemblable que ceux qui ne pensent pas comme moy m'ont fait regarder comme un homme qui avoit cette affaire tellement à cœur qu'il pourroit y engager le roy trop légèrement et qu'il falloit être en garde contre luy. Ainsi j'aurois mieux fait de ne pas laisser voir si promptement ma façon de penser et d'attendre les circonstances favorables pour la faire réussir.

« Je ne vous dissimulerai pas que cette position où je me suis trouvé tant sur l'affaire des Protestans que sur quelques autres est ce qui m'a principalement déterminé à ma retraite. Je sais qu'on l'a attribuée uniquement à mon amour pour les lettres, la vie particulière et la liberté. Il est vrai que j'ay toujours eu un grand amour pour la liberté et nulle ambition. Mais cette prétendue philosophie seroit bien coupable si j'avois pu me croire utile à l'administration et que je m'y fusse refusé.

« Dans le fait je ne suis entré dans le ministère que malgré moy par un ordre exprès du roy et avec sa parole aussi expresse qu'il ne m'obligeroit pas d'y rester plus de six mois. Je ne me croyois pas les talens et les connoissances nécessaires pour l'administration, n'y ayant jamais été employé et ne me croyant pas l'heureux don de scavoir subitement et comme par inspiration quand je serai en place tout ce que j'avois ignoré auparavant.

« Il est seulement quelques matières importantes sur lesquelles j'avois une façon de penser très décidée, et l'affaire de la religion protestante est de ce nombre. Mais il m'estoit aisé de prévoir que ma présence au Conseil ne feroit pas adopter mes principes et je pouvois d'autant moins m'en flatter que par le département que le roy a voulu me confier ce n'estoit pas moi qui en estois chargé.

« Cécyl, Monsieur, est une autre erreur dans laquelle sont les protestans et dont il faut les détromper. Ils ont compris peut être sur la foi de l'Almanach royal que j'avois dans mon département les affaires générales de la religion prétendue réformée et ils croient que c'est à présent mon successeur qui en est chargé, puisque M. de Marcillac me demande une recommandation pour luy. Ce qui a donné lieu à cette énonciation de l'Almanach est que réellement la ferme ou régie des biens des religionnaires fugitifs pour tout le royaume est attachée au département que j'avois. Mais toutes les autres affaires des protestans ne me concernaient pas plus que les autres secrétaires d'Etat. Chacun en est rapporteur suivant que la province d'où elles viennent est de son département. Mais s'il estoit question de prendre un parti général sur le sort des protestans il faudroit faire une loi et ce seroit M. le Garde des Sceaux chargé de la confection des loix que cela regarderoit. Ce seroit donc à lui qu'il faudroit s'adresser et en même tems au ministre qui a la principale confiance du roy dont le suffrage seroit absolument nécessaire. Voilà peut-être pourquoy mes démarches sur l'objet en question ont été moins bien accueillies. On aura regardé comme un zèle déplacé d'insister à plusieurs reprises sur une grande opération dont je n'estois pas spécialement chargé et sur laquelle le roy ne me demandait pas mon avis.

« J'ay cependant demandé au roy en quittant Versailles la permission

de luy donner par écrit ma façon de penser sur plusieurs affaires qui avoient été de mon département. Il me l'a accordée et j'en ay profité pour luy envoyer un long mémoire sur l'affaire de la religion protestante et j'ay pris la liberté de lui prouver que lorsque j'étois en place on pouvoit concevoir une jalousie trop naturelle aux ministres de ce que je voulois me mesler des affaires des autres et peut-être attribuer l'empressement que je marquois à la petite ambition de me faire un nom à leur préjudice, mais qu'après ma retraite ces jalousies et ces suspicions ne peuvent plus avoir lieu, ainsi que c'est le vrai moment de prendre cette affaire en considération puisque toute la gloire en sera au roi luy-même et aux ministres qui restent dans le conseil. Je ne sçais point quel sera le succès de cette dernière démarche, mais c'est tout ce que j'ai pu faire ».

Dans une demi-page qui suivait et qui a été biffée (4), Malesherbes disait qu'il croyait inutile et même nuisible de déférer au vœu de Lecoinge de Marcillac qui le pria de le recommander à son successeur Amelot. Malesherbes déclare ignorer les principes d'Amelot sur cette matière : Marcillac, s'il le désire, n'aura qu'à s'adresser directement à lui et à Maurepas par les mêmes voies qu'il utilisait pour s'adresser naguère à lui Malesherbes. « *Quant à moy, ajoute-t-il, depuis la retraite de M. Turgot, je ne connais personne au Conseil sur qui je puisse avoir un grand crédit, et en général ce seroit mal connoître les hommes que de croire que la recommandation d'un ministre retiré soit la meilleure auprès des ministres en place* ».

..

Dans le mémoire confidentiel qu'on vient de lire, Malesherbes disait qu'il avait obtenu du roi en quittant Versailles « *la permission de lui donner sa façon de penser par écrit sur plusieurs affaires qui avaient été de son département* ». Il ne s'en priva point et n'attendit pas longtemps pour le faire. Dès le 11 juin, c'est-à-dire à peine un mois après son départ du Conseil, Malesherbes avait déjà adressé au roi deux travaux dont l'un au moins était entièrement consacré aux affaires religieuses. Nous en avons la preuve par la lettre suivante de Maurepas, qui, en sa qualité de premier ministre, était le trait d'union nécessaire entre Louis XVI et Malesherbes, lettre pleine de paroles aimables, mais écrite avec circonspection, et qui ne laisse point à Malesherbes grand espoir en un aboutissement rapide de ses projets.

A Marly, le 11 juin 1776.

J'ai reçu, Monsieur, et ai lu avec beaucoup d'attention le dernier mémoire que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer ; je l'ai trouvé digne de vous

(4) Mais l'essentiel en a été reporté presque intégralement dans la lettre d'envoi à Séguier.

et très conforme à ma façon de penser surtout pour le premier article qui regarde le jansénisme (5), et je suis persuadé que l'on ne peut suivre un meilleur plan ; à l'égard des protestants, vous savez que nous en avons parlé plus d'une fois. Je pense que si l'on veut prendre ce parti il n'y a pas de meilleur moyen que celui que vous proposez ; mais il me reste toujours une crainte qu'après avoir fait ce premier pas qui constate et rend publique la séparation, ils ne s'autorisent à faire de nouvelles demandes et principalement celles d'un culte public dont le refus pourrait attirer des mouvements et des troubles. J'en ai parlé et j'en parlerai encore à M. de Périgord qui doit connaître mieux que personne leurs dispositions et qui, comme vous savez, n'est pas par lui-même ni vif ni intolérant. Lorsque j'eus l'honneur de vous écrire, le Roi n'avait point vu encore votre premier mémoire (6), il l'a lu et en a été si content qu'il m'a ordonné de le remettre à M. Amelot pour qu'il en tirât copie pour ce qui peut regarder son département, et m'a dit, en même temps, de lui rendre l'original qu'il voulait garder ; c'est ce que je ferai à mon premier travail en lui portant aussi la seconde partie que je l'exhorterai à lire avec attention.

Quant au temps où on pourra en faire usage, c'est sur quoi je ne puis rien dire. Vous avez éprouvé vous-même ce que c'est que la rapidité du courant qui entraîne tout et vous connaissez d'ailleurs les autres obstacles qui s'opposent aux meilleures résolutions, mais je crois pouvoir vous répondre que le Roi recevra avec plaisir tout ce qui viendra de votre part, et que ce qui ne porte pas de fruit dans un temps peut le porter dans un autre.

Recevez, Monsieur, les assurances de l'inviolable attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être...

Maurepas. (7)



Le mémoire dont Maurepas accuse réception à Malesherbes et dont « le premier article regarde le jansénisme » n'a jamais été imprimé, mais une copie et un brouillon autographe nous en sont parvenus (8) ; il porte le titre de *Mémoire sur les affaires de religion* (9) ; il nous livre

(5) Il s'agit sans aucun doute du *Mémoire sur les affaires de religion*, que nous analyserons plus loin.

(6) De quel mémoire s'agit-il ? Très certainement du mémoire d'ordre général où Malesherbes traitait des principaux « objets qui avaient concerné son administration », ainsi qu'il l'indique formellement dans le préambule du *Mémoire sur les affaires de religion*. C'est le « testament » que nous avons analysé au précédent chapitre.

(7) *Archives de Tocqueville*, L. 123 (signature autographe).

(8) *Mémoire sur les affaires de religion*, Archives Nationales H. 1639. Copie. Il comporte six cahiers. Sur la feuille de couverture on lit l'indication suivante : « Ce mémoire est de Lamoignon de Malesherbes. Il est le second que ce ministre ait composé sur la même matière mais, comme il l'assure lui-même, le premier traitant en même temps de tous les autres objets de son administration, il consacrait le second à développer ce qu'il n'avait annoncé dans l'autre qu'en termes généraux. » Malesherbes dit en effet expressément dans le préambule : « Le Roi m'ayant permis lors de ma retraite de lui présenter mes réflexions sur les objets qui ont concerné mon administration, j'ai cru devoir consacrer les premiers moments de mon loisir à lui démontrer cette vérité et j'y insiste d'autant plus fortement que je crois ce moment plus favorable qu'aucun autre pour exécuter ce projet. C'est ce que j'ai annoncé au Roi en termes généraux dans un premier mémoire que j'ai pris la liberté de lui adresser à lui-même et c'est à développer cette idée que celui-ci sera destiné ».

(9) Dans les fréquentes allusions qu'il y fait, Malesherbes intitule plutôt ce mémoire : *Mémoire sur les troubles de religion*.

la pensée profonde de Malesherbes sur le grave problème des rapports de la religion et de l'Etat, et témoigne du souci qu'il a d'apporter des solutions à trois questions dont deux soulevaient encore les passions et dont la troisième était d'une actualité brûlante : le *jansénisme*, les *Jésuites*, la *condition des protestants*. Etude à la fois ample et fouillée, et d'une admirable hauteur de vues, dont à défaut de la publication intégrale qu'elle mériterait, nous nous bornerons à dégager le sens et de reproduire les passages essentiels.

Il existe, affirme Malesherbes en commençant, trois causes actuelles de troubles en France : la question des Jansénistes, la situation des Jésuites, les affaires de la religion protestante. Les deux premières sont d'ailleurs connexes.

En ce qui concerne les Jansénistes, Malesherbes pose d'abord le problème : les jansénistes veulent obliger les évêques et les prêtres à les traiter en catholiques et il y en a qui s'y refusent par un motif de religion que l'autorité souveraine ne peut pas toujours vaincre.

Le problème le plus délicat est celui des sacrements. Malesherbes dénonce l'abus d'autorité de certains évêques qui, après avoir admis une personne aux sacrements pendant le cours de son existence, les lui refusent arbitrairement au moment de sa mort et feignent de s'apercevoir alors qu'elle est hérétique. Ainsi l'on fait subir à ce mourant les effets d'une excommunication qui n'a pas été prononcée. La puissance ecclésiastique est juge en matière de sacrement, mais il faut qu'elle juge et non qu'elle procède à des actes d'autorité arbitraire.

De cet arbitraire, Malesherbes cite plusieurs exemples :

« Je sais, dit-il, que plusieurs évêques demandent et obtiennent continuellement des ordres du roi contre les jansénistes, et dans le peu de temps que j'ai été dans le ministère, j'ai vu plusieurs demandes de ce genre dont j'ai été indigné et dont le roi a dû l'être ».

Ainsi l'on a demandé une lettre de cachet contre un malheureux prêtre « *appelant* » de quatre-vingt un ans, affligé d'une maladie qui exigeait des soins constants ; un autre évêque s'est opposé à la révocation d'un exil qui avait déjà duré cinq ans et qui avait été prononcé sur sa simple demande contre un ecclésiastique qui n'était même pas noté pour jansénisme et contre lequel on ne pouvait articuler aucun grief valable. « *J'ai obtenu du Roi de révoquer cet ordre, mais je n'ai pas été aussi heureux dans d'autres occasions. Ainsi — continue Malesherbes —, j'ai représenté inutilement au Roi qu'il existe dans Paris plusieurs maisons hospitalières destinées par la piété éclairée de leurs fondateurs à secourir les malades et les pauvres, et que ces établissements inspirés par la religion et par l'humanité languissent et sont sur le point de périr parce qu'on a prétendu que les religieuses à qui ils sont confiés ne sont pas assez soumises à la Constitution Unigenitus...* »

Malesherbes s'élève avec vigueur contre l'injustice de tels actes d'autorité qu'on dit nécessaires pour le maintien de la religion :

« Je soutiens au contraire que c'est ce qui perpétue la secte, et que, tant qu'il y aura des persécutions exercées pour cause de jansénisme, il y aura nécessairement des jansénistes. Saint Augustin avait déjà dit que le sang des martyrs était la semence des chrétiens, je le vois encore sous mes yeux ».

Cette rigueur est d'ailleurs absolument contraire aux vrais principes du christianisme.

De même qu'il a plaidé en faveur des jansénistes, de même, avec une haute impartialité, Malesherbes n'hésite pas à intercéder en faveur des malheureux ex-jésuites qui se trouvent privés totalement ou partiellement des droits du citoyen, et même de leur liberté, ainsi que des fonctions du sacerdoce. Qu'on les tienne éloignés de la Cour, mais qu'on leur rende leurs droits de citoyens et de prêtres ! D'ailleurs les Jésuites, si redoutables quand ils constituaient dans les Etats du Roi une sorte de nation étrangère, ne le sont plus maintenant, mais en les réduisant au désespoir on les contraint de se livrer à l'intrigue.

« En rendant justice en même temps aux uns et aux autres (Jésuites et Jansénistes), le Roi forcera les deux partis de convenir qu'il ne cède à aucune intrigue, qu'il n'agit que par raison et avec impartialité, *et on ne dira pas non plus que cette double tolérance vient d'indifférence pour la religion dans le moment où les ministres soupçonnés de ce sentiment viennent de sortir du Conseil* ». (10)

Bien plus grave encore et plus urgent à résoudre est le problème posé par la situation des protestants dans le royaume.

A l'inverse des Jansénistes, les protestants ne demandent rien aux évêques ; il n'y a donc pas à faire intervenir ceux-ci dans l'affaire. D'ailleurs c'est une illusion de croire qu'on pourrait obtenir du clergé en corps une délibération favorable aux protestants.

Dans le baptême et le mariage, distinguons le sacrement et l'acte d'état-civil.

« Le curé tient sa mission de Dieu pour admettre l'enfant dans l'Eglise et pour consacrer et rendre légitime devant Dieu l'union de deux futurs époux, et il tient sa mission du Roi et de l'Etat pour constater par les registres du baptême de qui l'enfant est né et par ceux du mariage que le père et la mère ont été unis par les liens légitimes et indissolubles et non par un simple concubinage, ce qui est nécessaire suivant les lois civiles pour que les enfants puissent succéder à l'état, au rang et aux biens de leurs parents ».

Ainsi, à l'égard de la fonction civile, le curé n'est qu'un témoin

(10) C'est nous qui soulignons cette remarque hautement significative.

légal. Mais il est extrêmement difficile d'exiger des ecclésiastiques qu'ils dissocient le contrat civil du sacrement :

« On n'empêchera jamais un prêtre, dont le zèle n'est pas éclairé, de refuser son ministère en alléguant la loi de Dieu supérieure aux lois des hommes. Il faudra punir, et il est bien fâcheux d'avoir à punir ceux qui ont agi d'après leur conscience. »

Que faut-il donc faire ? C'est ici que Malesherbes entreprend d'examiner « *le parti que le Roi doit prendre suivant la religion et la saine politique* ».

Après avoir déclaré funeste la Révocation de l'Edit de Nantes, il montre l'inutile rigueur des mesures qu'elle comporta et qu'elle entraîna ; les protestants, exclus des places et fonctions publiques, exclus pratiquement de l'état militaire par l'établissement de l'ordre de Saint-Louis, ont été réduits à une véritable mort civile parce qu'en France l'état de citoyen n'est constaté que par une attestation publique du sacrement du mariage et de celui de baptême, et que les protestants, privés de leurs ministres, ne peuvent plus nommer celui par qui le sacrement leur a été administré (Malesherbes oublie d'ailleurs que le mariage n'est pas un sacrement dans la religion réformée).

Quelles sont donc les mesures à prendre si l'on veut remédier à cette condition déplorable ? Malesherbes ne recommande nullement de rendre aux protestants leurs places de sûreté, leurs consistoires, ni les chambres imparties dans les tribunaux, ni aucune des dispositions de l'Edit de Nantes qui offraient le grand inconvénient de faire des protestants une nation séparée et distincte. Il n'est pas d'avis non plus de rétablir les temples et les cultes publics, ni d'autoriser les assemblées nombreuses, ni d'ouvrir aux réformés l'accès aux magistratures, si ce n'est toutefois aux magistratures municipales (d'ailleurs dans un grand nombre de localités il y a trop peu de catholiques pour que l'on puisse évincer les protestants des fonctions municipales). Quant à la méthode qui consiste à enlever les enfants à leurs parents, il demande qu'on n'en use qu'avec d'infinies précautions ; il faut « *distinguer entre les enfants qui n'ont pas encore atteint l'âge de raison et ceux qui, ayant atteint cet âge, quoique mineurs, peuvent dire vraisemblablement qu'ils aspirent à être catholiques par conviction et qu'ils demandent à être affranchis de la tyrannie de leurs parents* ». En règle générale, « *il est contre la loi naturelle d'ôter aux parents l'éducation de leurs enfants ; le Roi ne pourrait se porter à ce parti violent que par l'espérance d'opérer la conversion générale des protestants de son royaume, et puisque la chose est impossible il ne doit point [...] faire violence à la puissance paternelle* ».

Reste la question des ministres. « *Je ne pense pas qu'il faille les reconnaître publiquement ni leur laisser prendre l'état, le titre, la*

qualité de ministre ; je crois qu'il faut révoquer les lois menaçantes portées contre eux en se réservant de les faire punir suivant les lois s'ils le méritent, non pas pour avoir été ministres, mais pour les troubles qu'ils auraient excités ou pour leur manque de respect à la religion catholique, comme en pareil cas on punirait des rabbins qui auraient fait les mêmes fautes ». L'administration doit se réserver le soin de connaître et de surveiller les ministres.

Malesherbes aborde maintenant le problème capital et urgent, celui des baptêmes et des mariages.

1°) Baptêmes. - En vertu de la Déclaration de 1724, les protestants sont invités à faire baptiser leurs enfants dans les églises des paroisses où ils demeurent ; ils ne le font généralement pas, et cela avant tout parce que les curés donnent à ces enfants la qualification d'enfants illégitimes.

« J'ai porté cette question au Conseil des Dépêches le 10 mai 1776 et il a été décidé que la conduite des curés à cet égard était répréhensible, parceque n'est point à un curé à discuter de la légitimité des enfants qu'on lui présente ni de la validité du mariage de leurs père et mère. Il administre le baptême en tant que prêtre, mais il ne tient son registre que comme témoin. *C'est le propre terme dont on s'est servi au Conseil et que le Roi lui-même a approuvé [...]* ⁽¹¹⁾ J'ai été chargé d'écrire dans ces principes à l'évêque et à l'intendant de La Rochelle. ⁽¹²⁾ On m'a cité des arrêts de différents parlements et notamment de celui de Paris conforme à cette décision du Conseil ».

Cependant la question n'est pas close et il reste encore beaucoup de difficultés pour les protestants scrupuleux qui ne veulent pas faire paraître leurs enfants à l'église catholique ; enfin le problème des baptêmes est subordonné à celui des mariages.

2°) Mariages. - Malesherbes pose d'abord le principe qu'il ne faut pas songer à faire marier les protestants par des prêtres catholiques. Il ne faut même pas les forcer à entendre une exhortation, « *cérémonie toujours inutile et qui dégénérerait quelquefois en indécence* ».

Il ne faut pas non plus réserver au curé seul l'inscription sur les registres, puisqu'il ne fait en cela que fonction civile : le roi peut également en donner la mission à un laïque.

Voici donc la solution proposée :

« Il n'y a donc qu'à opter entre deux partis : l'un de faire constater le mariage des protestants par le ministre qui les a mariés et qui tiendra un registre public comme avant la Révocation de l'Edit de Nantes ; l'autre de distinguer l'administration du sacrement de la tenue du registre. Les mariés, au sortir de la célébration, viendront déclarer leur mariage au juge du lieu qui tiendrait le registre. Ce serait aussi en l'auditoire du juge que se ferait la publication des bans, ce serait lui qui recevrait les oppositions et ce serait en son tribunal qu'il y serait statué au lieu du tribunal de l'officialité. Or

(11) Souligné par Malesherbes.

(12) On a lu ces lettres plus haut (1^{re} partie, chap. XV, 2).

entre ces deux partis je ne balance pas à opiner pour le dernier, me conformant en cela à l'esprit même de la Révocation de l'Edit de Nantes et de toutes les lois qui ont été rendues contre les protestants, dont un des objets principaux a toujours été de ne point accorder aux protestants un état public, une trop grande autorité, une espèce de magistrature sur tous les protestants du royaume, vue que je crois très sage et dont il ne faut point s'écarter ».

Après avoir réfuté quelques objections possibles (des catholiques n'useraient-ils pas du même moyen pour se soustraire aux cérémonies de l'Eglise?... les protestants ne seraient-ils pas enhardis par ces mesures au point de réclamer des temples et un culte public?... les conversions ne seront-elles pas rendues plus rares et plus difficiles?... ne reviendra-t-il pas en France trop de réfugiés de l'étranger?), Malesherbes va, comme il le dit, « remonter aux grands principes », et ici le ton se fait éloquent et pathétique, alors que, lorsqu'il traite ces questions, il demeure presque toujours dans le style de l'argumentation froide et posée :

« Il est barbare de condamner des milliers d'hommes à une espèce de mort civile pour avoir professé la religion de leurs pères, pour n'avoir pas sacrifié leurs croyances à des considérations humaines et ce qui est contraire à l'humanité ne peut pas être ordonné par la religion.

« Or si la religion ne s'oppose point à la tolérance qui leur est due par la loi naturelle, il est permis au Roi d'y joindre la considération du bien de son royaume, d'une part le tort irréparable qu'a causé la Révocation de l'Edit de Nantes sur lequel il n'est pas possible de s'aveugler (13), d'autre part la tranquillité dans laquelle ont resté ces protestants pendant tout le temps où on ne les a pas persécutés, c'est-à-dire depuis le cardinal de Richelieu jusqu'à la malheureuse année 1685, malgré les troubles de la minorité de Louis XIV, quoiqu'on affecte de les peindre aujourd'hui comme une secte si redoutable ».

Après ces hautes considérations, Malesherbes va mettre sous les yeux du Roi trois réflexions importantes :

1°) Il n'est pas possible que le Roi ne soit pas touché par la façon de penser générale. Ce n'est pas à dire, précise Malesherbes, que les suffrages soient unanimes sur le parti à prendre concernant la religion protestante, loin de là ! Mais « *j'ose attester au Roi que parmi les gens de différents états, de différents caractères, de différents principes sur les matières de religion et de gouvernement que j'ai vus dans ma vie, je n'ai trouvé presque personne, sans excepter quelques ecclésiastiques les plus zélés, qui ne convînt dans les conversations particulières qu'il était nécessaire d'assurer dans tout le royaume l'état-civil des protestants* ». Certes, il règne une grande diversité

(13) On remarquera que Malesherbes qui condamne si énergiquement — ici et dans d'autres textes — la Révocation, n'hésite pas, comme il le fait plus haut, à s'appuyer sur la Révocation tantôt pour montrer qu'en 1685 on ne prétendait pas laisser les protestants sans état-civil, tantôt pour affirmer qu'il ne veut pas lui non plus, donner aux protestants une place à part dans la nation.

d'opinions sur les moyens à employer, sur la forme à donner aux mariages et aux baptêmes, mais *« après bien des débats, j'ai toujours entendu avouer que, puisqu'on ne peut plus espérer les convertir et que les plus zélés n'oseraient proposer de les chasser tout à fait du royaume, il faut nécessairement leur y donner un état certain comme aux autres citoyens »*.

2°) L'autorité de Louis XIV est toujours d'un grand poids. *« Mais je prétends que ce que je propose au Roi aujourd'hui n'est pas si contraire qu'on le croit aux vrais principes de Louis XIV »*. (14)

La grande erreur de Louis XIV a été de croire que la conversion des protestants était générale. On n'appelait plus les protestants que *« les nouveaux convertis »* et c'est sous ce prétexte qu'ils ont été longtemps traités comme des relaps. C'est là, affirme Malesherbes, une vérité historique : *« J'en ai, dit-il, une connaissance personnelle, j'ai eu entre les mains la correspondance suivie pendant plusieurs années par un des hommes qui ont joué le plus grand rôle dans ces affaires, avec un frère à qui il ne cachait rien de ce qu'il pensait (15) et j'y vois qu'il dit sans cesse à son frère que ce n'est qu'une affaire très courte, qu'on en viendra à bout par une rigueur continuée pendant quatre ou cinq ans, qu'il restera tout au plus quelques hérétiques obstinés pendant la génération présente, mais que dans la suivante il n'en existera plus et que Louis XIV aura la gloire d'avoir anéanti l'hérésie en France »*.

« Telle était l'erreur énorme du grand roi et de ses ministres. Il existe aujourd'hui, près d'un siècle après, en France, presque autant de protestants que de son temps, à l'exception de ceux qui se sont expatriés. Or, « ce n'est point aller contre les principes de Louis XIV que de faire ce qu'il aurait sans doute fait lui-même s'il eût prévu que l'opération violente qu'il commençait ne serait pas plus avancée qu'elle ne l'est en 1776 ». (16)

3°) Ce n'est pas seulement pour des motifs religieux, c'est aussi pour des motifs politiques que Louis XIII et Louis XIV ont attaqué avec tant de force la religion protestante. *« Sans ce puissant motif on peut bien croire que le Cardinal de Richelieu surtout ne se serait pas fait plus de peine de laisser les protestants tranquilles en France que de les protéger ouvertement chez les puissances étrangères »*. (17)

On voulait extirper la secte afin qu'elle ne constituât point un corps de nation *« prêt à combattre la puissance royale et à se liguier en cas de nécessité avec les ennemis de l'Etat »*. Or, la loi qui rend

(14) Il ira plus loin dans les mémoires de 1786, puisqu'il s'efforcera de démontrer que l'octroi de l'état-civil aux protestants est entièrement conforme à la véritable pensée de Louis XIV.

(15) Il s'agit de Lamoignon de Bâville, grand-oncle de Malesherbes et de son frère, le Président de Lamoignon (cf. plus loin, p. 431).

(16) A défaut de la lettre de Maurepas, cette phrase suffirait à dater ce mémoire.

(17) Cette phrase est soulignée deux fois dans le manuscrit.

nuls les mariages des protestants et qui enlève la légitimité à leurs enfants va précisément à l'encontre de ce grand dessein politique. Pour s'en rendre compte, il suffit d'analyser l'état des protestants en France. « *La propriété de leurs biens, la noblesse de ceux qui y sont nés ; l'existence civile de tous ne leur est assurée que par des actes clandestins et illégaux que les juges du royaume ne peuvent pas reconnaître* ». Il en résulte qu'ils se créent des juges à eux, qu'ils résolvent leurs différends par des arbitrages entre eux, qu'ils ont des assemblées où ils délibèrent sur les intérêts de leur religion. Qu'est-ce à dire, sinon qu'on les force à former une nation étrangère au milieu de la France, ce que précisément l'on voulait éviter ? Cette nation étrangère a des chefs, reconnus et respectés, avec qui les intendants et administrateurs doivent compter, des chefs qui connaissent exactement la force de leur parti ; ils ont fonction de calmer et de contenir leurs troupes, mais s'il se produisait un mécontentement général, ce serait à eux que cette nation tout entière se rallierait puisqu'elle est accoutumée à reconnaître leur autorité. Si l'on rend aux protestants l'état-civil, ils ne seront plus qu'une *nation dispersée*, au lieu qu'ils sont à présent une *nation réunie*.

Pour finir, Malesherbes formule quelques observations sur les différents avis que le Roi pourra prendre dans cette affaire, ou plus exactement sur ceux qu'il ne devra pas prendre.

Les évêques ? Ils feront commettre au Roi une faute capitale en lui proposant de faire concourir le clergé aux mariages et aux baptêmes des protestants.

« *Il n'est aucun corps qui consente à être inutile dans une grande affaire, et presque aucun particulier qui ne prenne plus ou moins l'esprit de son corps* (18) Ce qui rendra au contraire l'opération facile, ce sera d'en écarter absolument le clergé.

« Le Roi ne doit consulter les ecclésiastiques en qui il a le plus de confiance que sur un seul point : savoir s'il peut en conscience donner un état-civil aux protestants quand il est démontré que la rigueur n'opérera jamais leur conversion. Cette question de conscience, une fois résolue (et je doute qu'aucun évêque raisonnable et de bonne foi puisse lui répondre négativement) le Roi n'a plus rien à demander à aucun évêque ». (19)

Il faut éviter aussi de demander conseil à ceux qui sont négociateurs par état et par goût. Il faut enfin... se garder des magistrats importants. « *J'ai toujours remarqué, dit Malesherbes, que les plus habiles hommes de cet état ne perdent jamais une occasion de faire parade de leur érudition et de la profondeur de leur logique lors même qu'elle est inutile, et j'ai vu rarement un très savant magistrat prendre dans une affaire d'Etat le parti le plus simple, et comme je crois que dans celle-ci le parti le plus simple est le meilleur, je me défie de leurs suffrages* ».

(18) C'est nous qui soulignons cette profonde maxime

(19) C'est Malesherbes qui souligne.

Après avoir déclaré que le sentiment de son siècle est préférable à celui même des plus hautes autorités du siècle précédent, après avoir opposé le tolérant d'Aguesseau (père du Chancelier) (20) à l'intolérance des Berwick, des Bâville, des Fléchier et même du Cardinal de Fleury (21), Malesherbes conclut fermement à la nécessité de faire constater dans un registre tenu par un juge civil le mariage et la naissance des protestants.

*
**

Au cours des années qui vont suivre, la question de la condition des protestants semble avoir été la préoccupation dominante de Malesherbes. Même pendant ses voyages il ne la perd pas de vue. C'est ainsi que nous avons trouvé dans ses papiers une petite note qui date très probablement du voyage qu'il fit dans les régions de l'ouest à la fin du printemps de 1776, peu après avoir quitté le ministère (22) :

« J'ay emporté avec moy dans mon portefeuille de voyage mes deux lettres à l'intendant de La Rochelle (23) pour pouvoir les avoir sous les yeux quand je verray des protestans, mais avec intention de les remettre dans cette liasse à mon retour ».

Au cours du voyage de Suisse qu'il fit dans l'été de 1778, il vit beaucoup de protestants et il est permis de supposer qu'il eut avec eux des entretiens sur la situation des réformés français et les moyens d'y porter remède. Toujours est-il qu'en 1779, il se décide à composer un mémoire qui traite particulièrement de la question de leur état-civil et où nous voyons déjà utilisée et mise en œuvre l'idée essentielle qu'il développera dans les mémoires de 1785-1786 et dont il fera, pour des raisons d'opportunité, son argument principal. (24)

« *Ce mémoire*, dit Malesherbes dans l'introduction, *n'est ni pour les philosophes ni pour ceux dont le principe politique est que le gouvernement doit regarder avec indifférence toutes les religions.*

« *Mais on a cru pouvoir prouver aux admirateurs du gouvernement*

(20) Henri d'Aguesseau, intendant du Limousin, puis du Languedoc. Voltaire (qui lui impute d'ailleurs d'avoir fait rouer vif le prédicant Chomel) dit qu'il était juste et humain (comme Jules de Noailles, commandant du Languedoc). « Mais il fallait obéir à Louvois ».

(21) « Le feu Roi [Louis XV] avait été élevé par le cardinal de Fleury qui avait passé sa jeunesse à Montpellier et dont les principes avaient été formés dans le temps et dans le pays même de la guerre des Cévennes ».

(22) Billet autographe.

(23) Cf. plus haut, 1^{re} partie, chap. XV, 2.

(24) Le titre en est : « *Mémoire sur le mariage des protestants, fait en 1779.* » *Archives de Tocqueville*. Cahier numéroté, 87 pages (les pages blanches ne sont pas numérotées), entièrement autographe. Nombreux passages raturés et surchargés ; marge de la moitié de la page souvent remplie par des passages substitués à ceux qui ont été biffés. Nous en avons trouvé une copie dans un autre dossier. Il en existe une autre, parfaitement nette, mais sans aucune mention d'auteur, à la Bibliothèque Nationale (Fonds français, mss. n° 10625, 69 feuillets).

de Louis XIV qu'en suivant les principes de ce grand roy, en les appliquant seulement aux circonstances et les modifiant d'après ce qu'on a appris par l'expérience d'un siècle, il est nécessaire aujourd'hui de fixer l'état des protestans, et que Louis XIV lui-même prendroit ce parti s'il estoit à la place de Louis XVI.

« Pour remplir ce plan, il a fallu diviser ce mémoire en deux chapitres. On examinera dans le premier ce qui s'est fait sous Louis XIV et quel en a été le succès, et dans le second ce qu'il faut faire soixante ans après lui ».

Du premier chapitre, tout historique, nous retiendrons seulement la conclusion, qui le résume :

« Je crois donc avoir fait voir qu'avant 1685 on avoit pris des mesures efficaces pour mettre le parti protestant hors d'état de susciter des troubles, on leur avoit ôté toutes leurs forces, le roy veilloit luy-même à ce qui se passoit dans leurs assemblées, on avoit écarté de ce parti tous les chefs qu'on pouvoit croire dangereux ; on voulut en 1685 empêcher même les assemblées trop nombreuses et publiques, ce qui n'auroit point été impossible. Je ne sçais si cela estoit nécessaire. On voulut aussi leur ôter les chefs qui leur restoient et qui estoient les ministres de leur religion ; il estoit possible d'empêcher qu'ils fussent à l'avenir les chefs de ce parti et le conseil de Louis XIV en avoit trouvé le vrai moyen. Au lieu de cela on voulut qu'il n'y eut plus de ces ministres dans le royaume ; c'est là ce qui estoit impossible, et en obligeant les protestans à ne contracter que des mariages clandestins, on donna à ces chefs du parti restés dans le royaume malgré le roy un bien plus grand pouvoir que quand ils avoient séance dans les conclaves et qu'ils présidaient aux exercices publics de religion.

« Si au lieu de cela on avoit fait un édit pour tout le royaume conforme aux principes de l'arrêt du 15 septembre 1675, l'ouvrage auquel Louis XIII et Louis XIV travailloient depuis si longtems auroit été consommé ». (25)

Quel est le parti qu'il convient de prendre aujourd'hui ? Tel est l'objet du second chapitre.

Malesherbes s'empresse de prendre ses précautions et il élimine prudemment deux problèmes qui n'intéressent pas son sujet : celui de la tolérance universelle telle qu'on la pratique en Pensylvanie et dans les Etats du roi de Prusse ; celui de l'exercice du culte public et *« des temples comme en ont en Hollande toutes les religions dissi-*

(25) Citons aussi un passage intéressant où Malesherbes s'efforce de démontrer qu'avant 1685 on avait pris d'excellentes mesures : « Ce fut un des objets principaux des soins de Louis XIII et de Louis XIV jusqu'à la fin de l'année 1685 d'observer ce qui se passait tant dans les assemblées religieuses ou prêches que dans les consistoires et synodes. On avoit une grande facilité parce que les lieux et les jours de ces assemblées étoient indiqués et que les ministres qui présidoient aux exercices de religion ainsi que les anciens qui avoient séance aux consistoires étoient connus.

« Le Conseil de Louis XIV reconnut si bien l'avantage que cela lui donnoit que par une déclaration du 30 août 1682, il fut défendu aux protestans de s'assembler sous prétexte de prières publiques, de lectures ou d'autres actes d'exercice de leur religion ailleurs que dans les temples et en présence seulement du ministre qui leur aura été donné par un synode ou choisi dans un consistoire. Et par une autre déclaration du 26 juin 1684, on prononça des peines très sévères contre ceux qui contreviendroient à ce règlement. »

dentes ». D'ailleurs, fait-il remarquer, on peut exercer librement sa religion sans l'exercer publiquement. *« L'essentiel est de rendre aux protestants leurs droits de citoyens. »*

Malesherbes propose que les mariages des protestants soient certifiés par leurs ministres, lesquels seront reconnus par le gouvernement, et que les déclarations de mariages portées sur les registres des pasteurs soient transcrites sur les registres du greffe de la justice royale. On régularisera ainsi tous les mariages contractés par le passé, et pour l'avenir c'est la justice civile qui enregistra les unions. Dans le cas où les registres des ministres présenteraient des lacunes ou seraient perdus, on y suppléerait par des actes de notoriété. Pour les décès, il y a qu'à s'en tenir à la déclaration du 11 décembre 1675 qui y a pourvu. Quant aux naissances, on pourrait les faire enregistrer par les curés, car *« un enfant n'est pas plus catholique pour avoir été baptisé par un prêtre catholique »* ; toutefois, pour éviter des querelles, il vaut mieux faire enregistrer les naissances sur le même registre que les mariages. Ainsi *« il ne sera tenu dans chaque justice qu'un seul registre pour les mariages, décès et naissances des dissidents »*. L'objet du moment est avant tout de *« rendre légitimes les mariages contractés entre protestants suivant le rite de leur religion »*.

Ceci posé, Malesherbes revient sur une idée qu'il juge capitale et qu'il a déjà énoncée, nous l'avons vu, en termes très vigoureux, dans le mémoire de 1776 « sur les affaires de religion » : à l'inverse de ce qu'on pourrait faire dans le cas des jansénistes (qui eux, reconnaissent les droits du clergé et lui demandent les sacrements de l'Eglise), il n'y a pas lieu de se concerter avec le clergé pour résoudre la question du mariage des protestants. Le clergé n'a aucune rôle à jouer dans cette affaire ; on ne doit même pas le consulter. *« Je ne prétends pas à beaucoup près mal parler des évêques, mais l'expérience m'a appris que dans les âmes les plus honnêtes on trouve plus souvent le courage de résister à la puissance que celui de s'exposer au désaveu de son corps »*. Dans l'assemblée du clergé, les évêques d'esprit ouvert ne seraient pas libres de dire leur pensée.

Malesherbes termine son mémoire en disant quelques mots des Juifs, et ceci ne manque pas d'intérêt quand on sait que neuf ans plus tard il entreprendra une vaste enquête sur la condition des Juifs du royaume.

On a, depuis quelques années, sur l'initiative du maréchal de Muy, le plus religieux de tous les ministres, permis à quelques Juifs, par des dispenses particulières, d'acquérir des terres. Et certes on a raison de chercher à alléger leur condition : toute raison d'humanité mise à part, de telles mesures sont utiles, car un Juif qui possède des terres est bien plus disposé à se convertir qu'un autre Juif qui a tout son bien dans le commerce. Et il conclut en ces termes :

« Cette dernière réflexion sur les Juifs semble étrangère à notre objet. Je me la suis cependant permise parce qu'elle sert de nouvelle preuve au

principe que ce n'est point par la persécution qu'on ramènera tous les sujets d'un royaume à la même religion.

« Il faut les retenir et même les attirer en leur procurant un état commode et tranquille qui les incite à se domicilier dans l'Etat, à s'y affectionner, à s'y multiplier, et si on réserve en même temps quelques avantages à la religion dominante, on finira par y attirer beaucoup de dissidens surtout si on peut éteindre la haine de parti par des mariages entre les différentes religions.

« Aussi, bien que ce soit un mal pour la religion catholique que des protestans viennent s'établir en France, je crois que la cour de Rome elle-même doit le souhaiter puisqu'elle aura plus à espérer de la conversion de ces hérétiques installés en France que s'ils estoient restés dans les pays hérétiques ».

L'argument est médiocre et je ne suis pas sûr que Malesherbes lui assignât quelque valeur, mais comme celui des prétendues véritables intentions de Louis XIV, il pouvait servir d'appât...

*
**

Au cours de l'année 1779, Malesherbes paraît avoir consacré la plus grande partie de son activité au problème des protestants. Une controverse avec d'Alembert au sujet de son grand-oncle Lamoignon de Bâville l'amène à se pencher sur l'histoire des Camisards. Voici les faits.

Le 19 janvier 1778, d'Alembert, qui, en sa qualité de secrétaire perpétuel de l'Académie française, était chargé de composer des *Eloges* d'académiciens notoires, prononce l'éloge de Fléchier, en séance publique. Il insère dans ce panégyrique un parallèle entre Fléchier (qu'il compare à Fénelon), dont la mémoire, dit-il, est « *encore en bénédiction* » chez les protestants du Languedoc, car cet évêque s'était montré « *pénétré du véritable esprit de l'Eglise et digne de ramener tous ses enfants à la douceur et à la paix* », et l'intendant Bâville qui, « *avec des vertus, des lumières dans l'administration et de l'intégrité dans les fonctions de sa place, ne s'est rendu que trop fameux dans les annales protestantes par sa sévérité inexorable à l'égard de ceux que l'erreur avait séduits* ». Il précise : « *Ce magistrat, d'ailleurs très estimable, attaché à tous les principes du pouvoir absolu, se croyait obligé, par le devoir de sa place, d'exécuter avec la rigueur la plus inflexible les édits émanés du trône contre les protestants, édits qu'il prenait pour la volonté du roi et qui n'étaient le plus souvent que celle de ses ministres.* » D'Alembert représente l'intendant et le prélat, quoique unis par une amitié réciproque « *souvent divisés, par la différence de leurs caractères, sur les objets de l'administration qui avaient besoin de leur influence mutuelle* ».

L'*Eloge* n'était pas encore imprimé. Entre temps, Malesherbes avait adressé à d'Alembert quelques remarques, il lui avait envoyé une lettre de Fléchier et lui avait lu des observations personnelles que

lui avait inspirées ce parallèle. D'Alembert lui avait adressé le 10 mars la brève lettre suivante (26) :

Monsieur,

Vous avez eu la bonté de m'envoyer la lettre de Fléchier d'après laquelle j'ai mis quelques modifications à son éloge. Vous aviez bien voulu me promettre de m'envoyer quelques tems après ce que vous m'avez fait l'honneur de me lire et qui m'avoit paru excellent, comme tout ce que vous faites. Je n'ai point oublié cette promesse, et c'est pour vous la rappeler que j'ai l'honneur de vous écrire, en vous priant d'ailleurs de ne la remplir qu'à votre très grande commodité.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur...

D'Alembert.

A cette requête, Malesherbes répondit aussitôt. (27)

A Malesherbes, ce 16 mars 1778.

Il s'en faut de beaucoup, Monsieur, que je n'aie oublié la permission que vous m'avez donnée de vous communiquer mes notes sur M. Fléchier et sur toute l'histoire de la guerre des Cévennes.

C'est au contraire pour m'en être trop occupé que je ne suis pas encore en état de vous le remettre. J'ai recherché les extraits que j'avais faits autrefois de plusieurs lettres de M. de Bâville et de plus j'ai voulu les comparer aux livres imprimés, ce qui est devenu un travail. Je ne l'ai entrepris que pour vous le soumettre. Je retourne à Paris vers le temps de Pâques et je ne manquerai pas de vous le porter. Vous connaissez, Monsieur, l'attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être...

Malesherbes.

P.S. - On vient d'apprendre avec grande édification dans mon village que M. de Voltaire est devenu aussi bon catholique que Fléchier et que Bâville. Je désire que cela n'aille pas jusqu'à être aussi intolérant. (28)

Il est probable que Malesherbes eut une nouvelle explication avec d'Alembert et apporta à celui-ci les documents qu'il demandait. Toujours est-il que dans l'*Eloge* de Fléchier, qui parut quelques mois plus tard (29), il eut la désagréable surprise de constater que l'auteur n'avait tenu aucun compte de ses observations et qu'à très peu de chose près le parallèle Fléchier-Bâville se retrouvait dans le texte imprimé tel qu'il avait été prononcé dans la séance publique de l'Académie. Il se décida à répondre à d'Alembert : il lui adressa une importante lettre et prépara à son intention deux mémoires, résultat d'un long travail accompli sur des documents originaux. Ces mémoires (que Malesherbes appelle lui-même des *lettres*) sont une mise au point historique sur la question des responsabilités de Bâville dans la répression des protestants du Languedoc et le témoignage d'une réflexion approfondie de Malesherbes sur la guerre des Cami-

(26) *Archives de Tocqueville*, L. 119, autographe.

(27) Minute non autographe.

(28) Voltaire était arrivé à Paris le 10 février précédent.

(29) Imprimé chez Paneckouke en 1779.

sards. Quant à la lettre à d'Alembert qui les précède et les annonce, elle se présente comme un document essentiel par les reproches très vifs que Malesherbes adresse à l'ancien directeur de l'*Encyclopédie*, dont il critique la partialité et le manque d'objectivité historique.

« J'ai enfin achevé, Monsieur, écrit Malesherbes à d'Alembert (30), les lettres que je me suis cru obligé de vous écrire au sujet de M. de Bâville. Je pense ainsi que vous que le jugement des hommes du siècle passé appartient à l'histoire et qu'on n'est point obligé de prendre la défense de ceux dont on porte le nom quand ils sont justement attaqués. Mais quand on peut les justifier, c'est un devoir.

« Je croyais l'avoir rempli suffisamment dans l'explication que j'ai eue avec vous avant l'impression de votre éloge.

« Vous vous souvenez que je vous ai communiqué et laissé la copie d'un mémoire de M. Fléchier où toute la doctrine de l'intolérance est établie, que je portai chez vous ses lettres imprimées ; que nous relûmes ensemble celle où il approuve le massacre du moulin de Nîmes, celle où il se plaint au ministre de ce qu'on ne punit pas assez sévèrement les pères et les mères de ce que leurs enfants ont déclaré en mourant qu'ils persistent dans leur religion et deux autres lettres où il se plaint de ce que la cour rejette les partis qu'elle trouve trop cruels dans le temps même où elle adoptait tous ceux que les protestants imputent aujourd'hui à M. de Bâville [...].

« Quant à ce que je vous dis des sentiments et de la conduite de M. de Bâville, vous pouvez l'avoir oublié, parce qu'on ne retient pas tout ce qui se dit dans une conversation et que, cela n'étant point encore rédigé, je ne pus vous laisser aucune pièce. Cependant vous deviez vous souvenir au moins que je vous en avais assez dit pour suspendre votre jugement. D'ailleurs vous ne parlez de lui que pour marquer son opposition à M. Fléchier ; en vous démontrant par des pièces que cette opposition n'a jamais existé, c'en était assez pour retrancher son nom de votre ouvrage. L'Eloge cependant a été imprimé tel qu'il avait été prononcé en y joignant un mot sur les talents de M. de Bâville que je ne vous avais pas demandé, mais en laissant subsister le parallèle continué de son caractère avec celui de M. Fléchier et de M. de Fénelon ».

On le voit, la remontrance est sévère ! Mais Malesherbes ne s'en tient pas là. Après avoir indiqué à d'Alembert le contenu sommaire des lettres-mémoires qu'il lui envoie (*« imparfaites, dit-il, parce qu'elles ont été écrites en différents temps et parfois interrompues »*), il reproche à son correspondant *« ce ton de décision absolue, cette critique amère qu'on reprochait à M. de Voltaire, que ses disciples et les vôtres se permettent sans avoir les mêmes titres et dont il serait fâcheux pour la littérature que vous donnassiez un second exemple »*.

(30) Nous avons deux minutes de cette lettre à d'Alembert : une minute en partie de la main du secrétaire de Malesherbes, en partie autographe (très raturée, elle contient des pages entières biffées et remplacées par des passages de la main de Malesherbes), une autre, non autographe, beaucoup plus nette bien que comportant encore quelques ratures et surcharges et qui tient compte des corrections effectuées dans la première. Ces minutes ne portent pas de date, mais les mots : *« Depuis trois ans j'ai été chez les étrangers... »* nous permettent de dater cette lettre (ainsi que les mémoires) de 1779, Malesherbes s'étant mis à voyager à partir de l'été 1776.

D'Alembert, insiste Malesherbes, n'a fait aucune recherche sur Bâville et n'a lu que très superficiellement les lettres de Fléchier. Il n'en a pas moins présenté Bâville comme un homme abominable ; il a fait imprimer tout ce qui avait été lu à la séance publique, tout ce qui avait excité l'indignation du public et même les médiocres plaisanteries qui avaient provoqué son rire (31)... Or, « *quand on donne comme vous des instructions solides au public, on pourrait sacrifier sans regret la gloire de le faire rire* ». Et le mal est d'autant plus grand que le jugement d'un d'Alembert a plus de poids sur l'opinion.

Le ton devient plus véhément et Malesherbes se trouve entraîné à évoquer des souvenirs de l'époque où, dirigeant la Librairie, il était sans cesse harcelé par les criaileries des gens de lettres et des philosophes.

« Si vous avez cru nécessaire d'exciter l'indignation publique contre un homme du siècle passé, vous pouviez écrire une histoire raisonnée. Vous auriez trouvé pour ce qui regarde M. de Bâville beaucoup de matériaux dans les ouvrages des protestants [...]. Ne vous ai-je pas entendu pendant longtemps, Monsieur, vous et vos amis, vous plaindre amèrement de ce que l'abbé Desfontaines et ses successeurs abusaient de l'avantage que leur donnaient leurs feuilles périodiques pour accabler injustement des auteurs qui ne pouvaient pas donner la même publicité à leurs réponses ? Faut-il que j'aie un reproche à peu près semblable à vous faire ? N'ai-je pas vu aussi les gens de lettres se récrier sans cesse contre le despotisme d'un secrétaire d'Etat qui d'après son seul jugement et au risque de se tromper, prononce ces proscriptions qu'on appelle lettres de cachet ? Songez, Monsieur, qu'un homme de génie, un homme sûr d'être lu par tous ceux qui ne liront pas des apologies, peut prononcer un autre genre de proscriptions et est également coupable quand il en abuse. Je conviens qu'il fait moins de mal parce qu'il est moins fâcheux d'éprouver un trait de satire que d'être à la Bastille, mais il fait tout celui qu'il peut faire, et quand, après avoir vu qu'il s'est trompé, il ne se rétracte pas, et donne même une plus grande publicité au trait dont on a eu raison de se plaindre, n'est-il pas dans le cas du ministre qui ne révoque pas sa lettre de cachet quand on lui en a prouvé l'injustice ? »

Il est des armes, il est des procédés dont un philosophe doit s'abstenir rigoureusement et qu'il convient de laisser aux écrivains polémistes.

Et Malesherbes de faire allusion à l'*Eloge de Milord Maréchal*, qui valut à d'Alembert des attaques injurieuses (32). Dans cet *Eloge*, d'Alembert a consacré un développement sévère à Jacques II, qu'il a appelé « *roi jésuite et intolérant* » (33). Or, Jacques II se proposait

(31) Parmi les anecdotes plaisantes que Malesherbes reproche à d'Alembert d'avoir insérées dans son *Eloge*, figure celle-ci : « M. Fléchier, disait un jour Bâville à l'occasion d'un démêlé qu'ils avaient eu, m'a fait changer du blanc au noir. Dites, répondit Fléchier, du noir au blanc. »

(32) Il venait de paraître (Berlin, C.F. Voss, 1779, in. 12).

(33) D'Alembert écrivait : « Milord Maréchal, tout révolté de la conduite odieuse et absurde qui avait précipité du trône le roi jésuite et intolérant Jacques II, n'en resta pas moins fidèlement attaché aux intérêts de la déplorable maison des Stuarts. »

au contraire d'établir la liberté de conscience, mais ses démarches furent mal concertées et l'effet a été funeste.

« Sans doute, il n'a pas songé que dans son siècle, l'intolérance et la persécution faisaient partie de la religion du peuple qu'un souverain prudent doit toujours respecter, comme l'a très bien observé M. Hume. Oui, Monsieur, l'intolérance a fait longtemps partie de la religion du peuple en Angleterre comme en France et dans presque toute la chrétienté ». Ainsi, poursuit Malesherbes, le peuple français, dans sa très grande majorité, applaudit à la Révocation de l'Edit de Nantes et ce ne fut que dans les dernières années de Louis XIV qu'il changea un peu sa façon de penser. La déclaration de 1724 montre que « le gouvernement suivait les principes les plus généralement établis ».

Dans les dernières pages de sa lettre, Malesherbes blâme sévèrement le penchant des hommes de lettres à « *amuser le public par des personnalités et des plaisanteries* », il déplore que des philosophes tels que d'Alembert et Voltaire donnent prise à ce reproche et leur oppose la grave modération d'un Montesquieu. (34)

*
**

Cette lettre à d'Alembert annonçait donc et introduisait les deux lettres-mémoires consacrées à Bâville et à la guerre des Camisards.

Dans le premier de ces mémoires (35), Malesherbes s'efforçait de justifier son grand-oncle.

Bâville était intolérant, certes, comme tout le monde l'était en son siècle, et pas plus que Fléchier.

« M. de Voltaire, votre ami, a aussi écrit sur les affaires des protestants du Languedoc ; certainement, il n'aimait pas les intolérants, cependant je n'ai rien trouvé, dans son *Siècle de Louis XIV*, de personnel sur M. de Bâville. Cela n'est pas étonnant. Il avait beaucoup vécu avec des contemporains, et surtout avec le maréchal de Villars, et c'est d'eux qu'il avait appris à ne pas ajouter foi à tous les discours des religionnaires fugitifs ».

Pour disculper Bâville, Malesherbes se fonde, dit-il, sur des documents imprimés : un éloge de Fléchier imprimé en Languedoc, un an avant celui de d'Alembert, l'*Histoire de Nismes*, de Mesnard, le mémoire de Bâville sur le Languedoc, de nombreux autres mémoires, notamment ceux de Noailles, de Villars, ceux du maréchal de Berwick, tout récemment parus (36), et où il a « *trouvé un témoignage de*

(34) Nous avons reproduit intégralement plus haut (1^{re} partie, fin du chap. VI) ce passage qui nous paraît caractéristique de l'idée que se fait Malesherbes du vrai « philosophe ».

(35) Nous avons deux copies de ce premier mémoire : la première comporte un texte entièrement au net, mais Malesherbes a écrit en tête : « Cette copie ne vaut plus rien après les changemens. » La seconde, qui nous donne probablement le texte définitif, contient beaucoup de corrections autographes et plusieurs pages de la main de Malesherbes. Il y a aussi plusieurs pages biffées.

(36) En 1778 (Paris, Moutard, 2 vol. in-16).

grand poids en faveur de M. de Bâville », les lettres de Madame de Maintenon. Mais il s'appuie surtout sur des documents manuscrits : les lettres adressées par Bâville à son frère le président de Lamoignon (grand-père de Malesherbes) de 1698 à 1709 (37), d'autres lettres de différentes personnes sur les événements de cette époque, et des mémoires envoyés à la cour vers l'an 1698 par plusieurs évêques du Languedoc et notamment par Fléchier.

D'Alembert a opposé à la rigueur de Bâville la modération de Fléchier qui fit des prosélytes. Mais, rétorque Malesherbes, le métier d'un intendant n'est pas de faire des prosélytes, et d'ailleurs Bâville croyait peu à la sincérité des conversions opérées. Bâville a sévi certes, mais non contre les protestants qui refusaient de se convertir, mais contre ceux qui, sous prétexte de venger leur religion, avaient commis de grands crimes.

« Je ne suis pas plus intolérant que vous, Monsieur, je déteste une loi qui donne à des furieux le prétexte que leur religion est persécutée et fait d'une secte d'hérétiques une armée de rebelles, mais vous ne me refuserez pas d'avouer que quand des crimes affreux ont été commis et se commettent tous les jours à main armée, il faut les punir ».

Le système de persécution, affirme Malesherbes, a précédé l'administration de Bâville ; il était contraire à ses principes et l'intendant n'eut aucune part aux dragonnades. Quant au fait d'enlever des enfants protestants à leur famille, et notamment des filles pour les faire élever dans des couvents, c'est sans doute un procédé très blâmable, mais que les catholiques zélés trouvaient très normal et que d'ailleurs Fléchier (des lettres écrites par lui le prouvent) a pratiqué bien plus que Bâville. L'évêque et l'intendant étaient amis et se consultaient souvent, et il arriva plus d'une fois que Fléchier inclina Bâville non à des mesures de clémence, mais à un parti de rigueur.

Malesherbes expose ensuite la vraie façon de penser de Fléchier et de Bâville d'après leur propre témoignage.

Fléchier était « *dans les principes les plus intolérants* » et il approuva la Révocation de l'Edit de Nantes. Il déplora, comme tous les évêques du Languedoc, la déclaration « *trop douce* » du 13 décembre 1698 publiée par le cardinal de Noailles, archevêque de Paris. Se fondant sur la lettre 83 qu'il écrivit à Chateaufort (38), Malesherbes prouve que Fléchier cherchait à exciter contre les malheureux protestants la rigueur du Ministère :

« Ainsi Fléchier, l'humain Fléchier trouve nécessaire de punir les parents qui s'étaient conformés aux ordres du Roi en envoyant leurs enfants à

(37) Dans les *Archives de Rosambo* (Carton 4, dossier 1), nous avons trouvé, recopiés par Baufre, le secrétaire de Malesherbes, cinq lettres de Bâville à Lamoignon son frère (1702, 1703 et 1705). Il y est surtout question de l'entrée éventuelle du président de Lamoignon à l'Académie Française.

(38) Marquis de Chateaufort (1644-1728), ambassadeur de France à Constantinople, puis en Hollande. C'est lui qui emmena Voltaire à La Haye.

l'école catholique et en leur faisant apprendre le catéchisme, parce que ces enfants (un garçon et une fille très malades) n'ont pas voulu commettre un parjure à l'article de la mort ». L'évêque de Nîmes était, dit-on, doux et charitable... mais « sa douceur et sa charité ne l'empêchent point de dénoncer au Roi ce qu'il regarde comme des abus qu'on ne doit pas laisser subsister, qu'on doit *punir ou corriger* (ce sont ses propres termes) ».

Et Malesherbes de rapporter encore un passage de la même lettre 83 de Fléchier, où le prélat insiste sur l'exécution de la disposition de l'Edit qui ordonne de forcer les hérétiques à recevoir les sacrements quand ils sont dangereusement malades. L'usage était alors de faire venir les juges au chevet des mourants quand les exhortations des prêtres avaient été inutiles ; une déclaration du 29 mars 1686 prescrivait que, dans le cas où les malades recouvreraient la santé, ils seraient *condamnés aux galères et à la confiscation de leurs biens*.

On ne peut, fait remarquer Malesherbes, rendre Bâville responsable de cette loi puisqu'elle est de 1686 et que Bâville n'entra en fonctions qu'en 1689 (39) ; mais il y a plus : « *J'ai retrouvé parmi les lettres de Bâville à son frère une lettre de lui à M. de Gourville (40) dans laquelle il a dit qu'il a pris sur lui de ne point faire exécuter cette déclaration.* » Ainsi Bâville se refusait à faire exécuter une loi dont Fléchier, lui, au contraire, réclamait l'exécution !

Le réquisitoire continue. Malesherbes est conduit à évoquer la tragédie du moulin de Nîmes (de nombreux protestants y furent brûlés vifs, le 1^{er} avril 1703) ; il écarte les témoignages protestants qui peuvent être suspectés d'exagération et se fonde seulement sur le récit de Mesnard et sur le témoignage de Fléchier lui-même. Or ce dernier a formellement approuvé le massacre, bien qu'à vrai dire, il prétende que les huguenots furent seulement passés au fil de l'épée ; n'a-t-il pas écrit : « *Cet exemple était nécessaire pour arrêter l'orgueil de ce peuple* » ? Quant à Bâville, il n'était pas à Nîmes à cette date, et s'il y eût été, cette scène affreuse ne se serait pas passée.

Fléchier n'ignorait pas les excès auxquels se portaient les catholiques armés et il lui arrive de soutenir ceux qui les commettaient.

Autre fait à la charge du doux prélat : il désapprouva le traité qui fut conclu entre le Maréchal de Villars et le chef des Camisards Jean Cavalier. Ici Malesherbes cite plusieurs passages des lettres de Fléchier et conclut : « *Vous voyez, Monsieur, par le ton de ces lettres, combien une négociation de paix déplaisait à ce pieux évêque parce qu'il la regardait comme un triomphe pour les hérétiques.* »

Enfin Malesherbes fait état de la lettre 143, adressée au maréchal de Montrevel, commandant de la province, où Fléchier approuve le projet qui fut reproché à Bâville (et que Fléchier, lui, attribue à

(39) La nomination de Bâville est pourtant du 8 septembre 1685.

(40) Agent politique (1625-1703) qui mena une vie très tumultueuse ; compromis dans l'affaire Fouquet il se racheta par la suite en accomplissant des missions importantes. Ses mémoires furent dictés en 1702.

Montrevel) de dépeupler plusieurs villages des Hautes-Cévennes pour ôter aux rebelles un asile inexpugnable, et de la lettre 146 dans laquelle l'évêque regrette les tergiversations de la cour et envisage (il s'agit de captures et d'exécutions d'otages) « des châtimens plus extrêmes que ceux qu'on a rejetés comme trop cruels » (octobre 1703).

Ainsi les faits et les témoignages se chargent de détruire le beau portrait que d'Alembert a brossé de Fléchier, et Malesherbes conclut sur ces lignes :

« Si j'avais cru qu'on se fût toujours trompé sur M. Fléchier, qu'il eût une âme atroce, qu'il fut capable de faire lui-même ce qu'il approuvait, il m'eût été inutile d'analyser son caractère. C'est parce qu'il était doux et humain que je me sers de son exemple pour excuser M. de Bâville d'avoir été seulement sévère dans les mêmes circonstances où M. Fléchier croyait nécessaire d'être injuste et cruel ».

Après avoir accablé Fléchier, Malesherbes va plaider positivement pour son grand-oncle. Tout en professant le même principe sur l'usage du pouvoir souverain en matière de religion, Bâville n'a pas approuvé la Révocation de l'Edit de Nantes, ainsi qu'il ressort formellement d'une lettre adressée le 13 avril 1704 à son frère Lamoignon. Mais que pouvait-il faire dans la situation où se trouvait ce pays encore à demi-sauvage des Cévennes et du Vivarais, où presque tout le peuple était huguenot, où les assassinats étaient nombreux, où les prédicants entretenaient le fanatisme ?

« Quelque chose qu'un intendant ou un commandant pût penser personnellement sur le système d'intolérance, il était obligé pour prévenir de plus grands malheurs de tenir sévèrement la main à quelques unes des lois de Louis XIV, par exemple à celle qui ordonnait d'écarter du royaume des gens aussi dangereux que les prédicants, à celle qui défendait aux huguenots de s'assembler. Les guerres de religion ne sont pas les seules dans lesquelles on fasse de pareilles défenses ; c'est ce que font tous les généraux dans les pays mal intentionnés ».

Au reste, Bâville n'a jamais exécuté à la rigueur les lois de Louis XIV ; c'est du moins ce que prétend Malesherbes qui écrit :

« Je n'ai point vu qu'aucun prédicant ait été condamné à mort pour le seul délit d'avoir exercé son ministère depuis l'Edit de 1685, quoique cela fût expressément ordonné, ni que les assemblées religieuses fussent punies suivant la rigueur de la loi ».

Les prédicants furent punis sévèrement, mais comme des chefs de révoltés. Et Malesherbes cite à l'appui de sa thèse un passage des Mémoires du maréchal de Berwick, qui met en relief les crimes des Camisards et qui dit que, s'ils s'étaient bornés à revendiquer la liberté de conscience et l'abaissement des impôts, ils auraient entraîné des provinces voisines et nombre de catholiques... Affirmation bien contestable...

Reste à savoir pourquoi Fléchier et Bâville ont été si différemment

jugés. Les lettres de Fléchier, constate Malesherbes, ne furent connues qu'après que l'opinion eut été établie.

« Au contraire le nom de M. de Bâville était à la tête de ces jugements terribles que les malheurs des temps et les crimes des Camisards avaient rendus nécessaires. L'Europe fut remplie de ces réfugiés dont une partie était les parents, les amis, quelquefois les complices de ceux qui avaient péri sur les échafauds ».

On publiait dans les pays étrangers des relations édifiantes du martyre des prédicants et toutes ces apologies restaient sans réplique.

« M. de Bâville fut ainsi dénoncé à la haine de tous les protestants et surtout des réfugiés français ; on lui a attribué des lois injustes, les excès de quelques missionnaires qui n'étaient pas envoyés par lui, les violences de quelques généraux auxquelles il s'est toujours opposé ».

En somme, tandis qu'il échut au maréchal de Villars le ministère de la négociation et de la clémence, l'intendant reçut en partage « *le ministère de la rigueur* » ; sa mémoire devait en souffrir.

Après avoir dit que le travail entrepris pour disculper Bâville l'avait conduit à écrire sur la guerre des Cévennes, Malesherbes conclut par une exhortation à d'Alembert :

« Au lieu de lancer des traits satiriques contre M. de Bâville [...] servez-vous de son témoignage pour prouver que ce n'est que par les exemples et les exhortations des ecclésiastiques les plus éclairés et les plus vertueux qu'un roi peut parvenir à convertir ses sujets. Avouez qu'il se commettait dans la révolte des Cévennes des crimes qu'il fallait punir ; cela est prouvé par trop de témoignages pour que vous puissiez le nier. Si vous étiez parvenu à faire croire que l'intendant du Languedoc a été sévère sans nécessité, il n'en résulterait qu'une note flétrissante pour sa mémoire, désagréable pour sa famille, et aucune vérité utile pour notre siècle. Mais quand vous ferez voir que des magistrats amis de la justice se trouvaient obligés à des actes de sévérité multipliés parce que le projet de forcer les conversions avait occasionné une guerre semblable à celle des cannibales, vous en pourrez tirer l'argument le plus victorieux pour la tolérance »,

* *

La seconde lettre-mémoire⁽⁴¹⁾ annoncée à la fin de la première, est un travail historique sur la guerre des Cévennes qui dépasse la question de la conduite de Bâville, sans toutefois la perdre de vue. Malesherbes expose son projet dans les termes suivants :

« Je me suis engagé, Monsieur, à vous présenter M. de Bâville sous un autre aspect. Après avoir réfuté ce qu'ont dit les protestants de sa dureté et

(41) Elle constitue une liasse épaisse de 28 feuillets, de 4 pages chacun (certains comportent une feuille intercalaire, grand format. Quelques pages blanches. Alternance irrégulière des parties autographes et des parties dictées à un secrétaire. Les passages de la main de Malesherbes dominant. Une masse de ratures, de passages biffés, de surcharges.

de son insensibilité, je vais à présent examiner ce qui est peut-être la principale cause de leur haine, c'est-à-dire sa conduite comme administrateur et comme homme dans la guerre que Louis XIV a soutenue, non contre tout le parti protestant, mais contre les rebelles du Languedoc »...

Malesherbes indique d'abord ses sources ; il a travaillé sur les mémoires historiques du temps et sur les manuscrits qui lui appartiennent en propre ; il a largement utilisé certains ouvrages protestants et notamment l'*Histoire des troubles des Cévennes ou de la guerre des Camisards* par l'auteur du *Patriote français et impartial* (42) ouvrage qu'il trouve imprégné de l'esprit de parti, mais bien documenté ; il a lu également les mémoires de Jean Cavalier, dont il discute d'ailleurs la parfaite véracité, et chemin faisant il rend hommage à cet homme qui fut un grand chef de guerre.

Pour faire connaître dans quel état M. de Bâville trouva les affaires de la religion dans le Languedoc, Malesherbes trace un tableau d'ensemble de la politique suivie par Louis XIII et Louis XIV et s'efforce de démontrer que « *le principe de la persécution était le sentiment général des théologiens, des jurisconsultes et des politiques* ». Le plus grand nombre des catholiques regardaient cette persécution comme « *une entreprise noble et digne d'un aussi grand monarque* ». Louis XIV, d'ailleurs, avait les préjugés de son siècle ; il crut sincèrement qu'il était bon d'employer tous les moyens pour convertir ; au demeurant, il convient d'observer que l'Edit de Nantes ne pouvait subsister dans sa totalité et, d'autre part, que l'Edit de Révocation n'alla point jusqu'à défendre l'exercice particulier de la religion protestante, chose que déplora le premier le maréchal de Noailles, qui n'était pourtant ni violent ni sanguinaire !

Quand Bâville arrive en Languedoc (43), la persécution est déjà commencée, les dragonnades ont été ordonnées. Or, Bâville, sévère mais juste, « *ne pouvait souffrir une tyrannie arbitraire comme celle des dragonnades qui met le citoyen à la merci du soldat* ». Malesherbes affirme n'avoir « *trouvé nulle part que ce système de conversion ait été employé en Languedoc depuis que M. de Bâville y eut la principale autorité* ». L'intendant déployait, il est vrai, une activité infatigable mais c'était pour contenir les révoltés, pour déjouer les intrigues, pour maintenir ou ramener la paix dans la province. En 1694, il demanda vainement son rappel.

Arrivant à la révolte de 1702, Malesherbes en analyse les causes : mécontentement des populations protestantes, activité séditieuse des prédicants, condamnations injustes comme celle du ministre Brousson (Bâville présida sans doute à l'exécution de Brousson, mais « *c'était une ancienne affaire commencée du temps de M. d'Aguesseau* »). Il s'étend longuement sur le cas de l'abbé du Chayla, dont

(42) L'ouvrage est d'Antoine Court, un des chefs du protestantisme du XVIII^e siècle, apôtre de l'Eglise du désert (Villefranche. P. Chrétien, 1760, 3 vol. in-12).

(43) A la fin de l'été 1685.

« les protestants font un monstre et les catholiques un martyr », mais ne se juge pas assez informé pour se prononcer : « recueillant les suffrages, je suis porté à croire... qu'il allait beaucoup plus loin qu'exigeait de lui le ministère apostolique auquel il s'était dévoué ». Certes, il y eut au soulèvement des causes particulières, mais « le principe en était dans cette loi terrible [la Révocation] qui réduisait plusieurs millions d'hommes au désespoir ».

Ni le capitaine Poul, investi par Bâville, ni le comte de Broglie, ne pouvaient venir à bout des montagnards. Et l'intendant ne cessait de réclamer des renforts. Enfin, ils arrivent, avec le maréchal de Montrevel. Malesherbes critique les méthodes du nouveau commandant et se fonde sur les lettres de Bâville pour montrer que l'intendant et Montrevel, souvent en désaccord, avaient des conceptions très différentes, non seulement sur la conduite des opérations, mais encore sur les mesures à prendre envers les populations. Montrevel veut bloquer les Camisards l'hiver dans leurs montagnes ; il veut aussi faire enlever dans leurs maisons ceux qui étaient soupçonnés de favoriser les Camisards. Bâville désapprouve ce dernier projet. Sans doute, il approuve par contre celui de défendre aux hommes suspects, de quinze à cinquante-cinq ans, de sortir de leurs paroisses sans permission et rédige lui-même l'ordonnance qui fut rendue à ce sujet. Mais il se brouille avec Montrevel à propos des exécutions d'otages, projet qui devait être, dit Malesherbes, *« rejeté avec horreur »*.

La tactique de Montrevel, qui laissait le champ libre à Cavalier et préférait attendre l'occasion favorable pour détruire en masse les Camisards plutôt que de livrer des combats de détail, fut très critiquée. Rappelé en février 1704, Montrevel, avant de partir, s'offrit le luxe d'un coup d'éclat : il tailla en pièces les troupes de Cavalier à Nages : événement inouï que ce *« rappel d'un général à qui on avait reproché son inaction et qui, cependant, gagne une bataille pendant que son successeur vient prendre son commandement ! »* Lorsque le maréchal de Villars arrive, le chef camisard était très atteint par cette défaite et aussi par un autre revers qu'avait infligé à ses troupes le marquis de la Lande.

Malesherbes s'attache à prouver maintenant que les *« vues de pacification »* de Villars trouvèrent en Bâville un auxiliaire empressé (la négociation avec Cavalier était même préparée depuis longtemps par l'intendant). Il passe brièvement sur les opérations militaires effectuées par Villars, fait un rapide récit des fameuses entrevues du jardin des Récollets à Nîmes, raconte les événements qui suivirent le traité conclu avec Cavalier : résistance de Ravanel, Roland surpris et tué, soumission des derniers Camisards, soubresauts suprêmes de la révolte. Dans cette dernière étape de la guerre, Villars et Bâville *« agissaient toujours de concert »* et Malesherbes cite le témoignage du maréchal, dans une lettre au président de Lamoignon : *« C'est un*

homme, dit-il en parlant de Bâville, qui n'est jamais pressé et qui est toujours prêt... Il a manqué sa vocation de général d'armée. »

Malesherbes fait valoir en faveur de son grand-oncle un autre argument qui n'est pas sans quelque valeur :

« Depuis 1685, année de sa nomination, jusqu'à la mort du roi en 1715 et même jusqu'au temps où il se retira plusieurs années après, Bâville n'a pas fait un seul voyage à Paris, en sorte que, quand il y revint, il n'y connaissait plus personne que ceux qui, pendant ces trente ans avaient été en Languedoc. Je vous demande si on doit imputer les partis que prenait le Conseil de Louis XIV à un homme que les derniers ministres de ce roi n'avaient jamais vu. S'il était vrai, comme le disent certains auteurs protestants, que ce fût lui qui eût dicté les lois qui venaient de Versailles, n'aurait-on pas voulu s'en expliquer au moins une fois avec lui ? »

Il ne faut donc juger Bâville que sur l'administration particulière de sa province et sur l'exécution des lois de Louis XIV en Languedoc. Et Malesherbes conclut ainsi :

« La question se réduit donc à savoir s'il est vrai que ce soit M. de Bâville qui ait donné lieu, par sa sévérité, à la révolte qui occasionna tous ces crimes ; or je crois vous avoir démontré que, bien loin de l'avoir excitée, il l'a prévenue tant qu'il a eu l'autorité en main, qu'il y a suffi avec moins de moyens et dans des temps plus difficiles que MM. de Noailles et d'Aguesseau, qu'il n'y eu de révolte que lorsque l'aveuglement des ministres et peut-être quelque jalousie secrète firent négliger ses avis, et que, dès qu'il y eut un général avec qui il pouvait se concerter, il l'a apaisée par des voies de douceur et de négociation, contre l'avis de la plupart des militaires et des évêques et de M. Fléchier lui-même ».

La fin du mémoire est consacrée à un parallèle entre d'Aguesseau et Bâville (44), à un développement sur le caractère superstitieux de Montrevel (« *qui croyait aux devins et aux astrologues* ») (45) et à une comparaison entre le ravage du Palatinat en 1689 et le ravage des Hautes-Cévennes par Montrevel. Et Malesherbes termine sur des considérations philosophiques :

« S'il [Montrevel] eût vécu cent ans plus tard, au lieu d'être superstitieux, il se serait peut-être piqué d'être philosophe, et au lieu de faire brûler les hérétiques dans le moulin de Nîmes, il se serait occupé de rendre le peuple heureux par ses bienfaits.

« Rendons grâce à la Providence de nous avoir fait naître dans le dix-huitième siècle, mais ayons de l'indulgence pour ceux qui n'ont pas eu le même avantage et espérons que ceux qui viendront après nous croiront avoir encore quelques reproches à faire à notre siècle ».

(44) Les mémoires de d'Aguesseau n'étant pas encore connus, Malesherbes demeure réservé dans son jugement ; il reste toutefois que d'Aguesseau et Bâville avaient tous deux des principes opposés à la persécution mais qu'ils ont cru tous deux que la sévérité était nécessaire tant qu'ils ont eu les responsabilités de l'administration ; seulement d'Aguesseau, consulté longtemps après la fin de son intendance en Languedoc, en 1699, crut bon de condamner énergiquement les persécuteurs, ce qui explique la faveur dont il a joui auprès des protestants.

(45) Il le montre en se fondant sur la correspondance de Bâville.

*
**

Tels sont — sans qu'il soit besoin d'entrer dans une analyse plus détaillée — ces deux mémoires qu'il faut attribuer peut-être moins au désir de laver d'une tâche infamante la mémoire d'un ancêtre qu'à la conscience scrupuleuse de Malesherbes, conscience d'historien auquel l'examen attentif de documents originaux impose la révision des idées reçues. La réhabilitation de Bâville était chose malaisée ; il le savait : aussi bien, sans chercher à nier la sévérité souvent implacable de l'intendant, le représente-t-il comme un fonctionnaire attaché à ses devoirs et préconisant — sans cruauté inutile — les meilleurs moyens de pacifier un pays difficile et de venir à bout d'une révolte où les deux partis commettaient d'abominables excès. (46)

Toujours est-il que ces deux mémoires furent le résultat d'une longue information et d'un travail scrupuleux. Les archives de Tocqueville nous offrent un énorme dossier comportant des documents accumulés et classés par Malesherbes sur l'administration de Bâville et sur la guerre des Camisards. Ce dossier comprend deux liasses :

1) Une liasse de lettres de Bâville à Fléchier : cette correspondance, qui va de 1694 à 1700, est classée par année dans des chemises de papier bleuté sur lesquelles on trouve, de la main de Malesherbes, une analyse des lettres de l'année en question. Les lettres elles-mêmes, généralement des copies faites par un secrétaire (47), sont beaucoup moins nombreuses que celles dont il est question dans le résumé analytique, ce qui indique que Malesherbes n'a fait recopier que les plus importantes. En somme, Malesherbes donne une analyse complète de la correspondance de Bâville à Fléchier année par année (48) et apporte à l'appui les lettres les plus intéressantes. (49)

(46) Avec la délicatesse qui le caractérise, Malesherbes ne chercha jamais à inciter ses amis à réhabiliter la mémoire de son grand-oncle. Le 23 avril 1788, dans une lettre à Rulhière (*Archives de Tocqueville*), alors que celui-ci mettait la dernière main à son ouvrage sur les protestants, il écrit : « Je ne vous ai demandé et ne vous demande aucune complaisance pour M. de B... C'est la vérité et votre façon de penser que vous devez au public. M. de B... appartient à présent à l'histoire. Ce que je vous dis est ce que j'ai dit aussi à M. de St-Etienne qui a le projet de donner une histoire de la guerre des Cévennes ; j'ai même été plus loin avec lui ; je lui ai demandé de ne point faire l'apologie de M. de B... sur les points dans lesquels il l'en croirait susceptible, mais de me communiquer les notes qu'il pourrait trouver sur cela, afin que moi j'en fasse usage. » Malesherbes ajoute que si un protestant, de ses amis (Rabaut St-Etienne en l'occurrence) disait un mot en faveur de Bâville, « cela serait regardé par ses frères comme un sacrifice de sa façon de penser fait à l'amitié et à la reconnaissance ».

(47) Quelquefois Malesherbes indique de sa main qu'il y a dans l'original un mot qu'il n'a pas pu déchiffrer.

(48) Notons que pour l'année 1696 la chemise ne renferme aucune lettre.

(49) Parfois Malesherbes n'a fait copier que des fragments de lettres. Il arrive aussi que le copiste résume plusieurs lettres. Notons qu'au début on trouve, de la main de Malesherbes, un dépouillement analytique global et sommaire sous le titre : Table de quelques articles des lettres de M. Fléchier (6 pages).

2) Une seconde liasse, très épaisse, intitulée : *Copies de lettres et originaux concernant la guerre des Camisards*. Elle comporte quinze chemises de volume très inégal⁽⁵⁰⁾ comprenant des lettres — originaux ou copies — allant de l'année 1689 à l'année 1709. Tous ces dossiers sont précédés d'une analyse détaillée de la main de Malesherbes.⁽⁵¹⁾ On y trouve notamment des lettres du comte de Broglie, du maréchal de Montrevel, de M. de la Lande, une lettre du curé de St-Etienne de Valfrancesque racontant la mort de l'abbé de Chayla et le massacre qui suivit (30 juillet 1702), une lettre de Jean Cavalier à Montrevel (27 février 1704), des copies de lettres de Bâville à son frère Lamoignon, divers documents imprimés (ordonnances et proclamations de Montrevel), plusieurs lettres de Bâville se rapportent à l'opération du dépeuplement des Cévennes (1708) ; un certain nombre ont été copiées par Malesherbes lui-même.

Malesherbes avait donc à sa disposition une masse importante de documents de première main qui auraient pu constituer une partie des matériaux nécessaires à une histoire de la guerre des Camisards. Il est certain qu'il y songea. On lui conseilla même d'entreprendre un ouvrage beaucoup plus étendu sur la situation et l'histoire des protestants de France depuis la Révocation. Fort intéressante, à cet égard, est la lettre suivante que nous avons trouvée encore dans les archives de Tocqueville, lettre non signée et dont nous n'avons pu identifier l'auteur, mais qui émane évidemment d'un ami intime auquel Malesherbes avait confié ses mémoires sur Bâville en lui demandant son avis sur leur publication éventuelle.

« Voicy les mémoires que vous aviez eu la bonté de me confier ; je les ay lus avec beaucoup d'intérêt et de plaisir. Je regrette de n'avoir pu déchiffrer tout ce qui est écrit de votre main et surtout votre jugement sur Cavalier.

« Il s'agit à présent de savoir l'usage qu'on en peut faire. Je pense que ce seroit d'excellents matériaux pour une histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes ; je pense encore que cette histoire seroit une des plus utiles,

(50) Ce sont les années 1701, 1702, 1703 et 1704 qui fournissent les documents les plus nombreux et les plus intéressants.

(51) Sur la couverture du 14^e dossier, Malesherbes écrit de sa main : « Papiers à copier et à renvoyer à M. de Lamoignon. Correspondance de M. de Basville avec M. de Gourville. Une lettre de M. de Lalande à M. de Basville concernant la relation de son combat. Une lettre de Jean Cavalier au maréchal de Montrevel.

« Ces papiers font partie de toute la correspondance de M. de Basville. Je les avais mises (*sic*) à part pour les faire copier et les renvoyer à M. de Lamoignon avec le reste de cette correspondance et je les ay oubliés. Je feray faire cette copie après quoy je les lui renverray. » Et sur la couverture du 15^e dossier, toujours de la main de Malesherbes : « Cette liasse contient des copies ou des extraits de mes cahiers et de quelques passages d'auteurs que j'ay retrouvés en faisant en 1778 mon mémoire sur M. de Basville. Ces notes n'ont pas été employées (du moins quelques unes) dans le mémoire et j'en ai fait faire ces copies *séparées* (*mot douteux*) pour les retrouver quand je voudray sans recommencer le fastidieux travail de *relire* (*mot douteux*) tous mes extraits année par année. Mais je n'ay fait cecy que sur les extraits jusqu'à l'année 1704 inclusivement. Il me resterait à faire le même travail sur les extraits de 1705, 1706, 1707, 1708 et 1709. »

Ces indications un peu confuses nous donnent un aperçu du travail auquel se livrait Malesherbes pour écrire ses mémoires.

qu'elle contiendrait des anecdotes, des détails intéressants, mais surtout des vues d'administration importantes, telles qu'on en trouve dans votre recueil, qu'on pourroit y traiter les grandes questions, non seulement sur les protestants, mais sur la tolérance en général. Je pense enfin que c'est vous qui devriez la faire et l'envoyer ensuite à Michel Rey pour l'imprimer, sans que personne en connût jamais l'auteur, que ce serait un grand service à rendre non seulement à cette nation mais à toutes. Vous auriez peu de recherches nouvelles à faire ; il faudrait étudier seulement d'abord l'état des protestants en France depuis la prise de La Rochelle, ou même depuis l'Edit de Nantes, et les infractions successives faites à cet édit, jusqu'à la révocation. Vous m'avez permis de vous dire mon avis, je crois qu'on ne peut pas en avoir d'autre, après avoir lu ces mémoires. Je vous souhaite mille tendres bons jours.

Ce Mercredi 23 ».

Etudier l'état des protestants en France depuis la prise de La Rochelle ou même depuis l'Edit de Nantes, c'est ce que Malesherbes entreprendra quelques mois plus tard — superficiellement sans doute — dans la première partie de ce *Mémoire sur le mariage des protestants* de 1779, que nous avons analysé plus haut ; il y reviendra dans les mémoires imprimés de 1786, à l'heure de la grande offensive qui aboutira à l'Edit de Tolérance ; mais il n'écrira pas cette histoire complète et détaillée que l'invitait à écrire son correspondant. Nul doute pourtant qu'il en ait longtemps caressé le projet : la preuve nous en est fournie par deux liasses de notes qui comportent d'abondants extraits (de la main d'un copiste et de celle de Malesherbes) de plusieurs ouvrages sur cette matière ; la seconde liasse, notamment, se rapporte aux règnes de Louis XIII et de Louis XIV : on y trouve des copies de l'Edit de Nîmes (1624), de l'Edit de Nantes avec des commentaires très longs sur ce dernier. Les références aux tomes et aux pages nous indiquent qu'il s'agit ici de nombreux extraits faits par Malesherbes de l'ouvrage intitulé *Histoire de l'édit de Nantes jusqu'à sa révocation* (52) (Delft, 1693, 5 vol. in-4°).

Ainsi Malesherbes avait fait, la plume à la main (selon son habitude) d'abondantes lectures sur l'état des protestants en France depuis l'Edit de Nantes et au cours du xvii^e siècle et il semble avoir accumulé des matériaux en vue d'un grand ouvrage historique sur cette vaste question. Quant aux deux lettres-mémoires sur Bâville et la guerre des Cévennes, nous savons par des notes autographes

(52) Par Elie Benoist, réfugié protestant, pasteur à Delft. Cet ouvrage figure naturellement dans le catalogue de la bibliothèque de Malesherbes. Le catalogue fait mention (à la rubrique *Histoire ecclésiastique de France*) de plusieurs ouvrages sur les troubles des Cévennes et les Camisards.

Remarquons ici que la bibliothèque de Malesherbes était particulièrement riche en ouvrages et documents sur le protestantisme : ainsi l'on voit figurer sous le numéro 5419 un *Recueil de pièces concernant les protestants, manuscrites, dont la plupart n'ont pas été imprimées* (deux grands cartons in-folio) et sous le numéro 5420 un *Recueil de pièces relatives aux protestants de France et sur la tolérance*, 38 volumes in-4°, in-8° et in-12°.

jetées sur quelques feuilles volantes (53) qu'il méditait de les refondre et de les diviser en chapitres, en vue d'une publication. (54)

Ces mémoires auraient été naturellement accompagnées de la lettre d'envoi à d'Alembert, mais il aurait également révisé celle-ci, il en aurait atténué les termes, ce qui est prouvé par la note suivante que nous lisons sur une feuille intitulée *Table du Préambule* : « *Reproches à M. d'Alembert à supprimer ou au moins beaucoup adoucir.* » Malesherbes avait trop de délicatesse pour mettre publiquement en accusation un homme qu'il estimait, dont il pouvait blâmer l'attitude en la circonstance présente, mais qui demeurerait toujours son ami.

(53) Elles portent les indications suivantes : Table du 1^{er} Chapitre, Table du Chap. 3, Table du Chap. 4, Table de quelques éclaircissements, Table de l'avertissement, Table du préambule. Ces « tables » sont d'ailleurs des notes restées à l'état d'ébauches et qui contiennent à peu près la matière des chapitres. (*Archives de Tocqueville.*)

(54) Une lettre de Soulavie, du 27 juin 1784 (*Archives du comte de Leusse*) nous apprend qu'à cette date Malesherbes faisait encore des recherches sur Bâville et se documentait sur l'histoire de l'Edit de Nantes.

CHAPITRE III

MALESHERBES ET LES PAPIERS DE TURGOT (1781)

« Cette ombre chérie semblait toujours grandir
à ses yeux »,

(CHARLES LACRETELLE.)

Tout ce que nous savons de la vie de Malesherbes, depuis la mort de Louis XV et la fin de sa disgrâce jusqu'à son départ du ministère, atteste une constante collaboration avec Turgot, un accord à peu près total de ces deux hommes, et l'opinion publique ne se trompait pas en associant presque toujours leurs noms.

Or l'amitié de Malesherbes et de Turgot remontait fort loin. Nous ne pouvons fixer au juste le début de leur liaison, mais elle était certainement antérieure à l'année 1761, date du début de l'intendance de Turgot en Limousin. Peut-être leurs relations remontaient-elles aux années 1754-55, à l'époque où paraissait le *Conciliateur* ⁽¹⁾ et où Turgot publiait ses deux *Lettres sur la Tolérance*, fréquentait les Encyclopédistes et déployait son activité dans le cercle des physiocrates. Toujours est-il que dès le début de son exil, Malesherbes mettait Turgot au rang de ses amis intimes.

Il lui écrivait le 17 novembre 1771 une lettre qui est un témoignage indéniable de cette intimité. ⁽²⁾ Il lui parlait de sa retraite forcée et de ses possibilités d'évasion.

« On m'a annoncé que ce ne seroit pas violer la lettre de cachet que d'aller faire un voyage d'icy à Montigny ⁽³⁾ quand la Cour ne sera plus à Fontainebleau. Je dois attendre aussi pour ce voyage le départ de mon père qui sera dans les derniers jours de la semaine où nous allons entrer ».

(1) Attribué à Turgot par Dupont de Nemours. Cf. 1^{re} partie, chap. XV, 1.

(2) *Archives du château de Lantheuill*, autographe. — Il n'y a pas lieu de s'étonner que l'on trouve dans les papiers de Malesherbes plusieurs textes de Turgot, mêlés à ses propres travaux : ainsi une copie d'un entretien avec Franklin sur l'impôt direct (que nous signalons plus loin, chapitre IX) ; ainsi encore le texte d'un nouveau serment pour le sacre, que Turgot avait vainement proposé à Louis XVI, et une copie du *Mémoire sur la tolérance*, adressé par Turgot au Roi, mémoire d'une audace extraordinaire, dont une partie seulement a été conservée (elle figure dans l'édition Dupont de Nemours, ou tome VII, p. 317 à 335).

(3) Chez Trudaine.

Il compte sur la visite de Turgot, mais celui-ci risque de ne trouver personne à Malesherbes.

« Malgré toute l'impatience que j'ay de vous revoir, ma conscience ne me permet pas en vérité de vous laisser courir un pareil risque ».

Après avoir évoqué les menaces de liquidation suspendues sur la tête des magistrats, il terminait ainsi :

« Je crois que vous n'avez jamais fait de si long séjour dans votre intendance que cette fois cy et vos amis s'en plaignent depuis longtemps bien amèrement. Que de choses à se dire après une si longue absence et tant d'événemens passés dans l'intervalle ! Jugés du regret que j'ay de me trouver privé du plaisir d'estre le premier à vous embrasser... »

Depuis l'époque où cette lettre fut écrite, l'amitié qui unissait Turgot à Malesherbes n'avait cessé de croître et de se resserrer. Nous avons vu comment elle se manifesta durant les années 1774, 1775 et 1776. (4)

Aussi quoi d'étonnant qu'à la mort de leur frère, le 18 mars 1781, le marquis Turgot et la duchesse de Saint-Aignan aient choisi Malesherbes pour effectuer la révision de ses papiers ? Malesherbes accepta cette tâche et s'en acquitta rapidement. Il examina ces papiers chez lui et les rendit au marquis Turgot dix-huit jours après la mort de son ami, le 6 avril 1781. (5)

La lettre accompagnant cet envoi figure dans les archives du château de Lantheuil. Quant aux papiers de Turgot que Malesherbes rendait à son frère, il avait, dans les annotations brèves ou longues, donné son sentiment sur l'opportunité de les conserver ou de les détruire ; la lecture des plus importantes de ces notes, celles qui accompagnent les lettres de Turgot à Louis XVI, nous montre non seulement le soin avec lequel il avait procédé à cet examen, mais encore le scrupule — même excessif — dont s'inspirait son diagnostic. (6)

Voici d'abord la note dont il accompagnait la lettre que Turgot avait adressée au Roi, de Compiègne, le 24 août 1774, lettre dans

(4) Cf. 1^{re} partie, chap. XI, XII, XII, (passim.).

(5) Dupont de Nemours, dans son édition des *Œuvres* de Turgot (tome VII, p. 316), prétend que Malesherbes « a cru devoir brûler » les papiers de Turgot, « dans la nuit qui suivit sa mort » et ajoute que « la famille avait craint que ces papiers ne fussent enlevés par un ordre ministériel, comme il était arrivé au décès de quelques autres ministres ». La réalité est un peu différente.

(6) Nous ne donnons pas ces notes de Malesherbes comme inédites. Elles ont été publiées par Dubois de l'Estang dans son étude *Turgot et la famille royale* (Bulletin de l'Association française pour l'avancement des sciences, Congrès de Caen, Caen 1894). L'une d'elles, comme nous le verrons plus loin, avait été reproduite par Léon Say dans son *Turgot* (Collection des grands écrivains de la France, 1887). Les originaux autographes sont au château de Lantheuil.

laquelle Turgot donnait à Louis XVI les plus nobles conseils de fermeté, et lui exposait tout son programme financier. (7)

« Rien n'est plus touchant que cette lettre : rien ne donne une idée plus noble et en même tems plus attendrissante du caractère du ministre et même de celui du roy à qui on a osé écrire une pareille lettre.

« La famille doit la conserver précieusement dans ses archives ; je ne crois même pas qu'il y ait inconvénient à en laisser prendre copie à ceux de ses amis sur qui on peut compter. Je déclare à la famille que j'en ay une et je la remettray à M. le marquis Turgot et à Mme la duchesse de Saint-Aignan, s'ils l'exigent, mais j'avoue que j'aimerois à la conserver.

« Cependant, il ne faut pas qu'elle soit divulguée quant à présent. Il y a toujours de l'inconvénient à publier des pièces de ce genre sur des événements récents. Je crois bien qu'un jour cette lettre sera connue par les copies qu'on en aura laissé prendre et qu'elle passera à la postérité ; or, je pense que la famille doit le désirer.

« P. S. - Cette minute n'est pas aisée à déchiffrer (8) et n'est peut-être pas complète. Il y en avoit une complète de la main de M. Dupont [de Nemours] que M. Turgot m'a autorisé à luy remettre ; mais j'en feray faire une copie au net que je luy remettray ».

Le verdict de Malesherbes est plus rigoureux encore en ce qui concerne deux autres lettres de Turgot au Roi. Il écrit dans une note jointe :

« Les deux lettres contenues dans cette liasse ont été écrites au roy par M. Turgot depuis sa retraite ». (9)

« Une des deux est une lettre que la famille doit conserver précieusement, c'est celle où il s'explique sur son traitement avec une noblesse et un désintéressement qu'il est bon qu'on sache avoir existé sous le règne de Louis XVI et je doute qu'on en trouve beaucoup d'autres exemples.

« Cependant de cette lettre même il y a quelques phrases qu'il faut supprimer, qui sont celles où il nomme au roy la personne par laquelle il luy faisoit parvenir ses lettres : c'est le secret du roy et de cette personne. (10)

« Il semble difficile au premier abord de conserver une lettre sans la conserver en entier. Cela seroit même impossible si la minute étoit de M. Turgot, mais elle n'en est pas. Il est donc aisé d'en faire une copie où ces dernières pages soient supprimées.

« La seconde lettre de cette liasse est minutes de la main de M. Turgot ;

(7) Cette lettre fameuse figure dans l'édition Dupont de Nemours des *Œuvres de Turgot*, au tome VII, pp. 2 à 9. On y lit ce passage d'un si haut accent : « Il faut, Sire, vous armer contre votre bonté, de votre bonté même, considérer d'où vient cet argent que vous distribuez à vos courtisans et comparer la misère de ceux auxquels on est obligé de l'arracher par les exécutions les plus douloureuses... » Turgot prévoit qu'il aura à faire face à une opposition acharnée.

(8) Le brouillon de cette lettre de Turgot est en effet couvert de ratures et de surcharges.

(9) De ces deux lettres écrites par Turgot peu après sa retraite, l'une a dû être détruite, l'autre a été conservée intégralement malgré l'avis de Malesherbes ; elle est du 18 mai 1776 et figure dans l'édition Dupont de Nemours à la fin du tome VIII (pp. 547-552). Elle commence par ces mots : « Je profite de la liberté que V. M. a bien voulu me donner d'avoir l'honneur de vous écrire... » Turgot y refuse une gratification supplémentaire que Bertin lui offroit de la part du roi, s'estimant satisfait de son traitement de ministre (qui lui était acquis, selon l'usage, sa vie durant).

(10) Il s'agit du duc d'Angivilliers, qui est nommé à la fin de la lettre.

mais celle là ne contient rien du même genre et tout ce qui est dans cette lettre est personnel au roy ; ainsi le secret en est dû au roy lui-même.

« J'ay joint dans la même liasse les lettres de la personne qui servoit d'intermède (*sic*) à cette correspondance, je n'en ay lu aucune. Elles doivent luy être rendues et il est plus convenable que ce soit par le marquis Turgot que par moy ».

Une autre liasse était constituée par quatre autres lettres de Turgot au Roi, écrites aux derniers jours de son ministère, peu avant son renvoi. Ces lettres, d'une dure franchise, et dans lesquelles le ministre, sentant sa disgrâce proche, disait à Louis XVI des vérités amères, ont une curieuse histoire. Les minutes autographes ont disparu, mais deux d'entre elles ont été publiées : l'une, dans ses *Mémoires Historiques*, par Soulavie⁽¹¹⁾, qui prétend avoir vu les quatre « dans les papiers de Louis XVI », l'autre dans le *Correspondant* du 25 août 1866 par M. de Larcy qui affirmait en avoir découvert le texte dans le *Journal*, alors inédit, de l'abbé de Véri. Et effectivement, cette seconde lettre, datée du 30 avril 1776, d'une exceptionnelle vigueur et dans laquelle Turgot représente à Louis XVI la destinée cruelle des princes faibles (Charles I^{er} d'Angleterre, Charles IX) et s'exprime sans ménagement sur Maurepas, figure dans le *Journal* de l'abbé de Véri⁽¹²⁾ auquel Turgot avait dû en envoyer une copie.

Malesherbes, donc, avait lu ces deux lettres secrètes ainsi que les deux autres, de la même époque, que nous ne connaissons pas : sa sentence fut catégorique : ces lettres doivent être détruites, ou tout au moins ensevelies dans le plus profond secret ; la famille de Turgot ne doit même pas céder à la tentation de les lire. Voici la longue note qu'il écrivit sur la chemise qui contenait ces quatres lettres : cette note, autographe, est, comme les précédentes, conservée au château de Lantheuil.⁽¹³⁾

« Cette liasse contient quatre lettres écrites par M. Turgot au roy, dans le tems où il fut question de mon successeur. M. Turgot écrivait au roy avec le zèle que le ministre le plus dévoué au service du roy doit avoir et avec la confiance qu'on a pour l'ami le plus sûr.

« Il luy dit, dans les termes les plus clairs, ce qu'il pense de ceux qui sont à la teste de l'administration et des sujets propres à remplir la place vacante ; et quand il luy parle même de ses amis, il ne croit pas devoir dissimuler même au roy les défauts qu'il leur connoit.

« La vertu la plus austère respire dans ces quatre lettres ; mais d'une part, il seroit très fâcheux pour ceux dont il parle qu'on scut ce qu'il a dit au roy dans cette confiance intime et rien n'est certainement plus con-

(11) En annexe et parmi les pièces justificatives. Turgot y dénonce un complot ourdi contre lui, pour le perdre de réputation, complot auquel de Sartine ne serait pas étranger.

(12) Tome I, pp. 450 à 457. Dans ce texte, très long, Véri semble avoir pratiqué quelques coupures. Véri fait allusion à trois lettres (non quatre) qu'il aurait vues, les deux autres « rapidement ». Notons que des fragments de cette lettre du 30 avril sont reproduits par Léon Say, dans son ouvrage sur *Turgot*, p. 169 suiv.

(13) *Archives de Lantheuil*, carton 36. Cette note se trouve reproduite dans l'ouvrage de Léon Say, p. 165 à 167 ; on la trouve également dans la brochure de Dubois de l'Estang, citée plus haut.

traire aux intentions de M. Turgot que de laisser, par écrit, des notes de ce qu'il a cru devoir dire au roy seul. Moy qui en parle je n'y ay aucun intérêt personnel, car il me loue sans restriction. Ce n'est pas qu'il ne connût assurément mes défauts, car j'en ay beaucoup, mais comme j'allois sortir de place, l'intérêt du service du roy n'exigeait pas qu'ils luy fussent dits : aussi ils ne l'ont pas été. Mais il y a plusieurs personnes nommées au nom de qui je réclame le secret le plus absolu, quoy qu'ils ne m'en aient point chargé, parce qu'ils ne savent pas ce qui est dit d'eux et ceux pour qui je ne me mesle pas de réclamer n'ont pas un moindre droit pour demander à la famille la suppression de ces pièces.

« De plus la famille de M. Turgot ne peut y avoir aucun regret ; car ce ne sont pas des mémoires de M. Turgot établissant au roy ses principes d'administration qui sont bien précieux à conserver. Il y dit seulement sur la nécessité de maintenir l'autorité ce qui a été dit par tout le monde et sur l'application de ces principes qui est le sujet de ces longs mémoires il ne disait que le caractère des personnes ; ce qui ne mérite pas d'estre conservé.

« J'espère que les lettres même écrites au roy seront ensevelies dans le plus profond oubli. Si le contraire arrive, ce ne sera pas la faute de M. Turgot ny de la famille ; mais ils ne doivent pas se reprocher d'y avoir contribué par la conservation des minutes. J'exhorte même M. le marquis de Turgot à renoncer à les lire luy-même ; je luy répète qu'il ne fait en cela aucun sacrifice, et que moy qui ne les ay lues que sept ou huit jours après en avoir été chargé, je voudrois à présent ne les avoir jamais lues tant je crains que si les secrets du ministre au roy sont un jour divulgués, on ne m'en accuse. J'ajoute que ce secret étant celuy du roy comme celuy du ministre, c'est une marque de respect qu'on doit au roy de les brûler, si cela se peut, en présence de quelqu'un qui puisse le luy certifier ». (14)

On voit par de tels textes la piété attentive avec laquelle Malesherbes, chargé de la révision des papiers de Turgot, s'acquitta de sa tâche aussitôt après la mort de celui qui avait été pendant plusieurs années son ami et son confident. Rien ne peut mieux témoigner aussi de cette honnêteté scrupuleuse, si scrupuleuse qu'elle se confond parfois avec la timidité et la crainte et qu'elle l'incite à reculer devant certaines responsabilités... Aussi bien la façon très dissemblable dont Turgot et lui avaient quitté leurs fonctions de ministre, nous permet d'apprécier la différence de leurs caractères. Turgot fonce tête baissée sur les obstacles ; la résistance qu'il sent croître et s'organiser ne fait que tendre le ressort de sa volonté ; il veut dominer l'esprit hésitant et influençable du Roi ; sentant que celui-ci se détache de lui, il le harcèle de ses objurgations et de ses remontrances ; il ne donne pas sa démission, car il ne veut pas laisser croire qu'il abandonne la tâche à laquelle il s'est voué ; il attend l'effet de la disgrâce ; il ne devance pas le renvoi, il le subit.

Malesherbes, au contraire, qui n'a accepté sa charge qu'à contre

(14) Par contre Malesherbes n'a pas proposé de brûler les treize lettres écrites par le Roi, de sa main, à Turgot, en mars, mai et juin 1775, à l'époque de la guerre des farines et qui constituent les pièces les plus précieuses des archives de Lantheuil.

Il a simplement écrit sur la chemise qui enveloppait ces lettres :

« Lettres du roy que la famille de M. Turgot doit conserver précieusement ». Et il a énuméré ces treize lettres, par ordre chronologique, sur un bordereau.

cœur, dès qu'il est persuadé qu'il ne pourra point mener à bien son œuvre, que l'intrigue est la plus forte, se décourage et n'a plus qu'un désir, renoncer aux affaires, revenir à ses loisirs et à sa studieuse tranquillité ; il n'attend pas le renvoi, il donne son congé. L'un dépose le fardeau avec une satisfaction secrète, l'autre se le laisse arracher.

Dans sa lettre au Roi du 18 mai 1776, Turgot dit qu'il aurait pu donner sa démission, mais que, s'il avait fait cela, il aurait craint *« d'avoir désespéré trop tôt et d'avoir mérité le reproche qu'il faisait à Malesherbes »*. Reproche que Malesherbes avait accepté, sans doute, avec sa modestie coutumière et qui dut lui revenir en mémoire alors qu'il se penchait sur les lettres passionnées de son ami disparu... (15)

(15) Nous n'avons parlé que de certaines lettres de Turgot au Roi parce que Malesherbes les a accompagnées de commentaires d'un grand intérêt ; mais sur un grand nombre de papiers de Turgot (lettres à divers ; lettres reçues, rapports) on trouve de brèves annotations de Malesherbes qui se borne à décrire la pièce en une ligne ou deux.

Les archives de Lantheuil renferment aussi quelques lettres de recommandation, relatives à des demandes d'emploi adressées par Malesherbes à Turgot ou à son premier commis, M. Delacroix, et la minute d'une lettre autographe de Malesherbes adressée vraisemblablement à Montholon, premier président du Parlement de Rouen, pour combattre une modification que le Parlement de Normandie voulait apporter aux lettres patentes du 2 novembre 1774, concernant la suppression des entraves à la libre circulation des grains.

CHAPITRE IV

LES IDEES DE MALESHERBES SUR L'EDUCATION (1780-1783)

« La grande puissance des ordres religieux est sans doute dangereuse ; celle de l'Université, si toutes ses prétentions étaient conservées, serait-elle sans danger ? »

Le président de Lamoignon consulte son cousin Malesherbes sur les problèmes d'éducation. Les deux lettres de 1780. Le mémoire de 1783. — Le Parlement de Paris et l'instruction publique. — Hostilité de Malesherbes à la conception de l'« éducation nationale » ; sa défiance à l'égard des « prétentions exorbitantes » de l'Université. — Analyse du mémoire de Malesherbes ; il est partisan d'une très grande liberté de l'enseignement ; ses idées sur l'éducation de la jeunesse dans les collèges. Souplesse et diversité. Place aux sciences et aux arts appliqués. Le choix des maîtres. Réquisitoire contre l'Université. — L'enseignement dans les provinces. Idées de Malesherbes sur l'éducation du peuple.

A la fin de l'année 1780, le Parlement ayant l'intention de s'occuper de « la réformation des études du royaume », le président de Lamoignon, cousin de Malesherbes, pria celui-ci de lui exposer par écrit ses idées sur cet important problème. Malesherbes déféra au désir de son cousin et lui adressa deux lettres qui sont de véritables mémoires, puisqu'elles atteignent 35 pages dans la copie que le président de Lamoignon en fit, de son écriture fine, serrée et malaisément déchiffrable. (1)

De quoi s'agissait-il exactement ? Malesherbes nous l'indique dans le préambule de la première de ses deux lettres, en expliquant les motifs de la répugnance que lui inspire le projet du Parlement : « Vous m'avez demandé mes réflexions sur le projet d'établir en France une éducation nationale dirigée par l'Université et sous les auspices du Parlement ; je ne peux pas remplir cet objet à votre satisfaction, parce que je ne peux pas plaider une cause que je crois très mauvaise et que je suis persuadé que rien ne seroit plus funeste aux études que l'exécution de ce projet. J'ay relu quelques-uns des

(1) *Archives de Rosambo*, carton 14, dossier 1. Lettres du Président de Lamoignon à Malesherbes et deux lettres de ce dernier relatives aux Universités. « Je viens d'achever, cousin, la copie de ce que vous avez bien voulu faire pour moy... » Basville, ce 27 gbre 1780.

mémoires qui ont été faits sur ce sujet dans le tems de l'expulsion des Jésuites ; j'étois bien persuadé que je n'y trouverois rien qui me fit changer d'avis, mais j'y ay trouvé à chaque page la confirmation et la démonstration de ma façon de penser... »

De ces deux lettres de 1780, qui ont été rédigées à Malesherbes (2), la première comporte des vues générales sur l'éducation et sur les collèges, la seconde est surtout constituée par des « observations sur les Facultés de théologie, de droit et de médecine ». Nous n'en ferons pas ici l'analyse, car nous retrouverons presque exactement les mêmes idées, mieux développées, dans l'abondant mémoire de 1783 que nous étudierons plus loin et qui, au surplus, nous présente un texte lisible.

En effet, au mois d'avril 1783, le président de Lamoignon revient à la charge (3). Il annonce à Malesherbes (5 avril) que le Parlement s'occupe en ce moment de la réforme des collèges et par suite de l'Université. « Celle-ci est d'une bien grande importance et j'ai grand besoin de vos secours ; vous avés beaucoup réfléchi à ce sujet... » Il lui demande de lui envoyer, outre un mémoire contenant ses idées sur ce problème, une « notice de tout ce qui a été imprimé à sa connaissance » sur le sujet de cette réforme ; il lui donne un mois de délai, jusqu'au milieu de mai : « Vous acez bien le tems d'y réfléchir ».

Malesherbes accepte, et le 13 avril son cousin lui écrit encore :

« Je vous suis très obligé, cousin, de vouloir bien me communiquer vos idées sur la réforme des collèges et de l'Université, vous me rendés un très grand service. Je vous envoie la copie que j'ay fait des deux lettres que vous m'avés écrit à ce sujet en 1780 (4), avec une lettre de vous à ce sujet... » Lamoignon ajoute qu'il se rendra volontiers à Malesherbes pendant cette quinzaine, s'il en a la possibilité.

Malesherbes répond en ces termes :

« Vous insistés donc pour que je réfléchisse sur le grand projet d'éducation nationale et uniforme.

« Vous avés vu la répugnance que j'y ay parce que je crois ce projet essentiellement mauvais. J'y ay encore réfléchi, la réflexion me l'a encore confirmé. J'ay écrit parce que c'est la seule méthode que je connoisse pour nettoyer les idées. Je comptois n'écrire qu'une page ou deux. Au lieu de cela je vous ay écrit une lettre d'une longueur énorme et j'en ay encore une autre à vous écrire sur un objet qui a bien plus d'utilité, n'a pas les mêmes inconvéniens et est bien plus digne du Parlement, qui est la réforme des écoles de droit, à quoy je joindrai un mot sur celles de théologie et de médecine, quoy qu'il soit vraisemblable que le Parlement ne s'en meslera jamais.

« J'aurois bien encore à vous en écrire une troisième sur le plan que moy je vous proposerois sur les études des collèges, mais je ne m'en donneray

(2) En novembre (*Ibidem*, minute autographe).

(3) *Ibidem*, dossier 2.

(4) Cette copie présente de légères variantes avec le texte de la main de Malesherbes.

pas la peine parce que je ne crois pas qu'on doive en proposer aucun et parce que cette troisième lettre seroit au moins le double de celle que je vous envoie et qui est déjà trop longue... »

Que se proposait le Parlement ? Après avoir rappelé le service éminent qu'il avait rendu à la nation par l'expulsion des Jésuites qui monopolisaient et faussaient l'éducation publique, il revendiquait la surveillance des établissements de son ressort, au triple point de vue du maintien de la religion, de la sûreté des mœurs, des progrès de l'instruction. Il enjoignait aux commissaires qu'il avait désignés précédemment de venir rendre compte devant toutes les chambres assemblées de leur gestion et de l'état actuel des collèges de son ressort. (5)

Ajoutons que le Parlement venait de préparer un projet de réforme de la Faculté de Droit en 49 articles, accompagné d'un mémoire justificatif.

Ce n'était pas la première fois que le Parlement de Paris s'occupait de l'instruction publique. A sa demande, en 1763 et en 1765, l'Université avait rédigé trois mémoires sur ces problèmes (6). Quelques années plus tard, le 13 mai 1768, le président Rolland (7) avait présenté à ses collègues un compte-rendu qui était un véritable plan d'éducation : il s'était inspiré du *Traité des études* de Rollin, qui fit, comme on sait, longtemps autorité, des trois mémoires que nous venons de signaler, et aussi de *l'Essai d'éducation nationale* de La Chalotais, ouvrage paru en 1763 et qui avait acquis d'emblée une popularité considérable. Adversaire ardent de l'enseignement des Jésuites, qu'il avait poursuivis avec acharnement, le président Rolland préconisait l'instruction à la portée de tous et adaptée aux besoins des diverses classes de la société. Il écrivait : « La science de lire et d'écrire, qui est la clef de toutes les autres sciences doit être universellement répandue. » Et encore : « L'éducation ne peut être trop répandue, afin qu'il n'y ait aucune classe de citoyens qui ne soit à portée d'en éprouver le bienfait. Il est utile que chaque citoyen reçoive l'instruction qui lui est propre. » Rolland demandait la création d'un enseignement primaire. Il proposait de soumettre tous les établissements scolaires à une autorité unique, sorte de comité gouvernemental, qu'il appelait, assez bizarrement d'ailleurs, bureau de correspondance. Il lançait l'idée d'une école normale supérieure, destinée à

(5) Les quatre commissaires qui avaient été nommés par le Parlement pour s'occuper des collèges aussitôt après la suppression des Jésuites étaient de L'Averdy, l'abbé Terray, Roussel de la Tour et Rolland, dont nous allons parler. Ils avaient fait, en 1763, aux chambres assemblées, un compte rendu « des différents collèges du ressort qui n'étaient pas occupés par les ci-devant soi-disant Jésuites ».

(6) Ces trois mémoires avaient été déposés au greffe les 9 janvier, 22 août 1763 et 12 février 1765.

(7) Barthélemy Gabriel Rolland d'Erceville (1734 — guillotiné en 1794) ; il présidait la Chambre des enquêtes quand il fut nommé commissaire pour la surveillance des collèges ; il eut une inspection assez étendue en province. Son administration donna lieu à des plaintes assez vives : on l'accusa de précipitation et de partialité.

former les professeurs de l'Université ; il préconisait aussi la création d'inspecteurs chargés de visiter annuellement tous les collèges et de surveiller l'enseignement qu'on y dispensait. Or, c'est précisément en cette année 1783, où le Parlement de Paris s'intéresse une fois de plus aux questions d'éducation, que le *Recueil* des ouvrages du président Rolland est imprimé par ordre du bureau d'administration du collège Louis-le-Grand. (8)

Les idées de Rolland reflétaient celles de la plupart des parlementaires. Pour le Parlement de Paris en effet, l'instruction publique devait devenir une sorte de service national. (9) Et c'est précisément contre cette conception de « *l'éducation nationale* », de l'enseignement « *service public* » que s'élèvera, comme nous allons le voir, Malesherbes, trop en défiance à l'égard de l'Université, qu'il soupçonne de vouloir se faire attribuer un monopole inadmissible.

*
**

Dans sa réponse à son cousin Lamoignon, Malesherbes dit qu'il lui envoie deux très longues lettres et qu'il répugne à lui en écrire une troisième, sur les études des collèges. Or, nous nous sommes trouvé en présence non de lettres, mais d'un mémoire, assez mal composé, mais très riche en idées et en suggestions, où les collèges ne sont pas omis, et qui est intitulé *Mémoire sur les études de la jeunesse et sur l'Université*. (10) Dans un avertissement l'auteur prie qu'on excuse l'excessive longueur de ce travail : « Je n'ai pas eu le temps de le faire plus court », dit-il. Il avoue qu'il ne sait pas exactement ce que veut faire le Parlement et qu'il suppose peut-être à « M.M. de l'Université » des prétentions qui ne sont pas les leurs.

Après avoir précisé la double fonction de l'Université : instruire la jeunesse et conférer à ses élèves des grades, soit pour enseigner dans l'Université même, soit pour remplir certaines professions libérales, soit pour obtenir et posséder des bénéfices, Malesherbes inti-

(8) Dans ce *Recueil*, qui comporte plus de 1.000 pages in-4°, on trouve les quinze rapports que Rolland avait présentés sur les collèges de province et qui occupent à eux seuls 460 pages. Rolland avait des relations très suivies avec le collège Louis-le-Grand. Sur son projet soumis en 1768 et qu'il avait d'ailleurs retouché et augmenté entre 1771 et 1783, cf. G. Compayré, *Histoire des doctrines de l'éducation en France*, tome II (livre VII, chap. 2), p. 259 suiv.

(9) « Ce qui domine les travaux des parlementaires, ce qui est le principe commun de leurs efforts, c'est l'idée que l'instruction publique doit être un objet purement civil, c'est la revendication des droits de l'Etat et de la société laïque, c'est la négation des prétendus droits de l'Eglise ». (G. Compayré, *op. cit.*, p. 276). Notons que ni chez Compayré ni dans aucun autre ouvrage nous n'avons trouvé d'allusion à la tentative de 1783 qui fut l'occasion du mémoire de Malesherbes.

(10) *Archives de Rosambo*, carton 14, dossier 4 (copie). Nous avons, au dossier 5, un autre exemplaire du même mémoire (copie, sauf l'avertissement qui est autographe), et au dossier 6 la minute autographe de certains chapitres, avec, en plus, un chapitre concernant la Faculté de Médecine. Nombreuses pages biffées, quelques pages blanches. A la fin, avant le chapitre sur la Faculté de Médecine, une « récapitulation de ce mémoire ».

tule la première partie de son travail « Des études ou de l'Université considérée comme le corps chargé de l'instruction ».

Il débute par une distinction entre les études suivies dans les trois Facultés de Droit, de Médecine et de Théologie, où les élèves sont des jeunes gens capables d'étudier par eux-mêmes, et celles de la Faculté des Arts où les élèves sont des enfants qui ne peuvent travailler que sous les yeux de leurs maîtres, ce qui implique que les maîtres de la Faculté des Arts doivent être chargés de l'éducation autant que de l'instruction et que les magistrats sont tenus d'y veiller. Quant à la nature même de l'enseignement donné dans ces quatre facultés, il y a une différence importante à faire entre la Faculté de théologie (où l'on enseigne une doctrine uniforme et exclusive de toute innovation) et la Faculté de Droit (où seuls le législateur et le magistrat peuvent innover), d'une part, — et d'autre part les Facultés de Médecine et des Arts, où l'instruction doit varier continuellement, parce qu'en médecine, en littérature, en philosophie et dans les sciences, la connaissance fait tous les jours des progrès.

C'est l'occasion pour Malesherbes de dénoncer l'esprit routinier des maîtres de l'ancienne école, qui s'opposent toujours à toute nouvelle découverte, à toute méthode nouvelle.

« Dans le temps que j'étais dans les classes, les expériences de Newton sur l'optique étaient depuis longtemps connues et avouées de tous les physiciens et aucun professeur de l'Université ni des Jésuites n'osait en parler à ses écoliers. En géométrie même, où tout est démontré, le calcul infinitésimal a eu des adversaires obstinés tant qu'il y a eu des mathématiciens du même âge que Newton et Leibniz. S'il y a un corps composé des anciens qui puisse prescrire à tous les professeurs leur doctrine, toutes les nouvelles vérités seront reconnues par le public entier longtemps avant de pénétrer dans les écoles ». (11)

Vraie pour les sciences, vraie pour la philosophie, cette doctrine du progrès ne l'est peut-être pas, dira-t-on, pour la littérature. Malesherbes n'ignore pas, lui le petit-fils du président de Lamoignon, intime ami de Boileau, les arguments des « Anciens » contre les « Modernes » dans la fameuse querelle. S'il évite de se prononcer nettement en la matière, du moins fait-il observer qu'on peut, en littérature, renouveler les méthodes d'enseignement et les manuels scolaires. Il fait allusion aux réformes de Rollin, de Dumas, de Dumarsais ; il fait l'éloge des vues de Locke et de Rousseau sur l'éducation et constate que, depuis le règne de Louis XIV, on a continuellement travaillé à perfectionner l'art de l'enseignement, même pour la pure littérature et pour les langues.

(11) C'est ce que confirmera M. J. Chénier (cité par Liard, *l'Université de Paris*, p. 28) : « Plus de soixante ans s'étaient écoulés entre l'époque où Newton publia les principes de la philosophie naturelle et l'époque où l'auteur des *Institutions newtoniennes* professa le premier la nouvelle physique à l'Université de Paris. » Liard ajoute : « Jamais ne se vit un tel écart entre le degré des connaissances et le niveau de l'enseignement. »

Quant aux sciences, Malesherbes fait remarquer que plusieurs s'apprennent uniquement par les livres, mais que d'autres, telles que la physique expérimentale, la chimie, l'anatomie, la botanique, s'apprennent également dans la nature, et il montre l'importance de l'autopsie, c'est-à-dire de l'examen physique des objets de la science. On peut se passer de maîtres pour les sciences livresques, mais non pour celles qui requièrent l'autopsie. Il admet l'utilité des cours publics, mais à la condition que le nombre des assistants soit limité, de manière que les démonstrations et les expériences puissent être aisément suivies par tous.⁽¹²⁾ L'Université ne doit pas faire obstacle aux cours particuliers (professés par ceux qui n'appartiennent pas à son corps), du moins en ce qui concerne les sciences expérimentales.

Dans la seconde partie de son mémoire, Malesherbes envisage les études dans les Facultés de théologie et de droit. Mentionnons brièvement les principales idées qu'il énonce. Il qualifie de ridicule l'usage de la dictée publique et préconise à la place de cet exercice de bons manuels imprimés et approuvés, qu'il appartient au maître d'expliquer et de commenter. Pour la théologie, les livres utilisés doivent avoir l'approbation des magistrats et du clergé ; pour le droit, ils devront enregistrer sous forme d'additions les changements intervenus dans la jurisprudence. Malesherbes fait remarquer qu'il est impossible d'enseigner toute la jurisprudence en trois années d'études. Il souhaite qu'on ne demande aux étudiants ni trop ni trop peu : il faut convenir du degré de science qu'on peut raisonnablement exiger de chacun. Il dénonce la surcharge des programmes d'examens.

Mais l'intérêt du mémoire n'est pas dans ces détails : il réside dans le développement extrêmement long que Malesherbes va consacrer aux études de la Faculté des Arts et à l'enseignement qui est donné à la jeunesse dans les collèges qui en dépendent⁽¹³⁾ et dans les écoles particulières ; c'est là qu'il va poser le problème : éducation nationale ou liberté de l'enseignement ; c'est là qu'il va développer ses idées personnelles.

D'abord quelques principes. Le souci d'instruire les enfants ne doit pas conduire à négliger leur santé. D'autre part les maîtres doivent leur donner de bons exemples et leur inculquer une saine morale : la recommandation n'est pas inutile car de nombreux maîtres de pension sont convaincus d'immoralité. Il faut aussi bannir des collèges l'enseignement de la logique, de la morale et de la métaphysique scolastiques, subtilités ridicules qui ont infecté les sciences les plus nécessaires. — bannir également la morale spéculative ou dogmatique, qui est nuisible aux enfants. Les livres de morale profane,

(12) « J'ai souvent assisté à des cours particuliers, et quelquefois à des cours publics ».

(13) Il y avait à Paris dix collèges de plein exercice : Harcourt, Cardinal-Lemoine, Navarre, Lisieux, Plessis-Sorbonne, La Marche, Grassins, Montaigu, Mazarin, Louis-le-Grand.

comme le *De Officiis* de Cicéron, sont excellents au contraire pour donner des leçons de vertu.

Cela dit, Malesherbes s'attaque au privilège presque exclusif d'enseigner accordé à l'Université : bon dans les siècles d'ignorance où l'on ne trouvait que dans l'Université des maîtres capables, ce privilège est pernicieux à notre époque. Mais le Parlement peut-il porter une atteinte directe à des droits aussi anciens et aussi authentiques que ceux de l'Université ? Poser cette question, c'est revenir à l'idée centrale : le Parlement doit-il entreprendre une réformation des études ? Et s'il le fait, que doit-être cette réformation ? Sur ce problème Malesherbes ouvre une discussion en six points et c'est là l'essentiel du mémoire.

1°) L'idée, très répandue, d'une « *éducation nationale* », a plu aux parlementaires parce qu'elle leur permettait d'effacer le reproche qu'on leur faisait d'avoir expulsé les Jésuites et des avoir mal remplacés. En effet, bien des difficultés ont surgi quand il a fallu remplacer les Jésuites, surtout en province, et les commissaires nommés par le Parlement n'ont pas été en mesure d'en triompher. S'il y a des choses qui vont mal, le Parlement n'en est pas responsable : il faut avant tout choisir de bons maîtres et renvoyer les mauvais.

Mais que veut-on dire par « *éducation nationale* » ? Si ces mots signifient « *instruction commune propre à la nation française sur toutes les connaissances qu'on donne à la jeunesse* », le projet paraît à Malesherbes *faux et insensé*.

« Veut-on interdire l'école militaire et quelques autres éducations de province destinées aussi aux seuls militaires ? Veut-on que le fils d'un procureur soit élevé comme le fils d'un homme de la Cour ? Veut-on que les gens riches ne puissent pas, avec de la dépense, trouver des collèges où on donne à leurs enfants une éducation recherchée, ou veut-on obliger les pauvres à faire les frais de la même éducation » ?

Malesherbes n'a pas été convaincu, nous dit-il, par les traités qui préconisent cette « *éducation nationale* », ni même par « *M. de la Châlotais, magistrat d'un grand mérite et dont le livre a remporté un grand succès* ».

Il rappelle que le système fut appliqué dans l'antiquité, et notamment à Sparte. Aujourd'hui, un système analogue est préconisé pour la Pologne ; mais s'agit-il en réalité de la même chose ? Ce projet porte le nom d'éducation nationale parce que, divers citoyens s'étant plaints du peu de lumières qu'il y avait dans leur pays, c'est le vœu de la nation qui l'a fait établir. Au surplus, quand la Pologne sera plus éclairée, elle reconnaîtra que tout règlement et toute organisation rigide ne feront que nuire au progrès des sciences. En France, une « *éducation nationale* » n'aurait pour objet que de défendre aux maîtres d'enseigner autre chose que ce qu'on leur prescrirait et suivant les méthodes qu'on leur imposerait. La nation polonaise cherche à

inspirer l'amour de l'étude ; la nation française, elle, n'a pas besoin d'y être invitée ! Non, décidément, Malesherbes voit d'un mauvais œil ce que nous appelons au vingtième siècle le « *dirigisme* ».

2°) Comment doit être conçue l'éducation de la jeunesse à Paris ? (14)

Les collèges sont nécessaires, car un grand nombre de familles n'ont pas les moyens d'élever leurs enfants à la maison, en les confiant à un précepteur. (15) Mais à côté des collèges, il faut des maisons d'éducation pour les enfants tout jeunes. Il faut aussi des pensions pour les enfants à qui leurs parents ne veulent faire donner qu'une instruction élémentaire et sans latin... Bref, Malesherbes souhaite beaucoup de souplesse et une grande latitude. Il entend surtout que les droits des familles soient sauvegardés. « *Les fantaisies des parents doivent être suivies dans l'éducation autant qu'on peut* », car « *la puissance paternelle sur l'éducation des enfants est de droit naturel* ». Il précise : « *Ce que j'appelle la fantaisie des parents doit influencer aussi sur le choix des études entre celles qu'on enseigne communément dans les collèges.* » Par exemple, les parents ont parfaitement le droit de refuser l'étude du grec : quelques collèges seulement seront spécialisés dans l'étude de cette langue.

Pour le latin, Malesherbes déclare que la version demeure la chose essentielle. On ne bannira pourtant point totalement la composition latine et les vers latins, exercices utiles mais à un petit nombre. Au reste il y a plus d'une manière d'enseigner le latin, et la méthode, dans cette discipline comme dans d'autres, doit tenir compte des goûts et surtout de l'état auquel on destine les enfants : ainsi la danse ne sera guère utile qu'à ceux qui sont appelés à fréquenter plus tard la Cour ; le dessin est plus utile aux gens d'épée qu'aux gens de robe.

Les langues vivantes ne font point partie de l'enseignement commun des collèges. Malesherbes en souligne l'intérêt : il recommande surtout l'étude de l'allemand ; l'anglais est utile aussi, particulièrement aux futurs marins.

Mais une place importante doit être réservée aux sciences et à certains arts trop négligés à l'époque. Foncièrement d'accord avec Rousseau sur ce point, Malesherbes souhaite que les enfants soient initiés à quelque métier manuel. Pour comprendre les sciences, dit-il, et surtout la géométrie et la physique, il est utile d'avoir pendant son enfance exercé ses doigts à agir et ses yeux à observer ; aussi

(14) Malesherbes envisagera plus loin l'éducation dans les provinces.

(15) L'intérêt que Malesherbes portait à la question des collèges s'était manifesté bien avant la rédaction de ce mémoire. Nous avons trouvé à la bibliothèque de Pithiviers un billet (autographe) qu'il adressait à Abeille, à l'époque de son premier ministère, et ainsi conçu : « Pourriés-vous, Monsieur, venir jedy prochain diner avec moy et avec M. de Fourqueux. Nous y aurons bien des choses à nous dire *nommément sur les collèges et les pensions*. Mais je vous préviens que je vous quitteray peu après diner pour être à Versailles à l'heure du Conseil. Ainsi il faudra arriver de bonne heure pour avoir le temps de causer. » Abeille a écrit sur ce billet la mention : « Reçu le lundi 4 décembre 1775 ».

préconise-t-il des leçons d'arts appliqués qui seront données dans certains collèges spécialisés.

Il regrette, quant à lui, de n'avoir jamais appris à manier des outils et de n'avoir reçu qu'une instruction abstraite où trop de place était faite à des disputes inutiles. On s'est borné à lui faire voir quelques expériences de physique. Certes le mal ne fut pas grand car il était, lui, réservé à la jurisprudence, mais une telle éducation, si éloignée de la vie pratique, est très mauvaise pour ceux qui sont destinés à d'autres professions.

En somme, l'idée principale de Malesherbes est qu'il faut introduire une grande variété dans les études, comme dans les méthodes. « Substituer des notions claires au fatras de l'école », chercher à innover sans cesse, mais aussi fonder un enseignement qui soit souplesse et liberté : « *Qu'il y ait beaucoup de maisons d'éducation différentes, et que dans chacune les maîtres puissent donner les instructions qu'ils croiront les meilleures et l'éducation se perfectionnera* ». Que les parents puissent trouver le collège de leur goût : rien ne sera plus facile que de leur donner satisfaction, sinon en province, du moins à Paris.

3°) Mais ce qui vient d'être dit peut-il se concilier avec les prétentions de l'Université ou peut-être avec ses droits fondés sur d'anciens titres ?

L'Université a dans ses statuts le privilège exclusif d'enseigner. Sans doute ! Mais les rois ont plus d'une fois dérogé à cet article, notamment par l'établissement des Jésuites et par la fondation du Collège royal (Collège de France), ce qui a provoqué d'ailleurs les protestations de l'Université. On a renvoyé les Jésuites et le Collège royal a été rattaché « *sourdement* » à l'Université ; Malesherbes explique comment a été opéré ce rattachement.

Tout ce qui suit est un âpre réquisitoire contre les « prétentions exorbitantes » de l'Université. Elle veut s'arroger le monopole absolu de l'enseignement ; elle fait des difficultés à des pensions réputées excellentes, en les obligeant à prendre pour leurs maîtres « *l'attache du Recteur* » ; elle va jusqu'à revendiquer des droits sur la vente des livres et la profession de libraire et même sur les permissions d'imprimer. Si on l'écoutait, la nation tout entière passerait sous sa férule et il serait défendu de s'instruire sans sa licence ! Elle prétend interdire l'enseignement aux maisons religieuses, oubliant qu'après le départ des Jésuites on a été bien heureux de trouver les Bénédictins et les Oratoriens... Bref, elle aspire à constituer un Etat dans l'Etat, *imperium in imperio* ! (16)

(16) Tout comme les Jésuites qu'elle a contribué à faire expulser ! Rolland, à l'inverse de Malesherbes, accordait à l'Université une autorité presque absolue ; il écrivait : « Tous les maîtres de pension et autres qui tiendront école ne pourront enseigner publiquement qu'après en avoir obtenu la permission du collège dans le territoire duquel ils seront situés, permission qui ne sera accordée qu'après un examen que feront subir le principal et les régents. » En somme, il subordonnait tous les établissements fondés par l'initiative privée aux collèges officiels et à l'autorité de l'Etat.

Certes il y a de bons maîtres dans l'Université, mais n'en trouve-t-on pas d'excellents ailleurs ? Malesherbes fait observer ici que si, par le passé, les savants les plus éminents étaient des professeurs, il n'en est plus de même à son époque. Le métier de professeur est pénible et laisse peu de temps pour la recherche désintéressée. « *L'Université de Paris ne peut être composée que de savants du second ordre et c'est une raison de plus pour qu'ils cherchent à suppléer à ce qui manque à leur considération littéraire par celle que donne l'autorité. D'ailleurs ce serait un malheur pour les sciences que les plus grands génies employassent leur temps à l'éducation des enfants* ». Des talents plus communs sont suffisants pour cette besogne. Les professeurs sont utiles à la société, mais ils ne doivent pas être, et ne sont pas des esprits créateurs. (17)

4°) Cette quatrième partie traite surtout de la manière d'améliorer le recrutement des maîtres. Malesherbes souhaite que le gouvernement subventionne les maisons où l'on donnerait une éducation supérieure à celle des collèges. « *Le gouvernement, c'est-à-dire le Roi, doit faire examiner par des personnes dignes de sa confiance les nouveaux plans pour n'aider de ses bienfaits que ceux dont on doit attendre une grande utilité pour le public* ». Ces plans doivent d'ailleurs comporter la création d'un certain nombre d'établissements d'éducation à Paris et dans les environs, afin de concurrencer les vieux collèges. C'est ici que le Parlement pourrait rendre d'éminents services en donnant son avis sur les mœurs et les capacités des particuliers qui voudraient ouvrir de nouvelles écoles.

Doit-on augmenter les honoraires des maîtres ? Certes, « *il faut sans contredit que le professeur trouve dans sa place un revenu honnête et décent, mais il ne faut pas que les places soient trop bonnes parce qu'il est d'expérience que plus les places sont lucratives, plus elles sont mal données* ». Et Malesherbes de rappeler un mot de Montesquieu : « *Jetons d'or et académiciens de cuivre !* »

Quant au recrutement des professeurs des collèges, Malesherbes préconise la nomination de ceux-ci par les supérieurs des établissements, principaux ou proviseurs ; il n'est pas favorable au recrutement par concours. Les concours ne sont à recommander que pour l'enseignement dans certaines facultés, la Faculté de droit notamment. Le succès à un concours ne prouve que la science du candidat. Or un professeur de collège doit faire preuve d'autres qualités. Et puis quelle autorité pourrait avoir le principal d'un collège sur un homme qui aurait été nommé par le corps de l'Université après un concours ? Dira-t-on que les principaux ou proviseurs doivent eux aussi être choisis au concours ? Pour eux encore un concours serait absurde : un chef d'établissement n'est pas un savant, mais un administrateur et un éducateur.

(17) On voit, d'après tout ce qui précède, que Malesherbes ne tient pas en très haute estime la profession d'enseignant.

Pour finir, Malesherbes exprime encore sa défiance à l'égard de l'Université : il lui reproche de chercher à faire disparaître des collèges indépendants, récemment créés ; il n'admet point qu'une inspection des études lui soit confiée : ce serait, dit-il, retomber dans la barbarie ; il met en garde le Parlement contre la complaisance qu'il semble témoigner à ses ambitions... Enfin, pour éviter que la protection du gouvernement à l'égard des établissements, quels qu'ils soient, ne donne lieu à l'intrigue, il suggère la création d'un Conseil composé de magistrats du Parlement, pour diriger et orienter la bienfaisance des pouvoirs publics, mais il faudra prendre garde de confier cette fonction à des personnes qui y trouveraient des prétextes pour faire la fortune de leurs protégés.

5°) Jusqu'à présent il n'a guère été question que de Paris. En province, les problèmes d'éducation se posent d'une manière assez différente. En effet, on ne saurait trouver en province la même variété d'éducation qu'à Paris ; d'autre part, il faut chercher à y donner celle qui convient au plus grand nombre des citoyens de la province. Un seul collège, du moins dans les villes importantes, sera donc insuffisant. C'est ici que doivent intervenir les initiatives des familles et surtout des magistrats municipaux. A Paris, le prévôt des marchands est l'homme de la cour ; il est nommé par elle ; quant aux échevins, on les connaît à peine. En province, les magistrats municipaux sont vraiment les représentants du peuple : ce sont eux qui devront surveiller les études, du moins dans les villes qui n'ont pas de Parlement. Malesherbes récuse les commandants, les intendants et surtout les évêques. « *Je pense que tout ce qu'il y a à faire pour les études en province est d'en laisser l'administration aux corps municipaux, en exhortant seulement les commandants, intendants et évêques à les aider de tous leurs pouvoirs, les magistrats de justice se réservant comme de raison de réprimer les abus s'il s'en commettait* ». Les maîtres de l'éducation sont comptables envers l'assemblée des citoyens de l'éducation des enfants de la ville ou de la province, comme un précepteur particulier est comptable envers un père de l'éducation de son fils.

L'émulation, affirme Malesherbes, peut exister entre collèges de la même province. D'ailleurs, il y a des villes qui tirent tout leur lustre de leurs écoles : on peut citer Bourges et Montpellier, entre autres. Aujourd'hui, cet éclat est presque éteint pour la plupart ; mais s'il existait dans quelqu'une de nos villes des maîtres qu'on crût capables de donner une grande réputation à leur école, les magistrats municipaux auraient intérêt à les seconder moralement et pécuniairement ; et cela surtout dans les pays d'Etats, parce que les Etats sont le corps municipal de la province.

Notons quelques suggestions particulières. Malesherbes préconise pour les régions d'une certaine étendue l'institution d'un *collège de réputation*, destiné aux enfants qu'on veut élever avec un soin particulier sans toutefois les envoyer à Paris. Il développe aussi l'idée

d'établir des éducations différentes selon les régions : c'est ce qu'il appelle des *spécialisations*. « Par exemple dans une ville où la plus grande partie de la jeunesse est destinée à la robe, comme Toulouse, les citoyens doivent désirer une autre éducation qu'à Lille ou à Strasbourg où l'esprit de presque tout le monde est militaire », ou qu'à Brest, où l'on est tourné vers la marine... Il cite les écoles spécialisées d'Angers, de La Flèche, de Bourges. En somme l'enseignement doit être adapté aux particularités régionales.

6°) Tout cela est fort beau, dira-t-on, mais jusqu'à présent Malesherbes, prisonnier de ses préjugés de classe, n'a eu en vue que l'éducation des enfants de l'aristocratie et de la bourgeoisie... La dernière partie du mémoire répond à cette critique capitale et montre que son auteur n'est pas fermé à l'idée d'un enseignement pour le peuple.

Il constate tout d'abord que la nation française est moins avancée sur ce point que plusieurs autres nations. Il dénonce le « *préjugé funeste* » de certaines gens qui prétendent que le paysan ne doit pas savoir lire et écrire parce qu'il risque de devenir un chicaneur. (Si un paysan lettré devient chicaneur, c'est parce qu'il est le seul de son village à posséder les rudiments de l'instruction.) Il évoque les temps féodaux, où les paysans étaient traités en vraies bêtes de somme. Les mœurs ont évolué depuis, mais il reste l'abus des gens de plume qui profitent de ce qu'ils savent lire et écrire pour opprimer les pauvres et les ignorants et qui ont intérêt à ce que le peuple croupisse dans cet état... Il faut donc des maîtres et maîtresses d'école pour le peuple : on lui apprendra la lecture, l'écriture, les premières règles de l'arithmétique. Toutefois, il serait imprudent d'aller au-delà, et même de donner aux paysans des notions théoriques d'agriculture : on se bornera dans ce domaine à les informer des découvertes utiles qui pourront être faites.

C'est sur un ton véhément que Malesherbes stigmatise l'état d'ignorance où sont tenus les paysans de France. Que l'on regarde au-delà de nos frontières : en Angleterre et dans les colonies américaines qui viennent de se soustraire à la puissance anglaise, les paysans sont capables de lire les papiers publics. Malesherbes cite l'exemple de plusieurs colons américains qui vivent loin des villes, dans leurs plantations : or, ces colons savent tous lire et ils s'instruisent par les journaux sur les affaires publiques et sur les arts appliqués ; par contre, Franklin lui a rapporté ⁽¹⁸⁾ que lorsque le général Montgomery alla attaquer le Canada, il eut la surprise de constater que les paysans canadiens d'origine française étaient illettrés. En Suisse, l'instruction est répandue parmi le peuple : ce que Rousseau a dit de Genève n'est pas exagéré, Malesherbes a pu le vérifier par lui-même :

« J'ai trouvé dans des taudis, au cinquième étage, des ouvriers des deux

(18) Malesherbes avait eu des conversations avec Franklin lors du séjour de celui-ci à Paris en 1778 et au cours des années suivantes.

sexes gagnant leur vie de leur travail journalier, qui avaient autour d'eux des livres qu'ils lisaient dans leurs moments de repos, et ceux que j'y ai vus étaient des livres de raisonnement ».

Il en est de même pour certains cantons suisses et pour quelques parties de l'Allemagne.

« *Quoi qu'il en soit, conclut Malesherbes, il est singulier que dans un pays où la littérature est aussi cultivée qu'en France, le peuple soit beaucoup plus ignorant que dans les pays voisins* ». Si les paysans — qui constituent l'immense majorité du peuple — étaient un peu plus instruits, ils pourraient conduire leurs affaires eux-mêmes et ne seraient pas sous la dépendance des praticiens de village qui les exploitent.

Mais peut-on obliger le peuple des campagnes à faire donner à ses enfants cette instruction, pour élémentaire qu'elle soit ? Malesherbes, sceptique, pense que l'effort serait vain. Ce qu'il faut, c'est faire en sorte que les seigneurs s'en mêlent, y exhortent les paysans, leur fassent sentir l'utilité de l'instruction et leur en inspirent le goût. Il suggère de composer des manuels simples, à leur portée, de faire des almanachs et des journaux à l'usage du peuple, bref d'encourager toutes les initiatives qui tendront à donner aux populations travailleuses le désir d'apprendre.



Telles sont les idées principales du long travail — le plus important, mais non le seul, — (19) que Malesherbes a composé sur la réformation des études, et qui resta malheureusement lettre morte. Ne soyons pas trop surpris de son hostilité au principe d'une « éducation nationale », affirmé par La Chalotais et d'autres esprits avancés et qui sera un peu plus tard mis en œuvre par la Révolution. Pour Malesherbes, éducation nationale signifie à peu près monopole despotique de l'Université, et l'Université lui est suspecte parce qu'elle est à ses yeux synonyme d'esprit routinier et obstinément conservateur. C'est de l'émulation dans la liberté, favorisée par l'Etat et par les assemblées provinciales et municipales, que Malesherbes attend la diffusion des connaissances, la féconde variété des enseignements et des méthodes, le progrès des lumières. Et dans la mesure où il sent que l'Université dispose de trop de partisans au sein du Parlement, il hésite à faire confiance à celui-ci pour la nécessaire réformation des études. Avouons que de tels scrupules étaient parfaitement légitimes et ne portaient pas d'un préjugé conservateur, mais au contraire d'un esprit libéral et tourné vers l'avenir.

(19) Signalons notamment un *Mémoire sur la collation des grades dans l'Université*, où Malesherbes envisage de faire disparaître quelques abus scandaleux, dans les Facultés de médecine de théologie et de droit. Il est suivi d' : *Observations particulières sur la Faculté de Droit et les grades qu'on y confère*. (Archives de Rosanbo, carton 14, dossier 7.)

CHAPITRE V

LE NATURALISTE

« J'ai passé ma vie à élever des arbres ».

Initié dès sa jeunesse à l'histoire naturelle, Malesherbes cultivait avec passion la botanique. Ses plantations ; ses rapports avec ses voisins Duhamel et Denainvilliers. — Travaux d'arboriculture ; essais et expériences, échanges d'arbres et de graines. — Une correspondance significative : lettres de La Bourdonnaye de Boishullin. — Malesherbes conseiller et fournisseur ; correspondance avec Mme de Sainte-Marie. — Intérêt particulier qu'il porte aux conifères et aux arbres et plantes d'Amérique ; études et mémoires variés. — Le Mémoire sur les effets de l'hiver 1788-89. — Varenne de Fenille, disciple et admirateur de Malesherbes. — Goût de Malesherbes pour la géologie, la minéralogie, et même pour la chimie ; il collabore avec Macquer. — Un grand projet qui n'aboutit pas : une édition de Pline avec ses prolongements. — Malesherbes critique de Buffon : il démolit la Théorie de la terre. — Malesherbes et l'agriculture : il est soucieux avant tout de la mise en valeur des terres incultes. Les Idées d'un agriculteur patriote ; le Mémoire sur les moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale. Le rôle qu'il assigne à la Société d'Agriculture et à l'Académie des Sciences. — Malesherbes entretient des relations avec une multitude de savants. Son admiration pour Bernard de Jussieu, son premier maître. — Les « amateurs » et les « gens du métier ». Malesherbes se range parmi les amateurs ; mais n'est-il pas un peu plus ?

Si Malesherbes n'avait eu pour l'histoire naturelle qu'un simple goût, il ne différerait pas de la plupart des esprits cultivés de son temps. Mais il avait pour cette étude une passion véritable. Il s'y était initié dès sa jeunesse et en suivant pendant quatre années les cours de Jussieu (1) ; il la cultiva tout au long de sa vie, non seulement par

(1) Nous le savons par une note autographe, probablement antérieure à 1775, qui figure sur la chemise d'un des dossiers des archives de Tocqueville, L. 150 : « *Observations de Jussieu recueillies de ses leçons verbales en 1746, 1747, 1748 et 1749 et suivant les noms que Linnaeus donnoit alors. Ces observations cy sont tirées des conversations que j'ay eues avec M. de Jussieu en 1757.* » Mais de quel Jussieu s'agit-il ? Ce pourrait être d'Antoine de Jussieu (1686-1758), l'aîné des trois frères, qui fut professeur au Jardin du Roi et membre de l'Académie des Sciences. Il ouvrit un cours en juin 1732. Mais il s'agit certainement de Bernard de Jussieu (1699-1777), le plus célèbre des trois frères et que Malesherbes a connu presque familièrement. Bernard de Jussieu fut démonstrateur de botanique au Jardin du Roi à partir de 1722. C'est lui qui établit une *méthode naturelle* de classification des plantes et c'est bien à cette classification que fait allusion la note de Malesherbes. Malesherbes eut également des relations avec le neveu d'Antoine et de Bernard, Antoine-Laurent de Jussieu (1748-1836), qui fut lui aussi professeur au Jardin du Roi, plus tard chargé d'organiser le Museum, et qui développa devant l'Académie des Sciences les principes de la méthode naturelle de son oncle.

la lecture des livres dont sa bibliothèque était pleine ⁽²⁾, mais par des observations innombrables, par de continuelles expériences. Il fut naturaliste à Malesherbes ; il l'était pendant ses voyages. C'est à la botanique et à l'arboriculture qu'il consacrait le meilleur de ses loisirs ; sur ces sujets il entretenait une immense correspondance ; il accumula des notes et des mémoires ; il tirait plus de fierté de ses travaux de naturaliste que de sa carrière de magistrat et de son œuvre de ministre.

A Malesherbes, il plantait, il acclimatait ⁽³⁾ sans cesse et son domaine faisait l'étonnement des visiteurs et des voyageurs étrangers. Arthur Young, qui lui rend visite le 13 septembre 1787, note dans le journal de ses voyages : « *A quatre milles avant Malesherbes commence une belle plantation d'arbres, en rangées, de chaque côté de la route, œuvre de M. de Malesherbes ; c'est un exemple frappant du soin que l'on met à embellir un pays sans clôtures. Pendant plus de deux milles, ce sont des mûriers. Ils rejoignent ces autres belles plantations de Malesherbes qui contiennent un grande variété des arbres les plus curieux qui aient été introduits en France.* » ⁽⁴⁾

Il faisait venir en effet d'un peu partout des arbres exotiques pour voir comment ils se comporteraient dans ses terrains ; il recevait des paquets de graines et il en envoyait à son tour à une foule de correspondants. Il était encouragé et suivi dans ses recherches et ses travaux par ses voisins, l'académicien Duhamel du Monceau et son frère Denainvilliers, propriétaires des terres du Monceau, de Vigny et de Denainvilliers. ⁽⁵⁾ C'est cette longue et étroite familiarité qu'il évoque avec tendresse dans le *Mémoire sur les moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale en France* (lu en 1790 à l'Académie royale d'agri-

(2) Au catalogue de la bibliothèque de Malesherbes (imprimé en vue de la vente en 1797), on compte plus de 1.200 ouvrages d'histoire naturelle, du numéro 708 au numéro 1.957. Dans ce nombre les traités de botanique, les ouvrages particuliers traitant des plantes, arbres de la plupart des pays du monde, occupent une place considérable : 1.226 à 1698. Les ouvrages d'arboriculture (y compris la vigne et les arbres fruitiers) vont du n° 1.579 au n° 1.673. 128 numéros concernent les traités de jardinage et d'agriculture. La géologie, la minéralogie ne sont pas omises. La zoologie occupe plus de 200 numéros du classement. Les ouvrages généraux d'histoire naturelle sont au nombre d'une centaine.

(3) Varenne de Fenille — dont nous parlerons plus loin et qui connaissait à fond toutes les plantations que Malesherbes avait faites dans son domaine, — écrit : « Malesherbes est heureusement situé pour faire en grand des expériences dans le règne végétal. La nature du terrain y est infiniment variée » ; il ajoute qu'on y trouve : terres sèches et fraîches, rochers, marais, plaines, collines, terres profondes ou de peu d'épaisseur, sables calcaires et sables vitrifiables.

(4) *Voyage d'Arthur Young* (trad. par Henri See, 1931, tome I, p. 71 suiv.). Young, qui passe par Pétivier (Pithiviers), décrit longuement les plantations de « feu le célèbre M. Duhamel », visitant « avec une sorte de respect classique » ces terres dont il a souvent entendu parler.

(5) Henri-Louis Duhamel du Monceau (1700-1781), ingénieur et naturaliste, attaché par Maurepas au département de la marine où il s'occupait de la construction des vaisseaux, membre de l'Académie des Sciences, est l'auteur d'une *Physique des Arbres* (1758), où il expose les lois de l'accroissement des plantes, et de nombreux traités d'arboriculture. Il a également écrit beaucoup d'opuscules sur les arts industriels. Voltaire parle de lui à plusieurs reprises, disant notamment dans le *Précis du siècle de Louis XV* : « Un académicien encore plus utile par les objets qu'il embrasse, a perfectionné beaucoup l'agriculture, »

culture et dont nous parlerons plus loin :

« C'est en méditant sur M.M. Duhamel, mes voisins, mes premiers maîtres, et qui m'ont inspiré le goût de l'agriculture, que je me disais souvent à moi-même : qu'il serait heureux que chaque agriculteur sédentaire eût un frère ou un ami établi dans ma grande ville, versé dans la société des physiciens, ou que chaque physicien qui veut être agriculteur eût un frère ou un ami [...] qui se chargeât de suivre ses expériences ! »

Entre les frères Duhamel et Malesherbes, c'était de continuels échanges ⁽⁶⁾, et lorsque Duhamel du Monceau et Denainvilliers eurent disparu, c'est avec leur neveu Fougereux de Bondaroy, leur héritier et agriculteur lui aussi, que Malesherbes se lia. Qu'on en juge par cette lettre :

Ce mardy matin 18 novembre 1783.

A Monsieur de Fougereux.

Je vous envoie, Monsieur, un mémoire en réponse, un paquet d'arbres et un sac de graines.

Il doit m'arriver ce soir une voiture de Paris, qui m'apportera peut-être les sicomores dont je vous ai parlé.

S'ils arrivent ce soir, je vous en enverrai demain par un paquet séparé. Si ce paquet n'arrive pas à Denainvilliers, c'est la preuve que les sicomores ne sont pas encore arrivés à Malesherbes.

Vous connaissez, Monsieur, tous les sentiments...

Malesherbes. (7)

Nous avons eu la bonne fortune de prendre connaissance du mémoire qu'annonce cette lettre ; il indique les expériences que Malesherbes a faites sur une quantité d'arbres que lui signalait M. de Fougereux. Voici quelques paragraphes à titre d'exemples :

« *Acer pseudoplatanus* pour greffes. — Celui qui est nommé pseudoplatanus ne vaut rien pour la greffe ; nous l'avons éprouvé plus d'une fois, et quand vous voudrez je vous dirai la théorie de mon jardinier sur la cause de ce fait. Je compte en envoyer aussi deux cents à M. de La Luzerne ⁽⁸⁾ quoiqu'il ne les ait pas demandés, parce que je crois ce sujet nécessaire à quiconque veut élever des arbres exotiques ».

« *Charmes dont les feuilles rougissent l'hiver*. — Je n'ai que deux charmes

(6) Au cours de ses voyages, Malesherbes se tient en liaison régulière avec Duhamel du Monceau, lui faisant part de ses observations, sollicitant ses avis et ses conseils (cf. chap. VI).

(7) Archives de M. Duhamel de Fougereux (Château de Vrigny, Loiret). Dans ces archives de Vrigny, nous avons encore trouvé notamment : un rapport autographe de Duhamel sur les semences, boutures et particulièrement les semences d'érables, où il est souvent fait allusion à Malesherbes, — une lettre de Fougereux de Bondaroy (minute) à Malesherbes, écrite après la mort de Duhamel, et dans laquelle Fougereux demande à Malesherbes de reporter sur lui l'amitié qu'il vouait à son oncle ; plusieurs autres lettres postérieures témoignant de rapports fréquents entre Malesherbes et Fougereux, — une note de 1783 intitulée : *Liste des plantes à demander à Malesherbes*, etc.

(8) Un des frères La Luzerne, neveux de Malesherbes, avait une propriété nommée Chambon, située à environ sept lieues de Malesherbes.

exotiques, l'ostroye et le *carpinus virginiana*. Je vérifierai si leurs feuilles rougissent l'hiver [...]. Flizet (9), à qui je viens de parler, ne se rappelle non plus d'aucune espèce de charme dont les feuilles rougissent l'automne. Les feuilles de charme ainsi que celles du chêne et du hêtre et de tous les arbres dont la feuille ne tombe qu'au printemps, passent de la couleur verte à la couleur de rouille ou de feuilles mortes, et dans le temps de cette décoloration peuvent paraître un moment du même rouge dont le hêtre qu'on appelle pourpre est toute l'année. Mais cette couleur ne dure pas et je ne connais point de charme dont la feuille devienne d'un beau rouge comme celle du hêtre écarlate, celle de l'alisier, etc. »

« *Fusain à fruit blanc*. — Je chercherai quelque part où je crois avoir un pied greffé qu'on peut ôter. J'en ai couché un pied greffé et je verrai s'il a des racines. Quant à la graine, j'ai éprouvé que sa couleur dégénère... »

« *Gleditsia*. — Le *gleditsia incrinis* n'a encore jamais donné de graines mûres à Malesherbes, et en général les *gleditsia* n'en ont presque point donné cette année ».

« *Prunier de Virginie*. — Je n'en connais pas d'autre que le prunier à fruits de corail que je tiens de vous ; ainsi vous en avés plus que moi. Je ne crois pas qu'il vaille la peine de vous être envoyé ».

« *Populus alba* ». — Sur cet article, Malesherbes s'étend assez longuement, racontant qu'au cours de son voyage en Hollande il a vu une grande quantité de ces arbres, il les décrit, il indique l'usage que l'on fait de leur bois, etc...

Nos recherches dans les archives du château de Vigny nous ont encore permis de retrouver un épais cahier de notes d'arboriculture dictées par Malesherbes en 1774 et destinées vraisemblablement à Duhamel. Ces notes concernent une cinquantaine d'arbres que Malesherbes s'efforçait d'acclimater dans son domaine. Elles sont d'autant plus intéressantes que la plupart des articles comportent des références à ses voyages ; il est rare en effet que Malesherbes parle d'une espèce d'arbre peu commune sans dire qu'il l'a rencontrée à tel endroit, croissant sur tel terrain ; en botanique plus encore qu'ailleurs, ses souvenirs personnels viennent presque toujours étayer ses idées et illustrer ses descriptions : *il n'aime à parler que de ce qu'il a vu*. De ce remarquable cahier, nous nous bornerons à extraire deux ou trois pages qui permettront de juger de l'ensemble.

Voici l'article consacré au micocoulier :

CELTIS OU MICOCOULIER ORDINAIRE CELTIS ORIENTALIS OU MICOCOULIER DU LEVANT

Le micocoulier ordinaire vient chez moi dans tous les terrains, il vit mal, mais il vit et dans le terrain crayonneux et dans le terrain sablonneux et dans le terrain marécageux.

(9) Son jardinier. Dans le *Mémoire sur les moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale en France*, Malesherbes écrit (1790) : « J'ai travaillé ou plutôt fait travailler par mon jardinier sur l'agriculture pendant quarante ans. »

Mais dans le bon terrain de mon jardin, terrain de sable, gras et humide, il pousse avec une force singulière et ses branches retombent et font parasol presque autant que celles du saule oriental.

C'est le naturel de cet arbre dans tous les pays où il se plaît. *J'en ai vu un dans la promenade publique de la ville de Manosque en Provence, sous lequel quarante ou cinquante personnes viennent se mettre à couvert quand il pleut.* (10)

Chez moi, dans le terrain sec mais bon, et où cet arbre est abandonné à lui-même, comme en plein bois, il fait aussi le parasol mais moins que dans le terrain bas.

Dans le fort mauvais terrain, j'en ai planté cent environ avec des padus pour faire ensemble un taillis que j'ai réellement coupé depuis. C'est le plus vilain taillis qu'on puisse voir, mais il existe et les cépées repoussent très bien ; celles de micocouliers s'y plaisent davantage et y font mieux que celles du padus ou merisier à grappe.

En général, cet arbre, quoique venu des pays chauds, ne craint point la gelée ou fort peu et justement quand il est jeune. Il ne craint pas non plus les mauvais terrains, il y fait vilaine figure, mais il y vit. Il me semble que le lapin lui fait moins de dommage qu'à bien d'autres. Il vient très bien de graine et en donne tous les ans. Il donne aussi des rejetons de racines et voici sur cela ce qui m'est arrivé.

J'avais un assez vieux micocoulier dans un plein-bois peu éloigné d'une allée d'ormes : les racines de ces ormes nuisaient au bois qui en était proche. On me conseilla de creuser des rigoles parallèles à cette allée dans lesquelles j'élèverais des rejetons d'orme qui tiendraient lieu d'autres bois. L'année suivante, j'y allai regarder et je trouvai trois ou quatre rejetons de micocoulier qui s'étaient étendus jusque dans ces rigoles.

On lira maintenant l'article consacré au mahaleb ou arbre de Sainte-Lucie dont Malesherbes avait dans sa propriété une allée qui faisait l'admiration des visiteurs.

PADUS

Le mahaleb ou *arbre de Ste Lucie*, qui est un padus, est certainement celui de tous les arbres que j'ai plantés qui vient le mieux dans les mauvais terrains, de tout genre, soit sablonneux, soit crayonneux. Dans la bonne terre de mon jardin, il s'élève presque aussi haut qu'un aulne et avec du soin il s'élève droit. Cependant son naturel est d'être buisson.

L'odeur de sa fleur est charmante pendant plus d'un mois, celle de la feuille est aussi très agréable pendant les trois ou quatre jours où elles se fanent et tombent. On sait l'usage qu'on fait et du bois et de la feuille pour parfumer le gibier : quand il est en grande quantité, comme je l'ai, il parfume l'air assez au loin dans le temps de la fleur. *Son nom vient du couvent de Ste Lucie en Lorraine dans une terre appartenant à M. de Brunoy, entre Commercy et St Mihiel. Je l'y ai vu et l'en ai rapporté.* Les moines m'ont assuré que cet arbre ne lèverait jamais hors de leur territoire, où Ste Lucie l'a planté, et c'est suivant eux un miracle perpétuel de cette sainte. Ils en élèvent dans leurs jardins et m'ont dit que tous leurs bois en sont pleins.

(10) Nous soulignons, dans ces textes, tout ce qui concerne les voyages de Malesherbes.

Je n'ai vu que ceux du jardin dont j'emportai six jeunes pieds. Comme je fus longtemps en route, et que la saison était déjà avancée pour planter, un seul prospéra chez moi, mais ce seul pied a suffi pour prouver que c'est bien notre mahaleb.

Ces religieux en font un assez gros commerce ; ils le font tourner en étuis ou en autres ouvrages. Les religieuses de Nancy en font grand usage. *Dans le voyage que je fis en Lorraine, ces religieuses m'avaient dit que ce bois venait du couvent de Ste Lucie mais n'avaient pas pu me dire où il était, c'est le hasard qui m'y fit passer.*

Haller, dans son ouvrage des plantes de Suisse, dit que les Lorrains font beaucoup d'ouvrages de ce bois.

Malgré le privilège exclusif donné par Ste Lucie, cet arbre ou plutôt ce buisson est très commun dans le pays de Malesherbes et des environs, *et je l'ai trouvé aussi dans celui de Rhosny près de Mantes sur Seine dans des haies et surtout sur les côtes âpres et pierreuses, dans les mauvais terrains.* Ce n'est pas qu'ils ne viennent encore mieux dans les bons, mais dans le bon terrain les grands bois, les chênes, les hêtres prennent apparemment le dessus.

J'en ai trouvé aussi dans la forêt d'Orléans, dans les Alpes, dans les Pyrénées ; on me l'a rapporté de quelques forêts de Bourgogne où il est fort commun et où on le prend pour du nerprun ; en un mot, je l'ai vu partout où j'ai été et nulle part on ne sait que ce soit là le véritable bois de Ste Lucie.

Son fruit est une cerise amère qu'on peut cependant manger. Les oiseaux en sont avides et dévorent tout le fruit quand on n'en a que peu d'arbres. *Les religieux de Ste Lucie m'ont dit qu'ils font de cette cerise un très bon ratafiat.*

Les différentes espèces de cerises se greffent sur ce sujet. Je ne les ai pas encore vu parvenir à l'âge de donner du fruit ; mais en tout cas, ces greffes réussissent encore mieux sur le merisier qui est plus analogue.

C'est de noyau que je le multiplie. On peut aussi couper un arbre et en faire une mère. C'est ce que je faisais et ce qui me réussissait quand je n'en avais que peu de pieds.

Cet arbre a aussi l'avantage de garder très longtemps ses feuilles. Enfin on sait l'usage de son bois. Mais je ne sais si c'est le bois de la tige ou seulement la racine qui est odorante. J'en ai fait scier en planches et donner des échantillons à M. Duhamel.

Voici enfin un court article sur la vigne dont il a tenté quelques essais dans le terrain de Malesherbes.

VIGNE

On sème rarement le pépin de vigne à cause de la facilité de la provigner.

J'ai trouvé dans la Camargue une vigne sauvage très vigoureuse et qui s'attache aux grands arbres comme le lierre et autres parasites et s'élève jusqu'à leur sommet. On la nomme dans le pays ambrusquère, ce qui dérive évidemment de la brusca, vigne sauvage.

En 1771, j'ai prié quelqu'un de me faire venir et du plan et du raisin. Ce raisin est petit, a de très gros pépins et le goût très sucré. J'ai imaginé

que cette vigne spontanée dans un climat chaud était la mère-vigne donnée par la nature qui pourrait produire des variétés.

On fait de son bois de jolies cannes légères, fortes et très élastiques qu'on nomme canne d'ambrusquère. *Le raisin se mange dans la saison par les enfants d'Arles et on le vend dans les rues de cette ville.*

En conséquence, j'ai semé les pépins et ils ont levé, mais ils sont dans un terrain trop humide pour la vigne. J'en ai planté déjà plusieurs pieds ailleurs et j'en ai donné à plusieurs personnes pour voir ce que ce plant deviendra dans les différents terrains et les différentes expositions.

Je ne sais si j'en ai donné à M. Duhamel ; s'il en veut j'en ai encore à lui offrir.

On appréciera l'intérêt minutieux que Malesherbes portait à ses plantations par la lettre que voici destinée à son jardinier Flizet (11) :

« Pour Flizet, et je demande à M. Bernier de m'envoyer les réponses de Flizet à tous les articles.

Ce 4 Juillet.

1°) Voilà bientôt le tems où les graines de Ste Lucie seront mûres. Quoique je n'en aye pas besoin d'une grande quantité pour moi, il faut en recueillir le plus qu'on pourra pour l'abbé Nolin. Flizet en gardera pour nous ce dont il a besoin ; et quant au reste, après les avoir fait un peu sécher pendant un mois environ, il m'enverra à Paris toute la collection, par Gatineau ou par Bordery. (12)

2°) Si le padus de la grande espèce ou padus à fruit noir a donné du fruit, il faut aussi en ramasser tant qu'on pourra.

Pour la petite espèce, ou à fruit rouge, elle trace si abondamment que cela est inutile.

3°) Si le ragominier donne cette année du fruit, il faut aussi le bien cueillir, et que Flizet aille voir, pour cela, ceux qui sont dans le parc et n'oublie pas ceux de la touffe de Villetard. Nous garderons ceux-là pour nous et Flizet les sèmera avec un grand soin dans le tems qu'il croira le plus convenable, et dans les pots pour que les noyaux ne soient pas mangés par les mulots ou les insectes.

4°) Je lui demande aussi si par hasard le padus phytolacca aurait donné du fruit cette année-cy. Il faut, pour cela, aller voir ceux qui sont à l'abreuvoir, et ceux qui sont au milieu du bois de sicomore, qui est derrière la cour du Colombier, entouré d'épines rouges et d'aria.

5°) Je demande si le mespilus aria paraît devoir donner du fruit cette année. Il faut voir, pour cela, ceux qui sont dans le bois dont je viens de parler, du côté de la Croix, ceux qui sont dans la Provence du parc, et ceux qui sont au-dessus de l'Eglise, dans le terrain où il y a des mélèses.

6°) Il est intéressant de savoir si l'érable sucre a donné la graine, et s'il y en a, de la recueillir. Il faut que Flizet regarde à celui qui est depuis longtems dans mon jardin à la vieille haye, et à celui qui est dans le parc au milieu d'un rond qui était autrefois une clairière. Flizet doit se souvenir

(11) Cette lettre n'est pas inédite : elle a été publiée par le docteur Denizet dans les *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, tome III (Fontainebleau, 1885).

(12) Négociants du bourg de Malesherbes.

de cet ancien arbre qui a été cassé dans le tems qu'on coupa le bois du parc et qui a repoussé.

7°) Je suis persuadé que l'orme tortillard n'a pas donné de graine cette année-cy. S'il y en avait eu, Flizet me l'aurait envoyée. Je voudrais cependant avoir sur cela une réponse précise.

8°) Flizet ramassera d'ailleurs les autres graines intéressantes d'arbres et de plantes dont je ne lui parle pas. Je m'en rapporte sur cela à lui.

Malesherbes. »

**

Nous avons dit que Malesherbes se faisait sans cesse envoyer des graines ou des arbres pour en faire l'essai dans son domaine. Il en recevait souvent de l'étranger. Les archives de Tocqueville renferment, parmi d'innombrables documents, un dossier intitulé « Affaire de l'envoi d'arbres d'Angleterre ». Voici la minute d'une lettre autographe adressée probablement en octobre 1765, à un correspondant qui est sans doute le comte de Sarsfield :

« A Malesherbés ce samedi.

...Un de mes amis, revenu nouvellement d'Angleterre où il a vu M. Gordon, veut me faire venir des arbres et veut les faire venir dans le mois de novembre. Il compte qu'on les enverra à Douvres par les voitures ordinaires, de Douvres à Calais, et de Calais à Paris aussi par les voitures publiques. Je sais que c'est la route que vous faites prendre ordinairement à ceux qui arrivent pour vous. Mais je me souviens que vous m'avez dit que vous avés un correspondant à Calais qui est un homme merveilleux par les soins qu'il se donne pour ces arbres pendant qu'ils sont en dépost chés luy. Vous m'avez dit de plus qu'il voudroit bien aussi se charger des miens. Mais j'ay oublié son nom. Je ne sçais cependant pas si ce n'est pas M. Caffieri, directeur de la poste à Calais. Quel qu'il soit, je vous prie de vouloir bien m'en envoyer le nom et l'adresse... »

Le transitaire est bien effectivement Caffieri, car nous avons la réponse du correspondant de Malesherbes qui lui dit (Paris, 3 novembre 1765) : « *Je vous envoie, mon cher ami, la réponse de M. Caffieri...* », réponse qui est datée de Calais, le 31 octobre 1765, et qui contient ces mots : « *Soyez certain que je donnerai toute mon attention pour qu'ils [les arbres] puissent arriver à Paris bien conditionnés...* »

Ainsi les arbres venus d'Angleterre seront acheminés sur Paris, grâce aux soins vigilants du directeur de la poste de Calais.

Bonamy, médecin et botaniste nantais, avec qui Malesherbes entretint pendant quelques années des relations suivies, lui envoie une cinquantaine de pieds de chênes nains, ainsi que des glands,

dont Malesherbes accuse réception en ajoutant qu'il a fait parvenir à MM. de Jussieu et Turgot ceux qui leur étaient destinés. (13)

Il s'approvisionne également en pommes de pins et de sapins du Dauphiné, ayant recours pour cela aux bons offices du P. Jacques Richard, jacobin de la rue du Bac à Paris, et surtout du P. Humbert Brunet, de Briançon ; il écrit, sans doute à ce dernier :

« Il y a aux environs de Briançon trois espèces de pin :

1° celui qu'on appelle tout simplement pin ;

2° celui dont les paysans font des torches qu'ils appellent pin suffis ou torche-pin ;

3° un autre pin qui vient des hautes montagnes et qu'on appelle aloïès.

Je voudrais bien avoir des graines, c'est-à-dire des pommes neuves de ces différents pins et surtout du torche-pin.

Je crois que le tems où il faut les cueillir est le printemps, au reste les gens du pays le savent mieux que nous et c'est à eux qu'il s'en faut rapporter. Le même pays produit le mélèze, arbre résineux très connu et dont je voudrois avoir des pommes.

Je voudrois une vingtaine de pommes de chacune de ces quatre espèces pour faire l'essai d'exposer [mot douteux] les graines et savoir si dans le cas où elles réussiroient, on pourroit en avoir l'année prochaine une plus grande quantité ». (14)

Dans une autre lettre Malesherbes précise ce qu'il attend encore des bons offices de M. Brunet :

« Il ne me reste rien à désirer quant au pin aloïès sinon que le Père Humbert Brunet veuille bien m'envoyer de la graine qu'il a déjà fait ramasser et qu'il a dans sa chambre.

Quant aux trois autres je ne demanderay point de pieds d'arbres tant par la difficulté de les transporter que parce que les pieds des pins de ce pays-cy repoussent difficilement étant transplantés et je crois qu'il en est de même des autres.

Ainsi il faut nous en tenir aux graines, au moins pour cette année. Nous verrons si l'année prochaine nous aurons des occasions pour faire venir des pieds [...].

Je voudrois quatre onces de graine de mélèze, autant de graines de pin suffis et une livre de lignes de chacun.

Je prie aussi le révérend père Humbert Brunet de m'envoyer tout cela avec des étiquettes et en différens paquets dont aucun ne pèsera plus de trois ou quatre livres, le tout par la poste à l'adresse de M. de la Reynière,

(13) A Nantes encore, Malesherbes noue des relations avec M. de Montaudoine de la Touche, négociant et armateur, correspondant de l'Académie des Sciences (il avait donné à l'un de ses bâtiments le nom de Voltaire ; celui-ci le remercia en juin 1768). Dans une lettre à Bonamy, Malesherbes dit que sa fille, Mme de Rosambo, de passage à Nantes, « a beaucoup vu M. de Montaudoine », ce en quoi il lui a porté envie. (*Archives de Tocqueville*, L. 150.)

(14) *Archives de Tocqueville* (minute autographe sans date, probablement un peu postérieure à 1760).

administrateur général des postes (15), qui me les fera remettre. Il me reste à remercier d'avance le R.P. Humbert Brunet pour les soins qu'il veut bien se donner pour cette affaire ».

A Etienne Maynon d'Invaux (16), un ami d'enfance, Malesherbes demande si l'on peut trouver de la graine d'oyats en Picardie. Son neveu La Luzerne lui rapporte d'Angleterre de l'halésie (février 1769) ; il en envoie à M. Pétigny en lui signalant que c'est une graine rare et précieuse et en lui recommandant de la planter dans son jardin ; il lui écrit (22 février 1769) :

« Je suis, Monsieur, cultivateur de plantes étrangères et surtout d'arbres. Vous ne l'ignorés pas puisque je jouis de vos bienfaits. Non seulement je suis cultivateur par moi-même, mais je passe ma vie avec beaucoup de gens qui ont encore plus de zèle que moy et plus le tems de s'en occuper... ». (17)

C'est encore La Luzerne qui lui envoie de la graine de citrouille iroquoise, qu'il « *tient du seul homme qui en eût en Angleterre* » ; Goyon de la Salle, sub-délégué à Condom, lui fait parvenir des pignons de pins et des glands de chêne-liège. Avec J.-J. Rousseau, après 1770, Malesherbes échange des plantes, des mousses et des échantillons d'herbiers. (18) Le marquis Turgot, frère du ministre (19), avec lequel il échange une correspondance assez régulière en 1780-1781, correspondance uniquement consacrée à l'arboriculture, lui envoie cinq chênes blancs, un magnolia, des greffes de noyer à feuilles de frêne et de frêne à feuilles de noyer, des greffes de pommier doux. Les lettres qu'il écrit au baron de Poederlé, de Bruxelles (20), en pleine tourmente révolutionnaire (janvier-avril 1791) et celles qu'il reçoit de lui, roulent presque entièrement sur l'agriculture, les arbres fruitiers, les plantations du domaine de Malesherbes...

La botanique et l'arboriculture tiennent encore la plus grande place dans une longue correspondance que Malesherbes entretenait avec La Bourdonnaye de Boishullin, procureur général syndic des Etats de Bretagne. (21) Celui-ci avait une propriété à Lauvergnac près de Guérande ; il était également en relations avec Duhamel.

(15) Beau-frère de Malesherbes. C'est sous le couvert de La Reynière que parviennent à Malesherbes beaucoup d'envois de graines ou de plantes.

(16) Intendant d'Amiens ; contrôleur général des finances en 1768 ; il fut remplacé par Terray.

(17) *Archives de Tocqueville*, L. 150.

(18) Cf. notre ouvrage *J.-J. Rousseau et Malesherbes, d'après des documents inédits*, chap. III. Fischbacher Paris, 1960.

(19) Le marquis de Turgot (1721-1789), officier, puis gouverneur malchanceux de la Guyanne, fut l'un des fondateurs de la Société royale d'agriculture, puis associé libre de l'Académie des Sciences (*Archives de Rosambo*, carton 19, dossier 1) et *Archives de Lantheuil*, carton 34, lettre du 24 décembre 1782). Nous l'avons cité plus haut au chap. III.

(20) Associé étranger de la Société royale d'agriculture (*Archives de Rosambo*, ibidem).

(21) *Archives de Tocqueville*, L. 150. Ce dossier et plusieurs autres (L. 149, 153, 154, 155, 156 et 157) renferment une abondante correspondance de Malesherbes avec un grand nombre de personnes, amateurs ou simples fournisseurs, sur des questions de botanique, d'arboriculture, d'horticulture, sur des envois d'arbres, de plantes ou de graines. Nous ne pouvons énumérer les noms de tous les correspondants de Malesherbes.

La Bourdonnaye et Malesherbes échangent des plantes ⁽²²⁾ ; ils échangent aussi des observations et des idées. Le magistrat breton envoie à Malesherbes le catalogue des plantes qu'il cultive à Lauvergnac ; Malesherbes répond par des remarques ; l'autre envoie une « *réponse aux observations de M. de Malesherbes* ». Un jour ils parlent de différents modèles de ruches ; dans une autre lettre (1^{er} septembre 1761) La Bourdonnaye fait l'éloge de ses allées de pins qui abritent ses autres plantations contre la violence des vents du sud-ouest ; il donne à Malesherbes des détails sur le pin de Genève. Voici d'ailleurs le contenu sommaire de quelques-unes de ses lettres.

15 Septembre 1760. Il parle du projet qu'avait caressé Malesherbes de « faire travailler, d'après Pline, sur tous les objets qu'il renferme », projet que l'*Encyclopédie* a dérangé. ⁽²³⁾ Il consulte Malesherbes sur son dessein de publier une nomenclature des plantes, avec ou sans figures : ce serait un livre de vulgarisation ; encore faudrait-il trouver « botanistes et libraires qui pourroient entreprendre cet ouvrage par souscription ».

10 Novembre 1761. Il lui envoie deux plants de pin maritime.

17 Novembre 1761. Il est question d'un ouvrage intitulé *Corps complet d'économie rurale* et d'un projet d'herbier.

2 Février 1762. « Je ne say, Monsieur, si c'est un présent que je vous fais. Voilla une belle silique qui a été cueillie il y a près de deux ans au cap Bonne Espérance ; de là elle a été à l'isle de Bourbon. Enfin elle vient d'arriver en France. Vous trouverés dedans deux graines qu'elle contenait... »

13 Janvier 1765. Considérations sur l'hiver particulièrement rigoureux qui sévit et sur la résistance des arbres.

9 Novembre 1773. Il est question de varechs et de goëmons.

Année 1780. La Bourdonnaye parle longuement des pins : pin du Nord, pin d'Ukraine, pin Lariccio de Corse (que Malesherbes a promis de lui procurer), pin de Genève... Il proteste contre les déboisements des forêts domaniales qui ont été faits sous le ministère de l'abbé Terray.

11 avril 1781.

« J'ai reçu, Monsieur, vos nouveaux bienfaits, c'est-à-dire de la graine de liquidambar d'Amérique, que vous dites différent de celui que vous m'avez donné qui est d'Orient... » ⁽²⁴⁾

(22) Sur la chemise d'une des liasses qui constituent cette correspondance, on lit, de la main de Malesherbes : « Les lettres de cette liasse contiennent les affaires de nos envoys réciproques de l'hiver de 1762 à 1763. » D'ailleurs toutes les lettres de La Bourdonnaye sont annotées par Malesherbes, qui indique souvent, en haut de la page, le thème principal de la lettre. (*Archives de Tocqueville*, L. 150.)

(23) Voir plus loin, p. 485.

(24) Il existe en effet plusieurs espèces de liquidambar, renfermant toutes des sucres balsamiques ; les deux plus importantes sont le liquidambar oriental d'Asie Mineure, qui fournit le baume styrax liquide, et le liquidambar styraciflua, d'Amérique du Nord, qui produit le baume copalme ou ambre liquide.

Ce constant dialogue entre Malesherbes et La Bourdonnaye apparaît d'une extrême variété. Ici Malesherbes pose une foule de questions sur les genêts et le jonc marin ; là son correspondant lui demande s'il cultive des orangers à Malesherbes ; plus loin, La Bourdonnaye retrace une conversation qu'il a eue sur la géologie et la minéralogie avec le Genevois De Luc, « *qui a couru toutes les montagnes même sur les glaces et les volcans fumants* » ; dans les lettres de l'année 1769 il est souvent question de pierres, de cristaux, de quartz, de granits...

Car cette correspondance ne se limite pas aux problèmes de botanique et d'arboriculture. Quand La Bourdonnaye est à Genève, pendant l'été de 1765, pour recevoir les soins de Tronchin, il donne à Malesherbes quelques nouvelles de la vie genevoise et il lui énumère les Français notoires qui séjournent à cette date sur les bords du Léman : « *Les gens qui sont icy et que vous pouvés connoître sont Mesdames d'Enville, d'Harcourt, de Causans, de la Corée, de Chabot et de La Rochefoucauld, les hommes M. d'Harcourt et M. de La Rochefoucauld.* » Rentré à Lauvergnac, le 1^{er} décembre 1765, il l'entretient de l'état des relations de Voltaire avec les Genevois :

« Vous savés que Voltaire est actuellement le conseil des représentans de Genève qui ont été ses persécuteurs et qui l'ont fait brûler. C'est précisément la brûlure de ses feuilles qui l'a picqué contre le Conseil et cette brûlure a été stimulée par les représentans. Mais ces mêmes représentans autrefois si dévots ne croient plus aux miracles parce que Rousseau a écrit contre et parce que l'on a persécuté Rousseau pour ses écrits sur cet objet. Ils ont été se jeter dans les bras de Voltaire qui peut-être les persifle, mais qui les anime contre le Conseil... »



Quittons M. de La Bourdonnaye, — mieux inspiré d'ailleurs quand il parle de botanique que lorsqu'il évoque les démêlés de Voltaire avec les autorités genevoises, et revenons aux plantes... Malesherbes éprouve plus de plaisir encore à donner qu'à recevoir. La comtesse de Tessé⁽²⁵⁾ veut avoir un jardin botanique et un bosquet d'arbres rares et odoriférants : c'est à lui qu'elle s'adresse. Malesherbes lui envoie une liste d'arbrisseaux qu'il accompagne d'un mémoire.⁽²⁶⁾ Après quelques remarques d'ordre général, ce travail se divise en quatre articles :

1°) « *Quels sont les arbres ou arbustes communs qui doivent faire la base ou la principale partie d'un bosquet qu'on veut qui soit odoriférant* ». (Malesherbes indique ici toutes les espèces de rosiers et de chèvrefeuilles, les lilas, le jasmin à fleur blanche, le seringa des

(25) Adrenne-Catherine, fille de Louis, duc de Noailles et duc d'Ayen, mariée au comte de Tessé. Elle était l'amie de Mme de la Reynière, belle-sœur de Malesherbes.

(26) *Observations sur l'état d'arbrisseaux odoriférans donné à Mme la comtesse de Tessé* (Archives de Tocqueville, L. 159). Nous avons de ce mémoire l'original autographe et une copie.

jardins, le genêt d'Espagne, le daphné bois-joli, l'acacia-robinier, l'épine à fleurs doubles):

2°) « *Arbres et arbustes que j'ay et que je donneray* ». (Il cite entre autres le bois de Ste Lucie.)

3°) « *Arbres que je n'ay pas mais que je trouveray ailleurs* ». (Il cite notamment le pade d'Amérique, la ronce odorante.)

4°) « *Arbres et arbustes que je ne peux me procurer* ».

Ainsi Malesherbes sera non seulement le conseiller, mais le fournisseur de Mme de Tessé. (27)

Il fut également le fournisseur attitré de Mme de Sainte-Marie, née Carpentier de la Thuillerie, qui habitait le château de Saint-Martin, près de Nevers. Les lettres qu'il adressa à cette dame et qui s'échelonnent de 1766 à 1787 nous font voir Malesherbes sous l'aspect d'un ami empressé, constamment obligeant, qui se plaît à satisfaire les goûts de sa correspondante et à lui envoyer les arbres et arbustes qu'elle désire introduire dans sa propriété. C'est là le principal intérêt des 35 lettres qui nous sont parvenues et dont 15 sont entièrement autographes. (28) Il est vrai que plusieurs d'entre elles ont d'autres objets : Mme de Sainte-Marie ne se gêne pas pour solliciter en diverses circonstances l'appui de Malesherbes et celui-ci intervient en sa faveur auprès de Trudaine pour l'établissement d'un chemin qu'elle réclame, — et auprès de d'Ormesson afin d'obtenir pour elle et ses vassaux un dégrèvement d'impôts. Il ne peut toutefois satisfaire à toutes ses exigences : Mme de Sainte-Marie, qui vient de faire un petit séjour au château de Malesherbes, a l'intention de se rendre à Paris : elle a demandé à son puissant ami de lui procurer un logement dans une des maisons royales. Malesherbes l'avertit que c'est une faveur très difficile à obtenir : « *Je n'ay point de relations avec M. d'Angivilliers (29) de qui cela dépend ; d'ailleurs ces logements sont fort rares ; comme ils ne se donnent que par faveur, ce sont les amis intimes de celui qui y nomme qui y ont le plus de part...* » (30) Une

(27) Relevons ici une intéressante allusion à son voyage en Provence : « Au reste, j'avoue que je n'ay jamais esté bien frappé de l'odeur des cistes ny dans les jardins de botanique ny même en Provence où j'en ay vu de grands terrains tout couverts. Je diray la même chose de l'odeur et de la culture du daphné saint-bois. Je l'ay vu très commun en Provence et même en Haute Provence et en bas Languedoc, et je sçais qu'il l'est aussi dans des provinces moins méridionales comme le Poitou. »

(28) *Archives départementales de la Nièvre*, 14 F. 10 (Fonds Rapine du Nozet de Sainte Marie). Ces lettres ont été présentées par M. André Biver le 22 février 1944 à la Société Nivernaise des Lettres, Sciences et Arts. (Voir *Bulletin de la Société Nivernaise des Lettres, Sciences et Arts*, tome XXXI, 3^e et 4^e fascicules, années 1944-45, page 184). — Marie-Gabrielle Carpentier de la Thuillerie était l'épouse de Claude-François Rapine du Nozet de Sainte-Marie, seigneur de Saint-Martin et de Sainte-Marie.

(29) Directeur général des bâtiments et jardins sous Louis XVI.

(30) Sur cette question des logements royaux, Malesherbes a ajouté dans cette lettre de curieux renseignements qui lui sont dictés par le souvenir de son passage au ministère de la Maison du Roi et de Paris. « Il y a une partie de ces logements qui dépendent du secrétaire d'Etat à Paris. Autrefois même il y en avait beaucoup plus. Du temps de M. de La Vrillière les gouverneurs des maisons luy ont enlevé une partie de ces nominations. Pendant que j'ay été secrétaire d'Etat, je n'ay pas eu une seule occasion d'y nommer. Mais M. de Maurepas qui a eu longtems la même place dans un tems où il y avait plus de

autre fois, Mme de Sainte-Marie a l'indiscrétion de demander à Malesherbes de solliciter les juges dans une affaire importante pour elle. Il lui répond sans ambages :

« J'écrirai très volontiers, Madame, à M. de Lamoignon et à M. de Rosanbo, et je crois qu'ils n'ont pas besoin que j'excite leur zèle, mais comme il faut vous dire la vérité, je vous préviens que vous n'aurés pas à attendre beaucoup de sollicitation d'eux pour le fond de l'affaire.

Je ne sais pas comment pensent les autres juges, mais ma façon de penser, qui est aussi celle de M. de Rosanbo et à ce que je crois de M. de Lamoignon, est que c'est faire une sorte d'insulte à un juge que de le solliciter.

Si un de mes amis a un procès où il soit question de ses procédés, par exemple si c'est un mari dont la femme veut être séparée, ou s'il y a eu quelque risque sur laquelle la justice ait à statuer, je ne fais aucune façon de solliciter les juges parce que ma sollicitation est en quelque sorte un témoignage en faveur du caractère de mon ami.

Mais dans une affaire comme la vôtre, qui est une pure question de droit, je ne peux demander à un juge que de se déterminer suivant sa conscience ».

Malesherbes est, certes, plus à l'aise quand il parle à Mme de Sainte-Marie des arbres de Ste Lucie qu'il se propose de lui envoyer (lettre du 7 novembre 1783) ou de son intention de lui faire parvenir des ébéniers et des saules pleureurs à défaut de tulipiers, dont les racines sont trop délicates pour soutenir le transport (lettre du 28 décembre 1785). Il lui enverra dès le printemps un paquet de cent ébéniers, un paquet de boutures de saules ; il lui propose aussi l'arbre de Judée, le genêt d'Espagne, le colutea « dont il lui sera plus aisé d'envoyer des graines que des pieds », et qu'il faut semer en mars. Il veille personnellement sur les détails de l'expédition qu'il effectue tantôt par Fontainebleau où passent les voitures publiques pour le Nivernais, tantôt en envoyant les ballots à Paris où ils sont chargés, ce qui est la meilleure solution lorsque la cour séjourne à Fontainebleau, car alors « les aubergistes ont tant d'affaires qu'ils ne savent à qui entendre et il serait à craindre que le paquet ne soit jeté dans un coin et oublié ». L'hiver de 1785-86 a causé de grands dégâts dans le parc du château de St Martin : aussi Malesherbes s'offre-t-il à réparer ces pertes : il enverra à sa correspondante l'amandier nain, le cotinus, le staphylée ; il y joindra d'autres essences plus rares : le liquidambar d'Orient, le gayac d'Amérique et le bouleau-canot greffé. Il s'étend longuement sur le traitement de ce bouleau, dont il fait l'éloge, et sur l'usage qu'on fait en Russie de son bois. Il enverra encore, non pas un thuya des Alpes (il n'en a point), mais un sumac d'Europe — s'il en a d'enracinés, deux tulipiers et quelques arbres verts avec leur motte ; il y ajoutera de la graine de sapin, de pin du

nomination qu'à présent, m'a dit qu'il ne luy est pas arrivé trois fois dans tout le cours de son ancien ministère d'en pouvoir disposer à son gré. C'étoit ou la reine ou M. le Dauphin ou le cardinal de Fleuri qui lui faisoient de ces recommandations, auxquelles on ne peut résister. »

Canada et de thuya chinois (lettre du 20 décembre 1786) (31). Tous les paquets qu'il envoie sont munis d'étiquettes et accompagnés de recommandations précises.

*
**

Si rien de ce qui concernait l'arboriculture ne laissait Malesherbes indifférent, il s'intéressait tout particulièrement aux conifères : pin, sapin et mélèze. Dans le chapitre que nous consacrons à ses relations avec les Genevois, nous faisons état de ses relations avec H.-B. de Saussure (32), qu'il interroge longuement sur le pinus silvestris ou pin de Genève et sur les différentes espèces de pins. La question de l'utilisation du bois de pin pour les mâtures lui tenait à cœur.

Au cours de son voyage en Bretagne dans l'été de 1779, il fit connaissance avec un maître-mâteur de Brest, Barbey, et il échangea plusieurs lettres avec lui. L'année suivante, en novembre 1780, Barbey remit à Mme de Rosanbo, qui était allée à Brest elle aussi, le mémoire qu'il avait écrit sur les mâtures de Riga en Livonie, que Malesherbes souhaitait lire. (33) Un projet le hantait : il aurait voulu qu'on envoyât, sinon une mission scientifique, tout au moins un ou deux naturalistes, dans les forêts de Russie et d'Ukraine, afin d'apprécier la valeur des bois de construction qui abondent dans ces pays. Il s'en ouvrit à La Bourdonnaye, rappelant qu'un voyageur anglais avait fait jadis une communication à ce sujet à la Chambre des Communes. Malheureusement, ce beau projet était difficile à réaliser : Barbey écrit à Malesherbes qu'« il n'est pas aisé de pénétrer de Riga dans les forêts parce qu'il y a une société de marchands à privilège qui s'oppose à ce que des étrangers y aillent ».

Nous ne nous hasarderons pas à donner ici une liste, même incomplète, de tous les travaux que Malesherbes a consacrés à la botanique et en particulier aux arbres. Travaux qui sont demeurés manuscrits et qui s'entassent, pour la plupart, dans les archives de Tocqueville. Ils sont loin d'être tous rédigés : beaucoup sont restés à l'état de notes, d'observations éparses, où les lectures et les expériences personnelles s'entremêlent et se soutiennent. Leur nombre et la variété des sujets qui s'y trouvent traités confondent l'imagination. Certains qui concernent un objet particulier, se bornent à quelques pages : tels sont le mémoire sur les bois de buis et leur exploitation (qui a été inspiré à Malesherbes par son passage à Saint-Claude en Jura) ; les mémoires sur les haies de clôture, sur l'acanthé, sur le noyer à feuilles de frêne, les trois mémoires sur le châtaignier

(31) Malesherbes passe l'hiver de cette année à la campagne, ce qui désespère ses amis Lacretelle et Rulhière qui souhaitent sa présence à Paris.

(32) Cf. chap. VII.

(33) Lettre de Barbey à Malesherbes, Brest 13 novembre 1780 (*Archives de Tocqueville*, L. 150). « J'ai eu l'honneur de le remettre (le mémoire) à Madame votre fille, au moment qu'elle allait monter en voiture, pour son retour de Brest le 8 de ce mois... »

(dont l'idée lui fut donnée par son voyage dans les Maures en 1767), les observations sur les ifs (faites pendant sa visite à la Sainte-Baume la même année), le mémoire sur les pins sylvestres rabougris de la montagne de Tarare, etc... D'autres sont beaucoup plus étendus, proportionnés à l'ampleur du sujet qu'ils traitent : nous en citerons seulement quelques-uns qui concernent les plantes et arbres d'Amérique :

1) *Note des arbres et plantes d'Amérique qui, indépendamment de la curiosité de botanique, méritent d'être cultivés en France, soit pour l'utilité, soit pour l'agrément.* (34)

Travail intéressant en particulier sur le *live oak*, chêne vert de la Caroline du Sud et de la Géorgie, sur diverses plantes médicinales, sur le riz sauvage, *wild rice*, que Malesherbes propose d'acclimater dans certaines régions marécageuses de France. Nombreuses références aux voyages de Carver, à M. de la Galissonnière qui fut non seulement un marin illustre, mais un grand connaisseur de l'Amérique du Nord et un naturaliste passionné ; allusion à une conversation avec Franklin : « *M. Franklin m'a dit sur cela des faits qui paraissent décisifs : celui de leurs chênes qu'ils regardent comme le meilleur est celui qu'ils appellent chêne blanc, white oak* ».

2) *Mémoire sur quelques graines d'arbres ou plantes d'Amérique dont la plupart n'ont encore jamais été envoyées et qu'on désirerait qui le fussent en plus grande quantité.* (35)

Ce travail se divise en huit chapitres : Pensilvanie et New Jersey ; Nouvelle Angleterre et Canada ; New York ; Centre de l'Amérique : Ohio, haut Mississipi ; Virginie et Maryland ; Caroline, Floride et Bahama ; Bermudes. Nombreuses références au voyage de Kalm, « qui a remonté la rivière Hudson, qui a vu le lac Champlain... » (36), à Carver, à Catesby (*Description générale de la Caroline*). Sur bien des points, cet ouvrage répète le précédent en termes quelque peu différents.

3) *Mémoire sur les graines d'arbres et plantes à faire venir de la Louisiane.* (37)

Malesherbes dit dans l'introduction que les espèces dont il va donner la liste sont précisément celles qu'il sait, pour les avoir expérimentées,

(34) Minute autographe de Malesherbes, seulement pour les paragraphes 24 et 25 correspondant aux 26 et 27 du texte définitif ; 3 copies manuscrites dont une plus complète. Cet ouvrage est certainement postérieur à 1778, puisque Malesherbes se réfère à ses entrevues avec Franklin. (*Archives de Tocqueville*, L. 160).

(35) Minute autographe de Malesherbes ; une copie mais qui ne comporte pas d'introduction ; notes à ajouter au chapitre relatif à la Caroline. (*Archives de Tocqueville*, Ibidem.)

(36) Dans un autre mémoire il dit qu'il a « la plus grande confiance dans M. Kalm ». Sur Kalm, cf. plus loin, p. 483.

(37) Cahier autographe, suivi d'additions encore autographes, de pages biffées et de quelques pages de la main d'un secrétaire (*Archives de Tocqueville*, Ibidem).

qu'elles peuvent réussir dans nos climats. En tête, ces mots : « *Ce mémoire a été envoyé à M. l'abbé Nolin.* » (38)

4) *Observation sur quelques arbres et plantes d'Amérique qui méritent d'être employées en France pour des usages plus importants que l'ornement des jardins.* (39)

Nous transcrivons ici le début de ce mémoire qui ne manque pas d'intérêt :

« Ce mémoire contiendra les observations que j'ay pu faire d'après ma propre expérience depuis trente ans que je cultive les arbres et bien plus d'après la longue expérience de mon maître M. Duhamel sur laquelle on doit compter plus que sur la mienne.

« J'ay pensé que parmi les officiers français qui sont à présent en Amérique, qui quelquefois n'ont rien à faire, il doit s'en trouver qui s'amuse à chercher parmi les productions du pays celles qu'ils pourront utilement transporter chez eux.

« Ils n'ont pas sous les yeux l'ouvrage de M. Duhamel (40) ni celui de Miller, et quand ils les auraient, il faut être botaniste pour chercher dans ces grands ouvrages ; d'ailleurs M. Duhamel lui-même et beaucoup d'autres ont fait de nouvelles expériences depuis que son livre a été imprimé.

« Il n'y a guère qu'un petit nombre d'arbres ou plantes d'Amérique dont il me paroisse qu'on puisse établir en France une culture utile, mais il faut distinguer celles qu'on croit qui réussiront mieux dans différentes provinces et dans différens terrains que dans d'autres.

« Puisque moy et mes amis nous avons fait plusieurs essais, dont quelques-uns ont réussi mais dont le plus grand nombre n'a pas eu de succès, il me semble que nous devons en faire part à ceux qui peuvent en profiter ».

Ce mémoire présente un intérêt particulier parce que Malesherbes y fait de continuelles allusions à ses voyages en France. Il raconte un épisode de ses relations avec Bernard de Jussieu, il relate une conversation qu'il eut avec M. de la Galissonnière, ancien gouverneur du Canada, sur les érables. Il conseille d'acclimater dans le Haut-Languedoc ou en Guyenne le cèdre des Bermudes (qui est le même que celui de Floride ou de La Havane), il revient sur son idée de naturaliser en France le riz sauvage (*zizania* ou *wild-rice*), « *aliment qui nourrit en Amérique des nations entières* » ; toujours tourmenté par le problème des bois pour les mûtures, il conseille d'importer le pin blanc, *white pine*, avec lequel on fait, en Amérique, des mûtures

(38) L'abbé Nolin, né en Lorraine, chanoine de St-Marcel à Paris, fut un botaniste de renom, qui introduisit dans nos jardins plusieurs arbustes étrangers. Il fut le premier directeur de la pépinière fondée sur sa demande à Paris dans le faubourg du Roule et destinée à la culture des arbres et végétaux exotiques. On le qualifiait de décorateur des jardins du Roi. Delille parle de lui au second chant de ses *Géorgiques*. Nolin publia en 1755 un *Essai sur l'agriculture moderne*.

(39) Minute autographe et copie. La première page de la copie porte la mention suivante : « *Ce mémoire a été fait en 1792. Il est nécessaire d'en marquer la date, parce qu'on acquiert tous les jours de nouvelles connaissances en ce genre...* » (Archives de Tocqueville, *Ibidem*.)

(40) Probablement le *Traité des arbres et des arbustes que l'on cultive en France* (1755). Miller, botaniste anglais (1691-1771) auteur du *Dictionnaire des Jardiniers* (1731) ouvrage traduit en plusieurs langues.

bien supérieures aux nôtres ; il insiste longuement sur les espèces d'arbres américaines qui ont en Europe leurs congénères ou arbres du même genre, sur lesquels on peut les greffer ; il consacre aussi un important développement aux plantes médicinales, comme la sal-separeille de Virginie. Il conclut en disant : « *L'objet de ce mémoire n'est que de donner aux Français qui sont en Amérique le résultat des expériences que nous avons faites en France sur la culture des plantes américaines.* »

Le plus important des ouvrages de Malesherbes consacrés à la botanique et à l'arboriculture nous paraît être de loin le *Mémoire sur les effets de l'hiver 1788-1789 et sur les conifères*. Il se compose de 14 cahiers manuscrits (41) et il est précédé d'un avant-propos dans lequel Malesherbes explique dans quelles conditions il a écrit cet ouvrage et comment son projet initial s'est trouvé modifié.

« Ce cahier que M. l'abbé Tessier (42) me demande, devait faire partie d'un ouvrage que j'avais commencé l'an passé pendant l'hiver de 1790-91. Ma première intention était de ne faire que des mémoires pour celui qui se chargerait de présenter à la Société d'Agriculture un tableau général des effets de l'hiver de 1789 sur les arbres exotiques. Et c'est pour remplir cette intention que je les ai communiqués à la fin de l'année dernière à M. de Fenille, qui me paraissait disposé à entreprendre cet ouvrage.

« Le mien a été plus étendu quand j'ai eu la plume à la main que je n'avais eu le projet de le faire.

« Au lieu de la note simple des arbres qui ont souffert ou n'ont pas souffert dans le grand hiver, je me suis laissé aller à des observations générales sur la culture des arbres et les climats, ensuite j'ai rapporté ce que j'ai cru savoir sur chaque espèce d'arbres.

« Il en est arrivé que cet ouvrage étant trop considérable pour le temps que je pouvais y mettre, n'a pas été achevé. Il n'y a que quelques arbres, et surtout les conifères dont l'article est fait... »

Il indique ensuite qu'il a communiqué ces cahiers à Varenne de Fenille qui les lui a rendus avec des notes de sa main, et que c'est cette copie augmentée des notes de Varenne de Fenille qu'il a adressée à l'abbé Tessier. (43)

On le voit : il s'agit donc là d'une partie seulement d'un immense

(41) *Archives de Tocqueville*, L. 161. Copie de la main de Baufre. Malesherbes dit que l'ouvrage comprenait primitivement 18 cahiers et qu'il craint d'en avoir perdu quelques-uns.

(42) Alexandre-Henri Tessier, agronome et naturaliste (1741-1837), membre de l'Académie des Sciences en 1783, puis directeur de l'Etablissement rural de Rambouillet, se livra à de nombreuses expériences sur la culture des froments, sur les prairies artificielles et s'occupa aussi de l'élevage et de l'acclimatation des moutons mérinos envoyés à Louis XVI. Auteur d'un *Dictionnaire d'agriculture et d'économie rurale*.

(43) La copie que nous avons eue sous les yeux est précisément celle qu'il a communiquée à l'abbé Tessier et que celui-ci lui a retournée, ainsi que le prouve une lettre de remerciement de l'abbé qui figure dans ce dossier. Il y a onze notes seulement de Varenne de Fenille. Ce ne sont pas des notes marginales, mais des papillons insérés dans les cahiers.

ouvrage projeté, dans lequel Malesherbes aurait consigné l'essentiel de ses connaissances en arboriculture. Il s'est limité à un certain nombre d'arbres, et particulièrement aux conifères qui l'intéressaient plus que les autres. Voici d'ailleurs le sommaire de ces cahiers :

Introduction intitulée : « *Notes faites pour être remises à celui qui se chargera de la relation des effets du grand hiver sur les arbres exotiques, c'est-à-dire mes observations personnelles.* » - Du pinus sylvestris et de ses variétés. - Du mélèze et du cèdre du Liban et observations sur les plantes alpines. - Des sapins et des arbres de montagne en général. - Des cyprès et, par occasion, du laurier-cerise. - Du thuya. - Du cèdre rouge ou genièvre de l'Amérique septentrionale, « *juniperus virginiana* » de Linné. - Du mahaleb ou arbre de Ste Lucie. - Du chêne vert. - Des ifs. - Du cytisus laburnum de Linné ou cytise des Alpes ou faux ébénier. - Des noyers exotiques. - Des bouleaux américains. - Du zanthoxylon.

Au fil de cet ouvrage où, sur un ton familier, sans aucune prétention, l'auteur relate ses observations et ses expériences de naturaliste, nous faisons une prodigieuse moisson de renseignements sur les voyages de Malesherbes en Suisse (dans le Valais en particulier), en Hollande (44), dans le midi méditerranéen et le sud-ouest de la France. Nous apprenons, chemin faisant, bien des choses sur sa vie, car Malesherbes parle sans cesse de lui et, tout en dissertant sur les plantes et les arbres, se laisse aller parfois à des confidences. Très instructif au point de vue biographique, ce texte nous donne d'utiles points de repère et nous permet de préciser certaines de nos connaissances, de vérifier certaines conjectures. En veut-on quelques exemples ?

A propos des genièvres, chers à l'ancien propriétaire du domaine de Malesherbes, il nous dit : « *La terre dont je porte le nom a été acquise par mon père en 1719.* »

A propos des « sapins blancs », il nous confie : « *Dans ma jeunesse j'ai habité un canton de Normandie voisin du Perche où il y en avait de très beaux. Il y a longtemps que je n'ai été dans ce pays-là.* »

Il nous renseigne parfois sur les limites de ses voyages : « *Je n'ai pas été plus loin que Monaco... Je ne connais pas le Roussillon.* »

Il nous apprend que M. de Montboissier, son second gendre, cultive aussi avec succès des arbres exotiques sur les bords du Loir, que lui-même a traversé plusieurs fois de différents côtés la forêt de Fontainebleau, que M. de Marbois, secrétaire d'ambassade et consul de France (45) (qu'il avait prié de lui envoyer des graines d'Amérique) lui adressa une remarquable description d'une forêt de cyprès de Pensylvanie ; à propos du pin Lariccio ou pin de Corse, il évoque ses

(44) En Hollande, à Groningue, il fit connaissance avec G.N. Heerkens, médecin hollandais, qui lui demanda plus tard son appui pour être nommé correspondant de l'Académie des Sciences (Cf. *Revue d'Histoire littéraire de la France*, 1914). A Leyde il rencontra le physicien et naturaliste Alaman (Cf. chap. VI).

(45) Sur Barbé de Marbois (cf. plus loin, chap. X).

relations avec « le général Paoli que j'ai eu le bonheur de rencontrer à nos assemblées et qui a marqué le plus grand zèle pour les progrès de l'agriculture, la plus utile des sciences » ; il laisse encore échapper cette confidence : « Il y a quarante ans que je commençai à prendre du goût pour la botanique et à aller au jardin du Roi... »

*
**

Varenne de Fenille, auquel Malesherbes soumit le manuscrit de cet ouvrage, entretenait avec lui, à cette époque, d'étroites relations. Auditeur au Conseil d'Etat, membre très actif des Sociétés d'émulation et d'agriculture de Bourg et de Mâcon, il était, ce qui ne manque pas de piquant, le fils de ce Jacques Varenne, avocat-conseil des Etats de Bourgogne, célèbre par ses démêlés avec le Parlement de Dijon, et que Malesherbes, alors premier Président de la Cour des Aides, avait si durement traité. (46)

Dans ses *Mémoires sur l'administration forestière et sur les qualités individuelles des bois indigènes ou qui sont acclimatés en France* (47), qui sont, comme il le dit, « un commencement d'histoire des bois », il se réfère sans cesse aux travaux inédits de Malesherbes dont il cite à plusieurs reprises des passages étendus. « Cette étude individuelle des bois, écrit-il dans l'introduction de son ouvrage, est immense. Lorsque je l'ai entamée, j'ai été surpris, je l'avouerai, du peu de progrès que la science avait fait à cet égard et de trouver que cette partie de l'histoire des arbres était presque entièrement à faire. Si je m'étais borné à ne rapporter que mes observations, je leur aurais donné le nom d'Essai [...], mais on verra combien ont été abondantes les secours que j'ai obtenus de la bienfaisance de M. de Malesherbes ». De fait, Varenne de Fenille ne cesse de parler de sa dette à l'égard de Malesherbes, qui l'invita d'ailleurs à faire, pendant l'été de 1791, des expériences sur ses propres terres. « C'est à M. de Malesherbes que je dois la plus grande partie des observations intéressantes dont il a bien voulu m'enrichir, qu'il m'a permis d'insérer dans mon ouvrage et qu'on lira dans les descriptions individuelles... » Malesherbes lui a communiqué la plupart de ses manuscrits et c'est sur leur autorité qu'il se fonde, en faisant d'abondantes citations, lorsqu'il parle du mahaleb ou bois de Ste Lucie, du cytise des Alpes ou faux ébénier, du platane tortillard, du gleditsia, des noyers exotiques, du thuya, du cyprès d'Amérique, des ifs et des mélèzes, et surtout des différentes espèces de pins. Varenne de Fenille rappelle également les

(46) Varenne de Fenille fut admis dans les Sociétés d'agriculture de Lyon, Dijon et Paris. En septembre 1791 il fut nommé conservateur des forêts de l'Ain et fit de nombreuses expériences. Il s'intéressa beaucoup aussi à l'assèchement des étangs de la Bresse et des Dombes. Arrêté le 12 octobre 1793 comme suspect d'accaparement et pour avoir favorisé l'émigration de sa femme et de sa fille, il fut enfermé à Pierre-Châtel, conduit à Lyon et exécuté le 14 février 1794.

(47) Ouvrage en trois parties (Paris, J. Marchant 1807). Voir aussi son *Mémoire sur les forêts de pins* (Bourg, 1812).

entretiens de Malesherbes à Brest en 1780 avec le maître-mâteur Barbey et un officier de marine nommé Kergariou sur les pins à mâture ; il rapporte que Malesherbes, ayant vu dans un jardin de Zurich un vaste cabinet de verdure composé de thuyas, aurait traduit la partie de l'ouvrage de Kalm consacré à cet arbre (48) ; évoquant les relations de Marbois avec Malesherbes, il reproduit une lettre de Marbois relatant une excursion au Cypress-Swangs, ou Marais de détresse dans les Etats de Delaware et de Maryland, ainsi qu'un mémoire en forme de lettre que le colonel Jones (49) avait adressé à Marbois et que celui-ci avait communiqué à Malesherbes en mars 1784.

Bref, si nous ne possédions pas les manuscrits originaux de Malesherbes, l'ouvrage de Varenne de Fenille y suppléerait en partie.



Quelque passionné qu'il fût pour la botanique et pour la culture des arbres, Malesherbes ne bornait pas à ces domaines son infatigable curiosité scientifique. Il se constitue une collection de minéraux. (50) Si, pour enrichir son immense herbier (51), il rapporte des plantes de tous ses voyages, il ne néglige pas non plus d'en rapporter des pierres. (52) Il note en détails les particularités minéralogiques des régions pyrénéennes qu'il a parcourues. Quand il va visiter Agde, au cours de son voyage en Languedoc, il s'intéresse passionnément aux colonnes de basalte qui se dressent dans les environs de la ville et dont il a lu la description dans un mémoire de l'érudit montpellierain Montet. Il écrit au savant Séguier (53), qu'il est allé voir à Nîmes et

(48) Kalm, naturaliste suédois (1716-1779), a écrit un ouvrage intitulé *Un voyage dans l'Amérique du Nord*, dont trois volumes seulement ont été publiés. Ecrit en suédois, ce livre a été traduit en allemand, puis en anglais par Forster. Malesherbes aurait traduit en français la traduction anglaise de Forster.

(49) Il s'agit du fameux marin écossais Paul John dit Jones, qui reçut du Congrès américain le commandement d'une flotte envoyée contre l'Angleterre et remporta des succès qui lui valurent une épée d'or de la part de Louis XVI. Varenne de Fenille dit que Malesherbes a extrait du mémoire de Jones seulement ce qui a trait au cyprès vert et au cyprès chauve. La lettre de Marbois et la lettre-mémoire de Jones occupent, dans l'ouvrage de Varenne de Fenille, les pages 185 à 197.

(50) Dans les *archives de Tocqueville*, L. 150, figure une correspondance avec un nommé Drouet pour l'achat d'une collection appartenant à M. Beyser, pasteur de la paroisse luthérienne de Ste Marie aux Mines (juin 1769).

(51) Au numéro 1356 du catalogue de la bibliothèque, nous lisons : « Herbier contenant des plantes tant de France que des pays étrangers, ramassées et conservées avec le plus grand soin par M. de Malesherbes, mises dans des feuilles de papier, étiquetées par lui et arrangées selon les ordres naturels de M. de Jussieu, dans 56 portefeuilles de parchemin. » Cet herbier fait partie aujourd'hui des archives de la famille Rosanbo.

(52) Il écrit à Macquer : « Dès que je serai à Paris, je vous montrerai toute la pierrieraille que j'ai rapportée de mon voyage et les étiquettes que j'y ai mises. » Il s'agit sans doute de son voyage dans les Pyrénées.

(53) Séguier (auquel Gaston Boissier a consacré une étude dans la *Revue des Deux Mondes*, mars 1871), né à Nîmes en 1703, s'occupait à la fois de préhistoire, d'archéologie, de géologie, de botanique. Il fut « pendant la plus grande partie de sa vie une sorte de correspondant pour tous les savants du monde ». Après avoir consacré de longues années à voyager en Europe, notamment avec l'érudit Scipion Maffei, il se fixa à Nîmes en 1755, recevant d'innombrables visiteurs qui venaient admirer ses merveilleuses collections. Membre de l'Académie des Inscriptions, il vécut jusqu'en 1784.

avec lequel il a noué des relations suivies, une très longue lettre où il lui demande son mémoire sur les anciens volcans du Languedoc, où il disserte sur les pays d'Auvergne, sur les découvertes géologiques que Guettard et Desmarest ont faites dans cette province, sur la formation des basaltes, et où il établit une parenté entre les colonnes et aiguilles de St Tubéry près d'Agde, celles d'Auvergne observées par Desmarest et la pierre de la Chaussée des Géants en Irlande, dont il a fait venir des échantillons. Il y joint des observations personnelles faites sur place tant en Auvergne qu'en Languedoc (54), notamment sur l'emploi des pierres volcaniques dans la construction des maisons.

Un tel document (et nous en pourrions utiliser bien d'autres qui ne seraient pas dépourvus d'intérêt), nous donne une idée de cette curiosité scientifique universelle, sans doute éparpillée sur trop d'objets, mais qui souhaitait toujours de ne pas demeurer à la surface des choses. Disons, sans crainte de nous tromper, qu'il est peu de sciences auxquelles Malesherbes soit demeuré indifférent. Les lettres qu'il écrivit à des époques différentes au chimiste Pierre-Joseph Macquer (55) en portent témoignage. Il lui demande communication de ses mémoires sur les argiles, les porcelaines, les huiles, le bleu de Prusse. Pendant son exil, ne pouvant se rendre chez lui à Paris pour s'approvisionner en livres — et ce sont des livres de chimie qu'il désire afin de « *passer l'hiver avec eux* » (56), — il fait tenir à Macquer une lettre comportant des indications sommaires sur ces ouvrages qui sont dans sa bibliothèque, mais dont il ne se rappelle plus exactement l'auteur ou le titre : Macquer complètera, précisera et l'envoyé de Malesherbes saura trouver ces livres. Un peu plus tard, il collaborera même aux travaux de Macquer (57), souhaitant d'ailleurs que cette participation demeure ensevelie dans le silence. Il s'intéresse également de très près aux travaux du minéralogiste Monnet, à ses

(54) *Bibliothèque Séguier*, à Nîmes (Mss. 417). Sans date, signature autographe. Elle est de 1769, puisque nous avons le brouillon de la réponse de Séguier datée du 10 juillet 1769. Cette lettre de Malesherbes, riche en idées et en observations précises, présente un intérêt considérable. Elle nous permet aussi de suivre en partie son voyage de 1767 en Languedoc ; elle nous renseigne sur les entretiens que Malesherbes a eus avec des érudits méridionaux, tel Venel, professeur à Montpellier, collaborateur de l'*Encyclopédie*.

(55) B.N. Fonds français 12306, f^{os} 35 à 45. — Macquer (1718-1784), chimiste, docteur en médecine, associé en 1766 de l'Académie des Sciences, fut quelque temps directeur de la manufacture de porcelaine de Sèvres, puis professa la chimie au Jardin du Roi. Il débarrassa la chimie des vieilles théories, notamment de la notion de phlogistique. Il fit de très nombreux travaux et de remarquables découvertes : sur la magnésie, l'alumine, le sulfate de chaux, le sulfate d'ammoniaque, l'oxydation de l'étain par la chaleur, sur l'arsenic, sur les propriétés du zinc et du plomb, sur la solubilité des acides dans l'alcool et la décoloration du bleu de Prusse par les alcalis. Auteur d'une quinzaine de mémoires et collaborateur du *Journal des Savants*.

(56) Rappelons que, dans sa jeunesse, il avait assisté aux cours de chimie de Guillaume-François Rouelle au Jardin du Roi ; il en avait conservé des notes (Cf. *Archives de Tockueville*, L. 166 : « Notes qui me restent du tems que j'allois chez M. Rouelle »). Rouelle avait commencé à professer en 1742.

(57) Nous n'avons pu savoir à quels travaux et en quoi consista exactement sa collaboration.

« *spéculations en métallurgie* », dont il souhaite qu'elles soient utiles. (58)

..

La passion de Malesherbes pour le savoir scientifique suscitait chez lui une débordante activité qui faisait bon marché de la limite des forces humaines. Ne caressa-t-il point un jour l'étonnant projet de mettre en chantier une édition complète de Pline l'Ancien ? C'était vers 1756 ou 1757, alors que ses fonctions à la Librairie devenaient de jour en jour plus absorbantes et plus difficiles, alors que la Cour des Aides allait se lancer dans l'opposition à la fiscalité arbitraire... N'importe ! Malesherbes propose non seulement d'entreprendre une édition (avec traduction sans doute) du grand naturaliste romain, mais encore de joindre à cette édition « *toutes les rectifications, toutes les connaissances nouvelles, toutes les additions nécessaires pour fixer avec sûreté l'accroissement de notre savoir depuis Pline, les auteurs de cet accroissement et la limite actuelle de nos connaissances* ». (59) Projet gigantesque ! Q'aurait été dans la pensée de Malesherbes un ouvrage collectif, fruit d'une multitude de collaborations, analogue à ce qu'était l'*Encyclopédie* pour toutes les branches du savoir humain.

Des conférences eurent lieu chez Malesherbes, qui réunit plusieurs savants afin d'établir le plan de cet immense ouvrage et de répartir le travail. Lui-même devait sans doute diriger et coordonner l'ensemble de l'œuvre. Cette tâche ne put être menée à bien, mais nous avons sur l'entreprise et sur le but poursuivi par Malesherbes, un témoignage authentique et précis dans l'avertissement (en latin) placé par Gabriel Brotier en tête de son édition de Pline l'Ancien parue en 1779. (60)

Après avoir raconté la vie de Pline, après avoir décrit les éditions qui en ont été faites jusqu'à son époque, l'auteur poursuit :

« Ante duos et viginti annos (61), cura Illustrissimi viri Lamoignon de

(58) Cf. lettre de Monnet à Macquer, 30 oct. 1768 (B.N. 12306, f^o 86). — Antoine-Grimoald Monnet (1734-1817), auteur d'un *Mémoire sur l'arsenic*, d'un *Traité de l'exploitation des mines*, d'un *Traité des Eaux minérales*, d'une *Introduction à la minéralogie*, d'un *Mémoire sur les mines de France*. C'est grâce à Malesherbes qu'il obtint en 1774 la place d'inspecteur général des mines.

(59) Ces lignes sont d'Abeille, dans l'introduction qu'il a écrite aux *Observations de Lamoignon-Malesherbes sur l'Histoire naturelle de Buffon*. Abeille suppose que le plan général de l'ouvrage a été tracé par Malesherbes et il déplore la perte de cet écrit.

(60) Caii Plinii secundi Historiæ naturalis libri XXXVII quos recensuit et notis illustravit Gabriel Brotier (Paris, J. Barbon, rue des Mathurins, 1779), 6 vol.

(61) C'est donc en 1757 qu'eurent lieu ces conférences préparatoires. On trouve à la Bibliothèque Nationale (Nouv. Acq. Fr. 23674) un témoignage très intéressant de l'élaboration de ce grand ouvrage : un ensemble de notes et de commentaires groupés sous le titre de « *Manuscrits relatifs à un plan de traduction de l'Histoire naturelle de Pline* ». Aux f^o 334 et suivants figure un « *Mémoire sur le Pline français* » où l'on indique la conception de l'ouvrage, les difficultés auxquelles on se heurtera, l'importance de l'entreprise (on prévoit 8 volumes in-4^o), où l'on donne le nom des principaux collaborateurs : le géographe d'Anville, Caperonnier, de Boze, Mariette, les chimistes Rouelle et Macquer, les

Malesherbes, litterarum et naturæ studiosissimi simul et peritissimi, egregium optimumque cum eruditis viris, agitatum fuerat consilium, ut splendissima Plinii editio prodiret. Propositum erat Plinium quam emendatissimum recudere, quidquid est naturæ, antiquitatis, artium evolvere, comparare, illustrare, et, collatis inter se antiquorum recentiumque temporum inventis, universas historiæ naturalis totiusque ævi opes exhibere.

« Consilium, quo nullum unquam exstitit litteris et artibus utilius, in ipsa operis meditatione oppressum est. Eadem ferme spondit latina gallicaque Plinii editio, quæ ante aliquot annos Parisiis prodire coepit, et est fini proxima : at tantis non stetit promissis ».

Avec le même entrain qu'il se disposait à faire éditer et compléter l'œuvre monumentale de Pline, Malesherbes, quelques années plus tôt, s'attaquait à l'ambitieux auteur d'une autre Histoire naturelle, à Buffon, dont il était devenu, tout jeune, en 1750, le confrère à l'Académie des Sciences.

C'est en 1749, rappelons-le, que Buffon avait publié les trois premiers tomes de son *Histoire naturelle générale et particulière*, dont le premier contenait la *Théorie de la Terre* et le système sur la formation particulière des planètes, le second l'*Histoire générale des animaux* et l'*Histoire particulière de l'homme*, le troisième (œuvre de Daubenton) la *Description du Cabinet du Roi*. C'est le premier de ces trois volumes qui inspira à Malesherbes des observations critiques dépourvues d'indulgence, qu'il ne publia jamais, et qui parurent seulement après sa mort, en 1798⁽⁶²⁾ par les soins de son ami le physiocrate Abeille, d'après une copie, assez défectueuse d'ailleurs, que celui-ci put se procurer.⁽⁶³⁾

Malesherbes, qui dit avoir lu avec avidité l'ouvrage de Buffon, lui

physiciens Nollet et de Parcieux, les naturalistes Bernard de Jussieu, Guettard, Daubenton, etc... On se proposait de soumettre l'ouvrage à Buffon, Réaumur et plusieurs autres. Malesherbes est mentionné dans un autre document (Etat des auteurs de la traduction de Pline, *ibid.*, f° 336 suiv.) : on indique que, pour le 18^e livre de Pline (de l'Agriculture), « Monsieur de Fougereux a remis les notes sur ce livre à M. de Malesherbes » et que, pour le 14^e livre (sur la vigne), « M. de Malesherbes a quelques mémoires sur cette matière ». De plus, au f° 330, on trouve une note d'une douzaine de lignes, de la main de Malesherbes, intitulée : « Pour Pline. Questions à faire. Conférences avec M. Duhamel et M. de Fougereux sur la vigne. » Malesherbes y mentionne son projet d'écrire en Italie pour obtenir des renseignements sur « l'usage de semer la vigne dans les arbres ».

(62) *Observations de Lamoignon-Malesherbes sur l'Histoire naturelle de Buffon*, publiées avec une introduction de Paul Abeille (an VI, 1798), 2 vol. in-8° et 2 vol. in-4° avec le portrait de l'auteur.

(63) Abeille explique, dans son introduction, comment cette copie est venue entre ses mains. Il indique aussi la raison pour laquelle Malesherbes n'a pas voulu publier ses *Observations* : il n'aurait pas consenti à meurtrir par des critiques et des objections justes un confrère qu'au fond il estimait. — Louis-Paul Abeille, né à Toulouse (1719-1807), économiste du groupe des physiocrates, fut inspecteur général des manufactures, secrétaire général du Bureau du commerce, principal rédacteur du *Corps d'observations de la Société d'agriculture, du commerce et des arts établie par les Etats de Bretagne* (1761), auteur d'un ouvrage sur la liberté du commerce des grains (1768). La collection d'autographes de M. Marcel Diamant-Berger renferme une lettre de Malesherbes à Bignon, bibliothécaire du Roi (Versailles, 31 décembre 1775) lui recommandant chaleureusement Abeille et le priant de favoriser ses recherches à la Bibliothèque royale.

reproche d'abord, en critiquant son premier « discours » (64), sa conception même de l'histoire naturelle. Celle-ci est une science de faits, non pas une science de pur raisonnement. Contrairement à ce que dit Buffon, rien n'est plus aisé que de donner un système artificiel général : « *Les auteurs de ces méthodes artificielles n'examinent point si la nature est soumise à des lois et ne cherchent point à la mesurer ; ils se contentent de convenir des signes pour la reconnaître.* » D'autre part, le raisonnement de Buffon tendrait à détruire non seulement les classes et les genres naturels, mais aussi les espèces : Buffon dit « *qu'on descend par degrés insensibles de la créature la plus parfaite jusqu'à la matière la plus informe.* » Et il infère de là que toutes les divisions que les naturalistes voudront admettre sont factices et de pure convention.

« Je lui réponds que, malgré son principe, les productions de la nature sont partagées en espèces et que les bornes de chaque espèce sont certaines et constantes. Ainsi rien n'empêche qu'il n'y ait des collections d'espèces rapprochées entre elles comme les collections d'individus auxquelles on donne le nom d'espèces. Or ces collections d'espèces, rapprochées par la nature même, tellement qu'on ne trouvera pas d'espèce mitoyenne, ne sont autre chose que les familles naturelles dont je veux prouver la possibilité... »

Là Malesherbes entreprend de démontrer, contre Buffon qui parle sans cesse de « *désordre* » et de « *confusion* », la réalité de cet ordre que la nature semble observer dans toutes ses productions ; et ce ne peut être que « *d'un assemblage prodigieux de faits* » que peut résulter la preuve de cet ordre.

Contre Buffon encore, Malesherbes défend Linné, que l'auteur de l'*Histoire naturelle* a mal compris ou n'a pas lu.

« Est-ce trop exiger de M. de Buffon que de lui demander de lire au moins, dans les auteurs qu'il critique, les passages qui font l'objet de sa critique ? »

D'ailleurs, Buffon est très ignorant de la botanique.

« On peut remarquer que les erreurs dans lesquelles M. de Buffon est tombé en parlant de M. Linnaeus viennent de ce qu'il a mal entendu les termes élémentaires dont se servent les botanistes comme ceux de genre, d'espèce, de système... Ce sont cependant les premières notions qu'on prend d'ordinairement quand on s'adonne à la botanique ».

On appréciera l'ironie cinglante. Certes, continue Malesherbes, Buffon a « *assez de talents et de connaissances pour pouvoir se passer d'être botaniste. Le seul reproche qu'on puisse lui faire c'est de se donner pour l'être et de débiter dans une carrière nouvelle en attaquant un rival aussi formidable que M. Linnaeus.* » Projet téméraire, mais qui n'est pas le fait d'un « *génie médiocre* » !

Enfin, le plus grave reproche que Malesherbes fait à Buffon, c'est

(64) « Discours sur la manière de traiter et d'étudier l'histoire naturelle ».

son penchant sur la métaphysique : il abuse du mot et aussi de l'idée, que d'ailleurs il définit sans précision. Buffon a cru qu'avec le secours de la métaphysique, « *il pouvait se dispenser de s'instruire des faits qui sont à la base de la plupart des sciences* ». Et l'esprit de métaphysique, si différent de l'esprit scientifique véritable, n'est d'aucun usage en histoire naturelle ; c'est de cet esprit scientifique que Buffon est dépourvu ; si Malesherbes ne le dit pas expressément, toute sa critique nous amène à formuler cette conclusion.

Il va s'attaquer maintenant à la partie la plus importante de ce premier volume de Buffon, à la *Théorie de la Terre*. Ici Malesherbes prononce une condamnation décisive. « *La plus grande partie des preuves que M. de Buffon rapporte ne sont pas plus à lui que le système lui-même* ». Le système de la *Théorie de la Terre* a été établi d'abord par Bernard Palissy (dont Malesherbes fait un grand éloge) ⁽⁶⁵⁾, ensuite par Bourguet ⁽⁶⁶⁾ et de Maillet, l'auteur du *Telliamed*. ⁽⁶⁷⁾

« Toutes les preuves du séjour de la mer, tirées des productions marines devenues des fossiles, se trouvent dans Palissy. Si M. de Buffon et d'autres modernes sont entrés dans un plus grand nombre d'observations particulières à certains pays, ces observations ne sont point une preuve nouvelle : ce n'est que la même preuve étendue et rendue plus générale. D'ailleurs ces observations postérieures à Palissy, que rapporte M. de Buffon, ne sont que la compilation de tout ce que les modernes ont écrit sur cette matière ».

Et après avoir prouvé ce qu'il avance, Malesherbes conclut : Buffon « *s'est arrogé la gloire de ce qui est l'ouvrage commun de beaucoup de naturalistes dont il n'est ici que le copiste* ».

C'est à l'examen détaillé des preuves de la théorie de la terre que Malesherbes consacre, article par article, le second volume de ses *Observations*. Le système de Buffon ne donne aucune explication valable du mouvement de la terre et des planètes en général (Malesherbes oppose cette explication à celle de Leibniz, savant authentique que Buffon a l'audace de critiquer). ⁽⁶⁸⁾ Ses idées sur la pétrification, sur la conversion du verre en sable, en roc vif, en grès, en granit, sur la métamorphose des cailloux en argile, sur la division des matières en vitrifiables et calcinables, sur la nature du marbre, se heurtent à des objections décisives. Malesherbes critique avec une mordante ironie l'idée de Buffon sur l'origine des cailloux ordinaires qui seraient

(65) Principalement dans ses *Discours admirables de la nature des eaux et fontaines, de la terre, etc...* (1580). C'est en 1575 et 1576 que Palissy exposait ses doctrines scientifiques à Paris dans deux séries de leçons publiques.

(66) Naturaliste et archéologue, né à Nîmes en 1678, mort en Neuchâtel en 1742.

(67) On sait la vogue qu'eut cet ouvrage au XVIII^e siècle.

(68) Examinant la théorie de Buffon sur les planètes détachées du soleil par le choc d'une comète, Malesherbes prouve que Whiston et Leibniz avaient établi ce qu'il y a de vrai dans cette théorie, c'est-à-dire le principe de la rotation, mais il croit que Buffon s'est trompé en rapportant l'origine des planètes au soleil et il s'indigne qu'il ait reproché à Leibniz de « n'avoir pas su s'élever jusqu'à cette idée ». Malesherbes fait l'éloge de Leibniz et conclut ainsi : « Tel est l'homme à qui on reproche de n'avoir pas acquis un assez grand degré de généralité et qu'on voudrait qui se fût élevé à l'idée de M. de Buffon ! »

des « exsudations de roc vif » et l'explication qu'il hasarde du rôle des fentes perpendiculaires dans les couches horizontales. « *Je ne vois pas qui a pu donner lieu au sentiment de M. de Buffon* », dit-il en parlant de l'origine des cailloux. « *Je sais qu'il n'a jamais été observateur, aussi ne suis-je pas étonné qu'il donne à de certaines espèces une origine qui ne peut leur convenir faute de les avoir suffisamment observées* ».

De même qu'il a pris la défense de Linné contre Buffon, de même Malesherbes fait ressortir les mérites de Réaumur, à propos des coraux, met en relief les observations de Bernard de Jussieu et de Guettard qui ont, après Peyssonel, « fixé dans le règne animal une foule d'autres productions de la mer », souligne l'importance de la découverte du polype par Trembley (69) Il laisse entendre que Buffon a pu ressentir une sourde jalousie à l'égard de Réaumur : celui-ci n'a-t-il pas été comme lui le naturaliste prisé par les gens du monde ? Par contre on ne saurait concevoir que Buffon ait été jaloux de Guettard et de Jussieu (70) : ceux-ci sont admirés, non par des gens du monde, mais par les vrais savants ; ils n'entrent donc pas en concurrence avec lui et il n'aurait aucun intérêt à rabaisser leur mérite... On ne saurait être plus ironiquement cruel !

L'énumération des erreurs de Buffon n'est pas achevée. Malesherbes se plait encore à en relever bien d'autres ; à l'instar de Tournefort, Buffon réduit la Caspienne, la mer Noire, la Marmara, la Baltique, à n'être que des lacs ; il prétend que le niveau de la Méditerranée est plus bas que celui de l'Océan, de la mer du Nord et de la mer Rouge et il redoute un percement de l'isthme de Suez, ce qui provoquerait un déferlement des marées sur les côtes méditerranéennes ! (71) Pour prouver que les Maldives étaient autrefois une terre sèche, il prétend qu'il y a le long de leurs rivages des cototiers immergés ! Il attribue les éruptions volcaniques à l'inflammation d'amas de pyrites en contact avec le soufre et le bitume ; il affirme que cet embrasement produit une grande quantité d'air, alors que dans la *Statique des végétaux*, ouvrage de Hales qu'il avait présenté lui-même, il était dit que les matières sulfureuses enflammées absorbent l'air au lieu d'en produire ! Il se méprend sur la formation des pépites, sur l'antimoine, sur le verre et les cristaux...

Bref, Malesherbes a démolì allègrement la *Théorie de la Terre* : la conclusion de sa critique est une exécution sans phrases ; le système de la formation des planètes est sujet à beaucoup de difficultés et n'en résout aucune ; le système de la nature des fossiles est d'une évidente fausseté ; quant au système de « *la retraite des eaux* », c'est

(69) Abraham Trembley (1710-1784) ; naturaliste genevois ; il séjourna longtemps en Hollande.

(70) Nous lisons ici un bel éloge de Bernard de Jussieu : « ...Il faut l'avoir consulté lui-même sur la liaison des phénomènes et avoir appris de sa bouche jusqu'à quel point il est permis de conjecturer et de douter. »

(71) Malesherbes, au contraire, envisage avec faveur la création d'un canal de Suez.

la partie la meilleure, mais elle comporte trop de plagats et pas assez de preuves. Les considérations géographiques dont le livre est plein sont inopportunes, ou présentées sans ordre, ou erronées. Que reste-t-il à Buffon ? D'être assez bon physicien. Il lui reste aussi ses qualités d'exposition et de style ; Malesherbes loue volontiers « *les talents qu'il a pour rendre sensibles les choses les plus difficiles à comprendre et pour répandre de l'intérêt sur des matières sèches et ingrates* ». Les éloges très mesurés qu'il lui décerne en concluant font habilement ressortir la sévérité du réquisitoire :

« Ce que nous accordons à M. de Buffon est peu de chose pour les prétentions qu'il paraît avoir ; mais on verra que c'est beaucoup si on fait réflexion à la diversité et à l'étendue des matières qu'il traite et à la quantité de recherches nécessaires pour donner sur chacune de ses parties un système suivi, quoique insoutenable.

« *On ne peut voir qu'avec peine que des travaux si pénibles et des talents si rares n'aient pas été employés plus utilement pour le progrès des sciences* ».

Il y a peu d'apparence qu'avec les années Malesherbes ait sensiblement modifié son opinion sur la valeur scientifique de l'œuvre de Buffon. Ce ne sont certes pas ses amis Bonnet de Genève et Duhamel, très sévères eux-mêmes pour l'auteur de l'*Histoire naturelle*, qui pouvaient le faire changer d'avis. (72) Mais il prit garde de jamais le blesser. (73) Abeille nous dit même qu'il le vit à plusieurs reprises prendre la défense de Buffon contre ses détracteurs. Toujours est-il qu'il entretenait avec lui des relations correctes, même courtoises. Il eut même l'occasion de lui rendre service au cours de son second ministère. Le fils de Buffon était capitaine au régiment d'infanterie de Chartres, et officier très estimé ; mais l'inconduite notoire de sa femme l'obligea à donner sa démission par souci de l'honneur. Buffon demanda à Malesherbes (12 juillet 1787) d'appuyer sa requête auprès du ministre, le maréchal de Ségur, pour que son fils, qui perdait la promesse de grade de colonel, fût nommé dans un autre régiment. Malesherbes contribua à faire rendre justice au jeune officier ; il lui annonce la bonne nouvelle le 5 août dans les termes les plus délicats (après avoir écrit à Buffon lui-même le 27 juillet) :

« Il est flatteur, Monsieur, de se trouver au rang de ceux qui se sont intéressés au sort de M. votre père et au vôtre. Cependant je suis obligé de lui certifier que mes bons offices ne lui étaient pas nécessaires. Ce serait faire tort au Ministre que cette affaire concernait, de croire que vous avez eu besoin auprès de lui de ma recommandation. Quel est celui qui ne s'honorerait pas d'être l'ami de M. de Buffon ? et qui ne se serait pas fait gloire de vous tirer de la triste situation où la noblesse de votre façon de penser vous avait réduit ? Le Roi lui-même n'avait pas besoin d'être excité par ses

(72) Cf. au chapitre VII, *Les Amitiés genevoises*, les jugements que portaient ces deux hommes sur Buffon ; Duhamel, notamment, considérait l'œuvre de Buffon comme celle d'un poète.

(73) Buffon, d'ailleurs, estimait Malesherbes ; il écrivait à l'abbé Le Blanc le 24 avril 1751 : « M. de Malesherbes, qui a la librairie, est fort en train et la mène bien. »

ministres et c'est de la part de votre père une trop grande modestie de croire qu'il doive quelque chose au zèle de ses amis... » (74)

Cette lettre est un témoignage — entre tant d'autres — de la délicatesse morale de Malesherbes ; mais nous sommes bien loin ici des sciences naturelles et des mérites scientifiques de Buffon...



Malesherbes aimait la science pour elle-même : il savait s'élever (sa critique de Buffon en témoigne) aux larges conceptions d'ensemble et aux grandes hypothèses. Toutefois, il perdait rarement de vue l'utilité pratique des découvertes et leurs conséquences sociales. Et en cela il était bien de son siècle. Il se faisait initier aux « arts appliqués » par son ami Duhamel, par Macquer et bien d'autres. Il lisait passionnément les articles techniques de l'*Encyclopedie*. Il s'intéressait à l'agriculture non seulement parce qu'il avait l'amour de la vie à la campagne et des choses de la terre, mais aussi parce que cet art — ou cette science — pouvait contribuer à l'amélioration de la vie matérielle, au bien-être des hommes. Quand il voyage, il s'inquiète toujours de savoir si telle culture conviendrait à tel terrain ; ses essais d'acclimatation d'arbres exotiques ont souvent pour but la simple satisfaction d'une curiosité scientifique, mais souvent aussi l'introduction de fruits nouveaux et d'aliments utiles et l'on n'ignorait pas l'intérêt tout particulier qu'il portait aux plantes médicinales.

Il est significatif de constater que dans les dernières années de sa vie, à l'époque révolutionnaire, alors qu'il conservait dans ses tiroirs ses mémoires politiques, il faisait imprimer deux travaux touchant l'agriculture, pleins d'idées fécondes et riches de son expérience personnelle.

Le premier, qui nous est parvenu sans nom d'auteur, mais que tout nous indique comme étant de sa plume, s'intitule *Idées d'un agriculteur patriote sur le défrichement des terres incultes, sèches et maigres, connues sous le nom de landes, garrigues, gâtines, friches, etc...* (75)

Il distingue deux catégories de terres incultes : celles qui le sont par la trop grande vigueur des productions de la nature sauvage ; celles qui restent incultes par la stérilité et l'aridité du terrain. Les premières, une fois la nature domptée à force de travail, peuvent devenir des terres fertiles propres à produire des récoltes précieuses.

(74) *Correspondance inédite de Buffon*, publiée par Henri Nadault de Buffon, son arrière-petit-neveu (Paris 1860, 2 vol.) Le fils de Buffon obtint une place de capitaine de remplacement dans le régiment de cavalerie de Septimanie et le 4 avril suivant il fut nommé major en second du régiment d'Angoumois. Buffon devait mourir le 16 avril 1788.

(75) Nous pouvons rapprocher de cet ouvrage la longue lettre, véritable mémoire, que Malesherbes adresse au duc de La Rochefoucauld-Liancourt, le 27 juin 1786, sur le projet de Liancourt d'« employer utilement les terres incultes ». (*Archives du comte de Leusse.*)

Les secondes au contraire ne peuvent jamais devenir que des terres à seigle ou à avoine. Les premières demandent à être défrichées sur de grandes étendues et seul un grand propriétaire peut entreprendre de tels travaux ; les secondes peuvent être défrichées en détail par de petits propriétaires : ainsi l'on voit dans les landes de la région bordelaise (76) de petites cultures placées comme des îles au milieu de la mer.

Or, comme la plupart des terres à défricher en France sont de nature à ne devenir par la culture que des terres de médiocre qualité, il importe d'opérer le défrichement avec la plus grande économie ; la grande économie n'étant jamais réalisée que par celui qui travaille à son profit, il s'ensuit qu'à l'exemple de ce qui s'est passé jadis lorsque des fugitifs de Grande-Bretagne sont venus cultiver le sol à peu près inculte de l'Armorique, il faut rejeter la solution du travail collectif mercenaire et même celle du fermage, et adopter ce qui semble être le meilleur parti : *concéder les terres en friche à domaine congéable* (77), c'est-à-dire étendre à toute la France ce qui se fait en Bretagne. Cette solution, Malesherbes en fait voir tout l'intérêt social et démocratique au lendemain de la loi sur la vente des biens nationaux :

« En faisant vendre les biens nationaux, l'intention de l'Assemblée nationale est certainement que la partie la plus intéressante du peuple, qui est la plus pauvre, puisse y trouver une ressource. Les acquéreurs des fonds sont des gens riches. Ce que le pauvre désire, c'est l'usage et l'emploi de ses bras et de son temps. Les biens qui vont être vendus ou qui le sont déjà contiennent beaucoup de terres en friche. Des capitalistes n'en tireront aucune utilité s'ils ne peuvent que les faire valoir par eux-mêmes ou les louer à des fermiers qui craindraient de perdre leurs avances s'ils entreprenaient ce défrichement. L'établissement des baux à domaine congéable serait le meilleur parti pour les propriétaires des terres de ce genre et le plus propre à en accélérer le défrichement. Ce travail fournirait une ressource pour un grand nombre de gens qui se trouvent sans occupation, par conséquent sans moyen de subsister ».

Le second de ces mémoires imprimés est une longue communication qui fut faite en 1790 à la Société royale d'agriculture et qui s'intitule : *Mémoire sur les moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale en France*. On peut le considérer comme le véritable testament de l'agronome qu'il était. Sur le ton familier qui lui est propre, il évoque tout ce qu'il doit à Duhamel de Monceau et à son frère Denainvilliers. Il rappelle certaines expériences tentées par lui

(76) Malesherbes a visité à fond la région des Landes au cours de son voyage dans le sud-ouest ; il en parle plusieurs fois dans ses travaux restés manuscrits. Ici même il se prévaut souvent de cet exemple.

(77) On appelle bail à domaine congéable (ou à convenant) une convention par laquelle le propriétaire d'un fonds cède à un tiers, contre paiement d'un fermage, appelé rente convenancière, la jouissance du sol et des édifices et superficies qui s'y trouvent, en conservant la faculté de congédier le preneur en temps convenu ou même à toute époque moyennant le remboursement du prix des édifices et superficies.

ou par d'autres agriculteurs ses amis, il se réfère sans cesse à ses voyages et aux informations qu'il y a recueillies ; il a appris en Béarn, en Dauphiné, en Bourgogne, en Champagne, les différentes méthodes d'échalasser, il a vu dans le Médoc pratiquer le labourage des vignes avec des bœufs, pour suppléer à l'insuffisance de bras ; il a fouillé, dans les sèches garrigues méridionales, le terrain jusqu'à la profondeur du labour ; il a examiné les procédés employés par les viticulteurs de la Saintonge et de l'Angoumois ; il a fait des études comparées sur la diversité des cultures selon les régions. « *Il y a peut-être dix cultures de la vigne en France, toutes différentes les unes des autres [...]. Je crois que presque toujours la culture d'un pays ne réussirait pas dans un autre. Je dis pourtant qu'il y a tout à gagner à ce que des expériences soient faites* ».

Seulement il ne faut pas oublier que ces expériences peuvent être longues et dépasser même la durée d'une vie humaine.

« J'ai des mélèzes qui ont quarante ans, et M. Duhamel en avait de plus anciens et de plus beaux dans sa terre de Vrigny. Tous les ans ils sont couverts de cônes et leurs cônes pleins de graine. Je n'en ai pas encore eu de mûres. Il y en aura peut-être dans vingt ou trente ans ». (78)

Se fondant sur ses recherches et sur ses expériences — dont il prend soin pourtant de ne pas exagérer la valeur — Malesherbes soumet à ses collègues de la Société d'agriculture quelques idées qu'il juge essentielles :

1°) Il faut assurer une communication entre les savants des villes et les agriculteurs sédentaires ;

2°) Pour cela il serait nécessaire de créer un *Bureau de correspondance pour l'agriculture et les arts utiles*, qui se chargerait des liaisons avec tous les agriculteurs et artisans du royaume : il y aurait un bureau central à Paris et des bureaux provinciaux dans trente ou quarante villes, qui seraient constitués par des personnes de bonne volonté, s'intéressant aux sciences et notamment à l'agriculture. « Chaque bureau aura un arrondissement dans lequel il choisira des correspondants tellement distribués qu'il n'y ait pas un cultivateur qui ne demeure à quatre ou cinq lieues d'un correspondant, en sorte qu'il puisse le dimanche aller le consulter et revenir chez lui ». Ces correspondants seraient véritablement les conseillers et les guides des cultivateurs ; ils recevraient d'ailleurs du Bureau général et des bureaux locaux des instructions écrites qu'ils auraient charge d'expliquer et de distribuer.

Le Bureau général devra être assorti d'un jardin modèle, d'une

(78) Il dit ici que deux fois en sa vie il a eu la curiosité de visiter des lieux où il savait qu'il y avait eu autrefois des cultures particulières ; l'un est le jardin de Gaston d'Orléans à Blois, où il a trouvé, subsistant encore, bien des arbres rares et curieux (qu'il nomme) ; l'autre est le jardin de Clifort, ami de Linné, en Hollande (*Hortus Clifortianus*) ; il y a vu quelques arbres du temps de Linné, par exemple deux grands tulipiers.

ménagerie, d'un cabinet qui contiendrait des échantillons de nature morte, de produits chimiques, d'un cabinet de mécanique pour les arts appliqués.

En fait, — et Malesherbes a soin de le préciser — ce rôle dévolu au Bureau général pourra être rempli par la Société d'agriculture (79) qui, avec le concours de l'Académie des sciences, aura pour mission d'établir cette nécessaire liaison *« entre les savants et les citoyens, même ceux qui, par leur pauvreté et leur ignorance, ont été regardés comme la dernière classe, mais qui, à présent, seront aussi jugés dignes que tous les autres d'être en relations avec les sociétés savantes »*.

Malesherbes apparaît ainsi, par ce projet, comme le précurseur véritable de l'enseignement agricole et technique moderne. Et nous relevons aussi dans ce mémoire un vibrant éloge de l'agriculture, *« que la barbarie de nos ancêtres avait fait regarder comme une fonction presque dérogeante pour quiconque avait eu de l'éducation »*.

3°) Il préconise l'élaboration et la publication de travaux non plus individuels, mais collectifs, portant sur des faits qui ont pu être observés par de nombreuses personnes.

Il recommande également de faire des expériences portant sur une longue durée et d'utiliser les récits de voyageurs, mais à condition de les soumettre à une critique sévère et à des vérifications attentives. (80) S'il avait conservé le journal de ses voyages, Malesherbes le soumettrait volontiers à la critique de ses collègues. Du moins les invite-t-il à venir visiter, pour les vérifier, ses plantations de Malesherbes : *« Comme agriculteur, je dois considérer ma carrière comme finie. Mais puisque je me survis à moi-même, je peux donner à des députés de la Société la connaissance de celles de mes expériences que je crois dignes de leur attention. »*

Dans un appendice l'auteur établit que, pour que son projet puisse être mis à exécution et porter ses fruits, il importe que le peuple prenne confiance dans ceux qui voudront l'instruire ; aussi croit-il bon d'indiquer les causes de cette méfiance du peuple qui contribua, sous le régime périmé, à favoriser son ignorance : lorsqu'on voulait faire parvenir des instructions au peuple on les faisait porter par ceux qui étaient chargés de l'exécution de tous les ordres rigoureux ; dans la plus grande partie du royaume les citoyens n'avaient même pas la faculté de délibérer librement sur les affaires de la communauté. Mais maintenant va naître un nouvel ordre de choses. *« Le peuple ne regardera plus les sages bienfaisants qui voudront l'aider de leurs lumières comme les émissaires secrets d'une administration qu'il était accoutumé à craindre... »*

(79) Il propose que la Société d'agriculture établisse son siège au Jardin des Plantes, d'où elle rayonnera sur toute la France.

(80) Les récits de voyageurs se contredisent souvent ; Malesherbes donne quelques exemples de ces contradictions.

C'est sur cet acte de foi dans l'avenir que Malesherbes termine ce mémoire qui a posé à l'occasion de l'agriculture les principes de l'éducation populaire.

*
**

Nous sommes loin d'avoir projeté toute la lumière sur la prodigieuse activité de Malesherbes naturaliste ; il faudrait, pour cela, dépouiller toute la correspondance inédite qu'il entretenait avec une foule de personnes, connues ou inconnues. Nous avons, dans les pages qui précèdent, cité quelques-uns des nombreux savants avec qui il fut en relations suivies. Relevons encore les noms de Daubenton, du botaniste et géologue Guettard⁽⁸¹⁾, avec lequel il fit un voyage en Auvergne ; du chimiste minéralogiste Balthazar-George Sage⁽⁸²⁾, de l'abbé Rozier⁽⁸³⁾, de Parmentier⁽⁸⁴⁾, et surtout celui de Thouin, à l'autorité duquel il se réfère maintes fois, avec lequel il échange souvent des plantes.⁽⁸⁵⁾

Mais aucun n'eut plus de prix aux yeux de Malesherbes que Bernard de Jussieu, son premier maître. Il avait sans cesse recours à sa compétence et à ses conseils. Entre beaucoup de textes en voici trois qui témoignent de leurs relations. Dans une lettre, sans date (à M. Gérard, lettre faisant partie d'une vente d'autographes par le cabinet Charavay-Castaing les 10 et 11 décembre 1957), il prévient son correspondant que M. de Jussieu vient chez lui pour l'examen des plantes qu'il a rapportées de Provence, des Alpes et des Pyrénées. D'autre part une lettre qu'il écrit à La Bourdonnaye le 6 mars 1762 nous montre qu'il n'a pas voulu se déterminer sur le pin d'Ecosse sans consulter Jussieu :

« Je vous avoueray que je ne suis pas bien frappé de la différence que vous trouvés entre votre pin d'Ecosse de l'année passée et celui de cette année

(81) Guettard (Jacques-Etienne), né à Etampes en 1715, mort en 1786, disciple de Réaumur et de Bernard de Jussieu, publia des cartes géologiques estimées, étudia les fossiles de la région parisienne, détermina l'origine volcanique de la chaîne des Puys. Plus de 200 mémoires de lui sont insérés dans les comptes rendus de l'Académie des Sciences. Ses *Observations sur les plantes* sont de 1747. Cf. chapitre VI.

(82) Sage (1740-1824) fut professeur de minéralogie expérimentale à l'Hôtel des monnaies, fondateur et directeur de la première Ecole des mines. Dans son opuscule, paru en 1814, *Tableau comparé de la conduite qu'ont tenue envers moi les ministres de l'ancien régime avec celle des ministres du nouveau régime*, nous lisons ces lignes : « M. de Malesherbes, dont le nom seul fait l'éloge, m'honora de son amitié et me fit don des minéraux qu'il avait rassemblés ; ils tiennent un rang distingué dans ma collection. »

(83) Jean-François Rozier (1734-1793), agronome, professeur à l'Académie royale de Lyon, auteur d'un *Cours d'agriculture* en six volumes.

(84) Cf. sa lettre du 17 mars 1779 à Parmentier sur le pain de pomme de terre. (*Archives du comte de Leusse.*)

(85) André Thouin (1747-1824), botaniste, jardinier en chef du Jardin des Plantes agrandit les cultures et se mit en rapport avec les botanistes et les établissements similaires de tous les pays. Il fut nommé membre de l'Académie des Sciences en 1786 et en 1793 professeur-administrateur du Muséum. Cuvier dira de lui : « Devenu le centre d'une correspondance qui s'étendait dans toutes les parties du monde, il ne cessa, pendant un demi siècle, de provoquer entre les divers pays l'échange de leurs richesses végétales... »

cy. M. de Jussieu n'en voit pas non plus. Mais je suis constitué par la nature mauvais observateur car vous scavez que c'est un don de la nature, et M. de Jussieu, qui l'étoit très bon, l'est beaucoup moins depuis quelque tems, parce que sa vue baisse sensiblement. Il est toujours grand dissertateur, mais au physique médiocre observateur ; aussi nous pourrions nous tromper tous les deux [...]. Quant au pin de Genève ou d'Ecosse, M. Duhamel affirme et M. de Jussieu affirme comme lui que le pin de Genève est celui d'Ecosse ». (86)

Enfin, évoquant les observations qu'il a pu faire dans la région de Bayonne (87), il écrit à Propos d'une belle fleur blanche d'aspect étrange qu'il a vue dans une forêt de roseaux :

« Le lendemain je la retrouvai encore à quelques lieues de là dans un terrain semblable. Je la rapportai à feu M. Bernard de Jussieu qui en fut très surpris car il la reconnut pour un de ces *maho* de l'Amérique la plus chaude qu'on ne croyait pas qui pût passer l'hiver en pleine terre en France [...]. Il n'y avait dans les environs aucun jardin de botanistes ni de curieux, je peux même dire presque aucune habitation. Ainsi M. de Jussieu ne put attribuer l'origine de cette plante devenue naturelle en France qu'à quelques graines arrivées par hasard à Bayonne dans des balles de marchandises d'Amérique et que, par quelque autre hasard, les vents ou les oiseaux auront portées fort loin de Bayonne et répandues dans un terrain qui se sera trouvé leur convenir ».

On peut croire, d'après ces trois exemples, que dans bien d'autres circonstances, Malesherbes eut recours à l'avis autorisé de Bernard de Jussieu, son maître et son ami. (88)

*
* *

Dans une lettre à Macquer, Malesherbes établissait la différence entre les *amateurs* et les *gens du métier*.

« J'entends par amateur, disait-il, tout homme qui sait d'une science plus que le public n'en sait, et moins que n'en savent ceux qui sont capables de composer, d'inventer, en un mot de faire des travaux utiles. Cette espèce d'hommes devient à présent très commune ; ils seroient à portée de rendre des services réels aux sciences s'ils vouloient s'en tenir à ce qu'ils sont parce que la plupart sont gens riches ou ayant du crédit. Mais la rage qu'ils ont de s'élever eux-mêmes au rang d'auteurs fait qu'ils sont plus préjudiciables qu'utiles aux véritables savans qu'ils protègent à tort et persécutent autant, qu'ils ont de plus la manie de s'approprier ce qu'ils n'auraient jamais pu exécuter par eux-mêmes [...]. Comme j'ay l'honneur d'estre au nombre de ces amateurs, que j'ay trouvé surement leur conduite et leurs prétentions aussi odieuses que ridicules, je suis on ne scauroit plus en garde contre ce travers ».

(86) Archives de Tocqueville, L. 150.

(87) Ibidem, L. 160 (Observations sur quelques arbres et plantes d'Amérique qui méritent d'être employés en Europe).

(88) Malesherbes connut aussi, quoique à un degré bien moindre, Antoine de Jussieu, le frère aîné de Bernard. Cf. lettre à M. Gérard sur la perte qu'a subie Bernard de Jussieu par la mort de son frère, 27 avril 1758 (Archives du comte de Leusse).

Modestement donc, Malesherbes se mettait au nombre des amateurs, mais des amateurs qui n'avaient pas la rage de devenir auteurs et de vouloir faire concurrence aux vrais savants. (89) C'est à peu près ainsi que nous le considérerons, en faisant remarquer toutefois qu'en matière de botanique et d'arboriculture, il en savait beaucoup plus qu'un amateur et qu'il a certainement contribué aux progrès de ces deux sciences par les observations qu'il a accumulées et les expériences qu'il a faites. Du moins, il y aurait contribué s'il avait publié, après une révision attentive, ses nombreux travaux. Ce que nous savons de ses méthodes, son souci de l'observation exacte et minutieuse, son aversion pour l'esprit de système, la sévérité même avec laquelle il a critiqué Buffon, tout cela nous montre qu'il se faisait de la science une conception toute moderne, qu'il ne se contentait pas de conjectures ou d'explications hasardées et qu'il savait toute la peine que demande la recherche tâtonnante de la vérité.

(89) Citons ici ce fragment de lettre à M. de Beaumont, qui date, il est vrai, de 1752 : « J'ay aimé l'histoire naturelle, j'ay porté du zèle dans cette étude, mais n'y ay porté ny les talens ny le tems nécessaire, en sorte qu'il ne m'en reste que les noms des principaux scavans, les principes des méthodes et l'amour de la science. » (*Archives du comte de Leusse.*)



CHAPITRE VI

LES VOYAGES DE MONSIEUR GUILLAUME

« Je crois que de vingt personnes qui voyagent dans le même pays, il n'y en a pas deux qui aient précisément les mêmes objets de curiosité ».

Pourquoi Malesherbes voyage-t-il ? Comment voyage-t-il ? les anecdotes. — Ce que nous apprennent sur les voyages de Malesherbes ses écrits d'histoire naturelle et d'agriculture : renseignements fragmentaires, allusions fréquentes. — Les récits et journaux de voyages. — Le voyage en Auvergne de 1751. — Le grand voyage de 1767 dans les provinces méridionales, de la Provence aux Pyrénées, excursions en Espagne. — Les voyages de 1776 : voyage dans le Bordelais, voyage en Hollande et dans le Nord de la France. La Hollande vue par Malesherbes. — Le voyage de 1778 en Suisse. — Ce que « voyager » apporte à Malesherbes.

Cet homme, possédé de la passion de s'instruire, épris du désir de voir et de connaître, partagea le goût de ses contemporains pour les voyages. Dès qu'il pouvait se libérer des affaires, il partait, s'en allait visiter une ou plusieurs régions de France, quelquefois même un pays étranger. Le voyage était pour lui un dérivatif, mais surtout un enrichissement intellectuel ; il en rapportait une ample moisson d'observations, relatives aux mœurs, aux productions, à l'agriculture, à l'industrie des pays qu'il avait traversés⁽¹⁾ ; il en rapportait aussi des plantes pour ses herbiers, des minéraux pour sa collection, et d'abondantes notes jetées sur le papier au jour le jour et retraçant en détail ses pérégrinations accomplies selon le déroulement d'un programme généralement fixé d'avance avec soin, mais où la part de l'improvisation n'était pas exclue.

Il voyageait tantôt seul, tantôt accompagné d'un secrétaire ou, plus souvent, de son fidèle valet de chambre Jacquemin, et, comme il avait horreur de la publicité, des fâcheux, des obligations mondaines, il choisissait la plupart du temps l'incognito : il n'était plus Monsieur

(1) Son biographe Dubois, qui dit avoir lu la majeure partie de ses notes de voyages, mais qui prétend à tort qu'elles ont été perdues, écrit : « Non seulement il décrivait avec clarté et précision ce qu'il avait observé, mais il faisait lui-même l'application la plus utile de ses recherches à l'amélioration des différentes branches de culture et d'industrie qu'elles concernaient ».

de Lamoignon de Malesherbes, président de la Cour des Aides ou ancien ministre, il était tout simplement *Monsieur Guillaume*, ne se découvrant que lorsque son personnage était percé à jour ou lorsqu'il avait à rendre visite à un correspondant, ou à un savant de province, dans une ville où il séjournait. ⁽²⁾

On trouvera dans les éloges et les biographie consacrés à Malesherbes au dix-neuvième siècle une ample moisson d'anecdotes relatives à ce voyageur bonhomme aimant à se promener à sa guise, à ne rien faire que selon sa fantaisie, jaloux de dissimuler son identité, se plaisant parfois à mystifier ses interlocuteurs.

C'est la rencontre, dans une auberge de Bretagne, de deux jeunes officiers qui déplorent amèrement la retraite prématurée de Malesherbes sur le ministère duquel ils fondaient, comme la plus grande partie de la nation, de grands espoirs ; mais celui-ci les scandalise en prétendant — sans se faire connaître — que M. de Malesherbes est tout à fait inapte aux fonctions ministérielles... C'est le curé méfiant qui lui donne pour toute hospitalité l'abri d'une grange : après une nuit passée dans le foin, Malesherbes remercie son hôte et quelques jours plus tard il lui écrit pour l'informer qu'il demande pour lui le titre de chanoine. C'est la véhémence discussion qui eut lieu un jour, à table d'hôte, dans une petite ville d'Alsace, sur Malesherbes et... en présence de Malesherbes, entre un religieux de St François, un bailli de village et un militaire chevalier de Saint-Louis... C'est la leçon de modestie qu'il donne à un magistrat grenoblois qui prétendait accaparer la meilleure chambre dans l'auberge... C'est la rencontre, en Suisse, d'un pasteur nommé Wittenbach, qui, ne connaissant pas son interlocuteur, lui offre de le faire nommer dans une cure vacante de son canton. « *Je suis ministre*, lui dit le pasteur. — *Moi, ex-ministre*, répond Malesherbes » ! Nous pourrions rapporter encore plus d'une anecdote aussi savoureuse sur Monsieur Guillaume en voyage...

*
* *

Nous sommes renseignés sur les nombreuses pérégrinations de Malesherbes par des lettres et par des récits ou des notes de voyages qui ont été heureusement conservés. Mais comme un des buts principaux qu'il se proposait en voyageant était d'élargir le champ de

(2) Le passage que voici, extrait d'une lettre adressée de Hollande à sa sœur Mme de Sénozan, nous montre combien Malesherbes est désireux de conserver l'incognito, surtout en pays étranger :

« J'ay été reconnu icy le jour que j'y ay déjà passé. Je ne l'ay pas été dans tout le reste du pays. Je l'ay été aussi, à ce que j'ay appris, à Gand et à Bruges, mais c'est après être parti de ces villes que quelqu'un a dit m'avoir reconnu dans la rue et qu'en faisant quelques combinaisons sur ce que j'avois fait et dit, on n'en a pas douté.

« A présent qu'on m'a deviné icy, il sera impossible de m'y cacher, mais je tâcheray de faire ma station à Saardam, ma course en Frise et le retour par Utrecht et ma seconde course en Nord-Hollande, aussi incognito que je l'ai été jusqu'à présent et je ne serois connu qu'à Amsterdam, à Leyde et à La Haye. »

ses connaissances en agriculture, en histoire naturelle, et particulièrement en botanique, il n'est pas surprenant que les travaux qu'il a laissés sur ces matières comportent de multiples allusions aux découvertes faites au cours de ses voyages. C'est ainsi que dans l'introduction de son ouvrage sur « les effets de l'hiver 1788-89 et sur les conifères », nous trouvons d'abondantes indications sur le voyage qu'il fit dans le midi de la France : qu'on en juge par le passage suivant.

« Je me suis promené de Monaco à Saint-Sébastien, presque toujours sous la même latitude et j'y ai trouvé quatre climats dont la différence est marquée par la culture.

« On ne voit point d'orangers en Provence à l'ouest de Toulon, où il y en a même peu, parce que c'est là qu'ils commencent. Mais à peu de distance de Toulon, on trouve cette culture établie à Hyères [...]. De Toulon à Carcassonne jusqu'à la rivière de Biduscoa (Bidassoa), limite de la France et de l'Espagne, plus d'oliviers, mais beaucoup de vignes. Et après avoir passé la rivière de Biduscoa, dans la petite province de Guipuscoa, je fus très étonné de ne pas trouver même de vignes, et au lieu de cela des pommiers à cidre, le cidre y étant la seule boisson du peuple, comme en Normandie. »

Dans le même ouvrage, il rappelle des observations qu'il a faites à Grasse, il évoque les dunes de sable qu'il a vues au cours d'un autre voyage, sur les côtes de la mer du Nord, de Calais jusqu'en Frise, et il compare les terrains de Hollande à ceux des landes au sud de Bordeaux, nous donnant cette indication précieuse : « *Quand je vis, ces landes en allant en Hollande, je revenais de Bordeaux.* » Un peu plus loin il nous renseigne sur son séjour à Brest en 1780 et conte un épisode de son voyage dans le Valais en 1778. Il nous dit encore, à propos des cyprès si nombreux en Provence, qu'il a vu quelques-uns de ces arbres dans la partie méridionale du Poitou (3) et dans le Saintonge. Au fil de ses remarques sur l'arboriculture, il égrène encore d'autres souvenirs de voyages :

« En Suisse je n'ai pas trouvé d'ifs sauvages dans les bois, ce qui ne prouve rien, car je n'y ai fait que très peu de courses botaniques [...]. En 1767 j'allai à la Sainte-Baume, cette fameuse caverne de Provence célèbre par le séjour prétendu de la Madeleine et par la dévotion du peuple (4) [...]. J'ai vu sur les bords de la Garonne des bois assez considérables de saules ou d'osier [...]. »

Et à propos des aulnes :

« Je peux citer des bois que j'ai vus entièrement de ces arbres, à Underseven, entre le lac de Thun et celui de Brientz. J'en ai vu aussi en Savoie à Chamouny ».

(3) Il s'y rendit plus d'une fois puisqu'il avait une propriété à Chef-Boutonne.

(4) Ici une anecdote irrévérencieuse sur la dévotion naïve des moines à des ifs dont les religieux prétendent qu'ils remontent au temps du Christ.

C'est encore dans ses écrits d'histoire naturelle que nous trouvons, avec un mémoire sur les buis, de précieuses notes sur la ville et le pays de Saint-Claude, sur les industries paysannes de cette région, visités au cours du voyage de 1778 ; de même les trois études qu'il écrivit sur le châtaignier sont le résultat de son passage dans les Maures et des renseignements qu'il recueillit sur les châtaigneraies du Luc, de Collobrières et de la Garde-Freinet. Les notes d'arboriculture qu'il rédigea pour Duhamel sont truffées d'allusions à ses voyages, qu'il s'agisse d'une certaine espèce d'alisier qu'il a vue en abondance dans les Alpes, du côté d'Embrun et de la Chartreuse, ou des pins maritimes de l'Esterel, ou d'un pyracanthe rencontré près de Toulouse, ou d'un immense micocoulier qui l'a frappé d'admiration sur la promenade publique de Manosque... C'est de l'expérience acquise au cours de ses voyages que sont tirées les principales idées du mémoire sur les moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale ; ainsi qu'en témoigne ce passage :

« J'ai vu au-delà [de Frontignan] une grande lande déserte qu'on nomme dans le pays *garrigue*, où il n'y a ni culture ni habitation d'hommes ; ce n'est qu'une pâture de moutons et de chèvres. Cette garrigue est à la même exposition que la ville de Frontignan. Le terrain que j'ai eu la curiosité de fouiller jusqu'à la profondeur du labourage, m'y a paru de même nature. On en emploierait peut-être une partie en vignes, si l'on y avait plus de bras d'hommes, ou à leur défaut si l'on y connaissait le procédé du Médoc ».

Mille exemples nous prouveraient que Malesherbes ne perd jamais de vue dans ses voyages ses préoccupations d'agriculteur et de naturaliste. N'étant jamais à court d'idées, il suggère d'introduire dans les régions marécageuses des Landes, et en Camargue également, la culture du riz sauvage (en quoi il se révèle un précurseur), de même qu'il propose de faire l'essai, en Provence, en Languedoc et dans le Roussillon de grains de coton qu'on ferait venir de Pensylvanie et de Virginie. Quand il visite une région, c'est toujours sur les terrains et sur les cultures, existantes ou possibles, que se porte d'abord son attention.

**

Mais il est évident que les écrits ou les notes d'histoire naturelle de Malesherbes ne nous fournissent sur ses voyages que des renseignements épars, sporadiques et fragmentaires. Seuls les récits ou les journaux de voyages qu'il nous a laissés peuvent satisfaire pleinement notre curiosité. Les archives du château de Malesherbes, que malheureusement nous n'avons pu consulter, renferment douze cahiers de notes de voyage, et, à part, le journal du voyage en Normandie et en Bretagne et celui du voyage en Auvergne ; on y trouve encore un mémoire sur le voyage à Barèges et d'abondantes notes

sur la Suisse, notamment sur Neuchâtel et la république de Berne ; les archives de Rosambo possèdent le journal complet du voyage qu'il effectua en 1767, dans le midi de la France et celui du voyage de 1778 aux Pays-Bas, deux documents d'un précieux intérêt, que complètent quelques lettres éparses.



Sur le voyage en Auvergne qui est probablement un des premiers que fit Malesherbes, à défaut de ses notes personnelles que nous n'avons pu dépouiller, nous sommes renseignés par le savant Guettard, membre de l'Académie des Sciences, un des hommes qui ont le plus contribué à répandre en France le goût de la minéralogie. (5) Il eut lieu en 1751. Malesherbes venait d'être reçu membre honoraire de l'Académie des Sciences. Ils entreprirent ensemble le voyage de Paris à Vichy, le 14 juillet de cette année. Un manuscrit autographe de Guettard publié par la *Revue Scientifique du Bourbonnais et du centre de la France* (janvier 1901) relate les principales étapes de cette randonnée en Auvergne sous le titre de « *Observations faites dans un voyage de Paris à Vichy et autres lieux...* »

Guettard et Malesherbes arrivent à Riom où « *les maisons sont bâties de la pierre de Volvic qui n'en est éloigné que de deux lieues* ». Cette pierre, si caractéristique, suscite leur curiosité. « *La pierre de Volvic, dit Guettard, est de la lave qui a coulé le long de la montagne et qui a coulé jusqu'en bas. La masse de la montagne est de pierre ponce, brune, rouge, grise, plus ou moins grosse. Le haut a des rochers qui ne paraissent que le reste du machefer* ».

Les voyageurs visitent ensuite les puys de Crouelle et de la Poix et atteignent le Puy de Dôme qui, affirme Guettard, est un volcan dont la base est de granit :

« Le Petit Puy de Dôme est à peu près de même que la montagne de Volvic. (6) Toutes les petites montagnes qui sont de cette chaîne sont de pareils volcans, avec des entonnoirs — cratères — qui regardent un des quatre coins du monde ».

En examinant la pierre de Volvic, Guettard découvrait le volcanisme de l'Auvergne. Sa découverte fut contestée par deux savants anglais, Bowls et Olzendorff, qui, d'après le chimiste Ozy, de Clermont, avaient reconnu une année auparavant que les monts Dômes étaient des volcans.

(5) Cf. *Histoire de l'Académie royale des Sciences*, année 1752, Paris, Imprimerie royale, MDCCCLVI : *Mémoire de Guettard sur quelques montagnes de France qui ont été des volcans*, p. 27 suiv.

(6) Le « petit Puy de Dôme » (1.267 m.) est accolé au flanc nord du Puy de Dôme et semble n'être qu'un satellite de ce dernier ; il présente un cratère central de 35 m. de profondeur connu sous le nom de Nid de la Poule. — La « montagne de Volvic » est le puy de la Nugère (994 m.), qui offre des particularités très curieuses. — Plus loin Guettard, qui est un excellent observateur, dit que les cratères de ces volcans regardent, chacun, un des quatre coins du monde : en effet, les cratères sont « égueulés » suivant les quatre points cardinaux et les coulées de lave ont suivi différentes orientations.

Mais Malesherbes devait revendiquer pour son ami la découverte dont il avait été le témoin, dans une lettre que Guettard reproduit dans la préface de son *Mémoire sur la minéralogie du Dauphiné*, publié en 1779. Cette lettre est extrêmement précieuse car non seulement elle nous montre dans quelles circonstances et à la suite de quelles observations Guettard a conçu l'idée du volcanisme des monts Dômes, mais elle nous apporte des indications précises sur le voyage lui-même. Écoutons plutôt :

« J'ai été témoin de la découverte des volcans éteints de l'Auvergne faite par M. Guettard. Il eut la complaisance de venir avec moi aux eaux de Vichy où je ne comptais passer que quelques jours (7) et ni lui ni moi nous n'avions entendu parler de ces vestiges d'anciens volcans. Il examinait les pierres pendant toute cette route et en passant à Moulins je lui montrai une pierre noire et poreuse employée dans quelques bâtiments. Il n'hésita pas à m'assurer que c'était de la lave. Nous demandâmes d'où venait cette pierre ; on nous dit que c'était de Volvic, qu'elle était très estimée dans le pays et que la carrière n'en était pas loin.

« M. Guettard eut le grand désir de la voir, mais à Moulins où nous ne restâmes qu'une demi-heure, personne ne put nous dire précisément où étoit Volvic et nous étions obligés d'arriver à Vichy où on nous attendait. De Vichy on voit le sommet pointu du Puy de Dôme. Ce désir qu'avait M. Guettard de voir cette montagne si célèbre par les expériences de Paschal fut encore excité par l'espérance d'y trouver les débris de quelque ancien volcan dans laquelle il était confirmé par la certitude que la pierre volcanique se trouvait en Auvergne.

« C'est ce qui nous détermina à aller à Clermont [...]. En passant à Riom, nous sûmes que nous n'étions pas loin de Volvic ; nous y allâmes. J'entrai avec M. Guettard dans la carrière, où il me fit voir clairement par la forme de la montagne, par l'inclinaison des couches, par les autres matières évidemment brûlées, que ce pic ou ce puy étoit le produit d'un ancien volcan... »

Après Volvic, Malesherbes et Guettard vont coucher à Clermont où il voient le savant Ozy, dont Malesherbes a souvent entendu parler à Bernard de Jussieu et qui les accompagne le lendemain au Puy de Dôme. Ensuite les voyageurs font l'ascension du « Mont d'Or » (8) ; de là, ils reviennent à Clermont et regagnent Lyon par Thiers, Montbrison et Saint-Etienne.

Dans ce voyage en Auvergne, comme dans tous ceux que Malesherbes devait faire par la suite, les préoccupations scientifiques étaient encore plus vives que l'intérêt qu'il portait aux mœurs, aux villes et aux paysages.



C'est en 1767 que Malesherbes entreprend le premier en date de ses longs voyages. Il est depuis bientôt quatre ans déchargé de l'ad-

(7) Il résulte de cette phrase et de ce qui suit que ce voyage d'exploration n'était pas concerté à l'avance.

(8) Il s'agit probablement du puy de Sancy, sommet culminant des Monts Dore.

ministration de la Librairie, et la Cour des Aides, bien qu'elle soit engagée dans une opposition de plus en plus vive contre l'arbitraire gouvernemental, lui laisse alors quelques loisirs. Il veut parcourir les provinces méridionales de la France ; pour atteindre la Provence il prend le chemin des Alpes.

Parti de Paris en mai (nous ne savons au juste la date) il est à Grenoble à la fin du mois ; il est passé par La Verpillière et Voiron ; il a vu le massif de la Grande-Chartreuse (qu'il décrit dans une lettre à Mme de Montigny comme un pays effrayant) ; écrivant à sa sœur Mme de Sénozan (9), il lui annonce qu'il se rend à Gap et que de Gap il ira directement à Valence. Il a vu l'Isère, la vallée du Grésivaudan ; il admire la ville de Grenoble, « *les montagnes en amphithéâtre jusqu'aux grandes Alpes dont les neiges se confondent avec les nuées* » ; mais la perspective des Alpes « *n'est pas pour tout le monde le plus agréable des spectacles* ».

De Gap, le 1^{er} juin, il fait à Mme de Malesherbes la relation de ses précédentes étapes. Il a vu, dit-il, le sommet des Alpes, la borne posée par le dernier traité, « *l'eau coulant dans le Pô* » et il est allé jusqu'au premier village du Piémont. Il en conclut qu'on sort du royaume et qu'on y entre comme on veut.

« J'ay couché dans un cabaret hors des portes de Briançon, j'ay tourné la ville dont j'ay très bien vu les fortifications en dehors et j'ay esté à cheval au Mt Genève qui est un village et j'y aurois esté aussi bien à pied parce que je vous avoueray que j'ay la poltronnerie de descendre toutes les fois que le chemin est sur le bord des précipices ».

D'ailleurs il a vu l'aspect général des Alpes, non les détails ; il a maintenant une idée de la façon dont on y fait la guerre.

Rien sur Valence (10) ni sur la vallée du Rhône ; il a grande hâte d'arriver en Camargue ; le 8 juin il est aux Saintes-Maries de la Mer ; il adresse ce jour à Mme de Malesherbes une lettre dont nous extrayons le passage suivant :

« Je vous écris d'un village au bord de la mer qu'on ne peut pas appeler port parce que ce n'en est pas un, et qui n'est proprement qu'une retraite de pêcheurs. Je date de Saintes, c'est le nom du pays. Sur la carthe vous trouverés les Trois Maries ou Notre-Dame de la mer : c'est un pays où il arrive [*deux mots illisibles*] de gens de Paris. et ce n'est pas étonnant, car à parler vray, ce n'est pas que le pays ou le rivage soit curieux : on n'y voit que du sable et de l'eau. Je seray durant toute la matinée en mer avec des pêcheurs, et l'après-dinée on me fera voir une cérémonie curieuse, c'est

(9) C'est à Madame de Sénozan que Malesherbes écrit le plus fréquemment au cours de ses voyages. Ajoutons que la relation de ce voyage de 1767 dans le Midi a été faite en grande partie à l'intention de son beau-frère le président de Sénozan, très curieux d'histoire naturelle comme de paysages et qui avait chargé Malesherbes de le renseigner sur un grand nombre de particularités des régions qu'il allait parcourir.

(10) Est-il passé par Valence ? C'est douteux, car il dit à sa femme dans sa lettre de Gap : « Je pars demain pour Avignon. » Il a dû suivre la vallée de la Durance, au moins partiellement.

celle de marquer avec un fer chaud les bœufs sauvages de la Camargue. ⁽¹¹⁾ Ces animaux ne supportent point du tout cette cérémonie avec patience ; ils sont poursuivis par un homme à cheval sur un cheval aussi sauvage d'origine, mais dompté et armé d'un instrument qu'on appelle trident. Un autre homme à pied saisit le bœuf par les cornes et s'en empare, ce qui demande de l'adresse et n'est pas sans danger pour les spectateurs... »

La Camargue intéresse vivement Malesherbes : il est séduit par le caractère singulier, à la fois maritime et terrestre, du pays, par le spectacle des taureaux et des chevaux sauvages. Il en fait une longue description dans une lettre, également du 8 juin, à Mme de Sénozan, où il parle d'abord de la basse Camargue :

« Cette vaste plaine [...] est dans une partie couverte d'un ou deux pieds d'eau de mer, dans d'autres parties absolument nue et seulement couverte de coquilles que la mer y a laissées, parce que ces parties sont celles que la mer arrose quand elle est en courroux, c'est le terme de mon muletier... »

Quant à la haute Camargue, la région d'Arles, il signale qu'elle est parfaitement cultivée en vignes et même en grain. « *Ce qu'il y a de singulier, c'est la prompte maturité du climat : on y fera dans trois semaines la récolte du bled* ».

Après la Camargue, Malesherbes se rend à Martigues ⁽¹²⁾, « *trois villes réunies par deux ponts et qui par ce moyen n'en font qu'une, mais qui ont cependant trois noms différents* ». Il décrit longuement l'étang de Berre ⁽¹³⁾, « *ce grand lac entouré de tous côtés de montagnes très bien cultivées en oliviers et en vignes* » ; il admire particulièrement l'étang d'Istres et le canal qui fait communiquer cet étang avec celui de Berre, et qui est fameux par la pêche aux moules et aux muges. Quant au « *désert aride qu'on appelle la plaine de Crau* », il l'a vu avant d'arriver à Istres, venant d'Arles.

Le canal de Martigues à Port-de-Bouc retient longuement son attention : ce canal où il regarde passer les bateaux est partagé plusieurs fois dans sa longueur par différentes îles ou langues de terre.

« C'est dans ces bras séparés des côtes que sont les fameuses bourdigues ⁽¹⁴⁾ du Martigue qui font un revenu si considérable pour leurs propriétaires. La plus belle de toutes qui est celle de M. le duc de Villars est affermée 10.000 livres [...]. A présent et pendant quelques mois les bourdigues sont levées et je n'en ay vu que la place avec des cannes mises en faisceau dans les isles voisines en attendant la saison ».

Malesherbes signale la richesse de la plupart des habitants de Martigues. « *Tout est pêcheur icy* » et Martigues fournit du poisson à Aix, Arles, Avignon et même à Marseille. « *Les Marseillais, occupés*

(11) C'est l'opération appelée la *ferrade*, qui consiste à renverser le jeune taureau en lui tordant un peu le cou, en le saisissant par les cornes, pour lui appliquer la marque du manadier, sur la cuisse gauche, avec un fer rougi au feu.

(12) Il écrit « Le Martigue ».

(13) Il l'appelle l'étang du Martigue.

(14) Les bourdigues sont des enceintes triangulaires formées avec des claies à travers un canal qui joint un étang côtier à la mer, pour prendre le poisson.

de plus grands objets, sont peu pêcheurs ; ils n'ont que quatre ou cinq tartanes destinées à la pêche ».

Après avoir visité les chantiers de construction de Martigues, et Port-de-Bouc, « où il n'y a que le fort et le port sans maison », notre voyageur jette un coup d'œil sur la côte, rocheuse et escarpée (« *ce roc est une vilaine pierre calcaire mêlée de cailloux ou galets de mer* »), puis il gagne Marseille, par Marignane.

Nous n'avons pas trouvé dans ces notes de voyages de description de Marseille, mais seulement des allusions : Malesherbes dit, au surplus, que la grande cité est suffisamment connue pour qu'il n'ait pas besoin d'ajouter une description à tant d'autres. Il n'a, d'ailleurs, passé qu'un jour à Marseille, et en s'y tenant « presque caché ». Le 16 juin il est à Cassis, où il se sent plus à l'aise. Il découvre que ce petit port provençal est la patrie de l'abbé Barthélemy. (15) Le mistral souffle fort, il fait froid.

Le lendemain 17 il se rend au château de Gémenos, qui appartient à un magistrat aixois, un d'Albertas. Ce sont là les plus beaux jardins de la Provence : « *de l'eau partout, de l'eau claire comme du cristal, qui coule avec rapidité des montagnes voisines.* » Il en ressent une impression délicieuse, mais il ne s'attarde guère, suit le rivage, passe par Bandol, qui a « *des maisons bien propres et joliment bâties, toutes rangées le long de la côte* » ; il signale le château de M. de Sabran, et de l'autre côté celui de M. de Bandol, avec des bouquets de pins qui descendent jusque sur la mer même et qui domine « *un petit flot de rocher* ».

Il ne fait que traverser Toulon (16), dont il semble n'avoir laissé aucune description, et le 19 juin il arrive à Hyères. Il s'extasie devant la beauté du site et la fécondité du sol. « *Hières est sûrement sous le plus beau ciel de la Provence puisque c'est le lieu où les orangers viennent le mieux [...]. La route de Toulon à Hières est très unie et très belle* ». La vallée est large et cultivée. Les montagnes sont relevées en terrasses par l'industrie des habitants et couvertes d'oliviers et de vignes. C'est à Hyères qu'il a vu les plus beaux oliviers.

Dans le long développement que Malesherbes consacre à la ville et à ses environs, une place importante est réservée aux orangers. Une surprise lui a été réservée : il s'imaginait les orangers épars dans les champs, comme les oliviers : or il a trouvé des jardins où ces arbres denses et bien alignés font une ombre touffue.

« On les laboure avec autant de soin que les pêcheurs à Montreuil, mais on les a dans des jardins clos où ils sont assés près l'un de l'autre pour qu'on marche sous leur ombre comme sous une futaye de chênes, avec la différence que leur tige n'est pas assés haute pour ne pas se courber en passant dessous ».

(15) Erudit et littérateur, féru d'archéologie et d'antiquités, auteur du *Voyage du jeune Anacharsis* (1716-1795).

(16) Après avoir couché au bourg d'Ollioules, qui dépend, nous dit-il, de la seigneurie du Luc.

Il se hasarde à critiquer cette manière de planter les orangers ; mais « *il n'y a rien à dire contre l'expérience des gens du pays où une culture est établie* ».

Il n'en vante pas moins les agréments et l'utilité de cette culture et rapporte tout ce que lui en a appris l'enquête à laquelle il s'est livré, notamment au sujet de la greffe et des précautions à prendre contre les intempéries. Il a visité le « *jardin du Roi* », qui lui avait été annoncé comme une rareté et qui ne l'a pas déçu : ce jardin appartient réellement au Roi qui l'a concédé pour dix ans et loué 3.000 livres à un officier de justice de Toulon.

Le magnifique paysage marin que l'on contemple des hauteurs d'Hyères (et qu'il décrit avec enthousiasme) l'incite à visiter sinon les trois îles, du moins Porquerolles, la plus voisine et la plus accessible. Parti de bon matin, en voiture, il arrive au château de Gien, se rend à pied à la Tour Fondue et fait, sur une barque, une traversée sans histoire qui dure trois quarts d'heure. Il nous dit peu de chose de l'île. Le vent s'étant levé, la traversée de retour a lieu à la voile et il retrouve sa chaise au château de Gien. Mais une mésaventure l'attend : en voulant parcourir seul et à pied les parties marécageuses de la presqu'île de Gien, il perd du temps à chercher un passage qui se révèle impraticable ; épuisé de fatigue et de soif, il est remis dans le bon chemin grâce à un gardien de coches qui lui fait boire du vin dans une assiette ; il arrive à une bastide appelée « le ceinturon », fort à l'est d'Hyères, et, par des sentiers qu'on lui indique, il regagne enfin la petite ville à la nuit tombée.

D'Hyères à Saint-Tropez le chemin est difficile : Malesherbes et ses compagnons de voyage le font à cheval. Ils traversent les salines d'Hyères, puis c'est la forêt, dont de larges zones sont incendiées : « *Spectacle horrible* » pour un ami des arbres que celui de ces pins carbonisés ou à moitié morts ! Il y a cependant des bruyères, des arbustes, et « *quelques arpens de terre qu'on a essayé de cultiver* ». Ils ont dîné dans un cabaret au milieu de la forêt, mais avec les vivres qu'ils avaient apportés, car ils n'ont rien trouvé sur place : on les avait prévenus.

Enfin, à une lieue et demie de Saint-Tropez, les voyageurs débouchent au château de Cougoulin (Cogolin), se réjouissent de trouver « *une vallée agréable* » au sortir de cette « *forêt horrible* » et aperçoivent la mer au fond du golfe de Grimaud. Le château de Grimaud est en ruines et le seigneur du lieu réside en bas, dans le village. Avant d'arriver à Saint-Tropez, Malesherbes passe le long d'une gentilhommière appelée Berthaud, dont le seigneur était ci-devant garde du corps et qui a une position remarquable.

« La mer, c'est-à-dire le golphe, en bat précisément les murs et le golphe n'a pas demi-lieue de large. De l'autre côté le château est à cinquante toises d'un bois épais de pins [...] et observés que ce bois tient à la vilaine mais immense forêt que j'ai traversée depuis la saline d'Hières jusqu'au château de Cougoulin, c'est-à-dire six grandes lieues ».

Une futaie de pins à traverser avant d'arriver à Saint-Tropez... Malesherbes fait l'éloge de la ville qu'il compare à La Ciotat. Son port est excellent, « *assez profond pour recevoir les galères du roi et des vaisseaux de 74 canons* ». Il va contempler la vue du haut des collines ; il se renseigne sur le commerce de la région, sur l'activité du port, sur la population de pêcheurs qui habite Saint-Tropez et parmi lesquels il trouve une forte proportion de Catalans. « *La côte de Saint-Tropez, nous dit-il, étoit fameuse pour la pêche au corail qui étoit plus abondant et plus beau que dans le reste de la côte de Provence* ». Une ombre au tableau : les droits excessifs perçus par l'Amirauté, dont se plaignent amèrement les patrons de bateaux...

..

Sainte-Maxime, Fréjus où il parvient après avoir parcouru, moitié en voiture, moitié à pied, une « *forêt montagnieuse* » coupée de « *chemins impraticables* ». Il ne séjourne que quelques heures dans cette ville, comptant la mieux voir au retour. Puis il entre dans la forêt de l'Estrelle (Esterel) dont il ne nous dit pas grand chose, sinon qu'elle est fort belle bien qu'elle renferme des parties brûlées ; il était, quant à lui, dans une chaise de poste bien à son aise ; il s'est beaucoup occupé à examiner les pierres...

Après la forêt on débouche en vue de la rade de Cannes. De la description de Cannes (qui est assez longue) nous nous bornerons à extraire un fragment :

« Quoy qu'il en soit de la bonté du port, l'aspect en est très agréable, parce que la position de la ville, dont je viens de parler, est telle qu'elle est tout entière étendue le long du port en demi-cercle et adossée contre la montagne (17) avec un grand bâtiment sur la hauteur et que je crois un couvent, et il y a de plus icy ce que je n'ay encore vu nulle part en Provence, c'est un grand rang d'ormes très bien venus et donnant une belle ombre tout le long du port sur le bord de la mer, jusqu'à y attacher les bateaux si l'on vouloit ».

De Cannes, Malesherbes fait plusieurs petites excursions : la première aux îles de Lérins. Sainte-Marguerite l'intéresse vivement. Il dépeint l'île comme inculte et pleine de broussailles avec beaucoup de genêt d'Espagne odorant. Il y voit des soldats qui font des fagots en vue des feux de la Saint-Jean. Il monte au fort, où il trouve vingt hommes de garnison pour garder vingt-cinq prisonniers. « *Ces prisonniers sont à la garde du gouverneur qui en répond et les traite comme il veut* ». Deux ou trois seulement jouissent de la liberté dans l'île. Il cause avec l'un d'eux, qui le renseigne sur l'histoire de l'île, sur les cultures auxquelles se prêterait le terrain.

« C'est un jeune homme de grand nom et appartenant de très près à tout ce qu'il y a de plus puissant. Il faut qu'il ait fait de grandes fautes puisqu'on

(17) Il s'agit de la colline dite Mont-Chevalier ou du Suquet.

le tient icy depuis trois ans. Il compte sur un retour prochain et a un peu d'humeur contre un certain oncle ; je le luy passe, mais je luy ay conseillé de n'en pas parler tout haut ».

A Saint-Honorat son petit bateau a débarqué entre les rochers. Cela lui a paru « *un port de Polichinelle, mais le plus joli du monde* ».

L'île est très agréable et l'a charmé : un petit bois où l'on est « dans la plus parfaite solitude » ; au débouché « *une belle plaine cultivée comme la Beauce* ». Il a visité le couvent des moines ; il a conversé avec le prieur qui aime l'agriculture, cultive avec amour son jardin potager et qui « est assés heureux pour être engoué de son île quoiqu'il l'habite depuis près de trente ans et qu'il ait habité autrefois Paris ».

De Saint-Honorat. Malesherbes traverse le golfe pour aborder à « La Théoule », petit port mal abrité, sans aucune habitation sauf une cabane de pêcheur et un gros bâtiment inachevé construit par un ci-devant seigneur de la Napoule. Il revient par le village de la Napoule dont il admire le château, mais qui est infesté par la malaria, à cause d'une petite rivière qui, n'ayant pas de débouché sur la mer, a formé un marais. Le soir, de retour à Cannes, la vue des feux de la Saint-Jean lui dicte un des rares passages poétiques de son récit :

« Nous avons eu en rentrant à Cannes un joli spectacle qu'il n'y a que le hasard qui puisse procurer : c'était la veille de la St-Jean ; il ne faisoit pas une haleine de vent, le jour tomboit. Tout à coup nous vîmes six ou sept feux sur le port de Cannes, qui éclairaient les maisons et les ormes dont j'ay parlé, — un à la Napoule que nous quitions, deux beaucoup plus considérables aux îles de Ste-Marguerite et de St-Honorat, et de plus un pêcheur en avoit fait un sur son bateau et promenoit dans la mer cette lumière vivante ».

**

« *De Cannes à Antibes il faut que j'aye dormi en chemin, car je n'ay rien vu* ». Du moins, à Antibes il ouvre les yeux et admire, non point tant le paysage dans son ensemble que « *la beauté des fortifications et l'assiette naturelle du port* ». Ce port, plus vaste que celui de Cannes, il le décrit assez longuement. Il regrette seulement qu'il s'envase, comme plusieurs autres ports de cette côte ; il a vu des soldats qui travaillent à un ponton pour le curer. Ce phénomène d'envasement, qui paraît se généraliser, le porte à croire que sur le rivage méditerranéen la mer se retire peu à peu.

D'Antibes il monte à Grasse, par un chemin laid et cahotant.

La description de Grasse est longue et détaillée. Tout l'enchantement : l'heureuse situation de la ville, abritée des vents, garantie contre une chaleur excessive par les eaux abondantes qui tombent des montagnes froides, la beauté des oliviers, l'agrément des bastides (non fermées de murs comme à Marseille), l'air toujours embaumé de

fleur d'oranger ou de jasmin d'Espagne. Après un développement sur les jasmîns, leurs variétés, la façon de les multiplier par la greffe ou la marcotte, et sur les autres plantes que l'on cultive pour les parfums, cédrats, citronniers, bergamotiers, rosiers, acacias, sur les précautions à prendre pour les préserver du froid, Malesherbes aborde le chapitre de la fabrication des parfums ; il a visité plusieurs parfumeries, il s'est entretenu avec un des principaux fabricants.

« Les parfumeurs de Grasse abandonnent à de misérables paysans l'extraction des feuilles essentielles des plantes rustiques dans le pays, comme le thîm, le serpolet, les deux menthes, la lavande, la sauge, le romarin [...]. J'ai vu un de ces pauvres gens faire sa distillation en plein air ; il avoit aussi le petit réservoir d'eau et la petite huillière, excepté que la sienne n'étoit pas de verre, mais de cuivre. Nous l'avons rencontré le matin en arrivant à Grasse. Il travailloit tout à côté du chemin. Le soir en m'en retournant je le trouvay qui avoit replié sa petite boutique et la reportait sur ses épaules. Il distilloit alors du thîm ; j'en pris dans mes mains... »

Malesherbes épilogue assez longuement sur les procédés de distillation, sur la fabrication des pommades, des savonnettes, sur les huiles employées dans les parfums, sur les mœurs des négociants qui, l'été, vont avec leur famille chercher la fraîcheur dans des bastides au penchant des montagnes proches... Quant à la ville, s'il admire son site et la vue étendue dont on y jouit, il la juge sévèrement par ailleurs : « *La ville même de Grasse est le plus infâme cloaque que j'aye vu* » : maisons vilaines, rues pavés en cailloux, puantes parce que les parfumeurs se sont établis dehors et les tanneurs et corroyeurs dedans ! « *La ville est en pente si roide qu'il seroit impossible d'y avoir aucune sorte de voiture* ». Les rues sont pour la plupart en escaliers ; les abords de la ville sont difficiles. Quant à la société, elle doit être très désagréable « *parce que l'avidité du gain est l'unique occupation de tout le monde* ».



Malesherbes ne va pas plus loin que Grasse ; il ne franchit pas la frontière du royaume. ⁽¹⁸⁾ Il profitera du trajet de retour pour mieux voir certains lieux qu'il avait négligés à l'aller : revenu à Cannes, il grimpe à Cannette (Le Cannet) où on lui a dit qu'il y a de grandes cultures d'orangers ; là en effet « *tout est orangers* », comme à Hyères... et la vue est admirable. Il visite Fréjus qu'il n'avait vu que superficiellement, entre au palais épiscopal, donne un coup d'œil distrait aux antiquités romaines, très mal conservées d'ailleurs. Il va, à pied, par un vilain chemin, jusqu'à la mer, à Saint-Raphaël (Saint-Raphaël), qui n'est pas un port, mais seulement « *l'anfrage de batteaux pêcheurs qui veulent arriver à Fréjus* » ; il lui est impossible de revenir à Fréjus par le fond du golfe, car « *le bord de la mer est une grève sur laquelle on enfonce de six pouces à peu près* ».

De Fréjus, par les châtaigneraies du Luc ⁽¹⁹⁾, et en laissant à sa

gauche la chaîne des Maures, il arrive à Brignoles, heureux de « *rencontrer de la fraîcheur dans les montagnes de Provence* ». Brignoles, cité industrielle, retient longuement son attention ; quatre objets l'intéressent : les moulinares de soie avec leurs trois sortes de machines à dévider les cocons, — la tannerie, qui est la plus considérable manufacture de Brignoles, — les savonneries (il en avait déjà vu à Marseille), et enfin les conserves de prunes. Il s'arrange avec son aubergiste pour faire venir à Paris, en novembre, deux pruniers de la région, et par la même occasion deux marronniers de la Garde-Freinet ; la moitié de ces arbres ira à Malesherbes, l'autre moitié chez les Sénozan à Rosny ; on s'en servira pour en greffer d'autres.

De Brignoles à Saint-Maximin, le pays est beau et bien irrigué. La promenade le long des remparts de Saint-Maximin lui rappelle celle des remparts d'Avignon, toutes proportions gardées. Il ne s'y attarde guère et part pour la Sainte-Baume. Il ne fait pas l'ascension du Saint-Pilon et se borne à visiter la forêt, détaillant les principales essences qu'on y trouve. Il loge dans le « cabaret » qui contient vingt-cinq appartements à donner, « tant est grande la dévotion des fidèles à la Magdelaine ». Au reste, la relation de son séjour à la Sainte-Baume, comme de sa visite à l'église de Saint-Maximin, est surtout pour lui une occasion de ridiculiser le culte des reliques et la cupidité des moines (les Jacobins) qui en font étalage et en tirent profit. Comme aux Saintes-Maries de la Mer les pieuses légendes lui font hausser les épaules. « *Je ne crois pas que même dans les temps d'ignorance les gens instruits aient beaucoup cru au voyage de la Magdelaine et des autres Maries en Provence* ». Il ironise sur les dévotions superstitieuses.

« A Saint-Maximin on dit qu'il faut faire toucher son chapelet aux reliques pour lui donner de la vertu. A la Sainte-Baume, au contraire, on prétend qu'il faut les faire toucher au roc même sur lequel couchoit la sainte. Cela fait scission entre les Jacobins ; pour les accorder j'ay fait toucher aux deux endroits les chapelets que j'ay envoyés à ma femme et à ma sœur la religieuse ».

Il faut bien satisfaire la crédulité des esprits faibles...



Le séjour à Aix est bref : quelques heures seulement... Il y arrive en pleine nuit ; il admire le cours « *égayé par trois magnifiques fontaines* », contemple la façade de l'hôtel du duc de Villars, ne consacre

(18) Il nous dira pourtant dans un autre récit, qu'il n'est pas allé plus loin que Monaco : sans doute dans un voyage postérieur, sur lequel nous n'avons pas de renseignements.

(19) Les châtaigneraies du Luc, ou plus généralement des Maures, celles, en particulier, de la Garde Freinet, font l'objet d'un long développement dans les notes de voyage de Malesherbes. Il s'est abondamment documenté sur la nature des terrains où croissent les châtaigniers, sur les soins qu'ils réclament, sur l'exportation des marrons dits du Luc, sur leurs prix de vente, etc...

(il a bien tort !) à la capitale de la Provence qu'un rapide coup d'œil en passant... Puis c'est Lambesc, Orgon (où il passe la nuit), la vallée de la Durance, « *une plaine riche, très féconde, couverte d'arbres et de moissons, entre deux montagnes de roc absolument nud et à pic* », des cultures d'oliviers et de mûriers, beaucoup de cyprès aussi.

« On met des cyprès dans les jardins de Provence, quoy que ce soit un arbre triste ; il est bien recommandable dans un pays où on craint les vents et le soleil : je suis étonné qu'on n'en fasse pas plus d'usage sur le bord de la mer où il vient bien et où il ferait un rempart contre les vents ».

Malesherbes franchit la douane et entre dans le Comtat. Il voit avec surprise battre le blé par des chevaux et des mulets. En vain espérons-nous une description d'Avignon : « *Avignon est aussi connu à Paris que les environs de Paris même : aussi je n'ay rien à en dire.* » Par contre il consacre une page à la foire de Beaucaire, notant qu'aux abords de la ville il a rencontré « *des troupeaux de femmes de mauvaise vie qui s'en revenaient avec l'intention d'y retourner dans le tems de la foire pour y tenir caffè ; c'est le terme honneste dont se servent l'espèce de gens avec qui je cause en chemin* ». C'est, ajoute-t-il, « *un mal nécessaire pour l'amusement des forains* ».

Nîmes le retient, moins pour ses antiquités romaines auxquelles il ne fait qu'une rapide allusion, que pour les jardins de la fontaine qu'il a vus en descendant de la tour Magne. Il disserte longuement sur les cascades souterraines, sur les eaux qui alimentent la ville de Nîmes. Séguier lui en a parlé :

« Le scavant M. Séguier, que j'ay vu et qui, non content d'estre à luy seul deux scavans de premier ordre, l'un dans les antiquités, et l'autre dans l'histoire naturelle, est aussi un citoyen zélé et joue un rôle considérable dans la municipalité de Nîmes ». (20)

Il attribue la richesse de Nîmes et le progrès de sa population au fait qu'un tiers de ses habitants sont des protestants et des persécutés qui, exclus des charges publiques, se sont tournés vers le commerce : ils s'y sont enrichis et ont enrichi aussi leur ville, dont ils ont fait la prospérité.



Nous passerons plus rapidement sur la suite du voyage, d'abord parce que les notes de Malesherbes sont moins abondantes que pour la Provence, ensuite parce que de nombreuses pages de ce journal

(20) Deux ans après, dans une lettre (citée au chapitre V) qu'il adressa à Séguier, — longue lettre uniquement consacrée aux phénomènes volcaniques, aux basaltes de Saint-Tubéry près d'Agde, aux laves d'Auvergne, aux colonnes basaltiques de la chaussée des Géants en Irlande, — Malesherbes rappellera à son collègue nîmois la visite qu'il lui a faite pendant l'été 1767. Il lui parlera des travaux tout récents de Desmarest sur l'Auvergne, ainsi que des découvertes de Guettard sur le volcanisme de cette province ; il fera allusion au voyage qu'il avait entrepris, en compagnie de Guettard, en Auvergne, quelques années auparavant. (*Bibliothèque de Nîmes*, Mss. 417, lettre de Malesherbes et minute de la réponse de Séguier, du 10 juillet 1769.)

sont effacées et presque indéchiffrables. Les principales étapes en furent : Cette, Agde⁽²¹⁾, Frontignan, Montpellier, Béziers, Narbonne, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Auch, Mirande. Malesherbes est à Pézenas le 9 juillet, le 13 à Bagnères-de-Luchon, le 14 à Tarbes. Il voyage donc très vite. Ce qui retient le plus sa curiosité, ce sont les ports de Cette et d'Agde, ce sont les étangs qui bordent la côte languedocienne, et notamment l'étang de Thau ; ce sont les pierres volcaniques de la région d'Agde et particulièrement de Saint-Tubéry ; ce sont les eaux sulfureuses de Balaruc, c'est la culture des ceps de Frontignan et la fabrication du vin muscat, — à Montpellier, c'est l'agrandissement et l'embellissement de la place du Peyrou, du « *magnifique et utile aqueduc qui est fait à l'imitation du Pont du Gard* ».

A Béziers, il passe la soirée chez l'évêque et admire le beau palais épiscopal, d'où l'on a vue sur la ville en gradins.

A un quart de lieue de Béziers, il admire les sept écluses, et à une lieue et demie le Malpas, fameux passage creusé dans la montagne, qui le déçoit d'ailleurs.

De Béziers il va dîner à Narbonne et poursuit sa route jusqu'à Carcassonne, où il arrive le soir. « *Le climat change totalement en approchant de Carcassonne : le pays devient montagneux et froid ; plus d'oliviers, plus les mêmes plantes, plus les mêmes vents* ». Il y trouve moins de mûriers que dans le Bas-Languedoc.

Sur la route de Carcassonne à Toulouse, il visita le port de Castelnaudary. Ce qui l'intéresse particulièrement dans le Haut-Languedoc, c'est la culture du maïs, beaucoup plus répandue que dans la région de Montpellier.

A Toulouse (qu'il connaissait, dit-il, déjà suffisamment)⁽²²⁾, il s'intéresse aux moulins, puis aux bateaux sur la Garonne. Il admire la place du Capitole ; il parle de la salle de spectacles toute moderne, qu'il compare à celle d'Avignon.

« De Toulouse à Auch, l'aspect de la nature change, le pays y est montagneux et très boisé [...]. Les plantes et arbustes m'ont paru celles des environs de Paris, excepté le genêt d'Espagne que j'ay trouvé en abondance entre Toulouse et Auch ».

La ville d'Auch le séduit : il admire la ville haute remarquable par sa cathédrale et par l'archevêché, il s'extasie devant le portail de la cathédrale, examine avec curiosité « *une banquette de pierre de taille en dehors de l'église à la hauteur des vitrages* ». Du palais archiépiscopal, la vue est splendide sur la ville basse. Après avoir quitté Auch, Malesherbes va coucher à Mirande.

Dès lors, l'itinéraire de Malesherbes est difficile à préciser. Il se

(21) Il fait le trajet aller-retour de Cette à Agde, à l'aller par « une des deux routes d'eau » parce qu'il ne trouve pas de chevaux à Cette, au retour « par une des deux routes de terre » à cause de l'incommodité de son domestique Jacquemin qu'il ne veut pas exposer une seconde fois à la navigation.

(22) Il a donc visité Toulouse lors d'un précédent voyage.

dirige vers Montréjeau, Bagnères-de-Luchon, les vallées pyrénéennes. De Bagnères-de-Luchon, le 13 juillet, il écrit à Duhamel du Monceau (c'est la troisième lettre qu'il lui adresse depuis le début de son voyage), non, à vrai dire, pour lui décrire la région, mais pour lui parler d'une certaine espèce de cyprès, dont on lui a promis de lui envoyer des baies (de Montpellier), du genévrier, des plantes de Camargue, des tanneries de Brignoles, de la pêche à Cette et du « *poisson mol qui entoure le bernard l'hermite* ». (23) Il avoue que, voyageant trop vite, il ne voit les choses que superficiellement. « *Enfin, dit-il, vous pouvés voir par cette observation comme par les autres que la grande avidité de voir beaucoup de pays et en peu de tems, et de donner un coup d'œil général à la nature, m'a empêché de rester nulle part le tems nécessaire pour faire des observations exactes* ». (24)

De Tarbes, où il arrive le 14 juillet, Malesherbes écrit deux lettres à M. de Sarcheville, mais c'est pour lui parler de la curieuse manière dont on construit les maisons à Montpellier (on y a horreur des angles droits, on ne voit pas une maison qui ne soit de guingois), de la façon dont les maçons de cette ville travaillent le plâtre, et surtout des distilleries montpelliéraines, il a appris aux distillateurs languedociens certains procédés qu'il a vu employer à Grasse... (25)

Un document nous permet de compléter ce que le journal de voyage de 1767 et les lettres de cette époque nous apprennent des étapes pyrénéennes de Malesherbes. Il s'agit d'un manuscrit conservé à la Bibliothèque Nationale et qui renferme, après 24 pages de « *notes sur les montagnes des Pyrénées* » par M. Montaux (pharmacien de l'hôpital de Barèges), des « *notes de M. de Malesherbes* » d'une authenticité indiscutable, rédigées en 1770, ainsi que le prouve une allusion à des inondations qui eurent lieu cette année-là. Après avoir rappelé un certain nombre d'observations qu'il avait faites au cours d'un voyage dans les Alpes (antérieur, semble-t-il, à celui des Pyrénées), Malesherbes étudie la nature des terrains de certaines régions pyrénéennes et note certaines curiosités minéralogiques : il parle successivement des éboulements, de l'amiante (curiosité des environs de Barèges), des schistes, ardoises et pierres argileuses, des carrières de marbre, des quartz et des porphyres, des cristaux, des grès ou pierres de sable. Et avec son honnêteté ordinaire, il nous dit ce qu'il a vu et ce qu'il n'a pas vu. « *Je n'ai point été à Barèges...* » Par contre, il est passé « *au sommet de la grande crête qui sépare l'Espagne de la France à un passage qu'on appelle le port de Benaspe* ». Il parle de sa halte à Bagnères-de-Luchon ; à quelques lieues de Luchon, il

(23) Il en parlait déjà dans sa lettre d'Avignon, du 2 juillet, au même Duhamel. Malesherbes a vu pêcher le bernard l'hermite aux Saintes-Maries.

(24) Nous avons deux lettres de Duhamel, du 27 juin et du 11 juillet : il demande à Malesherbes un certain nombre de renseignements sur des questions de zoologie ou de botanique. Malesherbes lui a envoyé un échantillon de pin maritime et des semences de salicorne de la Camargue.

(25) Les textes que nous citons un peu plus loin nous prouvent qu'après Tarbes, Malesherbes, au cours de ce même voyage, est allé à Bayonne et jusqu'à la mer.

a visité la carrière de marbre de Saint-Béat sur la Garonne, ainsi qu'une grotte à Cierp, non loin de Saint-Béat. Il est allé aussi, nous dit-il, à Saint-Jean-Pied-de-Port, « en Navarre », et c'est dans cette région qu'il a pu faire des observations personnelles sur les grès et vérifier celles que lui avait communiquées le géologue Desmarest (26)



Parvenu au seuil des Pyrénées, Malesherbes est trop près de l'Espagne pour ne point céder à la tentation de franchir la frontière et de faire de rapides excursions sur le territoire de la nation voisine. C'est du moins ce que nous pouvons conjecturer d'après une lettre qu'il écrivit quelques années plus tard à un académicien de Troyes, P.-J. Grosley, qui lui demandait des renseignements sur l'Espagne où il avait le projet de voyager. Voici un curieux fragment de la réponse que lui fait Malesherbes :

« [...] J'ay mis deux ou trois fois le pied en Espagne dans un voyage des Pyrénées que j'ay fait. Je dis que j'ay seulement mis le pied car je n'y ay pas couché plus de deux nuits de suite ne voyant que le peuple parce que je ne m'estois fait connoître de personne et ne scachant pas la langue de ce peuple, ainsi cela s'appelle avoir entrevu seulement des campagnes, des montagnes, des villages et la seule ville de St-Sébastien. (27) Cependant ces petites excursions m'ont suffi pour conjecturer que dans ce pays où le peuple est peu nombreux, il est moins malheureux qu'icy.

« Les Espagnols ont de la vermine parce qu'il est de leur goût d'être mal-

(26) B.N. *Nouv. Acq. Ms.* 4029. Il s'agit d'un recueil de 50 pages, 178 sur 112 mm., relié en maroquin rouge, qui comporte au verso du premier feuillet de garde un ex-libris imprimé de Mme la comtesse de Boisgelin. Le mémoire de Malesherbes paraît être de la même écriture que les notes de Montaux qui précèdent. Après plusieurs pages blanches, on trouve trois dissertations d'hydrologie :

- 1) *Analyse des eaux de Barèges* ;
- 2) *Analyse des eaux de Cauterès* ;
- 3) *Analyse des eaux de Bagnères* [de Bigorre].

Ces dissertations ont attiré l'attention d'un érudit toulousain, le Dr Bertrand de Gorsse, qui, dans une étude parue dans la *Revue des Hautes-Pyrénées* (Tarbes, mai-juin 1935, juillet-août 1935, sept-octobre 1935 et janvier-février 1936), les reproduit fidèlement et les attribue à Malesherbes. Or, autant il est certain que les notes minéralogiques qui précèdent sont de Malesherbes, autant il nous paraît improbable que celui-ci soit l'auteur de ces trois études sur les eaux de Barèges, Cauterets et Bagnères. En effet, outre qu'aucun nom d'auteur n'y est indiqué, ces études, rédigées en un style tout technique, relatent avec une extrême abondance de détails des expériences chimiques que Malesherbes était, croyons-nous, incapable de faire. De plus, elles ne sont pas du tout dans la manière de Malesherbes qui ne manque jamais, dans ses études d'histoire naturelle, de relater des souvenirs personnels, de faire allusion à ce qu'il a vu, à ce qu'il a visité... Nous croyons que ces trois dissertations hydrologiques doivent être attribuées à Montaux et à son beau-frère Pagès, pharmaciens à Barèges. D'ailleurs, à la fin de son étude, le Dr B. de Gorsse laissait percer un doute puisqu'il disait avoir retrouvé un manuscrit à peu près exactement semblable dont les auteurs étaient les deux pharmaciens-chimistes de Barèges, lesquels auraient procédé à ces analyses dès 1765, soit deux ans avant le voyage de Malesherbes (M. de Gorsse ignorait la date de ce voyage).

(27) Il est possible que ce soit au cours de ce voyage qu'il ait fait cette excursion à Saint-Sébastien, car il semble que le voyage de 1776 — dont nous parlons un peu plus loin — ait été consacré à la visite du Bordelais et des Landes. Mais il est à peu près certain qu'en 1767 il a aussi pénétré en Espagne par le Val d'Aran, tout proche de Bagnères-de-Luchon. La lettre à Grosley n'a pas de millésime, mais elle est un peu postérieure à 1776.

propres (28), ils sont mal couchés sur des lits très durs et malpropres et leurs chambres ferment mal parce que ces incommodités sont moins sensibles dans un climat chaud que dans le nôtre, mais le vieillard ou l'infirme est soigné aux dépens de la communauté et sans estre transporté dans un hôpital ou le grand nombre des malades rend l'air malsain et dont les campagnes sont trop éloignées pour en tirer du secours.

« Dans ce pays de despotisme, l'administration municipale que les intendants et les subdélégués ont éteinte chez nous subsiste dans toute sa force. Chaque communauté, au moins celles de Guipuscoa et celles des montagnes vis-à-vis de Bagnères de Luchon et de notre vallée d'Aure, *les seules que j'ay vues* (29), ces communautés, dis-je, ont chacune un hôtel de ville ou lieu d'assemblée des officiers (30) municipaux et des biens communs, et c'est sur ces biens communs qu'on fait les dépenses pour le bien commun et nommément que chacune a un médecin et un chirurgien soudoyés par la communauté et obligés de soigner les malades. Il est vrai que cet avantage vient peut-être d'un des défauts de ce peuple et en augmente un autre. Le peu de communication de l'Espagne ou, excepté les grands routes, on ne trouve pas même le plus mauvais hospice ou cabaret et ou les chemins sont presque impraticables, rend peut être le sort des pauvres plus pénible qu'il ne le seroit en France ou une communauté qui feroit bien soigner ses pauvres seroit assaillie de la multitude des étrangers qui viendroient s'y établir. On pourroit citer par exemple l'Angleterre ou la taxe des pauvres, toute immense qu'elle est, ne peut pas encore y suffire, au lieu qu'en Espagne ou on ne voyage point, chaque habitant est connu dans son village et tout le soin qu'on prend de ceux qui sont dans le besoin est toujours une dépense bornée.

« On pourroit dire aussi que cette ressource que le pauvre est sûr de trouver dans le besoin absolu est ce qui rend cette nation fainéante.

« Je ne prends point parti sur ces grandes questions. Je n'en prends ny sur le fait que je n'ay pas assés bien étudié dans des courses de deux jours ny sur la théorie et sur la grande question de morale, de scavoir s'il vaut mieux avoir des fermiers et propriétaires riches avec des journaliers très malheureux et sans ressources ou des propriétaires moins riches et des journaliers dans une moindre misère, ou s'il vaut mieux avoir un peuple nombreux qu'un peuple heureux.

« Je me contente de désirer qu'un bon observateur, un philosophe voyage dans ce pays-là avec attention.

« J'ajouteray que la nation espagnole estant peut-être plus reculée que la notre dans les connoissances de tout genre, de quelques siècles, le voyage est plus intéressant pour un membre de l'Académie des Belles Lettres. C'est en quelque façon voyager dans les siècles passés. » (31)

*
**

(28) On est en droit de reprocher à Malesherbes, à propos de cette phrase et de ce qui suit, des généralisations abusives.

(29) C'est nous qui soulignons. Il ressort nettement de ce passage que Malesherbes a pénétré en deux points du territoire espagnol, au nord dans le Guipuscoa, et dans le Val d'Aran comme nous le disions plus haut. Pour son excursion dans le Guipuscoa, il y fait allusion, nous l'avons vu, dans son « mémoire sur les effets de l'hiver 1789 ».

(30) Ces cinq ou six derniers mots sont douteux.

(31) *Bibliothèque de Troyes*. Mss. 2773 (Correspondance de P.-J. Grosley, de l'Académie des Belles-Lettres de Troyes, avec Malesherbes). Autographe.

En juin 1776, peut-être même à la fin de mai, presque aussitôt après avoir donné sa démission de secrétaire d'Etat, Malesherbes entreprit un voyage dans les régions du Sud-Ouest. Dans une lettre du 10 août (32), écrite de Hollande, il compare les landes de la région d'Anvers, entre Escaut et Meuse, qu'il vient de traverser, aux landes de Bordeaux, « *que je suis, dit-il, très aise d'avoir vues immédiatement avant de venir icy* ». (33) Le 20 juin, il paraît être sur le chemin du retour, puisque nous avons une lettre de lui, écrite ce jour-là, de Rochefort. (34)

Nous connaissons ce voyage dans le Bordelais par plusieurs allusions qu'on trouve dans ses notes de Hollande, et surtout par différents écrits d'histoire naturelle où il est souvent question des « *landes de Bordeaux* », région qui paraît avoir attiré tout particulièrement sa curiosité et avoir fait sur lui une impression considérable. Il y fait quantité d'observations. Ainsi, parlant de « *la plante nommée ouate* », dont il nous dit qu'elle est devenue naturelle dans des pays où personne n'a jamais essayé de la cultiver, il ajoute : « *Je le certifie depuis que je l'ai trouvée en 1776 dans le pays le plus inculte au milieu des landes de Bordeaux entre Bordeaux et La Teste.* » Et ailleurs : « *J'ai vu sur les bords de la Garonne des bois assez considérables de saule et d'osier.* » Il suggère pour les Landes des méthodes de défrichement, comme pour le Médoc des procédés de labourage.

Toutefois, prenons garde ! Ce n'est pas en 1776, c'est dans son voyage de 1767 que Malesherbes a vu la région de Bayonne, les rives de l'Adour et le sud de notre actuel département des Landes. Il y y avait fait, comme il nous le dit en plusieurs endroits, des observations très précises :

« J'ai trouvé en 1767 dans les marais d'eau saumâtre entre Bayonne et Dax l'hibiscus palustris venant naturellement au milieu des roseaux épais dont ces marais sont couverts et leur disputant le terrain. Ce sont des pays presque déserts où il n'y a certainement aucun curieux ; d'ailleurs ce n'est pas dans un seul endroit de ces marais que j'ai vu cette plante. Dans un voyage de deux jours je la trouvai deux fois à dix lieues l'une de l'autre ; il faut qu'il se soit trouvé des graines dans les ballots de marchandises d'Amérique venues à Bayonne et que le vent les ait portées dans ces marais ».

Cette observation se trouve rapportée avec plus de détails dans un autre mémoire écrit en 1782 (35) :

« Il y a quinze ans (36) que je traversai un peu au nord de Bayonne, entre cette ville et les petits ports du Cap Breton et du vieux Boucault, un grand

(32) A Madame Douet (*Archives de Rosambo*, carton 20, dossier 1).

(33) Nous avons cité plus haut la phrase : « Quand je vis ces landes (celles de Brabant) en allant en Hollande, je revenais de Bordeaux. »

(34) A Madame Douet (*Ibidem*).

(35) *Observations sur quelques arbres et plantes d'Amérique qui méritent d'être employés en Europe pour des usages plus importants que l'ornement des jardins* (*Archives de Tocqueville*). Nous avons cité au chapitre précédent le début de ce mémoire.

(36) Donc à la fin du voyage de 1767.

pays de marais inondés d'eau saumâtre stagnante et très malsaine. Ce pays est presque inhabité et ces marais ne rapportent rien. J'y trouvai les plus épaisses forêts de roseaux que j'aie jamais vus, et, au milieu de ces roseaux je vis une plante malvacée que je ne connaissais pas, très remarquable par une belle fleur blanche et assez vigoureuse pour disputer le terrain aux roseaux.

« Le lendemain je la retrouvai encore à quelques lieues de là dans un terrain semblable. Je la rapportait à feu M. Bernard de Jussieu qui en fut très surpris, car il la reconnut pour un de ces mahos de l'Amérique la plus chaude qu'on ne croyait pas qui pût passer l'hiver en pleine terre de France même dans les provinces les plus chaudes... » (37)

Ainsi, tant au cours du voyage de 1767 que pendant celui du printemps 1776, Malesherbes a visité toute la région sud-ouest de la France et le voyage de 1776 dans le Bordelais et les Landes a complété celui de 1767 en Gascogne et dans les Pyrénées.

..

Mais Malesherbes, rentré à Paris fin juin, a grande hâte d'entreprendre ce voyage en Hollande qu'il médite depuis plusieurs années. Pour aller en pays étranger, il doit obtenir l'autorisation royale : il s'adresse donc à Vergennes, ministre des Affaires étrangères, qui lui fait l'aimable réponse que voici (38) :

« J'ai rendu compte au Roi, Monsieur, du désir que vous avés de voyager en pays étranger. Sa Majesté a bien voulu y donner son agrément et elle m'a autorisé à vous expédier les passeports qui peuvent vous être nécessaires. J'ai l'honneur d'en joindre trois (39), je les laisse en blanc afin que vous puissiez les faire remplir comme vous le jugerés le plus à propos. Ce n'est assurément pas, Monsieur, le genre de service que j'aurois souhaité d'être à portée de vous rendre ; il m'auroit été infiniment plus flatteur de pouvoir cultiver les liaisons que vous m'aviés permis de former avec vous. Votre gout pour l'indépendance a prévalu ; vous voulés vivre pour vous-même ; c'est un vœu digne de votre philosophie, mais il fera plus d'admirateurs que de vrais imitateurs.

« Si dans vos voyages, Monsieur, mes services pouvoient vous être utiles, je vous prie d'en disposer avec autant de confiance que je voudrois vous en inspirer dans les sentiments qui animent le très parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur, etc...

A Versailles, le 26 juillet 1776.

De Vergennes. »

Et le lendemain 27 juillet, Malesherbes remercie son ancien collè-

(37) Le mahot est une malvacée qui croît principalement dans les Antilles ; il a de grandes fleurs jaune clair. Nous avons déjà fait allusion à ce texte à la fin du chapitre précédent.

(38) *Archives de Rosambo*, carton 20, dossier 1. Original autographe.

(39) Le passeport rempli, qui accompagne cette lettre, est daté du 27 juillet. Il y a deux autres passeports en blanc qui permettront à Malesherbes de se déplacer sous d'autres noms que le sien.

gue par une très intéressante lettre qui renferme le programme de son voyage (40) :

« J'ay l'honneur, Monsieur, de vous faire tous mes remerciemens des passeports que vous m'avez envoyés et encore plus de la lettre obligeante dont vous les avez accompagnés. Je connoissois trop le prix de votre amitié pour ne pas estre infiniment sensible à celle que vous voulés bien me conserver.

« Quoy que je sois actuellement l'être du monde le plus isolé, et dont les démarches sont le moins importantes, j'ay cependant pensé qu'étant très récemment sorti du ministère il valoit mieux n'estre connu que le moins que je pourray dans les pays où j'iray pour échaper à des questions toujours embarrassantes. Et pour la meme raiso nje crois devoir vous rendre compte de la route que je compte faire, sauf cependant à la changer suivant les circonstances et suivant ce qui sur les lieux attirera ma curiosité. Mon projet quant à présent est de me servir pour sortir du royaume du passeport qui sera sous un autre nom que le mien et de sortir par Dunkerque plustost que par Lille qui est la sortie ordinaire, précisément parce que je sais que mon voyage est déjà annoncé, ainsi que je serois plus aisément reconnu dans la route que tout le monde prend.

« J'ay donné rendez-vous à Rotterdam à un habile mechanicien que plusieurs de mes confrères de l'Académie des Sciences ont désiré que je [un mot illisible] comme un homme propre à rapporter du pays où je vais des connoissances utiles. Il s'appelle M. Le Turc, ancien professeur de l'école militaire, et comme il vous demandera aussi de son côté un passeport, j'ay été bien aise de vous prévenir du vrai objet de son voyage.

« Il ne partira que dans une quinzaine de jours pour aller à Rotterdam par Bruxelles ou il a des observations utiles sur les manufactures à faire ; pour moy j'ay le projet de passer par la Zélande et d'y voir le fameux port de Flessingue et la ville de Middelbourg.

« Quand je l'auray joint nous comptons aller directement à Sardam sans nous arrester ailleurs. La je resterai peu de tems car je ne suis pas assés instruit pour tirer par moy meme parti d'un long séjour dans ce fameux village, mais j'y laisserai mon mechanicien tout le temps nécessaire pour les nombreuses observations qu'il aura à y faire. Je prendray le tems pour m'enfoncer dans la Nort Hollande ou il seroit impossible de voyager plus tard et lorsque la saison sera plus humide ; je reviendrai le reprendre à Sardam et alors nous ferons ensemble le beau voyage de Hollande que tout le monde fait, c'est-à-dire celui des belles villes Amsterdam, La Haye, Leyde, Harlem, Delft, etc...

« Je compte rester moins longtems à La Haye que partout ailleurs parce qu'il me semble que c'est précisément dans cette ville qu'un ex-ministre doit le moins se montrer. Et malgré l'espèce d'incognito que je veux garder tant que je le pourrai, je prévois bien qu'il me sera impossible de ne pas être connu du tout des que j'auray passé quelques jours dans une ville aussi peuplée de François qu'Amsterdam ou que La Haye.

« Je viens de vous faire confidence du vrai objet du voyage de M. Le Turc qui est très différent du mien quoyque nous allions ensemble et qui pourra etre utile pendant que le mien ne sera que de pure curiosité.

(40) *Ibidem* (minute autographe, signée).

« Je vous l'ay dit parce qu'il faut que vous scachiés tout. Mais je crois qu'il est bon qu'il ne soit pas ébruité parce qu'il peut se trouver bien des manufactures ou des ateliers qu'on luy montre quand il ne passera que pour un simple curieux et qu'on lui fermeroit si on le regardoit comme un homme capable de prendre des desseins et de découvrir le secret et la pratique des métiers.

« Vous connoissés le très sincère attachement avec lequel j'ay l'honneur d'être...

Malesherbes. »

..

Aussitôt en possession de ses passeports, Malesherbes s'empresse de prendre la route. Il part très probablement le 27 juillet, puisque ses notes nous apprennent qu'il est à Saint-Omer dès le 29 et qu'il a atteint Ostende le 31. Son voyage durera un peu plus de trois mois : ses dernières notes sont datées de Boulogne, le 2 novembre ; il est de retour le 7 novembre.

Quant à l'itinéraire suivi, c'est lui-même qui nous l'a donné avec une minutieuse exactitude dans une longue note que nous reproduisons scrupuleusement. (41)

Itinéraire de mon voyage aux Pays Bas en 1776 avec M. Le Turc

Je suis parti seul et j'ai été :

à Arras, à St-Omer (séjour à St-Omer et voyage aux îles flottantes), Gravelines, Dunkerque, Nieuport, Ostende, l'Ecluse, l'île de Cadsant (42), Flessingue, Middelbourg, retour de Flessingue à l'Ecluse, directement par mer et sans passer par Cadsant, Bruges, Gand, Anvers, Le Moerdick (traversé seulement et par les trois îles, Rotterdam, de Rotterdam une course à Helvoet-Sluys, par Delfthaven, Skiedam, Maesland-Sluys, où j'ai traversé deux fois la Meuse pour aller à La Brille qui est sur la même île que Helvoet-Sluys, retour d'Helvoet-Sluys à Rotterdam, Rotterdam à Delft, Delft à Leyden, de Leyden aux anciennes embouchures du Rhin dans la mer du Nord, par Norwick en terre, Norwick en mer, Catwick en mer, de Leyden à Harlem, d'Harlem à Beverwick et à Alkmaer, détour en chemin pour revoir la mer du Nord à Wick sur mer, d'Alkmaer à Petten sur la mer du Nord, point important où les dunes sont presque en défaut et sont soutenues ou substituées pour le cas de malheur par deux rangs de digues, de Petten au Helder, promenade des deux côtés de la côte pour reconnaître la fin et le commencement des dunes et des digues et tout le détroit de la mer du Nord au Zuidersee, du Helder passage au Tessel (43) et retour, du Helder à travers des sables et des marais, à peu près le même chemin parce qu'il n'y en a pas d'autres jusque près de Petten, pas cependant jusqu'à Petten même, de là

(41) Non autographe. - Nous respectons l'orthographe des noms propres.

(42) Au sud de Walcheren ; ce n'est plus une île aujourd'hui.

(43) L'île de Texel, la plus grande des îles frisonnes, au nord du Helder.

à Schagen par les polders ; de Schagen j'ai rejoint la côte du Zuidersee, à un petit port nommé Clohorn qui n'est pas sur la plupart des cartes, de Clohorn à Medemblick, de Medemblick à Enkuysen, d'Enkuysen à Horn, d'Horn à Edam, d'Edam à Purmerend, de Purmerend à Munikendam et à Brooke, de Brooke pour la première fois séjour d'un demi-jour et d'une nuit seulement à Amsterdam, retour à Rotterdam par Gouda ou Tergow ;

A Rotterdam j'ai retrouvé M. Le Turc qui était venu par Lille, Tournay, Mons, Bruxelles, Anvers et le Moirdick ;

Voyage avec M. Le Turc d'abord à Dordreck passant par Isselmonde où nous avons vu bien des choses ;

De Rotterdam à Leyden par la route ordinaire, c'est-à-dire par Delft ; séjour très court à Leyden ;

De Leyden à Amsterdam par une route de terre que personne ne prend ; c'est en remontant pendant quelque temps le Rhin, ensuite en côtoyant à quelque distance la côte orientale de la mer de Harlem où on nous avait indiqué des travaux de digues à voir, que cependant nous n'avons pas vus ;

D'Amsterdam sans y arrêter j'ai été tout de suite à Saardam où j'ai passé trois jours. Retour à Amsterdam et voyage à Harlem en yacht, arrêtant en chemin et au retour à la maison de Swanembourg et aux digues de Sparendam où nous avons vu dans le plus grand détail et avec les ingénieurs en chef des digues, les digues de ces deux points importants qui font la séparation de l'Ye (44) et de la Mer de Harlem (45) ;

D'Amsterdam par la même route voyage à Beverwick ;

Départ d'Amsterdam en yacht pour montrer la Northollande à M. Le Turc ;

Arrêt à l'île Marken (46) au milieu du Zuidersee, de là à Enkuysen ; d'Enkuysen par terre à Medemblick et retour ;

D'Enkuysen par mer, traversée en Frise, arrivée au Lemmer ; dix heures de traversée. Du Lemmer le long de la côte jusqu'à Harlingue, ayant passé par plusieurs lieux remarquables, Staveren, Hindelope, Workum en Frise, Mackum. Près d'Hindelope nous avons vu le village de Molkern qui est le séjour d'une nation singulière ;

D'Harlingue à Franeker, de Franeker à Leuwarde, de Leuwarde à Dokkum, de Dokkum promenade de quelques milliers de toises le long de cette côte pour la reconnaître ainsi que les îles et atterrissements, retour à Dokkum, de Dokkum à Groningue, de Groningue traversée du pays de Drenthe qui n'est qu'une bruyère comme les landes de Bordeaux ; couchée à un village nommé Assen, d'Assen à Amersfort, d'Amersfort à Utreck et séjour de trois ou quatre jours à Utreck, d'Utreck retour à Amsterdam par le canal ;

A Amsterdam cette fois le plus long séjour que j'y aie fait, pendant lequel encore un voyage à Beverwick où j'ai retourné à Wick sur mer pour montrer à M. Le Turc cette côte de la mer du Nord qu'il n'avait pas encore vue. Un voyage aussi à Muyden pour en voir les écluses en détail. A Amsterdam M. Le Turc et moi nous sommes séparés.

(44) Golfe de l'Ye, bras de mer se détachant du Zuidersee et au bord duquel se trouve Amsterdam ; il sépare les provinces de Nord-Hollande et de Sud-Hollande.

(45) Elle n'existe plus, ayant été asséchée de 1840 à 1844 ; ce lac s'étendait au sud-est de Harlem.

(46) En face et à quelque distance de Munnikendam.

Je suis revenu seul d'Amsterdam à Harlem, d'Harlem à Leyden, de Leyden à La Haye, à Schevening (47), de La Haye à Rotterdam ;

De Rotterdam j'ai traversé la Meuse par un autre passage au-dessous du Mordick (48) à travers plusieurs îles à Willemstadt ;

De Willemstadt à Berg-op-Zoom, de Berg-op-Zoom à Anvers, d'Anvers à Malines, de Malines à Bruxelles, de Bruxelles à Alort, d'Alort à Gand, de Gand à Bruges, de Bruges à l'Ecluse et second voyage dans l'île de Walcheren par l'île de Cadsant où j'ai revu Middelbourg et Flessingen, mais où j'ai vu de plus les digues de Westcapel qui étaient mon objet et que je n'avais pas vues la première fois ;

De l'Ecluse à Ostende où j'ai retrouvé M. Le Turc (49) [...] ;

D'Ostende avec M. Le Turc à Nieuport, à Dunkerque ; séjour de trois ou quatre jours à Dunkerque pendant lequel nous avons passé un jour aux moeres de M. d'Hérouville ;

De Dunkerque à Bergues, à Ypres, séjour, et de là voyage à la fameuse écluse de Bousinguen ;

D'Ypres à Lille où j'ai laissé M. Le Turc dans sa famille et où je n'ai fait aucun séjour ;

De Lille à Cassel où j'ai arrêté un demi-jour ;

De Cassel à St-Omer ; mauvais chemin, belles et remarquables écluses dans cette route ;

De St-Omer voyage aux mines de charbon et aux carrières d'une belle pierre qui est un vrai marbre ; ce voyage par Ardres et par Guines.

M. Le Turc est venu de Lille à St-Omer me faire seulement une visite et est retourné à Lille.

De St-Omer j'ai été seul à Calais où j'ai séjourné ;

De Calais à Bologne (*sic*) où j'ai séjourné ;

De Bologne à Abbeville où j'ai séjourné, à la ville d'Eu et au Tréport où j'ai arrêté quelques moments.

A Dieppe où j'ai séjourné, et par Rouen à Rosny. (50)

La simple lecture de cet itinéraire, dans sa sécheresse, nous montre avec quel soin, avec quel souci de s'instruire Malesherbes accomplit son voyage. Il va deux et même trois fois dans certaines villes ou dans quelques localités curieuses ; à partir d'un point d'attache, Rotterdam par exemple, il rayonne dans la région environnante ; il conduit M. Le Turc, son compagnon de voyage, dans des lieux qu'il a déjà vus lui-même, non seulement pour lui faire admirer des paysages, mais surtout pour recueillir de sa bouche les explications d'ordre

(47) Scheveningen, aujourd'hui plage de La Haye.

(48) Moerdijk, sur les bouches de la Meuse.

(49) Ici Malesherbes indique l'itinéraire suivi par Le Turc pendant leur séparation. Précisons que le Journal de Le Turc, manuscrit daté de Douai 1776 (n-8°, 321 p.), orné de nombreuses petites figures dessinées à la plume (un grand nombre de ces figures sont reproduites, mêlées aux notes de Malesherbes), figurait au catalogue de la bibliothèque de feu M. Alfred Begis (Paris, 1909), bibliothèque qui fut vendue du 8 au 13 mai 1909. Ces dessins de Le Turc représentent des objets d'utilité publique, des instruments, des machines et des outils.

(50) Chez sa sœur Madame de Sénozan.

technique dont il est avide ; nous voyons aussi combien il est intéressé par les côtes, par les digues, par les canaux, par les écluses, par les aspects de la nature et les grands travaux qui donnent à la Hollande son caractère propre, sa physionomie singulière.

Le détail de ce voyage aux Pays-Bas ⁽⁵¹⁾ nous est connu :

1°) par des notes journalières, très abondantes, car Malesherbes, dans chaque localité où il se trouvait, et presque quotidiennement, consignait sur le papier tout ce qu'il avait vu, tout ce qui l'avait intéressé ;

2°) par un certain nombre de lettres : lettres à son amie Mme Douet, à sa sœur Mme de Sénozan ⁽⁵²⁾ ; correspondance avec Alaman, professeur de physique à Leyde (sur la culture du helm, sur la manière de construire les digues) et avec Pestel, professeur de droit à Leyde (sur la législation des Pays-Bas), etc... ;

3°) par des « instructions » que, plusieurs années après son voyage (nous ne savons pas au juste la date), il envoya à son neveu La Luzerne qui lui demandait une sorte de guide sommaire à l'intention de quelques personnes désireuses de visiter les Pays-Bas ; ces « instructions » constituent un précieux complément aux notes de voyage qui sont trop touffues et souvent griffonnées et mal lisibles ; Malesherbes, en indiquant ce qu'il faut voir, en mentionnant les curiosités les plus dignes de retenir l'attention d'un étranger, se réfère à ce qu'il a vu lui-même et retrace les principales étapes d'un voyage qui lui a laissé les plus vifs souvenirs.

Nous ne pouvons songer à suivre Malesherbes jour après jour au cours de ses pérégrinations et de ses visites ; mais les documents abondants que nous venons de mentionner et que nous avons dépouillés avec soin nous permettront d'indiquer dans quel esprit il a effectué son voyage et sur quels objets s'est portée principalement sa curiosité sans cesse en éveil.

Ce qui l'intéresse avant tout, ce sont les caractères physiques des pays qu'il traverse, c'est la nature du sol, ce sont les cultures : ainsi, en parcourant le pays de Waës (entre Gand et Anvers), il note que

(51) Politiquement, il faut distinguer à cette époque les Pays-Bas espagnols devenus Pays-Bas autrichiens (Belgique actuelle) que le traité d'Utrecht, en 1713, avait rendus à l'empereur, — et la République des Provinces Unies (sept provinces) correspondant aux Pays-Bas actuels (Hollande).

(52) Comme au cours de son voyage dans le Midi de la France, c'est sa sœur, Mme de Sénozan, qui est sa principale correspondante : il lui écrit de Dunkerque, de Flessingue (3 août), de Bruges (7 août), d'Anvers (9 août), de Texel (19 août), de Rotterdam (24 août), d'Amsterdam (30 août, 6 et 27 septembre), de Groningue (16 septembre), de La Haye (9 octobre). Il lui donne des détails assez pittoresques sur ses pérégrinations, ses rencontres ; nous voyons qu'il s'amuse à dépister ceux qui croient l'avoir reconnu, à échapper aux poursuivants, à intriguer même par ses déplacements rapides le consul de France à Amsterdam. Il note tout ce qui peut intéresser M. de Sénozan, dissertant tantôt sur l'élevage des coqs de bruyère, tantôt — et très longuement — sur l'art du jardinage en Hollande et sur la manière de construire des espaliers avec une chaux faite de coquillages. A Groningue, il négocie l'envoi de six moutons du pays destinés à M. de Sénozan pour sa propriété de Rosny et il les fait expédier sur un bateau prêt à partir pour Rouen. Ils partiront, mais avec beaucoup de retard.

le terrain à fond de sable est constitué par un terreau léger et fertile et que c'est pour cela qu'on se sert de charrues très maniables, sans roues ou munies d'une petite roue transversale qui fait fonction de coutre ; il indique que le sol de la Nordhollande est constitué par une couche peu épaisse de tourbe ⁽⁵³⁾ au-dessous de laquelle se trouve de l'argile, qu'en Frise la terre est d'une argile forte et tenace ; il parle assez longuement du vaste désert de bruyère qu'on nomme le pays de Drenthe, entre la Frise et la province d'Over-Yssel, lande inculte qu'il compare à celles de Bordeaux ou à celles du Brabant hollandais. Il admire les beaux jardins de Harlem et de Beverwick et les attribue à l'excellence du terrain, tourbe sur fond d'argile. En plusieurs endroits de son journal, il nous dit qu'il a sondé le sol pour mesurer l'épaisseur de la terre végétale. Il constate que les Pays-Bas sont à peu près totalement dépourvus de rochers et de pierres.

C'est aux dunes, aux digues et aux canaux qu'il s'attache particulièrement. De longues pages du journal sont consacrées aux dunes de Zélande comme à celles du rivage de la Nordhollande, jusqu'au Helder : il étudie les procédés qui sont utilisés pour les fixer : les Flamands et les Hollandais emploient une sorte de chiendent pointu nommé oyat, ou helm ⁽⁵⁴⁾, plante qui s'enracine à merveille ; quand on ne peut pas faire pousser l'oyat, *« on utilise de gros bouchons de paille sèche qu'on enfonce dans la terre pour donner de la fermeté à la dune ; quand cette paille est pourrie, après un an, on recommence »*. Malesherbes en a vu à Blankenberghe (où il a admiré des pêcheries renommées) et à Petten, au nord, endroit où la dune est très faible et où on a fait une double digue de terre en arrière de celle-ci... ⁽⁵⁵⁾

Pour les digues, sa curiosité n'a pas de bornes : à voir l'obstination avec laquelle il revient sans cesse sur ce sujet, on pourrait croire qu'il n'a entrepris le voyage aux Pays-Bas que pour s'informer sur la construction des digues. Soubassements de pierres sèches, ouvrages de bois, soit en pieux, soit en fascinages, glacis en pente douce qui, dans certaines régions, terminent la digue du côté de la mer, utilisation de pailles nattées comme en Zélande ou dans l'Oost Frise, emploi du ciment de « terrasse », tout cela jusqu'aux moindres détails, l'intéresse et le passionne. Il a recours à la science de M. Bruning, ingénieur des digues, homme « très communicatif », qui le renseigne sur tout le travail des digues de Hollande et particulièrement sur la

(53) A plusieurs reprises il assiste au travail d'extraction de la tourbe. « J'ai vu tirer la tourbe de dessous l'eau dans un marais semblable en tout aux nôtres [...]. Je crois que dans tout le pays on trouverait de la tourbe en fouillant à quelques pieds, car j'en ai fortement senti l'odeur le long des fossés dans le sable ». (Anvers, 9 août.)

(54) Pour être renseigné sur l'oyat il interroge des guides, des aubergistes, des entrepreneurs de travaux. Il fait appel surtout à la compétence d'Alaman, professeur de physique à Leyde, qui, au début de l'année 1777, lui enverra un « mémoire sur la culture du helm ».

(55) Il épilogue longuement sur les dégâts causés par les lapins qui pullulent dans les dunes.

fameuse digue qui fait la séparation des eaux du lac de Harlem et celles de l'Ye qui est le port d'Amsterdam. « Rien, dit Malesherbes, n'est plus important pour la Hollande que la conservation de cette digue qui fait la sûreté de la ville d'Amsterdam parce que les eaux de l'Ye sont plus basses que celles du lac (ou mer) de Harlem ».

Or, ce qui intrigue le plus notre voyageur, c'est l'emploi de plantes marines, de « fumier de mer », qui sert à l'établissement de beaucoup de ces digues. D'où viennent ces plantes marines ? Que sont-elles exactement ? Sont-elles apportées de très loin par les patrons de quelques bâtiments ? Croissent-elles dans les eaux du Rhin ? Il est étrange que personne n'ait pu, sur cette question, lui apporter une réponse satisfaisante, ni Bruning, ni Alaman, ni le comte de Sarsfield... Et puis, autre mystère : comment se fait-il que ces algues durent si longtemps ? « On ne conçoit guère qu'une matière végétale puisse subsister des siècles sans se pourrir ».

Après les dunes et les digues, les canaux : il les emprunte chaque fois qu'il peut (56), et de préférence aux routes de terre ; il examine le fonctionnement de leurs écluses ; il se perd dans ce labyrinthe de voies navigables. Enfin les travaux de « dessèchement » excitent sa curiosité ; il parle de certains polders gagnés sur le Zuidersee (que dirait-il s'il vivait à notre époque ?) ; il s'informe sur le projet d'assèchement du lac de Harlem (déjà !), nous renseigne sur les intérêts qui en contrarient l'exécution et fait remarquer que la disparition du lac risque fort d'entraîner celle de la Sparre qui tire ses eaux du lac et dont la ville est arrosée... (57)

Presque autant qu'à la configuration physique de la Hollande, Malesherbes s'intéresse à ses industries et à sa vie économique. Le journal de son voyage renferme de multiples descriptions des moulins de différentes sortes qu'il a visités : moulins à vent, qu'il a étudiés surtout dans la région de Saardam, moulins élévateurs d'eau dans les polders, moulins à huile, moulins à papier, moulins à moudre le sarrasin ou blé noir, et il donne de longs détails sur la mécanique des moutures... Il décrit les « blanchissies » de Harlem, la fabrication des fromages, les barattes à battre le beurre, actionnées

(56) Ainsi, c'est par bateau que, le 31 août, il va d'Amsterdam à Rotterdam, puis à Delft et à Leyde. Il voyage dans des yachts et plus souvent dans des barques qui sont, dit-il, les voitures les plus commodes à cela près qu'on y voit très mal le paysage.

(57) Dans une lettre à Mme Douet (Rotterdam, 28 août), il écrit : « En général on convertit en polders tous les lacs qui n'ont pas une grande profondeur quand des considérations politiques ne s'y opposent pas comme celles qui empêchent de dessécher le lac ou mer de Harlem et l'autre lac qui fournit des eaux au port d'Amsterdam. On fait la même chose dans les terrains qu'on a consacrés à l'extraction de la tourbe quand on l'a tirée jusqu'à quelques pieds au-dessous du niveau des eaux. »

— Diderot, dans son *Voyage en Hollande* (écrit en 1773-74 et publié en 1819), parle également des intérêts particuliers qui s'opposent à l'assèchement de la mer de Harlem : « Jamais Harlem n'a souffert qu'on entreprit le dessèchement de la mer de son nom. L'opération est possible ; la route de cette ville à Amsterdam en serait abrégée ; on recouvrerait un espace immense de terres utiles. Mais les habitants de Harlem ont dit : « Que deviendrait l'impôt continué que nous levons sur les voyageurs ? Et nos pêcheries ?... » (Diderot, *Œuvres*. Ed. Assézat-Tourneux, t. XVII, p. 382.)

par un chien ou par un cheval, des manufactures de drap avec les machines à peigner les laines ; après la description des salines d'Ostende, c'est celle de la charrue légère de l'île de Cadsant ; à Delft, il visite la manufacture de faïences, à Tergow la manufacture de pipes et les briquetteries ; à Rotterdam, il s'intéresse à la distillation du genièvre, à Delfthaven comme à Saardam (la ville où Pierre le Grand travailla comme charpentier), il s'attarde sur les chantiers de construction ; son attention est captivée par les « chameaux », ces pontons robustes qui servent à soulever les gros vaisseaux de manière à leur faire franchir des bancs de sable : il en a vu manœuvrer dans le port d'Amsterdam ; il en décrit minutieusement le fonctionnement, rectifiant certaines inexactitudes qu'il a relevées dans la description qu'en donne l'*Encyclopédie*.

Car (à part les digues) rien ne le retient davantage que le trafic des ports. Au Helder, le 18 août, il écrit :

« La fenêtre de ma chambre est sur la mer et regarde le Texel, à l'angle occidental de la côte, c'est à dire vers la mer du Nord [...]. A cet angle est la rade où chargent et déchargent les bâtimens qui vont et viennent de la mer du Nord à celle du Sud (58) ; il y en a à présent qui entrent en rade... »

Et il va jusqu'au bout de la jetée pour approcher le plus près possible des vaisseaux. A Medemblick, à Enkuisen, c'est le port qui l'attire et il note qu'il s'y trouve de gros bâtimens ; il fait également une description minutieuse du port de Hoorn et déclare celui d'Helvoetsluys « le plus beau port de mer de la Hollande ».

De tous les ports de Hollande, fluviaux ou maritimes, c'est incontestablement celui de Rotterdam qui fait sur Malesherbes la plus forte impression. « *De gros vaisseaux entrent dans des canaux qui sont au milieu des rues ; ces rues sont plantées de grands arbres dont les têtes se mêlent aux mats des vaisseaux* ». Il a la chance de se trouver à Rotterdam au moment de l'arrivée annuelle de la flotte de bois qui se dirige vers Dordrecht après avoir ramassé des quantités énormes de bois venant des forêts voisines du Rhin, de la Meuse, de la Moselle et du Main.

« Ce train de bois est un des spectacles les plus singuliers que j'aye vus dans ma vie : c'est une ville flottante sur laquelle est clouée une belle maison de planches dans laquelle j'ay été reçu très honnêtement dans ma seule qualité de voyageur par une dame d'un certain âge propriétaire de la flotte, c'est-à-dire principale propriétaire, car il n'y a qu'une puissante compagnie qui puisse faire cette entreprise ».

Attentif à tous les aspects de l'activité économique des Pays-Bas, curieux de visiter les manufactures et de s'informer des procédés de fabrication, Malesherbes n'est point indifférent aux mœurs et aux conditions de vie des habitants. Il constate par exemple qu'en Nord-hollande « *on trouve des mœurs et un costume d'autant plus diffé-*

(58) Le Zuidersee.

rens de ceux des autres pays qu'avec de grandes richesses on a conservé à plusieurs égards la simplicité qu'engendre ordinairement la pauvreté ». Les Hollandais du nord ont cependant leur luxe, « d'autant plus aisé à satisfaire qu'il n'y a chez eux aucune dépense nécessaire pour conserver la décence de son état ». On voit des paysannes venir au marché vendre du beurre avec des ornements d'argent massif qui leur couvrent le visage, des paysans porter des boutons d'or sur des habits de drap grossier. « Les moindres paysans de Northollande ont chés eux une pendule et un attirail de porcelaine auquel ils ne touchent jamais ». Diderot avait fait des remarques analogues. (59)

Au reste, dans toutes les provinces de Hollande, l'amour de la propreté est porté à l'extrême : on consacre un temps précieux, « même excessif », à nettoyer les intérieurs. Malesherbes a pu s'en rendre compte, car il a pénétré dans plusieurs maisons particulières, riches ou pauvres. Il note que ce goût de la propreté augmente au fur et à mesure qu'on va de la Picardie vers les pays du nord.

A Brooke (près de Munnikendam), joli village dont il dit qu'il « a plus frappé ses yeux par son agrément qu'il ne lui serait possible de le décrire », il demande à entrer dans la maison d'un riche charpentier d'Amsterdam et il en admire les commodités et l'élégance. Il décrit en détails l'île de Marken, dans le Zuidersée, île toute plate au terrain glaiseux et glissant, où « les habitants, pour aller de leur cabane à l'église, ont pratiqué de petits canaux ». (60) En Frise, il signale le curieux village de Molkuern⁽⁶¹⁾, près de la petite ville d'Hindelopen : on y voit « une nation singulière » dont le langage diffère du hollandais et de l'allemand, où les rues ne sont pas alignées, où les fenêtres et les vitrages ressemblent à ceux des églises gothiques, où « chaque maison est entourée d'un fossé comme pour soutenir un siège ». Le chevalier Temple, le premier voyageur qui en ait parlé, a cru y reconnaître les Germains du temps de Tacite ; d'autres disent que cette population est un reste d'Anglo-Saxons. A Hindelopen même, Malesherbes a vu quelques maisons occupées par des gens de cette nation.

« J'ay couché dans une auberge où le maître et les filles qui étoient fort jolies et de mœurs fort libres autant que j'ay pu en juger, étoient des restes d'Anglo-Saxons, et mon guide hollandais ne pouvoit se faire entendre que par signes, mais dans l'auberge d'Hindelopen ces signes sont fort intelligibles... »

Parlons enfin des institutions sociales que Malesherbes, en entre-

(59) « Les diamants chez les dames, les boucles, les couteaux, les ciseaux, les chaînes d'or, les bagues, les anneaux qu'on voit aux doigts des bourgeoises, et même des paysannes, prouvent la richesse du pays. Les femmes portent encore, pendues à leur côté, des bourses semblables à l'ancienne escarcelle des Français, garnies de cerclés à ressort et de crochets d'argent ».

(60) « Ce peuple m'avoit été annoncé comme une sorte de peuple sauvage ; il est vrai qu'ils ont l'air épais et stupide. J'ay entré dans une de leurs cabanes couvertes de chaume de roseau. Il me semble qu'ils doivent y avoir grand froid l'hiver ».

(61) Molkuern, entre Staveren et Hindelopen.

prenant son voyage aux Pays-Bas, s'était proposé d'étudier.⁽⁶²⁾ Nous savons qu'il avait été, durant son ministère, très tourmenté par les problèmes des prisons, des hôpitaux, de la mendicité. Or, tant aux Pays-Bas catholiques que dans les Provinces-Unies, il découvre dans ce domaine des institutions, des « réalisations », comme nous dirions aujourd'hui, dont la France ne possède pas l'équivalent.

A Gand il visite l'hôpital, « *le plus magnifique que je connaisse, fait avec une magnificence royale et une charité chrétienne aux dépens du pays et par les soins infatigables de M. le vicomte Vilain, principal magistrat* »⁽⁶³⁾ ; on y nourrit, on y fait travailler un grand nombre de mendiants des deux sexes. Pourtant on ne trouve dans aucune ville plus de mendiants qu'à Gand⁽⁶⁴⁾ : on peut donc se demander si un tel établissement n'est pas un encouragement à la mendicité. Au système de la ville de Gand, Malesherbes en oppose un autre, préconisé par M. d'Etigny et qu'il a vu réalisé en Suisse par le Banneret d'Yverdon (au cours de son voyage de 1778)⁽⁶⁵⁾ et qui consiste en une distribution intelligente des deniers publics, de façon à pourvoir aux besoins de ceux qui mendient, en interdisant les aumônes individuelles et en refoulant autant que possible les mendiants étrangers. En France, le problème se pose différemment et il est très difficile à résoudre ; on se borne d'ailleurs à enfermer les vagabonds dans des dépôts, où on les garde peu de temps sans leur donner du travail.

Malesherbes a visité en Hollande des établissements analogues à celui de Gand.

« J'ay été dans les Rasphuys où les hommes rapent des bois de teinture et dans les Spinhuys où les femmes filent et font d'autres ouvrages propres à leur sexe ; j'ay été fort édifié de ces établissements qui certainement valent mieux que les nôtres et de l'humanité qui y préside... »

Il est vrai que le travail manuel d'un homme est assez loin de pouvoir fournir à sa subsistance : les directeurs de ces maisons, avec qui il s'est entretenu, en sont convaincus avec lui..

Aussi bien Malesherbes ne juge-t-il pas tout admirable dans les institutions sociales de la Hollande. S'il approuve, dans l'ensemble, le système utilisé à l'égard des mendiants et des vagabonds⁽⁶⁶⁾, s'il loue les maisons de charité créées pour donner des secours et du travail aux étrangers, s'il admet la publicité des maisons de débau-
che, mesure utile pour la surveillance du libertinage, par contre il

(62) « J'avoue que ce fut le premier objet du voyage que je fis en Hollande dans le premier moment de ma vie où j'ay joui de ma liberté », écrit-il à La Luzerne.

(63) Il cherche à voir le vicomte Vilain celui-ci étant absent, il lui laisse une lettre de félicitations dont il nous donne copie : il n'y dévoile pas son identité, mais se désigne seulement par ces mots : « Un François qui a passé plus de vingt ans de sa vie dans la magistrature et en cette qualité devoit avoir l'œil sur l'administration des hôpitaux... » (8 août 1776).

(64) Par contre, en Hollande, la mendicité est à peu près supprimée.

(65) Cette critique figure, non dans le journal, mais dans les *Instructions* à La Luzerne, écrites, comme nous l'avons dit, plusieurs années plus tard.

flétrit « *l'usage affreux de l'exportation* » et il fait une allusion discrète à ces cachots où l'on enferme ceux qui se refusent à travailler en les obligeant à pomper l'eau pour n'être pas noyés : il ne les a pas vus, aussi en doute-t-il encore...

Il ne s'est pas seulement intéressé aux maisons d'accueil pour mendiants et de redressement pour vagabonds, il a visité aussi des hôpitaux pour malades et pour pauvres. Tandis qu'à Paris les malades s'entassaient dans un immense Hôtel-Dieu, en Hollande il y a des hôpitaux jusque dans les petites localités (67) où « *les administrateurs peuvent veiller à tout et sont assez près du peuple pour sentir ses besoins et en être touchés* » ; de plus, il règne dans le domaine de la bienfaisance une féconde émulation : à Amsterdam, par exemple, où de nombreuses religions sont pratiquées, chaque religion, chaque secte a ses hôpitaux et même ses maisons de retraite, comme elle a ses temples.

Chaque fois qu'il le peut, au cours de son voyage, Malesherbes visite des établissements d'assistance et de charité. A Bruges, on lui montre la maison des orphelins et il s'informe du sort des enfants trouvés ; en Zélande, il renonce à visiter les hôpitaux, car il n'a dans cette province ni connaissances ni guides ; à Rotterdam, c'est encore la maison des orphelins et orphelines qu'il visite attentivement, pénétrant dans les dortoirs et dans les cuisines, assistant à une comédie jouée par les pensionnaires ; il en retire une excellente impression, la gaieté règne, c'est d'ailleurs le premier jour de la kermesse, qui met en liesse toute la cité. A Rotterdam encore, il visite quelques hôpitaux dont la propreté le frappe ; il pénètre dans des établissements de charité où l'on héberge durant quelques jours les indigents, il se fait montrer l'asile de fous, les prisons (68), deux maisons de retraite « pour gens d'âge », l'une gratuite, l'autre où l'on paye une pension modique.

La curiosité de notre voyageur se porte sur toutes choses. A Rotterdam, il passe une matinée entière dans les différentes églises chrétiennes, où il admire « *le maintien touchant* » des fidèles ; il entre dans les synagogues ; à Saardam il assiste à un mariage célébré à l'hôtel de ville, devant le juge ; il se plaît au spectacle bruyant de la Bourse d'Amsterdam, regrettant de ne pouvoir en visiter les magasins souterrains, le sanctuaire intérieur ; il se renseigne sur la façon dont la police assure la sécurité des grandes villes, de jour et de

(66) Dans la partie de son *Mémoire sur les ordres du Roi* qui est consacrée à la police, Malesherbes reviendra sur ce problème de la mendicité et du vagabondage qui l'intéresse au plus haut point ; il fera un grand éloge du système pratiqué en Hollande, qui a abouti, dit-il, à la disparition presque totale de la mendicité et il citera aussi l'exemple d'Yverdon où, par une méthode différente, on parvient à des résultats tout aussi positifs.

(67) Dans toutes les villes de Hollande et même dans certains villages, Malesherbes a pu voir de semblables établissements. « Je me souviens d'en avoir trouvé un en pleine campagne, entre Petten et le Helder ».

(68) A Saardam, il obtient la permission de descendre dans les cachots souterrains, mais n'y trouve personne.

nuît, avec le concours de la population. (69) A Utrecht, qui compte beaucoup de Français réfugiés, il note qu'il y a des survivances du jansénisme et qu'on entend quelques Français déclarer ouvertement : je suis janséniste !

Est-il besoin d'ajouter que Malesherbes profite de son voyage pour s'instruire sur les lois civiles et criminelles des Provinces Unies (70), sur la constitution du pays (71), sur les mœurs politiques ? Dans les *Instructions* qu'il adresse à La Luzerne et où il dégage les principaux enseignements de son voyage, il consacre un long développement à la puissance considérable du Stathouder, « *premier magistrat d'une république qui a des droits réguliers sur plusieurs objets que le Roi n'a pas en France* » et auquel il ne manque que la disposition des revenus de l'Etat pour être comme Louis XIV. Le seul frein réel à son pouvoir est la ville d'Amsterdam, « *ville dont les richesses font la puissance de la Hollande* ». Malesherbes se laisse entraîner à brosser l'histoire du stathouderat, qualifiant de démarche extravagante le fait de l'avoir récemment déclaré héréditaire. (72)

Dans l'ensemble, Malesherbes porte sur les Hollandais des jugements favorables : il éprouve de la sympathie pour ce peuple attaché à la liberté, tolérant, actif, laborieux et persévérant dans l'effort. Il se félicite que tout homme valide trouve du travail en Hollande. Mais pourquoi déclarer qu'« *à la différence des Suisses, les Hollandais n'ont aucun patriotisme* » ? Il justifie ainsi cette curieuse affirmation :

« Chaque homme n'a aucun attachement à une terre où il ne possède qu'une petite maison et un jardin, en sorte qu'en cas de mécontentement il pourrait porter ailleurs sa fortune flottante ».

N'est pas Suisse qui veut : en effet le droit de bourgeoisie est difficile à obtenir en Suisse, mais — affirme Malesherbes — est Hollandais qui veut. (73)

*
**

Le voyage aux Pays-Bas fut pour Malesherbes une occasion de visiter le nord de la France. Nous connaissons, tant à l'aller qu'au retour, son itinéraire. Il parcourt la côte de la mer du Nord, bordée de dunes ; il observe le travail de la mer, il examine le terrain sablonneux de la région côtière ; mais ce qui l'intéresse plus que Calais, plus que les manufactures d'Abbeville, plus que Boulogne et son port

(69) Dans le *Mémoire sur les ordres du Roi*, il fera l'éloge de la police d'Amsterdam, bien supérieure, dira-t-il, à celle de Paris.

(70) A Leyde, il interroge longuement sur cette question Pestel, auteur d'un traité de droit public.

(71) « Quant à la constitution générale, c'est à La Haye qu'on doit l'apprendre : j'ai eu des raisons particulières de n'y point séjourner ».

(72) Le stathouderat fut proclamé héréditaire en 1747, au profit de Guillaume IV.

(73) Les *Archives du château de Malesherbes* renferment une note comparative du caractère des Suisses et de celui des Hollandais.

« *entièrement encombré par les sables* », plus que les ridicules îles flottantes des marais de Saint-Omer, — c'est Dunkerque, avec ses canaux, ses écluses, et les fameuses lagunes appelées *moères* dont on a entrepris le dessèchement comme on fait en Hollande pour les polders ; de longues pages du journal de voyage sont consacrées à Dunkerque et à sa région. (74) Tout ce littoral qui témoigne d'un persévérant labeur humain, suscite en lui une intense curiosité.

**

Deux ans plus tard, en l'été de 1778, Malesherbes se rend en Suisse. A défaut de ses notes de voyage qu'il nous a été impossible de consulter, nous ne pouvons que tirer parti de quelques renseignements épars qui nous sont fournis par des lettres que renferme la Bibliothèque de Genève ou par plusieurs passages de certains écrits relatifs à l'histoire naturelle, notamment l'ouvrage demeuré manuscrit *Sur les effets de l'hiver 1788-89 sur les conifères*.

Avant de gagner la Suisse, il s'attarde en Franche-Comté et dans le Jura ; il est surtout curieux de voir Saint-Claude.

« Mon projet en partant de Paris était de passer à Saint-Claude, d'y voir la fameuse manufacture d'ouvrages en bois de ce pays et d'y examiner aussi la croissance des buis dont je croyais que les montagnes de Saint-Claude étaient couvertes. Mais quelqu'un m'avait dit qu'à Lugny en Mâconnais, terre de M. le comte de Montrevel, il y avait une forêt de buis très remarquable. J'y ai passé pour la voir et la comparer avec ce que je devais voir à Saint-Claude. On va à Lugny de Saint-Albin, poste qui est avant Mâcon... »

Il semble résulter de ces lignes qu'il est allé dans le Mâconnais avant de gagner Saint-Claude. Toujours est-il qu'il étudie à fond la région de Saint-Claude, ne se bornant pas à visiter la ville, mais parcourant la campagne pour voir les ateliers des tourneurs, s'informant auprès d'eux, comme auprès des menuisiers, de tous les procédés de fabrication des objets en buis. (75) Nous savons, de plus, qu'après son séjour à Saint-Claude, il se rend au « *gros bourg de Clerval* », au seuil de la plaine de Franche-Comté, et à Besançon.

Au reste il nous est impossible de connaître l'itinéraire exact de ce voyage. Malesherbes se rend-il d'abord à Genève ou à Lausanne ? Nous l'ignorons. Nous savons qu'à Genève, où il séjourna quelque temps, il reçut l'hospitalité du savant et philosophe Charles Bonnet, qui l'accueillit dans sa demeure de Genthod, qu'il vit l'éditeur Cramer

(74) Les *Archives de Rosambo* (carton 21, dossier 4) renferment une série de documents sur Dunkerque (historique de la ville, documents techniques sur le port, les jetées, les écluses, notamment sur la nouvelle écluse et le fort de Mardick) et, en particulier, un manuscrit autographe de Malesherbes intitulé « Extraits d'une histoire manuscrite de Dunkerque et des Moères ».

(75) *Note sur la ville et le pays de Saint-Claude* (minute autographe et copie avec des notes marginales autographes, et mémoire autographe sur les buis, dans *Archives de Tocqueville*, L. 158.

et plusieurs Genevois renommés. (76) Par une lettre qu'il adresse à H.-B. de Saussure (qu'il n'a pu rencontrer à Genève), nous savons qu'il est à Berne le 18 septembre. (77) Il se rend également à Zurich. Ailleurs, il nous dit qu'il a vu des bois entièrement composés d'aulnes entre le lac de Thun et le lac de Brienz ; il est donc allé à Interlaken. Il recherche les plantes des régions montagneuses, mais, pour en trouver de rares, il lui faudrait pouvoir affronter plus longtemps les altitudes. « *J'ai vu très peu de plantes alpines, car dans le voyage que j'ai fait en Suisse, j'étais trop vieux (78) et trop peu agile pour passer longtemps dans les régions élevées* ».

Agile, il l'est encore assez pour faire de longues courses dans le Valais et dans les Alpes bernoises, et c'est sur cette partie de son voyage que nous sommes le mieux renseignés.

Il y fait de curieuses observations.

« Etant dans le Valais en 1778, on m'a fait voir dans la vallée du Rhône une maison de paysans de bois de mélèze, où la date de sa construction était écrite. Elle existe depuis 240 ans, exposée à toutes les injures de l'air, et le bois en était encore si sain et si entier que je ne pouvais presque pas y faire entrer la pointe d'un couteau ».

C'est dans le Valais et dans le gouvernement d'Aigle, province de la république de Berne, qu'il a le mieux observé les bois naturels de mélèzes.

« De la vallée où j'étais, on voit commodément les différentes chaînes de montagnes du canton de Berne. Le sommet est couvert de neiges éternelles et c'est là que sont plusieurs pics célébrés depuis quelques années par les naturalistes, et les glaciers de Grindenwald. Immédiatement au-dessous des neiges et des glaces sont des pâturages sans arbres. Les bois sont au-dessous de cette région [...]. On voit des bois entiers de mélèzes, des bois entiers de sapins et des bois entiers de pins ».

Quand il séjournait à Berne, Malesherbes était allé visiter un cultivateur, nommé le juge Veillon, qui s'occupait particulièrement de la culture des mélèzes. Il passa même deux jours dans sa demeure située dans le gouvernement d'Aigle et Veillon lui fit le récit de ses expériences.

Des hautes montagnes du canton de Berne, Malesherbes descend maintenant aux bains de Leak (Louèche), dans le Valais. Il raconte cette descente difficile, à travers les éboulis, par un passage « *fameux dans le pays et qui s'appelle la Gemmi* ». Écoutons ce récit (79) :

« Il fallait descendre le long de cette côte à pic, que je regarde comme un mur ; le passage a été pratiqué en partie en le taillant dans le roc, et en

(76) Cf. plus loin, chap. VII.

(77) *Ibid.*, p. 477. Cette lettre, nous l'avons vu, est entièrement consacrée à une discussion sur différentes espèces de pins.

(78) Il n'a que 57 ans.

(79) *Mémoire sur les effets de l'hiver 1788-89 sur les conifères* (Archives de Tocqueville, L. 161). Copie.

partie par des balcons soutenus par des pièces de bois enfoncées dans le mur. Ce chemin est fort étroit ; il n'y a d'autre parapet qu'un petit talus de pierres et de terres calcaires [...]. Les voyageurs n'y vont ordinairement que dans des chaises portées sur les épaules des montagnards, en sorte que le malade, dans sa chaise, est porté au-dessus du parapet : cela est très effrayant [...]. Lorsqu'on voit le mur d'en bas, il paraît absolument nu, et on croit qu'il n'y vient pas une seule herbe. Il est vrai qu'il y en a très peu. Mais quand on descend à pied comme moi, qui ne me fis pas porter, on a le loisir de regarder autour de soi, et on voit quelques petites plantes en petit nombre et très maigres qui prennent racine dans l'intervalle des couches de pierres calcaires. Parmi ces herbes il s'élève aussi quelques arbres, rabougris et peu durables ».

Or ces arbres sont des mélèzes. Ceux qui se font porter par des montagnards, effrayés par le précipice qu'ils voient à côté d'eux, n'observent guère les plantes du voisinages. « *Mais, poursuit Malesherbes, moi qui étais à pied bien en sûreté et qui ai descendu très lentement, j'ai eu le temps de faire mes observations ; et comme pour celle-là il ne faut pas être du tout botaniste, car tout le monde distingue aisément un mélèze d'un sapin, j'ai fait faire cette remarque par le domestique qui me suivait et par les montagnards qui m'accompagnaient, et tous en ont été frappés comme moi ; ainsi je regarde l'observation comme certaine* ».

Et Malesherbes est heureux de constater que le mélèze se plaît sur les hautes pentes et dans la rocaille...

*
**

Au cours de ce voyage de 1778, sans doute avant de se rendre en Suisse, Malesherbes va visiter « *les glaciers de Savoie* » et monte jusqu'à Chamonix. L'année suivante il part pour la Bretagne et séjourne à Brest, où il a de longs entretiens avec un maître-mâleur, M. Barbey, qui l'instruit sur l'emploi des pins, et notamment des pins de Russie pour la mâture des vaisseaux. (80) Nous sommes malheureusement peu renseignés sur ce voyage ainsi que sur ceux qu'il entreprit au cours des années suivantes pour visiter d'autres provinces. Nous le sommes beaucoup mieux sur celui de l'été 1791, à Lausanne, où était réfugiée sa fille, Mme de Montboissier, mais nous en parlerons plus loin lorsque nous raconterons la dernière époque de sa vie : la dernière fois que Malesherbes prit son bâton de voyageur, ce fut pour revoir cette Suisse qu'il aimait. Il projeta souvent de visiter d'autres pays étrangers, l'Italie notamment : aucun document ne nous indique s'il put remplir son dessein.

*
**

Du moins en savons-nous assez pour comprendre ce que Malesher-

(80) *Archives de Tocqueville*, L. 150. Cf. chap. V.

bes demandait aux voyages. Une évasion physique et morale, certes ! Mais avant tout le voyage satisfait pleinement son désir d'indépendance et son goût de la solitude. Il écrit à Mme Douet : « *Chez moi la curiosité est encore moins forte que l'amour de la solitude* » ; alors il aime mieux « *voir plus mal que de se voir livré à une nouvelle connoissance qui voudra lui faire les honneurs du pays* ». Aussi se plaît-il, dans une ville étrangère, à se promener dans les rues de très grand matin à l'heure où il n'y a encore personne... Tout heureux qu'il soit de voir surgir des paysages inconnus, il ne voyage pas en poète, ni en peintre, mais en observateur attentif et infatigable. Le naturaliste ne perd jamais ses droits : il examine sans se lasser les terrains, les plantes, les arbres ; il n'oublie, ni ses herbiers, ni sa collection minéralogique. Il s'informe avec un égal intérêt des travaux publics, des industries, des manufactures, des machines modernes, des arts appliqués, de tout ce qui manifeste les progrès de la science et de la civilisation. Il est avide de découvrir et de comparer ; il ne se perd point dans le rêve et dans la contemplation. Malesherbes voyage comme un homme du dix-huitième siècle, comme un lecteur passionné de l'*Encyclopédie*.

CHAPITRE VII

LES AMITIES GENEVOISES

Comment Malesherbes n'aurait-il pas aimé Genève ? La duchesse d'Enville. — Son amitié pour Charles Bonnet. Parallèle entre Duhamel et Bonnet. — Une lettre au libraire Cramer, à propos de Montesquieu. — Relations avec H.-B. de Saussure ; la question du pin de Genève. — Relations avec Moulton à propos de Rousseau et de l'édition de ses œuvres. — Autres relations genevoises.

L'ami déferent de Voltaire, le confident de Jean-Jacques se devait d'aimer Genève, cette Genève vers laquelle tous les philosophes regardaient comme vers une république modèle et l'asile de la liberté et d'où nous venaient, malgré la douane et les chambres syndicales, tant de livres qui n'auraient pas trouvé grâce devant la censure française. D'Alembert, Voltaire et Rousseau lui-même avaient bien quelques démêlés avec son gouvernement et avec ses pasteurs ; mais on lui pardonnait Calvin et son fanatisme ; on lui pardonnait ses ministres intransigeants qui n'avaient pas voulu se laisser annexer par d'Alembert et avaient repoussé le dangereux honneur d'être loués comme sociniens ou comme déistes ; Genève demeurerait malgré tout la république de la vertu et une terre où l'on ne brimait point la pensée. « Heureux un peuple libre », confiait Voltaire à Horace en contemplant de ses terrasses de Ferney les bords du lac d'azur.

Les écrivains genevois, de leur côté, regardaient vers la France. Ils entretenaient avec Paris des rapports étroits. Ils avaient conquis, notamment, une des femmes les plus éminentes, un des esprits les plus ouverts de l'aristocratie française, l'Egérie de Turgot, la duchesse de La Rochefoucauld d'Enville, qui considérait Genève comme sa seconde patrie, dont le vœu le plus ardent était d'être aimée dans cette ville et qui fut pendant de longues années le lien le plus solide entre l'intelligence genevoise et plusieurs de nos philosophes. Malesherbes faisait partie de cette société qui se réunissait chez elle, soit à Paris, soit à La Roche-Guyon : nul doute qu'elle ne contribua pour une grande part à lui faire aimer Genève.

Le Genevois avec lequel Malesherbes devait entretenir les relations

les plus étroites fut le naturaliste et philosophe Charles Bonnet. Né en 1720, donc presque exactement contemporain de Malesherbes, il avait d'abord été destiné à la jurisprudence, puis s'était tourné, très jeune encore, vers l'histoire naturelle. Il avait entrepris, en zoologie et en botanique, des recherches fécondes, et s'était fait connaître par deux ouvrages estimables, son *Traité d'insectologie* (publié en 1745) et une étude intitulée *De l'usage des feuilles* (1754). Fatigué par le travail au microscope, il s'était appliqué à des ouvrages plus généraux touchant à la fois à la science et à la métaphysique et avait publié en 1761 son *Essai analytique des facultés de l'âme*. Et c'est par cet ouvrage qu'avaient débuté ses relations avec le directeur de la Librairie.

Bonnet voulant que la diffusion de son livre fût autorisée en France, en avait adressé un exemplaire à Malesherbes. Il lui expliquait qu'il était venu à la métaphysique non par l'imagination, mais par l'observation des faits. (1) Celui-ci lui répondit par la lettre suivante :

Paris, ce 17 juin 1761.

Ne soyez pas surpris, Monsieur, de n'avoir pas encore reçu de réponse de moi et même à présent de n'en point recevoir de définitive. On ne peut, en ce pays, en rien déterminer sur un livre qu'après l'examen d'un censeur constitué pour cela. Je crois que pour abréger, il serait nécessaire que vous m'indiquassiez quel est le libraire français à qui vous comptez faire adresser votre édition.

Il y a bien longtemps, Monsieur, que j'ai l'honneur de vous connaître doublement par vos ouvrages comme un naturaliste et un physicien de premier ordre et par le rapport de vos amis, Mrs Réaumur et Duhamel, comme un homme aussi estimable par les qualités de cœur que par celles de l'esprit. A ce double titre, Monsieur, vous pouvez juger du désir que j'aurais de vous obliger et de vous faire connaître les sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

De Lamoignon de Malesherbes. (2)

Le 24 juin, Bonnet remercie Malesherbes ; il attendra l'approbation du censeur.

« J'ai lieu d'espérer que vous aurez bien voulu le choisir parmi ceux de vos philosophes dont vous faites le plus de cas ».

Mais il se méfie et, peu rassuré, prend ses précautions :

« Il ne suffirait pas pour m'entendre de saisir çà et là un certain nombre de paragraphes. J'ai toujours bâti sur des faits dont la certitude ne peut être révoquée en doute ; il s'agit uniquement de savoir si j'ai trop étendu les conséquences naturelles de ces faits car j'ai toujours été de conséquences en conséquences. Le censeur devra être familiarisé avec cette marche presque

(1) *Bibliothèque de Genève*. Mss. Bonnet 70, f° 235. 6 juin 1761. « A Monsieur de Lamoignon de Malesherbes, premier président de la Cour des Aides, inspecteur de la Librairie du royaume ».

(2) *Ibid.*, Mss. Bonnet, 26, f° 304 (signature autographe).

mathématique. Je n'aurais point voulu d'autres juges que vous, Monsieur, si vos occupations importantes et multipliées vous avaient permis de me lire... » (3)

Un mois après (27 juillet), Bonnet s'impatiente, car il ne connaît toujours pas le verdict du censeur. Il avertit Malesherbes qu'il adresse six exemplaires à Leclerc, libraire du quai des Augustins, pour les envoyer à Duhamel, de Mairan, Lalande, Adanson, d'Alembert et Turgot, alors maître des requêtes. Il déplore « *le nombre infiniment petit des vrais philosophes et la force de l'éducation et des préjugés* ». Il aurait voulu que Malesherbes fût son juge :

« Vos lumières supérieures, votre pénétration et votre équité naturelle seraient de sûrs garants de l'interprétation raisonnable que vous sauriez donner à toutes mes idées ». (4)

Le pauvre Bonnet n'est pas au bout de ses peines. Malesherbes essaie bien, le 1^{er} août, de le faire patienter en lui disant que l'examen de son ouvrage doit être achevé et en l'informant des instructions qu'il va donner à Leclerc. Le 28 décembre, répondant à une autre lettre de Malesherbes du 28 octobre, Bonnet gémit sur le sort de son ballot de vingt exemplaires qui est toujours retenu à la Chambre syndicale, et il a recours à Malesherbes pour lever cette saisie. Il proteste aussi contre la saisie à Paris d'une balle de livres envoyés par son libraire Philibert Cramer au frère de celui-ci, libraire à Copenhague. Si l'on retient, dit-il, les livres en transit, les libraires préféreront la route d'Allemagne à celle de France. (5)

Bonnet devait éprouver un mécontentement plus vif encore lorsqu'il chercha à répandre en France un nouveau livre, les *Considérations sur les corps organisés*, qu'avait imprimé Rey, d'Amsterdam.

Le 29 septembre 1762, il envoie à Malesherbes un exemplaire de son ouvrage en le priant de le présenter à l'Académie des Sciences. Malesherbes lui répond le 8 octobre, apportant une mauvaise nouvelle que s'efforcent d'atténuer des préliminaires aimables :

« Le Sr Rey m'a fait parvenir, Monsieur, vos *Considérations sur les corps organisés* et je ne manquerai pas de présenter cet ouvrage à l'Académie de votre part dès que les vacances seront cessées ; j'ai fait aussi passer vos lettres à ceux à qui elles sont adressées et je me chargerai toujours avec un très grand plaisir de toutes les commissions qu'il vous plaira de me donner.

Mais je ne peux vous dissimuler qu'après l'examen qui a été fait de vos *Considérations*, l'entrée et le débit en France n'en peuvent être permis. Je l'ai fait pareillement savoir au Sr Rey.

Je suis, Monsieur, avec toute l'estime qui vous est due... » (6)

Indignation de Bonnet, à la réception de cette lettre ; il répond le

(3) *Ibid.*, Mss. Bonnet, 70, f° 244.

(4) *Ibid.*, f° 249.

(5) *Ibid.*, Mss. Bonnet, 71, f° 5.

(6) Mss. Bonnet, 26, f° 306 ; signature autographe.

16 octobre et conjure Malesherbes de lui dire pourquoi le livre a été interdit ; il ne veut d'autres juges que lui...

Patiemment, Malesherbes lui fournit des explications et lui donne quelques apaisements (24 octobre 1762) :

« Votre ouvrage, Monsieur, a été examiné par les censeurs commis à cet effet, et ils ont pensé qu'il ne devait pas être permis en France ; mais cela n'empêche pas qu'on ne laisse parvenir à leur destination le petit nombre d'exemplaires que vous destinerez aux savants avec lesquels vous êtes en relation. On en laissera aussi entrer un petit nombre que le libraire vendra pour son compte en justifiant du nom des personnes à qui il les aura fournis.

« La délicatesse des matières traitées dans un ouvrage de métaphysique peut en rendre la lecture dangereuse pour le public, quoique cette même lecture soit nécessaire aux physiciens, et un ouvrage dont vous êtes l'auteur est sûrement trop utile aux physiciens et aux naturalistes pour les en priver.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur... » (7)

De son côté, Rey écrit à Rousseau le 23 octobre :

« M. de Malesherbes vient de me refuser l'entrée des *Corps organisés* de M. Bonnet, 2 vol. in-8°, ce qui me prouve que je n'ai aucune faveur à espérer de sa part et je ne veux pas me soumettre à la censure ni mendier la protection de personne ». (8)

Le 30 octobre, Bonnet répond à Malesherbes et proteste comme un écorché vif. Ce Genevois est résolu à ne pas s'incliner devant les décisions de l'administration française :

« A-t-on été trompé ? Vous a-t-on trompé ? A-t-on voulu vous tromper ? » Mon ouvrage est physique, non métaphysique.

« J'ai toujours ramené mon lecteur à l'*Etre des êtres* et j'ai toujours montré l'empreinte de sa *Main* dans toutes ces productions admirables dont on avait attribué la formation à des causes purement mécaniques, comme si un animal avait la même origine qu'un fromage.

« Que veulent donc dire les censeurs ? Quelles sont les propositions qui leur ont paru répréhensibles ? J'ai droit de les obliger à s'expliquer... »

Et le bouillant Bonnet en appelle au jugement de Malesherbes qui, pense-t-il, est mal informé. Il s'exclame encore :

« Non ! je ne reviens point de ma surprise ; est-il possible qu'on abuse à ce point de votre confiance et qu'on ose vous persuader que mon livre est ce qu'il n'est point et ce qu'il n'a pu être ? » (9)

La duchesse d'Enville (qui séjourne à Genève à cette époque) voulut plaider auprès de Malesherbes la cause du livre interdit ; Bonnet écrivit une fois de plus à Malesherbes, affirmant qu'il n'était pour rien dans ces sollicitations :

« Jugez-moi sur mon livre, Monsieur, et quand les personnes les plus éle-

(7) *Ibid.*, f° 308 ; signature autographe.

(8) *Correspondance générale de J.-J. Rousseau*, tome VIII, p. 205.

(9) Mss. Bonnet, 71, f° 64.

vées en dignité intercédéraient pour moi, n'écoutez encore que mon livre ». (10)

Tronchin fait une démarche de son côté ; Bonnet refuse également son intervention :

« Je voulais des juges impartiaux et éclairés et point d'intercesseurs et de solliciteurs ».

Un fier langage assurément !

Dans ses *Mémoires autobiographiques*, — mémoires en forme de lettres adressées à MM. de Haller, Trembley et de Saussure (11), Bonnet raconte tout l'essentiel de ce démêlé qu'il eut avec « l'illustre M. de Malesherbes, ce grand magistrat aussi respectable par ses vertus que par son génie, ses lumières et les services qu'il a rendus à son pays ». Nous y apprenons que Tronchin aurait communiqué à Bonnet une lettre d'un de ses correspondants à Paris où il était dit, entre autres choses, que les deux censeurs désignés successivement pour examiner l'ouvrage, un censeur physicien et un censeur théologien, avaient opiné tous les deux pour l'interdiction du livre. Et l'auteur de la lettre (qui se disait ami de Malesherbes) ajoutait ces lignes hautement significatives :

« Vous savez, mon cher Docteur, combien, depuis trois ans, on se plaint ici de la facilité de M. de Malesherbes à donner des permissions d'imprimer et de faire entrer des ouvrages. S'il ne se soumettait pas aux formes avec la plus grande régularité, vous sentez quel orage s'élèverait contre lui ».

Dans ces conditions, il était inutile d'insister pour forcer la main à Malesherbes.

Bonnet crut un instant que la mesure prise contre son livre était due à l'intervention de Buffon, dont il avait critiqué le système ; mais il revint de son erreur lorsqu'il s'aperçut que son censeur physicien, le P. de Lignac, était lui aussi adversaire de Buffon et ami de Réaumur.

L'affaire fut enfin close par une lettre de M. de Mairan, reçue par Bonnet et datée du 9 décembre. Mairan a vu Malesherbes l'avant-veille ; celui-ci, bien disposé, a accepté de faire entrer en France l'édition entière, à condition d'en être instruit. Comme il n'y a pas eu de défense par écrit, la permission d'entrer pourra demeurer verbale, ce qui veut dire, en somme, qu'on fermera les yeux, et Malesherbes promet de donner à la Chambre syndicale les ordres nécessaires.

Qui aurait pu prévoir cependant, à l'époque où se produisait cette algarade, qu'une grande amitié se nouerait plus tard entre Malesherbes et Charles Bonnet ? A vrai dire, dès 1763, toute rancune disparue, le philosophe genevois entretient des relations amicales avec Malesherbes, puisqu'il le charge de remettre à l'ambassadeur de

(10) *Ibid.*, f° 65.

(11) Ces mémoires ont été édités par M. Raymond Saviez (Librairie Vrin, *Bibliothèque des textes philosophiques*, 1948).

Russie un exemplaire de ses *Corps organisés* destiné à l'Académie de Saint-Petersbourg. (Il le remercie en même temps d'avoir fait relire son livre par « *un censeur moins préoccupé que M. Guettard.* ») (12) Nous ne possédons pas la correspondance qu'ils peuvent avoir échangée au cours des années suivantes (13), mais par contre nous savons qu'au cours du voyage qu'il fit en Suisse durant l'été de 1778, Malesherbes fut reçu par Bonnet et séjourna quelque temps dans sa maison de Genthod, proche de Genève.

Il sera plusieurs fois question de ce séjour dans des lettres postérieures, car nous en avons plusieurs, des années 1781, 82 et 83. Ainsi, nous lisons dans la lettre écrite de Genthod le 19 septembre 1783, ces lignes charmantes :

« Ma femme qui conserve un souvenir précieux de vos bontés, me charge de vous renouveler ses obéissances et ses vœux les plus vrais et les plus pressés. Nous nous entretenons souvent ensemble de ce sage aussi aimable que respectable que nous avons eu le bonheur de connaître personnellement et qu'il nous serait agréable de posséder un jour dans cette demeure champêtre qu'il honora de sa présence il y a cinq ans et où il nous laissa l'espérance de le revoir encore ». (14)

Bonnet envoie à Malesherbes ses ouvrages, dès leur publication ; il l'entretient de ses travaux. Il continue, lui dit-il, à s'occuper « *de la longue et pénible tâche* » de la révision et du perfectionnement de ses œuvres. Il en est actuellement à ses écrits de philosophie :

« *L'essai analytique de l'âme* » est déjà réimprimé et forme le tome VI de l'édition in-4°. »

Il a ajouté beaucoup de notes à la *Contemplation de la nature*. (15) Il soumettra toute son édition au jugement de Malesherbes.

« Je souhaite plus que je ne puis vous l'exprimer, que vous ayez été content des volumes que j'ai déjà mis sous vos yeux ». (Lettre du 25 octobre 1782.) (16)

(12) Mss. Bonnet, 71, f° 93. (Guettard l'avait suspecté de matérialisme.)

(13) Toutefois, nous avons une lettre du 12 juin 1769 (*Ibid.*, 73, f° 43). Bonnet envoie à Malesherbes un exemplaire de son nouvel ouvrage, *Palingénésie philosophique*. Il s'y est principalement occupé, dit-il, du *bonheur futur* de l'homme et des fondements de ce bonheur. Le *même jour*, Bonnet écrit à la duchesse d'Enville ; il lui envoie également son livre et lui en explique le sens :

« Je me suis proposé, lui dit-il, le but le plus grand et le plus noble qui pût s'offrir aux efforts d'un être intelligent et moral ; j'ai souhaité de célébrer dignement ces biens à venir que le Bienfaiteur de l'univers réserve à tous les êtres pensants et à tous les êtres sentants de notre globe. J'ai eu principalement en vue les honnêtes *déistes*, ces déistes qui sont de bonne foi et qu'il fallait tâcher de conduire à la Vérité par une route aussi neuve que philosophique [...]. Vous m'aidez, Madame, dans cette bonne œuvre ; vous saurez vous approprier mes principes, les lier à leurs conséquences naturelles, et faire valoir tout cela au besoin. »

(14) Mss. Bonnet, 76, f° 115.

(15) Amsterdam (1764 et 1765, 2 vol. in-8°). Bonnet développe dans cet ouvrage le principe leibnizien, *natura non facit saltus*, mais au lieu de l'appliquer seulement à l'enchaînement des causes et des effets, il l'étend à toute la nature et à l'organisation des êtres, concevant une immense échelle d'où l'on descendrait par degrés de l'Être suprême, jusqu'aux corps les plus élémentaires et les moins doués de propriétés.

(16) Mss. Bonnet, 76, f°s 72 et 73.

Et Malesherbes le remerciera en des termes qui expriment une admiration réelle, bien éloignés des banales formules de politesse :

« J'ai reçu avec bien de la reconnaissance, Monsieur, la magnifique édition de vos ouvrages, fruit précieux de la vie la plus laborieuse, du plus beau génie et de l'âme la plus vertueuse. C'est au milieu des troubles qui meurtrissent votre malheureuse patrie (17) que vous avez achevé cette belle édition.

« Je suis retiré, ainsi que vous, du tumulte du monde et des affaires et, n'étant pas à portée de vous voir et de vous entendre, mon bonheur dans ma retraite sera de vous lire et de m'instruire dans vos ouvrages... » (18)

Enfin, pour couronner l'édifice, Bonnet envoie à Malesherbes les trois derniers volumes de la *Collection générale de ses œuvres*. Ces volumes roulent presque entièrement sur la philosophie rationnelle. « *Le dernier volume, en particulier, contient divers écrits absolument neufs ou qui n'avaient jamais paru* » (19 septembre 1783). (19) Dans cette même lettre, Bonnet, qui vient d'être élu membre de l'Académie des Sciences (où il était déjà le doyen des correspondants), se félicite d'être devenu le confrère de Malesherbes.

Dans cette correspondance entre Bonnet et Malesherbes, il est plus d'une fois question d'un homme qui était leur ami à tous les deux, le grand naturaliste Duhamel du Monceau, dont la terre était voisine de celle de Malesherbes. La lettre de Bonnet du 17 janvier 1781 est presque entièrement consacrée à Duhamel. (20)

Bonnet se plaint de n'avoir pas reçu de ses nouvelles depuis longtemps. Serait-il malade ? Et Bonnet d'apprécier en ces termes le génie de Duhamel :

« Il ne peint pas la nature à la manière de l'illustre Buffon (21) mais il

(17) Genève fut très troublée dans la seconde partie du XVIII^e siècle par la lutte de la bourgeoisie contre l'aristocratie dirigeante. En 1781, la situation était plus tendue que jamais entre les deux partis opposés, les *représentants* qui voulaient voir porter devant le Conseil général les représentations populaires, et les *négaifs* qui s'y opposaient légalement. Le 8 avril 1782, les représentants prirent à nouveau les armes ; ils n'eurent qu'un succès provisoire : à l'automne, l'ancien ordre des choses fut rétabli à la suite d'une intervention étrangère.

(18) Mss. Bonnet, 36, f^o 88.

(19) *Ibid.*, 76. Il s'agit de l'édition in-4^o (8 tomes en 10 volumes) dont la publication fut achevée en 1783 à Neuchâtel par Samuel Fauche.

(20) Mss. Bonnet, 76, f^o 17.

(21) Le dossier 36 renferme plusieurs lettres de Duhamel du Monceau à Bonnet, notamment une du 23 janvier 1782, sans doute la dernière qu'il lui ait écrite, très dure pour Buffon, « grand amateur de systèmes, qui a adopté sans scrupules tous ceux qui lui sont venus par la pensée ». « Je serais, continue Duhamel, grand admirateur de son ouvrage si, au lieu de l'intituler *Histoire naturelle* du Jardin du Roi, il avait mis : *Poème sur l'histoire naturelle* ». Duhamel est, au contraire, « ennemi déclaré des systèmes » ; il avoue même avoir donné dans « un excès tout opposé ». Malesherbes professait sur Buffon une opinion très proche de celle de ses amis Duhamel et Bonnet. (Cf. chapitre V.)

La *Biographie Universelle* de Michaud, à l'article consacré à Charles Bonnet (tome V, p. 30), donne en note un curieux extrait d'une lettre de Bonnet à Malesherbes (5 mars 1782) qui renferme un jugement très sévère sur Buffon. (« Vous verrez, dit Bonnet à propos de son livre la *Contemplation de la Nature*, la nature désavouer partout son plus éloquent historien et la reproduction des êtres vivants ramenée à ces lois que j'avais tâché autrefois d'établir et contre lesquelles cet historien paraît combattre encore »), et des allusions très intéressantes à l'idée de la préexistence du germe et à la fécondation artificielle.

l'étudie à la manière des Malpighi et des Réaumur. On pourra toujours compter sur ses faits ; parce que sa logique est exacte et qu'il ne voit dans la nature que ce qui y est ».

Bonnet fait savoir à Malesherbes qu'il avait écrit à Duhamel sur la question — très obscure selon lui — de la puissance vitale chez le végétal. Il s'explique à ce sujet et ajoute : « *Duhamel regrettait dans sa physique des arbres de n'avoir pu éclaircir davantage ce sujet ténébreux.* » Il souhaite que Malesherbes réfléchisse, lui aussi, à ce grand problème dans sa retraite philosophique.

Duhamel était effectivement très malade à cette époque. Le 25 octobre 1782, le philosophe de Genthod, qui a appris la mort du grand naturaliste français, fait part à Malesherbes de sa peine et de ses regrets et le prie de lui apprendre les détails de sa fin :

« Vous étiez un de ses plus chers et plus illustres amis. Personne peut-être ne l'a mieux connu que vous et n'a été plus à portée d'apprécier tout ce qu'il valait ». (22)

Malesherbes ne tarde pas de répondre au pieux désir de Bonnet. Le 2 novembre 1782, il lui adresse de Paris la précieuse lettre que voici, entièrement consacrée à la mort de Duhamel et à l'éloge du défunt.

« Je ne croyais pas, Monsieur, que vous eussiez appris si tard la perte que nous avons faite de M. Duhamel, le plus respectable des hommes. Vous connaissez mieux que moi sa valeur, comme homme de lettres, comme physicien, comme naturaliste.

Quant à ses qualités morales, je ne peux vous les peindre qu'en vous disant qu'en vous voyant à Genthod, et ensuite quand j'ai passé aux environs, que suivant ma méthode ordinaire, je causais avec les gens de la campagne et qu'ils me parlaient du maître de la maison voisine, je me croyais aux environs du château de Denainvilliers, habité par M. Duhamel et par son frère, qui est mort deux ans avant lui, qui était moins connu dans le public, mais qui n'était pas moins estimable.

Vous me demandez les circonstances de sa fin et si sa mort a été douce. Je ne l'ai pas vu dans ses derniers moments. Il est mort à Paris, où je n'étais pas. Mais je ne crois pas qu'il ait beaucoup souffert, car M. de Fougereux, son neveu, me mandait qu'il n'avait presque point de connaissance. Il y a plus d'un an qu'il avait eu une attaque d'apoplexie qui lui annonçait celle à laquelle il a succombé. Depuis cette attaque, il n'était pas heureux parce qu'elle avait tellement affaibli sa vue qu'il ne pouvait plus travailler et M. Duhamel ne connaissait aucun plaisir ni même aucune distraction. Le travail lui manquant, il s'est trouvé dans un désœuvrement cruel.

Il se faisait lire, mais la lecture lui était insipide, quand il n'y trouvait

(22) Sur les relations de Malesherbes avec Duhamel, cf. principalement chapitre V. *Le Naturaliste*.

pas de vues utiles au public, qu'il fût en état de suivre. Sa piété a été dans ce temps là son unique ressource et c'en est une bien grande.

Il a recommandé par son testament à M. de Fougereux, son principal héritier, son neveu et son confrère à l'Académie des Sciences, de continuer les ouvrages qu'il a commencés, et M. de Fougereux remplira avec zèle les intentions de son oncle.

Il laisse encore trois autres neveux, frères cadets de M. de Fougereux, dont l'un est capitaine de vaisseau, un officier du corps du génie, et tous deux élevés par leur oncle, par M. Bouguer et par M. Camus ; le quatrième est dans la magistrature, qui était l'état de leur famille paternelle. Tous ces frères sont, chacun dans leur partie, des gens de beaucoup de mérite, et de plus de bien honnêtes gens. Il n'y a point de famille dans laquelle un homme comme Duhamel doit plus espérer de revivre que celle-là.

Vous connaissez, Monsieur, le sincère attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être votre très humble et très obéissant serviteur.

Malesherbes ». (23)

Le parallèle qu'établit ici Malesherbes entre Duhamel et Bonnet, tous deux savants, tous deux gentilshommes propriétaires adorés des campagnards, nous le retrouvons développé dans une lettre d'une importance essentielle écrite par Malesherbes à une autre de ses connaissances genevoises, le libraire Cramer (24), lettre qui confirme ce que nous savions de la ferveur des sentiments que Malesherbes éprouvait pour Bonnet. Mais cette lettre, entièrement autographe, et que nous reproduisons ci-après, est bien plus intéressante encore par ce qu'elle nous révèle des recherches entreprises par Malesherbes pour retrouver, dans les papiers de Montesquieu, un chapitre sur les lettres de cachet qui n'avait pas trouvé place dans l'*Esprit des Loix*. En l'absence d'indication de millésime, nous pouvons considérer comme évident que cette lettre a été écrite entre l'été de 1778, date du séjour de Malesherbes à Genève auquel il fait allusion, — et la mort de Duhamel en 1782 et même de celle de son frère, M. de Denainvilliers, deux ans auparavant, puisque Malesherbes y parle des deux frères, comme étant toujours vivants. Il est même très probable qu'elle se situe peu après le voyage à Genève dont Malesherbes parle comme d'un événement récent : c'est pourquoi le 24 décembre 1778 nous paraît être une date presque certaine. A ce moment-là, Malesherbes devait songer à son futur mémoire sur les lettres de cachet et il lui aurait été utile de savoir ce que Montesquieu avait pensé sur cette grave question.

(23) Mss. Bonnet, 36, f^o 90. « A M. Bonnet de Genthod, à Genthod près de Genève ». Signature autographe.

(24) Il s'agit, soit de Gabriel Cramer, qui publia en 1776 une édition complète en 40 volumes des œuvres de Voltaire, soit de Philibert, son frère.

à Malesherbes le 24 février

Je n'en ai point, Monsieur, un de ces qui me font personnel de donner le moyen
de me de donner qu'en leur le justice le point. Je ne pour le justice, je n'ai donc pas
rien d'autre ^{remette} ~~remette~~ que j'ai en de voir faire quelque chose pour remette
un volume en fait. Je de le rendre prochain si n'est pas possible d'en la partie
de son point le chapitre sur les lettres de cachet dans qui. J'en ai à en connaissance.

Je n'ai donc qu'en la suppression pour qu'il ne soit en ligne de son de connaissance.
Il n'y a rien ^{à regretter} ~~à regretter~~ et il n'est pas possible pour le grand. J'en ai donc qu'en la partie
leur point et qu'en même si n'est pas en de voir donner au point. J'en ai de voir
le chapitre et n'est pas possible que l'autre qu'en la partie. J'en ai de voir
suppression que je n'ai pas de point, et les lettres de cachet, et n'est pas possible
vingt ans après la mort de l'auteur

Monsieur, j'en de connaissance qu'en la partie pour l'histoire que j'en
pour point. Je n'ai pas de connaissance un grand avantage dans la partie que j'en
l'histoire que cela n'est possible de donner la partie de l'histoire. Je n'ai
donc de voir j'en de voir point. J'en de voir point. J'en de voir point.
connaissance au point. J'en de voir point. J'en de voir point. J'en de voir point.
que j'en de voir point. J'en de voir point. J'en de voir point. J'en de voir point.

M. de Malesherbes

75

A M. Cramer à Genève.

A Malesherbes ce 24 décembre [1778].

« Ce n'estoit point, Monsieur, un désir qui me fut personnel de connoître les ouvrages de M. de Montesquieu dont le public est privé. C'est pour le public, c'est à dire pour toute l'Europe pensante que j'ay cru devoir faire quelques démarches pour retrouver un trésor enfoui. M. de Secondat (25) prétend n'avoir pas trouvé dans les papiers de son père le chapitre sur les lettres de cachet dont M. Vernet (26) a eu connoissance. Si M. de Montesquieu l'a supprimé parce qu'il ne la pas cru digne de son ouvrage, il n'y a rien à regretter, et il seroit fâcheux pour les grands hommes qu'on publiât après leur mort, ce qu'eux mêmes n'ont pas cru devoir donner au public. Mais le sujet de ce chapitre m'avoit fait penser que l'auteur pouvoit bien ne l'avoir supprimé que par des motifs de prudence et ces considérations n'ont plus lieu vingt ans (27) après la mort de l'auteur.

Au reste, Monsieur, mes démarches ayant été inutiles, pour l'effet que je me proposoit, j'en retirerai toujours un grand avantage dans l'occasion que cela m'a procurée de recevoir des marques de l'amitié de M. Bonnet, dont je suis bien touché. Avant d'aller à Genève, je désirois de faire connoissance avec luy comme avec un scavant du premier ordre ; depuis que j'ay eu le bonheur de le connoître, il m'a inspiré encore d'autres sentimens. Son caractère de candeur et de bonté ajoute encore le sentiment d'une amitié tendre de la part de ceux qui l'ont vu, à l'estime de ceux qui n'ont fait que le lire. J'ay scu aussi dans mes promenades des environs de sa retraite, à quel point il est précieux à tout le pays qui est soutenu par ses bienfaits, et à cet égard, je ne peux le comparer qu'à Mrs Du Hamel, ses amis et les miens qui jouissent aussi de leur voisinage du même genre de considération acquis par les mêmes moyens et je ne crois pas qu'il s'en trouve un troisième exemple. Ne luy dites pas ce que je vous mande à ce sujet, car je scais qu'il ne fait pas le bien pour être loué, mais ce que je vous prie de luy marquer c'est la reconnaissance que j'ay de toutes ses politesses et de celle de Mde Bonnet et mon désir de remplir l'engagement que j'ay pris et que je n'oublieray pas d'aller les voir à Gentoux quand je repartiray dans vostre pays. Malheureusement, je scais pas encore dans quel tems. Je comptois aller dans le cours de l'an prochain en Italie et prendre ma route par la Suisse. Vous scavés que ma situation a changé par la mort de mon beau-frère (28) et la solitude de ma sœur à qui je seray peut être nécessaire dans le cours de cette année. Je ne scais encore rien de ce que je feray, ce que je scais très bien, c'est que si je ne peux pas revoir Genève, j'y auray grand regret.

Voulés-vous bien faire dire aussi à M. Vernet combien j'ay eu regret de n'avoir pas pu faire connoissance avec luy pendant le peu de jours que j'ay passés à Genève. J'avois bien le désir de le voir d'après sa réputation et je

(25) Jean-Baptiste baron de Secondat, fils de Montesquieu (1716-1796), conseiller au Parlement de Guyenne ; il fut agronome et naturaliste.

(26) Jacob Vernet (1698-1789), pasteur à Genève. C'est à lui que Montesquieu s'était adressé pour la publication de *L'Esprit des Loix*. Ses relations avec Rousseau et ses démêlés avec Voltaire et d'Alembert sont bien connus.

(27) Vingt-trois ans, sans doute.

(28) Jean-Antoine-Olivier, comte de Sénozan, premier président de la 4^e chambre des Enquêtes, puis conseiller d'Etat ; il avait épousé en 1735 Anna-Nicole de Lamoignon, sœur de Malesherbes. Il mourut en 1778 ; l'allusion que fait ici Malesherbes à sa mort récente nous permet de dater cette lettre encore plus sûrement.

suis bien flatté de la réponse qu'il vous a faite sur ce qui me regarde. Il me semble qu'il a été blessé de n'avoir pas reçu de réponse de M. de Secondat et je le conçois aisément. Il en seroit moins surpris s'il connoissoit M. de Secondat. Moy qui vous en parle, je le connois très peu, mais je sçais par tous ses amis, qu'avec beaucoup de mérite, il a un défaut porté à un point inconcevable, qui est sa paresse, sa lenteur, ou plutôt son inaction. M. Vernet n'est pas le seul à qui pareille aventure soit arrivée.

Quant à l'abbé de Guasco, M. Vernet scait sûrement le cri général d'indignation qui s'est élevé à Paris quand par un petit motif de vengeance, contre une femme qui ne l'avoit pas assés bien conseillé, il a eu l'infidélité de mettre au jour des lettres que sûrement M. de Montesquieu regardoit comme devant être noblement oubliées. (29) M. Vernet a toujours très bien fait de se justifier aux yeux du public, mais le peu de cas que l'on fait de l'accusateur ne donnoit pas de poids à l'accusation.

Adieu, mon cher Ami, je vous reverrai dans le milieu du mois prochain. (30) Et sur cela, et sur bien d'autres choses, nous en dirons davantage. Voulés-vous bien présenter tous mes respects à Mde la Duchesse d'Enville. (31)

(Non signée).



Par Charles Bonnet, sans doute, Malesherbes entra en relation avec le naturaliste H.-B. de Saussure. (32) Lorsque Malesherbes se rendit en Suisse, en 1778, Saussure jouissait déjà d'une grande notoriété. Malesherbes ne put le rencontrer durant son séjour à Genève, mais peu après il lui écrivit de Berne la lettre suivante :

(29) L'abbé de Guasco, correspondant et ami de Montesquieu, avait publié, en 1767, sans se nommer comme éditeur, des *Lettres familières du Président de Montesquieu* (in-12°, près de 400 pages). Il y eut d'abord une édition étrangère, puis une édition à Paris. Grimm, dans la *Correspondance littéraire* (15 août 1767), se montre lui aussi très sévère pour Guasco ; il l'accuse d'avoir voulu se venger de l'affront que lui avait infligé Mme Geoffrin en l'excluant de son salon (en 1754). « Il a farci ce recueil de notes injurieuses pour cette femme célèbre. Il rapporte même deux lettres du Président à lui adressées et relatives à cette tracasserie, où le Président parle en terme peu mesurés de Mme Geoffrin et menace de rompre toute liaison avec elle [...]. Il faut du reste être bien bas, bien infâme, pour imprimer ces vilénies après plus de douze ans : c'est s'être donné le temps de la réflexion ».

(30) A Paris évidemment.

(31) La duchesse d'Enville se trouvait à Genève à cette date.

(32) Saussure était le neveu de Bonnet, sa mère, Renée de La Rive, étant sœur de Madame Bonnet.

Il fut, très jeune, professeur de philosophie expérimentale à l'Académie de Genève.

A Monsieur le Professeur de Saussure
à Genève.

A Berne, le 13 Septembre 1778.

« Je ne me serais pas flatté, Monsieur, que des questions aussi frivoles que les miennes fussent portées à un aussi grand naturaliste que vous ni qu'elles me procurassent l'avantage d'être en relation avec un homme aussi célèbre. C'est un dédommagement du malheur que j'ai eu de ne pas vous rencontrer à Genève, malheur que je désire beaucoup de réparer l'an prochain, soit en allant en Italie, soit en revenant.

Je crois cependant, Monsieur, qu'une de mes questions vous paraîtra moins inutile que les autres quand je vous en dirai l'objet. C'est ce qui concerne le pin de Genève que je regarde comme le *pinus silvestris* de nos vieux auteurs. (33)

Vous me marquez que la même espèce qui produit d'assez vilains arbres dans le pays de Gex au pied de la montagne de Salève, en produit de très beaux dans des forêts voisines du Mont-Genis. Voilà précisément ce qu'il était très important suivant moi de constater, et en voici la raison :

Les Anglais cultivent le pin d'Ecosse et nous en envoient de la graine et ils exaltent cet arbre comme très beau et propre à fournir même des mâtures. Je crois même qu'ils ont promis des encouragements pour en multiplier la culture et je crois qu'il est impossible aux botanistes de donner des caractères spécifiques bien certains pour distinguer botaniquement cet arbre de votre pin de Genève.

De plus, vous savez que les mâtures du Nord, venant par Riga, sont estimées les meilleures du monde et très supérieures à celles qu'on fait avec les sapins tirés de nos hautes montagnes, soit Alpes, soit Pyrénées. On a même pour maxime dans la marine de France de n'en point employer d'autres pour les gros bâtiments que ces mâtures du Nord. Or, nos cultivateurs ont fait venir des graines de Riga, comptant avoir des graines de sapins, et il s'est trouvé qu'on leur a envoyé des graines d'un pin qui, à l'aspect des graines, à celui des cônes et même à celui des arbres depuis que ces graines ont levé et qu'il en est venu des arbres, n'offre aucun caractère différent du *Pinus genevensis* ou *Pinus silvestris*.

Cela donne lieu de soupçonner que c'est le même arbre, le *Pinus silvestris* des anciens, qui, suivant la nature du terrain, devient ou un arbre médiocre qu'on ne peut employer qu'à faire des conduites d'eau, ou des arbres superbes pour la mâture.

En suivant cette vue, il faudrait donc essayer si les arbres de forêts voisines

(33) Malesherbes est très intéressé par le *pinus silvestris*. Voici ce qu'il en dit dans ses *Notes sur la botanique* que nous avons consultées dans les archives de M. Duhamel de Fougereux au château de Vriigny (Loiret) : « M. Daubenton de Montbard sait que le pin maritime ne convient pas dans les terrains crayonneux, mais il propose d'y substituer le *pinus silvestris*, ou pin de Genève ou d'Ecosse ; je le crois d'autant plus volontiers que la dénomination prouve assez que le maritime se plaît sur les côtes de la mer souvent toutes couvertes de dunes de sable, comme celles où sont les pins de Bordeaux. D'autres pays maritimes comme, en Provence : les bois de l'Estrelle [Esterel], de St-Tropez, où ce pin domine, sont aussi tous pays sablonneux ; le *pinus silvestris*, au contraire, qui couvre, à ce que m'a dit M. Guettard, presque toute la Lithuanie et des grandes forêts en pays plat, en Pologne et en Allemagne, se trouve sûrement souvent dans des pays de terre calcaire. »

du Mont-Cenis, que vous m'indiquez, ne pourraient pas être employés à cet usage.

Il est possible que cette expérience n'ait pas été faite parce qu'il est reçu comme un principe incontestable que les bonnes mâtures sont de sapin et non de pin, et les constructeurs de nos ports ne savent pas que celles qui viennent de Livonie sont des pins. Ils croient que c'est un sapin supérieur aux nôtres. Ils seraient peut-être étonnés d'apprendre que dans le Dauphiné ou la Savoie, il se trouve des pins égaux pour la bonté à ceux qu'on fait venir à si grands frais du Nord.

On m'a dit aussi qu'à un lieu du Mont Jura nommé *Pétra Félix* et qui n'est pas fort éloigné du lac de Joux, il y en a d'une grande hauteur et d'une grande beauté. Cela vaut sûrement la peine d'être vérifié.

Je crains, Monsieur, de vous ennuyer par ce long détail, mais le plaisir d'être en relation avec vous me rend peut-être importun.

Je vous prie d'être persuadé de l'attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« Malesherbes ». (34)

Saussure s'empresse de donner à Malesherbes les renseignements qu'il lui demande, et au printemps suivant, celui-ci a encore recours à ses lumières et lui adresse un bref mémoire (35) :

« Le zèle de M. de Saussure pour l'histoire naturelle et surtout pour ce qui intéresse le bien de l'humanité est si connu qu'on peut s'adresser à lui en toute confiance pour une expérience qui par la suite des temps peut devenir utile.

Il a déjà bien voulu éclairer mes doutes sur la croissance des pins en Suisse et en Savoie en m'apprenant que, pendant que ceux de presque toute la Suisse et nommément de la montagne de Salève sont très petits et très vilains, il y a cependant des forêts au pied du Mont-Cenis où cet arbre s'élève à la même hauteur que les sapins. Il reste à savoir si cette différence vient de l'espèce de l'arbre où si elle n'est due qu'à la nature des terrains. On ne peut s'en assurer que par expérience car il n'y a pas entre ces différents pins un caractère botanique certain qui puisse les faire distinguer. Or, je crois cette expérience utile parce qu'à présent surtout que beaucoup de Français s'adonnent à la culture des pins et même que certains les cultivent en grand dans les pays qui y sont propres, il serait bon de les avertir qu'il faut en prendre de la graine dans les pays où croît la belle espèce, s'il y a réellement deux espèces différentes.

C'est pourquoi je voudrais avoir de la graine des plus beaux pins que connaît M. de Saussure et en avoir aussi des plus vilains comme ceux qui viennent de la montagne de Salève. Je les semerais séparément et ensuite, je les planterais dans le même terrain en distinguant avec bien de la précaution la partie où chacun serait et y faisant même des marques constantes

(34) Bibliothèque de Genève, *Archives de Saussure*, K 12 (signature autographe).

(35) *Archives de Saussure*, K 12. Copie. Date 1778. En haut, de la main de Saussure, « Mémoire de M. de Malesherbes. Répondu le 22 may 1779 ».

pour que par suite des temps on ne pût s'y méprendre et dans quelques années, on verrait la différence du produit des uns et des autres ». (36)

Cette question du pin de Genève passionne Malesherbes, et ce qui l'intéresse tout spécialement, c'est l'aptitude des pins à fournir de robustes mâtures pour les vaisseaux. Fort des renseignements que lui a donnés Saussure, et de ceux aussi qu'il a recueillis chez le fameux médecin lausannais Tissot, il adresse le 1^{er} février 1780 au ministre de la Marine, un mémoire contenant des propositions précises concernant la recherche des pins à mâture. Voici comment l'administration de la Marine résume et présente ce mémoire, auquel elle donne son approbation (11 février 1780) (37) :

« M. de Malesherbes en faisant part à Monseigneur dans le mémoire ci-joint des renseignements qu'il s'est procuré tant à Genève qu'en Suisse sur l'essence de l'arbre propre pour la mâture des vaisseaux, pense qu'il serait possible de s'en procurer en France d'aussi bonne qualité que ceux que nous tenons du Nord.

Après avoir établi comme un fait incontestable que l'arbre qui produit les bois de mâture n'est pas un sapin, mais un pin, et avoir cité plusieurs exemples, et entre autres le Sr. Barbé, maître mâteur à Brest, qui ayant apporté en France des graines du vrai arbre qui donne les belles mâtures, ces graines qu'il a semées ont produit un pin, M. de Malesherbes conclut que, si l'on veut chercher en France et dans le voisinage du royaume des bois de mâture qui puissent tenir lieu de ceux du nord, ce sont les pins et non les sapins qu'il faut examiner.

Mais comme il a observé que les pins qui sont très connus en Suisse, dans les vallées et le long des chemins, ne sont que des arbres médiocres et rabougris, il a cru devoir consulter M. Tissot. Ce célèbre médecin, en convenant que la plus grande partie des pins qui croissent en Suisse ne peuvent être d'aucun usage pour la marine, l'a assuré avoir vu avec étonnement, dans une forêt située dans le Mont-Jura, qui vient d'être détruite, des pins égaux par la hauteur et la beauté aux plus grands sapins. M. de Saussure à qui M. de Malesherbes a cru devoir demander des renseignements sur cet objet important, a répondu exactement comme M. Tissot et il a indiqué deux forêts situées au pied du Mont-Cenis terre de Savoie du côté de France, dans lesquelles il se trouve des pins aussi gros et aussi droits que ceux du Nord.

Cette observation confirmant celle de M. Tissot, M. de Malesherbes pense qu'il est essentiel de s'assurer de la qualité de ces bois. Il propose en conséquence, d'envoyer à cet effet un maître mâteur dans ces forêts ou du moins

(36) Saussure, à qui Malesherbes a recours pour éclairer ses recherches de naturaliste, correspondait avec les personnages les plus en vue. La Bibliothèque de Genève renferme 12 lettres qui lui furent adressées par la duchesse d'Enville, 25 lettres par le fils de celle-ci, le duc Louis-Alexandre de La Rochefoucauld ; il écrit à Voltaire pour lui recommander les intérêts du géologue Faujas de St-Fond, dans le procès qu'il soutient contre l'éditeur Ruault (26 avril 1777, réponse de Voltaire datée du même jour, *Archives de Saussure* K 19) ; nous avons d'autre part (*Ibid.*, K 13) deux lettres de Condorcet à Saussure ; l'une du 4 avril 1774 où il soumet à l'auteur du *Plan de réforme pour le collège de Genève* ses idées sur l'instruction et l'éducation de la jeunesse ; l'autre du 11 août 1777 où il demande à H.-B. de Saussure de lui procurer du... crottin de chamois pour en faire un remède contre le cancer.

(37) *Archives Nationales*. B1 93, f^os 234 et 235. (Marine, service général. Décisions, année 1780). A la fin des deux derniers paragraphes, figure la mention « approuvé ».

de procurer une bille de ces bois pour en constater la qualité et la pesanteur spécifique. Il ajoute que si les arbres de ces deux forêts sont reconnus propres au service, il y a lieu de croire qu'on en trouvera de semblables en Suisse et en France et particulièrement en Alsace et dans les Pyrénées.

Il pense au surplus que les naturalistes de Lyon qui fréquentent les montagnes voisines du Mont-Cenis, seront certainement dans le cas de donner de grandes lumières sur les forêts dont il s'agit et que M. le chevalier de Fleurieu pourrait demander à M. son frère, excellent naturaliste (38), d'indiquer quelqu'un pour en faire la visite. Si Monseigneur adoptait ce projet, M. de Malesherbes pourrait donner à la personne qui serait choisie des avis plus détaillés.

En informant que plusieurs particuliers élèvent des bois qui seront un jour propres à la mâture, M. de Malesherbes désirerait que le gouvernement, qui ne peut pas s'occuper de cet objet dans ce moment, encourageât un établissement et fît connaître à ces particuliers qu'il y prend intérêt ». (39)

* *

Ce Docteur Tissot, que Malesherbes a consulté sur une question qui n'a aucun rapport avec la médecine, n'était pas un genevois, mais un Lausannais. (40) Il est toutefois considéré par les genevois presque comme un des leurs, puisqu'il a fait la plus grande partie de ses études dans cette ville et que, plus tard, après l'immense succès de son livre de vulgarisation médicale, *Avis au peuple sur sa santé* (1761), la république de Genève lui accorda une pension. Avec cet apôtre de l'inoculation, avec ce médecin résolu à ne se fonder que sur l'observation attentive des faits, Malesherbes doit se sentir en communion d'idées. Il l'a vu lors de son voyage en 1778 ; en 1780, l'année même où il écrit ce mémoire sur les pins à mâtures, il invite Tissot — qui se trouve alors à Paris — à venir dîner chez lui.

« Je viens d'arriver de la campagne, Monsieur, et je suis à Paris pour bien peu de temps [...]. Je suis convenu avec Mme Blondel de vous demander si vous serez libre ou mercredi ou samedi ou dimanche ou lundi prochain et si vous voudriez me faire l'honneur de venir dîner à Montmartre. Je vous serai très obligé de me faire dire celui des jours que vous voudrez bien choisir pour que je l'en prévienne. J'espère aussi que M. votre neveu

(38) Claret de Fleurieu, né à Lyon en 1738, avait débuté par un mémoire sur la construction des navires. Ingénieur hydrographe, savant, administrateur éminent, il venait d'être appelé par Louis XVI à la direction des ports et des arsenaux. Il s'appliqua aussi à la détermination des longitudes en mer et devint ministre de la Marine en 1790.

(39) Il est curieux de constater que la question du pin de Genève, du pin des Alpes et de leur emploi possible dans les mâtures, occupe une place importante dans la correspondance du duc Louis-Alexandre de La Rochefoucauld, fils de la duchesse d'Enville, avec H.-B. de Saussure (*Archives de Saussure*, K 1). C'est par Malesherbes que le duc avait été initié et intéressé à ce problème et c'est surtout à Malesherbes qu'il devait son goût pour la botanique et la géologie.

(40) Samuel-André-David Tissot (1728-1797), auteur entre autres ouvrages d'une *Dissertation de febribus biliosis seu Historia epidemica Lausannensis* (17758), d'un *Traité de l'épilepsie*, d'un *Traité des nerfs et de leurs maladies*, eut une célébrité européenne. Il refusa la place de premier médecin auprès du roi de Pologne et de l'électeur de Hanovre ; il accepta de l'empereur Joseph II, une chaire à l'Université de Pavie ; Pie VI le reçut à Rome, bien qu'il fût protestant. Il fut en même temps qu'un grand médecin, ce que nous appelons aujourd'hui un hygiéniste.

voudra bien vous y accompagner. Vous connaissez tous les sentiments avec lesquels... » (41)

*
**

C'est par l'intermédiaire de la duchesse d'Enville, lien vivant entre la pensée genevoise et la France, que Paul Moulton, avant de publier son édition des *Confessions*, consulte Malesherbes qui avait été — nul ne l'ignorait — l'ami intime de Jean-Jacques. Malesherbes connaissait Moulton. L'avait-il vu à Genève au cours de son voyage de l'été 1778 ? Nous ne le croyons pas, car nous savons que Moulton se trouvait en France au début de l'été et que c'est à Paris qu'il apprit la mort de Rousseau, le 2 juillet. (42) Toujours est-il que le 17 mars 1782, Malesherbes répond à l'exécuteur testamentaire de Rousseau par la longue et importante lettre que l'on va lire. (43)

A. M. Moulton à Genève.

A Malesherbes, ce 17 mars.

Mde la Duchesse d'Enville m'a communiqué, Monsieur, avec votre permission, la lettre que vous lui avés écrite sur l'édition des œuvres de notre ami. C'est une marque de confiance dont je sens tout le prix et à laquelle je suis infiniment sensible.

Elle m'autorise à vous faire sur cette édition quelques observations que voicy :

1°) Quoique M. Rousseau ait pensé qu'il n'y à rien dans la première partie de ces mémoires qui puisse nuire à personne, je me souviens très bien que dans la copie qu'il m'en a communiquée, il parle d'une dame de Bourg St-Andéol qu'il a connue, sans être connu d'elle sous son vrai nom et dont il a obtenu les faveurs, passant pour un Anglois. Il est possible qu'elle soit morte à présent, cependant elle peut vivre encore, et fut-elle morte, cette anecdote pourroit faire de la peine à sa famille.

Or, sans rien changer du texte, il n'y a qu'à supprimer le nom de la femme et celui de la ville ou elle habita et il est impossible que personne la reconnoisse. Je vous exhorte d'avoir cette attention, mais si le nom de la ville où elle l'emeure est imprimé, tous les gens du pays la reconnoîtront aisément.

2°) Il paroît par votre lettre, que la seconde partie ne paroîtra pas. Si vous acquiériés (*sic*) sur cela quelque certitude, et que vous puissiés me le marquer, je vous en serois très obligé. Cela serviroit à calmer les mortelles

(41) Sur les relations de Tissot avec la Pologne, cf. Jean Fabre, *Stanislas Auguste Poniatowski et l'Europe des lumières*, p. 274.

(42) Cf. Francis de Crue, *L'ami de Rousseau et des Necker, Paul Moulton à Paris, 1778*. (Paris 1926) Il est souvent question dans cet ouvrage de la duchesse d'Enville, mais non de Malesherbes. On sait, d'autre part, que Moulton alla rendre visite à Condorcet peu avant la fin de mai.

(43) *Bibliothèque de Genève*. Mss. Suppl. 357, f° 53. Lettre entièrement autographe. Nous l'avons déjà publiée et commentée dans notre ouvrage *Jean-Jacques Rousseau et Malesherbes, d'après des documents inédits*, ainsi qu'une autre lettre au même Moulton et une lettre de Moulton à Malesherbes.

inquiétudes de quelques personnes qui craignent de s'y voir exposées à la risée du public, et il y en a que je connois à qui je sais que je ferois le plus grand plaisir en les rassurant sur cette crainte.

3°) Je crois qu'il est bon de vous donner quelques éclaircissemens sur les lettres qui me sont adressées dont vous avés une copie et dont M. de Gérardin en a une autre que je lui ay donnée.

M. Rousseau qui avoit le malheur d'être soupçonneux imagina qu'un de ses amis le trahissoit et retardoit l'édition de son *Emile*, dans l'espoir qu'il mourroit bientôt pour livrer ensuite cet ouvrage aux Jésuites qui le mutileroient et le donneroient au public accomodé à leur façon. Je vins à bout de le détromper, et il eut des remords de ses soupçons d'autant plus vifs que je lui prouvay que son ami travailloit au contraire pour ses interests. Il m'écrivit une longue lettre que je n'ay plus, ce que je regrette beaucoup, où il me peignit ses remords avec son énergie ordinaire, et m'avoua qu'il avoit le malheur d'être enclin aux soupçons. Je luy renvoyay sa lettre en lui faisant réponse et je luy manday que je pensois qu'il ne désiroit pas que cette lettre où il m'avouoit un défaut de son caractère, restât entre mes mains.

Je luy manday en même tems que c'estoit à la solitude et à la maladie que j'attribuois cette disposition atrabilaire. C'est là ce qui a donné lieu aux quatre lettres que vous avés ou il a voulu me peindre son caractère. Vous y verrés qu'il me dit qu'il n'exige pas que je luy rende ses lettres, cependant il garda celle ou il avoit fait cet aveu, contre lequel il revient dans les quatre grandes lettres.

Je vous dis que je la regrette, parce que je crois qu'elle ne nuirait point du tout à sa réputation. On ne sait que trop jusqu'à quel point il avoit le défaut en question : le malheur d'être soupçonneux et cette lettre prouveroit qu'il scavoit revenir et se repentir.

Ce qu'il me dit dans les mêmes lettres de l'ouvrage auquel je luy avois proposé de s'employer, se rapporte à une offre que je luy avois faite de travailler au Journal des Scavans bien des années auparavant et dans un tems où je ne le connoissois pas personnellement. Je me serois bien gardé de luy faire cette proposition quand je l'ay connu.

4°) Quand on a débité dans le monde que la veuve de Rousseau alloit faire imprimer en pays étrangers toutes les lettres qu'avoit reçu son mari, j'en ay été un peu inquiet pour mon compte. Dans l'intime liaison que j'ay été avec luy, je luy ay écrit plusieurs fois sur des choses qui me concernent moy et ma famille et je serois très fâché que tout cela fut divulgué.

Je ne peux pas me souvenir de ce que je luy ay écrit, mais je vois par les réponses que j'ay gardées, sur quels objets rouloient mes lettres. J'ay été trouver M. de Gérardin qui a la confiance de la veuve. Il m'a dit qu'elle n'a trouvé aucune lettre de moy, et que s'il en [est] encore elles sont entre vos mains. Dès lors, je n'en ay plus aucune inquiétude.

Je vous demande pardon, Monsieur, de l'excessive longueur de cette lettre et de la peine que vous aurés à déchiffrer mon écriture, mais je n'ay pas cru devoir la confier à un copiste. Vous connaisés les sentimens avec lesquels j'ay l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Malesherbes.

La lettre que nous venons de reproduire in-extenso est riche d'enseignements. Elle nous apprend tout d'abord que Malesherbes connaissait les *Confessions*, puisqu'il rappelle que Rousseau lui en avait communiqué une copie (soit le texte même qui se trouvait depuis mai 1776 entre les mains de Moulton et qu'on désigne sous le nom de manuscrit de Genève, soit la copie que Rousseau devait garder par devers lui et qui est conservée à la Chambre des députés) ; il en garde un souvenir précis. La dame de Bourg-Saint-Andéol dont il est question ici n'est autre que Mme de Larnage : or dans l'édition de 1783, le nom de Mme de Larnage ne figure point au livre VI où son aventure amoureuse avec Rousseau est contée ; c'est d'ailleurs ce que souligne Grimm dans la *Correspondance littéraire* en juillet 1782 en exprimant ses regrets : « On signale que la dame du voyage de Montpellier n'est désignée que sous le nom de N... Nos mémoires secrets nous ont révélé que c'était une dame de Nicolaï. Pourquoi le laisser ignorer à la postérité ? » L'auteur de la *Correspondance* ignoreait que cette suppression était due au tact de Malesherbes. (44)

Mais cette lettre appelle d'autres remarques.

Moulton a dit à la duchesse d'Enville qu'il ne ferait pas paraître la seconde partie des *Confessions*. On sait, en effet, que cette seconde partie ne parut qu'en 1789 par les soins de Pierre Moulton, fils de Paul mort dans l'intervalle, et qui déclara qu'il ne se croyait pas obligé de tenir les engagements de son père (en réalité, il craignait d'être devancé par le marquis de Gérardin qui pouvait avoir pris copie du manuscrit demeuré dans les papiers de Rousseau). Quand Malesherbes parle de « mortelles inquiétudes » de certaines personnes qui craignaient de se voir ridiculisées, il n'exagère en rien : lorsque pendant l'hiver 1770-1771, Rousseau avait fait des lectures privées des *Confessions*, dans plusieurs salons, l'émotion avait été telle, surtout dans le clan des amis de Mme d'Epinay et de Grimm, que le lieutenant de police avait reçu des lettres de plaintes et de protestations.

Dans le troisième point de sa lettre, Malesherbes évoque l'affaire de *l'Emile* et les affres que connut Rousseau à cette époque. Nous ne reviendrons pas sur cette dramatique histoire, bien connue au demeurant et dont nous avons rappelé dans un ouvrage antérieur les étapes principales. Indiquons seulement que la lettre dans laquelle Jean-Jacques s'accuse et manifeste ses remords — et que Malesherbes regrette de n'avoir plus en sa possession puisqu'il la lui a retournée — est évidemment celle du 23 décembre 1761, dont l'original autographe est conservé à la Bibliothèque de la Chambre des Députés et dans laquelle il déplore son « ridicule éveuglement » et déclare :

« Depuis plus de six semaines ma conduite et mes lettres ne sont qu'un tissu d'iniquités, de folies, d'impertinences. Je vous ai compromis, Monsieur.

(44) Le nom de Madame de Larnage ne devait figurer que dans l'édition de 1790.

Vous avez tout enduré, tout fait pour calmer mon délire... J'ouvre en frémissant les yeux sur moi, et je me vois tout aussi méprisable que je le suis devenu... »

Quant à la réponse de Malesherbes, justifiant le délire soupçonneux de Rousseau par la « *solitude et la maladie* », c'est la longue lettre du 25 décembre dont la minute autographe est conservée à la Bibliothèque Nationale (Mss. Nouv. Acq. 1183) (45) et qui contient une admirable description pleine d'indulgence, comme de vérité psychologique, du caractère de Jean-Jacques.

Malesherbes rappelle également à Moulton l'offre qu'il fit à Rousseau — et que celui-ci déclina — de collaborer au *Journal des Savants*. On sait que cette offre fut faite en novembre 1759 par l'intermédiaire de M. de Margency. Rousseau expose longuement au livre X des *Confessions*, les raisons pour lesquelles, malgré la crainte qu'il avait de déplaire à M. de Margency et à Malesherbes, il se résolut à la refuser, se jugeant incapable de remplir correctement cette fonction de critique littéraire, incompatible avec son caractère indépendant.

Mais ce qui confère un prix inestimable à cette lettre de Malesherbes à Moulton, c'est l'aveu qu'il lui fait des craintes qu'il éprouva lorsqu'il put croire que ses lettres confidentielles étaient sur le point d'être divulguées. Nous savions par ce qui subsiste de sa correspondance avec Rousseau que l'amitié qui les unissait avait été grande, mais nous ne savions pas que Malesherbes était allé *jusqu'à confier par écrit*, à Rousseau, des secrets personnels et des secrets de famille si graves que la crainte de leur divulgation, même en 1782, le contraignit de prier M. de Girardin de faire une démarche auprès de Thérèse Levasseur. Il est probable que ces lettres confidentielles ont été détruites par Jean-Jacques. Que celui-ci ait agi loyalement en se refusant à les livrer à la postérité, c'est ce qui ne fait aucun doute, mais notre indiscrete curiosité ne se console pas aisément de leur perte.

*
* *

Nous ne pouvons que conjecturer, en l'absence de documents précis, les relations qu'entretint vraisemblablement Malesherbes avec d'autres savants et penseurs genevois, tels que Georges-Louis Le Sage (le fils), physicien et mathématicien, correspondant de l'Académie des Sciences ; Jean-André de Luc, le célèbre physicien et géologue. On pourrait en nommer d'autres. De Luc et Le Sage, pour ne parler que d'eux, étaient les correspondants et les amis de la duchesse

(45) Comme la précédente, elle figure dans la *Correspondance générale de J.-J. Rousseau*, par Th. Dufour et de P.-P. Plan, cf. tome VII, pp. 8, 10 et suiv.

d'Enville, et il serait assez surprenant que Malesherbes se soit borné à entendre vanter leurs mérites. (46)

Le dernier voyage que fit Malesherbes à Genève eut lieu (nous l'avons dit au chapitre précédent) durant l'été de 1791. C'était au lendemain de la fuite à Varennes et la Révolution commençait à prendre un visage terrible. Malesherbes était allé passer quelques semaines auprès de sa fille Mme de Montboissier, émigrée à Lausanne. Il revit certainement ses amis genevois et notamment Bonnet (qui vivra jusqu'en 1793) et Saussure auquel son ascension du Mont-Blanc (47) et ses grands voyages d'études avaient valu un immense prestige, Saussure qui avait souhaité d'être le médiateur entre l'aristocratie et le peuple de Genève et qui exerçait sur ses concitoyens meurtris et déçus une influence apaisante et salutaire.

Malesherbes aussi rêvait d'une révolution sage qui accorderait au peuple la liberté et des droits légitimes sans se laisser entraîner à tout détruire dans le déchaînement des violences.

Il aurait pu demeurer à Lausanne ou à Genève et cultiver les lettres et les sciences au milieu d'une société qui lui était chère ; mais la conscience de son devoir le remporta vers ses destins.

(46) L'intérêt que porte Malesherbes à tout ce qui se passe à Genève n'est pas douteux. Rappelons que lorsque son correspondant et ami, La Bourdonnaye de Boishullin, procureur général syndic des Etats de Bretagne, fait un séjour dans cette ville en 1765 pour se faire soigner par Tronchin, il se fait renseigner par lui sur les Français notables qui résident alors à Genève, sur l'état d'esprit des magistrats genevois à l'égard de Voltaire et de Rousseau, etc... Nous apprenons aussi par cette correspondance que l'imprimeur genevois Gabriel Grasset fait passer à Malesherbes par une voie secrète plusieurs paquets d'exemplaires des *Lettres de Voltaire sur les miracles* (*Archives de Tocqueville*).

(47) C'est le 21 juillet 1788 que Saussure avait atteint le sommet du Mont-Blanc.

CHAPITRE VIII

LA GRANDE AFFAIRE

I

LA PREPARATION DES MEMOIRES SUR L'ETAT-CIVIL DES PROTESTANTS

LA BATAILLE POUR L'EDIT DE TOLERANCE

« Il y a dans cette grande affaire deux points également importants :

« D'un côté les moyens appuyés par le droit, la politique et la raison, et de l'autre côté la conduite pour parvenir au succès ».

(RULHIÈRE à MALESHERBES, mars 1785).

Malesherbes revient en 1784 à ses projets en faveur des protestants. Début de ses relations avec Rulhière sous l'égide du baron de Breteuil. Trois ans d'étroite collaboration avec Rulhière : une correspondance inédite. — Les deux mémoires s'achèvent : difficultés, retard dans leur publication. — Pierre-Louis Lacretelle et La Fayette. — Lettres de La Fayette à Malesherbes. — Rabaut Saint-Etienne ami et auxiliaire de Malesherbes : une correspondance (1787-1788). — L'Edit de Tolérance : la victoire remportée. Malesherbes et Paul Rabaut. — Réaction provoquée par l'Edit. — Malesherbes veut aller plus loin.

Malesherbes n'avait pas abandonné l'espoir de faire rendre justice aux protestants ; mais après le mémoire de 1779, après ses travaux sur Bâville et les Camisards et sa passe d'armes avec d'Alembert, il avait laissé sommeiller ses projets. Il s'y remit en 1784 après avoir reçu la visite de l'écrivain Rulhière qui lui était recommandé par le baron de Breteuil, alors ministre de la Maison du Roi. (1)

(1) C'est assez mystérieusement qu'en mai 1784 Malesherbes écrit au baron de Breteuil pour lui parler de cette visite et pour lui demander des renseignements sur Rulhière. M. de Breteuil lui répond le 21 mai, et les deux hommes conviennent d'un rendez-vous. Breteuil désirait inviter à dîner M. et Mme de Rosanbo avec Malesherbes : celui-ci décline l'invitation, ne voulant même pas que l'affaire se traite en présence de sa fille et de son gendre ! (*Archives de Rosanbo*, carton 16, dossier 1).

Mis en confiance par celui-ci, Malesherbes convient d'un rendez-vous avec Rulhière, rendez-vous très secret ainsi que le prouve la lettre ci-dessous du 26 mai.

Monsieur,

J'aurois gravi les plus hautes montagnes avec l'espérance de vous trouver au sommet. M. le baron de Breteuil m'a dit qu'il avoit eu l'honneur de vous prévenir du sujet très important pour lequel il m'a prescrit de vous demander une audience. Je me rendrai vendredi, comme vous me l'ordonnés, chez Mme de Sénozan. (2) Je suis confus que vous daigniez me laisser le choix de l'heure. On m'a dit hier que vous aimiez à sortir à piés les matins : je me conformerai donc à cette habitude et me rendrai à vos ordres chez Mme de Sénozan à dix heures du matin.

Je suis avec un profond respect, Monsieur...

Rulhière.

Au cours de cette entrevue matinale, Malesherbes et Rulhière ont échangé leurs idées sur le problème protestant qui les intéresse l'un et l'autre. Malesherbes a parlé à Rulhière du nouveau mémoire qu'il médite et qu'il a déjà commencé ; Rulhière l'a entretenu de l'ouvrage qu'il projette sur le même sujet et pour lequel il a besoin des lumières de Malesherbes.

Le 7 juillet suivant, celui-ci écrit à son nouvel ami :

« Je vais à Malesherbes, Monsieur, dans peu de jours, et c'est là que je compte faire le mémoire dont nous avons parlé parce que j'y ay tous les matériaux sur lesquels je travaillerai [...]. Cet ouvrage s'est trouvé beaucoup plus considérable que je ne croyois, parce qu'il ne suffit pas de donner ses idées, il faut les prouver ; pour les prouver il faut exposer l'état de la question et tâcher de la rendre sensible non seulement pour le baron qui n'a pas beaucoup étudié cette matière, à ce que je pense, mais pour le roy lui-même si quelque jour on lui met ce mémoire sous les yeux ».

Il esquisse ensuite le plan de son mémoire : une première partie, historique, la plus longue, où il tâchera de faire voir « *ce qu'on auroit dû faire et ce qu'il est encore tems de faire* » ; une seconde partie qui contiendra les projets de nouveaux règlements et un nouveau plan d'administration. Il poursuit :

« Mais avant d'arranger tout cela et de le mettre au net, il seroit nécessaire que j'eusse avec vous une grande conversation dans laquelle je vous lirai ce qui est déjà fait et le plan de ce qui reste à faire pour convenir de ce qu'il faudra peut-être ajouter ou retrancher.

« Ce ne peut être que dans une conversation que nous nous expliquions, parce que je ne peux pas vous envoyer mes brouillons qu'il n'y a que moy au monde qui puisse déchiffrer. Aussi je vous prie de me donner un rendez-vous [...]. C'est aujourd'hui mercredy et c'est dimanche que j'iray à la campagne [...]. Je demeure à présent chez moy rue des Martirs ».

(2) Malesherbes n'avait aucun secret pour sa sœur.

A partir de ce juillet 1784 va s'établir entre Malesherbes et Rulhière une collaboration étroite et constante, fondée sur une sympathie réciproque, certes, mais aussi et davantage encore sur les services qu'ils peuvent se rendre l'un à l'autre. Ils se proposent le même but, ils travaillent sur le même objet : or, Malesherbes, déjà très avancé dans l'étude de la question protestante, dispose de nombreux documents qui lui viennent du cabinet de son père, sans parler des mémoires qui lui ont été adressés quand il était ministre. L'historien Rulhière, de son côté, est en contact fréquent avec le baron de Breteuil, qu'il connaît de longue date puisqu'il fut jadis son secrétaire quand Breteuil était ambassadeur en Russie (3) ; de plus, sa place aux Affaires étrangères lui donne accès aux archives les plus secrètes ; il est en mesure de renseigner Malesherbes sur un grand nombre de points obscurs et de lui fournir des documents précieux. De cette collaboration assidue, d'où sortiront les deux mémoires imprimés de Malesherbes et les *Eclaircissements historiques* de Rulhière, nous avons le meilleur témoignage dans une correspondance inédite qui s'échelonne de l'été 1784 à la fin de l'année 1787, c'est-à-dire sur plus de trois années. (4)

De quoi est-il question dans cette correspondance ? De tout ce qui peut intéresser le travail auquel se consacrent ces deux hommes et la grande cause qu'ils défendent. Malesherbes, qui reçoit à plusieurs reprises son ami à la campagne, lui confie les matériaux dont il dispose (5) ; il le tient régulièrement au courant de l'état d'avancement de ses mémoires ; il lui fait part des difficultés rencontrées : « le travail devient plus long parce que je veux qu'il soit exact, qu'il faut pour cela lire et faire des recherches » ; il tient compte des conseils que lui donne Rulhière :

« Vous m'avez vu hier un peu effarouché de la proposition de changer tout l'ordre de mon travail et de rejeter la plus grande partie à des traités ou

(3) Rappelons qu'à son retour de Petersbourg, Rulhière avait écrit une *Histoire de la Révolution de Russie* dont il fit circuler le manuscrit malgré les efforts de Catherine II pour le faire supprimer. Rulhière avait écrit également une *Histoire de l'anarchie polonaise*, demeurée inachevée et pour laquelle il avait puisé largement dans les archives.

(4) *Archives de Rosanbo*, carton 16, dossier 1. Il y a des lettres de Malesherbes qui sont des minutes tantôt autographes, tantôt de la main de Baufre, et des lettres de Rulhière. Un certain nombre de lettres de Rulhière figurent aussi, éparses, non classées, dans les archives de Tocqueville. Cette correspondance est particulièrement abondante au cours de l'année 1785.

(5) En août 1784, Rulhière fait un premier séjour à Malesherbes, et en partant il signe la reconnaissance suivante où il faut voir non une marque de défiance de son hôte, mais une précaution légitime : « Je reconnais avoir entre les mains plusieurs ouvrages manuscrits de M. de Malesherbes, qu'il a bien voulu me confier, qui appartiennent à lui seul et doivent lui être remis à sa première demande, et qui par conséquent ne peuvent être confondus dans aucun cas avec les papiers et mémoires du département des Affaires étrangères dont je suis dépositaire [...]. A Malesherbes le 13 août 1784. Signé Rulhière. » (Ces manuscrits sont : 1° les lettres à d'Alembert au sujet de M. de Bâville et la lettre d'envoi au même d'Alembert ; 2° le *Mémoire sur les affaires de religion* et une lettre de Maurepas en réponse à la communication de ce mémoire ; 3° le mémoire sur la démarche que MM. de la 3^e Chambre des Enquêtes se proposent de faire au sujet du mariage des protestants ; 4° le *mémoire sur le mariage des protestants fait en 1779* ; 5° un projet de déclaration sur le mariage des protestants, et plusieurs autres pièces.

longues notes séparées. Il me semble que cela alloit me donner un travail immense, mais j'y ay songé depuis. Il est vrai que vous avés entièrement raison, que cela est nécessaire pour que ceux qui liront le mémoire puissent en suivre aisément le fil et en y réfléchissant je trouve que ce changement ne sera pas aussi long et difficile à faire que je le craignois... »

Il explique nettement le but qu'il poursuit :

« Le mémoire est fait dans la vue de démontrer la vérité aux gens impartiaux, et en même tems de faire voir les motifs secrets qu'ont eu les gens de parti, assez clairement pour qu'ils aient honte de soutenir ce qu'ont soutenu leurs prédécesseurs... »

Rulhière, de son côté, prodigue à Malesherbes des observations concernant l'ordre et l'arrangement de son mémoire ; il lui suggère un plan destiné à faire de leurs deux ouvrages des travaux complémentaires l'un de l'autre :

« Je crois en effet, Monsieur, que la division de votre ouvrage en plusieurs traités séparés auroit des avantages. Mais si la méthode prise et la connection des faits et des vérités entre elles vous attachoit à suivre le plan commencé et déjà si avancé, il y auroit un moyen bien facile de rentrer dans ce que j'avois l'honneur de vous proposer avant-hier, ce seroit de numérotter tous les paragraphes. Ce grand mémoire seroit intitulé *traité général*, et de mon côté j'achèverois le mémoire historique dont j'ai eu l'honneur de vous lire des fragments avant-hier et à chaque fait il y auroit des renvois aux paragraphes du traité général, dans lequel les faits et les principes seroient détaillés et discutés ».

Rulhière informe exactement Malesherbes de ses entrevues et de ses démarches :

« Nous eûmes hier une longue conférence, M. Silvestre ⁽⁶⁾ et moi, en présence de M. le baron de Breteuil. M. Silvestre qui n'étoit pas accoutumé à envisager cette affaire du même oeil dont vous la faites envisager dans votre mémoire, et dont vous m'avés appris à l'envisager moi-même, a d'abord contesté quelques faits. Il m'a paru important de le convaincre [...]. Je dois aussi emporter une lettre qui m'ouvrira le dépôt où sont toutes les affaires des religionnaires et qu'il assure être en très bon ordre. J'y chercherai d'abord l'arrêt du 14 juin sur les baptêmes, mais j'y chercherai surtout s'il y a eu quelques permissions de mariages accordées à des protestants après la Révocation, ou à quelques ministres pour les laisser revenir. M. Silvestre se rappelle avoir vu des généalogies où il est question de mariages faits dans ce tems là par des ministres, mais il croit être sûr que c'étoient des ministres cachés... »

Ce qui intéresse avant tout les deux hommes, ce sont les documents concernant la situation des réformés pendant le règne de Louis XIV, avant comme après la Révocation. Rulhière est infatigable, et d'ailleurs fort bien placé pour effectuer des recherches fructueuses : le

(6) Secrétaire du baron de Breteuil. Plusieurs lettres de lui figurent dans les papiers de Malesherbes (*Archives de Tocqueville*, L. 133).

13 avril 1785 il informe Malesherbes qu'il a trouvé à la Bibliothèque du Roi « *un manuscrit original dicté par Louis XIV à Pellisson et qui contient les sentimens de ce prince sur les calvinistes* » ; au dépôt de Louvois il a mis la main également sur de nombreuses pièces : lettres originales de la main de Le Tellier, à l'époque même de la Révocation, et plusieurs mémoires allant jusque vers 1700... Ils discutent sur l'attitude de Mme de Maintenon et Malesherbes plaide pour le cardinal de Noailles qui, en 1698 et 1699, aurait donné aux religieux quelques marques de bienveillance ; mais « *le bon cardinal se laissoit mener* ». Et il ajoute ces réflexions désabusées :

« Concluons que la conscience de ces dévots était très versatile et subordonnée à leurs passions et à leur esprit de parti. Il est vrai que sur cet objet et sur celui de la liberté de la presse j'ay vu dans notre siècle la morale des philosophes tout aussi versatile que la conscience des dévots ».

Malesherbes, très riche (comme nous l'avons vu dans un chapitre antérieur) en documents sur les affaires protestantes dans la première partie du dix-huitième siècle, et en particulier sur la fameuse dispute de 1750 et des années suivantes, envoie à Rulhière de nombreux textes qu'il a fait copier à son intention : copie de la lettre de Richelieu à son père le Chancelier (lettre qui contient la relation de la conférence donnée chez lui à Montpellier entre les évêques et les intendants), copie du mémoire envoyé à cette époque au Roi par les évêques en corps, copie du mémoire de l'évêque d'Alais, etc... En même temps il fait connaître à Rulhière les changements qu'il a apportés à sa rédaction primitive. Le 15 avril 1785 il répond longuement et point par point à des observations que lui a adressées Rulhière : il réfute les unes, il tient compte des autres et se corrige en conséquence.

Enfin le mémoire est achevé, mis soigneusement au point, copié.

Le 21 avril 1785, Rulhière écrit :

« Le sort en est jeté. Je me rends cet après-midi à Versailles pour remettre votre mémoire entre les mains de M. le baron de Breteuil ; on y a porté fidèlement et avec autant de soin de la propreté que de la fidélité, toutes les corrections que vous m'avez adressées, à l'exception d'une seule, et je veillerai à ce qu'elle y soit portée quand le mémoire sera exposé au plus léger risque de devenir public... »

En même temps, Rulhière a achevé son « *précis* » (7) ; il le communique à Malesherbes qui le lit aussitôt et l'annote en marge « *currente calamo* ».

La correspondance se poursuit, car Malesherbes travaille maintenant à son second mémoire ainsi qu'au projet d'édit qu'il refond à plusieurs reprises. Il renseigne abondamment Rulhière sur Joly de Fleury, sur la part prise par ce magistrat dans l'élaboration de la

(7) Il s'agit sans doute de l'ébauche de ses *Eclaircissements*, qui ne paraîtront qu'en 1788.

Déclaration de 1724⁽⁸⁾ et Rulhière, de son côté, fait de nouvelles découvertes dans les dépôts du Louvre et des Augustins. Ce sont encore de longs échanges de vues sur la politique suivie à l'égard des protestants à la fin du règne de Louis XIV.

Le 10 juin 1786, Malesherbes écrit :

« Je vais travailler à Malesherbes à ce qui est précisément de mon métier et de mon devoir, qui est de réformer le projet d'édit, d'après les observations de ceux de M.M. du Parlement que j'ay consultés, et je l'ay dit au baron ».

Le 6 septembre il est à Paris, de passage, et il annonce à Rulhière qu'il va passer un mois chez sa sœur à Verneuil⁽⁹⁾ ; il écrit :

« L'ouvrage est prêt, c'est à dire qu'il est fait et consulté ; mais il faut le mettre au net et auparavant savoir la façon de penser de celui qui a confiance en vous [Breteuil] pour décider si de certaines choses devront y entrer, ou si on fera mieux de les supprimer ».

Le 24 septembre, il informe Rulhière qu'il travaille au « *traité de l'exclusion des charges* », qu'il ne faut pas présenter pour l'instant, mais tenir prêt pour le moment où on en aura besoin.



Et maintenant, une question capitale se pose : ces deux mémoires sur le mariage des protestants seront-ils publiés ? Malesherbes s'en inquiète : si l'on tarde à les imprimer, il en paraîtra des éditions tronquées, déformées, car il en traîne des copies un peu partout. Mieux vaudrait, suggère-t-il dans une lettre du 4 décembre 1786, que le baron de Breteuil en fasse faire lui-même une édition, non pour le public, mais pour le gouvernement et ceux à qui le gouvernement voudra les distribuer. Si Breteuil accepte, Malesherbes s'efforcera de dissuader ceux qui, par amour du bien public, seraient tentés de faire éditer l'ouvrage.

A partir de la fin de cette année 1786 nous sommes abondamment renseignés sur les tractations secrètes de Malesherbes et de ses amis, sur leurs inquiétudes et nous pourrions même dire leurs angoisses : nous avons en effet, non seulement la correspondance avec Rulhière, mais des lettres échangées avec le baron de Breteuil, avec Silvestre, et surtout un certain nombre de lettres de Pierre-Louis Lacretelle, — dont nous parlons ailleurs — que Malesherbes a récemment admis dans son intimité et qu'il charge de toutes les missions qui demandent un négociateur sûr et discret.⁽¹⁰⁾

(8) Il communique à Rulhière le travail dont nous avons parlé plus haut (1^{re} partie, chap. XV, 1, p. 366) : *Développement du système politique de l'auteur de la Déclaration de 1724*.

(9) Verneuil, par Triel, route de Rouen.

(10) Il y a onze lettres de Lacretelle au dossier L. 133 des *Archives de Tocqueville*. Elles ne sont ni datées, ni signées. Plusieurs sont de simples billets.

Malesherbes voudrait donc que ses mémoires fussent imprimés avant que le Conseil fut saisi de l'affaire, ce qui, semble-t-il, ne tardera guère. Mais Rulhière lui annonce (2 janvier 1787) que le Roi est hostile à cette publication. Le baron de Breteuil a dit en effet à Lacretelle que Louis XVI « *serait en fureur* » si les mémoires paraissaient avant l'Edit. « *Il faut, écrit Rulhière, laisser à Leurs Majestés* ⁽¹¹⁾ *la gloire d'avoir fait un si grand bien par leur propre conviction et sans que ceux qui ont mis la vérité sous leurs yeux semblent avoir besoin de tout ce que l'opinion publique ajoute de force à la vérité* ».

Lacretelle confirme à Malesherbes les nouvelles que lui envoie Rulhière :

« Votre lettre au baron de Breteuil a paru si bonne et si belle que le ministre l'a remise au roy : ainsi vous estes destiné dans tous les temps à faire valoir auprès de lui des vérités que personne ne lui diroit ».

Mais le Roi fait toujours des difficultés quant à l'impression des mémoires, comme Breteuil désire au contraire les voir paraître, il suffit de patienter quelque temps. Malesherbes accepte avec bonne grâce cet ajournement (à Rulhière, 5 janvier 1787).

Autre sujet d'inquiétude : l'attitude du garde des Sceaux Miromesnil. A plusieurs reprises les correspondants de Malesherbes signalent qu'il est peu favorable à la cause des protestants. ⁽¹²⁾ Breteuil écrit à Malesherbes le 13 novembre 1786 : « *J'ai dit au Roi que j'ai remis votre travail à M. le Garde des Sceaux.* » On lui conseille d'aller le voir, de prendre rendez-vous avec lui ; il se borne à lui écrire et Miromesnil lui répond par une lettre courtoise, mais assez froide :

Ce 20 novembre 1786.

J'ai reçu, Monsieur, votre lettre du 13 de ce mois. Je vous demande pardon de n'y pas avoir répondu plus tôt.

Je suis très persuadé que vous n'avez aucune part aux bruits que l'on a affecté de répandre dans le public ⁽¹³⁾ ; votre amour pour le bien de l'Etat et votre sagesse ne me permettent pas d'avoir le moindre doute à cet égard.

Lorsque j'aurai lu le mémoire que vous avez bien voulu me faire remettre par M. le baron de Breteuil, je serai tout flatté d'avoir recours à vos lumières.

Agrées, je vous prie, Monsieur, les assurances sincères des sentimens avec lesquels je fais profession de vous être inviolablement attaché.

Miromesnil. ⁽¹⁴⁾

Il existe encore une redoutable inconnue : l'attitude de l'Assemblée

(11) Leurs Majestés, car « la Reine est décidée à employer tout son crédit au succès de cette grande affaire ».

(12) Cf. plus loin, p. 177, ce qu'en pense La Fayette.

(13) Sans doute les bruits suivant lesquels Miromesnil était opposé à des mesures libérales en faveur des protestants.

(14) Archives de Tocqueville, L. 133 (autographe).

des notables ⁽¹⁵⁾, dont Malesherbes ne fait point partie, ce que ses amis ne cessent de déplorer. ⁽¹⁶⁾ Lacretelle est pessimiste : il craint que l'affaire des protestants ne soit portée devant cette assemblée dont les membres ne lui inspirent guère confiance. « *On y trouve tous les gens que vous désignez comme devant la faire échouer* ». Il conviendrait que plusieurs parmi les notables demandassent la communication des mémoires : mais pour cela il faudrait que ceux-ci fussent imprimés... « *A-t-on jamais jugé un procès sans l'instruire ?* » Et dans une autre lettre Lacretelle écrit : « *Rulhière voit toujours les plus grands inconvénients à porter l'affaire des protestants devant les notables.* » La publication des mémoires de Malesherbes, dit formellement Rulhière (qui, sur ce point, ne paraît pas d'accord avec Lacretelle), générerait beaucoup « *les amis que nous avons à l'Assemblée des notables* ». Dans un ordre d'idées analogue, il faut éviter de consulter le clergé en corps : c'est l'avis très net des prélats « *les mieux disposés en faveur des protestants* » tels que l'archevêque de Toulouse et l'archevêque de Lyon... En somme il faut agir avec la plus grande circonspection si l'on ne veut pas qu'une initiative maladroite, un geste imprudent, fassent tout échouer.

Cependant Malesherbes est à la campagne et s'obstine à y demeurer. Ses amis déplorent son éloignement et le pressent de revenir à Paris, où sa présence serait plus que jamais nécessaire.

« Vous serez au moins, lui écrit Lacretelle, le maître de mener l'affaire des protestants à votre gré ; on vous accuseroit peut-être d'insouciance si vous vous teniez à l'écart dans ce moment où l'on va remuer la chose publique ».

En attendant qu'il se décide à revenir dans la capitale, on va lui rendre visite à Malesherbes pour mieux l'informer sur la situation. Car l'affaire des protestants n'est pas la seule qui mérite attention. La lettre suivante de Lacretelle (décembre 1786 ou janvier 1787) est intéressante non seulement parce qu'elle fait allusion à tous les événements politiques de l'heure, mais encore parce qu'il y est question de La Fayette, dont les relations avec Malesherbes vont se resserrant.

« Nous devons, Monsieur, avoir le bonheur d'aller vous voir mardi ou jeudi de la semaine prochaine, M. de La Fayette et moi. Il veut revenir le lendemain. Je tâcherai de m'arranger pour rester une huitaine de jours. Nous avons une foule de choses à nous dire et de bien meilleures à apprendre de vous. Toutes les réflexions que j'ai faites me confirment dans l'idée qu'il

(15) Convoquée par le roi le 29 décembre 1786 pour le 29 janvier 1787, cette première Assemblée des notables ne put se réunir que le 22 février et elle se sépara le 25 mai. Avant de se séparer elle adopta le vœu suivant en faveur des protestants : « Une partie de nos concitoyens qui n'a pas le bonheur de professer la religion catholique se trouve être frappée de mort civile. Le Bureau s'empresse de présenter à sa Majesté ses sollicitations pour que cette portion nombreuse de ses sujets cesse de gémir sous un régime de proscription également contraire à l'intérêt général de la religion, aux bonnes mœurs, à la population, à l'industrie nationale et à tous les principes de la morale et de la politique. »

(16) Par contre Lacretelle et Rulhière se réjouissent que La Fayette, d'abord écarté de l'Assemblée des notables, y ait été admis (substitué à M. de Navailles) grâce au baron de Breteuil.

importe beaucoup que vous avanciez le tems de votre arrivée. Il sera d'ailleurs intéressant pour vous d'assister à ce remuement de la chose publique qui va se faire. Je viens d'avoir un entretien là-dessus avec notre ami Du Pont (17) qui est beaucoup dans la bouteille à l'encre et qui doit être secrétaire de l'Assemblée. Il m'a dit des merveilles du projet du contrôleur général ; son plus beau plan porte sur les assemblées provinciales dans le système de M. Turgot. Du Pont m'a garanti ce point. Il veut aussi un impôt territorial bien assis, des réformes assés bien combinées pour permettre de remettre au peuple 50 millions d'impôts. Du reste la destruction de toutes les loix grevées pour l'agriculture et le commerce : rien n'est plus beau que tout cela. On craint cependant bien des sottises, mais il est difficile de ne pas attendre quelques bons effets. Le roy est dans l'enchantement de tout cela ; il se tourne de tout son cœur vers l'amour public ; ce n'est plus qu'en le lui promettant qu'on peut le flatter, et peut-être ce que les notables auroient de mieux à faire, seroit de cultiver dans son âme ces excellentes dispositions... »

La fin de la lettre revient à l'affaire des protestants : Lacretelle a consulté diverses personnes sur les exclusions ; il s'est documenté sur les charges de la Maison du Roi, il a demandé à Target son avis sur les rapports entre la profession d'avocat et la religion ; il dit que Saint-Lambert (également consulté) souhaiterait que l'ordre du vrai mérite fût ouvert aux militaires protestants ; il termine en rappelant à Malesherbes combien son retour est nécessaire : « *Je ne vois plus de raisons qui puissent vous retenir à Malesherbes, que la nécessité de finir votre travail actuel.* » (18)

Malesherbes se décidera à regagner Paris au début du printemps. (19) Il entrera au Conseil à la fin d'avril. S'il accepte de redevenir ministre d'Etat (20) mais sans être chargé d'aucun département, c'est surtout pour mener à bien, d'accord avec le baron de Breteuil, la grande affaire qui lui tient à cœur. Le 26 juin 1787, il écrit de Versailles à Rulhière :

« *Je crois, Monsieur, que nous allons conférer tout de bon sur les protestans* ». Et il lui demande de lui envoyer d'urgence le mémoire de Gilbert, qu'il lui a prêté, « *dont nous pourrions avoir besoin* ». Ses mémoires à lui vont enfin paraître, au moment même des délibérations du Conseil. Jusqu'aux dernières semaines Malesherbes n'a cessé de les amender : au mois de décembre 1786, Rulhière lui signalait encore quelques inexactitudes dans le premier mémoire, inexactitudes qu'il n'avait discernées que d'après des recherches toutes récentes. (21) A

(17) L'économiste Du Pont de Nemours, futur député à l'Assemblée Nationale.

(18) Il s'agit vraisemblablement du mémoire sur les exclusions pour lequel Lacretelle fournit la documentation (Cf. chapitre suivant).

(19) C'est après la nomination de son cousin Lamoignon, le 8 avril 1787, comme garde des Sceaux, en remplacement de Miromesnil, que Malesherbes entra à Paris. Son entrée au Conseil était alors à peu près unanimement souhaitée. Selon Rabaut St-Etienne, il n'accepta que pour l'affaire des protestants et pour la réforme de la jurisprudence criminelle.

(20) « Seuls les membres du Conseil d'en haut portaient le titre de ministres d'Etat, même s'ils n'étaient à la tête d'aucun département ». (Michel Antoine, *Le fonds du Conseil d'Etat du Roi aux Archives Nationales*.)

(21) C'est à ce moment que Rulhière est admis à l'Académie française. Malesherbes, dans une lettre du 6 janvier 1787, le félicite pour son élection.

cette date Malesherbes précise ce qu'il faut entendre par *édit* et par *déclaration* : « *L'édit est une loi nouvelle et perpétuelle qui ne peut être abrogée que par une loi contraire et les déclarations sont regardées comme des interprétations de ces édits.* » ⁽²²⁾ Il a soumis son projet d'édit à l'évêque d'Alais, qui lui a fait quelques objections mais en a approuvé la teneur générale. ⁽²³⁾

C'est le 17 novembre que fut signé l'édit en faveur des protestants ; les deux mémoires de Malesherbes avaient été lus au Conseil ; ils furent publiés presque en même temps ; la *Correspondance littéraire* de Grimm annonça cette publication en décembre ; les *Mémoires secrets* (dits de Bachaumont) en parlèrent à la date du 16 décembre en signalant qu'ils n'avaient pas peu contribué à entraîner la décision du Conseil.

*
**

Il faut évoquer maintenant le rôle actif qu'avaient joué dans cette longue lutte deux hommes qui furent les collaborateurs et les amis de Malesherbes, et dont les noms sont plus resplendissants que ceux de Rulhière et de Lacretelle : le marquis de La Fayette et Rabaut Saint-Etienne.

C'est dans les premiers mois de 1785 que le héros de l'indépendance américaine était entré en rapports avec Malesherbes au sujet de l'affaire des protestants. Il écrit en effet le 11 mai de cette année au général Washington une lettre qui est presque entièrement consacrée à cette question :

« Les protestants, disait-il, sont soumis à un intolérable despotisme. Bien qu'il n'y ait pas à présent de persécution ouverte, ils dépendent du caprice du roi, de la reine, du parlement ou d'un ministre. Leurs mariages ne sont pas légaux, leurs testaments n'ont aucune force devant la loi ; leurs enfants sont considérés comme des bâtards, leurs personnes comme pendables. Je voudrais amener un changement dans leur situation. Pour cet objet, je vais sous quelques prétextes, avec le consentement de M. de Castries et d'un autre ⁽²⁴⁾, visiter leurs principales résidences. Je tâcherai ensuite d'obtenir l'appui de M. de Vergennes et du Parlement avec celui du garde des Sceaux, qui fait fonction de chancelier. C'est une œuvre qui demande du temps et qui n'est pas sans quelque inconvénient pour moi, parce que personne ne voudrait me donner un mot écrit ni soutenir quoi que ce soit. Je cours ma chance. M. de Castries ne pouvait que recevoir mon secret, cet objet n'étant pas de son département. Ne me répondez rien sur cela, sinon que vous avez ma lettre en chiffre portée par M. Adams. Mais lorsque, dans le courant de l'automne ou de l'hiver, vous apprendrez que quelque chose a été fait en cette matière, je désire que vous sachiez que j'y ai contribué... » ⁽²⁵⁾

⁽²²⁾ Définition donnée par le chancelier de Lamoignon.

⁽²³⁾ C'est Breteuil qui se chargea de transmettre à Malesherbes les observations de l'évêque d'Alais ainsi qu'un mémoire de celui-ci. C'est lui aussi qui transmet à l'évêque la réponse de Malesherbes, en se félicitant de voir « deux bons esprits, pleins de lumière et de bonne foi et exempts de toute obstination », tomber d'accord sur presque tous les points. (*Archives Nationales*, O¹ 482, f^o 451 (8 décembre 1786).)

⁽²⁴⁾ M. de Breteuil, ou plutôt Malesherbes.

⁽²⁵⁾ *Mémoires, Correspondance et Manuscrits du Général La Fayette*, publiés par François de Corcelle, tome II, p. 121.

Nanti de cette mission ultra-secrète et dont on ne peut même pas dire qu'elle fût officieuse, La Fayette était allé, pendant le mois de juin (26), s'enquérir de la situation des populations protestantes, surtout dans les provinces méridionales. Un écho de ce voyage nous est donné par Rabaut Saint-Etienne, qui fit connaissance avec La Fayette à cette occasion.

« Un militaire distingué que je vous ai nommé dans le temps vint au Languedoc et, ce que je ne pus pas vous dire alors, parce que je m'étais engagé à le faire, il y était venu exprès, d'accord avec la personne qui rédigeait la loi [Malesherbes] pour engager mon père ou moi à faire le voyage de Paris. Il nous vit tous deux... » (27)

Au cours des années 1786 et 1787 La Fayette ne perd pas le contact avec Malesherbes et ceux qui s'attachent comme lui à la cause des réformés. Son nom revient plusieurs fois dans les correspondances dont nous avons parlé. Il fait parvenir des conseils utiles et offre ses bons offices :

« M. le marquis de La Fayette, mon ami, écrit à Malesherbes un de ses correspondants (28) m'a recommandé de vous dire d'engager M. le baron de Breteuil à le charger d'avertir les protestants de ne pas donner dans des idées chimériques et d'attendre paisiblement le bien qu'on qu'on veut leur faire... » (29)

Malesherbes lui demande son avis sur le projet d'édit :

« M. de La Fayette m'a communiqué un texte que je ne connaissais pas où il y a un autre projet qui, à quelques égards, est très différent du mien... »

Les archives de Tocqueville renferment cinq lettres de La Fayette à Malesherbes écrites à la fin de l'année 1786 et au début de 1787. (30) Ces lettres nous renseignent à merveille sur le rôle qu'il joue dans la négociation et sur les sentiments qui l'unissent à Malesherbes. En voici la substance :

1) Fontainebleau 9 novembre [1786]. — Il a écrit au garde des Sceaux pour lui demander quand Malesherbes pourra le rencontrer, soit à Fontainebleau, soit à Paris, afin de lui soumettre son travail, qui est mis au net, sur les protestants. « *Je retourne à Paris où je recevrai le projet de loi, quand vous jugerez à propos de me l'envoyer [...]. Mes hommages à Mme de Rosanbo, au chevalier et aux autres habitants de Malesherbes et agréés celui de mon tendre attachement* ».

(26) En juillet, il partit pour l'Allemagne : la lettre suivante (encore à Washington) est datée de « Sarreguemines, frontière de France, 14 juillet 1785 ».

(27) *Lettre-rapport de Rabaut St-Etienne à MM. les Membres du Comité de Bordeaux*, Paris 12 juin 1788 (Consistoire de Nîmes, Rég. B 332). Ce document important est reproduit à la suite des *Lettres à divers* de Paul Rabaut publiées par Ch. Dardier, tome II, p. 393 suiv.

(28) Nous n'avons pas identifié l'auteur de cette lettre (*Archives de Rosanbo*).

(29) *Ibidem*. Les protestants nourrissaient déjà ces « idées chimériques » en 1775-76.

(30) *Tocqueville*, L. 133 (autographes mais non signées).

2) Billet non daté. — Il transmet à Malesherbes la réponse de Miromesnil (du 10 novembre), qui est dilatoire.⁽³¹⁾ Il ajoute : « *Je crains bien que notre affaire ne se prolonge et croirois que vous ferés bien d'écrire vous-même au Garde des Sceaux en lui demandant un tems précis pour être à Paris, attendu que vous ne devés y aller que pour cet objet. S'il s'y refuse, alors vous aurés fait tout ce qui dépendoit de vous.* »

3) Varennes, ce samedi. — « *J'ai vu M. le Garde des Sceaux [...]; il ne m'a pas paru aussi pressé de travailler sur les protestants que le baron de Breteuil l'imagine...* » Que Malesherbes demande à être reçu par lui soit à la campagne, soit à Paris ! « *Je lui ai dit que vous le désiriés beaucoup pour causer à fond de vos idées sur cette loi avec le ministre législateur. Il n'est pas à beaucoup près aussi disposé à faire quelque chose pour les protestants que le baron de Breteuil, mais si une fois il entre en matière, on pourra le presser* ». Il demande à Malesherbes la copie du projet de loi. « *...amitié bien tendre et éternelle* ».

4) Paris ce 2 janvier [1787]. — Lettre de deux longues pages, très affectueuse, où il parle à Malesherbes de l'Assemblée des notables, — dont la convocation vient d'être décidée et dont il fera partie, — de sa composition, de ses travaux futurs ; il met en elle beaucoup d'espoirs. La Fayette déplore que Malesherbes (éliminé parce qu'il a jadis été ministre) n'en fasse point partie lui-même. Il le conjure de revenir à Paris, de ne point rester à la campagne tout l'hiver.

« Vous y êtes entre le danger de trop veiller ou (*sic*) celui de trop dormir. Vous regagnés après diner le sommeil que vous avés retranché le matin ou la nuit, et rien n'est plus mal sain pour vous. Venés ici passer quelque tems, élevés vous au dessus de ces prétendus petits devoirs de société qui n'en sont plus pour vous et dont tout le monde se dispense à présent, et ne voiés que vos amis, aux heures qui vous conviennent ».

Il importe d'ailleurs que Malesherbes rentre à Paris pour « *être à portée de voir le baron de Breteuil et le Garde des Sceaux* ».

5) Paris ce 19 janvier 1787. — « *M. Blondel me donne une occasion de vous écrire à laquelle je ne puis résister* ». La Fayette remercie Malesherbes de ses lettres et lui annonce que, puisqu'il s'obstine à ne pas venir à Paris, Lacretelle et lui iront le voir à Malesherbes « *de samedi en huit* ». ⁽³²⁾ Il lui parle encore avec confiance et optimisme de l'Assemblée des notables.

« Mon espoir est que l'Assemblée des notables nous vaudra des assemblées

(31) Miromesnil répond à La Fayette qu'il est empêché de recevoir Malesherbes à Fontainebleau, qu'il le recevra plus tard, à Paris. Il paraît assez mécontent : « Mais l'objet dont il s'agit demande une grande discrétion et l'on a malheureusement trop laissé transpirer ce dont on n'auroit pas du parler. Il est facheux que les papiers publics en parlent. »

(32) Dans la lettre de Lacretelle que nous avons reproduite plus haut, il est question d'une visite qui doit avoir lieu un mardi ou un jeudi. Il est possible que La Fayette et lui soient allés à deux reprises à Malesherbes.

provinciales, en suivant la hiérarchie depuis la chambre des représentants de la province jusqu'à l'assemblée de paroisse. Si nous obtenons cela nous devrons être bien contents ».

*
**

C'est par La Fayette que Malesherbes entra en relations avec Rabaut Saint-Etienne. (33) La rencontre des deux hommes eut lieu au début de 1786, mais le fils de Paul Rabaut avait déjà, de Nîmes, le 22 septembre 1785, adressé à Malesherbes une longue lettre et un mémoire : ce devait être le début d'une correspondance assidue et même une intime amitié.

Après avoir brossé un tableau pathétique des souffrances endurées par les protestants depuis un siècle, Rabaut Saint-Etienne faisait appel à Malesherbes en ces termes :

« C'est avec une âme telle que la vôtre, Monseigneur, que l'on peut parler avec une certaine hauteur de discours ; et il est permis à qui vous écrit de tenter de s'élever jusqu'à vous. J'espère que votre grandeur daignera excuser un langage qu'il ne faut point, sans doute, parler dans les cours, mais qui est digne d'être écouté par un sage [...]. J'aurais trop à rougir à mes propres yeux si je retenais la vérité quand il se présente une occasion de la dire ; et c'est par une suite du respect que j'ai pour elle que je crois, en vous l'offrant, vous prouver hautement tout le respect que je vous dois.

« Permettez-moi, Monseigneur, de mettre à vos piés les témoignages de ma vénération, de mon admiration, et j'ose ajouter de ma confiance... »

Quant au mémoire que cette lettre accompagnait, il énonçait « *non pas ce que les protestants demandaient, mais ce qu'ils désiraient* », ce qu'il était « *juste et utile à l'Etat de leur accorder* » ; leur soumission et leur silence ne devaient pas être interprétés comme une acceptation de leur servitude. (34)

Dans son rapport du 12 février 1788 dont nous avons cité plus haut un extrait, Rabaut Saint-Etienne relate les premiers temps de son séjour à Paris et le début de ses relations avec Malesherbes. Écoutons-le :

« J'arrivais à Paris, j'y avais été devancé par des lettres anonymes écrites contre moi à M. le baron de Breteuil [...]. J'eus le bonheur de faire con-

(33) Il avait été convenu à Nîmes que lorsque La Fayette lui aurait préparé les voies, Rabaut Saint-Etienne se rendrait à Paris. De retour dans la capitale, La Fayette parle de lui à Malesherbes et sans doute aussi au duc de La Rochefoucauld, fils de la duchesse d'Enville, qui était très favorable aux protestants. C'est par La Fayette aussi que Malesherbes entra en relations, à la même époque (juillet 1785) avec le physicien et astronome Poitevin (1742-1807), président de la Société des Sciences et Belles-Lettres de Montpellier, descendant de huguenots, avec lequel il eut quelques entretiens à Paris, sur le problème protestant.

Cf. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 1854, p. . (Lettre de Poitevin à Malesherbes pour le remercier de son accueil, 11 juillet 1785, et billet de La Fayette à Poitevin.)

(34) *Archives de Tocqueville*, L. 133.

naissance avec la personne qui était chargée de préparer des mémoires pour le Conseil du Roi. (35) Elle montra d'abord plus de curiosité pour s'instruire de notre état que de confiance pour s'ouvrir à moi ; je n'en fus ni surpris, ni effrayé [...]. Enfin il était de la prudence de m'étudier et de me connaître avant de s'ouvrir à moi. J'eus le bonheur d'écarter la défiance qui semblait devoir s'attacher à ma personne et d'obtenir insensiblement une confiance que j'ai reconnue par le plus inviolable secret. Elle me valut le droit de tout représenter et de tout dire.

« Ce fut ainsi que je passai l'été de 1786, voyant, quand il venait à Paris, l'ancien ministre qui préparait un mémoire pour le Conseil et qui formait un projet de loi. Je lui envoyais des mémoires et des notes : il me laissait la liberté de le combattre, liberté dont j'avais beaucoup à user parce que nous avions des principes différents. J'étais d'accord sur les miens avec M. le marquis de La Fayette et nous nous y soutenions réciproquement... » (36)

Certes Rabaut Saint-Etienne doit faire effort pour admettre la méthode prudente suivie par Malesherbes : celui-ci lui apparaît en effet *« toujours constant à garder la même tournure et à n'offrir au Roi que l'idée simple et facile à saisir d'achever ce que Louis XIV avait laissé en suspens »*. Ce n'est pas sans quelque chagrin que Rabaut voit *« subsister ce fantôme effrayant de l'ombre de Louis XIV »* ; mais malgré sa répugnance il comprend qu'il s'agit sans doute d'une tactique nécessaire, car *« ce fantôme est vénéré encore autour du trône et, soit religion, soit habitude, soit paresse de réflexion, soit amour-propre national, soit préjugé, il aurait été impossible de renverser ce colosse et de poser une loi simple sur les principes immuables du droit naturel »*.

Les lettres de Rabaut Saint-Etienne à Malesherbes — et nous en avons un certain nombre qui s'échelonnent du 1^{er} janvier 1787 aux derniers mois de 1788 (37) — confirment ce que révèle le rapport précédent. Rabaut Saint-Etienne renseigne abondamment Malesherbes sur l'état d'esprit et sur la situation de ses coréligionnaires dans les provinces : dans telle localité les protestants ont le dessein d'émigrer à l'étranger : il s'emploiera à les en détourner ; — en Languedoc les « assemblées » ne pourront jamais être plus libres et plus nombreuses qu'elles ne le sont aujourd'hui :

« Dans les provinces où les protestants abondent, leur culte est plus public que celui des catholiques, pour la raison qu'une campagne est plus vaste qu'une église et que beaucoup de gens allant en foule aux champs font aussi beaucoup plus d'éclat ».

Il l'informe sur la façon dont est célébré le culte quand il n'y a pas de pasteur...

(35) Malesherbes évidemment.

(36) Rabaut St-Etienne entrera aussi en rapport avec Rulhière. Sur leurs relations, cf. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, tome XXXIII, 1884, p. 213 suiv. (trois lettres de Rulhière à Rabaut St-Etienne en 1788).

(37) *Archives de Tocqueville*, L. 133 (35 lettres autographes).

Témoignage constant des craintes et des inquiétudes que ne cesse d'éprouver Rabaut Saint-Etienne en présence des obstacles qu'il faut encore franchir avant de toucher au but, telle est aussi cette correspondance. Il serait question d'ajourner la loi jusqu'après la prochaine assemblée du clergé : c'est courir un grave danger ! L'affaire ne regarde pas le clergé ; le moment est opportun, les ministres sont d'accord au Conseil du Roi ; si l'on ajourne, un nouvel obstacle peut surgir et tout arrêter ! (21 juin 1787). L'attitude de l'archevêque de Toulouse (38) est inquiétante : il faut lui forcer la main. Comment y parvenir ? Il songe à lui demander une audience en se faisant passer non pas comme un envoyé des protestants, mais « *comme un homme de bien attaché à la chose publique et connaissant les intérêts et les dispositions des protestants* ». Mais s'il demande l'audience lui-même, il ne recevra aucune réponse ; il suggère donc à Malesherbes de la demander pour lui.

« Je vous avoue, Monsieur, que je suis très près de désespérer du succès si l'on ne prend pas des moyens un peu hauts à la main et autres que la marche ordinaire ». (7 novembre.)

C'est lui qui surveille l'impression des mémoires de Malesherbes ; or l'imprimeur est trop lent :

« Il me semble, Monsieur, que les ministres ayant dû s'instruire dans les copies que vous leur avez communiquées, on pourrait toujours mettre la chose en délibération. Ces objets seraient prêts pour la rentrée du Parlement ; les mémoires arriveraient dans l'intervalle [...]. Je crains d'ailleurs les subversions, les changements dans les places, les changements dans les circonstances, et ces obstacles éternels qui s'entrelacent ici d'une manière indéchiffrable. Il me semble enfin que le Ministère actuel a de très fortes raisons pour accélérer cet ouvrage, ou que du moins il doit les avoir ».

Mais ce qui confère plus d'intérêt encore à ces lettres, c'est la ténacité avec laquelle Rabaut Saint-Etienne s'efforce d'amener Malesherbes à élargir le futur édit de manière à accorder aux protestants autre chose qu'un état-civil légal. (39) Il demande que l'abolition de la législation pénale contre les réformés soit formellement spécifiée dans la loi, sinon aucun retour d'émigré ne sera possible.

« Les étrangers ne sont pas assez fols pour venir dans un pays où l'on condamne aux galères ceux qui prient Dieu ». (1^{er} janvier 1787.)

Il démontre à Malesherbes que la loi en faveur des protestants doit être complète :

« Si l'on n'accorde que l'état civil, on n'aura donné que ce qu'exigeait impérieusement la politique ; on n'aura rien fait pour l'humanité : l'Etat aura travaillé pour lui beaucoup plus que pour les protestants [...]. Et certainement il n'y a nulle gloire à recueillir d'une opération forcée et déjà beaucoup trop tardive. Mais à donner aux protestants la liberté du

(38) Loménie de Brienne.

(39) On trouve, dans les *Archives de Tocqueville* (L. 129), un commentaire critique du projet d'édit, de la main de Rabaut Saint-Etienne, ainsi qu'un contre-projet en 37 articles, dans lequel il prévoit la liberté de culte et l'accession des protestants à la plupart des charges et fonctions.

culte, à réparer ainsi les maux passés, à inviter par cette manière noble et généreuse les étrangers à accourir dans le royaume, voilà, Monsieur, où il y a de la gloire pour le gouvernement ».

Et il formule éloquemment toute sa pensée :

« Vous dirai-je tout, Monsieur ? Le temps est venu où le ministère ne peut plus se dispenser d'écouter la voix publique et l'opinion cette reine du monde. Mon respect pour le prince me fait toujours voir avec peine que mille voix s'élèvent de partout pour lui demander des réformes qui sont dans son cœur, et que des longueurs inévitables le forcent sans doute à retarder... » (27 octobre.)

Et le 16 novembre, à la veille de la signature de l'édit, il ne cache pas sa déception : « Il est sûr que lorsque l'édit paraîtra, chacun dira : « N'y-a-t-il que cela ? »

Il jure à Malesherbes qu'il lui parle « *pour l'honneur du ministère* », il le supplie d'ajouter un nouvel article, même ambigu, sur le culte.

Pourtant, après la signature de l'édit, et plus encore après son enregistrement par le Parlement⁽⁴⁰⁾, la joie de Rabaut Saint-Etienne est grande. Le 10 février 1788 il fait part à Malesherbes de la joie et de la reconnaissance des protestants des provinces méridionales ; il lui annonce que les protestants d'Annonay, qu'a visités Boissy d'Anglas, sont très satisfaits aussi ; les catholiques même se réjouissent :

« La loge des francs-maçons, composée presque toute de catholiques, et où il y a beaucoup de prêtres, a arrêté de faire le dimanche, qui est aujourd'hui, les plus grandes réjouissances au sujet de l'Edit ; on y boira à la santé du Roi et des Ministres, et notamment à celle de M. de Malesherbes et de M. le baron de Breteuil. Ils ont engagé mon ami [Boissy d'Anglas] à se faire recevoir maçon ce jour là, et comme il est poète, cette fête ne finira point sans un hymne à la louange du Ministre que toute la France célèbre et que Boissy vénère presque autant que je le fais ».

Sans doute, ajoute-t-il, les protestants espéraient plus, mais « j'espère qu'après un examen de leur nouvel état, ils sentiront l'énorme différence qu'il y a entre n'être pas et être ».

Et, là-dessus, bien sûr que Malesherbes ne le contredira point. Rabaut Saint-Etienne s'attaque au principe de la religion dominante :

« Nulle religion ne doit dominer ; il me semble en effet que la domination d'une religion n'étant jamais que celle des prêtres, ce n'est pas une opinion qui domine, mais des hommes. C'est donc dire en dernière analyse que des

(40) Cet enregistrement, acquis à la fin de janvier, ne fut pas facilement obtenu, plusieurs parlementaires étant violemment hostiles. Malesherbes était tenu au courant des délibérations du Parlement, presque jour par jour, par des lettres du conseiller honoraire Ferrand. Cf. *Archives de Tocqueville*, L. 130, dossier qui renferme également des notes autographes de Malesherbes « sur les arguments à présenter au Parlement en faveur de cet enregistrement » ainsi que le texte des Remontrances arrêtées le 18 janvier.

hommes qui pensent comme ceci doivent dominer des hommes qui pensent comme cela, ce qui est une absurdité ». (41)

Au demeurant, pendant cette année 1787 où il est devenu le confident, le conseiller et l'agent officieux de Malesherbes, il s'est acquis des titres à l'amitié de l'homme d'Etat. Depuis longtemps la défiance initiale s'est dissipée et le prudent Malesherbes ne dissimule plus rien à son ami protestant. Qu'on en juge par ce billet rapide qui date sans doute des derniers jours avant la signature de l'Edit :

Ce mercredi.

Je dîne aujourd'hui chés moy, Monsieur, et je vous y attend. Comme nous n'y serons pas seuls et qu'il y aura aussi d'autres personnes à qui j'ai aussi affaire, nous n'aurions pas le tems de causer aussi longtems que je le désirerois, et pour abrégier notre entretien, je vais envoyer le projet d'édit qu'on vient enfin de me communiquer, tel qu'il a été remis au roy et déjà communiqué à quelqu'un du Parlement.

Je vous prie de le lire tout de suite et surtout de me le rapporter. (42)

Les deux hommes se voyaient sans cesse et généralement dans le secret. (43) De cette intimité laborieuse Rabaut Saint-Etienne témoigne lui-même :

« Je voyais, dit-il, M. de Malesherbes et je dînais chez lui une ou deux fois de la semaine et les jours qu'il venait à Paris [...]. J'avais d'ailleurs avec ce Ministre une correspondance suivie [...]. Personne n'ignorait que j'étais ministre [...] ; tout le monde savait pourquoi j'étais à Paris sans que je l'avouasse, et il n'y avait aucune de mes connaissances qui ne me parlât de l'affaire des protestants comme de mon affaire propre ». (44)

Et jamais Malesherbes n'eut à reprocher à son ami une indiscretion quelconque : « *Je continue à me conduire avec le plus de mystère que je puis* », écrivait Rabaut, qui savait la valeur des paroles et surtout le prix du silence.

Aussi, lorsque la bataille fut définitivement gagnée, c'est-à-dire après l'enregistrement (qui n'eut pas lieu sans orages) de l'édit par le Parlement (29 janvier 1788), Rabaut Saint-Etienne eut-il sa place

(41) Nous dirons peu de chose des lettres de Rabaut Saint-Etienne postérieures à l'Edit. Elles ont trait presque toutes à l'application de la nouvelle loi, qui se heurte à des difficultés tant du côté catholique (mauvais vouloir des prêtres) que du côté protestant (difficulté pour les paysans de parcourir de longues distances pour faire enregistrer chez le juge royal leurs mariages antérieurs, répugnance des protestants — qui ont le choix entre le juge éloigné et le curé tout proche — à s'approcher des prêtres même pour entendre publier leurs bans, tant il est malaisé de considérer le curé comme un simple officier d'état-civil). Il règne une grande confusion. Rabaut Saint-Etienne fait des tournées dans les provinces, notamment dans les Cévennes et le Bas-Languedoc et il envoie à Malesherbes des comptes-rendus fréquents ; il lui propose des mesures pratiques destinées à apaiser les mécontentements. Il s'entend avec les pasteurs sur la conduite à tenir ; il s'efforce aussi de calmer l'impatience de ceux qui jugent l'édit insuffisant et attendent autre chose.

(42) *Archives de la Société de l'Histoire du Protestantisme*, Collection Coquerel, Manuscrit 337.

(43) Rabaut avait su conquérir aussi l'amitié de Mme de Rosambo, chez qui il était souvent reçu.

(44) Ces lignes sont extraites du rapport que nous avons cité plus haut.

au repas quasi-officiel où Malesherbes réunit les artisans de cette victoire. C'est La Fayette qui en informe Washington dans un billet daté du 4 février, annonçant qu'il a eu « *le plaisir de présenter à une table ministérielle le premier ecclésiastique protestant qui ait pu paraître à Versailles depuis la Révocation de 1685* ». (45)

Malesherbes pouvait maintenant adresser à Paul Rabaut, à l'apôtre des Cévennes, au père de son ami, cette réponse qu'il avait cru devoir différer douze ans. Rabaut Saint-Etienne le pressait d'ailleurs, dans une lettre du 7 mars 1788, de s'acquitter de ce devoir :

« Comme je ne puis rien lui apporter de plus consolant qu'une preuve touchante de vos bontés, je prends la liberté, Monsieur, de vous demander la réponse que vous m'avez dit lui devoir depuis douze ans et que vous avez eu la bonté de me promettre... »

Et c'est cette réponse que le fils, qui partait pour Nîmes, apporta lui-même au vieux propagandiste de la foi huguenote (46) :

A Paris le 12 mars 1788.

« Il y a à présent douze ans, Monsieur, que je vous dois une réponse qu'il ne m'était pas possible de vous faire dans ce temps-là. (47)

Je peux actuellement vous mander qu'il y a bien longtemps que votre nom m'est connu, que je sais quelle a été votre conduite dans des temps malheureux et dans des fonctions très délicates ; que dans tous les temps j'ai respecté vos vertus, et j'ai été édifié des sentiments de bon Français et de fidèle sujet du Roi que vous avez toujours professé et que vous avez toujours inspirés à ceux qui auraient pu s'en écarter. Je ne doute pas que vous n'y perséveriez dans les circonstances présentes.

Vous avez le bonheur d'avoir à la tête de votre province, M. le comte de Périgord, l'homme le plus fait pour faire respecter et chérir l'autorité du Roi et par qui les intentions de sa Majesté vous seront expliquées sur tous les articles et dans toutes les occurrences que la loi n'a pu prévoir. (48)

J'ai été assez heureux, Monsieur, pour faire une connaissance particulière avec M. votre fils, non en qualité de ministre, puisque je n'ai aucun département. J'ai conçu pour lui l'estime qu'il inspire à tous ceux qui ont eu occasion de le connaître, et j'ai partagé celle qu'il a obtenue du public pour ses ouvrages. (49)

(45) « Dimanche dernier », dit La Fayette (le repas eut donc lieu le dimanche qui précéda le 4 février).

(46) *Archives de Tocqueville* (minute non autographe).

(47) La lettre de Paul Rabaut était de 1776, au temps du premier ministère de Malesherbes.

(48) Nous avons (*Archives Nationales*, O¹ 483, f^{os} 148 et 209) la copie de deux lettres adressées par le Ministre de la Maison du Roi (Breteuil) au comte de Périgord, gouverneur du Languedoc (21 mai et 30 juin 1787), au sujet des protestants de Ganges accusés d'avoir utilisé une ancienne savonnerie comme lieu de culte et de réunion. Il en résulte que le comte de Périgord n'a pas voulu donner trop d'importance à cette affaire, qu'il a taxé d'exagérées les plaintes portées contre les protestants et qu'il s'est borné à demander un rappel à l'ordre pour le pasteur de Ganges.

(49) Rabaut St-Etienne avait publié à cette date une sorte de roman intitulé *Triomphe de l'intolérance ou Anecdotes de la vie d'Ambroise Borély mort à Londres à l'âge de*

J'espère de mon côté avoir obtenu son amitié qui m'est très précieuse et que je voudrais bien être à portée de cultiver.

Je vous prie d'être persuadé de tous les sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur ». (50)

*
**

Il n'entre pas dans notre propos d'envisager les multiples réactions provoquées par l'Edit de tolérance et par les deux mémoires de Malesherbes qui étaient connus bien avant qu'ils fussent imprimés. Signalons seulement la violente riposte parue un peu avant les délibérations du Conseil, sous le titre *Discours à lire au Conseil en présence du Roi, par un ministre patriote, sur le projet d'accorder l'état-civil aux protestants* (1787). Cet écrit, rédigé à l'instigation de la Maréchale de Noailles, qui alla jusqu'à en distribuer elle-même un exemplaire sur grand papier, luxueusement imprimé, et qui semble être dû à l'abbé Bonnaud (51), était une venimeuse diatribe contre les protestants, dont on voulait démontrer qu'ils étaient animés d'un esprit de licence et de rébellion, ennemis de la monarchie, fauteurs de guerre civile... Il faisait l'apologie de la Révocation et de la Déclaration de 1724. L'auteur de ce violent et haineux réquisitoire avait d'ailleurs largement utilisé un mémoire posthume du duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV et père de Louis XV, qui avait été retrouvé et révélé en 1782 par l'abbé Proyart et qui est reproduit en tête des « pièces justificatives » qui suivent la seconde partie de cet ouvrage. (52)

103 ans, ouvrage qui est une censure des lois portées contre les protestants depuis 1685 et une apologie des résistants des Cévennes, et qui sera réédité sous le titre *Le vieux Cévenol* (Londres 1779), une *Lettre sur la vie et les écrits de Court de Gébelin* (Paris 1784) et un *Hommage à la mémoire de M. de Beccdelièvre, évêque de Nîmes* (1784).

(50) Paul Rabaut répondit de Nîmes le 27 juin une lettre de reconnaissance fervente. Nous l'avons reproduite — ainsi d'ailleurs que celle de Malesherbes — dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, janvier-mars 1959.

(51) C'est l'opinion de A. Lods. D'autres, notamment M. de Félice, l'attribuent à l'abbé Lenfant, le célèbre prédicateur. Bonnaud et Lenfant étaient d'ailleurs tous deux d'anciens jésuites. (Cf. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 1892, p. 449 à 465 (article de Ch. Read) et *ibid.*, p. 611. Le *Discours du ministre patriote* eut deux éditions en 1787 et une troisième en 1791. Deux libelles émanant de jansénistes furent dirigés contre lui, mais ils ne protestaient que contre l'assimilation qu'il faisait des jansénistes aux réformés.

(52) Parmi les autres écrits qui parurent à cette époque sur cette question, nous signalerons encore : la *Lettre d'un magistrat dans laquelle on examine également ce que la justice du Roi doit aux protestants et ce que l'intérêt de son peuple ne permet pas de leur accorder*. (A Avignon, et se trouve chez Gattey, libraire au Palais Royal, 1787, 45 pages), dont l'auteur préconise une solution modérée, assez libérale au point de vue de l'état-civil, mais représente lui aussi les protestants comme républicains, démocrates, et peu patriotes ; les *Réflexions impartiales d'un philanthrope sur la situation présente des protestants et sur les moyens de la changer* (1787, 46 pages), dont l'auteur demande, au contraire, qu'on accorde aux protestants non seulement les mariages, mais le culte public,

On ne saurait enfin passer sous silence les protestations du clergé qui se réunit (ce fut sa dernière assemblée) du 5 mai au 5 août 1788 et qui consacra un mois (du 25 juin au 25 juillet) à examiner la situation créée par l'Edit de tolérance. Cet examen aboutit à la rédaction de Remontrances imprimées qui furent envoyées à tous les diocèses de France. (53)

Le clergé ne protestait pas contre le principe d'une loi qui assurait l'état des familles non catholiques et qui « *éloignait des autels la profanation et le parjure* ». Il demandait toutefois que l'obligation du baptême à l'église continuât à être imposées aux protestants, puisque « *réduite à ses formes essentielles elle n'est point en opposition avec leur croyance* ». Il s'élevait, par contre, contre la disposition de l'édit qui laissait aux contractants le choix entre les curés des paroisses et les juges civils pour la publication des bans et la déclaration du mariage, car « *il n'est donné à aucune puissance sur la terre d'obliger les pasteurs des âmes à déclarer que les hérétiques qui se marient sans aucun rite religieux, contractent une alliance légitime* ».

Enfin l'Assemblée du clergé attirait l'attention du Roi sur les dangers dont était menacée l'Eglise. Elle l'adjurait d'affirmer solennellement qu'il ne souffrirait jamais dans son royaume l'exercice public d'une autre religion que la religion catholique. Elle demandait aussi que les exclusions que, selon le vœu du Parlement, le Roi avait prononcées, fussent étendues « *à toutes les charges, emplois et fonctions qui donnent de l'influence sur les affaires générales* ».

A ces Remontrances, assez mesurées dans l'ensemble, Louis XVI répondit le 27 juillet en assurant le clergé qu'il partageait ses inquiétudes profondes et qu'il le remerciait de l'effort de modération dont il faisait preuve.

Pendant ce temps Malesherbes, bien décidé à considérer l'édit de novembre comme une première étape dans la voie qui devait mener

l'autorisation de bâtir des temples, etc... ; une *Lettre impartiale sur l'Edit des Protestants*, à M. le comte de X... (8 janvier 1788), où l'auteur « applaudit à ce grand acte de justice » et met en lumière les conséquences heureuses qu'aura la loi. Rappelons enfin que c'est en 1788 que paraît l'ouvrage de Rulhière à l'élaboration duquel Malesherbes avait été étroitement associé, *Eclaircissements historiques sur les causes de la Révocation de l'Edit de Nantes et sur l'état des protestants en France depuis le commencement du règne de Louis XIV jusqu'à nos jours* (367 pages).

— Mentionnons parmi les opposants à l'Edit, l'astronome membre de l'Académie des Sciences Achille-Pierre Dionis du Séjour (frère de l'ancien ami de Malesherbes, Louis-Achille, membre de la Cour des Aides). Dionis du Séjour, qui était conseiller au Parlement, adresse au premier Président des « observations » très défavorables faisant remarquer qu'il est impossible de séparer dans le mariage le contrat civil du sacrement, que si l'on accorde aux protestants la tolérance civile, il faudra bientôt leur permettre le culte, que leur nombre s'accroîtra, qu'ils envahiront les professions, accapareront le commerce, que la sécurité de l'Etat est liée à la prédominance de la religion catholique... (B.N. Fonds français 10169 ; ces observations précèdent une copie des deux mémoires de Malesherbes suivis du projet d'édit).

(53) Cf. Jean Egret, *La dernière Assemblée du Clergé de France*, dans *Revue Historique*, 1958, tome CCXIX.

à l'égalité complète des religions (54), mettait la dernière main à d'autres mémoires qu'il tenait en réserve pour une occasion favorable.

(54) Il le considérait aussi, indiscutablement, comme la voie ouverte au mariage civil pour tous. Cf. *Note secrète pour ceux qu'on consultera*, dans *Archives de Tocqueville*, L. 129, *Discussions autour du projet d'édit et de l'impression des deux mémoires* : « Je crois, dit-il, que les magistrats éclairés à qui ce mémoire sera communiqué avant de le communiquer au gouvernement, n'auront pas de peine à prévoir qu'il pourra venir un jour où le gouvernement prendra aussi le parti d'ôter tout à fait aux ministres de l'Eglise le droit de constater les naissances, morts et mariages, *ce qui est une fonction absolument étrangère à leur ministère* [...]. C'est un des grands avantages de la loi proposée dont je me suis bien gardé de faire mention dans le mémoire. »

CHAPITRE VIII (SUITE)

II

LES TRAVAUX SUR LE PROBLEME DES PROTESTANTS (1785-1787)

Travaux préparatoires, partiels ou inachevés. — Analyse des deux mémoires imprimés. Le troisième chapitre du second mémoire, prélude aux mémoires inédits. — **La loi sur l'état-civil n'était qu'une première étape :** Malesherbes tient en réserve de nouvelles armes. — **Les mémoires inédits de 1787 :** Mémoire sur les exclusions. Mémoire sur les relaps et apostats. Mémoire sur les mariages mixtes. — **La tactique de Malesherbes révélée par une « note secrète ».** — **Sympathies de Malesherbes pour le protestantisme.** — Les prolongements de sa pensée.

A. - TRAVAUX PRÉPARATOIRES.

Malesherbes écrivait beaucoup, mais ne trouvait pas d'emblée sa forme définitive. Il s'en fallait ! Aucun écrit ne lui coûta plus de peine que ces deux mémoires de 1785 et de 1786 qui furent publiés à l'automne de 1787. Ils furent précédés de plusieurs autres travaux sur le même objet, qui demeurèrent dans ses cartons et dont chacun représente une mise en œuvre différente des idées développées et des matériaux utilisés.

Outre le *Mémoire sur le mariage des protestants* fait en 1779, que nous avons analysé plus haut, travail achevé et dont il aurait pu se satisfaire⁽¹⁾, nous trouvons dans les archives de Tocqueville un certain nombre d'études ou d'ébauches sans date précise mais évidemment antérieures aux deux mémoires imprimés. Voici les principales :

1°) *Observations sur les préjugés ou les affections des différentes personnes qu'on pourra consulter.*⁽²⁾

Dans ce mémoire assez bref, Malesherbes développe surtout l'idée qu'on ne doit pas consulter le clergé⁽³⁾ : celui-ci en effet ne peut pas se résigner à admettre l'insincérité des conversions ; quelques évêques

(1) Nous ne remontons pas jusqu'au *Mémoire sur les affaires de religion*, de 1776, qui est un ouvrage beaucoup plus ample et d'une portée plus considérable.

(2) *Archives de Tocqueville*, L. 124. Minute en partie autographe, et L. 129 (copie).

(3) Il l'avait déjà dit avec force dans le *Mémoire sur les affaires de religion*.

ont l'esprit relativement ouvert, mais il ne leur est pas permis de dire tout haut ce qu'ils pensent. On ne consultera pas non plus les magistrats conservateurs qui préfèrent qu'on ferme les yeux sur les lois rigoureuses — car cela leur permet d'accorder des grâces —, plutôt que de faire de nouvelles lois. *« Je ne peux m'empêcher de croire que les partisans des lois incertaines et arbitraires sont ceux qui ne sont pas satisfaits de la considération attachée à la fonction d'interprètes de la loi et qui trouvent plus agréable d'avoir des faveurs à accorder ».*

Malesherbes fait également observer que le projet d'édit suscitera un certain mécontentement chez les pasteurs qui se verront dépouillés de leurs fonctions d'officiers clandestins et qui perdront ainsi beaucoup de leur autorité et de leur crédit.

2°) *Mémoire sur la démarche que Mrs de la troisième Chambre des Enquêtes se proposent de faire au sujet des mariages des protestants.* (4)

« Chaque jour les magistrats de la 3^e Chambre des Enquêtes ont à statuer sur des mariages légitimes suivant le droit naturel et nuls par les loix positives intervenues sur les formalités des mariages. La raison, l'humanité les portent à les confirmer, mais ils sont retenus par l'attachement strict à des formalités qui, suivant nos principes, sont de rigueur. C'est dans cette position qu'ils se proposent de demander au Roy une loy et croient remplir par cette demande le devoir de magistrats, celui de citoyens et celui de sujets du roy ».

Malesherbes, après avoir ainsi indiqué quelle a été l'occasion de ce mémoire, expose l'état intolérable dans lequel les protestants se trouvent par défaut d'un état-civil régulier ; il essaye de démontrer que Louis XIV ne voulait pas, même en 1685, les réduire à cette condition ; il signale les changements qui se sont produits dans l'attitude des évêques à l'égard des actes de catholicité demandés aux huguenots...

3°) Un travail volumineux de 357 pages (5), dont le début manque ainsi que la fin, et intitulé *Matériaux du mémoire abrégé fait en 1785*. C'est une histoire détaillée de toute la politique suivie à l'égard des protestants depuis 1685 : on y trouve une analyse serrée du « système politique de la Déclaration de 1724 », des variations qui se sont produites dans la politique du clergé et du conflit qui opposa vers 1750 le clergé à la magistrature, toutes idées qui se trouvent exposées plus brièvement dans le premier mémoire imprimé et qui avaient longuement retenu l'attention de Malesherbes, ainsi que nous l'avons vu plus haut, dans la première partie de cet ouvrage.

(4) *Tocqueville*, ibidem. Deux pages autographes au début et plusieurs autres plus loin. Ce mémoire a été confié à Rulhière en août 1784 ; cf. ch. précédent, p. 561, note 5.

(5) *Tocqueville*, ibidem. Quelques corrections marginales et parties autographes en marge ou ajoutées.

4°) *Mémoire sur l'état des protestants en France.* (6)

« Tout le monde convient aujourd'hui que la persécution soufferte en France par les protestants depuis un siècle est contraire à la loi naturelle et qu'elle a fait un tort irréparable au royaume par le grand nombre de sujets dont elle l'a privé... »

Tel est le début. Dans la suite, Malesherbes énonce les cinq points qui seront l'objet de son étude :

1°) inefficacité des moyens violents de conversions et vanité de tout espoir de conversions sincères tant que durera la persécution ;

2°) du moment que l'on ne peut plus espérer convertir le peuple par autorité, « la justice et l'humanité ne permettent pas de laisser subsister des lois contraires à la loi naturelle qui n'ont été rendues que dans cette espérance » ;

3°) les adoucissements employés qui ne consistent que dans la non-exécution des lois sont à la fois insuffisants et dangereux, car ils discréditent le pouvoir et « introduisent dans l'exercice de la justice un arbitraire contraire à l'autorité du roi et à la liberté des citoyens » ;

4°) tout ce qui a été fait sous Louis XIII et Louis XIV pour le maintien de l'autorité, l'extinction de la haine entre les deux partis et la pacification du royaume, doit être respecté ;

5°) pour rendre aux protestants la justice qui leur est due, les grands changements ne sont pas nécessaires, « il suffit de les faire jouir légalement de l'état dont on les laisse jouir contre la disposition des lois » ; or, pour rédiger une nouvelle loi, « il faut en puiser les principes dans les actes émanés de Louis XIV lui-même » ; Louis XIV, d'ailleurs, ne s'écarta de ses principes que « parce qu'on lui fit espérer qu'un autre système allait produire la conversion générale des hérétiques de son royaume » ; cette espérance étant démontrée absurde, il est permis d'affirmer que Louis XIV, « s'il avait pu prévoir ce qui s'est passé depuis son règne, serait nécessairement revenu à son plan, et la loi qu'on proposera aujourd'hui sera celle que lui-même adopterait s'il vivait dans notre siècle ».

Ce que Malesherbes se propose d'établir dans ce long mémoire, et en particulier la thèse (qui chemine depuis longtemps dans son esprit) selon laquelle Louis XIV n'a pas voulu retrancher les réformés du corps de la nation et approuverait la loi qui s'impose aujourd'hui, — il le reprendra dans les mémoires imprimés ; la critique de la politique des conversions fera l'objet (comme nous le verrons un peu plus loin) du *Mémoire sur le devoir et la possibilité pour un*

(6) *Archives de Tocqueville*, L. 125. Il y a trois états successifs de ce mémoire ; le premier comporte en marge de longs passages autographes, des surcharges et des additions autographes ; le deuxième état comporte encore, dans le premier chapitre, quelques corrections autographes ; dans le troisième état il n'y a plus que des modifications de l'écriture du copiste, et seulement dans le premier chapitre. Enfin, à part, nous avons une copie absolument nette de ce chapitre premier.

roi de travailler à la conversion de ses sujets, et elle remplira toute la deuxième partie du *Mémoire sur les exclusions* (7).

Au reste, ce *Mémoire sur l'état des protestants en France*, où Malesherbes annonce cinq chapitres, n'en comporte en fait que trois, et il est visible que l'auteur ne l'a pas conduit à son terme, jugeant préférable d'en répartir les éléments dans plusieurs travaux distincts.

B. - MÉMOIRES IMPRIMÉS, DE 1785 ET 1786.

Comme le fait remarquer la *Correspondance Littéraire* de Grimm dans son compte-rendu de décembre 1787, on ne trouve pas dans les deux mémoires imprimés de larges mouvements d'éloquence, un style fastueux ou véhément. Malesherbes ne cherche nullement à provoquer l'émotion. Certes, il flétrit la Révocation de l'Edit de Nantes, mais il s'attache avant tout, par une analyse serrée de la question et par une argumentation juridique, à démontrer l'urgente nécessité qui s'impose de rendre aux protestants leurs droits civils et de ne plus les traiter comme des parias, dans l'intérêt même de la nation française et de la monarchie. C'est sur un ton dépourvu de toute passion qu'il expose le problème sous son aspect historique, mettant au premier plan les arguments qui lui paraissent susceptibles d'emporter l'adhésion du Roi et du Conseil.

Tel est surtout le premier mémoire, écrit en 1785. Malesherbes constate d'abord le fait dans sa réalité nue : après un siècle de persécutions, il y a encore en France un nombre considérable de protestants. Malgré tous les moyens — séduction ou violence — employés pour convertir les populations protestantes, Louis XIV n'a pu obtenir cette conversion générale qu'il avait tant à cœur. « *Puisqu'il est prouvé que la persécution ne produit point la conversion, il est temps que la justice et l'humanité reprennent leurs droits* ». Mais précisément Louis XIV, quoique emporté trop loin par son zèle religieux (8), n'a pas voulu, prétend Malesherbes, réduire les protestants à l'état lamentable où ils se trouvent aujourd'hui. Sa première pensée était de fixer leur état par une loi, mais il en a été détourné par de mauvais conseillers et notamment par le clergé de son temps, obsédé du désir d'arriver par n'importe quels moyens à l'extinction totale de l'hérésie.

Malesherbes essaye ensuite d'expliquer l'inaction dont le gouvernement a fait preuve dans sa conduite à l'égard des protestants pendant le règne de Louis XV. Des hommes éclairés, tels que Joly de Fleury et d'Aguesseau, auraient adopté les idées premières de Louis XIV

(7) Tout le deuxième chapitre de ce *Mémoire sur l'état des protestants en France* est une histoire des conversions : Malesherbes énumère en les classant les moyens employés pour convertir les réformés depuis un siècle, depuis les dragonnades jusqu'à la pression exercée sur les malades dans les hôpitaux et aux méthodes insinuantes de séduction.

(8) Dans le *Mémoire sur l'état des protestants en France*, que nous avons signalé plus haut, nous lisons cette phrase, à la fin d'un parallèle entre Louis XIV et le duc de Savoie. « Le malheur de la France fut que chez Louis XIV la dévotion ne cédait jamais à la politique. »

si l'on n'avait pas craint une forte opposition des principaux corps du royaume, « *ce qui n'est plus à craindre ces temps-ci où les querelles du clergé et de la magistrature sont oubliées* ». L'interprétation donnée par Malesherbes de la pensée du Grand Roi à l'égard des réformés est, certes, fort contestable. Nous avons de bonnes raisons de croire qu'il n'était pas lui-même bien convaincu de ce qu'il avançait. Mais qu'importe ! ne fallait-il pas essayer d'écarter le plus grand des obstacles qu'on avait opposé jusqu'ici aux tentatives par lesquelles certains voulaient rendre la situation des protestants plus supportable ? Or, cet obstacle n'était autre que « *le préjugé tiré de l'autorité respectable de Louis XIV* ». En affirmant que ce roi, tout en révoquant l'Edit de Nantes, n'avait pas voulu rejeter les protestants hors de la nation, l'auteur du mémoire développait un argument habile, susceptible de toucher Louis XVI, hésitant et timoré.

Et la preuve de ce qu'il avance, Malesherbes prétend la trouver dans différents arrêts du Conseil sous Louis XIV (9), et notamment dans l'arrêt du 15 septembre 1685, d'un mois antérieur à la Révocation (et que celle-ci n'entendait pas infirmer) : cet arrêt portait que les religionnaires des provinces où l'exercice du culte réformé était interdit, pourraient se marier devant des ministres de leur religion choisis par les intendants, et que les registres où seraient consignés ces mariages (ainsi que les naissances qui en pourraient résulter) seraient tenus au greffe de la juridiction royale la plus proche. Il est vrai qu'un mois après, l'Edit de Révocation chassait les pasteurs dans un délai de quinze jours ! Mais Malesherbes suppose que le roi pouvait toujours se réserver la faculté d'autoriser les pasteurs choisis par les intendants à venir procéder à ces mariages. En fait — et il le constate — aucun protestant ne demanda à bénéficier des dispositions de l'arrêt du 15 septembre 1685 et celui-ci, bien que toujours en vigueur, ne fut jamais appliqué : et le clergé s'en réjouit, car son but était de marier les protestants « dans l'Eglise », bien ou mal convertis ! A cette époque, il n'était pas choqué de ce qu'un faux converti commit un sacrilège en recevant un sacrement auquel il ne croyait pas.

Sous Louis XV la politique du clergé changea : considérant (avec raison) qu'il était scandaleux de laisser profaner les sacrements, il devint rigoureux et exigea des « nouveaux convertis » qui, pour la plupart, n'étaient pas convertis du tout, des épreuves inacceptables de leur part. C'est alors que les protestants se sont réfugiés dans une sorte de clandestinité. « *La profanation des sacrements était un scan-*

(9) Malesherbes avait sous les yeux la collection complète des « édits, déclarations et arrêts » concernant les protestants sous Louis XIV et Louis XV, depuis la déclaration du 2 avril 1666 qui règle « les choses que doivent observer ceux de la R.P.R. » jusqu'à l'arrêt de 1769 qui fait défense aux nouveaux convertis d'aliéner leurs biens sans permission, et l'arrêt du Parlement de Douai du 21 décembre 1778. Cette collection figure dans les *Archives de Rosambo*, carton 15. Sur la page de couverture, Malesherbes a écrit de sa main : « Arrests sur les affaires des protestans, que je crois doubles dans les recueils que j'ay à faire. Je ne l'ay cependant pas exactement vérifié. Ce sera chose à revoir quand j'aurai le tems. S'il y en a qui manquent ils sont peu importans. »

dale qu'il fallait faire cesser. Mais il fallait en même temps pourvoir au sort des citoyens à qui il ne restait plus de moyens d'assurer leur état-civil et celui de leurs enfants ». C'est ce qu'aurait certainement voulu faire un magistrat tel que Joly de Fleury, mais les circonstances défavorables l'ont empêché de réaliser son dessein. ⁽¹⁰⁾

Examinant la politique des gouvernements du XVIII^e siècle à l'égard des protestants, Malesherbes s'attache principalement à dénoncer les conséquences néfastes de la Déclaration du 14 mai 1724, par laquelle on défendit sous les peines les plus sévères tous les mariages qui seraient faits hors de l'Eglise. Cet arrêt était fondé sur « la supposition établie depuis 1715 qu'il n'y avait pas de protestants en France ». Il fallait, dit Malesherbes, reconnaître comme bien démontrée cette vérité que le mariage des protestants dont nul n'ignore la religion, célébré dans l'Eglise catholique, est un scandale qui ne sert à rien pour la conversion, et, par conséquent, comme on ne pouvait leur ordonner de se marier dans l'Eglise sans profaner un sacrement, il fallait leur permettre de se marier *hors* de l'Eglise.

Le second mémoire est divisé en trois chapitres. Dans le premier, l'auteur démontre que le « système d'une tolérance tacite » que l'on suit depuis quelques années ne résout rien ; laisser tomber en désuétude les lois existantes n'est pas une solution ; il faut faire une loi. ⁽¹¹⁾ Dans quel principe la loi doit-elle être faite ? C'est à quoi répond le second chapitre, où Malesherbes démontre que l'essentiel de cette loi nouvelle et nécessaire se trouve presque entièrement contenu dans les arrêts rendus sous Louis XIV dont il a parlé plus haut. ⁽¹²⁾ Les protestants auront enfin un état-civil et seront intégrés *en tant que protestants* dans la communauté nationale. Malesherbes est persuadé qu'ils n'y seront pas un ferment de division : il met en lumière la fidélité que, même pendant les guerres étrangères, ils ont témoignée au roi qui pourtant les traitait durement ; il dénonce les actes les plus monstrueux d'intolérance, notamment l'exécution de plusieurs pasteurs au mépris des garanties données : « Comment veut-on que les protestants comptent pour toujours sur la tolérance

(10) Sur le rôle joué par Joly de Fleury et sur les pensées et les desseins que lui prête Malesherbes, cf. 1^{re} partie, chap. XV, 1. Le fameux mémoire de Joly de Fleury a été imprimé par Malesherbes en tête des « pièces justificatives » qui font suite à son premier mémoire.

(11) Il institue ici une discussion juridique : si les protestants n'ont pas de mariages légaux, un mauvais mari protestant pourra répudier sa femme ; celle-ci serait dans l'impossibilité de prouver qu'elle a été mariée ; quant à la « preuve testimoniale », elle n'offre aucune garantie. (Ce refus d'accepter la preuve testimoniale avait d'ailleurs été opposé par le Parlement de Bordeaux à la requête de Mme d'Anglure, fille de protestants mariés vers 1750 et dont la naissance légitime était contestée. L'affaire fut portée devant le Conseil ; Malesherbes, qui s'y intéressa beaucoup, se prononça pour la cassation de l'arrêt de Bordeaux (1787).)

(12) « Ce qu'on se permettra d'y ajouter ne tendra qu'à rendre plus efficaces les mesures prises par Louis XIV et avant lui par Louis XIII pour que les protestants ne soient plus une nation en quelque sorte étrangère au milieu du royaume [...]. Ce qu'on se permettra d'en retrancher ne sera que quelques dispositions faites dans l'espérance d'une conversion générale et prochaine qu'on avait dans le temps de la Révocation de l'Edit de Nantes et dont on a été désabusé à la fin du règne de Louis XIV ».

dont on les flatte aujourd'hui ? » Il flétrit les lois qui punissent les relaps, c'est-à-dire les convertis de force qui font à nouveau profession de la religion réformée. Il condamne la politique des yeux fermés, trop facile, qui ne donne aucune sécurité pour l'avenir, car elle ne garantit pas qu'on ne reviendra pas un jour à la répression brutale.

Ce second chapitre est suivi de sept « Observations » destinées à éclairer certains points litigieux ; nous ne les analyserons pas en détails, nous bornant à signaler les pages qui concernent les Juifs, dont Malesherbes montre que la situation est très différente de celle des protestants et variable de province à province, — et la septième observation, consacrée aux pasteurs, que l'auteur défend contre le reproche d'être des ennemis de l'Etat, dont il juge l'existence nécessaire, et pour lesquels il demande un statut.

Trois « principes » introduisent le projet d'édit :

« 1° Il est nécessaire de donner aux protestants sujets du Roi un état-civil et les droits communs de tous les citoyens, celui de jouir tranquillement de leurs biens et de transmettre leur nom et leur succession à leurs enfants.

2° Les hérétiques ne doivent être qu'une secte dans l'Eglise et non un parti dans l'Etat.

3° En donnant aux sujets non catholiques du Roi un état-civil certain, ce qui est de justice, le Roi peut sans injustice employer les moyens de grâce et de faveur pour attirer les hérétiques à la religion catholique ». (13)

Quant au projet d'édit proprement dit que précèdent les « observations » et l'énoncé des principes, et qui ne figure pas dans la première édition du mémoire, il comprend le préambule et seize articles.

Le préambule, qu'on lira plus loin (14), est employé à établir la fausseté de la trop fameuse « *présomption de droit* », selon laquelle il n'existait plus de protestants en France, et qui avait été à la base de la Déclaration de 1715. On y ajoute le souci du Roi de ramener, par les voies de la persuasion, tous ses sujets à la religion catholique.

Quant aux articles, ils sont tous accompagnés d'un commentaire plus ou moins long dans lequel Malesherbes justifie sa rédaction et s'efforce avec ténacité de montrer que son projet est inspiré par les textes antérieurs à l'Edit de Révocation. (15)



Nous avons dit plus haut que ce second mémoire comprenait trois chapitres. En effet la préface, écrite par Malesherbes, fait mention

(13) Ce troisième principe, qui figure sur le texte imprimé, a pu être ajouté après coup pour des motifs que l'on comprend : il ne figure pas dans le manuscrit que nous avons trouvé dans les *Archives de Rosambo* ; par contre il figure, comme ci-dessus ou sous une forme un peu différente, dans toutes les rédactions du projet que renferment les *Archives de Tocqueville*.

(14) A la fin de cet ouvrage, Appendice II.

(15) Sur les rédactions successives du « projet » et sur quelques différences entre le projet et le texte qui sortit des délibérations du Conseil, cf. Appendice II.

d'un troisième chapitre consacré aux « autres objets concernant la R.P.R. sur lesquels il a été statué par la Déclaration du 14 mai 1724 » ; ces autres objets, l'auteur prévient qu'il ne les discutera pas un à un, mais qu'il montrera qu'il sera plus facile de s'y déterminer quand la loi sur l'état-civil des protestants aura été promulguée, et d'autre part qu'il serait dangereux de s'en occuper dès à présent.

Or ce troisième chapitre ainsi annoncé ne figure pas dans l'édition de 1787 (16), mais seulement dans celle de 1788 (sans nom d'éditeur), qui donne les deux mémoires en deux tomes et qui est précédée d'un « *Avertissement de l'éditeur* ». Nous en avons d'ailleurs trouvé une copie manuscrite, dans les archives de Rosanbo, où elle est intégrée à l'ensemble du mémoire (17), et une autre dans les archives de Tocqueville. (18)

Quels sont ces objets sur lesquels la Déclaration de 1724 avait statué d'une manière terrible, que l'édit actuel — uniquement consacré à l'état-civil — veut ignorer, mais qui seront beaucoup plus faciles à résoudre lorsque les protestants ne seront plus considérés comme exclus de la communauté nationale ? Il s'agit des *temples et des assemblées*, de l'*exclusion des places*, de la question des *relaps*, enfin de l'*instruction des enfants*.

Sur le premier objet, Malesherbes démontre qu'il est impossible consacrées à la prière et au culte : on y règle des différends et l'on y marie publiquement. Les ministres y ont non seulement un rôle d'empêcher les assemblées mais qu'il sera beaucoup plus facile d'y tenir la main quand on connaîtra les pasteurs qui les convoquent et les président. Ces assemblées, d'ailleurs, ne sont pas uniquement religieux, mais des fonctions civiles de juges et d'arbitres. Or ces fonctions leur échapperont quand les tribunaux ordinaires seront ouverts aux protestants comme aux autres sujets du Roi. Malesherbes préconise une surveillance des assemblées, comme il se faisait sous Louis XIII et sous Louis XIV avant la Révocation (le droit d'inspection n'est pas une vexation). Lorsque les protestants auront un statut légal, lorsque les pasteurs seront, sinon officiellement *reconnus*, du moins *connus* des autorités civiles, il sera infiniment plus facile d'exercer un contrôle sur l'activité de ces ministres et le comportement des fidèles.

Quant à l'exclusion des places, qu'il est si facile d'éluder aujourd'hui en produisant un billet de confession faux ou obtenu par une profanation du sacrement, il sera impossible d'y échapper quand la religion dans laquelle on est né sera déclarée par un acte de naissance ou l'acte de mariage du père. Si l'on se fait passer pour catho-

(16) On lit seulement, à la fin de la préface : « Nota. Ce 3^{me} chapitre ne s'est point trouvé dans la copie qui est tombée entre nos mains. » Il est évident que Malesherbes a jugé imprudent de l'imprimer avant la promulgation de l'édit.

(17) Carton 171, 1^{er} dossier.

(18) Feuilles séparées portant « chapitre III ».

lique, on commettra une abjuration. Au demeurant, Malesherbes ne cache pas qu'il est d'avis de réviser la liste des exclusions. (19)

Pour les « relaps », victimes des rigueurs terribles de la Déclaration de 1724, l'avantage sera tout aussi clair.

« Il n'y aura plus de ces protestations publiques faites par des mourants qui scandalisent les catholiques du voisinage, quand ils n'auront pas été induits à dissimuler leur religion pendant leur vie, comme ceux que Mme de Maintenon faisait convertir par Péllisson à prix d'argent et qu'ils n'y auront pas été forcés comme le plus grand nombre le furent dans le temps des dragonnades ».

Voit-on de ces scènes publiques chez les luthériens d'Alsace dont la religion est reconnue ? Et comment empêcher des mourants tenaillés par les remords d'une abjuration forcée ou simulée d'expier par une déclaration publique ce qu'ils considèrent comme un crime ? Non, de telles scènes, scandaleuses sans doute, mais compréhensibles, ne se renouvelleront plus lorsque les calvinistes auront un statut légal, et si d'aventure elles se reproduisaient parfois, il serait aisé d'y mettre fin en condamnant ceux qui auraient convoqué une assemblée pour insulter la religion catholique : l'article 16 de l'édit y suffirait amplement. (20)

Reste l'éducation des enfants. Malesherbes montre que sur ce point la législation a beaucoup varié depuis plus d'un siècle. Il fait le procès des mesures qui ont été prises (options forcées à un âge trop jeune, enlèvement des enfants à leurs familles, etc...) ; il dénonce leur injustice et surtout leur inefficacité. Des dispositions aussi draconiennes que celles de la Déclaration de 1724 qui va jusqu'à viser les enfants dont les grands-parents auraient été protestants, n'ont guère pu être exécutées jusqu'à présent. Il ne propose aucune solution, se bornant à dire que la nouvelle loi ne nuira en rien au parti qu'on voudra prendre.

Ainsi ce troisième chapitre est destiné à démontrer que la signature de l'édit ne pourra que faciliter la solution des autres problèmes. *Ce qui signifie clairement que les autres problèmes existent et qu'il faudra bien les résoudre un jour dans un sens libéral.* Et c'est à les résoudre que Malesherbes ne cesse de travailler secrètement...

C. - MÉMOIRES INÉDITS DE 1787.

Dans une introduction qu'il avait préparée pour l'ensemble des travaux qui devaient suivre les deux mémoires imprimés, Malesherbes

(19) Il en parlera tout au long dans le mémoire spécial consacré à cet objet et que nous analysons plus loin.

(20) Rappelons que la Déclaration de 1724 prévoyait en ce cas des « châtimens barbares », comme la flétrissure de la mémoire du mort, le bannissement, les galères, la confiscation des biens dans le cas où le mourant recouvrait la santé.

annonçait clairement son dessein. Après avoir rappelé la signification du troisième chapitre du mémoire de 1786, il écrivait :

« Il faut cependant avoir des mémoires préparés sur toutes ces questions, qui sont : 1° celle de la publicité du culte et des assemblées ; 2° celle de l'exclusion des charges, des places et de quelques professions ; 3° celle des lois contre les relaps et apostats ; 4° celle de l'instruction à donner aux enfants des religionnaires. J'y joindrai l'examen d'une autre question dont je n'ai pas encore parlé et qui mérite une grande attention, qui est celle des mariages entre catholiques et protestants ».

De ces cinq sujets, Malesherbes n'en a traité que trois — du moins à notre connaissance. Pour la première question (publicité du culte et des assemblées) il déclare qu'il s'en tiendra à ce qu'il a dit dans son second mémoire ; d'autre part, nous n'avons pas trouvé trace d'un ouvrage sur l'instruction des enfants. Par contre, nous possédons le *mémoire sur les exclusions*, le *mémoire sur les relaps et apostats*, le *mémoire sur les mariages mixtes*. Ils ont tous été écrits en 1787, puisque c'est sous le titre général de *Mémoires de 1787* qu'ils se trouvent groupés.⁽²¹⁾ Nous analyserons succinctement le contenu de ces trois ouvrages.

I. - *Mémoire sur les lois qui ont exclu les protestants des places et de quelques professions.*

L'Edit de Nantes ne prévoyait pas d'exclusions, mais sous le règne de Louis XIII et au début de celui de Louis XIV, on prit le parti de fermer insensiblement aux protestants les places importantes. Cependant, on convertissait peu à peu toute la noblesse huguenote. C'est à partir de la paix de Nimègue et avant la Révocation, donc en l'espace de six années seulement, que furent prononcées une foule d'exclusions par arrêts du Conseil ou par des Déclarations enregistrées. L'Edit révocatoire ne comporte aucune exclusion. C'est la Déclaration du 13 décembre 1698, ouvrage de d'Aguesseau, qui présente une sorte de Code rationnel des exclusions. La Déclaration de 1724, élaborée d'ailleurs secrètement, complètera et achèvera cet ouvrage.

Malesherbes indique ici le plan qu'il va suivre : dans la première partie du mémoire, il discutera les articles des Déclarations de 1698 et 1724 sur les exclusions. Dans une seconde partie, il donnera le tableau des conversions qui se sont faites sans qu'il y eût des exclusions légales, c'est-à-dire dans le temps où la politique exigeait qu'on détachât de la religion protestante les maisons qui en faisaient un parti redoutable. Et il terminera « *en examinant si, à présent que toutes ces familles sont réunies à la religion catholique, il est nécessaire de faire intervenir la puissance du Roi pour la conversion de*

(21) Ces trois mémoires figurent — sous forme de copies parfaitement nettes — dans les *Archives de Rosambo*. Nous avons trouvé également le mémoire sur les exclusions et le mémoire sur les mariages mixtes dans les *Archives de Tocqueville* : il y figure même un brouillon autographe du mémoire sur les exclusions (un gros cahier broché).

ses sujets, et s'il n'est pas plus décent, plus utile et plus conforme à l'esprit de christianisme de laisser ce soin aux ministres de la religion et d'attendre qu'une religion sainte triomphe de l'erreur par la seule évidence, ce qui arrivera sans doute quand on aura supprimé quelques abus du régime ecclésiastique ».

Première partie. — Avant d'examiner les exclusions prononcées en 1698, Malesherbes pose les cinq principes suivants : a) il ne faut exclure aucun citoyen d'aucune profession libre, c'est-à-dire les professions dans lesquelles on est admis sans grâce spéciale et en faisant simplement la preuve de sa capacité ; b) s'il y a une place qui ne puisse être aussi bien remplie ou une profession qui ne puisse être aussi bien exercée par un Français catholique que par un Français hérétique, et par un Français que par un étranger qui voudrait être naturalisé en France, il faut donner la place à celui qui a une capacité supérieure ; c) il est barbare de priver les hommes de ceux qui leur sont nécessaires pour les grands besoins de la vie ; d) on ne doit jamais ôter aux subalternes l'espérance de parvenir aux grades supérieurs s'ils s'en rendent dignes par leur mérite ; e) le Roi ne doit jamais se lier les mains sur des choix qui ne doivent être faits que par lui personnellement, surtout quand il prévoit qu'il sera obligé parfois de faire des exceptions.

Armé de ces cinq principes, Malesherbes va faire une critique sévère des dispositions de 1698 et de 1724 sur les exclusions. Il passe en revue l'exclusion des magistratures et des offices de judicature, qu'il trouve normale, celle des professions d'avocat et de médecin, qu'il juge au contraire inadmissible. Il admet que les hérétiques se voient interdire l'enseignement dans les Facultés⁽²²⁾ et dans les collèges, mais proteste longuement contre leur exclusion de la profession de libraire : prenant l'exemple des de Tournes, libraires protestants de Lyon, il montre que si on les avait interdits, ils seraient allés s'établir à Genève. « *Ils me représentèrent ce privilège quand je fus chargé de la Librairie* ». Hélas ! les de Tournes ne furent pas interdits, mais ils subirent tant de vexations qu'ils furent quand même contraints de s'établir à Genève, ce qui entraîna un grave dommage pour la librairie lyonnaise.

« Je ne vois pas d'inconvénient à avoir un imprimeur hérétique [...]. J'ai présenté comme un avantage de la liberté, l'espérance que des imprimeurs étrangers pourraient venir s'établir en France ».

En ce qui concerne les charges municipales, il est absurde d'en exclure systématiquement les hérétiques.

« Pour la gestion des affaires municipales, il y a des provinces où l'on

(22) Et encore !... Il admet qu'il y a un certain danger à ce qu'un professeur à la Faculté de Droit soit protestant, mais il juge monstrueux d'exclure des chaires de médecine les hérétiques qui pourraient avoir un grand talent.

ne peut trouver que des protestants qui en fussent capables et dignes de la confiance de leurs concitoyens ».

Mais c'est surtout à l'article 12 de la Déclaration de 1724 que s'attaque Malesherbes. Cet article prévoit, en effet, l'exclusion générale des protestants de toute fonction publique. « *Comment ces législateurs n'ont-ils pas songé qu'il y avait telle place pour laquelle les talents d'un hérétique seraient nécessaires ?... On en a vu des exemples éclatants* ». Et l'auteur examine successivement les places de finances, les places ou emplois militaires, les places de la Cour.

N'entrons pas dans les abondants développements que Malesherbes consacre à la critique de ces trois catégories d'exclusions, développements nourris d'exemples historiques. Disons seulement que, dans ces trois domaines, il blâme l'exclusion des hérétiques. En ce qui concerne, particulièrement, les hautes dignités militaires, il écrit :

« Je soutiens que la religion ne doit jamais être un motif d'exclusion. Ce qui est le prix des services n'est pas une grâce, mais une justice ».

Et il cite le cas de M. de Schomberg, de Duquesne, du maréchal de Saxe... L'ordre de St. Louis même ne doit pas être fermé aux protestants, puisqu'il est le prix de services rendus.

« Il n'est pas plus permis de priver ceux qui ont le malheur d'être dans l'hérésie de la noblesse acquise par la profession des armes que de les priver de leur patrimoine ».

Quant aux places de la Cour et aux charges de la Maison du Roi, les seules qu'il soit raisonnable de comprendre dans l'exclusion, sont les petites places subalternes qu'on n'achète que pour leur privilège, et les grandes charges de ceux qui composent l'entourage du roi, de la reine, de la famille royale : pour ces dernières, d'ailleurs, il n'est pas nécessaire d'en mentionner l'exclusion dans la loi. (23)

Deuxième partie. — La seconde partie du mémoire pourrait constituer un ouvrage distinct. C'est en effet une histoire des conversions, riche en faits et en observations psychologiques. (24)

(23) Relevons, dans ce développement, un souvenir intéressant que Malesherbes rapporte en note : « Je me souviens d'avoir sollicité, il y a trente cinq ans environ, des lettres de naturalité pour un étranger protestant dont les talents et les connaissances pouvaient être utiles au royaume. »

(24) Malesherbes avait déjà étudié cette question, dans un mémoire dont la copie figure aux *Archives de Tocqueville* (L. 131) et intitulé « *sur le devoir et la possibilité pour un roi de travailler à la conversion de ses sujets* ». Il disait dans l'introduction : « Ce que je vais dire suffira pour faire connaître que tout ce que l'autorité peut faire pour la conversion des protestants est achevé ou le sera bientôt, sans qu'on en ait l'obligation aux lois pénales ni aux persécutions... » et il divisait son étude en quatre parties : 1) les moyens efficaces par lesquels les rois ont converti une partie de leurs sujets (depuis la conversion d'Henri IV jusqu'à la paix de Nimègue) ; 2) les moyens inutiles et odieux par lesquels on ne fait que les irriter (pendant la plus grande partie du règne de Louis XIV et le règne de Louis XV) ; 3) les précautions et les modifications avec lesquelles on pourrait encore mettre en usage les moyens qui ont produit des conversions politiques (c'est-à-dire des conversions par intérêt) ; 4) enfin « j'observerai que le meilleur de tous les moyens consisterait dans la révocation d'une défense qui a été faite dans le commencement de la persécution par une espèce d'aveuglement que je ne puis attribuer qu'à la

Avant même le règne de Louis XIII on travailla à convertir la noblesse (25) ; en l'espace de soixante-dix ans les protestants perdirent toutes les familles puissantes qui étaient leur appui. C'est ce que Malesherbes expose à grands renforts d'exemples et d'anecdotes, montrant que dans de nombreux cas ce sont des considérations humaines, des vues intéressées qui — dans une époque où pourtant l'irrégion était rare — ont produit les conversions (26), tandis que dans d'autres cas on se convertissait après une vive résistance et sous la contrainte. Finalement, il ne resta de protestants dans la noblesse que ceux qui avaient renoncé au service et le nombre en diminua à chaque génération. Quant aux familles bourgeoises assez riches pour aspirer à la noblesse, elles « *avaient aussi un motif de conversion non moins puissant que les gentilshommes* », car les lettres de noblesse n'étaient jamais accordées à des protestants.

Restait à convertir le peuple. Mais l'entreprise se révéla beaucoup plus ardue. Fléchier et Fénelon s'y employaient, mais les moyens de persuasion par la douceur étaient lents. On s'avisa alors d'acheter les conversions à prix d'argent : ce fut la méthode de Mme de Maintenon — que Malesherbes juge avec une grande sévérité — et de Péllisson, ancien protestant lui-même. Ces conversions n'étaient que des « *comédies indécentes* », un trafic scandaleux et d'ailleurs inefficace.

« Les enfants n'avaient que plus d'aversion pour une religion dont les pères n'observaient les pratiques que par la crainte des galères ».

Après avoir flétri les excès du clergé d'autrefois, Malesherbes rend un hommage habile au clergé actuel qui s'efforce par la douceur de ramener les brebis au bercail. Mais attention au zèle imprudent ! La religion chrétienne et la foi ont beaucoup perdu à ces conversions obtenues soit par la menace, soit en faisant appel à l'intérêt ! (27)

La conclusion est une condamnation sans appel de ces conversions que l'on a vraiment essayé de justifier par le souci de la sécurité publique. Et Malesherbes entreprend de réfuter avec chaleur une accusation trop souvent portée contre les réformés. Il brosse un rapide historique des guerres de religion au xvi^e siècle et montre que toutes les responsabilités sont loin d'incomber aux protestants.

passion qu'on avait alors pour les lois prohibitives ». Les deux premières parties seules paraissent avoir été traitées, et encore le second chapitre est-il incomplet sur la copie. Parmi les moyens « efficaces » de conversion, Malesherbes énumère les missions (comme celle de Fénelon en Saintonge), les exclusions de places et les grâces accordées aux convertis.

(25) L'exemple de la conversion de Henri IV avait été contagieux.

(26) Malesherbes fait ici une longue analyse de la conversion de Turenne, « dont on fit l'honneur à Bossuet et qui ne fut pas l'ouvrage de la contrainte ou de la séduction ». Il raconte aussi les conversions de Montausier, du prince de Tarente, de Mlle de Duras... (les femmes résistaient plus que les hommes).

(27) On voit bien comment la seconde partie du mémoire se lie à la première : les exclusions que l'on a édictées contre les protestants ont été utilisées comme un excellent moyen pour provoquer des conversions intéressées.

« Il est donc vrai que depuis 1629 jusqu'à nos jours le Roi n'a jamais eu de plus fidèles sujets que les protestants, et qu'ils l'avaient été également dans les dernières années de François I^{er}, pendant tout le règne d'Henri II, malgré les massacres et les cruelles exécutions.

« Il est vrai qu'ils ont pris les armes quand ils y ont été forcés par la nécessité de défendre leur vie.

« Il est vrai aussi qu'ils les ont prises quand, sous des rois enfants et sous des régences incertaines, on ne pouvait savoir où résidait l'autorité du roi et que dans ces temps malheureux ils y étaient excités par des catholiques qui se servaient d'eux comme instruments de leur ambition.

« Il est donc absolument faux que la religion protestante donne l'esprit d'indépendance et de rébellion... »

Vibrant plaidoyer où s'expriment, sans précautions diplomatiques, les sentiments véritables de Malesherbes...

II. - *Mémoires sur les relaps et les apostats.* (28)

« Les déclarations du 29 Avril 1686 et du 8 Mars 1715 étaient aussi contraires à la raison qu'à la justice et furent dictées par la colère des ministres qui, s'étant fait un mérite aux yeux du roi du grand nombre de conversions, étaient outrés du démenti authentique que leur donnaient chaque jour les prétendus convertis dans le moment terrible où toute politique cesse et où la vérité éclate sans qu'aucune considération humaine puisse la faire dissimuler ».

Il s'agit des relaps à l'article de la mort, contre lesquels la Déclaration de 1724 sévit lorsqu'il y a publicité et scandale. Malesherbes blâme ces scènes publiques souvent organisées par la famille du mourant, mais, comme il l'a dit dans le mémoire de 1786, elles ne se produiront plus lorsque les protestants ne seront plus obligés de dissimuler leur religion pendant leur vie.

Il passe ensuite en revue les lois générales sur les apostats et relaps, lois qui sont plus anciennes que la Révocation de l'Edit de Nantes et dont il souligne l'illogisme :

« Celui qui de bonne foi et par une erreur de l'esprit adopte à l'âge de raison une mauvaise doctrine n'est pas plus coupable que celui qui l'a puisée dans le catéchisme de son enfance ».

Quant aux relaps, qui ne connaît l'inconstance de la raison humaine ? « *La volonté de l'homme est ambulatoire jusqu'au dernier instant de sa vie* ». Il est tout aussi admissible de retourner au protestantisme après avoir été catholique que de retourner au catholicisme après avoir été protestant.

Après ces considérations générales, Malesherbes analyse successivement la question des relaps et celle des apostats, en mettant en lu-

mière les intérêts temporels qui ont souvent produit les « crimes » de relaps ou d'apostasie.

1. *Relaps*. — Long développement historique sur les dragonnades⁽²⁹⁾ qui, par des violences odieuses et même des tortures, avaient pour but de produire des conversions massives, conversions évidemment dépourvues de toute sincérité.

« Les paysans se soumettaient pour éviter les tortures, croyant que leur soumission ne tirait pas à conséquence, mais après venaient les juges et les curés et on leur faisait connaître les lois sur les relaps ».

Ces lois, Malesherbes voit en elles « *le plus formidable instrument de persécution* ». Il expose ensuite la politique du P. Le Tellier, qui « *mit le comble à cette tyrannie, en 1715, en déclarant qu'il n'y avait plus de protestants en France et en soumettant par ce moyen à la peine contre les relaps tous ceux qui n'avaient jamais varié dans leur religion* ». Ainsi un protestant qui ne voulait pas faire de faux actes de catholicité et qui cependant ne voulait pas encourir la peine de relaps, était réduit à ne faire aucun acte de christianisme !

Les raisons qui ont fait établir les lois sur les relaps ne subsistent plus aujourd'hui. Il y a trois sortes de relaps : 1° ceux qui dans leurs deux changements ont été de bonne foi ; 2° les malheureux qui n'avaient dissimulé leur religion que pour céder à la violence ; 3° ceux qui ont fait une fausse abjuration par intérêt : mais alors ce n'est pas dans le moment de leur retour à leur religion qu'ils sont coupables, c'est dans celui de leur fausse conversion. C'est donc contre la fausse conversion qu'il faut lutter.⁽³⁰⁾ Quant aux relaps des deux premières catégories, qui pourrait dire qu'ils ne sont pas innocents ?

2. *Apostats*. — Après avoir posé le principe qu'un apostat de bonne foi ne mérite aucune punition au tribunal de la justice humaine, car « *l'erreur n'est pas un crime* », l'auteur recherche pourquoi le nom d'apostat est devenu odieux dans tous les pays.

« C'est quand les religions sont devenues un parti, qu'il y a eu des guerres, ou quand chaque secte est devenue la religion d'une nation, qu'on a regardé comme une action infâme d'en changer ».

On a joint à l'idée d'apostat celle de déserteur et de traître... Seuls les apostats de mauvaise foi méritent l'animadversion de la justice, mais comment déterminer qu'il y a mauvaise foi ?

Malesherbes estime qu'il faut examiner la question des apostats comme celle des relaps et envisager quels sont les *intérêts temporels*

(29) Ce développement sur les dragonnades est particulièrement intéressant, surtout parce que Malesherbes révèle des instructions secrètes qui furent données alors.

(30) Or, fait observer Malesherbes, si on maintient le système d'exclure les protestants des places et charges on favorise les fausses conversions. On voit le lien qui existe entre ce mémoire-ci et le précédent.

qui peuvent (ou ont pu) engager des catholiques à apostasier, car ce n'est que la crainte des apostasies de ce genre qui a pu donner lieu à sévir contre les apostats.

Les auteurs des Déclarations de 1663, 1664 et 1679 ont paru en effet redouter que la religion protestante n'offrit des avantages qui pussent favoriser l'apostasie, notamment la relative facilité du divorce et la liberté donnée aux prêtres protestants de se marier. Le mémoire nous offre ici un long développement historique et critique sur le célibat des prêtres, sur le danger des vœux prématurés et téméraires (31) et sur l'apostasie des religieux qui fut comprise dans les trois Déclarations visant le crime de relaps, bien qu'on n'ait promulgué la loi générale contre les apostasies qu'en 1680. Au terme d'une longue discussion juridique, Malesherbes conclut que *« la permission donnée aux protestants d'avouer leur religion ne donnera pas lieu à l'apostasie des prêtres et des religieux qui voudraient se marier puisque la nullité de leur mariage se trouvera toute jugée par la jurisprudence qui avait lieu pendant l'Edit de Nantes »* et qui a toujours été en vigueur.

D'ailleurs, examinons les choses telles qu'elles sont ! En condamnant l'apostasie, le roi ne peut avoir d'autre intention que d'empêcher qu'on ne quitte la religion catholique pour des motifs d'ordre temporel. (32) Or, en France, il y a bien plus d'intérêt temporel à être catholique qu'hérétique : il est superflu d'en faire la démonstration.

Malesherbes va donc formuler des conclusions très hardies : en ce qui concerne les relaps, il est inutile de faire une loi, car il n'y aura plus de conversions forcées ou de conversions achetées à prix d'argent ; restera le cas de ceux qui, ayant abjuré pour obtenir une place, retourneront à leur religion première : pour ceux-là la seule peine à prévoir sera de leur faire perdre, quand ils reprendront leur religion, la place qu'ils avaient usurpée à la faveur d'une fausse conversion ; quant aux apostats de bonne foi, il est inutile et injuste de faire une loi contre eux ; il faut même mettre sur le même plan ceux qui sont nés dans la religion protestante et ceux qui l'ont prise par choix.

Le mémoire s'achève par une vive diatribe contre les mauvais conseillers qui ont excité le zèle de Louis XIV (33) contre les apostats. On a caché au Roi qu'il y avait beaucoup de religieux sans vocation

(31) Le danger eût été que les « malheureuses victimes » qui, ayant prononcé des vœux téméraires, se trouvaient enfermées dans des maisons religieuses, n'eussent eu rien d'autre à faire qu'à se déclarer protestantes pour recouvrer leur liberté. Pour parer à ce danger on inséra dans l'Edit de Nantes des articles secrets (notamment l'article 39). La fin du mémoire contient un plaidoyer chaleureux en faveur de la révocabilité des vœux.

(32) Quant aux apostasies sincères, résultat d'une conviction profonde, elles seront, observe Malesherbes, de plus en plus rares aujourd'hui, les esprits étant plus entraînés vers l'irreligion que vers l'hérésie.

(33) « Louis XIV, prince juste, mais né sur le trône et à une trop grande distance des malheureux pour avoir jamais pu savoir à quel point le besoin est l'excuse des fautes ».

qui trouvaient insupportable le joug qu'ils subissaient. On lui a fait faire de la fidélité au vœu de célibat une loi civile. On lui a fait croire qu'on ne pouvait pas être hérétique de bonne foi. Et Malesherbes contient mal son indignation :

« Il n'appartient pas, dit-il, à la puissance temporelle de punir des péchés quand ils ne troublent pas l'ordre de la société civile [...] ».

« Les ministres de l'Eglise dérogent à leur dignité en s'assimilant à des soldats recruteurs qui enferment entre quatre murailles ou gardent à vue les imprudents par qui ils ont fait signer un engagement » et quand ils punissent « ceux qui se sont échappés de leur clôture comme des soldats déserteurs ».

Tel est ce mémoire, assez mal composé, plein de digressions, non exempt de mouvements passionnés, et qui s'achève en un violent réquisitoire contre les vœux monastiques.

III. - *Mémoire sur les mariages entre catholiques et protestants.* (34)

On a imaginé, dit Malesherbes en commençant, bien des moyens de conversion ; on a négligé le meilleur : engager les protestants à se marier avec des catholiques.

Les protestants, en effet, ont presque toujours été perdants aux mariages mixtes, surtout quand la femme était catholique : Malesherbes étaye son affirmation par quelques exemples célèbres. Or la politique de Louis XIV et du clergé a été prohibitive et maladroite : édit de 1680 qui interdit les mariages mixtes et déclare nuls ceux qui auraient été contractés, édit de 1683 qui, pour l'Alsace, prohibe les unions entre catholiques et luthériens.

Cela dit, Malesherbes annonce qu'il traitera les trois points suivants :

1) Il établira que c'est à l'autorité temporelle de permettre ces sortes de mariages ; 2) il examinera quels ont été dans tous les temps les principes sur les mariages mixtes, principes de droit touchant leur validité — principes d'administration pour les permettre ou les défendre ; 3) il fera voir dans quelle forme ils doivent se faire.

Le premier chapitre est une brève argumentation juridique : les canons de l'Eglise ne considéraient pas comme nuls les mariages mixtes ; seul l'édit de 1680 a décidé de leur nullité. Le second chapitre, par contre, se présente comme un long développement historique sur les motifs de l'édit de 1680. Deux motifs étaient en effet mentionnés dans le préambule : 1°) ces mariages exposent les catholiques à la tentation perpétuelle de se pervertir : sur ce point, Malesherbes se borne à répondre que c'est précisément le contraire qui

(34) *Archives de Rosambo*, carton 17², et *Archives de Tocqueville*.

risque de se produire ; 2°) les canons des conciles ont condamné ces mariages comme un scandale public et une profanation du sacrement.

C'est ce deuxième point surtout que Malesherbes entreprend de contester, se fondant principalement sur le *Traité du mariage*, de Pothier (35), et sur le mémoire de Joly de Fleury qui a fait sur cette question des recherches approfondies.

Il examine successivement la doctrine de tous les conciles qui ont statué sur les mariages mixtes, ainsi que la doctrine des Pères de l'Eglise (saint Augustin, saint Cyprien, Tertullien), puis fait une critique des circonstances dans lesquelles ces Pères de l'Eglise ont écrit et ces conciles ont été tenus. (Le seul concile qui ait défendu le mariage avec des hérétiques sous peine de nullité, est le concile dit « in Trullo », tenu en 692 dans le palais de l'empereur Justinien II, mais ce concile n'a aucune autorité dans l'Eglise.)

La doctrine des conciles a été diverse et flottante ; mais que dire de la façon de penser des papes des derniers siècles ? Ceux-ci ne se sont jamais montrés trop intransigeants. Malesherbes le prouve aisément par des exemples de mariages princiers, sur les circonstances desquels il s'étend longuement : mariage d'Henri IV avec Marguerite de Valois — union d'ailleurs grevée de parenté — mariage de Madame Catherine, sœur d'Henri IV, avec le duc de Bar, catholique, et son parent (union célébrée par le cardinal de Bourbon en 1599 après de longues difficultés, il est vrai (36)) — mariage d'Henriette de France avec Charles I^{er} d'Angleterre, qui fut traité libéralement par deux papes, Grégoire XV et Urbain VIII. Enfin, il signale l'attitude libérale d'un pape contemporain, Benoît XIV, en ce qui concerne les mariages entre Hollandais des Provinces unies et habitants des Pays-Bas catholiques : le pape blâme ces mariages, mais les déclare valides et dit qu'ils ne peuvent être brisés même si plus tard le conjoint catholique se repent de ce qu'il a fait. Or cette décision vaut pour les mariages contractés en des pays où la religion dominante n'est pas la catholique, où il y a donc un réel danger pour le conjoint catholique ; à plus forte raison le pape ne peut-il tenir pour nuls les mariages mixtes célébrés dans les pays où le catholicisme en tire un net avantage.

En somme, il y a contradiction entre la conduite du clergé de France et l'attitude des papes : cela tient à la vieille haine qui existe en France entre catholiques et calvinistes : « *passion épidémique* » qui devrait pourtant céder à la voix de la raison.

Malesherbes examine ensuite ce qu'ont pensé des mariages mixtes quelques auteurs protestants, et surtout comment en Alsace la ques-

(35) Robert-Joseph Pothier, jurisconsulte orléanais (1699-1772).

(36) Joly de Fleury, dans son mémoire, dont s'inspire si largement Malesherbes, avait consacré un développement à ce mariage. De même Joly de Fleury avait évoqué les décisions des Conciles en matière de mariages mixtes et l'on trouve également chez lui une discussion sur les rituels.

tion a été résolue par la Déclaration du 19 mars 1774 qui abrogea l'Edit de 1683 et abattit le mur qui séparait les luthériens des catholiques. (37) Malheureusement, on a inséré dans cette Déclaration des clauses d'application qui ont détruit à peu près tous les heureux effets qu'on était en droit d'attendre d'elle (ici Malesherbes fait une longue critique de ces clauses restrictives, notamment de celle qui impose une permission écrite préalable de l'évêque).

La conclusion de toute cette seconde partie du mémoire est qu'il faut révoquer l'Edit de 1680 et autoriser les mariages mixtes.

Reste à envisager sous quelle forme ils devront être célébrés. Après s'être longuement référé à plusieurs précédents historiques, Malesherbes propose la solution suivante : on ordonnera que le mariage sera célébré dans l'église catholique avec permission donnée au conjoint protestant de se retirer pendant la messe, comme le firent Henri IV et le fondé de procuration de Charles I^{er} d'Angleterre. Mais pour cela le consentement du clergé sera nécessaire ; il faudra aussi changer les dispositions des rituels suivant lesquels on fait promettre à chaque contractant de vivre et de mourir dans la religion catholique.

« Si le clergé s'y refuse, on pourrait ordonner que les mariages mixtes seraient déclarés à la justice comme les mariages entre protestants, pour leur donner les effets de l'engagement civil, en laissant aux contractants le soin de se faire donner par qui ils voudront la bénédiction nuptiale pour la sûreté de leur conscience ».

Comprenant les craintes que pourrait susciter la hardiesse de ce projet, Malesherbes ajoute :

« Je demande qu'on ne soit pas scandalisé par cette proposition et qu'on ne l'attribue pas à un esprit d'irrégion. Ce n'est pas de droit divin que le ministère d'un curé est nécessaire, ce n'est que par une loi du prince ».

Et si les contractants ne trouvent aucun prêtre qui consente à bénir leur mariage ? En ce cas, selon les principes de Joly de Fleury, la puissance temporelle commettra d'autorité un prêtre, désigné d'office.

Malesherbes va même beaucoup plus loin : il propose, dans les dernières pages de son mémoire, de retrancher entièrement des rituels, et *cela pour tous les mariages*, la promesse qu'on exige de vivre et de mourir dans la religion catholique. (38)

(37) Cette déclaration, due sans doute au cardinal de Rohan, alors évêque de Strasbourg, fut motivée sur ce que la défense de s'unir par le mariage « produit dans les familles d'Alsace une division et même une séparation totale aussi nuisible à l'objet qu'on s'était proposé qu'au bien de la province et au service du Roi » : Malesherbes fait remarquer qu'on aurait bien dû faire valoir les mêmes motifs pour les autres provinces !

(38) Promesse qui, dit-il, avait été introduite dans les rituels sans approbation du Roi, sans délibération commune du clergé, uniquement pour empêcher les protestants de se marier à l'Eglise catholique. On ne pourra pas dire que le clergé se déjugera en modifiant ses rituels, puisqu'on aura donné aux protestants un mariage civil. Cette déclaration de catholicité sera désormais inutile puisque ce sera se déclarer catholique que de



Au terme de ce troisième mémoire inédit, on voit *quelles solutions hardies Malesherbes n'hésite pas à proposer lorsqu'il se sent libre de dire ce qu'il pense et lorsqu'il ne se sent plus retenu par la crainte de compromettre cette loi sur l'état-civil qu'il faut à tout prix faire passer, car elle est la clef de toutes les réformes ultérieures. On comprend mieux encore combien les deux mémoires imprimés ne représentaient pour lui qu'un minimum, ou plutôt qu'un point de départ, combien son esprit était occupé de cette tactique habile qui devait lui permettre d'arriver au but : la suppression totale de la primauté de la religion catholique en France* (car c'était incontestablement le but final qu'il poursuivait) ; on comprendra mieux tout cela, disons-nous, lorsqu'on aura lu le document que voici, qui fait suite au mémoire sur les relaps et les apostats et qui fut écrit entièrement de sa main.

« Note secrète sur le second Mémoire. (39)

« J'ay dit dans plusieurs articles qu'il ne me paroît pas nécessaire de révoquer en termes exprès les lois contre les relaps et apostats, parce qu'elles se trouveront suffisamment révoquées par des lois qui ne condamneront plus pour ce délit qu'à la perte de la charge dans laquelle on auroit été reçu.

« Il vaut cependant beaucoup mieux révoquer dans les termes les plus formels une loi qu'on ne veut plus qui soit exécutée.

« Mais j'ignore quelles seront les dispositions dans le moment où on s'occupera de cet objet, et je n'ai pas osé proposer directement qu'on ne poursuivra plus personne pour apostasie ni pour ce qu'on nommait crime de relaps, dans la crainte que ce sentiment d'horreur non assez réfléchi qu'on a pour le nom d'*apostasie* ne prévint contre tous les partis raisonnables qu'il faudra prendre.

« Il seroit aisé d'éviter le mot en disant la chose, mais ceux qui sont mal intentionnés contre toute espèce de tolérance ne s'y méprendroient pas et en feroient appercevoir les autres.

« Par exemple je me suis figuré une Assemblée des Chambres du Parlement où on présenteroit la loi pour l'enregistrer, et j'ai prévu le cri d'indignation qui s'élèverait :

« *Messieurs, le système des incrédules est à présent à découvert, on va jusqu'à permettre l'apostasie dont le seul nom fait frémir et qui de tous les tems a été en horreur chez toutes les nations* ».

« Si j'avais cru les esprits favorablement disposés, c'eût été dans l'article premier de la loi sur l'état-civil que j'aurois proposé de mettre un mot qui détruisit les lois contre les relaps et les apostats.

venir se marier à l'église. Un hérétique ne se présentera à l'église que dans le cas d'un mariage mixte, et alors le prêtre se bornera à conférer le sacrement « à celui des deux contractants qui le reconnaît, le respecte et le demande ». Le prêtre fera donc fonction de ministre des autels pour l'un des deux contractants, et pour les deux il fera fonction d'officier d'état-civil.

(39) *Archives de Rosanbo*, carton 17²

« Au lieu de dire : *et néanmoins permet à tous ceux qui professent une autre religion de rester dans le royaume, etc...*, j'aurais dit : *à tous ceux qui ont embrassé ou embrasseroient une autre religion.*

« Mais je m'en suis bien gardé. Il est trop important de faire passer une loi sur l'état civil avec l'approbation générale et ce seroit une grande imprudence de fournir à ceux à qui elle pourrait déplaire un prétexte pour mesler à la discussion de cette loi sur laquelle presque tout le monde sera d'accord la question de l'apostasie dans laquelle ils trouveront des partisans.

« C'est à ceux à qui je confie mes mémoires à faire usage de cette note suivant les circonstances et suivant leur prudence ».



Nous n'ajouterons aucun commentaire à cette page, plus révélatrice encore que beaucoup d'autres. Toutefois, et bien que nous soyons persuadé que Malesherbes tendait plus vers l'indifférence religieuse que vers l'hérésie, nous voudrions montrer par quelques textes encore l'indéniable sympathie que lui inspirait le protestantisme. (40) Écoutons-le :

« Il n'y a rien dans les principes de la religion protestante qui tende à diminuer la soumission des sujets à leur souverain.

« Les protestants prétendent au contraire que les attentats de quelques pontifes contre la puissance temporelle sont ce qui a le plus excité leur zèle.

« ...Songeons que les dogmes de Luther et de Calvin n'ont aucun trait au gouvernement civil des nations ; et quant à leur refus de reconnaître le chef de l'Eglise, devons-nous l'attribuer à cet esprit d'indépendance et de révolte contre toute espèce de puissance, nous Français qui, quoique bons catholiques et soumis à nos rois, ne reconnaissons ce pouvoir du pontife qu'avec bien des restrictions ?

« Quand on reproche aux protestants d'avoir pris les armes dans l'intérêt de la religion, on oublie que les catholiques les prenaient tous les jours dans les seuls intérêts de leur ambition, ou pour satisfaire leurs vengeances.

« Ce sont même les protestants qui se soumirent les premiers à la puissance royale ».

Citons encore ce passage qui souligne le rapport entre les progrès de l'indifférence religieuse et la persécution des hérétiques :

« Les ministres de l'Eglise gémissent à présent d'une indifférence sur la religion qui se répand, dit-on, dans la classe des gens assez instruits pour lire les ouvrages de philosophie, et c'est à ces ouvrages uniquement qu'ils l'attribuent.

« Mais ils ne songent pas qu'eux-mêmes y ont contribué par la publicité avec laquelle ils ont employé depuis longtemps toutes les séductions et tous les motifs d'intérêt temporel pour engager les hérétiques à sacrifier leur religion ».

(40) Les extraits ci-dessous sont tirés du mémoire sur les exclusions.

En définitive, il est incontestable que si l'on se bornait aux deux mémoires imprimés, on n'aurait de la pensée de Malesherbes qu'une vue superficielle et incomplète : à la lumière des travaux de 1787 et de certaines confidences, nous en apercevons au contraire les hardis et lointains prolongements.

CHAPITRE IX

LES RELATIONS AMERICAINES

« The first character in the Kingdom for integrity, patriotism, knowlege and experience in business. »

(JEFFERSON).

Sympathie de Malesherbes pour la cause américaine. — La mission de son neveu Anne César de la Luzerne. — Franklin à Paris : relations étroites avec Malesherbes ; ce que nous apprend la correspondance. — Un débat sur l'impôt direct. — John Adams. — Relations entre Jefferson et Malesherbes : arbres et plantations. — Jugements de Jefferson sur Malesherbes. — Barbé de Barbois intermédiaire entre Malesherbes et Washington.

La révolte des colonies anglaises d'Amérique, la lutte des jeunes Etats-Unis pour leur indépendance, le rôle décisif qu'y joua la monarchie française avide de venger les désastres de la guerre de Sept ans, tous ces événements qui devaient provoquer l'enthousiasme de l'opinion, ne pouvaient laisser indifférente une âme éprise de liberté. De nombreuses allusions éparses dans ses écrits témoignent du préjugé favorable que Malesherbes eut dès le début pour la cause américaine. Il s'y trouvait d'ailleurs poussé par le rôle qui était dévolu à l'un des siens : en effet, l'un de ses neveux, Anne César de la Luzerne, qui avait abandonné la carrière militaire pour la diplomatie ⁽¹⁾, fut nommé en 1779, — succédant à Gérard — ministre plénipotentiaire auprès du Congrès des Etats-Unis ⁽²⁾ : il devait demeurer quatre ans à Philadelphie et prendre une part considérable aux négociations avec l'Angleterre. Malesherbes suivit ses efforts et son œuvre avec un intérêt passionné.

Mais en 1779, il y avait deux ans et demi déjà qu'un illustre missionnaire était arrivé en France : Benjamin Franklin débarqué à

(1) D'abord cheval-léger, puis aide de camp du maréchal de Broglie, colonel de grenadiers, Anne César de la Luzerne, ayant quitté l'armée, avait été envoyé extraordinaire en Bavière où il s'était occupé avec beaucoup d'habileté de la succession de l'électeur Maximilien-Joseph.

(2) Cf. l'ouvrage du Duc de Castries, *Le testament de la monarchie*, A. Fayard, 1958, chap IX et suiv. La Luzerne débarqua à Boston le 3 août 1779.

Quiberon, le 3 décembre 1776, et qui avait aussitôt rejoint Paris par Auray et Nantes (3), Benjamin Franklin dont l'arrivée avait suscité à la fois la curiosité et l'enthousiasme, tenait son quartier général à Passy, sous l'égide de Mme Helvétius et avec la bénédiction des philosophes ; par la conclusion du traité de commerce et d'alliance, il était parvenu au premier résultat souhaité (6 février 1778) ; les délégués américains avaient été reçus par le Roi, à Versailles, avec des honneurs extraordinaires... Au printemps de 1778, la gloire de Franklin s'était trouvée étroitement liée à l'apothéose de Voltaire.

Que Malesherbes ait vu Franklin peu après son installation à Passy, soit chez lui, soit dans le salon de Mme Helvétius, à Auteuil (4), soit en d'autres lieux, c'est ce qui ne fait guère de doute, encore que nous n'ayons sur ces rencontres aucune information précise. N'oublions pas que Franklin n'était pas seulement l'homme qui, depuis des années, au cours de dures négociations, tenait tête à la puissance anglaise (5), mais qu'il arrivait précédé d'une grande réputation de savant, de physicien, et que ses travaux dans le domaine de l'électricité devaient provoquer chez Malesherbes, si attentif à tous les progrès de la science, une curiosité passionnée. Entre l'inventeur du paratonnerre, l'ambassadeur d'une jeune nation qui brisait ses fers, et l'ancien ministre qui incarnait l'esprit de résistance à la monarchie despotique, une irrésistible sympathie devait naître (6).

Mais Malesherbes et Franklin ne s'étaient-ils pas rencontrés quelques années auparavant ? N'oublions pas qu'en 1767, de Londres où il exposait avec obstination les doléances et les revendications de ses compatriotes, Franklin avait fait un voyage en France. En septembre 1767 il était parmi nous (7). Malesherbes l'a-t-il vu durant ce séjour ? Ce n'est pas impossible, et ce qui nous inciterait à le croire, c'est une phrase de Franklin dans une lettre à Jean-Baptiste Le Roy (8), écrite de Londres, le 22 septembre 1769 : il charge son correspondant de présenter ses compliments à Malesherbes, « whom I esteem infinitely » (9).

Trois ans plus tard, le 10 septembre 1772, Mlle Biheron lui envoie le texte d'un « discours » prononcé par Malesherbes en qualité de

(3) La première audience que lui donna Vergennes est du 28 décembre.

(4) Sur Franklin et « La Société d'Auteuil » cf. les *Mémoires* de Morellet, t. I, chap. xv.

(5) Il avait passé de longues années à Londres, qu'il avait quitté pour regagner Philadelphie, en mars 1775.

(6) La plupart des lettres que nous citons ci-dessous figurent en manuscrit et inédites parmi les papiers de Franklin au siège de l'*American Philosophical Society* à Philadelphie. Quelques-unes ont été publiées, comme nous l'indiquons, dans *The Writings of Benjamin Franklin*, by Albert Henry Smyth, New York, 1905-07. Nous savons gré au Professeur Leonard W. Labaree, de Yale-University, d'avoir pris la peine de nous adresser la liste de toutes les références à Malesherbes que contient la correspondance, inédite ou imprimée, de Franklin.

(7) Cf. sa lettre du 14 septembre à Miss Mary Stevenson, dans laquelle il décrit Versailles et Paris (*The Writings of Benjamin Franklin*, tome V, p. 48 à 54).

(8) Physicien (1719-1800) ; il s'occupa particulièrement d'électricité et du perfectionnement des paratonnerres et collabora à l'*Encyclopédie*. Il était ami de Franklin.

(9) *American Philosophical Society*, Philadelphie, Pa.

président de la Cour des Aides ⁽¹⁰⁾ ; il s'agit probablement des fameuses Remontrances du 18 février 1771, dont une copie manuscrite en français figure dans les papiers de Franklin, ainsi, d'ailleurs, que l'allocution prononcée par Malesherbes en 1769, devant le duc de Chartres, dont le texte est sur deux colonnes, en anglais sur la colonne de droite, en français mêlé d'anglais à gauche ⁽¹¹⁾. Cela suffit à nous montrer que Franklin était tenu au courant de l'activité de Malesherbes. Signalons encore une lettre du 3 janvier 1775 où Le Roy informe Franklin de l'enthousiasme que Malesherbes suscite dans l'opinion française ⁽¹²⁾.

Durant le long séjour de Franklin à Paris, les relations que l'illustre négociateur américain entretint avec Malesherbes ont été personnelles et directes et comme les deux hommes avaient la possibilité de se voir et se sont sans nul doute vus fréquemment, il est évident que leurs rapports n'ont pas donné lieu à une abondante correspondance. On ne trouve dans les papiers de Franklin que deux lettres de Malesherbes : l'une du 12 avril 1779, dans laquelle Malesherbes invite Franklin (ainsi que le petit-fils de celui-ci, William Temple Franklin), à dîner pour rencontrer la Luzerne sur le point de partir pour l'Amérique ⁽¹³⁾ ; l'autre, du 8 octobre 1780, adressée d'ailleurs à William Temple auquel Malesherbes annonce un envoi de graines destinées à l'Amérique ⁽¹⁴⁾.

En revanche plusieurs lettres renferment des allusions à Malesherbes :

1°) une lettre de Franklin à Charles Carroll of Carrollton (Maryland) ⁽¹⁵⁾ : il recommande à son correspondant La Luzerne, neveu de Malesherbes dont Carroll of Carrollton doit avoir entendu parler (« You must have heard much of M. de Malesherbes ») et qui est « famous for his eloquent, free and strong Remontrances to the king ». (Passy, 2 juin 1779) ;

2°) une lettre de Franklin à La Luzerne (5 mars 1780) Il a été invité par Malesherbes qu'il a trouvé peu désireux de rentrer dans la vie publique et presque uniquement occupé d'arboriculture : « *The great man seems to have no wish of returning into publick Employment, but amuses himself with Planting, and is desirous of obtaining all those Trees of North America, that have not yet been introduced into France* ». Il suggère à La Luzerne de se procurer des semences chez Bartram à Philadelphie, et de les expédier à son oncle ; ⁽¹⁶⁾

(10) *Ibidem*.

(11) *Ibidem*.

(12) *Ibidem*.

(13) *Ibidem*.

(14) *Ibidem*.

(15) *The Writing of Benjamin Franklin*, tome VII, p. 337. L'original figure à la Library of Congress, Washington.

(16) *Library of Congress*. - Imprimé dans Smyth, VIII, 30.

3°) un billet du comte de Sarsfield à Franklin : invitation à dîner ; Malesherbes est invité lui aussi (8 avril 1780) ; (17)

4°) un billet de Le Vieillard à Franklin : il l'invite à venir le chercher pour aller dîner chez Malesherbes (1780). (18)

Après le retour de Franklin en Amérique (1785) (19), nous trouvons :

1°) une lettre de J.-B. Le Roy relative à une promenade à la campagne (20) qu'il a faite avec Malesherbes et à l'intention qu'il a de traduire pour celui-ci une étude de Franklin sur les poëles (9 octobre 1785, ou 1786) ; (21)

2°) deux lettres de Le Vieillard, du 22 octobre et du 19 novembre 1785, dont l'une est adressée à Franklin, l'autre à son petit-fils, et relatives à des envois de livres faits par Franklin à l'intention de ses amis français ; (22)

3°) une lettre de Franklin à J.-B. Le Roy (Philadelphie, 18 avril 1787) où nous lisons : « *Pray when you see M. de Malesherbes, present to him my respects* » et où Malesherbes est qualifié ainsi : « *one of the most respectable characters of this age* » ; (23)

4°) le 21 juin 1787 Le Roy annonce à Franklin la rentrée de Malesherbes dans le ministère ; (24)

5°) enfin, le lendemain 22 juin Thomas Paine lui écrit : « *I dined yesterday with an old Friend of yours, M. Malesherbes, who is of the new Council of finances, and who received me with an heartiness of friendship. It must have been a very strong attachment to America that drew you from this country for your friends are very numerous and very affectionate* ». (25)

On trouve dans les papiers de Malesherbes quelques allusions à ses entretiens avec Franklin, mais ce ne sont que des allusions. Nous regrettons de n'avoir point quelques échos de ces échanges de vues qui durent être fréquents et réunir autour du grand Américain plusieurs interlocuteurs. Turgot était du nombre : le débat qu'il eut avec Franklin sur l'impôt direct et l'impôt sur les biens de consommation intéressa sans doute vivement Malesherbes qui, peut-être, y participa, puisque l'essentiel de cette longue discussion figure dans ses papiers telle que nous la trouvons dans les papiers de Turgot, et certains passages tels que celui qui concerne l'injustice de l'impôt indirect

(17) *American Philosophical Society.*

(18) *Ibidem.*

(19) Franklin quitte Paris le 11 juillet.

(20) C'est-à-dire, très probablement, au château de Malesherbes, puisqu'il signale que le pigeonier de Malesherbes a été frappé par la foudre (« *Malesherbes dove cote has been struck by lightning* »).

(21) *American Philosophical Society.*

(22) *Ibidem.*

(23) *Smyt, IX, 573.*

(24) *American Philosophical Society.*

(25) *Smyth, IX, 566.*

générateur de fraude, de vexations cruelles et de misère, semblent porter la marque de Malesherbes et avoir été inspirés par l'expérience de l'ancien premier président de la Cour des Aides.⁽²⁶⁾ Qu'il y ait eu d'autres débats de ce genre, voilà qui ne fait guère de doute...

*
*
*

John Adams, qui deviendra le second président des Etats-Unis, connut lui aussi Malesherbes au cours de ses missions en France après 1777.⁽²⁷⁾ Son journal en fait mention à plusieurs reprises.

4 juillet 1778 : il évoque les intrigues qui ont écarté de la cour Malesherbes et Turgot.⁽²⁸⁾

20 juin 1779 : il fait l'éloge de l'éloquence de Malesherbes : « *Malesherbes's orations might be placed on a footing with Demosthenes and Cicero.* »⁽²⁹⁾ (Il est en ce moment en Amérique et s'apprête à revenir en Europe.)

21 juin : il relate une conversation avec Barbé de Marbois⁽³⁰⁾ qui l'a abondamment renseigné sur les origines et la carrière de Malesherbes, sur son rôle à la Cour des Aides, sur son ministère, sur sa vie privée. Marbois ajoute que lors de son récent séjour en France il a diné deux fois chez Malesherbes, en compagnie de Franklin, et une fois chez Franklin avec Malesherbes, à l'occasion de la nomination du chevalier de La Luzerne. « *I have dined twice within a few weeks past with Mr. Franklin, at the house of M. de Malesherbes, and once with him at Mr. Franklin. The acquaintance was formed upon occasion of the appointment of the chevalier de La Luzerne to go to America.* ».⁽³¹⁾

De Braintree (Angleterre), le 17 octobre 1779, John Adams écrit à Marbois, alors à Philadelphie : il le remercie pour les compliments

(26) *Archives de Tocqueville*, L. 147. Titre : « Débat d'abord avec M. de Condorcet, puis avec M. Franklin, sur l'impôt direct ». Trois parties : 1) Notes sur la comparaison de l'impôt sur le revenu des propriétaires et de l'impôt sur les consommations ; 2) Doutes de M. Franklin sur l'impôt territorial ; 3) Réponse aux doutes de M. Franklin (inachevée). Copie. La première partie figure au tome IX, p. 393 et suiv. de l'édition des *Œuvres de Turgot* par Dupont de Nemours qui voit dans ce texte le commencement d'un mémoire que Turgot avait fait pour Franklin afin de préserver les Etats-Unis d'un genre d'impôt auquel les poussait l'exemple de l'Angleterre. Pour la seconde et la troisième partie, l'original (de la main de Turgot), que Dupont de Nemours n'a pas connu, figure aux *Archives de Lantheuil*.

(27) John Adams fut envoyé en 1777 à Versailles et à Paris pour négocier, de concert avec Franklin, le traité d'alliance et de commerce avec la France. Retourné en Amérique, il en revint dans l'été de 1779, désigné par le Congrès (La Luzerne lui adresse une lettre de félicitations, Philadelphie, 19 septembre 1779). Il se trouva de nouveau à Paris en 1782 et fut l'un des négociateurs du traité de paix avec l'Angleterre.

(28) *The Works of John Adams* (Boston, 1850-56, 10 vol.) tome III, p. 176.

(29) *Ibidem*, p. 215.

(30) Sur Barbé de Marbois, que nous retrouverons à propos de Saint-Domingue, cf. chap. X, p. 621, note 15. Il était à cette époque secrétaire à l'ambassade de France à Philadelphie ; en 1783 il sera nommé par Vergennes, avec la protection du maréchal de Castries, consul général de France aux Etats-Unis. Il épousera la fille de William Moore, gouverneur de Pensylvanie.

(31) *Ibidem*, p. 216.

que Marbois lui a adressés à l'occasion de sa nomination par le Congrès qui l'a désigné pour négocier la paix ; il lui fait confidence de ses inquiétudes et des sentiments dont il est agité ; il lui fait part de son vœu d'être le messenger de Marbois et de La Luzerne auprès de leurs amis français, auprès de Malesherbes notamment.

« [...] I am very ambitious of carrying with me to Europe any Dispatches, which his Excellency, the Chevalier, may think proper to entrust to my care, especially Letters to his friends, among whom I have particularly in my Eye, Mr Malesherbes. I request also the same favour from you, Sir, and have the honour to be with an affectionate Respect, your most obedient and most humble servant,

John Adams ». (32)

Le mardi 24 février 1783 (33), John Adams écrit avoir diné en compagnie de Malesherbes, « *the famous first president of the Court of Aids, uncle of the chevalier de La Luzerne and son of the Chancellor de Lamoignon* ». Il ajoute : « *He is about half way, in appearance, between Mr Otis and Mr A. Olivier.* »

*
**

Le 20 mai 1785 John Adams quitte Paris pour Londres. En juillet Franklin, après ses longues années de résidence, regagnera l'Amérique. Celui qui doit le remplacer comme ministre plénipotentiaire est arrivé depuis plusieurs semaines : il a présenté ses lettres de créance à Versailles le 12 mai : c'est Thomas Jefferson, le grand Virginien, le principal auteur de la Déclaration d'indépendance. Il est naturel que Jefferson cherche à connaître Malesherbes : il semble d'ailleurs que ce soit Malesherbes qui ait pris les devants. A la fin du mois d'octobre, il reçoit le nouvel ambassadeur dans sa propriété : il veut lui montrer ses plantations ; il lui prépare une collection de vignes des principaux terroirs français, que Jefferson a l'intention d'acclimater. Voici un extrait de la lettre du 28 octobre 1785 que Jefferson adresse de Fontainebleau à James Madison :

« [...] I am to morrow to go to Mr Malesherbes (an uncle of the Chevalr. Luzerne's) about 7 leagues from hence, who is the most curious man in France as to his trees. He is making for me a collection of the vines from which the Burgundy, Champagne, Bordeaux, Frontignac, and other the most valuable wines of this country are made... » (34)

(32) Bibl. Nationale, *Fonds français*, 12 768, p. 251 (autographe). Imprimée dans *The Works of John Adams*, tome VII, p. 119. Dans le recueil manuscrit de la B.N. cette lettre est suivie d'une autre, de Paris, 1^{er} mars 1780, dans laquelle John Adams dit qu'il a dîné avec le comte et le vicomte de Sarsfield et le comte de La Luzerne, frère aîné du chevalier.

(33) *Ibidem*, t. III, p. 360.

(34) *The Papers of Thomas Jefferson* (Princeton, New Jersey) tome VIII, p. 683. La suite de la lettre parle de raisins de table et aussi d'animaux, lièvres, lapins, perdrix, faisans, que Jefferson se propose d'acclimater en Virginie.

La correspondance de Malesherbes avec Jefferson — du moins ce que nous en connaissons — traite à peu près exclusivement d'agriculture et d'arboriculture. Nous nous attendrions à des échanges de vues sur des problèmes philosophiques ou politiques : il n'est question que d'arbres, de graines, de plantations... Bornons-nous à donner de ces lettres — d'ailleurs peu nombreuses — une analyse succincte.

Malesherbes à Jefferson. A Malesherbes le 5 mai 1786. (35)

Il le remercie de lui avoir fait envoyer « *un présent bien précieux* », de la noix pacane, « *un des arbres d'Amérique qu'il est le plus intéressant de naturaliser en Europe parce que son fruit est excellent et d'un goût très différent des autres noix...* » Il pense que le noyer pacanier pourrait être semé dans nos provinces méridionales (semé et non greffé, car la greffe ne réussit pas avec le noyer). Il parle aussi de solanum et du vaninium que Jefferson lui a envoyés et qu'il a fait planter dans son jardin de Paris.

Malesherbes à Jefferson. A Versailles, le 15 septembre 1787. (36)

Il n'est presque jamais à Paris depuis qu'il est rentré au Conseil. Il a profité du seul jour où il y a été pour aller remercier Jefferson « *de la prodigieuse quantité de graines de cèdre rouge* » que celui-ci lui a envoyées ; mais il ne l'a pas trouvé chez lui. Il se propose de faire semer ces graines en pépinière à côté d'un vaste terrain de sable noir très propre à la végétation de ces arbres verts. « *Je crois qu'il n'y aura nulle part en Europe d'aussi grande plantation de cet arbre précieux* ».

Malesherbes à Jefferson. Ce 12 mars 1789. (37)

Malesherbes, répondant à une question de Jefferson, le renseigne sur la culture du riz sec de Cochinchine « *qu'on a semé à Paris et aux environs* », mais qui n'y mûrira jamais bien faute de chaleur ; il croit qu'on pourrait en entreprendre la culture en Virginie.

Jefferson à Malesherbes. Paris, 11 mars 1789. (38)

Datée de la veille du jour où Malesherbes a écrit la précédente, elle s'est croisée avec celle-ci. Jefferson demandait avec beaucoup d'insistance à Malesherbes de lui procurer des semences de riz de Cochinchine dont il voudrait introduire la culture en Virginie. Ce riz offre l'avantage, dit-il, de se contenter des eaux de pluie, sans qu'il soit nécessaire d'inonder les rizières pendant plusieurs mois, ce qui est la cause de fièvres pestilentiellles. Voici d'ailleurs le début de cette lettre, qui contient un vif hommage :

« Your zeal to promote the general good of mankind by an interchange of useful things, and particularly in the line of agriculture, and the weight which your rank and station would give to your interposition, induce me to

(35) *Ibidem*, Tome IX, p. 452.

(36) *Ibidem*, Tome XII, p. 123.

(37) *Ibidem*, Tome XIV, p. 647.

(38) *Ibidem*, p. 636.

ask it for the purpose of obtaining one sample of rice which grows in Cochinchina on high lands and which needs no other watering than the ordinary rains... » (39)

Malesherbes va s'employer à donner satisfaction à Jefferson : il lui donne rendez-vous chez lui : il a convoqué en effet deux personnes particulièrement habiles dans la culture du riz : c'est ce que nous apprend la fin de sa lettre du 12 mars.

Plusieurs lettres de Jefferson à ses correspondants (ou inversement) au cours des années 1787 et 1788, font mention de Malesherbes :

1) lettre d'Aix-en-Provence (40), 29 mars 1787, à William Short (41) : il est question d'un envoi de graines d'arbres d'Angleterre pour Mme de Tessé et pour Malesherbes « *who plants whole forests of every kinds* ».

2) lettre au même, Marseille 5 mai 1787. (42) Sur la même affaire : envoi de cinq ou six espèces de graines, en grande quantité.

3) William Short à Jefferson (sans date). (43) Les graines qui ont été envoyées à Mme de Tessé sont du *magnolia glauca*. Mme de Tessé dit que Malesherbes a été obligé de dire : « assez » !... bien qu'il soit plus insatiable qu'elle !

4) de La Fayette (en anglais) à Jefferson. (44) Paris 6 juin 1787. En post-scriptum : « *You will be glad to hear that our respected friend M. de Malesherbes is called again to the Council of State.* »

5) de Jefferson à James Madison. Paris 20 juin 1787. (45) Jefferson se réjouit de la rentrée de Malesherbes au ministère, il fait de lui un bel éloge et se félicite de l'amitié qu'il a nouée avec lui pendant qu'il était un simple citoyen. « *His knowlege, his integrity render his value inappreciable, and the greater to me because while he had no view of office we had established together the most unreserved intimacy* ».

6) de Jefferson à John Jay, Paris, 21 juin 1787. (46) Jefferson informe son correspondant des changements intervenus au Conseil ; il se félicite d'y voir appelés le duc de Nivernois, Lamoignon comme garde des sceaux, et surtout Malesherbes dont il fait encore le plus vif éloge, disant qu'il est « *unquestionably the first character in the kingdom for integrity, patriotism, knowlege and experience in business* ».

7) de John Jay à Jefferson, Paris 3 août 1788. (47) Il annonce avec

(39) Dans cette lettre et dans la précédente il est question des expériences d'agriculture de Pierre Poivre (auteur des *Voyages d'un philosophe*) dans l'île de France (île Maurice actuelle).

(40) Jefferson voyage, en ce printemps, dans le midi de la France.

(41) *The Papers of Thomas Jefferson*, tome XI, p. 253.

(42) *Ibidem*, p. 349.

(43) *Ibidem*, p. 374.

(44) *Ibidem*, p. 400.

(45) *Ibidem*, p. 482.

(46) *Ibidem*, p. 490.

(47) *Ibidem*, tome XIII, p. 464.

regret l'intention de Malesherbes de se retirer du Ministère, ainsi que la démission du baron de Breteuil, secrétaire d'Etat à la Maison du Roi.

Jefferson est rentré en Amérique, et Malesherbes ne l'a pas oublié. Nous devons à l'amabilité de M. Julian P. Boyd, éditeur des *Papers of Thomas Jefferson*, de pouvoir donner ici une lettre inédite de Malesherbes, dont le texte intégral nous a été envoyé de Princeton University. Cette lettre, datée du 30 juillet 1792, fut écrite en pleine tourmente révolutionnaire, peu avant les journées tragiques qui verront la déchéance et l'emprisonnement de Louis XVI. Sur le ton d'une affectueuse simplicité, Malesherbes recommande à son grand ami américain d'anciens colons de Saint-Domingue, réfugiés à New-York et sans ressources. (48)

Paris, 30 Juillet 1792.

Quand on a eu, Monsieur, le bonheur de vous connaître en France, on est bien flatté d'avoir les occasions de se rappeler à votre souvenir. Celle dont je profite aujourd'hui est une recommandation auprès de vous pour M. et Mde. Masson, colons de St-Domingue, que les malheurs de cette Ile ont obligés à la quitter, et ont cherché un asile à New-York. Je regarde comme une circonstance très heureuse pour eux d'être dans le pays où vous jouissez de la plus grande considération.

Ils ont besoin, premièrement, qu'on les connaisse, et qu'on ne les y regarde pas comme des aventuriers. Je ne les connais point personnellement, mais M. Secrétaire frère de Mde. Masson est un de mes meilleurs amis. Il était aussi colon de St-Domingue. Il est venu s'établir dans la mère patrie où il passe la plus grande partie de sa vie à la campagne, où il s'occupe des travaux publics, de l'agriculture. Ainsi sans connaître personnellement M. et Mde. Masson, je vous les recommande comme une famille qui ne m'est point étrangère.

Ils ont aussi le malheur de ne pas savoir l'anglais, ce qui est un grand embarras dans le commencement de leur arrivée. Et sur cela, vous pouvez encore leur rendre de grands services, ou par vous même, ou par quelqu'un des gens que vous aviez amenés de France, et à qui notre langue est familière.

Enfin ils pourraient, dans ce premier moment, avoir besoin d'argent. M. Secrétaire leur frère, est une très bonne caution. Mais comme il n'est connu ni de vous, ni de personne, à New York, je m'engage par la présente lettre à les cautionner jusqu'à la somme de 10.000 l. tournois. Et quand je dis Livres tournois, ou argent de France, j'entends en espèces sonnantes, et non point payables en papier.

Si cet emprunt s'effectue, et si ceux qui prêteront, aiment mieux la caution d'un banquier qu'ils trouveraient préférable à la mienne, je me charge de vous la procurer ; et entre M. Secrétaire et moi, nous aurons bien crédit pour cette somme chez tous les négocians et banquiers français.

Vous connaissez, Monsieur, le sincère et inviolable attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être votre très humble et très obéissant Serviteur.

Malesherbes ».

(48) *Historical Society of Pennsylvania* (signature autographe).

**

Les papiers de George Washington ne contiennent aucune correspondance échangée directement entre Washington et Malesherbes : M. David C. Mearns, chef de la Division des manuscrits à la *Library of Congress*, qui a bien voulu répondre à notre demande de renseignements, est formel sur ce point. Mais les deux hommes ont échangé des informations sur la culture de la vigne par l'intermédiaire de leur ami commun Barbé de Marbois. Nous en avons la preuve par les lettres : de Malesherbes à Barbé de Marbois, à Philadelphie, 2 mars 1783 ; de Barbé de Marbois à Washington, à Newburg, 1^{er} juillet 1783 (contenant un extrait de la lettre de Malesherbes) ; de George Washington à Barbé de Marbois, 9 juillet 1783. Dans cette dernière lettre, Washington énumère un certain nombre de questions auxquelles il souhaite que Malesherbes réponde ; il demande aussi si ce dernier peut lui envoyer quelques greffons de vigne (*vine cuttings*). (49) La réponse de Malesherbes, encore adressée à Marbois, est une lettre de douze pages datée du 7 janvier 1784. Cette lettre, qui est purement technique, figure dans les papiers de Washington, à la *Library of Congress* ; elle est écrite de la main du secrétaire de Malesherbes et la signature est autographe.

**

Certes, il est quelque peu décevant de constater que les questions d'agriculture et d'arboriculture occupent une telle place dans la correspondance — du moins celle qui nous a été conservée — de Malesherbes avec ses illustres amis américains. Retenons pourtant que le ministre français fut en relations plus ou moins étroites avec les quatre principaux personnages des Etats-Unis, et que deux d'entre eux, Jefferson et surtout Franklin, furent ses amis. Le champ est libre pour imaginer les longs entretiens qu'ils eurent ensemble, au cours de fréquentes rencontres où furent sans doute abordés les sujets les plus divers et débattues, à coup sûr, tant de questions philosophiques et politiques par des hommes qu'unissait le même idéal et que soulevait le même esprit de liberté.

(49) *The Writings of George Washington*, by John C. Fitzpatrick, tome XXVII, p. 54-56.

CHAPITRE X

MALESHERBES ET SON NEVEU LA LUZERNE LES AFFAIRES DE SAINT-DOMINGUE

César Henri de la Luzerne nommé au gouvernement de Saint-Domingue. — Le maréchal de Castries. — La Luzerne avant son départ : il se prépare à sa mission. Travail de Malesherbes sur un projet de loi pour la colonie, sa lettre au maréchal de Castries. — Ses études sur la contrainte par corps et sur les lettres de surséance. — La Luzerne à Port-au-Prince. Barbé de Marbois. — Malesherbes conseille son neveu et s'intéresse activement aux affaires de la colonie. L'affaire du naturaliste ; la question de l'imprimerie à Saint-Domingue (Lacretelle et d'Hémery) ; le mémoire sur la monnaie. — Départ de La Luzerne : son œuvre dans la colonie et l'esprit de son administration.

On sait que la sœur aînée de Malesherbes, Marie-Elisabeth de Lamoignon, née en 1716 et morte en 1758, avait épousé César-Antoine de La Luzerne, dont elle avait eu trois fils : César-Henri de La Luzerne (né en 1737), César-Guillaume (né en 1738) et Anne-César (né en 1741).

Le second, César-Guillaume, évêque, puis cardinal à la fin de sa vie (en 1817), devait être membre de l'Assemblée des notables ; retiré dans son diocèse de Langres dès les journées des 5 et 6 juin 1789, il émigra en 1791, revint à Paris après l'Empire et fut sous la Restauration pair et ministre d'Etat. Il mourut en 1821. Nous aurons l'occasion de reparler de lui. Quant au troisième des frères de La Luzerne, Anne-César, militaire puis diplomate, qui fut ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis, puis ambassadeur à Londres en 1788, et qui mourut en 1791, il a été question de lui au chapitre précédent.

De ses trois neveux, Malesherbes donnait la préférence à l'aîné, César-Henri, avec lequel il entretint, surtout dans les années qui suivirent 1785, les relations les plus étroites, épaulant sa carrière, l'aidant de ses conseils, le dirigeant même parfois. C'est ce que nous allons constater.

C'est le 18 juin 1785 que la candidature du comte de La Luzerne, lieutenant général, fut soumise au roi pour le gouvernement de Saint-Domingue en remplacement de M. de Bellecombe. Il avait pour concurrents deux autres officiers, le marquis de Miran et le vicomte de

Laval. Il fut choisi, sur un rapport élogieux du Maréchal de Castries, ministre de la Guerre et des Colonies, qui s'exprimait en ces termes :

« Le premier de ces trois officiers [M. de la Luzerne] a de l'esprit et des connaissances de beaucoup de genres, un grand zèle, une grande probité, du désintéressement, et on m'a assuré qu'il avait de la fermeté. Il a été chargé à Granville de faire les dispositions nécessaires pour l'attaque de Jersey et il les avait faites en homme de guerre ; il n'a fait d'ailleurs aucune démarche pour aller commander à Saint-Domingue et, lorsque je lui ai demandé s'il désirait cette place, dans le cas où Votre Majesté penserait à lui, il s'est borné à me répondre qu'il irait partout où il serait utile au service de Votre Majesté, mais qu'il demandait qu'en cessant son activité dans les Iles, on lui en rendît une quelconque en Europe ». (1)

Le 20 juin, le Maréchal de Ségur précise au Maréchal de Castries les dispositions favorables de La Luzerne et son désir d'être employé en Europe dans son grade au retour de sa mission. Le même jour, M. de Ségur répond à La Luzerne qui lui avait écrit le 10 juin précédent : il le félicite de sa conduite passée, l'informe de la décision imminente du Roi et de l'acquiescement de Sa Majesté au désir qu'il a exprimé. (2)

La Luzerne est nommé ; il est invité à faire ses préparatifs de départ : il doit s'embarquer au plus tard au début de septembre ; on lui accorde une gratification extraordinaire de 40.000 livres pour les frais de son établissement dans la colonie.

L'embarquement n'eut lieu que bien après la date primitivement fixée. La Luzerne était encore à Paris le 10 décembre (il écrit à cette date au Maréchal de Castries), il arrive à Brest le 16 de ce mois et prend la mer quelques jours plus tard. Nous savons par la correspondance de Coustard, gouverneur intérimaire après le départ de M. de Bellecombe, que la navigation fut longue et difficile. Le 15 février 1786 La Luzerne est à la Martinique, d'où il écrit à Barbé de Marbois, intendant de Saint-Domingue ; il tombe malade en mars à la Guadeloupe. Enfin, le 9 avril, il débarque à Jacmel, sur la côte sud de l'île, d'où il se rend par voie de terre à Port-au-Prince, évitant ainsi de doubler la longue presqu'île qui se termine par le cap Tiburon. Le 13 avril, le nouveau gouverneur arrive à Port-au-Prince, il prend quinze jours de repos et le 27 (ainsi que nous l'apprend un rapport de l'intendant de Marbois) il est reçu officiellement dans l'allégresse générale. (3)



Au cours des quelque six mois qui s'écoulèrent entre sa nomination et son départ, La Luzerne se prépara activement à ses nouvelles fonc-

(1) Archives coloniales : *Dossiers « Personnel »* (E. 250) Dossier La Luzerne, 89 folios, 69 pièces.

(2) *Ibidem*.

(3) Son traitement annuel est de 100.000 livres à compter du jour de son embarquement. On y ajoute une gratification supplémentaire de 10.000 livres.

tions. Il étudia, en collaboration étroite avec M. de Castries, le régime colonial, envisagea les réformes à introduire dans l'île, participa à plusieurs conférences. Mais ce qui nous intéresse plus particulièrement c'est qu'il associa intimement à ses travaux son oncle Malesherbes, le voyant souvent, lui écrivant quand il s'en trouvait séparé, arrangeant des rendez-vous entre Malesherbes et M. de Castries et d'autres personnages. C'est pour son neveu que Malesherbes, au cours de l'été de 1785, rédigea un travail détaillé sur un projet de loi concernant la vente des biens des colons endettés. Etudiant ce projet article par article, il écrit notamment : (4)

« Je ne connois pas les colonies ny l'esprit qui y règne, mais d'après ce que j'en entends dire, et ce qui est arrivé récemment, je suis porté à croire que rien ne seroit plus propre à y mettre le feu que le premier article où on propose d'étendre la contrainte par corps à beaucoup de cas pour lesquels elle n'a pas eu lieu jusqu'à présent et n'a pas lieu en France.

« Dira-t-on qu'il est avantageux aux colons d'assurer le payement de leurs dettes parce que c'est un moyen de leur donner du crédit ? Je répondrai que ceux qui voudront se procurer du crédit en se soumettant à la contrainte par corps en sont les maîtres, parce qu'il y a moyen de s'y soumettre volontairement par des *lettres de change* (5) sans en faire une loi générale pour tous les colons ».

« Si par la nature des biens de St-Domingue, toute saisie réelle qu'on feroit est illusoire, cela est fâcheux, mais pourquoy traite-t-on avec ceux qu'on n'a pas de moyens pour faire payer ?

« Disons la vérité, la plupart des dettes contractées par les colons de St-Domingue, qui sont tous en même tems commerçans, sont des dettes de commerce, et ce n'est pas par des saisies réelles qu'on se fait payer des dettes de commerce.

« Les autres sont ou de l'argent prêté ou des fournitures de marchands, et depuis que la colonie existe, celui qui a prêté à un colon ou le marchand qui le fournit savent bien qu'il leur sera impossible de faire saisir réellement une habitation [...].

« C'est pourquoy je pense que n'ayant pas une bonne loi à donner sur cet objet, il vaut mieux n'en faire aucune que d'en donner une qui jetteroit encore l'allarme dans la colonie, dans un moment où il faut au contraire y installer la tranquillité.

« C'est du moins ce que je pense sur la première lecture. Je penserois peut être différemment quand j'aurai fait une seconde lecture avec l'avis des gens qui en savent plus que moy ».

Et il se prononce nettement contre les saisies.

C'est le même esprit de prudence qui inspire Malesherbes dans une lettre du 3 octobre destinée à M. de Castries et qui concerne les lois nouvelles dont le ministère envisage l'application à la colonie : (6)

(4) *Archives de Tocqueville* (L. 141). Titre : *Travail fait avec M. de La Luzerne avant son départ à St-Domingue sur les lois de la colonie* (Autographe).

(5) Mots douteux.

(6) Titre : *Projet de lettre à M. de Castries* ; entièrement autographe.

« Je comptois, Monsieur le Maréchal, chercher le moment où je pourrais avoir l'honneur de vous voir pour vous dire ma façon de penser au sujet du projet sur lequel vous avés voulu que je fusse consulté. Mais je me trouve obligé de retourner bientôt à la campagne et ce seroit mal répondre à la confiance que vous m'avés marquée de partir sans vous avoir dit le résultat de nos conférences.

« Je ne doute pas que M. de Vaines (7) ne vous en ait déjà rendu compte. Sa prudence et ses lumières nous y ont été très utiles [...]. Sur le tout notre avis qui m'est paru très conforme à ce que vous m'avés laissé voir de votre façon de penser est qu'il n'est pas encore tems de faire une loy, qu'il est très bon que celui que vous envoyés dans l'isle revêtu de l'autorité du roi, ait étudié les matières avant son départ et qu'il *l'ait vu* (8) discuter par les gens de loy pour pouvoir ensuite en conférer dans le pays non pas avec une seule personne, mais avec les plus sages et les plus éclairés des officiers de justice et des colons, en sorte qu'avant de faire paroître cette loy, il ait pu vous rendre compte de la façon de penser de ceux qu'elle intéresse, et qu'il puisse vous répondre de la sensation qu'elle fera dans le pays.

« Permettés-moi, Monsieur le Maréchal, de vous observer à cette occasion, qu'il n'y a jamais eu aucune loy sans en excepter les plus sages et celles qui sont aujourd'huy les plus révérees qui n'ayent effarouché le public quand elles ont été promulguées.

« Cependant, les principales ordonnances du royaume avaient été consultées avec toute la maturité possible.

« Les grandes ordonnances de Louis XIV ne furent rendues qu'après des conférences célèbres avec les principaux magistrats de Paris.

« Celles qui ont illustré M. le Chancelier d'Aguesseau avoient presque toutes été communiquées par luy aux chefs de tous les Parlemens du royaume.

« Celles du Chancelier de l'Hospital et la plupart des loix importantes qui se faisoient dans ce tems là estoient précédées de consultations encore plus authentiques car on les avoit discutées aux Etats généraux.

« Malgré toutes ces précautions la nation fut encore quelque tems à s'y accoutumer. Qu'eût-ce été si on ne s'estoit pas donné le tems de faire ces consultations ?

« S'il est vrai, comme je l'entends dire, qu'il y ait dans ce moment cy quelque effervescence dans les esprits à St-Domingue, il me semble que c'est une raison de plus pour différer d'y envoyer une nouvelle loi.

« Il est très digne, Monsieur le Maréchal, d'un ministre tel que vous, d'améliorer les biens des sujets du roy, mais il ne faut pas leur laisser oublier que ce qu'ils vous demandent est réellement une amélioration, que jusqu'à ce que les loix pour lesquelles ils vous pressent puissent être faites, ils sont dans la situation dans laquelle ils se sont mis eux mêmes en plaçant leurs fonds en Amérique parce qu'ils aimaient mieux avoir un revenu plus considérable et d'un recouvrement plus facile qu'un revenu moindre et d'une perception plus commode ; ainsi que leur intérêt ne doit point engager à donner trop vite et avec une sorte de précipitation des réglemens contraires aux loix communes du royaume ».

(7) Premier secrétaire de Turgot, lecteur de Louis XVI, puis administrateur des postes, receveur général et commissaire du trésor, de Vaines (1733-1803) était un lettré, ami des philosophes ; Voltaire avait correspondu avec lui.

(8) Mots douteux.

La lettre suivante de La Luzerne, choisie entre plusieurs et dont nous citons les principaux passages, nous montre l'importance que le nouveau gouverneur attachait au jugement de son oncle ; il s'agit encore de cette loi dangereuse qu'on prépare pour Saint-Domingue :

Versailles ce vendredi.

« Je ne suis revenu chez moi, mon cher Oncle, qu'après la poste partie. Je mettrai donc cette seconde lettre à St-Germain ou à Triel où je ne ferai que passer deux jours. Car je vais outre, et ne serai chez ma tante ⁽⁹⁾ que dans deux jours et vendredi ou samedi prochain à Paris. C'est donc à Paris que je vous propose de m'adresser votre réponse.

« Je serai au fond de l'âme, je ne dis pas content, mais enchanté que vous voïez et examiniez à tête reposée l'objet en question.

« Si nous n'avions eû à la (*sic*) discuter qu'entre nous deux, je crois bien que cela vous auroit convenu, mais le tiers est l'auteur. Peut-être plusieurs considérations, et celle-là nommément vous feront regarder comme imprudente la mission dont je me suis chargé pour vous.

« Il est vrai, ou du moins je le vois ainsi, que c'est un objet digne de la plus grande attention, dont les suites peuvent être utiles ou funestes à la colonie, je l'ai dit franchement à M. de Castries.

« On ne m'a rien montré par écrit ; mais dans une discussion verbale d'une heure et demie avec le faiseur ⁽¹⁰⁾ il m'a semblé qu'il y avoit des vues bonnes, d'autres m'ont paru dangereuses [...].

« ...Si vous voulez venir à mon secours, et suppléer à la médiocrité de mes connoissances en jurisprudence, vous me ferez un plaisir essentiel. Si cette conférence avec votre législateur vous répugne, prenez une défaite honnête.

« Il est minuit : j'ai couru, écrit, discuté depuis 5 heures du matin. Je suis fort las.

« Adieu mon cher oncle, je vous embrasse de tout mon cœur, et vais me coucher ». ⁽¹¹⁾

*
**

Malesherbes, qui prenait à cœur tout ce qu'il faisait, s'intéressait passionnément à la mission de son neveu : elle lui fournit l'occasion de composer pendant l'été et l'automne de 1785, au moins deux autres travaux que nous avons retrouvés dans ses papiers. ⁽¹²⁾ D'abord une étude — seulement esquissée, car elle consiste seulement en des notes autographes auxquelles il ne paraît pas avoir mis la dernière main, — sur la *contrainte par corps*. Il fait d'abord un rapide historique de cette procédure sous la république romaine et sous l'empire romain, puis il explique pourquoi la monarchie française répugne à en faire

(9) Madame de Sénozan qui habitait Verneuil.

(10) L'auteur et le rédacteur de la loi projetée. Quel est-il ? nous l'ignorons.

(11) La Luzerne signe rarement ses lettres quand il écrit à son oncle.

(12) *Archives de Tocqueville*.

usage. Il envisage son emploi dans d'autres nations. Il démontre enfin qu'elle ne saurait être appliquée aux colons d'Amérique qui entrent dans la catégorie des commerçants et dont le gouvernement ne permet pas de saisir les biens.

Plus importante est l'étude sur les *lettres de surséance* qui fut écrite par Malesherbes au mois d'août⁽¹³⁾ à la suite de la requête suivante de La Luzerne :

Versailles, ce 30 Juillet 1785.

« C'est abuser de votre complaisance, mon cher Oncle, que de vous demander encore conseil sur un point. Mais à cet égard vous êtes instruit par l'expérience et une discussion très sommaire me donnera beaucoup de lumières.

« Je crois qu'on me pressera de demander quelquefois des lettres de surséance, ce qui me répugne, et le Maréchal de Castries m'a annoncé qu'il n'en accordoit que très difficilement et sur la demande de la moitié au moins des créanciers. Ceci me fit grand plaisir.

« Il me semble que cette précaution n'est pas la seule qu'on doit exiger. Une notice des précautions que vous preniez, quelques réflexions courtes sur les motifs qui vous faisoient et accorder les lettres et prendre chaque précaution ou imposer chaque condition, suffiroient pour me donner beaucoup plus de connoissance sur cette matière que je n'en acquierois (*sic*) autrement.

« Adieu, mon cher Oncle, agréez les excuses de mon importunité et les assurances de mon attachement ».

Et Malesherbes se met à rédiger le travail qui lui est demandé, et que nous reproduisons intégralement, en raison de son intérêt non seulement juridique, mais historique, et de tout ce qu'il nous révèle sur les efforts déployés par lui pendant son ministère pour résoudre ce délicat problème de gouvernement :

« Vous me consultez sur une question dont la discussion entière serait fort longue, et je ne pourrais pas vous répondre de vous donner une réponse complète où tout fût prévu.

« Si j'étais resté dans le ministère, nous aurions tâché de parvenir à établir sur cela des principes certains, d'après lesquels mon avis aurait été d'en faire une loi, et de renvoyer ces sortes d'affaires à la justice réglée, à qui elle devrait appartenir dans tous les cas, excepté celui où le roi doit lui-même se rendre garant du débiteur, ce qui arrive toutes les fois que ce sont les malheurs de l'Etat ou les fautes du gouvernement qui ont rendu le débiteur insolvable, comme le cas trop commun où le débiteur poursuivi par les créanciers est lui-même créancier du roi qui ne le paye pas et celui où c'est par l'ordre du Gouvernement que le débiteur a pris ses engagements.

« Alors le roi vient au secours des débiteurs par des arrêts de surséance, mais si le roi ne veut pas lui-même être banqueroutier, il faudra qu'il prenne des arrangements avec les créanciers pour assurer leurs dettes.

« Il y a aussi des cas où la justice et l'intérêt de l'Etat exigent également d'accorder une surséance à des débiteurs tels que ceux qui sont employés à

(13) *Archives de Tocqueville*, L. 141 (Manuscrit non autographe).

la guerre ou pour les affaires du roi : mais les lois y ont pourvu en établissant les lettres d'état qui sont une voie juridique.

« Si les lois établies sur cela ne sont pas encore assez favorables aux débiteurs de ce genre, il n'y a qu'à en faire de nouvelles ; mais il n'est jamais juste de confier à l'administration les arrangements à faire entre un débiteur et ses créanciers.

« Si vous vouliez sur cela être bien instruit, vous êtes à la source de la meilleure consultation, vous ne pouvez vous adresser mieux qu'à Mr le lieutenant civil.

« Cependant, quand je suis arrivé dans le Ministère, j'ai trouvé que l'usage généralement établi est que les débiteurs de bonne foi et qui ont de bonnes raisons pour demander un délai à leurs créanciers, s'adressent au ministre lui-même au lieu de s'adresser à la justice, et il résulte peut être de cet usage que les juges ne se sont pas occupés, comme ils auraient pu le faire, des moyens de venir au secours de ces débiteurs.

« D'ailleurs, il faut avouer que dans l'état actuel il y a un avantage réel à s'adresser au ministre, qui est celui d'épargner les frais et d'éviter les longueurs ; mais il ne faut pas que pour procurer cet avantage aux particuliers on donne à tort et à travers des arrêts de surséance, comme il se pratique journellement dans beaucoup de bureaux où quelquefois la faveur a beaucoup d'influence, et où jamais un ministre et ses premiers commis n'ont le temps nécessaire pour examiner avec maturité les affaires de chaque particulier qui implore le secours du Gouvernement.

« C'est pour cela que j'ai confié l'examen de ces affaires à un bureau de magistrats dans lequel on nommait un rapporteur pour chaque affaire, qui se donnait la peine d'entendre non seulement le débiteur mais les créanciers.

« Aussi ne m'est-il pas arrivé une seule fois que les créanciers se soient plaints des arrêts rendus sur mon rapport. Ces arrêts ont toujours été en quelque sorte des transactions volontaires homologuées par le Gouvernement. Quand les créanciers avaient de l'humeur contre les débiteurs, ce n'était pas avec lui qu'ils traitaient, mais avec le rapporteur qui avait la patience de les entendre et finissait toujours par leur faire entendre raison.

« Je n'ai pas pu rendre ce bureau légal parce que M. de Maurepas ni mes collègues dans le Ministère ne le goûtaient, mais j'étais le maître de mettre ma confiance en qui je voulais.

« La première chose qu'a fait mon successeur a été de supprimer ce bureau, et je crois que le public ne s'en est pas mieux trouvé.

« Venons à présent à la méthode dans laquelle ce bureau opérait. La première mission a été de se conduire dans chaque affaire comme des arbitres impartiaux, ensuite d'établir quelques règles dont l'expérience a fait connaître la nécessité.

« Si je fusse resté en place, ces règles dont nous étions convenus seraient devenues une espèce de code, et certainement j'aurais proposé au Roi d'en faire une loi générale et d'en renvoyer l'exécution à la justice réglée, mais sous la condition que tout s'y passerait sans frais et sans plus de longueur qu'au Conseil.

« Il est inutile de vous dire, quant à présent, comment on s'y serait pris pour cela. Si mon projet n'avait pas été adopté par la répugnance des autres ministres, cette loi serait restée pour servir de règle au moins dans mes bureaux.

« Cet ouvrage était très avancé. Je ne peux pas vous le donner avec certitude parce que je n'ai pas sous les yeux tout ce que nous avons fait. Mais si vous pouvez consulter M. Lemoine de la Clartière, conseiller à la Cour des Aides, qui a tout ce travail en bon ordre, il vous le communiquera sans doute volontiers.

« Voici seulement ce que je me rappelle :

1° Nous faisons donner par le débiteur un état signé de lui et de tous ses créanciers, je crois que cela se fait dans tous les bureaux, mais ce que nous y avons ajouté était une clause dans l'arrêt portant que la surséance n'aurait lieu qu'envers ceux qui étaient compris dans l'état qui était annexé à l'arrêt.

2° On faisait engager le débiteur à payer une partie de ses dettes dont on convenait avant le temps de l'expiration de la surséance, et l'arrêt portait que, faute d'y avoir satisfait, la surséance ne pourrait être renouvelée ; je crois aussi que cela se pratique dans les autres bureaux, mais ce que nous y avons ajouté était de ne point laisser au débiteur le choix des créanciers qu'il payerait, et cela est très important parce que d'une part, il arrive souvent qu'un débiteur de mauvaise foi met dans sa liste de créanciers des gens qui s'entendent avec lui et qu'il fait accroire qu'il a fait des paiements en rapportant les quittances de ceux-là, et d'autre part le débiteur qui est le maître de payer les uns plutôt que les autres, transige avec ceux qui sont les plus pressés de toucher quelque argent, et leur fait signer des quittances à perte pour être payés les premiers ; ce qui est un genre de banqueroute et une friponnerie à laquelle il est absolument nécessaire d'obvier.

3° Pour accorder un arrêt de surséance, on demandait, comme le demande M. de Castries, le consentement du plus grand nombre des créanciers en somme ; mais sur cela il se pratiquait encore une grande friponnerie qui consiste, comme je vous ai dit dans l'article précédent, à présenter de faux créanciers avec qui on soit en collusion, et qui signant leur consentement, forcent la main aux créanciers sérieux et véritables.

« Je ne savais d'autre moyen d'y remédier que celui que je vous ai déjà dit, qui est de voir les créanciers et de les entendre avec patience ; c'est à eux à éclairer le Ministre sur cette fourberie et à discuter les créances collusoires.

« Mais si on établit en règle générale que toutes les fois qu'un certain nombre de créanciers en somme peut forcer la main aux autres par leur acquiescement, la fraude dont je vous parle ne manquera pas de se pratiquer.

« Elle est moins à craindre en justice réglée où toutes les créances ont été sérieusement discutées ; mais elle l'est beaucoup dans les bureaux où on va plus vite, et nous n'avons reconnu la nécessité de prévenir ces différentes fraudes, que parce que nous les avons vu pratiquer. » (14)

*
**

La Luzerne a pris possession de son poste à Port-au-Prince. Il va déployer dans ses fonctions une grande activité, en étroite collabora-

(14) Toutes ces idées se retrouvent, plus développées, dans le *Mémoire sur les arrêts de surséance et les sauf-conduits*, écrit en 1789, et que nous signalons plus loin, au chapitre XIV, page 684, note 1.

tion avec M. de Marbois ⁽¹⁵⁾, intendant. C'est Marbois qui, déjà en relations avec Malesherbes, a annoncé à celui-ci la bonne arrivée de son neveu et Malesherbes lui répond aussitôt dans les termes que voici :

A Malesherbes le 18 Juin 1786. ⁽¹⁶⁾

« Je suis bien touché, Monsieur, de la marque d'amitié que vous venés de me donner en m'apprenant l'arrivée de mon neveu en bonne santé. J'espère que vous serez tout aussi content de celui-là que de son frère ⁽¹⁷⁾ et que vous ferés ensemble de très bonne besogne dans votre colonie.

« Les observations que vous m'avés envoyées l'an passé sur la procédure criminelle anglaise seroient bien importantes dans ce moment-cy, si le gouvernement vouloit bien s'en occuper autant que le public de Paris s'en occupe depuis quelques mois à l'occasion de deux procès criminels où on dit que des innocens ont été condamnés.

« Malheureusement ceux qui écrivent sur la réformation y mettent un chaleur qui ne leur permet aucune discussion, et, si on les croyait, on prendroit pour empêcher de condamner des innocens des mesures qui ne permettroient plus de condamner aucun coupable.

« D'ailleurs, l'anglomanie qui est à présent fort à la mode échauffe toutes les têtes à Paris pendant que j'entends dire qu'à Londres bien des gens sensés demandent la réformation de cette procédure criminelle qui a tant d'admirateurs en France [...] ». ⁽¹⁸⁾

Le comte de La Luzerne a, presque autant que son oncle, la passion de l'histoire naturelle. Son séjour dans les Iles va lui fournir l'occasion de nombreuses et précieuses observations. Comme il ne se sent pas pourvu de la compétence suffisante et que, d'autre part, il ne

(15) François Barbé de Marbois, conseiller du Roi en ses Conseils et en son Parlement de Metz, avait le titre de « Intendant de justice, police, finance, de la Guerre et de la Marine des Iles. » Quant à César-Henri de la Luzerne, son titre exact était : « Gouverneur-lieutenant général des Iles françaises de l'Amérique sous le Vent et Inspecteur général des troupes, artillerie, milices et fortifications des Iles. » Le gouverneur et l'intendant signent d'ordinaire conjointement les ordonnances et les arrêtés.

Barbé de Marbois, né à Metz en 1745, eut une carrière de haut fonctionnaire, longue et agitée. Avant d'être nommé intendant à St-Domingue, il avait été précepteur des enfants du maréchal de Castries, ministre de la Marine, puis consul général aux Etats-Unis. De retour en France, en 1789, il entra dans le département des Affaires étrangères, fut maire de Metz, traversa tant bien que mal la période révolutionnaire et se mit plus tard au service de Napoléon. Il prit une part importante aux travaux du Conseil des Anciens, négocia en 1803 pour la cession de la Louisiane et fut nommé par l'Empereur premier président de la Cour des Comptes, puis sénateur en 1813. Servile, flatteur de tous les régimes, il fut en 1814 l'un des quatre rédacteurs de l'acte de déchéance de Napoléon. On le retrouve sous la Restauration, garde des Sceaux et ministre de la justice (1815-1816) auteur d'un projet de loi modéré sur la répression des cris séditieux et des provocations à la révolte, et plus tard à nouveau président de la Cour des Comptes. Il vécut jusqu'en 1837. Il avait été arrêté et déporté sous le Directoire (le 4 septembre 1797 et jusqu'au 18 brumaire) et disgracié quelque temps après Austerlitz pour une mauvaise opération financière.

(16) B.N. Fonds français, 12.768 (Autographe et signée).

(17) Anne-César de La Luzerne et Marbois s'étaient connus aux Etats-Unis quand le second était consul général et le premier chargé d'une mission diplomatique.

(18) Malesherbes termine sa lettre en disant à Marbois qu'il ne peut rendre son travail public, mais qu'il en a parlé très favorablement à M. de Sartine.

dispose pas des loisirs nécessaires pour parcourir le pays, il va demander l'envoi d'un naturaliste, et — ce qui n'a rien d'étonnant — c'est à Malesherbes, dont les relations dans le monde savant sont connues, que l'on va s'adresser. Le Maréchal de Castries, à qui La Luzerne a fait part de son désir, a pressenti Malesherbes et celui-ci écrit à son neveu une longue lettre : (19)

« J'avais été chargé, mon cher neveu, avant ma rentrée au Conseil (20), par M. le Maréchal de Castries, d'une affaire que vous avés à cœur, qui est le choix d'un naturaliste, un peu chymiste et un peu physicien, mais surtout botaniste, qui s'établisse à St-Domingue. M. le Maréchal sachant que vous avés un oncle qui a fait quelquefois son amusement de ces études et présumant que je dois connaître ces sujets, m'envoya la lettre que vous lui aviés écrite et me demanda de chercher un homme à remplir vos intentions.

« J'ay consulté les gens les plus propres à me donner un conseil, M. Thouin (21) et de plus Mrs d'Aubenton, de Jussieu et Desfontaines, et sur ces informations, j'ay indiqué au ministre un naturaliste nommé de Brugnières, exercé dans ce travail, très instruit, passionné pour les sciences, et habitué aux pays chauds, car il a été embarqué avec M. de Kerguelen dans son malheureux voyage et fit alors une description très détaillée des plantes de Madagascar, ce qui exigea des courses fort pénibles, dans un pays chaud et malsain ».

Résumons la suite de la lettre : Malesherbes a vu Brugnières, qui lui a fait excellente impression. Il croyait l'affaire faite quand il a appris que M. de Castries avait déjà donné la place à un certain Richard, envoyé par Necker et par Calonne à Cayenne et depuis aux Iles du Vent. Sur ces entrefaites M. de Castries a reçu une seconde lettre de La Luzerne demandant qu'on lui donne M. Richard, qu'il a rencontré à la Martinique, et La Luzerne a également écrit à Malesherbes dans ce sens. (22)

(19) *Archives de Tocqueville*, dossiers La Luzerne. Minute autographe. (Nous avons également une copie au net de cette lettre : 12 pages). La première lettre que La Luzerne écrit au maréchal de Castries à ce sujet est du 3 mars 1787. La Luzerne indique *quelles* doivent être les fonctions du botaniste de Port-au-Prince et quelles conditions le candidat doit remplir. La lettre se termine par un paragraphe sur des essais de plantation d'un véritable quinquina indigène à St-Domingue.

(20) Malesherbes venait, en effet, de rentrer au Conseil, en qualité de ministre d'Etat.

(21) Nous avons la minute autographe d'un billet destiné à Thouin sans date (« ce mercredi ») : « Je conçois toute la force de ce que vous me dites sur la situation de M. de Brugnières, et votre lettre m'apprend de plus que M. Richard n'est point du tout propre à la place. Je prendrais donc le parti de faire sur cela encore une représentation à M. de Castries, demain jeudy à Versailles. Mais je voudrais bien en causer avec vous, car j'ay des choses à vous dire sur cela qui ne peuvent s'écrire et malheureusement je pars pour Versailles demain jeudy et je serai peut-être huit jours sans revenir à Paris. Je suis à présent chez moi, j'y [suis] donc à trois heures, je n'en sortirai pas avant six heures du soir ; pourriés vous prendre un moment pour y venir, soit à l'heure du dîner ou une autre ?... » On voit par ce billet l'importance que Malesherbes attachait à l'affaire. Sur le dossier que constituent toutes ces pièces, il a écrit de sa main : « Conférer avec M. Thouin. »

(22) Nous avons cette lettre, écrite de Port-au-Prince le 10 Avril 1787. La Luzerne expose à son oncle comment il a rencontré Richard, fait l'éloge de celui-ci, souhaite que l'on donne à un botaniste compétent la place qu'occupait le médecin Joubert « qui ne savait pas un mot de botanique » et prie Malesherbes d'appuyer la candidature de Richard auprès de M. de Castries.

Cela est fâcheux, constate Malesherbes, pour le pauvre Brugnières qui avait fait tous les arrangements de son voyage. « *Mais l'intérêt du particulier doit céder au choix fait par l'homme public* ». Seulement Malesherbes craint que Richard ne soit pas l'homme qui convienne à la place. Il vient de faire sur lui une enquête qui s'est révélée assez défavorable.

« Il en résulte que notre Richard est un homme qui, depuis cinq ou six ans, voyage aux frais du Roi pour sa propre gloire, qu'il compte publier à son retour un magnifique ouvrage sur les plantes d'Amérique, qui sera imprimé si le Roi l'aide encore pour les frais de gravure, que cet ouvrage lui fera un grand nom, lui donnera des titres pour être à l'Académie, etc... L'amour de la gloire est un sentiment très noble, et je sais que cette *question* [mot douteux] est le plus souvent mêlée à un peu de jalousie. Cependant l'effet de cette politique est absolument contraire à l'intention dans laquelle il a été envoyé ».

Cette affaire du choix du botaniste de Saint-Domingue donna lieu à une abondante correspondance. Le 15 juin, le Maréchal de Castries annonce à Malesherbes la nomination de Richard. Malesherbes, ainsi qu'il ressort d'une lettre qu'il écrivit à Desfontaines, son collègue de l'Académie des Sciences, fut fâché de voir évincer Brugnières, pour lequel il avait fait des démarches et à qui la place paraissait promise. Il répète que Richard n'est pas fait pour remplir le rôle que l'on attend de lui ; que d'autre part, il ne s'accommodera pas plus du climat de Saint-Domingue qu'il n'a supporté celui de Cayenne.

« Le malentendu de cette affaire, dit-il, est venu de ce que l'affaire est passée par deux ministres différens. C'étoit M. de Calonne qui avait fait nommer M. Richard. Voilà pourquoi on ne le scavait pas dans les bureaux de M. de Castries. Mais c'est toujours le roi qui a nommé et on ne fera pas la dépense d'en envoyer deux dans la même isle ».

Le 26 octobre enfin, une lettre de La Luzerne à son oncle met le point final à l'affaire. La Luzerne comprend fort bien les sérieuses réserves que Malesherbes formule sur Richard, mais il n'en fait pas moins l'éloge du botaniste dont il a admiré, quand il se trouvait dans les Iles du Vent, les dessins de plantes et d'animaux et les descriptions très étendues, écrites en latin et en français, dont il accompagne ses dessins. Richard arrivera d'ici deux ou trois mois de Cayenne ; s'il refuse de résider à Saint-Domingue, ou s'il ne remplit pas les vues du gouvernement, « *on pourra le remplacer par M. de Brugnières dont vous me faites l'éloge* ». (23)

Il est rare que les lettres — très fréquentes — que La Luzerne

(23) Dans cette lettre il est question d'importation de plantes du Sénégal et d'essais de quinquina. Le post-scriptum (autographe) est intéressant : « Adieu, mon cher oncle, je sais que vous êtes dans les grandes affaires. (Il s'agit des protestants et de l'Edit de tolérance.) Nous y sommes aussi, proportion gardée. Puissions-nous n'avoir tous les deux à nous occuper que d'histoire naturelle. Je vous souhaite au moins une meilleure santé que la mienne. J'ai languï pendant ces deux étés, et vois avec plaisir cinq à six mois de chaleurs moins grandes devant moi. »

adresse à son oncle, soient muettes sur le sujet favori qui contribuait tant à l'intimité de ces deux esprits : l'histoire naturelle. Plusieurs même sont presque entièrement consacrées à la botanique ; ainsi cette lettre du 19 juin 1787 où La Luzerne demande à Malesherbes son avis sur un cannellier de Ceylan envoyé par le naturaliste Poivre à un habitant de la paroisse de Limonade, près du Cap français. Il expédie à Malesherbes des rameaux chargés de baies pour examen. Il lui parle aussi d'autres arbres qu'il cherche à acclimater à Saint-Domingue, un giroflier qui lui vient de Cayenne, le manguier et le mûrier des Indes, le quinquina du Pérou qu'il a essayé de se procurer. (24) Et puis, pour finir, il lui envoie... un projet de lois nouvelles élaborées pour la colonie.

La Luzerne, passionné de sciences, ne s'est pas borné à demander un botaniste ; il souhaite aussi qu'on lui procure un minéralogiste et un chimiste. Et, dans une note dictée à son secrétaire, Malesherbes formule son avis sur ces vœux. (25) Le minéralogiste ferait double emploi avec le botaniste : il suffit que le botaniste qu'on enverra à Saint-Domingue en sache assez en minéralogie pour « reconnaître les productions dignes d'être ramassées et en faire l'essai ». Quant au chimiste, il nécessiterait une dépense considérable et inutile. Les essais et analyses peuvent être faits en France. Si l'on veut à tout prix en envoyer un, qu'on choisisse un chimiste qui porte ses vues sur la manière de travailler le sucre et de le distiller, ou de tirer la partie colorante de l'indigo. Et dans ce cas, qu'on envoie aussi un mécanicien capable de perfectionner les moulins à sucre ! Et Malesherbes d'évoquer un épisode de ses voyages :

« Je me souviens d'avoir rencontrer en Hollande un homme qui avait inventé un nouveau moulin à sucre. (26) Je vis son modèle et de forts mécaniciens qui étaient présents m'assurèrent qu'il avait beaucoup d'avantages sur les moulins qui sont en usage. L'auteur de la machine allait partir avec son modèle pour faire exécuter ce moulin à Surinam. Je ne sais ce que cela est devenu... »

*
**

Autrement importante que le choix d'un naturaliste fut la question de l'imprimerie à Saint-Domingue. Là encore, La Luzerne eut recours aux conseils et aux bons offices de son oncle, dès les premiers mois de

(24) On pourrait citer aussi cette lettre du 19 septembre de la même année où il remercie son oncle de lui envoyer le plus de graines qu'il peut des plantes utiles originaires des climats chauds ; il dit qu'il les multiplie autant qu'il lui est possible. Malheureusement il est très pris par des affaires plus importantes (Autographe avec signature).

(25) *Archives de Tocqueville*. Titre : « Observations sur la lettre de Mrs de La Luzerne et de Marbois du 22 avril 1787. »

(26) On sait la place qui était consacrée aux diverses espèces de moulins, et notamment aux moulins à sucre, dans l'*Encyclopédie*.

son gouvernement. Voici l'affaire telle qu'elle est exposée dans une lettre de La Luzerne, du 7 juillet 1786 (27) :

« Voici un autre objet sur lequel je suis persuadé que vous rendrez avec plaisir un service que je regarde comme important, non pas à moi mais à toute une grande colonie.

« La librairie ne me concerne nullement, elle est entièrement dans le département de l'Intendant, mais M. de Marbois et moi, nous entendons très bien ensemble et c'est de concert avec lui que je vous consulte.

« Dans la plupart des vraies monarchies, des vues de police, peut-être sages, ont fait apporter des restrictions au droit d'imprimer : on a fixé le nombre de ceux qui en jouiraient, et ils ont trouvé moyen de faire dériver de là beaucoup d'abus qui font de ce commerce entre leurs mains, une sorte de monopole.

« Mais nulle part ce monopole ne se trouve établi d'une manière aussi évidente, aussi onéreuse pour le public, aussi nuisible au bien général qu'à St-Domingue.

« Un seul imprimeur avec privilège exclusif, faisant aller deux presses, l'une au Cap, l'autre à Port-au-Prince, voilà où nous en sommes.

« Vous sentirez aisément ce qui en doit résulter dans un pays où il est à souhaiter qu'on s'éclaire sur l'agriculture, sur les arts, sur les sciences. Personne ne fait imprimer une brochure, cela est trop cher.

« Dans un pays où il serait plus à désirer qu'en aucun autre que les juges fussent jugés sur le public, on voudrait faire imprimer des mémoires et pourquoi ne s'y livre-t-on pas ? Parce qu'il en coûterait trop. Il y aurait mille autres réflexions à vous présenter que j'ometts parce qu'elles se présentent d'elles-mêmes.

« L'homme jouissant du privilège exclusif se fait payer ce qu'il imprime (je l'ai vérifié) quinze ou vingt fois ce qu'il en coûterait en France ; ce qui est excessif.

« J'ai sondé un autre homme. Il ne demanderait que huit fois le prix de France, mais je trouve que c'est encore beaucoup trop.

« Il faut cependant absolument un tarif, ou il y a nécessairement monopole. M. de Marbois le sent comme moi, il s'est rendu à mes raisons et désire vivement être réformateur à cet égard.

« Avant de l'établir, nous voudrions qu'un imprimeur honnête à Paris, nous donnât un état détaillé de ce qu'il prend pour imprimer suivant les différents caractères, l'espèce de papier qu'il emploie et le nombre d'exemplaires qu'il tire.

« Ce serait une espèce de base et si on nous donnait beaucoup de détails, nous pourrions en tirer parti, car, par exemple, la main-d'œuvre étant infiniment plus chère ici qu'en France, je conçois que le premier cent d'exemplaires doit coûter beaucoup plus cher qu'à Paris, mais la même proportion ne doit pas exister pour les cent qu'on tire ensuite. La planche est faite, il n'y a plus de main d'œuvre que pour les coups de presse ; tous les frais sont en papier, en encre ; or les denrées qui viennent manufacturées d'Europe ne

(27) *Archives de Tocqueville*. Le texte que nous reproduisons, copié par le secrétaire de Malesherbes, n'est qu'un fragment de la lettre dont nous n'avons pas trouvé l'original.

coûtent réellement au chef d'une grande entreprise que le frêt et l'assurance en sus de leur prix dans le port d'où il les tire.

« *Personne ne connaît mieux que vous la librairie, et vous voyez que nous ne sommes guidés que par l'intérêt public. Je prévois que vous y coopérerez volontiers* ».

Le 1^{er} septembre, La Luzerne qui n'a pas encore reçu la réponse de son oncle, revient à la charge, de concert avec Marbois. (28) Il demande une fois de plus le prix de l'impression à Paris ; il se prononce pour un monopole avec tarif imposé ; il s'emporte contre les deux imprimeurs qui, jouissant d'un privilège exclusif, réalisent des bénéfices scandaleux. Il plaide la cause du public qui est laissé dans l'ignorance du fait de la pauvreté intellectuelle de la *Gazette* publiée à Saint-Domingue. « *Les arts, l'agriculture restent presque aussi arriérés qu'ils le seraient nécessairement dans un pays privé des avantages de la presse. Nul ne peut communiquer aux autres ses idées et ses découvertes* ».

Quatre jours plus tôt, le 27 août, Marbois et La Luzerne avaient adressé au ministre une « *lettre commune des administrateurs* ». Ils dénonçaient avec force détails l'énormité des profits illicites réalisés par les deux imprimeurs du Cap et de Port-au-Prince ; ils proposaient d'accorder des brevets à deux nouveaux imprimeurs d'une réputation irréprochable et de charger la Chambre syndicale de Paris de trancher l'affaire en fixant les tarifs d'impression.

Dès réception de la première lettre de son neveu (29), Malesherbes s'était attaché à résoudre le problème avec un zèle d'autant plus grand qu'il retrouvait là des questions qui lui avaient été familières au temps lointain de la direction de la Librairie. Il avait répondu à La Luzerne (30) :

« J'accepte avec grand plaisir, mon cher neveu, la mission que vous me donnés ainsi que M. Marbois de suivre l'affaire de vos imprimeries. Car je suis entièrement dans vos principes et votre lettre à moy que je n'ay pas remise à M. de Castries parce qu'elle ne doit pas rester dans les bureaux, mais qui lui a été lue de ma part, me paroît démonstrative, et M. de la Cretelle dont je vous parlerai tout à l'heure (31) dit que cette lettre est un chef d'œuvre en législation

« Il y a cependant un point sur lequel je ne suis point du tout de votre avis ny de celui de M. de Marbois, mais vous allés surement revenir au mien quand je vous dirai mes raisons.

« Vous proposés qu'on demande à la Chambre syndicale des libraires de Paris de choisir un imprimeur qu'on vous enverra, et moy je vous déclare que c'est le moyen infailible d'avoir un sujet détestable.

(28) Autographe, non signée, 4 pages. Malesherbes en a fait faire une copie.

(29) Celle du 7 juillet.

(30) Il ne répondit —, semble-t-il —, qu'après réception de la seconde lettre (Minute autographe ; en tête figure la mention « Imprimeur de St-Domingue »).

(31) Il s'agit de Pierre-Louis Lacretelle, dit l'ainé, dont il sera longuement question plus loin, chapitre XI, et que nous avons déjà vu apparaître à propos de l'affaire des protestants

« Je connais mieux que vous la Chambre syndicale [...] et je vous certifie qu'il se trouvera quelque libraire de Paris, leur ami, leur cousin, qui aura un fils ou un neveu mauvais sujet dont il voudra se défaire. (32) Il n'y a presque pas de famille à Paris qui n'ait un sujet qu'elle voudrait envoyer aux Isles. On voudrait surtout les y faire partir sans que la famille ait rien à payer ny pour leur passage, ny pour [*mots illisibles*]. On trouvera que cecy est la plus belle occasion du monde [...]. Il faut donc que ce soit nous qui vous cherchions un sujet.

« Or, je ne suis pas à Paris et je n'irai peut être pas de cet hiver. Mais j'ay un homme que j'aime beaucoup, qui a tout le talent des beaux esprits et n'en a point du tout les défauts. C'est M. de la Cretelle que vous ne connaissez que par ses ouvrages. Je ne le connaissais aussi que comme cela avant notre départ, mais j'ay eu depuis l'occasion de faire avec lui une connaissance plus intime. (33)

« Il s'est enflammé à la lecture de votre lettre que je lui ai communiquée. J'avois d'ailleurs quelques raisons de croire que sa personne ne serait pas désagréable à M. le Maréchal de Castries. J'ay chargé le baron de Montboissier, qui étoit aussi à Malesherbes, de lire à M. de Castries votre lettre [...] et de lui demander s'il agréait que pendant mon absence l'affaire fut suivie avec lui par M. de la Cretelle.

« M. le Maréchal est entré tout de suite dans vos principes et les miens et a agréé M. de la Cretelle pour médiateur et il doit le voir. (34)

« D'une autre part, sur votre première lettre, je m'étois adressé à M. d'Hémery mon ancien coopérateur de librairie pour luy demander les éclaircissements que vous désiriez sur les frais d'imprimerie. (35) Personne ne s'y entend mieux que lui. J'ay ces éclaircissements et vous les rendrai ; je ne les joins pas à cette lettre parce qu'ils sont trop longs pour les faire copier en duplicata comme cette lettre, mais je vous les enverrai dans une des deux copies et par la voye la plus sûre [...].

« Je me suis encore adressé à M. d'Hémery pour le choix de l'imprimeur à vous envoyer ; il m'a dit que cela étoit difficile et j'en ai été bien aise parce que cela m'a prouvé qu'il vouloit le bien choisir.

« Il y a environ deux mois que je luy en ai parlé et je viens de recevoir une lettre où il me mande qu'il croit avoir trouvé le sujet qui vous convient.

« Je lui ay mandé d'en causer avec M. de la Cretelle que je me suis subrogé dans l'affaire. M. de La Cretelle en qualité d'homme de lettres connoit des libraires et imprimeurs ; il sent que le choix est délicat ; il est flatté d'être chargé de l'affaire et désire qu'elle réussisse ; il va chercher aussi de son côté.

(32) Nous avons vu dans la première partie de cet ouvrage, que Malesherbes n'était pas toujours tendre pour la Chambre syndicale et pour la communauté des libraires de Paris.

(33) Donc on peut dater des premiers mois de 1786 le début des relations d'amitié qui se nouèrent entre Malesherbes et Lacretelle.

(34) Dans plusieurs lettres de Lacretelle à Malesherbes, qui datent de cette époque (elles figurent dans les *Archives de Tocqueville*), il est question de cette affaire et des entrevues de Lacretelle avec le Maréchal de Castries à ce sujet. Lacretelle informe Malesherbes que M. de Castries approuve le plan de La Luzerne et veut détruire le monopole de l'imprimeur de St-Domingue. Dans une autre lettre il lui dit qu'il terminera cette affaire avec M. de Castries dès que Malesherbes lui aura envoyé le mémoire de d'Hémery.

(35) Malesherbes avait conservé d'excellentes relations avec son ancien inspecteur de la Librairie. La réponse que lui fait d'Hémery le 24 septembre figure au dossier ; elle témoigne d'un grand empressement.

« Voilà où en sont les choses quant à présent. Quand j'en scaurai davantage, je vous le manderai. Adieu. Je vous embrasse ».

Les documents nous manquent qui permettraient de nous renseigner avec précision sur la solution de l'affaire ; nous considérons néanmoins comme probable que les efforts de Malesherbes aboutirent en donnant à La Luzerne et à Marbois la satisfaction qu'ils réclamaient. Au demeurant, ce qu'il importe de constater, c'est l'empressement qu'apporte Malesherbes à aider les administrateurs de la colonie de son activité et de ses lumières ; c'est aussi, dans ce dernier texte, le jugement sévère qu'il formule, en fonction d'une expérience déjà lointaine, sur la Chambre syndicale des libraires de Paris, c'est enfin la confiance totale qu'il témoigne à ce nouvel ami, Lacretelle, qui va devenir, dans les prochaines négociations sur le problème juif, le plus intime de ses collaborateurs.

Là ne s'arrêtent pas, d'ailleurs, les interventions officieuses de Malesherbes dans les affaires de Saint-Domingue. Bornons-nous à en citer une. La Luzerne et Marbois lui ayant demandé son avis sur le projet de diminuer le titre de la monnaie, il rédige un mémoire sur la question.⁽³⁶⁾ Il se prononce contre cette mesure et justifie ainsi son opinion :

« Il me semble qu'il arriveroit infailliblement que les étrangers avec qui les Français ont affaire ne prendroient cette monnaie que sur le pied de sa valeur réelle et ensuite forceroient les Français de la prendre sur le pied de sa valeur fictive [...] ».

« J'entends très peu ces matières, mais je me souviens d'avoir toujours entendu dire qu'après la mort de M. Colbert on fit une opération de ce genre sur les pièces de quatre sous, et qu'on s'en repentit... »

La suite du mémoire⁽³⁷⁾ est consacrée à des « *observations sur la fabrication* » : Malesherbes disserte sur la frappe des monnaies ; il jongle avec l'escalin, le double escalin, la livre tournois-pistole, le demi-louis ; son immense culture ne s'est pas arrêtée au seuil des domaines que nous appellerions techniques.

Il n'hésite pas à préconiser des réformes monétaires hardies : la suppression des pièces de 24, 12 et 6 sols, la fabrication exclusive de pièces de 20, 10 et 6 sols ; on échangera à l'Hôtel des Monnaies les anciennes pièces contre les nouvelles. Il préconise aussi l'emploi des pièces d'or d'une pistole et d'une double pistole dont il démontre la supériorité pratique sur le louis et le demi-louis, destinés à devenir des objets de curiosité... Ainsi un projet de réforme touchant Saint-Domingue a conduit Malesherbes à exposer ses idées sur une question qui intéresse la nation elle-même.

(36) *Mémoire sur une lettre de Mrs de la Luzerne et de Marbois du 4 avril 1787 au sujet de la monnaie de St Domingue*. Nous avons une note de M. de Castries datée du 29 juin qui demande à Malesherbes son avis sur cette question.

(37) Pour cette partie nous avons une copie et aussi le brouillon presque entièrement autographe.



Le comte de La Luzerne quittera Saint-Domingue le 13 novembre 1787. Nommé secrétaire d'Etat à la Marine, il exercera ses fonctions du 23 décembre 1787 au 23 octobre 1790, date de sa lettre de démission adressée au Roi. Il avait publié le 18 juin précédant un long mémoire justificatif (38) (qu'il mettait sous les yeux du Comité des rapports de l'Assemblée Nationale) où il réfutait treize chefs d'accusation portant presque tous sur son administration coloniale. Ses dénonciateurs lui reprochaient d'avoir perpétré des actes d'autorité tyrannique contre certaines personnes, d'avoir exercé des poursuites arbitraires, d'avoir commis diverses exactions, d'avoir par son insouciance compromis le ravitaillement de la colonie. Nous n'entrerons point dans le détail de ce procès où, comme il est naturel dans une époque révolutionnaire, des délateurs enhardis cherchaient à assouvir de basses vengeances contre un gouverneur qui nous paraît avoir été de bonne volonté.

Les rapports qu'il adressait à Paris, les ordonnances et arrêtés qu'il signait conjointement avec Marbois, sont autant de témoignages de son activité diligente et de sa générosité. Il ne se bornait pas à s'intéresser passionnément aux cultures utiles et notamment aux plantations d'arbres à bois précieux ; il fit dresser un programme de travaux civils et militaires et tint la main à leur exécution. S'il se prononce pour une répression énergique des nègres marrons qui, réfugiés en territoire espagnol, avaient refusé l'amnistie et faisaient de fréquentes incursions dans la partie française de l'île, les mesures qu'il propose de prendre pour parer aux excès du marronage sont loin de constituer une approbation de l'esclavage qu'il condamnait au contraire. Il protesta vigoureusement, dans un important rapport, contre le préjugé et les mauvais traitements dont étaient victimes les « *gens de couleur* », les « *gens de sang mêlé* » hommes libres, mais tenus à l'écart de toutes charges et de plusieurs professions et considérés avec mépris par les blancs ; il signala aussi la dureté dont faisaient preuve les affranchis à l'égard de ceux qui demeuraient esclaves. Il écrivait :

(38) Paris Imprimerie Royale 1790 (Mémoire de 67 pages suivies par les pièces justificatives). La Luzerne écrivit un autre rapport, daté du 23 février 1791, rapport de 554 pages, intitulé : *Mémoire de M. de la Luzerne sur les administrations dont il a été chargé*, et dont toute la première partie concerne son gouvernement de St Domingue. Une place très étendue y est donnée aux problèmes militaires (défense des colonies).

S'adressant au Roi il déclare au début de ce rapport : « J'ai cherché à m'acquitter de tous ces devoirs militaires et civils [il vient d'énumérer toutes les fonctions qui incombent au gouverneur] ; je me suis efforcé surtout de remplir les vœux paternelles de Votre Majesté et les ordres qu'elle m'avait donnés elle-même avant mon départ, en contribuant autant qu'il dépendait de moi à augmenter la prospérité de cette contrée déjà florissante, en assurant la tranquillité et le bonheur de tous ceux qui y résidaient, par le maintien le plus exact de l'exécution des lois, et en favorisant l'industrie et le commerce, sources de richesse pour la colonie, sans nuire aux droits et sans préjudicier aux intérêts de la mère patrie. »

(Archives coloniales F. 3, collection Moreau de Saint Méry, n° 158.)

« Sans doute l'Europe enverra quelquefois dans cette colonie un chef humain et libre des préjugés dont tout créole est imbu au sortir du berceau. Il sera d'abord révolté du joug affreux de l'esclavage ; il ne remarquera pas ensuite sans être ému l'état d'humiliation dont ne peut sortir l'ordre nombreux des hommes libres de sang mêlé, il s'indignera que l'on l'aggrave encore et que les blancs conspirent sans cesse pour étendre leurs prérogatives au-delà des bornes que la législation coloniale a prescrites ». (39)

Et pour atténuer ces antagonismes, pour combattre ces durs préjugés de race et de couleur, La Luzerne proposait au Maréchal de Castries de consulter deux « arbitres », l'humanité et la politique ; il ajoutait :

« Mais leurs vœux ne sont ils pas contradictoires ? Peut-être sera-t-il possible de les concilier ; la politique bien entendue se rapproche plus qu'on ne le croit de l'humanité qui réfléchit ». (40)

Rigueur injuste de l'esclavage (41), mépris des affranchis pour leurs anciens compagnons d'esclavage et des hommes de sang mêlé pour les noirs, haine des créoles pour la race affranchie qu'ils ne cherchent qu'à opprimer, tous ces douloureux rapports humains blessaient journellement la conscience du neveu de Malesherbes, comme ils auraient blessé Malesherbes lui-même.

(39) En ce qui concerne l'esclavage, signalons que vers 1785, La Fayette, qui avait essayé de convertir son ami Washington à la cause de l'abolition, entreprit de faire des essais d'affranchissement ; deux de ses compagnons de la guerre d'Amérique, Daniel Lescallier, officier de marine, et Henri de Richeprey, ingénieur géographe, avaient acheté pour son compte ou pour eux-mêmes des concessions à la Guyane. Après un succès éphémère, en 1786 (les esclaves étaient transformés en travailleurs libres), l'expérience échoua du fait de la mort de Richeprey, et ensuite de l'abandon de Lescallier. Or, selon Jules Clouet (*Souvenirs sur la vie privée de La Fayette*, Paris 1836), « aussitôt que l'établissement de Richeprey aurait été un peu avancé, le duc de La Rochefoucauld, ami intime de La Fayette, et passionné lui aussi pour la cause de l'affranchissement des noirs, devait acheter une autre plantation et une troisième l'eût été ensuite par Malesherbes qui s'intéressait vivement à ce projet ». Nous ne savons où l'auteur a puisé cette information.

(40) *Archives coloniales* (Saint-Domingue) C. 9 B. 36. Sur l'activité de la Luzerne et de Marbois à St-Domingue, on pourra consulter les dossiers C. 9 A 157, C. 9 A 158, C. 9 B 35 et 37.

(41) Le Maréchal de Castries n'était pas indifférent au pénible sort des noirs. Dans une des lettres de Lacretelle à Malesherbes (*Archives de Tocqueville*), nous lisons ces lignes : « J'ai été infiniment content de M. le Maréchal de Castries [...]. Il m'a prié de réfléchir à un règlement à faire sur les Noirs. Je me suis mis à réfléchir là-dessus. Je ne sais encore rien sur le sujet, mais je sens que le cœur d'un honnête homme peut s'y attacher et qu'on peut y faire un peu de bien avec du bon esprit... »

CHAPITRE XI

LA QUESTION JUIVE (1788)

« La vraie question de cette cause est de savoir si les juifs sont des hommes ».

P. L. LACRETELLE.

« Monsieur de Malesherbes, je vous fais juif ! » — Le témoignage de Roederer et la commission désignée. — La question juive devant la Société royale des sciences et arts de Metz. — Mirabeau et le problème juif. — P.-L. Lacretelle, conseiller intime de Malesherbes pour les affaires juives. — Le travail de Malesherbes pendant l'année 1788 : il réunit une documentation considérable et se livre à une vaste enquête. — Cerf Beer et les Juifs d'Alsace et de Lorraine. — Mulinen, conseiller d'Etat de la république de Berne, informateur de Malesherbes. — Divers travaux de Malesherbes : il est préoccupé surtout des mœurs et des institutions judaïques et souhaite que les Juifs soient employés à l'agriculture. — « Imperium in imperio ». — Deux lauréats de l'Académie de Metz : Zalkind Hourwitz et l'abbé Grégoire. Correspondance échangée entre Malesherbes et Grégoire. — Le problème juif ne sera réglé que par la Révolution.

Le 17 novembre 1787, le jour où le Conseil accorda enfin l'état-civil aux protestants, Louis XVI dit à Malesherbes qui avait déployé tant d'efforts pour faire aboutir cette cause : « *Monsieur de Malesherbes, vous vous êtes fait protestant ; moi maintenant je vous fais juif : occupez-vous d'eux.* » C'est du moins ce que nous rapporte Røederer dans un article du *Journal de Paris* paru le 5 Nivôse an V. Et Røederer ajoute que, sur cette parole, Malesherbes rassembla chez lui plusieurs personnes, entre autres l'avocat Target, Lacretelle l'ainé et lui-même : « *C'est à nous trois qu'il a dit cet ordre du Roi que je viens de rapporter. Il nous fit dans une longue conférence une admirable analyse de la législation juive : elle était la substance d'excellents mémoires qu'il avait réunis.* » Deux ans plus tard, dans le même *Journal de Paris* (22 frimaire an VII), Røederer rappelait cet épisode de la façon la plus précise et dessinait d'un trait de plume les portraits de Gradis, juif bordelais, et de Cerf-Beer, juif alsacien, « *les deux plus considérables individus de leur nation en France* », qui avaient assisté aux conférences chez Malesherbes et y avaient même pris une part active. Il agrémentait son récit en rappelant une dispute plaisante qui s'était élevée en présence de Malesherbes sur la question de savoir si un

juif peut prendre un repas en compagnie d'un chrétien. Et Røederer disait encore : « *Malesherbes cherchait à s'entourer de plus de lumière possible pour accomplir avec succès la mission qu'il avait acceptée.* » (1)

Témoignage essentiel qui nous apprend sans équivoque que Malesherbes n'avait pas attendu l'ordre royal pour s'informer de la question juive et pour réunir sur ce problème, comme il l'avait fait pour le problème protestant, une masse de documents.

Si d'autre part, Malesherbes avait choisi Røederer et Lacretelle pour étudier avec lui la question juive, ce choix se justifiait pleinement.

Røederer, jeune conseiller au parlement, était un membre très actif de la Société royale des Sciences et Arts de Metz, compagnie qui, en 1785, avait mis au concours la question suivante : *Est-il des moyens de rendre les Juifs plus heureux et plus utiles en France ?* Un délai de deux ans ayant été accordé aux concurrents, le résultat de ce concours ne fut connu qu'en 1787, et c'est précisément Røederer, membre du jury, qui fut le rapporteur. (2) Les académiciens messins avaient à juger les travaux de neuf candidats : de ces neuf mémoires, dont deux seulement étaient farouchement hostiles aux Juifs, Røederer n'en retint que deux : celui de l'abbé Grégoire, curé d'Emberménil près de Lunéville, et celui de M. Thierry, avocat au parlement de Nancy. Aucun prix ne fut pourtant décerné et le concours fut reporté à l'année suivante. La Société avait engagé les deux auteurs dont les travaux avaient été jugés les meilleurs, à se représenter. Il y eut cette fois cinq concurrents, dont quatre anciens : Grégoire, Thierry, Dom Chais (bénédictin de Saint-Avoid) et Zalkind Hourwitz, un juif résidant à Paris. Le rapport fut fait non plus par Røederer, mais par M. Le Payen, secrétaire général de la Société. Il ne se déclara pas entièrement satisfait, reprochant aux concurrents de n'avoir pas étudié les voies et moyens à employer pour assurer l'émancipation des Juifs et pour surmonter les préjugés populaires, d'avoir plutôt montré la nécessité d'une réforme que les moyens de l'opérer. Néanmoins le prix fut décerné, ou plus exactement *trois prix* furent accordés à *trois bons ouvrages*, ceux de l'abbé Grégoire, de Thierry et de Zalkind-Hourwitz.

Depuis l'année précédente, l'opinion avait évolué ; la nécessité d'une

(1) Røederer nous indique aussi dans cet article quand et comment il fit connaissance avec Malesherbes : « Ce fut en 1787 que j'eus accès auprès de lui [...]. Cette circonstance [le concours de l'Académie de Metz dont nous parlerons plus loin], jointe à ce que j'habitais une ville de synagogue, fit naître à Malesherbes la curiosité de m'entendre sur ce sujet. Je fus invité de sa part à aller le voir ; il me chargea de plusieurs questions relatives aux usages de ce peuple, et je le revis fréquemment pendant les conférences qu'il eut avec G(radis) juif de Bordeaux et C(erf) B(eer) juif d'Alsace... » Nous verrons plus loin que Røederer fut présenté par Lacretelle.

(2) Son rapport est daté du 25 août 1787. Røederer se donnait la peine de composer presque un mémoire-type : il donnait un plan et presque un corrigé. Cf. *l'émancipation des juifs devant la Société royale des Sciences et Arts de Metz en 1787 et M. Røederer* par Ab. Cahen, grand rabbin, dans *Revue des études juives*, T.I., p. 92 suiv. (1880).

réforme était généralement admise. Aussi le rapporteur terminait-il en faisant allusion aux travaux de la commission et aux intentions libérales de Malesherbes ; il écrivait : « *Soyons justes envers eux pour qu'ils le deviennent envers nous, c'est le vœu de l'humanité et de tous les gens raisonnables. Tout porte à croire que le gouvernement l'a recueilli et ne tardera pas à le réaliser.* »

La question juive se posait avec une particulière acuité en Lorraine et dans la ville de Metz, où la colonie israélite était nombreuse. (3) Elle soulevait des passions assez vives. En 1786 venait de paraître un pamphlet violent intitulé : *Le cri du citoyen contre les juifs de Metz* (4), auquel l'écrivain juif Isaïe Beer Bing (1759-1805) répondit peu après. Un second pamphlet allait paraître en 1788, sous un titre presque semblable, *Le cri du citoyen contre les juifs*. (5) Bref, la Société Royale avait mis au concours une question qui ne laissait pas l'opinion indifférente.

Il convient d'ajouter qu'à la même époque Mirabeau, qui, au cours d'une mission secrète à Berlin, avait entendu vanter les vertus du philosophe juif Mendelsohn, mort tout récemment (6) et s'était lié avec Dohm et plusieurs juifs distingués, s'intéressait lui aussi au problème juif. Il pressentait l'avantage que la France pouvait tirer des Juifs si elle les émancipait et résolut de faire connaître au public français le mouvement de rénovation qui s'accomplissait alors en Allemagne.

Il publia donc en 1787 un ouvrage intitulé : *Sur Moses Mendelsohn et sur la réforme politique des Juifs*, où il exposait brièvement l'histoire du peuple d'Israël, s'élevant contre les persécutions dont il était victime et s'attachant à dissiper les préjugés qui avaient cours contre les Juifs et notamment les opinions de Voltaire. Malesherbes lut le livre de Mirabeau et écrivit à l'auteur pour lui demander des informations complémentaires. Et Mirabeau lui répondit au début de 1788 par la lettre suivante (7) :

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser la traduction de l'ouvrage de M. Dohm (8) que vous avez désirée et dont l'analyse fidelle se trouve dans mon volume sur la réforme politique des Juifs. Il est bien digne de l'auteur de la belle loi qui vient de briser les fers qui dans cette monarchie enchaînaient la

(3) Il y avait environ 2 000 juifs à Metz, 1 500 dans le pays messin, 4 000 en Lorraine.

(4) Par M. Foissac, capitaine d'infanterie, 1786, in-8°, 26 pages.

(5) Par A. D. (d'après Barbier, Aubert Duboyer), 1788.

(6) En 1786.

(7) *Archives de Tocqueville*, L. 136 (autographe). En haut une note manuscrite de Malesherbes : « me parler de cette lettre et du livre. »

(8) *Ueber die bürgerliche Verbesserung der Juden* - (*Amélioration de la condition civile des Juifs*.) Berlin 1781, ouvrage écrit avec la collaboration de Mendelssohn. L'auteur, Chrétien-Guillaume de Dohm, diplomate et historien allemand, défenseur des droits de l'homme en 1789 (1751-1820), demandait l'accession des juifs à toutes les professions et fonctions publiques et aux mêmes droits civils et politiques que les autres citoyens. La traduction dont parle Mirabeau avait été faite par les soins de Cerf-Ber qui fit envoyer d'Allemagne 600 exemplaires en France ; mais ces exemplaires furent saisis.

tolérance, de s'occuper de l'extension de son grand ouvrage ; et il ne faut pas moins que votre nom pour balancer les préjugés qui arment contre les Juifs ceux-là même qui pour toute autre secte professent une équitable impartialité. Je vous répète, Monsieur, que si les matériaux que j'ai amassés à ce sujet peuvent vous être agréables ou utiles, je me trouverai très heureux et fort honoré d'être admis à vous les communiquer.

Je suis avec la vénération due à vos lumières et à vos vertus, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le Comte de Mirabeau.

Hôtel de Malthe, rue Traversière

16 février 1788

* *

Avec Rœderer, plus encore que lui, le conseiller intime de Malesherbes pour les affaires juives fut Pierre-Louis Lacretelle. Nous avons parlé au cours des chapitres précédents des débuts de leurs relations. (9) Nous savons qu'il avait rendu des services à Malesherbes dans la grande affaire des protestants et qu'il avait été un collaborateur utile dans les tractations concernant Saint-Domingue. Né à Metz en 1751, avocat au barreau de Nancy, Lacretelle avait commencé sa carrière en plaidant pour deux juifs de Metz auxquels la municipalité et le corps de métiers de Thionville refusaient le brevet de marchand en dépit d'un édit de 1767 par lequel le roi avait permis de délivrer des brevets dans les différents corps de métiers non seulement aux nationaux, mais aux étrangers, mais qui ne prévoyait pas le cas des Juifs. Le procès fut perdu, mais avec des attendus encourageants. Et

(9) On l'appelle l'aîné pour le distinguer de son frère Charles-Joseph, dit le jeune (1766-1855), l'historien dont nous reparlerons plus loin et auquel Malesherbes laissa des impressions ineffaçables. Tous deux furent membres de l'Académie Française. L'amitié de Pierre-Louis et de Malesherbes fut très étroite : Lacretelle fit plusieurs séjours au château de Malesherbes et il avait consigné ses souvenirs dans un opuscule intitulé *Mes soirées à Malesherbes*, malheureusement introuvable. En 1787 c'est sur la recommandation de Malesherbes qu'il fut nommé membre d'une commission chargée par le Roi de préparer des projets pour la réforme de la législation pénale. Nous avons eu le privilège de nous entretenir de lui longuement avec M. Jacques de Lacretelle, de l'Académie Française, qui est son arrière petit-neveu et l'arrière petit-fils de Charles. M. Jacques de Lacretelle a bien voulu nous montrer, entre autres souvenirs, une relique émouvante : une tabatière portant gravés les mots : *Lamoignon de Malesherbes à Pierre Lacretelle*, et qui, ce qui est attesté par des inscriptions successives, passa des mains de Pierre Lacretelle à celles de son ami Jouy, de Jouy à Em. Dupaty, de Dupaty à Mignet, de Mignet à Jules Simon, de Jules Simon à Gustave Simon, de celui-ci à Louis Barthou, de Barthou à Jules Exbrayat, pour arriver enfin à son actuel possesseur.

Nous ne raconterons pas la vie de P.L. Lacretelle après l'époque qui nous intéresse : bornons-nous à dire qu'il fut en 1791 député à la Législative, qu'il défendit la cause de la royauté constitutionnelle, qu'il intervint souvent dans le sens modéré, s'opposa aux Girondins, puis à la Commune de Paris, disparut après le 10 août, échappa à la Terreur, entra plus tard (1801) au Corps législatif ; remplaça La Harpe à l'Institut, sut garder son indépendance sous l'Empire et manifesta des idées libérales sous la Restauration.

Il avait publié en 1802 des *Mélanges de politique et de littérature*. En 1817 il reprit et releva le *Mercur*, puis fonda avec Benjamin Constant et quelques autres la *Minerve Française*, qui lui valut en 1821 un procès assez retentissant. Après la loi sur la liberté de la presse en 1820, il ouvrit une librairie. Il ne cessa jusqu'à son dernier jour (1824) de vouer à Malesherbes un culte exclusif.

la plaidoirie du jeune avocat fit sensation : n'avait-il pas commencé son discours par cette phrase courageuse et fière : « *La vraie question de cette cause est de savoir si les juifs sont des hommes* » ? ⁽¹⁰⁾

Lauréat de l'Académie de Metz en 1784 pour son *discours sur le préjugé des peines infamantes* ⁽¹¹⁾ et bénéficiaire en 1786 du prix Montyon à l'Académie Française, qui couronnait le même ouvrage et trois opuscules annexes, collaborateur du *Mercur*, Lacretelle s'était lié avec les philosophes et les économistes, particulièrement avec Turgot, Saint-Lambert et Condorcet, mais ce fut avec Malesherbes qu'en 1786 il noua des liens étroits, devenant pour lui un ami et un collaborateur attentif et zélé. Et Malesherbes voyait en lui un des plus ardents défenseurs de la cause juive.

C'est à la compétence de Lacretelle que Malesherbes a sans cesse recours pour être renseigné tant sur des questions particulières comme la prétention des juifs de Metz à obtenir le brevet de marchand, ou l'affaire Peixotto, procès en divorce dans lequel plaidaient l'avocat Target et Lacretelle lui-même, que sur la situation générale des Juifs en France. Témoin cette lettre qu'il lui adresse au lendemain même d'une longue conversation :

« Comme il vaut toujours mieux, Monsieur, écrire de sens rassis ce qu'on dit rapidement dans la conversation, je vous prie de trouver bon que je mette sur le papier les demandes que je vous ai faites hier.

1° Vous m'avez dit que sur la prétention des juifs de Metz à être admis aux [un mot illisible] de 1767 dans laquelle ils ont été éconduits malgré votre mémoire, vous avez depuis traité la question avec plus d'étendue et vous m'avez promis de me communiquer votre travail.

2° sur le divorce intenté par Peixotto, j'avais lu la consultation faite en faveur de ce Juif et les deux répliques de M. Target avant de savoir que vous aviez travaillé dans cette cause. J'avais écrit en conséquence à M. Target pour lui demander quelle avoit été la conclusion, et en même tems si on pouvoit avoir un premier mémoire de la dame Sara Mendes d'Acosta auquel on répond dans les observations pour le mari.

« Ma lettre estoit faite et n'estoit pas partie quand j'ay lu par hasard vos deux mémoires pour le tuteur des enfans.

« Alors j'ay arrêté l'envoy de ma lettre et je vous ai prié de remettre vous-même cette lettre à M. Target, en vous priant de me communiquer l'un et l'autre tout ce que vous savez sur l'affaire Peixotto et par conséquent sur les principes établis dans les tribunaux au sujet du divorce judaïque, et aussi de m'aider de vos lumières sur l'état des Juifs en France ⁽¹²⁾, ce qui est une matière bien importante à éclaircir, et je n'en connois point de plus digne d'exercer des hommes tels que vous et M. Target. Vous connaissés tous mes sentimens ». ⁽¹³⁾

(10) Publié en 1775 (Bruxelles). Il en existe un exemplaire de l'édition originale à la Bibliothèque de l'Alliance israélite ; la Bibliothèque Nationale en possède un, relié avec d'autres textes de Lacretelle.

(11) Il eut pour concurrent Robespierre, qui obtint le second prix.

(12) C'est nous qui soulignons.

(13) *Archives de Tocqueville*, L. 136. La lettre n'est ni datée, ni signée, mais elle est presque certainement, ainsi que la suivante, de la fin de 1787.

Et parmi les nombreux billets adressés par Lacretelle à Malesherbes pendant cette période, nous n'en citerons qu'un, susceptible de nous édifier suffisamment sur les débuts de la collaboration active de l'avocat messin aux travaux entrepris par Malesherbes sur les Juifs.

« Je n'ai pu, Monsieur, retrouver dans mes *Mercur*, celui où a été placé un article de moi sur les Juifs. Votre secrétaire sera peut être plus heureux en faisant la recherche dans les vôtres. Autant que je me le rappelle, cet article a paru dans l'hiver de l'année 85. (14)

« J'arrive de la campagne et je n'ai pu encore voir M. Target. Si [vous] voulés prendre un jour pour une conférence avec lui à ce sujet j'envisagerai la partie.

« Je vous mènerai aussi M. Roderer [Rœderer], jeune conseiller au Parlement de Metz, qui a des connoissances locales sur le peuple juif et qui fait proposer un prix à l'Académie de cette ville sur la question qui vous occupe, et qui mérite par ses talens et son zèle d'être connu de vous ». (15)

(A Monsieur de Malesherbes, ministre d'état, en son hotel, rue des Martirs.)



Pendant plusieurs mois de l'année 1788, Malesherbes travailla sans relâche à se former une opinion sur la question juive. Il lut attentivement plusieurs ouvrages traitant du problème : nous avons cité plus haut le livre de Mirabeau. Il tira aussi grand profit du livre de Michaëlis, *Le droit mosaïque* (16), dont nous trouvons dans ses notes d'abondants extraits et d'un mémoire (non imprimé) de Pfeffel traitant de l'admission des Juifs au rang de citoyens. (17)

Il s'entoura d'une quantité considérable de travaux et de mémoires, particulièrement en ce qui concernait les Israélites en Alsace et en Lorraine. (18) Une des choses qui excitaient le plus la curiosité de

(14) Malesherbes chercha quelque temps cet article. Il finit par le trouver. Ces *Réflexions sur les Juifs*, de Lacretelle, avaient paru dans *Mercur*, non en 1785, mais en 1786 (N° 6, p. 71 suiv.).

(15) Dans le billet suivant, il dit que la conférence va être arrangée et annonce à Malesherbes qu'il se propose d'aller le voir ce prochain vendredi à Versailles pour lui « rendre compte des dispositions de ces Messieurs ». Il s'agit donc ici de la mise sur pied de la commission dont nous parlions au début de ce chapitre. Ces deux billets de Lacretelle sont visiblement de la fin de 1787 ; en effet, Rœderer a daté de cette année de 1787 le début de ses relations avec Malesherbes ; d'autre part, il est question du prix de l'Académie qui, proposé en 1785, ne sera décerné, comme nous l'avons vu, qu'en août 1788 ; au moment où Lacretelle écrit, le concours est encore ouvert.

(16) Jean-David Michaelis, orientaliste et théologien allemand (1717-1791), professeur à Göttingue. L'ouvrage dont il s'agit parut entre 1776 et 1780.

(17) Théophile-Conrad Pfeffel, littérateur et fabuliste né et mort à Colmar (1736-1809). Il fut nommé par Bonaparte président du Consistoire évangélique de Colmar. Les conclusions de Pfeffel étaient plutôt négatives : l'Etat ne retirerait que peu d'avantages de l'« adoption d'une foule d'étrangers, la plupart pauvres, dénués de tout espèce d'industrie, incapables de se livrer aux travaux de la campagne, inhabiles d'aller à la guerre et décriés dans toute l'Europe pour leurs inclinations usuraires ».

(18) Citons parmi ces travaux :

Mémoire pour la nation juive établie en Alsace, sur son état actuel et sur la nécessité d'y apporter un remède (étude très complète suivie d'un projet de statut).

Mémoire du magistrat de Strasbourg : historique de l'établissement des Juifs à Stras-

Malesherbes, c'était la différence notable existant entre les Juifs alsaciens et lorrains, d'origine allemande et les Juifs de Bordeaux et du Sud-Ouest, d'origine portugaise ; ces deux catégories d'Israélites ne s'aimaient pas, elles différaient sensiblement par les mœurs et par l'esprit ; les Juifs portugais, qui jouissaient de grands privilèges en matière commerciale, se considéraient déjà comme d'authentiques Français et ne voulaient pas être confondus avec leurs coreligionnaires des provinces de l'Est. Au surplus, Malesherbes s'intéressait particulièrement aux mœurs et institutions judaïques et aux obstacles que les pratiques religieuses juives pourraient opposer à des mesures d'assimilation. Il était évident — et Malesherbes s'en rendait bien compte — que le problème ne se posait pas du tout comme pour les protestants et que, d'ailleurs, l'Edit de novembre 1787 sur l'état-civil des « non catholiques » ne s'appliquait pas aux Juifs. (19)

Malesherbes ne se borne pas à lire des documents et des mémoires ; poussant son enquête dans diverses directions, il se renseigne d'abord auprès des autorités administratives qui lui paraissent compétentes

bourg. — Réflexions sur l'état des Juifs en Alsace (par M. le baron de Flachslanden).

Requête au Roy par les Juifs de la province d'Alsace (sur la première page du texte : Très humbles et très respectueuses représentations des Juifs de la province d'Alsace au sujet des lettres patentes qui les concernent données à Versailles le 10 juillet 1784 et enregistrées au Conseil souverain d'Alsace le 26 août suivant. A la fin du mémoire, ces mots : Conseil des Dépêches, Mgr le Maréchal de Ségur, ministre et secrétaire d'Etat. M. de Mirbeck, avocat). Cahier de 91 pages.

Réflexions sur l'enregistrement de l'Edit des non-catholiques au Parlement de Metz et projet pour rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France, par Isaac Beer, de Nancy.

Notes et documents sur la situation particulière des Juifs à Strasbourg et en Alsace en général.

Tous ces documents ainsi que ceux que nous avons plus spécialement utilisés dans ce chapitre figurent dans les *Archives de Tocqueville*, L. 135. Mais on trouve aussi aux *Archives Nationales*, sous la cote H. 1641 et groupés sous le titre : *Mémoires et documents sur les Juifs en Alsace et en Lorraine* (1743-1784), 13 pièces qui ont été sous les yeux de Malesherbes, notamment un mémoire intitulé *Coup d'œil sur la situation actuelle de l'Alsace, relativement aux Juifs* (sans date ni signature), deux mémoires de Cerf-Beer, au garde des Sceaux, Hue de Miromesnil, les 5 avril 1781 et 22 février 1782, un mémoire anonyme du 1^{er} octobre 1783 pour l'abolition du droit de péage corporel, etc... Un certain nombre de ces documents ont été recopiés par la main du secrétaire de Malesherbes.

Notons enfin que dans le catalogue de la bibliothèque de Malesherbes, les ouvrages ayant trait à la question juive figurent sous les numéros 5042 à 5059.

(19) Certains le crurent d'abord ; ils furent détrompés. On trouve dans les papiers de Malesherbes la copie d'une lettre du garde des Sceaux au premier Président du Parlement de Metz du 3 mars 1788. Il l'informe de la signification de l'article 37 de l'Edit. D'après cet article, l'Edit ne s'applique pas aux Juifs ; il ne change rien à leur situation, il « les laisse seulement dans les droits qui leur appartiennent par les lois particulières qui leur ont été données ».

Précisons : l'Edit de tolérance permettait aux non-catholiques d'exercer leur commerce sans qu'ils pussent être inquiétés sous prétexte de religion. Mais l'expression « non-catholiques » englobait-elle les Juifs ou s'appliquait-elle seulement aux protestants ? A cette question controversée, les corps des métiers répondaient par la négative ; à Nîmes par exemple, les marchands furent très nets : les Juifs ne devaient pas être admis au bénéfice des clauses de l'Edit de 1787.

Le pouvoir central intervint pour trancher le problème. Le garde des Sceaux Lamoignon et le baron de Breteuil interprétèrent l'Edit dans un sens non favorable aux Juifs. D'après eux, les Juifs ne pouvaient être admis à la faveur que le Roi accordait aux protestants qu'« autant que Sa Majesté elle-même croirait devoir expliquer ses intentions à leur égard d'une manière spéciale ». (Cf. N. Roubin, *La vie commerciale des Juifs comtadins en Languedoc au XVIII^e siècle*, dans *Revue des Etudes juives*, tome XXXVI, p. 86 suiv.)

en la matière. C'est ainsi qu'il écrit au lieutenant de police de Crosne, qui lui répond le 4 avril :

« Monsieur, j'ai reçu avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 1^{er} de ce mois, quelques questions relatives aux Juifs répandus tant dans la capitale que dans l'intérieur du royaume ; je m'occupe à réunir toutes les pièces et renseignements nécessaires pour les résoudre et j'aurai l'honneur de vous adresser le plus tôt qu'il me sera possible tous les éclaircissements qui en seront résultés... »

Au questionnaire très détaillé de Malesherbes, de Crosne répond point par point, le 19 avril. Le ministre avait demandé (après avoir rappelé que les Juifs avaient été chassés de France sous Charles VI, que cette exclusion générale avait été renouvelée par d'autres rois, mais que beaucoup avaient obtenu des permissions spéciales qui les autorisaient à résider à Metz, en Alsace et en Lorraine), s'il y avait à Paris des Juifs portugais reconnus pour tels, si les Juifs étaient seulement tolérés ou s'ils avaient une existence légale, s'ils avaient des rabbins et qui nommait ces rabbins, si on leur permettait d'acquérir des immeubles, s'ils déposaient à la police ou ailleurs des actes d'état-civil ou s'ils se contentaient de ceux que tiennent les rabbins, si les rabbins jugeaient les contestations entre Juifs, et prononçaient sur la validité des mariages, la légitimité des enfants, si la justice du royaume tenait compte des sentences rabbiniques, si les Juifs qui venaient s'établir à Paris faisaient une déclaration en règle et sur registre, s'ils payaient en commun la capitation, s'ils avaient des cimetières à eux, s'ils essayaient d'être admis dans les corps de métiers (*« mais sur cela, écrivait Malesherbes, je prévois la réponse qui est que, quand même ils ne seraient pas inhabiles par la loi, ils seraient écartés par la haine des chrétiens »*).

Le lieutenant de police s'efforçait de répondre à toutes ces questions, ajoutant même certains renseignements, signalant notamment que six familles juives appelées *« nouveaux chrétiens avignonnais »* avaient obtenu, en mai 1759, des lettres patentes enregistrées au Parlement de Bordeaux et confirmées en 1780, leur accordant les mêmes privilèges qu'aux Juifs portugais.

L'intendant d'Orléans Cypierre de Chevilly, à qui Malesherbes a également demandé des lumières, adresse le 2 avril un rapport qui débute ainsi :

« J'ai eu une conférence très longue avec M. de Pfeffel et j'en ai eu une autre avec le Juif hollandais dont j'ai eu l'honneur de parler à M. de Malesherbes.

« J'ai trouvé ces deux savants d'un avis opposé sur un point de fait assez intéressant, puisqu'il peut influencer sur la question de savoir s'il serait possible d'assimiler les Juifs allemands ou polonais répandus dans plusieurs provinces de France à ceux connus sous le nom de Juifs portugais et établis en Guyenne ».

Pfeffel assure que les Juifs portugais ne sont pas talmudistes, qu'ils

prétendent descendre de Nabuchodonosor et qu'à ce titre, ils méprisent les Juifs allemands au point que « *le dernier valet d'une maison juive de Bordeaux n'épouserait pas la fille du riche Cerf-Beer* ». Le Hollandais rejette formellement cette opinion et prétend que la vanité des Juifs de Guyenne se borne à faire remonter leur origine à la tribu de Juda sans aucun mélange avec les autres tribus. Si les deux catégories de Juifs dont il est question présentent des différences importantes en ce qui concerne la pratique du culte et l'observance de la loi mosaïque, la cause devrait en être cherchée dans la sécession des deux tribus de Juda et de Benjamin. Quoi qu'il en soit, l'auteur du mémoire recommande à Malesherbes la lecture de l'ouvrage de Michaëlis et déclare qu'il se chargerait volontiers d'en faire des extraits.

Toujours en ce mois d'avril 1788, qui est décidément une saison de travail intense, Malesherbes s'adresse à Dupré de Saint-Maur, conseiller au Parlement⁽²⁰⁾ ; il le prie de faire une enquête auprès des syndics des Juifs portugais de Bayonne et de Bordeaux, actuellement à Paris : on les interrogera sur la situation des Juifs dans les principaux royaumes de l'Europe, sur l'observance des lois mosaïques, sur le divorce, sur le droit des Juifs à la propriété, sur les motifs qui semblent les éloigner de la culture et de l'exploitation des terres, sur la façon de concilier le travail avec leurs fêtes religieuses, sur les différentes sectes juives et sur ce qui les sépare. Enfin, on demandera aux syndics de « *s'expliquer sur l'espèce de constitution qu'ils pourraient désirer d'avoir en France* ».

Dupré de Saint-Maur répond le 27 avril : « *Monsieur, les syndics des juifs portugais de Bordeaux et Bayonne sont arrivés à Paris et très disposés à vous donner les éclaircissements que vous désirez relativement à leur nation.* » Puis il suggère à Malesherbes ses propres solutions : il ne tient qu'à la France « *d'augmenter promptement sa population de plusieurs milliers de citoyens riches et industriels* » ; il faut « *ne pas faire les choses à demi* », mais « *tolérer l'exercice de la religion judaïque et laisser aux Juifs la faculté de travailler les dimanches et jours de fête* », imitant l'exemple d'Avignon où ils travaillent à boutique ouverte les fêtes et dimanches.

Quant aux syndics, ils sont allés voir Malesherbes, mais celui-ci se trouvait à la campagne. Ils ont alors remis à Dupré de Saint-Maur, pour le lui faire tenir, un mémoire circonstancié.

*
**

En ce qui concerne la situation des Juifs en Alsace et en Lorraine, c'est Cerf-Beer qui est la meilleure source d'informations de Males-

(20) Neveu de Nicolas-François Dupré de Saint-Maur, littérateur et économiste (1695-1774), que Malesherbes avait remplacé à l'Académie Française. Dupré de Saint-Maur, très ardent pour la cause juive, échangea, en mars 1788, plusieurs lettres avec Gradiš, juif bordelais. (*Archives de Tocqueville*, L. 135.)

herbes. Ce Juif alsacien, dont le vrai nom était Hirtz Medelsheim, occupait par un privilège tout spécial une situation considérable qui contrastait singulièrement avec l'état voisin de l'indigence où se trouvaient réduits la quasi-totalité des Juifs d'Alsace. ⁽²¹⁾ Fournisseur des armées royales, conseiller de commerce de plusieurs cours d'Allemagne, il s'était pourtant vu, en 1767, malgré la protection du duc de Choiseul, refuser l'autorisation d'avoir une résidence d'hiver à Strasbourg ; mais en 1775, des lettres patentes l'autorisèrent à jouir des mêmes droits que les autres sujets du roi. A l'époque où nous nous trouvons, il était en contestation avec les prêteurs, consuls et magistrats de Strasbourg qui, contrairement à ces lettres patentes ⁽²²⁾, lui défendaient de se livrer à toute espèce d'acquisition dans la ville où il ambitionnait de s'établir avec sa nombreuse famille, une colonie d'environ 600 personnes ! Il finira par obtenir gain de cause. ⁽²³⁾

Loin de s'enfermer dans un égoïsme de privilégié, Cerf-Beer se faisait auprès du pouvoir l'infatigable avocat de sa « nation » ; en 1781 et 1782, notamment, il avait adressé à Miromesnil, garde des Sceaux, des mémoires dans lesquels il demandait que les Juifs d'Alsace fussent assimilés aux Juifs de Bordeaux ; il joignait des copies du nouveau règlement de l'Empereur en faveur des Juifs habitant Vienne et la Basse-Autriche, règlement très libéral et qui contrastait avec la situation faite aux Juifs en France. ⁽²⁴⁾ Grâce à Cerf-Beer, Malesherbes put acquérir une documentation très étendue sur la situation des Juifs en Alsace et en Lorraine et même sur les données générales du problème.

L'enquête de Malesherbes ne se limitait d'ailleurs point aux frontières du royaume. Répondant à Salles Deneuilly ⁽²⁵⁾ qui lui soumettait un *Projet d'arrêt servant de règlement pour la nation juive*,

(21) Ils étaient au nombre de 20 à 25.000 ; leur établissement était limité à 182 bourgs ou villages.

(22) C'est de ces « lettres de naturalité » que se prévaut Cerf-Beer dans le conflit qui l'oppose au magistrat de Strasbourg. Il le prend de très haut, prétend installer toute sa famille dans la ville, achète encore six maisons en plus des trois qu'il possède, etc... Cf. *Mémoire pour les prêteurs, consuls et magistrats de la ville de Strasbourg contre le sieur Cerf-Beer, juif*. Il y a deux exemplaires de cette pièce dans les *Archives de Tocqueville* (L. 135).

(23) On trouve dans les papiers de Malesherbes une requête que Cerf-Beer lui adresse, à la date du 12 mars 1788. On trouve aussi à la date du 23 janvier, sous le titre : *Observations sur les Juifs relativement à la contestation pendante entre le magistrat de Strasbourg et le sieur Cerf-Beer*, un cahier de huit feuillets avec une lettre d'envoi du baron de Dietrich à Malesherbes. Dietrich annonce que des copies en ont été adressées au garde des Sceaux, à M. le duc de Nivernais, à M. de Nicolai et à M. de Fourqueux. (Dietrich, minéralogiste, commissaire royal à la visite des mines, bouches à feu et forêts, est le futur maire constitutionnel de Strasbourg, chez qui Rouget de Lisle chanta pour la première fois la *Marseillaise*.)

(24) Ce règlement est du 2 janvier 1782. Il y avait eu d'ailleurs, en France, quelques mesures libérales, notamment l'édit portant abolition du droit de péage sur les Juifs, enregistré le 17 janvier 1784 à Colmar. On trouve naturellement, dans les papiers de Malesherbes, un exemplaire de cet édit.

(25) Salles Deneuilly écrit d'Amsterdam le 28 août. Il dit avoir appris par les papiers publics que le Roi a chargé Malesherbes de rédiger un mémoire sur les moyens de rendre les Juifs utiles à l'Etat.

et qui l'entretenait de l'état d'avancement de son ouvrage intitulé *La Réforme civile des Juifs*, il écrivait le 4 septembre⁽²⁶⁾ : « Il est vrai, Monsieur, que j'ay demandé à différentes personnes des éclaircissemens sur l'état des Juifs dans les différens pays du monde et que mon dessein étoit de donner au Roi un mémoire sur l'état-civil de cette nation.⁽²⁷⁾ Mais cela ne doit pas vous détourner d'écrire et d'imprimer sur cette matière. Les mémoires donnés aux rois par les ministres et par d'autres sont souvent oubliés, mais ce qu'on imprime reste et ce qu'on ne réussit pas dans un tems produit son effet dans un autre. »

Que Malesherbes, pour essayer de trouver une solution au problème juif en France, n'ait pas hésité à faire une enquête sur la situation des Israélites en pays étrangers, c'est ce qui ressort de la correspondance qu'il entretint avec de Mulinen, conseiller d'Etat et trésorier des finances de la République de Berne. Il avait rencontré Mulinen jadis au cours de son voyage en Suisse de 1778 ; il venait de recevoir chez lui à Paris son fils, jeune homme intelligent et distingué qu'il avait connu enfant, dix ans plus tôt.

Malesherbes interroge donc Mulinen sur l'état des Juifs commerçants en Suisse et sur les raisons qui pourraient avoir déterminé le gouvernement de Berne à leur interdire non l'entrée libre dans le canton, mais la liberté d'y trafiquer.

Le conseiller d'Etat lui répond⁽²⁸⁾ que si les Bernois ont défendu aux Juifs⁽²⁹⁾ l'accès des foires et le trafic dans leur pays, c'est à cause des actes frauduleux dont ils se sont rendus coupables ; il explique comment et de quoi vivent les quelque 112 familles juives installées dans le comté de Baden administré par les trois cantons de Zürich, Berne et Glaris. Il lui raconte comment un sujet bernois nommé Wirth, a été odieusement escroqué par trois Juifs de Raguenthal en Alsace et comment, à propos de cette affaire, le Conseil de Berne a officiellement protesté auprès du comte de Montmorin contre un arrêt du Conseil souverain de Colmar, arrêt contraire au traité d'alliance de 1771.⁽³⁰⁾

Une longue lettre de Malesherbes à Mulinen retiendra plus longtemps notre attention, car elle constitue un véritable traité sur l'état

(26) Minute autographe non datée (*Archives de Tocqueville*, L. 136) ; mais nous savons que cette lettre est du 4 septembre, par la réponse de Salles Deneuilly du 11 septembre, où il le remercie et lui dit que, selon ses conseils, il va s'arranger avec un libraire pour l'impression de son ouvrage.

(27) Il vient de quitter le ministère.

(28) Lettre du 7 avril 1789.

(29) Par un arrêt du Conseil de Berne du 17 décembre 1787.

(30) *Archives de Tocqueville*, L. 135. Par un arrêt du 17 décembre 1787 le Conseil souverain de Colmar autorisait un Juif nommé Nathan à « faire saisir et barrer jusqu'à la somme de 40.000 fr. tous les deniers, marchandises et prétentions qu'il trouvera dans le ressort de ce Conseil appartenant à des Bernois ». Mulinen pense qu'il faut mettre fin à la mauvaise foi des Juifs trafiquants, à leurs marchés usuraires et frauduleux.

des Juifs et nous livre le fond de sa pensée sur les principaux aspects du problème. (31) Interrogeons donc ce texte important.

Malesherbes remercie d'abord son correspondant de lui avoir donné « *des notions sur les Juifs* ». Il serait barbare de chasser ces pauvres gens des pays où ils sont nombreux et naturalisés depuis longtemps. « *Ces malheureux qui sont cependant des hommes ne trouveraient d'asile nulle part et l'expulsion serait une barbarie presque égale à celle qui fit chasser les Maures d'Espagne en 1610* ». Malesherbes compare l'état de la nation juive à celle des Bohémiens également dispersés sur toute la surface de la terre. Il continue :

« Dans le temps que je demandais à M. votre fils les éclaircissements que vous avez bien voulu me procurer, j'étais au Conseil (32) et le Roi m'avait chargé verbalement de prendre des éclaircissements sur l'état des Juifs de son royaume, ce qui ne peut se bien faire qu'en en prenant sur tous les Juifs de l'univers, car j'ai vu clairement que cette nation errante a, comme la Société des Jésuites, un système constant de points de réunion ; ce n'est point seulement *imperium in imperio*, c'est *imperium in imperiis* ».

Suit un parallèle, assez curieux, entre les Jésuites, accapareurs des consciences et les Juifs, accapareurs du commerce et dédaigneux des propriétés foncières. Autre point de ressemblance : Jésuites et Juifs consentent à rendre les individus malheureux pour maintenir la puissance de leur corps. « *Les chefs de cette nation viennent au secours des particuliers autant qu'il le faut pour que le désespoir ne les porte pas à quitter leur religion, mais jamais au delà de ce qui est nécessaire pour cette fin* ».

Les Juifs ont ajouté à la loi de Moïse des superstitions pour empêcher leurs frères de se mêler aux chrétiens et aux musulmans, dans la société. Leurs coutumes religieuses sont gênantes : le jour du sabbat s'ajoutant au dimanche, cela fait deux jours d'oisiveté dans la semaine pour un juif qui travaille. Malgré la loi de Moïse, ils refusent de s'occuper d'agriculture. Par contre, ils excellent dans le métier d'usurier qui fait de celui qui le pratique l'ennemi nécessaire de celui à qui il prête, mais le met sous la totale dépendance des riches Juifs qui lui donnent les moyens de fournir à ce commerce.

Il faudrait, insiste Malesherbes, que les Juifs s'occupent à travailler la terre. Il en est de même pour les arts mécaniques ; or, ils ne professent un métier que s'ils pensent l'accaparer au profit de leur seule nation. En veut-on des exemples ? Malesherbes rapporte ce qu'il a vu lors de son voyage en Hollande : à Amsterdam, il y a plus de 800 artisans diamantaires juifs et aucun chrétien ne consent à faire le

(31) Nous en avons la copie exécutée par un secrétaire. Malesherbe a noté en haut de la première page : « Minute d'une lettre que j'avois écrite à M. de Mulinen et que j'ai supprimée. Il y avoit une espèce de traité sur l'état des Juifs, que j'ai mieux aimé ne pas envoyer, mais que je veux garder. » La lettre débute par des compliments à Mulinen sur son fils...

(32) Malesherbes a quitté le Conseil à la fin d'août 1788.

même métier. Dans certains cantons d'Alsace, il n'y a point d'autres bouchers que les Juifs. A Avignon, tous les tailleurs sont juifs.

Ils prohibent toutes relations suivies entre eux et les autres membres de la société. Leurs coutumes les en éloignent d'ailleurs. Ainsi la prohibition des viandes immondes, du porc notamment, contribue à les séparer des chrétiens, — non pas pourtant des musulmans. Ils ont ajouté la défense absolue de boire du vin non préparé par des Juifs. Ces superstitions sont maintenues dans la religion par la politique. (33)

Cette politique remonte, d'après Malesherbes, au-delà de la destruction du Temple de Titus, au temps de la captivité sous Nabuchodonosor, et le premier auteur du système serait le prophète Jérémie : *« céder à l'orage, en attendant que se réalise le grand rêve de retour à la terre promise et vivre au milieu de la nation conquérante sans s'y mêler, en restant toujours une nation étrangère »*, tel fut le mot d'ordre qui est encore aujourd'hui respecté.

Ici Malesherbes, qui semble avoir écrit jusqu'à présent une sorte de réquisitoire, rend hommage aux savants juifs ; ce sont eux qui, avec les Arabes, ont fait faire les plus grands progrès à la médecine.

Les Juifs étant ce qu'ils sont, fallait-il les persécuter comme on l'a fait ? Non, certes. On a d'ailleurs choisi le plus mauvais des partis. *« On les a chassés par esprit d'intolérance et on a voulu en conserver quelques-uns pour la commodité du commerce [...]. On a cru pouvoir en fixer le nombre ; dès lors il y a eu des préférences et ces préférences se sont vendues [...]. La cupidité leur a donné des protecteurs »*.

Pourquoi donc, se demande Malesherbes, les Juifs ont-ils des protecteurs dans nos provinces ? Parce qu'un seigneur qui a le droit de leur vendre la permission d'habiter sa province les protège envers et contre tous, dans l'espérance de faire payer sa protection, comme il protège le gibier qui dévaste la récolte des paysans. D'autre part, les Juifs cherchent à se protéger contre les injustes fureurs populaires ; aussi constituent-ils un corps très uni et tout corps uni est naturellement puissant. A l'égard de l'administration, ils procèdent par des cadeaux ; ils corrompent les employés et arrivent à leurs fins. Mais n'est-ce point la persécution qui est responsable de cet état de choses ? *« L'état de cette nation entraîne une haine excessive et injuste dont ils ne se défendent que par une corruption scandaleuse [...] »*. (34)

(33) Il y a, note ici Malesherbes, deux sectes rivales de Juifs en France, elles ont à Paris chacune leur café ; l'une est rigoriste, l'autre relâchée. Et il raconte une plaisante altercation qui s'est produite un jour à sa propre table entre deux représentants de chacune de ces deux sectes.

(34) Pour finir Malesherbes raconte à Mulinen l'atroce injustice commise par le même Conseil de Colmar (auquel Mulinen reproche sa partialité en faveur des Juifs) qui, trente ans auparavant, avait condamné sans preuves cinq Juifs à la roue ; son père, le Chancelier, en sauva trois. (Cf 1^{re} partie, chapitre IV. *Le Chancelier de Lamoignon et son fils*).

*
**

A défaut du travail complet et définitif qu'il avait l'intention de rédiger, les papiers de Malesherbes renferment de nombreuses notes qui attestent son souci de se renseigner avec la plus grande précision sur les institutions des Juifs, sur leurs mœurs, sur leur situation civile et sociale dans différents pays, — et qui nous montrent en même temps quelles étaient ses vues sur la solution du problème.

Dans une note autographe de quatre pages (35) (dont le début développe et précise les questions qu'il posait à Mulinen), Malesherbes demandait à connaître les motifs exacts qui ont conduit sa sage république de Berne à interdire aux Juifs toute espèce de commerce, prenant en cela le contrepied de tous les gouvernements ; il désirait savoir s'il est vrai qu'il existe un village ou deux dans les environs de Baden (36) qui soient habités par des Juifs cultivateurs, — si dans les localités où les Juifs cultivent la terre, le gouvernement chrétien leur permet de travailler le dimanche, — si dans les villages où vivent un très grand nombre de Juifs et quelques chrétiens, ces chrétiens et ces Juifs travaillent côte à côte, — s'il est vrai que l'abstinence des viandes réputées immondes est partout regardée comme un dogme dont il ne faut pas s'écarter... Malesherbes est très intrigué par une autre abstinence, celle « *que se sont prescrite les Juifs allemands dont l'Alsace, la Lorraine et les évêchés sont remplis* » : l'abstinence du vin, du moins de celui qui n'est pas fabriqué sous la direction et sous les yeux d'un Juif. Cette prescription, qui paraît non pas être contenue dans les livres saints, mais avoir été introduite très postérieurement par des rabbins, suffit à dresser un mur entre chrétiens et juifs, car dans nos pays occidentaux « *le seul lien de la société pour le peuple est de boire ensemble* ». Malesherbes voudrait donc savoir si les Juifs « *qui ont quitté l'agiotage pour l'agriculture du côté de Baden sont toujours fidèles à une observance qui ne leur permet pas de boire avec les chrétiens compagnons de leurs travaux* ».

Car la chose essentielle aux yeux de l'agriculteur, du physiocrate qu'est Malesherbes, est d'amener les Juifs à la culture de la terre. Dans d'autres notes manuscrites, il s'interroge sur « les moyens de rendre les Juifs de Guyenne utiles en les employant à l'agriculture ». C'est à la vigne surtout qu'il souhaite les voir s'adonner. Faisant état de son expérience de voyageur, il rappelle qu'il a examiné avec attention le terrain dans la partie des landes adjacente aux vignes du bord de la Garonne, au-dessous de Bordeaux, c'est-à-dire entre Bordeaux et la terre du Buch : on ferait de ces landes, à peu de frais, de très bonnes terres arables et l'on pourrait y faire travailler les Juifs.

Si les Juifs vivent du travail de leurs mains, ils ne seront plus considérés comme un fléau de la nation. Certes, les coutumes reli-

(35) Nous l'avons trouvée à la suite de longs extraits du livre de Michaëlis. En titre, de la main de Malesherbes : « Questions sur les institutions. »

(36) Au nord-ouest de Zürich.

gieuses des Juifs constituent un obstacle au travail en commun de ceux-ci et des chrétiens, mais cet obstacle ne doit pas être insurmontable. Que l'on donne des terres aux Juifs et l'on fera disparaître, du moins on atténuera grandement, cet autre obstacle, qui est l'aversion que les chrétiens ont pour eux !

La question de savoir si les Juifs peuvent s'assimiler à la nation dans laquelle ils vivent, est une question complexe, difficile à résoudre et qui présente de multiples aspects. Ainsi l'attention de Malesherbes est attirée par le problème de la participation des Juifs propriétaires aux assemblées municipales ; problème secondaire, sans doute, mais qui n'en est pas moins de nature à créer des situations embarrassantes. A la suite d'un mémoire envoyé au Contrôleur général par l'Assemblée provinciale de Lorraine (qui avait résolu le problème dans un sens favorable aux Juifs), figure un « *Avis de M. de Malesherbes* », dont il n'est pas sans intérêt de relever les passages essentiels. (37)

« Je crois que la situation des Juifs est à beaucoup d'égards différente de celle des autres non-catholiques, comme je crois que celle des protestants était très différente il y a deux ans de ce qu'elle est à présent.

« La haine entre les catholiques et les protestants était si violente qu'il fallait prendre de grandes précautions pour ne pas les faire concourir dans les mêmes assemblées ; il fallait même éviter, autant qu'on le pouvait, qu'ils ne se trouvassent en présence [...].

« Mais il existe encore dans le cœur de la plupart des chrétiens une haine très forte contre toute la nation juive, haine fondée sur le souvenir du crime de leurs ancêtres et corroborée par l'usage où sont les Juifs de tous les pays de se livrer à des commerces que les chrétiens regardent comme leur ruine. »

Dans ces conditions, pense Malesherbes, il y aurait un inconvénient réel à permettre aux Juifs de participer à ces assemblées provinciales ou municipales. Mais, d'autre part, cette séance étant un des droits attachés aux terres qu'ils ont acquises avec l'autorisation du roi, il serait injuste de les en priver.

Une autre considération intervient (et ici nous retrouvons l'idée constamment développée par Malesherbes) : entre les Juifs et les chrétiens, il y a plus qu'une différence de religion ; les Juifs estiment toujours qu'ils sont une nation étrangère, *imperium in imperio* ; ils sont devenus de plus en plus une puissance indépendante, une puissance qui peut être utile ou dangereuse ; mais c'est une raison de plus pour qu'ils méritent attention de la part du Gouvernement.

En ce qui concerne le problème particulier qui se pose ici, quelle solution adopter ? En réalité, il n'y a qu'un très petit nombre de Juifs qui aient acquis des terres seigneuriales, et cela par une grâce particulière du roi. Malesherbes propose que ces Juifs fassent comme la plupart des seigneurs, qui n'assistent pas en personne aux assem-

(37) *Archives de Tocqueville*, L. 135. Nous avons de ce document une copie et le brouillon autographe (4 pages).

blées, mais y délèguent leurs chargés d'affaires ; ainsi seront évitées les rencontres dangereuses. « Si le sieur Cerf-Beer que je connais et qui est un de ces Juifs propriétaires de terres en Lorraine était présent à Paris, je me chargerais volontiers de lui en parler et je suis persuadé qu'il serait de mon avis ».



Deux des lauréats de l'Académie de Metz entrèrent en relations avec Malesherbes au cours de cette année de 1788. D'abord Zalkind Hourwitz, juif polonais qui résidait à Paris, rue St-Denis à la Croix de Fer : nous avons plusieurs lettres de lui, échelonnées de mai à décembre. (38) Il adresse à Malesherbes son mémoire primé, proteste contre certaines critiques qui lui ont été faites par les académiciens de Metz et lui demande un entretien ; ayant appris par la *Gazette de Leyde*, du mois d'août, que Malesherbes était chargé par le Roi de composer un travail sur la question juive, il se met à sa disposition pour le documenter sur sa nation ; il lui demande si les Juifs qui ont acheté des maîtrises sans déguiser leur religion peuvent tenir boutique ouverte sans crainte d'être saisis par les communautés ; il plaide ardemment la cause de ses coreligionnaires habitant Paris. En décembre, il sollicitera la protection de Malesherbes pour une place de traducteur d'hébreu à la Bibliothèque royale. (39)

Plus intéressantes pour la postérité sont les relations de Malesherbes avec l'abbé Grégoire, alors modeste curé d'Emberménil, près de Lunéville, en Lorraine. Le mémoire de l'abbé Grégoire intitulé *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs* (40), était un plaidoyer chaleureux en faveur de cette nation éparse dans les différents pays ; il traçait un émouvant tableau du martyre d'Israël à travers les siècles. Selon lui, leur penchant si regrettable pour l'usure n'était que la conséquence de leur position malheureuse ; il réfutait le grief selon lequel le Juif, obsédé par le retour futur en Palestine, ne pouvait devenir loyal sujet et bon patriote dans le pays où il vivait. Grégoire croyait possible d'accoutumer les Juifs aux métiers, à l'agriculture et même à l'art militaire. Il conseillait de ne réformer leur état que graduellement, et surtout de préparer les chrétiens à cette réforme. Il terminait par une adjuration pathétique, disant : « *Les Juifs sont membres de cette famille universelle qui doit établir la fraternité entre tous les peuples.* »

Bref, ces idées concordaient à peu près entièrement avec celles de Malesherbes.

(38) Lettres des 20 mai, 25 août, 2 septembre, 15 octobre, 8 décembre (*Archives de Tocqueville*, L. 136).

(39) Il l'obtint le 13 mai 1789.

(40) Ce mémoire ne fut publié qu'en 1789, mais l'esprit qui l'animait et ses conclusions générales, qui dépassaient les cadres d'une académie provinciale, furent aussitôt connus dans les sphères ministérielles.

A la date du 6 septembre, Grégoire écrit donc à celui qu'il croit encore ministre d'Etat, mais qui vient de résigner ses fonctions, la lettre suivante :

« Monseigneur,

« Un humble citoyen qui n'a pas l'honneur d'être connu de vous ni celui de vous connoître que par les éloges du public, vous prie de lire avec bonté ce qu'il vous écrit avec confiance.

Les feuilles périodiques ont annoncé que le Roi vous avoit demandé un mémoire sur le parti qu'on peut tirer des Juifs dont le nombre en France est d'environ quarante mille. Il y a dix ans, Monseigneur, que je fais des recherches sur cet objet et l'Académie de Metz vient de couronner trois ouvrages relatifs à cette question, le mien en tête. Permettez que je transcrive une partie du jugement porté par cette Société dès l'an dernier, en différant d'adjuger le prix. Voici ses termes consignés dans l'*Esprit des journaux*, volume de janvier 1788. « Ce mémoire [...] agite presque toutes les questions et résout presque toutes les difficultés. Il s'éclaire de l'histoire, de la politique, et de la morale ; une philosophie saine et quelquefois sublime s'y montre avec dignité, avec éclat ; des vues neuves s'y rencontrent presque partout au milieu de sentimens profonds, mais l'ouvrage est informe et indigeste, les matières y sont mal disposées, etc... »

« J'ai remédié à la confusion de mon ouvrage pour le dernier concours où il a été couronné. Le triomphe eût été complet si j'avois envoyé le total de mon manuscrit. Daignez, Monseigneur, n'envisager que comme candeur ce discours qui pourroit vous paroître jactance.

« J'ose croire que mon écrit a quelque mérite et je voudrois en faire hommage à ma patrie. Il pourra former un in octavo de 300 pages ou un peu moins ; mais la modicité de ma fortune ne me permet guères de faire les frais de l'impression. Oserois-je désirer que le Gouvernement se chargât de cette dépense ou du moins que mon ouvrage imprimé par son ordre eût un débit facile.

« Peut-être, Monseigneur, me supposez-vous des vues intéressées ou ambitieuses ; j'ai l'honneur de vous assurer que ce motif, resserré chez moi dans de justes bornes, est subordonné à celui du bien public, au désir de voir la nation juive sortir de son abjection pour s'élever à la vertu et au bonheur ; un honnête homme de plus ou de moins dans la société n'est pas peu de chose et nous gardons en France une horde avilie et malheureuse qu'il est essentiel de régénérer. Pour atteindre ce but, croit-on copier tout crûment l'édit de Joseph II ? Son but est manqué en partie parce qu'on n'a pas préparé les chrétiens et les Juifs à cette réforme, on a franchi les intermédiaires et la loi en leur faveur n'embrasse qu'une partie des objets.

« Le public ne verra pas sans intérêt, à ce que je pense, que ce soit un ecclésiastique qui se constitue l'avocat des Juifs, réputés les ennemis nés du christianisme, mais à qui le christianisme ouvre son sein, comme à des frères errans, sans l'ouvrir à l'erreur.

« Dans le poste éminent que vous occupez, Monseigneur, vous êtes exposé à entendre le langage de l'adulation. Ne croyez pas que je veuille capter votre bienveillance par des éloges dus au vrai mérite mais dictés par un motif que le vrai mérite repousseroit avec indignation. J'ai la fierté de la

vertu et je mépriserais la protection du Ministre d'Etat, si je ne venais dans Malesherbes le philosophe éclairé, le véritable ami des hommes.

« Je vous présente, Monseigneur, ma supplique avec confiance ; puissiez-vous l'entériner, ne fut-ce que pour épargner à votre cœur la peine d'un refus. Daignez m'honorer d'une réponse que je recevrai avec gratitude. J'unirai ce sentiment à ceux du profond respect avec le suis,

Monseigneur, votre très humble et obéissant serviteur,

Grégoire, curé d'Emberménil, par Lunéville.

Malesherbes répondit aussitôt par la lettre que voici (41) :

« Je ne suis plus à présent, Monsieur, à portée de vous faire procurer par le Gouvernement les facilités que vous désirez pour la publication de votre ouvrage.

« Mais comme particulier, je peux vous dire que je désire beaucoup que cet ouvrage paroisse.

« Sur cette matière et sur presque toutes celles de législation, j'ai toujours pensé qu'il faudrait commencer par instruire le public avant de publier les lois.

« Les législateurs les plus sages ont toujours assemblé des conseils pour la rédaction des lois. Telles ont été les conférences sur les ordonnances de 1667 et 1670 dont nous avons les procès-verbaux imprimés.

« Mais il n'y a point de conseil des ministres ou de magistrats qui vaille celui de la nation entière qu'on peut se procurer par l'impression.

« J'ay l'honneur d'être, Monsieur... »

Le 10 octobre, nouvelle lettre de l'abbé Grégoire, alors à Metz, qui annonce à Malesherbes que son ouvrage est sous presse et lui demande l'autorisation d'insérer sa réponse en tête du livre. Mais Malesherbes n'estime pas possible de lui accorder cette faveur ; il lui écrit :

« Je ne me rappelois pas, Monsieur, ce que je vous ay mandé, mais comme c'est ce que je pense, je ne suis pas surpris de m'être expliqué dans les termes que vous en rapportés. Il n'est pas possible que vous cités sur cela mon témoignage parce que n'étant plus au Conseil, j'ignore si mes principes sont ceux de l'administration actuelle, et si on s'en est donné d'autres, je ne dois pas publier une façon de penser contraire ». (42)

*
**

Malesherbes avait consacré une grande partie de l'année 1788 à travailler sur la question juive. Mais il ne sortit rien de précis de ces travaux ni des délibérations de la commission qu'il avait constituée au lendemain de l'Edit de tolérance. Il avait d'ailleurs quitté le Conseil au cours de l'année et son influence était beaucoup moins

(41) Non datée sur la minute, mais évidemment de ce mois de septembre.

(42) Le brouillon de cette réponse est griffonné en haut de la seconde lettre de l'abbé Grégoire (*Archives de Tocqueville*, L. 136).

grande. Au surplus, les esprits étaient désormais tournés vers d'autres problèmes, avant tout vers celui de la convocation et de la composition des Etats-Généraux.⁽⁴³⁾ C'est à l'Assemblée Constituante qu'il appartiendra de transformer les conditions des Juifs en France. Leur cause fut prise en mains par l'abbé Grégoire, soutenu par Mirabeau, Robespierre, Clermont-Tonnerre et de Sèze. Un décret de janvier 1790 accordera les droits de citoyen aux « *Juifs portugais et avignonnais* » établis dans le Bordelais. Un an plus tard les Juifs du Comtat-Venaissin réunis à la France devaient obtenir pareille justice. La question des Juifs d'Alsace fut plus difficile à régler, surtout à cause des hypothèques dont étaient grevées à leur profit beaucoup de terres appartenant à des chrétiens et dont on avait exagéré le montant.⁽⁴⁴⁾ Finalement, le 27 septembre 1791, l'Assemblée Constituante, sur le point de se séparer, décréta, sur la proposition de Du Port, l'abolition de toutes les lois d'exception relatives aux Juifs, assurant ainsi leur émancipation complète. Elle allait plus loin peut-être que Malesherbes ne l'eût souhaité dans sa circonspection, mais ce résultat n'avait-il pas été dans une certaine mesure préparé par ses longs efforts ?

(43) Rappelons que la convocation des Etats-Généraux fut annoncée par le Roi, le 24 novembre 1788 et que la seconde Assemblée des notables convoquée le 5 octobre, réunie le 6 novembre, fut dissoute le 12 décembre.

(44) La question était d'ailleurs assez complexe. Voir le rapport du Club des Jacobins de Strasbourg, 27 février 1790, sur l'état-civil des Juifs d'Alsace (*Archives Nationales*, A D, 17-49, pièce 7, 31 pages).

CHAPITRE XII

LES DERNIERS MOIS DU SECOND MINISTÈRE

LE MÉMOIRE SUR LA SITUATION PRÉSENTE DES AFFAIRES

« Il n'est plus temps de chercher à tromper la nation. »

Les troubles de l'année 1788. — La situation de Malesherbes au Conseil : son rôle de figurant, ses vains efforts pour obtenir une audience personnelle du Roi. — Le mémoire explicatif des motifs de sa retraite. — Les circonstances de son départ. — Le Mémoire sur la situation présente des affaires (juillet 1788). Analyse. Comment Malesherbes conçoit les Etats Généraux. L'évolution de sa pensée sur la question des pouvoirs intermédiaires.

Entré au Conseil au printemps de 1787, Malesherbes en sortit le 25 août 1788. Il avait obtenu l'état-civil des protestants, il avait travaillé avec persévérance sur la question juive. Mais il s'agissait bien des protestants et des juifs dans le deuxième semestre de l'année 1788 ! La lutte du Parlement contre le ministère de Brienne avait commencé peu après la clôture de l'Assemblée des Notables (25 mai 1787). Depuis le refus du Parlement d'enregistrer les édits relatifs à l'emprunt et à l'impôt, depuis la demande formelle de convocation des Etats Généraux formulée par celui-ci le 30 juillet, Paris vivait dans une agitation continuelle. Lorsque le conflit s'envenima, et que le Parlement, qui avait déclaré nuls les édits (qu'on voulait lui imposer), fut exilé à Troyes, Malesherbes désapprouva l'arbitraire du gouvernement tout en souhaitant la conciliation⁽¹⁾, ce qui était conforme à sa pensée souvent exprimée pendant les années 1770 à 1775 ; c'est à la même époque qu'il présenta au Roi un « *mémoire sur la nécessité de diminuer les dépenses* »⁽²⁾, où il marquait nettement la différence de ce conflit avec les conflits antérieurs :

(1) Mémoires relatifs à la translation du Parlement à Troyes (*Archives de Rosambo*, carton 18, dossier 3), minute autographe.

(2) *Ibidem* dossier 2. (3 exemplaires : minute autographe et deux mises au net, dont une partielle). Sur la minute autographe le titre est : « Mémoire présenté au Roi en 1787 sur la résistance opposée par les Parlements à l'enregistrement des édits. »

« La résistance opposée aujourd'hui à l'enregistrement des édits est d'un genre absolument différent de toutes les affaires qu'on a eu à traiter avec les Parlements depuis la mort de Louis XIV. Dans toutes les autres, c'était le Parlement qui échauffait le public ; dans celle-ci c'est le public qui échauffe le Parlement ».

Ce mémoire était une tragique mise en garde, une sorte de prophétie. Malesherbes entendait faire comprendre à Louis XIV que le conflit qui s'ouvrait était maintenant entre la puissance royale et la nation. (3)

« Je vois se former un orage que toute la puissance royale ne pourra calmer et [...] des fautes de négligence ou de lenteur qui, dans d'autres circonstances, ne seraient regardées que comme des fautes légères, peuvent être aujourd'hui des fautes irréparables qui répandront l'amertume sur toute la vie du Roi et précipiteront son royaume dans des troubles dont nul ne peut prévoir la fin [...] ».

« On dira que le danger que j'annonce ne peut être prochain. Celui qui l'assurera me paraîtrait bien téméraire [...]. On a souvent reproché aux vieux ministres de jeunes rois de trop se livrer à cette espérance et de montrer une indifférence coupable sur des calamités futures dont ils ne seront pas les témoins. C'est un reproche que je ne veux pas mériter ».

Et dans la suite, il montre combien il serait dangereux de se bercer de l'illusion qu'« une insurrection est contraire aux mœurs et au caractère des Français » ; on nourrissait des illusions semblables à la cour de Londres au commencement des troubles de la guerre d'Amérique et l'Empereur ne prévoyait pas non plus que quelques innovations qu'il avait faites dans les Pays-Bas pussent un jour produire une révolution.

« On disait, comme on dit aujourd'hui en France, que les griefs des Américains et des Brabançons ne pouvaient pas se comparer à ceux qui ont fait perdre autrefois la Suisse et les Provinces unies à l'Espagne ; mais les effets du mécontentement public sont incalculables ».

Que le Roi songe que les temps sont changés !

« Il s'est répandu sur toute la surface de la terre ou du moins parmi toutes les nations qui se communiquent leurs sentiments par la lecture, un esprit d'indépendance inconnu à nos ancêtres. Depuis quarante ans on ne cesse de discuter des droits respectifs des souverains et des peuples et il n'est point de particulier qui n'examine sous quelles conditions il est soumis à l'obéissance. L'esprit d'insurrection a passé d'Amérique dans les Pays-Bas catholiques ; il a bien moins de chemin à faire pour arriver des Pays-Bas dans les provinces de France ».

Malesherbes voyait clair et juste. On sait que le conflit entre le

(3) On en trouvera de larges extraits dans une brochure sans nom d'auteur intitulée *La souveraineté nationale d'après le droit public de la France, par M. de Malesherbes*. (Paris, Amyot, 1872). Cet opuscule (qui contient aussi des fragments du mémoire de Malesherbes sur les lettres de cachet, était destiné à montrer que les fautes de l'Assemblée nationale de 1871 et du gouvernement de M. Thiers avaient pour origine commune la déviation du principe de la souveraineté nationale, principe de Malesherbes.

Parlement et le gouvernement dura pendant tout l'hiver 1787-1788 et le printemps suivant (4), que la population s'y passionnait sans cesse davantage, non seulement à Paris, mais dans les provinces où l'agitation gagnait et devenait générale (émeutes à Pau, à Rennes, à Grenoble, en Dauphiné, où les 300 députés des trois ordres constituant les Etats provinciaux se réunirent à Vizille en juillet 1788, sans convocation, et publièrent un appel aux autres provinces pour les engager à refuser l'impôt tant que les Etats Généraux ne seraient pas convoqués). Et pendant ce temps la situation financière s'aggravait, laissant apercevoir le spectre de la banqueroute.

C'est précisément en juillet 1788 que Malesherbes (qui s'est efforcé vainement d'empêcher le rétablissement de la Cour plénière), présente au Roi son grand mémoire sur *la situation présente des affaires*, que nous analyserons un peu plus loin. Voyons d'abord quelle est sa situation personnelle dans un gouvernement où il se sent de plus en plus isolé, où il n'a pratiquement plus rien à faire, où il ne figure plus que nominalelement et dont il aspire, depuis plusieurs semaines, à se retirer.

Ce rôle de figurant, rendu plus pénible par la suspicion dont il est l'objet, il le décrit dans un papier confidentiel destiné à éclairer les conditions dans lesquelles il demande sa retraite. (5)

« ...Depuis que j'ay été appelé [au Conseil] je n'ay pas été admis une seule fois à parler au Roy en particulier ; aussi c'est par les ministres admis aux confidences particulières que je faisais ma demande et la réponse qu'on me rendoit étoit toujours qu'on me demandoit un délai.

« Quelque tems après le lit de justice de la Cour plénière (6), je déclaray qu'il fallut que cela finit et que je voulois absolument parler au Roy lui-même.

« Voici l'audience qui me fut accordée. Le Roy, en entrant au Conseil, me fit appeler et en présence de M. l'Archevêque de Sens (7), me dit avec l'air d'une grande bonté qu'il savoit que je voulois absolument le quitter, et qu'il en étoit fâché, mais qu'il exigeoit que je restasse encore quelque tems. M. l'archevêque m'a expliqué depuis que par ce mot *quelque tems* le Roy entendoit jusqu'au mois de septembre. Après ce peu de mots le Roy me quitta avec précipitation sans me laisser le tems de répondre. Je n'eus que le tems de lui dire que je prendrois la liberté de lui donner par écrit les motifs de ma retraite.

« De ce jour, je me suis regardé comme étant au Conseil, ainsi qu'on est à la Bastille, par lettre de cachet.

(4) Rappelons les édits du 8 mai qui transformaient l'ordre judiciaire et politique, portant création de grands bailliages, suppression des tribunaux d'exception, réforme de la procédure criminelle, suppression d'offices au Parlement de Paris, rétablissement de la Cour plénière, — résurrection de l'ancienne Curia regis dont les assemblées étaient antérieures aux Parlements, — mise en vacances du Parlement de Paris. Ces édits étaient l'œuvre du garde des Sceaux Lamoignon ; ils furent imposés par un lit de justice. Le 5 juillet 1788 un arrêt du Conseil convoquait les Etats Généraux.

(5) *Archives de Rosambo*, carton 18, dossier 5 : Préambule aux mémoires sur la demande faite par Malesherbes de se retirer du Conseil du Roi (autographe).

(6) Donc. fin mai ou début juin (le lit de justice est du 8 mai 1788).

(7) Loménie de Brienne, alors principal ministre.

« Je fis ce mémoire explicatif des motifs de ma retraite ».

Ce mémoire qui lui demanda quelques jours de travail et que, par loyauté il communiqua d'abord aux deux ministres dont il critiquait les opérations (« *j'ai pour principe de n'attaquer personne secrètement* »), fut remis au Roi en dépit de l'avis des deux intéressés, par Malesherbes lui-même, au début de juin. « *Il le reçut avec l'air de bonté, le mit dans sa poche et ne m'en a jamais parlé depuis* ». Le mémoire roulait uniquement, nous dit Malesherbes, sur sa répugnance à rester au Conseil, mais il en fit un second, ajoute-t-il, qui avait trait aux grandes affaires politiques dont on ne parlait que dans les comités particuliers à l'écart desquels il était tenu. Comme le précédent, il le communiqua aux « *ministres des comités particuliers* » et le remit, fin juillet, au Roi qui ne lui en parla pas plus que du premier. (8)

Peu après, l'arrêt de banqueroute paraît (9), avant le terme de septembre qui lui avait été fixé. Cet arrêt une fois connu, Malesherbes demande encore une fois à parler au Roi, mais il ne peut obtenir cette audience que le dimanche (10), veille du jour de la retraite de Brienne dont il ne se doutait pas.

Louis XVI accepte son départ, mais lui défend d'en parler à personne et le prie de demeurer, en attendant, à la campagne chez sa sœur.

L'ordre de garder le secret, nous dit Malesherbes, ne fut pas levé, mais Brienne, qui l'avait fait prescrire, rendit publique la nouvelle de la retraite de Malesherbes en même temps que celle de son propre départ, qui fut décidé soudainement. (11) Malesherbes pense que c'était là une manœuvre pour faire croire qu'il voulait s'en aller avec l'Archevêque. Tel est le récit qu'il nous fait des circonstances de sa retraite.

Que dit-il donc dans ce premier mémoire intitulé *Motifs de la demande que j'ai faite au Roi au mois de juin 1788* ?

Il rappelle d'abord son peu de goût pour le pouvoir et combien sa carrière passée le prédisposait peu à être ministre. « *Cet état ne convient point à ceux qui se sont distingués en combattant contre les ministres pour les droits du peuple* ». Sa façon de penser sur les droits du roi et ceux de la nation a été prononcée ; elle est connue. « *Il n'est donc pas raisonnable de vouloir conserver dans le Conseil un homme dont la façon de penser, diamétralement contraire à ce qui*

(8) C'est le *Mémoire sur la situation présente des affaires*.

(9) Le 16 août.

(10) Dimanche 24 août. Necker fut appelé dès le 25.

(11) D'après ce que nous dit Malesherbes, le dimanche à 11 h. du soir, Brienne comptait encore rester en place : il espérait demeurer principal ministre avec Necker aux finances. C'est la réponse de Necker qui, en un quart d'heure, décida de son départ. « *Voilà ce qu'on m'a assuré, de façon que je le crois ; d'autres en croiront ce qu'ils voudront* ». Le garde des Sceaux Lamoignon se retira dans les premiers jours de septembre.

se fait, est imprimée dans des ouvrages qui sont entre les mains du public ». ⁽¹²⁾

Il évoque les circonstances dans lesquelles il était entré au Conseil en 1775, par pure obéissance. Cette fois-ci il a accepté d'y siéger sur les instances de Brienne. Mais il a maintenant conscience d'être inutile. Il n'a pas « *le talent de savoir les affaires en courant* » : or au Conseil des Dépêches on rapporte une vingtaine d'affaires en deux heures de temps. ⁽¹³⁾ Il est humiliant de « *remplir une place dont on ne fait aucune fonction* ».

Il rappelle ensuite son embarras au moment de la translation du Parlement à Troyes : dès ce moment il a voulu se retirer. Et tout ce qui a été fait depuis n'a servi qu'à le confirmer dans sa résolution : négociation pour faire revenir le Parlement, suppression de l'impôt territorial, et surtout la fameuse séance royale, ce lit de justice qu'il a blâmé et auquel il a eu « *la douleur d'assister* ». ⁽¹⁴⁾ Sur tout cela on ne lui a pas demandé son avis ; on n'a même pas consulté le Conseil : tout était déjà négocié en comité secret quand on en a parlé au Conseil.

Il ajoute qu'il a songé à se retirer au moment de la publication du compte des finances, car il approuvait cette excellente opération. « *Ainsi ma retraite n'en aurait pas été la critique* ». Il fit part de son intention à son cousin Lamoignon, qui l'engagea à rester jusqu'à l'automne.

Et après avoir dit qu'il ne croit pas avoir commis d'erreurs de jugement, il conclut : « *Le Roi ne peut sûrement pas me condamner pour toujours au chagrin et à l'humiliation de rester spectateur oisif de choses qui sous tous les rapports doivent me pénétrer de douleur lorsque ma présence ne peut être de la moindre utilité pour ses affaires.* »

* *

MÉMOIRE SUR LA SITUATION PRÉSENTE DES AFFAIRES ⁽¹⁵⁾

Ce mémoire, que le précédent annonçait, est un travail capital, car il nous livre totalement la pensée politique de Malesherbes au seuil de la Révolution. Remis au Roi à la fin de juillet, il fut achevé, nous dit l'auteur dans un additif, pendant quelques jours qu'il passa à Paris sans voir personne, « *confiné dans une solitude totale* ». A son

⁽¹²⁾ Il fait sans doute allusion aux Remontrances de la Cour des Aides.

⁽¹³⁾ Tandis que le Conseil d'en haut dirigeait toute la politique extérieure, au Conseil des dépêches (où siégeaient les mêmes ministres) étaient traitées, sous Louis XV et Louis XVI, les affaires intérieures du royaume.

⁽¹⁴⁾ Malesherbes note qu'on se faisait des illusions sur la résistance parlementaire : on croyait qu'elle durerait peu. On se faisait aussi des illusions sur la Cour plénière qui ne pouvait être acceptée par l'opinion publique.

⁽¹⁵⁾ *Archives de Rosambo*, carton 18, dossier 4. C'est une première copie où se distinguent plusieurs écritures. Elle comporte un certain nombre de ratures et de surcharges. Dans la troisième partie on trouve quelques additions marginales de la main de Malesherbes.

retour à Versailles, il apprit des événements que le public connaissait déjà depuis plusieurs jours, et notamment le commencement de révolte en Bretagne et les rigueurs exercées à Paris contre un grand nombre de Bretons ; il se posa alors cette grave question : Faut-il réprimer une révolte par la violence ?... Mais analysons dans ses grandes lignes ce mémoire au début duquel il se plaint encore de son rôle humiliant de ministre qui n'a rien à faire, sinon à assister aux séances du Conseil.

Le mémoire comprend trois chapitres : « 1°) sur la nécessité de calmer promptement les inquiétudes de la nation ;

2°) sur les moyens de les calmer ;

3°) sur les inconvénients qu'on peut trouver à ce que je proposerai. »

Premier Chapitre.

L'Angleterre, qui aspire à prendre sa revanche de la guerre d'Amérique, se dispose à attaquer incessamment la France. ⁽¹⁶⁾ Pour lui résister et la vaincre (et une guerre, pour être victorieuse, ne peut être qu'offensive ⁽¹⁷⁾), il nous faut des ressources. Comment se procurer ces « *fonds extraordinaires* » ? Après avoir éliminé la solution des expédients analogues à ceux auxquels avait eu recours l'abbé Terray, Malesherbes propose d'établir un impôt provisoire qui sera rendu définitif plus tard par l'Assemblée nationale lorsque celle-ci existera.

Car il faut une Assemblée nationale, qui n'ait pas le destin de l'Assemblée des notables ! Malesherbes s'écrie :

« Il n'est plus temps de chercher à tromper la Nation [...]. Parlons en termes clairs. Ce que la Nation demande est une nouvelle Constitution qui n'a jamais existé en France. Non seulement c'est ce que la Nation demande, mais c'est à quoi le Roi s'est engagé par tout ce qu'il a fait depuis un an et demi [...]. C'est ce qui est inévitable depuis que le Roi a bien voulu rendre public l'état de ses affaires et consulter la Nation sur les moyens d'y remédier. La Nation, qui se voit ruinée parce que cette constitution n'a pas existé pendant les règnes passés, est en droit de la demander et le Roi est obligé de la lui accorder ».

Malesherbes énonce ensuite les mesures immédiates qui devront être prises :

a) il faut une loi qui garantisse la liberté des citoyens et qui les préserve des emprisonnements arbitraires (il reprend ici quelques-unes des idées de son mémoire sur les lettres de cachet) ;

(16) Dans un post-scriptum à ce chapitre, Malesherbes dit que lorsqu'il a commencé ce mémoire il croyait que la guerre allait éclater, mais que, maintenant, la menace s'éloigne. Pourtant il ne se rétracte pas sur les principes. « Profitons de la paix pour nous préparer à la guerre ».

(17) Malesherbes, qui n'a rien du guerrier, formule ici curieusement la doctrine de l'offensive : « On ne peut pas être victorieux en restant sur la défensive ; on ne peut se défendre qu'en attaquant soi-même l'ennemi, surtout dans une guerre maritime. »

b) il faut une refonte entière de la police dans le royaume ;

c) il faut rétablir les Parlements dans leurs fonctions et dès qu'ils auront repris leur activité, on leur demandera l'enregistrement de l'impôt ; les Parlements se sont rendus populaires en déclarant qu'ils voulaient remettre à la Nation le droit d'enregistrer l'impôt, mais l'Etat étant en danger ils ne pourront refuser un enregistrement au moins provisoire.

Malesherbes fait ici toutes sortes d'hypothèses sur l'attitude que pourraient avoir les Parlements devant la menace d'une guerre. C'est d'ailleurs au Conseil d'Etat du Roi qu'il appartient de décider de la guerre : or le Conseil doit comprendre en son sein quelques généraux de terre et de mer ; en effet, on ne doit pas déclarer une guerre sans l'avis des militaires ; les Turenne et les Duquesne de notre siècle doivent siéger au Conseil...

Après cette digression, l'auteur revient au problème de l'impôt. Si, au lieu d'un impôt enregistré, on se résout à faire un emprunt, il faudra, là encore, inspirer confiance au public. Or rien ne sera plus capable d'inspirer cette confiance que l'annonce de l'établissement dans tout le royaume d'une administration municipale comme celle qui fonctionne dans les pays d'Etats.

Ici Malesherbes propose une idée propre à donner du crédit aux emprunts éventuels :

« Le Roi va confier la répartition des impositions directes aux Assemblées provinciales ; dès lors il n'y a plus qu'un pas à faire, qui sera de donner à chaque province qui n'est pas un pays d'Etats, un trésorier comme aux pays d'Etats, et de déléguer recette de quelques uns de ces trésoriers pour le paiement des sommes empruntées. Ce sera le receveur général des finances de chaque province qui en deviendra le trésorier et l'Assemblée provinciale qui nommera à cette place »,

Malesherbes voit à cette mesure plusieurs avantages. Il constate d'abord qu'on a plus confiance dans les fonds placés sur les Etats du Languedoc que dans ceux qui sont placés sur le Trésor royal, parce que le Languedoc et les autres pays d'Etats ont une caisse à eux et un trésorier qui dépend d'eux et dont ils répondent. Il fait observer ensuite que la meilleure hypothèque est celle d'un fonds à revenu certain : on a moins confiance dans les fonds à revenu variable, tel le revenu de l'impôt du timbre que les Notables voulaient hypothéquer et qui ne pouvait pas être comparé pour la sûreté au produit d'une taxe sur les propriétés. D'autre part l'opération préconisée aura pour résultat de faire baisser les intérêts et de diminuer le taux de l'argent, « ce qui est le plus grand bien qu'on puisse procurer à une nation qui peut et qui veut être commerçante ». Enfin, « par ce moyen on parviendra tôt ou tard à ce que toute la dette de l'Etat soit hypothéquée sur les impôts directs, en sorte que tout le produit des droits indirects, gabelles, tabacs, aides, traites, et autres droits nommés domaniaux, tels que contrôles, fermes des postes et autres, seront les

revenus libres dans la main du Roi, qui seront employés aux dépenses de l'Etat et particulièrement à la solde des troupes ». (18)

Deuxième Chapitre.

Il est tout entier destiné à montrer la nécessité et l'urgence de la convocation des Etats Généraux, assemblée « *qui serait aux assemblées provinciales ce que chacune de ces assemblées était à celles d'élections ou de paroisses* ». Certes, on a déjà réclamé à grands cris les Etats Généraux, et les Parlements, jadis si opposés à leur convocation, ont été les premiers à la demander. Mais « *on n'a pas voulu voir qu'une assemblée générale et plus véritablement représentative de la nation que celles de tous les pays du monde, résulterait nécessairement des assemblées provinciales* ».

Malesherbes est catégorique : il ne faut pas convoquer les Etats Généraux dans l'ancienne forme. Si l'on tombait dans cette erreur, on frustrerait la nation, on ne remplirait aucun de ses vœux. Or la nation souhaite avoir des assemblées où tous les citoyens aient des représentants en état de défendre leurs droits ; elle souhaite aussi qu'aucun impôt ne soit établi sur le peuple que du consentement de ses représentants (19) ; elle veut encore faire assurer aux citoyens la liberté de leur personne et la jouissance de leurs propriétés ; elle souhaite enfin que ses représentants puissent en tout temps réclamer contre les abus. Aucun de ses vœux ne sera satisfait si l'on se borne à convoquer une assemblée extraordinaire et pour un temps limité. Il faut une assemblée permanente, renouvelable, et siégeant en sessions régulières.

« Quand la Nation réclame des Etats Généraux, elle ne demande pas exactement ce qu'elle a désiré ; et quant aux personnes instruites qui les réclament, il est certain qu'elles ne demandent le rétablissement des anciens Etats Généraux que parce qu'elles les regardent comme un moyen d'obtenir ensuite des Assemblées nationales d'un genre différent et qu'on n'a jamais vues en France ».

(18) Nous n'entrons pas ici dans le détail de la démonstration de Malesherbes, qui est assez complexe. « Adopter cette solution, conclut-il, c'est permettre au Roi de rester maître de ces deux leviers, l'armée et la finance. Les représentants de la nation ne s'y opposeront pas, car ils n'y verront qu'une sûreté qu'on veut donner aux prêteurs. Et progressivement tous les autres créanciers de l'Etat voudront eux aussi être hypothéqués sur les impositions directes des provinces pour être mieux garantis ». Le Roi se réservera la disposition des fonds qui constituent la puissance réelle, et « il lui sera très indifférent que les créanciers de l'Etat soient parties prenantes sur les caisses de chaque province, à moins que le Roi ne voulût se réserver la faculté de faire un jour banqueroute ».

(19) « Tant que la vieille forme des Etats généraux subsistera, la Nation n'aura jamais l'entier exercice du droit que rien ne soit imposé sur le peuple sans son consentement ; et pour qu'elle en jouisse, il faut que les Assemblées nationales se renouvellent dans des temps fixés, que, dans les intervalles, il y ait dans la capitale une commission intermédiaire choisie par les représentants de la nation, et ayant mission d'eux, et dans les provinces des assemblées chargées de la répartition ». Malesherbes fait état, ici, d'un ouvrage encore inédit à cette date, de l'abbé de Mably, véhément plaidoyer pour les Etats généraux dont il retrace l'histoire, regrettant que Mably n'ait consacré que deux lignes à dire qu'il fallait des Etats généraux autrement constitués que ceux qu'on a eus jusqu'à présent en France.

Certes, la conception d'une Assemblée nationale très différente de ces Etats Généraux à l'ancienne manière, où l'on parlait beaucoup et où l'on concluait fort peu, où l'on se bornait à émettre des vœux, cette conception soulève de fortes résistances, et notamment celles d'un clergé qui redoute de perdre ses immunités et son rôle prépondérant. Il est tout naturel que le clergé demande des Etats Généraux à la mode ancienne « *dont les principes ont été solidement établis dans les temps où toute la nation était soumise à l'Eglise, pour le temporel comme pour le spirituel* ». (20)

Mais les temps sont changés ! Aujourd'hui aucun corps, sans en excepter le clergé et la magistrature, n'a d'autres droits que ceux qu'il tient de la nation, car ses droits ne sont que la récompense des services qu'il rend à la nation. Les prérogatives temporelles du clergé ne sont pas de droit divin.

D'ailleurs le roi non plus ne saurait se prévaloir d'un droit divin quelconque :

« Le souverain est le représentant perpétuel de la Nation [...]. La puissance du Roi n'est que celle que la Nation lui a conférée ». Or « la Nation demande une constitution sur des principes qui n'ont pas encore été connus en France et elle demande qu'elle soit permanente, vœu qui ne serait pas rempli par des assemblées passagères d'Etats Généraux ».

Ces principes affirmés, Malesherbes passe aux propositions d'ordre pratique qui en découlent. Il en formule huit :

- 1°) il faut fixer à 1789 la date des Etats Généraux ;
- 2°) la convocation doit être maintenue à la date fixée, même si toutes les difficultés préalables d'organisation n'ont pas été réglées ;
- 3°) les partis qui seront pris provisoirement ne tireront point à conséquence pour l'avenir parce que l'intention du Roi est de faire statuer définitivement et par des règlements perpétuels lors de la première assemblée des Etats ;
- 4°) le Roi ne veut pas s'en tenir à des convocations passagères d'Etats Généraux ; son but est d'établir une « *relation perpétuelle entre lui et son peuple* » par des Etats qui s'assembleront dans des intervalles réglés indépendamment des convocations extraordinaires que les circonstances pourront exiger. Et dans l'intervalle des assemblées ordinaires, une commission permanente siégera pour établir la continuité ;
- 5°) le Roi veut donner une constitution à la Nation pour prévenir les abus qui se sont produits dans toutes les parties de l'administration et les assemblées provinciales sont le commencement de cet ouvrage.

(20) Malesherbes analyse ici une proposition qui figurait dans les Remontrances du Clergé du 15 juin 1788 : le Clergé prononçait qu'entre le Roi et la Nation il existe une transaction par laquelle c'est à la Nation seule à accorder des subsides, mais sur tous les autres objets la Nation ne peut qu'exprimer des doléances et, suivant l'ancienne forme des Etats généraux, doit se séparer après qu'elles auront été faites.

(Ici Malesherbes développe l'idée de l'irrésistible évolution politique et sociale : déclin de la noblesse, montée du Tiers-Etat, progrès des lumières... en somme la nation est maintenant *majeure*) ;

6°) le Roi a déjà fixé un an avant la réunion des Etats Généraux ce qu'il se propose d'y faire mettre en délibération sur la nouvelle constitution des Assemblées nationales, afin que dans toutes les provinces on ait le temps d'y réfléchir ;

7°) le Roi autorise sur la question des Etats Généraux l'impression de tous les ouvrages sans que la censure puisse s'y opposer, à l'exception seulement des libelles calomnieux ou contraires à la religion et aux bonnes mœurs, qui seront punis selon les lois du royaume⁽²¹⁾ ;

8°) le Roi pense qu'on ne pourra regarder la Constitution comme parfaitement établie que lorsque les règlements en seront arrêtés dans l'assemblée de 1789 ; cependant il est possible que cette assemblée ait à prendre des résolutions nécessaires au salut de l'Etat : aussi l'intention du Roi est que cette assemblée — qui sera convoquée en se conformant le plus qu'il sera possible aux anciens usages, — ait la même autorité et les mêmes fonctions qu'ont toujours eues les Etats Généraux en France.

Troisième Chapitre.

Il est consacré — nous l'avons vu — à l'examen des objections qui peuvent être faites au plan qui précède. Passons rapidement sur les objections secondaires : la nouvelle Constitution sera un triomphe pour les Parlements ; réponse : non ! car l'Assemblée nationale leur sera supérieure ; les Parlements seront dépouillés (objection inverse) ; réponse : non ! car il leur restera le beau rôle de rendre la justice, rôle que leur aura confié la Nation... Et arrivons à l'objection essentielle : *le Roi perdra la plus grande partie de son autorité.*

Malesherbes ne peut nier le bien-fondé de cette objection ; il se borne à répondre par un argument de fait : le Roi s'est engagé ; le seul parti qu'il ait à prendre, c'est « *la consultation faite de bonne foi avec la nation entière* ».

Mais qu'est-ce au juste que la Nation ? « *La Nation est composée de tous les sujets du Roi et de tous les individus qui ont leur établissement et leur fortune en France, dont la personne et les biens sont régis par les lois de France* ». Cette définition même entraîne Malesherbes à formuler explicitement la condamnation de la vieille division en trois ordres, qui a toujours été en vigueur dans les anciens Etats

(21) Dans des « observations » qui suivent ces huit articles, Malesherbes insiste surtout sur ce 7° article, en démontrant qu'il y a, à l'heure où il écrit, licence des livres (pamphlets, libelles, etc...) et non pas liberté de la presse. Or il s'agit d'imprimer des livres sérieux, et non des pamphlets qui, grâce aux presses clandestines ou portatives, échappent toujours à la police (Cf. le *Mémoire sur la liberté de la presse*, qui est contemporain de celui-ci). Une longue note est consacrée aussi à la nécessité de faire une loi qui garantisse la liberté des citoyens et abolisse les lettres de cachet.

Généraux et qui a été maintenue dans les règlements des Etats provinciaux de 1787 : Clergé, Noblesse et Tiers-Etat. (22)

La suppression de cette division en trois ordres qui ferait de chaque député non plus un représentant de son ordre, mais un délégué de la nation entière, n'empêcherait point que beaucoup de représentants de la noblesse et du clergé ne fussent élus : *« Peut-on douter que le suffrage des peuples ne soit toujours pour ceux qui ont par leur éducation le plus de lumières, par leur naissance le plus de considération, par leur fortune le plus d'influence ? »* (23) Mais ceux qui seraient choisis par le vœu de la nation sauraient qu'ils sont constitués les défenseurs des intérêts généraux de la nation et non des intérêts particuliers de leur ordre.

Certes les prochains Etats (l'Assemblée de 1789) seront constitués selon l'ancien usage et ceux qui la composeront y arriveront sans doute avec les préjugés de leur ordre et peut-être avec une mission très expresse contraire aux intérêts de la nation. Il faudra attendre une autre assemblée pour voir se produire le changement souhaité. On pourra pourtant faire en sorte que cette première assemblée — qui sera différente des anciennes puisqu'elle aura des fonctions très différentes — soit animée d'un esprit vraiment patriotique.

« Je ne désespère pas qu'on n'amène l'Assemblée même de 1789 à voter pour que ce qu'on appelle jusqu'à présent le Tiers-Etat, mais qui réellement est presque la totalité de la nation, ait au moins la moitié des suffrages, que les suffrages soient comptés par têtes, enfin puisqu'il faut qu'un nombre déterminé de votants soient de l'ordre de la noblesse et de l'ordre du clergé, qu'ils soient choisis dans ces deux ordres, mais par la pluralité des suffrages de tous les ordres ».

On se rapprochera ainsi de ce que doit être vraiment une assemblée représentative.

Et Malesherbes de proclamer un peu plus loin :

« Le temps n'est plus où l'on persuadait aux peuples que l'ouvrage de leurs législateurs était celui des dieux et devait être immuable comme eux. Quelque bien conçu que soit un plan de législation, il doit toujours être soumis à l'expérience [...]. D'autres assemblées perfectionneront ce qui aura été fait dans celle de 1789, et *pourvu que les deux ordres qui ne sont qu'une toute petite partie de la nation ne soient pas perpétués dans le droit de s'emparer de tout le suffrage national, le temps et les progrès de la raison feront le reste* ». (24)

Suivent une critique du système anglais que Malesherbes ne consi-

(22) Malesherbes fait observer que dans le plan de 1787, « on a voulu se rapprocher sur cela de ce que dictent la raison et la justice en ne faisant dans les Assemblées provinciales que deux classes de citoyens distingués seulement par la nature de leurs propriétés », mais la vieille division n'en a pas moins subsisté et « chacun s'est toujours regardé comme le député de son ordre et s'est cru chargé spécialement d'en soutenir les prérogatives ».

(23) La démocratie moderne s'est chargée de démontrer la naïveté de ces vues optimistes !

(24) C'est nous qui soulignons.

dère pas comme réellement représentatif ⁽²⁵⁾, et un développement sur « les corps intermédiaires » dont l'intérêt, dit-il, doit être compté pour rien quand il est question du plus grand intérêt du Roi et de la Nation.

Sur ces corps intermédiaires, c'est-à-dire les cours souveraines considérées comme le trait d'union entre la Nation et le Roi et comme l'expression même des intérêts du peuple, la pensée malesherbienne a singulièrement évolué depuis les années héroïques où il présidait la Cour des Aides. Il répond maintenant à Montesquieu, auquel il voue toujours le même respect, mais dont la doctrine, du moins sur ce problème, ne lui paraît plus aussi juste. Montesquieu fut un grand défenseur des corps intermédiaires : cela n'a rien de surprenant, fait observer Malesherbes, car Montesquieu était noble et magistrat : il fut sans aucun doute entraîné par son attachement aux prérogatives de la noblesse et de la magistrature. D'autre part il écrivait vers 1750 ; or depuis près de quarante années, une évolution considérable s'est produite. A cette époque, personne n'imaginait qu'avant un demi-siècle le roi de France offrirait lui-même à son royaume une constitution populaire.

« M. de Montesquieu pouvait regarder les pouvoirs intermédiaires comme un frein nécessaire pour empêcher la monarchie de dégénérer en despotisme, dans un pays où la monarchie n'a pas d'autre frein ». L'Angleterre, ce pays dont Montesquieu admirait la Constitution ⁽²⁶⁾, a eu comme la France ses pouvoirs intermédiaires (le clergé, les barons, etc.), mais tout cela s'est anéanti quand la nation a obtenu des représentants par lesquels elle a pu exercer son propre pouvoir. D'ailleurs, si les puissances intermédiaires résistent au souverain, *« il n'est pas sans exemple qu'elles aient opprimé le peuple »* ; n'est-il pas naturel qu'une nation, dès qu'elle est garantie du despotisme, s'affranchisse aussi du pouvoir de ceux qui pouvaient la préserver de ce despotisme, mais qui étaient eux aussi capables de l'opprimer ? ⁽²⁷⁾

Le mémoire s'achève ainsi ; mais Malesherbes le fait suivre d'un assez long additif qui contient des réflexions inspirées par des événements tout récents et notamment par les troubles qui agitent les provinces. La désillusion est grande, nous dit-il ; les meilleures intentions du Roi et du gouvernement sont restées vaines, les assemblées provinciales n'ont pas donné ce qu'on attendait d'elles ; la réforme de la procédure criminelle n'a pas été accomplie ; on a voulu soumettre les Parlements sans s'apercevoir que la nation était pour eux ; des actes d'autorité arbitraire ont été exercés contre des magis-

(25) Il fait (ailleurs) un grief semblable à la Hollande.

(26) Signalons ici que Malesherbes a composé une étude critique de la Constitution des Pays-Bas, étude qui est contemporaine de ce mémoire (*Archives de Rosambo*, carton 18, dossier 4).

(27) Telle était exactement la pensée de Rabaut Saint-Etienne (comme nous l'avons indiqué dans la première partie de cet ouvrage, chap. IX, p. 234), qui a certainement influencé Malesherbes sur la question des pouvoirs intermédiaires. Rabaut Saint-Etienne critiquait lui aussi Montesquieu.

trats, et même contre un prince du sang ⁽²⁸⁾ ; aucun citoyen n'est assuré de jouir de sa liberté...

A tant de désordres il n'est qu'un seul remède : « *Il faut que le Roi déclare dans des termes qui ne peuvent laisser aucun doute les dispositions où il est pour le bonheur de la nation. Il faut qu'il ouvre son cœur en présence de la nation comme il l'a fait plus d'une fois en présence de ses ministres.* » Enfin Malesherbes analyse les causes du mécontentement dans certaines provinces ; il préconise une équitable politique fiscale à leur égard et montre qu'il faut les amener à consentir à une répartition générale et proportionnelle de l'impôt. « *C'est à l'assemblée de toutes les provinces, c'est-à-dire à l'Assemblée générale de la nation qu'il faut remettre le soin de la répartition entre les provinces* ». Dans les conflits qui peuvent surgir entre elles, dans les rivalités qui peuvent les séparer, le roi, garant de l'unité nationale, devra jouer un rôle d'arbitre.

Quelques biographes de Malesherbes au xix^e siècle disent que le *Mémoire sur la situation présente des affaires* ne fut lu par Louis XVI que quatre ans plus tard, dans la prison du Temple. Le Roi pouvait mesurer alors la faute qu'il avait commise en négligeant les conseils et les avertissements d'un homme dont l'unique pensée était de le réconcilier avec la nation.

(28) Le duc d'Orléans, exilé après sa protestation contre l'enregistrement forcé de l'édit par le lit de justice du 19 novembre 1787.

CHAPITRE XIII

LE MEMOIRE SUR LA LIBERTE DE LA PRESSE

« La grande faute a été de défendre ce qu'il est impossible d'empêcher. »

« Il n'y a point de loi qui soit exécutée lorsqu'une nation entière cherche à favoriser la fraude. »

Comment nous est parvenu le Mémoire sur la liberté de la presse. — Les deux versions du 6^e chapitre. — Analyse du mémoire. — Importance du 3^e chapitre pour l'histoire littéraire. — La loi anglaise et la loi française. — Projet de Malesherbes sur la censure ; la censure réduite à une simple option de garantie ; les censeurs ne doivent dépendre que du Roi. — Malesherbes justifie les écrits anonymes. — Evolution de sa pensée depuis les Mémoires sur la Librairie ; il n'apporte plus qu'un très petit nombre de restrictions à la liberté d'écrire.

Comme il l'indique dans l'avertissement liminaire, c'est à la fin de l'année 1788, à l'instant de la convocation des Etats-Généraux, que Malesherbes composa son *Mémoire sur la liberté de la presse*. Les idées qu'il y exprime avaient longuement mûri en lui-même depuis l'époque lointaine déjà où il écrivait ses *Mémoires sur la librairie* ; l'évolution des esprits et les événements contemporains l'obligeaient à préciser sa pensée et à s'orienter vers des solutions plus libérales encore.

Cet ouvrage était demeuré inédit — comme les *Mémoires sur la librairie* — jusqu'en 1809, date à laquelle Alexandre Barbier, bibliothécaire de l'Empereur, l'édita sur les presses de l'imprimeur Agasse. Barbier tenait le manuscrit du Baron Louis ⁽¹⁾ ainsi que le prouve la lettre suivante que l'on trouve insérée dans l'exemplaire de l'ouvrage conservé à la Réserve de la Bibliothèque Nationale. ⁽²⁾

(1) Sur le baron Louis, ministre des Finances de la Restauration. Cf. première partie, chap. VII, p. 163, note 1.

(2) Nous avons déjà signalé ce fait dans la première partie, chap. VII. *loc. cit.* à propos des *Mémoires sur la Librairie*.

A Monsieur Barbier, Bibliothécaire de l'Empereur
rue du Bac, n° 32

« Voilà le mémoire. C'est bien sûrement tout ce que l'auteur m'a remis. Il me paroît former un tout bien complet. Il me semble qu'il y a à gagner pour le public et pour la réputation de l'auteur à la publication de ses idées dans un moment où on cherche à asseoir des principes et des loix sur cette matière.

« Je trouverois très bien tout ce que vous aurez fait avec le libraire pour qu'il me donne en livres une partie du bénéfice que lui procurera l'édition.

« Seulement, je demande impérieusement et comme condition absolue que dans le nombre des volumes que vous obtiendrez, il y en ait un quart du tout pour vous.

« Agréez l'hommage de mon dévouement et de mon sincère attachement.

« Louis ».

A la fin du volume — qui contient d'ailleurs non seulement le *Mémoire sur la liberté de la presse*, mais les *Mémoires sur la librairie*, nous trouvons le texte du contrat passé entre Antoine-Alexandre Barbier, « bibliothécaire de S.M. l'Empereur » et l'imprimeur Agasse.

Quant au manuscrit (3), nous possédons la copie qu'en a fait faire l'ancien inspecteur de la librairie d'Hémery à qui Malesherbes avait envoyé son mémoire. En effet, ce manuscrit est suivi de deux lettres de Malesherbes à d'Hémery, la première datée du 27 février 1789, qui dit ceci :

« J'ai reçu, Monsieur, mon mémoire que vous m'avez renvoyé et dont je vous suis fort obligé.

« Je crois que vous en avez fait tirer une copie, mais je vous avertis que cette copie ne vaut rien, parce que par de très bonnes raisons, j'ai été obligé de changer tout le sixième chapitre qui est celui de ma conclusion. Je vous enverrai cette correction dès qu'elle sera au net.

« Malesherbes ».

La seconde lettre est du 8 mars 1789, la voici :

« J'envoie à M. d'Hémery le sixième chapitre de mon mémoire que j'ai entièrement changé et qu'il faut substituer à la copie qu'il en a fait faire.

« S'il pouvait me prêter pour quelques moments la totalité de cette copie, j'aurais aussi deux ou trois petits changements à y faire sur les autres chapitres et je la lui renverrai tout de suite après les corrections faites.

« Ces corrections là ne seront que des mots à effacer ; ainsi il n'est pas nécessaire qu'elles soient de la même main que le texte.

« Malesherbes ». (4)

(3) *Bibl. Nat.* Fonds français, 22182. Volume de 162 pages, plus la 2^e version du 6^e chapitre, numérotée elle-même 127 à 167. Le titre exact est : *Mémoire qui m'a été demandé sur la liberté de la presse en général et en particulier sur le parti qu'il convient de prendre dans l'instant de la convocation des Etats Généraux.*

(4) Signature autographe dans les deux lettres. Ces corrections (mots effacés) afférentes aux autres chapitres que le sixième, nous les trouvons dans le manuscrit : ainsi à la page 107 en relatant l'affaire Wilkes, Malesherbes a effacé 14 lignes après les mots : « lui procura des honneurs inouïs » ; le texte reprend avec : « Voyons à présent ce qui s'est passé en France dans la fameuse histoire de M. Dupaty. »

Enfin, ces deux lettres de Malesherbes sont suivies d'une lettre de Barbier qui nous assure la parfaite concordance (concordance que nous avons vérifiée sur l'ouvrage) de l'imprimé avec le manuscrit :

Paris, 12 Août 1809.

« J'ai l'honneur de saluer M. van Praët (5) et de l'assurer que le mémoire de M. de Malesherbes sur la liberté de la presse a été imprimé sur une copie semblable à celle-ci, surtout pour le 6^e chapitre.

« Barbier ».

Dans le volume manuscrit 22.182, nous avons les deux versions du sixième chapitre ; elles sont de la même écriture, qui n'est pas celle du secrétaire de Malesherbes ; c'est donc évidemment d'Hémery qui a fait exécuter la copie de la seconde version, celle qui devait se substituer à la première.

Contrairement à ce que semble dire Malesherbes, les deux versions de ce sixième chapitre ne sont pas d'un bout à l'autre différentes ; les quatre premières pages sont identiques. Ce n'est qu'à la fin de l'alinéa qui se termine par les mots : « ... *plus par les circonstances particulières que par des principes généraux* », que les deux copies commencent à diverger. Dans la première on lit : « *Je prédis que dans ce moment-ci le Parlement se fondant sur cet exemple, ou sur d'autres, s'il y en a, en partant du principe général...* » Et dans la seconde : « *Je ne sais pas ce qui s'est passé depuis mon temps, mais dès qu'il y a eu un premier exemple, je suis persuadé qu'il y en a eu d'autres.*

« *Si le Parlement a trouvé d'autres occasions d'exercer...* » (6).

À partir de là et pendant 18 pages, les deux versions sont totalement différentes, sinon par le sens général, du moins pour la forme ; nous verrons plus loin ce qu'elles disent l'une et l'autre. Mais à partir de la seconde partie intitulée (7) « *Précautions pour que la liberté accordée en dispensant de la censure ne dégénère pas en licence* », les deux textes recommencent à être semblables, à part deux ou trois légères différences (additions ou retranchements).

*
**

(5) Van Praët (1754-1837), bibliophile belge. Il avait été le protégé de Marie-Antoinette qui l'avait fait entrer à la Bibliothèque royale ; à l'époque de cette lettre, il était chargé par l'Empereur d'opérer à la Bibliothèque impériale le classement des livres rares et des manuscrits précieux apportés de l'étranger. C'était un grand érudit, doué d'une prodigieuse mémoire.

(6) Quelques lignes plus haut, on lit dans la première copie : « ...d'avoir cette occasion d'exercer son pouvoir sur un livre permis. » Dans la seconde copie le mot *permis* a disparu.

(7) Précisons que ce n'est que la seconde version qui donne un titre aux parties du mémoire.

Analysons maintenant ce mémoire, où chaque chapitre est employé à répondre à une question qui sert de titre.

CHAPITRE I. — *Quels sont en général pour une nation les avantages et les inconvénients de la liberté d'imprimer et quels seront-ils dans le moment où les représentants de la nation vont s'assembler ?*

Le moyen le plus sûr de faire éclore la vérité est de permettre la discussion publique des opinions. Or, cette discussion ne peut se faire que par la liberté de la presse. Par l'impression, chaque citoyen peut s'exprimer, et la nation entière est juge. *« Il y a près de quarante ans que j'ai soutenu pour la première fois cette maxime : j'étais obligé alors de discuter la question, puisqu'on m'avait chargé de l'inspection de la librairie. »* Les gens en place étaient pour la plupart d'un avis différent. Mais aujourd'hui, le triomphe de la vérité est proche. L'instruction se répand dans le peuple : *« il n'y a pas une classe d'hommes ni un coin de province où il ne se trouve des gens qui ont une façon de penser à eux et qui sont capables de l'exposer et de la soutenir devant qui que ce soit. »* C'est l'heureux effet de l'art de l'imprimerie.

Mais cette liberté d'écrire qui offre de si grands avantages n'a-t-elle pas des inconvénients et ne doit elle pas être limitée ? Les objections qu'on y fait méritent d'être discutées.

On craint, en effet, que cette liberté ne fasse paraître des ouvrages 1°) contraires aux bonnes mœurs ; 2°) contraires à la religion ; 3°) contraires aux principes du gouvernement ; 4°) contraires à l'honneur des citoyens (libelles diffamatoires).

L'auteur d'un ouvrage contraire aux bonnes mœurs encourt la rigueur des lois, et cela, que la presse soit libre ou entravée ; la liberté de la presse n'assurera pas l'impunité à ceux qui exhortent le peuple à la révolte, qui entreprennent de détruire la religion ou qui insultent leurs concitoyens.

C'est pour empêcher les ouvrages dangereux pour la religion et le gouvernement (et encore n'attaquent-ils jamais de front les grands principes) qu'on a établi la règle de ne rien imprimer sans l'approbation expresse d'un censeur. Mais ces craintes ont été fortement exagérées et d'ailleurs *« nous sommes parvenus au moment heureux où le Roi même demande des lumières de tous ses sujets »* ; quant à la religion, les vieilles discussions théologiques sont bien apaisées.

Néanmoins, il faut convenir qu'il peut y avoir encore des livres dangereux dont il est nécessaire pour la tranquillité de l'Etat d'empêcher la publication.

En ce qui concerne les libelles diffamatoires et toutes les satires personnelles, il est presque impossible de les empêcher ; les plus importants d'entre eux s'impriment d'ailleurs à l'étranger et ils entrent dans le royaume en contrebande. Après une comparaison entre la loi

anglaise (qui permet à un auteur satirique des diffamations sanglantes pourvu qu'il ne nomme pas celui qui en est l'objet) et l'état de choses qui règne en France (où l'on souffre que les personnages les plus respectables soient vilipendés dans des satires ou des chansons), Malesherbes déclare qu'il a horreur de la satire personnelle : « *je m'en suis expliqué souvent avec toute l'énergie dont je suis capable et j'en ai fait des reproches amers à des hommes, irréprochables sur tout le reste, peut-être aux plus grands génies de notre siècle qui se la croyaient permise* ⁽⁸⁾ », mais il considère que c'est une espérance illusoire de croire qu'il est possible de faire cesser les satires.

Quoi qu'il en soit, à l'heure où la nation va se réunir dans les Etats Généraux il est nécessaire que la liberté d'expression ne soit pas limitée. Et ce ne sont pas les seuls membres de l'Assemblée qui devront être éclairés, mais la nation tout entière dont ils seront les représentants.

Une Assemblée nationale sans la liberté de la presse ne sera jamais qu'une représentation infidèle telle qu'ont été celles de nos Etats Généraux d'autrefois, réunis dans des temps où la nation n'était pas instruite.

« On attend tout de l'Assemblée qui va se tenir ; pour que les espérances de la nation ne soient pas déçues, il faut que ce soient ses véritables vœux qui soient portés par ses représentants aux pieds du trône. Il faut donc que cette nation dispersée reçoive des lumières qui lui parviennent jusque dans ses foyers, et c'est là ce qu'elle ne peut espérer que lorsque l'impression sera libre ».

Longtemps les magistrats ont été les plus ardents adversaires de la liberté de la presse, jusqu'à l'heure actuelle où le Parlement vient de demander cette liberté ; mais ces magistrats eux-mêmes avaient admis comme nécessaire la liberté de discussion dans les plaidoiries et c'est ainsi que les avocats ne sont soumis à aucune espèce de censure, sauf dans les affaires où le corps de la magistrature a pris parti. Or, que sera la prochaine Assemblée d'Etats, sinon « *une grande et solennelle plaidoirie où les intérêts de la nation seront discutés* » ? Refusera-t-on à la nation cette liberté que les juges conviennent qu'il faut accorder à tous les particuliers par la bouche de leurs avocats ?

CHAPITRE II. — *Qu'est ce qui doit résulter d'une tolérance contraire à la loi, c'est-à-dire d'une administration où il y a des réglemens faits pour empêcher le débit des livres qui n'ont pas été réglemés, des lois pénales contre les délinquants, mais où la liberté et la licence sont établies malgré les réglemens et les lois ?*

Bien des gens croient qu'il est inutile de s'occuper de la liberté de la presse, puisque dans le fait tout s'imprime librement et souvent publiquement.

(8) Il pense à Voltaire et à d'Alembert.

Or, rien n'est plus mauvais, affirme Malesherbes, qu'une *tolérance contraire à la loi*.

La tolérance contraire à la loi a pour résultat de nous inonder d'ouvrages d'auteurs médiocres, vaniteux, exaltés, outrecuidants, et de nous priver de ceux d'écrivains modestes et raisonnables qui ne veulent pas courir le risque d'imprimer quand une loi le défend.

Malesherbes prend l'exemple de ce qui s'est passé récemment au sujet des lois criminelles. Rien n'est plus utile que d'écrire sur cette matière, en toute liberté : discuter les lois existantes, en proposer la réforme, ce n'est pas encourager à la désobéissance ; or, ce n'est que dans les livres exposés à l'examen de toute la nation que cette discussion peut être bien faite. Et pour cela il ne faut pas compter sur les magistrats : *« si l'on n'entendait qu'eux, je craindrais qu'on ne réformât jamais rien. »*

Il en est de même pour les questions scientifiques ; il est juste que tous les citoyens soient admis à proposer leurs vues et il est très utile que ces questions soient agitées par des gens de différents états.

Revenant sur ce qui s'est produit à l'occasion du projet de réforme de la procédure criminelle, Malesherbes dégage la conclusion suivante :

« La nation n'est instruite jusqu'à présent que par des auteurs qui ont beaucoup d'esprit et d'éloquence, mais qui sont trop peu versés dans la matière qu'ils ont traitée. »

Or, la réforme de notre procédure civile et criminelle est un de ces problèmes qui doivent s'imposer aux délibérations des Etats Généraux et qui doivent être traités froidement, en partant d'une information attentive et avec une sage réflexion.

Sur cette question comme sur bien d'autres, *« il faut que la nation soit instruite d'avance sur ce qui l'intéresse, qu'elle le soit par des gens de différents états et de différents caractères ; il faut donc abolir les lois prohibitives qui empêchent beaucoup de gens éclairés de dire ce qu'ils pensent, quoiqu'il y en ait d'autres qui ne sont point arrêtés par cet obstacle ».*

CHAPITRE III. — *Comment et pourquoi la tolérance contraire à la loi s'est établie au point où elle en est en France depuis quelques années ?*

La réponse est toute simple : *« C'est qu'il n'y a point de loi qui soit exécutée lorsqu'une nation entière cherche à favoriser la fraude et que le gouvernement lui-même reconnaît qu'il faut souvent fermer les yeux. »*

Au cours de ce long chapitre, particulièrement intéressant par ce qu'il nous révèle des idées et des goûts littéraires de l'auteur, Malesherbes s'efforce de montrer que le gouvernement a refusé la permission

expresse à un grand nombre de livres que le public désire avec le plus d'ardeur. Il prend l'exemple de la *Henriade* et du *Siècle de Louis XIV* de Voltaire, du *Télémaque* de Fénelon, de *l'Esprit des Lois* que Montesquieu fit éditer à Genève sans avoir eu même l'idée de le faire imprimer en France (et dont Malesherbes retrace la publication et rappelle le succès), de *l'Encyclopédie* qui devint clandestine à partir du huitième volume.

« Quelques ouvrages de J.-J. Rousseau ont été condamnés et l'auteur décrété de prise de corps ; il a reparu depuis à Paris sans s'assurer du consentement de personne, et une sorte de pudeur a empêché de mettre le décret à exécution. » (9)

Malesherbes cite également les ouvrages de Hume, dont la traduction n'a pu paraître en France qu'avec des permissions tacites, ainsi contre la disposition des lois du royaume ; une partie des ouvrages de l'abbé de Mably et de son frère le grand philosophe Condillac qui eux aussi n'ont paru qu'avec des permissions tacites. Et je ne parle pas, dit Malesherbes, des ouvrages d'auteurs vivants.

« La loi défendant les livres dont le public ne peut pas se passer, il a bien fallu que le commerce de la librairie se fît en fraude de la loi.

« La plupart des imprimeurs sont fraudeurs parce que sans cela ils ne vendraient rien [...]. Leurs spéculations sont d'acquérir le manuscrit d'un auteur, en tâchant de prévoir le débit qu'il aura et leur fortune est d'en trouver qui aient une grande vogue ».

Or, comme il y avait en France beaucoup d'ouvrages auxquels on ne consentait à donner ni privilège ni permission publique et scellée, mais qu'on voulait cependant voir paraître, on imagina les permissions tacites qui n'existaient pas au temps de Louis XIV.

Ici, Malesherbes explique ce que sont les permissions tacites dont il a d'ailleurs déjà parlé dans ses *Mémoires sur la Librairie*, et avoue son ignorance de leur origine exacte et de la date où elles apparurent ; il parle aussi de ces simples tolérances qui ne donnent lieu à aucune inscription sur un registre et qui « ne sont proprement que des assurances d'impunité ». Assurances d'impunité qui d'ailleurs ne sont pas toujours respectées, comme on fit pour les *Lettres de Madame de Maintenon*, dont l'édition fut faite à l'étranger, qu'on laissa vendre en France, mais dont l'auteur se vit frustrer de l'impunité qu'on lui avait promise.

Dans les pages qui suivent, Malesherbes nous renseigne sur les divers procédés qu'utilise la fraude ; magasins secrets où sont apportés les livres qui n'ont point de permission expresse, colporteurs et distributeurs subalternes, protection accordée à certains libraires par

(9) Ces lignes sont suivies d'un émouvant jugement sur Jean-Jacques que nous avons cité dans notre ouvrage *J.-J. Rousseau et Malesherbes, avec des documents inédits*. Fischbacher éditeur, Paris.

des personnages influents, petites presses portatives, etc... Et tout cet ensemble de faits l'amène à formuler la proposition suivante :

« J'établis donc, comme une proposition certaine, que la loi qui exige la permission expresse, et par conséquent la censure préalable, nous conduira toujours à cet état des lois existantes et non exécutées, dans lequel la licence règne sans que la nation ait la liberté qu'elle est en droit de demander, et j'en conclus qu'il est nécessaire d'abroger cette loi. »

Ce qui ne signifie pas, précise Malesherbes en note, qu'il faille supprimer la censure (il s'en expliquera plus loin).

D'autres pays ont dans leur législation l'exigence de la censure préalable, mais si l'excès de la contrainte n'y a pas produit, comme en France, l'excès de la licence, c'est que ces nations ne sont pas *« affamées de livres nouveaux comme la nation française »*, et il en était de même chez nous dans les siècles passés.

Tout a bien changé de face, en effet, et surtout depuis un demi-siècle.

« L'empire de la littérature, si j'ose me servir de ce terme, a fait depuis l'art de l'imprimerie, des conquêtes immenses et plus depuis cinquante ans que dans tous les âges qui nous ont précédés. Aujourd'hui, il n'y a presque aucun objet de la pensée qui ne soit la matière d'un livre. »

Abordant maintenant la question de la censure, Malesherbes s'attache à justifier l'institution de censeurs royaux, mais à condition que ces censeurs soient compétents, bien choisis, et que leur indépendance à l'égard de l'administration soit bien établie. Les administrateurs de l'Etat, eux, ne doivent pas assumer l'examen des livres.

« Quand je fus chargé de la Librairie, M. d'Argenson me conseilla de ne me charger jamais moi-même de l'examen d'aucun ouvrage, et j'ai suivi ce conseil. » (10)

Mais le jugement d'un censeur est chose éminemment subjective, donc arbitraire ; de plus, le censeur aura sans cesse la crainte de se faire des ennemis ; enfin il peut arriver souvent qu'il soit trompé dans l'examen des livres.

« Les deux premières propositions prouvent que la censure préalable sera toujours un obstacle à la liberté qui est devenue nécessaire en France. La troisième prouve qu'elle ne sera jamais un frein suffisant pour arrêter la licence. »

Pour étayer ces trois propositions, Malesherbes se réfère à son expérience d'ancien directeur de la Librairie. Certes les jugements des censeurs comportent une grande part d'arbitraire et *« le sort d'un ouvrier dépend du hasard qui le fait tomber entre les mains d'un*

(10) Il ne l'a pas toujours suivi, comme nous l'avons constaté en quelques circonstances. Il ne se chargeait pas, à proprement parler, de la censure d'un ouvrage, mais il lui arrivait de superviser le travail du censeur.

censeur ou d'un autre ». Il cite l'exemple du premier discours de Rousseau (sur les sciences et les arts) qui souleva la révolte du censeur désigné ; il rappelle aussi la prévention de la plupart des censeurs à l'égard de la personne de Voltaire, prévention qui les conduisait à condamner presque tous les ouvrages de ce grand homme uniquement parce qu'ils sortaient de sa plume ; alors que d'autres censeurs ne consentaient même pas à approuver une critique littéraire de Voltaire sous prétexte que « *l'honneur de la nation était intéressé à ne pas laisser insulter l'homme par qui la France était illustrée* ». Tels autres censeurs n'admettaient pas des ouvrages qui déclaraient la musique italienne supérieure à la musique française...⁽¹¹⁾

Quant à la seconde proposition, la crainte que le censeur éprouve de se faire des ennemis, il est également facile de la démontrer ; les censeurs sont choisis parmi les gens de lettres ; or tout homme de lettres dépend de beaucoup de gens puissants et il ne faut point s'exposer à leur déplaire par l'approbation d'un livre.

Ainsi, « *la liberté demandée aujourd'hui pour les auteurs qui écrivent sur les intérêts de la nation est incompatible avec aucune espèce de censure* ».

Reste la troisième proposition : le censeur le plus éclairé peut être trompé, et il l'est souvent. Là encore, Malesherbes se fonde sur son expérience de treize années. Il est aisé de concevoir comment un censeur peut se tromper ou être trompé ; si l'ouvrage est volumineux il peut avoir eu des distractions pendant sa lecture ; mais il est arrivé souvent qu'un censeur se soit trompé sur des ouvrages « *assez courts pour qu'on puisse réfléchir sur chaque phrase* ». Il est arrivé encore qu'ils se soient trompés « *sur des ouvrages où c'est le système général, et non pas quelques traits épars qui a été un scandale pour les gens de bien* » et même lorsqu'ils avaient été avertis qu'il fallait être en garde contre l'auteur.

Et c'est ici que Malesherbes raconte l'histoire stupéfiante de la censure de l'*Encyclopédie* et l'aventure non moins étrange du malheureux censeur Tercier, à qui le livre de l'*Esprit* fut fatal.⁽¹²⁾

Résumant ce chapitre, l'auteur conclut : « Je regarde comme certain : 1°) que l'inexécution des règlements de librairie est venue de ce qu'on a refusé la permission pour une multitude de livres qui sont devenus nécessaires à la nation ; 2°) que, quelque chose qu'on fasse, ces permissions seront toujours refusées, par conséquent tant qu'on laissera subsister la loi qui exige pour chaque livre une permis-

(11) Ici se place une analyse curieuse, et très intéressante par sa pénétration psychologique, des motifs pour lesquels il peut y avoir inconcordance totale entre le jugement d'un censeur et l'opinion du public.

(12) Cf. première partie, chap. V : Malesherbes et l'*Encyclopédie* (La censure et son mystère, et L'affaire de l'*Esprit*).

sion expresse après une approbation préalable, les règlements sur cette partie d'administration seront toujours illusoires. » (13)

CHAPITRE IV. — *Quel est le meilleur moyen d'obvier à la licence des libelles : ou de soumettre les livres à la censure (loi de France et de quelques royaumes), ou de ne rien prescrire aux auteurs et de laisser à la justice le soin de punir les délits (lois d'Angleterre et de quelques autres pays) ?*

Ce chapitre se réduit à quelques lignes. Avant de se prononcer sur cette question et sans se laisser enfermer dans ce choix, Malesherbes déclare qu'il veut examiner auparavant si la loi anglaise produirait en France les mêmes effets qu'en Angleterre, ce qui est l'objet du cinquième chapitre.

CHAPITRE V. — *La loi anglaise introduite en France y produirait-elle les mêmes effets qu'en Angleterre, c'est-à-dire l'heureux effet de donner aux citoyens honnêtes et raisonnables la liberté de produire leurs sentiments et le mauvais effet d'augmenter la licence des libelles et d'autoriser les satires personnelles ?*

Malesherbes compare les deux jurisprudences, anglaise et française ; en Angleterre les juges doivent s'en tenir aux termes précis de la loi ; ils ne peuvent jamais décider d'après leurs propres lumières qu'une action que la loi n'a ni prévue ni définie soit crime. En France, les juges ont beaucoup plus de latitude ; l'esprit de la loi supplée au texte littéral ; on peut condamner si l'on juge que l'intention effectuée a été mauvaise, même si le cas n'a pas été prévu par la loi.

Cette différence doit rendre l'effet de la suppression de la censure très différent dans les deux pays. Par exemple, pour les libelles diffamatoires, en Angleterre on punira seulement si l'auteur a outragé un citoyen en le nommant ; en France on punirait même si l'auteur, sans nommer personne, faisait de celui qu'il veut insulter un portrait auquel on ne pourrait se méprendre. En France les juges ne se regardent pas uniquement comme des interprètes de la loi ; en matière d'impiété ou d'atteinte à l'ordre public, ils formulent une doctrine.

D'où il résulte qu'il n'y aurait aucun métier plus dangereux que celui d'auteur si les auteurs avaient à répondre devant la justice de tous leurs ouvrages. S'ils n'avaient plus la sauvegarde de la censure, ils auraient des censeurs d'un autre genre, et bien plus redoutables ; ils en auraient autant qu'il y a de conseillers au Parlement ou au Châtelet qui ont le droit de les dénoncer. Au lieu d'être obligés de supprimer quelques traits dans leur ouvrage, ils devraient subir un procès criminel *« dans un pays où les lois ne sont pas précises et*

(13) Malesherbes fait valoir ailleurs un autre argument : « Un des avantages de cette liberté sera précisément que le gouvernement ne soit plus présumé comme par le passé, approuver toutes les sottises des auteurs. » (Lettre — inédite — à Turgot, 1775, B. N. *Nouv. Acq.* 13094.)

où le jugement dépend de la façon de penser de ceux qui un tel jour tiennent le tribunal ».

Autre différence entre l'Angleterre et la France : en Angleterre les juges ne forment point un corps ; en France, ils en constituent un : or un corps ne doit pas avoir d'inspection sur la publication des pensées des citoyens. En Angleterre la procédure criminelle prévoit une instruction publique ; en France les jugements sont rendus sur des procédures secrètes.

Pour illustrer cette antithèse, Malesherbes oppose l'affaire Wilkes en Angleterre et l'affaire Dupaty en France.

Wilkes avait publié une feuille où le gouvernement se croyait insulté. (14) On lui fit un procès. La nation se réveilla ; on pensa qu'il serait du plus grand danger que les juges prissent l'habitude de flétrir les auteurs qui avaient déplu aux puissances. Par la force de l'opinion publique, Wilkes fut non seulement absous, mais regardé comme un illustre persécuté.

Trois hommes du peuple accusés d'assassinat avaient été condamnés à la roue sans preuves absolues. (15) Plusieurs juges étant opposés à l'arrêt, il y eut sursis. Dupaty, avocat général au Parlement de Bordeaux, s'enflamme pour cette affaire, publie un mémoire (qu'il fait signer d'un avocat) où il attaque les principes de notre procédure criminelle. Il a pour lui le public, déjà révolté par l'affaire Calas et plusieurs autres, mais contre lui les magistrats. Dupaty est décrété, l'avocat rayé du barreau. Acte de vengeance qui crée pour l'avenir une jurisprudence très grave.

Donc la loi qui supprimerait la censure en soumettant les auteurs à toute la rigueur de la justice ne produirait pas les mêmes effets en France qu'en Angleterre.

Mais cela ne signifie pas qu'il ne faille pas briser les vieilles gênes qui s'opposent à la libre expression de la pensée. La critique salutaire des lois est aujourd'hui permise à tous les citoyens ; elle leur a été même recommandée par le Roi lui-même qui vient d'annoncer aux Notables que « *la justice civile et criminelle serait perfectionnée* ». Et Malesherbes s'élève ici aux plus hautes revendications :

« On demande la juste liberté d'écrire dans un siècle qui voit tous les jours éclore sur tous les objets possibles des vérités inconnues à nos ancêtres. Nous sommes dans un moment où la nation invoque les lumières de tous les citoyens sur les objets qui l'intéressent... ».

Il y a des sciences, comme la morale ou la métaphysique, où il ne serait pas possible d'écrire une ligne (si l'on se bornait à supprimer la censure) sans s'exposer à un procès criminel. En histoire, on n'écri-

(14) John Wilkes, publiciste et homme politique (1727-1797). C'est en 1762 qu'il fonda, avec Churchill, son journal satirique, le *North Briton*.

(15) Il s'agissait de trois paysans des environs de Chaumont ; ils furent libérés en décembre 1787 après des années d'efforts et malgré un arrêt du Parlement de Paris ordonnant la destruction par le bourreau du *Mémoire justificatif* de Dupaty.

rait plus que de sèches chroniques *« parce qu'il n'y a aucune histoire dont on ne puisse faire l'application au temps présent »*. Le même danger menacerait la jurisprudence et même les sciences physiques et la médecine. (16) On courrait aussi des risques en écrivant sur les métiers. *« J'ai reçu, témoigne Malesherbes, plusieurs fois des plaintes à ce sujet quand j'étais chargé de la Librairie »*. En effet, les artisans qui écrivaient pour faire connaître des procédés nouveaux suscitaient fréquemment des protestations des concurrents : à ceux-ci Malesherbes fermait la bouche en leur disant que l'ouvrage était approuvé et imprimé, mais s'il n'y avait pas eu de censure, les rivaux de l'artisan-auteur auraient sûrement trouvé des protecteurs chez les magistrats.

Quant aux belles-lettres qui font la gloire d'une nation et adoucissent les mœurs, doit-on exposer ceux qui s'y adonnent à des dangers toujours renaissants ? Si les auteurs étaient livrés à l'arbitraire des juges, Molière et La Bruyère auraient eu beaucoup de procès criminels à soutenir ; l'un se serait décidé à se faire imprimer à l'étranger, et l'autre aurait sans doute renoncé à la comédie de caractères, se cantonnant dans ce *« genre de comédie qui n'est piquant que par le comique de situation »*.

Malesherbes ajoute qu'une totale suppression de la censure entraînerait un développement excessif des presses clandestines.

Ainsi la licence serait la même qu'aujourd'hui, mais on serait privé des ouvrages de beaucoup d'auteurs qui ne veulent pas se faire des affaires et nombre de gens de lettres seraient ou voués au chômage ou exposés tous les jours à des procès.

CHAPITRE VI. — *Peut-on concilier la loi d'Angleterre, qui n'exige pas la censure, et l'ordre judiciaire établi en France ? Et comment peut-on éviter les inconvénients exposés dans les précédentes questions ?*

En conséquence de ce qui vient d'être dit, Malesherbes n'est pas d'avis d'abolir la censure. Il croit qu'il faut *« prononcer plus précisément qu'on ne l'a fait jusqu'à présent, que les auteurs qui auront subi cette épreuve, ne pourront plus être recherchés par la justice »*. *« Mais, poursuit-il, je crois qu'il ne faut pas soumettre à la censure ceux qui y ont de la répugnance, et qu'il faut permettre à ceux-là d'imprimer à leurs risques, péril et fortune, ce qui est la liberté de la presse demandée par une partie du public et en dernier lieu par le Parlement. Toutefois, il y aura quelques précautions à prendre ; les unes pour la sûreté des censeurs et des auteurs de bonne foi, les autres pour obvier autant qu'il est possible à la licence »*.

Ce sont les précautions du premier ordre que Malesherbes envisage d'abord.

Faisant appel à son expérience de directeur de la Librairie, il cite des exemples d'auteurs d'abord approuvés et ensuite déferés à la

(16) Malesherbes évoque ici les obstacles que la méthode d'inoculation rencontra dans la magistrature.

justice ainsi que les censeurs qui leur avaient donné leur approbation. Le cas le plus fameux est celui d'Helvétius et du censeur Tercier dans l'affaire du livre de *l'Esprit*. Le Parlement s'était borné, content de leur soumission, à faire à Helvétius et à Tercier une injonction ; il n'en serait plus de même aujourd'hui car tous les corps sont disposés à exercer tous leurs droits, même ceux dont naguère ils ne faisaient jamais usage. (17)

a) garanties à donner aux auteurs. Il ne faut pas qu'un auteur qui s'est soumis à la censure puisse être exposé par la suite à un procès criminel. Il est juste de donner un garant à l'auteur qui ne veut pas contrevenir aux lois. Certes les principes de la censure sont arbitraires et ce qui est répréhensible aux yeux d'un homme peut ne pas l'être aux yeux d'un autre. Mais mieux vaut encore avoir à subir les fantaisies d'un censeur que celles de tous les conseillers au Parlement ou au Châtelet à qui le livre déplaira et qui se seront peut-être laissé entraîner par la véhémence des dénonciateurs. Les fantaisies d'un censeur sont incommodes, celles de la justice peuvent être cruelles. Ainsi donc il faut établir que lorsque l'ouvrage approuvé sera réellement condamnable, seul le censeur sera poursuivi, sauf dans le cas où le censeur aura été manifestement trompé par l'auteur. D'où la nécessité de bien choisir les censeurs qui doivent être éclairés, prudents, capables de discernement, être en garde, en particulier, contre les satires personnelles, car l'action des particuliers doit toujours être recevable : c'est ce qu'il faut établir expressément. *« Quand j'étais chargé de la Librairie la question n'était pas douteuse ».*

b) garanties à donner aux censeurs. L'idée essentielle de Malesherbes est que, si un censeur doit être puni, il doit l'être par l'autorité immédiate du Roi, de qui il tient sa mission. Certes, ce principe risque d'être vivement critiqué *« dans un moment où il y a un cri général contre les autorités arbitraires »*, mais Malesherbes entend démontrer :

— que la punition d'un censeur par l'autorité du Roi n'est pas contraire au droit qu'ont tous les citoyens d'être jugés par les tribunaux ; qu'il serait contraire à la justice naturelle supérieure à toutes les lois que les fautes commises par un censeur dans ses fonctions fussent jugées par d'autres que par le Roi lui-même.

La première proposition est aisée à prouver : le militaire doit être jugé par la loi militaire, un ambassadeur ou un commis des Affaires étrangères par l'administration dont il relève ; de même le censeur s'est soumis à l'administration lorsqu'il a accepté les fonctions de censeur et les tribunaux ne peuvent pas le juger parce qu'ils ne connaissent pas les instructions qu'il a reçues de l'administration.

Pour prouver la seconde proposition, Malesherbes fait état des

(17) C'est à partir de ce développement que les deux copies diffèrent. Nous résumons la version définitive.

variations de la censure et cite l'exemple de *l'Esprit des Lois*, livre naguère proscrit partout et aujourd'hui considéré comme un ouvrage « nécessaire à tous ceux qui prendront part aux assemblées nationales ». Les principes de la censure étant incertains, le censeur n'a autre chose à faire dans les cas douteux que de consulter le magistrat dont il tient sa commission, lequel reçoit ses instructions du prince : en définitive, il faut savoir les instructions du Roi.

Si les censeurs devaient rendre compte de leur conduite à un autre que celui dont ils tiennent leur mission et dont ils reçoivent leurs instructions, on ne trouverait plus personne pour accepter la place de censeur. Malesherbes propose même de supprimer l'obligation de faire imprimer sur les livres l'approbation du censeur, car celui-ci n'a pas de compte à rendre au public, il n'est responsable que devant son ministre ; certains censeurs craignent d'ailleurs à juste titre de se faire des ennemis en se désignant publiquement.

Quelques objections sont facilement réfutables : indulgence excessive de l'administration et du Roi à l'égard des ouvrages condamnables ; mais cette indulgence relève du droit de grâce qui est dévolu au Roi ; le Parlement acceptera-t-il une loi qui soustraira les censeurs à son autorité ? mais cette loi ne fera que réserver au Roi le même droit que les Parlements veulent acquérir : or, le Roi fait à l'heure actuelle assez de sacrifices, qui lui valent la reconnaissance de son peuple. « On sera indigné qu'il y eût des corps dans le royaume qui voulussent lui disputer un droit qu'ils s'attribuent à eux-mêmes sous prétexte de demander la liberté de la presse ».

Enfin, Malesherbes répond aux « partisans de la puissance populaire » qui voudraient voir créer un tribunal national choisi par les Etats Généraux pour juger les délits de presse. L'idée est fort belle dans la spéculation, mais si ce tribunal est créé, ce sera pour juger d'autres délits et il aura naturellement à s'occuper des délits de librairie. En attendant cela, conclut Malesherbes, « le moyen que je propose est celui qui me paraît le plus propre à procurer aux auteurs et à la nation une liberté réelle ». (18)

Dans une seconde partie, Malesherbes (19) va envisager les précau-

(18) Les pages que nous venons d'analyser sont celles de la seconde version. La première, celle que Malesherbes désavouait dans sa lettre à d'Hémery, est différente beaucoup moins par la substance que par la rédaction proprement dite.

Malesherbes s'étend assez longuement sur l'idée qu'à l'heure actuelle tous les corps cherchent à accroître leurs pouvoirs et leurs prétentions et qu'en particulier il est très possible que le Parlement veuille se réserver le droit d'intervenir dans des cas où auparavant le Roi seul intervenait. Il ne justifie pas aussi clairement que dans la version définitive l'idée que le censeur doit répondre de sa conduite au Roi seul de qui il tient sa mission.

Il propose d'« ordonner que les livres imprimés avec permission et approbation ne pourront être déferés à la justice que par ordre exprès donné par le Roi », qui fera dénoncer le livre par le procureur général, — solution hybride qui a le gros défaut de livrer dans certains cas les censeurs à l'arbitraire des tribunaux, alors qu'il s'agit précisément de les y soustraire. Dans l'ensemble le développement manque de force et de clarté et la seconde version apparaît bien plus satisfaisante pour l'esprit.

(19) A partir d'ici les deux copies sont semblables.

tions pour que la liberté accordée en dispensant de la censure ne dégénère pas en licence.

Puisque la justice n'a plus que le droit de punir les auteurs qui ne se seront pas soumis à la censure, il faut du moins lui donner ce droit dans toute son étendue. Et tout d'abord empêcher les impressions clandestines, par lesquelles un auteur coupable peut se soustraire aux poursuites.

On a proposé de permettre à tout le monde d'écrire, mais en se nommant. *« Mauvais moyen, pense Malesherbes. On ne peut pas exiger de l'homme faible de dire une vérité qui déplaît à l'homme puissant capable de l'écraser, ni du particulier de dire celle qui déplaît à un corps contre la puissance de qui aucun particulier ne peut lutter ».*

Il est, affirme l'auteur, des vérités qui ne seront jamais dites si on ne peut les dire qu'en se nommant. Ainsi, qui dira la vérité sur les abus de la justice, sur ceux de l'administration, de l'armée, de la marine ?... les plus compétents, les gens du métier ! mais ces gens là courront précisément le risque de perdre leur place ; alors ils se tairont.

Ici Malesherbes se trouve amené (et ce n'est pas la partie la moins originale de son mémoire) à justifier les écrits anonymes auxquels on attache généralement une signification odieuse.

Montesquieu a flétri les délations anonymes qui étaient pratiquées dans la république de Venise. Or, rétorque Malesherbes, ces délations étaient odieuses, non point tant parce qu'elles étaient anonymes, mais parce qu'elles étaient faites à une puissance qui statuait arbitrairement sur la vie des hommes et à une justice qui s'exerçait clandestinement.

En France, un vieux préjugé s'attache aux lettres anonymes, surtout à celles qu'on écrit aux maris pour les avertir de l'infidélité de leurs femmes.

« Je trouve que l'indignation générale contre les lettres anonymes écrites aux maris vient à peu près du même principe que celle qu'on a contre les délations de Venise. Ce sentiment est fondé sur ce que ces délations excitent une puissance tyrannique ou éclairent une puissance qu'il faut laisser dans l'erreur.

« Mais il n'en faut pas conclure qu'il n'y a pas des lettres anonymes utiles. Il y en a même qui sont nécessaires pour la classe des malheureux citoyens à qui toutes les autres ressources manquent ».

Et ici Malesherbes cite comme exemple les lettres anonymes que l'on peut écrire contre un intendant, un commandant, tyrans d'une province, contre un magistrat qui abuse de son pouvoir. Il faudrait, suggère-t-il, un tribunal constitué qui aurait pour tâche de trier les lettres anonymes et d'examiner celles qui paraissent être sérieuses et valables. Mais ce projet est une chimère qui n'est applicable ni dans l'état de nos lois, ni dans celui de nos mœurs, *« car en France,*

on ne cesse de dire qu'il faut défendre les faibles contre l'oppression des puissances et cependant je vois tous les jours que, par toutes sortes de considérations, on refuse aux faibles les seuls moyens de défense qu'ils peuvent avoir ».

Cela dit, il faut chercher un moyen pour que soient découverts et punis les libellistes calomniateurs.

Pour atteindre ce but, Malesherbes propose la solution suivante : ordonner que les imprimeurs et libraires qui auront fait paraître des ouvrages pour lesquels on ne se sera pas soumis à la censure, soient responsables des condamnations civiles ou pécuniaires, sauf leur recours contre l'auteur.

« Je ne trouve pas injuste qu'un libraire qui n'entreprend un ouvrage que pour gagner, coure le risque de perdre pourvu qu'il soit averti par la loi qu'il s'y expose ».

On objectera que par ce moyen, il sera facile de faire imprimer un livre, quelque scandaleux qu'il soit, en y sacrifiant la somme à laquelle on prévoit que montera l'amende. Mais, répond Malesherbes, cela se produira également sans qu'on fasse la loi que je propose. En effet, quiconque voudra sacrifier une somme pour faire imprimer un livre dispose de mille moyens, sans se compromettre, ne serait-ce que d'envoyer son manuscrit à un libraire étranger qui fera l'édition et se chargera d'en faire entrer — moyennant de l'argent — les exemplaires en France. *« Ce serait donc une très mauvaise spéculation de la part d'un auteur et d'un libraire que de consigner en quelque sorte une amende pour faire imprimer en France ce qu'on peut faire imprimer ailleurs avec moins de frais et de risques ».* Quant à la punition corporelle que pourrait mériter l'auteur d'un livre criminel, il lui serait facile de s'y soustraire, et cela par les mêmes moyens, en faisant imprimer hors de France ou même en France dans des imprimeries clandestines.

Malesherbes va démontrer ensuite que le commerce avec les étrangers rend inutiles toutes les précautions qu'on prend dans le royaume. La langue française est parlée dans beaucoup de pays d'Europe et l'on trouve partout à l'étranger des imprimeurs qui ont l'habitude d'imprimer le français. De plus, notre nation a un goût particulier pour les livres et bien des gens veulent avoir une bibliothèque par vanité. *« On préfère les livres qui ne sont pas permis »* et *« il n'y a point de contrebande qui ne se fasse quand il y a beaucoup d'acheteurs pour des marchandises prohibées ».* Enfin, *« le refus de permission pour les ouvrages que le progrès des lumières rendait nécessaires, a obligé le public à recourir aux livres défendus. La grande faute a été de défendre ce qu'il est impossible d'empêcher. »* (20)

Réservez donc la rigueur des lois pour les livres qui méritent réellement d'être proscrits !

(20) C'était une des idées essentielles du second mémoire sur la Librairie (Cf. plus haut, première partie, chap. VII).

« Il ne faut pas se flatter de faire cesser absolument le commerce des mauvais livres et cette espérance chimérique ne doit pas empêcher de donner aux citoyens la juste liberté de parler à la nation par la voie de l'impression, liberté si nécessaire dans les circonstances présentes et qui sera une partie essentielle de la Constitution que la nation désire et que le Roi est disposé à lui accorder ».

Malesherbes sait bien que son projet n'est qu'un expédient, mais il permettra d'attendre le jour où « *tous les tribunaux du royaume, dirigés par la nation elle-même, seront pénétrés de principes assez certains sur cette liberté pour que les auteurs qui dans leur conscience savent qu'ils n'ont point d'intention criminelle soient bien assurés qu'ils n'ont rien à craindre* ».

Dans un post-scriptum, Malesherbes nous dit qu'il vient de lire la brochure de Mirabeau sur la liberté de la presse.⁽²¹⁾ Il enregistre avec plaisir le fait que Milton⁽²²⁾ considérait déjà la liberté de la presse comme le fondement de la liberté des nations. Toutefois, Milton a tort de rendre l'Eglise romaine et l'Inquisition entièrement responsables des entraves apportées à la liberté d'écrire : si l'imprimerie avait été connue, on aurait institué une censure dans la Rome antique.

*
**

Le *Mémoire sur la liberté de la presse* est un document d'un immense intérêt. Les idées libérales qui, trente ans auparavant, s'exprimaient déjà avec vigueur dans le troisième des cinq *Mémoires sur la Librairie*, Malesherbes les a repensées, en a précisé la portée au contact des événements et il les formule à présent dans toute leur ampleur, en homme qui a compris l'évolution de l'opinion publique et les besoins irrépressibles des esprits. Au seuil de l'ère nouvelle qui va s'ouvrir, la liberté pour tout citoyen de s'exprimer lui apparaît comme un droit absolu dont la nation, qui en bénéficiera, ne peut être frustrée. Sans doute n'est-il pas d'avis de supprimer totalement la censure, mais il ne l'envisage guère que comme une garantie contre l'arbitraire des tribunaux et il la réduit à une simple option. Les ouvrages à proscrire se ramènent pour lui à la double catégorie des livres licencieux et surtout des écrits diffamatoires dont il a toujours horreur. Toute son expérience de directeur de la Librairie, dont il fait constamment état, tout ce qu'il a vu depuis un demi-siècle le persuade qu'il est absolument vain — vain et nuisible d'ailleurs — de dresser des barrages contre la pensée humaine et d'essayer d'endiguer le flot des idées nouvelles. Et c'est sans orgueil, mais avec la conscience d'avoir depuis longtemps discerné l'inéluctable transformation, qu'il peut dire de lui qu'il est « *le plus ancien défenseur de la liberté d'écrire* ».

(21) *Sur la liberté de la presse, imité de l'anglais de Milton*, par le comte de Mirabeau. Londres, 1788, in-8°, 66 pages.

(22) *Areopagitica. For the liberty of unlicensed printing* (1644). Traduit et préfacé par Olivier Lutaud (Editions Montaigne, 1956).

CHAPITRE XIV

LES PREMIERES ANNEES DE LA REVOLUTION

LA NATION ET LE ROI - MALESHERBES ET CONDORCET LE JEUNE CHATEAUBRIAND ET LE VOYAGE EN AMERIQUE DERNIERS TRAVAUX

« Si l'on me somrait de dire aujourd'hui ce que je pense, il faudrait le dire sans ménagement et dans les termes les plus clairs, sans quoi je serais traître à ma patrie. »

Les travaux préparés par Malesherbes pour l'Assemblée Nationale. — Inquiétudes et découragement de Malesherbes. — Sa lettre à Boissy-d'Anglas à propos du projet de décret de Beauharnais ; fidélité au principe monarchique ; le Roi ne doit pas être un fantôme de roi. — Malesherbes et Condorcet : leurs relations antérieures, les causes de leur rupture. Louis Alexandre de La Rochefoucauld d'Enville. — Malesherbes se réfugie de plus en plus dans l'étude et la méditation. Les travaux de ces dernières années. Le Mémoire sur les occupations de la noblesse ; le Mémoire sur la réorganisation des Académies ; le Mémoire sur les princes. — Le jeune Chateaubriand et Malesherbes : la part de Malesherbes dans la préparation du voyage en Amérique ; mise au point du plan définitif. — Départ de Chateaubriand pour l'émigration. — Le dernier voyage de Malesherbes : Lausanne. — La montée des périls : avant le 10 août.

La crise révolutionnaire est ouverte. Pendant les années qui vont se dérouler, Malesherbes, se bornant à suivre avec passion les événements, ne jouera plus aucun rôle public. Il ne siègera pas plus aux Etats Généraux et à l'Assemblée nationale qu'il n'avait siégé aux Notables. Qu'il ait approuvé les actes les plus importants dont s'illustra la première phase de la Révolution, c'est ce qui ne fait aucun doute. Le doublement du Tiers, décidé par Necker malgré la seconde Assemblée des Notables, le serment du Jeu de Paume, la transformation des Etats Généraux en Assemblée nationale constituante, le vote de la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen* suivant de près l'abolition des privilèges, toutes ces grandes mesures qui transformaient la nation et ouvraient un monde nouveau, étaient trop conformes à ce qu'il avait appelé de ses vœux depuis plusieurs années pour qu'il ne les accueillît point, dans l'ensemble, avec faveur

et même avec enthousiasme, bien que le spectacle des premières violences populaires, celles du 14 juillet et des 5 et 6 octobre, fût de nature à tempérer son optimisme.

Mais il ne faut pas de longs mois pour que son inquiétude augmente. La lettre qu'il écrit au président Rolland, son ancien compagnon d'exil, le 26 juillet 1790, à l'heure où l'Assemblée nationale s'apprête à détruire l'ancienne magistrature, témoigne déjà d'une amère lassitude. A quoi bon, dit-il, faire le mémoire qui lui est demandé pour prévenir la délibération et le vote de l'Assemblée ?

« Hélas, Monsieur, j'ai fait depuis deux ans bien des travaux sur les matières de mon ressort que je prévoyais qui seraient agitées à l'Assemblée nationale. Je me suis bien gardé de les produire quand j'ai vu comme tout se faisait. Dans le temps des violentes passions, il faut bien se garder de faire parler la raison... »

Le fait est que Malesherbes, outre les mémoires qu'il remit au Roi en 1788 avant de quitter son poste ministériel, et que nous avons analysés dans un chapitre précédent, outre le *Mémoire sur la liberté de la presse*, rédigea dans les débuts de la Révolution plusieurs travaux, à l'intention, comme il le dit lui-même, de l'Assemblée Nationale. Il ne les produisit point, se bornant à les communiquer un peu plus tard (il le dit encore) à sa famille et à ses amis. Il y a, parmi ces travaux, l'admirable *Mémoire sur les ordres du Roi*, dont nous avons parlé précédemment et qui traite (nous l'avons vu) des lettres de cachet et de l'organisation de la police. Il y a des travaux sur des questions secondaires et limitées, comme les arrêts de surséance et les sauf-conduits. (1) Ces ouvrages datent des premiers mois de l'année 1789 ; ils lui apparurent bientôt comme inutiles devant la montée des passions et surtout devant la perspective d'une transformation complète des institutions politiques.

Néanmoins il ne pouvait se murer dans le silence, lorsqu'on avait recours à ses avis. Le 22 novembre 1790, à la suite d'un projet de décret du vicomte de Beaubarnais limitant les droits du souverain, il adresse à Boissy d'Anglas, député à la Constituante (2), qui lui avait

(1) Le mémoire sur les arrêts de surséance et sur les sauf-conduits (*Archives de Rosambo*, carton 13, dossier 1), concerne les rapports entre créanciers et débiteurs et plus particulièrement entre les entrepreneurs de grands travaux créanciers du Trésor royal et leurs fournisseurs à l'égard desquels ils sont eux-mêmes débiteurs. Malesherbes, rappelant les initiatives qu'il a prises durant son premier ministère de 1775-76, propose un certain nombre de mesures destinées à empêcher que les surséances ne soient accordées trop facilement, et à des débiteurs de mauvaise foi. Dans la partie du mémoire consacrée aux sauf-conduits, il traite des précautions à prendre pour empêcher les abus de la contrainte par corps. « L'arrêt de surséance arrête toute poursuite contre le débiteur et toute la saisie de ses biens ; le sauf-conduit ne fait que suspendre la contrainte par corps ». Cf. l'étude qu'il envoya sur ce sujet à La Luzerne, chap. X, p. 224 suiv.

(2) Boissy d'Anglas. *Essai sur la vie, les écrits et les opinions de M. de Malesherbes*. Tome II, p. 211 suiv. C'est par Montgolfier, originaire d'Annonay comme Boissy d'Anglas, que Malesherbes avait récemment fait connaissance avec celui-ci.

Il y a, dans les *Archives de Tocqueville*, L. 133, deux lettres de Boissy d'Anglas à Malesherbes, relatives à une dispense sollicitée par deux protestants d'Annonay. La première (Annonay-en-Vivarais, 4 mai 1788), nous apprend que les relations entre les deux hommes avaient commencé au cours de l'année précédente 1787. « Vous avez daigné... m'admettre quelquefois auprès de vous ».

demandé son opinion à ce sujet. une magnifique lettre, dans laquelle, après avoir rappelé les principales étapes de sa carrière et lui avoir fait confidence de ses sentiments profonds, il justifie le désir qu'il a de se taire désormais. Certes, à l'époque où la nation n'avait que la magistrature pour défendre ses droits, il a lutté non pas pour sauvegarder les privilèges de cette magistrature, mais pour empêcher le despotisme d'étouffer la voix de ceux qui étaient regardés à juste titre comme les seuls remparts des citoyens, les seuls protecteurs des droits du peuple. Il n'a cessé de dénoncer, même étant ministre, le pouvoir arbitraire. Bien qu'étant né noble, il a toujours dit son fait à la noblesse. Il a toujours été l'ennemi de l'aristocratie, qu'il définit ainsi : « *un gouvernement où un certain nombre d'hommes s'emparent d'une autorité qui ne leur a pas été conférée par la nation* » ; il en a montré les dangers. Mais il n'est pas moins l'ennemi des démagogues (3), des Clodius, « *ambitieux et scélérats* », de « *ceux qui, sous le fallacieux prétexte d'être amis du peuple, ne songent qu'à troubler les républiques et les empires* ». Dépourvu d'ambition, il s'est voué désormais à la retraite. « *Je n'aspire point à la gloire d'être le législateur, le réformateur, le restaurateur de ma patrie* ». S'expliquer publiquement sur ses idées, à quoi bon ?

« J'espère que j'en serai toujours dispensé, parce que la passion populaire est à un tel point que tout ce que je dirais, et même le martyre si je le subissait pour avoir dit la vérité, ne serviraient de rien [...]. J'espère bien finir mes jours dans le silence et l'obscurité ».

Cette volonté de silence, il ne s'en départira, ajoute-t-il, que si on l'interroge, que si on le presse de donner son avis — comme fait aujourd'hui Boissy d'Anglas, et alors il dira ce qu'il croit être la vérité « *sans ménagement et dans les termes les plus clairs* ».

C'est précisément ce qui arrive à l'occasion du projet de décret d'Alexandre de Beauharnais, projet suivant lequel le Roi ne pourrait jamais agir seul et où il serait statué que tous les ordres émanés de lui seraient, sans exception, contresignés par un secrétaire d'Etat responsable devant l'Assemblée.

Malesherbes voit dans ce projet une atteinte décisive au pouvoir royal et à la royauté elle-même. Il faut un roi en France, déclare-t-il sans ambages. Et il développe en six propositions sa conception du rôle qui reste dévolu au souverain dans une France dotée d'une assemblée représentative.

Première proposition. — Si le roi peut tout sans exception, il est despote ; mais s'il ne peut rien, il n'est pas roi.

Deuxième proposition. — Les ministres sont responsables devant l'Assemblée nationale, ils dépendent d'elle.

Troisième proposition. — Or, si le roi ne peut donner aucun ordre

(3) C'est bien le mot qui convient, quoiqu'il ne figure pas sous sa plume.

qui ne soit contresigné par un ministre, il sera aux ordres de l'Assemblée, comme les ministres étaient autrefois aux ordres du roi ; par conséquence il ne pourra rien et ne sera plus roi. Sa signature, apposée aux ordres contresignés par le ministre responsable, ne sera qu'une formalité illusoire et ridicule.

Faut-il donc un roi en France ? A cette question, Malesherbes répond affirmativement en exprimant sa conviction profonde : « *Ce principe [...] est le sentiment le plus intime de mon cœur et je le regarde comme la loi fondamentale de ma patrie.* »

Quatrième proposition. — « *Si l'on veut un roi qui ne soit pas un fantôme de royauté, un simulacre de roi, si l'on veut un roi qui ait quelque pouvoir réel, mais limité cependant pour ne pas tomber dans le despotisme, il est d'une nécessité absolue de déterminer la portion de pouvoir qu'on veut lui laisser ; car il ne suffit pas de dire qu'on lui laisse le pouvoir exécutif, à moins qu'on ne définisse en quoi consiste ce pouvoir exécutif, et qu'on ne lui donne les moyens de l'exercer, autrement que par l'organe d'un ministre responsable.* ».

Cinquième proposition. — (Malesherbes s'adresse ici à ceux qui voudraient abolir la royauté). Seule la nation tout entière est qualifiée pour dire si elle veut ou non conserver un roi. Sur 25 millions de Français, il y en a 24 qui n'entendent rien aux décrets, mais qui savent fort bien s'ils veulent ou non que la France ait un roi. Qu'on interroge donc la nation ! Sa réponse est d'ailleurs certaine : la nation reste attachée à la royauté et elle veut un roi nanti d'un pouvoir réel.

Sixième proposition. — Pour connaître le sentiment de la nation, il ne faut pas se contenter des « *moyens qu'on sait si bien employer depuis quelque temps* » : se procurer des acclamations dans la ville de Paris. Paris n'est pas toute la France ; d'ailleurs la crainte y règne. Il faut consulter toutes les provinces. De plus il faut que le roi soit libre et en sûreté. « *Tant que le poignard sera levé sur la tête du roi, non seulement le bras de ses partisans sera enchaîné, mais ils seront réduits au silence par la crainte de mettre en danger des jours si précieux.* ».

Telle est la réponse que Malesherbes, en ce mois de novembre 1790, fait au projet de Beauharnais, et qu'il adresse à Boissy d'Anglas en l'autorisant à la communiquer à son ami Rabaut Saint-Etienne, qui joue, comme on sait, un rôle important à l'Assemblée constituante. Elle exprime, sans équivoque aucune, sa pensée sur la question royale qui commence à se poser tant à l'Assemblée qu'en dehors d'elle ; elle témoigne aussi de ses inquiétudes et même de ses angoisses.

Il est vraisemblable que sur ce grave problème Malesherbes ne changea point d'avis (4), même après la fuite de Louis XVI et l'arres-

(4) Notons d'ailleurs qu'il avait sensiblement évolué depuis le temps où il disait dans un de ses mémoires au Roi, tout au début du règne : « L'autorité du roi doit être unique, *absolue*, entière, indépendante [...]. Mais pour être absolue et indépendante elle n'est pas despotique ou arbitraire. »

tation de la famille royale à Varennes, équipée qu'il désapprouva et déplora, car il en vit aussitôt les terribles conséquences, comme il désapprouvait l'émigration, même si des émigrés se trouvaient parmi ses proches parents. (5)



L'opinion très ferme que Malesherbes professait sur la question royale, la fidélité que, malgré les lourdes erreurs de Louis XVI, il ne cessait de témoigner au principe monarchique et au prince de plus en plus menacé, contribuèrent largement à le séparer d'un homme dont il était l'ami de longue date, Condorcet.

Les relations de Malesherbes avec Condorcet remontaient sans doute à une vingtaine d'années et s'étaient nouées sous l'égide de Turgot et de la duchesse de La Rochefoucauld d'Enville. (6) C'est en 1772 que Condorcet avait fait connaissance avec la duchesse d'Enville, égérie de Turgot (7) et amie des philosophes, et il était vite devenu l'un des familiers de l'hôtel de La Rochefoucauld (8) et du château de La Roche-Guyon (9) que la duchesse, depuis 1767 au moins, se passionnait à transformer et à embellir, y faisant exécuter de magnifiques travaux. (10) Une étroite amitié était née entre Condorcet et le fils de la duchesse, Louis-Alexandre duc de La Rochefoucauld et de La Roche-Guyon : la communauté de leurs goûts scientifiques et de leurs opinions philosophiques et politiques contribua fortement à les rapprocher. De plus, Condorcet possédait une propriété de campagne à Dennemont, au bord de la Seine, en face de Mantes, ce qui faisait de lui le voisin des châtelains de La Roche-Guyon.

Nous ne savons à quelle époque exacte Malesherbes noua des relations avec la duchesse d'Enville : ce fut sans doute avant son exil. Toujours est-il qu'à partir de 1775 il est lui aussi reçu familièrement chez elle tant à Paris qu'à La Roche-Guyon. Il lui donne des conseils

(5) L'auteur (Henri Perchellet) du *Journal d'un bourgeois de Pithiviers pendant la Révolution* (Pithiviers, 1933), fait état de sérieuses dissensions qui se seraient produites en 1790 et 1791 entre Malesherbes et son gendre Montboissier et même sa fille Françoise-Pauline, tous deux ennemis de la Révolution, inféodés à l'émigration et aux princes. C'est vraisemblable ; toutefois, nous n'avons pas de témoignages de première main à ce sujet.

(6) Disons plutôt que l'amitié que leur témoignait à tous deux la duchesse d'Enville fut un lien de plus entre eux, car Malesherbes et Condorcet se connaissaient avant que ce dernier fût reçu à l'hôtel de La Rochefoucauld.

(7) Au lendemain de sa disgrâce, le 12 mai 1776, c'est au château de La Roche-Guyon que Turgot accourt pour se reposer. Il y séjourne plusieurs mois jusqu'à la fin de cette année.

(8) Il était situé rue de Seine-St-Germain, sur l'emplacement actuel de la rue des Beaux-Arts.

(9) Sur la rive droite de la Seine, entre Mantes et Vernon.

(10) Dès novembre 1773 Condorcet est invité à La Roche-Guyon et il fait le voyage en compagnie de Caraccioli, ambassadeur du roi de Naples, un des habitués. Cf. Emile Rousse, *La Roche-Guyon, châtelains, château et bourg*. (Paris, 1892.)

pour l'aménagement de son parc. ⁽¹¹⁾ Chez la duchesse, il rencontre Condorcet. Mais il a bien d'autres occasions de le voir. Ils sont tous deux, d'ailleurs, membres de l'Académie des Sciences : Condorcet y a été admis en 1769 et en est depuis 1776 le secrétaire perpétuel. ⁽¹²⁾

Les relations de Malesherbes avec Condorcet ne furent pas toujours sans nuages. Si nous parcourons la correspondance de Condorcet avec Turgot (1770-1776), nous voyons que le futur secrétaire perpétuel de l'Académie ne cache pas qu'il est souvent mécontent de Malesherbes, à l'époque où celui-ci est au Ministère. Il s'insurge contre l'intention de Malesherbes de nommer vice-directeur le chevalier de Borda, qu'il déteste ; il reproche à Malesherbes de ne pas le délivrer, malgré les promesses qu'il lui aurait faites, de ses « *tracasseries académiques* » ; enfin, il lui fait grief de se laisser circonvenir et de proposer pour l'Académie un règlement qui restreint l'indépendance du secrétaire. ⁽¹³⁾ Il écrit :

« On a proposé ce nouveau règlement hier à l'Académie et elle l'a accepté. Ainsi me voilà livré par M. de Malesherbes à la cabale qui veut me dégoûter de l'Académie malgré les promesses contraires qu'il avait bien voulu me faire. Je dois à votre amitié le sacrifice des plaintes que j'aurais le droit de faire et je ne dirai point que M. Le Roi, M. Duhamel ont abusé de la faiblesse de M. de Malesherbes au point de le faire manquer à des arrangements adoptés et pris par lui d'après ses propres vues. Mais je crois que vous m'estimez assez pour ne pas trouver mauvais que je prie M. de Malesherbes de reprendre les mille écus de traitement qu'il m'a accordés ; je ne suis pas de ces gens qu'on paye et qu'on opprime. Je ne mérite sous aucun rapport la légèreté avec laquelle il me traite [...]. Son goût l'a porté à ne voir parmi les savants que des gens plats et il croit qu'ils le sont tous. J'espère lui faire voir qu'il y a quelques exceptions... »

Peu après Condorcet adresse à Malesherbes une lettre déférente, mais vive, dans laquelle il fait appel à sa justice, dénonce la cabale menée contre lui par le chevalier d'Arce et flétrit les intrigues qui empoisonnent la vie de l'Académie. Turgot s'efforce d'arranger l'affaire et d'apaiser sa rancœur.

Un peu plus tard, Malesherbes donne à Condorcet un nouveau motif de mécontentement. Il s'agit encore d'un différend touchant

(11) Cf. lettre du duc Louis-Alexandre de La Rochefoucauld à Malesherbes (La Roche-Guyon, 22 octobre 1785) : « ...Ma mère me charge de vous dire qu'elle va faire planter d'après votre mémoire un de ses côteaux tout entier en arbres et arbustes à fleurs. M. de la Bourdonnaye [...] y viendra présider. Tous les habitants de la Roche-Guyon vous disent mille choses, se plaignent de la brièveté de votre séjour, vous demandent l'assurance d'un plus long pour l'année prochaine... » (*Bibliothèque de La Rochelle*. Mss. 611, f° 62).

(12) Malesherbes est en Hollande quand Duhamel lui annonce la nomination de Condorcet à la place de secrétaire perpétuel (août 1776). *Archives de Rosambo*, carton 20, dossier 4. Il n'était pas étranger à cet événement ; l'année précédente, en prévision de la retraite de Fouchy et de son remplacement par Condorcet, il avait demandé des fonds extraordinaires pour le traitement de ce dernier. (Cf. lettre de l'académicien Tillet, à Malesherbes, 20 octobre 1775. *Archives du comte de Leusse*).

(13) Condorcet se plaignait de ce qu'on voulait l'obliger à soumettre son *Histoire de l'Académie* et les *Eloges* qu'il était tenu de faire des académiciens décédés, à la lecture d'un Comité, « censure, disait-il, qui n'a pas eu lieu depuis soixante-quinze ans que dure l'Académie ».

l'Académie des Sciences⁽¹⁴⁾ qu'il reproche à Malesherbes de n'avoir pas évoqué au Conseil. « *Il aime les corps, malgré le mépris qu'ils méritent [...] M. de Malesherbes ne fera rien...* »

Nous avons rappelé ces faits, non point parce qu'ils présentent en eux-mêmes quelque importance, mais parce qu'ils éclairent la différence de tempérament et de caractère qui sépare Malesherbes, réfléchi, pondéré et influençable, de Condorcet exigeant, bouillant, emporté. On n'oubliera pas d'ailleurs que l'un a vingt-deux ans de plus que l'autre. Il faut avouer, d'autre part, que le jeune Condorcet s'exprime parfois sur Malesherbes en des termes où l'amitié ne trouve guère son compte : n'écrit-il pas, en 1778, à Madame Suard, de La Roche-Guyon où il séjourne :

« M. de Malesherbes a passé quelques jours ici ; il était d'une gaieté charmante, comme s'il n'avait pas perdu le royaume, et il s'intéresse vivement au bien public depuis qu'il a renoncé aux moyens d'y travailler ». (15)

Au fond, Malesherbes et Condorcet n'étaient guère faits pour s'entendre. Ils restèrent toutefois en bons termes jusqu'au jour où Condorcet rompit avec Louis-Alexandre de La Rochefoucauld d'Enville, avec le duc de La Rochefoucauld-Liancourt et leur entourage.⁽¹⁶⁾ Cette rupture se produisit peu après l'affaire de Varennes. Écoutons Arago qui, dans sa biographie de Condorcet⁽¹⁷⁾, nous en retrace les circonstances :

« La fuite du roi et les circonstances de son retour jetèrent le découragement dans l'esprit des partisans les plus décidés du régime monarchique. Les La Rochefoucauld, Dupont de Nemours, etc., tinrent même des réunions où les moyens d'établir la république sans de trop violentes secousses étaient sérieusement discutés. Ce projet fut ensuite complètement abandonné. Condorcet, membre actif de ces débats extraparlimentaires, ne se crut pas lié par les décisions de la majorité à garder le secret sur les opinions qu'il avait émises.

« Il laissa lire ses discours au Cercle Social. (18) Cette assemblée les fit

(14) Affaire où se trouvait lésé, du fait de l'indiscrétion de l'académicien Fouchy, un ami et ancien professeur de Condorcet, l'abbé Giraut de Kérondon.

(15) Correspondance de Condorcet avec Mme Suard. B.N. *Nouv. Acq.* 23 639. Voir sur cette correspondance, les articles de René Doumic, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1911, tome V. Ces lettres nous montrent qu'en 1771, Condorcet était, comme Voltaire, du parti de Maupeou contre les Parlements. Nous y lisons aussi quelques jugements à l'emportepièce, sur Choiseul, sur Buffon qu'il traite de « charlatan, vide et enflé » et auquel il ne reconnaît guère qu'« un grand talent pour écrire »...

(16) Les deux La Rochefoucauld étaient membres de la Constituante. Condorcet n'en faisait pas partie ; mais il était membre de la municipalité de Paris. Plus tard il fut élu à la Législative, puis à la Convention. La Rochefoucauld-Liancourt était lié, lui aussi, avec Malesherbes. (Il avait, comme Malesherbes, la passion de la botanique.) Au moment du procès de Louis XVI, il écrivit à Malesherbes (d'Angleterre où il avait émigré après le 10 août) pour lui envoyer son témoignage en faveur du Roi.

(17) *Œuvres de Condorcet*, tome I, p. CV. Cette biographie, qui précède les œuvres de Condorcet, fut lue par Arago à l'Académie des Sciences en 1841.

(18) Le Cercle Social (ou Confédération générale des Amis de la Vérité), créé le 13 octobre 1790 par l'abbé Fauchet — qui y joua un rôle prédominant — et Nicolas Bonneville, fut le rendez-vous des réformateurs sociaux. L'esprit qui y régnait était à la fois chrétien, socialiste, maçonnique et démocratique. On y prêchait le droit à la propriété, au travail, à l'assistance. On y demandait le suffrage universel et le gouvernement direct, par referendum. Après Varennes, la propagande républicaine devint très active au Cercle Social. Le 8 juillet 1791 Condorcet y donna lecture de son « apologie de la République ».

imprimer. De ce moment date la malheureuse rupture qui, brusquement et sans retour, sépara notre confrère de ses meilleurs, de ses plus anciens amis, et en particulier du duc de La Rochefoucauld ».

Condorcet fut très sévèrement jugé ; nous n'en voulons pour témoignage que ces lignes du comte de La Marck :

« Ce Condorcet est un scélérat d'une espèce bien extraordinaire. Il rompt sur le champ tous les liens d'une ancienne amitié, et se donne de nouveaux amis, pris dans la boue ». (19)

Mais il y a plus. On sait le tragique destin de Louis-Alexandre de La Rochefoucauld d'Enville. Membre de la Législative et président du département de Paris, il signa en novembre 1791 l'arrêté du département priant le Roi d'opposer son veto au décret contre les prêtres assermentés, ainsi que l'arrêté du 6 juillet 1792 suspendant Petion et Manuel, maire et procureur de Paris, qui avaient toléré les attentats du 20 juin contre le Roi. Poursuivi par les sections, La Rochefoucauld dut s'enfuir de Paris. Comme il se rendait aux eaux de Forges, en passant à Gisors il fut reconnu, assailli à coups de pierres par une foule ameutée, et lapidé sous les yeux de sa mère et de sa femme, le 14 août. Condorcet eut-il quelque responsabilité dans la mort de son ancien ami ? Malesherbes, du moins, en fut persuadé : c'est ce qu'affirment plusieurs témoins de ses dernières années, entre autres son petit-gendre, le comte de Tocqueville, qui écrit :

« A l'époque où je l'ai connu, il avait conçu une véritable honneur pour Condorcet. Les intrigues de cet homme n'étaient pas étrangères à l'assassinat du duc de La Rochefoucauld son ami. Le philosophe avait voulu se venger du mépris que La Rochefoucauld avait témoigné sur la versalité de ses opinions. J'ai entendu M. de Malesherbes dire : *je sauverais sans hésiter mon ennemi, mais je ne donnerais pas asile à Condorcet, quand même sa vie serait menacée.* » (20)

Nous ne cherchons pas à ternir la gloire de Condorcet, mais si Malesherbes, indulgent et bon, nullement enclin à la haine, a pu manifester à son égard de tels sentiments, c'est qu'il avait eu des raisons graves de retirer son amitié et son estime à un homme qu'il connaissait bien et dont il avait pu juger la conduite.



Bien vite désillusionné par le déroulement inéluctable de cette Révolution dont il rendait pourtant responsables l'aveuglement des hommes de l'ancien régime et la passivité du Roi, désespéré devant le cycle de violences qu'il voyait s'ouvrir, Malesherbes n'a pas de

(19) Cf. l'ouvrage de Ferdinand Dreyfus, *Un philanthrope d'autrefois, La Rochefoucauld-Liancourt (1747-1827)*. Paris, 1903, p. 103 suiv.

(20) Chateaubriand apporte le même témoignage et va même jusqu'à prêter à Malesherbes cette parole terrible : « Condorcet a été mon ami, mais à présent je ne ferais aucun crime de l'assassiner. »

meilleur réconfort que de se réfugier dans ses études et ses travaux personnels. Partageant son temps entre son domicile de la rue des Martyrs et sa terre de Malesherbes où il fait de fréquents séjours, il se plonge à nouveau dans ses recherches de botanique et d'agriculture. C'est dans les débuts de la Révolution, au cours des années 1789 et 1790 où se faisaient entendre les premiers grondements du grand orage, qu'il avait composé, avec bien des études inachevées, son *Mémoire sur les effets de l'hiver 1788-1789 et sur les conifères*, qu'il avait énoncé les *Idées d'un agriculteur patriote sur le défrichement des terres incultes* et qu'il avait fait une longue communication à la Société royale d'agriculture sur *les moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale en France*. Nous avons analysé plus haut ces ouvrages dans lesquels il a mis toute l'expérience acquise dans l'exploitation de son domaine et au cours de ses voyages, au service de sa passion du bien public.

De ces années, ou de l'époque immédiatement antérieure, datent aussi quelques travaux, les uns achevés, les autres à peine ébauchés, traitant de sujets variés et qui montrent que, malgré l'âge, la prodigieuse capacité de travail de Malesherbes était demeurée intacte. Ils méritent que nous donnions de chacun d'eux une analyse succincte.

1°) *Une masse considérable de notes représentant un minutieux travail de dépouillement*, effectué par Malesherbes sur les deux premiers volumes de l'*Histoire de France*, de l'abbé Velly, parus en 1755 (mais l'écriture pressée et presque illisible de Malesherbes indique que ce travail a été entrepris beaucoup plus tard, sans doute aux environs de 1789.⁽²¹⁾ Passionnément intéressé par tout ce qui concerne les débuts de la monarchie française (les Mérovingiens et les Carolingiens), Malesherbes répartit en des rubriques distinctes la masse énorme des faits apportés par l'abbé Velly, historien que Voltaire ne méprisait pas et considérait comme très supérieur à Mezeray et à Daniel. Malesherbes étudie donc successivement : l'administration de la justice sous la première et la seconde race, les mœurs sous la première et la seconde race, la manière dont se faisait la promotion à la couronne sous la seconde race, la puissance de l'Eglise sur les souverains, etc... Ce qui intéresse surtout Malesherbes, ce sont les institutions politiques, judiciaires, ecclésiastiques, financières de la France primitive, ce sont les grandes dignités (ducs et comtes), ce sont également les mœurs et les coutumes, ce sont aussi les richesses du royaume. Bien que sa source essentielle soit l'ouvrage de l'abbé Velly, il puise également des renseignements chez d'autres historiens, notamment chez le Président Hénault. Les références aux pages des volumes dépouillés sont innombrables et les sondages que nous avons effectués nous ont permis d'en vérifier l'exactitude. Toutes ces notes sont autographes ; peut-être représentent-elles les éléments d'un ou-

(21) *Archives de Tocqueville*, L. 147.

vrage historique sur les origines de la monarchie française, que Malesherbes n'a pas eu le temps de mener à bien.

2°) Un travail intitulé : « *Table pour le Bojardo, le Berni, et l'Arioste.* » (22) Il s'agit là d'un travail d'histoire littéraire. Très intéressé par le poème de l'Arioste, *Orlando furioso*, Malesherbes cherche à préciser les rapports étroits qui unissent cette œuvre aux deux grands poèmes antérieurs du Bojardo et du Berni, *Orlando innamorato* dont l'Arioste fut le continuateur. (23) Il dresse une table de tous les personnages (y compris les enchanteurs et les fées) et indique le caractère qu'ils présentent et le rôle qu'ils jouent dans chacun des trois poèmes, les transformations qu'ils subissent en passant du Bojardo au Berni, et du Berni à l'Arioste.

Ainsi, il consacre douze pages serrées à Roger, douze à Charlemagne, sept à Roland, douze encore à Angélique. Il s'appuie toujours sur des références précises. Ce travail de dépouillement et de synthèse qui, par la méthode, ressemble beaucoup au précédent, se présente sous la forme d'une masse de feuillets autographes, recouverts d'une fine écriture qui est souvent, comme pour le précédent, très malaisément déchiffrable. Il a certainement été exécuté entre 1780 et 1790, probablement même après 1787, car nous avons trouvé dans le catalogue de la bibliothèque de Malesherbes, l'édition de l'Arioste parue à cette date avec la traduction de Panckouke et Fragnery que Malesherbes nous semble avoir utilisée.

Mais il ne s'agit là que de travaux d'érudition d'ailleurs restés à l'état d'ébauche. Nous devons envisager d'un peu plus près trois ouvrages d'une certaine importance qui, sans être consacrés à de brûlantes questions politiques, sont néanmoins inspirés par les circonstances contemporaines et dans lesquels les trop longs développements historiques où Malesherbes se complait servent de support et de démonstration à la pensée.

1°) *Mémoire sur les occupations de la noblesse en temps de paix.* (24)

La date de cet ouvrage est difficile à établir avec exactitude, mais il est certain qu'il est postérieur à l'année 1783 puisqu'il a été suggéré à Malesherbes par d'importants problèmes que lui a posés le Maréchal de Beauvau, et que c'est en 1783 que Charles-Juste de Beauvau fut fait Maréchal de France. Certaines allusions nous inclinent même à croire qu'il a été composé en 1788, au moment des discussions sur la composition des Etats Généraux et la représentation du Tiers ; le Maréchal de Beauvau publia, cette année-là, un *Avis au Tiers-Etat*,

(22) *Archives de Tocqueville, ibidem.*

(23) Dans le catalogue de la bibliothèque de Malesherbes, les œuvres du Bojardo, du Berni et de l'Arioste sont représentées par sept éditions tant en italien qu'en traductions françaises.

(24) *Archives de Tocqueville, L. 147.* Ouvrage de 156 pages largement écrit, suivi de deux appendices et précédé d'un préambule de 13 pages et demie. (Copie, mais nous avons également la minute autographe du préambule).

dans lequel il montre qu' *« il est essentiel de réduire à de justes bornes les droits et les privilèges de la noblesse »*.

Dans cet ouvrage, Malesherbes cherche à détruire le préjugé invétéré (préjugé que la politique du gouvernement tend à perpétuer) qui éloigne la noblesse de certaines professions considérées comme déshonorantes et qui, par là même, *« trace des barrières entre la noblesse et le reste de la nation »*. Il démontre, longuement et à l'aide d'exemples, l'injustice et l'absurdité de la *loi de dérogeance*, qui est *« néfaste non seulement pour ceux qui la subissent, mais plus encore pour ceux qui, voulant l'éviter, ont recours à des ressources plus viles en elles-mêmes que les états auxquels la loi de dérogeance est attachée »*.

Au cours d'une seconde partie, toute historique, Malesherbes, pour rechercher les causes lointaines de ce préjugé, remonte aux origines de la noblesse, au temps où celle-ci n'avait d'autre profession que celle des armes et il montre comment cette noblesse fut peu à peu vouée à l'inaction, du fait de la suppression des guerres particulières et de l'extension du pouvoir royal. Il se trouve ainsi conduit à faire l'histoire des privilèges dont les nobles ont bénéficié depuis l'exemption de la taille, et à préconiser une répartition nouvelle des impôts.

« Quand les impositions seront bien réglées, il faudra faire jouir les nobles de ce qui doit leur appartenir ; mais jusqu'à ce qu'elles le soient, il est juste de leur laisser les droits dont ils jouissent à présent, mais sous la condition que lorsqu'ils prendront des métiers réputés jusque là dérogeants, ils n'encourront plus la dérogeance qui est une flétrissure, mais qu'ils paieront comme s'ils n'étaient pas nobles ».

Dans une troisième partie, l'auteur envisage les mesures à prendre pour déraciner ce préjugé qui éloigne les nobles de tant de métiers honorables et utiles (il recommande, en particulier, de séparer la notion de dérogeance de celle de paiement des impositions) et il conclut par un projet d'édit, dont les deux dispositions principales seraient les suivantes :

1) aucun commerce, aucun art mécanique et en général aucune profession permise dans le royaume n'entraînera à l'avenir la dérogeance de la noblesse.

2) quand un noble prendra une des professions qui jusqu'à présent entraînaient la dérogeance, il paiera toutes les impositions et tous les droits que payent les roturiers du même état et sera coté et imposé dans la même forme et sur les mêmes rôles, mais le jour qu'il renoncera à cette profession, il rentrera de plein droit dans toutes les exemptions qui appartiennent à la noblesse ; dans aucun cas, on ne pourra imposer ses enfants, à moins qu'ils ne prennent une profession semblable...

Il est bien entendu, précise Malesherbes, que la dérogeance peut être entraînée par des actions déshonorantes en soi (dont il énumère les principales).

L'ouvrage se termine par des réponses à diverses objections ou observations.

2°) *Mémoire sur la réorganisation des Académies.* (25)

La date nous est donnée par l'auteur : 1789-1790. Mais quand même elle ne serait pas inscrite, la question qui se trouve posée dès le début suffirait à nous renseigner. Les Académies seront-elles sous l'autorité de l'Assemblée nationale ou sous celle du Roi ? Malesherbes recommande la prudence. « *Si j'étais consulté par le Roi et la Reine, je leur conseillerais d'éviter, autant qu'ils le pourront, d'en être chargés* ». Si les Académies sont dévolues à l'Assemblée, le Roi pourra toujours accorder des grâces aux gens de lettres sur sa liste civile. Quoi qu'il en soit, le Roi n'a aucun intérêt à se charger des Académies. Celles-ci étant instituées comme elles le sont en France, « *celle des deux puissances qui les aura dans son partage n'acquerra par là aucun pouvoir dans l'Etat et sera seulement chargée d'une dépense* ».

Cela dit, Malesherbes distingue trois « objets » des Académies :

1° - pourvoir à la subsistance des citoyens qui consacrent leur vie à la littérature ;

2° - déferer aux littérateurs d'un mérite distingué une couronne qui est pour eux la récompense la plus flatteuse ;

3° - faire remplir plusieurs fonctions littéraires qui ne peuvent jamais l'être si bien par un particulier que par une société de gens de lettres.

Malesherbes justifie le premier objet en montrant que la plupart des hommes de lettres ne disposent que de ressources médiocres ou même sont réduits à la misère, car bien rares sont ceux qui peuvent vivre du produit de leurs ouvrages. Aussi le souverain ou la république doivent-ils s'instituer leurs protecteurs. Il rappelle le siècle d'Auguste. Il rappelle aussi (en se fondant sur les *Mémoires* de Perrault) comment étaient accordées les gratifications sous le règne de Louis XIV. Quant aux pensions académiques, regardées comme une des dettes de l'Etat, elles ont toujours subsisté.

Pour établir le second objet, Malesherbes montre qu'en dépit de certaines erreurs, les choix faits par les Académies et notamment par l'Académie Française ont été généralement judicieux. (26) Sans doute il est arrivé que plusieurs grands écrivains n'ont pas fait partie de l'Académie Française, mais ce sont des cas isolés et, tout bien considéré, explicables. (27) En revanche, on reproche à l'Académie Française d'avoir admis en son sein des hommes de valeur secondaire ou étrangers à la littérature. Malesherbes reconnaît que certains choix ont pu paraître discutables, mais il affirme qu'on ne saurait faire

(25) *Archives de Rosambo*, carton 7, dossier 3. (Copie et brouillon autographe).

(26) Malgré tout ce qu'on peut leur reprocher, fait observer Malesherbes, les élections de l'Académie sont plus justes que toutes les autres ; elle se font sous les yeux du public et l'Académie a intérêt à ce que son jugement soit ratifié par le public.

(27) Malesherbes envisage les principaux et tente de les expliquer : Molière, Régnaud, Dufresny, Le Sage, J.-B. Rousseau, Mably, l'abbé Raynal.

grief à l'Académie — qui d'ailleurs n'est pas liée par ses règlements — de faire régner chez elle l'égalité, en invitant à siéger côte à côte un grand seigneur et un écrivain plébéien. A-t-elle eu tort d'admettre le Maréchal de Villars après Denain ? Peut-on lui reprocher de donner à l'Europe le spectacle d'Achille assis à côté d'Homère ? N'est-ce pas aux gens de lettres à couronner les héros ?

Mais faut-il admettre les « amateurs », comme on a coutume de faire à l'Académie des Sciences et à celle des Inscriptions et Belles-Lettres ? Ici, Malesherbes se lance dans un long développement sur les différences qui existent entre ces deux Académies et l'Académie Française. Richelieu exigeait des membres de cette dernière un travail fixe et précis : à part la confection du Dictionnaire (à laquelle personne n'est obligé de participer) on a renoncé à cette exigence. Il en va tout autrement pour les deux autres Académies : tandis qu'à l'Académie Française les places sont des couronnes réservées aux écrivains, les deux autres ont été instituées en vue du progrès des sciences ; aussi chaque académicien est-il astreint à un travail. Les pensions, qui sont le prix du travail, ne doivent appartenir qu'aux académiciens laborieux : on a donc distingué les vrais académiciens des « associés libres » et des « honoraires ». ⁽²⁸⁾ Malesherbes étudie les règlements des trois Académies et s'étend longuement sur leurs différences. Par exemple « *on pensa, dans le temps de la rédaction des règlements des deux Académies (Sciences et Belles-Lettres), et moi personnellement je pense encore aujourd'hui que le régime de l'Académie Française, où il n'y a pas de différentes classes d'académiciens, ne peut convenir aux deux autres Académies* ».

Des religieux influents, le P. La Chaise et le P. Le Tellier, firent partie de l'Académie des Belles-Lettres, en qualité d'honoraires. Mais depuis que le P. Le Tellier fut (dit-on) le tyran de cette Académie, on convint de n'avoir plus d'honoraires qui fussent des religieux attachés à des ordres.

L'Académie des Sciences n'a pas donné le droit de suffrage à ses associés libres (qui ont remplacé chez elle les « honoraires »).

Pour finir, Malesherbes indique en quoi doivent consister les diverses fonctions (secrétaire perpétuel, directeur, président) instituées dans les Académies. Il fait observer aussi que, depuis que Louis XIV s'en est déclaré le protecteur, il n'y a plus eu d'intermédiaire entre l'Académie Française et le Roi ; par contre les deux autres Académies ont de multiples affaires qui les mettent en rapports continuels avec l'administration. Il ajoute quelques considérations sur le rôle des ministres bienfaiteurs des lettres, des sciences et des arts et sur l'utilité des voyages d'études faits par les savants aux frais du roi.

Ce mémoire, qui fourmille de remarques pénétrantes, mais qui n'est pas rigoureusement composé (on ne sait où commence le troisième point) et qui ne nous donne pas une idée précise de la façon

(28) Ce sont eux les « amateurs ».

dont Malesherbes conçoit la « réorganisation » des Académies, est complété par un « éclaircissement » dans lequel l'auteur reprend, en y insistant, quelques-unes des idées précédemment énoncées : honneur et considération attachés à la place d'académicien ; différence essentielle entre l'Académie Française et ses deux cadettes ; égalité vraiment philosophique pratiquée à l'Académie Française ; utilité des pensions et des rétributions d'assiduité dont bénéficient les membres des Académies des Sciences et des Belles-Lettres. Il répète avec force qu'il faut donner aux gens de lettres les moyens de vivre honorablement, mais observe qu'ils ont souvent payé la protection dont ils ont joui par la perte de leur indépendance ; enfin il rend hommage à Colbert qui, bien qu'il n'eût aucune inclination personnelle pour les lettres, leur rendit les plus grands services, attira en France les savants étrangers et obtint du roi la création des pensions académiques payées sur le trésor de la nation. Le principe de Colbert était que le souverain doit être le bienfaiteur de la république des lettres et qu'il appartient aux sociétés littéraires de répartir elles-mêmes ses faveurs entre les plus dignes.

3°) *Mémoire sur les personnes et les familles auxquelles on donne en France le nom de prince.* (29)

Ce mémoire fut écrit pour le grand écrivain anglais Edouard Gibbon (30), qui vécut à Lausanne les dernières années de sa vie ; une lettre du 10 août 1791 (Malesherbes est à Lausanne à cette date) accompagne l'envoi de ce long travail et indique les conditions précaires dans lesquelles il a été rédigé ; il dit notamment à Gibbon :

« Si jamais vous le communiquez à quelqu'un, je vous demande que ce ne soit qu'avec cette lettre. Elle est un préservatif nécessaire pour les lecteurs qui, sachant que j'ai été ministre avec le département de la Maison du Roi, pourraient croire qu'ils y trouveront le résultat d'un travail où toutes les questions ont été discutées et approfondies.

« Ils n'y trouveront, comme je l'ai dit, que ce que savent la plupart des Français, mais ce que les étrangers qui prennent intérêt à notre histoire aimeront peut-être à trouver recueilli.

« D'ailleurs, quelle que soit l'issue de nos troubles actuels, je ne crois pas que cette discussion sur les rangs soit utile pour l'avenir. Elle peut seulement être commode pour ceux qui lisent les anecdotes de la cour de France pendant les règnes de Louis XIV, Louis XV et le commencement de celui de Louis XVI... »

(29) *Archives de Tocqueville*, L. 147. Copie (il y a plusieurs écritures, certaines parties nous paraissent être de celle de Mme de Montboissier, seconde fille de Malesherbes, qui habitait à Lausanne en 1791 et chez laquelle Malesherbes passa plusieurs semaines, précisément au cours de l'été de cette année).

(30) Gibbon, historien anglais (1737-1796) fut député au Parlement. Il publia en français, en 1761, son premier ouvrage, *Essai sur l'étude de la littérature* ; il fit de nombreux voyages en Europe et plusieurs séjours à Lausanne. Son plus important ouvrage, *Décadence et chute de l'empire romain*, fut achevé dans cette ville. Dans le 10^e Entretien du *Cours familier de littérature*, où il retrace son enfance, Lamartine évoque Gibbon que ses parents, dit-il, avaient connu à Lausanne où il vivait ses dernières années. « Ma mère commençait à me sevrer de son sein (...). Il fit à ma mère d'heureux présages sur ma destinée, qui n'était encore écrite que dans mes sourires. »

L'ouvrage est divisé en quatre chapitres, chacun consacré à une catégorie de « princes ».

1° les princes de sang, qui ont un rang dans l'Etat et le premier rang à la Cour ;

2° ce qu'on appelle les maisons princesses (maison de Lorraine, de Rohan, de Bouillon, et de La Trémoille), qui ont une très grande distinction à la Cour, mais point de rang dans l'Etat ;

3° ceux qui ont en pays étranger le rang et le titre de princes, ce qui ne leur donne, en France, aucun titre légal, mais à qui personne ne refuse cette qualification ;

4° enfin ceux qui s'appellent princes par la possession d'une terre à laquelle le titre est attaché, titre qui s'achète avec la terre.

Cet ouvrage très documenté (31), plein d'anecdotes, particulièrement intéressant en ce qui concerne les bâtards de Louis XIV et les princes légitimes, est loin d'être une simple compilation. Malesherbes l'a enrichi non seulement du fruit de ses immenses lectures, mais de son expérience personnelle ; il y a glissé aussi quelques précieuses confidences sur certaines époques de sa vie et des allusions aux événements contemporains. Malgré son esprit hardiment libéral et novateur, il se révèle toujours attaché à la notion de noblesse, ainsi que le prouvent des passages comme ceux-ci :

« Le respect fondé sur le droit de la naissance a toujours été dans le cœur des Français ».

« Je sais que les Français qui, malgré la philosophie du siècle, ont conservé un ancien attachement pour notre respectable et antique noblesse, sont fâchés quand ils voient ceux qui portent certains noms rechercher celui de prince qui est vénal avec la terre à laquelle il est attaché et qu'il leur semble que, dans de semblables maisons, on ne doit prendre un titre que quand on y a un droit si évident qu'on ne peut pas s'en dispenser ». (32)

••

Pendant ces années troublées, Malesherbes devait trouver dans la vie familiale des sources d'intérêt et de joie et souvent un puissant réconfort. Sa petite-fille Aline-Thérèse, fille aînée du Président et de Madame Le Peletier de Rosambo, venait d'épouser l'aîné des enfants du comte et de la comtesse de Chateaubriand, Jean-Baptiste. Malesherbes connut alors, outre le jeune mari de sa petite-fille, Mme de Farcy (Julie de Chateaubriand), Lucile et le dernier-né de la famille, François-René, qui devait rendre illustre le nom qu'il portait, tous trois ins-

(31) Malesherbes a puisé de nombreux renseignements chez différents auteurs, notamment dans l'ouvrage du Président Hénault, *Abrégé chronologique de l'Histoire de France*.

(32) La fidélité de Malesherbes à la monarchie héréditaire s'exprime également dans des passages comme celui-ci : « Cette loi [celle qui assure la transmission de la couronne aux enfants légitimes du roi] qui rend la couronne héréditaire est chère à tous les Français ; elle a même été respectée jusqu'à présent par l'Assemblée nationale qui semble vouloir renverser tout le reste. »

tallés à Paris depuis la fin de 1787. Chateaubriand nous apprend que Malesherbes se prit vite d'affection pour Lucile et il nous raconte même qu'en jouant un rôle dans une petite pièce qui fut représentée précisément à l'occasion de la fête de Malesherbes, « *elle se montra si touchante que le bon et grand homme en avait la tête tournée* ». Si Lucile sut par sa grâce faire la conquête du vieillard, celui-ci ne dédaignait pas de passer de longues heures avec le jeune François-René qui partageait alors ses opinions libérales.

« Nous nous entendions aussi en politique ; les sentiments généreux du fond de nos premiers troubles allaient à l'indépendance de mon caractère ; l'antipathie naturelle que je ressentais pour la Cour ajoutait force à ce penchant. J'étais du côté de M. de Malesherbes et de Mme de Rosanbo contre M. de Rosanbo et contre mon frère, à qui l'on donna le nom de l'enragé Chateaubriand ».

Mais d'autres préoccupations et d'autres goûts contribuèrent davantage encore à attacher à Malesherbes le futur écrivain. Écoutons Chateaubriand qui ne se lasse pas d'évoquer Malesherbes dans les *Mémoires d'Outre-tombe* comme dans l'*Essai sur les Révolutions*.

« ...Les franches façons de M. de Malesherbes m'ôtèrent toute contrainte. Il me trouva quelque instruction ; nous nous touchâmes par ce premier point. Nous parlions de botanique et de géographie, sujets favoris de ses conversations. C'est en m'entretenant avec lui que je conçus l'idée de faire un voyage dans l'Amérique du Nord pour découvrir la mer vue par Hearne et depuis par Mackensie ». (33)

Un peu plus loin, dans les *Mémoires* (34), Chateaubriand nous donne, sur la minutieuse préparation de ce grand voyage, des détails qui ne laissent aucun doute sur la part importante qu'y prit Malesherbes :

« M. de Malesherbes me montait la tête sur ce voyage. J'allais le voir le matin ; le nez collé sur des cartes nous comparions les différents dessins de la coupole arctique ; nous supputions les distances du détroit de Behring au fond de la baie d'Hudson ; nous lisions les divers récits des navigateurs et voyageurs anglais, hollandais, espagnols, français, russes, suédois, danois (35) ; nous nous enquérions des chemins à suivre par terre pour attaquer

(33) *Mémoires d'Outre-tombe*, 1^{re} partie, livre IV, ch. XIV. Chateaubriand donne ici un curieux portrait de Malesherbes, qu'il montre dans l'intimité, un peu vulgaire dans ses manières, « plein de science, de probité et de courage, mais bouillant, mais passionné ». « A la première phrase qui sortait de sa bouche on sentait l'homme d'un vieux nom et le magistrat supérieur. »

(34) 1^{re} partie, livre V, ch. XV.

(35) Dans le catalogue de la bibliothèque de Malesherbes, les récits de *voyages en Amérique* occupent les numéros 4814 à 4850 ; il s'agit principalement de voyages dans l'Amérique septentrionale. Mais on trouve aussi, sous d'autres numéros, des récits de voyages accomplis non pas exclusivement en Amérique, mais en *Europe, Asie et Amérique*, ou en *Europe, Afrique et Amérique*, ou encore en *Asie et Amérique*, en *Afrique et Amérique*, en *Asie, Afrique et Amérique*. Pour l'Amérique septentrionale, nous trouvons la *Description des côtes de l'Amérique septentrionale*, par Denis (1672), les voyages de Thévenot, de La Salle, de Louis Hennepin, de La Hontan, de Chabert, de Bossu, de Chastellux, ce dernier ouvrage en plusieurs exemplaires. Enfin la question du passage par le nord semble avoir particulièrement intéressé Malesherbes, ainsi qu'en témoignent les numéros suivants du catalogue :

le rivage de la mer polaire ; nous devisions des difficultés à surmonter, des précautions à prendre contre la rigueur du climat, les assauts des bêtes et le manque de vivres. Cet homme illustre me disait : « *Si j'étais plus jeune je partirais avec vous...* » (36)

Ceci se passait très probablement pendant l'hiver 1790-91, puisque Chateaubriand s'embarqua pour l'Amérique à Saint-Malo le 8 avril 1791. Bien que son témoignage soit le seul que nous possédions sur cette collaboration si féconde entre le vieux ministre et le jeune homme de vingt-deux ans, bien que nous n'ayons trouvé dans les papiers de Malesherbes aucune trace de ce travail fait en commun, il est certain que celui-ci fut associé de très près à la préparation du voyage. Chateaubriand (qui n'a ici aucun intérêt à altérer la vérité) parle ailleurs du « *plan arrêté entre lui et M. de Malesherbes* » ; il ajoute que Malesherbes lui avait bien « *recommandé de lui écrire par tous les vaisseaux* ».

On sait assez que ce fameux plan, qui concernait sans doute avant tout les passages du grand Nord, ne fut pas exécuté ; mais Chateaubriand nous dit (37) que son voyage de 1791 n'était que le prélude d'un autre, beaucoup plus important, dont à son retour il communiqua les plans à Malesherbes qui devait les présenter au gouvernement. « *Je ne me proposais rien moins que de déterminer par terre la grande question du passage de la mer du sud dans l'Atlantique par le nord* ». Ainsi le plan définitif du voyage d'exploration qui devait aboutir à la découverte du « *passage du nord-ouest* » ne fut mis au point par Chateaubriand qu'à son retour d'Amérique, c'est-à-dire dans les premiers jours de 1792. (38) Il eut encore à cette époque de longs entretiens avec Malesherbes. Mais l'heure n'est plus aux projets d'exploration : la Révolution prend une allure de plus en plus menaçante, le jeune Chateaubriand se marie précipitamment, puis cédant à la contagion qui gagne toute la noblesse, il émigre peu après ; il ne reverra jamais Malesherbes, ni son frère, ni sa belle-sœur ; c'est en exil, par la lecture d'un journal, qu'il apprendra leur martyre.

Chateaubriand nous dit encore bien d'autres choses sur Malesher-

N° 4697. *Voyages from Asia to America, for completing the discoveries of the North-West coast of America*, translated of Muller, by Th. Jefferys (Londres, 1764, in-4°, carte, broché).

N° 4698. Les mêmes trad. de l'allemand de Muller, par C.G.F. Dumas (Amsterdam, 1768, 2 tomes en 1 vol. in-12, carte).

N° 4699. Extraits raisonnés des voyages faits dans les parties septentrionales de l'Asie et de l'Amérique, ou nouvelles preuves de la possibilité d'un voyage aux Indes par le Nord, démontrées par Eugel (Lausanne, 1779, in-4°, cartes, broché).

(36) Nous lisons encore dans les *Mélanges littéraires* : « Dans ma jeunesse j'avais formé le projet de découvrir par terre, au nord de l'Amérique septentrionale, le passage qui établit la communication entre le détroit de Behring et les mers du Groënland. M. de Malesherbes, confidant de ce projet, l'adoptait avec toute la chaleur de son caractère. Je me souviens encore de nos longues dissertations géographiques. Que de choses il me recommandait ! Que de plantes je devais lui rapporter pour son jardin de Malesherbes !... »

(37) *Essai sur les Révolutions*, ch. XXIII.

(38) Il débarqua au Havre le 2 janvier.

bes. (39) Retenons-en seulement le passage lourd d'émotion qu'il consacre à leur dernier entretien, qui se situe nécessairement au début de l'année 1792, mais dont nous ignorons la date exacte :

« Je me rappellerai longtemps la dernière entrevue que j'eus avec lui. C'était un matin ; je le trouvai par hasard seul chez sa petite fille. Il se mit à me parler de Rousseau avec une émotion que je ne partageais que trop. Je n'oublierai jamais le vénérable vieillard voulant bien condescendre à me donner des conseils et me disant : « *J'ai tort de vous entretenir de ces choses-là ; je devrais plutôt songer à modérer cette chaleur d'âme qui a fait tant de mal à votre ami [J.-J. Rousseau]. J'ai été comme vous, l'injustice me révoltait ; j'ai fait autant de bien que j'ai pu, sans compter sur la reconnaissance des hommes. Vous êtes jeune, vous verrez bien des choses ; moi j'ai bien peu de temps à vivre.* » Je supprime tout ce que l'épanchement d'une conversation intime et l'indulgence de son caractère lui faisaient alors ajouter [...]. Le déchirement de cœur que j'éprouvai en le quittant me sembla dès lors un pressentiment que je ne le reverrai jamais. » (40)

Pour en revenir au voyage en Amérique et à la part qu'y prit Malesherbes, donnons encore, avant de clore ce chapitre, un témoignage. On sait que lorsqu'il fut rentré en France, en 1801, Chateaubriand adressa au Premier Consul une requête tendant à être rayé de la liste des émigrés. Voici le texte de cette requête, telle qu'elle figure aux Archives Nationales (*F⁷ 5618, Police générale, Emigration, pièce 246*) :

Pétition présentée au Général Bonaparte,
Premier Consul de la République française.

« François-Auguste de Chateaubriand, sorti de France dans les premières années de la Révolution, pour aller faire, sur les conseils de Guillaume Lamignon de Malesherbes (41), des voyages de découvertes dans l'Amérique septentrionale,

Revenu en France en 1792 avec des Plans pour le Gouvernement,

Bientôt obligé de se cacher, et ensuite de fuir, après la proscription et les massacres de presque toute sa famille, en 1793 (42),

(39) Relevons deux erreurs d'ordre biographique qu'il commet : il nous dit que Malesherbes avait épousé la fille du financier Boutin, alors que Mme de Malesherbes était la fille du fermier général Grimod de la Reynière ; il attribue à Malesherbes trois filles, Mme de Rosanbo, Mme d'Aulnay, Mme de Montboissier : Mme l'Aulnay (Guillemette de Rosanbo) était sa petite-fille.

(40) *Essai sur les Révolutions*, chap. XVII. Chateaubriand nous dit à deux reprises qu'il se propose d'écrire la vie de Malesherbes. Il n'a jamais exécuté ce projet. Relevons encore dans les *Mémoires* (3^e partie, 2^e époque, livre IX, ch. XV) le beau récit de sa rencontre avec son neveu Christian de Chateaubriand, jésuite à Rome, dont il évoque le baptême : « J'ai vu naître Christian ; quelques jours avant mon émigration j'assistais à son baptême. Son père, son grand-père le président de Rosanbo et son bisaïeul M. de Malesherbes étaient présents. Celui-ci le tint sur les fonts et donna son nom à Christian. L'église St-Laurent était déserte et déjà à demi dévastée (...). Deux ans après le père, le grand-père, le bisaïeul, la mère et la grand'mère avaient péri sur l'échafaud, et moi, témoin du baptême, j'étais exilé. »

(41) C'est nous qui soulignons.

(42) Erreur sans doute volontaire : Chateaubriand est parti en 1792, avant la « proscription » de sa famille.

Depuis ce moment errant à l'étranger où il a continué ses études sur l'histoire naturelle.

Il n'a point porté les armes contre la France,

Il se trouve inscrit sur la liste des émigrés avec tous les individus de sa famille.

Ces individus sont plus nombreux sur la liste qu'ils n'ont jamais été en réalité;

Quelques uns même ont péri publiquement en France, tels que Jean Baptiste Chateaubriand, frère du pétitionnaire (*sic*) guillotiné en 1794 avec sa femme Mlle de Rosanbo, sa belle-mère Mme de Rosanbo et son grand père Guillaume Lamoignon de Malsherbes (*sic*)... »

Nous ne reproduisons pas la fin de la pétition, dans laquelle Chateaubriand demande à être considéré comme « homme de lettres fugitif pendant la Terreur, et non comme émigré ».

Le document, signé F.A. de Chateaubriand, et daté du 3 messidor an X, est annoté de la main même de Napoléon, qui a écrit en haut de la première page la mention suivante :

« Renvoyé au ministre de la police, pour faire enquête.

« Bonaparte ».

Ce qui nous intéresse dans cette pièce originale, c'est qu'à deux reprises Chateaubriand, à son retour en France, se réclame de Malesherbes et qu'il déclare être parti pour l'Amérique sur les conseils de celui-ci.⁽⁴³⁾ Dans les *Mémoires d'Outre-tombe*, il dira avec un peu moins de précision que c'est au cours de ses entretiens avec Malesherbes qu'il a conçu l'idée de ce voyage.



Pendant que le jeune Chateaubriand voguait vers l'Amérique, à la fin du printemps de 1791, Malesherbes entreprenait son dernier voyage : il se rendit à Lausanne où sa fille Françoise-Pauline de Montboissier — qui avec son mari avait déjà choisi l'émigration, — résidait avec ses enfants. Ce séjour de plusieurs semaines, en Suisse, l'examen des dossiers du Tribunal révolutionnaire nous permettra de l'évoquer dans un des chapitres suivants. C'est l'époque où la fuite et l'arrestation du Roi vont marquer d'un tournant décisif le cours de la Révolution. Malesherbes n'est pas encore suspect, puisque dans

(43) Dans la *Correspondance* de Chateaubriand publiée par Louis Thomas (1912) au tome premier, nous trouvons reproduite cette « pétition ». Mais le texte donné par Louis Thomas présente quelques différences de détail avec celui de la pièce originale que nous avons eue sous les yeux. La variante la plus notable est celle qui porte sur le premier paragraphe qui se lit ainsi dans l'ouvrage. « François Auguste Chateaubriand, frère du petit-fils de Guillaume Lamoignon de Malesherbes et élève de cet illustre vieillard, est sorti de France dans les premières années de la Révolution pour faire des voyages de découvertes dans l'Amérique septentrionale. »

le procès-verbal de l'Assemblée nationale constituante en date du 2 juillet 1791, il figure (« *Malesherbes, ancien ministre* »), avec beaucoup d'autres, sur « *la liste indicative de ceux qui ont été portés pour la place de gouverneur de l'héritier présomptif du trône* ». Au cours de l'année 1792, quand les périls se préciseront, Malesherbes se rapprochera du Roi qu'il plaindra et sentira menacé. Si nous en croyons Bertrand de Molleville (44), qui rapporte une conversation (qu'il aurait eue avec lui avant le 10 août), Malesherbes assiste au lever du Roi tous les dimanches, bien qu'il haisse la toilette et n'aime pas « *cette maudite épée qui s'embarrasse dans ses jambes* » ; mais c'est pour lui une consolation pour toute la semaine « *d'avoir vu ce digne prince en bonne santé* ». Il ne veut pas être importun ni courtisan : « *Je ne m'approche pas assez pour qu'il me parle ; il me suffit de l'avoir vu et je crois qu'il est lui-même satisfait de me voir.* » Il n'entretient avec Louis XVI aucune correspondance secrète ; certains le croient toutefois, bien qu'il le nie : alors on s'adresse à lui lorsqu'on veut qu'une information grave, qu'une nouvelle menaçante parvienne aux oreilles du Roi. C'est ainsi qu'on lui dit un jour qu'une insurrection menace, que le peuple, commandé par les Marseillais et soutenu par la Garde Nationale, se prépare à marcher sur les Tuileries, que le meilleur moyen de préserver la vie du Roi est de le persuader d'abdiquer, qu'il doit rappeler Rolland, Clavières et Servan au Ministère... Malesherbes ne prend pas au tragique cette information qui lui paraît cacher une opération douteuse ; il pense cependant qu'on ne doit pas la dissimuler à Louis XVI ; il s'en ouvre à Montmorin et à Molleville... Parfois il quitte son domicile de la rue des Martyrs pour sa terre de Malesherbes (45) : au contact de ses arbres, de ses plantations, il se détend, se repose, il essaye d'oublier les angoisses croissantes ; mais à la campagne même le calme ne règne pas totalement ; certaines mesures ont fait monter la fièvre ; le châtelain, qui a consenti sans amertume à la suppression des droits seigneuriaux, s'efforce d'apaiser les remous et de préserver la concorde.

Mais le 20 juin et le 10 août sont maintenant bien proches : l'heure va sonner des fortes résolutions et du grand drame.

(44) *Mémoires secrets*, tome III, p. 21 à 29.

(45) Ou pour Verneuil où réside sa sœur Mme de Sénozan.

CHAPITRE XV

LE DEFENSEUR DU ROI

« J'ai été appelé deux fois au Conseil de celui qui fut mon maître... »

Une prophétie : le destin de Charles I^{er}. — Louis XVI au Temple ; avons-nous des témoignages de Malesherbes ? La prétendue relation dont parle Delisle de Sales. Autres témoignages. La source essentielle : les confidences de Malesherbes recueillies par le baron Hüe. — Malesherbes après le 10 août. Sa lettre au Président de la Convention. — Les trois défenseurs au Temple. — La journée du 26 décembre. — Après le jugement : les ultimes efforts. — Dernière entrevue du Roi et de Malesherbes. — Les entretiens de Louis XVI avec Malesherbes : récits et anecdotes. — Après l'exécution : rencontre secrète avec Edgeworth-Firmont.

« Vous lisez beaucoup, Sire, et vous êtes plus instruit qu'on ne croit. Mais la lecture n'est rien sans l'accompagnement de la réflexion. J'ai revu dernièrement, dans l'*Histoire d'Angleterre* de David Hume, le morceau de Charles I^{er}. Relisez-le avec réflexion : *Vos positions se ressemblent*. Ce prince était doux, vertueux, attaché aux lois, point dur, point entreprenant, juste et bienfaisant ; cependant il a péri sur un échafaud. En voici, je crois, la raison. Il arriva dans le moment où la dispute s'élevait entre les prérogatives de la couronne et celles de la nation. S'il eût cédé de ses prérogatives, il eût été vil aux yeux de ceux qui, par habitude de la jeunesse et par les avantages que la noblesse en retirait, les regardaient comme sacrées. Mais d'autre part il fut le plus faible dans le cours de la dispute pendant laquelle on lui arrachait à chaque instant une nouvelle concession. S'il fût venu cinquante ans plus tôt, ses vertus en auraient fait le modèle d'un roi. S'il fût arrivé cinquante ans plus tard, lorsque les droits mutuels étaient établis sans obstacle, il ne les eût pas transgressés et son règne eût été heureux ».

Ainsi parlait Malesherbes à Louis XVI au cours d'un entretien qui aurait eu lieu le 5 octobre 1788, si nous en croyons l'abbé de Véri, à qui Malesherbes lui-même le relata⁽¹⁾ peu après. Quatre ans plus tard, après les journées du 20 juin et du 10 août, ce rapprochement

(1) *L'abbé de Véri et son Journal*, par le duc de Castries, *Revue de Paris*, novembre 1953.

de Louis XVI avec Charles I^{er} d'Angleterre devait s'imposer sinistrement à son esprit... (2)

Nous abordons ici la phase la plus connue de la carrière de Malesherbes, celle qui a le plus contribué à le rendre populaire, celle qui l'a auréolé de gloire, celle que l'on s'est plu à raconter en modifiant, en embellissant peut-être des anecdotes véridiques, en ajoutant, comme il est normal, une part de fiction à la vérité.

Car il y a les faits extérieurs, ceux sur lesquels aucune contestation n'est possible ou dont quelques détails seulement sont sujets à discussion ; nous les relaterons dans leur sécheresse et leur nudité. Mais il y a aussi tout ce qui se déroula sans témoins, tous ces entretiens intimes dont certains tiers ont à peine saisi quelques bribes, tout ce dont les murs de la prison du Temple ont conservé le secret, et pour connaître cela il nous faudrait le témoignage écrit de Malesherbes lui-même.

Delisle de Sales, un des premiers biographes de Malesherbes, après avoir rapporté divers faits et anecdotes (émanant d'amis qui auraient recueilli ses confidences, émanant aussi, dit-il, du président de Rosambo dont il partagea un temps la captivité), nous présente un document de cinq pages qui serait dû au défenseur du Roi lui-même, mais sur l'authenticité duquel il fait les plus sérieuses réserves. Il écrit :

« Cette histoire de ce qui se passa au Temple entre Louis XVI et son illustre défenseur s'imprimait, lorsqu'on me fit passer, de Londres, un papier public qui renfermait, sur le même sujet, quelques anecdotes tirées d'un ouvrage posthume de Malesherbes ; ne connaissant pas cet écrit, ses amis les plus intimes étant à cet égard dans une ignorance absolue (3) et ne pouvant ainsi se prononcer sur son authenticité, je pris le parti de transcrire le papier anglais ; l'intérêt qu'il inspire est assez grand pour qu'en cas de fiction l'homme de goût le rejette, l'homme sensible le pardonne ». (4)

(2) Après la journée du 20 juin, Malesherbes s'était considéré comme mobilisé pour la défense du Roi. La duchesse de Tourzel signale dans ses *Mémoires* qu'on le voyait souvent au château, « à l'apparence du moindre danger, l'épée au côté, quoiqu'il n'en eût jamais porté. » Le comte de Tocqueville, (dans un opuscule dont nous parlerons au chapitre suivant) raconte que, dans la journée du 9 août, Malesherbes fut parmi les gentilshommes qui, voyant le péril imminent, sollicitaient la faveur d'entourer la personne du Roi au moment du danger. On leur délivra des cartes afin qu'ils pussent entrer au château aussitôt que l'émeute commencerait à se former... « On remarquait M. de Malesherbes en habit noir et en perruque courte et portant pour la première fois de sa vie une petite épée. »

(3) Dubois qui, comme nous l'avons indiqué au début de ce livre, vécut assez longtemps dans l'intimité de Malesherbes (puisqu'il était le précepteur de son petit-fils) déclare qu'il ne connaît pas l'existence d'un écrit de Malesherbes sur la captivité du Temple, mais il lui attribue quand même ces pages, parce que les détails qu'elles renferment lui paraissent absolument conformes à ce que Malesherbes lui a raconté à diverses reprises.

(4) Ce prétendu récit de Malesherbes, dont parle et que cite Delisle de Sales, n'avait point paru seulement dans des journaux anglais ; il avait été inséré aussi par Bertrand de Molleville dans ses *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la dernière année du règne de Louis XVI* (Londres, 1797) et le même Bertrand de Molleville l'a reproduit dans son *Histoire de la Révolution de France pendant les dernières années du règne de Louis XVI* (tome X, an X, 1802) en le faisant suivre d'une note, - et, avec quelques variantes, dans une autre édition du même ouvrage (1816). Cf. *Captivité et derniers moments de Louis XVI, récits originaux et documents officiels, recueillis et publiés pour la Société d'histoire contemporaine*, par le marquis de Beaucourt (Paris, A. Picard, 1892), Introduction, pages XLIX à LVII, et pages 289 à 308 où l'on trouve reproduits d'abord ce récit, ensuite celui de François Hüe dont nous parlons plus loin.

Si donc nous mettons à part cet ouvrage douteux, qu'avons-nous comme sources écrites ? D'abord l'ouvrage célèbre de Cléry, le fidèle valet de chambre du Roi, *Journal de ce qui s'est passé à la Tour du Temple pendant la captivité de Louis XVI, roi de France* (5), mais Cléry, s'il nous donne des renseignements précis sur l'activité de Malesherbes et des autres défenseurs pendant la durée du procès, sur les visites de Malesherbes au Temple, ne nous dit rien sur les entretiens qui eurent lieu entre le roi et son défenseur auxquels, comme on pense, il n'assistait pas, ou si peu... Il en est de même pour quelques autres témoignages d'un intérêt assez médiocre, comme la relation du municipal Goret, parue dans les premiers mois de la Restauration, sous le titre de *Mon témoignage sur la détention de Louis XVI et de sa famille dans la Tour du Temple* ; et les souvenirs de Jacques-François Lepître, membre de la Commune de Paris. (6) Charles Lacretelle, dans son *Histoire de la Révolution*, évoque longuement Malesherbes et Louis XVI au Temple, mais il se fonde non pas sur le témoignage direct de Malesherbes, qu'il n'a certainement pas vu après le 21 janvier 1793, mais sur des traditions orales et surtout sur les souvenirs du baron Hüe. Nous touchons ici en effet à la source la plus importante de renseignements sur la question qui nous occupe : le baron Hüe, qui fut, comme nous le verrons plus loin, le compagnon de captivité de Malesherbes à Port-Libre, a recueilli de sa bouche bien des confidences sur les entretiens du Temple, et il nous rapporte des épisodes et des anecdotes que nous n'avons aucune raison de mettre en doute, bien que certaines inexactitudes aient pu s'y glisser.

C'est dans l'ouvrage qu'il publia en 1814 et intitulé *Dernières années du règne et de la vie de Louis XVI* que ces confidences de Malesherbes ont trouvé place. (7) Mais Hüe ne s'est pas fié seulement à sa mémoire : il nous dit que Malesherbes lui avait confié un écrit contenant en substance les conversations qu'ils eurent ensemble à la prison sur Louis XVI ; il dissimula ce manuscrit dans les habits de son fils âgé de huit ans, qui était autorisé à venir le voir, et put ainsi le mettre en sûreté. Toutefois, bien que, dans son livre, il fasse parler Malesherbes en style direct, il ne semble pas reproduire textuellement cet écrit, mais seulement s'en inspirer. Toujours est-il que ces confidences de Malesherbes (dont une partie seulement porte sur la captivité du Temple) constituèrent la source principale où puisèrent les bio-

(5) Publié pour la première fois à Londres en 1798 (Baylis éditeur) il eut un succès immense et de multiples rééditions. Il ne faut pas le confondre avec les *Mémoires de M. Cléry sur la détention de Louis XVI* (1800), ouvrage apocryphe et falsification calomnieuse contre laquelle Cléry protesta dans le *Spectateur du Nord* à Hambourg, en février 1808.

(6) On trouvera ces deux témoignages dans l'ouvrage de G. Lenôtre. *La captivité et la mort de Marie-Antoinette, d'après des témoins oculaires et des documents inédits* (1897).

(7) On les retrouve textuellement dans les *Souvenirs du Baron Hüe*, publiés par le baron de Maricourt, son arrière petit-fils, au chapitre VII (1903). Le témoignage de Hüe est sérieux et inspire confiance ; pourtant on peut y relever quelques erreurs. Ne dit-il pas (*op. cit.*, p. 517) que « quelques semaines s'écoulèrent entre l'exécution du président de Rosambo et celle de Malesherbes et des autres membres de la famille ? Or, il s'est écoulé entre les deux drames seulement quarante-huit heures (cf. plus loin chap. XVI).

graphes postérieurs et il est vraisemblable qu'avant que le livre de Hûe fût publié, donc avant 1814, ces récits ont circulé et ont été portés à la connaissance de bien des gens. (8)

Boissy d'Anglas, dans son *Essai sur Malesherbes*, paru en 1819, nous dit : « *On voit dans les récits qui nous ont été laissés de ce qui s'est passé alors, que...* » Il pense évidemment au *Journal de Cléry*, ou à l'ouvrage du baron Hûe, et peut-être à d'autres témoignages, réels ou apocryphes, qui avaient dû circuler dans le public dès le début du siècle.

*
*
*

Pour Malesherbes qui, depuis le 10 août, vit dans une anxiété croissante, le drame est déjà commencé. Il ne veut pas rester spectateur immobile de ce qui se prépare, il prend la résolution d'agir. Le 11 décembre 1792 il adresse au président de la Convention la lettre fameuse où il demande à assumer la défense du Roi.

Citoyen président,

J'ignore si la Convention donnera à Louis XVI un conseil pour le défendre et si elle lui en laissera le choix ; dans ce cas là je désire que Louis XVI sache que, s'il me choisit pour cette fonction, je suis prêt à m'y dévouer.

Je ne vous demande pas de faire part à la Convention de mes offres, car je suis bien éloigné de me croire un personnage assez important pour qu'elle s'occupe de moi. Mais j'ai été appelé deux fois au Conseil de celui qui fut mon maître, dans un temps que cette fonction était ambitionnée de tout le monde : je lui dois le même service lorsque c'est une fonction que bien des gens jugent dangereuse. Si je connaissais un moyen possible pour lui faire connaître mes dispositions, je ne prendrais pas la liberté de m'adresser à

(8) Plusieurs questions se posent à nous. Cet écrit que Malesherbes aurait confié à Hûe ne serait-il pas le même que l'*ouvrage posthume* dont un papier venu d'Angleterre a livré quelques fragments à Delisle de Sales ? Ce ne serait pas impossible car on constate des similitudes assez curieuses entre le texte de Hûe et le morceau cité par le biographe : ainsi la scène de l'entrevue pathétique du Roi et de Malesherbes quand celui-ci annonce au souverain sa condamnation, est la même, à un détail près :

Texte cité par Delisle de Sales : Le roi « était dans l'obscurité, le dos tourné à une lampe placée sur la cheminée, les coudes appuyés sur la table, le visage couvert de ses mains ».

Texte de Hûe (qui fait parler Malesherbes) : « Je le revois encore, il avait le dos tourné vers la porte, les coudes appuyés sur la table, et le visage couvert de sa main. »

Les paroles du Roi qui viennent ensuite sont semblables dans les deux textes. D'autre part, les deux textes représentent cette entrevue comme n'ayant pas été la dernière : chez Delisle de Sales, on lit :

« Je revis encore une fois cet infortuné monarque : deux officiers municipaux étaient debout à ses côtés... »

Et chez Hûe.

« Après cette pénible conférence, j'eus encore une fois l'honneur d'entretenir le Roi, etc... » (Cf. plus loin page 712, note 24).

On peut supposer aussi que l'écrit dont parle Delisle de Sales n'aurait été qu'une sorte de plagiat du manuscrit que possédait Hûe, dans lequel on aurait introduit quelques variantes. Mais qu'est devenu ce manuscrit confié par Malesherbes à son compagnon de captivité, et pourquoi celui-ci ne l'a-t-il pas publié textuellement et intégralement ?

vous. J'ai pensé que dans la place que vous occupez, vous aurez plus de moyens que personne pour lui faire passer cet avis.

Je suis avec respect, Citoyen président,

Lamoignon Malesherbes. (9)

A la séance du vendredi 14 décembre, les commissaires de la Convention qui se sont rendus au Temple pour soumettre cette offre à l'accusé, font leur rapport. Ils disent qu'il a été donné lecture à Louis « d'une lettre en date du 11 présent signée Lamoignon-Malesherbes et adressée au président de la Convention dans laquelle il exprime le désir que Louis soit instruit qu'il se chargera de sa défense s'il le prend pour conseil ».

Louis, qui avait déjà fait choix de Tronchet, a demandé si celui-ci avait accepté ; mais Tronchet est à Palaiseau ; il est décidé qu'on le joindra immédiatement et qu'on l'invitera, en cas d'acceptation, à se rendre sur le champ à Paris. « A l'égard de l'offre du citoyen Lamoignon-Malesherbes, Louis a dit qu'il l'acceptait ». (10)

Tronchet et Malesherbes se rendent sans retard auprès du prisonnier. (11) Devant l'immensité et la difficulté de leur tâche, et Target s'étant assez lâchement dérobé (par une lettre lue à la séance du jeudi 13), ils s'adjoignent, le 17, Romain de Sèze, un avocat bordelais, encore jeune, ami et émule de Target, qui avait été le conseil de Marie-Antoinette dans l'affaire du Collier et qui s'était acquis une renommée brillante en faisant acquitter en 1789 le baron de Bésenval, accusé d'avoir fait tirer sur le peuple la veille de la prise de la Bastille.

Avant même de s'adjoindre de Sèze, dès le 14 décembre, Malesherbes et Tronchet font savoir à la Convention qu'ils n'ont à leur disposition aucune des pièces du dossier. Dans sa séance du samedi 15, la Convention ordonne que la lettre des défenseurs sera envoyée sur le champ à la Commission des vingt et un « pour en faire son rapport séance tenante ».

(9) Cette lettre fut publiée dans le *Journal des Débats et des Décrets*, N° 86, p. 130 (séance du 13 décembre 1792). Elle figure également dans le *Moniteur*.

(10) Le procès-verbal de cette entrevue entre Louis et les commissaires (Cambacérès, Saliceti, Thuriot, Dupont de Bigorre) est signé, lecture faite, par Louis et les commissaires. Au-dessous on lit :

« Conformément à l'offre que j'ai faite de mes services et d'après l'acceptation, je consens à être le conseil de Louis » (Signé) Lamoignon Malesherbes.

« La Convention nationale décrète que Lamoignon Malesherbes, conseil de Louis Capet, communiquera librement avec lui au Temple. »

(*Procès-verbaux de la Convention Nationale*, Paris, Imprimerie Nationale, 1793).

(11) Tronchet avait près de 67 ans. Bâtonnier en 1789, il avait siégé aux Etats généraux et avait même été président de l'Assemblée nationale. Il jouissait d'une grande réputation de jurisconsulte. Il avait été chargé de désigner la commission réunie pour recevoir les déclarations du Roi après le retour de Varennes. Sa lettre d'acceptation est du jeudi 13 : elle était conçue en des termes extrêmement circonspects et manifestait une grande répugnance à accepter la mission de défendre le Roi : il devait pourtant s'acquitter de cette mission de façon irréprochable. Si Louis XVI connaissait Tronchet, par contre il n'avait jamais vu de Sèze, dont il avait seulement entendu parler comme d'un avocat renommé.

Mais les défenseurs sont loin d'avoir satisfaction complète et sont contraints de faire des démarches réitérées pour que leur soient communiquées toutes les pièces qui leur sont nécessaires. ⁽¹²⁾

A la séance du jeudi 20, on lit une lettre du ministre des Affaires étrangères qui annonce que « *le citoyen Lamoignon, l'un des défenseurs de Louis XVI* (sic), *lui a demandé la communication de plusieurs pièces qui sont dans ses bureaux* ». Sur la proposition d'un député, la Convention autorise le ministre à délivrer des expéditions des pièces demandées, et décide qu'il en fera remettre en même temps des copies collationnées à la Commission des vingt et un.

Le dimanche 24 décembre, lecture est faite d'une lettre du procureur général syndic du département de Paris et d'un arrêté de l'administration du département, « *qui demande quelle est la conduite qu'elle doit tenir par rapport à la communication de diverses pièces relatives à la nuit et à la journée du 10 août qui leur est demandée par Lamoignon-Malesherbes et les autres défenseurs de Louis Capet* » ; la Convention décrète que l'administration générale du département de Paris est autorisée à fournir l'expédition demandée et ordonne que pareille expédition sera en même temps envoyée à la Commission des vingt et un.

La journée du mercredi 26 décembre est celle qui a été fixée pour l'audition du Roi et de ses conseils. Ainsi les défenseurs n'ont même pas eu dix jours pour préparer leur plaidoirie : ce sont des journées et des nuits de travail acharné qu'ont dû passer Malesherbes, Tronchet et de Sèze. Malesherbes, lui, allait deux fois par jour au Temple. ⁽¹³⁾

On a tout dit sur cette séance du 26 décembre où Louis XVI parut à la barre avec ses conseils, où de Sèze prononça ce plaidoyer qui était l'œuvre des trois, mais dont la rédaction lui appartient, et qui fit sur un grand nombre d'auditeurs une impression profonde, bien qu'il en eût retranché, à la prière du Roi, les mouvements les plus pathétiques de la péroraison, où l'accusé lut ensuite un bref discours protestant que ses défenseurs avaient dit la vérité.

En fin de séance, l'Assemblée avait décrété que la défense de Louis serait signée par lui et par ses avocats, et que cette défense, ainsi que le discours qu'il avait lu lui-même, seraient remis sur le bureau, imprimés et distribués. Or, le texte de la plaidoirie qui avait été signé et déposé était un manuscrit raturé, surchargé, impropre à l'impres-

(12) On communiqua à Louis XVI, avec l'acte d'accusation, 158 pièces tirées pour la plupart de la fameuse armoire de fer du château des Tuileries ; on les lui fit parapher et on lui en laissa des copies. Rappelons que le Roi avait été interrogé par la Convention avant qu'on lui eut donné des avocats.

(13) Cléry nous dit : « Depuis le 14 jusqu'au 26 décembre, le Roi vit régulièrement ses conseils. Ils venaient à cinq heures du soir et se retiraient à neuf. Tous les matins, M. de Malesherbes apportait à Sa Majesté les papiers-nouvelles et les opinions imprimées des députés relatives à son procès. Il préparait le travail de chaque soirée et restait avec Sa Majesté une heure ou deux. »

sion. Aussi Malesherbes fit-il parvenir immédiatement la mise au point suivante : (14)

Paris, ce 26 décembre 1792,

l'an I^{er} de la République à 1 h. 1/2 de l'après-midi.

J'observe que la signature mise par Louis et ses trois conseils à un manuscrit qui n'est autre chose qu'un brouillon plein de ratures et de renvois, ne peut signifier autre chose sinon que ce manuscrit est celui que l'orateur avait entre les mains.

Mais si l'on veut bien que l'orateur revoie les épreuves il serait aisé de nous demander à signer la feuille des épreuves revues ou un exemplaire ; et alors notre signature sera un certificat complet de l'approbation que nous donnons à l'ouvrage.

Lamoignon-Malesherbes.

Deux heures après, les trois avocats adressent au président l'énergique requête que voici :

Citoyen Président,

Nous avons eu l'honneur de passer au Comité, au sujet du décret qui ordonne que le discours prononcé par le citoyen de Sèze serait remis sur le bureau et envoyé à votre comité pour l'impression et l'envoi aux 83 départements. Nous voulions vous observer que le manuscrit d'un discours qui n'a été achevé que cette nuit, est dans un état qui n'est point propre à l'impression, puisqu'il est rempli de surcharges et de ratures, qu'il ne peut même pas être un fidèle témoin de ce qui a été prononcé par un orateur qui déclare avoir supprimé des choses écrites et ajouté des choses non écrites ; en conséquence nous désirerions concerter avec vous la manière dont pourrait être faite la copie de ce mémoire, avant qu'elle passe à l'impression, et les précautions à prendre pour que l'orateur lui-même en pût corriger les épreuves. N'ayant trouvé personne au comité, nous vous prions de nous faire savoir quand et où nous pourrions nous concerter avec vous sur cet objet. Cela devient d'autant plus nécessaire que nous avons fait ces observations au citoyen secrétaire qui est venu nous demander nos signatures au pied de ce manuscrit, et que nous n'avons signé purement et simplement que par déférence au décret.

Nous sommes avec respect, Citoyen Président,

les citoyens conseils de Louis,

Lamoignon-Malesherbes, Tronchet, de Sèze.

Ce 26 décembre, 3 h. 3/4 de l'après-midi.

La Convention fit droit à cette requête et décréta aussitôt que le rédacteur du manuscrit de la défense de Louis Capet serait admis à en corriger les épreuves, avec deux secrétaires de l'assemblée.

Puis, après que furent entendues, dans une atmosphère assez confuse, plusieurs propositions concernant le jugement du Roi, le décret suivant fut rendu (sur la proposition de Couthon) :

(14) *Procès-verbaux de la Convention nationale*. Le président de l'assemblée était alors Defermon.

« La Convention nationale décrète que la discussion est ouverte sur le jugement de Louis Capet, et qu'elle sera continuée, toutes affaires cessantes, jusqu'à la prononciation du jugement ». (15)

*
*
*

Le premier acte était joué. Pendant les jours de répit qui suivirent, Malesherbes, de Sèze et Tronchet gardèrent un contact étroit avec le prisonnier du Temple tout en fréquentant assiduellement les couloirs de la Convention. Le lendemain de la journée que nous venons d'évoquer, l'entretien du Roi et de ses défenseurs se prolongea très tard dans la soirée. Le 1^{er} janvier même, et bien que le Roi les ait priés de consacrer cette journée à leur famille, ils lui rendirent visite. C'est à partir du 15 janvier que, la discussion de la Convention étant close, les événements se précipitent. Le jugement est rendu, ce jour-là, sur la culpabilité de Louis, déclaré « *coupable de conspiration contre la liberté publique et d'attentats contre la sûreté générale de l'Etat* ». (16) C'est ensuite l'appel nominal sur la condamnation qui occupe toute la journée du 16, et se prolonge toute la nuit et jusque dans la matinée du jeudi 17. (17) Après le dépouillement du scrutin et le prononcé de la peine (rappelons que 366 députés votèrent la mort sans condition, 319 la détention, 36 la mort avec sursis ou conditionnelle, et que 28 furent absents ou ne votèrent pas) (18), les défenseurs de Louis, qui avaient demandé à paraître à la barre, sont introduits. Une séance dramatique va se dérouler.

De Sèze prend la parole et donne lecture d'une déclaration que Louis a chargé ses défenseurs de lire à la Convention. C'est l'appel interjeté à la Nation, rédigé par Tronchet, et que Louis a signé la veille, le 16 au soir, en prévision du verdict de mort. Après lecture, de Sèze continue : il fait observer à l'Assemblée que le décret qui prononce contre Louis la peine capitale, n'a été rendu qu'à une très faible majorité. Il n'ignore pas, poursuit-il, que c'est par un simple ordre du jour, motivé d'après les usages de la Convention, que celle-ci a décidé que la simple majorité plus une voix, suffirait pour que le jugement fût valable ; il fait observer qu'il existe une grande différence entre les décrets pris jusqu'alors dans l'Assemblée, et celui qui prononce un jugement de mort ; il invite la Convention, au nom de la patrie, de la justice et de l'humanité, à user de sa puissance et à se relâcher de son inflexible rigueur ; enfin, puisqu'elle a cru pou-

(15) La séance est levée à 4 heures. Le procès-verbal est signé de Defermon, président, J. A. Creuzé-Latouche, Treilhard, Saint-Just, Jean Bon St-André, Osselin, J.B. Louvet, secrétaires.

(16) La culpabilité fut votée par 683 voix. Il y eut ensuite un second vote sur la question de savoir si le jugement qui serait prononcé serait soumis à la ratification du peuple : 283 voix se prononcèrent *pour* et 424 *contre*.

(17) Durant cette angoissante journée du 16, Malesherbes fit deux visites au Roi, le matin et le soir, pour lui dire que l'appel nominal durait encore. (*Journal de Cléry*).

(18) Il y eut 721 votants ; la majorité absolue était de 361 : la mort fut donc acquise à une majorité de 5 voix.

voir appliquer à Louis les dispositions du Code pénal, il la supplie de lui appliquer également les dispositions de la même loi, qui exige, pour la condamnation de l'accusé, un nombre de voix égal aux deux tiers des votants.

Le président (qui est Vergniaud) ⁽¹⁹⁾ répond : « *Citoyen, la Convention nationale a entendu vos réclamations ; elle étaient pour vous un devoir sacré, puisque vous étiez chargé de la défense de Louis.* » Et l'on accorde à l'unanimité aux conseils du Roi les honneurs de la séance. ⁽²⁰⁾

La discussion commence ; « *alors un des avocats de Louis prie l'Assemblée de lui accorder jusqu'au lendemain pour méditer et mettre par écrit des réflexions sur l'objet important dont son collègue a entretenu la Convention* ». ⁽²¹⁾

Cet avocat, c'est Malesherbes ! Tronchet avait déjà fait une saisissante intervention pour appuyer par des arguments juridiques la démonstration de de Sèze.

Malesherbes veut parler à son tour ; mais sa voix se brise, les larmes et les sanglots étouffent sa parole ; il ne peut que demander qu'on lui accorde ce court délai... Robespierre se lève et déclare qu'il veut bien pardonner à Malesherbes les larmes qu'il vient de verser sur le sort de Louis ⁽²²⁾ ; mais il fait rejeter la demande particulière qu'il a formulée, ainsi que l'appel du Roi à la nation (avec défense à quiconque d'y donner suite). Finalement l'Assemblée adopte la question préalable et ajourne au lendemain 18 la question du sursis, ultime espoir pour ceux qui veulent sauver Louis.

C'est seulement le samedi 19 que sous la présidence de Barère s'ouvre la discussion sur le sursis. Malgré le succès d'un discours de Condorcet contre la peine de mort, le sursis est rejeté par 380 voix contre 310 sur 690 votants. Après avoir rendu un décret en quatre articles, la Convention se sépare à 3 heures du matin. Le 20, les dernières volontés du Roi sont portées à l'Assemblée ; elle y souscrit, mais n'accorde pas le délai de trois jours qu'il demande. Elle l'assure que la nation, « *aussi grande dans sa bienfaisance que rigoureuse dans sa justice, prendra soin de sa famille et lui assurera un sort convenable* ».

C'est le 17 au matin que Malesherbes était venu annoncer au Roi sa condamnation. La scène avait été pathétique ⁽²³⁾, bien qu'il restât

(19) Vergniaud avait prononcé, au cours de la discussion, un très noble discours, d'une magnifique éloquence ; il n'en avait pas moins voté la mort, mais sous réserve de ratification par le peuple.

(20) Procès-verbaux de la Convention nationale.

(21) Cf. plus loin, appendice V.

(22) Sur l'impression que le regard de Robespierre fit sur Malesherbes, cf. ce que rapporte Charles Lacretelle, chapitre suivant, p. 718.

(23) Malesherbes annonça d'abord la nouvelle à Cléry. Puis il se jeta aux pieds du Roi, « étouffé par les sanglots ». Si nous en croyons la relation donnée par Delisle de Sales, le Roi aurait eu « le dos tourné à une lampe placée sur la cheminée, les coudes appuyés sur la table, le visage couvert de ses mains ». C'était donc le soir ? Or il est certain que la nouvelle du verdict a été apportée par Malesherbes le 17 dans la matinée,

encore à ce moment-là l'espoir du sursis et de l'appel à la nation. Ils n'eurent plus qu'un dernier entretien, le soir de ce même jour ⁽²⁴⁾ : pendant les trois jours suivants, l'accès de la chambre du Roi fut interdit à ses défenseurs. Cléry nous dit que Louis XVI en manifesta durant les journées du 18 et du 19 une vive inquiétude. Le dimanche 20 son anxiété augmenta : « *Je ne vois point arriver M. de Malesherbes.* » Et Cléry lui apprend que Malesherbes s'est présenté à plusieurs reprises, mais qu'on lui a refusé l'entrée. ⁽²⁵⁾

Ainsi le condamné partit pour l'échafaud sans avoir revu l'ami qui lui était cher entre tous.

* *

Sur les visites de Malesherbes au Temple, nous avons les renseignements que nous donne Cléry (auquel nous nous sommes référé plus haut), nous avons aussi d'autres témoignages, d'un intérêt moindre. Écoutons celui du municipal Goret, ancien inspecteur des approvisionnements des Halles :

« M. de Malesherbes, son sage conseil, était fréquemment près de lui, surtout dans les derniers temps de sa captivité ». Goret le reconduisait quand il quittait le roi. Malesherbes, bien que se trouvant avec l'officier municipal, tint un jour absolument à faire constater son identité au guichet. Goret s'en étonne. « *Qu'importe, me répartit-il, il ne faut jamais manquer à une consigne.* »

Un autre jour : « Nous traversâmes la grande cour jusqu'à la porte de la sortie du Temple où sa voiture l'attendait : chemin faisant nous causâmes de la situation de Louis XVI : c'était peu de jours avant le moment fatal. Voici ce que je n'ai pu oublier de cette conversation : « *Je ne puis, me dit M. de Malesherbes, occuper le Roi de son affaire, l'y faire penser, toute grave qu'elle soit, il en montre la plus grande indifférence.* » Voilà bien l'im-

aussitôt après la fin de la séance de la Convention, qui avait duré toute la nuit. Toute cette scène, dans la relation en question, a été visiblement arrangée pour produire un effet théâtral. y compris le discours un peu trop « préparé » qui est prêté au Roi, et qui figure également dans la relation du baron Hüe, mais dont Cléry ne fait pas mention.

(24) C'est prouvé par la lettre que Malesherbes adressa plus tard au futur Louis XVIII et que nous signalons au chapitre suivant : « J'ai vu le roi dans les derniers jours de sa vie. C'est même moi qui ai eu la douloureuse fonction de lui annoncer le jugement qui venait d'être rendu [...] *Je le revis encore le soir de ce jour-là*, car ce ne fut que le lendemain que l'entrée de la prison me fut interdite... »

(25) Cléry est formel. Il dit même que le 17 au matin, vers 9 heures, quand Malesherbes vint annoncer la fatale nouvelle, après une longue conversation sur la situation, sur les votes des députés (conversation à laquelle Cléry assista sans doute). le Roi entraîna Malesherbes - qui se disposait à sortir - dans son cabinet, où il eut avec lui un entretien secret d'une heure, et qu'après cet entretien, en le reconduisant, il lui recommanda de revenir le soir. Or, d'après Cléry, Malesherbes ne revint pas (après avoir fait un récit de la soirée, Cléry ajoute : « Le Roi attendait vainement M. de Malesherbes »). Pourtant l'affirmation très nette de Malesherbes dans la lettre que nous avons citée plus haut (note précédente), nous paraît devoir l'emporter. La relation anglaise présentée par Delisle de Sales, nous semble ici plus près de la vérité, puisqu'elle fait dire à Malesherbes « *Je revis encore une fois ce malheureux monarque. Deux officiers municipaux étaient debout à ses côtés. Il lisait ; un des municipaux me dit : « Causez avec lui, nous n'écouterons pas.* » Nous avons vu que Hüe (p. 706, note 8) fait dire à Malesherbes la même chose en des termes un peu différents.

passibilité dont j'ai parlé plus haut. Ce fut la dernière fois que je me rendis au Temple jusqu'à la mort du Roi. »

Quant à Lepître, ex-professeur de belles-lettres dans un collège de Paris qui, nommé le 2 décembre membre de la Commune, fut désigné peu après pour prendre la surveillance au Temple, il évoque aussi les nombreuses visites de Malesherbes :

« Tant que dura le procès, toutes les fois que je fus de service au Temple, j'introduisis M. de Malesherbes. La seconde fois qu'il y vint, j'allai le recevoir dans la première cour. Il paraissait éprouver un certain malaise, car la veille il avait eu à souffrir de la grossièreté du commissaire chargé de le conduire auprès de Sa Majesté. Il me regarda ; j'osai lui prendre la main et lui dis : « *Rassurez vous, Monsieur, non sum unus e multis, je ne suis pas du grand nombre.* — *Que vous me faites du bien,* répondit ce respectable vieillard ; *veuillez donc me recevoir toutes les fois que vous serez ici.* » Je n'ai introduit qu'une fois le courageux Tronchet, le jour où la Commune nous fit tenir un arrêté portant que les conseils de Louis XVI seraient déshabillés et visités avec la dernière exactitude, pour savoir s'ils ne portaient pas quelque instrument dont on peut abuser. La lecture de cet arrêté nous indigna tous... »

Quant aux entretiens intimes de Malesherbes avec le Roi, c'est au témoignage de Hûe que nous devons nous référer. ⁽²⁶⁾ Les thèmes de ces entretiens sont nombreux et variés ; nous y voyons comment Louis XVI réagit à la lecture des feuilles qui l'outragent et que son défenseur ne craint pas de mettre sous ses yeux ⁽²⁷⁾ non sans le réconforter pourtant en lui parlant des manifestations de sympathie dont il est l'objet dans les théâtres et même dans la rue. ⁽²⁸⁾ Malesherbes interroge Louis XVI sur le lieu de l'exil qu'il choisirait s'il était, par bonheur, condamné au bannissement, ou bien il lui demande quelles conditions il mettrait à son retour au cas où la nation, un jour, le rappellerait. Une conversation s'engage sur la coalition des puissances contre la France et Louis XVI manifeste la vive répugnance qu'il aurait à devoir son trône à l'intervention étrangère. Un autre jour, l'entretien se porte sur cette famille dont Louis est cruellement séparé et particulièrement sur la Reine, qu'il défend contre l'injuste hostilité et les calomnies dont elle est l'objet ; ou bien on flétrit la trahison du duc d'Orléans, Philippe-Egalité, qui osera voter

(26) On retrouve la plupart de ces récits et anecdotes dans l'ouvrage de A. Beauchesne. *Louis XVI, sa vie, son agonie, sa mort. Captivité de la famille royale au Temple, 1852* (tome I, livre IX, pp. 364 suiv.).

(27) Au grand étonnement d'un garde municipal auquel Malesherbes répond : « Personne n'a plus de courage que le Roi. Il lit toutes ces indignités avec la plus complète indifférence. »

(28) Une grande partie de l'opinion, à Paris, était favorable à la cause du Roi. On chantait une romance qui plaignait son sort. On jouait au Théâtre Français, au Vaudeville, des pièces qui comportaient des allusions aux vertus et aux malheurs de Louis XVI et à l'illégalité de son procès (*L'Ami des lois*, 5 actes en vers, de Laya, *La chaste Suzanne*). On applaudissait longuement à des apostrophes de ce genre : « Comment pouvez-vous être accusateurs et juges tout ensemble ? ». Il y eut de si violentes manifestations que la Commune dut suspendre ces représentations.

la mort de son cousin... A deux reprises le Roi entretient Malesherbes de ce prêtre réfractaire Firmont-Edgeworth, dont, sur le conseil de Madame Elisabeth, il réclame l'assistance et auquel Malesherbes parviendra à donner un rendez-vous secret chez sa sœur Mme de Sénozan... (29)

Dans le récit de Hüe (auquel nous renvoyons notre lecteur), comme dans les pages de Delisle de Sales, les anecdotes se pressent : Louis veut récompenser ses défenseurs Tronchet et de Sèze. « Embrassez-les ! », répond Malesherbes. (30) Le Roi a besoin d'argent pour désintéresser quelques créanciers : Malesherbes lui apporte 3.000 livres en pièces d'or, que Louis n'utilisera pas et lui restituera avant d'aller au supplice. (31) Le jour de Noël, le Roi fait son testament et Malesherbes en prend une copie. Un autre jour, Malesherbes est fouillé par Dorat Cubières, alors de garde, car on craint qu'il n'apporte à Louis XVI une arme ou du poison, et Malesherbes atteste solennellement que le Roi est trop attaché aux principes de sa religion pour attenter à ses jours. (32) Comme Malesherbes lui fait part des projets d'un certain nombre de personnes résolues qui méditent de l'enlever le jour de l'exécution, il le prie en termes catégoriques de décourager ces téméraires et de prévenir une inutile effusion de sang... Écoutons encore cette confidence (mise par Hüe dans la bouche de Malesherbes) :

« Un jour que j'étais revenu au Temple après avoir passé presque consécutivement trente six heures dans plusieurs comités de la Convention, le Roi m'en fit des reproches. *Mon ami*, me dit-il, *pourquoi vous exténuer de la sorte ? Ces fatigues fussent-elles utiles à ma cause, je vous les interdirlais ;*

(29) C'est ce que nous apprend le récit d'Edgeworth-Firmont : « Le sort du Roi n'était pas encore décidé lorsque M. de Malesherbes, dont je n'avais pas l'honneur d'être personnellement connu, ne pouvant ni me recevoir chez lui ni se transporter chez moi, me fit demander un rendez-vous en maison tierce. Il eut lieu chez Mme de Sénozan. Là, M. de Malesherbes me rendit un message du Roi par lequel cet infortuné monarque me proposait de l'assister à la mort si l'atrocité des hommes le conduisait jusque là. Ce message était conçu en ces termes... » Edgeworth ajoute qu'il chargea Malesherbes de transmettre son acceptation au Roi. (*Relation des derniers moments de Louis XVI écrite par M. l'abbé Edgeworth de Firmont*, Dijon, 30 janvier 1816, chez Noellat libraire).

Il est probable qu'au cours même du procès, Malesherbes réussit à introduire Edgeworth — incognito — auprès de Louis XVI. C'est ce que nous apprend un document conservé dans les archives du Séminaire des Missions étrangères, une « lettre commune » écrite de Londres, le 1^{er} avril 1793, par trois missionnaires alors réfugiés en Angleterre, Chaumont, Alary et Blandin, document d'un intérêt considérable car il contient un récit complet des dernières heures du Roi. Nous en extrayons le passage suivant : « M. Edgeworth, prêtre irlandais, pensionnaire dans notre séminaire depuis environ vingt ans (...) déjà confesseur de Madame Elisabeth, avoit trouvé le moyen de s'introduire auprès du Roi, pendant qu'on instruisoit son procès, pour entendre sa confession. Comme MM. de Malesherbes, de Sèze et Tronchet, défenseurs du Roi, avoient le droit d'aller chez lui et d'y introduire des commis avec eux, M. Edgeworth les accompagnoit sous cette dernière qualité... » Une fois la sentence rendue, Louis XVI dut s'adresser à la Convention pour obtenir d'être assisté par le prêtre de son choix et il ne désigna Edgeworth, que lorsqu'on lui eut promis que ce prêtre ne courrait aucun danger, (*Archives des Missions étrangères*, vol. 310, pièce 31).

(30) D'après une autre version (rapportée par Delisle de Sales) il aurait dit : « Sire, leur conscience, l'Europe, la postérité se chargera de leur récompense ; vous pouvez déjà leur en accorder une qui les comblera. — Laquelle ? — Daignez les embrasser. »

(31) En réalité Louis XVI avait écrit : « Argent à rendre à M. de Malesherbes. » Mais les rouleaux d'or furent confisqués ; jamais on ne les rendit à Malesherbes.

(32) Cf. Appendice IV.

mais vous ne m'obéiriez pas. Du moins abstenez vous quand je vous assure qu'elles seront infructueuses. Le sacrifice de ma vie est fait ; conservez la vôtre pour une famille qui vous chérit ». (33)

Ces anecdotes, ces récits, transmis de bouche en bouche, repris par les biographes et les auteurs d'éloges, ne donnent qu'une idée très incomplète de tous les entretiens qui se déroulèrent entre le Roi et son défenseur pendant les semaines comprises entre le 14 décembre et le 17 janvier.

« Ah ! c'est vous, mon ami, vous voyez où m'a conduit mon amour pour mon peuple et cette abnégation de moi-même qui me fit consentir à l'éloignement des troupes destinées à défendre mon pouvoir et ma personne... » Tels auraient été les premiers mots du Roi à celui qui, spontanément, était accouru pour le défendre et qui, bouleversé, se jetait dans ses bras. « Une meilleure vie nous réunira. Je regrette de quitter un ami tel que vous. Adieu ! au sortir de ma chambre, contraignez-vous, il le faut. Songez qu'on vous observera ». C'est par ces mots que Louis aurait pris de son défenseur un congé définitif. Acceptons ces deux paroles, même si elles ne sont pas rigoureusement authentiques, et songeons qu'entre la première réunion et l'adieu suprême, il y eut place, non seulement pour la préparation et l'élaboration du plaidoyer, mais pour de nombreux entretiens intimes (auxquels Tronchet et de Sèze ne participèrent que rarement), où furent évoqués le passé, les fautes, les erreurs, les imprévoyances, tout ce qui avait conduit le monarque hésitant et timide à cette tragique impasse, et pour d'autres entretiens, plus détachés des événements, où la pensée tenaillée par les angoisses de l'heure, s'évadait sans doute vers la philosophie, vers la religion, vers les grandes inquiétudes et les hautes espérances humaines.



Aussitôt après l'exécution, Malesherbes, dont on peut imaginer la douleur, devait rencontrer l'abbé Edgeworth-Firmont qui avait accompagné le Roi jusque sur l'échafaud et avec lequel il avait un rendez-vous clandestin. Nous avons, sur cette rencontre, un double témoignage d'Edgeworth lui-même. D'abord une lettre du 2 mars 1793 écrite par le prêtre à un certain M. de Balleroy (à Balleroy, Calvados), et dont nous extrayons le passage essentiel :

« ...Je restai jusqu'au dernier moment, et même au-delà, mais les cris de Vive la Nation ! qui commencèrent m'avertirent que je n'étais plus à ma place ; il avait eu la présence d'esprit de me recommander à ceux qui m'environnaient, de peur qu'il ne m'arrivât malheur après sa mort, mais tous

(33) Il semble que Louis XVI ait toujours été sans illusions. Si nous en croyons Hûe, en revoyant Malesherbes pour la première fois, il lui dit : « Vous venez m'aider de vos conseils, vous ne craignez pas d'exposer votre vie pour sauver la mienne, mais tout sera inutile. »

m'abandonnèrent et la Providence seule se chargea de moi : je fendis la foule sans obstacles et sans insultes et je me réfugiai dans une maison sûre où le malheureux M. de Malesherbes vint me rejoindre. Il voulait à toute force que je quitte la France, mais des liens que je respecte [...] m'y retenaient encore et je me contentai de sortir le même jour de Paris et de retourner dans ma solitude où je suis à portée de tout savoir sans être vu... » (34)

De plus, une autre lettre d'Edgeworth, écrite à Londres le 1^{er} septembre 1796, confirme le renseignement précédent et ajoute même d'intéressantes précisions. (35) Après avoir raconté comment, aussitôt après l'exécution, il parvint à fendre les rangs, puis à se perdre dans la foule, Edgeworth écrit :

« Ma première pensée, en me voyant libre, fut de courir en toute hâte chez M. de Malesherbes (36) pour lequel le Roi m'avait chargé d'un message très important. Je trouvai l'infortuné vieillard baigné de larmes et le récit que je lui fis n'était pas propre, comme vous pouvez le croire, à les sécher. Mais bientôt, oubliant ses propres malheurs pour m'arracher, s'il était possible, aux dangers qui semblaient menacer ma tête : « *Fuyez, me dit-il, fuyez, mon cher Monsieur, cette terre d'horreur et les tigres qui la gouvernent. Von, ils ne vous pardonneront jamais votre inviolable attachement pour le plus infortuné des rois ; votre conduite de ce matin est un crime dont tôt ou tard ils chercheront à vous punir. Moi-même, quoique moins exposé que vous à leur fureur, je vais me retirer dans ma terre. Mon cher Monsieur, croyez-moi, non seulement à Paris mais en France, il n'est pas un seul asile assuré pour vous...* »

Il est probable qu'au cours de cette journée du 21 janvier, une manifestation eut lieu rue des Martyrs devant le domicile de Malesherbes ; on l'acclama, on déposa une couronne civique... (37) Hommage mérité, mais qui ne pouvait que rendre plus suspect encore l'homme qui avait demandé à défendre le Roi, qui n'avait jamais dissimulé ses sentiments et sa douleur, et qui avait accompli sa tâche avec un mépris total pour sa propre sécurité.

(34) *Archives du Séminaire des Missions étrangères* (vol. 36, copie faite sur l'original appartenant aux archives du comte de Cafarelli).

(35) Lettre à M. Ussher Edgeworth à Dublin, publiée dans *Lettres de l'abbé Edgeworth, écrites depuis 1777 jusqu'à 1807*, par le Révérend Thomas R..., Paris, 1818, p. 79 à 108. Elle figurait déjà à la suite de la *Relation des derniers moments de Louis XVI*, dans l'opuscule intitulé *Mémoires d'Edgeworth, recueillis par C. Sneyd-Edgeworth et traduits de l'anglais* (Paris, Gide libraire, oct. 1815).

(36) Nous ne croyons pas qu'il y ait contradiction avec la lettre précédente où Edgeworth parle d'une maison sûre où Malesherbes vint le rejoindre. Cette lettre-ci a été traduite de l'anglais (nous n'avons pas retrouvé l'original) et « chez » doit être une traduction inexacte. Une autre traduction, en effet, donne : « auprès de M. de Malesherbes ».

(37) Selon Delisle de Sales, cette manifestation se serait produite avant le jugement.

CHAPITRE XVI

LA DERNIERE ANNEE DE MALESHERBES

« Une victime sublime. »

(SAINT-EUVE).

I

LA VIE AU CHATEAU PENDANT LA TOURMENTE ARRESTATIONS ET PERQUISITIONS

Après la journée du 21 janvier. Le château de Malesherbes, lieu de pèlerinage pour les royalistes. — La vie familiale au château (la relation du comte de Tocqueville). — Malesherbes et le procès de la reine. — Au mois de décembre : Rosanbo poursuivi pour la protestation des parlementaires. Perquisitions à Paris et à Malesherbes. Arrestation de Rosanbo et des autres membres de la famille. — Une correspondance compromettante est découverte : les lettres de Mme de Montboissier et de son mari, émigrés. — Autres correspondances dangereuses. Une lettre de Malesherbes au président Rolland.

Après la fatale journée du 21 janvier, qui le laisse meurtri et désespéré, le défenseur de Louis XVI songe à prendre le repos physique et moral dont il a tant besoin. Il sait qu'il est suspect, il sait que le seul fait d'avoir défendu volontairement le Roi le désigne à la vengeance des révolutionnaires ; il se rappelle sans doute, entre autres épisodes, cette apostrophe du député Treilhard qui, l'entendant donner à Louis XVI (le Roi attendait qu'on l'introduisît à la barre de la Convention) les noms de *Sire* et de *Majesté*, lui avait crié : *Qui vous rend si hardi de prononcer ici des mots que la Convention a proscrits ?* » Apostrophe à laquelle Malesherbes avait répondu : *Mépris pour vous et mépris pour la vie !* » (1)

Madame de Rosanbo était, paraît-il, persuadée que le nom et la vertu de son père protégeraient toute la famille. Mais Malesherbes

(1) Rapportant cette parole fameuse, Charles Lacretelle fait observer que les mots « Mépris pour vous » doivent appartenir à la légende. Il paraît, en effet, difficile de croire que Malesherbes ait eu l'imprudence d'insulter ainsi un député ; il a dû se borner à répondre : « Mépris de la vie ! »

ne se faisait guère d'illusions. Charles Lacretelle lui prête des paroles désabusées :

« *Le regard de Robespierre me suit partout*, disait-il en secret à ses amis. J'entends encore le ton dont il m'a dit qu'il voulait bien me pardonner mes larmes. Cet homme doit me haïr beaucoup car il voudrait passer pour vertueux, et assurément nous ne le sommes pas de la même manière. On me fatigue beaucoup en me parlant de mon beau dévouement : je n'en vois point le mérite, mais il en acquerra un peu si la mort en est le témoignage. Si j'avais un fils je craindrais beaucoup pour lui, mais j'espère qu'on ne me poursuivra pas dans ma fille. » (2)

Il était résolu à se retirer avec les siens dans ce château de Malesherbes qu'il avait si souvent habité, qu'il n'avait jamais délaissé depuis les temps lointains où il dirigeait la Librairie, où il avait vécu dans une retraite studieuse durant les trois années d'exil que lui avait values jadis le coup d'Etat de Maupeou et où il s'adonnait avec joie à ses travaux d'agriculteur et à ses études d'histoire naturelle. (3)

Cette demeure de Malesherbes devint vite un véritable lieu de pèlerinage. C'est encore Charles Lacretelle qui nous rapporte que le défenseur de Louis XVI y reçut pendant plusieurs semaines des visites nombreuses : royalistes qui venaient quêter de sa bouche quelques paroles du souverain martyr, anciens émigrés qui allaient à lui au risque de le compromettre, jeunes gens qui « *se cachaient derrière un rideau de peupliers pour voir passer le sublime vieillard* ». Que d'imprudences en une telle époque !

Pourtant, malgré les dangers menaçants, il n'avait pas l'intention de quitter définitivement son domicile de la rue des Martyrs, sur les pentes de Montmartre ; il y fit durant cette année au moins un séjour. En tout cas, il ne songeait pas à quitter la France : il n'avait pas approuvé sa fille cadette Mme de Montboissier (4) qui, dès 1790, s'était fixée en Suisse et les spectacles terribles dont il était maintenant témoin n'entamaient point sa résolution. A Monsieur, frère

(2) *Histoire de la Révolution*, tome V, p. 407-416.

(3) Après le 21 janvier, de Sèze, invité par Malesherbes, passa quelques jours au château. — Si Malesherbes avait eu plus de souci de sa sécurité, il aurait pu se retirer dans sa terre de Chef-Boutonne, en Poitou. Le maire de cette localité l'avait invité à venir l'année précédente. Le 25 janvier 1792, il lui avait répondu : il lui disait ses regrets de ne pouvoir entreprendre ce voyage : il invoquait son âge, la nécessité où il se trouvait de revenir fréquemment à Paris où il avait ses sœurs, ses enfants et petits-enfants, son attachement à la maison de Malesherbes, devenue sa seconde patrie depuis l'année 1724 où, jeune enfant, il y était allé pour la première fois, où il avait « tous ses établissements commencés depuis quarante ans et une partie de sa bibliothèque ». Il n'en a pas moins vendu récemment, pour se libérer de ses dettes, une grande partie de sa terre de Malesherbes comptant que les remboursements qui lui sont dûs pour les dîmes de Chef-Boutonne lui suffiront pour acquitter le reste. Il ajoute dans cette même lettre : « Je regarde à présent mes terres de Chef-Boutonne comme un patrimoine dont j'ai la propriété incommutable pour moi et mes enfants ». (*Lettres inédites de Malesherbes publiées par Henry de Laguerenne*, dans la *Revue des Questions héraldiques* (1903).

(4) Rappelons que Françoise Pauline de Lamoignon de Malesherbes, née en 1758, avait épousé Charles Philippe Simon, baron de Montboissier (1750-1802), maître de camp du régiment Orléans-Dragons, maréchal de camp en 1788, député de la noblesse aux Etats-Généraux, pour le bailliage de Chartres.

du Roi, le futur Louis XVIII, qui lui avait écrit le 6 mars 1793, pour le remercier de sa conduite et pour l'inviter à venir auprès de lui, il répondait le 10 mars une longue lettre où, après avoir rappelé tous les obstacles qui avaient rendu si malaisée la tâche des défenseurs, il démontrait au prince que son devoir était de rester en France :

« Je ne regarde pas ma mission comme finie tant que la Reine et Madame Elisabeth seront dans les fers. On parle parfois de mettre en justice ces deux augustes princesses ; si on se portait à ce nouveau crime il leur faudrait un conseil et il n'est pas impossible qu'elles choisissent ceux qui ont rempli le même devoir auprès du roi. » (5)

Il ajoutait ces nobles paroles :

« J'ai un grand témoignage à rendre à sa mémoire ; il peut y avoir des circonstances où il soit utile que ce témoignage soit rendu particulièrement. Je serai cru si je le lui rends à Paris et pour ainsi dire sous les yeux de ses meurtriers : je ne le serais pas si j'avais quitté la France... On ne manquerait pas de dire que mon témoignage serait dicté par ceux qui m'honoreraient de leurs bontés. Je suis donc, Monseigneur, dans une position où, si je quittais la France, je pourrais me reprocher éternellement de ne m'être pas trouvé à mon poste ».

Cette lettre est datée de Malesherbes. Deux jours après, le 12 mars, est célébré dans cette même localité, le mariage de la petite-fille de Malesherbes, Louise de Rosanbo, troisième fille de Madame de Rosanbo, avec le jeune comte Clerel de Tocqueville.

Des trois filles du Président et de Madame de Rosanbo, l'aînée, Aline-Thérèse, s'était mariée la première, comme on sait, avec Jean-Baptiste-Auguste de Chateaubriand, frère du futur écrivain ; la cadette, Suzanne-Guillemette, venait d'épouser Charles-Louis-Marie Le Peletier d'Aulnay, son cousin-germain, mariage qui avait été célébré le 6 novembre 1792, ainsi qu'en fait foi le registre d'état-civil conservé dans les archives communales de Malesherbes. (6) Nous devons au comte de Tocqueville (alors âgé de vingt ans et demi), qui devait devenir, sous la Restauration, préfet, puis pair de France (il mourut en 1856), et qui fut le père du grand historien, un récit de la vie que l'on menait au château de Malesherbes en cette année 1793 et des

(5) Cette lettre a été publiée à la fin de la brochure *Extraits des Mémoires du Comte de Tocqueville, ancien pair de France (Episodes de la Terreur)*, Compiègne, 1901.

(6) L'acte de mariage, signé par tous les membres présents des deux familles, mentionne la dispense accordée par l'évêque métropolitain du diocèse de Paris, dispense nécessaire en raison du « second degré de consanguinité » existant entre les époux. Les deux témoins de la mariée sont « Chrétien Guillaume de Lamoignon de Malesherbes, son aïeul, et Louis Le Peletier de Rosanbo, son frère ».

Par contre les archives communales de Malesherbes ne comportent aucune trace du mariage de Louise de Rosanbo avec le comte de Tocqueville. Le registre paroissial de 1793 est muet. C'est la relation de Tocqueville qui nous dit expressément : « Je fus marié le 12 mars 1793 par le curé de Malesherbes ». La signature du curé Pannier disparaît subitement ds le début de 1793 ; sans doute, ce prêtre réfractaire a-t-il uni les deux jeunes gens dans une sorte de clandestinité.

événements dramatiques qui allaient conduire une partie de la famille à l'échafaud. (7)

« La vie que l'on menait au château de Malesherbes était fort douce ; on se réunissait aux heures des repas et on restait ensemble quelque temps. On se séparait ensuite et chacun se livrait à ses occupations particulières. A neuf heures du soir, tout le monde se rassemblait dans le salon. M. de Malesherbes arrivait : il entreprenait quelqu'un de la société et se mettait à conter jusqu'à minuit. Jamais il ne manquait, en causant, de déboutonner successivement l'habit et le gilet de son interlocuteur. A minuit il se retirait et allait se coucher tout habillé sur son lit et il dormait quelques heures. On l'avait engagé à conserver ses vêtements parce qu'il avait l'habitude, quand une idée venait au milieu de la nuit s'emparer de son imagination active, de se lever pour la développer sur le papier. Jamais alors il ne pensait à se vêtir et plusieurs fois le froid l'avait incommodé ».

Tout ce printemps de 1793, Malesherbes le passe dans son château au milieu des siens. Le 4 avril, il répond en ces termes au baron Hûe qui vient de lui envoyer un émouvant souvenir, des cheveux du Roi (8) :

« J'ai reçu, Monsieur, avec la plus vive reconnaissance, le plus précieux de tous les présents. Il acquiert encore un nouveau prix pour moi, me venant de la main du plus fidèle serviteur de notre malheureux maître.

« Mon premier mouvement a été d'aller à Fontainebleau vous en marquer toute ma reconnaissance et de vous prier d'en venir recevoir les tendres assurances dans ma retraite. On m'a fait faire attention que, dans les moments de crise où nous sommes, les meurtriers du roi ayant partout des émissaires qui veillent à toutes mes actions, et vraisemblablement aussi aux vôtres, ne manqueraient pas de dire que les partisans de la maison royale se réunissaient pour tramer des complots contre leurs assassins. Il y a des gens de bien qui ont été persécutés sur des indices qui n'étaient pas plus forts que celui-là.

« Cette considération m'a empêché depuis longtemps d'aller à Paris où j'ai des affaires ; mais je ferai ce voyage dès que l'orage du moment sera un peu calmé. Je m'empresserai, en passant à Fontainebleau, de vous y voir et, si vous n'y étiez pas, ce sera à Paris que j'irai vous embrasser et mêler mes larmes aux vôtres.

« Je vous prie d'être très persuadé, Monsieur, de mon sincère attachement ».

Malesherbes.

Ce voyage à Paris, que Malesherbes envisage, eut probablement lieu à la fin du printemps ou au début de l'été. Malesherbes séjourna, sans doute, dans la capitale plusieurs semaines ; ce sont

(7) *Extraits des Mémoires du comte de Tocqueville, ancien pair de France (Episodes de la Terreur)*, opuscule déjà cité.

(8) *Souvenirs du baron Hûe, publiés par le baron de Maricourt son arrière petit-fils*, chap. VI. Nous avons dit au chapitre précédent que Hûe, huissier de Louis XVI et valet de chambre du Dauphin, retrouvera Malesherbes à la prison de Port-Libre (cf. chapitre suivant).

encore les souvenirs du baron Hûe qui nous renseignent : « *Dès le mois de septembre 1793, Malesherbes ayant reçu du Comité de Sûreté générale l'avis secret de quitter Paris, afin de ne pas courir le risque d'être enveloppé dans le procès de la reine, m'avait prévenu de son départ et m'avait exhorté à quitter Paris.* » Hûe est retenu à Paris par son attachement à la famille royale ; il fait part de ses motifs à Malesherbes qui les comprend et lui écrit en ces termes au moment de regagner la campagne :

« Si je m'absente moi-même, c'est pour conserver avec ma liberté le moyen d'offrir à la Reine les mêmes services que j'ai pu rendre au Roi. Vous qui ne quittez pas la capitale, dépêchez-moi un courrier à l'instant que vous croirez que mon ministère et même le sacrifice de ma vie peuvent être utiles à Sa Majesté. A tout événement suppliez la Reine et Madame Elisabeth de ne point faire appeler auprès d'elles M. de Firmont (9), ce serait l'exposer infailliblement à perdre la vie ».

Si nous nous référons au récit du comte de Tocqueville, quand Malesherbes demanda à être le conseil de Marie-Antoinette, sans doute au début de septembre, on lui en refusa l'autorisation et on ne voulut même pas lui donner un passeport pour Paris. On sait d'ailleurs que deux défenseurs d'office furent choisis pour la reine, Chauveau-Lagarde et Tronson du Coudray, et qu'ils n'eurent que vingt-quatre heures pour préparer la défense ! Chauveau-Lagarde fut averti le 14 octobre et le procès devait commencer le lendemain matin. Le 16 octobre, la sentence était rendue et la tête de Marie-Antoinette tombait.

Malesherbes passa donc tout l'automne 1793 confiné dans son château. La famille la plus proche était réunie autour de son chef : Madame de Rosanbo et son mari, le président Le Peletier de Rosanbo, leurs trois filles et leurs maris, leur jeune fils Louis ; il ne manquait que Françoise-Pauline, son époux M. de Montboissier et leurs enfants, émigrés en Angleterre, comme nous le verrons plus loin.

Mais la menace rôdait. Elle devait se préciser au mois de décembre. Le gendre de Malesherbes, le président de Rosanbo, était le premier visé. Président la chambre des vacations du Parlement de Paris (10), il avait, le 14 octobre 1790, signé avec quinze autres parlementaires, une protestation contre le décret de la Constituante abolissant les Parlements. Cette protestation secrète, ayant force d'arrêt, avait été émise au cours d'une séance dont on ne sait naturellement rien de précis, si ce n'est que l'initiative en revenait au président de Rosanbo lui-même.

Voici le texte de ce document qui sera la pièce capitale de l'accu-

(9) Henri-Essex Edgeworth de Firmont, prêtre réfractaire, confesseur de Madame Elisabeth, qui, comme nous l'avons rappelé au chapitre précédent, avait assisté le Roi dans ses derniers moments.

(10) L'Assemblée Constituante ayant rendu, en septembre 1789, un décret qui défendait aux Parlements de s'assembler à l'issue des vacances, les pouvoirs de la Chambre des vacations s'étaient trouvés prolongés indéfiniment.

sation au procès des parlementaires et qui pesa lourdement aussi au procès de Malesherbes, puisque Fouquier-Tinville accusera celui-ci de l'avoir inspiré.

« Les soussignés, considérant qu'il importe à la stabilité du trône et à la gloire de la nation et au bonheur des citoyens de tous les ordres et de toutes les classes, qu'au milieu des ruines de la monarchie, il subsiste un monument qui conserve les principes par lesquels elle a été gouvernée pendant tant de siècles ; que dans les circonstances cette obligation est d'autant plus rigoureusement prescrite aux magistrats de la Chambre des vacations que, faisant partie de la première cour du royaume, ils peuvent seuls suppléer le silence des princes et pairs et des magistrats dont ils se trouvent séparés ; ont arrêté, en renouvelant leur protestation du 5 Novembre contre les premières atteintes portées aux lois et à la constitution de l'Etat, qu'ils n'ont jamais entendu donner aucune approbation aux différents décrets qu'ils ont transcrits ; que cette transcription n'a été faite qu'à charge d'être réitérée à la rentrée de la Cour ; que cette condition à ce faite ne pouvant se réaliser, toute transcription devient par là nulle et sans effets ; qu'ils ne peuvent reconnaître comme l'effet d'un vœu général de la nation les délibérations d'une assemblée qui devait être celle des trois ordres composant les Etats généraux et qui se trouve dénaturée et constituée par son autorité seule Assemblée nationale ; qu'enfin, ils protestent et ne cesseront de protester contre tout ce qui a été fait et pourrait être fait par les députés aux Etats généraux qui, dans cette prétendue assemblée, ont, contre la teneur expresse de leur mandat, non seulement excédé leur pouvoir qui consistait principalement à s'occuper des moyens de payer la dette de l'Etat, de subvenir aux dépenses nécessaires par une répartition légale et enfin d'établir une sage réforme dans les différentes parties de l'administration, mais même en ont abusé par la violation des propriétés de tous genres, par le dépouillement du clergé qui entraîne le mépris de la religion, par l'anéantissement de la noblesse qui a toujours été un des principaux soutiens, par la dégradation de la majesté royale, les atteintes portées à son autorité réduite à un vain fantôme, et enfin par la confusion des pouvoirs, destructrice des vrais principes de la monarchie ».

(Suivent les signatures.)

Cette pièce, écrite de la main de Rosanbo, et sept autres, parmi lesquelles le texte des protestations antérieures, du 5 novembre 1789, les adhésions données par plusieurs parlementaires, la minute d'une lettre adressée par la chambre des vacations au Roi (également du 14 octobre 1790) avaient été insérées par Rosanbo (qui en était dépositaire) dans une enveloppe sur laquelle le gendre de Malesherbes avait écrit :

« En cas de mort, je prie Madame de Rosanbo de vouloir bien faire remettre le paquet tel qu'il est entre les mains de M. Sarron ou de Mrs de Gourgues, Gilbert, d'Ormesson ou Champlatreux, pour que celui de ces Messieurs qui se trouvera à cette époque le plus ancien président du Parlement, en fasse l'ouverture et se charge des pièces ».

Cette enveloppe, à laquelle était joint « un paquet recouvert d'une

toile cirée bien cachetée », avait été soigneusement dissimulée par Rosanbo dans la boiserie d'une garde-robe à l'anglaise, en son hôtel, 28, rue de Bondy.

A la suite d'une dénonciation faite au Comité révolutionnaire de la section du Faubourg Montmartre, des membres de ce comité, auquel se joignirent ceux de la section de Bondy, se transportèrent au domicile des Rosanbo pour perquisitionner. Un rapport très détaillé du « *Comité de surveillance et révolutionnaire de la section de Bondy* » ⁽¹¹⁾ indique que l'on trouva d'abord : « *un buste de Louis XIV par lui donné à un Le Peletier ministre d'Etat sous son règne* », que, sur cette découverte, le Comité de Sûreté générale lança un mandat d'arrêt contre Rosanbo seul ; qu'ensuite « *les Comités réunis firent des perquisitions dans la maison, parcoururent la correspondance qu'ils y trouvèrent, et sur le fait que cette correspondance était criminelle et tenue avec des émigrés, le Comité de Sûreté générale lança un mandat d'arrêt contre toute la famille de Rosanbo qui était comme lui à Malesherbes* » ; qu'enfin, après plusieurs journées de recherches, on découvrit, « *dans les lieux à l'anglaise* », la fameuse enveloppe contenant les pièces accusatrices. ⁽¹²⁾ Le rapport donne le détail de toutes ces pièces, insistant sur la protestation du 14 octobre 1790 et, après avoir révélé le contenu de la lettre adressée par la Chambre des vacations « *au dernier Tyran* », il ajoute ce terrible commentaire :

« Tant de bassesses trouveront sans doute leur récompense, et si le plus juste des rois et sa compagne, objet de l'admiration de l'univers, ont payé de leurs têtes toutes leurs perfidies, le sort réservé à leurs lâches associés n'est pas un problème ».

Le 27 Frimaire (17 décembre), à la suite de ce rapport, le Comité de Sûreté générale lançait un mandat d'arrêt contre tous les parlementaires signataires des protestations. Et la veille, 26 Frimaire, conséquence inévitable de la perquisition effectuée quai de Bondy, des commissaires se rendirent à Malesherbes pour arrêter Rosanbo et pour essayer de mettre la main sur d'autres papiers et objets compromettants. Voici en quels termes le rapport du Comité de surveillance de la section de Bondy rend compte de l'événement :

« Le 26 frimaire, des commissaires se transportèrent à Malesherbes, séjour de Rosanbo, firent des recherches dans ses papiers, apposèrent les scellés tant chez lui que chez sa femme et le citoyen Malesherbes et le conduisirent à Paris. On trouva aussi des lettres d'émigrés et une correspondance tenue avec les enfants du citoyen Rosanbo, motif qui détermina le Comité de Surveillance de la section de Bondy à faire ajouter au premier mandat d'arrêt le nom de Malesherbes et les enfants de Rosanbo ».

D'après ce qui a été dit plus haut, il apparaît évident que l'arres-

(11) *Archives Nationales*, W. 349, 703 bis.

(12) La cachette avait été dévoilée par un vieux domestique terrorisé. On savait d'ailleurs que ces papiers se trouvaient dans l'appartement, car on avait trouvé, lors de l'arrestation d'un président au Parlement, une copie de la protestation avec l'indication que l'original était resté entre les mains de Rosanbo.

tation de toute la famille (y compris Malesherbes) a été décidée aussitôt après et même pendant la perquisition faite au domicile parisien de Rosanbo ; toujours est-il que la perquisition effectuée au château de Malesherbes ne put qu'aggraver les charges qui pesaient sur la famille et fournir de nouveaux prétextes. Nous possédons le procès-verbal de cette perquisition ; elle fut effectuée « *par des membres du Comité révolutionnaire de la section de Bondy et le citoyen Dufour, membre du Comité révolutionnaire de la section du Faubourg Montmartre... après réquisition des membres composant la municipalité de Malesherbes, présents avec nous, qui ont signé le présent procès-verbal* ». Elle dura deux jours, 26 et 27 frimaire. ⁽¹³⁾

Le 26, après des recherches effectuées dans son cabinet de travail, Rosanbo fut mis en état d'arrestation. Le lendemain, on fouille la bibliothèque, en présence de Rosanbo et de sa femme : on y trouve des lettres écrites à Londres en 1792 et adressées à Mme de Rosanbo par son beau-frère Montboissier, émigré. Lettres non signées, mais dont Mme de Rosanbo avoue l'auteur. Interrogé sur cette correspondance, Rosanbo déclare qu'il ne l'ignorait pas, car sa femme, sans lui communiquer les lettres qu'elle recevait de sa sœur et de son beau-frère, lui en faisait part verbalement ; il déclare, qu'au surplus, cette correspondance a cessé depuis un an environ et que, lorsque sa femme écrivait à sa sœur et à son beau-frère, ce n'était que pour les engager à ne plus correspondre avec elle. Les commissaires visitent ensuite les appartements respectifs du jeune Louis de Rosanbo, du ménage Chateaubriand, du ménage Clérel de Tocqueville. Ces deux derniers, après avoir été interrogés sur leur résidence antérieure, déclarent qu'ils ignorent tout de cette correspondance, qu'ils ont « *entendu seulement quelquefois la citoyenne Rosanbo gémir de l'émigration de ses parents* ». Quant à Chateaubriand, il n'est lui non plus au courant de rien.

Reste Malesherbes ; ce sont ses appartements qui sont visités les derniers. Voici le passage du procès-verbal qui le concerne :

« Avons rencontré le citoyen Lamoignon-Malesherbes, lequel après lui avoir annoncé le sujet de notre mission, il nous a déclaré et présenté en même temps une lettre datée des environs de Londres en date du 22 avril dernier, laquelle lettre nous a déclaré venir du citoyen de La Luzerne son neveu, ci-devant ministre de la marine, laquelle lettre il n'a reçue que dans le mois de novembre dernier revêtue du cachet portant les mots « *Surveillance générale* » ce qui lui fait augurer qu'elle a été interceptée plusieurs mois, laquelle lettre il nous a déclaré être relative à notre mission et laquelle lettre avons gardée devers nous après avoir été paraphée par lui et par nous et à laquelle il nous a déclaré n'avoir fait aucune réponse ne sachant dans quelle partie il habite ».

On visite ensuite tous les portefeuilles et cartons de Malesherbes et l'on n'y trouve « *aucun papier qui soit contraire à la chose publique* ».

(13) Archives Nationales, W. 349, 703 bis (pièce 178).

A part M. et Mme de Rosanbo, très compromis, lui pour avoir signé les protestations de la Chambre des vacations, elle pour avoir entre-tenu une correspondance avec les Montboissier, la perquisition n'avait pas donné de résultats définitifs ; on n'en procéda pas moins à l'arrestation de toute la famille présente au château de Malesherbes. Le 18 décembre (28 frimaire), Rosanbo était emmené et incarcéré à la maison d'arrêt de Port-Libre, ancien couvent de Port-Royal, où il fut écroué comme prévenu de conspiration contre la sûreté et l'indivisibilité de la République. Le 19 (29 frimaire), se décida le sort de Malesherbes, de Mme de Rosanbo et de ses enfants. Le soir venu, la famille put se réunir pour délibérer. Chateaubriand, mari d'Aline-Thérèse, paraissait le plus en danger, car il avait émigré, avait fait la campagne de 1792 et était ensuite revenu en France. Malesherbes lui conseilla de fuir : il se sauva dans une ferme voisine, mais pris de scrupules, ne voulant pas laisser sa femme et leurs deux jeunes enfants, il revint le lendemain à l'aube. Le matin du 20 décembre, toute la famille était emmenée dans deux voitures, chacune escortée par un commissaire et un membre de la municipalité de Malesherbes. On gagna Paris en passant par Fontainebleau.

L'affaire du président de Rosanbo et des parlementaires compromis avec lui était officiellement distincte du cas des autres membres de la famille de Malesherbes. Nous ne l'étudierons pas ici dans tous ses détails. Nous nous bornerons à indiquer que les opérations effectuées par le comité de la section de Bondy aboutirent à l'arrestation de quatorze accusés, dont neuf ayant signé la protestation du 14 octobre 1790, les autres étant des conseillers au Parlement de Toulouse convaincus d'avoir élevé à l'époque une protestation analogue. Cinq autres parlementaires furent également inculpés comme exécuteurs testamentaires des protestataires : Bochart Sarron, de Gourgues, Gilbert, d'Ormesson et Molé Champlatreux ; parmi ces cinq, quatre furent arrêtés, Gilbert étant décédé entre temps. Ainsi, le nombre des arrestations s'éleva à dix-huit. L'action publique se trouva éteinte ou impuissante contre dix autres accusés, dont huit de Paris et deux de province parce qu'ils étaient décédés ou émigrés ou furent introuvables. La plupart des dix-huit devaient être condamnés à mort et exécutés.

* *

Toutes les lettres compromettantes que Malesherbes et sa fille Madame de Rosanbo avaient eu l'imprudence de ne pas détruire, et qui furent trouvées soit au domicile parisien des Rosanbo, soit au château de Malesherbes, nous ont été conservées et figurent dans les deux dossiers du Tribunal Révolutionnaire W. 349, 703 bis et surtout W. 351, 713 des Archives Nationales. La plupart comportent des passages soulignés au crayon bleu ou au crayon rouge par les enquêteurs ; sur quelques-unes on peut lire des mentions péjoratives ; sur

les lettres de M. de Montboissier à sa belle-sœur, on a inscrit en exergue : « *la citoyenne Rosambeau (sic) a déclaré par procès-verbal que cette lettre était de son beau-frère Montbossier (sic) émigré.* »

Rien n'est plus émouvant que cette funeste correspondance familiale dont nous nous contenterons de donner un aperçu. L'accusation devait tirer le plus grand parti des deux lettres adressées de Londres par Montboissier à Mme de Rosambo au moment où se déroulait le procès de Louis XVI ; la seconde est particulièrement poignante, car elle est datée du 22 janvier, lendemain de l'exécution : on ignorait encore à Londres la nouvelle et l'on y nourrissait encore quelques illusions.

Londres, mardi 15 Janvier 1793.

J'ai reçu, ma chère, avec un sensible plaisir votre lettre du 6 et Mde a reçu hier celle de M. de R. du 10 dont je me suis chargé de le remercier en même temps. Nous voions avec une extrême satisfaction la bonne santé de l'objet de nos affections et de nos pensées communes. Puisque son courage se soutient, sans doute ses espérances l'alimentent. Car, dans les malheurs d'autrui, l'âme la plus forte est dispensée du courage, celui du client plaide sa cause aussi éloquemment que ses défenseurs, et augmente chaque jour l'intérêt qu'inspire son sort ; l'Europe attentive s'en émeut, mais elle ne pourra ni prévenir, ni changer un destin qu'elle vengera peut-être. Nous pensons avec effroi que c'est aujourd'hui sans doute que la Convention délibère sur cet objet si important. Que d'idées renfermées dans celle-là ! Mde votre [sœur] est un peu malade, mais sans me donner aucune inquiétude, elle se purge aujourd'hui et vous ne serez pas étonnée qu'elle fasse des humeurs et que ces humeurs soient en mouvement.

Son projet est toujours le même, on avait tellement promis un décret d'exception relatif aux émigrés qu'elle désirait d'en profiter, afin de s'éviter toute espèce d'embarras ; mais il paraît que cette affaire est remise et en conséquence, elle se propose de prendre d'autres mesures et de vous embrasser incessamment, je lui en envie ce plaisir, et celui d'assister à la noce de Louise dont le mariage me paraît en bon train. Je vous en félicite bien sincèrement et j'admire le courage d'un homme qui se met en ménage, il ne s'en trouve point icy qui me fasse de semblables propositions, elles seraient très accueillies, mais nous ne les espérons gueres. Vos bontés pour les cadètes m'ont plus touché que surpris. Je vous en remercie du fond de mon cœur et vous embrasse de même. Adieu, ma chère, aiés la bonté de parler de mes sentiments à M. votre [mari] et de recevoir mes hommages les plus tendres.

(Non signée).

Londres, mardi 22 janvier 1793.

Nous sommes loin de vous, ma chère, mais bien près des grands intérêts qui nous occupent, et vous imaginés nos inquiétudes. Les nouvelles de la journée du 16 et du 17 sont parvenues icy hier et aujourd'hui. Un bruit confus annonce qu'il peut y avoir eu le 18 un second appel nominal et ce faible espoir soutient encore ceux qui ont besoin d'un sentiment consolateur au

milieu de tant d'horreurs. Elles vous touchent de bien près, ma chère, et je juge de vos émotions par celles dont je suis témoin, en vérité elles sont trop fortes pour des femmes, et la gloire dont l'homme qui vous intéresse continue à se couvrir est cruellement achetée par ceux qui le chérissent. Vous lui parlerés de nous, vous lui porterés le tribut d'admiration que lui paient avec empressement tous les honêtes gens d'une grande nation ou il y a encore beaucoup d'admirateurs du courage et de la vertu.

Adieu, ma chère, le tems n'est pas encore favorable aux voyages et à tout prix ceux qui sont dehors doivent rester dehors jusqu'à la fin de la crise actuelle.

(Non signée).

Le procès-verbal de la perquisition nous a appris (comme nous l'avons vu plus haut) que Malesherbes avait spontanément remis aux commissaires — sans doute pour devancer une imputation et faire la preuve de sa bonne foi — une lettre de son neveu César-Henri de La Luzerne. (Nous avons donné, dans un chapitre précédent, des témoignages de la vive affection et de l'intimité intellectuelle qui unissait l'ancien gouverneur des Iles-sous-le-Vent à son oncle Malesherbes.) Cette lettre, du 23 avril 1793 et expédiée de Richmond (Surrey) en Angleterre, était, on s'en doute, extrêmement prudente, à tel point que les enquêteurs inscrivirent sur la copie qu'ils en firent : « *Hypocrisie convenue* » ; La Luzerne n'y aborde que des questions familiales, se plaint amèrement de son exil et fait part à son oncle de son projet de chercher un asile dans l'Etat de Venise ou plus loin encore.

••

C'est la longue correspondance de la seconde fille de Malesherbes, Françoise-Pauline (Mme de Montboissier), qui rend le son le plus pathétique. Ce sont des lettres griffonnées, souvent mal déchiffrables, dont l'écriture révèle un tempérament inquiet, porté à l'angoisse, une âme douce et tendre, désarmée devant l'adversité, au reste profondément attachée à sa famille. Ces lettres sont pour la plupart adressées à Mme de Rosanbo sa sœur aînée ; deux ou trois seulement sont pour Malesherbes lui-même.

Il y a plusieurs époques dans cette correspondance. La plus grande partie de ces lettres furent écrites de Lausanne, au cours du printemps et de l'été 1791. Mais il en est d'autres, antérieures, qui ne comportent aucune date, mais qu'il est aisé de rapporter, d'après leur contenu, à l'année 1790 ; elles témoignent de l'existence nomade que mène — depuis que la Révolution a pris une allure inquiétante — le ménage Montboissier : quelques-unes sont écrites de France (Versailles, Montboissier, Verneuil, Pontarlier). La plupart viennent de Suisse : la fille de Malesherbes séjourne à Bâle, à Soleure ; elle fait mention de déplacements à Neuchâtel, Fribourg, Berne, Zurich,

Lucerne ; mais son port d'attache paraît être Lausanne, où elle a laissé ses enfants et où elle se fixe, semble-t-il, en novembre 1790. (Les Montboissier étaient partis pour l'émigration le 12 octobre 1789.)

Mme de Montboissier tenait de son père cet amour de la Suisse qui l'avait à plusieurs reprises attirée aux bords du Léman. Elle n'était pas assez stoïque pour continuer à vivre dans une France bouleversée où les menaces contre les membres de l'ancienne société se précisaient chaque jour. Elle n'avait pas le large esprit libéral de son père et de sa sœur. (14) De plus, elle subissait l'influence de son mari qui accusait la faiblesse du Roi et ne voyait de salut que dans l'action des princes et l'intervention étrangère. Quand elle était à Malesherbes, elle tenait des propos dangereux.

La voici donc en sécurité à Lausanne avec ses enfants. M. de Montboissier s'absente parfois pour des motifs assez mystérieux. Dans les premières lettres, elle se plaint de la municipalité de Pontarlier qui retient sa correspondance et fait décacheter les paquets qui lui sont adressés. « *Qu'on me vante encore cette fameuse liberté, ma petite sœur !* » Elle fera bientôt acheminer son courrier directement à Lausanne. A partir du mois de mai, elle attend avec impatience l'arrivée de son père qui lui a promis sa visite et dont elle est séparée, dit-elle, depuis plus d'un an. Malesherbes craint en effet pour la santé de cette fille si émotive. Il sait que sa présence la réconfortera ; aussi a-t-il résolu d'entreprendre une fois encore le voyage de Suisse, ce voyage qui sera le dernier et qui lui permettra de revoir ses amis de Genève, de Lausanne et de Berne. Voici quelques extraits de cette correspondance de l'été 1791 où les enquêteurs devaient souligner avec soin tant de propos imprudents (15) :

A Lausanne ce mercredi 25 Mai.

[...] Si enfin vous pouvez vous décider à laisser partir mon père, je voudrais qu'il ne perdît pas de temps. (16) Les routes sont faciles, la sortie du royaume aussi, mais d'un jour à l'autre tout change, ainsi qui sait si cette facilité durera, je n'ose m'en flatter.

A Lausanne ce mercredi 1^{er} Juin.

Je vous suppose à Malesherbes, bien établie, ma petite sœur, car voilà deux courriers où je n'ai point de vos nouvelles. Cela m'attriste extrême-

(14) La grande différence d'opinions qui séparait Mme de Montboissier de Mme de Rosambo est attestée par plusieurs passages de cette correspondance, notamment ceux-ci :

« Peut-être feriez-vous sagement d'y venir [à Lausanne] ; que notre opinion ne vous effraye pas : mon cœur me rapprochera toujours de vous... » — « Si vous pensiez à quitter Paris, venez ici, la vie n'y est pas cher et vous y serez avec bien de vos amis et amies ; ils me demandent souvent de vos nouvelles et souvent aussi si enfin vous avez tout à fait changé d'opinion : je dis que je n'en doute point ; du moins j'aime à le croire ; ne me dites pas le contraire car cela m'affligerait... »

(15) Nous n'avons pas cru devoir reproduire l'orthographe, qui est très fantaisiste et souvent difficile à déterminer, l'écriture étant hâtive, confuse et mal formée.

(16) Il partira en effet le 28 mai.

ment ; je suis réduite à n'être plus au courant de tout ce qui se passe dans la capitale, et c'est en vérité une grande privation. Les lettres d'hier annoncent que l'on y redoute une nouvelle crise, il faut donc ne vivre que de craintes ; nous savons par expérience que c'est un mauvais genre de nourriture ; que va devenir ce nombre infini d'ouvriers renvoyés, encore des bandits, cela fait frémir. Nous n'avons plus notre courrier de Pontarlier. (Elle demande qu'on adresse les lettres et les paquets « *par la diligence tout simplement à Lausanne* ») [...].

Enfin, j'espère mon père en route, j'ai un mot de lui de vendredi dernier qui me dit qu'il part le lendemain samedi. Je ne l'attends pas avant le 8, me mandant qu'il sera fort longtemps en route et qu'il s'arrêtera même en France. J'ai de la peine à comprendre dans quel lieu il peut être tenté de séjourner dans le chemin qu'il fait jusqu'à Bâle : j'aimerais fort à le savoir hors des frontières et à le tenir ici. Mon impatience sur ce point augmente tous les jours. Je sais bien qu'il restera 24 heures à Soleure, mais avec une compagnie dont je fais moins de cas tous les jours et qui dans ce pays n'est pas en bonne réputation ; je ne voudrais donc pas l'aller chercher dans ce lieu, mais si je savais le jour fixe qu'il passera à Berne, j'irais l'y attendre [...]

Adieu, ma petite sœur, ne discutons jamais sur les choses où nous pourrions être d'avis si différents, mais aimons-nous toujours, voilà ce qui est bien nécessaire. A quoi en est le procès de M. de Lafayette dont vous m'avez parlé et dont il me paraît qu'il n'est plus question ? Je serais curieuse de savoir s'il sera jugé et comment il le sera.

A Lausanne, ce mercredi 8 Juin.

Mon père est avec moi depuis avant hier, ma petite sœur, j'ai éprouvé plus d'un sentiment en le revoyant [...].

Mon père n'a éprouvé aucune difficulté dans son voyage, ni même à sa sortie du royaume. Ni l'évêque (17), ni M. de M. [Montboissier] ni moi ne l'avons trouvé changé ; il n'a pas été trop fatigué et hier, il ne l'a pas été non plus d'une très grande quantité de visites qu'il a fait et reçu dans sa journée [...].

J'aurais voulu qu'il m'eût appris un mariage pour chacune de vos filles, mais comment s'en flatter dans de pareilles circonstances. Ah ! les pauvres petites ne doivent pas aimer cette belle révolution, il faut convenir qu'elle ne leur a pas fait de bien [...]. Voilà mon père qui va avec l'évêque faire une visite à M. Daguesseau qui demeure dans une fort jolie petite maison de campagne très près de la ville. Adieu ma petite sœur, j'ai remis votre lettre très exactement à mon père, je ne sais s'il vous écrira aujourd'hui, mais vous saurez qu'il se porte très bien, ainsi c'est l'essentiel.

A Lausanne, ce samedi 18 Juin.

[...]

Chaque jour apprend des nouvelles qui contredisent celles de la veille. On ne sait que croire, on ne sait que vouloir, on sait encore moins que dire,

(17) L'évêque, dont il est souvent question ici est César-Guillaume de la Luzerne, frère cadet de l'ancien ministre de la Marine. Cet autre neveu de Malesherbes était évêque de Langres ; il avait joué un rôle important à l'Assemblée des notables et dans les débuts de la Constituante, mais n'approuvant pas les mesures contre le clergé, il s'était retiré et avait émigré en 1791. Il se trouvait alors à Lausanne avec sa cousine germaine Mme de Montboissier. (Cf. plus haut, p. 613.)

qu'espérer ; en un mot on se lamente et puis on recommence ; et voilà le triste métier que nous faisons et que nous ferons peut être le reste de nos jours

Mon père a été pendant quelques jours un peu énervé de faire et de recevoir des visites et il en est heureusement débarrassé, et il commence à se reconnaître assez pour aller se promener tout seul. Il a été passer sa journée d'hier à Vevay dîner chez Mme de (illisible) qui y est établie depuis quelques jours. Il dîne aujourd'hui chez M. le Bailly et demain chez M. Daguesseau ; voilà trois jours que je ne l'aurai que très peu vu, mais les soirées me dédommagent, nous les passons toujours ensemble et je les trouve trop brèves. [...]

A Lausanne, ce samedi 9 Juillet.

Mon père ne vous écrira pas aujourd'hui, je pense, ma petite sœur, à moins que ce ne soit de Berne où il est allé hier et compte y passer un jour [...].

Je ne sais du tout ce que je ferai, dans quel lieu je me fixerai ; on nous inquiète toujours avec la crainte de décrets contre les émigrants ; je ne puis croire à une si forte injustice ; car enfin les droits de l'homme permettent bien positivement de se transporter partout où l'on veut ; mais le décret déjà rendu pour empêcher de toucher les rentes sur le roi ne laisse pas que d'être criant et va ruiner bien du monde ; mandez-moi sur cela votre politique et ce que vous croyez que l'on peut redouter ou espérer.

Vous êtes donc toujours tranquille à Malesherbes ; assurément vous faites bien d'y rester et tâchez d'en jouir le plus possible. Si moi j'étais en France, j'avoue que j'aimerais encore mieux Paris que toutes les autres habitations, parce que la force publique y réside encore un peu ; ne dites pas que c'est là mon opinion : à Malesherbes on trouverait peut-être mauvais que je pensasse ainsi et il ne faut mettre personne contre soi [...].

(Elle demande en fin de lettre des nouvelles de M. de Chateaubriand.)

A Lausanne, ce mercredi 13 Juillet.

Je vous avais mandé que mon père avait été passer deux jours à Berne ; il en est revenu hier en très bonne santé, ma petite sœur. Il vient de dîner avec un de ses anciens confrères, M. de Montbarrey ; ce n'est pas la meilleure compagnie possible, mais enfin c'est en passant [...].

(Elle demande s'il paraît la suite de la collection des *Mémoires de Louis XV.*)

A Lausanne, ce samedi 30 Juillet.

[...]

Mon père a la bonté de retarder encore son départ ; ma santé est si peu bonne qu'il veut bien encore la soigner [...]. Je ne sais encore ce que je déciderai, où je me transporterai ; on voudrait m'envoyer à quelques eaux en Allemagne ; ma santé en aurait besoin, mais j'ai de la peine à m'y déterminer et je ne prendrai ce grand parti qu'en y étant bien forcée.

Je ne sais si mon père vous écrit aujourd'hui, je ne l'ai pas encore vu, mais je puis vous assurer qu'il se porte fort bien et mène un genre de vie

qui paraît ne pas lui déplaire ; sa présence fait tout le peu de bonheur dont j'ai joui depuis plus de deux ans. Vous trouverez donc naturel, ma petite sœur, que je tâche de le prolonger autant que je le pourrai [...].

(Il est question dans cette lettre d'un secret qu'elle conjure Mme de Rosanbo de ne pas révéler à son père : nous ne pouvons savoir de quoi il s'agit.)

A Lausanne, ce mardi 2 août.

Mon père a la bonté de me mener demain avec mes deux filles faire un petit voyage de quatre jours ; nous allons à Neuchâtel, à la Chaud de fond, à l'île St-Pierre (18) ; enfin nous faisons un charmant tour. (Elle s'informe toujours sur le sort de Chateaubriand : « *Je vous ai demandé plusieurs fois où était votre gendre, dites m'en donc un mot.* » Il est clair que Mme de Rosanbo évite d'en parler.)

A Lausanne, ce samedi 13 août.

Mon père vous aura écrit, j'imagine, ma petite sœur, depuis notre retour ; il vous aura mandé que nous avons fait une course vraiment très piquante qui m'a un peu fatiguée parce que malheureusement, je me fatigue de bien peu de chose, mais qui m'a aussi très intéressée parce que réellement tout ce que j'ai vu l'était infiniment [...]. Nous avons reçu, l'avant-dernier courrier, la Constitution. Nous recevrons peut-être ce soir quelques détails intéressants quant à l'acceptation du roi ; il faut croire qu'on lui laissera plus d'un jour pour réfléchir sa réponse, elle peut demander à être pensée sérieusement. Hélas ! avec qui le pauvre malheureux peut-il penser ? Voilà ce qui est horrible à se dire.

J'ai grand peur que mon père ne songe bien promptement à s'en aller, et si c'est votre avis, c'est loin d'être le mien, ni celui de personnes bien pensantes et dont l'opinion peut être comptée. Je ne crains rien pour lui dès qu'il sera et à Paris et dans ses terres parce que partout où il sera connu, il sera respecté, même par les coquins, mais la traversée du royaume ne peut pas ne pas m'inquiéter et dans le moment où cette Constitution va de nouveau réchauffer les esprits, j'en suis doublement tourmentée ; ainsi, jusqu'au dernier moment, ferai-je tout ce qui sera en mon pouvoir pour le garder. Voilà ma profession de foi et je crois que c'est la bonne. S'il était avec vous et loin de moi, je préférerais qu'il ne vint pas, parce que je l'aime pour lui [...]. Je sais bien que cette façon d'aimer n'est pas commune, mais je persiste à penser que c'est la bonne et en conséquence, je la conserve. Je suis charmée de vous savoir toujours tranquille à Malesherbes et je comprends que vous vouliez y rester tant que cette tranquillité y durera.

A Lausanne, mardi 23 Août.

Mon père, à mon bien grand regret, m'a quittée avant-hier, ma petite sœur ; ainsi vous voilà heureuse. Je conçois bien l'impatience que vous avez à le revoir [...]. Je vais demain avec M. de M..., l'évêque et trois de mes filles à Genève et aux glaciers de Chamouny (Chamonix).

(18) Pèlerinage aux lieux où vécut Rousseau.

(Elle envisage d'aller passer l'hiver aux eaux près de Cologne ou de Mayence, mais ce pays sera bien froid :

« J'apprends qu'il n'y a point de cheminées dans les maisons, on est réduit à la triste et incommode chaleur des poêles ; je regrette de tourner le dos à l'Italie, climat qui me conviendrait si bien. Enfin, il n'est pas permis d'y songer et il faut subir sa destinée dans toute sa rigueur. » Elle parle avec ironie de « sa majesté le peuple » : « *c'est un terrible souverain !* » dit-elle.)

Malesherbes a regagné la France, et voici enfin une lettre non datée, mais certainement du début de septembre. Mme de Montboissier annonce son départ pour Cologne ; elle reproche à sa sœur d'avoir, seule contre l'avis de tous, encouragé leur père dans son intention de ne pas émigrer.

A Lausanne, ce mardi.

Etes-vous toujours à Malesherbes et sur le point d'en partir passer votre automne chez la tante de Beaumont ? (19) Je ne sais rien de tout cela, car voici trois courriers qui ne m'apportent point de vos nouvelles. Comme je n'en ai point de l'arrivée de mon père à Paris, je suppose qu'il se sera arrêté chez lui et que vous en jouissez depuis plusieurs jours ; vous avez la satisfaction de le revoir au milieu des orages qui le tracassent beaucoup, au lieu de l'avoir engagé à rester loin d'eux. Vous pouvez vous dire que vous aurez été seule de votre avis, qu'ainsi, je vous en demande pardon, il se pourrait faire qu'il ne fût pas le meilleur.

Me voilà sur le point de mon départ : je vais hiverner à Cologne et mercredi 14, je me mettrai en route. Comme pendant ma route je ne lirai point de papiers publics, qu'ainsi je serai fort peu au courant des affaires, vous serez bien bonne de m'adresser quelques détails dans plusieurs villes où je passerai, à Bâle le 18, à Manheim le 20, à Mayence le 22, à Coblenz le 24, à Cologne le 26. Si vous pouvez m'adresser dans ces lieux des nouvelles, cela me sera bien précieux. Vous n'oublierez pas de mettre Poste restante.

Le pauvre évêque vient avec nous, il est bien triste des nouvelles qu'il a de son frère l'ambassadeur : (20) [...]

Nous ne possédons pas les lettres adressées par Mme de Montboissier de Cologne où, sans doute, elle passa l'hiver 1791-1792 : il est probable que Mme de Rosanbo les détruisit, les jugeant trop compromettantes. Nous sommes mieux renseignés sur les mois qui suivirent : ayant eu connaissance du décret relatif au séquestre des biens des émigrés, Mme de Montboissier décida de laisser sa famille à l'étranger et de rentrer en France ; elle partit le 31 mars 1792, arriva dans les premiers jours d'avril à Paris où elle demeura six mois. Fin septembre, après les terribles événements qui venaient de se dérouler, se sentant menacée, elle rejoignit son père à Malesherbes. C'est alors que Malesherbes, très inquiet, alerta (le 30 septembre) un certain Richard, intendant de M. de Montboissier, qui accourut de Montboissier à

(19) Mme de Beaumont (Mlle de La Reynière) était la sœur de Mme de Malesherbes. Elle devait être arrêtée et détenue à Port-Libre.

(20) Le troisième des frères La Luzerne, Anne-César, ambassadeur à Londres, devait mourir en cette année 1791. Les archives de Tocqueville renferment une lettre de lui à Malesherbes (Londres, 13 février 1789) ; il y est surtout question des affaires d'Angleterre.

Malesherbes et accepta d'accompagner Françoise-Pauline à Londres. Le 4 octobre, Mme de Montboissier partit (de Malesherbes) pour Boulogne-sur-Mer, accompagnée du dévoué Richard et de sa femme de chambre. ⁽²¹⁾ Malesherbes, bien qu'il réprouvât l'émigration, avait encouragé sa fille à fuir, car il la sentait en péril. Le départ de Françoise-Pauline dut être déchirant : Malesherbes prévoyait sans doute que cette séparation était définitive. Mme de Montboissier doit prendre la mer à Boulogne ; mais il s'agit d'atteindre cette ville, et l'entreprise est hasardeuse. Les deux lettres suivantes, écrites au cours de ce voyage plein de périls, griffonnées, à peine lisibles, trahissent par le style comme par l'écriture le désarroi d'une âme en détresse. Ce n'est plus à Mme de Rosambo, c'est à Malesherbes qu'elles sont adressées.

Ce Samedi, 3 heures après-midi à Nouvion (poste après Abbeville).

Nous voici, mon père, toujours en assez bonne santé : nos passeports viennent d'être visés par la municipalité d'Abbeville et ils le seront encore à Montreuil et nous comptons être rendus ce soir à notre destination. Je suis très bien soignée par mon compagnon de voyage ⁽²²⁾ qui est plus actif et plus intelligent qu'on ne peut le dire. Les chemins sont beaux et tranquilles, les villes aussi, nulle part nous n'avons été troublés. Ma tête est toujours bien occupée et mon cœur bien brisé. Je ne vous embrasse pas moins de toute mon âme, mon père, et vous supplie de dire mille choses à toute la famille.

A Boulogne-sur-Mer. Ce dimanche 7 Octobre 1792.

Enfin me voici arrivée à très bon port, mon père, j'espère que vous avez déjà eu deux fois de mes nouvelles, que celles-ci vous arriveront ; depuis mon arrivée ici, j'ai très bien dormi, j'en avais un terrible besoin. Je ne suis étonnée que de ma force ; en vérité, je ne suis pas malade et c'est un grand miracle après tout ce que j'ai éprouvé : cette ville-ci fait grand bien à habiter, elle est d'une tranquillité qui met du baume dans le sang. J'ai vu ma cousine très bien établie et qui m'a mis fort au courant de tout ; je ne sais si cette nuit je dormirai aussi bien ; je ne le pense pas, mais cela ne me surprendra pas [...].

Adieu, mon père, *pardon si je vous ai fait mal et je suis bien sûre que je vous en ai fait* ⁽²³⁾, mais ma tête a été si troublée et (*illisible*) que je ne suis plus digne que d'un sentiment de pitié, mais aussi je le mérite amplement. J'embrasse ma sœur, et mon père et ma tante, je regrette cette bonne compagnie qui m'était si douce, mais la promenade m'était bien nécessaire. J'ai conservé ce que ma tante m'avait donné ; j'espère bientôt lui en donner nouvelles.

(21) Tout ceci nous est connu par la relation d'une des filles de Mme de Montboissier, Charlotte-Pauline, devenue comtesse de Colbert en 1803, et par un récit de Bernard Richard, qui aurait été également, à partir de 1790, secrétaire-greffier de la municipalité de Montboissier. Ces deux textes ont été publiés par le comte Paul de Leusse, descendant des Montboissier : *Notes sur l'émigration de la baronne de Montboissier et de sa famille*, extrait du *Bulletin de la Société Dunoise*, tome XVI, Châteaudun, 1935.

(22) Il s'agit de Richard.

(23) Une scène assez vive avait dû se dérouler entre Malesherbes et sa seconde fille dont les opinions politiques étaient, comme on sait, très différentes des siennes. — *C'est nous qui soulignons.*

Adieu, encore une fois, mon père, j'ai bien de l'impatience d'avoir de vos lettres et de savoir ce qui se passe, sur toute ma route je n'ai rien appris de bien favorable. Grand Dieu à quoi marchons nous ? bien souvent je suis égarée.

Mme de Montboissier est arrivée à Londres, où l'attendait son mari ; mais les communications avec la France deviennent chaque jour plus précaires. Dans une lettre du 7 octobre, Françoise-Pauline gémit de n'avoir pas encore de nouvelles de sa famille depuis son départ. Son mari va bientôt (déjà !) la quitter : il se rend « *chez lui* » (24) et tâchera de passer quelques jours à Malesherbes (il s'agit sans doute d'un voyage clandestin de M. de Montboissier destiné à mettre en ordre ses affaires personnelles).

Les lettres suivantes nous la montrent toujours aussi désespérée : les courriers ne lui apportent que rarement des nouvelles de France ; elle se croit abandonnée ; elle voudrait rentrer, mais sa santé ne lui permet pas le voyage. Elle a appris par un journal du soir le mariage de Guillemette, la seconde fille de Mme de Rosanbo ; elle charge sa sœur de donner de ses nouvelles à son mari, ce qui indique que M. de Montboissier n'est pas à Londres en ce moment. Elle écrit, le vendredi 21 décembre :

« Vous dire tout ce que j'éprouve, tout ce que je sens, tout ce que je pense que vous sentez, ma petite sœur, est impossible. Si vous êtes plus romaine que moi (ce qui n'est pas difficile) vous devez avoir des moments doux, moi qui depuis longtemps n'ai guère plus connu que le sentiment de la crainte, il m'empêche d'en sentir aucun autre ; c'est vous dire si je suis malheureuse ; je me désole à présent de ne pas rentrer, j'en meurs de désir : tâchez de m'en procurer les moyens, c'est me rendre la vie... » Elle ajoute : « Je lis avec bien de l'intérêt les papiers publics. Mardi 26, sera un *grand jour*. (C'est le jour fixé pour les plaidoiries des défenseurs de Louis XVI). »

Enfin, nous apprenons qu'elle reçoit des nouvelles familiales par des lettres de Pierson, le secrétaire de Malesherbes (25), mesure de prudence évidemment.

Le 12 février 1793, elle parle du mariage de Louise de Rosanbo et fait une allusion touchante aux événements récents :

« Pendant que je suis vraiment dans le désespoir de n'avoir pu trouver aucun bon moyen de me rapprocher de vous, et aussi de *celui qui m'a tant occupée durant les douloureux moments qu'il a passés*, je n'en jouis pas moins de vous savoir distraite par le grand intérêt d'un établissement pour votre dernière fille... » (26)

Citons enfin un passage d'une lettre du 22 février (adressée comme les trois précédentes à « Mme de Rosanbo, rue de Bondy, près l'Opéra à Paris ») :

(24) A Montboissier, près de Châteaudun et de Bonneval, dans l'Eure-et-Loir.

(25) Sur Pierson, cf. la fin du chapitre suivant. Il avait accompagné Malesherbes à Lausanne.

(26) Il s'agit de Louise de Rosanbo dont le mariage avec le comte de Tocqueville aura lieu à Malesherbes, le 12 mars 1793, comme nous l'avons mentionné plus haut.

On me dit que mon père est retourné de sa campagne à Paris, j'imagine, pour les affaires du mariage de votre fille : je ne puis me rappeler le nom du futur mari, je suis incertaine cependant si jamais vous me l'avez dit [...]. La guerre rend le passage par mer très incertain. Cependant le paquebot des malles doit, dit-on, toujours passer et faire passer des passagers : d'après cela, vous voyez que les communications ne sont pas encore interrompues mais elles pourront peut être devenir encore plus difficiles. Je vous espère toujours tranquilles dans le lieu que vous habitez [...].

Ces dernières lignes ont été soulignées par les enquêteurs, comme, du reste, bien des passages dans les lettres précédentes, concernant les projets de voyage de Mme de Montboissier, et diverses allusions plus ou moins claires à des émigrés avec lesquels elle est en relations.

Les extraits qu'on vient d'en lire suffisent amplement à donner une idée de cette douloureuse correspondance qui, en fournissant à Fouquier-Tinville des arguments pour son acte d'accusation, contribuera largement à envoyer à l'échafaud Malesherbes et sa fille aînée. Beaucoup d'autres lettres d'émigrés, parents ou amis, figurent au dossier, notamment plusieurs, très violemment antirévolutionnaires, de l'Italien Luigi Cacciapiatti, qui pressait toute la famille de le rejoindre à Milan et qui, au moment de la fuite à Varennes, mal renseigné sur les événements, croyait que le roi avait été délivré et exaltait « *la valeur de l'incomparable Bouillé* ».

Les commissaires avaient également mis la main sur une lettre adressée par Malesherbes le 26 juillet 1790 au Président Rolland, président de la chambre des requêtes au Parlement de Paris, un des magistrats qui devaient être englobés dans le procès des parlementaires. Cette lettre qui avait été saisie chez son destinataire est un admirable témoignage de la pensée sereine et désabusée de Malesherbes à l'heure même où, la magistrature étant menacée d'anéantissement, il sentait la Révolution glisser de sa phase libérale aux entraînements de l'arbitraire et de la violence. Il expose les raisons pour lesquelles il lui paraît tout à fait vain de rédiger un nouveau mémoire sur la magistrature au milieu du déchainement des passions (27) :

« Hélas ! Monsieur, j'ai fait depuis deux ans bien des travaux sur les matières de mon ressort, que je prévoyais qui seraient agitées à l'Assemblée nationale. Je me suis bien gardé de les produire, quand j'ai vu comme tout se faisait. Dans le temps des violentes passions, il faut bien se garder de faire parler la raison. On nuirait à la raison même, car les enthousiastes exciteraient le peuple contre les mêmes vérités qui, dans un autre temps, seraient reçues avec l'approbation générale [...] ».

Le procès des magistrats protestataires (qui s'ouvrira à la fin de germinal, avril 1794) achèvera de perdre Malesherbes. L'homme qui

(27) Cette lettre dont l'original figure aux *Archives Nationales* dans le dossier du Tribunal Révolutionnaire, a été reproduite par Boissy d'Anglas, au deuxième tome de son ouvrage, *Essai sur la vie et les opinions de M. de Malesherbes* (1819-21). Nous y avons déjà fait allusion plus haut, chap. XIV, p. 684.

avait stoïquement refusé d'émigrer se désignera lui-même et toute sa famille à l'attention de Fouquier-Tinville, en faisant une démarche désespérée pour essayer de sauver son gendre Rosambo. Un ensemble de documents plus pathétiques encore que ceux dont nous venons de faire état dans ces pages, nous permettra de suivre pas à pas les épisodes de cette brève et affreuse tragédie.

CHAPITRE XVI (SUITE)

II

PORT-LIBRE ET L'ECHAFAUD LA FAMILLE EXTERMINÉE

La famille ramenée à Paris. Malesherbes à Port-Libre. Ses entretiens avec le baron Hùe. — Rosanbo soudainement menacé. La famille rassemblée tente un effort suprême. Lettre et mémoire de Malesherbes à Fouquier-Tinville. — La « justice » du Tribunal révolutionnaire. Les exécutions du 3 floréal. — Que sait-on des derniers moments de Malesherbes ? — Le sort des deux secrétaires Baufre et Pierson, et du valet de chambre Jacquemin. — Une sixième victime : Mme de Sénozan. — Les deux enfants survivants.

C'est donc le matin du 20 décembre que la famille (à l'exception du Président de Rosanbo qui avait été emmené le 18) fut conduite à Paris dans deux voitures. Chaque voiture reçut un commissaire et un membre de la municipalité de Malesherbes. Il n'y eut pas d'escorte de gendarmes. A Fontainebleau, un charron dut réparer une roue cassée. On atteignit Paris dans la soirée.

On peut deviner ce que dut être la douleur des habitants d'une commune où cette illustre famille jouissait de l'estime générale, où M. de Malesherbes était aimé et respecté depuis tant d'années. (1) Du moins possédons-nous un émouvant témoignage de cet attachement : c'est un certificat des membres de la municipalité de Malesherbes, daté du 11 germinal, an II, qui fut déposé au greffe de la municipalité et « *affiché trois jours consécutifs à la porte de la maison commune sans qu'il y fût fait la moindre opposition* ». (2)

Voici le texte de cette attestation :

Département du Loiret
District de Pithiviers
Municipalité de Malesherbes.

Nous soussignés, Maire, officiers municipaux et membres du Conseil géné-

(1) Si nous en croyons les auteurs de certains Eloges de Malesherbes, les paysans étaient accourus et, voyant qu'on emmenait leur bienfaiteur, poussèrent des cris menaçants et s'efforcèrent de le délivrer.

(2) Cette pièce porte les signatures des membres de la municipalité, le cachet de la commune et le visa des membres du Comité de surveillance de Malesherbes qui ont tous signé.

ral de la commune de Malesherbes, chef-lieu de canton, sur la demande qui nous a été faite par lettre du citoyen ci-après nommé,

Certifions et attestons que le citoyen Chrétien-Guillaume de Lamoignon s'est montré dans tous les temps le plus zélé défenseur des droits du peuple ; que depuis la Révolution, il s'est toujours comporté dans cette commune en bon républicain jusqu'au 30 frimaire dernier, jour de son arrestation ; qu'il a donné des preuves de civisme dans toutes les circonstances qui se sont présentées ; qu'il n'a jamais cessé d'être soumis aux lois ; qu'il s'est empressé de fournir des secours à ses concitoyens défenseurs de la patrie ; qu'il n'a jamais manifesté aucune opinion, aucuns principes qui ne fussent dans le sens de la Révolution, et qu'enfin il a constamment mérité l'estime de cette commune par les mœurs les plus simples et la conduite la plus irréprochable.

Sur les tribulations des prisonniers ramenés dans la capitale, sur leurs résidences successives, nous avons le témoignage précis du comte de Tocqueville, le jeune mari de Louise de Rosanbo. Son récit retrace avec soin les premières étapes du calvaire.

A onze heures du soir, les voitures entrent dans la cour de la maison située dans la rue du faubourg Saint-Martin, occupée par le Comité révolutionnaire de la section de Bondy, presque en face de l'église St-Laurent. Un procès-verbal d'arrivée est dressé, un premier interrogatoire a lieu. Tandis que Mme de Rosanbo est menée au couvent des Anglaises de la rue des Fossés-St-Victor, Malesherbes et ses petits-gendres, Chateaubriand et Tocqueville, ainsi que le jeune Rosanbo, sont ballottés du violon du corps de garde de la rue Grange-aux-Belles, à la prison de la Force où Chateaubriand et Tocqueville sont laissés tandis que Malesherbes et le jeune Rosanbo sont conduits aux Madelonnettes. Les trois jeunes femmes ont été enfermées dans un couvent du quartier du Marais tandis que leur mère, Mme de Rosanbo, reste rue St-Victor. Enfin, après plusieurs jours, le Comité de Sûreté Générale fait droit aux requêtes des prisonniers qui ont demandé à être réunis (ceux qui étaient détenus à la Force avaient pu se renseigner et faire des démarches). Le président de Rosanbo se trouvait détenu à Port-Libre (l'ex-Port-Royal, rue de la Bourbe). Malesherbes obtint d'être réuni à ses enfants dans cette maison d'arrêt : ce fut sa dernière résidence. (3)

Sur la vie de Malesherbes à Port-Libre, nous avons quelques témoignages. Les plus intéressants sont ceux du comte de Tocqueville, et du baron Hüe. Le premier décrit l'existence relativement douce, parfois parcourue d'éclairs de gaieté, parfois atrocement angoissée, que l'on menait dans cette prison où s'entassaient 600 détenus. Malesherbes, dès son arrivée, y fut entouré du respect général. Aux Madelonnettes il avait rencontré les acteurs Fleury et Dazincourt ; ici à Port-Libre, il trouva M. de Chalandray, ancien receveur général des Finances, « causeur et narrateur inépuisable », dont le secrétaire, nommé

(3) Rosanbo fut transféré un peu plus tard aux Madelonnettes où on le réunit à ses co-accusés dans l'affaire du Parlement. Le Peletier d'Aulnay, mari de Guillemette de Rosanbo, ne devait être incarcéré qu'au mois de mai : on l'avait arrêté dans la Nièvre.

Guillemin, parvint à adoucir la vie des prisonniers, et Saint-Priest, l'ancien intendant du Languedoc, et Madame de Beaumont, fille du financier Grimod de la Reynière et sœur de Mme de Malesherbes (elle devait échapper à l'échafaud). C'est à Port-Libre aussi que Malesherbes et les siens firent connaissance avec Mlle de Sombreuil qui avait sauvé lors des massacres de septembre son père, maréchal de camp et gouverneur des Invalides, et qui partageait maintenant sa seconde captivité, — Mlle de Sombreuil, à qui Mme de Rosambo devait dire à l'heure suprême : *« Mademoiselle, vous avez eu le bonheur de sauver la vie de votre père ; j'aurai du moins la consolation de mourir avec le mien. »* (4)

Quant au baron Hüe, ancien huissier de Louis XVI et premier valet de chambre du Dauphin, qui fut à partir de février le compagnon de captivité de Malesherbes, il nous rapporte les longs entretiens qu'il eut avec lui au cours de tant d'heures d'intimité. (5) Malesherbes évoquait le Roi, son attachement aux principes religieux, sa piété, sa modestie, la façon dont Louis XVI s'était instruit et dont il avait fait confiance à Malesherbes, son goût de l'économie, son dédain pour *« les formes extérieures que le monde appelle grâces »*, l'orgueil qu'il avait à rappeler les grands hommes que la nation française avait produits et tant de traits par lesquels se peignait la simplicité débonnaire du souverain infortuné.

Evoquant ses deux ministères et notamment la grande affaire de l'état-civil des protestants, Malesherbes confie au baron Hüe que, tout en reconnaissant que l'humanité réclame la tolérance et que la persécution, loin de convertir, ne fait que des hypocrites ou des traîtres, le Roi s'obstinait à ne pas vouloir changer la loi l'Etat qui fixait le sort des hérétiques : *« J'ai plus d'une fois remarqué que, dans les changements proposés au Roi, rien ne l'arrêtait autant que son respect pour les anciennes institutions et surtout que la mémoire de Louis XIV. »*

C'est toute son expérience de la vie publique et des conseils du Gouvernement que Malesherbes retrace au cours de ces entretiens de captivité. Les mutations trop fréquentes dans le ministère, il les attribue surtout à Maurepas, *« arbitre de tous les choix »*, qui *« fit et défit les ministres »*. Et, après la mort de Maurepas, Louis XVI ne crut pouvoir mieux faire que de se déterminer d'après l'opinion publique : cette opinion l'égara souvent...

« Pour faire un bon ministre, disait encore Malesherbes à Hüe, l'instruction et la probité ne suffisent pas. Turgot et moi en avons été la preuve ; notre science était toute dans les livres ; nous n'avions nulle connaissance

(4) Cette phrase est citée dans presque toutes les biographies et les éloges de Malesherbes.

(5) Nous nous bornons à dégager l'essentiel de ces pages très émouvantes auxquelles nous renvoyons le lecteur (*Souvenirs du baron Hüe*, chap. VII. « Entretiens de Malesherbes et de Hüe dans la prison de Port-Royal sur la mémoire de Louis XVI »). Ces pages avaient déjà été publiées par Hüe dans *Les dernières années de la vie et du règne de Louis XVI*, ouvrage paru en 1814. (Cf. plus haut, chap. XV).

des hommes. Heureusement, je ne fus pas longtemps à le reconnaître. Ne convenant pas plus au Ministère que le Ministère et la Cour ne convenaient à mes goûts, je demandai au Roi la permission de me retirer ».

Mais c'est sur le procès de Louis XVI que les entretiens reviennent invinciblement : Malesherbes goûte une triste douceur à retracer les conversations que Louis XVI avait avec ses défenseurs dans la prison du Temple : il fait revivre le prisonnier résigné à son sort, qui se laisse défendre plutôt qu'il ne se défend lui-même, l'homme plein de sollicitude pour ceux qui se dévouent à sa cause, le roi qui va payer de sa vie son amour pour le peuple et son horreur du sang versé. (6)

*
**

Des semaines ont passé, mais on n'a pas oublié les prisonniers de Port-Libre. Voici que les temps sont révolus : dans quelques jours le défenseur aura rejoint la victime. Le 29 Germinal, le président de Rosanbo est transféré à la Conciergerie pour être traduit devant le Tribunal révolutionnaire avec les autres parlementaires englobés dans la même accusation. Dans son bref interrogatoire, daté de ce jour, on lui demande « *s'il n'a pas signé et engagé à signer des protestations contre-révolutionnaires* ». Il répond : « *...qu'il a signé des protestations des mois de novembre 1789 et octobre 1790 telles que le ci-devant Parlement était en usage d'en faire, mais que ces protestations n'ont pas été souscrites par lui dans des intentions contre-révolutionnaires ; que loin d'avoir engagé personne à les signer, il ne les a signées lui-même que quand elles ont été arrêtées par la Chambre.* » (7)

Dès qu'elle sait Rosanbo en danger, la famille rassemblée tente un effort suprême. Malesherbes dicte à sa petite-fille Louise une lettre pour Fouquier-Tinville.

A Port-Libre, le 30 Germinal de la République une et indivisible.

Citoyen,

Je ne suis pas connu de vous. Cependant je prends la liberté de vous envoyer un mémoire pour le citoyen Rosanbo, mon gendre et mon ami intime, à présent accusé et traduit au tribunal.

(6) Nous avons parlé au chapitre XV de la partie des entretiens de Hûe avec Malesherbes qui se rapporte à la captivité du Roi.

(7) Du réquisitoire de Fouquier-Tinville contre Rosanbo, nous extrayons le passage essentiel :

« C'est donc chez le chef des conspirateurs, chez Pelletier Rosanbo qui avait trompé le peuple par le masque de la popularité en 1790, au point d'être appelé par le suffrage de ses concitoyens dans les nouveaux tribunaux, que s'est trouvée cette collection de protestations qui prouve les trames qui s'ourdissent encore en ce moment contre la République, la part qu'y prennent tous les ci-devant magistrats ainsi coalisés et les espérances qu'ils ont de leur succès ; des lettres saisies chez la femme de Rosanbo prouvent que lui-même en janvier 1793, entretenait des intelligences et des correspondances avec des conspirateurs réfugiés à Londres. » *Archives Nationales*, W. 349, 703 bis (5^e partie).

Son affaire m'intéresse autant que ma vie. Je ne doute pas que vous n'ayez grande influence et c'est en vous que je mets mon espérance.

Je voudrais vous écrire de ma main, mais mon écriture n'est pas lisible, je ne vous demande que de lire ce mémoire avec attention; si vous vous en donnez la peine, je suis certain que vous trouverez que l'accusation porte sur un malentendu.

Si la visite des papiers du citoyen Rosanbo avoit été faite en sa présence et qu'il eût pu donner des éclaircissemens sur les pièces qu'on y a trouvées, on auroit reconnu que ce qu'on a pris pour une conspiration contre la République étoit au contraire des mesures prises par un citoyen ami de la paix pour prévenir ce qui pourroit occasionner des troubles.

Ma seule crainte est que le grand nombre des affaires que vous ferez juger en même tems ne permettent pas de donner à celle-là une attention suffisante.

Je sçais que ce n'est pas vous qui jugez, mais étant aussi éclairé que vous l'êtes, c'est à vous de mettre sous les yeux des juges les explications qui sont à la décharge des accusés, comme celles qui sont à leur charge.

Je suis très fraternellement, Citoyen,

Votre concitoyen : Lamoignon-Malesherbes.

A cette lettre est joint le mémoire suivant que Malesherbes a dicté à Aline-Thérèse de Chateaubriand, l'aînée de ses trois petites-filles :

Citoyen,

Le citoyen Peletier-Rosanbo vient d'être transféré à la Conciergerie, ainsi que plusieurs autres membres de la Chambre des Vacations du ci-devant Parlement de Paris. Je crains que la cause de cette mesure ne soit la protestation faite par cette Chambre en 1790 et crois devoir vous soumettre quelques observations propres à éclaircir cette affaire.

Il n'existoit en 1790, époque de la dite protestation, ni république ni liberté. Je le dirai même avec franchise, tel étoit le but déjà trop connu d'une faction dominante dans l'Assemblée Constituante qu'il ne s'agissoit de rien moins alors, comme l'a dernièrement déclaré Saint-Just dans un rapport fait au nom du Comité de Salut Public, que d'ôter la couronne au ci-devant roi pour la mettre sur la tête de d'Orléans. Dans cet état de choses, les membres de la Chambre des Vacations, placés en quelque sorte entre l'usurpateur et l'ancien monarque, se rangèrent du parti de ce dernier et crurent devoir protester en sa faveur. Ces protestations étoient d'un usage constant et passoient même pour très populaires sous l'Ancien Régime qui n'étoit pas encore détruit. D'ailleurs ce n'étoit point des arrêts qui pussent former d'obstacle à l'exécution des loix. J'ajouterai que les membres de la Chambre des Vacations ne pouvoient en leur qualité de commissaires, de simples mandataires du Parlement, enregistrer aucune loi qu'à la charge d'en déférer à ce corps et que d'une pareille obligation résulta le devoir indispensable pour eux (quelles que fussent leurs opinions politiques) de protester contre son anéantissement qui pouvoit être favorable alors à la réussite des projets liberticides dont je viens de parler.

Le dépôt de cette protestation chez le citoyen Rosanbo, président de la Chambre où elle a dû être trouvée, n'a été qu'une suite naturelle du déffaut d'un greffe où la mettre dans les circonstances où elle a été faite. De pareils

dépôts particuliers eurent lieu lors de la suppression des ci-devant cours souveraines par le chancelier Maupeou, et moi-même, Citoyen, je gardai chez moi les protestations de la Cour des Aides dont j'étois le chef.

Jusque là le citoyen Rosanbo se trouve donc ainsi que ses collègues entièrement à l'abri de tous reproches. La seule faute qu'il auroit pu commettre eut été de vouloir donner de la suite ou de la publicité à la protestation dont il s'agit, lorsqu'elle étoit devenue inutile par les progrès de l'esprit public, le déjouement d'une faction coupable et l'établissement du régime républicain. Mais le fait est qu'elle est restée ensevelie dans le plus profond oubli grâce aux soins qu'il a pris pour la dérober à tous les yeux ; qu'elle n'a jamais été imprimée ou communiquée par lui à personne ; qu'il n'y a été donné à sa connaissance aucune suite ; qu'il n'a jamais été tenté de la lier avec des actes illégaux que, s'il en faut croire les papiers publics, des magistrats fugitifs s'étoient permis en pays étrangers ; qu'il n'avoit point de relation avec le ci-devant président Gilbert de Voisins, désigné par ces mêmes papiers publics pour un des chefs de la magistrature émigrée ; qu'enfin depuis la suppression du Parlement de 1790, il est rentré dans la vie privée et n'a plus été occupé que de remplir les devoirs d'un bon citoyen et d'un père de famille.

Telles sont, Citoyen, les observations importantes que j'ai cru devoir vous faire sur un acte trop simple en lui-même, et trop indifférent par le défaut de suite où il est resté, pour fonder une action capitale ; je ne craindrai pas de faire valoir en outre, devant un magistrat populaire, les raisons particulières qui militent en faveur du citoyen Rosanbo ; personne au dire de tous ceux qui l'ont connu, n'a été plus équitable, plus exact et plus désintéressé que lui dans l'administration de la justice ; personne n'étoit plus doux dans ses mœurs, ni plus honnête homme dans ses procédés ; dès avant la révolution, il pratiquoit déjà ces vertus privées, cet amour de l'humanité, ces égards pour ses semblables, cette rare et précieuse fraternité avec ses concitoyens qui sont un des premiers biens de notre régénération ; il a depuis continué de s'y livrer, comme le prouvent une multitude de secours accordés aux indigens et de dons patriotiques faits en faveur des citoyens partis pour la frontière, sous les yeux de sa section à Paris, et de sa municipalité à Malesherbes qui, en conséquence, lui a accordé dernièrement un certificat de civisme.

J'ose donc espérer, Citoyen, qu'ayant égard aux raisons ci-dessus exposées vous rendrez un double hommage à la justice et à l'humanité en concourant par toute l'influence que peut vous donner votre ministère à l'acquittement d'un accusé dont la vie est sans reproche et qui ne se trouve inculpé aujourd'hui qu'à l'occasion d'une pièce incapable par elle-même, comme je l'ai démontré, de fonder une accusation capitale.

Lamoignon-Malesherbes. (8)

Une copie de ce mémoire est faite par Guillemette, la cadette des petites-filles de Malesherbes : ainsi les trois sœurs ont collaboré à la tâche suprême entreprise pour sauver leur père. Cette copie est adres-

(8) Signature autographe, comme à la fin de la lettre d'envoi précédente. Ce mémoire et toutes les pièces qui l'accompagnent et que nous reproduisons ici, figurent aux *Archives Nationales*, W. 349, 703 bis, 3^e partie, pièces 174, 175, 176 et 177.

sée par Mme de Rosanbo à son malheureux époux, le même jour ; elle y joint la lettre suivante :

Ce 30 Germinal.

Je t'envoie mon bon ami, copie d'un mémoire que mon père vient d'envoyer à l'accusateur public. J'espère que s'il a le tems de le lire cela le mettra très au fait de ton affaire et qu'on te rendra la justice que tu mérites et que j'espère. Je me flatte que cette affaire éclaircie te ramènera à moi c'est le doux objet de mes vœux mon bon ami. Tu sais que vivre près de toi soigner ta santé et nous entourer de nos enfans et soigner la vieillesse de mon père a toujours été notre seule occupation puissions nous y être bien tôt rendus oui mon bon ami je l'espère.

Adieu bon et tendre ami pense à un être qui ne vit que pour toi t'aimant de tout son cœur. Mon père ma tante et mes enfans qui sont autour de moi partagent tous mes sentimens.

Au verso de cette lettre le jeune Rosanbo, qu'on n'a pas voulu laisser à l'écart de cet effort désespéré, a écrit les lignes suivantes :

« Toutes mes sœurs se sont occupées, mon tendre père, à écrire le mémoire joint à sa lettre. Un mal qui m'est survenu au doigt m'a empêché d'y coopérer. Ce travail eut été bien doux pour moi et mon regret a été bien grand. Mais dussiez-vous ne pas me lire, je veux vous tracer quelques lignes et vous répéter ce que vous savez déjà si bien l'assurance de tout mon amour pour vous. Adieu, mon bien tendre père, aimez votre fils, cette idée fait son bonheur.

Louis Le Peletier de Rosanbo.

Au-dessous de la copie même du mémoire qui est transmise à l'accusé, nous lisons de la même main que celle qui a exécuté la copie :

« Vous reconnaîtrez icy, mon cher papa, l'écriture de Guillemette. C'est ma sœur aînée sachant mieux l'orthographe que moi qui a écrit l'autre double envoyé à l'accusateur public ; mon grand-père y a joint une lettre très touchante de l'écriture de Louise puisse notre temps n'être pas perdu comme nous l'espérons, jamais il n'aura été employé d'une manière plus utile et plus précieuse pour mon cœur ».

Enfin la lettre de Malesherbes à Fouquier-Tinville, précédant et annonçant le mémoire, est recopiée aussi pour Rosanbo ; nous reconnaissons cette fois l'écriture de la « sœur aînée », Aline-Thérèse, celle qui a écrit sous la dictée de Malesherbes l'original du mémoire. Cette copie est précédée de la mention suivante : « Copie de la lettre particulière de mon gd père au citoyen Fouquet de Tainville » et elle est suivie d'un post-scriptum par lequel le jeune Chateaubriand est associé à toute la famille : « Je ne vous parlerai point de moi, mon cher et tendre père, vous devinez ma position pour mon attachement pour vous. Je ne vous dirai rien non plus de mon mari qui n'est rien moins qu'étranger à ce que nous faisons et est un de ceux de la famille qui prend le plus d'intérêt au succès de votre affaire. »

Ainsi chacun des emprisonnés a voulu donner au père qui partait pour le Tribunal révolutionnaire un témoignage d'amour : Aline-Thérèse a écrit sous la dictée de son grand-père le mémoire justificatif ; à Louise de Tocqueville, Malesherbes a dicté la lettre d'envoi à Fouquier-Tinville ; Guillemette a recopié le mémoire et a dit à son père la part de chacun dans ce travail ; Aline-Thérèse encore a recopié la lettre en y ajoutant quelques mots personnels ; le jeune Louis enfin, a tracé de sa main malade quelques lignes malhabiles. Quant à Mme de Rosanbo, on sent l'effort qu'elle fait pour trouver les mots qui réconfortent et qui font espérer, mais il n'est que de lire sa brève lettre douloureuse pour comprendre qu'elle adresse à son mari l'adieu suprême.

On imagine la répugnance avec laquelle Malesherbes dut écrire au sanguinaire Fouquier-Tinville ces pages dans lesquelles, d'ailleurs, il travestissait pour les besoins de la cause le sens de la protestation des parlementaires de 1790 ; toujours est-il que, loin de sauver Rosanbo (qui fut envoyé à la guillotine le lendemain 1^{er} Floréal), cette démarche n'eut d'autre résultat que de précipiter sa propre fin et celle des siens. Quelques heures après l'exécution de son gendre, il était appelé au greffe de la prison ainsi que Mme de Rosanbo, Aline-Thérèse et Chateaubriand. C'était leur tour d'affronter le Tribunal et de marcher à l'échafaud.

Voici l'extrait du procès-verbal de l'interrogatoire que Malesherbes subit le 2 floréal, à 7 h. 1/2 du soir à la Conciergerie. (9)

« ...A répondu se nommer Chrétien-Guillaume Lamoignon-Malesherbes, âgé de 72 ans, ci devant noble et Ministre d'Etat, et en dernier lieu défenseur officieux de celui qui a régné sous le nom de Louis seize ; né à Paris, paroisse ci-devant St-Paul, demeurant à Malesherbes, district de Pitivier, département du Loiret.

D. — N'avez vous pas conspiré contre la liberté du peuple français et n'avez vous pas dit que vous employeriez tous vos moyens pour anéantir la République ?

R. — Je n'ai jamais dit cela.

D. — Avez vous un déffenseur ?

R. — Non. - En conséquence lui avons nommé d'office le citoyen Duchâteau pour déffenseur.

Lecture faite il a persisté dans ses réponses et a signé avec nous l'accusateur public et le greffier.

Lamoignon-Malesherbes.

J. Derbez, greffier - A.Q. Fouquier.

(9) Lorsqu'il entra à la Conciergerie, nous dit Mme de Tourzel, Malesherbes rencontra de Boze, peintre du Roi, qui s'y trouvait depuis quelque temps et qui « lui témoigna sa douleur de le voir arriver dans un aussi triste séjour, et en même temps son espoir de lui voir rendre la justice qu'il méritait ».

Malesherbes lui aurait fait cette réponse :

« Je ne puis regretter la vie lorsque je n'ai pas eu le bonheur de sauver celle du Roi mon maître ». (*Mémoires de Mme de Tourzel, gouvernante des enfants de France, publiés par le duc de Cars*, tome II, chap. XXII).

Et voici, daté du même jour, le procès-verbal d'interrogatoire de Mme de Rosanbo (Antoinette, Marguerite, Thérèse Lamoignon-Malesherbes, femme de Le Peletier-Rosanbo, âgée de 38 ans, née à Paris et demeurant à Malesherbes) :

D. — Avez vous conspiré contre la liberté et la souveraineté du peuple en entretenant des intelligences et correspondances avec les ennemis extérieurs et intérieurs de la République ou de toute autre manière quelconque ?

R. — Qu'elle n'a jamais entretenu de correspondances qu'à raison d'information de santés respectives avec sa sœur et son mari qui s'étoient retirés à Lausanne en 1789, étoient rentrés depuis en France à sa sollicitation et celle de son père et repartis en 1792 pour Londres malgré ses conseils.

(Défenseur désigné : La Fleurie). (10)

Pour nous faire une idée de la valeur des arguments que la monstrueuse justice du Tribunal révolutionnaire utilisa contre Malesherbes, nous reproduisons ci-après deux témoignages où l'odieux le dispute au grotesque, émanant tous deux d'un membre du Comité de surveillance de la section des Tuileries et qui figurent au dossier.

Voici le premier de ces « témoignages » :

Section des Tuileries.
Comité de surveillance révolutionnaire
Extrait du Registre...

« Ce jourd'hui, 21 nivôse, l'an deux... est comparu à notre comité le citoyen André Caniel, domicilié rue St-Honoré, N° 50, lequel nous a déclaré avoir connaissance que lors de l'emprisonnement de Capet au Temple, le Cⁿ Hollope père, toutes les fois qu'il y étoit de service, alloit lorsqu'il en sortoit, chez la C^{ne} Senozan, et que lorsqu'il y manquoit, cette dernière l'envoyoit chercher et qu'il a continué d'en agir de même pendant la détention de la veuve Capet et les autres détenus jusqu'à l'arrestation de la femme Senozan. Lecture a lui faite de sa déclaration, il a déclaré qu'elle contenoit vérité y a persisté et a signé. »

Signé Caniel.
Bon pour copie conforme :
Moreau, Secrétaire.

En note :

« La Senozan est la propre sœur de Lamoignon-Malesherbes ».

Et voici le second :

(10) Quant à l'interrogatoire d'Aline-Thérèse de Rosanbo, à la question posée : « Avez-vous entretenu des intelligences et correspondances soit avec les ennemis intérieurs, soit avec les ennemis extérieurs de la République ? » elle répond :

« Que non, si ce n'est à quelques parents éloignés hors des territoires français avant que la loi le défendit ». Le procès-verbal ajoute : « Observe que ces correspondances n'ont eu lieu qu'entre femmes. » A elle et à son mari Chateaubriand on donna pour défenseur Chauveau-Lagarde (2 floréal).

« Ce jourd'hui 2 floréal, l'an 2^{me} de la République française une et indivisible, est comparu devant nous membre du Comité de surveillance révolutionnaire de la section des Thuilleries, le citoyen Caniel membre du susdit Comité, lequel nous a déclaré qu'étant ci-devant officier de l'office de la ci-devant comtesse de Sénozan dans le courant de may 1790, revenant de sa terre de Verneuil, il rendit compte à la dite Sénozan que les vignes étaient gelées, qu'alors le ci devant ministre de Malesherbes de Lamoignon, présent à la conversation, dit que c'était un bonheur pour la France, que les paysans ne pourraient plus se saouler, que s'il n'y avait pas eu de vin en France la révolution ne serait point faite. Qu'alors lui Caniel répliqua et dit que cependant le vin était nécessaire, que Malesherbes lui répondit :

« Ho pour vous qui y êtes accoutumé ainsi que ma sœur, à en boire, vous en aurez quand même il couleroit 6 livres la bouteille et il ajouta qu'il auroit été à désirer qu'il eut toujours été à ce prix là. Lecture faite de la déclaration il a déclaré qu'elle contenoit vérité et signé : ainsi signé Caniel. »

Pour copie conforme à l'original

Charvet, président.

Une dernière pièce enfin : l'acte d'accusation de Fouquier-Tinville, tel qu'il est reproduit dans le jugement de condamnation (11) :

« ...Lamoignon-Malesherbes présente tous les caractères d'un conspirateur et d'un contre-révolutionnaire. Les écrits trouvés chez cet ex-magistrat prouvent qu'il ne cessoit de s'occuper de ramener l'ancien ordre des choses ; qu'il étoit le centre autour duquel se réunissoient les autres conspirateurs qui viennent d'être frappés par le glaive de la loy et qu'il dirigeoit toutes leurs démarches. On ne peut que le regarder comme celui qui a conseillé les infâmes protestations contre la souveraineté du peuple dont le tribunal vient de faire justice. La correspondance prouve encore que l'offre qu'il a fait d'être le défenseur de Capet, offre qui a été acceptée par celui-cy, n'a été que l'effet d'une intrigue ourdie dans le cabinet de Pitt avec les parents de Malesherbes, émigrés à Londres et que dans ce rôle il n'a été que l'agent des contre-révolutionnaires soudoyés par le despote d'Angleterre. Enfin les lettres trouvées dans ses papiers prouvent qu'il entretenoit des correspondances avec les ennemis de l'Etat et notamment avec ses enfants émigrés à qui il faisoit passer des fonds et dont il paroît qu'il a facilité le retour sur le territoire françois avec le major Richemont ».

Voilà pour Malesherbes, et voici maintenant pour sa fille :

« La femme Rozanbo a toujours été ainsi que son mary l'ennemie de la Révolution. Les correspondances nombreuses et volumineuses avec tous les ennemis de la France réfugiés depuis 1789 et jusqu'en 1793 chez les despotes coalisés et surtout avec ses parents et notamment avec Chateaubriand et sa femme, les détails contre-révolutionnaires qu'elles présentent, les secours en argent que ces correspondances constatent qu'elle leur faisoit passer, tout démontre qu'elle intriguoit de son côté en faveur de la contre-révolution, tandis que son mary conspiroit du sien avec les Rolland, les Pasquier et autres ses complices ».

(11) *Archives Nationales*, W. 351 (713), 22^e et dernière pièce.

Et voici enfin pour le jeune couple Chateaubriand :

« Chateaubriand et sa femme, fille de la femme Rozanbo, ont émigré et sont à ce qu'il paroît parvenus à rentrer sur le territoire françois en se procurant de faux certificats de résidence. D'ailleurs ils entretenoient avec les émigrés la correspondance la plus criminelle et la plus active. Une foule de lettres timbrées de Trèves, de Coblenz, de Bruxelles, Tournay et autres endroits ⁽¹²⁾ prouvent que cette famille étoit un véritable foyer de contre-révolution et que tous vouloient en être les agens ».

*
**

Nous pouvons imaginer comment se déroula la parodie de justice au Tribunal révolutionnaire, où Malesherbes, dit-on, dédaigna de se défendre, où les avocats des accusés ne prononcèrent sans doute, selon l'habitude, que de brefs et misérables plaidoyers, où la condamnation à mort était dictée d'avance. Avec Malesherbes et ses enfants furent condamnés la princesse Lubomirski, la duchesse du Châtelet, la duchesse de Grammont, la vicomtesse de Pontville, trois anciens députés à la Constituante, François Huel, Guy Le Chapelier, Jacques-Guillaume Thouret et enfin Jean-Jacques Duval d'Espréménil, le neveu de Dupleix, ancien conseiller au Parlement de Paris, ancien député à la Constituante, qui avait été l'un des plus ardents promoteurs de la convocation des Etats Généraux. ⁽¹³⁾ Tous furent décapités le 3 floréal.

Nous savons fort peu de chose des derniers moments de Malesherbes. La plupart des Eloges qui lui ont été consacrés rapportent ce mot qui témoigne de son sang-froid, disons plus, de son stoïcisme, à l'heure suprême : en sortant de la prison pour aller à l'échafaud, il aurait heurté une grosse pierre que sa vue basse l'avait empêché de distinguer et qui manqua de le faire trébucher : « *Mauvais présage, aurait-il dit, un Romain ne serait pas allé plus avant.* » On sait aussi qu'il vit rouler la tête de tous les siens et qu'il fut offert le dernier au bourreau. Mais eut-il des pensées religieuses ? Eprouva-t-il le besoin de consolations spirituelles ? Chateaubriand nous dit qu'il se trouvait des prêtres sur le tombereau qui le menait à la guillotine et que ces consolations ne lui manquèrent point ; mais il ne nous dit pas qu'il les réclama. Il prétend aussi que Tocqueville lui rapporta une confiance que lui aurait faite Malesherbes la veille de sa mort :

(12) Il y a en effet, dans le dossier, un grand nombre de lettres (41 au total) adressées à « Madame la Comtesse de Chateaubriand » (la plupart à l'hôtel de Rosanbo, rue de Bondi à Paris, quelques-unes au château de Malesherbes) ; elles sont écrites par des parents et datées de Bruxelles, de Tournai, de Trèves, etc...

S'échelonnant de 1789 à 1791, elles conseillent fréquemment à la jeune femme de quitter la France et plusieurs comportent des appréciations très sévères sur les événements de la Révolution ; elles donnent des nouvelles de plusieurs émigrés (*Archives Nationales*, W. 351 (713), 3^e partie).

(13) Le réquisitoire de Fouquier-Tinville contre d'Espréménil est le plus long et le plus violent. Il est désigné comme « l'ennemi le plus déclaré de la souveraineté et de la liberté du peuple français et le conspirateur le plus acharné contre la Révolution ».

« Mon ami, si vous avez des enfants, élevez-les pour en faire des chrétiens, il n'y a que cela de bon ».

Il est vrai que, dans sa relation de la captivité et des derniers moments de Malesherbes, Tocqueville confirme à peu près les dires de Chateaubriand : « Son esprit, qui avait reçu l'empreinte de ce siècle, était ramené par l'expérience à des opinions différentes. Sans être devenu dévot, il sentait fortement le vide des doctrines philosophiques et s'en était exprimé avec nous. Les malheurs des temps avaient porté son âme pure vers l'Auteur de toutes choses. »

Que Malesherbes ait été conduit, par les atroces spectacles que donnait alors la Révolution, par le cruel destin qui s'appesantissait sur sa famille et sur lui-même, enfin par les approches de la mort, à tourner ses regards vers un Dieu qu'il n'avait d'ailleurs jamais nié⁽¹⁴⁾, et à s'interroger sur ce que les religions peuvent apporter d'espoir et de consolation à l'homme démuné de toutes ressources terrestres, rien de plus normal et de plus vraisemblable. Il faut toutefois nous garder d'aller plus loin et accueillir avec la plus grande réserve des affirmations comme celle de Chateaubriand, ou de Louis de Rosanbo trop enclin par ses sentiments de piété — comme aussi par la haine justifiée qu'il vouait à la Révolution meurtrière de sa famille — à faire de son grand-père un repentant et un converti. Entre ceux de ses biographes qui parlent de son irréligion finale et ceux qui font état au contraire d'un prétendu retour à la religion qu'aucun document, aucun témoignage sérieux ne vient prouver, nous serions plutôt tenté de nous ranger à l'opinion des premiers, abstraction faite des inévitables remous qui viennent ballotter une âme angoissée aux approches de la fin. Et nous sommes persuadé que Boissy d'Anglas, qui l'a bien connu, ne s'est pas trompé en affirmant que les horreurs de la Révolution n'ont jamais conduit Malesherbes à renier ses idées. Au demeurant, pour ce qui est des besoins religieux de l'heure dernière, la parole citée par Tocqueville, et que nous avons rapportée plus haut, ne suffit pas pour prétendre avec une apparence de vérité que Malesherbes soit mort en chrétien et qu'il ait souhaité obtenir

(14) Nous ne faisons pas de Malesherbes un athée ; mais nous avons de fortes raisons d'affirmer que Malesherbes, depuis ses années de collègue (nous avons vu les reproches que son père lui faisait alors à ce sujet) et jusqu'aux derniers temps de sa vie tout au moins, fut un esprit fort peu religieux, pour ne pas dire davantage. Souvenons-nous notamment du mépris avec lequel il parle des dévotions, du culte des reliques, et même de certaines croyances. (Cf. ce qu'il dit de la « légende » des Saintes-Maries au cours de son voyage en Provence, 2^e partie, chap. VI).

A aucune époque de sa vie il ne fut catholique pratiquant. Sur ce point le petit fait que voici nous paraît suffisamment édifiant. Au cours de son voyage en Hollande, il visite Flessingue : il écrit de là à sa sœur et à son beau-frère Mme et M. de Sénozan : « Je vais vous donner une bonne opinion de moi... » Il comptait demeurer à Flessingue plus d'un jour ; or il en partira le lendemain à 6 h. pour assister à la messe catholique à Middelbourg. Pourquoi ? Par besoin religieux, par habitude d'assister aux offices ? Sûrement pas ! « Un Français, établi icy et zélé comme on l'est dans tous les pays où on n'est pas de la religion dominante, m'a si bien fait sentir l'avantage de trouver cette messe de bonne fortune dans un pays protestant, que je n'ai pas pu le luy refuser... » C'est un sacrifice, sans doute, point très fâcheux toutefois, dit-il, car il est sûr de revenir à Flessingue au retour.

les secours que la religion catholique offre aux mourants ; sa fin paraît avoir été celle d'un stoicien ; on peut le regretter, on peut l'en admirer davantage ; mais ceci est une autre affaire...

*
**

Le 3 floréal, jour de l'exécution de Malesherbes, le Comité révolutionnaire de la section du Mont-Blanc met en état d'arrestation ses deux secrétaires, Baufre et Pierson, et son valet de chambre Jacquemin.

Baufre était au service de Malesherbes depuis environ quarante ans et il avait toute sa confiance. (15) Pierson, qui était plutôt un copiste qu'un secrétaire véritable, n'était entré chez lui qu'à l'époque de son second ministère, en 1788.

Les inculpés sont longuement interrogés sur leurs activités chez Malesherbes. On perquisitionne chez eux ; chez Pierson, on trouve des liasses de papiers, manuscrits et brochures ; on en trouve aussi chez Baufre, que l'on somme d'indiquer tout ce qui, chez lui, appartenait à Malesherbes. On perquisitionne aussi au domicile de Malesherbes, 59 rue des Martyrs ; on appose les scellés sur des secrétaires et les bibliothèques ; la perquisition se poursuit encore le 5 floréal.

Pierson est interrogé à plusieurs reprises ; on lui fait grief d'avoir chez lui une effigie de Henri IV ! On lui reproche de n'avoir pas averti la police qu'il avait vu Malesherbes brûler quantité de papiers et de lettres. On lui reproche surtout d'avoir accompagné Malesherbes à Lausanne en 1791 et on le questionne sans arrêt sur ce voyage en Suisse : quelles sont les personnes que Malesherbes a rencontrées à

(15) Il était né le 17 juillet 1729, tandis que Pierson n'avait que 33 ans. Dans le dossier figure le brouillon autographe d'un certificat que lui fit Malesherbes lorsque, le 7 décembre 1791, Baufre fut amené à justifier de ses services comme premier secrétaire de Malesherbes et commissaire de la garde de Paris. Voici le texte de cette attestation que nous avons déchiffrée non sans peine et qui nous donne quelques renseignements intéressants :

« J'ay été premier président de la Cour des Aides au mois de décembre 1750.

« Mon secrétaire, homme employé en cette qualité sur les états du roi, fut M. Gibert, qui étoit aussi secrétaire de M. d'Ormesson, alors premier avocat général du Parlement ; or les fonctions auprès du premier avocat général du Parlement exigeant un travail continu, il ne put remplir les deux places à la fois qu'en associant à son travail M. Baufre son parent qui de ce jour a rempli sous le nom de M. Gibert une grande partie de ces deux places, et nommément, pour ne certifier que ce qui est de ma connoissance personnelle, il remplit une grande part des fonctions de secrétaire du premier président de la Cour des Aides et de secrétaire du magistrat chargé de la Librairie. Ce ne fut jamais dans ce tems à mes affaires domestiques qu'il fut employé.

« M. Gibert ayant été nommé inspecteur du domaine en 1754, M. Baufre fut en son mon nom secrétaire du premier président de la Cour des Aides jusqu'en l'année 1775, où je quittai la Cour des Aides et fus secrétaire d'Etat.

« Depuis le 1775 jusqu'au 1776 [Malesherbes a laissé les dates en blanc] il fut mon premier secrétaire, comme chargé de la confiance personnelle du ministre [Malesherbes a ajouté sur une copie de ce même document, dictée à Pierson : « ainsi que sous mon second ministère de 1787 à 1788]. »

« Il eut dans le même tems la place de commissaire de la garde de Paris.

« Ce qu'il a fait depuis est constaté par les brevets qu'il rappelle [mot douteux] ; je ne certifie que les faits qui doivent l'être par mon [un mot illisible]. » (Archives Nationales, W. 376, dossier 851).

Genève, à Lausanne, à La Chaux-de-Fonds ou ailleurs ? Comme on lui demande de nommer ceux qu'il a vus hors de la République et ceux qui sont rentrés dans la République après en être sortis à quelque époque que ce soit, Pierson cite les Montboissier, chez qui Malesherbes était logé à Lausanne, La Luzerne, ci-devant évêque de Langres, le marquis de Guiche et sa femme (il les croit rentrés), la maréchale de Castries et toute sa famille, la vicomtesse de Mailly, la comtesse de Grammont, la duchesse de Lauzun, Mme d'Aguesseau et ses deux filles, le prince de Montbarey, Barbé Marbois, la princesse de Rochefort (rencontrée à Bâle), le chevalier de la Grandville, le baron de Breteuil, la comtesse de Matignon, le prince Xavier de Saxe, etc... Plusieurs d'entre eux ont été vus par lui alors qu'ils traversaient la Suisse pour se rendre en Allemagne. (16)

On lui demande si, à sa connaissance, Malesherbes a fait enfouir de l'argent, des bijoux, des titres ou des papiers. Il répond négativement. On lui demande encore si Malesherbes recevait des lettres par une voie clandestine. Il répond qu'« *il ne lui a jamais connu que la voie de la poste, à moins que ce ne soit Rosambeau son gendre, qui pouvait être dans le secret, vu qu'il était continuellement avec lui* ». (17)

Baufre est mis sur la sellette le 16 floréal devant le Comité révolutionnaire de la section du Mont-Blanc. On lui fait préciser ses états de service : il a été le secrétaire de Malesherbes alors président de la Cour des Aides de 1751 à 1775, puis son premier secrétaire quand il était ministre et secrétaire d'Etat. De 1776 à 1786, il fut commissaire aux revues de la garde de Paris. A partir de 1781, il travaillait gratuitement aux « *affaires économiques dudit Malesherbes* ». Il indique que depuis la Révolution c'est Pierson qui écrivait sous la dictée de Malesherbes et copiait ses lettres, que lui, Baufre, le remplaçait par hasard pour écrire « *quelque billet ou quelque lettre* ».

Interrogé sur ses moyens d'existence, il avoue un legs de 3.000 livres de rentes viagères qui lui avait été fait par Malesherbes. On cherche à savoir pourquoi il a remis une somme de 2.100 livres au valet Jacquemin. On lui pose de nombreuses questions sur l'or qu'on a trouvé chez lui et qu'il n'a pas fait échanger contre des assignats. Quant à la correspondance de Malesherbes avec ses parents émigrés, Baufre déclare tout ignorer, « *étant quelquefois quatre jours sans voir Malesherbes bien que demeurant dans la même maison* ». Combien a-t-il reçu de lettres de Malesherbes pendant que celui-ci était à Lausanne ? Il ne s'en souvient plus. Quels sont ceux qui fréquentaient assidûment chez Malesherbes quand celui-ci défendait Capet ? On insiste : y avait-il beaucoup de royalistes qui se rendaient chez lui à cette

(16) Sur le voyage en Suisse de 1791 qui intriguait beaucoup les enquêteurs et dont nous avons parlé précédemment à deux reprises, nous avons des renseignements très détaillés dans le témoignage de l'ex-cocher de Malesherbes, Jean-Edme Parre, témoignage qu'on utilisa contre Baufre et Pierson (le cocher en voulait à Baufre qui, au retour du voyage, ne l'avait pas suffisamment payé !). *Archives Nationales*, W 376, dossier 851.

(17) Interrogatoire du 14 floréal.

époque ? qu'a-t-il vu, qu'a-t-il entendu, soit à table, soit dans les appartements, Baufre se borne à dire qu'il n'a vu que de Sèze et Tronchet...

Quant à l'interrogatoire de Jacquemin, il porte surtout sur les sommes qu'on a trouvées chez lui, sur les vêtements appartenant à son maître et qu'on a découverts dans sa chambre, et sur ses moyens d'existence. Nous apprenons qu'avant de partir pour la Suisse, en 1791, Malesherbes lui a fait une pension et que cette pension a remplacé ses gages.

Baufre, Pierson et Jacquemin furent renvoyés devant le Tribunal révolutionnaire le 3 prairial. Les deux premiers furent condamnés à mort et exécutés (12 prairial). Seul, le valet de chambre fut acquitté : il dut cette chance à sa situation modeste et peut-être aussi à sa courageuse attitude. Le comte de Tocqueville nous dit en effet dans son récit : « *Ce dernier [Jacquemin], aussi courageux et aussi calme que son maître, ne s'étonna point de l'appareil redoutable du sanglant tribunal. On voulut lui faire maudire celui auquel il avait été attaché toute sa vie* ⁽¹⁸⁾ *et il répondit par des bénédictions et des louanges ; l'auditoire applaudit et il fut acquitté.* ⁽¹⁹⁾

*
**

La mort de Malesherbes, de sa fille aînée, de son gendre et de deux de ses petits-enfants ne suffit point à assouvir la cruauté de Fouquier-Tinville acharné à détruire cette famille. Mme de Sénozan, sœur de Malesherbes, âgée de soixante-seize ans, fut arrêtée et incarcérée à Port-Libre quelques jours après l'exécution de son frère. Elle fut traduite le 21 floréal devant le tribunal révolutionnaire ⁽²⁰⁾ et exécu-

(18) Il avait 68 ans.

(19) Acquitté, mais placé sous surveillance, Pierson n'eut pas la même attitude, sinon devant le tribunal, du moins dans une lettre suppliante qu'il adresse le 22 floréal au Comité de Sûreté générale. Il y dit notamment :

« J'ai eu le malheur d'être attaché, en qualité de secrétaire, à Lamoignon, ci-devant Malesherbes, qui vient d'être frappé du glaive de la loi. Depuis son arrestation, je ne me suis plus regardé comme lui appartenant, quoique j'ignorasse la cause de sa détention. J'ai, en conséquence, cherché de l'emploi et je suis entré, à la fin du mois de pluviôse, au bureau des émigrés, en qualité d'adjoint à l'administration du même bureau.

« Quelles ont été ma surprise et ma douleur lorsque le 3 floréal, le jour même de l'exécution de Malesherbes, je me suis vu arrêté par le Comité révolutionnaire de la section du Mont-Blanc ! J'avais d'autant moins lieu de m'attendre à cet événement que jamais je ne me suis écarté du respect et de la soumission dus aux lois.

« Si j'ai eu le malheur d'appartenir à Malesherbes, c'est que l'existence de ma famille en dépendoit et j'étois bien éloigné de penser qu'il conspirât un jour avec les ennemis de la République, car si j'avois eu le moindre soupçon je l'aurois quitté et dénoncé sur le champ, ayant toujours eu pour les traîtres et les conspirateurs tout le mépris et l'horreur qu'ils méritaient... »

Les membres du Comité de Sûreté générale ne furent pas dupes de ces bassesses ; ce dernier paragraphe ainsi qu'un autre de même ton sont biffés de deux ou trois légers traits de plume (*Archives Nationales*, T. 796). Ce dossier contient de nombreuses lettres adressées à Pierson par des membres de sa famille, avec beaucoup de pièces afférentes aux fonctions exercées par Pierson au bureau des émigrés.

(20) En compagnie de 24 autres accusés, parmi lesquels la marquise de Laigle et la marquise de Crussol, le comte de Sourdeval et Madame Elisabeth.

tée le même jour « à six heures de relevée » avec Madame Elisabeth, « sœur du dernier tyran ». L'acte d'accusation, signé de Fouquier-Tinville, s'exprime ainsi :

« La femme Sénozan a cru également qu'elle devait déclarer la guerre à la liberté et à l'égalité ; sœur de Lamoignon-Malesherbes, elle a partagé son système contre-révolutionnaire ; elle entretenait des intelligences jusque dans la tour du Temple à l'aide de Fallope ⁽²¹⁾, officier municipal à qui il paraît qu'elle donnait fréquemment des sommes d'argent qui ne pouvaient être que le salaire de ses complaisances criminelles. Tout ce qui lui est parent ou allié est compté au nombre des ennemis de la République. L'infâme La Luzerne et toute sa famille, Archambault, Périgord et Montboissier, député à l'Assemblée constituante, ainsi que toute sa famille, l'évêque de Langres, Chateaubriand, Le Brou, trésorier des parties casuelles, les Lameth, tous émigrés, étaient les parents de la femme Sénozan qui formaient avant leur émigration, sa société ».

Et en marge, dans une note *écrite de sa main* et suivie de sa signature, Fouquier-Tinville a jugé nécessaire, pour mieux étayer son accusation, de rappeler le procès de Malesherbes :

« Il paraît même certain d'après les débats qui ont eu lieu dans l'affaire de Malesherbes et autres conspirateurs, que le foyer de l'intrigue avec l'Angleterre était dans la maison des Lamoignon-Malesherbes ⁽²²⁾ et de la veuve Sénozan, sa sœur, par différents moyens qui conduisaient au même résultat ».

Signé : A. Q. Fouquier ⁽²³⁾.

Avec cette sixième victime, le rideau tombe sur la famille de Malesherbes. Les autres emprisonnés qui, nous dit Tocqueville, devaient être jugés le 12 thermidor, furent sauvés de justesse par la chute de Robespierre. Ils furent libérés seulement le 24 octobre 1794. ⁽²⁴⁾

Cependant, deux enfants de cinq et trois ans, confiés à une domestique, étaient restés à Malesherbes après l'arrestation et le départ de leur famille. Le château ayant été placé sous séquestre et tous les meubles vendus, ils durent chercher un asile dans le village. Ils étaient maintenant orphelins. Une fois libéré, Tocqueville, leur oncle, les appela à lui ; ils se nommaient Louis-Geoffroy et Christian de Chateaubriand. ⁽²⁵⁾

(21) Il est appelé Hollope dans le témoignage de Caniel que nous avons cité plus haut page 745.

(22) Dans l'acte d'accusation de Malesherbes, Fouquier-Tinville avait parlé d'« une intrigue ourdie dans le cabinet de Pitt ».

(23) *Archives Nationales*, W. 363, dossier 878. Ce dossier, remarquablement vide, ne comporte aucune correspondance saisie, aucune pièce à conviction. Notons que la partie de l'acte d'accusation qui concerne Madame Elisabeth est d'une ridicule et abjecte élocution.

(24) Quand Tocqueville fut rendu à la liberté, ses cheveux étaient devenus tout blancs.

(25) L'aîné, Louis-Geoffroy, futur colonel dans la garde de Louis XVIII, devint le châtelain de Malesherbes. Christian servit dans l'armée, fit la guerre d'Espagne, puis entra en religion et devint Jésuite à Rome. On lira dans les *Mémoires d'outre-tombe* (III^e partie, 2^e époque, livre IX, chap. 15), le récit que fait Chateaubriand de sa rencontre (fortuite) à Rome avec son neveu, alors en vacances à Tivoli. Nous avons reproduit plus haut, au chapitre XIV, p. 700, n. 40, l'émouvante évocation que contient ce récit.

CONCLUSION

Les deux images de Malesherbes : une simplification abusive. — La complexité réelle du personnage ; ses liens successifs ou simultanés avec des milieux sociaux très différents. — Contrastes et paradoxes de sa vie. — Unité profonde, cependant, que ne dément pas une indéniable évolution. — Malesherbes révisé sans cesse ses idées au contact des faits, à la lumière de son expérience. — Il n'a point renié ses principes et son idéal. — Malesherbes tout proche de nous : son humanisme ouvert. — Un homme des anciens jours tourné vers des jours nouveaux.

Nous l'avons annoncé au seuil de cet ouvrage : il y a deux images de Malesherbes : la première est celle de l'ami et du protecteur des philosophes, de l'homme qui, à la place qu'il occupa durant treize ans, s'efforça d'assurer le plus large rayonnement à la pensée militante du siècle ; l'autre est celle du défenseur du Roi, victime lui-même d'une révolution qu'il réprouvait. Pour les uns il est le fourrier de cette révolution ; aux yeux des autres seul compte le martyr que lui valut son attachement à la monarchie.

Mais le personnage de Malesherbes est beaucoup trop complexe pour qu'on puisse le réduire à ces deux images contrastées. Cette complexité apparaît d'abord dans un tempérament et un caractère où le goût de l'action se trouve sans cesse combattu par l'amour des loisirs et de la retraite studieuse, où le penchant vers les solutions modérées vient constamment tempérer et parfois neutraliser un besoin irrépressible de réformes, de changement et de nouveauté. Mais elle est surtout manifeste quand on examine la vie qui fut la sienne, cette vie qui évolue simultanément ou successivement dans les milieux les plus divers, qui aspire à naviguer dans toutes les eaux, à connaître tous les climats.

Ce magistrat, voué à la magistrature dès son enfance, élevé par un père pour qui cette profession est un sacerdoce, est l'héritier d'une longue lignée de parlementaires ; ses cousins sont des conseillers au Parlement, des présidents à mortier ; deux de ses sœurs sont mariées à des conseillers d'Etat ; par le premier mariage de son père, il est allié à une illustre famille de robe (les d'Aligre) ; le mari de sa fille aînée, son gendre préféré, sera un président au Parlement ; ses fonctions de premier président de la Cour des Aides le mettent en relations avec tout ce que la magistrature française compte d'influent et

d'honoré. Sa maison est ouverte à la noblesse de robe et à la haute bourgeoisie. Par son mariage il pénètre dans le monde des fermiers généraux, des financiers ; par son grand-père maternel il connaît celui des intendants de province. Mais il aspire à s'évader : il ne veut pas être prisonnier d'un milieu ni d'une caste sociale. Il cherche à se dégager de tout ce qui pourrait peser sur lui. Noble aspiration, certes, mais dangereuse aussi. Comme son père voyait juste lorsqu'à sa sortie du collège, il le mettait en garde contre cet « *esprit de dissipation et de rêverie* » qui l'entraînera vers des activités dispersées et le portera à rechercher dans les domaines les plus différents les satisfactions que réclament ses goûts et sa curiosité intellectuelle !

Ce président de la Cour des Aides, qui s'occupe vraisemblablement assez peu des affaires courantes de sa profession, qui se réserve pour les grandes occasions, pour les remontrances spectaculaires, fréquente assidûment les gens de lettres ; il se lie avec les philosophes, avec les économistes ; il se meut avec aisance parmi ces affaires, souvent fastidieuses, parfois misérables, de librairie ; persuadé que ses fonctions lui donnent (ce qui est vrai) les moyens de venir en aide aux écrivains tracassés et de jouer un rôle dans le grand mouvement d'idées qui emporte son siècle, il lui arrive de pratiquer en certaines circonstances un savant double jeu où le haut fonctionnaire et l'ami des philosophes trouvent à la fois leur compte... Habile politique que l'on reconnaît, quoique à un degré moindre, dans la lutte persévérante qu'il mena pour la citoyenneté des protestants...

Il goûte à deux reprises du ministère, et il se trouve alors en contact avec des milieux très différents ; il approche un jeune roi auquel il est dévoué sans réserve, mais dont il discerne avec lucidité les faiblesses et les fautes ; il fréquente la cour où il se sent gauche et dont il ne peut souffrir les intrigues ; il côtoie les grands seigneurs dont il estime quelques-uns, dont il méprise un grand nombre. Fatigué de ce monde frelaté, et, au surplus, dégoûté des « *affaires* », n'étant pas un lutteur acharné comme son ami Turgot, il reprend sa chère liberté, il voyage pour apprendre, se plaît avec le peuple des campagnes, cause familièrement avec les paysans et les ouvriers, développe avec amour ses plantations, échange des arbres et des graines, entretient une inépuisable correspondance avec des naturalistes, amateurs ou vrais savants. Là, semble être pour lui la véritable vie, celle qui ne lasse ni ne trompe ; au hasard des chemins de nos provinces ou sur les terres de Malesherbes, il se sent *être lui-même* pleinement et sans contrainte, pour parler comme son ami Jean-Jacques.

Et voici que ce magistrat, qui ne craint pas, quand il le faut, de porter des jugements sévères sur les hommes de sa caste, est conduit par les circonstances, après être apparu, pendant des années, comme le porte-parole des cours souveraines dans leur résistance au pouvoir royal, à concevoir une limitation des droits que s'arrogeaient ces cours, à lutter contre leurs prétentions qu'il juge excessives, à leur

recommander plus de sagesse et plus de modestie. Curieuse destinée que celle de Malesherbes, sans cesse en rébellion contre les milieux qui l'ont formé ou auxquels il se trouve mêlé par sa carrière, ses relations, ses alliances.

Ce gendre et ce beau-frère de fermiers généraux est conduit à dénoncer implacablement les excès et les injustices des grands financiers ; ce fils d'un chancelier dévôt, ce petit-neveu du persécuteur des huguenots des Cévennes, consacre des années de sa vie à la cause des protestants ; ce haut fonctionnaire chargé de mettre une digue à l'invasion des livres interdits et des idées nouvelles, déploie, sans y réussir toujours, des prodiges d'habileté pour permettre à certains de ces livres de franchir les barrages et aux idées libérales de se répandre, et, finalement, il proclame la faillite de toute réglementation répressive et l'inutilité de toutes les barrières. Cet ennemi du faste, cet homme de mœurs simples et droites se trouve désigné (quel paradoxe !) pour être le secrétaire d'Etat à la Maison du Roi, c'est-à-dire pour occuper des fonctions où il ne pouvait réussir qu'au prix de complaisances et de compromissions. Celui enfin qui fut l'objet de la disgrâce royale et sut dire au monarque de dures vérités, se trouve amené, au terme de sa carrière, à assumer la défense du Roi et paye de sa tête l'appui qu'il a donné à cette noble cause perdue.

Il est donc permis de souligner les aspects contradictoires de la vie de Malesherbes, comme on peut mettre l'accent sur la complexité de sa nature. Ainsi « ce magistrat toujours si craintif », comme le qualifie Rousseau dans les *Confessions*, se mit souvent, de sa propre volonté, dans les situations les plus périlleuses. Mais cela ne doit pas nous empêcher de discerner, par delà cette mobilité souvent déconcertante, par-delà ces contrastes et ces éclairages divers l'unité profonde du personnage. Unité qui se dégage d'une vie qui fut, à tout prendre, une perpétuelle revendication d'indépendance, et qui apparaissait obsédée par une constante préoccupation de justice, par le souci de la dignité humaine et des droits de la pensée libre. Cette unité est encore plus sensible quand on considère l'évolution même de l'homme. Car enfin, depuis les discours académiques prononcés aux séances de rentrée de la Cour des Aides ou à l'Université, dans les années 1750 à 1760, jusqu'aux travaux de 1788-89 faits pour une Assemblée nationale dont il attend avec confiance la transformation politique et sociale de la nation, il est aisé de discerner une marche en avant, une sympathie de plus en plus vive pour tout ce qui est « peuple », une ouverture de plus en plus grande aux idées non seulement libérales, mais démocratiques. Mais cette évolution est régulière, sans à-coups, jamais interrompue par des retours en arrière.

Entre le Malesherbes de 1750 et celui de 1790, on ne découvre aucune véritable solution de continuité. Dans le discours — timide encore — qu'il prononce devant la Cour des Aides, en 1751⁽¹⁾ et où

(1) *Archives de Rosanbo*, carton VIII, dossier I.

il se propose, dit-il, de « *fixer les bornes entre la tradition respectable et les préjugés qu'il faut détruire* », on le voit déjà développer l'idée que les magistrats ne doivent pas être réduits à l'obéissance aveugle ; et, en 1755, traitant des avantages et des abus des sciences et brossant un tableau raccourci de la philosophie du siècle, il n'hésite pas à se lancer dans une diatribe contre la soumission à l'autorité religieuse qui a trop longtemps régné pour le plus grand dommage de l'esprit humain :

« Le respect des ministres des autels dégénéra en une déférence aveugle qui eut bientôt des suites funestes [...] On croyait marcher sous les drapeaux de la religion et on suivait déjà les étendards du fanatisme ».

Il s'élève contre la piété « *quand elle prend la forme des passions* » et dénonce « *la succession de ces opinions épidémiques dont la raison humaine a été si souvent altérée* » (2).

Si, dans le *Mémoire sur la liberté de la presse*, il propose de réduire la censure à une formalité facultative, il en soulignait déjà l'arbitraire et la sottise dans les *Mémoires sur la librairie* de 1759 et souhaitait visiblement qu'elle ne s'exerçât que contre les libelles diffamatoires ou les écrits immoraux, et que toute latitude fût laissée aux écrits politiques et de controverse religieuse.

Sa position sur le problème des protestants n'est guère différente en 1774 de ce qu'elle sera treize ans plus tard au moment de la signature de l'Edit. A l'époque de son premier ministère, il juge déjà nécessaire la convocation des Etats-Généraux ; ce n'est toutefois que plus tard que se précisera dans son esprit cette conception d'une Assemblée nationale nettement distincte des Etats Généraux selon la forme ancienne. Il semble que ce soit sur l'idée des « *pouvoirs intermédiaires* » que la pensée malesherbienne ait le plus évolué ; se séparant sur ce point du « *grand Montesquieu* » dont il conteste certains principes, il ne croit plus, en 1788, que les Parlements et Cours souveraines puissent prétendre à ce rôle de représentants authentiques de la nation comme il l'avait cru et souvent proclamé dans les grandes remontrances de la Cour des Aides ; il est acquis à la conception d'un régime constitutionnel et directement représentatif.

Un régime où le roi subsisterait, un roi qui ne serait pas dépouillé de tous ses pouvoirs. Sur ce point encore, ce point capital, Malesherbes a longuement réfléchi et lui qui avait déjà reconnu, vers 1774, qu'« *il n'est point de roi qui n'affectionne le despotisme* », il en est arrivé sans peine à la notion d'une royauté contrôlée et d'un souverain non plus de droit divin, mais régnant « *par le peuple et pour le peuple* », dont les prérogatives seraient nettement limitées, mais qui conserverait quand même assez de pouvoirs pour faire le bien et surtout qui

(2) *Ibidem*.

demeurerait en contact permanent avec la nation dont les intérêts seraient confondus avec les siens.

Car ce diptyque, *le roi et la nation*, est particulièrement cher à Malesherbes. Il souffre de voir ce roi, que le peuple doit aimer, séparé de celui-ci par de tragiques malentendus et par la démagogie des violents.

La fuite à Varennes avait été pour lui un rude coup. Mais quand l'Assemblée proclame la déchéance de Louis XVI, alors tout son idéal politique s'effondre. Ce roi dont il pressent le martyre, mais dont il sait qu'il n'a pas été à la hauteur de son rôle, il le défendra d'abord parce que sa nature l'a toujours poussé à se faire le défenseur des faibles et des victimes, ensuite parce qu'il veut manifester son attachement et sa fidélité à « *celui qui fut son maître* ». Il n'en désavoue pas pour autant les idées auxquelles sa raison l'a conduit.

Sa raison et son expérience aussi. Car Malesherbes révisé sans cesse ses idées au contact des faits. Son expérience de directeur de la Librairie lui a appris que la censure est inefficace, qu'il vaut mieux peu de règlements mais qui soient appliqués, que beaucoup de règlements demeurant lettre morte, qu'aucune barrière n'est capable d'arrêter la pensée en marche et la diffusion de cette pensée. Son expérience de ministre lui a permis de savoir, entre autres choses, qu'il se donne beaucoup d'ordres arbitraires concernant la liberté des citoyens, qui ne sont pas des lettres de cachet signées du nom du roi, que lorsqu'on veut comprimer les dépenses de la Maison royale, on se heurte à des intérêts insurmontables, que lorsqu'on veut arracher un édit de tolérance, il ne faut pas attaquer de front, mais se couvrir habilement de l'autorité de Louis XIV... C'est encore son expérience de ministre jointe à la réflexion silencieuse des années d'exil qui lui a appris que, dans l'antagonisme permanent du pouvoir et de la magistrature, tous les torts n'étaient pas du côté du pouvoir...

*
* *

Par sa droiture foncière, par son intégrité, par son mépris des compromissions et des vanités, par cette loyauté intellectuelle poussée jusqu'à ses extrêmes limites, parfois jusqu'à l'incapacité d'agir, puisqu'elle lui faisait une obligation de ne jamais prendre une décision ou formuler un jugement avant d'être totalement informé, Malesherbes demeure pour nous, malgré ses défauts, un grand exemple. Ajoutons qu'il est proche de nous par l'ouverture de son esprit, par son absence totale de préjugés, par ce visage tourné vers l'avenir, attentif aux moindres manifestations du progrès matériel, soucieux de tout ce qui peut améliorer la condition humaine. En notre siècle

de technique, il n'eût sans doute pas été totalement dépaycé. Pour parler des découvertes scientifiques, il retrouve l'enthousiasme d'un Rabelais. (3) Envisageant avec optimisme (comme Diderot, comme les Encyclopédistes, mais avec un accent qui lui est propre) les perspectives du devenir humain, il ne demeure insensible à rien de ce qui témoigne des conquêtes de l'homme. (4)

Ne revenons point sur la question de savoir si les abominables excès de la Révolution l'ont amené dans ses derniers mois à renier ses principes et l'idéal de toute sa vie. Rien ne nous autorise à le prétendre. Il savait que les violentes passions ne durent qu'un temps, chez les peuples comme chez les individus ; il avait médité sur l'« *exemple de Clodius, ambitieux et scélérat* », exemple-type qui doit « *mettre en garde contre ceux qui, sous prétexte d'être amis du peuple, ne songent qu'à troubler les républiques et les empires* ». (5) Il savait aussi que le peuple peut être dupe de lui-même et devenir le jouet des mauvais guides. « *Le peuple est très sujet à s'abuser ; il prend souvent l'inquiétude et l'impatience pour l'amour de la liberté ; mais il ne veut que changer de maître. Plus sa fièvre est longue, plus il s'affaiblit et moins il résiste à la main habile qui veut l'enchaîner* ». Paroles prophétiques, annonciatrices d'un Bonaparte qu'il ne devait pas connaître... Mais les nouvelles chaînes sont destinées à tomber comme sont tombées les anciennes.

« *Un homme des anciens jours, qui aurait voulu maintenir, régénérer, réformer...* » Ainsi le définissait Sainte-Beuve. Oui, mais cet homme des anciens jours, issu d'une société fondée sur la tradition, la caste et le privilège, fut irrésistiblement tourné vers les jours nouveaux. Maintenir, il le souhaitait certes, mais seulement ce qui lui paraissait de nature à préserver la nation du désordre, de l'anarchie et de la violence. Régénérer, il en caressait l'espoir, non point par la prédication de cette vertu froide et abstraite qui n'hésite pas à faire couler le sang pour accomplir son œuvre purificatrice, mais en s'efforçant de pénétrer de justice et d'humanité les cœurs et les lois. Réformer surtout : c'est là que tendaient toutes ses pensées et toute son action : réformer les institutions qui aideront elles-mêmes à la

(3) Cf. ce passage du *Discours de réception à l'Académie Française* : « Aujourd'hui, les secrets de tous les arts sont dévoilés ou vont l'être. On a trouvé ce qu'on aurait cherché inutilement dans les siècles passés, des artistes capables de les décrire et des lecteurs capables de les entendre [...]. L'étude de la nature n'est plus une froide contemplation. » Et ce témoignage d'Abeille : « Il parlait avec admiration de la rapidité avec laquelle ont été découverts les arts d'utilité immédiate, tels que l'agriculture, l'économie rurale, les arts textiles, les moyens de construire les instruments indispensables pour pouvoir exercer non seulement tant d'arts nécessaires, mais ceux de commodité et d'agréments. »

(4) L'idée de la conquête de l'air l'enthousiasmait. Il se passionna pour la découverte des frères Montgolfier, qu'il jugeait d'une importance essentielle pour l'avenir de la science et pour l'honneur français. Il participa même à une ascension dans une montgolfière (Cf. Boissy d'Anglas, *Notice sur Etienne Montgolfier*, dans *Etudes littéraires et politiques d'un vieillard*). La lettre qu'Etienne Montgolfier lui adresse d'Annonay le 9 juin 1787, lettre dans laquelle il lui demande des conseils en vue d'obtenir des crédits pour poursuivre ses expériences, nous donne la mesure de la sympathie qui unissait ces deux hommes (*Archives de Tocqueville*, L. 133).

(5) Lettre à Boissy d'Anglas, 22 novembre 1790.

transformation des mœurs et des esprits, ne pas légiférer dans les nuages, mais garder un contact permanent avec le réel, tenir compte des intérêts et des besoins de tous, ne rien bouleverser imprudemment sans doute, mais ne rien laisser subsister qui témoigne du mépris de la personne humaine et qui soit contraire à ce « *droit naturel* » que toute législation doit traduire en termes positifs, telle fut la préoccupation constante de Malesherbes, telle est aussi la leçon essentielle qui se dégage d'une vie, non exempte de tergiversations et de faiblesses, mais toute vouée au bien public et dont le drame final ne saurait que mettre en pleine lumière l'émouvante continuité.

FIN

APPENDICES

APPENDICE I

NOTE SUR MALESHERBES ET NEUCHÂTEL

L'impossibilité où nous nous sommes trouvé d'avoir accès à plusieurs dossiers importants que renferment les archives du château de Malesherbes nous a empêché de consacrer aux relations de Malesherbes avec la Suisse les développements qui eussent été nécessaires. On trouve, en effet, dans ces archives, outre d'abondantes notes de voyages dont une partie se rapporte aux voyages à travers la Suisse, plusieurs travaux dont la Suisse est le thème :

Etudes sur la nation suisse, Mémoire sur l'état physique de la Suisse, Etude sur Neuchâtel, Note sur la république de Berne, Note sur le caractère des Suisses et celui des Hollandais.

En l'absence d'une documentation plus précise, nous avons pu donner, dans un chapitre précédent, quelques indications sur les voyages de Malesherbes en Suisse (Genève exceptée). Nous avons demandé, d'autre part, à la bibliothèque publique de Neuchâtel si elle possédait quelques lettres de Malesherbes, puisque cette ville paraît avoir suscité chez lui un intérêt particulier. En réponse à notre demande, M.E. Berthoud, conservateur, nous a indiqué que la bibliothèque publique de Neuchâtel possédait effectivement cinq lettres de Malesherbes dont deux personnelles et signées et trois écrites au nom de Malesherbes par Baufre, son secrétaire. Ces lettres, dont M. Berthoud a bien voulu nous envoyer les photocopies, sont adressées à la Société typographique de Neuchâtel et s'échelonnent du 9 août 1780 au 26 juin 1781. Les deux qui portent la signature autographe de Malesherbes sont du 9 août et du 6 décembre 1780 ; elles ont comme destinataire le banneret Osterwald, directeur de la Société typographique.

Ces lettres concernent la souscription de Malesherbes à divers ouvrages, notamment la *Description des Arts*, l'*Histoire de la Moldavie et de la Valachie*, les *Mémoires historiques et géographiques sur la Valachie*, un atlas géographique imprimé en 1778 à Francfort-sur-le-Mein, chez Henri-Louis Brœnner, une *Histoire de l'île de Corse*, le *Dictionnaire de la Suisse*, etc... Il est question aussi de l'expédition de ces ouvrages, qui ne va pas toujours sans lenteurs et sans difficultés, car il arrive que les ballots de livres soient saisis à la Chambre syndicale de Dijon.

D'autre part, parmi les copies de lettres de la Société typographique de Neuchâtel, on trouve six lettres adressées à Malesherbes : elles s'échelonnent du 15 octobre 1778 ⁽¹⁾ au 22 janvier 1781 ; ce sont surtout des avis d'expédition et des offres d'ouvrages. Il résulte de cette correspondance que Malesherbes avait recours à la Société typographique pour se procurer des ouvrages qu'il ne pouvait trouver en France, soit qu'elle en fût l'éditeur, soit qu'elle agît comme intermédiaire. ⁽²⁾ Nous constatons aussi qu'il se faisait adresser sous son couvert des ouvrages destinés à d'autres personnes, notamment à son neveu le chevalier de La Luzerne. Enfin, nous apprenons que c'est par l'abbé Rozier qu'il entra en relations avec la Société typographique.

APPENDICE II

MALESHERBES ET L'EDIT DE TURGOT SUR LES CORVEES

Nous avons dit combien Malesherbes soutint Turgot dans son œuvre ministérielle. L'appui effectif qu'il lui apporta est prouvé par un mémoire et plusieurs documents qui figurent dans ses papiers et qui sont relatifs à l'édit de suppression de la corvée (1776). Après avoir appuyé les arguments de Turgot en faveur de l'abolition des corvées, Malesherbes fait justice de quelques objections et montre la nécessité de réformer les impositions arbitraires sous lesquelles *« gémit le malheureux peuple »*. L'imposition qui va remplacer la corvée devra être bien employée et il est juste qu'elle pèse sur tous les propriétaires de terres et que la noblesse même n'en soit pas exemptée. *« Tous les hommes de votre royaume sont vos sujets, dit-il au Roi ; tous sont obligés de concourir aux besoins de l'Etat »*.

Cherchant des exemples dans le passé, Malesherbes montre que le projet de soumettre la noblesse à une imposition sur les terres n'est point un projet nouveau, mais un remède auquel on eut parfois recours dans les grandes crises de l'Etat (cf. la capitation de 1695). Il rappelle qu'il y a une vingtaine d'années il disputa longuement *« de vive voix et par écrit »* avec Trudaine (le père) sur la nécessité, sinon de supprimer la corvée corporelle (il n'en était pas encore question), du moins de l'assujettir à des règles certaines.

(1) Cette lettre qui concerne la permission demandée pour la *Description des Arts*, ouvrage édité par la Société typographique, répond à une lettre du 17 septembre 1778 qui ne figure pas à la Bibliothèque de Neuchâtel.

(2) Il dit dans sa lettre du 6 décembre 1780 qu'il n'a aucune correspondance directe avec l'Allemagne.

APPENDICE III

NOTE SUR LE « PROJET D'EDIT »

L'Edit de novembre 1787 comporte un préambule et 37 articles.

Le préambule affirme l'attachement du souverain à la religion catholique, mais oppose les moyens de persuasion aux *« voies de violence qui sont aussi contraires aux principes de la raison et de l'humanité qu'au véritable esprit du christianisme »*. Il poursuit : *« Nous avons constaté que les protestans, ainsi dépouillés de toute existence légale, étoient placés dans l'alternative inévitable, ou de profaner les sacremens par des conversions simulées, ou de compromettre l'état de leurs enfans en contractant des mariages frappés d'avance de nullité par la législation du royaume. »* La suite condamne comme fiction inadmissible la supposition qu'il n'y a plus de protestants en France.

« S'il n'est pas en notre pouvoir d'empêcher qu'il n'y ait différentes sectes dans nos Etats, nous ne souffrirons jamais qu'elle puissent y être une source de discorde entre nos sujets [...]. La religion catholique que nous avons le bonheur de professer, jouira seule dans notre royaume des droits et honneurs du culte public, tandis que nos autres sujets non catholiques, privés de toute influence sur l'ordre établi dans nos Etats, déclarés d'avance et à jamais incapables de faire corps dans notre royaume, soumis à la police ordinaire pour l'observation des fêtes, ne tiendront de la loi que ce que le droit naturel ne nous permet pas de leur refuser, de faire constater leurs naissances, leurs mariages et leurs morts, afin de jouir comme tous nos autres sujets des effets civils qui en résultent ».

LE PRÉAMBULE DU PROJET D'ÉDIT DE MALESHERBES ÉTAIT AINSI CONÇU :

« Le Roi a reconnu que, malgré les soins pris depuis un siècle pour la conversion de ceux de ses sujets qui ne sont pas de la religion catholique, apostolique et romaine, il y en a encore qui ont le malheur d'être restés dans leurs erreurs, que les rois ses prédécesseurs ont pu être trompés par de fausses apparences de conversion qu'ils n'auroient jamais approuvées s'ils en eussent été instruits.

« Il a même été reconnu par l'examen des loix et réglemens intervenus dans le siècle passé au sujet de la religion, que ce sont ces fausses apparences de conversion qui ont détourné le feu Roi Louis XIV des plans formés par lui pour constater l'état civil de ceux de ses sujets qui ne peuvent être admis aux sacremens de l'Eglise, ce qui a réduit les uns à l'impossibilité de contracter légalement les actes les plus nécessaires et a entraîné les autres dans une coupable profanation des sacremens.

« Le Roi emploiera toujours les mêmes soins que les rois ses prédécesseurs pour parvenir à l'heureuse fin de voir tous ses sujets réunis à la religion catholique, apostolique et romaine par les voyes chrétiennes de persuasion.

« Mais jusqu'à ce qu'on soit parvenu à cette fin tant désirée, il doit pourvoir à l'état civil de ceux de ses sujets et même des étrangers établis et ayant acquis domicile dans son royaume qui ne professent pas la religion catholique.

« A ces causes, etc... ».

On voit les différences qui existent entre le texte proposé par Malesherbes et le texte définitif et officiel, celui-ci s'attachant visiblement à rassurer les adversaires de la réforme en spécifiant que les protestants ne seront jamais que des citoyens de seconde zone.

Dans toutes ses ébauches ainsi que dans la plupart des rédactions successives du projet d'édit (1), Malesherbes avait fait précéder le préambule de l'énoncé de *principes*. Or il semble qu'il ait hésité entre un énoncé très bref en trois points, et un autre en sept points, beaucoup trop long d'ailleurs. Nous avons reproduit le premier plus haut ; c'est lui qui a prévalu finalement, puisqu'il a été imprimé à la suite du second mémoire.

La rédaction en sept points n'a de commun avec l'autre que l'énoncé des deux premiers principes (nécessité de donner aux protestants un état-civil et les droits communs de tous les citoyens ; ce que doivent être les hérétiques : une secte dans l'Eglise et non un parti dans l'Etat) ; pour le troisième, au lieu de :

« En donnant aux sujets non catholiques du Roi un état civil certain, ce qui est de justice, le Roi peut sans injustice employer les moyens de grâce et de faveur pour attirer les hérétiques à la religion catholique »,

nous lisons :

« Le Roi qui, à l'exemple de ses prédécesseurs, ne cessera jamais d'employer tous les moyens légitimes pour la conversion de ses sujets, doit préférer les formes dans lesquelles le peuple pourra trouver quelque avantage à embrasser la religion catholique. » (2)

Le quatrième alinéa marquait la nécessité de faire bénéficier de la loi tous les autres non catholiques, qu'ils soient juifs, musulmans ou même païens.

L'alinéa 5 montrait que la loi, en faisant du curé — concurremment avec le juge royal — un officier d'état-civil, réduira d'autant le pouvoir et le prestige des pasteurs protestants et privera les réformés de leurs « *chefs temporels* ».

L'alinéa 6 précisait qu'il fallait laisser aux protestants le libre choix entre le juge et le prêtre pour faire constater leurs naissances, mariages et décès.

Enfin l'alinéa 7 prévoyait des règlements complémentaires, notamment en ce qui concerne la publication des bans, règlements qui seront applicables à tous les sujets du roi.

Il est certain que cette seconde rédaction des « principes » était beaucoup moins heureuse que la précédente. Malesherbes paraît s'en être aperçu. Au reste, dans les deux derniers états que revêt son projet d'édit, les « principes » disparaissent ; le « préambule » se présente aussitôt.

(1) *Archives de Tocqueville*, L. 128.

(2) Cette rédaction, qui justifie la conversion par l'intérêt qu'on y trouve, n'est pas heureuse.

Ajoutons que les « principes » ne figurent pas dans le texte officiel de l'édit.

En ce qui concerne les clauses mêmes de l'édit tel qu'il sortit des délibérations du Conseil, elles constituent 37 articles, alors que le projet de Malesherbes n'en comprenait, selon les rédactions, que 16 ou 17. Cela n'a rien d'étonnant, car Malesherbes n'était pas entré dans tous les détails d'application. Dans un certain nombre de rédactions du projet, et dans le texte imprimé, l'article 16 et dernier concerne le respect obligatoire dû à la religion catholique et contraint les protestants de contribuer de leurs deniers à l'entretien des églises, à l'achat des vêtements sacerdotaux, du pain bénit, à la fonte des cloches, à la location de maisons pour la demeure des prêtres et des religieux. Cet article, plus développé, a constitué, dans l'édit, les articles V, VI et VII.

Dans les rédactions du projet qui comportent 17 articles, le « respect dû à la religion catholique » constitue généralement l'article 15, le seizième étant consacré à la stricte limitation des droits et de l'activité des pasteurs (article IV de l'édit) et le dix-septième et dernier précisant que les droits des luthériens d'Alsace demeurent intacts (article XXXVII et dernier de l'édit).

Notons encore que l'article 14 défend les assemblées et prend des dispositions pour empêcher les protestants de former un parti dans l'Etat (cf. article III de l'édit) et qu'un autre article (le 13^e) prend soin de laisser la porte ouverte à un culte public, puisqu'il est précisé dans le commentaire qui s'y rapporte :

« La publicité du culte est défendue dans cet article, mais on n'a pas défini ce qu'on entend par culte public.

« On ne pourra se déterminer sur cet objet qu'après avoir consulté ceux qui commandent dans les provinces où il y a beaucoup de protestants et ces commandants eux-mêmes ne pourront donner leur avis qu'après avoir entendu ceux qui professent cette religion ».

Encore une habile manœuvre de Malesherbes !

APPENDICE IV

Lettre du Roi Louis XVI à M. de Malesherbes (1).

A la Tour du Temple, le 13 (2).

« Je n'ai point de terme pour vous exprimer, mon cher Malesherbes, ma

(1) *Archives de Rosambo*, carton 21, dossier 4. En haut de la première page, on lit ces mots, d'une écriture inconnue : « Lettre copiée sur un autographe qui est entre les mains du comte... de La Rochefoucauld. » Nous avons modernisé l'orthographe, car il nous paraît inutile de reproduire celle d'une copie.

(2) 13 décembre, le surlendemain du jour où Malesherbes avait demandé à assumer la défense du Roi.

sensibilité pour votre sublime dévouement. Vous avez été au devant de mes vœux, votre main octogénaire s'est étendue sur moi pour me repousser de l'échafaud, et si j'avais encore un trône, je devrais le partager avec vous pour me rendre digne de la moitié qui me resterait. Mais je n'ai que des chaînes que vous rendez plus légères en les soulevant. Je vous renvoie au Ciel et à votre propre cœur pour vous tenir lieu de récompense.

« Je ne me fais pas illusion sur mon sort, les ingrats qui m'ont détrôné et interrogé ne s'arrêteront pas au milieu de leur carrière, ils auraient trop à rougir de voir sans cesse sous leurs yeux leur victime. Je subirai le sort de Charles I^{er} et mon sang coulera pour me punir de n'en avoir jamais versé.

« Quand pourrai-je vous voir et vous embrasser, mon cher Malesherbes ? quand verrons nous ensemble s'il ne serait pas possible d'anoblir mes derniers moments ? L'Assemblée nationale renferme dans son sein les dévastateurs de la monarchie, mes dénonciateurs, mes juges et probablement mes bourreaux. On n'éclaire pas de pareils hommes, on ne les rend pas justes, je veux encore moins les attendrir. Je leur pardonne, mais ne vaudrait-il pas mieux mettre quelque nerf dans ma défense, dont la faiblesse ne me sauverait pas ? J'imagine qu'il faudrait l'adresser non à la Convention Nationale, mais à la France entière qui jugerait mes juges et me rendrait dans le cœur de mes peuples une place que je n'ai jamais mérité de perdre. Alors mon rôle à moi se bornerait à ne point reconnaître la compétence du tribunal où la force me ferait comparaître, je garderais un silence plein de dignité, et en me condamnant les hommes qui se disent mes juges ne seraient plus que mes assassins.

« Au reste, vous êtes, mon cher Malesherbes, ainsi que Tronchet qui partage votre dévouement, plus éclairés que moi. Pesez donc dans votre sagesse mes raisons et les vôtres, je souscris aveuglément à tout ce que vous ferez. Si vous assurez cette vie, je la conserverai pour vous faire ressouvenir de votre vertu ; si on nous la ravit, nous nous retrouverons avec plus de charme encore au séjour de l'éternité ».

LOUIS.

N.-B. — Cette lettre n'est pas inédite : elle avait été publiée à la fin de l'opuscule *Episodes de la Terreur*, extrait des *Mémoires du Comte de Tocqueville, ancien pair de France* (1901), que nous avons largement utilisé. Mais le texte imprimé par Tocqueville diffère de la copie manuscrite que nous avons trouvée dans les archives de Rosanbo par un certain nombre de variantes, dont voici les principales :

leur victime - Arch. de Rosanbo

leurs victimes - Tocqueville (ce pluriel est inadmissible)

Après les mots : « *de n'en avoir jamais versé* » on lit chez Tocqueville : « *Mais ne serait-il pas possible d'ennoblir mes derniers moments ?* » La phrase : « *Quand pourrai-je vous voir et vous embrasser, mon cher Malesherbes* » suivie de : « *Quand verrons-nous ensemble...* » ne figure pas.

Anoblir - Rosanbo

Ennobler - Tocqueville

Je veux encore moins les attendrir - Rosanbo
On peut encore moins les attendrir - Tocqueville

Dont la faiblesse ne me sauverait pas - Rosanbo
Dont la faiblesse ne me sauvera pas - Tocqueville

J'imagine qu'il faudrait l'adresser - Rosanbo
J'imagine qu'il faudra s'adresser - Tocqueville

Je garderais - Rosanbo
Je garderai - Tocqueville

mes assassins - Rosanbo
des assassins - Tocqueville

pour vous faire ressouvenir de votre vertu - Rosanbo
pour vous faire ressouvenir de votre bienfait - Tocqueville

APPENDICE V

Voici un exemple de la façon dont certaines anecdotes et en particulier certaines paroles de Malesherbes (et de Louis XVI) ont pu être déformées.

J.-B. Dubois, qui, vivant au château de Malesherbes au cours de l'année 1793, avait recueilli de nombreuses confidences de la bouche même de Malesherbes, mais qui s'était toujours fait scrupule de les publier, écrit dans sa *Notice historique* (parue en 1804) que la plupart des récits qu'il a trouvés dans l'ouvrage de Delisle de Sales sont véridiques parce qu'ils correspondent à peu près exactement à ce que Malesherbes lui a confié à lui-même. Il confirme ainsi que Malesherbes, la première fois qu'il monta l'escalier de la tour du Temple, fut contraint de s'asseoir sur une marche, car il était sur le point de perdre connaissance ; il confirme aussi le don de 125 louis en rouleaux que Malesherbes fit au Roi, en ajoutant toutefois que Malesherbes avait emprunté une partie de cette somme à son gendre Rosanbo, etc. Il est exact aussi, dit-il, qu'un jour Malesherbes fut soupçonné par les gardes d'apporter au Roi une arme ou du poison et que ses vêtements furent fouillés. Mais Delisle de Sales avait prêté à Malesherbes la réponse suivante : « *Si Louis XVI était de la religion des prétendus philosophes, il pourrait se détruire, mais il est de celle de Fénelon et son culte lui ordonne de vivre.* » Dubois rétablit les paroles exactes de Malesherbes : « *Non*, répondit-il avec calme : *Louis XVI a toujours été un prince religieux ; sa religion le soutient et le console et cette religion lui ordonne de vivre.* » Et il ajoute : « *Je copie exactement cette réponse sur la note que j'avais prise lorsque Malesherbes me raconta cette anecdote. Il ne parla point, comme on le dit, des prétendus philosophes ni de Féné-*

lon, que le sbire municipal auquel il répondait ne connaissait sûrement pas. »

Cette même anecdote avait été rapportée, au cours du procès, par le *Moniteur Universel* (24 décembre 1792, n° 359) ; nous donnons ci-dessous la version du *Moniteur*.

« Voici quelques extraits du rapport fait au Conseil général par Dorat-Cubières, de service à la tour du Temple :

(...) Malesherbes, l'un des conseils de Louis, est venu au Temple jeudi matin ; il a offert à Cubières de se fouiller devant lui. Il lui a montré quelques écrits : « *Cela est de l'ancien régime, je crois, j'ai dans ma poche deux clés et des papiers relatifs au traité de Pilnitz, qui regardent le roi (il est à remarquer, dit Cubières, qu'ils disent toujours le roi, au roi et non Louis, à Louis). J'ai de plus le Moniteur et d'autres journaux* ».

Cubières. — Malesherbes, vous êtes l'ami du roi ; comment pouvez-vous lui porter des journaux où il verra toute l'indignation du peuple exprimée contre lui ?

Malesherbes. — Louis n'est pas un homme comme un autre ; il a une âme forte, il a de l'énergie qui le met au-dessus de tout.

Cubières. — Vous êtes honnête homme ; mais si vous ne l'étiez pas, vous pourriez lui apporter des armes, du poison, lui... conseiller... (Ici, ajoute Cubières, il a paru embarrassé).

Malesherbes. — *Si le roi était de la religion des philosophes, s'il était un Caton, il pourrait se détruire ; mais le roi est pieux, il est catholique ; il sait que sa religion lui défend d'attenter à sa vie, il ne se tuera pas* ».

APPENDICE VI

Voici, d'après le compte-rendu du *Moniteur*, numéro du 21 janvier 1793), le texte de l'intervention balbutiante de Malesherbes après le prononcé du jugement :

Tronchet, ayant parlé après de Sèze, vient de demander à la Convention de rapporter le décret « sur lequel elle a passé à l'ordre du jour sur la manière de prononcer touchant le jugement de Louis ».

Malesherbes : « Citoyens, je n'ai pas comme mes collègues l'habitude de la parole ; je n'ai pas comme eux l'habitude du plaidoyer.

« Nous parlons sur le champ, sur une matière qui demande la plus grande réflexion. Je ne suis point en état d'improviser sur-le-champ ; je ne suis point capable d'improviser tout de suite... Je vois avec douleur que je n'ai pas eu un moment pour vous présenter des réflexions capables de toucher une assemblée... Oui, citoyens, sur cette question, *comment les voix doivent elles être comptées ?* j'avais des observations à vous présenter... ; mais j'ai sur cet objet tant d'idées... qui ne me sont suggérées ni par l'individu, ni par la circonstance... Citoyens, pardonnez à mon trouble... Oui, citoyens, quand j'étais encore magistrat et depuis, j'ai réfléchi spéculativement sur

l'objet dont vous a entretenus Tronchet. J'ai eu occasion, dans le temps que j'appartenais au Corps de la législation, de préparer, de réfléchir ces idées. Aurais-je le malheur de les perdre si vous ne me permettez pas de les présenter d'ici à demain ? »

APPENDICE VII

Durant son incarcération à Port-Libre, Malesherbes eut à faire face à des plaintes qui furent déposées contre lui ; nous en connaissons deux, par des documents conservés aux *Archives Nationales*, T. 770.

1°) Le 3 ventôse, an II, il est assigné devant le tribunal du 1^{er} arrondissement par un nommé Louis Chateaugay, extravagant personnage qui se prétend le fils naturel du duc de Gesvres ; celui-ci demande qu'on lui restitue son brevet de pension de 600 livres par an « *qui lui a été accordé par feu Capet lors de l'exil du demandeur et que Malesherbes lui retint sous des prétextes inconnus au demandeur malgré les différentes demandes qu'il lui a faites* ». Il réclame en outre le paiement de 11.200 livres d'arrérages et de dommages-intérêts pour « *les vexations et persécutions dont il a été victime* ». Dans sa défense, Malesherbes dit que cette demande est ridicule car elle n'est appuyée d'aucune preuve, que d'ailleurs il est presque impossible à un ministre, après dix-huit ans écoulés, de se rappeler un objet de si médiocre importance.

Chateaugay persistant, et une séance de conciliation ayant été inutile, Malesherbes doit comparaître devant le tribunal le 13 ventôse. Nous ignorons la suite de l'affaire.

2°) Le 25 ventôse, Malesherbes est cité devant le tribunal de paix de la section des Amis de la patrie, et le 27 devant le tribunal du 6^e arrondissement siégeant à St-Germain-des-Prés, à la requête d'un nommé Jean-Charles-Guillaume Le Prévost de Beaumont, demeurant rue de Thionville, qui l'accuse d'« avoir été les causes de sa détention et prolongation d'icelle pendant 22 ans et 2 mois ». Le plaignant demande 200.000 livres de dommages et intérêts. L'affaire est portée devant le bureau de conciliation du tribunal du 6^e, le 12 germinal. (1) Il est probable que Malesherbes serait sorti victorieux de cette chicane. Mais quoi qu'il en soit, ce qui mérite de retenir notre attention, c'est la défense écrite qu'il présenta contre les accusations de Le Prévost de Beaumont, *car sa réponse contient des précisions d'un haut intérêt sur le mécanisme des lettres de cachet* comme sur les efforts accomplis par lui pendant son premier ministère pour faire révoquer un

(1) Il y a même une dernière citation à comparaître pour le 2 floréal. Mais hélas, à ce moment-là, Malesherbes est aux prises avec d'autres ennemis.

grand nombre d'entre elles. Nous reproduisons intégralement ce témoignage fort instructif. (2)

« Je ne chercherai pas à me rappeler les circonstances de l'affaire et je crois qu'il faut nous garder d'en rien dire parce que je ne pourrais me les rappeler qu'imparfaitement, et ce serait entrer dans une question à laquelle je n'ai rien à dire ; il me suffit de répondre :

1°) que les Secrétaires d'Etat de l'ancien régime ne donnaient point d'ordre pour enfermer un citoyen et ne faisaient que certifier par leur signature celui qui était donné par le Roi, et comme on dira qu'on sait bien que c'était toujours les ministres qui se faisaient donner par le Roi les ordres qu'ils voulaient, on peut répondre que cela n'est pas exact.

Il est bien vrai que les lettres de cachet données par le Roi l'étaient toujours sur le rapport ou à la demande de quelqu'un et il était bien rare que le Roi en donnât une de son propre mouvement ; mais quelquefois c'était sur le rapport d'un autre ministre que celui qui la signait, quelquefois à Paris sur celui du Lieutenant de police. Tout le monde sait que M. de Maupeou, étant Chancelier, a fait donner une quantité prodigieuse de lettres de cachet. On sait aussi que la plupart des contrôleurs généraux en faisaient donner très souvent, que le cardinal de Fleury, qui se mêlait particulièrement des affaires de la religion, et après lui ceux qui ont eu la feuille des bénéfices en ont distribué une quantité immense. Or, ni le Chancelier, ni le Contrôleur général ni l'évêque chargé de la feuille des bénéfices ne pouvaient signer une lettre de cachet, et quand ils en donnaient, cela veut dire qu'ils obtenaient pour cela l'ordre de la volonté du Roi, que les Secrétaires d'Etat certifiaient par leur signature mise au bas de la lettre de cachet, et le bon de la main du Roi, l'acte de sa volonté devait rester dans les bureaux des Secrétaires d'Etat pour leur décharge.

C'est là ce que je pourrais répondre si on voulait me rendre responsable d'une lettre de cachet signée par moi, mais je ne suis point dans ce cas-là.

2°) L'assignation qu'on me donne n'est pas pour une lettre de cachet donnée dans le temps que j'étais secrétaire d'Etat, ni signée par moi, c'est pour une donnée sous Louis XV et signée par M. de la Vrillière.

Le reproche qu'on pourrait donc me faire est de n'avoir pas obtenu de Louis XVI de la révoquer pendant que j'étais son secrétaire. Mais qui sait si je n'ai pas fait des démarches inutiles pour obtenir cette révocation ? je ne le sais pas moi-même. Je sais que le ministre en qui Louis XVI avait sa principale confiance (3) était beau-frère de mon prédécesseur qui vivait encore ; que je ne proposais rien au Roi de contraire à ce qu'avait fait mon prédécesseur qu'en l'en prévenant ; qu'il y a beaucoup de lettres de cachet dont j'ai obtenu du consentement de ce principal ministre la révocation absolue ; que pour d'autres fois, j'ai obtenu seulement un changement du lieu de leur détention souvent dans le cas très fréquent où le détenu avait la tête aliénée, en sorte qu'on ne pouvait lui rendre sa liberté, que dans tous les

(2) Ce document est de l'écriture de Pierson à qui Malesherbes l'a dicté. Ce qui prouve que, contrairement à ce qu'il dira un peu plus tard pour se justifier, Pierson a continué à avoir des rapports avec Malesherbes, bien après l'arrestation de celui-ci.

(3) Il s'agit de Maurepas qui avait épousé Marie Phéliepeaux, sœur de Louis Phéliepeaux III, duc de la Vrillière, comte de Saint-Florentin.

pays du monde et dans les Etats démocratiques même on ne donne pas aux gens qui par le dérangement de leur tête troubleraient la société.

Je me souviens aussi que je fus autorisé par Louis XVI à donner des notes pour procurer à ceux qui étaient prisonniers les adoucissements que peuvent désirer ceux qui sont privés de leur liberté, et sûrement le citoyen Le Prévost en a joui comme les autres, mais je ne me rappelle aucune circonstance personnelle à lui, ou au moins je n'en ai que des idées très confuses et tout le peu que j'en ai, je pourrais le confondre avec quelques autres.

3°) Si quelqu'un dit qu'il est étonnant que je n'aie pas conservé des notes par écrit sur ceux qui étaient prisonniers, je réponds que ces notes doivent exister. Du moins je les ai laissées dans les bureaux pour mes successeurs, je ne sais si jusqu'à présent on les a conservées. »

N.-B. — Il est peu probable que, pour répondre à ces diverses citations, Malesherbes ait été conduit hors de la prison de Port-Libre. Dans le dossier de l'affaire Le Prévost de Beaumont, nous trouvons un acte notarié par lequel il donne pouvoir (en blanc) pour se faire représenter en justice en toutes circonstances. Il a signé ce pouvoir *Lamoignon*. Au-dessous de l'acte on lit :

« Fait au greffe du concierge de Port-Libre, où le constituant a été conduit comme lieu de liberté ». (3 ventôse, an II.)

APPENDICE VIII

Lettre adressée par le futur Louis XVIII à Madame de Montboissier après la mort de Malesherbes :

A Turin, 7 Mai 1794.

J'espère, Madame, que vous n'avez pas douté de la douleur sincère dont je serois pénétré en apprenant l'assassinat de M. votre père. Il ne manquoit à sa gloire, que de mourir du même genre de mort, dont sa courageuse fidélité avoit cherché à garantir le Roi mon frère. La pensée qu'il est mort victime de ce généreux dévouement peut adoucir vos regrets ; les miens de n'avoir pû, de son vivant, lui témoigner toute la reconnaissance dont mon cœur est pénétré pour lui ne peuvent être adoucis que par l'espérance de la témoigner un jour à ses enfans.

Ce funeste événement n'est pas le seul qui fasse couler aujourd'hui nos larmes et je vous prie d'être bien persuadée de la part véritable que je prends à toutes vos afflictions.

Je vous prie aussi, Madame, de ne jamais douter de tous mes sentimens pour vous.

LOUIS-STANISLAS-XAVIER.

Cette lettre nous a été communiquée par Mademoiselle Isabelle de Leusse, à qui nous exprimons toute notre reconnaissance.

BIBLIOGRAPHIE

Première Partie

MANUSCRITS

A. — BIBLIOTHÈQUES ET ARCHIVES PUBLIQUES

I. — BIBLIOTHÈQUES

1. — *Bibliothèque Nationale.*

a) Collection Anisson-Duperron, comprenant tous les dossiers de l'Administration de la Librairie sous Malesherbes, et en particulier les volumes suivants :

Fonds français — 21832 — 22080 — 22085 — 22094 — 22130 — 22133 —
22134 — 22135 — 22136 — 22137 — 22138 — 22139 — 22140 —
22141 — 22142 — 22143 — 22144 — 22145 — 22146 — 22147 —
22148 — 22149 — 22150 — 22151 — 22152 — 22191

Nouv. acq. — 3345 — 3346 — 3347 — 3348 — 3531 — 1183.

b) Nouv. acq. françaises. 13094 (59 lettres autographes de Lamoignon de Malesherbes à Antoine-Louis Bellanger, avocat général de la Cour des Aides, à Louis-Achille Dionis du Séjour et à quelques autres, 1771-1774, don de Harold et Frida Laski et déposées à la B.N. par leur ami Léon Blum en 1947).

c) Papiers Rulhière, Fonds français 7046 et 7047.

d) Fonds Joly de Fleury, 460 — 468 — 476 — 1675 (etc...)

e) Dossiers divers.

Fonds français 10619 — 10620 — 10628 — 12306 — 12768 — 13735

N. acq. 2766 — 4029 — 20507 — 22257 — 22278 — 23639 — 23674.

2. — *Bibliothèque de l'Arsenal.*

7590 — 12159 (Archives de la Bastille) — Fonds Lacroix, 406.

3. — *Bibliothèque de la Chambre des Députés.*

P. 7074 — Z. 492

4. — *Bibliothèque publiques de :*

Aix-en-Provence (752) — Angers (552) — Avignon (1687, 4173 et fonds Requien 6258 et 6259) — Besançon (1442, 1765) — Carpentras (1750) — La Rochelle (611, 634) — Lyon (Coll. Charavay, 120) — Nîmes (417) — Orléans (976) — Pithiviers. — Tonnerre (277) — Troyes (2764, 2770, 2773).

5. — *Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.*

Papiers Charles Dardier (Archives Sérusclat).

Papiers Chiron (Fonds Sayn — Sérusclat).

Papiers Court de Gébelin.

Mss. 337, 1219 (Malesherbes et Rabaut Saint-Etienne).

6. — *Bibliothèque publique et universitaire de Genève.*

Manuscrits Bonnet, 26 — 36 — 37 — 41 — 70 — 71 — 72 — 73 — 76 — 85 — Archives de Saussure, K. 12 et P. — Mss. suppl. 357, 1909 — Dossier ouvert.

7. — *Bibliothèque de Neuchâtel.*

Correspondance de Malesherbes et de son secrétaire Baufre avec la Société typographique de Neuchâtel.

II. — ARCHIVES

1. — **ARCHIVES NATIONALES.**

Maison du Roi : 0¹280 — 0¹282 — 0¹353 — 0¹360 — 0¹361 — 0¹401 — 0¹402 — 0¹403 — 0¹405 — 0¹406 — 0¹482 — 0¹483 — 0¹591 — 0¹595 — 0¹861.

Procès-verbaux de la Cour des Aides : Z¹ A 184 à 189.

Dossiers divers :

T. 277 — T. 770 — T. 796 — T. 1649 — T. 1675 — T. 1685 — T.T. 446 — T.T. 448 — H. 1639 (Mémoire inédit sur les affaires de religion). — F.¹ 5618 — B.¹ 93 — Q.¹ 536, 537.

Tribunal révolutionnaire :

W. 349 (703 bis). — W. 351 (713) — W. 363 (787) — W. 376 (851).

2. — *Archives du Ministère des Affaires Etrangères.*

Mémoires et documents (France) 1620.

Correspondance politique (Angleterre) 512 — 513 — 514 — 515.

3. — *Archives coloniales, déposées au Palais de Soubise (consultées avec l'autorisation du Ministère de la France d'Outre-Mer).*

Saint-Domingue, dossier La Luzerne (G 9A 157 et 158, G 9B 35, 36 et 37 et E. 250).

4. — *Archives départementales ou communales.*

Archives communales de Malesherbes (Loiret) Registres des années 1760 à 1792 inclus.

Archives de la Nièvre, Nevers (Correspondance de Malesherbes avec Mme de Sainte-Marie).

Archives municipales de Reims (Collection Tarbe).

Archives municipales de Marseille.

5. — *Etats-Unis. American Philosophical Society, Philadelphia* (papiers de Franklin).

B. — ARCHIVES ET DOCUMENTS PRIVÉS

1. — *Archives de Tocqueville, Fonds Lamoignon-Malesherbes.*

Ce fonds, d'une grande richesse, qui se trouvait au château de Tocqueville (Manche) et qui est destiné à y reprendre sa place, est demeuré quelque temps pour classement aux Archives départementales de la Manche, à Saint-Lô. Il se trouve maintenant aux Archives Nationales où il a été classé et va être microfilmé. Grâce à l'amabilité de M. le comte de Tocqueville, Inspecteur général des finances, qui en est le propriétaire, nous avons pu l'explorer et le

dépouiller dans ses parties essentielles. La partie qui concerne les sciences naturelles est la plus abondante et comprend une quantité considérable de notes, de lettres et de mémoires, soit autographes, soit copies. L'autre partie, qui nous intéressait davantage, comporte des mémoires de Malesherbes ou à lui adressés, des essais et des correspondances se rapportant à la politique, à l'administration, à l'histoire, aux problèmes des protestants et des juifs : documents essentiels pour la connaissance de Malesherbes, de ses idées, de son activité au gouvernement ou dans la retraite, de son intense labeur intellectuel. Notons que, pour un certain nombre de travaux de Malesherbes, nous avons à la fois la minute autographe et la copie, parfois même plusieurs copies. Les archives de Tocqueville renferment également de nombreux et importants manuscrits du Chancelier de Lamoignon (1).

2. — *Archives du château de Malesherbes (Loiret).*

Ces archives appartiennent à Mme la Princesse de Robech, née de Nicolaï, qui est la propriétaire du château et du domaine de Malesherbes. Très riches en documents sur la famille de Lamoignon et sur la terre de Malesherbes, elles renferment un certain nombre de travaux personnels de Malesherbes, effectués entre 1765 et 1792, études historiques, juridiques, travaux sur la Suisse, et d'abondantes notes de voyage. On y trouve également des travaux et des lettres concernant l'histoire naturelle et des notes sur le procès de Damiens. Elles viennent d'être classées.

3. — *Archives du château de Rosambo (Côtes-du-Nord).*

Propriété de Mme la marquise de Rosambo, ces archives, qui ont été tout récemment classées et microfilmées par les soins de M. Braibant, Directeur Général des Archives de France, comportent un fonds Lamoignon - Malesherbes d'une importance considérable : 21 cartons, comprenant chacun plusieurs dossiers constitués par un grand nombre de mémoires inédits de Malesherbes, depuis l'époque de la direction de la Librairie jusqu'au seuil de la Révolution, par des correspondances (avec J. J. Rousseau, Le Franc de Pompignan, Turgot, Ruhlère, Rabaut Saint-Etienne, etc.), par des récits et notes de voyages, par un document curieux concernant la jeunesse de Malesherbes. Plusieurs dossiers sont consacrés aux affaires des protestants. Les archives de Rosambo sont riches également en documents concernant le Chancelier de Lamoignon et d'autres membres de la famille.

4. — *Archives du Château de Saint-Vallier*, appartenant à Mme la marquise de Chabrillan. (C'est le fonds d'Aiguillon qui constitue la richesse essentielle de ces archives).

5. — *Archives de la famille de Leusse*, appartenant au comte Guy de Leusse, descendant de la baronne de Montboissier (documents peu nombreux mais d'un incontestable intérêt).

6. — *Archives du Château de Lantheuil (Calvados)*, appartenant à Mme la comtesse de Naurois. Ces archives, qui renferment un fonds Turgot d'un grand intérêt, contiennent des documents précieux dont quelques-uns sont

(1) Le plus important de ces travaux est un dictionnaire chronologique et méthodique qui rassemble, par ordre alphabétique des matières — et, sous chaque rubrique, par ordre chronologique, des analyses et copies d'arrêts du Parlement de Paris, rédigées le plus souvent de la main du Chancelier, avec parfois des pièces justificatives annexes. Ce vaste ensemble a été utilisé par Malesherbes qui en a parfois extrait des dossiers entiers, notamment pour ce qui concerne les affaires des protestants.

inédits, sur les relations de Turgot avec Malesherbes et sur la mission dont celui-ci fut chargé à la mort de son ami.

7. — *Archives du Château de Vrigny (Loiret)*, appartenant à M. Duhamel de Fougereux, descendant du grand naturaliste Duhamel de Monceau et de son frère Denainvilliers, tous deux amis intimes de Malesherbes.

8. — *Cabinet historique et généalogique* Beauchet-Filleau à Chef-Boutonne (Deux-Sèvres). Quelques pièces et documents concernant les affaires privées de Malesherbes.

9. — *Archives du Séminaire des Missions étrangères*, 128, rue du Bac, Paris.

Deuxième Partie

IMPRIMÉS

A. — OUVRAGES IMPRIMÉS DE MALESHERBES

(Malesherbes n'a presque rien publié de son vivant et quelques-uns seulement de ses écrits ont vu le jour après sa mort).

Discours de M. Lamoignon de Malesherbes, premier président de la Cour des Aides à Paris, lors du rétablissement de la dite Cour dans ses fonctions, en 1774. in-4° S. l. n. d.

Discours de réception à l'Académie Française, le 16 février 1775. in-4° 1776. (Le discours de Malesherbes est suivi de la réponse de l'abbé de Radonvilliers.)

Mémoire sur le mariage des protestants, en 1785. — Second mémoire sur le mariage des protestants, en 1786. S. l. n. d. 2 parties en 1 vol. in-8°.

Une seconde édition des mêmes, Londres 1787, in-8°.

Mémoire sur les moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale en France, lu à la Société royale d'agriculture, par M. de Lamoignon de Malesherbes. Paris, imprimerie de P. D. Pierre 1790, in-8° (88 pages).

Idées d'un agriculteur patriote sur le défrichement des terres incultes, sèches et maigres, connues sous les noms de landes, garrigues, gâtines, friches, etc... (par C. G. Lamoignon de Malesherbes) (2). Paris, veuve Hérissant, s. d. in-8° (18 pages).

Défense de Louis XVI, par Malesherbes, Tronchet et de Sèze S. l. n. d. in-8° (58 pages).

Observations de Lamoignon de Malesherbes sur l'histoire générale et particulière de Buffon et Daubenton, publiées avec une introduction et des notes par Louis-Paul Abeille, Paris C. Pougens, An VI (1798) 2 vol. in-8°.

Une autre édition, in-4°, même date, avec le portrait de l'auteur.

Pensées et Maximes de Lamoignon de Malesherbes, suivies de réflexions sur les lettres de cachet, pour faire suite à sa vie. Paris 1802 (VI — 132 p.). Paris, Capelle.

Malesherbiana ou Recueil d'anecdotes et de pensées de Malesherbes, par C. (Cousin) d'Aval. Paris, Pillet frères, An X (1802) in-8° (143 pages).

Mémoires sur la librairie et la liberté de la presse publiés par Antoine Alexandre Barbier, Paris H. Agasse, 1809, in-8° (XIV - 435 pages).

Mémoire sur la liberté de la presse. Paris, Pillet, 1814, in-8° (XII — 178 pages).

(2) Sans en avoir la certitude, nous pensons que Malesherbes est l'auteur de cet ouvrage.

Œuvres inédites de Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes avec un précis historique de sa vie — publiées par N. L. Pissot. Paris, M. Hénée, 1808, in-12 (XVIII — 340 p.).

2^e édition, ornée d'un portrait par Moreau le Jeune, Paris, Lamy, 1823, in-8° (XVIII, 340 pages).

Ce volume contient : Les Remontrances de 1756 sur le vingtième, — les Remontrances contre les fermiers généraux, à propos de l'affaire Monnerat, — les Remontrances du 18 février 1771 contre l'édit qui supprime les Parlements, — les Remontrances du 17 août 1770, — la lettre au chancelier Maupeou du 28 juillet 1770, — la lettre « à un ami » du 11 avril 1771, — le Discours au comte d'Artois du 12 novembre 1774 après le rétablissement de la Cour des Aides, — le Discours à la Cour des Aides du 21 novembre 1774, — le Discours au Roi prononcé à Versailles le 27 novembre 1774, — le Discours à Monsieur frère du Roi, du 31 mai 1775, — le Discours de réception à l'Académie Française, — et enfin les longues et importantes Remontrances sur les impôts du 6 mai 1775 (3).

La souveraineté nationale et le droit public de la France. Paris, Amyot, 1872, in-8° (48 pages). (Cet opuscule contient des extraits du *Mémoire sur les lettres de cachet* et surtout du *Mémoire sur la nécessité de diminuer les dépenses* (1787).

Un certain nombre de lettres de Malesherbes ont été publiées. On en trouve trois dans l'ouvrage de Boissy d'Anglas (cf. plus loin) au tome II, p. 207 à 223 (la lettre à Boissy d'Anglas, Verneuil le 14 janvier 1789 ; la lettre au président Rolland, Paris 26 juillet 1790, dont l'original figure aux Archives Nationales dans les dossiers du Tribunal révolutionnaire ; la longue et admirable lettre-testament adressée à Boissy d'Anglas, député à la Constituante, le 22 novembre 1790).

Sainte-Beuve et plus tard Brunetière et après eux Ernest Coyecque donnent quelques lettres ou fragments de lettres se rapportant principalement à la période de la direction de la Librairie ; une lettre inédite a été publiée dans la brochure du comte de Tocqueville, *Episodes de la Terreur* (1901), que nous citons plus bas ; quatre autres ont été également publiées par Henry de Laguérène dans la *Revue des questions héraldiques*, Paris 1903. Plusieurs — adressées à Voltaire — ont été données par Ira Wade dans *The french Review* en 1935. Quelques autres lettres ont vu le jour dans des publications diverses, d'importance secondaire, ainsi les *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais* présentent (année 1885, t. III, p. 179) une lettre de Malesherbes destinée à son jardinier Flizet ; les lettres à Mme de Sainte-Marie, conservées aux Archives de la Nièvre, sont présentées par M. André Biver dans le *Bulletin de la Société nivernaise des Lettres, Sciences et Arts* (tome XXXI - année 1944), etc...

Mentionnons enfin la fameuse lettre au Président de la Convention (12 décembre 1792) que l'on trouve reproduite dans la plupart des biographies de Malesherbes et qui figura dans les journaux contemporains du procès du Roi.

(3) Ces textes qui se rapportent presque tous au rôle joué par Malesherbes comme premier Président de la Cour des Aides, n'étaient pas en réalité inédits : ils avaient été publiés dans l'ouvrage que nous mentionnons plus loin : *Mémoires pour servir à l'Histoire du droit public de la France en matière d'impôts ou Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides depuis 1756, jusqu'au mois de juin 1775* (Bruxelles, 1779), mais ce volume, imprimé clandestinement, n'avait pas été répandu dans le public. L'éditeur des *Œuvres* de 1808-1823, Hénée, reconnaît seulement qu'on avait donné de ces Remontrances « quelques morceaux détachés dans des feuilles éphémères », d'ailleurs sans l'aveu de Malesherbes.

(Nous ne parlons pas, bien entendu, de toutes les lettres de Malesherbes qui figurent dans la *Correspondance générale de Voltaire* (Moland, et aujourd'hui Th. Besterman) et dans celle de J.-J. Rousseau (Dufour et Plan). (4)

B. — OUVRAGES SUR MALESHERBES OU LE CONCERNANT

(classés par ordre chronologique)

- 1802 — A. L. Martainville : Vie de Chrétien Guillaume Lamoignon-Malesherbes, in-12, 287 p., portrait.
- 1803 — De L'Isle de Sales : Malesherbes, in-8°, XLV - 295 p.
- 1804 — J. B. Dubois : Notice historique sur Chrétien Guillaume Lamoignon-Malesherbes, in-8°, 64 p.
- 1803 — M. Gaillard : Vie ou éloge historique de M. de Malesherbes, in-8°, 224 p.
- 1808 — P. Chas : Eloge de Malesherbes, in-8°, 66 p.
- 1816 — Cl. Ph. Duplessis : Eloge de Malesherbes, in-8°, 14 p.
- 1818 — J.-B. Hutteau : Un chapitre de la vie de M. de Malesherbes, sur les protestants, in-8°, 88 p.
- 1819/21 — Boissy d'Anglas : Essai sur la vie, les écrits et les opinions de M. de Malesherbes, 3 vol. in-8°.
- 1821 — A. d'Egvilley : Discours en vers sur Malesherbes précédé d'une notice historique, in-8°, 19 p.
- 1821 — Gandouard de Montauré : Eloge de Malesherbes, suivi de notes historiques, in-8°, 34 p.
- 1821 — Dumont : Eloge de M. de Malesherbes. Coutances, in-8°, 30 p.
- 1831 — A. Bazin : Eloge historique de M. de Malesherbes, in-4°, 40 p.
- 1831 — L. Rozet : Eloge historique de M. de Malesherbes, in-8°, 52 p.
- 1840 — L. E. Peyrusse : Eloge de Lamoignon de Malesherbes, Toulouse, in-8°, 48 p.
- 1841 — A. Dupin : Eloge de Malesherbes, in-8°, 72 p.
- 1842 — F. Molins : Eloge de Malesherbes, Toulouse, in-8°, 100 p.
- 1850 — Sainte-Beuve : M. de Malesherbes, dans *Causeries du Lundi*, tome II (p. 512 à 538).
- 1857 — G. Piou : Malesherbes, homme public, Toulouse, in-8°.
- 1861 — O. de Vallée : M. de Malesherbes, in-8°, 53 p.
- 1863 — P. Dupray de la Mahérie : Notice biographique (*Livre rouge*, p. 353-358, portrait).
- 1867 — J. Ph. Dommanget : Lamoignon de Malesherbes, Metz, in-8°, 47 p.
- 1874 — E. Vignaux : Mémoire sur Lamoignon de Malesherbes, in-8°, 261 p.
- 1877 — O. F. Lanfranc de Panthou : La magistrature française au XVIII^e siècle. Etude sur Malesherbes. Caen, in-8°, 92 p.
- 1882 — F. Brunetière : La direction de la Librairie sous Malesherbes, dans *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} février 1882.
- 1896 — L. Vian : Les Lamoignon, une vieille famille de robe, in-16, 328 p.
- 1903 — A. de Maricourt : Louis XVI et Malesherbes, d'après les papiers de famille. *Revue hebdomadaire*, XII, p. 257-270.
- 1903 — Lettres inédites de M. de Malesherbes, publiées par Henry de Lagüerrenne, dans *Revue des questions hérauldiques*.
- 1908 — J. Furet : Malesherbes, in-4°, 16 p. (Les contemporains).

(4) Nous en avons publié plusieurs autres, encore inédites, dans notre ouvrage *J.-J. Rousseau et Malesherbes* (Fischbacher 1960)..

- 1927 — Henri Robert : Malesherbes, in-16, 204 p.
- 1930 — Maurice Bocate : Monsieur de Malesherbes en son domaine.
- 1938 — J. Allison : Lamoignon de Malesherbes, Defender and reformer of the french monarchy, in-8°, VIII, 177 p. Newhaven. (Ouvrage intéressant, l'auteur ayant pu consulter certains dossiers des Archives de Tocqueville, - mais sommaire et qui renferme des erreurs).
- 1952 — Pierre Grosclaude : Malesherbes et l'Encyclopédie, dans *Annales de l'Université de Paris* (octobre).
- 1956 — Jean Egret : Malesherbes, Premier Président de la cour des Aides (1750-1775), *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*.
- 1957 — Pierre Grosclaude : Le double jeu d'un magistrat (*Nouvelles littéraires*, 15 août).
- 1957 — » Comment Malesherbes élabore sa doctrine sur le problème des Protestants. (*Bulletin Soc. d'Histoire du Protestantisme français*, juillet-septembre.)
- 1958 — » Une lettre retrouvée de Malesherbes à Voltaire (*Revue d'Histoire Litt. de la France*, janvier-mars.)
- 1958 — » Malesherbes et J. J. Rousseau : une lettre inédite (*Le Monde*, 2 avril).
- 1958 — » Une négociation prématurée : Louis Dutens et les protestants français (1775-1776) dans *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* (avril-juin).
- 1958 — » Malesherbes en exil d'après une correspondance inédite (*Revue Historique de Droit français et étranger*) numéro avril-juin.
- 1958 — » Malesherbes et l'Encyclopédie (*Revue des Sciences humaines*, juillet-septembre).
- 1959 — » Deux épisodes de l'Histoire de la Librairie, d'après une lettre inédite de Malesherbes (*Revue d'Histoire litt. de la France*, oct. déc.), etc...

C. — OUVRAGES ET DOCUMENTS CONTEMPORAINS

(On trouvera sous cette rubrique la plupart des mémoires, correspondances, ouvrages et documents divers, parus du vivant de Malesherbes, ou publiés plus tard, et qui nous apportent des informations ou des témoignages.)

ADAMS (*The Works of John*), Boston 1850-1856, 10 vol.

ALMANACH ROYAL (années 1751 à 1789).

AUGEARD (J. M.), *Mémoires secrets, documents inédits*, Paris, 1866.

BEAUCOURT (Marquis de). *Captivité et derniers moments de Louis XVI, récits originaux et documents officiels, recueillis et publiés pour la Société d'Histoire contemporaine*, Paris 1892 (voir tome I, récits originaux).

BEAUVAU (*Mémoires du Maréchal Prince de*), Paris, Lechener 1872. (Ces « mémoires » sont l'ouvrage de Saint-Lambert, écrit en 1793, d'après les notes que lui avait communiquées Mme de Beauvau ; ils ont été revus et corrigés par Suard).

BESENVAL (*Mémoires du Baron de*) publiés par A.J. de Ségur, Paris An XII (1805). (Voir tome I.)

BERTRAND DE MOLLEVILLE, *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la dernière année de Louis XVI* (Londres, 1797), tome III.

BONNET (Charles), *Mémoires autobiographiques* édités par Raymond Savioz, Paris, 1948.

BUFFON, *Correspondance inédite*, publiée par Henri Nadault de Buffon, Paris, 1860.

Catalogue des livres de la bibliothèque de feu Chrétien Guillaume Lamoignon Malesherbes, disposé par Jean-Luc Nyon, avec une table alphabétique des matières et des auteurs, Paris 1797, in-8°, non paginé.

CHATEAUBRIAND, *Essai sur les Révolutions*, chap. XVII et XXIII et « notes de l'exemplaire confidentiel ».

» *Mémoires d'Outre-Tombe* :

1^{re} partie, livre IV, chapitre 14

» » V, » 15

» » VII, » 1

» » IX, » 4

» » X, » 8

3^e partie, 2^e époque, livre IX, chapitre 15 et passim,

CHATEAUBRIAND, *Mélanges littéraires* (Œuvres, Paris, 1826-31, tome XXI).

» *Discours prononcé à la Chambre des Pairs, à l'occasion de la mort de M. le comte de Sèze* (*Moniteur*, 20 juin 1828).

» *Correspondance publiée par Louis Thomas* (Paris, 1912, voir tome 1^{er}).

CLÉRY (J. B.), *Journal de ce qui s'est passé à la Tour du Temple pendant la captivité de Louis XVI roi de France*, Londres 1798.

COLLÉ (Charles), *Journal Historique ou Mémoires critiques et littéraires*. Paris 1805-07, 3 vol.

CONDORCET, *Correspondance générale dans Œuvres de Condorcet*, Paris, 1847.

Correspondance littéraire, par Grimm, Diderot, Raynal et Meister, publiée par Maurice Tourneux, 1880, passim.

Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et le comte de Mercy-Argenteau, publiées par d'Arneht et Geoffray, Paris, 1874 (t. II).

Correspondance politique et administrative de Miromesnil, premier Président au Parlement de Normandie, publiée d'après les originaux inédits par P. Le Verdier (Rouen 1899 - 1903), 3 vol.

CRÉQUI (*Souvenirs de la Marquise de*), Paris, 1834 (tome IV).

DUTENS (Louis), *Mémoires d'un voyageur qui se repose, contenant des anecdotes historiques, politiques et littéraires, relatives à plusieurs personages de ce siècle* (Paris, 1806, 3 vol.).

Encyclopédie (1^{re}) (Article *Librairie* et passim).

Épisodes de la Terreur, extraits des *Mémoires du comte de Tocqueville*, ancien pair de France, suivis d'une lettre inédite de Louis XVI à Malesherbes et d'une lettre inédite de Malesherbes au futur Louis XVIII (Compiègne 1901).

FRANKLIN (*The Writings of Benjamin*), collected and edited by Albert Henry Smyth (New-York, 1905-07), 10 vol.

HÉNAULT (*Mémoires du Président*), nouvelle édition par François Rousseau (Paris 1911). Voir Appendice II.

- HÜE (Baron François), *Dernières années du règne et de la vie de Louis XVI*, Paris, 1814.
- HÜE « *Souvenirs du Baron Hüe, officier de la Chambre de Louis XVI, publiés par le Baron de Maricourt*, Paris 1903 (chap. VI et VII).
- JEFFERSON (*The Papers of Thomas*), Princeton, New Jersey, 1935 suiv., 14 vol.
- JOURNAL DE^o DÉBATS ET DES DÉCRETS, 1792 et 1793.
- JOURNAL DES DÉBATS, décembre 1818.
- JOURNAL DE PARIS, 5 Nivôse, An V, et 22-23 Frimaire, An VII. (Articles de Roederer).
- JOURNAL de l'avocat Barbier, Paris 1857 (passim).
- JOURNAL du Marquis d'Argenson, Paris 1859-1867 (passim).
- LA CHÊNAIE-DESBOIS, *Dictionnaire de la noblesse*, t. XI et passim (1775).
- LACRETELLE (Charles-Joseph), *Histoire de la France pendant le XVIII^e siècle*. (tomes IV et VI), Paris 1812, 3^e édit.
- » » *Histoire de la Révolution française*, tomes IV et V (*Histoire de la Convention*, tomes I et II), Paris, Treuttel et Würtz, 1824-25.
- » » *Testament philosophique et littéraire* (tome I, chap. XIV), Paris, Dufart, 1840.
- LACRETELLE (Pierre-Louis) l'ainé, *Œuvres* (Paris, Bossange, 1824), 6 volumes. Voir tomes V et VI : *Portraits et tableaux*.
- Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France*, dits de Bachaumont, Londres 1777.
- Mémoires pour servir à l'Histoire du droit public de la France, en matière d'impôts, ou Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides, depuis 1756 jusqu'au mois de juin 1775* (à Bruxelles, 1779, in 4).
- Camus dans ses *Lettres sur la profession d'avocat* (Paris chez B. Warrée, 18181), dit au sujet de cet ouvrage : « Chrétien-Guillaume Lamoignon Malesherbes était alors premier président de la Cour des Aides. Il eut une grande part à celles des Remontrances, réunies dans ce recueil. La collection a été formée et imprimée par les soins de M. Dionis, doyen des conseillers de la Cour des Aides ». (t. II, p. 155).
- Mémoires pour servir à l'histoire de la Cour des Aides depuis son origine en 1335, sous le roi Jean, jusqu'à sa suppression le 22 janvier 1791, sous le règne de Louis XVI*, par Dionis du Séjour. (Paris, 1792).
- MERCURE DE FRANCE, (février 1745).
- METRA, *Correspondance secrète, politique et littéraire*, Londres 1787-1790.
- MIRABEAU (comte de), *Sur la liberté de la presse* (Londres 1788).
- MONITEUR UNIVERSEL (Le), décembre 1792 et janvier 1793.
- MORELLET, *Mémoires inédits sur le XVIII^e siècle et la Révolution*, publiés par Lemontey. Paris 1821, 2 vol.
- NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES (23 janvier 1745).
- Caii Plinii secundi Historiæ naturalis libri XXXVII, quos recensuit et notis illustravit Gabriel Brotier* (Paris 1779). Voir Avertissement : « *Erudito lectori* ».
- Procès-verbaux de la Convention* (Paris. Impr. Nationale 1793).

Très nombreux mémoires sur la situation des *Protestants* en France et notamment sur la question de leur état-civil, publiés en 1750 et 1788, en particulier le *Mémoire théologique et politique sur les mariages clandestins des protestants en France* (1775), le *Mémoire politico-critique*,

réfutation du précédent (1756), etc... (tous ces écrits figurent à la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français).

RABAUT (Paul), *Lettres à divers* (1744-1794) avec préface, notes et pièces justificatives, par Ch. Dardier, pasteur à Nîmes, (Paris 1892), 2 vol.

RABAUT SAINT-ETIENNE, *Trois lettres inédites* publiées par Charles Liotard, secrétaire perpétuel de l'Académie de Nîmes (Nîmes 1884).

ROEDERER, *Mémoires sur la Révolution, le Consulat et l'Empire*, textes présentés par Octave Aubry, Paris 1942.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Confessions* (livres X et XI).

» *Correspondance générale* publiée par Th. Dufour et P.-P. Plan (20 vol.).

RULHIÈRE, *Eclaircissements historiques sur les causes de la Révocation de l'Edit de Nantes et sur l'état des protestants en France depuis le commencement du règne de Louis XIV jusqu'à nos jours* (Paris 1788).

SAGE (B. G.), *Tableau comparé de la conduite qu'ont tenue envers moi les ministres de l'ancien régime avec celle des ministres du nouveau régime* (Paris 1814).

SÉNAC DE MEILHAN, *Du gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution* (Hambourg, 1795).

Portraits et caractères des personnes distinguées de la fin du XVIII^e siècle. (Paris, 1813).

SOULAVIE (J.-L.), *Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI*, Paris, An X, 1801, (tome II, chap. XXVIII).

TURGOT (*Œuvres et documents le concernant*), par G. Schelle, 5 vol., 1913-1923.

VÉRI (*Journal de l'Abbé de*), publié par le Baron Jehan de Witt, avec préface de Pierre de Nolhac, Paris 1928-1930 (2 vol. passim.). D'août 1774 à janvier 1781.

VÉRI (l'Abbé de) et son *Journal*, par le duc de Castries (*Revue de Paris*, novembre 1953). Il s'agit de quelques fragments de la partie non encore éditée, la partie éditée ne dépassant pas 1781.

VOLTAIRE, *Correspondance* (dans *Œuvres complètes*, éd. Moland, et *Correspondance générale*, en cours de publication, par Th. Besterman, Genève), passim.

VOLTAIRE, *Histoire du Parlement de Paris* (Œuvres, éd. Moland).

WASHINGTON (*The Writings of George*), by John Fitzpatrick, (Washington) 27 vol.

YOUNG (*Voyages d'Arthur*), trad. par Henri Sée, Paris, 1831. (Voir tome 1^{er}).

D. — OUVRAGES GÉNÉRAUX, ÉTUDES PARTICULIÈRES, PÉRIODIQUES DIVERS

(Tous les grands ouvrages traitant de l'histoire du XVIII^e siècle ou consacrés à l'histoire de la Révolution, font allusion à Malesherbes et au rôle qu'il joua en diverses circonstances. Nous ne pouvions évidemment songer à en donner la liste. Nous nous sommes borné à citer ceux dont nous avons tiré le plus de profit dans notre travail).

Annales de la Société archéologique de l'Orléanais (année 1862).

Annales de la Société Historique et archéologique du Gâtinais, (tome III, 1885).

ANTOINE (Michel), *Le fonds du Conseil d'Etat du roi aux Archives Nationales*, Paris, Imprimerie Nationale, 1955. Voir notamment, au chapitre 1^{er}, § I, ce qui est dit des Conseils de gouvernement, et en particulier (p. 5) le développement consacré au Conseil d'en haut.

BEAUCHESNE (A. de) *Louis XVII, sa vie, son agonie, sa mort. Captivité de la famille royale au Temple*. Paris, 1852.

BELIN (J.-P.), *Le mouvement philosophique de 1748 à 1789*, Paris, 1913.

» *Le commerce des livres prohibés à Paris, de 1750 à 1789*, Paris, 1913.

Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français (années 1854, 1860, 1883, 1887, 1892, 1897, 1899, 1913, 1914, 1915, 1926, 1928, 1932, 1937, 1957, 1958, 1959, 1960).

(On trouvera dans les fascicules de ce Bulletin, aux années indiquées ci-dessus, un certain nombre d'études — signées d'auteurs divers — et de documents concernant la situation des protestants au XVIII^e siècle et les préludes de l'Edit de Tolérance, avec de fréquentes allusions à Malesherbes, à son action soutenue en faveur des protestants, à ses relations avec Rabaut Saint-Etienne et d'autres réformés notoires. Notons en particulier les articles de N. Weiss, de Ch. Dardier, de Lods, de Ch. Read.

CASTRIES (Duc de), *Le testament de la monarchie* (Paris 1958). A. Fayard.

» *L'agonie de la royauté* (Paris 1959). A. Fayard.

CHEREST (A.), *La chute de l'ancien régime*, (Paris 1884), 3 vol.

COYECQUE (Ernest), *Bibliothèque Nationale. Inventaire de la Collection Anisson sur l'Histoire de l'Imprimerie et de la Librairie, principalement à Paris* (Manuscrits français 22.061-22.193), Paris, 1899-1900, 2 volumes gr. in-8°.

Cet inventaire comporte un long développement (pages LXXIX à CIV) consacré à Malesherbes et dans lequel se trouvent reproduits plusieurs textes de celui-ci, notamment :

1) Le mémoire (inachevé) d'août 1756, rédigé à la suite de son entretien avec Forbonnais sur la différence entre la France et l'Angleterre quant à la législation répressive des délits de librairie.

2) La longue lettre du 23 janvier 1758 de Malesherbes à d'Alembert qui lui demandait justice contre Fréron.

3) La lettre de la même époque et sur la même question de Malesherbes à Morellet.

4) Deux lettres relatives à l'affaire de *l'Esprit* (Paris, 23 août 1758 et 3 décembre 1758, cette dernière à Helvétius).

Coyecque cite longuement Sainte-Beuve et Brunetière. (Il commet une grave erreur en disant que Malesherbes a été guillotiné avec « la sœur de son gendre et son mari, le marquis et la marquise de Chateaubriand »).

DELAFARGE (D.), *La vie et l'œuvre de Palissot*, (Paris, 1912).

» *L'affaire de l'abbé Morellet en 1760*, (Paris, 1912).

DESNOIRETERRES (G.), *Grimod de la Reynière et son groupe*, (Paris, 1877).

DOUBNOV (Simon), *Histoire moderne du peuple juif*, (Paris, 1933), tome I.

DREYFUS (Ferdinand), *Un philanthrope d'autrefois, La Rochefoucauld-Liancourt*, (Paris, 1903).

DROZ (J. F. X.), *Histoire du règne de Louis XVI*, (Paris, 1839-42), 3 vol.

DUBOIS DE L'ÉSTANG, *Turgot et la famille royale*. Bulletin de l'Association française pour l'avancement des sciences, Congrès de Caen (Caen, 1894).

DUPONT-FERRIER (G.), *Du collège de Clermont au Lycée Louis-le-Grand* (1663-1920), (Paris, 1921), tomes 1 et 3.

DUPONT-FERRIER (G.), *Les origines et le premier siècle de la Chambre ou Cour des Aides de Paris* (Paris, 1933).

ECHO DE MALESHERBES (l'), Bulletin paroissial (septembre-octobre 1907 et passim).

FABRE (Jean), *Stanislas-Auguste Poniatowski et l'Europe des lumières* (Paris, 1592).

FUNCK-BRENTANO, *Les lettres de cachet à Paris* (Impr. Nat.), Paris, 1903.

GRAETZ (H.), *Histoire des Juifs*, trad. par M. Wogue et Moïse Bloch, (Paris, 1882-1897), (voir tome V).

GROSCLAUDE (Pierre), *Un audacieux message, l'Encyclopédie*, (Paris 1951).
Guide des recherches dans les fonds judiciaires de l'Ancien Régime, par Michel Antoine, H.-F. Buffet, Suzanne Clémencet, Ferréol de Ferry, Monique Langlois, Yvonne Lanhers, G.-P. Laurent, Jacques Meurgey, de Tupigny. Introduction par Charles Braibant, Paris, Imprimerie Nationale, 1958.

Un chapitre (p. 223 à 233) est consacré aux dossiers de la Cour des Aides de Paris, Z¹ A.

GUINARD (Paul J.), *Le livre dans la péninsule ibérique au XVIII^e siècle, témoignage d'un libraire français*, Bulletin Hispanique (Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux), avril-juin 1957.

HAZARD (Paul), *La pensée européenne au XVIII^e siècle*, (Paris, 1946).

IRA WADE, *Voltaire and Malesherbes dans The french Review* (avril et mai 1935.)

(L'auteur de cette étude se fonde sur toute la correspondance — connue à cette date — entre Voltaire et Malesherbes : parmi les lettres qu'il cite, certaines figurent dans l'édition Moland des Œuvres de Voltaire ; d'autres avaient été données pour la première fois dans *Modern language notes*, 1932 ; plusieurs étaient inédites).

JACQUART (S.), *La Correspondance de l'abbé Trublet, documents inédits sur Malesherbes*, (Paris, 1926).

JOBET (Alphonse), *La France sous Louis XVI*. (Paris, 1887-1893), 3 vol.

KAHN (L.), *Les Juifs de Paris pendant la Révolution*, (Paris, 1898).

LANSON (Gustave), *Quelques documents inédits sur la condamnation et la censure de l'Emile* (Annales de la Société J.-J. Rousseau, tome I, 1905, p. 95-115).

LENÔTRE (G.), *La captivité et la mort de Marie-Antoinette*, d'après des relations de témoins oculaires et des documents inédits, (Paris, 1897).

LEUSSE (comte Paul de), *Notes sur l'émigration de la baronne de Montboissier et de sa famille*, dans Bulletin de la Société Dunoise, tome XVI, 1935.

MC CLOY (SHELBY T.), *The humanitarian movement in eighteenth century France* (University of Kentucky Press), 1957.

MARION (Marcel), *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. 1 (Paris, 1914).

MORNET (Daniel), *La pensée française au XVIII^e siècle*, (Paris, 1929).

OZANAM (Didier), *La disgrâce d'un premier Commis, Tercier et l'affaire de l'Esprit*. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, (Paris, 1955).

PARGUEZ (Joseph), *La bulle Unigenitus et le Jansénisme politique*, (Paris, 1936).

PERCHELLET (Henri), *Journal d'un bourgeois de Pithiviers pendant la Révolution française*, Pithiviers, 1933).

(Il s'agit d'une fiction, non d'un document contemporain authentique. Mais cet ouvrage, qui utilise une masse de documents de première main, nous apporte des informations très précieuses sur Malesherbes et sa famille et sur tout ce qui se passait dans la localité de Malesherbes et le pays environnant, pendant les années révolutionnaires).

- PIETRI (François), *La Réforme de l'Etat au XVIII^e siècle*, (Paris, 1935).
- PLAN (Pierre-Paul), *Jean-Jacques Rousseau et Malesherbes : un dossier de la librairie sous Louis XV* (Paris, 1912).
- POLLITZER (Marcel), *Beaumarchais, le père de Figaro*, (Paris, 1957).
- Revue des Etudes juives* (tome I, 92 et tome XXXVI, 86).
- ROUSSE (Emile), *La Roche-Guyon, Châtelains, château et bourg*, (Paris 1892).
- ROCQUAIN (E.), *L'Esprit révolutionnaire avant la Révolution*, (Paris, 1878).
- ROUSTAN (Marius), *Les philosophes et la société française au XVIII^e siècle*, (Lyon-Paris, 1906).
- SAYOUS (Pierre-André), *Le dix-huitième siècle français à l'étranger*, Paris, 1861, (2 vol.).
- SHAW (Edward P.), *Malesherbes, the abbé Prévost and the first translation of Sir Charles Grandison*, in *Modern Language Notes*, vol. 69, février 1954.
- SERVIÈRE (J. de la), *Un professeur d'ancien régime : le P. Charles Porée*, (Paris, 1899).
- VENTRE (Madeleine), *L'Imprimerie et la Librairie en Languedoc au dernier siècle de l'ancien régime (1700 à 1789)*, (Paris-La Haye, 1958).
- VIENOT (J.), *J.-J. Rousseau et Lamoignon de Malesherbes*, (Paris, 1903).
- VIGUIÉ (A.), *Le centenaire de l'Edit de Tolérance* (dans la *Revue bleue*, 1887, t. II).
- WATTIBE (A.), *Magistrats célèbres du XVIII^e siècle*, (Paris 1941) (sur l'Abbé Pucelle).

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

Nous prenons connaissance, au moment où l'impression de notre livre est presque terminée, de l'excellent ouvrage de M. Edgar Faure : *La disgrâce de Turgot*, qui vient de paraître chez Gallimard. M. Edgar Faure, au cours de son étude, a souvent rencontré Malesherbes, dont la carrière est étroitement liée à celle de Turgot, particulièrement de 1775 à 1776. Nous conseillons aux lecteurs de se reporter spécialement aux pages 487 et suivantes où l'auteur cherche à élucider l'affaire de la démission de Malesherbes ; démission dont la cause principale (et c'est bien notre avis) lui paraît être « *le conflit ouvert avec les cours souveraines à propos de la crise des édits* » et les *scrupules de Malesherbes*, partagé entre son attachement aux principes du Parlement et l'approbation qu'il donnait aux réformes de Turgot. M. Edgar Faure fait très justement remarquer que Malesherbes aurait voulu — et on ne lui donna point satisfaction — que les édits fussent enregistrés à la Cour des Aides.

Il nous plaît aussi de relever, sous la plume de l'auteur, les lignes suivantes auxquelles nous souscrivons pleinement :

« Malesherbes appartenait à la catégorie de ces ministres qui commencent à parler de leur départ peu après le moment même où ils sont entrés en

fonction. Le plus souvent, ces perpétuels démissionnaires sont, au contraire, fortement attachés à leur poste. Ils le quittent à grand regret le jour fatal où, ayant parlé une fois de trop et à contre-temps, ils se trouvent enfin pris au mot. *Tel n'était point, nous le savons, le cas de Malesherbes* ».

Dans les pages où il est question de l'activité de Malesherbes dans ses fonctions ministérielles, M. Edgar Faure fait allusion au mémoire « *qu'il aurait, avant son départ, rédigé pour la réforme de la Maison du Roi* », sans toutefois affirmer l'authenticité de ce travail, signalé par Soulavie et quelques autres. Nos recherches (comme on l'a vu dans la première partie du présent ouvrage, chapitre XIV, p. 335-341) nous ont mis en présence du document lui-même.

Ce mémoire, que Malesherbes présenta au Roi le 13 Avril 1776, était bien un projet de réforme, conçu — il est vrai — dans ses très grandes lignes. Malesherbes avait laissé, comme nous l'avons dit, à ses commis, le soin d'en établir un plan détaillé.

P. G.

NOTES COMPLEMENTAIRES

Il ne faut pas confondre *Louis François de Paule Lefèvre d'Ormesson* (1718-1789), que nous citons page 268, qui fut successivement avocat du Roi au Châtelet, avocat général au Grand Conseil et au Parlement, président à mortier en 1751, enfin premier président du Parlement de Paris, avec son frère aîné *Marie François de Paule Lefèvre d'Ormesson* (1710-1775), successivement maître des requêtes, président au Grand Conseil, intendant de finances, conseiller d'Etat en 1758 ; nous le citons à plusieurs reprises à propos de la séance de dissolution de la Cour des Aides où il accompagna sur l'ordre du Roi le maréchal de Richelieu. C'est lui et non son frère qui reçut le titre de marquis par lettres patentes de 1758.

Apportons aussi quelques précisions sur *Antoine Martin Chaumont de la Galaizière* (ou *Galaisière*), qui joua un rôle important dans le cérémonial de l'acte de suppression de la Cour des Aides en 1771. Né en 1697, mort en 1787, Chaumont de la Galaizière, qui commença sa carrière très jeune, sous Louis XIV, fut intendant de la généralité de Soissons, puis, en 1737, chancelier de Lorraine et du Barrois ; il demeura vingt-neuf ans à ce poste au service du roi Stanislas et contribua grandement à introduire le régime français en Lorraine.

Après la mort de Stanislas, il fut appelé par Louis XV au Conseil malgré l'opposition de Choiseul qu'il contribua à faire disgracier. Il aida Maupeou de tout son pouvoir et jouit de toute la faveur du Roi.

Bertin (Henri, Léonard, Baptiste) que nous avons cité à plusieurs reprises, né en 1719, fut président au Grand Conseil, puis intendant du Roussillon et, en 1754, du Lyonnais, lieutenant de police en 1757, Contrôleur général des finances (après Silhouette) en 1759. Il fit encore partie du Conseil en 1774. Protégé par Madame de Pompadour, il encouragea comme elle les lettres et les arts. Il mourut en émigration en 1792.

ICONOGRAPHIE SOMMAIRE

(d'après le Cabinet des Estampes de la Bibliothèque Nationale)

1. - « C.F. Lamoignon-Malesherbes, ci-devant ministre d'Etat, jugé à mort en prairial, an 2 ». Médaillon (profil) gravé par Levachez. Au-dessous, deux vignettes, eaux-fortes de Duplessis-Bertaux représentant Malesherbes travaillant à la défense de Louis XVI dans la tour du Temple ; le roi est en face de lui près du feu et lui parle ; des gardes sont dans la salle voisine. Au-dessous des vignettes un éloge de Malesherbes en vingt-trois lignes, qui contient d'ailleurs quelques erreurs énormes. Date : 1797.

2. - Le même avec quelques différences, notamment : « jugé à mort le 22 avril 1793 » (*sic*).

3. - Allégorie : Malesherbes (buste, de profil) émergeant d'une nuée et la tête auréolée de soleil. Au-dessous un sépulcre sur lequel sont figurés, à gauche, des fleurs de lys flétries et, à droite, un serpent dardant sa langue sur un chien (Malesherbes) qui protège un agneau (le Roi), lequel repose sur un fût de colonne brisé. Un éclair foudroie le serpent.

4. - Plusieurs variantes de cette estampe. L'une d'elles, notamment, tout en reprenant les symboles des lys, du serpent, du chien et de l'agneau, comporte sur le sépulcre une femme étendue, couronnée et tenant un sceptre orné de la fleur de lys (symbolisant la monarchie française) ; le bras droit appuyé sur une urne, elle tient de sa main gauche un livre ouvert sur lequel on lit : « Amélioration du sort des prisonniers. Droits civils accordés aux protestans. » Deux des lys sont vivaces, représentant la renaissance de la monarchie. (Aubry, dessinateur ; Cardon, graveur). Epoque de la Restauration (on lit : Lamoignon de Malesherbes).

5. - « Malesherbes (C.G. de Lamoignon), magistrat célèbre, défenseur de Louis XVI, né en 1721, mort sur l'échafaud le 22 avril 1794 ». H. Garnier, lithographie de Ducarne (Galerie universelle, publié par Blaisot). Buste de profil, robe de magistrat.

6. - « Lamoignon-Malesherbes, d'après le seul portrait reconnu authentique par sa famille ». H. Gravedon, lith. de Demanne. Buste de profil, robe de magistrat.

7. - « Lamoignon de Malesherbes, ministre d'Etat en 1776 et en 1788, défenseur de Louis XVI en 1793 ». Delin, et sculp. Fassaert. (A Paris, chez Genty, rue St-Jacques 14). Buste de profil, visage d'une laideur repoussante.

8. - « M. de Malesherbes ». Frémy del. et sculp. Esquisse au trait, profil.

9. - « Malesherbes, défenseur de Louis XVI ». Markl del., Fournier sculp. (publié par Pourrat frères à Paris). Visage de profil, buste de trois quarts, robe d'apparât.

10. - « C.G. Lamoignon de Malesherbes, né à Paris le 16 (*sic*) décembre 1721, mort le 22 avril 1793 (*sic*) ». P. Sustré, delin. Impr. lith. de Constans. Grand médaillon, profil, habit de magistrat.

11. - « C.G. Lamoignon de Malesherbes ». Impr. lith. de Mlle Formentin. (A Paris, chez Decrouan, rue St-Séverin 14), profil.

12. - « Malesherbes ». Impr. lith. de Delpech. Profil, avec signature au bas du médaillon.

13. - « Chrétien-Guillaume Lamoignon-Malesherbes, né le 6 décembre 1721, mort le 3 floréal, an 2^{me} (22 avril 1794, v. st.) ». Peint par R. Gravé par C.E. Gaucher. Buste de face, habit négligé. Au-dessous du médaillon ovale, motifs allégoriques.

14. - Le même avec légende en allemand. R. pinx. S. Halle sculp.

15. - « De Malesherbes, ancien ministre et secrétaire d'Etat ». Dessiné par Bonnier, d'après un pastel de Valade, peintre du Roi, gravé par Hubert. Grand médaillon, de face, robe de magistrat.

16. - « Malesherbes ministre et secrétaire d'Etat en 1775, né le 6 décembre 1721, décapité le 2 floréal, an II ». F. Bonneville del. et sculp. (A Paris, rue St-Jacques, n° 195). Buste, de face. L'exemplaire du cabinet des Estampes offre un visage de Malesherbes vieux et ridé ; celui qui se trouve à l'Arsenal (Fonds Lacroix, 406) présente un visage plus jeune.

17. - « Lamoignon de Malesherbes, né à Paris le 6 décembre 1721, mort le 22 avril 1794 ». Lithog. de C. Moller-Desmarais. Buste, de trois quarts. Au-dessous, une légende ; six vers très médiocres :

Philosophe éclairé, magistrat vertueux

D'un prince infortuné défenseur courageux...

18. - « Malesherbes ». Portrait en pied, de profil ; Malesherbes est en grand costume de magistrat ; sa main droite est appuyée sur un livre. Cadre allégorique. (*Histoire de France* d'Anquetil et Léonard Gallois (1).)

(1) La nouvelle édition de l'*Histoire de France* d'Anquetil prolongée par Léonard Galois jusqu'à la Restauration, parut en 1818-19 (12 vol.). L'édition de 1826-28, en 13 vol., va jusqu'à l'avènement de Charles X.

INDEX

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Abeille I, 7 (n. 9), 15 (n. 32), 17 ; II, 456 (n. 15), 485 (n. 59), 486, 490, 758 (n. 3).
ACADÉMIES II, 694-696.
Adams (John) II, 568, 607, 608.
Aguesseau (d') intendant du Languedoc II, 423, 435, 437 (n. 44).
Aguesseau (d') Chancelier I, 103, 104, 128 (n. 62), 175, 365 ; II, 584.
Aguesseau (d') Conseiller d'Etat I, 230, 295.
Aguesseau (Mme d') II, 750.
Aiguillon (duc d') I, 237, 279, 285 (n. 19), 293.
Alaman, professeur hollandais II, 524, 525, 526.
Albert, lieutenant de police, I, 348.
ALEMBERT (d') I, 15, 103, 105, 113, 145 à 150, 155 (n. 47), 156, 160-162 ; II, 397, 426 à 430, 431, 433, 434, 441, 537, 539, 559, 669 (n. 8).
Aligre (d') I, 27 ; II, 753.
Amelot I, 382 ; II, 414, 415.
AMÉRIQUE II, 478-480, 603-612 ; 698-700.
Angivilliers (d') II, 475.
ANGLETERRE I, 184-185, 287 ; II, 674-675.
Anville (d'), géographe II, 485 (n. 61).
Argental (d') I, 190, 195, 198, 205.
Argenson (comte d') I, 78, 195, 197, 198, 318 ; II, 672.
Argenson (marquis d') I, 28, 39 (n. 37), 84.
Arnauld (abbé), I, 69, 90-92.
Arci (chevalier d') II, 688.
Arioste (l') II, 692.
Artois (comte d') I, 310 (n. 4), 337.
ASSEMBLÉE NATIONALE II, 658-662, 684.
Aumont (duc d') I, 230 (n. 41).
Augeard I, 343, 377 (n. 10).
Augeard (Mme) I, 377, 378.
Aulnay (Le Peletier d') II, 719.
AUTORITÉ ROYALE II, 685-687.

B

AVOCATS I, 281, 303-304.
Ayen (duc d') II, 474 (n. 25).
Bachaumont I, 325 (n. 1) ; II, 568.
Bacqueville (marquis de) I, 85, 143.
Barbey, maître-mâleur II, 477, 483, 534, 551.
Barbier (Avocat) I, 28, 36, 43, 103, 105.
Barbier (Bibliothécaire) I, 163 ; II, 665.
Barentin (de) I, 324 (n. 30).
Barère II, 711.
Barthélemy (abbé) I, 68 ; II, 507.
Barville (Clément de) I, 269.
BASVILLE ou BAVILLE (LAMOIGNON de) I, 9, 27 ; II 421 (n. 15) ; 423, 426 à 441, 559, 561 (n. 5).
Baufre, secrétaire de Malesherbes I, 14, 27 (n. 6), 286 (n. 20) 346 (n. 52), 348 (n. 58) 349 (n. 60) ; II, 431 (n. 37), 480 (n. 41), 561 (n. 4), 749 à 751, 763.
Beauharnais (vicomte de) II, 684, 685.
Beaumarchais I, 8 (n. 12).
Beaumont (Moreau de) I, 222.
Beaumont (Mme de) II, 732, 739.
Beauvau (Maréchal de), I, 15 (n. 33), 369 (n. 33) ; II, 692, 693.
Beccaria I, 283 (n. 14).
Bégis (Alfred), II 398.
Bellanger I, 15, 75 (n. 37), 214, 215, 239, 251, 257 et suiv., 311.
Bellecombe (de) II, 613.
Belle-Isle (maréchal de) I, 78.
Benoist (Elie) II, 440 (n. 52).
Benoit XIV II, 598.
Besenal (baron de) I, 15 (n. 32), 28, II, 707.
Bercheny (maréchal de) I, 214.
Bernage (de) I, 214, 217.
Bernard (président) I, 230 (n. 41), 248.
Berni (le) II, 692.

Bernis (comte de), I, 107.
Berryer I, 143, 175, 195, 200.
Berthier (le Père) I, 103.
Bertin I, 131, 175 (n. 22), 222, 253 ; II, 389, 445 (n. 9), 788.
Berwick (duc de) II, 423, 430, 433.
Bétrine (pasteur) I, 385 ; II, 411 (n. 1).
Bignon II, 486 (n. 63).
Biron (maréchal de) I, 344 ; II, 396.
Blakstone II, 400, 404 (n. 36), 406, 407.
Blancmesnil (de). Voir Lamoignon.
Blondel II, 570.
Blondel (Mme), II, 393 (n. 11), 552.
Boileau I, 26, 27, 188.
Boisgibault (de) I, 15 230, 244 (n. 14), 249, 250, 252, 267, 269.
BOISSY D'ANGLAS I, 3, 7 8, 9, 10, 15, 16 ; II, 393 (n. 11), 684, 685, 706, 748.
Bojardo (le) II 692.
Bonamy, médecin nantais, II, 470.
Bonaparte. Voir Napoléon.
Bonnaud (abbé), II, 557.
Bonnet (Charles), I, 17 ; II, 490, 532, 538 à 548.
Boula de Mareuil I, 270.
Boulainvilliers (comte de) II, 408.
Bourbon (duc de) I, 92-93.
Bourbon (duchesse de) I, 70.
Bourdouloué I, 27.
Bourgelat I, 177.
Bourguet II, 488.
Bourgogne (duc de), II, 577.
Boyer, évêque de Mirepoix I, 104, 111, 116, 118.
Boynes (de) I, 260 à 263, 284 (n. 15), 291.
Boze (de), I, 744 (n. 9).
Branças (duchesse de) I, 92.
BRETEUIL (baron de) I, 17, 365 ; II, 399, 559 à 567, 569, 570, 571, 574, 611, 637 (n. 19), 750.
Briasson, libraire, I, 128, 134.
Brion I, 259.
Brienne (Loménie de) I, 345 à 348, 358 (n. 8) ; II, 396 (n. 21), 651, 653.
Brissac (maréchal de) I, 322.
Brogie (comte de) II, 436, 439.
Brousson (Claude), II, 435.
Brugnières, naturaliste, II, 622.
Brunet (le Père) II, 471.
Brunetière I, 139, 140, 151 (n. 37), 155, 157, 159, 201.
Bruning, ingénieur hollandais II, 525, 526.
BUFFON II, 486 à 491, 541, 543, 544 (n. 21).
Buffon fils II, 490.
Burle (abbé de) I, 73.
BULLE UNIGENITUS I, 56-57, 113 à 119.

C

Caffieri II, 470.
Calonne II, 622.
CAMISARDS (GUERRE DES), II, 430 à 441.
Caniel II, 745, 746.
Carroll of Carroiton II, 605.
Cartouche I, 41.
Carver II, 478.
Castanier d'Auriac (Guillaume de), I, 28, 33.
Castanier d'Auriac (Mme de, née Marie Louise de Lamoignon) I, 28, 33.
Castries (maréchal de) I, 17 ; II, 568, 614, 615, 617, 618, 622, 626, 627, 630.
Catherine II II, 561.
Catinat I, 55.
Caumartin (de), I, 172 (n. 14).
Cavalier (Jean), II, 432, 435, 436.
CENSURE I, 65 à 68, 106 à 113, 140, 143, 288-289 ; II, 672, 679.
Cerf-Beer, juif alsacien II, 631, 632 (n. 1), 633 (n. 8), 636 (n. 18), 639-640, 646.
Chalandray (de) II, 738.
Chalon (pasteur) I, 373 (n. 1).
Charbonnet (abbé) I, 143.
Charles I^{er} d'Angleterre II, 446, 598, 599, 703.
Charles IX II, 446.
Chartres (duc de) I, 222, 239 (n. 4).
CHATEAUBRIAND I, 3, 8 ; II, 698 à 701, 747, 748.
Chateaubriand (Jean-Baptiste de) II, 697, 719, 724, 725, 730, 731, 738, 743, 746, 747.
Chateaubriand (Julie de) II, 698.
Chateaubriand (Lucile de) II, 698.
Chateaubriand (Louis-Geoffroy de) II, 752.
Chateaubriand (Christian de) II, 700 (n. 40), 752.
Châteaugay II, 772.
Châteuneuf (marquis de) II, 431 (n. 38).
Châtelet (duchesse du) II, 747.
Chaumeix (Abraham) I, 134.
Chauveau-Lagarde II, 721.
Chauvelin I, 268.
Chénier (Marie-Joseph) II, 453, (n. 11).
Chevet (abbé) I, 140.
Chiron (Abraham), pasteur I, 373 (n. 1).
Chiron Etienne I, 373 (n. 1).
Choart (président) I, 227 (n. 36), 230 (n. 41), 248.
CHOISEUL I, 79, 90 (n. 19), 237, 319, 371, 788.
Christin I, 206.

Cicéron I, 16 ; II, 455.
Clément VIII I, 137.
CLERGÉ I, 9, 357-361, 397 ; II, 578-579, 585, 659.
Clermont (Louis de Bourbon-Condé, comte de) I, 214.
Clermont-Tonnerre II, 649.
Cléry II, 705, 708 (n. 13), 710 (n. 17), 711 (n. 23), 712.
Clodius II, 685, 758.
Colbert II, 7, 293, 696.
COLLÈGES II, 454 à 460.
Collini, secrétaire de Voltaire, I, 195.
COLONIES II, 613-630.
Compayré II, 452 (n. 8 et 9).
Condillac II, 671.
CONDORCET I, 7, 8 (n. 12), 16, 207, 265 (n. 22), II, 635, 687 à 690, 711.
Conti (prince de) I, 377.
CONVERSIONS II, 592-594.
Coqueley de Chaussepierre I, 140.
Cordier de Montreuil (président) I, 249, 250.
Corneille I, 188.
Corneille (Mlle) I, 203.
Court (Antoine) I, 374 (n. 2), 435 (n. 42).
Court de Gébelin I, 374, 378 (n. 12).
Cotterel, censeur I, 104, 110.
Coustard II, 614.
Couthon II, 709.
Coyer (abbé) I, 88-89.
Cramer, imprimeurs genevois I, 198, 202 ; II, 532, 539, 545.
Crémille (de) I, 78.
Crevier, historien I, 141.
Crosne (de) II, 638.
Crussol (marquise de) II, 751 (n. 20).
Cujas I, 26.
CULTE PROTESTANT II, 588.
Cypierre de Chevilly II, 638.

D

Daniel, historien II, 691.
Daubenton I, 17 ; II, 485 (n. 61), 486, 549 (n. 33), 622.
Dauphin (Le), fils de Louis XV I, 74, 75, 84, 91, 93, 158, 163, 164, 165, 475, (n. 30).
David, libraire I, 128, 134 (n. 82).
Defermon II, 709 (n. 14), 710 (n. 15).
Delisle de Sales I, 2, 37 ; II 704, 706 (n. 8), 714, 716 (n. 37), 770.
Deluc, physicien genevois II, 474, 556.
Denainvilliers II, 464, 465, 492, 544, 545.
Denis (Mme) I, 188, 190, 191, 192, 195, 196, 197, 201.
Desaint, libraire I, 198, 199.
Desauges, libraire I, 158.
Desfontaines (abbé) II, 429.

Desmarest II, 484, 513 (n. 20).
Desnoireterres I, 35.
DESPOTISME I, 237 et suiv., 278, 280, 294, 301 ; II, 756.
DIDEROT I, 103, 105, 108 (n. 8), 113, 117, 118, 119 (n. 33), 127, 130, 134, 161 (n. 63), 287 (n. 22) ; II, 526 (n. 57), 528, 758.
Dietrich (baron de) II, 640 (n. 23).
Dionis du Séjour (Louis Achille) conseiller à la Cour des Aides I, 15, 75 (n. 37), 257 et suiv., 269, 383.
Dionis du Séjour (Achille Pierre), astronome, conseiller au Parlement II, 578 (n. 52).
Donat, avocat I, 68.
Dorat-Cubières II, 714, 770.
Douet (Mme) II, 393, 518 (n. 32 et 34), 524, 526 (n. 57), 535.
Dubois I, 2, 15 (n. 32), 41 (n. 2) ; II, 499, 704 (n. 3), 770.
Dubois de l'Etang II, 444 (n. 6), 446 (n. 13).
Duchesne, libraire I, 93.
Duchosal, avocat I, 35.
Duclos I, 146, 255 (n. 1).
Dufresny II, 694 (n. 27).
Duhamel du Monceau I, 7, 16 ; II, 464, 465, 466, 469, 479, 485 (n. 61), 490, 491, 492, 493, 502, 515, 538, 539, 543 à 547, 688.
Dumarsais II, 453.
Dupaty II, 667 (n. 4), 675.
Dupin I, 3.
Dupont de Nemours I, 16, 358 (n. 8) ; II, 443, 444 (n. 5), 445 (n. 7 et 9), 567, 607 (n. 26), 689.
Dupré de Saint-Maur II, 639.
Durand, libraire I, 128, 134.
Duras (duc de) I, 183.
Dutens (Louis) I, 380 à 386.

E

EDUCATION NATIONALE II, 449 et suiv.
Elisabeth (Madame) II, 714, 719, 721, 751 (n. 20), 752.
Ennery (comte d') I, 318, 320.
Enville (duchesse de la Rochefoucauld d') I, 16, 75 ; II, 474, 537, 540, 542 (n. 13), 548, 550 (n. 36), 552, 553, 555, 571 (n. 33), 687.
Eon (chevalier d') I, 381 (n. 11).
Epinay (Mme d') II, 555.
ESCLAVAGE II, 630.
ESPAGNE I, 182-184 ; II, 516-517.
Espréménil (d') II, 747.
ETATS GÉNÉRAUX I, 9 ; II, 396, 658-662.
Etigny (d') II, 529.

EXCLUSION DES CHARGES II, 588, 590-592.

F

Fays (de) I, 248, 259.
 Fautras (de) I, 248.
 Fénelon I, 161 (n. 62) ; II, 593, 671, 770.
 FERMIERS GÉNÉRAUX I, 231, 313 ; II, 755.
 Ferrand II, 574 (n. 40).
 Firmont-Edgeworth II, 714, 715, 716, 721.
 Fléchier I, 160 ; II, 423, 426 à 434, 593.
 Fleurieu (Claret de) II, 551 (n. 38).
 Fleury (cardinal de) I, 268 (n. 33), 365, 367, 368 ; II, 423, 475 (n. 30).
 Flizet, jardinier II, 466, 469, 470.
 Fontenelle I, 188.
 Formey I, 66.
 Fougeroux de Bondaroy II, 465, 485 (n. 6), 544, 545.
 Fouquet I, 26.
 FOUQUIER-TINVILLE II, 722, 735, 736, 740, 743, 744, 746, 747 (n. 13), 751, 752.
 Fourqueux (de) I, 299 (n. 6) ; II, 640 (n. 23).
 Francès I, 319.
 Francœur I, 343.
 François 1^{er} I, 277 (n. 6).
 FRANKLIN II, 460 (n. 18), 478, 603 à 607, 612.
 Frédéric de Prusse I, 192, 195 (n. 21).
 Fréron I, 139 à 157, 203, 288.
 Funck-Brentano I, 398.

G

Gaillard I, 2, 15 (n. 32), 44, 60, 88 (n. 16).
 Gaillard de Charentonneau I, 266.
 GENÈVE II, 537 à 558.
 Geoffrin (Mme) II, 548 (n. 29).
 Gibbon (Edouard) II, 696.
 Gibert II, 749 (n. 15).
 Gilbert des Voisins I, 369 (et n. 33), 377 ; II, 567, 742.
 Girardin (marquis de) II, 553, 554, 555, 556.
 Glanieres (Richard des) I, 75.
 Goret II, 705, 712.
 Gourville (de) II, 432.
 Goyon de la Salle II, 472.
 Gradis, juif bordelais II, 631.
 Grammont (duchesse de) II, 747.
 Grasset imprimeur genevois II, 556 (n. 46).
 Grégoire XV II, 598.
 Grégoire (abbé) I, 14 ; II, 632, 646 à 649.

Grimm I, 145 (n. 19), 151 (n. 35), 154, 239 (n. 4), 255 (n. 1) ; II, 543 (n. 29), 554, 555, 568, 584.
 Grimod de la Reynière, père I, 34, 80 (n. 48), 117 (n. 27), 189 ; II, 739.
 Grimod de la Reynière, fils I, 34, 36 ; II, 471.
 Grimod de la Reynière (Alexandre Balthazar Laurent) I, 35-36.
 Grosley, académicien de Troyes I, 27 (n. 7) ; II, 516, 517 (n. 31).
 Guasco (abbé) II, 548.
 Guérin, libraire I, 93.
 Guettard II, 484, 485 (n. 61), 489, 495, 503-504, 513 (n. 20), 542, 549 (n. 33).
 Guibert I, 325.
 Guillaume IV, stathouder II, 531 (n. 72).
 Guines (comte de) II, 391.

H

Haller (de) II, 541.
 Heerkens, savant hollandais II, 481 (n. 44).
 HELVÉTIUS I, 85 (n. 6), 120 à 127 ; II, 675.
 Helvétius (Mme) I, 126 ; II, 604.
 Hémery (d') I, 80, 144, 159, 177, 200 ; II, 627, 666, 678 (n. 18).
 Hénault (président) I, 58, 194, 195 (n. 23).
 Henri IV I, 223, 241 ; II, 592 (n. 24), 593 (n. 25), 598, 599, 749.
 Henriette de France II, 598.
 Hocquart (président) I, 230 (n. 41), 248, 285.
 Holbach (d') I, 287 (n. 24).
 HOLLANDE II, 519-530.
 Hollope II, 745, 752.
 Hourwitz (Zalkind) II, 632, 646.
 Hüe (baron) II, 705, 706, 713, 714, 715 (n. 33), 720, 721, 738, 739, 740.
 Hume (David) II, 671, 703.
 Hutin, fonctionnaire de la Cour de Lorraine I, 78, 141.

I

IMPOTS I, 211 et suiv. (Chap. IX, passim), 312 et suiv. ; II, 606, 657.
 INAMOVIBILITÉ DES OFFICES I, 302.
 INSTITUTIONS SOCIALES ET CHARITABLES I, 345 à 348 ; I, 528 et suiv.
 INSTRUCTION DU PEUPLE II, 460-461.
 INTOLÉRANCE I, 9, 357 et suiv., 367-368 ; II, 397, 430 et suiv.

J

- Jacquemin, valet de chambre de Malesherbes** II, 499, 514, 749, 751.
Jacques II II, 429.
JANSÉNISME I, 59, 119 ; II, 416.
Jarente (Mlle de), — épouse de Grimod de la Reynière fils I, 34.
Jaucourt I, 119, 354.
Jay (John) II, 610.
Jean le Bon I, 210.
Jefferson II, 608-611, 612.
JÉSUITES 7, 40 à 55, 80 à 84, 280 ; II, 417.
Joly de Fleury (Guillaume) I, 60, 356, 358, 361, 364, 365, 367, 368, 371 ; II, 563, 584, 586, 598.
Joly de Fleury (Guillaume-François-Louis) I, 356 (n. 3).
Joly de Fleury (Omer) I, 94 (n. 29), 123, 127, 342, 356 (n. 3).
Joly de Fleury (Jean-François) I, 94 (n. 29), 295, 297, 356 (n. 3).
Joseph II I, 12.
JUIFS II, 631 à 648.
Jussieu (Antoine de) II, 463 (n. 1), 496 (n. 88).
JUSSIEU (Bernard de) II, 463, 479, 483, (n. 51), 489, 495, 496, 622.
Jussieu (Antoine-Laurent de) II, 463 (n. 1).
JUSTICE CORRECTIONNELLE II, 404 et suiv.
JUSTICE GRATUITE I, 283, 302.
JUSTICE PRÉVENTIVE II, 404 et suiv.

K

- Kalm voyageur** II, 478, 483.
Kerguelen II, 622.

L

- La Bourdonnaye de Boishullin** II, 472 à 474, 477, 556 (n. 46).
La Bruyère II, 676.
La Chaise (le Père) II, 695.
La Chalotais I, 279 ; II, 451, 455, 461.
La Condamine I, 68, 143.
Lacretelle (Charles) I, 15 ; II, 634, 705, 711 (n. 22), 717 (n. 1), 718.
LACRETELLE (Pierre-Louis) I, 16 ; II, 477 (n. 31), 564 à 568, 626, 627, 631, 632, 634 et suiv.
Lacretelle (Jacques de) II, 634 (n. 9).
LA FAYETTE II, 568 à 571, 576, 610, 630 (n. 39), 729.
La Fontaine I, 181.
La Ferrière (chevalier de) I, 75.
La Galaizière (Chaumont de) I, 248, 249-251 ; II, 788.
La Galissonnière (de) II, 478, 479.

- Laigle (marquise de)** II, 751 (n. 20).
La Lande (de) II, 439.
Lallemand de Nantouillet I, 241, 242.
La Luzerne (César-Antoine de) I, 28 ; II, 613.
La Luzerne (Marie-Elisabeth de Lamoignon, épouse de) I, 28, 33 ; II, 613.
LA LUZERNE (César-Henri, comte de) II, 608 (n. 13), 613 à 630, 684 (n. 1), 727.
La Luzerne (César-Guillaume de) II, 613, 729, 750, 752.
La Luzerne (Anne-César de) II, 603, 605, 607, 608, 613, 732 (n. 20), 764.
Lamartine II, 696 (n. 30).
La Marche (Louis - François - Joseph de Bourbon, prince de Conti, comte de) I, 92, 217 (n. 16).
Lamarck (comtesse de) I, 145, 159.
Lambesc (prince de) I, 336.
Lambert, libraire I, 72, 143, 152.
La Mettrie I, 287.
La Michodière I, 68 (n. 16), 173 (n. 17).
LAMOIGNON (Famille de) I, 9, 25.
Lamoignon (Charles de) I, 25.
Lamoignon (Chrétien de — 1567-1636) I, 26.
Lamoignon (Guillaume de), premier Président au Parlement de Paris I, 26.
Lamoignon (François - Chrétien), grand-père de Malesherbes I, 27, 49 ; II, 431 (n. 37), 433, 436, 453.
Lamoignon de Basville (Nicolas de) Voir Basville.
Lamoignon (Guillaume de) Chancelier de France, père de Malesherbes I, 27 à 32, 43, 45 à 55, 63, 81 à 99, 114, 118, 119, 127 à 133 (passim), chap. VI et VII (passim), 209, 227, 277 à 280, 301 (n. 9), 359 (n. 11).
Lamoignon (Chrétien-Guillaume de, — 1712-1759), président à mortier I, 11, 116, 117.
Lamoignon (Chrétien-François de), président au Parlement, garde des Sceaux sous Louis XVI I, 33, 207, 299 ; II, 449, 450, 452, 476, 567 (n. 19), 637 (n. 19), 655.
Lamoignon (Marie-Elisabeth de) Voir La Luzerne.
Lamoignon (Barbe Nicole de) I, 28.
Lamoignon (Anne Nicole de). Voir Sénozan.
Lamoignon (Marie-Louise de). Voir Castanier d'Auriac.
Lamoignon (Agathe Françoise de) I, 33 ; II, 512.
Lamoignon (Marguerite Antoinette Thérèse de). Voir Rosanbo.

Lamoignon (Françoise Pauline de).
Voir Montboissier.

La Morlière I, 142 (n. 11), 155 (n. 47).

Larnage (Mme de) II, 554.

La Porte (abbé de) I, 152-153.

LA ROCHEFOUCAULD (Louis Alexandre, duc de) I, 16 ; II, 474, 550 (n. 36), 571 (n. 33) ; 630 (n. 39) ; 687, 689, 690.

La Rochefoucauld-Liancourt (duc de) II, 491 (n. 75), 689.

La Tour (de) I, 335, 343.

Lauzun (duchesse de) II, 750.

La Vauguyon (de) I, 75, 93, 158.

La Vrillière (Phéliepeaux, duc de) I, 215, 229, 230, 246, 247 (n. 19), 323, 330, 348 ; II, 475 (n. 30), 773.

Le Blanc de Castillon I, 335.

Le Breton, libraire I, 105, 108, 109, 128, 132 (n. 71), 134, 135.

Le Chapelier II, 747.

Leclerc, libraire II, 539.

Lecointe de Marcillac II, 411 à 414.

Leczynski (Stanislas) I, 76, 141, 148, 202.

LÉGISLATION CRIMINELLE I, 283, 287 ; II, 621, 670, 675.

Leibniz II, 488.

Le Laboureur I, 249.

Lemoine I, 270.

Lenfant (abbé) II, 577.

Le Noir, lieutenant de police I, 319.

Lepitre (Jean-François) II, 705, 713.

Le Prévost de Beaumont II, 772.

Le Prieur, imprimeur I, 195, 200.

Le Roy (J. B.) II, 604, 605, 606, 688.

Le Sage (auteur de Gil Blas) II, 694 (n. 27).

Le Sage, savant genevois II, 556.

Lespinasse (Mlle de) I, 325.

Le Tellier II, 563, 593, 695.

LETTRES ANONYMES I, 347 ; II, 679, 680.

LETTRES DE CACHET I, 231-232, 330 à 335 ; II, 394-395, 398 à 404, 547, 772.

LETTRES DE SURSÉANCE II, 618-620.

Le Turc, savant mécanicien II, 520, 521, 523.

Le Vieillard II, 606.

Liard II, 453 (n. 11).

LIBELLES DIFFAMATOIRES I, 175, 287 ; II, 674.

LIBERTÉ DE LA PRESSE I, 184-186, 286-288 ; II, 665 à 681.

Lignac (le Père de) II, 541.

Linguet II, 399.

Linné II, 487, 489, 493 (n. 78).

Locke II, 453.

LOIS COMMINATOIRES I, 368.

LOIS FONDAMENTALES I, 238.

Louis (baron) I, 163 (n. 1) ; II, 665.

Louis XIII II, 405, 421, 424, 435, 440, 583, 586 (n. 12), 588, 590, 593.

Louis XIV I, 14, 86, 87, 357, 364, 365, 371 ; II, 405, 421, 424, 426, 430, 435, 437, 440, 435, 531, 583, 584, 585, 586, 588, 590, 592 (n. 24), 596, 652, 757, 765.

LOUIS XV I, 1, 73, 74, 75, 104, 130, 131, 211 à 234 (passim), 235 à 253 (passim), 256, 258, 259, 261, 268, 269, 317, 344, 356 (n. 2), 364, 369, 371 ; II, 405, 585, 592 (n. 24), 655 (n. 13), 697, 773, 788.

LOUIS XVI I, 1, 6, 7, 36, 230, 269, 292, 300, 311, 316, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 328, 337 à 341, 371, 373 ; II, 393, 396, 398, 414, 415, 424, 444, 446, 448, 551 (n. 38), 631, 651 à 663, 697, 702, 703 à 716, 717, 739, 740, 746, 757, 768, 770, 773.

Louis XVIII II, 719, 752 (n. 25), 774.

Luxembourg (maréchal et maréchale de) I, 93.

Luyens (duc de) I, 140.

M

Mably II, 658 (n. 19), 671, 694 (n. 27).

Machault d'Arnouville I, 318, 362 (n. 18).

Macquer I, 10, 17 ; II, 483 (n. 52), 484, 485 (n. 58), 491, 496.

Madison II, 608, 610.

MAGISTRATURE I, 8-9, 31-32, 51, 276 et suiv., 293, 302 (chap. XI et XII (passim), 368 ; II, 397, 670, 753-754.

Maillet (de) II, 488.

Maintenon (Mme de) II, 431, 563, 671.

Mairan (de) II, 539, 541.

MAISON DU ROI I, 335 à 341.

Malesherbes (Mme de, née Grimod de la Reynière) I, 36, 37, 38, 39, II, 505, 512, 739.

Mallet (abbé) I, 113, 116, 119.

Marbois (Barbé de) II, 407 (n. 38), 481, 483, 607, 612, 614, 621, 625, 626, 628, 629, 750.

Margency (de) II, 556.

Marguerite de Valois II, 598.

MARIAGES MIXTES II, 597-599.

MARIE-ANTOINETTE reine I, 311, 318, 319, 320, 321, 328, 329 ; II, 391, 667 (n. 5), 707, 719, 721.

Marie Leczynska reine I, 78, 121, 124, 202, 223 (n. 28).

Marie-Thérèse, impératrice II, 392.

Marmontel I, 11, 12, 148 (n. 29), 150-152.

Martainville I, 2, 228 (n. 38).

Matignon (comtesse de) II, 750.

Maupéou, père I, 95, 96.
MAUPEOU (René Charles Augustin de), Chancelier I, 39, 95, 96, 204, 227, 228, 236, 237, 243, 245, 249, 252, 257, 273, 277 (n. 6), 278 (n. 1), 281, 292, 297, 309; II, 689 (n. 15), 718, 773, 788.
MAUREPAS I, 57, 292 à 300, 303, 317 à 322; II, 392, 393 (n. 13), 394, 414, 415, 446, 475 (n. 30), 739.
Maynon d'Invaü (Etienne) II, 472.
Mazières, fermier général I, 228 (n. 39), 230 (n. 42).
Mendelsohn (Moses) II, 633.
Mercy-Argenteau (comte de) I, 318 (n. 16), 328, 329; II, 391 (n. 6).
Mesnard II, 430.
Métra I, 325 (n. 1), 326.
Mézéray II, 408, 691.
Meulan d'Ablois, intendant I, 384.
Michaelis II, 636.
Miller II, 479.
Millet, censeur I, 104, 107 (n. 7), 108, 111-112.
Milton II, 681.
MIRABEAU (marquis de) I, 86-88 174-175.
Mirabeau (comte de) I, 335 (n. 27); II, 399, 633, 634, 636, 649, 681.
Miromesnil I, 65, 176, 177, 253, 297, 299; II, 565, 570, 640.
Molé (président) I, 295.
Molière I, 188; II, 676, 694 (n. 27).
Molleville (Bertrand de) II, 702, 704 (n. 4).
Moncrief, censeur I, 146, 198.
MONNAIE II, 628.
Monnerat I, 227 à 234, 257, 333.
Monnet II, 484, 485 (n. 58).
Montaigne I, 7.
Montaux, pharmacien II, 515, 516 (n. 26).
Montaudoin, armateur II, 471 (n. 13).
Montbarey (prince de) II, 750.
Montboissier (Charles Philippe Simon, baron de) I, 39, 40; II, 481, 721, 725, 726, 727, 728, 733, 734, 752.
Montboissier (Françoise Pauline de Lamoignon, épouse de) I, 38, 39, 259 (n. 11); II, 534, 557, 696 (n. 29), 700 (n. 39), 701, 718, 721, 727 à 735, 774.
Montboissier (Charlotte Pauline de, comtesse de Colbert) II, 733 (n. 21).
Montclar (de) I, 351, 361 (n. 15).
Montclar (de), évêque I, 362.
MONTESQUIEU I, 141 (n. 7), 161-162, 234 (n. 47); II, 404, 430, 545 à 548, 662, 671, 756.
Montgolfier II, 684 (n. 2), 758 (n. 4).
Montmorin (de) II, 641, 702.
Montrevel (maréchal de) II, 432, 433,

436, 437, 439.
Morand, censeur I, 140, 145 (n. 21).
Morellet I, 15, 61, 149, 158, 159, 164, 184, 283 (n. 14).
Moultou (Paul) II, 552 à 556.
Mulinen (de), magistrat bernois II, 641 et suiv.
Muy (comte de) I, 309; II, 423.

N

Napoléon I, 163 (n. 1); II, 621 (n. 15), 700, 758.
NATION ET ROI II, 683-687, 756-757.
Neaulme, imprimeur I, 191, 192, 200, 201.
Necker I, 324; II, 622, 654 (n. 10), 683.
Nivelle de la Chaussée I, 181 (n. 36).
Noailles (de) commandant du Languedoc II, 423 (n. 20).
Noailles (cardinal de) II, 431, 563.
Noailles (maréchale de) II, 577.
NOBLESSE I, 9; II, 692-693, 697.
Nolin (abbé) II, 479.
Nollet, physicien II, 485 (n. 61).

O

Orléans (duc d') I, 222; II, 663 (n. 28), 713, 741.
Ormesson (Louis François de Paule Lefèvre d') I, 268, II, 749 (n. 15), 788.
Ormesson (Marie François de Paule Lefèvre d') I, 222, 248, 249, 297; II, 788.
Outrequin, greffier I, 244, 246 (n. 15).
Ozy, savant II, 503, 504.

P

Paine (Thomas) II, 606.
Palissot I, 158, 288.
Palissy (Bernard) II, 488.
Paoli II, 482.
PARLEMENTS I, 236-244, 273-283, 293-294, 396; II, 721-722, 741-742.
Parmentier II, 495.
Parre, cocher II, 750 (n. 16).
Pasquier, conseiller au Parlement I, 368.
Périgord (comte de) I, 332 (n. 20); II, 415, 576.
PERMISSIONS TACITES I, 94, 173-174, 288; II, 671.
Perrault I, 27 (n. 6); II, 694.
Pestel, professeur hollandais II, 524.
PEUPLE I, 9; II, 758.
Pfeffel II, 636, 638.
Philépeaux Voir La Vrillière.
PHILOSOPHES I, 101-102, 160-162; II, 397.
Pierre le Grand II, 527.

Pierson, secrétaire de Malesherbes II, 734, 749-51.
 Pithou (Pierre) I, 158, 288.
 Pitt II, 746.
 Pline l'Ancien II, 485-486.
 Poederlé (baron) II, 472.
 Poitevin II, 571 (n. 33).
 Poivre (Pierre) II, 610 (n. 39).
 POLICE II, 404 à 408.
 Pompadour (Mme de) I, 88, 105, 107 (n. 6), 148, 175 (n. 22). 788
 Pompignan (Lefranc de) I, 74, 75, 93, 158, 357.
 Pontcarré (de) I, 222.
 Porée (le Père) I, 41.
 Portail (président) I, 56, 57, 295.
 Pothier, jurisconsulte, II, 598.
 Pottier (Madeleine, épouse du grand président de Lamoignon) 27.
 Poul (capitaine) II, 436.
 Poulliet I, 214.
 POUVOIRS INTERMÉDIAIRES I, 233-234 ; II, 662, 756.
 Prades (abbé de) I, 103-104, 105.
 Praët (van) II, 667.
 Praslin (duc de) I, 79.
 PRINCE MONARCHIQUE II, 685-687.
 PRISONS I, 330 et suiv., 351-353.
 PROTESTANTS, (PROTESTANTISME) I, 354 à 387 ; II, 417 à 441, 559 à 602.
 Proyard (abbé) II, 577.
 Prévost (abbé) I, 169 (n. 9).
 Pucelle (abbé) I, 55 à 59, 119 (n. 33).
 Pucelle (Claude) I, 55.

R

Rabaut (Paul) I, 14, 361 (n. 17), 374 ; II, 411, 412, 576-577.
 RABAUT-SAINT-ETIENNE I, 16, 166 (n. 4), 234 (n. 47) ; II, 438 (n. 46), 568, 571 à 576, 662 (n. 27).
 Rabelais II, 758.
 Racine I, 27, 188.
 Radonvilliers (abbé de) I, 41.
 Raynal II, 694 (n. 27).
 Réaumur II, 485 (n. 61), 489, 538.
 RELAPS ET APOSTATS II, 589, 594-597.
 RELIGION I, 30-31, 47-48 ; II, 397, 415 et suiv. ; II, 747-748.
 RÉPRESSION I, 350-354.
 RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES I, 9, 356, 371 ; II, 418, 431.
 Régnaud I, 27 ; II, 694 (n. 27).
 Rémond de Sainte-Albine I, 69.
 Rey, imprimeur libraire d'Amsterdam II, 539, 540.
 Richard (le Père J.) II, 472.

Richard, naturaliste II, 622-623.
 Richard, intendant de M. de Montboisier II, 733.
 Richelieu (cardinal de) I, 26, 146 (n. 22).
 Richelieu (maréchal, duc de) I, 195, 248 à 252, 359.
 Richeprey, ingénieur II, 630 (n. 39).
 Robeck (princesse de) I, 158 (n. 56), 159.
 Robespierre II, 635 (n. 11), 649, 711, 718.
 Robin libraire I, 158, 198, 199.
 Rochechouart (marquis de) I, 335.
 Roederer I, 3, 15 (n. 32), 103 (n. 2) ; II, 631, 632, 636.
 Rohan (cardinal de) II, 599 (n. 37).
 Roland, chef camisard II, 436.
 Rolland (président) II, 451, 452, 457 (n. 16), 684, 735, 746.
 Rollin II, 451.
 ROSANBO (président Le Peletier de) I, 39, 40, 259 (n. 10) ; II, 476, 559 (n. 1), 697, 700 (n. 40), 721 à 725, 738, 740 à 744, 770.
 Rosanbo (Marguerite Antoinette Thérèse de Lamoignon, épouse Le Peletier de) I, 39, 205, 259 (n. 10) ; II, 471 (n. 13), 477, 559 (n. 1), 569, 575 (n. 43), 697, 700 (n. 39), 718, 721, 725, 726, 727 à 735, 738, 743, 744, 745, 746.
 Rosanbo (Aline Thérèse de, épouse de Jean Baptiste de Chateaubriand) II, 697, 719, 725, 741, 743, 744, 747.
 Rosanbo (Guillemette de, épouse de Charles Marie Le Peletier d'Aulnay) II, 700 (n. 39), 719, 734, 742, 744.
 Rosanbo (Louise de, épouse de Hervé Louis François Clérel de Tocqueville) II, 719, 726, 735, 740, 744.
 Rosanbo (Louis Le Peletier de) I, 3 (et n. 3), 4 ; II, 721, 724, 738, 743, 744.
 Rouelle I, 61 ; II, 484 (n. 56).
 Rouillé I, 79, 183, 356 (n. 4).
 Roujault (Nicolas Etienne) grand-père de Malesherbes I, 28.
 Roujault (Mme, née Barbe Madeleine Maynon) grand-mère de Malesherbes I, 28, 41, 59.
 Roujault (Anne Elisabeth, épouse du Chancelier de Lamoignon) mère de Malesherbes I, 28, 54.
 Rousseau (Jean-Baptiste) II, 694 (n. 27).
 ROUSSEAU (Jean-Jacques) I, 1, 13 (n. 29), 14, 15, 37, 66, 93-95, 380 ; II, 453, 472, 537, 540, 552 à 556, 671, 672, 700, 754, 755.

Rousseau (Pierre) I, 71-73, 157 (n. 52).

Rozier (abbé) II, 495, 764.

RULHIÈRE I, 5 (n. 6), 13 (n. 29), 14, 16, 366, 367, 369 (n. 34), 370; II, 477 (n. 31), 559 à 567, 572 (n. 36), 577 (n. 52), 582 (n. 4).

S

Sage I, 17; II, 495.

Saillant, libraire I, 198.

Saint-Aignan (duchesse de) II, 444, 445.

Saint-Aubin (de) I, 70-71.

Saint-Florentin (de) Voir *La Vrillière*.

Saint-Germain (comte de) I, 339, 341, 375.

Saint-Just II, 710 (n. 15), 741.

Saint-Lambert II, 567, 635.

Saint-Priest (Guignard de) père et fils I, 173 (n. 16) 179 à 182, 331, 332, 334, 335, 359; II, 739.

Saint-Vincent (président de) I, 335.

Saint-Rémi (Leroux de), intendant de Malesherbes I, 38 (n. 33), 269, 270.

Sainte-Beuve I, 11 (n. 25), 74 (n. 35), 155; II, 758.

Sainte-Marie (Mme de) II, 475-476.

Salles Deneuilly, II, 640.

Salley I, 122, 159, 177.

Sallier, (président) I, 230, 249.

Sarcheville (de) I, 266.

Sarsfield (comte de) I, 12; II, 470, 526.

Sartine (de) I, 87 (n. 10), 145, 158, 159, 175, 177 (n. 27), 239 (n. 4), 318, 319, 321; II, 389, 446 (n. 11), 621 (n. 18).

Saussure (H. B. de) II, 477, 541, 548 à 550, 557.

Saxe (prince Xavier de) II, 750.

Saxe-Gotha (duchesse de) I, 194.

Schœpflin, libraire à Colmar I, 192, 193.

Schœpflin, professeur I, 193.

Secondat (fils de Montesquieu) II, 547.

Séguier, chancelier I, 26.

Séguier, avocat général I, 309 (n. 2).

Séguier, savant nîmois I, 17, 378 (n. 11), 379; II, 392, 412, 483 (n. 53), 484, 513.

Séjur (maréchal de) II, 614, 636 (n. 18).

Sénac de Meilhan I, 282 (n. 13), 331, 334, 335 (n. 26).

Sénozan (Jean Antoine Olivier, comte de) I, 28; II, 505 (n. 9), 524 (n. 52), 547 (n. 28), 748 (n. 14).

Sénozan (Mme de, née Anne Nicole de Lamoignon) I, 28, 33, 299 (n. 7); II,

500 (n. 2), 505, 506, 524, 547 (n. 28), 746, 748 (n. 14), 751-752.

Sénozan (François de) I, 12, 299 (n. 7).

Seynas (de) I, 208 (n. 61).

Sèze (de) II, 649, 707, 708, 709, 710, 714 (n. 29), 715, 718 (n. 3).

Short (William) II, 610.

Silvestre II, 562, 564.

Sombreuil (Mlle de), II, 739.

Soulavie I, 15 (n. 32); II, 441 (n. 54), 446.

Sourdeval (comte de) II, 751 (n. 20).

Suard (Mme) II, 689.

Sully I, 293, 299 (n. 7).

SUPERSTITION II, 437, 467-468, 512, 748.

T

Tamponnet, censeur I, 105, 110, 111, 147.

Target I, 299; II, 567, 631, 635, 707.

Temple (William) II, 605.

Tercier I, 120 à 124, 288; II, 673, 676.

Terray (abbé) I, 237, 256, 260, 261, 292; II, 656.

Tessé (comtesse de) II, 474, 475, 610.

Tessier (abbé) II, 480.

Thierry, avocat à Nancy II, 632.

Thouret II, 747.

Thouin I, 17; II, 495, 622.

Tissot, médecin lausannais II, 551-552.

Tocqueville (Clérel, comte de) I, 15 (n. 32); II, 690, 703 (n. 2), 721, 724, 738, 748, 751, 769.

Tournes (de) libraires, II, 591.

Tourzel (duchesse de) II, 704 (n. 2), 744 (n. 9).

Toussaint I, 287 (n. 23).

Trembley II, 489, 541.

Tressan (comte de), I, 148, 202.

Treillard II, 710 (n. 15), 717.

Tronchet II, 707, 708, 709, 710, 713, 714 (n. 29), 715, 769, 771.

Tronchin II, 474, 541, 556 (n. 46).

Trublet (abbé) I, 111 (n. 17), 140, 146, 147.

Trudaine (Daniel) I, 159, 217, 299 (n. 6); II, 764.

Trudaine de Montigny I, 16, 299; II, 389, 475.

Turenne II, 593 (n. 26).

TURGOT I, 12, 15, 75, 151, 205, 207, 265 (n. 22), 291 à 307, 317 à 323, 325, 326, 329, 345 (n. 50), 358 (n. 8), 373, 381; II, 390 (n. 2), 391, 392, 393, 396, 397, 414, 443 à 448, 537, 539, 567, 606, 607, 635, 673 (n. 13), 687, 688, 739, 764, 787.

Turgot (marquis) II, 444, 445, 447, 472.

U

UNIVERSITÉ II, 452 et suiv.
 Urbain VIII II, 598.

V

VAGABONDAGE I, 348-350.
 Vaines (de) II, 616.
 Vandeul (Mme de) I, 105.
 Varenne (Jacques) I, 218-220.
 Varenne de Fenille II, 464 (n. 3), 480, 482-483.
 Vauvenargues (marquis de) I, 335.
 Veillon (le juge) II, 533.
 Velly (abbé) II, 408, 691.
 VÉNALITÉ DES CHARGES I, 282, 302.
 VENISE (République) II, 679.
 VERGENNES I, 331 (n. 16) ; II, 391, 519-521, 604 (n. 3).
 Vergniaud II, 711.
 VÉRI (abbé de) I, 64, 307 (n. 15), 317 à 322, 324, 337 ; II, 392, 393, 446, 703.
 Vernet (Jacob) II, 547, 548.

Vignaux (Eugène) I, 2.
 Vilain (vicomte) II, 529.
 Villani II, 408.
 Villars (maréchal de) II, 430, 432, 434, 436, 695.
 Villequier (duc de) I, 230 (n. 41).
 Villeroy (duc de) I, 230 (n. 41).
 VILLES D'ENTRÉE I, 171, 289.
 Voisin (Marie-Anne) grand'mère de Malesherbes I, 27, 49 (n. 19).
 VOLTAIRE I, 61 (n. 39), 111, 119, 153 à 156, 161, 162, 187 à 208, 282, 373 (n. 1) ; II, 428, 430, 431 (n. 38), 464 (n. 5), 537, 550 (n. 36), 669 (n. 8), 671, 672, 673, 691.

W, X, Y, Z

WASHINGTON II, 568, 576, 612, 630 (n. 39).
 Wilkes II, 666 (n. 4), 675.
 Ximénès (marquis de) I, 195, 196.
 Young (Arthur) II, 464.

E R R A T A

- Page 31, ligne 27. Au lieu de *magisrats*, lire *magistrats*.
 ligne 28. Lire *c'est-à-dire*.
- Page 40, note 38, ligne 1. Au lieu de : *née en 1719*, lire : *né en 1719*.
- Page 93, ligne 22. Au lieu de : *è ceux*, lire : *à ceux*.
 ligne 32. Au lieu de : *la nuit du 9 au 10 juin*, lire : *la nuit du 8 au 9 juin*.
- Page 160, ligne 28. Au lieu de : *sur les sentiments*, lire : *sur ses sentiments*.
 , ligne 34. Au lieu de : *protestants*, lire : *protestants*.
- Page 163, note 1, ligne 8. Au lieu de : *née en 1755*, lire : *né en 1755*.
- Page 179, ligne 15. Au lieu de : *quatrième*, lire : *quatrième*.
- Page 179, ligne 29. Au lieu de : *mémoires*, lire : *mémoire*.
- Page 244, ligne 35. Au lieu de : *Dutrequin*, lire : *Outrequin*.
- Page 246, ligne 10. Au lieu de : *Secrétaire d'Etat de la Maison du Roi*, lire :
à la Maison du Roi.
- Page 268, note 31. C'est par erreur que nous avons donné ici le titre de
 marquis au président d'Ormesson. Ce titre appartient à son frère
 aîné (Voir *note complémentaire*, p. 790).
- Page 275, ligne 26. Au lieu de : *mouleur*, lire : *douleur*.
- Page 291, Sommaire, ligne 3. Au lieu de : *Louis XIV*, lire : *Louis XVI*.
- Page 348, note 56, lignes 1-2. Au lieu de : *ce révolte le plus*, lire : *ce qui
 révolte le plus*.
- Page 397, ligne 19. Au lieu de : *avant mon entrée du Ministère*, lire : *avant
 mon entrée au Ministère*.
- Page 401, note 30. Au lieu de : *étudiant*, lire : *étudiant*.
- Page 407, ligne 26. Au lieu de : *converser*, lire : *conserver*.
- Page 409, Les deux derniers alinéas, depuis : *Mais ces temps barbares jus-*
qu'à : la justice criminelle doivent avoir place immédiatement
 après les mots : *une seconde justice criminelle* et avant les mots :
Il ne faut pas oublier...
- Page 443, note 2, ligne 8. Au lieu de : *ou*, lire : *au*.
- Page 445, ligne 36. Au lieu de : *minutes*, lire : *minutée*.
- Pages 474, ligne 6 et 556, lignes 36 et 37. Au lieu de : *de Luc*, lire : *Deluc*.
- Page 485, note 60, ligne 1. Au lieu de : *secundi*, lire : *Secundi*.
- Page 498. (Carte des Pays-Bas). Il va sans dire que la « Belgique »
 n'existait pas à l'époque de Malesherbes. Voir notre note 51 de
 la page 524.
- Page 532, ligne 14. Au lieu de : *Sur les effets de l'hiver 1788-1789 sur les
 conifères*, lire : *...et sur les conifères*.
- Page 565, note 12. Au lieu de : *p. 177*, lire : *p. 570*.
- Page 571, note 33, ligne 9. Compléter : *1854*, p. *334-35*.
- Page 587, notes 14 et 15. Au lieu de : *Appendice V*, lire : *Appendice VI*.
- Page 711, note 21. Au lieu de : *AppendiceV*, lire : *Appendice VI*.
- Page 714, note 32. Au lieu de : *Appendice IV*, lire : *Appendice V*.
- Page 739, ligne 27. Au lieu de : *la loi l'Etat*, lire : *la loi d'Etat*.
- Page 746, lignes 6, 8, 9, 10, 11. Au lieu de : *étaient, avait, serait...* lire :
étaient, avait, seroit...
- Page 779, 5^{me} ligne de la note 3, lire *1775* au lieu de *1775*.

TABLE DES MATIERES

PREMIÈRE PARTIE

SOMMAIRE DE LA PREMIÈRE ET DE LA DEUXIÈME PARTIE	VII
AVANT-PROPOS	XV
INTRODUCTION. <i>La légende et l'histoire. - Malesherbes tel qu'il fut</i>	1
TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES	19
CHAPITRE I. - <i>La Famille</i>	25
CHAPITRE II. - <i>Un enfant irréligieux, léger, négligent, rétif. - Du col- lège des Jésuites aux leçons de Pucelle</i>	41
CHAPITRE III. - <i>Malesherbes à la Librairie. - Un haut fonctionnaire vigilant</i>	63
CHAPITRE IV. - <i>Le Chancelier de Lamoignon et son fils</i>	81
CHAPITRE V. - <i>Malesherbes et l'Encyclopédie</i>	101
CHAPITRE VI. - <i>Malesherbes et les adversaires des philosophes. - Le cas de Fréron</i>	139
CHAPITRE VII. - <i>Idées et doctrines de Malesherbes sur la Librairie pen- dant son administration</i>	163
CHAPITRE VIII. - <i>Malesherbes et Voltaire</i>	187
CHAPITRE IX. - <i>Le premier Président de la Cour des Aides</i>	209
CHAPITRE IX (suite). - <i>De la résistance à la rébellion</i>	235
CHAPITRE X. - <i>L'exilé (1771-1774)</i>	255
CHAPITRE XI. - <i>Les travaux de l'exil</i>	273
CHAPITRE XII. - <i>Premiers mois du nouveau règne</i>	291
CHAPITRE XIII. - <i>De la Cour des Aides rétablie au ministère de la Mai- son du Roi</i>	309
CHAPITRE XIV. - <i>Le ministère de dix mois</i>	325
CHAPITRE XV. - <i>Les affaires des protestants. - Le protestantisme sous Louis XV</i>	355
CHAPITRE XV (suite). - <i>L'action de Malesherbes en faveur des protestants</i>	373

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. - <i>La retraite de Malesherbes. - Son testament ministériel. - Le mémoire sur les lettres de cachet</i>	389
CHAPITRE II. - <i>Malesherbes après sa retraite du ministère. - Le mémoire sur les affaires de religion. - Controverse avec d'Alembert</i>	411
CHAPITRE III. - <i>Malesherbes et les papiers de Turgot (1781)</i>	443
CHAPITRE IV. - <i>Les idées de Malesherbes sur l'éducation (1780-1783)</i>	449
CHAPITRE V. - <i>Le naturaliste</i>	463
CHAPITRE VI. - <i>Les voyages de Monsieur Guillaume</i>	499
CHAPITRE VII. - <i>Les amitiés genevoises</i>	537
CHAPITRE VIII. - <i>La grande affaire. - La préparation des mémoires sur l'état-civil des protestants. - La bataille pour l'édit de tolérance</i>	559
CHAPITRE VIII (suite). - <i>Les travaux sur le problème des protestants</i>	581
CHAPITRE IX. - <i>Les relations américaines</i>	603
CHAPITRE X. - <i>Malesherbes et son neveu La Luzerne. - Les affaires de Saint-Domingue</i>	613
CHAPITRE XI. - <i>La question juive (1788)</i>	631
CHAPITRE XII. - <i>Les derniers mois du second ministère. - Le mémoire sur la situation présente des affaires</i>	651
CHAPITRE XIII. - <i>Le mémoire sur la liberté de la Presse</i>	665
CHAPITRE XIV. - <i>Les premières années de la Révolution. - La Nation et le Roi. - Malesherbes et Condorcet. - Le jeune Chateaubriand et le voyage en Amérique. - Derniers travaux</i>	683
CHAPITRE XV. - <i>Le défenseur du Roi</i>	703
CHAPITRE XVI. - <i>La dernière année de Malesherbes. - La vie au château pendant la tourmente. - Arrestations et perquisitions</i>	717
CHAPITRE XVI (suite). - <i>Port-Libre et l'échafaud. - La famille exterminée</i>	737
CONCLUSION	753
APPENDICES	763
BIBLIOGRAPHIE	775
ICONOGRAPHIE SOMMAIRE	789
INDEX ALPHABÉTIQUE	793
ERRATA	803
TABLE DES MATIÈRES	805

ACHEVE D'IMPRIMER PAR LES
PRESSES JURASSIENNES
A DOLE-DU-JURA
LE 15 NOVEMBRE 1961

Imprimé en France

Dépôt légal 4^e trimestre 1961. N° 23

WITHDRAWN
FROM STOCK
QMUL LIBRARY

